ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2022-09 DU 31 MARS 2022

Avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 11 mars 2022 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur l'avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 15 mars 2022 sur base de de l'article 21, alinéa 1er, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, sur demande de celui-ci, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant que, conformément à l'article 21, alinéa 2 du même décret, toute demande d'avis sollicitée doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant la demande du Bureau exécutif du 22 mars 2022 de solliciter l'avis des membres du Conseil d'Administration de l'ARES ;

L'ARES formule l'avis suivant à l'endroit de l'avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

AVIS

Moyennant la prise en compte des observations, remarques et propositions de modifications qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable** à l'endroit de l'avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique, à l'exception des articles 36 et 37 pour lesquels l'ARES émet un avis **réservé**.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

TABLE DES MATIÈRES

01. ANALYSE DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET 4

01.1 / Titre I – dispositions relatives à l'enseignement supérieur 4

01. 1.1 / Chapitre 1er - Disposition modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'État: 4

01. 1.2 / Chapitre 2 - Disposition modifiant le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française 5

01. 1.3 / Chapitre 3 - Disposition modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) 7

01. 1.4 / Chapitre 4 - Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention 8

01. 1.5 / Chapitre 5 Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études 27

01. 1.6 / Chapitre 6. Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants 32

01. 1.7 / Chapitre 7. Dispositions modifiant le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur 59

01.2 / Titre II. Dispositions relatives à l'Enseignement de Promotion sociale 61

01. 2.1 / Chapitre 8. Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale 61

01.3 / Titre III. Dispositions relatives à la Recherche scientifique 64

01. 3.1 / Chapitre 9. Dispositions relatives à diverses subventions en matière de Recherche scientifique 64

02. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR 74

02.1 / Allocations d'études : conséquences sur le financement des établissements 74

02.2 / Problématique du transdomaine 75

02.3 / Soutien à la codiplômation 75

02. 3.1 / Préambule 75

02. 3.2 / Modifications du décret du 7 novembre 2013 76

02. 3.3 / Modification du décret du 11 avril 2014 80

02. 3.4 / Entrée en vigueur des dispositions 81

02.4 / Décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur 81

02.5 / Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études 82

02. 5.1 / Article 28, alinéa 1er, 7° du décret : représentation étudiante au Conseil d'administration de l'ARES 82

02. 5.2 / Article 39, alinéa 1er, 2° du décret : représentation de la promotion sociale au sein de la Chambre des hautes écoles de l'ARES 83

02. 5.3 / Article 41, alinéa 2 du décret : durée du mandat des membres des commissions permanentes de l'ARES 83

02. 5.4 / Article 68/1 du décret : étudiants libres 83

02. 5.5 / Article 96, § 2, alinéa 1er, du décret: notification par voie électronique 84

02. 5.6 / Article 105, § 4 du décret : toilettage légistique 85

02. 5.7 / Article 107, al. 6 et 7 du décret : jeunes talents 85

02.6 / Décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires 86

02.7 / Arrêtés d'exécution 86

01. ANALYSE DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

01.1 /TITRE I – DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

01. 1.1 / CHAPITRE 1ER - DISPOSITION MODIFIANT LA LOI DU 28 AVRIL 1953 SUR L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE PAR L'ÉTAT:

01. 1.1.1 / Article 1er de l'avant-projet de décret

a) Modifications

» L'article 1er de l'avant-projet est libellé comme suit :
« *A l'article 22, § 1er, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'État, l'alinéa 4 est abrogé* ».

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article précise que la modification envisagée a pour but :
  » D'opérer une simplification administrative dans le cadre de la procédure de nomination des membres du personnel enseignant au sein des universités en supprimant l'obligation de ratification de la nomination par le Gouvernement.
  » Le fait pour les universités publiques de nommer les membres du personnel enseignant participe du principe d'autonomie de celles-ci, sous le contrôle exercé par les commissaires du gouvernement, qui peuvent introduire des recours auprès du Gouvernement si des irrégularités sont constatées.

c) Avis de l'ARES

» La suppression de l'alinéa 4 du §1er de l'article 22 de la loi du 28 avril 1953 est susceptible de générer des erreurs de renvoi dans d'autres dispositions du texte. À cet égard, l'ARES attire l'attention sur l'article 50, alinéa 4 de la même loi dans la mesure où il est fait référence aux alinéas 5 et 6 de l'article 22. A l'article 50, al 4, de la même loi, il conviendrait dès lors de remplacer les mots "Les alinéas 5 et 6 de l'article 22 sont applicables" par les mots "L'alinéa 4 de l'article 22 est applicable".

» **Moyennant la prise en compte de l'observation précédente, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.2 / CHAPITRE 2 - DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 8 FÉVRIER 1999 RELATIF AUX FONCTIONS ET TITRES DES MEMBRES DU PERSONNEL DES HAUTES ÉCOLES ORGANISÉES OU SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

01. 1.2.1 / Article 2 de l'avant-projet de décret

a) Disposition en projet

Dans l'annexe II du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées

1° la ligne

Didactique d'une discipline	*a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 selon le niveau d'enseignement concerné ou*
	b. le diplôme de master en enseignement section 4 ou
	c. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants telle que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.

est remplacée par la ligne

Didactique d'une discipline[1]	*a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou*
	b. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ou
	c. le diplôme de master en enseignement section 4 ou
	d. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants telle que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master en l'enseignement section 5 défini à l'article 31 du même décret, le Certificat

[1] Cette ligne entrera en vigueur en 2022-2023.

	d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.
	Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.

2° La ligne

Enseignant praticien	*Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel* *que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis*

est remplacée par la ligne

Enseignant praticien[2]	*Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.*

b) Objectifs

» Les modifications apportées à l'annexe II du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ont pour objet de mettre en conformité les titres requis avec les nouvelles dispositions réglementaires prévues par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

c) Avis de l'ARES

» Étant donné que les cours à conférer cités sont liés à la réforme de la formation initiale des enseignants et que les dispositions du chapitre 6 du présent avant-projet de décret visent à reporter d'un an la première année d'organisation des formations définies par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, il conviendrait que les deux lignes visées entrent en vigueur en 2023-2024 plutôt qu'en 2022-2023.

[2] Cette ligne entrera en vigueur en 2022-2023.

Moyennant la prise en compte des observations précédentes, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 1.3 / CHAPITRE 3 - DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2001 FIXANT LES RÈGLES SPÉCIFIQUES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE ORGANISÉ EN ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS (ORGANISATION, FINANCEMENT, ENCADREMENT, STATUT DES PERSONNELS, DROITS ET DEVOIRS DES ÉTUDIANTS)

01. 1.3.1 / Article 3 de l'avant-projet

a) Modification

» **L'article 3 en projet est libellé comme suit** :

« *A l'article 466ter du décret 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les modifications suivantes sont apportées :*

1° A l'alinéa 1er, les termes « et pour l'année académique 2022- 2023 » sont ajoutés après les termes « pour l'année académique 2021- 2022 » ;

2° A l'alinéa 2, les termes « l'année académique suivante » sont remplacés par les termes « lors de l'année académique 2023-2024 » et le terme « préalablement » est inséré entre les termes « si l'emploi est » et les termes « déclaré vacant conformément à l'article 100 ». ».

» **Article 466ter tel que modifié par la disposition en projet** :

Article 466ter. *- Dans le domaine de la danse, pour l'année académique 2021- 2022 et pour l'année académique 2022-2023, le pouvoir organisateur peut procéder aux désignations temporaires à durée déterminée du personnel enseignant, par dérogation aux dispositions relatives au recrutement visées aux articles 98 à 104 et aux articles 110 et 112.*

Ces désignations temporaires à durée déterminée peuvent être reconduites ~~l'année académique suivante~~ lors de l'année académique 2023-2024, si l'emploi est préalablement déclaré vacant conformément à l'article 100 ou si le membre du personnel enseignant satisfait aux dispositions relatives au recrutement visées aux articles 109, 110 et 111.

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article précise que l'objectif de la disposition est de prolonger **d'une année académique supplémentaire, donc pour l'année académique 2022-2023,** le dispositif dérogatoire instauré par le décret du 19 juillet 2021 portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'Hôpitaux universitaires, dans le cadre de la création d'un nouveau Master en Danse: danse et pratiques chorégraphiques.

» Selon le commentaire, il s'agit d'un dispositif dérogatoire permettant le recrutement de membres du personnel n'ayant pas les titres requis et ne pouvant bénéficier, au stade actuel, des dispositions leur permettant la reconnaissance d'une notoriété.

» Il s'agit par ailleurs, de permettre au pouvoir organisateur de recruter ces enseignants par dérogation à la procédure classique de recrutement fixée par le décret, qui ne peut, pour des raisons de délai, leur être appliquée. Le dispositif dérogatoire cesse de s'appliquer à partir de l'année académique 2023-2024.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4 / CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 17 JUILLET 2002 DÉFINISSANT LE CERTIFICAT D'APTITUDE PÉDAGOGIQUE APPROPRIÉ À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (CAPAES) EN HAUTES ÉCOLES ET DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE PROMOTION SOCIALE ET SES CONDITIONS D'OBTENTION

01. 1.4.1 / Article 4 de l'avant-projet de décret

a) Modification

» L'article 4 en projet est libellé comme suit :

« *L'article 1er du décret du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention est remplacé par ce qui suit :*

« Article 1er. Le présent décret s'applique aux candidats au certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) visés à l'article 2, 5° et aux établissements d'enseignement supérieur qui sont habilités à dispenser la formation précitée à savoir :

1° Les universités qui organisent des études de 2e cycle ;

2° Les hautes écoles organisant des études de 2e cycle en sciences économiques et de gestion ;

3° Les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale qui délivrent le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

b) Objectifs

» Selon le commentaire de l'article, la disposition en projet vise à préciser le champ d'application du décret en énumérant clairement les institutions d'enseignement habilitées à organiser la formation du CAPAES.

» Le commentaire rajoute qu'il s'agit des institutions qui assurent actuellement la formation pédagogique des diplômés de l'enseignement supérieur.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.2 / Article 5 de l'avant-projet de décret

a) Modification

» L'article 5 en projet est libellé comme suit :

« *A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :*

1° Il est ajouté un 5° libellé comme suit :

« 5° Candidats au CAPAES : les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux, recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ».

2° Il est ajouté un 6° libellé comme suit :

« 6° Administration : L'administration en charge de l'enseignement supérieur ». »

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article indique que le 1° de la disposition en projet insère une définition de la notion de candidat au CAPAES afin de déterminer les membres du personnel pouvant prétendre à la formation.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.3 / Article 6 de l'avant-projet de décret

a) Modification

» **L'article 6 en projet est libellé comme suit** :

« *A l'article 3, alinéa 1er, du même décret, les mots « les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « les candidats au CAPAES ».* »

» **Article 3 du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié :**

« La Communauté française pour les établissements qu'elle organise et tout pouvoir organisateur poursuivent comme objectif dans l'organisation du CAPAES d'amener ~~les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale~~ les candidats au CAPAES, qui s'y inscrivent à développer les compétences suivantes, énumérées ci-dessous sans hiérarchie entre elles :

1. Promouvoir la réussite des étudiants notamment par la prise en compte de la diversité des parcours.

2. Faire face aux devoirs et aux dilemmes éthiques de la profession.

3. Travailler en équipe pluridisciplinaire en partageant la responsabilité collective de la formation.

4. Construire avec les étudiants un contexte relationnel propice à l'apprentissage.

5. Ancrer les contenus et les démarches dans la réalité professionnelle visée par la formation.

6. Accompagner les étudiants dans leurs apprentissages tant théoriques que pratiques ainsi que dans la construction de leur projet professionnel.

7. Planifier le cours et concevoir des dispositifs d'enseignement appropriés aux adultes.

8. Maîtriser et utiliser les outils d'évaluation des apprentissages adaptés à l'enseignement dispensé et pouvoir répondre de ses choix.

9. Maîtriser les savoirs disciplinaires et interdisciplinaires et s'impliquer dans leur construction.

10. Entretenir un rapport critique et autonome avec le savoir relatif à sa discipline et avec la recherche en éducation.

11. Porter un regard réflexif et interdisciplinaire sur ses connaissances scientifiques et son enseignement.

12. Actualiser ses connaissances et ses pratiques.

13. S'inscrire dans une politique de gestion de la qualité de l'enseignement.

14. Être un partenaire actif dans l'organisation et le développement de son institution. »

b) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.4 / **Article 7 de l'avant-projet de décret**

a) Modification

» **L'article 7 en projet est libellé comme suit** :

« *A l'article 5, § 5, alinéa 1er, du même décret, les mots « aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles » sont remplacés par les mots « à la valorisation de crédits et de compétences prévue aux articles 67, alinéa 4 et 5, 117 et 119 du décret du 7 novembre 2013 précité* ».

» **L'article 5, § 5, alinéa 1er du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié :**

« *§ 5. Complémentairement ~~aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles~~ à la valorisation de crédits et de compétences prévue aux articles 67, alinéa 4 et 5, 117 et 119 du décret du 7 novembre 2013 précité ainsi qu'aux dispositions prévues à l'article 8 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le volume de la formation à caractère théorique est réduit à 60 heures pour les*

candidats au CAPAES qui possèdent un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens, le diplôme d'aptitudes pédagogiques, ainsi que le diplôme du troisième degré de professeur d'éducation musicale décerné par le jury de la Communauté française.

Les contenus dont ne sont pas dispensés les candidats mentionnés à l'alinéa précédent sont spécifiques à la formation des enseignants de l'Enseignement supérieur. Ils sont clairement identifiés dans le programme de formation présenté par le responsable de la formation. ».

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article précise qu'il s'agit de mettre à jour un renvoi obsolète.

c) Avis de l'ARES

» L'article 7 de l'avant-projet vise la thématique des dispenses :
  » soit via valorisation de crédits tel qu'organisée par l'art. 117 du décret du 7 novembre 2013, d'une part;
  » soit via valorisation des savoirs et compétences acquis par une expérience professionnelle ou personnelle, tel que visée par l'article 67, alinéa 4 et 5, d'autre part ;

Or, l'article 119 du décret paysage cité dans cet article vise la thématique de l'admission via VAE et non la thématique de l'octroi de dispenses.

L'ARES propose dès lors la rédaction suivante :

"*à la valorisation de crédits telle que prévue à l'article 117 du décret du 7 novembre 2013 et à la valorisation de savoirs ou compétences telle que prévue à l'article 67, alinéa 4 et 5 du même décret*".

» L'ARES attire l'attention sur le fait qu'aucune référence au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études n'apparait pas dans le décret du 17 juillet 2002 dans sa version actuelle. L'ARES préconise dès lors de libeller l'article 7 en projet en remplaçant le terme « précité » par le titre complet du décret.

» **Moyennant la prise en compte des remarques susvisées, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.5 / **Article 8 de l'avant-projet de décret**

a) Modification

» **L'article 8 en projet est libellé comme suit :**

« *A l'article 6 du même décret les modifications suivantes sont apportées :*

1° Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots « de la haute école ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « de l'établissement » ;

2° Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « La haute école ou l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « l'établissement où le candidat est en fonction » et les mots « chacun pour les enseignants qui le concerne » sont supprimés ;

3° Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « La haute école ou l'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale où le candidat au CAPAES est en fonction » sont remplacés par les mots « cet établissement » ;

4° Au paragraphe 2, les alinéas 4 et 5 sont supprimés et remplacés par un alinéa 4 formulé comme suit :

« L'équipe d'accompagnement est composée de membres du personnel enseignant de l'établissement où le candidat est en fonction assumant cette fonction et qui ont été agréés par les autorités compétentes de cet établissement. Celles-ci peuvent intégrer dans l'équipe d'accompagnement des membres du personnel d'une autre institution dans le cadre d'un accord de collaboration prévu à l'article 81, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité. » ;

5° au paragraphe 5, alinéa 1er, les mots « aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 précité et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité » sont remplacés par les mots « à la valorisation de crédits et de compétences prévue aux articles 67, alinéa 4 et 5, 117 et 119 du décret du 7 novembre 2013 précité ». »

» **L'article 6 du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié**

« *Article 6. - § 1er. La formation à caractère pratique, organisée et encadrée par le responsable de la formation, comprend trois axes de contenus : un axe d'accompagnement de la pratique, un axe d'analyse des pratiques et un axe de développement professionnel.*

§ 2. L'accompagnement de la pratique du candidat au CAPAES pendant une partie de ses prestations fait intervenir une équipe d'enseignants ~~de la haute école ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale~~ de l'établissement où celui-ci est en fonction, intitulée équipe d'accompagnement.

~~*La haute école ou l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale*~~ *l'établissement où le candidat est en fonction* assure, ~~*chacun pour les enseignants qui le concerne*~~, *l'accompagnement de la pratique défini à l'alinéa précédent pour les membres du personnel qui sont inscrits à la formation du CAPAES.*

~~*La haute école ou l'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale où le candidat au CAPAES est en fonction*~~ *cet établissement et le responsable de la formation définissent ensemble la fonction de l'équipe d'accompagnement et en informent le candidat au CAPAES.*

~~*L'équipe d'accompagnement est composée de membres du personnel enseignant de la haute école ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale, qui se sont portés volontaires pour assumer cette fonction et qui ont été agréés par le Conseil d'administration ou l'organe de gestion de la haute école, sur avis du Conseil pédagogique ou par la direction de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale.*~~

~~*La haute école peut, avec l'accord de ses autorités, intégrer dans l'équipe d'accompagnement des membres du personnel d'une autre haute école, dans le cadre d'un accord de collaboration prévu à l'article 92 du décret du 5 août 1995.*~~

L'équipe d'accompagnement est composée de membres du personnel enseignant de l'établissement où le candidat est en fonction assumant cette fonction et qui ont été agréés par les autorités compétentes de cet établissement. Celles-ci peuvent intégrer dans l'équipe d'accompagnement des membres du personnel d'une autre institution dans le cadre d'un accord de collaboration prévu à l'article 81, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité.

L'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale où le candidat au CAPAES est en fonction attribue des heures d'expertise pédagogique et technique au membre du personnel qui assure l'accompagnement de la pratique du candidat au CAPAES pendant une partie de ses prestations. Huit heures au maximum sont attribuées par candidat au CAPAES et par année académique.

§ 3. L'axe d'analyse des pratiques vise à faire acquérir des compétences pédagogiques pendant l'exercice de la profession.

§ 4. L'axe de développement professionnel permet de rencontrer les spécificités de différents domaines de l'enseignement supérieur.

§ 5. Complémentairement ~~*aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 précité et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité*~~ *à la valorisation de crédits et de compétences prévue aux articles 67, alinéa 4 et 5, 117 et 119 du décret du 7 novembre 2013 précité ainsi qu'aux dispositions prévues à l'article 8 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le volume de la formation à caractère pratique est réduit à 20 heures pour les candidats au CAPAES qui possèdent un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens, le diplôme d'aptitudes pédagogiques, ainsi que le diplôme du troisième degré de professeur d'éducation musicale décerné par le jury de la Communauté française.*

Les contenus dont ne sont pas dispensés les candidats mentionnés à l'alinéa précédent sont spécifiques à la formation des enseignants de l'enseignement supérieur. Ils sont clairement identifiés dans le programme de formation présenté par le responsable de la formation. ».

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article indique que la disposition en projet a pour objectif d'actualiser et de simplifier la lisibilité de la disposition.

c) Avis de l'ARES

- À l'article 8, 2° de l'avant-projet, considérant que les termes *« l'établissement où le candidat est en fonction »* débutent le paragraphe, il convient de mettre une majuscule au *« l' ».* La même remarque vaut pour le 3° de l'article 8 en projet pour le mot *« cet ».*
- Par ailleurs, à l'article 8, 2°, il est nécessaire de supprimer également la virgule qui apparait devant *« chacun »* et, derrière *« concerne ».*
- Le 5° de l'article 8 de l'avant-projet vise la thématique des dispenses :
  - soit via valorisation de crédits tel qu'organisée par l'art. 117 du décret du 7 novembre 2013, d'une part;
  - soit via valorisation des savoirs et compétences acquis par une expérience professionnelle ou personnelle, tel que visée par l'article 67, alinéa 4 et 5, d'autre part ;

Or, l'article 119 du décret paysage cité dans cet article vise la thématique de l'admission via VAE et non la thématique de l'octroi de dispenses.

L'ARES propose dès lors la rédaction suivante :

" *à la valorisation de crédits telle que prévue à l'article 117 du décret du 7 novembre 2013 et à la valorisation de savoirs ou compétences telle que prévue à l'article 67, alinéa 4 et 5 du même décret* ".

- **Moyennant la prise en compte des remarques précitées, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.6 / **Article 9 de l'avant-projet de décret**

a) Modification

- **L'article 9 en projet est libellé comme suit**

« *A l'article 8 du même décret les modifications suivantes sont apportées :*

1° Le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement nomme le Président, les membres effectifs et les membres suppléants de la Commission CAPAES.

La Commission CAPAES est présidée par le fonctionnaire général en charge de l'enseignement supérieur ou son représentant, membre du personnel de rang 10 minimum et se compose de deux chambres. L'une est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école et l'autre est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale. » ;

2° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école est composée comme suit :

1° Le Président visé au paragraphe 2 ;

2° Trois représentants membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, proposés par Wallonie-Bruxelles-Enseignement et la Fédération des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur en hautes écoles ;

3° Trois représentants proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ;

4° Un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;

5° Deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° Un secrétaire, membre du personnel de l'administration.

Il est désigné un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1er.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1er, 2°, un second suppléant représentant l'enseignement libre non-confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat issu d'un établissement libre non-confessionnel. Le cas échéant, le membre représentant le réseau d'enseignement libre confessionnel ne participe pas à la délibération.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Les deux experts visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1er, 6°, n'a pas de voix délibérative. » ;

3° Le paragraphe 3bis est supprimé ;

4° Le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

«§ 4. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale se compose comme suit :

1° Le Président visé au paragraphe 2 ;

2° Trois représentants, membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, proposés par les réseaux de l'enseignement supérieur de promotion sociale ;

3° Trois représentants effectifs proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ;

4° Un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;

5° Deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° Un secrétaire ou son suppléant, membre du personnel de l'administration.

Il est désigné un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1er.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1er, 2°, un second suppléant représentant l'enseignement libre non-confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat issu d'un établissement libre non-confessionnel. Le cas échéant, le membre représentant le réseau d'enseignement libre confessionnel ne participe pas à la délibération.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section I (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Les deux experts visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1er, 6°, n'a pas de voix délibérative. » ;

5° Le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les Commissions visées à l'article 8 §§ 3 et 4 se réunissent au moins une fois chaque année.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. » ;

6° Le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le Gouvernement désigne les membres des chambres de la Commission CAPAES, pour un terme de quatre ans renouvelable. ».

7° Il est ajouté un paragraphe 7, rédigé comme suit :

*« **§ 7.** Les commissions, visées à l'article 8, §§ 3 et 4, délibèrent valablement lorsque la moitié au moins des membres visés respectivement à l'article 8 § 3, alinéa 1er, 1° à 5° et § 4, alinéa 1er, 1° à 5° du décret, sont présents.*

Un membre qui fait partie du personnel directeur et/ou enseignant de l'établissement dans lequel est recruté ou a été formé le candidat dont le dossier est à l'ordre du jour ne peut participer à la délibération relative au dossier du candidat. Toutefois, le membre peut participer à la délibération s'il enseigne dans un autre domaine que celui-ci et/ou s'il n'est pas intervenu dans son parcours académique.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du Président ou de son représentant est prépondérante. ».

8° Il est ajouté un paragraphe 8, rédigé comme suit :

*« **§ 8.** Le mandat des membres de la Commission CAPAES est gratuit à l'exception des experts visés au § 3, alinéa 1er, 5°, et § 4, alinéa 1er, 5°, pour lesquels une indemnité de 50 euros par jour de présence à la Commission CAPAES est accordée.*

Les membres de la Commission CAPAES ont droit aux indemnités règlementaires pour les frais de parcours. ». »

» **L'article 8 du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié**

« *Article 8. - § 1er. Il est créé une commission externe interréseaux intitulée Commission CAPAES.*

La Commission CAPAES est chargée d'examiner le dossier professionnel déposé par les candidats ayant obtenu une attestation de réussite de la formation et d'attribuer le CAPAES.

Le CAPAES est homologué par le Gouvernement.

~~*§ 2. La Commission du CAPAES est composée :*~~
~~*- de représentants de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique;*~~
~~*- de membres effectifs et de membres suppléants représentant les réseaux d'enseignement de l'enseignement supérieur en hautes écoles et en promotion sociale;*~~
~~*- de membres effectifs et de membres suppléants des organisations syndicales qui siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II, ainsi qu'au Comité de négociation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné;*~~
~~*- du responsable de la formation;*~~
~~*- d'experts ayant une compétence dans la spécialité du candidat, proposés par le Conseil général des hautes écoles ou par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale. Le Gouvernement détermine la composition de la Commission CAPAES.*~~

§ 2. Le Gouvernement nomme le Président, les membres effectifs et les membres suppléants de la Commission CAPAES.

La Commission CAPAES est présidée par le fonctionnaire général en charge de l'enseignement supérieur ou son représentant, membre du personnel de rang 10 minimum et se compose de deux chambres. L'une est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école et l'autre est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale.

~~*§ 3. La Commission du CAPAES est présidée par le directeur général de l'enseignement non obligatoire ou son délégué. Le fonctionnaire responsable de la Direction des Hautes Écoles ou son délégué et le fonctionnaire responsable de la Direction de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou son délégué en assurent la vice-présidence.*~~

~~*Le Président, les Vice-Présidents, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans, renouvelable.*~~

~~Le mandat du Président, des Vice-Présidents et des membres est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours.~~

~~La Commission CAPAES est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, titulaires du grade d'attaché.~~

~~Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.~~

§ 3. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école est composée comme suit :

1° Le Président visé au paragraphe 2 ;

2° Trois représentants membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, proposés par Wallonie-Bruxelles-Enseignement et la Fédération des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur en hautes écoles ;

3° Trois représentants proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ;

4° Un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;

5° Deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° Un secrétaire, membre du personnel de l'administration.

Il est désigné un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1er.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1er, 2°, un second suppléant représentant l'enseignement libre non-confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat issu d'un établissement libre non-confessionnel. Le cas échéant, le membre représentant le réseau d'enseignement libre confessionnel ne participe pas à la délibération.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Les deux experts visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1er, 6°, n'a pas de voix délibérative. »

~~§ 3bis. La Commission du CAPAES peut se réunir en deux chambres séparées, qui sont compétentes soit pour l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, soit pour l'enseignement supérieur de promotion sociale, réunissant chacune la moitié de ses membres, désignés par chacune des délégations.~~

~~La Commission se réunit au complet au moins une fois chaque année.~~

~~§ 4. La Commission CAPAES et chacune de ses chambres délibèrent valablement si la moitié au moins des membres sont présents.~~

~~Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante. En l'absence du Président, la présidence est assurée par le vice-président le plus âgé.~~

~~Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le Président et invite son suppléant à siéger.~~

~~La Commission CAPAES établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, au Gouvernement.~~

§ 4. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale se compose comme suit :

1° Le Président visé au paragraphe 2 ;

2° Trois représentants, membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, proposés par les réseaux de l'enseignement supérieur de promotion sociale ;

3° Trois représentants effectifs proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ;

4° Un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;

5° Deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° Un secrétaire ou son suppléant, membre du personnel de l'administration.

Il est désigné un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1er.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1er, 2°, un second suppléant représentant l'enseignement libre non-confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat issu d'un établissement libre non-confessionnel. Le cas échéant, le membre représentant le réseau d'enseignement libre confessionnel ne participe pas à la délibération.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section I (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Les deux experts visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1er, 6°, n'a pas de voix délibérative.

~~*§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités relatives à l'introduction des dossiers par les candidats au CAPAES, à leur gestion et à la transmission des décisions.*~~

~~*Tout candidat au CAPAES qui introduit son dossier professionnel auprès de la Commission CAPAES peut être entendu par ladite commission, si cette dernière en exprime le souhait.*~~

~~*Dans un délai fixé par le Gouvernement, suivant la date de réception du dossier professionnel d'un candidat au CAPAES, la Commission CAPAES est tenue :*~~
~~*- soit de soumettre à l'homologation du Gouvernement une décision motivée d'attribution du CAPAES;*~~

~~- soit d'avertir le candidat qu'elle envisage de ne pas lui attribuer le CAPAES en motivant sa position. Le candidat dispose alors d'un délai fixé par le Gouvernement pour introduire une réclamation auprès de la Commission CAPAES. Dans ce cas, la Commission est tenue d'informer le Gouvernement de sa décision motivée dans un délai fixé par le Gouvernement.~~

~~Les délais prévus au présent paragraphe sont suspendus pendant les mois de juillet et août~~.

§ 5. Les Commissions visées à l'article 8 §§ 3 et 4 se réunissent au moins une fois chaque année.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation.

~~§ 6. Le candidat au CAPAES qui s'est vu refuser l'attribution du CAPAES par la Commission CAPAES peut introduire un nouveau dossier dans un délai fixé par le Gouvernement.~~

§ 6. Le Gouvernement désigne les membres des chambres de la Commission CAPAES, pour un terme de quatre ans renouvelable.

§ 7. Les commissions, visées à l'article 8, §§ 3 et 4, délibèrent valablement lorsque la moitié au moins des membres visés respectivement à l'article 8 § 3, alinéa 1er, 1° à 5° et § 4, alinéa 1er, 1° à 5° du décret, sont présents.

Un membre qui fait partie du personnel directeur et/ou enseignant de l'établissement dans lequel est recruté ou a été formé le candidat dont le dossier est à l'ordre du jour ne peut participer à la délibération relative au dossier du candidat. Toutefois, le membre peut participer à la délibération s'il enseigne dans un autre domaine que celui-ci et/ou s'il n'est pas intervenu dans son parcours académique.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du Président ou de son représentant est prépondérante.

§ 8. Le mandat des membres de la Commission CAPAES est gratuit à l'exception des experts visés au § 3, alinéa 1er, 5°, et § 4, alinéa 1er, 5°, pour lesquels une indemnité de 50 euros par jour de présence à la Commission CAPAES est accordée.

Les membres de la Commission CAPAES ont droit aux indemnités règlementaires pour les frais de parcours.

b) Objectifs

- Le commentaire de l'article précise que cette disposition actualise la composition de la Commission CAPAES afin d'en assurer un fonctionnement mieux adapté à la réalité de terrain.
- Elle stipule également que deux chambres procèdent à l'examen des dossiers qui les concernent respectivement et fixe le quorum de présence de chacune des chambres pour délibérer valablement.
- Par ailleurs, il est prévu d'octroyer une indemnité de présence aux experts, afin de faciliter leur recrutement et d'octroyer une indemnité pour frais de parcours aux membres de la commission.
- Plus généralement, la structure de l'article a été revue pour une meilleure cohérence et lisibilité et le paragraphe 5 a été supprimé et remplacé par l'article 8/1 afin d'assurer une meilleure lisibilité.

c) Avis de l'ARES

- L'ARES attire l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur l'obligation pour les réseaux de désigner dans les commissions CAPAES des membres du personnel engagés ou désignés définitivement. Une telle

obligation pourra difficilement être remplie au sein de l'Enseignement de promotion sociale vu la faible proportion de personnes actuellement engagées à titre définitif, en tout cas à temps plein.

- L'ARES souhaiterait par ailleurs que le §3, alinéa 1er, 2° de l'article 8 du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié par le présent avant-projet soit supprimé afin de laisser d'avantage de souplesse dans le choix des représentants. Dans l'éventualité où l'autorité décide de maintenir la disposition en l'état, l'ARES suggère de modifier les termes « *la fédération des Pouvoirs organisateurs* » par les termes « *les fédérations des Pouvoirs organisateurs* ».
- Au §3, al. 6 et §4, al. 6 du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié par l'avant-projet, il apparait opportun d'inclure les représentants visé au §3, al.2, 4° et au §4, al.2, 4° parmi les catégories ne faisant pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement dès lors que les membres de cette catégorie varient en fonction de la candidature examinée.
- L'ARES constate que le terme *« Commission »* est rédigé tantôt avec la lettre *« C »* en majuscule, tantôt la même lettre *« c »* en minuscule. L'ARES suggère d'harmoniser le texte de l'article 9 de l'avant-projet en utilisant la lettre *« C »* en majuscule.
- Dans la mesure où il n'existe qu'une seule Commission composée de deux chambres, au 1er alinéa du § 5 tel que modifié par le 5° de l'article 9 en projet, il conviendrait d'insérer les mots *« chambres de la »* entre les mots *« Les »* et *« Commissions »*, qui sera par ailleurs rédigé au singulier.
- La même remarque vaut pour l'alinéa 1er du nouveau § 7, inséré par le 7° de l'article 9.

- **Moyennant la prise en compte des remarques précitées, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.7 / Article 10 de l'avant-projet de décret

a) Modification

- L'article 10 de l'avant-projet est libellé comme suit

« Dans le même décret, il est inséré un article 8/1, rédigé comme suit :

« Article 8/1. - Les candidats transmettent leur dossier professionnel par voie électronique au Secrétaire de la Commission selon les modalités fixées par l'administration.

Un accusé de réception est envoyé ou remis au candidat dans les 10 jours ouvrables suivant la réception du dossier. ».

b) Avis de l'ARES

- La disposition en projet n'appelle pas de commentaire.

- **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.8 / Article 11 de l'avant-projet de décret

a) Modification

- L'article 11 de l'avant-projet de décret est libellé comme suit

« *Dans le même décret, il est inséré un article 8/2, rédigé comme suit :*

« Article 8/2. - § 1erLa Commission du CAPAES examine le dossier professionnel du candidat dans un délai de six mois, suivant la date de l'accusé de réception du dossier. Ces délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Au terme de l'examen du dossier du candidat, la Commission peut :

1° délivrer le CAPAES au candidat ;
2° refuser l'attribution du CAPAES au candidat ;
3° suspendre sa décision.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 1°, le CAPAES est alors soumis pour homologation au Gouvernement ou à son délégué.

§ 2. Lorsque la Commission décide de suspendre sa décision, le candidat est invité à déposer un complément de dossier répondant aux remarques formulées par la Commission dans un délai maximal de 30 jours ouvrables à dater de la notification par recommandé de la décision de suspension prise par la Commission. Passé ce délai, à défaut pour le candidat d'avoir déposé ce complément de dossier, une décision de refus d'attribution du CAPAES lui est notifiée par courrier recommandé.

Ce complément de dossier est introduit et réceptionné selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 8/1.

La Commission examine le complément de dossier du candidat dans un délai de trois mois à dater de l'accusé de réception de ce complément. Ces délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Au terme de l'examen du complément de dossier du candidat, la Commission peut :

- délivrer le CAPAES au candidat, conformément au § 1er, alinéa 2, 1°, du présent article ;
- refuser l'attribution du CAPAES au candidat.

§ 3. Le candidat qui s'est vu refuser l'attribution du CAPAES par la Commission du CAPAES peut introduire un nouveau dossier après un délai minimal d'un an à dater de l'introduction du précédent dossier.

§4. Tout candidat au CAPAES qui introduit son dossier professionnel auprès de la Commission CAPAES peut être entendu par ladite commission, si cette dernière en exprime le souhait. ».

b) Objectifs

- Le commentaire de l'article précise que la disposition a pour objectif de simplifier la procédure actuelle.
- Ainsi la procédure en projet permet à la Commission d'attribuer le CAPAES, de le refuser ou bien de suspendre sa décision lorsqu'elle estime que le dossier professionnel pourrait être amélioré et complété en vue de son obtention.

c) Avis de l'ARES

- À l'alinéa 1er du 1er § de l'article 8/2, l'ARES préconise, dans un souci de cohérence, de supprimer l'article *« du »* dans l'expression *« La Commission du CAPAES »* considérant que le reste du texte utilise le vocable *« Commission CAPAES ».*

» **Moyennant la prise en compte des remarques d'ordre légistique précitées, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.9 / **Article 12 de l'avant-projet de décret**

a) Modification

» **L'article 12 de l'avant-projet est libellé comme suit**

« *A l'article 9 du même décret, les mots « Au terme de leurs études » sont supprimés* ».

» **L'article 9 du décret du 17 juillet 2002 tel que modifié**

« ~~Au terme de leurs études,~~ *les nouveaux détenteurs du CAPAES prononcent ou signent le serment de Socrate aux termes duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de tous les étudiants qui leur seront confiés. La mention de cet engagement est apposée sur leur certificat.* ».

b) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.10 / **Article 13 de l'avant-projet de décret**

a) Modification

» L'article 13 de l'avant-projet de décret est libellé comme suit :

« *L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :*

« Art. 11. § 1er. Les établissements d'enseignement visés à l'article 1er sont habilités à dispenser la formation du CAPAES.

Les candidats au CAPAES choisissent librement l'établissement habilité à organiser la formation du CAPAES dans lequel ils souhaitent s'inscrire.

Toutefois, ils ne sont pas autorisés à s'inscrire à la formation du CAPAES organisée par l'établissement dans lequel ils enseignent.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 3 du paragraphe précédent, pour des raisons exceptionnelles et motivées, un candidat peut obtenir une dérogation l'autorisant à s'inscrire dans cet établissement.

La demande motivée du candidat est introduite par courrier auprès du Directeur général de l'administration qui se prononce sur cette dernière. ».

b) Objectifs

» Selon son commentaire, cet article introduit la possibilité pour le candidat de choisir librement l'établissement dans lequel il souhaite suivre sa formation.

» Une dérogation est toutefois prévue afin de permettre au candidat de suivre la formation dans l'établissement où il enseigne, dans le cas de circonstances exceptionnelles empêchant ou contraignant lourdement le candidat de s'inscrire dans un autre établissement que celui où il enseigne.

c) Avis de l'ARES

» L'article 11 tel que modifié impose au candidat souhaitant bénéficier de la dérogation d'introduire sa demande motivée par courrier auprès du Directeur général de l'administration. Dans un souci de simplification administrative, l'ARES propose d'insérer la possibilité d'introduire une telle demande par courriel.

» Afin d'assurer la sécurité juridique, l'ARES serait d'avis de préciser dans le dispositif même, et non uniquement dans le commentaire de l'article, que par *« circonstances exceptionnelles »* l'on vise uniquement les *« circonstances empêchant ou contraignant lourdement le candidat de s'inscrire dans un autre établissement que celui où il enseigne ».*

» **Moyennant la prise en compte des remarques précitées, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.11 / Article 14 de l'avant-projet de décret

a) Modification

» L'article 14 de l'avant-projet de décret est libellé comme suit

« *Dans le même décret, il est inséré un article 11/1, rédigé comme suit :*

« Article 11/1. - § 1er. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée dans une université est aligné sur celui de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur tel que visé à l'article 39, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

§ 2. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée en haute école est aligné sur celui de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur tel que visé à l'article 12, § 2, 4°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 3. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisé dans l'enseignement supérieur de promotion sociale est fixé par l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 4. Le candidat au CAPAES qui répartit sa formation sur plusieurs années académiques ne doit payer qu'une seule fois un droit d'inscription à la formation du CAPAES. ».

b) Objectifs

» D'après le commentaire de l'article, la disposition en projet précise les références légales visant les droits d'inscription à la formation du CAPAES.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.4.12 / Article 15 de l'avant-projet de décret

a) Modification

» L'article 15 de l'avant-projet de décret est libellé comme suit :

« *L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :*

« Art. 12. Pour assurer les enseignements, les établissements responsables de la formation peuvent établir entre eux des conventions de collaboration dans le respect des décrets du 16 avril 1991 et du 7 novembre 2013 précités.». ».

b) Objectif

» Le commentaire de l'article précise que la disposition en projet actualise et simplifie la possibilité pour les établissements de mettre en place des conventions de collaboration.

c) Avis de l'ARES

» Dans la mesure où l'article en projet se borne à rappeler la possibilité pour les établissements de conclure des conventions de collaboration dans le respect des décrets du 16 avril 1991 et du 7 novembre 2013, il semble dépourvu de portée juridique. L'ARES recommande d'omettre la disposition.

» L'ARES émet un avis défavorable sur le projet d'article.

01. 1.4.13 / Articles 16 et 17 de l'avant-projet de décret

a) Modifications

» **L'article 16 de l'avant-projet est libellé comme suit** :

« *Dans le même décret, à la suite de l'article 12, il est inséré un chapitre 4bis, libellé comme suit : « Chapitre 4bis.- « Dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel »* ».

» **L'article 17 de l'avant-projet est libellé comme suit** :

« *Dans le chapitre 4bis du même décret, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :*

« Article 12/1. - § 1er. Le Ministère de la Communauté française, représenté par l'administration, est responsable du traitement de données au sens de l'article 4, 7) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. Le Ministère de la Communauté française, représenté par l'administration, encode les données visées au paragraphe suivant afin de permettre l'exécution de la mission mentionnée à l'article 8/1.

§ 3. Dans le cadre de cette mission, l'administration collecte les catégories de données suivantes :

1° Données d'identification : nom, prénom, adresse, nationalité, genre, date de naissance, lieu de naissance, numéro de téléphone et adresse courriel ;

2° Données relatives au diplôme du candidat au CAPAES ;

3° Données relatives à l'établissement responsable de la formation ;

4° Données relatives à l'établissement dans lequel enseigne le candidat au CAPAES.

§ 4. Les données des personnes visées au § 3, sont conservées pendant 6 ans. Ce délai est celui jugé nécessaire pour finaliser le traitement des dossiers et permettre les recours éventuels. Au terme de ces délais, les dossiers sont supprimés de tous les supports.

Les PV et copies des certificats archivés sont conservés durant 75 ans. ».

b) Objectifs

» Le commentaire des articles précise que ces dispositions en projet permettent de se conformer à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES recommande de supprimer les deux dernières phrases du 1er alinéa du §4 et de les intégrer au commentaire de l'article dans la mesure où elles ne font qu'apporter une justification et des précisions quant au délai de conservation des données.

» **Moyennant la prise en compte de la remarque précitée, l'ARES émet un avis favorable sur les projets d'articles.**

01. 1.4.14 / Articles 18 et 19 de l'avant-projet de décret

a) Modification

» **L'article 18 est libellé comme suit :**

« *Dans le même décret, il est inséré un article 19/1, rédigé comme suit :*

« Art. 19/1.- L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2002 pris en application de l'article 12 du décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et ses conditions d'obtention est abrogé. ».

» **L'article 19 est libellé comme suit :**

« *Dans le même décret, il est inséré un article 19/2, rédigé comme suit :*

« Article 19/2. - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale est abrogé.».

b) Objectif

» Selon les commentaires, ces deux dispositions visent à abroger d'une part, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2002 pris en application de l'article 12 du décret du 17 juillet 2002, et d'autre part, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant la

composition et le fonctionnement de la Commission du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale, ces derniers étant devenus obsolètes et n'étant plus nécessaires compte tenu des modifications apportées par le présent avant-projet de décret.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur les projets d'articles.**

01. 1.5 / CHAPITRE 5 DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

01. 1.5.1 / Articles 20, 21 à 24, 26 à 28, 31 à 35 et 38

a) Modifications

» **L'article 20** de l'avant-projet est libellé comme suit

« *A l'article 15, § 1er, 29°, du même décret, tel que modifié en dernier lieu le 19 juillet 2021, le mot « docteur » est remplacé par le mot « doctorat* ».

» Les **articles 21 à 24, 26 à 28, 31 à 35 et 38** remplacent, au sein du décret du 7 novembre 2013,
  » soit les termes « grade de docteur » par les termes « grade de doctorat » ;
  » soit les termes « grade académique de docteur » par les termes « grade académique de doctorat ».

b) Objectifs

» Le commentaire de **l'article 20** précise que l'objectif est de modifier la dénomination du grade académique de niveau 8 sanctionnant des études de troisième cycle, délivré par une université et obtenu après soutenance d'une thèse, qui deviendra alors un grade de « doctorat », dans le respect de l'avis 2021-1 rendu par le Comité Femmes et Sciences.

» Les modifications opérées aux **articles 21 à 24, 26 à 28, 31 à 35 et 38,** découlent de la modification précitée, et visent à remplacer les locutions « grade de docteur » ou « grade académique de docteur » par, respectivement, les locutions « grade de doctorat » et « grade académique de doctorat ».

c) Avis de l'ARES

» L'ARES a deux remarques à émettre sur la forme :
  » dans le commentaire des articles, le chapitre porte le numéro 3 alors qu'il s'agit du chapitre 5 ;
  » à l'article 33, les mots *« et les »* apparaissant en fin de phrase devraient être supprimés.

» **Moyennant la prise en compte des deux remarques purement formelles précitées, l'ARES émet un avis favorable sur les projets d'articles.**

01. 1.5.2 / Article 25 de l'avant-projet

a) Modifications

» **Article 88, § 2, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé**

§ 2. *A partir de l'année académique 2021-2022, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts qui organisent des cycles d'études de type court, hors études de spécialisation, conduisant au même grade académique organisés dans le même arrondissement et qui ont diplômé, en moyenne, sur cinq années académiques consécutives, en ce compris jusqu'à la pénultième année académique, moins de 10 étudiants par an, perdent leur habilitation à offrir les cycles d'études concernés sur les implantations concernées à partir de l'année académique suivante.*

Par dérogation à l'alinéa premier, l'obligation de coorganiser les cycles d'études de type court dans les domaines 10 et 23 visés à l'article 83, § 1er, et uniquement pour ceux qui sont liés à la formation initiale des enseignants, prendra effet à partir de l'année académique 2022-2023.

» **Disposition en projet**

A l'article 88, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 ».

» **Article 88, § 2, du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet**

§ 2. *A partir de l'année académique 2021-2022, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts qui organisent des cycles d'études de type court, hors études de spécialisation, conduisant au même grade académique organisés dans le même arrondissement et qui ont diplômé, en moyenne, sur cinq années académiques consécutives, en ce compris jusqu'à la pénultième année académique, moins de 10 étudiants par an, perdent leur habilitation à offrir les cycles d'études concernés sur les implantations concernées à partir de l'année académique suivante.*

Par dérogation à l'alinéa premier, l'obligation de coorganiser les cycles d'études de type court dans les domaines 10 et 23 visés à l'article 83, § 1er, et uniquement pour ceux qui sont liés à la formation initiale des enseignants, prendra effet à partir de l'année académique 2023-2024 ~~2022-2023~~.

b) Objectifs

» La disposition prolonge l'immunisation des cursus liés à la formation initiale des enseignants en raison du report de la réforme à la rentrée académique 2023-2024.

c) Avis de l'ARES

» Cette modification répond à la demande formulée par la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale, telle que précisée dans le courrier ARES-LD-JNe-CB-22-012.

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 1.5.3 / Article 29 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 29 de l'avant-projet est libellé comme suit :

« *À l'article 105, § 2, alinéa 1er, du même décret, les mots "de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et du décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études coordonné le 7 novembre 1983" sont remplacés par les mots "du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études"* ».

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article indique que la disposition a pour objectif d'actualiser les références aux dispositions légales en vigueur puisque c'est désormais le décret du 18 novembre 2021 qui règle la matière des allocations d'études.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 1.5.4 / Article 30 de l'avant-projet

a) Modifications

» **Article 108, § 1er, tel qu'actuellement libellé**

Pour les années académiques 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, nul ne peut être admis aux épreuves d'une année de 1er cycle en bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, bachelier : instituteur primaire, bachelier : instituteur préscolaire s'il n'a fait la preuve d'une maitrise suffisante de la langue française.

» **Disposition en projet**

A l'article 108, § 1er, du même décret, les mots « et 2021-2022 » sont remplacés par les mots « , 2021-2022 et 2022-2023 ».

» **Article 108, § 1er, tel que modifié par la disposition en projet**

Pour les années académiques 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-23 ~~et 2021-2022~~, nul ne peut être admis aux épreuves d'une année de 1er cycle en bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, bachelier : instituteur primaire, bachelier : instituteur préscolaire s'il n'a fait la preuve d'une maitrise suffisante de la langue française.

b) Objectifs

Cet article vise à maintenir le système actuel de preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française jusqu'à l'année académique 2022-2023 compte tenu du report d'un an de la formation initiale des enseignants.

c) Avis de l'ARES

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 1.5.5 / Articles 36 et 37 de l'avant-projet

a) Modifications

» Les articles 36 et 37 de l'avant-projet sont libellés comme suit

« Art. 36. - *Dans le même décret, à la suite de l'article 151/11, il est inséré un chapitre XIIIbis, libellé comme suit : « Chapitre XIIIbis.- « Disposition relative à la lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences dans l'enseignement supérieur » ».*

Art. 37.- *Dans le chapitre XIIIbis du même décret, il est inséré un article 151/12, rédigé comme suit :*

« Art. 151/12.- Les établissements d'enseignement supérieur s'inscrivent pleinement en faveur de la lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences de quelque forme ou de quelque nature que ce soit. Cet engagement se concrétise par une mention explicite dans les textes définissant leur politique éducative et figure sur leur site internet. Il apparait également clairement dans le règlement des études.

Dans ce cadre, les établissements d'enseignement supérieur assurent des missions d'information, de prévention, de sensibilisation et de formation, parmi lesquelles :

1° Informer adéquatement des dispositifs, services d'aides et législations prévus en faveur de la lutte contre les discriminations, les violences et le harcèlement, notamment via un point de contact identifié au sein de l'établissement ;

2° Prévenir et sensibiliser les membres du personnel et la communauté étudiante en assurant des actions spécifiques ;

3° Veiller à l'organisation de formations à destination des membres du personnel et de la communauté étudiante. ». »

b) Objectifs

» Selon le commentaire de l'article, ces dispositions visent à donner une information la plus complète possible sur la prévention et la lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles au sein des établissements.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES salue l'intention. **Cela étant**, l'ARES note que, dans son avis **n° 2021-09**, l'ARES avait formulé, sur avis de la Commission vie étudiante, démocratisation et affaires sociales (CoVEDAS) et de la Commission genre en enseignement supérieur (CoGES), les propositions de modifications suivantes :

» L'essentiel des modifications décrétales devait, par cohérence, avoir lieu au sein du **décret 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination** ;

» Il était également proposé que, dans chaque établissement d'enseignement supérieur, soit désignée **une personne de soutien** chargée notamment de recevoir la parole de la personne victime de

violence ou de harcèlement et de l'accompagner dans ses démarches et qu'il soit prévu que cette personne soit indépendante des autorités académiques et tenue à la plus stricte confidentialité ;

- » Une disposition spécifique avait également été demandée afin de prévoir que la Communauté française alloue annuellement à chaque établissement d'enseignement supérieur **les moyens nécessaires** afin de mettre en œuvre les dispositifs prévus ;
- » Une autre disposition spécifique avait également été demandée afin de prévoir que **le règlement des études définisse une procédure de signalement et une procédure de plainte ainsi qu'une procédure de recours interne** contre la décision prise par les autorités compétentes de l'établissement d'enseignement supérieur suite au dépôt d'une plainte :
  - » La procédure de signalement consiste à porter à la connaissance des autorités compétentes de l'établissement d'enseignement supérieur toute situation de violence ou de harcèlement, nécessitant la prise de mesures appropriées dans le but de protéger la personne qui en est victime.
  - » La procédure de plainte consiste en une dénonciation d'une situation de violence ou de harcèlement, introduite par la personne qui en est victime auprès des autorités compétentes de l'établissement d'enseignement supérieur.
- » Enfin, l'ARES avait suggéré qu'à l'article 3, § 1er, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, il soit ajouté un littera 2°/1 nouveau rédigé comme suit : *« 2°/1 de s'inscrire pleinement en faveur de la lutte contre le harcèlement et les violences dans l'enseignement supérieur en favorisant notamment l'inclusivité et en refusant toute discrimination, de quelque forme ou de quelque nature que ce soit ; ».*

» L'ARES souligne par ailleurs que le commentaire de l'article dans sa rédaction semble restreindre la portée du dispositif. En effet, ce dernier prévoit que les établissements d'enseignement supérieur s'inscrivent pleinement en faveur de la lutte contre les **discriminations, le harcèlement et les violences de quelques formes ou de quelque nature que ce soit**. Or, le commentaire de l'article ne mentionne que la lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles. L'ARES suggère d'étoffer le commentaire de l'article.

» **Considérant les remarques qui précèdent, l'ARES émet un avis réservé sur les articles en projet.**

01. 1.5.6 / **Articles 39 à 46 de l'avant-projet**

a) Modification

» Les articles en projet modifient les annexes II, III.1, III.2, III.3, III.4, VI du décret du 7 novembre 2013.

b) Avis de l'ARES

» L'ARES se réjouit des modifications apportées dans la mesure où elles répondent aux avis 2021-17, 2021-24, 2021-22, 2021-23, 2021-27, 2021-28.

» **L'ARES émet un avis favorable sur les projets d'articles.**

01. 1.6 / CHAPITRE 6. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 FÉVRIER 2019 DÉFINISSANT LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS

01. 1.6.1 / Dispositions liées au report de la FIE

a) Modifications

Le tableau ci-dessous reprend la liste des articles visant à reporter la réforme de la formation initiale des enseignants, les articles du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants et leurs conséquences. La première colonne reprend le numéro de l'article de l'avant-projet de décret précité ; la deuxième reprend, quant à elle, le numéro des articles du décret du 7 février 2019 impactés par les modifications explicitées dans la troisième colonne.

APD	FIE	MODIFICATIONS
47	12, al. 3	Au plus tard 5 ans ~~4 ans~~ après l'entrée en vigueur du décret, le Gouvernement évalue, après avis de la COCOFIE, l'opportunité de modifier les disciplines ou familles de disciplines apparentées, en particulier concernant l'éducation à la philosophie et la citoyenneté.
50	50, al. 2	Il est créé, au sein de chaque Haute Ecole ayant un département pédagogique, un Service de recherche et développement en Enseignement coordonné par un membre du personnel chargé des matières associées à la didactique de la discipline ou de la formation à et par la pratique, titulaire d'un grade de docteur en sciences psychologiques et de l'éducation, de docteur dans le domaine « Sciences de l'éducation et Enseignement » ou de docteur à visée didactique dans un autre domaine d'études. A titre transitoire jusqu'en septembre 2028 ~~2027~~, cette fonction pourra être occupée par un membre du personnel reconnu par le pouvoir organisateur pour sa notoriété scientifique.
51	57	Pour les années budgétaires 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, telles que définies aux articles 9 à 11 ~~à l'article 9~~ du présent décret. Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Haute Ecole ou ESA référente et est versé à l'Université partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Universités sont associées à une même Haute Ecole ou ESA référente, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Universités. Les montants annuels par Haute Ecole ou ESA référente, alloués de 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, sont calculés comme suit: financement non pondéré d'un étudiant en Haute Ecole pour l'année budgétaire considérée x 1,65 x le nombre d'inscriptions dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans la Haute Ecole ou l'ESA considérée x 17 %. Les montants inscrits dans les budgets des années concernées font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles. A partir de l'année budgétaire 2026 ~~2025~~, le montant total calculé pour l'année 2025 ~~2024~~ en vertu du 3ème alinéa est ajouté, après indexation, à la partie variable du

		financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des Universités, tel que prévu par l'article 68 du présent décret.
52	58	**§1er.** Pour les années budgétaires 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en formation d'enseignants. Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versé aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent conformément à cette convention ~~à concurrence de 50 % pour la Haute Ecole et à concurrence de 50 % pour l'Université~~. Les montants par Université référente, alloués de 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée. Si une convention de codiplômation est conclue avec une Ecole supérieure des Arts non référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa ~~leur~~ part dans la répartition des crédits du cursus, selon la formule visée à l'alinéa précédent. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa. A partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations octroyées en 2025, compte tenu des alinéas 1er et 2, est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. ~~A partir de l'année budgétaire 2025, le montant total des allocations octroyées en 2024 est intégré, après indexation, à concurrence de 50 % dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, et à concurrence de 50 % dans la partie variable du financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.~~ Les montants visés au quatrième ~~troisième~~ alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles. **§ 2. -** A partir de janvier 2026 ~~2025~~, par dérogation aux articles 52, 53 et 54 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), dans la moyenne des étudiants finançables pris en compte pour le calcul de la partie historique et de la partie variable de l'encadrement des Écoles supérieures des Arts, pour le master de spécialisation en formation d'enseignants visé dans le présent article, il est pleinement tenu compte des étudiants finançables de ces masters avec coefficients correspondant aux parts des Écoles supérieures des Arts dans l'organisation des

		crédits constituant ces cursus et dans les domaines d'études de participations des Écoles supérieures des Arts. **§ 3. -** A partir l'année budgétaire 2026 ~~2025~~, un montant est déduit de l'enveloppe pour allocations de fonctionnement des Universités et de l'enveloppe pour allocations globales des Hautes Écoles, selon la formule suivante : financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x étudiants finançables avec coefficients correspondant aux parts des Écoles supérieures des Arts dans la codiplômation avec les Universités et dans la codiplômation avec les Hautes Écoles des crédits constituant le cursus du master de spécialisation en formation d'enseignants visé dans le présent article Ces moyens sont réaffectés en faveur des Écoles supérieures des Arts concernées pour application du présent article et leurs moyens de fonctionnement organiques.
53	59	Pour les années budgétaires 2026 à 2028 ~~2025 à 2027~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants. Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Haute Ecole référente et est versé pour moitié à la Haute Ecole et pour moitié à l'Université partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Universités sont associées à une même Haute Ecole, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Universités. Les montants par Haute Ecole, alloués de 2026 à 2028 ~~2025 à 2027~~, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant en Haute Ecole pour l'année budgétaire considérée x 1,65 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans la Haute école considérée. Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Université, le financement alloué à cette Université est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa part dans la répartition des crédits du cursus selon la formule visée au troisième alinéa. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa. A partir de l'année budgétaire 2029, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2028 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. ~~A partir de l'année budgétaire 2028, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2027 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.~~

		Les montants visés au quatrième ~~troisième~~ alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.
54	60	**§ 1er. -** Pour les années budgétaires 2032 à 2034 ~~2031 à 2033~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités, aux Hautes Écoles et aux Écoles supérieures des Arts qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou le master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5. Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versé aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de leur part dans la répartition des crédits du cursus. Les montants par Université référentes, alloués de 2032 à 2034 ~~2031 à 2033~~, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée. A partir de l'année budgétaire 2035, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2034 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. ~~A partir de l'année budgétaire 2034, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2033 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.~~ Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles. **§2. -** A partir de janvier 2035 ~~2034~~, par dérogation aux articles 52, 53 et 54 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), dans la moyenne des étudiants finançables pris en compte pour le calcul de la partie historique et de la partie variable de l'encadrement des Écoles supérieures des Arts, pour les masters de spécialisation en enseignement visés dans le présent article, il est pleinement tenu compte des étudiants finançables de ces masters avec coefficients correspondant aux parts des Écoles supérieures des Arts dans l'organisation des crédits constituant ces cursus et dans les domaines d'études de participations des Écoles supérieures des Arts. §3. - A partir l'année budgétaire 2035 ~~2034~~, un montant est déduit de l'enveloppe pour allocations de fonctionnement des Universités et de l'enveloppe pour allocations globales des Hautes Écoles, selon la formule suivante : financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x étudiants finançables avec coefficients correspondant aux parts des Écoles supérieures des Arts dans la codiplômation avec les Universités et dans la codiplômation avec les Hautes Écoles des crédits constituant le cursus des masters de spécialisation en

		enseignement visés à l'article 43. Ces moyens sont réaffectés en faveur des Écoles supérieures des Arts concernées pour application du présent article et leurs moyens de fonctionnement organiques.
55	64	« L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit : « A partir de l'année budgétaire 2026, un montant déterminé en application de l'article 58, § 1er, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. A partir de l'année budgétaire 2028, le montant déterminé en application de l'article 61, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. A partir de l'année budgétaire 2029, un montant déterminé en application de l'article 59, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. A partir de l'année budgétaire 2035, un montant déterminé en application de l'article 60, § 1er, alinéa 4, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est, ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. » ~~L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit:~~ ~~«A partir de l'année budgétaire 2025, un montant déterminé en application de l'article 58, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.~~ ~~A partir de l'année budgétaire 2028, le montant déterminé en application des articles 59, cinquième alinéa, et 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.~~ ~~A partir de l'année budgétaire 2029, un montant déterminé en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. »~~
56	65	L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année académique 2023-2024, les formations organisées dans le domaine 10bis, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G. » ~~L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :~~ ~~« A partir de l'année académique 2023-2024, les formations organisées dans le domaine 10bis, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G. »~~
57	66	L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : « Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents : 1° pour les années académiques 2023-2024 à 2025-2026, pour les Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus

d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2020-2021 à 2022-2023. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2026-2027, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2028 ;

2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2024-2025, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2026 ;

3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2027-2028 ;

4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master en enseignement section 5 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2026-2027 ;

5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ne sont pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2033-2034, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2035.

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. »

~~L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit:~~

~~«Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents:~~

~~1° pour les années académiques 2022-2023 à 2024-2025, pour les Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2019-2020 à 2021- 2022. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2025-2026, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2027;~~

		~~2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2023-2024, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2025;~~ ~~3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2026-2027;~~ ~~4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2026-2027;~~ ~~5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2027-2028, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2029.~~ ~~Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. »~~
58	68	A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, les modifications suivantes sont apportées : 1° il est inséré un paragraphe 3quinquies rédigé comme suit : « § 3quinquies. A la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2 : - à partir de l'année budgétaire 2026, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ; - à partir de l'année budgétaire 2029, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ; - à partir de l'année budgétaire 2035, un montant en application de l'article 60, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ; - à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 61, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité. » ; 2° au paragraphe 5 : a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit : « Par dérogation, les étudiants inscrits dans le domaine 10bis ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire : - 2026 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants ; - 2028 pour les étudiants du deuxième cycle menant à un grade académique de master en enseignement section 5 ; - 2029 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants ;

		- 2035 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5. » ; b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit : « Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 bis pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés au nombre d'étudiants inscrits lors de la troisième année d'organisation du cycle d'études. » ~~A l'article 29 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:~~ ~~1° il est inséré un paragraphe 3quinquies rédigé comme suit:~~ ~~«§ 3quinquies. A la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2:~~ ~~- à partir de l'année budgétaire 2025, un montant en application de l'article 58 du décret du 7 février 2019 précité;~~ ~~- à partir de l'année budgétaire 2025, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58 quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité;~~ ~~- à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, et de l'article 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité;~~ ~~- à partir de l'année budgétaire 2029, un montant en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité.»;~~ ~~2° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées:~~ ~~a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit: «Par dérogation, les étudiants inscrits dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire:~~ ~~- 2024 pour les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants;~~ ~~- 2025 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants;~~ ~~- 2028 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et pour les étudiants en formation menant à un grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4;~~ ~~- 2029 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3;~~ ~~b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit:~~

		~~« Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 bis pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés au nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude.»~~
59	69	L'article 29*bis* de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année académique 2023-2024, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10*bis*. » ~~L'article 29*bis* de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit : «A partir de l'année académique 2021-2022, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10*bis*.».~~
60	72	**§ 1er.** Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2023-2024 et 2024-2025. **§ 2.** Si, au terme de l'année académique 2024-2025, les étudiants visés au § 1er n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2025-2026 et 2026-2027 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes. Si, au terme de l'année académique 2026-2027, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus. Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1er du présent article durant l'année académique 2022-2023 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2026-2027 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2023-2024 soit concerné par cette organisation. ~~**§ 1er**. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2022-2023, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2022-2023 et 2023-2024.~~ ~~**§ 2.** Si, au terme de l'année académique 2023-2024, les étudiants visés au § 1er n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2024-2025 et 2025-2026 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.~~ ~~Si, au terme de l'année académique 2025-2026, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement~~

		~~définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.~~ ~~Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1er du présent article durant l'année académique 2021-2022 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2025-2026 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2022-2023 soit concerné par cette organisation.~~
62	77, § 1er	Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, jusqu'en 2033-2034 ~~2032-2033~~, la charge d'enseignant praticien est prioritairement attribuée aux détenteurs du titre requis pour accéder à la fonction d'enseignant praticien tel que défini dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.
65	78	Le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents est abrogé dès la mise en place de la nouvelle formation. Il reste toutefois d'application jusqu'au terme de l'année académique 2026-2027 ~~2025-2026~~ pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2023-2024 ~~2022-2023~~ ce, selon les modalités définies à l'article 72.
67	96	A partir de l'année 2027 ~~2026~~, le Gouvernement réalise chaque année un rapport afin d'estimer l'évolution de la masse salariale des enseignants en pourcentage des recettes de la Communauté française. Ces rapports annuels sont soumis pour avis à la Cour des comptes. Le cas échéant, le Gouvernement prend les mesures utiles pour garantir l'équilibre et la soutenabilité financière des différents mécanismes de subventionnement des établissements scolaires.
68	97	La première année du premier cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2 et 3 est organisée selon les nouvelles dispositions dès l'année académique 2023-2024 ~~2022-2023~~. La suite du programme des études est organisée dès l'année académique 2024-2025 ~~2023- 2024~~. Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2, 3 sont organisées dès l'année académique 2026-2027 ~~2023-2024~~. Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 4 sont organisées dès l'année académique 2025-2026. Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 5 sont organisées dès l'année académique 2025-2026. Les études de troisième cycle relevant du domaine 10bis sont organisées dès l'année académique 2023-2024 ~~2022-2023~~. La formation conduisant au certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation est organisée à partir de l'année académique 2023-2024.
69	98	La formation conduisant au grade de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et de la formation conduisant au grade de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 sont mises en place au plus tard à partir de l'année académique 2032-2033 ~~2031-2032~~ sur la base d'une évaluation de la mise en œuvre

		du tronc commun, en vue d'en ajuster les objectifs et l'organisation tels que prévus à l'article 43.
70	99	La formation conduisant au master de spécialisation en formation d'enseignants est *organisée à partir de l'année académique 2023-2024* ~~*mis en place au plus tard à la rentrée académique 2022-2023*~~. La formation conduisant au Master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire est organisée à partir de l'année académique 2023-2024.
71	100	Les référentiels visés aux articles 15, § 1er, 60°, et 22, 16°, du décret Paysage et les profils d'enseignement et programmes d'études visés à l'article 121 du même décret sont élaborés en vue de leur application à partir de l'année académique 2023-2024 ~~durant l'année académique 2020-2021~~ pour ce qui concerne les formations visées dans le cadre du présent décret.

b) Objectifs

Ces articles visent à reporter d'un an la première année d'organisation des formations définies par le décret 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Ce report d'un an ne porte pas sur les masters en enseignement des sections 4 et 5.

c) Avis de l'ARES

- Dans son avis n°2020-19, l'ARES avait souhaité que le master en enseignement section 5 puisse être organisé dès la première année d'organisation des formations visées par le décret du 7 février 2019. La Chambre des écoles supérieures des arts avait également demandé que cela soit possible pour le master en enseignement section 4. Une organisation syndicale souhaiterait toutefois que les masters en enseignement section 4 et 5 soient également concernés par le report et soient donc organisés en 2026-2027.
- La modification visant à organiser le cursus de master en enseignement section 1, 2 ou 3 à partir de 2026-2027 répond à une demande formulée, dans l'avis n°2020-19, par la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale.
- Dans son avis n°2020-19, l'ARES attirait également l'attention du Législateur sur l'importance de prévoir une entrée en vigueur plus rapide des dispositions relatives à la COCOFIE. En effet, celle-ci doit entamer son travail dès l'année académique 2021-2022, afin de préparer la mise en œuvre pour l'année académique 2023-2024.

Moyennant la prise en compte des observations précédentes, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 1.6.2 / Autres dispositions modificatives

a) Article 48

- *Modifications*

- **Article 15 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

§ 1er. *La section 5 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner, de la quatrième à la sixième année de l'enseignement secondaire, une des disciplines définies à l'article 16.*

§ 2. *Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage, la section 5 est organisée en un cursus de deuxième cycle de 60 crédits.*

§ 3. *Le grade académique qui sanctionne les études de deuxième cycle visées au § 2, est le master en enseignement section 5, complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner, correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications. Une deuxième discipline, apparentée à la première, peut être mentionnée sur le diplôme délivré au terme du cursus.*

» **Disposition en projet**

A l'article 15 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage, » sont abrogés.
2° le § 3 est complété par les mots « conformément à l'article 16, alinéa 3 ».

» **Article 15 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

§ 1er. *La section 5 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner, de la quatrième à la sixième année de l'enseignement secondaire, une des disciplines définies à l'article 16.*

§ 2. ~~*Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage,*~~ *la section 5 est organisée en un cursus de deuxième cycle de 60 crédits.*

§ 3. *Le grade académique qui sanctionne les études de deuxième cycle visées au § 2, est le master en enseignement section 5, complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner, correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications. Une deuxième discipline, apparentée à la première, peut être mentionnée sur le diplôme délivré au terme du cursus, conformément à l'article 16, alinéa 3.*

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

b) Article 49

- *Modifications*

» **Article 49 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Le titulaire d'un doctorat en sciences psychologiques et de l'éducation ou d'un doctorat dans le domaine «Enseignement» ou d'un doctorat à visée didactique dans un autre domaine d'études est dispensé du master de spécialisation en formation d'enseignants et est réputé titulaire du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur de promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002. Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement est reconnue.

» **Disposition en projet**

A l'article 49 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la première phrase, les mots « domaine « Enseignement » » sont remplacés par les mots « domaine « Sciences de l'éducation et Enseignement » » ;
2° à la seconde phrase, les mots « que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement » sont remplacés par les mots « que les « sciences psychologiques et de l'éducation » ou que les « Sciences de l'éducation et Enseignement » ».

» **Article 49 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Le titulaire d'un doctorat en sciences psychologiques et de l'éducation ou d'un doctorat dans le domaine « Sciences de l'éducation et Enseignement » ~~domaine « Enseignement »~~ ou d'un doctorat à visée didactique dans un autre domaine d'études est dispensé du master de spécialisation en formation d'enseignants et est réputé titulaire du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur de promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002. Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les « Sciences de l'éducation et Enseignement » ~~que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement~~ est reconnue.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

Dans un souci d'uniformisation, l'ARES propose la rédaction suivante :

« *Le titulaire d'un doctorat dans le domaine d'études des sciences psychologiques et de l'éducation ou d'un doctorat dans le domaine d'études des sciences de l'éducation et enseignement ou d'un doctorat à visée didactique dans un autre domaine d'études est dispensé du master de spécialisation en formation d'enseignants et est réputé titulaire du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur de promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002. Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les sciences de l'éducation et enseignement est reconnue* ».

Moyennant la prise en compte de la remarque précitée, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

c) Article 51, 2° de l'APD

- *Modifications*

» **Article 57, alinéa 1er, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Pour les années budgétaires 2022 à 2024, une allocation est annuellement accordée aux Universités qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, telles que définies à l'article 9 du présent décret.

» **Disposition en projet**

A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;
2° à l'alinéa 1er, les mots « à l'article 9 du présent décret » sont remplacés par les mots « aux articles 9 à 11 ».

» **Article 57, alinéa 1er du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Pour les années budgétaires 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, telles que définies aux articles 9 à 11 ~~à l'article 9~~ du présent décret.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

d) Article 52, 1°, b) et e)

- *Modifications*

» **Article 58, § 1er, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

§1er. *Pour les années budgétaires 2022 à 2024, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en formation d'enseignants.*

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versée aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de 50 % pour la Haute Ecole et à concurrence de 50 % pour l'Université.

Les montants par Université référente, alloués de 2023 à 2025 2022 à 2024, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre

d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue avec une Ecole supérieure des Arts non référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa leur part dans la répartition des crédits du cursus, selon la formule visée à l'alinéa précédent. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa.

A partir de l'année budgétaire 2025, le montant total des allocations octroyées en 2024 est intégré, après indexation, à concurrence de 50 % dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, et à concurrence de 50 % dans la partie variable du financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

» **Disposition en projet**

A l'article 58 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1er :

a) à l'alinéa 1er, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « à concurrence de 50 % pour la Haute Ecole et à concurrence de 50 % pour l'Université » sont remplacés par les mots « à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent conformément à cette convention » ;

c) à l'alinéa 3, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;

d) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations octroyées en 2025, compte tenu des alinéas 1er et 2, est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. » ;

e) à l'alinéa 6, le mot « troisième » est remplacé par le mot « quatrième ».

» **Article 58, § 1er, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

§1er. *Pour les années budgétaires 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en formation d'enseignants.*

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versée aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent conformément à cette convention ~~à concurrence de 50 % pour la Haute Ecole et à concurrence de 50 % pour l'Université~~.

Les montants par Université référente, alloués de 2023 à 2025 ~~2022 à 2024~~, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue avec une Ecole supérieure des Arts non référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa ~~leur~~ part dans la répartition des crédits du cursus, selon la formule visée à l'alinéa précédent. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa.

A partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations octroyées en 2025, compte tenu des alinéas 1er et 2, est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. ~~A partir de l'année budgétaire 2025, le montant total des allocations octroyées en 2024 est intégré, après indexation, à concurrence de 50 % dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, et à concurrence de 50 % dans la partie variable du financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.~~

Les montants visés au quatrième ~~troisième~~ alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

e) Article 53, 4°

- *Modifications*

» **Article 59 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Pour les années budgétaires 2025 à 2027, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Haute Ecole référente et est versé pour moitié à la Haute Ecole et pour moitié à l'Université partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Universités sont associées à une même Haute Ecole, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Universités.

Les montants par Haute Ecole, alloués de 2025 à 2027, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant en Haute Ecole pour l'année budgétaire considérée x 1,65 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans la Haute école considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Université, le financement alloué à cette Université est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa part dans la répartition des crédits du cursus selon la formule visée au troisième alinéa. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa.

A partir de l'année budgétaire 2028, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2027 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

» **Disposition en projet**

A l'article 59 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les mots « 2025 à 2027 » sont remplacés par les mots « 2026 à 2028 » ;
2° A l'alinéa 3, les mots « 2025 à 2027 » sont remplacés par les mots « 2026 à 2028 » ;
3° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2029, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2028 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. » ;
4° à l'alinéa 6, le mot « troisième » est remplacé par le mot « quatrième ».

» **Article 59 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Pour les années budgétaires 2026 à 2028 ~~2025 à 2027~~, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Haute Ecole référente et est versé pour moitié à la Haute Ecole et pour moitié à l'Université partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Universités sont associées à une même Haute Ecole, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Universités.

Les montants par Haute Ecole, alloués de 2026 à 2028 ~~2025 à 2027~~, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant en Haute Ecole pour l'année budgétaire considérée x 1,65 x nombre

d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans la Haute école considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Université, le financement alloué à cette Université est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa part dans la répartition des crédits du cursus selon la formule visée au troisième alinéa. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa.

A partir de l'année budgétaire 2029, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2028 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. ~~*A partir de l'année budgétaire 2028, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2027 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.*~~

Les montants visés au quatrième ~~*troisième*~~ *alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.*

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

f) Article 61

- *Modifications*

» **Article 76 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Les titulaires d'un master tel que défini à l'article 51, 3°, ont accès au master de spécialisation en formation d'enseignement si ce master est à finalité didactique ou s'il est complété par le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur obtenu dans le cadre du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou obtenu dans le cadre d'une législation antérieure.

» **Disposition en projet**

A l'article 76 du même décret, les mots « l'article 51, 3° » sont remplacés par les mots « l'article 54, 3° ».

» **Article 76 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Les titulaires d'un master tel que défini à l'article 54, 3° ~~l'article 51, 3°~~, ont accès au master de spécialisation en formation d'enseignement si ce master est à finalité didactique ou s'il est complété par le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur obtenu dans le cadre du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou obtenu dans le cadre d'une législation antérieure.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

g) Article 63

- *Modifications*

» **Article 77bis, m), du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret :

[…] m) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines: géographie, histoire, sciences sociales sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté.

» **Disposition en projet**

A l'article 77bis, m., du même décret, tel qu'inséré par le décret du 2 décembre 2021, les mots « Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ; » sont remplacés par les mots « Sciences humaines ; ».

» **Article 77bis, m), du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret :

[…] m) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines: géographie, histoire, sciences sociales sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Sciences humaines ~~Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté~~.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

» Cette modification est conforme à l'avis n°2021-25.

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

h) Article 64

- *Modifications*

» **Article 77ter du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Par dérogation à l'article 31, § 1er , les Hautes Écoles, qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficiaient d'une habilitation à organiser l'agrégation à l'enseignement secondaire supérieur peuvent organiser le cursus menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 5 dans le respect des objectifs fixés par le présent décret et pour autant qu'elles inscrivent cette organisation dans le cadre de la codiplômation pour laquelle elles sont considérées comme établissements référents.

» **Disposition en projet**

A l'article 77ter du même décret, tel qu'inséré par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « master agrégé de l'enseignement section 5 » sont remplacés par les mots « master en enseignement section 5 » ;
2° Après les mots « établissements référents. », la phrase suivante est ajoutée : « Cette codiplômation réunit une Haute Ecole, établissement référent, et une ou plusieurs Universités, établissements partenaires. ».

» **Article 77ter du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Par dérogation à l'article 31, § 1er , les Hautes Écoles, qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficiaient d'une habilitation à organiser l'agrégation à l'enseignement secondaire supérieur peuvent organiser le cursus menant au grade académique de master en enseignement section 5 ~~master agrégé de l'enseignement section 5~~ dans le respect des objectifs fixés par le présent décret et pour autant qu'elles inscrivent cette organisation dans le cadre de la codiplômation pour laquelle elles sont considérées comme établissements référents. Cette codiplômation réunit une Haute Ecole, établissement référent, et une ou plusieurs Universités, établissements partenaires.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

» Remplacer partenaire par non-référents

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

i) Article 66

- *Modifications*

» **Article 89 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

A l'article 73 du décret Paysage, les modifications suivantes sont apportées:

a) il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :
«§ 2. Par dérogation, à l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en Enseignement section 1, 2 ou 3, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.»;

b) il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit:
«§ 3. Par dérogation, à l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master de spécialisation en Enseignement section 1,2 ou 3, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.».

» **Disposition en projet**

L'article 89 du même décret est abrogé.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

» Cette modification est en cohérence avec l'article 73 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021.

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

j) Article 68, 4°

- *Modifications*

» **Article 97 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

La première année du premier cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2 et 3 est organisée selon les nouvelles dispositions dès l'année académique 2022-2023. La suite du programme des études est organisée dès l'année académique 2023- 2024.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2, 3 sont organisées dès l'année académique 2023-2024.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 4 sont organisées dès l'année académique 2025-2026.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 5 sont organisées dès l'année académique 2025-2026.

Les études de troisième cycle relevant du domaine 10bis sont organisées dès l'année académique 2022-2023.

» **Disposition en projet**

A l'article 97 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les modifications suivantes sont apportées :
a) Les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 » ;
b) Les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;
2° A l'alinéa 2, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;
3° A l'alinéa 5, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 » ;
*4° **un sixième alinéa rédigé comme suit est ajouté : « La formation conduisant au certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation est organisée à partir de l'année académique 2023-2024.** »*

» **Article 97 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

La première année du premier cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2 et 3 est organisée selon les nouvelles dispositions dès l'année académique 2023-2024 ~~2022-2023~~. La suite du programme des études est organisée dès l'année académique 2024-2025 ~~2023-2024~~.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2, 3 sont organisées dès l'année académique 2026-2027 ~~2023-2024~~.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 4 sont organisées dès l'année académique 2025-2026.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 5 sont organisées dès l'année académique 2025-2026.

Les études de troisième cycle relevant du domaine 10bis sont organisées dès l'année académique 2023-2024 ~~2022-2023~~.

La formation conduisant au certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation est organisée à partir de l'année académique 2023-2024.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

k) Article 70, 2°

- *Modifications*

» **Article 99 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

La formation conduisant au master de spécialisation en formation d'enseignants est mis en place au plus tard à la rentrée académique 2022-2023.

» **Disposition en projet**

A l'article 99 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « est mis en place au plus tard à la rentrée académique 2022-2023 » sont remplacés par les mots « est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. » ;
2° un second alinéa rédigé comme suit est ajouté : « La formation conduisant au Master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. ».

» **Article 99 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

La formation conduisant au master de spécialisation en formation d'enseignants est organisée à partir de l'année académique 2023-2024 ~~mis en place au plus tard à la rentrée académique 2022-2023~~.

La formation conduisant au Master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire est organisée à partir de l'année académique 2023-2024.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

» Dans son avis n°2020-19, l'ARES avait demandé plusieurs précisions quant au master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire, dont la première année académique d'organisation et les objectifs visés par ce master qui semble venir en concurrence avec des formations déjà organisées pour les directions des établissements d'enseignement obligatoire.

Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

l) Article 72

- *Modifications*

» **Article 101 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel qu'actuellement libellé**

Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2022-2023.

» **Disposition en projet**

L'article 101 du même décret est complété par ce qui suit : « , à l'exception des articles 85 et 87 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2028-2029, et de l'article 91 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026. »

» **Article 101 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par la disposition en projet**

Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2022-2023, à l'exception des articles 85 et 87 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2028-2029, et de l'article 91 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026.

- *Objectifs*

Aucun objectif spécifique n'est précisé par le Législateur. L'ARES considère que les modifications sont proposées dans le but de corriger certaines coquilles ou imprécisions du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

- *Avis de l'ARES*

» Le but de cette disposition est d'abroger les mentions à l'agrégation d'enseignement secondaire supérieur dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études à partir du moment où elle ne sera plus organisée. Cela répond à la demande formulée par l'ARES dans son avis n°2020-19.

L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 1.6.3 / Autres demandes de l'ARES

Certaines demandes formulées dans le cadre de l'avis n°2020-19 n'ont pas été prises en compte. En outre, à la lecture approfondie du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, l'ARES suggère plusieurs changements techniques, permettant de corriger des erreurs ou de clarifier le texte.

a) Article 2 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Au 3°, il conviendrait de remplacer les mots « *Cadre francophone de certification* » par les mots « *Cadre francophone des certifications* ».
- Au 15°, il conviendrait de renvoyer à la définition de l'EVRAS présente à l'article 1.4.1-2, alinéa 2, 12°, Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.
- Au 19°, il conviendrait que les mots « *article 13, §1er, 42/2, du décret Paysage* » soient remplacés par les mots « *article 15, § 1er, alinéa 1er, 42/2°, du décret Paysage* ».

b) Article 6 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Il conviendrait de renvoyer à l'article 6.1.2-2, § 2 de ce Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

c) Article 7 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Au § 2, il conviendrait d'expliciter le 5° (« *quant aux indicateurs de suivi des objectifs de l'article 5* »). Est-ce une référence au dernier alinéa du § 2 de l'article 5 du décret FIE (« *Complémentairement à l'alinéa 1er, le Gouvernement détermine, après avis de la COCOFIE, le niveau de maîtrise minimale des compétences définies au paragraphe 1er, que doit atteindre le futur enseignant au terme de sa formation initiale.* ») ou est-ce une mission distincte ?
- Au § 3, il conviendrait d'ajouter la possibilité de prévoir des suppléants, pour que l'arrêté de désignation de la COCOFIE puisse les inclure également.
- Afin de corriger une coquille au 3e alinéa du § 4, il conviendrait que les mots « *du Conseil* » soient remplacés par les mots « *de la COCOFIE* ».

d) Article 9 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Étant donné que l'article 9 ne crée pas une dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage, il conviendrait de supprimer, à l'alinéa 1er du § 2, les mots « *Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage* ».

e) Article 10 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Étant donné que l'article 10 ne crée pas une dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage, il conviendrait de supprimer, à l'alinéa 1er du § 2, les mots « *Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage* ».

f) Article 11 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

» Il conviendrait de revoir la structure du § 1er de la manière suivante :
§ 1er. – La section 3 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner

1° de la cinquième primaire à la troisième année de l'enseignement secondaire et à prendre en charge une discipline ou famille de disciplines apparentées telle que définie à l'article 12, parmi les familles de disciplines proposées par l'établissement;
2° dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, des disciplines qui découlent des fonctions définies par le décret ESAHR.

» Étant donné que l'article 11 ne crée pas une dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage, il conviendrait de supprimer, à l'alinéa 1er du § 2, les mots « *Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage* ».

g) Article 12 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

» Il conviendrait d'ajouter un alinéa libellé comme suit : « Pour ce qui concerne le 2°, la mention religion est complétée par l'intitulé de la religion du culte reconnu correspondant au caractère de l'établissement. ».

h) Article 16 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

» Il conviendrait d'ajouter un alinéa libellé comme suit : « Pour ce qui concerne le 11°, la mention religion est complétée par l'intitulé de la religion du culte reconnu correspondant au caractère de l'établissement. ».

» À l'article 16, alinéa 1er, 20°, il est prévu qu'une discipline « Langue moderne traduction et interprétation » soit créée. Cependant, une université s'interroge sur la restriction précisée, à savoir qu'une seule langue puisse être choisie. Pourquoi une telle différence de traitement par rapport à l'appariement visé au 2° (langues modernes) où deux langues peuvent être choisies et à l'heure où la pénurie d'enseignants en langues est avérée depuis plusieurs années ?

i) Article 20 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

» La formulation de l'article 20, § 2 et § 3, crée une confusion entre un master en enseignement section 3, formation artistique : musique (ou arts plastiques) et éducation culturelle et artistique qui serait destiné à l'enseignement dans l'ESAHR et un master en enseignement section 3 pour enseigner dans le Tronc commun à travers les périodes d'éducation culturelle et artistique sans nécessité de module de formation complémentaire.
Pour la section 3 et l'appariement formation artistique : musique et éducation culturelle et artistique, les établissements souhaiteraient qu'un seul master en enseignement section 3 soit organisé, permettant aussi bien d'enseigner dans le Tronc commun que dans l'ESAHR. La formation serait donc unique. Si cette proposition était retenue, il conviendrait dès lors de préciser la répartition des crédits entre les formes d'enseignement et entre les axes de formation.

» Au § 3, il conviendrait d'abroger les mots « *des pouvoirs organisateurs* », en cohérence avec la disposition parallèle au § 1er, dernier alinéa.

j) Article 21 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Au § 2, dernier alinéa, il conviendrait de modifier la formulation, afin d'être cohérent avec l'article 34 du même décret, relatif au dispositif de l'épreuve liminaire portant sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel. En effet, cette épreuve n'est pas l'évaluation des 5 crédits de maîtrise de la langue française, mais elle permet à l'étudiant, en cas de réussite, d'être réputé avoir acquis ces 5 crédits. Une évaluation des 5 crédits de maîtrise de la langue française suivis par les étudiants ayant échoué à l'épreuve sera organisée par l'établissement, dans le cadre d'une unité d'enseignement classique.

k) Article 22 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Au § 3, il conviendrait de supprimer les mots « au moins », afin de ne pas créer d'incohérence avec les *litterae* qui suivent.
- Au § 3 toujours, il conviendrait de préciser si la répartition de crédits entre opérateurs de formation est identique quand une école supérieure des arts est l'établissement référent. En outre, le commentaire de cet article crée une distinction, dans le nombre de crédits alloués à chaque opérateur, entre un master en enseignement section 3 destiné à enseigner dans l'ESAHR et un master en enseignement section 3 destiné à enseigner de la 3e primaire à la 3e secondaire.

l) Article 24 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Au § 3, il conviendrait d'abroger les mots « *des pouvoirs organisateurs* », en cohérence avec la disposition parallèle à l'article 20, § 1er, dernier alinéa.

m) Article 25 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Au 4°, de l'alinéa 1er, il conviendrait de préciser qu'il s'agit d'une dérogation à l'article 82, § 3, dernier alinéa, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

n) Article 34 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

- Il conviendrait de préciser si l'étudiant peut – ou non – passer l'épreuve liminaire portant sur la maîtrise de la langue française plus d'une fois. Plusieurs cas de figure pourraient se présenter :
  - Un étudiant passe l'épreuve et échoue, ce qui l'amène à suivre 5 crédits de maîtrise de la langue française. En cas d'échec à l'unité d'enseignement comprenant ces 5 crédits, peut-il repasser l'épreuve l'année académique suivante ?
  - Un étudiant en bachelier en enseignement section 1, 2 ou 3 passe l'épreuve liminaire portant sur la maîtrise de la langue française. Il réussit, mais il décide de se réorienter vers un bachelier disciplinaire à l'université. Il décide ensuite de s'inscrire en section 5. Doit-il repasser l'épreuve ? Cette hypothèse peut également se poser pour l'étudiant qui échouerait à l'épreuve.
- Au § 1er, dernier alinéa, il conviendrait d'ajouter les conditions d'accès aux masters, tels que précisées à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Cela permettrait de viser également les titulaires d'un bachelier hors communauté française qui souhaiteraient s'inscrire en master en enseignement section 4 ou 5.
- Au § 3, dernier alinéa, il conviendrait de préciser qu'il s'agit d'une dérogation à l'article 70, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

o) Article 77 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

» Il conviendrait de préciser, au § 2, si les maîtres de formation pratique actuels sont assimilés, dans le cadre de la formation initiale des enseignants, aux enseignants praticiens.

p) Articles 78, 79, 82, 84 et 88 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

» Il conviendrait que les dispositions abrogatoires ne prévoient pas l'abrogation d'une disposition ou d'un décret tout en le laissant d'application pour une certaine durée. Une autre date d'entrée en vigueur doit être envisagée pour chacune de ces dispositions abrogatoires, à l'instar de ce qui a été prévu à l'article 72 de l'avant-projet de décret analysé.

01. 1.7 / CHAPITRE 7. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 2 DÉCEMBRE 2021 MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES ET D'AUTRES LÉGISLATIONS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

01. 1.7.1 / Article 73 de l'avant-projet

a) Modification

» **L'article 73 en projet est libellé comme suit**

« *A l'article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, les mots « en Communauté française » sont abrogés* ».

» **L'article 27 du décret du 2 décembre 2021 tel que modifié par la disposition en projet**

« *Article 27. - Les étudiants déjà inscrits dans un cycle d'études ~~en Communauté française~~ à l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions du décret du 11 avril 2014 applicables la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, tant qu'ils sont dans ce cycle d'études et au plus tard jusqu'à l'année académique 2023-2024 incluse*. »

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article indique que cette disposition vise à étendre le bénéfice de la mesure transitoire prévue par l'article 27 – applicabilité du régime de finançabilité du décret du 11 avril 2014 jusqu'à l'année académique 2023-2024 incluse - aux étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en-dehors de la Communauté française.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES note que d'autres modifications devraient être envisagées dans le cadre du décret du 2 décembre 2021 afin, notamment, de régler certaines urgences dans l'application prochaine du texte :

» Il apparait, **tout d'abord**, qu'une partie de la phrase ait été supprimée dans le nouvel article 100, § 2, 1° du décret du 7 novembre 2013[3], tel qu'inséré par l'article 7 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur. Il conviendrait, en effet de réintroduire les mots *«, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser ».*

» **Ensuite**, concernant l'article 101, alinéa 2 nouveau du décret du 7 novembre 2013[4], tel qu'inséré par l'article 8, alinéa 1er, 2° du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, il semble que l'intention exprimée dans le commentaire soit plus large que ce que prévoit le dispositif dans la mesure où il permet également un changement d'établissement et non simplement – comme on peut le supposer à la lecture de l'article – de *cursus*. Il conviendrait, à tout le moins, que la disposition soit complétée afin de prévoir une procédure d'information entre établissements dans pareil cas, sur un modèle similaire à celui déjà prévu à l'article 102, § 2 actuel du décret du 7 novembre 2013[5]. Des difficultés pratiques vont nécessairement se poser lors de cette période de « modification d'inscription » notamment lorsque l'étudiant·e change *plusieurs fois* d'établissements.

» **Enfin,** il conviendrait que trois dispositions soient prévues, *a minima*, afin d'envisager une transition entre le régime actuel, tel que prévu à l'article 100 du décret paysage, et le nouveau régime du même article, qui entrera en vigueur lors de l'année académique prochaine 2022-2023 – à l'exception du nouveau § 3, qui entrera en vigueur lors de l'année académique 2023-2024 :

  » Une première disposition doit régler la situation des étudiant·es ayant acquis ou valorisé au moins 45 des 60 premiers crédits à l'issue de l'année académique 2021-2022 afin de ne pas leur appliquer de manière automatique, dès la rentrée académique prochaine, le nouveau mécanisme prévu par l'article 100, § 1er nouveau, qui les répute « en situation d'échec », alors que le dispositif actuel leur permet d'être en poursuite de cursus ;

  » Une deuxième disposition doit régler la situation des étudiant·es qui, durant l'année académique 2022-2023 sont dans une situation de BAMA 15 (mouture *actuelle* de l'article 100) et qui, au terme de cette année académique là, n'ont pas encore acquis l'ensemble des crédits associés au premier cycle, afin de leur permettre de rester inscrit·es, de manière principale, l'année académique suivante, en master, étant donné que l'application des nouvelles règles établies par l'article 100, § 3 (nouvelle mouture) les contraindrait, à défaut d'intervention décrétale, à rester inscrits, de manière principale, en *bachelier*.

  » Une troisième disposition doit régler la situation des étudiants qui durant l'année académique 2021-2022 ont pu bénéficier d'une transformation d'un prérequis en corequis sans être en fin de cycle

[3] Qui dispose ceci : *« Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant se compose : 1° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants ; ».*

[4] Qui dispose ceci : *« Entre le 1er octobre et le 31 octobre de l'année académique en cours, un étudiant de première année de premier cycle peut demander de modifier son inscription sans que cette nouvelle demande ne soit considérée comme une réorientation ».*

[5] Qui dispose ceci : *« § 2. Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le premier décembre. Seul l'acompte de 50 euros reste dû, sans préjudice du paragraphe 1er, alinéas 2 et 3.*
Si, au cours de la même année académique, l'étudiant annule son inscription à une première année d'un premier cycle et introduit, postérieurement au 31 octobre et jusqu'au 15 février, une nouvelle demande d'inscription à un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, cette demande sera assimilée à une demande de réorientation visée au § 3.
En cas d'acceptation de cette demande, l'étudiant reste redevable, vis-àvis de l'établissement auprès duquel il a annulé son inscription, de l'intégralité des droits d'inscription ».

afin qu'ils puissent continuer à bénéficier de cette transformation en corequis lors de l'année académique 2022-2023.

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01.2 /TITRE II. DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

01. 2.1 / CHAPITRE 8. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 16 AVRIL 1991 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

01. 2.1.1 / Remarque liminaire

» À titre liminaire, l'ARES souhaite attirer l'attention de l'auteur du texte sur la numérotation incorrecte des chapitres dans le document contenant les commentaires d'articles. En effet, dans ce dernier, le chapitre contenant les dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 porte le numéro 9 alors qu'il s'agit du chapitre 8. La même remarque vaut pour le chapitre suivant contenant les dispositions relatives à diverses subventions en matière de Recherche scientifique, qui devrait donc être le chapitre 9 et non le chapitre 10.

01. 2.1.2 / Article 74 en projet

a) Modification

» L'article 74 en projet est libellé comme suit

« *Dans l'article 5bis, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale, le 15° est remplacé par ce qui suit : "15° enseignement hybride : Forme d'enseignement mixant des activités d'apprentissage en présentiel et à distance en exploitant différents outils pédagogiques et numériques permettant la communication, l'interaction et la collaboration avec et entre les étudiants*.

Ce mode d'apprentissage peut combiner des moments d'apprentissage synchrone ou asynchrone. L'enseignement hybride peut inclure l'enseignement comodal, c'est à dire un enseignement où coexistent de façon simultanée un apprentissage en présentiel et à distance. »

b) Objectif

» Selon le commentaire de l'article, la disposition en projet introduit la notion et la définition d'enseignement hybride dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en lieu et place de celle de l'e-learning.
» Le commentaire précise en outre les notions reprise dans la définition d'enseignement hybride :
  » d'apprentissage synchrone qui signifie que tous les apprenants suivent leur formation en même temps. Ils se trouvent dans le même environnement d'apprentissage et peuvent dont interagir en direct avec l'enseignant et/ou les autres apprenants ;

» d'apprentissage asynchrone, lors duquel les participants ne réalisent pas impérativement leurs activités d'apprentissage en même temps, il n'y a donc pas d'interactions en direct.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 2.1.3 / Article 75 en projet

a) Modification

» L'article 75 en projet est libellé comme suit :

« *Dans l'article 36bis, § 2, 5°, du même décret, les mots "via l'e-learning" sont remplacés par les mots : "via l'enseignement hybride".* »

» Le §2 de l'article 36 tel que modifié par l'article en projet :

« *§ 2. En référence aux valeurs pédagogiques des réseaux d'enseignement visés au paragraphe 1er, dans le respect des projets spécifiques de leurs pouvoirs organisateurs et établissements, et notamment à partir des besoins identifiés par ceux-ci, les conseillers pédagogiques «Enseignement de promotion sociale» ont pour missions:*

1° de développer des outils visant à favoriser l'orientation du parcours d'apprenants adultes au sein des établissements d'enseignement de promotion sociale;

2° de développer et coordonner des initiatives pédagogiques associées à l'accompagnement des étudiants et à l'aide à la réussite d'adultes en reprise d'études au sein des établissements d'enseignement de promotion sociale;

3° de développer des outils pédagogiques liés à la mise en application des dossiers pédagogiques au bénéfice des établissements d'enseignement de promotion sociale;

4° d'accompagner les établissements dans le travail de réflexion pédagogique et dans les processus de suivi des rapports du Service d'inspection et/ou de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;

5° de soutenir la transition numérique, notamment ~~via l'e-learning~~ via l'enseignement hybride, dans l'enseignement de promotion sociale.»

b) Objectif

» Selon le commentaire de l'article, cette disposition adapte les missions des conseillers pédagogiques à l'enseignement hybride.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 2.1.4 / **Article 76 en projet**

a) Modification

» L'article 76 en projet est libellé comme suit :

« *L'article 120 du même décret est remplacé par ce qui suit :*

"Article 120. - § 1er. Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements d'enseignement de promotion sociale peuvent organiser des unités d'enseignement via un enseignement hybride.

§ 2. Le nombre de périodes prévues dans le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement organisée via un enseignement hybride sera prélevé de la dotation-période des établissements concernés conformément aux articles 82 à 93 et 102.

§ 3. Le nombre de périodes-élèves relatif aux unités d'enseignement organisées via un enseignement hybride s'obtient en totalisant les nombres de périodes de ces unités d'enseignement, hors cas particuliers, suivies par tous les élèves réguliers.

§ 4. Le nombre de périodes-élèves pondérées relatif aux unités d'enseignement organisées via un enseignement hybride s'obtient, en effectuant, cours par cours, hors part d'autonomie, le produit du nombre de périodes effectives par le nombre d'élèves réguliers.

Les résultats obtenus sont ensuite multipliés par les coefficients pédagogiques et de niveau appliqués à chaque cours.

§ 5. Le fait de suivre des unités d'enseignement via un enseignement hybride ne modifie en rien les conditions de régularité des élèves pris en considération pour l'octroi des moyens visés à l'article 35.

§ 6. Le fait de suivre des unités d'enseignement via un enseignement hybride ne modifie en rien les montants des droits d'inscription ainsi que les dispenses de ceux-ci en vigueur dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française.»

b) Objectifs

» Selon le commentaire de l'article, la disposition en projet a pour finalité :
  » d'une part, d'insérer les termes d'enseignement hybride en lieu et place des termes e-learning ;
  » d'autre part, de fixer les balises dudit enseignement hybride. Ainsi, le calcul des périodes élèves et des périodes élèves pondérées s'effectue selon la règle dite des « cas généraux », conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2002 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale. La règle dite des « cas particuliers » ne s'applique pas à l'enseignement hybride. La comptabilisation des élèves réguliers s'effectuera selon les règles générales de l'enseignement de promotion sociale, de même que le calcul des droits d'inscription et les conditions de dispense de ceux-ci.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES remarque que le dernier alinéa du commentaire de l'article 76 est une répétition de l'alinéa 4 du même commentaire, et devrait donc être omis.

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 2.1.5 / Article 77 en projet

a) Modification

» **L'article 77 en projet est libellé comme suit** :

« *Dans l'article 120 decies du même décret, à l'alinéa 1er, les mots "en E-learning" sont remplacés par les mots : "intégrées dans une formation hybride "* »

» **L'article 120decies tel que modifié par l'avant-projet :**

« *Des appels à collaboration, ayant pour objectif la création par les enseignants de séquences pédagogiques ~~en e-learning~~ intégrées dans une formation hybride, peuvent être lancés annuellement. Ces séquences pédagogiques seront mutualisées au profit de tous les établissements de l'enseignement promotion sociale.*

Ces appels à collaboration s'adressent à tous les pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale. Un montant annuel de 300.000 euros, dans les limites des crédits disponibles, est consacré à la rétribution des concepteurs desdites séquences pédagogiques.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités de ces appels à collaboration. ».

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article indique que la disposition en projet vise à adapter le vocabulaire, compte tenu de l'introduction de l'Enseignement hybride.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01.3 /TITRE III. DISPOSITIONS RELATIVES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

01. 3.1 / CHAPITRE 9. DISPOSITIONS RELATIVES À DIVERSES SUBVENTIONS EN MATIÈRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

01. 3.1.1 / Article 78 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 78 en projet est libellé comme suit :

« *Le Gouvernement octroie chaque année un montant de 162.000 euros aux universités organisées ou subventionnées par la Communauté française.*

Ce montant est réparti entre universités selon la clé de répartition définie à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités.

La subvention vise à couvrir des séjours de moyenne durée, à savoir de 2 mois minimum à 6 mois maximum, au sein d'une structure d'accueil en-dehors de la Communauté française, pour les chercheurs universitaires préparant une thèse de doctorat. ».

b) Objectifs

- » Selon le commentaire de l'article, il s'agit ici de financer l'octroi de bourses de voyages à destination des doctorants, chaque année, par chacune des Universités francophones participantes.
- » La disposition retient la clé de répartition définie à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités afin de répartir les moyens entre les universités, car celle-ci reflète au mieux l'activité de recherche de chaque université.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 3.1.2 / Article 79 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 79 en projet est libellé comme suit :

« *§1er. Les lauréats des bourses de séjours sont désignés, au sein de chaque université, par appel à candidature.*

Chaque université fixe son calendrier de sélection ainsi que ses propres modalités de soumission des candidatures.

§2. Dans le respect des critères généraux et de la pondération suivante, les universités fixent de commun accord les critères spécifiques leur permettant de retenir les projets déposés par les candidats en vue de les classer. Les projets sont classés en fonction des critères généraux et de la pondération suivante :

1° Le profil du candidat (entre 30 et 50%) ;

2° Le projet de recherche proposé (entre 30 et 50%) ;

3° L'impact pour l'internationalisation de l'université (entre 30 et 50%).

Les bourses seront réparties entre les candidats les mieux classés jusqu'à épuisement du montant de la subvention. »

b) Objectifs

- » Selon son commentaire, cet article fixe l'organisation et les modalités des appels à projets à lancer par les universités.
- » Les universités peuvent décider d'organiser un appel ouvert en continu ou un ou plusieurs appels annuels et ce, en fonction de leur organisation propre ou de leurs besoins. Suivant la pondération et les critères généraux établis, les établissements déterminent de commun accord les critères spécifiques permettant d'établir un classement des candidatures.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.3 / Article 80 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 80 en projet est libellé comme suit :

« *Les subventions visées à l'article 78 servent à couvrir les frais admissibles suivants :*

1° les frais d'inscription (au sein d'une université qui est établie en-dehors de la Belgique, à des colloques et séminaire ;
2° les frais de transport aller-retour entre le lieu de résidence et le lieu de séjour ;
3° les frais de logement ;
4° les frais d'obtention d'un VISA. ».

b) Objectifs

» Selon son commentaire cet article détermine les frais admissibles dans le cadre de la bourse de voyage.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.4 / Article 81 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 81 en projet est libellé comme suit :

« *Le candidat doit être inscrit au doctorat, au sein de l'université qui lance l'appel à candidatures, au moment de l'introduction de la demande. Il ne peut pas avoir défendu sa thèse de doctorat avant la fin du séjour à l'étranger.*

Le séjour à l'étranger doit être réalisé entre le 1er mai de l'année au cours de laquelle est lancé l'appel à candidatures et le 14 septembre de l'année suivante.

Un lauréat ne peut recevoir qu'une seule bourse de voyage visée à l'article 78, tout au long de sa thèse de doctorat. Les candidats qui n'ont pu bénéficier d'une bourse de voyage sont autorisés à représenter une nouvelle candidature lors d'un appel ultérieur.

Les financements complémentaires provenant d'autres autorités subsidiantes sont autorisés pour autant qu'ils ne soient pas forfaitaires et qu'ils ne constituent pas un double financement à la bourse de voyage visée à l'article 78 ».

b) Objectifs

» Selon son commentaire, cet article traite des obligations à respecter par le doctorant pour bénéficier de la bourse de voyage.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.5 / Article 82 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 82 en projet est libellé comme suit :

« *Le montant maximum octroyé par doctorant est de 4.000 euros pour un séjour dans un pays de l'Union européenne et de 5.000 euros pour un séjour hors Union européenne*. »

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article expose que la disposition en projet fixe le montant maximum de la bourse de voyage et distingue les séjours dans et en-dehors de l'Union européenne.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.6 / Article 83 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 83 en projet est libellé comme suit :

« *L'université se charge d'effectuer le versement de la bourse de voyage sur le compte bancaire des lauréats retenus.*

Le paiement se réalise en deux tranches :

1° la première tranche correspond à 70% du montant de la bourse et est liquidé après transmission par le bénéficiaire d'une copie de son titre de transport à destination de la structure d'accueil ;

2° la seconde tranche correspond au solde et est liquidée, après remise d'un rapport de séjour et des pièces justificatives originales transmises.

Le rapport du séjour vise à apprécier dans quelle mesure les objectifs fixés pour le séjour ont été atteints.

Les universités déterminent de commun accord les rubriques devant figurer dans le rapport de séjour. »

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article précise que la disposition en projet traite des modalités de paiement de la bourse de voyage.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.7 / **Article 84 de l'avant-projet**

a) Modification

» L'article 84 en projet est libellé comme suit :

« *§ 1er Le Gouvernement consacre annuellement au moins 168.000 euros afin de financer l'organisation de réunions, ou la participation des chercheurs à des réunions qui permettent une rencontre et un échange entre pairs autour de recherches développées dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française visés aux articles 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études .*

Pour être éligibles à la subvention visée au paragraphe 1er, alinéa 1er, les réunions doivent participer au partage et à l'échange des connaissances issues de la recherche. Ces réunions doivent revêtir un caractère public et peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel. Elles doivent faire l'objet d'une publicité préalable, adaptée à leur nature. Les réunions ne peuvent en aucun cas être limitées à la participation des chercheurs d'un seul établissement. Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou les spectacles sans public expert sont exclus.

Les réunions visées à l'alinéa 1er peuvent impliquer des parties prenantes extérieures aux institutions d'enseignement supérieur directement concernées par le processus de recherche.

§2. Le montant visé au paragraphe 1er, alinéa 1er, est réparti entre les différents types de bénéficiaires comme suit :

1° 4.500 € pour l'ensemble des Écoles supérieures des arts visées à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2° 10.500 € pour l'ensemble des Hautes écoles visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

3° 36.000 € pour l'Université catholique de Louvain ;

4° 6.000 € pour Université de Namur ;

5° 2.000 € pour l'Université Saint-Louis - Bruxelles ;

6° 29.000 € pour l'Université libre de Bruxelles ;

7° 6.500 € pour l'Université de Mons ;

8° 25.500 € pour l'Université de Liège.

Le montant visé au §2, alinéa 1er, 1° est octroyé à une organisation qui a pour objet de fédérer l'ensemble des Écoles supérieures des arts visées à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Le montant visé au §2, alinéa 1er, 2° 'st octroyé à une organisation qui a pour objet de fédérer l'ensemble des Hautes écoles visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Les organisations visées au §2 alinéas 2 et 3 ont pour mission de :

1°) Promouvoir la recherche et l'innovation issues des établissements qu'elles représentent ;

2°) Renforcer la mise en réseau des acteurs de la recherche issus de ces établissements tels que les enseignants, les chercheurs et les étudiants.

3°) Défendre les intérêts de ces établissements ;

4°) Accompagner les acteurs de la recherche de ces établissements au montage de projets, à la négociation des contrats de recherche et développement, à la protection, l'exploitation et la valorisation des résultats.

Les organisations visées au §2, alinéas 2 et 3 sont respectivement chargées de lancer un appel à projet pour les établissements qu'elles représentent et de répartir la subvention reçue entre les lauréats sélectionnés selon les modalités définies aux articles 85 à 90.

Les établissements visés au §2, alinéa 1er, et les organisations visées au §2, alinéas 2 et 3, doivent pouvoir justifier l'utilisation qui aura été faite du montant attribué et conserveront les documents justificatifs de cette utilisation pendant une durée de dix ans après l'évènement qui justifie l'octroi du subside. »

b) Objectifs

- Selon son commentaire, cet article détermine les bénéficiaires de la subvention destinée à financer l'organisation ou la participation de leurs chercheurs à des réunions permettant une rencontre et un échange entre pairs autour de recherches développées dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française.
- L'article fixe par ailleurs la répartition des moyens accordés entre les établissements. Cette répartition tient compte de l'activité réelle en la matière, considérant que ce type d'activités est plus fréquent dans les universités, compte tenu de leurs missions en matière de recherche scientifique. Elle permet également de soutenir les HE et les ESA afin qu'elles puissent développer ce type d'activités.
- Les établissements et les organisations doivent pouvoir justifier l'utilisation qui aura été faite du montant attribué et conserveront les documents justificatifs de cette utilisation pendant une durée de dix ans après l'évènement qui justifie l'octroi du subside. L'administration effectuera des contrôles portant sur les pièces justificatives auprès des établissements et des organisations.

c) Avis de l'ARES

- L'ARES constate que le montant de 168.000 euros prévu à l'alinéa 1er du §1er de l'article 84 en projet ne correspond pas au montant de la répartition visée au §2. Ce dernier se chiffre à 120.000 euros. L'ARES préconise dès lors de corriger les montants afin de parvenir à un montant total de 168.000.
- Considérant le montant octroyé aux hautes écoles, le mécanisme d'appel à projet ne semble pas indiqué. En effet, les moyens que devront déployer les hautes écoles pour l'organisation du jury et de la mise en œuvre du processus complet, représentent un cout trop élevé en termes de personnes à mobiliser et de temps à y consacrer eu égard au montant de la subvention accordée. L'ARES est d'avis qu'il conviendrait de prévoir un mécanisme plus léger pour les hautes écoles, tel qu'un montant fixe à accorder à chaque haute école et pour lequel chaque haute école devra apporter la preuve de la bonne utilisation dans le cadre d'une activités telle que définie dans les articles 85 à 90 de l'avant-projet.
- De façon générale, l'ARES s'interroge sur la lourdeur de la procédure prévue par le présent avant-projet dans le cadre des appels à projets. La crainte étant que le coût de gestion risque de dépasser le montant de subside octroyé. L'ARES souhaiterait dès lors que l'autorité procède à un allègement de la procédure prévue par le présent avant-projet.

» Au §2, alinéa 3, en début de phrase, l'ARES note un « e » manquant pour former le mot « est » : « *Le montant visé au §2, alinéa 1er, 2° [e]st … ».*

» **Moyennant la prise en compte des remarques ci-dessus, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.8 / Article 85 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 85 en projet est libellé comme suit

« *Tout chercheur membre du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, ou tout chercheur financé par le F.R.S.-FNRS, est éligible au subside visé à l'article 85, selon les conditions suivantes :*

1° le candidat présente une communication lors d'une réunion visée à l'article 84 §1er ;

2° le candidat est invité en tant qu'animateur, modérateur ou président de chaire ou de session par les organisateurs de la réunion

3° le candidat est membre du comité organisateur de la réunion.

Par communication, l'on entend l'exposé fait à un groupe de chercheurs lors d'un congrès, d'un séminaire ou autre réunion, sous forme d'information écrite ou orale. »

b) Objectifs

» Le commentaire de la disposition précise qu'elle a pour objectif de fixer les conditions pour être éligible à la subvention.

c) Avis de l'ARES

» L'alinéa 1er de l'article 85 en projet fait référence au subside visé à l'article 85. Or, le subside concerné est prévu à l'article 84.

» **Moyennant la prise en compte de la remarque ci-dessus, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.9 / Article 86 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 86 en projet est libellé comme suit :

« *L'objet principal de la réunion visée à l'article 84 doit consister en la dissémination et l'échange entre pairs de connaissances issues de la recherche.*

A titre complémentaire, la réunion peut poursuivre des objectifs liés à l'enseignement ou la formation.

Les réunions peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel.

Tous les types formels de communication sont acceptables a priori, en fonction notamment des disciplines scientifiques et des domaines artistiques, du type de recherche (recherche scientifique fondamentale, stratégique ou appliquée et recherche en art) et du public (public de pairs, ou intégrant des usagers ou des citoyens) concerné.

Des réunions ne visant pas spécifiquement des retombées pour le participant ne peuvent en aucun cas être soutenues dans le contexte de cet outil de financement. On entend par retombée une amélioration des compétences et capacités cognitives et intellectuelles apportant une plus-value aux différents aspects du métier de chercheur. »

b) Objectifs

» Le commentaire de la disposition prévoir qu'elle détermine le type de réunion éligible à la subvention.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 3.1.10 / Article 87 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 87 en projet est libellé comme suit :

« *Les réunions visées à l'article 84 doivent être destinées principalement à un public de chercheurs internationaux, sauf si le caractère national de la réunion se justifie pour des raisons scientifiques, artistiques et/ou liées à l'impact technologique, économique, social et/ou culturel des initiatives de recherche concernées.*

Par public de chercheurs internationaux, l'on entend des chercheurs actifs dans plusieurs pays, en-dehors de la Belgique.

Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou spectacles sans public expert sont exclues du financement visé à l'article 84. »

b) Objectifs

» Selon son commentaire, cet article détermine les conditions des réunions de recherche pouvant être subventionnées.
» Le commentaire précise en outre que l'objet principal de la réunion doit consister en la dissémination et l'échange entre pairs de connaissances issues de la recherche scientifique et de la recherche artistique, c'est-à-dire la communication sur des recherches en cours ou achevées.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 3.1.11 / Article 88 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 88 en projet est libellé comme suit :

« *Le financement visé à l'article 84 est un montant forfaitaire de 500 euros si la réunion se déroule sur le territoire de l'Union européenne et de 1.500 euros si la réunion se déroule en dehors du territoire de l'Union européenne*. ».

b) Objectifs

» Selon son commentaire, cet article fixe le montant du subside et distingue les réunions organisées dans et en-dehors de l'Union européenne.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

01. 3.1.12 / Article 89 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 89 en projet est libellé comme suit :

« *Le financement visé à l'article 84 sert à couvrir les dépenses suivantes :*

1° Pour la participation aux réunions visées à l'article 84, §1er : les frais de séjour, les frais de déplacement, d'œuvre et de matériel, les frais d'inscription, la publication d'actes uniquement s'ils sont directement accessibles en Open Access ;

2° Pour l'organisation de réunions visées à l'article 84, §1er, les frais de secrétariat et d'interprétariat, les frais liés à l'organisation matérielle, y compris les frais de mise en exposition ou liés à la présentation de performances ;

3° Pour la participation et l'organisation : la publication d'actes, la réalisation de podcasts matériel de promotion, des publications liées à la réunion à la condition exclusive que ces dernières soient directement accessibles en Open Access.

Le forfait visé à l'article 88 ne peut pas couvrir le programme d'activités sociales éventuellement lié à l'organisation de la réunion. »

b) Objectifs

» Le commentaire de l'article précise que la disposition en projet vise à déterminer les dépenses admissibles pour justifier l'utilisation de la subvention.
» Ainsi, le forfait ne peut pas couvrir le programme d'activités sociales éventuellement lié à l'organisation de la réunion, telles que des dîners, à l'exception des lunchs et pauses-café intégrés à la réunion, des visites culturelles, etc.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.13 / Article 90 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 90 en projet est libellé comme suit :

« *Une première sélection est réalisée par les universités, hautes écoles et écoles supérieures des arts qui transmettent des listes restreintes de réunion à l'administration en charge de l'enseignement.*

En aucun cas, les propositions ne peuvent dépasser le budget alloué tel que renseigné à l'article 84.

L'Administration vérifie le respect des conditions indiquées aux articles 84 à 89.

Les modalités de soumission sont déterminées par le bénéficiaire du subside. Cependant, le bénéficiaire final, doit décrire la complémentarité avec d'autres sources de financement qu'il aurait reçues. »

b) Objectifs

» Selon son commentaire, l'article en projet détermine les modalités de contrôle des subventions.

c) Avis de l'ARES

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

01. 3.1.14 / Article 91 de l'avant-projet

a) Modification

» L'article 91 en projet est libellé comme suit :

« *Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023.*

Par dérogation à l'alinéa 1er :

1° L'article 45, 1°, produit ses effets à partir de l'année académique 2021-2022 ;

2° Les articles 45, 2°, et 47 produisent leurs effets au 1er septembre 2021. »

b) Objectifs

» La disposition en projet fixe l'entrée en vigueur des dispositions pour l'année académique 2022-2023 avec toutefois une dérogation pour l'entrée en vigueur des annexes III.4 et VI pour lesquelles une entrée en vigueur rétroactive est prévue.

c) Avis de l'ARES

» L'ARES note que dans l'alinéa 2 de l'article en projet, il n'est pas renvoyé aux bons articles :
  » Au 1° de l'alinéa 2, il convient de viser l'article 44,1° et non le 45 ;

» Au 2° de l'alinéa 2, il convient de viser les articles 44, 2° et 46 et non le 45,2° et le 47.

» **Moyennant la prise en compte de la remarque ci-dessus, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

02. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

Un certain nombre de propositions de modifications proposées par l'ARES **ne sont pas contenues dans le texte en projet.**

La plupart d'entre elles ont été formulées ou rappelées à l'occasion des **avis nos 2020-11, 2021-08, 2021-15, 2021-26, 2021-27 et 2022-05.**

C'est pourquoi l'ARES demande à ce que ces modifications soient intégrées au texte en projet.

02.1 / ALLOCATIONS D'ÉTUDES : CONSÉQUENCES SUR LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

Le décret du 12 novembre 2020 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale a supprimé le critère lié à la finançabilité de l'étudiant·e candidat·e à une allocation d'études.

Dans son **avis n° 2020-11**, rappelé dans ses **avis nos 2021-15 et 2021-26,** l'ARES avait pointé le fait que les établissements d'enseignement supérieur ne devraient pas supporter le manque à gagner induit par la suppression du critère, dans la mesure où l'objet principal de la modification était de ne plus exclure en tant que bénéficiaires d'une allocation d'études des étudiants·e·s *non-finançables*. L'ARES avait donc particulièrement insisté pour que soient adaptées les dispositions suivantes :

» S'agissant des **universités**, la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, lequel prévoit, en son article 36*bis* une compensation pour les universités, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables**.

» **Proposition** : *« Au sein de l'article 36*bis *de la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, les modifications suivantes sont apportées :*

1° L'alinéa 2 est abrogé ;

2° Au dernier alinéa, les deux occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».

» S'agissant des **hautes écoles**, le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, lequel prévoit, en son article 21*sexies*, une compensation pour les hautes écoles, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables.**

» **Proposition** : *« Au sein de l'article 21*sexies *du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, toutes les occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».*

» S'agissant des **écoles supérieures des arts**, le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), lequel prévoit, en son article 57*quater* une compensation pour les écoles supérieures des arts, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables**.

» **Proposition** : *« Au sein de l'article 57*quater *du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), toutes les occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».*

Ces mesures devraient, à tout le moins, rétroagir au 14 septembre 2020.

02.2 / PROBLÉMATIQUE DU TRANSDOMAINE

» Dans son **avis n° 2021-27**, l'ARES a attiré l'attention que le fait que quatre nouvelles demandes d'habilitations[6] proposent de nouveaux cursus situés **dans plusieurs domaines**, généralisant par là même la notion de *« transdomaine ».*

» L'ARES rappelle que cette notion n'existe pas en tant que telle, ni dans le décret paysage ni au sein de la réglementation relative au financement des établissements, et qu'il conviendra d'être attentif à l'impact de ces demandes sur le calcul du financement des établissements. En effet, le financement est octroyé en pondérant le nombre d'étudiants par un coefficient dépendant du domaine dans lequel est classé le cursus suivi. Il conviendra donc de déterminer un coefficient de pondération *ad hoc* pour des cursus classés dans plusieurs domaines afin que les règles en vigueur dans les textes déterminant le financement puissent être appliquées à tous les cas de figure.

02.3 / SOUTIEN À LA CODIPLÔMATION

Il s'agit d'une demande déjà formulée par l'ARES dans son **avis 2021-15**.

02. 3.1 / PRÉAMBULE

Les travaux de soutien à la codiplômation ont démarré avec les Experts Bologne en 2012. Ces derniers ont été poursuivis par la Commission Relations internationales de l'ARES lors de la mise en place, en 2016, d'un groupe de travail composé de représentants proposés par la CRI et chargés d'élaborer un outil d'aide aux établissements de la Communauté française souhaitant développer des codiplômations avec des partenaires hors Communauté. Les travaux se sont poursuivis en 2019 et une version a été finalisée par le GT en septembre 2020. Cette version a été transmise à la réunion de la CRI du 19 octobre 2020, réunion durant laquelle les membres ont unanimement approuvé le contenu et souligné la qualité et l'utilité du guide à la codiplômation. Le guide a ainsi été présenté en point d'information au Bureau exécutif et au Conseil

[6] Bachelier en jeu vidéo, master en jeu vidéo, bachelier de spécialisation interdisciplinaire en technologies de la santé et bachelier en bioqualité.

d'Administration de l'ARES. Il a ensuite été publié sur le site internet de l'ARES et présenté lors d'un webinaire au mois de décembre 2020 et enfin des guides à la codiplômation en version papier ont été envoyés à destination de l'ensemble des responsables relations internationales des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Le guide à la codiplômation au travers de sa construction a permis de mettre en lumière certaines dispositions décrétales qui posent problème, soient parce qu'elles vont à l'encontre des objectifs d'attractivités de la codiplômation internationale, soit parce qu'elles compliquent la pratique. C'est ainsi qu'à l'initiative des Commissaires et Délégués au Gouvernement et en suivi de la demande des établissements ayant participé au webinaire de décembre 2020, un travail d'identification des textes problématiques a été réalisé. Ce travail conjoint entre l'administration de l'ARES et les Commissaires et délégués a mené à quatre propositions concrètes de modifications des décrets. Ces propositions ont été discutées et approuvées par le GT codiplômation en date du 30 avril 2021, sur la base notamment d'une discussion préalable au sein du GT harmonisation du CRef, dont certains membres ont par ailleurs pris part à la discussion du GT codiplômation. Elles ont ensuite fait l'objet d'une discussion lors de la Commission des relations internationales du 17 mai 2021 et ont été accueillies favorablement à l'unanimité. Ces discussions au sein du GT codiplômation, du GT harmonisation du CRef et de la CRI ont mené à une quatrième proposition portant sur les suppléments aux diplômes, elle aussi accueillie favorable qui plus est au sein du GT universités européennes.

02. 3.2 / MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

02. 3.2.1 / Article 104 du décret

a) Texte actuel

« Lorsqu'une inscription concerne des études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur visées à l'article 82, l'étudiant s'inscrit dans un des établissements d'enseignement supérieur partenaires, conformément aux modalités de la convention et aux conditions générales du règlement des études de cet établissement. S'il s'agit d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes, l'inscription est nécessairement prise auprès de l'établissement référent en Communauté française. Celui-ci reçoit et contrôle l'inscription et perçoit les droits d'inscription correspondants ».

b) Analyse de ses implications

- Au vu de l'article 104, alinéa 1er du décret et du commentaire de cette disposition, en cas de codiplômation avec un ou plusieurs établissements extérieurs, **un établissement référent doit être désigné en Communauté française et cet établissement doit percevoir les droits d'inscription**. L'article 103 du même décret prévoit que, *« pour être régulière, une inscription doit respecter les conditions de l'article 100 et de l'article 102 »*. Parmi les conditions visées par l'article 102 figure, notamment, l'obligation de payer l'acompte des droits d'inscription (50 euros) au moment de l'inscription.
- Il découle de la combinaison de ces dispositions qu'**aucune dérogation ne semble avoir été prévue par** le Législateur en matière de paiement de droits d'inscription *pour les codiplômations internationales*. Or si l'on veut favoriser le développement de ce type de programmes, **il ne peut être question d'imposer aux étudiant·es concerné·es le paiement des droits d'inscription auprès de chaque établissement partenaire**.
- Dans les faits, le prescrit de l'article 104 n'est pas respecté : les étudiant·es s'acquittent des droits auprès de leur établissement d'origine ou sont ·e à tour de rôle, une année académique dans l'un et une année

académique dans l'autre. Cette situation conduit à la délivrance de diplômes à des personnes qui n'auront pas été régulièrement inscrites en Communauté française tout au long de leur cursus.

- Les différences considérables en matière de droits d'inscription non seulement en Europe, mais aussi en Belgique, font peser un risque de *« shopping »* au cas où l'étudiant·e choisirait librement le partenaire auprès duquel il ou elle s'acquitterait des droits d'inscription. Par exemple, le montant des droits d'inscriptions en Communauté française est supérieur à celui en vigueur en Communauté flamande. À l'inverse, les droits d'inscription en Angleterre sont nettement plus élevés. Ce risque est particulièrement grand dans le cas de programmes relevant du 1er cycle associant des partenaires très proches géographiquement.

c) Proposition de modification de l'article 104 du décret

- Prévoir dans le décret que, dans le cadre d'une codiplômation impliquant au moins un partenaire établi en dehors de la Communauté française, les étudiant·es en ordre de paiement auprès de l'établissement partenaire extérieur à la Communauté française *sont réputé·es avoir payé leurs droits d'inscription auprès de l'établissement partenaire référent en Communauté française* au sens de l'article 104.
- Cette proposition a pour **objectif de considérer lesdit·es étudiant·es comme régulièrement inscrit·es auprès d'un/des établissements partenaire(s) d'une codiplômation internationale** (pour autant que les autres conditions de régularité soient respectées).
- Il conviendra toutefois d'être attentif au fait que pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts, **la présomption de régularité** a des **conséquences sur le financement** si les droits d'inscription sont inférieurs ou nuls. En effet, les HE et ESA vont se voir déduire ce montant de leur enveloppe ce budget. Lors de la **négociation du partenariat**, il est important que les EES FWB puissent **convenir avec leurs partenaires étrangers d'une rétrocession ou d'une contrepartie** quelle qu'elle soit afin de ne pas être lésés.
- Il est important de souligner que la modification proposée constitue une possibilité offerte à l'établissement d'enseignement supérieur établi en Communauté française et **ne doit en rien les empêcher de réclamer le paiement des droits d'inscription** s'ils le souhaitent. **Cela ne constitue donc plus une obligation** pour que ·e soit considéré comme régulièrement inscrit·e, et ce uniquement dans le cadre de codiplômations avec au moins un partenaire hors Communauté française.

L'ARES propose donc de conserver le premier alinéa de l'article 104 du décret, mais d'y ajouter un alinéa nouveau, à sa suite, libellé comme suit :

« Par exception, dans le cas d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes impliquant au moins un établissement partenaire établi en dehors de la Communauté française, l'étudiant qui s'est acquitté du paiement des droits d'inscription auprès de l'établissement partenaire extérieur à la Communauté française est réputé avoir payé les droits d'inscription auprès de l'établissement référent en Communauté française ».

02. 3.2.2 / Article 82, § 3 du décret

Le **financement des établissements** de la Communauté française pour les inscriptions à un grade académique qu'elles codiplôment avec un ou plusieurs établissement(s) extérieur(s) à la Communauté française **est actuellement problématique**.
À la suite d'un état lieu des codiplômations internationales auxquelles un ou plusieurs établissements de la Communauté française est partenaires, il a été constaté que, dans la très grande majorité des cas, ceux-ci

présentaient uniquement au financement les étudiant·es inscrit·es régulièrement auprès d'eux. Les autres, qui ont payé leurs droits d'inscriptions auprès d'un établissement extérieur à la Communauté française, ne sont simplement pas présentés au financement.

Cette manière de **procéder conduit au financement par la Communauté française d'unités d'enseignement qui ne sont pas assurées par l'établissement** situé en Communauté française, mais aussi à la **non-prise en compte des étudiant·es inscrit·es au programme** via l'établissement étranger. Il est donc nécessaire de modifier l'article 82 du décret (ci-dessous) et l'article 9 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études (cfr. *infra*, point 04.1.3.).

a) Texte actuel

« Un programme d'études conjoint peut mener à une codiplômation lorsqu'il est coorganisé au sens du paragraphe précédent, que tous les partenaires en Communauté française qui codiplôment y sont habilités ou cohabilités pour ces études, que les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et que la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance conjointe soit d'un diplôme unique signé par tous les partenaires, soit de diplômes émis par chacun d'entre eux en vertu de leurs habilitations et législations propres.

Pour proposer un programme en codiplômation, les établissements en Communauté française partenaires doivent prendre en charge chacun, dans le cadre de cette convention, au moins 15 pour-cent des activités d'apprentissage du programme du cycle d'études concerné. De plus, chaque étudiant devra avoir effectivement suivi des activités d'apprentissage organisées par au moins deux partenaires différents.

Ce dernier alinéa ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

La convention de codiplômation fixe notamment :
1° les conditions particulières d'accès aux études;
2° les modalités d'inscription;
3° l'organisation des activités d'apprentissage;
4° les modalités d'évaluation, de délibération et de sanction en fin de cycle;
5° l'intitulé du ou des grades, titres ou diplômes délivrés, ainsi que le modèle de ceux-ci;
6° les règles de redistribution des recettes et de répartitions des dépenses entre les établissements partenaires;
7° l'établissement d'enseignement supérieur en Communauté française désigné comme référent en Communauté française;
8° les dispositions relatives aux assurances contractées pour les étudiants.

Les modalités d'évaluation et d'organisation fixées dans la convention doivent être conformes à la législation en vigueur dans l'un des établissements partenaires ».

b) Proposition de modification de l'article 82, § 3 du décret

» Cette proposition implique qu'un pourcentage soit dorénavant explicitement précisé au sein de la convention.

» Cela implique par ailleurs pour l'établissement que les étudiants qui font effectivement partie de codiplômation puissent plus clairement être identifiés par exemple par le biais des codes études.

L'ARES propose donc qu'un alinéa 6 nouveau soit ajouté à l'article 82, §3, du décret, libellé comme suit :

« Conformément à l'article 9 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les règles de redistribution des recettes et de répartition des dépenses entre les établissements partenaires se basent sur des pourcentages qui reflètent leur contribution effective en termes de crédits au programme d'études et qui tiennent éventuellement compte des charges et frais supportés par chaque établissement partenaire pour déterminer le financement, et ce sans préjudice d'autres accords de rétrocessions entre partenaires ».

02. 3.2.3 / Article 146 du décret

a) Texte actuel

« Les diplômes attestant les grades académiques sont délivrés accompagnés d'un supplément au diplôme reprenant notamment la liste des enseignements du programme d'études suivi par l'étudiant, les conditions d'accès aux études et les évaluations sanctionnées par le grade académique conféré.

Le supplément au diplôme est signé par le secrétaire du jury.

Par dérogation à l'alinéa 2, dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le supplément au diplôme est signé par l'autorité académique ou son représentant.

Les éléments personnels de ce supplément liés à chaque étudiant peuvent être regroupés en une annexe au supplément. Dans ce cas, seule cette annexe doit être signée par le secrétaire du jury, la partie commune du supplément étant certifiée par l'établissement.

Le supplément au diplôme respecte la forme et le contenu fixés par le Gouvernement.

Quelles que soient les modalités de délivrance des diplômes visés à l'article 143, un seul supplément au diplôme est délivré ».

b) Analyse des implications

» Pour rappel, le supplément au diplôme se base sur un **modèle établi au niveau européen** par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne.
» En l'état, le supplément au diplôme est considéré comme étant un unique document, or en cas de codiplômations avec des partenaires hors Communauté française, il peut arriver **que les législations étrangères imposent elles aussi un supplément au diplôme sous une forme spécifique et dans une langue autre que le français**.
» L'objectif de cette proposition de modification est de permettre que la législation **corresponde mieux à la pratique actuelle des établissements**, à savoir un **document reprenant différents suppléments** au diplôme.

c) Proposition de modification de l'article 146 du décret

L'ARES propose donc qu'un alinéa 7 nouveau soit ajouté à l'article 146 du décret, libellé comme suit :

« Dans le cas d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes impliquant au moins un établissement partenaire établi en dehors de la Communauté française, le supplément au diplôme peut être constitué de plusieurs documents fournis par les différents établissements dans le respect de leur législation et, le cas échéant, établis dans une langue autre que le français ».

02. 3.3 / MODIFICATION DU DÉCRET DU 11 AVRIL 2014

02. 3.3.1 / Texte actuel de l'article 9 du décret

« Une inscription régulière à un programme d'études conjoint, en codiplômation ou non, conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité, est prise en compte conformément aux dispositions de ce décret comme une inscription régulière auprès de chaque établissement, pour autant que les conditions de l'article 82, §3, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité soient respectées, même si le programme conjoint ne mène pas à une codiplômation ».

02. 3.3.2 / Analyse de ses implications

Pour **combler le vide juridique existant et rendre le financement des établissements d'enseignement supérieur situés en Communauté française plus cohérent** dans le cadre des codiplômations internationales, il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 9 du décret, prévoyant que les inscriptions doivent être prises en compte au *prorata* des crédits attachés aux unités d'enseignement que les établissements de la Communauté française partenaires d'une codiplômation internationale organisent effectivement au cours de l'année académique concernée.

Cette proposition déroge à l'article 8, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014 qui consacre actuellement le principe du financement par *« fourchette ».* Pour rappel, ce principe garantit aux établissements de la Communauté française un financement à 100 % pour les étudiant·es finançables dont le programme comporte plus de 30 crédits[7] (50% pour les étudiant·es dont le PAE de 16 à 30 crédits ; 0% si le PAE comporte moins de 16 crédits).

Bien entendu, seules les inscriptions régulières des étudiant·es inscrits à une codiplômation susvisée pourront être prises en compte. Cette proposition est donc étroitement liée à celle relative au paiement des droits d'inscription (cfr*., supra*, point 04.1.2).

02. 3.3.3 / Proposition de modification de l'article 9 du décret

L'ARES propose qu'un alinéa 2 nouveau soit inséré à la suite de l'alinéa actuel, libellé comme suit :

7 Article 8, alinéa 2 : « Toutefois, avant l'application d'autres coefficients de pondération éventuels dans le calcul du financement, l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié ; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Cette réduction ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 100, §1er, du décret du 7 novembre 2013 précité qui auraient déjà acquis ou valorisé 30 crédits du cycle d'études au moins ».

« Pour chacun des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française, partenaires d'une codiplômation avec des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française ou extérieurs à celle-ci, les inscriptions sont prises en compte pour le financement en fonction des pourcentages fixés dans la convention, conformément à l'article 82, § 3, alinéa 6 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

02. 3.4 / ENTRÉE EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS

L'objectif est de voir les quatre propositions de modifications évoquées *supra* **applicables dès le mois de septembre 2022 et exclusivement pour les nouvelles conventions et les conventions qui nécessitent un renouvellement**. Les conventions signées par le passé ne devront pas être amendées et il est par ailleurs recommandé aux établissements d'œuvrer en ce sens dès à présent pour toute nouvelle convention ou tout renouvellement d'ici à septembre 2022.

02.4 / DÉCRET DU 19 MAI 2004 INSTITUANT UN FONDS D'AIDE À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU SEIN DE L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Il s'agit d'intégrer le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) au sein de l'ARES. Il s'agit d'une demande qui a déjà fait l'objet d'un avis formel de l'ARES le 15 mars 2016 (cfr. **avis n° 2016-7**) et répétée à l'occasion des **avis n^{os} 2020-11 et 2021-08**.

  Cette intégration est essentielle en vue :
  - de faire perdurer la gestion opérationnelle efficace par l'AEF-Europe des différents programmes et actions de mobilité,
  - de favoriser plus de cohérence entre gestion opérationnelle et gestion stratégique,
  - de renforcer le (futur) Comité dans une approche interinstitutionnelle concertée.
- Conformément à l'article 8 du décret, c'est au Gouvernement qu'il revenait de créer le Comité, ce que le Gouvernement a fait par l'entremise de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007[8].
- Pourtant, l'analyse juridique fait apparaître qu'une telle modification ne saurait se satisfaire d'une simple modification de l'arrêté : en effet, il conviendrait de recourir à l'instrument décrétal. Il est donc proposé, notamment pour tenir compte de l'avis donné par la Section législation du Conseil d'État relatif au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française *« créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante »*, une modification de l'article 8 du décret du 19 mai 2004 instituant le Fonds d'aide à la mobilité étudiante (FAME). À l'occasion de cet avis, le Conseil d'État avait en effet fait remarquer que *« le fondement légal de l'arrêté en projet [était] fragile. D'une part, réglant une matière d'enseignement, il doit satisfaire à l'article 24, § 5, de la Constitution, qui requiert que les éléments essentiels de la réglementation soient établis par le législateur. D'autre part, la création d'un organisme doit satisfaire à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en vertu duquel le décret doit régler* "la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle*" des organismes créés par la Communauté française »*[9].

8 Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, *M.B.*, 30 août 2007.
9 Section de législation du Conseil d'État, avis n°43.354/2 donné le 6 juillet 2007 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante", *Doc. parl. Comm. fr.*, 2006-2007, p. 3.

- Cette modification préciserait que le Conseil supérieur de la mobilité est créé et **hébergé par l'ARES**. Il conviendrait évidemment, ensuite, de procéder aux modifications adéquates dans l'arrêté du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, pareille modification n'ayant pas vocation à se retrouver dans un décret fourre-tout.

  L'article 8 du décret pourrait ainsi être modifié comme suit :

  « Un Conseil supérieur de la mobilité étudiante est créé. Il est composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur.

  Le Conseil supérieur de la mobilité étudiante est accueilli par l'ARES.

  Le Gouvernement fixe l'organisation de ce Conseil.

  Le Conseil peut donner, soit d'initiative soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question relative à la mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur.

  Le Gouvernement peut confier la gestion de programmes de mobilité au Conseil supérieur de la mobilité.

  Le Conseil supérieur de la mobilité publie un rapport d'activités annuel. ».
- **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

- **Par ailleurs, l'ARES rappelle, que par courrier du 9 décembre 2020 rédigé conjointement par la Présidente du CSM, la Directrice de l'AEF-Europe ainsi que par l'Administrateur de l'ARES, un certain nombre de modifications décrétales complémentaires ont été formulées. L'ARES insiste sur le fait le texte en projet peut utilement être mobilisé pour intégrer l'ensemble de ces demandes**.

02.5 / DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

02. 5.1 / ARTICLE 28, ALINÉA 1ER, 7° DU DÉCRET : REPRÉSENTATION ÉTUDIANTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ARES

- Il apparait, en pratique, qu'au sein du Conseil d'administration de l'ARES, l'obligation pesant sur les représentants des étudiants d'avoir au moins un·e représentant·e *par Pôle académique* est **trop contraignante** et en inadéquation avec le décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur qui impose déjà, en son article 31, alinéa 1er, 8°, de représenter au moins 15 % des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur, **et ce dans au moins 3 Provinces en Région wallonne et/ou Région de Bruxelles-Capitale.**
- L'ARES propose donc d'adapter l'article 28, alinéa 1er, du décret afin d'apporter plus de souplesse, en prônant un équilibre entre pôles sans pour autant le rendre obligatoire.
- L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :

  Article X. *– A l'article 28, § 1er, alinéa 1er, 7° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les mots «, dont au moins un représentant par Pôle académique, » sont abrogés.*
- **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

02. 5.2 / ARTICLE 39, ALINÉA 1ER, 2° DU DÉCRET : REPRÉSENTATION DE LA PROMOTION SOCIALE AU SEIN DE LA CHAMBRE DES HAUTES ÉCOLES DE L'ARES

- À nouveau, il apparait que l'actuel article 39, alinéa 1er, 2° du décret paysage, lequel impose que chaque représentant issu des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de chaque Pôle académique soit proposé *par chacun d'eux*, n'est pas optimal. Il se trouve qu'en pratique, le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale dispose d'une position plus centrale et d'une vue bien plus générale pour proposer chacun des cinq membres, en préservant, naturellement, l'équilibre au sein des pôles.
- L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :

  Article X. *– A l'article 39, alinéa 1er, 2° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les mots « proposé par celui-ci » sont remplacés par les mots « par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale ».*
- **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

02. 5.3 / ARTICLE 41, ALINÉA 2 DU DÉCRET : DURÉE DU MANDAT DES MEMBRES DES COMMISSIONS PERMANENTES DE L'ARES

- L'actuel article 41, alinéa 2 du décret paysage manque de clarté quand il précise que *« les mandats des membres des commissions permanentes sont alignés sur ceux du Conseil d'administration de l'ARES ».* Une telle formulation laisse place à de multiples interprétations, notamment lorsqu'il est rappelé que la durée des mandats des membres du Conseil d'administration varie fortement en fonction de la qualité des membres : le mandat de Président est de 3 ans, les Recteurs et Rectrices sont membres de droit, les représentants des étudiants sont désignés pour une durée d'un an, renouvelable 4 fois, etc.
- Afin d'éviter les divergences d'interprétation et assurer une certaine uniformité au sein des mandats des membres des Commissions permanentes, il conviendrait de modifier la disposition en prévoyant que le mandat, en ce compris le mandat du président de la Commission permanente, est de 5 ans, ce qui – du reste – reflète davantage la réalité de terrain.
- L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :

  Article X. *– A l'article 41 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « Le mandat des membres des commissions permanentes, en ce compris celui du président, est de 5 ans. Chaque mandat est renouvelable. ».*
- **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

02. 5.4 / ARTICLE 68/1 DU DÉCRET : ÉTUDIANTS LIBRES

- Dans son **avis n° 2022-05**, l'ARES s'est étonnée, dans le cadre du projet de décret instituant *e*-paysage, du traitement prévu concernant les étudiants libres. L'ARES a noté à cette occasion que cette catégorie n'était actuellement pas reprise dans le rapport de population. De plus, ces personnes ne font pas l'objet d'un contrôle et d'un financement.
- De manière plus fondamentale, l'ARES a noté qu'actuellement l'article 68/1 du décret du 7 novembre 2013 précise uniquement que *« le nombre maximum de crédits associés à ces unités d'enseignement ne peut être supérieur à 20 par année académique ».* L'article ne précise donc aucunement que cette

limite s'impose également pour tous les établissements d'enseignement supérieur. Des dérives peuvent par conséquent exister, du fait que les établissements n'ont aucun moyen de vérifier si l'étudiant suit déjà isolément des unités dans un autre établissement pour l'année académique envisagée. La mise à disposition des données visées par le projet de décret ne pourrait donc avoir de sens, notamment du point de vue du RGPD, que si l'article 68/1 prévoyait textuellement qu'un étudiant ne peut suivre isolément que 20 crédits maximum pour une année académique et *que cette limite s'impose à tous les établissements*.

» L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :

***Article X.** – A l'article 68/1 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les mots « dans tous les établissements d'enseignement supérieur » sont insérés après les mots « par année académique ».*

» **Entrée en vigueur : année académique 2023-2024.**

02. 5.5 / ARTICLE 96, § 2, ALINÉA 1ER, DU DÉCRET: NOTIFICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

» L'article 96, § 1er, alinéa 2, tel que modifié par le décret du 3 mai 2019[10] et par le décret du 2 décembre 2021[11], disposera, à partir de l'année académique prochaine, que *« la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».*

Suivant la même logique, le Législateur a proposé, par le truchement du décret du 3 mai 2019 précité, une modification du même type au sein de l'article 96, § 2, alinéa 1er, *in fine,* lequel est désormais – et depuis la rentrée académique 2019-2020 – libellé de la manière suivante : *« Article 96, § 2, alinéa 1er. […] Le règlement des études prévoit une procédure de recours interne auprès des autorités académiques de l'établissement contre les décisions de refus visées au paragraphe précédent. […] La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant […] ».*

» **Par cohérence**, il conviendrait que cette partie de l'article96, § 2, alinéa 1er, *in fine,* soit également modifiée afin que l'établissement puisse également, *en cas de réinscription*, notifier la décision du recours interne sur l'adresse électronique institutionnelle de l'étudiant·e. Il serait encore moins concevable que la décision de refus puisse être notifiée sur l'adresse fournie par l'établissement, **mais pas la décision du recours interne.**

» L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :

***Article X.** – À l'article 96, § 2, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les mots « par pli recommandé ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant » sont remplacés par les mots « par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».*

» **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

10 Décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, *M.B.*, 2 août 2019, art. 13, a), 2).

11 Décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, *M.B.*, 17 décembre 2021, art. 6.

02. 5.6 / ARTICLE 105, § 4 DU DÉCRET : TOILETTAGE LÉGISTIQUE

- L'ARES relève que l'article 105, § 4 du décret[12] contient encore une référence à l'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles, lequel a été abrogé par l'article 64 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles[13]. La disposition applicable au sein de ce dernier décret est en réalité des articles 36 à 41.
- L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :
  - ***Article X.*** *– À l'article 105, § 4, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les mots « de l'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles »* sont remplacés par les mots *« des articles 36 à 41 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles ».*
- **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

02. 5.7 / ARTICLE 107, AL. 6 ET 7 DU DÉCRET : JEUNES TALENTS

- Dans son **avis n° 2021-08**, l'ARES avait attiré l'attention sur le fait que la problématique des *« jeunes talents »* dans les écoles supérieures des Arts qui organisent le domaine de la musique est très particulière. Elle ne rentre en effet pas en tant que telle exactement dans les concepts du décret Paysage (comme les articles 67 ou 68/1 du décret).

  Néanmoins, sur la base de l'article 107 du décret, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2015 relatif aux jeunes talents dans les Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française a été adopté, notamment pour corriger l'oubli des jeunes talents dans la 1ère version du décret. **Cet arrêté fixe, en son article 4, un plafond d'acquisition de 40 crédits d'unités d'enseignement par an**, lesquelles peuvent – si elles sont réussies – *« être validées lorsqu'il aura satisfait aux conditions fixées par l'article 107, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité et sera inscrit dans une École supérieure des Arts ».*
- La latitude laissée aux jeunes talents (eu égard à leurs contraintes dans l'enseignement secondaire) de suivre des activités d'apprentissage sans suivre la totalité d'une unité d'enseignement a pour conséquence que la validation de celle-ci peut aussi intervenir ultérieurement à la première inscription régulière *post* CESS. Pour l'ensemble des programmes, il faudrait donc supprimer les contraintes liées aux programmes annuels dans l'ensemble des niveaux (par exemple les crédits de piano en Master doivent pouvoir être suivis par un étudiant inscrit en début de bachelier ou en poursuite de cursus).
- Il conviendrait donc, à tout le moins, d'introduire la notion de « jeunes talents », telle que reprise dans l'arrêté précité, au sein de l'article 107. Actuellement, les alinéas 6 et 7 de l'article 107 sont libellés comme suit :

  « Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès

12 Lequel dispose ceci : *« Les établissements d'enseignement supérieur peuvent accorder à certains étudiants, à titre individuel, d'autres réductions des droits d'inscriptions à charge de leurs allocations ou subsides sociaux accordés en vertu de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, de l'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles ou de l'article 58 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). En cas de désinscription de l'étudiant, ces montants sont rétrocédés au budget social de l'établissement ».*

13 Décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles, *M.B.*¸14 mars 2019, art. 64, lequel précise ceci : *« Le décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est abrogé, à l'exception des articles 16, 37bis, 37ter, 61, 62, 63, 63bis et 64 ».*

visées à l'alinéa 1er, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire ou dans l'enseignement à domicile et qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent ».

Il est donc proposé de remplacer l'alinéa 7 de l'article par un alinéa 7 nouveau, rédigé comme suit : *« Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès et d'établissement du programme d'études des étudiants visés à l'alinéa précédent ».*

» **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

02.6 / DÉCRET DU 29 MARS 2017 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES

» Actuellement et depuis l'entrée en vigueur du décret du 29 mars 2017, chaque candidat·e à l'examen d'entrée et d'accès en médecine et dentisterie dispose, conformément à l'article 1er, § 3, alinéa 8, d'un délai jusqu'à trois jours ouvrables *avant la date de l'organisation de l'examen* pour procéder à l'annulation de son inscription.

» En pratique, il apparait que la gestion des désinscriptions à l'examen, du fait d'extrême brièveté du délai d'annulation et de sa forte proximité du jour de l'examen, est rendue très difficile. L'ARES propose donc, qu'à compter de l'organisation de l'examen d'entrée en 2023, ce délai soit étendu à 10 jours ouvrables.

» L'ARES propose donc que soit insérée dans le dispositif en projet la disposition suivante :

Article X. *– À l'article 1er, § 3, alinéa 8 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires*, *le mot « trois » est remplacé par le mot « dix ».*

» **Entrée en vigueur : année académique 2022-2023.**

02.7 / ARRÊTÉS D'EXÉCUTION

» L'ARES souhaite attirer l'attention de l'autorité sur les arrêtés du Gouvernement d'exécution des décrets en lien avec l'enseignement supérieur qui sont manquants et/ou pas nécessairement mis à jour au fur et à mesure des modifications apportées aux décrets concernés.

A titre d'exemple, l'on peut citer l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2016 déterminant les modèles des diplômes et des suppléments aux diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française, ou encore l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 2005 réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française.

———

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
LE GOUVERNEMENT

Valérie Glatigny
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE L'ENSEIGNEMENT DE LA PROMOTION SOCIALE,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES, DE L'AIDE À LA JEUNESSE,
DES MAISONS DE JUSTICE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES

Monsieur Laurent DESPY
Administrateur de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur
Rue Royale, 180
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 15 MARS 2022

Vos réf. :
Nos réf. : VG/FGS/ CP/20220310
Dossier géré par Cédric Pierre-De Permentier (cedric.pierre@gov.cfwb.be – 02/801.76.49)

Objet : Avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

Monsieur l'Administrateur,

Conformément à l'article 21, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, je sollicite l'avis de votre institution concernant l'avant-projet de décret dont objet sous rubrique.

Cet avant-projet devant être d'application pour la rentrée académique à venir, pourriez-vous dès lors l'inscrire à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration ?

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur l'Administrateur, en l'expression de mes sincères salutations.

La Ministre

Valérie GLATIGNY

Avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique ;

Après délibération,

ARRETE :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Titre I.- Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

Chapitre 1er. - Disposition modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

Article 1er.- A l'article 22, § 1er, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, l'alinéa 4 est abrogé.

Chapitre 2. - Disposition modifiant le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 2.- Dans l'annexe II du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées

1° la ligne

Didactique d'une discipline	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 selon le niveau d'enseignement concerné ou b. le diplôme de master en enseignement section 4 ou c. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le

	Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.

est remplacée par la ligne

	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou
	b. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ou
	c. le diplôme de master en enseignement section 4 ou
Didactique d'une discipline[1]	d. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master en l'enseignement section 5 défini à l'article 31 du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.
	Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.

2° La ligne

Enseignant praticien	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis

est remplacée par la ligne

[1] Cette ligne entrera en vigueur en 2022-2023.

Enseignant praticien[2]	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.

Chapitre 3. - Disposition modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 3.- A l'article 466ter du décret 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les termes « et pour l'année académique 2022- 2023 » sont ajoutés après les termes « pour l'année académique 2021- 2022 » ;
2° A l'alinéa 2, les termes « l'année académique suivante » sont remplacés par les termes « lors de l'année académique 2023-2024 » et le terme « préalablement » est inséré entre les termes « si l'emploi est » et les termes « déclaré vacant conformément à l'article 100 ».

Chapitre 4. - Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention

Art. 4.- L'article 1er du décret du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention est remplacé par ce qui suit :

« Article 1er. Le présent décret s'applique aux candidats au certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) visés à l'article 2, 5° et aux établissements d'enseignement supérieur qui sont habilités à dispenser la formation précitée à savoir :

1° Les universités qui organisent des études de 2e cycle ;

[2] Cette ligne entrera en vigueur en 2022-2023.

2° Les hautes écoles organisant des études de 2e cycle en sciences économiques et de gestion ;

3° Les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale qui délivrent le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

Art. 5.- A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Il est ajouté un 5° libellé comme suit :

« 5° Candidats au CAPAES : les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux, recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ».
2° Il est ajouté un 6° libellé comme suit :

« 6° Administration : L'administration en charge de l'enseignement supérieur ».

Art. 6.- A l'article 3, alinéa 1er, du même décret, les mots « les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « les candidats au CAPAES ».

Art. 7.- A l'article 5, § 5, alinéa 1er, du même décret, les mots « aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles » sont remplacés par les mots « à la valorisation de crédits et de compétences prévue aux articles 67, alinéa 4 et 5, 117 et 119 du décret du 7 novembre 2013 précité ».

Art. 8.- A l'article 6 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots « de la haute école ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « de l'établissement » ;

2° Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « La haute école ou l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « l'établissement où le candidat est en fonction » et les mots « chacun pour les enseignants qui le concerne » sont supprimés ;

3° Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « La haute école ou l'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale où le candidat au CAPAES est en fonction » sont remplacés par les mots « cet établissement » ;

4° Au paragraphe 2, les alinéas 4 et 5 sont supprimés et remplacés par un alinéa 4 formulé comme suit :

« L'équipe d'accompagnement est composée de membres du personnel enseignant de l'établissement où le candidat est en fonction assumant cette fonction et qui ont été agréés par les autorités compétentes de cet établissement. Celles-ci peuvent intégrer dans l'équipe d'accompagnement des membres du personnel d'une autre institution dans le cadre d'un accord de collaboration prévu à l'article 81, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité. » ;

5° au paragraphe 5, alinéa 1er, les mots « aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 précité et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité » sont remplacés par les mots « à la valorisation de crédits et de compétences prévue aux articles 67, alinéa 4 et 5, 117 et 119 du décret du 7 novembre 2013 précité ».

Art. 9.- A l'article 8 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :
« § 2. Le Gouvernement nomme le Président, les membres effectifs et les membres suppléants de la Commission CAPAES.

La Commission CAPAES est présidée par le fonctionnaire général en charge de l'enseignement supérieur ou son représentant, membre du personnel de rang 10 minimum et se compose de deux chambres. L'une est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école et l'autre est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale. » ;

2° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :
« § 3. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école est composée comme suit :

1° Le Président visé au paragraphe 2 ;
2° Trois représentants membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, proposés par Wallonie-Bruxelles-Enseignement et la Fédération des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur en hautes écoles ;
3° Trois représentants proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ;
4° Un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;
5° Deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° Un secrétaire, membre du personnel de l'administration.

Il est désigné un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1er.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1er, 2°, un second suppléant représentant l'enseignement libre non-confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat issu d'un établissement libre non-confessionnel. Le cas échéant, le membre représentant le réseau d'enseignement libre confessionnel ne participe pas à la délibération.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Les deux experts visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1er, 6°, n'a pas de voix délibérative. » ;

3° Le paragraphe 3bis est supprimé ;

4° Le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :
«§ 4. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale se compose comme suit :

1° Le Président visé au paragraphe 2 ;
2° Trois représentants, membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, proposés par les réseaux de l'enseignement supérieur de promotion sociale ;
3° Trois représentants effectifs proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ;
4° Un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;
5° Deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;
6° Un secrétaire ou son suppléant, membre du personnel de l'administration.

Il est désigné un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1er.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1er, 2°, un second suppléant représentant l'enseignement libre non-confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat issu d'un établissement libre non-confessionnel. Le cas échéant, le membre représentant le réseau d'enseignement libre confessionnel ne participe pas à la délibération.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section I (Sous-Section Communauté

française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Les deux experts visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1er, 6°, n'a pas de voix délibérative. » ;

5° Le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :
« § 5. Les Commissions visées à l'article 8 §§ 3 et 4 se réunissent au moins une fois chaque année.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. » ;

6° Le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :
« § 6. Le Gouvernement désigne les membres des chambres de la Commission CAPAES, pour un terme de quatre ans renouvelable. ».

7° Il est ajouté un paragraphe 7, rédigé comme suit :
« **§ 7.** Les commissions, visées à l'article 8, §§ 3 et 4, délibèrent valablement lorsque la moitié au moins des membres visés respectivement à l'article 8 § 3, alinéa 1er, 1° à 5° et § 4, alinéa 1er, 1° à 5° du décret, sont présents.

Un membre qui fait partie du personnel directeur et/ou enseignant de l'établissement dans lequel est recruté ou a été formé le candidat dont le dossier est à l'ordre du jour ne peut participer à la délibération relative au dossier du candidat. Toutefois, le membre peut participer à la délibération s'il enseigne dans un autre domaine que celui-ci et/ou s'il n'est pas intervenu dans son parcours académique.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du Président ou de son représentant est prépondérante. ».

8° Il est ajouté un paragraphe 8, rédigé comme suit :
« **§ 8.** Le mandat des membres de la Commission CAPAES est gratuit à l'exception des experts visés au § 3, alinéa 1er, 5°, et § 4, alinéa 1er, 5°, pour lesquels une indemnité de 50 euros par jour de présence à la Commission CAPAES est accordée.

Les membres de la Commission CAPAES ont droit aux indemnités règlementaires pour les frais de parcours. ».

Art. 10.- Dans le même décret, il est inséré un article 8/1, rédigé comme suit :

« Article 8/1. - Les candidats transmettent leur dossier professionnel par voie électronique au Secrétaire de la Commission selon les modalités fixées par l'administration.

Un accusé de réception est envoyé ou remis au candidat dans les 10 jours ouvrables suivant la réception du dossier. ».

Art. 11.- Dans le même décret, il est inséré un article 8/2, rédigé comme suit :

« **Article 8/2. - § 1er**La Commission du CAPAES examine le dossier professionnel du candidat dans un délai de six mois, suivant la date de l'accusé de réception du dossier. Ces délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Au terme de l'examen du dossier du candidat, la Commission peut :

1° délivrer le CAPAES au candidat ;
2° refuser l'attribution du CAPAES au candidat ;
3° suspendre sa décision.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 1°, le CAPAES est alors soumis pour homologation au Gouvernement ou à son délégué.

§ 2. Lorsque la Commission décide de suspendre sa décision, le candidat est invité à déposer un complément de dossier répondant aux remarques formulées par la Commission dans un délai maximal de 30 jours ouvrables à dater de la notification par recommandé de la décision de suspension prise par la Commission. Passé ce délai, à défaut pour le candidat d'avoir déposé ce complément de dossier, une décision de refus d'attribution du CAPAES lui est notifiée par courrier recommandé.

Ce complément de dossier est introduit et réceptionné selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 8/1.

La Commission examine le complément de dossier du candidat dans un délai de trois mois à dater de l'accusé de réception de ce complément. Ces délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Au terme de l'examen du complément de dossier du candidat, la Commission peut :

- délivrer le CAPAES au candidat, conformément au § 1er, alinéa 2, 1°, du présent article ;
- refuser l'attribution du CAPAES au candidat.

§ 3. Le candidat qui s'est vu refuser l'attribution du CAPAES par la Commission du CAPAES peut introduire un nouveau dossier après un délai minimal d'un an à dater de l'introduction du précédent dossier. ».

§4. Tout candidat au CAPAES qui introduit son dossier professionnel auprès de la Commission CAPAES peut être entendu par ladite commission, si cette dernière en exprime le souhait. ».

Art. 12.- A l'article 9 du même décret, les mots « Au terme de leurs études » sont supprimés.

Version modifiée le 9-03-22 à 17h

Art. 13.- L’article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1er. Les établissements d’enseignement visés à l’article 1er sont habilités à dispenser la formation du CAPAES.

Les candidats au CAPAES choisissent librement l’établissement habilité à organiser la formation du CAPAES dans lequel ils souhaitent s’inscrire.

Toutefois, ils ne sont pas autorisés à s'inscrire à la formation du CAPAES organisée par l’établissement dans lequel ils enseignent.

§ 2. Par dérogation à l’alinéa 3 du paragraphe précédent, pour des raisons exceptionnelles et motivées, un candidat peut obtenir une dérogation l'autorisant à s’inscrire dans cet établissement.

La demande motivée du candidat est introduite par courrier auprès du Directeur général de l’administration qui se prononce sur cette dernière. ».

Art. 14.- Dans le même décret, il est inséré un article 11/1, rédigé comme suit :

« Article 11/1. - § 1er. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée dans une université est aligné sur celui de l'agrégation de l’enseignement secondaire supérieur tel que visé à l’article 39, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

§ 2. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée en haute école est aligné sur celui de l'agrégation de l’enseignement secondaire supérieur tel que visé à l’article 12, § 2, 4°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l’enseignement.

§ 3. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisé dans l’enseignement supérieur de promotion sociale est fixé par l’article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 4. Le candidat au CAPAES qui répartit sa formation sur plusieurs années académiques ne doit payer qu'une seule fois un droit d'inscription à la formation du CAPAES. ».

Art. 15.- L’article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :
« Art. 12. Pour assurer les enseignements, les établissements responsables de la formation peuvent établir entre eux des conventions de collaboration dans le respect des décrets du 16 avril 1991 et du 7 novembre 2013 précités.».

Art. 16.- Dans le même décret, à la suite de l’article 12, il est inséré un chapitre 4bis, libellé comme suit : « Chapitre 4bis.- « Dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel » ».

Art. 17.- Dans le chapitre 4bis du même décret, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

« Article 12/1. - § 1er. Le Ministère de la Communauté française, représenté par l'administration, est responsable du traitement de données au sens de l'article 4, 7) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. Le Ministère de la Communauté française, représenté par l'administration, encode les données visées au paragraphe suivant afin de permettre l'exécution de la mission mentionnée à l'article 8/1.

§ 3. Dans le cadre de cette mission, l'administration collecte les catégories de données suivantes :

1° Données d'identification : nom, prénom, adresse, nationalité, genre, date de naissance, lieu de naissance, numéro de téléphone et adresse courriel ;

2° Données relatives au diplôme du candidat au CAPAES ;

3° Données relatives à l'établissement responsable de la formation ;

4° Données relatives à l'établissement dans lequel enseigne le candidat au CAPAES.

§ 4. Les données des personnes visées au § 3, sont conservées pendant 6 ans. Ce délai est celui jugé nécessaire pour finaliser le traitement des dossiers et permettre les recours éventuels. Au terme de ces délais, les dossiers sont supprimés de tous les supports.

Les PV et copies des certificats archivés sont conservés durant 75 ans. ».

Art. 18.- Dans le même décret, il est inséré un article 19/1, rédigé comme suit :

« Art. 19/1.- L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2002 pris en application de l'article 12 du décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et ses conditions d'obtention est abrogé. ».

Art. 19.- Dans le même décret, il est inséré un article 19/2, rédigé comme suit :

« Article 19/2. - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale est abrogé. ».

*C*hapitre 5. - Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Art. 20.- A l’article 15, § 1er, 29°, du même décret, tel que modifié en dernier lieu le 19 juillet 2021, le mot « docteur » est remplacé par le mot « doctorat ».

Art. 21.- A l’article 21, 12°, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 22.- A l’article 71, § 3, du même décret, les mots « grade académique de docteur » sont remplacés par les mots « grade académique de doctorat ».

Art. 23.- A l’article 82, § 4, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 24.- A l’article 85, § 1er, du même décret, les mots « grade de docteur » sont chaque fois remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 25.- A l’article 88, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 ».

Art. 26.- A l’article 91, alinéa 2, du même décret, les mots « grade académique de docteur » sont remplacés par les mots « grade académique de doctorat ».

Art. 27.- A l’article 92, alinéa 3, du même décret, les mots « grades académiques de docteur » sont remplacés par les mots « grades académiques de doctorat ».

Art. 28.- A l’article 93, alinéa 1er, du même décret, le mot « docteur » est remplacé par le mot « doctorat ».

Art. 29.- À l'article 105, § 2, alinéa 1er, du même décret, les mots "de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et du décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études coordonné le 7 novembre 1983" sont remplacés par les mots "du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études".

Art. 30.- A l’article 108, § 1er, du même décret, les mots « et 2021-2022 » sont remplacés par les mots « , 2021-2022 et 2022-2023 ».

Art. 31.- A l’article 116 du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 32.- A l’article 131, § 1er, alinéa 3, du même décret, les mots « grades académiques de docteur » sont remplacés par les mots « grades académiques de doctorat ».

Art. 33.- A l’article 131, § 3, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat » et les

Art. 34.- A l'article 132 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :
1° au § 1er, alinéa 2, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat » ;
2° au § 2, alinéa 2, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 35.- A l'article 134, alinéa 3, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 36.- Dans le même décret, à la suite de l'article 151/11, il est inséré un chapitre XIIIbis, libellé comme suit : « Chapitre XIIIbis.- « Disposition relative à la lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences dans l'enseignement supérieur » ».

Art. 37.- Dans le chapitre XIIIbis du même décret, il est inséré un article 151/12, rédigé comme suit :

« Art. 151/12.- Les établissements d'enseignement supérieur s'inscrivent pleinement en faveur de la lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences de quelque forme ou de quelque nature que ce soit. Cet engagement se concrétise par une mention explicite dans les textes définissant leur politique éducative et figure sur leur site internet. Il apparait également clairement dans le règlement des études.

Dans ce cadre, les établissements d'enseignement supérieur assurent des missions d'information, de prévention, de sensibilisation et de formation, parmi lesquelles :

1° Informer adéquatement des dispositifs, services d'aides et législations prévus en faveur de la lutte contre les discriminations, les violences et le harcèlement, notamment via un point de contact identifié au sein de l'établissement ;

2° Prévenir et sensibiliser les membres du personnel et la communauté étudiante en assurant des actions spécifiques ;

3° Veiller à l'organisation de formations à destination des membres du personnel et de la communauté étudiante. ».

Art. 38.- A l'annexe Ire du même décret, au point 8. Doctorat, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 39.- L'annexe II du même décret est remplacée par l'annexe 1 du présent décret.

Art. 40.- L'annexe III.1 du même décret est remplacée par l'annexe 2 du présent décret.

Art. 41.- L'annexe III.2 du même décret est remplacée par l'annexe 3 du présent décret.

Art. 42.- L'annexe III.3 du même décret est remplacée par l'annexe 4 du présent décret.

Art. 43.- L'annexe III.4 du même décret est remplacée par l'annexe 5 du présent décret.

Art. 44.- Dans l'annexe III.4 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études,

1° Avant la ligne :

5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – animation socioculturelle et éducation permanente	HEG, UCL, ULB	21, 25

Est insérée la ligne :

1	U							MS	Master de spécialisation en philosophie et théories politiques	ULB, ULg, UNamur	21, 62, 92

2° Après la ligne :

16	EPS	B							Bachelier en psychomotricité	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège, Cours pour éducateurs en fonction	62

Sont insérées les lignes :

17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	EAFC Sud-Luxembourg, EAFC Famenne Ardenne	81 83
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	53 57
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	EAFC Mouscron Wallonie picarde, Institut provincial	57

										d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	

Art. 45.- L'annexe VI du même décret est remplacée par l'annexe 6 du présent décret.

Art. 46.- Dans l’annexe VI du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° La ligne :

EAFC Sud-Luxembourg	2468	81	Liège - Luxembourg									X	X			X						X												

Est remplacée par la ligne suivante :

EAFC Sud-Luxembourg	2468	81	Liège - Luxembourg									X	X			X						X												

2° La ligne :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	1737	57	Hainuyer		X													X	X			X												

Est remplacée par la ligne suivante :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	1737	57	Hainuyer		X													X	X			X												

3° La ligne :

EAFC Famenne Ardenne	2597	83	Liège - Luxembourg																		X	X												

Est remplacée par la ligne suivante :

EAFC Famenne Ardenne	2597	83	Liège - Luxembourg																		X	X												

4° La ligne :

EAFC Mouscron Wallonie picarde	1345	57	Hainuyer																			X												

Est remplacée par la ligne suivante :

EAFC Mouscron Wallonie picarde	1345	57	Hainuyer																			X												

5° La ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	1637	57	Hainuyer																															

Est remplacée par la ligne suivante :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	1637	57	Hainuyer																															

6° La ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	1287	53	Hainuyer														X																	

Est remplacée par la ligne suivante :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	1287	53	Hainuyer														X																	

7° La ligne :

Institut Roger Lambion	3197	21	Bruxelles							X																								

Est remplacée par la ligne suivante :

Institut Roger Lambion	3197	21	Bruxelles																															

Chapitre 6. - Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Art. 47.- A l'article 12, alinéa 3, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots « 4 ans » sont remplacés par les mots « 5 ans ».

Art. 48.- A l'article 15 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :
1° au § 2, les mots « Par dérogation à l'article 70, § 1er, du décret Paysage, » sont abrogés.
2° le § 3 est complété par les mots « conformément à l'article 16, alinéa 3 ».

Art. 49.- A l'article 49 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :
1° à la première phrase, les mots « domaine « Enseignement » » sont remplacés par les mots « domaine « Sciences de l'éducation et Enseignement » » ;
2° à la seconde phrase, les mots « que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement » sont remplacés par les mots « que les « sciences psychologiques et de l'éducation » ou que les « Sciences de l'éducation et Enseignement » ».

Art. 50.- A l'article 50, alinéa 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, le mot « 2027 » est remplacé par le mot « 2028 ».

Art. 51.- A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;
2° à l'alinéa 1er, les mots « à l'article 9 du présent décret » sont remplacés par les mots « aux articles 9 à 11 » ;
3° A l'alinéa 3, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;
4° A l'alinéa 5 :
a) Le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 » ;
b) Le mot « 2024 » est remplacé par le mot « 2025 ».

Art. 52.- A l'article 58 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1er :
a) à l'alinéa 1er, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;
b) à l'alinéa 2, les mots « à concurrence de 50 % pour la Haute Ecole et à concurrence de 50 % pour l'Université » sont remplacés par les mots « à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent conformément à cette convention » ;
c) à l'alinéa 3, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;
d) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations octroyées en 2025, compte tenu des alinéas 1er et 2, est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre

1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. » ;
e) à l'alinéa 6, le mot « troisième » est remplacé par le mot « quatrième » ;

2° Au § 2, le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 » ;
3° au § 3, le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 ».

Art. 53.- A l'article 59 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les mots « 2025 à 2027 » sont remplacés par les mots « 2026 à 2028 » ;
2° A l'alinéa 3, les mots « 2025 à 2027 » sont remplacés par les mots « 2026 à 2028 » ;
3° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2029, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2028 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. » ;
4° à l'alinéa 6, le mot « troisième » est remplacé par le mot « quatrième ».

Art. 54.- A l'article 60 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1er, alinéa 1er, les mots « 2031 à 2033 » sont remplacés par les mots « 2032 à 2034 » ;
2° Au § 1er, alinéa 3, les mots « 2031 à 2033 » sont remplacés par les mots « 2032 à 2034 » ;
3° Au § 1er, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2035, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2034 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. » ;
4° Au § 2, le mot « 2034 » est remplacé par le mot « 2035 » ;
5° au § 3, le mot « 2034 » est remplacé par le mot « 2035 ».

Art. 55.- L'article 64 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 64. - L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit : « A partir de l'année budgétaire 2026, un montant déterminé en application de l'article 58, § 1er, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2028, le montant déterminé en application de l'article 61, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2029, un montant déterminé en application de l'article 59, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2035, un montant déterminé en application de l'article 60, § 1er, alinéa 4, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est, ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. » »

Art. 56.- L'article 65 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 65. - L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année académique 2023-2024, les formations organisées dans le domaine 10bis, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G. » »

Art. 57.- L'article 66 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 66. - L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : « Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents :

1° pour les années académiques 2023-2024 à 2025-2026, pour les Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2020-2021 à 2022-2023. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2026-2027, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2028 ;

2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2024-2025, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2026 ;

3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2027-2028 ;

4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master en enseignement section 5 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2026-2027 ;

5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ne sont pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2033-2034, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2035.

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. ».

Art. 58.- L'article 68 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 68. - A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 3quinquies rédigé comme suit :

« § 3quinquies. A la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2 :
- à partir de l'année budgétaire 2026, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ;
- à partir de l'année budgétaire 2029, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ;
- à partir de l'année budgétaire 2035, un montant en application de l'article 60, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ;
- à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 61, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité. » ;

2° au paragraphe 5 :
a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit : « Par dérogation, les étudiants inscrits dans le domaine 10bis ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire :
- 2026 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants ;
- 2028 pour les étudiants du deuxième cycle menant à un grade académique de master en enseignement section 5 ;
- 2029 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants ;
- 2035 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5. » ;
b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :
« Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 bis pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés aux nombres d'étudiants inscrits lors de la troisième année d'organisation du cycle d'études. » »

Art. 59.- L'article 69 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 69. - L'article 29bis de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année académique 2023-2024, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10bis. » »

Art. 60.- L'article 72 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 72. - § 1er. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2023-2024 et 2024-2025.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2024-2025, les étudiants visés au § 1er n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2025-2026 et 2026-2027 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2026-2027, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1er du présent article durant l'année académique 2022-2023 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2026-2027 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2023-2024 soit concerné par cette organisation. »

Art. 61.- A l'article 76 du même décret, les mots « l'article 51, 3° » sont remplacés par les mots « l'article 54, 3° ».

Art. 62.- A l'article 77, § 1er, alinéa 2, du même décret, les mots « 2032-2033 » sont remplacés par les mots « 2033-2034 ».

Art. 63.- A l'article 77bis, m., du même décret, tel qu'inséré par le décret du 2 décembre 2021, les mots « Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ; » sont remplacés par les mots « Sciences humaines ; ».

Art. 64.- A l'article 77ter du même décret, tel qu'inséré par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :
1° les mots « master agrégé de l'enseignement section 5 » sont remplacés par les mots « master en enseignement section 5 » ;

2° Après les mots « établissements référents. », la phrase suivante est ajoutée : « Cette codiplômation réunit une Haute Ecole, établissement référent, et une ou plusieurs Universités, établissements partenaires. ».

Art. 65.- A l'article 78 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « 2025-2026 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;
2° Les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 ».

Art. 66.- L'article 89 du même décret est abrogé.

Art. 67.- A l'article 96 du même décret, le mot « 2026 » est remplacé par le mot « 2027 ».

Art. 68.- A l'article 97 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1er, les modifications suivantes sont apportées :
a) Les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 » ;
b) Les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;

2° A l'alinéa 2, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;

3° A l'alinéa 5, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 » ;

4° un sixième alinéa rédigé comme suit est ajouté : « La formation conduisant au certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. »

Art. 69.- A l'article 98 du même décret, les mots « 2031-2032 » sont remplacés par les mots « 2032-2033 ».

Art. 70.- A l'article 99 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :
1° les mots « est mis en place au plus tard à la rentrée académique 2022-2023 » sont remplacés par les mots « est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. » ;

2° un second alinéa rédigé comme suit est ajouté : « La formation conduisant au Master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. ».

Art. 71.- A l'article 100 du même décret, les mots « durant l'année académique 2020-2021 » sont remplacés par les mots « en vue de leur application à partir de l'année académique 2023-2024 ».

Art. 72.- L'article 101 du même décret est complété par ce qui suit :
« , à l'exception des articles 85 et 87 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2028-2029, et de l'article 91 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026. »

Chapitre 7. - Dispositions modifiant le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur

Art. 73.- A l’article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, les mots « en Communauté française » sont abrogés.

Titre II.- Dispositions relatives à l’Enseignement de Promotion sociale

Chapitre 8– Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale

Art. 74.- Dans l'article 5bis, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale, le 15° est remplacé par ce qui suit : "15° enseignement hybride : Forme d’enseignement mixant des activités d’apprentissage en présentiel et à distance en exploitant différents outils pédagogiques et numériques permettant la communication, l’interaction et la collaboration avec et entre les étudiants.

Ce mode d’apprentissage peut combiner des moments d’apprentissage synchrone ou asynchrone. L’enseignement hybride peut inclure l’enseignement comodal, c’est à dire un enseignement où coexistent de façon simultanée un apprentissage en présentiel et à distance."

Art. 75.- Dans l'article 36bis, § 2, 5°, du même décret, les mots "via l'e-learning" sont remplacés par les mots : "via l'enseignement hybride".

Art. 76.- L'article 120 du même décret est remplacé par ce qui suit :
"Article 120. - § 1er. Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements d'enseignement de promotion sociale peuvent organiser des unités d’enseignement via un enseignement hybride.

§ 2. Le nombre de périodes prévues dans le dossier pédagogique de l’unité d’enseignement organisée via un enseignement hybride sera prélevé de la dotation-période des établissements concernés conformément aux articles 82 à 93 et 102.

§ 3. Le nombre de périodes-élèves relatif aux unités d’enseignement organisées via un enseignement hybride s'obtient en totalisant les nombres de périodes de ces unités d'enseignement, hors cas particuliers, suivies par tous les élèves réguliers.

§ 4. Le nombre de périodes-élèves pondérées relatif aux unités d’enseignement organisées via un enseignement hybride s'obtient, en effectuant, cours par cours, hors part d’autonomie, le produit du nombre de périodes effectives par le nombre d’élèves réguliers.

Les résultats obtenus sont ensuite multipliés par les coefficients pédagogiques et de niveau appliqués à chaque cours.

§ 5. Le fait de suivre des unités d'enseignement via un enseignement hybride ne modifie en rien les conditions de régularité des élèves pris en considération pour l'octroi des moyens visés à l'article 35.

§ 6. Le fait de suivre des unités d'enseignement via un enseignement hybride ne modifie en rien les montants des droits d'inscription ainsi que les dispenses de ceux-ci en vigueur dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française."

Art. 77.- Dans l'article 120 decies du même décret, à l'alinéa 1er, les mots "en E-learning" sont remplacés par les mots : "intégrées dans une formation hybride ".

Titre III.- Dispositions relatives à la Recherche scientifique

Chapitre 9– Dispositions relatives à diverses subventions en matière de Recherche scientifique

Art. 78.- Le Gouvernement octroie chaque année un montant de 162.000 euros aux universités organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Ce montant est réparti entre universités selon la clé de répartition définie à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités.

La subvention vise à couvrir des séjours de moyenne durée, à savoir de 2 mois minimum à 6 mois maximum, au sein d'une structure d'accueil en-dehors de la Communauté française, pour les chercheurs universitaires préparant une thèse de doctorat.

Art. 79.- §1er. Les lauréats des bourses de séjours sont désignés, au sein de chaque université, par appel à candidature.

Chaque université fixe son calendrier de sélection ainsi que ses propres modalités de soumission des candidatures.

§2. Dans le respect des critères généraux et de la pondération suivante, les universités fixent de commun accord les critères spécifiques leur permettant de retenir les projets déposés par les candidats en vue de les classer. Les projets sont classés en fonction des critères généraux et de la pondération suivante :
1° Le profil du candidat (entre 30 et 50%) ;
2° Le projet de recherche proposé (entre 30 et 50%) ;
3° L'impact pour l'internationalisation de l'université (entre 30 et 50%).

Les bourses seront réparties entre les candidats les mieux classés jusqu'à épuisement du montant de la subvention.

Art. 80.- Les subventions visées à l'article 78 servent à couvrir les frais admissibles suivants :

1° les frais d'inscription (au sein d'une université qui est établie en-dehors de la Belgique, à des colloques et séminaire ;
2° les frais de transport aller-retour entre le lieu de résidence et le lieu de séjour ;
3° les frais de logement ;
4° les frais d'obtention d'un VISA.

Art. 81.- Le candidat doit être inscrit au doctorat, au sein de l'université qui lance l'appel à candidatures, au moment de l'introduction de la demande. Il ne peut pas avoir défendu sa thèse de doctorat avant la fin du séjour à l'étranger.

Le séjour à l'étranger doit être réalisé entre le 1er mai de l'année au cours de laquelle est lancé l'appel à candidatures et le 14 septembre de l'année suivante.

Un lauréat ne peut recevoir qu'une seule bourse de voyage visée à l'article 78, tout au long de sa thèse de doctorat. Les candidats qui n'ont pu bénéficier d'une bourse de voyage sont autorisés à représenter une nouvelle candidature lors d'un appel ultérieur.

Les financements complémentaires provenant d'autres autorités subsidiantes sont autorisés pour autant qu'ils ne soient pas forfaitaires et qu'ils ne constituent pas un double financement à la bourse de voyage visée à l'article 78.

Art. 82.- Le montant maximum octroyé par doctorant est de 4.000 euros pour un séjour dans un pays de l'Union européenne et de 5.000 euros pour un séjour hors Union européenne.

Art. 83.- L'université se charge d'effectuer le versement de la bourse de voyage sur le compte bancaire des lauréats retenus

Le paiement se réalise en deux tranches :

1° la première tranche correspond à 70% du montant de la bourse et est liquidé après transmission par le bénéficiaire d'une copie de son titre de transport à destination de la structure d'accueil ;

2° la seconde tranche correspond au solde et est liquidée, après remise d'un rapport de séjour et des pièces justificatives originales transmises.

Le rapport du séjour vise à apprécier dans quelle mesure les objectifs fixés pour le séjour ont été atteints.

Les universités déterminent de commun accord les rubriques devant figurer dans le rapport de séjour.

Art. 84.- § 1er Le Gouvernement consacre annuellement au moins 168.000 euros afin de financer l'organisation de réunions, ou la participation des chercheurs à des réunions qui permettent une rencontre et un échange entre pairs autour de recherches développées dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française visés aux articles 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études .

Version modifiée le 9-03-22 à 17h

Pour être éligibles à la subvention visée au paragraphe 1er, alinéa 1er, les réunions doivent participer au partage et à l'échange des connaissances issues de la recherche. Ces réunions doivent revêtir un caractère public et peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel. Elles doivent faire l'objet d'une publicité préalable, adaptée à leur nature. Les réunions ne peuvent en aucun cas être limitées à la participation des chercheurs d'un seul établissement. Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou les spectacles sans public expert sont exclus.

Les réunions visées à l'alinéa 1er peuvent impliquer des parties prenantes extérieures aux institutions d'enseignement supérieur directement concernées par le processus de recherche.

§2. Le montant visé au paragraphe 1er, alinéa 1er, est réparti entre les différents types de bénéficiaires comme suit :
1° 4.500 € pour l'ensemble des Ecoles supérieures des arts visées à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
2° 10.500 € pour l'ensemble des Hautes écoles visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
3° 36.000 € pour l'Université catholique de Louvain ;
4° 6.000 € pour Université de Namur ;
5° 2.000 € pour l'Université Saint-Louis - Bruxelles ;
6° 29.000 € pour l'Université libre de Bruxelles ;
7° 6.500 € pour l'Université de Mons ;
8° 25.500 € pour l'Université de Liège.

Le montant visé au §2, alinéa 1er, 1° est octroyé à une organisation qui a pour objet de fédérer l'ensemble des Ecoles supérieures des arts visées à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Le montant visé au §2, alinéa 1er, 2° st octroyé à une organisation qui a pour objet de fédérer l'ensemble des Hautes écoles visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Les organisations visées au §2 alinéas 2 et 3 ont pour mission de :
1°) Promouvoir la recherche et l'innovation issues des établissements qu'elles représentent ;
2°) Renforcer la mise en réseau des acteurs de la recherche issus de ces établissements tels que les enseignants, les chercheurs et les étudiants.
3°) Défendre les intérêts de ces établissements ;
4°) Accompagner les acteurs de la recherche de ces établissements au montage de projets, à la négociation des contrats de recherche et développement, à la protection, l'exploitation et la valorisation des résultats.

Les organisations visées au §2, alinéas 2 et 3 sont respectivement chargées de lancer un appel à projet pour les établissements qu'elles représentent et de répartir la subvention reçue entre les lauréats sélectionnés selon les modalités définies aux articles 85 à 90.

Les établissements visés au §2, alinéa 1er, et les organisations visées au §2, alinéas 2 et 3, doivent pouvoir justifier l'utilisation qui aura été faite du montant attribué et conserveront les documents justificatifs de cette utilisation pendant une durée de dix ans après l'évènement qui justifie l'octroi du subside.

Art. 85.- Tout chercheur membre du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, ou tout chercheur financé par le F.R.S.-FNRS, est éligible au subside visé à l'article 85, selon les conditions suivantes :
1° le candidat présente une communication lors d'une réunion visée à l'article 84 §1er ;
2° le candidat est invité en tant qu'animateur, modérateur ou président de chaire ou de session par les organisateurs de la réunion
3° le candidat est membre du comité organisateur de la réunion.

Par communication, l'on entend l'exposé fait à un groupe de chercheurs lors d'un congrès, d'un séminaire ou autre réunion, sous forme d'information écrite ou orale.

Art. 86.- L'objet principal de la réunion visée à l'article 84 doit consister en la dissémination et l'échange entre pairs de connaissances issues de la recherche.

A titre complémentaire, la réunion peut poursuivre des objectifs liés à l'enseignement ou la formation.

Les réunions peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel.

Tous les types formels de communication sont acceptables a priori, en fonction notamment des disciplines scientifiques et des domaines artistiques, du type de recherche (recherche scientifique fondamentale, stratégique ou appliquée et recherche en art) et du public (public de pairs, ou intégrant des usagers ou des citoyens) concerné.

Des réunions ne visant pas spécifiquement des retombées pour le participant ne peuvent en aucun cas être soutenues dans le contexte de cet outil de financement. On entend par retombée une amélioration des compétences et capacités cognitives et intellectuelles apportant une plus-value aux différents aspects du métier de chercheur.

Art. 87.- Les réunions visées à l'article 84 doivent être destinées principalement à un public de chercheurs internationaux, sauf si le caractère national de la réunion se justifie pour des raisons scientifiques, artistiques et/ou liées à l'impact technologique, économique, social et/ou culturel des initiatives de recherche concernées.

Par public de chercheurs internationaux, l'on entend des chercheurs actifs dans plusieurs pays, en-dehors de la Belgique.

Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou spectacles sans public expert sont exclues du financement visé à l'article 84.

Art. 88.- Le financement visé à l'article 84 est un montant forfaitaire de 500 euros si la réunion se déroule sur le territoire de l'Union européenne et de 1.500 euros si la réunion se déroule en dehors du territoire de l'Union européenne.

Art. 89.- Le financement visé à l'article 84 sert à couvrir les dépenses suivantes :

1° Pour la participation aux réunions visées à l'article 84, §1er, : les frais de séjour, les frais de déplacement, d'œuvre et de matériel, les frais d'inscription, la publication d'actes uniquement s'ils sont directement accessibles en Open Access ;

2° Pour l'organisation de réunions visées à l'article 84, §1er, les frais de secrétariat et d'interprétariat, les frais liés à l'organisation matérielle, y compris les frais de mise en exposition ou liés à la présentation de performances ;

3° Pour la participation et l'organisation : la publication d'actes, la réalisation de podcasts matériel de promotion, des publications liées à la réunion à la condition exclusive que ces dernières soient directement accessibles en Open Access.

Le forfait visé à l'article 88 ne peut pas couvrir le programme d'activités sociales éventuellement lié à l'organisation de la réunion

Art. 90.- Une première sélection est réalisée par les universités, hautes écoles et écoles supérieures des arts qui transmettent des listes restreintes de réunion à l'administration en charge de l'enseignement.

En aucun cas, les propositions ne peuvent dépasser le budget alloué tel que renseigné à l'article 84.

L'Administration vérifie le respect des conditions indiquées aux articles 84 à 89.

Les modalités de soumission sont déterminées par le bénéficiaire du subside. Cependant, le bénéficiaire final, doit décrire la complémentarité avec d'autres sources de financement qu'il aurait reçues.

Titre IV.- Disposition finale

Chapitre 10- Disposition finale

Art. 91.- Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023.

Par dérogation à l'alinéa 1er :
1° L'article 45, 1°, produit ses effets à partir de l'année académique 2021-2022 ;
2° Les articles 45, 2°, et 47 produisent leurs effets au 1er septembre 2021.

Version modifiée le 9-03-22 à 17h

Bruxelles, le

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

Valérie GLATIGNY

Version modifiée le 9-03-22 à 17h

Annexe n°1 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

« Annexe 1. – L'annexe II au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »

ANNEXE II AU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

Liste des grades académiques délivrés à l'issue d'études supérieures

Légende
U : université
HE : haute école
ESA : école supérieure des Arts
EPS : enseignement supérieur de promotion sociale
TC : type court
TL : type long
BES : brevet de l'enseignement supérieur
B : bachelier
BS : bachelier de spécialisation
M : master
MS : master de spécialisation (MScd : coopération au développement ; MSSS : secteur de la santé)
Les nombres mentionnés en tête de colonne indiquent le nombre minimum de crédits que comporte le cycle.

Domaine	Forme d'enseignement	BES	TC			TL					Libellé du grade académique Le libellé du grade de M120 est complété, le cas échéant, par la finalité particulière suivie (« à finalité approfondie », « à finalité didactique » ou « à finalité spécialisée »).
			B180	B240	BS	B180	M60	M120	2e cycle 180	MS	
1	U					B					Bachelier en philosophie
1	U						M	M			Master en philosophie

1	U							M			Master en éthique
1	U					B					Bachelier en sciences des religions
1	U							M			Master en sciences des religions
1	U					B					Bachelier en sciences des religions et de la laïcité
1	U						M	M			Master en sciences des religions et de la laïcité
1	U									MS	Master de spécialisation en philosophie et théories politiques
2	U					B					Bachelier en sciences religieuses
2	U						M	M			Master en théologie
2	U							M			Master en études bibliques
3	U					B					Bachelier en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale
3	U						M	M			Master en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale
3	U							M			Master en langues et lettres françaises et romanes, orientation français langue étrangère
3	U					B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation arabes
3	U						M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation arabes
3	U					B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation générale
3	U						M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation générale
3	U					B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation germaniques
3	U						M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation germaniques
3	U					B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation orientales
3	U						M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation orientales
3	U					B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation slaves
3	U						M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation slaves
3	U					B					Bachelier en traduction et interprétation
3	U							M			Master en interprétation

3	U							M			Master en traduction
3	U							M			Master en linguistique
3	U					B					Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation classiques
3	U						M	M			Master en langues et lettres anciennes, orientation classiques
3	U					B					Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation orientales
3	U						M	M			Master en langues et lettres anciennes, orientation orientales
3	U					B					Bachelier en langues et lettres anciennes et modernes
3	U						M	M			Master en langues et lettres anciennes et modernes
3	U									MS	Master de spécialisation en études africaines
3	U									MS	Master de spécialisation en linguistique appliquée
3	U									MS	Master de spécialisation en sciences du langage
4	U					B					Bachelier en histoire
4	U						M	M			Master en histoire
4	U					B					Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation générale
4	U						M	M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation générale
4	U							M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation archéométrie
4	U					B					Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie
4	U						M	M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie
4	U									MS	Master de spécialisation en cultures visuelles
5	HE+EPS		B								Bachelier : bibliothécaire-documentaliste
5	HE		B								Bachelier en communication
5	HE		B								Bachelier en écriture multimédia
5	HE				BS						Bachelier de spécialisation en gestion et préservation de l'information
5	HE					B					Bachelier en communication appliquée

5	HE						M				Master en communication appliquée – animation socioculturelle et éducation permanente
5	HE+U							M			Master en communication appliquée spécialisée – animation socioculturelle et éducation permanente
5	HE+U							M			Master en communication appliquée spécialisée – éducation aux médias
5	HE						M				Master en communication appliquée – publicité et communication commerciale
5	HE+U							M			Master en communication appliquée spécialisée – publicité et communication commerciale
5	HE						M				Master en communication appliquée – relations publiques
5	HE+U							M			Master en communication appliquée spécialisée – relations publiques
5	HE+U							M			Master en communication – management d'événements
5	HE						M				Master en presse et information
5	HE+U							M			Master en presse et information spécialisées
5	U					B					Bachelier en information et communication
5	U						M				Master en information et communication
5	U							M			Master en journalisme
5	U							M			Master en communication
5	U							M			Master en communication multilingue
5	U							M			Master en sciences et technologies de l'information et de la communication
5	HE+U							M			Master en stratégie de la communication et culture numérique
6	EPS	BES									BES d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale
6	EPS	BES									BES de conseiller en insertion socioprofessionnelle
6	EPS	BES									BES de conseiller en administration et gestion du personnel
6	HE+EPS		B								Bachelier : assistant social
6	HE		B								Bachelier : conseiller social

6	HE		B								Bachelier en écologie sociale
6	HE+EPS		B								Bachelier en gestion des ressources humaines
6	HE				BS						Bachelier de spécialisation en gestion du social
6	HE				BS						Bachelier de spécialisation en médiation
6	HE				BS						Bachelier de spécialisation en sciences et techniques du jeu
6	HE				BS						Bachelier de spécialisation en travail psychosocial en santé mentale
6	HE							M			Master en ingénierie et action sociales
6	HE+U							M			Master en ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits
6	HE+U							M			Master en transitions et innovations sociales
6	U							M			Master en gestion des ressources humaines
6	U					B					Bachelier en sciences humaines et sociales
6	U							M			Master en politique économique et sociale
6	U					B					Bachelier en sciences politiques, orientation générale
6	U						M	M			Master en sciences politiques, orientation générale
6	U							M			Master en sciences politiques, orientation relations internationales
6	U							M			Master en études européennes
6	U							M			Master en administration publique
6	U					B					Bachelier en sociologie et anthropologie
6	U						M				Master en sociologie et anthropologie
6	U							M			Master en sociologie
6	U							M			Master en anthropologie
6	U						M	M			Master en sciences du travail
6	U							M			Master en sciences de la population et du développement
6	U									MS	Master de spécialisation en action humanitaire internationale
6	U									MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en études européennes

6	U									MS	Master de spécialisation en études de genre
6	U									MS	Master de spécialisation en méthodes quantitatives en sciences sociales
6	U									MS	Master de spécialisation en sociologie-anthropologie
7	HE+EPS		B								Bachelier en assurances et gestion du risque
7	HE+EPS		B								Bachelier en droit
7	U					B					Bachelier en droit
7	U							M			Master en droit
7	U									MS	Master de spécialisation en droit économique
7	U									MS	Master de spécialisation en droit européen
7	U									MS	Master de spécialisation en droit de l'environnement et droit public immobilier
7	U									MS	Master de spécialisation en droit des technologies de l'information et de la communication
7	U									MS	Master de spécialisation en droit fiscal
7	U									MS	Master de spécialisation en droit international
7	U									MS	Master de spécialisation en droit public et administratif
7	U									MS	Master de spécialisation en droit social
7	U									MScd	Master de spécialisation en droits humains
7	U									MS	Master de spécialisation en approche interdisciplinaire des droits de l'enfant
7	U									MS	Master de spécialisation en notariat
8	U							M			Master en criminologie
9	EPS	BES									BES de gestionnaire d'unités commerciales
9	EPS	BES									BES de guide touristique-guide régional
9	HE+EPS		B								Bachelier : assistant de direction
9	HE		B								Bachelier en commerce et développement
9	EPS		B								Bachelier en commerce extérieur[1]

[1] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025.

9	HE+EPS		B								Bachelier en international business
9	HE+EPS		B								Bachelier en comptabilité
9	HE		B								Bachelier : conseiller en développement durable
9	HE+EPS		B								Bachelier en coopération internationale
9	HE+EPS		B								Bachelier en e-business
9	HE+EPS		B								Bachelier en éco-solidarité
9	HE		B								Bachelier en gestion hôtelière, orientation arts culinaires
9	HE		B								Bachelier en gestion hôtelière, orientation management
9	HE+EPS		B								Bachelier en immobilier
9	HE+EPS		B								Bachelier en management de la logistique
9	HE+EPS		B								Bachelier en management du tourisme et des loisirs
9	HE+EPS		B								Bachelier en marketing
9	HE+EPS		B								Bachelier en relations publiques
9	HE+EPS		B								Bachelier en sciences administratives et gestion publique
9	EPS		B								Bachelier en vente[2]
9	EPS		B								Bachelier sales account manager
9	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : cadre du secteur non-marchand
9	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : expertise comptable et fiscale
9	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : gestion d'entreprise d'économie sociale
9	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : sciences fiscales
9	HE				BS						Bachelier de spécialisation en administration des maisons de repos
9	HE+EPS				BS						Bachelier de spécialisation en business data analysis
9	HE+EPS				BS						Bachelier de spécialisation en digital integrated supply chain
9	HE				BS						Bachelier de spécialisation en management de la distribution
9	HE				BS						Bachelier de spécialisation en management hôtelier

[2] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

9	HE					B					Bachelier en gestion de l'entreprise
9	HE						M				Master en sciences commerciales
9	HE+U							M			Master en gestion de l'entreprise
9	HE					B					Bachelier en gestion publique
9	HE							M			Master en gestion publique
9	HE							M			Master en facility management
9	HE						M				Master en sciences administratives
9	HE					B					Bachelier : ingénieur commercial
9	HE+U							M			Master : ingénieur commercial
9	U					B					Bachelier : ingénieur de gestion
9	U							M			Master : ingénieur de gestion
9	U					B					Bachelier en sciences économiques et de gestion
9	U					B					Bachelier en sciences économiques, orientation générale
9	U						M	M			Master en sciences économiques, orientation générale
9	U							M			Master en sciences économiques, orientation économétrie
9	U					B					Bachelier en sciences de gestion
9	U						M	M			Master en sciences de gestion
9	HE+EPS							M			Master en expertise comptable et fiscale
9	U							M			Master en gestion culturelle
9	U+HE							M			Master en sales management
9	U+HE									MS	Master de spécialisation en accompagnement des professionnels de l'éducation, du management, de la santé et de l'action sociale
9	U									MScd	Master de spécialisation en économie internationale et du développement / Specialized master in international and development economics
9	U									MS	Master de spécialisation en économie sociale
9	U									MS	Master de spécialisation en entrepreneuriat

9	U									MS	Master de spécialisation en entreprises et politiques économiques européennes
9	U									MS	Master de spécialisation en gestion des risques financiers
9	U									MScd	Master de spécialisation en microfinance / Specialized master in microfinance
10	EPS	BES									BES de formateur en alphabétisation
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et éducation à la philosophie et la citoyenneté
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématiques
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences : biologie, chimie, physique
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences économiques et sciences économiques appliquées
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales

10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation bois - construction
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation économie familiale et sociale
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation électromécanique
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation habillement
10	HE		B								Bachelier : assistant en psychologie
10	EPS		B								Bachelier : conseiller conjugal et familial
10	HE		B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10	HE+EPS		B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10	HE		B								Bachelier : instituteur préscolaire
10	HE		B								Bachelier : instituteur primaire
10	HE		B								Bachelier en activité physique inclusive et prévention santé
10	HE		B								Bachelier en coaching sportif
10	HE		B								Bachelier en logopédie
10	HE				BS						Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires
10	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : intervention systémique et travail social
10	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : médiateur
10	HE				BS						Bachelier de spécialisation en gérontologie psycho-éducative
10	HE+EPS				BS						Bachelier de spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique
10	HE				BS						Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10	HE				BS						Bachelier de spécialisation en orthopédagogie

10	HE				BS						Bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement
10	HE				BS						Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10	HE				BS						Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels
10	U					B					Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation générale
10	U					B					Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation logopédie
10	U							M			Master en sciences de l'éducation
10	U							M			Master en logopédie
10	U							M			Master en orthopédagogie clinique
10	U							M			Master en sciences psychologiques
10	U							M			Master en sciences de la famille et de la sexualité
10	U									MS	Master de spécialisation en cliniques psycho-thérapeutiques intégrées
10	U									MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur
10	U									MS	Master de spécialisation en théories psychanalytiques
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 1
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 2
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : français et morale
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : français et religion
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : français et éducation à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : français et langues anciennes
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : français et éducation culturelle et artistique

10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : français, français langue étrangère et français langue d'apprentissage
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : langues modernes
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : mathématiques et formation numérique
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : sciences
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : éducation physique et éducation à la santé
10bis	HE+U					B					Bachelier en enseignement section 3 : sciences humaines
10bis	HE+U+ESA					B					Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : musique et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA					B					Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA					B					Bachelier en enseignement section 3 : formation manuelle, technique et technologique et formation numérique
10bis	HE		B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10bis	HE		B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10bis	HE				BS						Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires
10bis	HE				BS						Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10bis	HE				BS						Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10bis	HE				BS						Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 1
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 2
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : français et morale
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : français et religion
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : français et éducation à la philosophie et citoyenneté

10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : français et langues anciennes
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : français et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : français, français langue étrangère et français langue d'apprentissage
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : langues modernes
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : mathématiques et formation numérique
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : sciences
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : éducation physique et éducation à la santé
10bis	HE+U						M				Master en enseignement section 3 : sciences humaines
10bis	HE+U+ESA						M				Master en enseignement section 3 : formation artistique : musique et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA						M				Master en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA						M				Master en enseignement section 3 : formation manuelle, technique et technologique et formation numérique
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : grec ancien et latin
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : langues modernes
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : langue moderne traduction et interprétation
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : biologie
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : chimie
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : éducation physique
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : français
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : géographie
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : histoire
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : mathématiques

10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : physique
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : sciences économiques
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : sciences sociales
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : musique
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : arts de la parole et du théâtre
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : morale
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : religion
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 4 : sciences psychologiques et de l'éducation
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : sciences juridiques
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : grec ancien et latin
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : langues modernes
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : langue moderne traduction et interprétation
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : biologie
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : chimie
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : éducation physique
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : français
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : géographie
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : histoire
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : mathématiques
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : physique

10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : sciences économiques
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : sciences sociales
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : musique
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : arts de la parole et du théâtre
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : morale
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : religion
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : sciences psychologiques et de l'éducation
10bis	HE+U+ESA							M			Master en enseignement section 5 : sciences juridiques
10bis	U							M			Master en sciences de l'éducation
10bis	HE+U+ESA									MS	Master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2
10bis	HE+U+ESA									MS	Master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5
10bis	HE+U+ESA									MS	Master de spécialisation en formation d'enseignants
10bis	U									MS	Master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire
10bis	U									MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur
11	U					B					Bachelier en médecine
11	U								M		Médecin
11	U									MSSS	Master de spécialisation en anatomie pathologique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en anesthésie-réanimation
11	U									MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en cardiologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en chirurgie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en chirurgie orthopédique

11	U									MSSS	Master de spécialisation en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en dermato-vénéréologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gastro-entérologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en génétique clinique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gériatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gestion de données de santé
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gynécologie-obstétrique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine aigüe
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine d'urgence
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine du travail
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine interne
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine générale
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine légale
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine nucléaire
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine physique et en réadaptation
11	U									MScd	Master de spécialisation en médecine transfusionnelle
11	U									MSSS	Master de spécialisation en neurochirurgie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en neurologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en neuropsychiatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en oncologie médicale
11	U									MSSS	Master de spécialisation en ophtalmologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en oto-rhino-laryngologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en pédiatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en pneumologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie de l'adulte

11	U									MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie infanto juvénile
11	U									MSSS	Master de spécialisation en radiodiagnostic
11	U									MSSS	Master de spécialisation en radiothérapie-oncologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en rhumatologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en stomatologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en urologie
12	U					B					Bachelier en médecine vétérinaire
12	U								M		Médecin vétérinaire
12	U							M			Master one health – gestion de la santé publique et animale
12	U									MSSS	Master de spécialisation en sciences vétérinaires : internat clinique
12	U									MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources animales et végétales en milieux tropicaux
13	U					B					Bachelier en sciences dentaires
13	U							M			Master en sciences dentaires
13	U									MSSS	Master de spécialisation en dentisterie générale
13	U									MSSS	Master de spécialisation en orthodontie
13	U									MSSS	Master de spécialisation en parodontologie
14	HE		B								Bachelier en biopharmaceutique
14	HE+EPS		B								Bachelier en diététique
14	HE		B								Bachelier : technologue de laboratoire médical
14	HE				BS						Bachelier de spécialisation en biotechnologies médicales et pharmaceutiques
14	HE				BS						Bachelier de spécialisation en diététique sportive
14	U					B					Bachelier en sciences biomédicales
14	U						M	M			Master en sciences biomédicales
14	U					B					Bachelier en sciences pharmaceutiques
14	U							M			Master en sciences pharmaceutiques

14	U									MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique
14	U									MSSS	Master de spécialisation en dermopharmacie et cosmétologie
14	U									MSSS	Master de spécialisation en pharmacie d'industrie
14	U									MSSS	Master de spécialisation en pharmacie hospitalière
15	HE		B								Bachelier en audiologie
15	HE		B								Bachelier en bandagisterie - orthésiologie - prothésiologie
15	EPS		B								Bachelier en optique-optométrie[3]
15	EPS		B								Bachelier en optométrie
15	HE+EPS										Bachelier en orthoptie
15	HE+EPS		B								Bachelier en soins infirmiers
15	HE		B								Bachelier : hygiéniste bucco-dentaire
15	HE+EPS			B							Bachelier : infirmier responsable de soins généraux
15	HE			B							Bachelier : sage-femme
15	HE		B								Bachelier : technologue en imagerie médicale
15	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : cadre de santé
15	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : gérontologie
15	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : psychopathologie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en anesthésie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en art thérapie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en imagerie médicale et radiothérapie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en imagerie médicale diagnostique et interventionnelle
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en oncologie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en pédiatrie et néonatologie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en soins péri-opératoires
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en santé communautaire

[3] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en santé mentale et psychiatrie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation en soins intensifs et aide médicale urgente
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie
15	HE				BS						Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie
15	U							M			Master en sciences de la santé publique
15	HE+U							M			Master en sciences infirmières
15	U									MScd	Master de spécialisation en science de la santé publique - analyse et évaluation des politiques programmes et systèmes de santé internationale
15	U									MScd	Master de spécialisation en méthodologie de la santé publique - Specialized master in public health methodology
16	HE		B								Bachelier en ergothérapie
16	HE		B								Bachelier en podologie-podothérapie
16	HE+EPS		B								Bachelier en psychomotricité
16	HE					B					Bachelier en kinésithérapie
16	HE						M				Master en kinésithérapie
16	U					B					Bachelier en sciences de la motricité, orientation générale
16	U						M	M			Master en sciences de la motricité, orientation générale
16	U						M	M			Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique
16	U					B					Bachelier en kinésithérapie et réadaptation
16	U						M				Master en kinésithérapie et réadaptation
16	U									MS	Master de spécialisation en ostéopathie
17	EPS	BES									BES de Webdesigner
17	EPS	BES									BES de Webdeveloppeur
17	HE+EPS		B								Bachelier en informatique de gestion
17	HE+EPS		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation informatique industrielle

17	HE+EPS		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation réseaux et télécommunications
17	HE		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation robotique
17	HE		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation sécurité des systèmes
17	HE+EPS		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation technologie de l'informatique
17	HE							M			Master en gestion globale du numérique
17	HE				BS						Bachelier de spécialisation en sécurité des réseaux et systèmes informatiques
17	U					B					Bachelier en sciences biologiques
17	U						M				Master en sciences biologiques
17	U							M			Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire
17	U							M			Master en biologie des organismes et écologie
17	U							M			Master en bioinformatique et modélisation
17	U							M			Master in molecular microbiology
17	U					B					Bachelier en sciences chimiques
17	U						M	M			Master en sciences chimiques
17	U							M			Master en science des données
17	U							M			Master en science des données, orientation statistique
17	U							M			Master en science des données, orientation technologies de l'information
17	U					B					Bachelier en sciences géologiques[2]
17	U						M	M			Master en sciences géologiques
17	U					B					Bachelier en sciences géographiques, orientation générale
17	U							M			Master en sciences géographiques, orientation climatologie
17	U						M	M			Master en sciences géographiques, orientation générale
17	U							M			Master en sciences géographiques, orientation géomatique
17	U							M			Master en sciences géographiques, orientation global change

17	U							M			Master en océanographie
17	U						M	M			Master en sciences et gestion de l'environnement
17	U						M	M			Master en sciences et gestion du tourisme
17	U							M			Master en smart rurality
17	U					B					Bachelier en sciences informatiques
17	U						M	M			Master en sciences informatiques
17	HE+U							M			Master en architecture des systèmes informatiques
17	HE+U							M			Master en cybersécurité
17	U					B					Bachelier en sciences mathématiques
17	U						M	M			Master en sciences mathématiques
17	U							M			Master en statistique, orientation générale
17	U							M			Master en statistique, orientation biostatistiques
17	U							M			Master en sciences actuarielles
17	U					B					Bachelier en sciences physiques
17	U						M	M			Master en sciences physiques
17	U							M			Master en sciences spatiales
17	U									MS	Master de spécialisation en archéométrie
17	U									MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources aquatiques et aquaculture
17	U									MS	Master de spécialisation en biotechnologie et biologie appliquée
17	U									MS	Master de spécialisation en climatologie, glaciologie et océanographie
17	U									MS	Master de spécialisation en cosmos exploration
17	U									MS	Master de spécialisation en génomique
17	U									MScd	Master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes à l'ère de l'anthropocènecatastrophe
17	U									MS	Master de spécialisation en gestion durable de l'énergie
17	U									MS	Master de spécialisation en informatique et innovation

17	U									MScd	Master de spécialisation en nexus eau-énergie-alimentation
17	U									MS	Master de spécialisation en science des données, big data
17	U									MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en sciences et gestion de l'environnement et du développement durable
18	HE		B								Bachelier en agronomie, orientation agro-industries et biotechnologies
18	HE		B								Bachelier en agronomie, orientation agronomie des régions chaudes
18	HE		B								Bachelier en agronomie, orientation environnement
18	HE		B								Bachelier en agronomie, orientation forêt et nature
18	HE+EPS		B								Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux
18	HE+EPS		B								Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion agricoles
18	HE		B								Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion horticoles
18	HE		B								Bachelier en agronomie, orientation technologie animalière
18	HE		B								Bachelier en architecture des jardins et du paysage
18	HE		B								Bachelier en gestion de l'environnement urbain
18	EPS				BS						Bachelier de spécialisation : conseiller en environnement
18	HE+EPS				BS						Bachelier de spécialisation en agroécologie
18	HE				BS						Bachelier de spécialisation en gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires
18	HE				BS						Bachelier de spécialisation en agriculture biologique
18	HE+U							M			Master en management de l'innovation et de la conception des aliments
18	HE+U					B					Bachelier : architecte paysagiste
18	HE+U							M			Master : architecte paysagiste
18	HE					B					Bachelier en sciences agronomiques

18	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation agronomie
18	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation bio-industries
18	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation environnement
18	U							M			Master en agroécologie
18	U					B					Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation bioingénieur
18	U							M			Master : bioingénieur en chimie et bioindustries
18	U							M			Master : bioingénieur en sciences et technologies de l'environnement
18	U							M			Master : bioingénieur en gestion des forêts et des espaces naturels
18	U							M			Master : bioingénieur en sciences agronomiques
18	U							M			Master en sciences agronomiques et industries du vivant
18	U									MScd	Master de spécialisation en économie et sociologie rurales
18	U									MS	Master de spécialisation en génie brassicole
18	U									MS	Master de spécialisation en génie sanitaire
18	U									MScd	Master de spécialisation en production intégrée et préservation des ressources naturelles en milieu urbain et péri-urbain
18	U									MScd	Master de spécialisation en protection des cultures tropicales et subtropicales
18	U									MScd	Master de spécialisation en sciences et gestion de l'environnement dans les pays en développement
18	U									MScd	Master de spécialisation en sciences et technologie des aliments
19	HE		B								Bachelier en aérotechnique, orientation pilotage d'aéronefs
19	HE		B								Bachelier en aérotechnique, orientation construction aéronautique
19	HE		B								Bachelier en aérotechnique, orientation techniques d'entretien

19	EPS		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation automatique[4]
19	HE+EPS		B								Bachelier en automatisation
19	HE+EPS		B								Bachelier en automobile
19	HE		B								Bachelier en biotechnique
19	HE+EPS		B								Bachelier en chimie, orientation biochimie
19	HE+EPS		B								Bachelier en chimie, orientation biotechnologie
19	HE+EPS		B								Bachelier en chimie, orientation chimie appliquée
19	HE		B								Bachelier en chimie, orientation environnement
19	HE+EPS		B								Bachelier en construction
19	EPS		B								Bachelier en dessin des constructions mécaniques et métalliques
19	HE		B								Bachelier en domotique
19	HE+EPS		B								Bachelier en électromécanique, orientation climatisation et techniques du froid
19	HE+EPS		B								Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance
19	HE		B								Bachelier en électromécanique, orientation mécanique
19	HE+EPS		B								Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée
19	HE		B								Bachelier en électronique, orientation électronique médicale
19	HE		B								Bachelier en énergies alternatives et renouvelables
19	HE		B								Bachelier en génie électrique
19	HE		B								Bachelier en mécatronique et robotique
19	HE		B								Bachelier en prévention, sécurité industrielle et environnement
19	HE		B								Bachelier en techniques de l'image, orientation techniques de la cinématographie
19	HE		B								Bachelier en techniques de l'image, orientation techniques de la photographie

[4] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

19	HE		B								Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques de l'édition
19	HE+EPS		B								Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques
19	HE		B								Bachelier en techniques et services
19	HE		B								Bachelier en textile, orientation techniques de mode
19	EPS		B								Gradué Géomètre - expert immobilier
19	HE				BS						Bachelier de spécialisation en développement de jeux vidéo
19	HE				BS						Bachelier de spécialisation en informatique médicale
19	HE+U+ESA							M			Master en architecture transmédia
19	HE							M			Master : business analyst
19	HE							M			Master en génie analytique, orientation biochimie
19	HE							M			Master en gestion de chantier spécialisé en construction durable
19	HE							M			Master en gestion de la maintenance électromécanique
19	HE							M			Master en gestion de production
19	HE							M			Master en gestion intelligente des bâtiments
19	HE+EPS					B					Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation aérotechnique
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation automatisation
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation biochimie
19	HE+EPS							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation chimie
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation construction
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électricité

19	HE+EPS							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électromécanique
19	HE+EPS							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électronique
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation physiques nucléaire et médicale
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation génie énergétique durable
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation géomètre
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation industrie
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation informatique
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation mécanique
19	HE							M			Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation technologies des données du vivant
19	U					B					Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil
19	U							M			Master : ingénieur civil biomédical
19	U							M			Master : ingénieur civil des constructions
19	U							M			Master : ingénieur civil des mines et géologue
19	U							M			Master : ingénieur civil électricien
19	U							M			Master : ingénieur civil électromécanicien
19	U							M			Master : ingénieur civil en aérospatiale
19	U							M			Master : ingénieur civil en chimie et science des matériaux
19	U							M			Master : ingénieur civil en informatique
19	U							M			Master : ingénieur civil en informatique et gestion

19	U							M			Master : ingénieur civil en mathématiques appliquées
19	U							M			Master : ingénieur civil en science des données
19	U							M			Master : ingénieur civil mécanicien
19	U							M			Master : ingénieur civil physicien
19	U					B					Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte
19	U							M			Master : ingénieur civil architecte
19	U									MS	Master de spécialisation en conservation-restauration du patrimoine culturel immobilier
19	U									MS	Master de spécialisation en construction navale
19	U									MS	Master de spécialisation en génie des systèmes énergétiques
19	U									MS	Master de spécialisation en génie nucléaire
19	U									MS	Master de spécialisation en gestion des risques et bien-être au travail
19	U									MS	Master de spécialisation en gestion industrielle et technologique
19	U									MS	Master de spécialisation en gestion totale de la qualité
19	U									MS	Master de spécialisation en nanotechnologies
19	U									MS	Master de spécialisation en polymères
19	U									MS	Master de spécialisation en ressources en eau
19	U									MS	Master de spécialisation en risques industriels et sûreté de fonctionnement
19	U									MScd	Master de spécialisation en transport et logistique
20	U					B					Bachelier en architecture
20	U							M			Master en architecture
20	EPS							M			Master en urbanisme et aménagement du territoire
20	U									MS	Master de spécialisation en management territorial et urbain
20	U									MS	Master de spécialisation en urbanisme et aménagement du territoire
22	HE		B								Bachelier en 3D temps réel

22	HE		B								Bachelier en animation 3D et effets spéciaux (VFX)
22	HE		B								Bachelier en arts graphiques
22	HE		B								Bachelier en arts du tissu
22	HE		B								Bachelier en éco-design produits
22	HE+EPS		B								Bachelier en publicité
22	EPS		B								Bachelier en scénographie
22	HE+EPS		B								Bachelier : styliste-modéliste
22	HE				BS						Bachelier de spécialisation en accessoires de mode
22	HE				BS						Bachelier de spécialisation en innovation en textiles et surfaces souples
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée
22	ESA+EPS		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : création d'intérieurs
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin et technologie en architecture
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images plurielles imprimées
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture
22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme d'objets ou esthétique industrielle

22	ESA		B								Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme de mode
22	ESA				BS						Bachelier de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité - conception - rédaction
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : art dans l'espace public
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art dans l'espace public
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée - éditions
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée - éditions
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : céramique
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : céramique
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : cinéma d'animation
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : cinéma d'animation

22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : conservation et restauration des oeuvres d'art
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : conservation et restauration des oeuvres d'art
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design du livre et du papier
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design du livre et du papier
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design numérique
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design numérique
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin

22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure et image imprimée
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure et image imprimée
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images dans le milieu
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : images dans le milieu
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : installation, performance
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : installation, performance
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : lithographie
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : lithographie
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité

22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme et création de mode
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme et création de mode
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : tapisserie - arts textiles
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : tapisserie - arts textiles
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : typographie
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : typographie
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie
22	ESA					B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie
22	ESA						M	M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : accessoires
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art en réseau
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art performance
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design d'innovation sociale
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espaces audio-vidéo

22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : industries de création
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : politique et expérimentation graphiques
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques éditoriales
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques de l'art - outils critiques
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques de l'exposition
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques et théories de l'art
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : récits et expérimentation
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie de produits
22	ESA							M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : textes et création littéraire
22	ESA									MScd	Master de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : design d'innovation sociale
23	ESA		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique[5]
23	ESA		B								Bachelier en musique : formation musicale[6]
23	ESA		B								Bachelier en musique : formation de musicien intervenant
23	ESA		B								Bachelier en musique : lutherie
23	ESA		B								Bachelier en musique : musiques improvisées de tradition orale
23	ESA		B								Bachelier en musique : rythmes et rythmiques
23	ESA					B					Bachelier en musique : accordéon

[5] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2026-2027.

[6] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2026-2027.

23	ESA							M			Master en musique : accordéon
23	ESA					B					Bachelier en musique : alto
23	ESA							M			Master en musique : alto
23	ESA					B					Bachelier en musique : art lyrique
23	ESA							M			Master en musique : art lyrique
23	ESA					B					Bachelier en musique : basse continue et continuo
23	ESA							M			Master en musique : basse continue et continuo
23	ESA					B					Bachelier en musique : basson
23	ESA							M			Master en musique : basson
23	ESA					B					Bachelier en musique : basson baroque et classique
23	ESA							M			Master en musique : basson baroque et classique
23	ESA					B					Bachelier en musique : batterie
23	ESA							M			Master en musique : batterie
23	ESA					B					Bachelier en musique : chant
23	ESA							M			Master en musique : chant
23	ESA					B					Bachelier en musique : chant jazz
23	ESA							M			Master en musique : chant jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : clarinette
23	ESA							M			Master en musique : clarinette
23	ESA					B					Bachelier en musique : clarinette classique et baroque
23	ESA							M			Master en musique : clarinette classique et baroque
23	ESA					B					Bachelier en musique : clarinette jazz
23	ESA							M			Master en musique : clarinette jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : clavecin
23	ESA							M			Master en musique : clavecin
23	ESA					B					Bachelier en musique : composition
23	ESA							M			Master en musique : composition
23	ESA					B					Bachelier en musique : composition et arrangement jazz
23	ESA							M			Master en musique : composition et arrangement jazz

23	ESA					B					Bachelier en musique : composition, musiques appliquées et interactives
23	ESA							M			Master en musique : composition, musiques appliquées et interactives
23	ESA					B					Bachelier en musique : contrebasse
23	ESA							M			Master en musique : contrebasse
23	ESA					B					Bachelier en musique : contrebasse et violone
23	ESA							M			Master en musique : contrebasse et violone
23	ESA					B					Bachelier en musique : contrebasse jazz
23	ESA							M			Master en musique : contrebasse jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : cor
23	ESA							M			Master en musique : cor
23	ESA					B					Bachelier en musique : cor naturel
23	ESA							M			Master en musique : cor naturel
23	ESA					B					Bachelier en musique : cornemuse
23	ESA							M			Master en musique : cornemuse
23	ESA					B					Bachelier en musique : cornet à bouquin
23	ESA							M			Master en musique : cornet à bouquin
23	ESA					B					Bachelier en musique : flûte à bec
23	ESA							M			Master en musique : flûte à bec
23	ESA					B					Bachelier en musique : flûte jazz
23	ESA							M			Master en musique : flûte jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : flûte traversière
23	ESA							M			Master en musique : flûte traversière
23	ESA					B					Bachelier en musique : flûte traversière baroque et classique
23	ESA							M			Master en musique : flûte traversière baroque et classique
23	ESA					B					Bachelier en musique : guitare
23	ESA							M			Master en musique : guitare
23	ESA					B					Bachelier en musique : guitare basse

23	ESA							M			Master en musique : guitare basse
23	ESA					B					Bachelier en musique : guitare jazz
23	ESA							M			Master en musique : guitare jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : harmonica
23	ESA							M			Master en musique : harmonica
23	ESA					B					Bachelier en musique : harpe
23	ESA							M			Master en musique : harpe
23	ESA					B					Bachelier en musique : harpe ancienne
23	ESA							M			Master en musique : harpe ancienne
23	ESA					B					Bachelier en musique : hautbois
23	ESA							M			Master en musique : hautbois
23	ESA					B					Bachelier en musique : hautbois baroque et classique
23	ESA							M			Master en musique : hautbois baroque et classique
23	ESA					B					Bachelier en musique : informatique musicale
23	ESA							M			Master en musique : informatique musicale
23	ESA					B					Bachelier en musique : luth et cordes pincées
23	ESA							M			Master en musique : luth et cordes pincées
23	ESA					B					Bachelier en musique : mandoline
23	ESA							M			Master en musique : mandoline
23	ESA					B					Bachelier en musique : musette
23	ESA							M			Master en musique : musette
23	ESA					B					Bachelier en musique : musique électroacoustique – composition acousmatique
23	ESA							M			Master en musique : musique électroacoustique – composition acousmatique
23	ESA					B					Bachelier en musique : musique électroacoustique – composition mixte
23	ESA							M			Master en musique : musique électroacoustique – composition mixte

23	ESA					B					Bachelier en musique : orgue
23	ESA							M			Master en musique : orgue
23	ESA					B					Bachelier en musique : percussions
23	ESA							M			Master en musique : percussions
23	ESA					B					Bachelier en musique : piano
23	ESA							M			Master en musique : piano
23	ESA					B					Bachelier en musique : piano jazz
23	ESA							M			Master en musique : piano jazz
23	ESA							M			Master en musique : piano d'accompagnement
23	ESA							M			Master en musique : pianoforte
23	ESA					B					Bachelier en musique : saxophone
23	ESA							M			Master en musique : saxophone
23	ESA					B					Bachelier en musique : saxophone jazz
23	ESA							M			Master en musique : saxophone jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : trombone
23	ESA							M			Master en musique : trombone
23	ESA					B					Bachelier en musique : trombone et sacqueboute
23	ESA							M			Master en musique : trombone et sacqueboute
23	ESA					B					Bachelier en musique : trombone jazz
23	ESA							M			Master en musique : trombone jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : trompette
23	ESA							M			Master en musique : trompette
23	ESA					B					Bachelier en musique : trompette jazz
23	ESA							M			Master en musique : trompette jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : trompette naturelle
23	ESA							M			Master en musique : trompette naturelle
23	ESA					B					Bachelier en musique : tuba
23	ESA							M			Master en musique : tuba
23	ESA					B					Bachelier en musique : vibraphone

23	ESA							M			Master en musique : vibraphone
23	ESA					B					Bachelier en musique : viole de gambe
23	ESA							M			Master en musique : viole de gambe
23	ESA							M			Master en musique : viole d'amour
23	ESA					B					Bachelier en musique : violon
23	ESA							M			Master en musique : violon
23	ESA					B					Bachelier en musique : violon baroque
23	ESA							M			Master en musique : violon baroque
23	ESA					B					Bachelier en musique : violon jazz
23	ESA							M			Master en musique : violon jazz
23	ESA					B					Bachelier en musique : violoncelle
23	ESA							M			Master en musique : violoncelle
23	ESA					B					Bachelier en musique : violoncelle baroque
23	ESA							M			Master en musique : violoncelle baroque
23	ESA							M			Master en musique : direction chorale
23	ESA							M			Master en musique : direction d'orchestre
23	ESA							M			Master en musique : écritures classiques
23	ESA							M			Master en musique : éducation musicale
23	ESA							M			Master en musique : formation musicale
24	ESA					B					Bachelier en théâtre et arts de la parole : art dramatique
24	ESA						M	M			Master en théâtre et arts de la parole : art dramatique
24	ESA							M			Master en théâtre et arts de la parole : production théâtrale - porteur de projet
25	EPS	BES									BES régisseur général de spectacle
25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : arts du cirque
25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : image

25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : montage et scripte
25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : multimédia
25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : son
25	ESA					B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : interprétation dramatique
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : interprétation dramatique
25	ESA					B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : réalisation cinéma et radio-télévision
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité réalisation
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité gestion de production
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité assistanat
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité écriture
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité image
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité son
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité montage
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité assistanat

25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et technique de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité écriture
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité gestion de production
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité montage
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation multimédia
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation radio - télévision
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité son
25	ESA					B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité écriture
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité gestion de production
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité interprétation
25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité mise en scène

25	ESA						M	M			Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité scénographie, décors et costumes
25	U							M			Master en arts du spectacle
26	ESA					B					Bachelier en danse : interprétation
26	ESA						M				Master en danse : interprétation
26	ESA							M			Master en danse : danse et pratiques chorégraphiques
1 3 4	U									MS	Master de spécialisation en cultures et pensées cinématographiques
1 6 9	U					B					Bachelier en sciences philosophique, politique et économique
1 14 6 15 9 17 11 18 12	U									MScd	Master de spécialisation en gestion intégrée des risques sanitaires
5 19	HE					B					Bachelier en jeu vidéo
5 19	HE							M			Master en jeu vidéo
15 16 17 19	HE				BS						Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en technologies de la santé
17 19	HE		B								Bachelier en bioqualité
22 23	ESA							M			Master en art et créations sonores

22 23 24 25	ESA							M			Master en production de projets artistiques
22 24	ESA						M				Master en art de la marionnette

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°2 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

« Annexe 2. – L'annexe III.1 au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »

ANNEXE 3

Annexe III au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Liste des habilitations à organiser des études supérieures de plein exercice

	Arrondissement administratif		**Arrondissement administratif**		**Arrondissement administratif**
Code		Code		Code	
21	Bruxelles-Capitale	57	Tournai-Mouscron	82	Bastogne
25	Nivelles	58	La Louvière	83	Marche-en-Famenne
51	Ath	61	Huy	84	Neufchâteau
52	Charleroi	62	Liège	85	Virton
53	Mons	63	Verviers	91	Dinant
55	Soignies	64	Waremme	92	Namur
56	Thuin	81	Arlon	93	Philippeville

III. 1. Habilitations des Universités

Légende
ULg : Université de Liège
UCL : Université catholique de Louvain
ULB : Université libre de Bruxelles
UMons : Université de Mons
UNamur : Université de Namur
USL-B : Université Saint-Louis - Bruxelles

Malt : master en alternance

Voir la légende de l'annexe II pour le surplus.

Domaine	TL					Habilitations L'habilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.	ULg	UCL	ULB	UMons	UNamur	USL-B
	B180	M60	M120	2e cycle 180	MS							
1	B					Bachelier en philosophie	62	25	21		92	21
1		M	M			Master en philosophie	62	25	21			
1			M			Master en éthique		25	21			
1	B					Bachelier en sciences des religions		25				
1			M			Master en sciences des religions		25				
1	B					Bachelier en sciences des religions et de la laïcité			21			
1		M	M			Master en sciences des religions et de la laïcité			21			
2	B					Bachelier en sciences religieuses		25				
2		M	M			Master en théologie		25				
2			M			Master en études bibliques		25				
3	B					Bachelier en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale	62	25	21		92	21
3		M	M			Master en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale	62	25	21			
3			M			Master en langues et lettres françaises et romanes, orientation français langue étrangère	62	25	21			
3	B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation arabes			21			
3		M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation arabes			21			
3	B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation générale	62	25	21			
3		M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation générale	62	25	21			
3	B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation germaniques	62	25	21		92	21
3		M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation germaniques	62	25	21			
3	B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation orientales	62		21			
3		M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation orientales	62		21			
3	B					Bachelier en langues et lettres modernes, orientation slaves			21			
3		M	M			Master en langues et lettres modernes, orientation slaves			21			
3	B					Bachelier en traduction et interprétation	62		21	53		21
3			M			Master en interprétation	62	25	21	53		

3			M			Master en traduction	62	25	21	53		
3			M			Master en linguistique	62	25	21			
3	B					Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation classiques	62	25	21			21
3		M	M			Master en langues et lettres anciennes, orientation classiques	62	25	21			
3	B					Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation orientales	62	25	21			
3		M	M			Master en langues et lettres anciennes, orientation orientales	62	25	21			
3	B					Bachelier en langues et lettres anciennes et modernes	62	25			92	
3		M	M			Master en langues et lettres anciennes et modernes	62	25				
3					MS	Master de spécialisation en études africaines			21			
3					MS	Master de spécialisation en linguistique appliquée				53		
3					MS	Master de spécialisation en sciences du langage			21	53		
4	B					Bachelier en histoire	62	25	21		92	21
4		M	M			Master en histoire	62	25	21			
4	B					Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation générale	62	25	21		92	
4		M	M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation générale	62	25	21			
4			M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation archéométrie	62					
4	B					Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie	62	25	21			
4		M	M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie	62	25	21			
4					MS	Master de spécialisation en cultures visuelles		25				
5	B					Bachelier en information et communication	62	25 53	21		92	21
5		M				Master en information et communication	62	25 53	21			
5			M			Master en journalisme	62	25 53	21			
5			M			Master en communication	62	25 53	21			
5			M			Master en communication multilingue	62	25	21			
5			M			Master en sciences et technologies de l'information et de la communication	62	25	21 52			
6			M			Master en gestion des ressources humaines	62	25 53	21			
6	B					Bachelier en sciences humaines et sociales	62	25 53	21	53		
6			M			Master en politique économique et sociale		25 52		53		
6	B					Bachelier en sciences politiques, orientation générale	62	25 53	21		92	21
6		M	M			Master en sciences politiques, orientation générale	62	25 53	21			
6			M			Master en sciences politiques, orientation relations internationales	62	25 53	21			
6			M			Master en études européennes	62	25	21			21

6			M			Master en administration publique	62	25 52 53	21			
6	B					Bachelier en sociologie et anthropologie	62	25	21		92	21
6		M				Master en sociologie et anthropologie	62	25	21			
6			M			Master en sociologie	62	25	21			
6			M			Master en anthropologie	62	25	21			
6		M	M			Master en sciences du travail	62	25	21 52			
6			Malt			Master en sciences du travail	62		21 52			
6			M			Master en sciences de la population et du développement	62	25	21			
6					MS	Master de spécialisation en action humanitaire internationale		25				
6					MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en études européennes		25	21			21
6					MS	Master de spécialisation en méthodes quantitatives en sciences sociales		25				
6					MS	Master de spécialisation en sociologie-anthropologie			21			
7	B					Bachelier en droit	62	25	21		92	21
7			M			Master en droit	62	25	21			
7					MS	Master de spécialisation en droit économique			21			
7					MS	Master de spécialisation en droit européen	62	25	21			
7					MS	Master de spécialisation en droit des technologies de l'information et de la communication					92	
7					MS	Master de spécialisation en droit fiscal	62	25	21			
7					MS	Master de spécialisation en droit international		25	21			
7					MS	Master de spécialisation en droit social			21			
7					MS	Master de spécialisation en notariat	62	25	21			
7					MS	Master de spécialisation en droit de l'environnement et droit public immobilier		25				21
7					MScd	Master de spécialisation en droits humains		25			92	21
8			M			Master en criminologie	62	25	21			
9	B					Bachelier : ingénieur de gestion	62	25 53	21	53	92	21
9			M			Master : ingénieur de gestion	62	25 53	21	53	92	
9	B					Bachelier en sciences économiques et de gestion	62	25	21	53	92	21
9	B					Bachelier en sciences économiques, orientation générale			21			
9		M	M			Master en sciences économiques, orientation générale	62	25	21		92	
9			M			Master en sciences économiques, orientation économétrie	62	25	21			
9	B					Bachelier en sciences de gestion	62	53	21	52 53		
9		M	M			Master en sciences de gestion	62	25 52 53	21	52 53	92	
9			M			Master en gestion culturelle	62	53	21			
9			Malt			Master en sales management	62					
9					MS	Master de spécialisation en entrepreneuriat	62					

9					MS	Master de spécialisation en gestion des risques financiers	62					21
9					MScd	Master de spécialisation en microfinance - Specialized master in microfinance			21	53		
9					MScd	Master de spécialisation en économie internationale et du développement - Specialized master in international and development economics		25			92	
10	B					Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation générale	62	25	21	52 53		
10	B					Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation logopédie	62	25	21	53		
10			M			Master en sciences de l'éducation	62	25	21	52 53		
10			M			Master en logopédie	62	25	21			
10			M			Master en sciences psychologiques	62	25	21	53		
10			M			Master en sciences de la famille et de la sexualité		25				
10					MS	Master de spécialisation en cliniques psycho-thérapeutiques intégrées		25				
10					MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur	62	25	21	53	92	
11	B					Bachelier en médecine	62	21	21	53	92	
11				M		Médecin	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en anatomie pathologique	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en anesthésie-réanimation	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en cardiologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en chirurgie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en chirurgie orthopédique	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en dermato-vénéréologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en gastro-entérologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en génétique clinique	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en gériatrie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en gestion de données de santé	62					
11					MSSS	Master de spécialisation en gynécologie-obstétrique	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine aigüe	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine d'urgence	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine du travail	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine interne	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine générale	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine légale	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine nucléaire	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en médecine physique et en réadaptation	62	21	21			
11					MScd	Master de spécialisation en médecine transfusionnelle	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en neurochirurgie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en neurologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en neuropsychiatrie	62					
11					MSSS	Master de spécialisation en oncologie médicale	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en ophtalmologie	62	21	21			

11					MSSS	Master de spécialisation en oto-rhino-laryngologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en pédiatrie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en pneumologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie	62		21			
11					MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie de l'adulte		21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie infanto juvénile	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en radiodiagnostic	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en radiothérapie-oncologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en rhumatologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en stomatologie	62	21	21			
11					MSSS	Master de spécialisation en urologie	62	21	21			
12	B					Bachelier en médecine vétérinaire	62	25	21		92	
12				M		Médecin vétérinaire	62					
12			M			Master one-health - gestion de la santé publique et animale	62					
12					MSSS	Master de spécialisation en sciences vétérinaires: internat clinique	62					
12					MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources animales et végétales en milieux tropicaux	62					
13	B					Bachelier en sciences dentaires	62	21	21			
13			M			Master en sciences dentaires	62	21	21			
13					MSSS	Master de spécialisation en dentisterie générale	62	21	21			
13					MSSS	Master de spécialisation en orthodontie	62	21	21			
13					MSSS	Master de spécialisation en parodontologie	62	21	21			
14	B					Bachelier en sciences biomédicales	62	21	21	53	92	
14		M				Master en sciences biomédicales	62	21	21		92	
14			M			Master en sciences biomédicales	62	21	21	53	92	
14	B					Bachelier en sciences pharmaceutiques	62	21	21	53	92	
14			M			Master en sciences pharmaceutiques	62	21	21			
14					MSSS	Master de spécialisation en pharmacie d'industrie	62	21	21			
14					MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique	62	21	21			
14					MSSS	Master de spécialisation en pharmacie hospitalière	62	21	21			
15			M			Master en sciences de la santé publique	62	21	21			
15					MScd	Master de spécialisation en méthodologie de la santé publique - Specialized master in public health methodology		21	21	53		
16	B					Bachelier en sciences de la motricité, orientation générale	62	25	21			
16		M	M			Master en sciences de la motricité, orientation générale	62	25	21			
16		M	M			Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique	62	25	21			
16	B					Bachelier en kinésithérapie et réadaptation	62	25	21			
16		M				Master en kinésithérapie et réadaptation	62	25	21			
16					MS	Master de spécialisation en ostéopathie			21			
17	B					Bachelier en sciences biologiques	62	25	21	52 53	92	
17		M				Master en sciences biologiques	62	25	21	53	92	
17			M			Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	62	25	21	53	92	

17			M			Master en biologie des organismes et écologie	62	25	21	53	92	
17			M			Master en bioinformatique et modélisation	62	25	21		92	
17			M			Master in molecular microbiology					92	
17	B					Bachelier en sciences chimiques	62	25	21	53	92	
17		M	M			Master en sciences chimiques	62	25	21	53	92	
17			M			Master en science des données	62					
17			M			Master en science des données, orientation statistique		25				
17			M			Master en science des données, orientation technologies de l'information		25				
17	B					Bachelier en sciences géologiques	62	25	21		92	
17		M	M			Master en sciences géologiques	62	25	21			
17	B					Bachelier en sciences géographiques, orientation générale	62	25	21		92	
17			M			Master en sciences géographiques, orientation climatologie	62[1]	25				
17		M	M			Master en sciences géographiques, orientation générale	62	25	21			
17			M			Master en sciences géographiques, orientation géomatique	62					
17			M			Master en sciences géographiques, orientation global change	62					
17			M			Master en océanographie	62 81					
17		M	M			Master en sciences et gestion de l'environnement	62 81		21			
17		M	M			Master en sciences et gestion du tourisme			21			
17	B					Bachelier en sciences informatiques	62	25	21	53	92	
17		M	M			Master en sciences informatiques	62	25	21	52 53	92	
17			Malt			Master en sciences informatiques				52		
17	B					Bachelier en sciences mathématiques	62	25	21	53	92	
17		M	M			Master en sciences mathématiques	62	25	21	53	92	
17			M			Master en statistique, orientation générale	62	25	21			
17			M			Master en statistique, orientation biostatistiques	52 92	25	21			
17			M			Master en sciences actuarielles		25	21			
17	B					Bachelier en sciences physiques	62	25	21	53	92	
17		M	M			Master en sciences physiques	62	25	21	53	92	
17			M			Master en sciences spatiales	62					
17					MS	Master de spécialisation en archéométrie	62					
17					MS	Master de spécialisation en biotechnologie et biologie appliquée	62					
17					MS	Master de spécialisation en climatologie, glaciologie et océanographie	62					
17					MS	Master de spécialisation en cosmos exploration	62					
17					MS	Master de spécialisation en gestion durable de l'énergie	62					
17					MS	Master de spécialisation en informatique et innovation					92	
17					MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources aquatiques et aquaculture	62				92	
17					MS	Master de spécialisation en science des données, big data			21			

[1] Cette habilitation sera supprimée à partir de l'année académique 2022-2023.

17					MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en sciences et gestion de l'environnement et du développement durable		25				
18	B					Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation bioingénieur	92	25	21			
18			M			Master : bioingénieur en chimie et bioindustries	92	25	21			
18			M			Master : bioingénieur en sciences et technologies de l'environnement	92	25	21			
18			M			Master : bioingénieur en gestion des forêts et des espaces naturels	92	25	21			
18			M			Master : bioingénieur en sciences agronomiques	92	25	21			
18			M			Master en sciences agronomiques et industries du vivant	92	25	21			
18					MScd	Master de spécialisation en économie et sociologie rurales	92					
18					MS	Master de spécialisation en génie brassicole		25				
18					MScd	Master de spécialisation en production intégrée et préservation des ressources naturelles en milieu urbain et péri-urbain	62					
18					MScd	Master de spécialisation en protection des cultures tropicales et subtropicales	92	25				
18					MScd	Master de spécialisation en sciences et technologie des aliments	62	25				
19	B					Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil	62	25	21	52 53		
19			M			Master : ingénieur civil biomédical	62	25	21			
19			M			Master : ingénieur civil des constructions	62	25	21			
19			M			Master : ingénieur civil des mines et géologue	62			53		
19			M			Master : ingénieur civil électricien	62	25	21	53		
19			M			Master : ingénieur civil électromécanicien	62	25	21			
19			M			Master : ingénieur civil en aérospatiale	62					
19			M			Master : ingénieur civil en chimie et science des matériaux	62	25	21	53		
19			M			Master : ingénieur civil en informatique	62	25	21			
19			M			Master : ingénieur civil en informatique et gestion				52 53		
19			M			Master : ingénieur civil en mathématiques appliquées		25				
19			M			Master : ingénieur civil en science des données	62	25				
19			M			Master : ingénieur civil mécanicien	62	25	21	53		
19			M			Master : ingénieur civil physicien	62	25	21			
19	B					Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte	62	25	21	53		
19			M			Master : ingénieur civil architecte	62	25	21	53		
19					MScd	Master de spécialisation en transport et logistique			21		92	
19					MS	Master de spécialisation en génie nucléaire	62	25	21			
19					MS	Master de spécialisation en gestion des risques et bien-être au travail	62	25	21	53		
19					MS	Master de spécialisation en nanotechnologies	62	25	21	53	92	
19					MS	Master de spécialisation en conservation-restauration du patrimoine culturel immobilier	62	25	21	53		
19					MS	Master de spécialisation en construction navale	62					
19					MS	Master de spécialisation en gestion industrielle et technologique			21			
19					MS	Master de spécialisation en gestion totale de la qualité				52		
19					MS	Master de spécialisation en risques industriels et sûreté de fonctionnement			21			
19					MS	Master de spécialisation en ressources en eau	62	25			92	
20	B					Bachelier en architecture	62	21 57	21	53		

20			M			Master en architecture	62	21 57	21	53		
20					MS	Master de spécialisation en urbanisme et aménagement du territoire	62	25	21			
25			M			Master en arts du spectacle	62	25	21			
1 3 4					MS	Master de spécialisation en cultures et pensées cinématographiques					92	
1 6 9	B					Bachelier en sciences philosophique, politique et économique		25				

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°3 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

« Annexe 3. – L'annexe III.2 au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »

III. 2. Habilitations des Hautes Ecoles

Légende

HEPL : Haute Ecole de la Province de Liège
HELHa : Haute Ecole Louvain en Hainaut
HEPHC : Haute Ecole provinciale de Hainaut - Condorcet
HE Vinci : Haute Ecole Léonard de Vinci
HELMo : Haute Ecole libre mosane
HENaLLux : Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg
HEG : Haute Ecole Galilée
EPHEC : Haute Ecole Ephec
HEH : Haute Ecole en Hainaut
HECh : Haute Ecole Charlemagne
HE ICHEC-ECAM-ISFSC : Haute Ecole ICHEC-ECAM-ISFSC
HEFF : Haute Ecole Francisco Ferrer
HE2B : Haute Ecole Bruxelles – Brabant
HEAJ : Haute Ecole Albert Jacquard
HELB : Haute Ecole libre de Bruxelles - Ilya Prigogine
HERS : Haute Ecole Robert Schuman
HEL : Haute Ecole de la Ville de Liège
HELdB : Haute Ecole Lucia de Brouckère
HEPN : Haute Ecole de la Province de Namur

Balt : bachelier en alternance
Malt : master en alternance
BScd : bachelier de spécialisation - coopération au développement

Voir la légende de l'annexe II pour le surplus.

Domaine	TC			TL			Habilitations L'habilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.	HEPL	HELHa	HEPHC	HE Vinci	HELMo	HENaLLux	HEG	EPHEC	HEH	HECh	HE ICHEC-ECAM-ISFSC	HEFF	HE2B	HEAJ	HELB	HERS	HEL	HELdB	HEPN
	B180	B240	BS	B180	M60	M120																			
5	B						Bachelier : bibliothécaire-documentaliste	62					92							21						
5	B						Bachelier en communication	62	57	52								21							
5	B						Bachelier en écriture multimédia	62		52								21							
5			BS				Bachelier de spécialisation en gestion et préservation de l'information						92													
5				B			Bachelier en communication appliquée							21												

5					M		Master en communication appliquée – animation socioculturelle et éducation permanente							21												
5						M	Master en communication appliquée spécialisée – animation socioculturelle et éducation permanente							21												
5					M		Master en communication appliquée – publicité et communication commerciale							21												
5						M	Master en communication appliquée spécialisée – publicité et communication commerciale							21												
5					M		Master en communication appliquée – relations publiques							21												
5						M	Master en communication appliquée spécialisée – relations publiques							21												
5					M		Master en presse et information							21												
5						M	Master en presse et information spécialisées							21												
6	B						Bachelier : assistant social	62	25 52 53	52		62	92			53 57		21		21		21				
6	B						Bachelier : conseiller social									53										
6	B						Bachelier en écologie sociale															21				
6	B						Bachelier en gestion des ressources humaines	62	57	52			92						21							
6			BS				Bachelier de spécialisation en gestion du social						92													
6			BS				Bachelier de spécialisation en médiation	62																		
6			BS				Bachelier de spécialisation en sciences et techniques du jeu													21						

6			BS				Bachelier de spécialisation en travail psychosocial en santé mentale												21						
6						M	Master en ingénierie et action sociales												21						
7	B						Bachelier en assurances et gestion du risque			53		62						21		92					
7	B						Bachelier en droit	62		52		62	92		21	57				21				21	
9	B						Bachelier : assistant de direction		52 53	52 53 57		62 63	81	21		57	61 63		21	21	92		84	62	25	92
9	B						Bachelier en international business	62		52		62			21										
9	B						Bachelier en comptabilité	62	53	52 53 57		62	81 92		21 25				21		92		84	62	21	
9	B						Bachelier : conseiller en développement durable																		92
9	B						Bachelier en coopération internationale																		92
9	B						Bachelier en e-business	62		57					21 25										
9	B						Bachelier en gestion hôtelière, orientation arts culinaires		58[1]																92
9	B						Bachelier en gestion hôtelière, orientation management		58[2]	53							63						62	21 25	92
9	B						Bachelier en immobilier			52 57															
9	B						Bachelier en management de la logistique		58[3]	53									21						
9	B						Bachelier en management du tourisme et des loisirs		58[4]	53				21		57	62							21	
9	B						Bachelier en marketing	62	58[5]	53		62	92		21 25									21	
9	B						Bachelier en relations publiques		52												92	21		62	21	
9	B						Bachelier en sciences administratives et gestion publique												21					62		

[1] L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.

[2] L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.

[3] L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.

[4] L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.

[5] L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.

9			BS				Bachelier de spécialisation en administration des maisons de repos												21					62		
9			BS				Bachelier de spécialisation en management de la distribution			53							62								21	
9			BS				Bachelier de spécialisation en management hôtelier																		21	92
9							Agrégé de l'enseignement secondaire supérieur *[accessible au Master en sciences commerciales, Master : Ingénieur commercial, Master en sciences administratives, Master en gestion de l'entreprise et Master en gestion publique]*											21	21							
9				B			Bachelier en gestion de l'entreprise											21	21							
9					M		Master en sciences commerciales											21	21							
9				B			Bachelier en gestion publique												21							
9					M		Master en sciences administratives												21							
9						M	Master en gestion publique												21							
9						Malt	Master en facility management	62																		
9				B			Bachelier : ingénieur commercial											21	21							
9						M	Master : ingénieur commercial											21	21							
9						M	Master en gestion de l'entreprise											21	21							
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques			53				21		53					92			62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique	62		58	21	62	92				62		21	25			85			

10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère		52 55 57	53	25	62	82 92	21		53	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale			53						57	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et éducation à la philosophie et citoyenneté		52 55 57	53	25	62	82 92	21		57	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion		52 55 57		25	62	82 92	21												
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques		52 55 57	53	25	62	82 92	21		53	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématiques		52 55 57	53	25	62	82 92	21		53 57	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences : biologie, chimie, physique		52 55 57	53	25	62	82 92	21		53	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences économiques et sciences économiques appliquées		52 55	53	25	62	82 92	21		53	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales		52 55 57	53	25	62	82 92	21		53 57	62		21	21 25			85	62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation bois - construction		53																	

10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation économie familiale et sociale			53		62	92								21				62		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation électromécanique		53																		
10	B						Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation habillement			52																	
10	B						Bachelier : assistant en psychologie	62			21															
10	B						Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives				21	62														
10	B						Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif	62	52	52		62				53 57	62			21			85		25	
10	B						Bachelier : instituteur préscolaire		52 55 57	53	25	62	82 92	21		57	62		21	21	92		85	62		
10	B						Bachelier : instituteur primaire		52 53 55 57	52 53 58	25	61 62 63	82 92	21		53 57	61 62 63		21	21 25	92		85	62	21 25	
10	B						Bachelier en activité physique inclusive et prévention santé			58[6]																
10	B						Bachelier en logopédie	62		53	21												84	62		
10			BS				Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels	62																		
10			BS				Bachelier de spécialisation en orthopédagogie			53		62	92							21						
10			BS				Bachelier de spécialisation en psychomotricité	62	52		21										92					
14	B						Bachelier en diététique	62		57	21														21	
14	B						Bachelier : technologue de laboratoire médical	62	52	52 53	21	62					62		21							

[6] Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

14			BS				Bachelier de spécialisation en biotechnologies médicales et pharmaceutiques	62																		
14			BS				Bachelier de spécialisation en diététique sportive	62																		
15	B						Bachelier en orthoptie	62																		
15	B						Bachelier en audiologie	62			21															
15	B						Bachelier en bandagisterie - orthésiologie - prothésiologie													21						
15	B						Bachelier en soins infirmiers	61 62 63	52 57 58	52 53 57	21 25	62	92	21					21			21	84			92
15	B						Bachelier : hygiéniste bucco-dentaire	62														21				
15		B					Bachelier : infirmier responsable de soins généraux	61 62 63	52 57 58	51 52 53 57	21 25	62	92	21					21			21	84			92
15		B					Bachelier : sage-femme	62	52	53	21	62	92						21			21				92
15	B						Bachelier : technologue en imagerie médicale	62	52		21															
15			BS				Bachelier de spécialisation en anesthésie				21															
15			BS				Bachelier de spécialisation en art thérapie															21				
15			BS				Bachelier de spécialisation en imagerie médicale et radiothérapie		57					21												
15			BS				Bachelier de spécialisation en imagerie médicale diagnostique et interventionnelle		52					21												
15			BS				Bachelier de spécialisation en oncologie	62	52		21											21				
15			BS				Bachelier de spécialisation en pédiatrie et néonatologie	62		53	21 (BScd)	62							21			21				92
15			BS				Bachelier de spécialisation en soins péri-opératoires	62			21		92						21							
15			BS				Bachelier de spécialisation en santé communautaire	62			21	62	92	21								21	84			

15			BS				Bachelier de spécialisation en santé mentale et psychiatrie	62	57		21								21							92
15			BS				Bachelier de spécialisation en soins intensifs et aide médicale urgente	62	52	53	21	62	92									21	84			
15			BS				Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie	62	57		21									21						92
16	B						Bachelier en ergothérapie	62	52	52 57	21															
16	B						Bachelier en podologie-podothérapie			52	21											21				
16	B						Bachelier en psychomotricité			57	21															
16				B			Bachelier en kinésithérapie	62	52	52 57	21									21		21	84			
16					M		Master en kinésithérapie	62	52	52 57	21									21		21	84			
17	B						Bachelier en informatique de gestion	62	52 53	52 53	21	62	92							21		21	84			
17	B						Bachelier en informatique et systèmes, orientation informatique industrielle	62	52											21						
17	B						Bachelier en informatique et systèmes, orientation réseaux et télécommunications	62								53				21						
17	B						Bachelier en informatique et systèmes, orientation robotique					62														
17	B						Bachelier en informatique et systèmes, orientation sécurité des systèmes					62	92													
17	B						Bachelier en informatique et systèmes, orientation technologie de l'informatique		57				92		25									62		
17						M	Master en gestion globale du numérique															21				
17			BS				Bachelier de spécialisation en sécurité des réseaux et systèmes informatiques													21						
17						M	Master en architecture des systèmes informatiques	62																		

18	B						Bachelier en agronomie, orientation agro-industries et biotechnologies	63	52	51															91
18	B						Bachelier en agronomie, orientation agronomie des régions chaudes			51															
18	B						Bachelier en agronomie, orientation environnement	63		51															91
18	B						Bachelier en agronomie, orientation forêt et nature	63		51															
18	B						Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion agricoles	63		51							61								91
18	B						Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion horticoles			51							92								
18	B						Bachelier en agronomie, orientation technologie animalière		52																
18	B						Bachelier en architecture des jardins et du paysage										92							21	
18	B						Bachelier en gestion de l'environnement urbain																	21	
18			BS				Bachelier de spécialisation en gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires										61								
18			BS				Bachelier de spécialisation en agriculture biologique																		91
18				B			Bachelier en sciences agronomiques			51							61 92								
18						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation agronomie			51							61								
18						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation bio-industries			51							61								
18						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation environnement			51							92								
19	Balt						Bachelier en mécatronique et robotique						62												

19	B						Bachelier en aérotechnique, orientation pilotage d'aéronefs			52																
19	B						Bachelier en aérotechnique, orientation construction aéronautique			52																
19	B						Bachelier en aérotechnique, orientation techniques d'entretien			52																
19	B						Bachelier en automatisation			57		62	92		21											
19	B						Bachelier en automobile		53															62		
19	B						Bachelier en chimie, orientation biochimie	62		51																
19	B						Bachelier en chimie, orientation biotechnologie	62		51																
19	B						Bachelier en chimie, orientation chimie appliquée		53	51	21													62		
19	B						Bachelier en chimie, orientation environnement		53														81	62		
19	B						Bachelier en construction	63	53													84			
19	B						Bachelier en domotique		52																
19	B						Bachelier en électromécanique, orientation climatisation et techniques du froid		57													81			
19	B						Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance			52			62 81		21											
19	B						Bachelier en électromécanique, orientation mécanique	62																		
19	B						Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée		53							53							62		
19	B						Bachelier en électronique, orientation électronique médicale																	21		
19	B						Bachelier en énergies alternatives et renouvelables																62			
19	B						Bachelier en prévention, sécurité industrielle et environnement												21			81				

19	B						Bachelier en techniques de l'image, orientation techniques de la cinématographie															21				
19	B						Bachelier en techniques de l'image, orientation techniques de la photographie															21				
19	B						Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques de l'édition											21					62		
19	B						Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques	62								53			21		92					
19	B						Bachelier en techniques et services					62														
19	B						Bachelier en textile, orientation techniques de mode					62														
19			BS				Bachelier de spécialisation en informatique médicale																	21		
19			BS				Bachelier de spécialisation en développement de jeux vidéo														92					
19						Malt	Master : business analyst											21								
19						Malt	Master en génie analytique, orientation biochimie		53																	
19						Malt	Master en gestion de chantier spécialisé en construction durable																84			
19						Malt	Master en gestion de la maintenance électromécanique			52																
19						Malt	Master en gestion de production	62	53																	
19				B			Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel	62	52 53	52 57		62	85			53		21		21			81		21	
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation aérotechnique			52																
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation automatisation			57			85					21								
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation biochimie	62	53	51															21	

19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation chimie	62	53										21					21	
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation construction	62								53		21								
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électricité			52									21							
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électromécanique	62	53				85					21								
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électronique	62	53									21	21							
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation physiques nucléaire et médicale												21							
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation génie énergétique durable					62														
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation géomètre	62								53		21								
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation industrie			57		62										81				
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation informatique	62								53		21	21							
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé											21								
19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation mécanique												21							
22	B						Bachelier en arts graphiques			53																
22	B						Bachelier en arts du tissu												21							
22	B						Bachelier en publicité		53										21							
22	B						Bachelier : styliste-modéliste												21							
22			BS				Bachelier de spécialisation en accessoires de mode												21							

22			BS				Bachelier de spécialisation en innovation en textiles et surfaces souples											21							

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°4 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

« Annexe 4. – L'annexe III.3 au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »

III. 3. Habilitations des écoles supérieures des arts

Légende
ARBA Bxl : Académie royale des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles - Ecole supérieure des Arts
La Cambre : Ecole nationale supérieure des Arts visuels de La Cambre
St-Luc Bxl : Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles
ERG : Ecole supérieure des Arts - Ecole de Recherche graphique
Le 75 : Ecole supérieure des Arts de l'Image LE 75
BAL : Beaux-Arts de Liège - École Supérieure des Arts
St-Luc Liège : Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Liège
Arts² : Arts²
AC Tournai : Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai
St-Luc Tournai : Ecole supérieure des Arts Institut Saint-Luc à Tournai
IMEP : Institut supérieur de Musique et de Pédagogie
CRB : Conservatoire royal de Bruxelles
CRL : Conservatoire royal de Liège
INSAS : Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion
IAD : Institut des Arts de Diffusion
ESAC : Ecole supérieure des Arts du Cirque

Voir la légende de l'annexe II pour le surplus.

Domaine	TC		TL			Habilitations L'habilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.	ARBA Bxl	La Cambre	St-Luc Bxl	ERG	Le 75	BAL	St-Luc Liège	Arts²	AC Tournai	St-Luc Tournai	IMEP	CRB	CRL	INSAS	IAD	ESAC
	B180	B180	M60	M120	MS																
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques			21												
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée							62								
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : création d'intérieurs			21							57					
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin et technologie en architecture			21												
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme			21		21					57					
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration			21				62								
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images plurielles imprimées					21										
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture					21		62								
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie					21		62			57					
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité			21				62			57					
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture							62								

22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme d'objets ou esthétique industrielle									57							
22	B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme de mode									57							
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur	21	21	21				62	53	57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur		21	21					53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur	21	21	21				62	53	57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : art dans l'espace public	21																
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art dans l'espace public	21																
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques				21				53	57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques				21				53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques				21				53	57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée				21		62			57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée				21					57								
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée				21		62			57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée - éditions			21														
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée - éditions			21														
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : céramique		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : céramique		21															
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : cinéma d'animation		21		21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : cinéma d'animation		21		21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique		21		21			62	53	57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique		21		21			62	53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique		21		21			62	53	57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle	21																
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle	21																
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : conservation et restauration des oeuvres d'art		21					62											
22			M	M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : conservation et restauration des oeuvres d'art		21					62										
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design du livre et du papier		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design du livre et du papier		21															
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel		21					62										
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel		21					62										
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design numérique				21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design numérique				21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile	21	21							57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile	21	21							57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain	21							53									
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain								53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain	21							53									
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin	21	21		21				53	57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin		21		21				53									

22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin	21	21		21				53	57							
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain	21	21															
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain	21	21															
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme				21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme				21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure	21			21		62		53									
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure				21				53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure	21			21		62		53									
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure et image imprimée		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure et image imprimée		21															
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration	21			21		62			57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration				21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration	21			21		62			57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images dans le milieu								53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : images dans le milieu								53									
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : installation, performance				21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : installation, performance				21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : lithographie	21																
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : lithographie	21																
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture	21	21		21		62		53	57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture		21		21				53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture	21	21		21		62		53	57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie	21	21		21													
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie		21		21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie	21	21		21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité				21		62			57								
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité				21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité				21		62			57								
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture	21	21		21		62		53									
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture		21		21				53									
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture	21	21		21		62		53									
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie	21			21													
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie				21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie	21			21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme et création de mode		21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme et création de mode		21															
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : tapisserie - arts textiles	21																
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : tapisserie - arts textiles	21																
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : typographie		21		21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : typographie		21		21													
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie		21				62											
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie		21															

22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie		21				62										
22		B				Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie				21		62										
22			M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie				21												
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie				21		62										
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : accessoires		21														
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art en réseau		21														
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design d'innovation sociale			21													
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espaces audio-vidéo		21														
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : industries de création	21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : politique et expérimentation graphiques				21												
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques éditoriales	21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques de l'art - outils critiques				21												
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques de l'exposition	21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques et théories de l'art	21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : récits et expérimentation				21												
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie de produits	21															
22				M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : textes et création littéraire		21														
22					MScd	Master de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : design d'innovation sociale			21													
23	B					Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique										92						
23	B					Bachelier en musique : formation musicale							53			92	21	62				
23	B					Bachelier en musique : formation de musicien intervenant											21					
23	B					Bachelier en musique : lutherie										83 92						
23	B					Bachelier en musique : musiques improvisées de tradition orale												62				
23	B					Bachelier en musique : rythmes et rythmiques											21					
23		B				Bachelier en musique : accordéon							53			92	21	62				
23				M		Master en musique : accordéon							53			92	21	62				
23		B				Bachelier en musique : alto							53			92	21	62				
23				M		Master en musique : alto							53			92	21	62				
23		B				Bachelier en musique : art lyrique							53			92	21	62				
23				M		Master en musique : art lyrique							53			92	21	62				
23		B				Bachelier en musique : basse continue et continuo							53			92	21					
23				M		Master en musique : basse continue et continuo							53			92	21					
23		B				Bachelier en musique : basson							53			92	21	62				
23				M		Master en musique : basson							53			92	21	62				
23		B				Bachelier en musique : basson baroque et classique							53			92	21					
23				M		Master en musique : basson baroque et classique							53			92	21					
23		B				Bachelier en musique : batterie											21					
23				M		Master en musique : batterie											21					
23		B				Bachelier en musique : chant							53			92	21	62				
23				M		Master en musique : chant							53			92	21	62				
23		B				Bachelier en musique : chant jazz											21					

23				M		Master en musique : chant jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : clarinette								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : clarinette								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : clarinette classique et baroque								53			92	21				
23				M		Master en musique : clarinette classique et baroque								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : clarinette jazz												21				
23				M		Master en musique : clarinette jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : clavecin								53			92	21				
23				M		Master en musique : clavecin								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : composition								53				21	62			
23				M		Master en musique : composition								53				21	62			
23		B				Bachelier en musique : composition et arrangement jazz												21				
23				M		Master en musique : composition et arrangement jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : composition, musiques appliquées et interactives								53								
23				M		Master en musique : composition, musiques appliquées et interactives								53								
23		B				Bachelier en musique : contrebasse								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : contrebasse								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : contrebasse et violone								53			92	21				
23				M		Master en musique : contrebasse et violone								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : contrebasse jazz												21				
23				M		Master en musique : contrebasse jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : cor								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : cor								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : cor naturel								53			92	21				
23				M		Master en musique : cor naturel								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : cornemuse								53			92	21				
23				M		Master en musique : cornemuse								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : cornet à bouquin								53			92	21				
23				M		Master en musique : cornet à bouquin								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : flûte à bec								53			92	21				
23				M		Master en musique : flûte à bec								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : flûte jazz												21				
23				M		Master en musique : flûte jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : flûte traversière								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : flûte traversière								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : flûte traversière baroque et classique								53			92	21				
23				M		Master en musique : flûte traversière baroque et classique								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : guitare								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : guitare								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : guitare basse												21				
23				M		Master en musique : guitare basse												21				
23		B				Bachelier en musique : guitare jazz												21				
23				M		Master en musique : guitare jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : harmonica												21				

23				M		Master en musique : harmonica												21				
23		B				Bachelier en musique : harpe								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : harpe								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : harpe ancienne								53			92	21				
23				M		Master en musique : harpe ancienne								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : hautbois								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : hautbois								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : hautbois baroque et classique								53			92	21				
23				M		Master en musique : hautbois baroque et classique								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : informatique musicale											92					
23				M		Master en musique : informatique musicale											92					
23		B				Bachelier en musique : luth et cordes pincées								53			92	21				
23				M		Master en musique : luth et cordes pincées								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : mandoline								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : mandoline								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : musette								53			92	21				
23				M		Master en musique : musette								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : musique électroacoustique – composition acousmatique								53								
23				M		Master en musique : musique électroacoustique – composition acousmatique								53								
23		B				Bachelier en musique : musique électroacoustique – composition mixte								53								
23				M		Master en musique : musique électroacoustique – composition mixte								53								
23		B				Bachelier en musique : orgue								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : orgue								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : percussions								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : percussions								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : piano								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : piano								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : piano jazz												21				
23				M		Master en musique : piano jazz												21				
23				M		Master en musique : piano d'accompagnement								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : pianoforte								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : saxophone								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : saxophone								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : saxophone jazz												21				
23				M		Master en musique : saxophone jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : trombone								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : trombone								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : trombone et sacqueboute								53			92	21				
23				M		Master en musique : trombone et sacqueboute								53			92	21				
23		B				Bachelier en musique : trombone jazz												21				
23				M		Master en musique : trombone jazz												21				
23		B				Bachelier en musique : trompette								53			92	21	62			
23				M		Master en musique : trompette								53			92	21	62			
23		B				Bachelier en musique : trompette jazz												21				

23				M		Master en musique : trompette jazz												21						
23		B				Bachelier en musique : trompette naturelle								53			92	21						
23				M		Master en musique : trompette naturelle								53			92	21						
23		B				Bachelier en musique : tuba								53			92	21	62					
23				M		Master en musique : tuba								53			92	21	62					
23		B				Bachelier en musique : vibraphone												21						
23				M		Master en musique : vibraphone												21						
23		B				Bachelier en musique : viole de gambe								53			92	21						
23				M		Master en musique : viole de gambe								53			92	21						
23				M		Master en musique : viole d'amour													62					
23		B				Bachelier en musique : violon								53			92	21	62					
23				M		Master en musique : violon								53			92	21	62					
23		B				Bachelier en musique : violon baroque								53			92	21						
23				M		Master en musique : violon baroque								53			92	21						
23		B				Bachelier en musique : violon jazz												21						
23				M		Master en musique : violon jazz												21						
23		B				Bachelier en musique : violoncelle								53			92	21	62					
23				M		Master en musique : violoncelle								53			92	21	62					
23		B				Bachelier en musique : violoncelle baroque								53			92	21						
23				M		Master en musique : violoncelle baroque								53			92	21						
23				M		Master en musique : direction chorale								53			92	21	62					
23				M		Master en musique : direction d'orchestre								53				21	62					
23				M		Master en musique : écritures classiques								53			92	21	62					
23				M		Master en musique : éducation musicale											92							
23				M		Master en musique : formation musicale								53			92	21	62					
24		B				Bachelier en théâtre et arts de la parole : art dramatique								53				21	62					
24			M	M		Master en théâtre et arts de la parole : art dramatique								53				21	62					
24				M		Master en théâtre et arts de la parole : production théâtrale - porteur de projet													62					
25	B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : arts du cirque																		21
25	B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : image															21	25		
25	B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : montage et scripte															21	25		
25	B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : multimédia																25		
25	B					Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : son															21	25		
25		B				Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : interprétation dramatique															21	25		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : interprétation dramatique															21	25		
25		B				Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : réalisation cinéma et radio-télévision															21	25		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité réalisation															21	25		

25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité gestion de production														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité assistanat														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité écriture														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité image														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité son														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité montage														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité assistanat														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et technique de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité écriture														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité gestion de production														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité montage														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation multimédia														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation radio - télévision														21	25	
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité son														21	25	
25		B				Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication														21		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité écriture														21		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité gestion de production														21		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité interprétation														21		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité mise en scène														21		
25			M	M		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité scénographie, décors et costumes														21		
26		B				Bachelier en danse : interprétation								53 52 21								
26			M			Master en danse : interprétation								53 52 21								

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l’Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°5 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

« Annexe 5. – L'annexe III.4 au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »

III. 4. Cohabilitations conditionnelles

Légende

Voir la légende de l'annexe II et des tableaux précédents de la présente annexe.

Domaine	Forme d'enseignement	TC			TL				Cohabilitations La cohabilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.	EES Partenaires	Arrondissements
		B180	B240	BS	B180	M60	M120	MS			
1	U							MS	Master de spécialisation en philosophie et théories politiques	ULB, ULg, UNamur	21, 62, 92
5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – animation socioculturelle et éducation permanente	HEG, UCL, ULB	21, 25
5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – éducation aux médias	HEG, UCL, ULB	21, 25
5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – publicité et communication commerciale	HEG, UCL, ULB	21, 25
5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – relations publiques	HEG, UCL, ULB	21, 25
5	HE+U						M		Master en communication - management d'événements	HEG, ULB	21
5	HE+U						M		Master en presse et information spécialisées	HEG, UCL, ULB	21, 25
5	HE+U						M		Master en stratégie de la communication et culture numérique	HE ICHEC-ECAM-ISFSC, USL-B	21
6	HE	B							Bachelier : assistant social	HENaLLux, HERS	81
6	HE+EPS	B							Bachelier : assistant social	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Frameries, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Colfontaine-Jurbise, EAFC des Hauts-Pays, EAFC Jean Meunier, HEH	53

6	EPS	B							Bachelier : assistant social	Cours pour éducateurs en fonction, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale (IPESPS), Ecole de Commerce et d'Informatique (ECI)	62
6	HE						M		Master en ingénierie et action sociales	HENaLLux, HELHa	92, 25
6	HE						M		Master en ingénierie et action sociales	HELMo, HEPL	62
6	HE						M		Master en ingénierie et action sociales	HEPHC, HEH	52, 56
6	HE+U						M		Master en ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	HEPL, ULg	62
6	HE+U						M		Master en transitions et innovations sociales	UMons, UCL, HEH, HEPHC, HELHa	53
6	U				B				Bachelier en sciences humaines et sociales	UMons, ULB	52
6	U							MS	Master de spécialisation en études de genre	UCL, ULB, USL-B, ULg, UNamur, UMons	21, 25, 53, 62, 92
7	U				B				Bachelier en droit	ULB, UMons	53
7	U							MS	Master de spécialisation en approche interdisciplinaire des droits de l'enfant	ULB, UNamur, ULg, UCL, USL-B	21, 92, 62, 25
9	EPS	B							Bachelier : assistant de direction	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Morlanwelz – Mariemont, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	58, 57
9	HE	B							Bachelier en commerce et développement	HE2B, HEFF	21
9	EPS	B							Bachelier en commerce extérieur[1]	Ecole supérieure des Affaires, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur	92
9	EPS	B							Bachelier en international business	Ecole supérieure des Affaires, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur	92
9	EPS	B							Bachelier en commerce extérieur[2]	EAFC Evere, EAFC Uccle	21
9	EPS	B							Bachelier en international business	EAFC Evere, EAFC Uccle	21
9	EPS	B							Bachelier en comptabilité	EAFC Jean Meunier, EAFC des Hauts-Pays	53
9	EPS	B							Bachelier en comptabilité	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz, EAFC Ath	57, 51
9	HE	B							Bachelier en coopération internationale	HELMo, HEPL	62
9	EPS	B							Bachelier en coopération internationale	EAFC Evere, EAFC Uccle	21
9	EPS	B							Bachelier en e-business	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur, Centre d'études supérieures d'Optométrie appliquées	92

[1] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025

[2] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025

9	HE+EPS	B							Bachelier en éco-solidarité	EAFC Jean Meunier, HEH, HEPHC, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, EAFC des Hauts-Pays	53, 52, 62
9	HE	B							Bachelier en immobilier	HECh, HEAJ	62, 61
9	HE	B							Bachelier en management de la logistique	HECh, HEPL	62
9	HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	HECh, HERS	62, 84
9	EPS+HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	EAFC Uccle, HEG	21
9	EPS	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	Institut Libre de formation permanente, Ecole supérieure des Affaires	92
9	EPS	B							Bachelier en marketing	Université du travail - Institut d'enseignement technique commercial, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Henri La Fontaine	52, 53
9	EPS	B							Bachelier en vente[3]	EAFC des Hauts-Pays, EAFC Jean Meunier, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	53
9	EPS	B							Bachelier : sales account manager[4]	EAFC des Hauts-Pays, EAFC Jean Meunier, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	53
9	EPS	B							Bachelier en vente[5]	Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur, Ecole supérieure des Affaires	92
9	EPS	B							Bachelier : sales account manager	Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur, Ecole supérieure des Affaires	92
9	EPS	B							Bachelier en sciences administratives et gestion publique	Ecole supérieure des Affaires, Institut provincial de formation sociale	92
9	HE+EPS			BScd					Bachelier de spécialisation en business data analysis	EPHEC, EPHEC Promotion sociale, HE Vinci	21
9	HE+EPS			BS					Bachelier de spécialisation en business data analysis	HENaLLux, Ecole supérieure des Affaires	92
9	HE+EPS			BS					Bachelier de spécialisation en digital integrated supply chain	EPHEC, EPHEC Promotion sociale, HEG	21
9	HE+U						M		Master en gestion de l'entreprise	HE ICHEC-ECAM-ISFSC, HEFF, UCL, ULB	21, 25
9	HE				B				Bachelier en gestion publique	HEPL, HELMo	62
9	HE						M		Master en gestion publique	HEPL, HELMo	62
9	HE						Malt		Master en facility management	HELB, HE2B, HEFF, HELdB	21
9	HE+U						M		Master : ingénieur commercial	HE ICHEC-ECAM-ISFSC, UCL, ULB	21, 25
9	HE						Malt		Master en expertise comptable et fiscale	HELMo, HEPL, HENaLLux	62, 92

[3] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.
[4] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026.
[5] Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

9	HE+EPS						Malt		Master en expertise comptable et fiscale	HEFF, HELdB, E.P.F.C.1, E.P.F.C.3	21
9	HE						Malt		Master en expertise comptable et fiscale	HELHa, EPHEC	53, 25
9	U							MS	Master de spécialisation en accompagnement des professionnels de l'éducation, du management, de la santé et de l'action sociale	UNamur, UMons, HENaLLux	92
9	U							MS	Master de spécialisation en économie sociale	UCL, ULg	25, 62
9	U							MS	Master de spécialisation en entreprises et politiques économiques européennes	UCL, USL-B	25
10	HE	B							Bachelier en coaching sportif	HE Vinci, HEFF, HEG, HE2B	21, 25
10	HE	B							Bachelier en coaching sportif	HECh, HEPL	62
10	EPS	B							Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale et de formation continuée, Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon	25
10	HE			BS					Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires	HE2B, HEFF, HELdB	21, 25
10	HE			BS					Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires	HELMo, HECh	62
10	HE			BS					Bachelier de spécialisation en gérontologie psycho-éducative	HEPHC, HELHa, HEH	52
10	HE+EPS			BS					Bachelier de spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique	Institut provincial de formation sociale, HEPN	92
10	HE+EPS			BS					Bachelier de spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique	Cours pour éducateurs en fonction, HELMo	62
10	HE			BS					Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement	HE2B, HEFF	21
10	HE			BS					Bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement	HEFF, HE Vinci, HE2B	21, 25
10	HE			BS					Bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement	HECh, HEPL, HELMo	62
10	U						M		Master en orthopédagogie clinique	UMons, ULB, ULg	53, 62, 21
14	HE	Balt							Bachelier en biopharmaceutique	HELHa, HEPHC	52
14	HE+EPS	B							Bachelier en diététique[6]	HEPHC, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry	52
14	U						M		Master en sciences pharmaceutiques	UMons, ULB	53
14	U						M		Master en sciences pharmaceutiques	UNamur, UCL	21, 92
14	U							MSSS	Master de spécialisation en dermopharmacie et cosmétologie	ULB, ULg	21, 62
15	HE+EPS	B							Bachelier en orthoptie	HELB, Institut supérieur de promotion sociale libre de Bruxelles – Ilya Prigogine, HE Vinci	21
15	HE+EPS			BS					Bachelier de spécialisation : cadre de santé[7]	Institut provincial de formation sociale, HEPN	92
15	HE			BS					Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie	HEG, HELHa, HENaLLux, HEPL, HE Vinci, HEPN	21, 52, 62
15	HE+U						M		Master en sciences infirmières	HELB, HEG, HE Vinci, HEFF, ULB, UCL	21
15	HE+U						M		Master en sciences infirmières	HEPHC, UMons, ULB	21, 52, 53, 57
15	HE+U						M		Master en sciences infirmières	ULg, HEPL, HELMo, HERS	62
15	HE+U						M		Master en sciences infirmières	HENaLLux, HELHa, HEPN, UCL, UNamur	92

[6] Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

[7] Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

15	U							MScd	Master de spécialisation en science de la santé publique - analyse et évaluation des politiques programmes et systèmes de santé internationale	UCL, ULB	21
16	HE	B							Bachelier en ergothérapie	HELB, HE2B	21
16	HE	B							Bachelier en psychomotricité	HEAJ, HEPN	92
16	HE	B							Bachelier en psychomotricité	HELMo, HEPL	62
16	HE+EPS	B							Bachelier en psychomotricité	HELHa, Centre d'enseignement supérieur pour adultes à Roux	52
16	EPS	B							Bachelier en psychomotricité	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège, Cours pour éducateurs en fonction	62
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	EAFC Sud-Luxembourg, EAFC Famenne Ardenne	81, 83
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	53, 57
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	EAFC Mouscron Wallonie picarde, Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	57
17	EPS	B							Bachelier en informatique et systèmes, orientation sécurité des systèmes	EAFC Uccle, E.P.F.C.1, EPHEC Promotion sociale, Institut technique supérieur Cardinal Mercier - Promotion sociale	21
17	HE			BS					Bachelier de spécialisation en sécurité des réseaux et systèmes informatiques	HEPHC, HEH	57
17	U				B				Bachelier en sciences biologiques	ULB, UMons	52
17	U						M		Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	ULB, UMons	52
17	U				B				Bachelier en sciences informatiques	UCL, UNamur	52
17	U						M		Master en sciences informatiques	UNamur, ULB, UMons	52
17	HE+U						M		Master en architecture des systèmes informatiques	HENaLLux, UNamur	83, 92
17	HE+U						M		Master en cybersécurité	ULB, Ecole Royale militaire, UNamur, UCL, HE2B, HELB	21, 25 92
17	U						M		Master en smart rurality	UNamur, UCL, ULg	92, 25, 62, 81
17	U							MScd	Master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes à l'ère de l'anthropocène	ULg, UNamur	81
17	U							MScd	Master de spécialisation en nexus eau-énergie-alimentation	ULg, UCL	81, 25
18	HE+EPS	B							Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux	HELHa, HEPHC, Collège technique "Aumôniers du travail"	52
18	HE+EPS			BS					Bachelier de spécialisation en agroécologie	HEPHC, Institut des Arts et Métiers du Centre	51, 55
18	HE+U						M		Master en management de l'innovation et de la conception des aliments	ULg, HECh	62, 92
18	HE+U				B				Bachelier : architecte paysagiste	HECh, ULg, ULB	92, 21, 62
18	HE+U						M		Master : architecte paysagiste	HECh, ULg, ULB	92, 21, 62
18	U						M		Master en agroécologie	ULg, ULB, Université de Paris-Saclay	92, 81, 21, 62
18	U							MScd	Master de spécialisation en sciences et gestion de l'environnement dans les pays en développement	ULg, UCL	81, 25
19	HE	B							Bachelier en biotechnique	HEH, HEPHC	53

19	EPS	B							Bachelier en construction	Ateliers Saint-Luc, Institut technique supérieur Cardinal Mercier - Promotion sociale	21
19	EPS	B							Bachelier en dessin des constructions mécaniques et métalliques	Institut Saint-Laurent - Promotion sociale, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	62
19	EPS	B							Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance	Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing, Institut de technologie - Enseignement de promotion sociale	62
19	HE	B							Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée	HELB, HEFF	21
19	HE	Balt							Bachelier en génie électrique	HELHa, HEPHC	52
19	EPS	B							Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques	Institut supérieur industriel de la province de Hainaut, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Henri La Fontaine	52, 53
19	HE+U+ESA						M		Master en architecture transmédia	HEAJ, IMEP	92
19	HE						M		Master en gestion intelligente des bâtiments	HERS, HENaLLux	85, 81
19	U				B				Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil	ULB, UMons	52
19	HE						M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation technologies des données du vivant	HEH, HELHa, HEPHC	53
19	U							MS	Master de spécialisation en génie des systèmes énergétiques	UMons, ULB	52
20	U							MS	Master de spécialisation en management territorial et urbain	ULB, UMons	52
22	HE	B							Bachelier en 3D temps réel	HELHa, HEPHC, HEH	53
22	HE	B							Bachelier en animation 3D et effets spéciaux (VFX)	HELHA, HEPHC	53
22	HE	B							Bachelier en éco-design produits[8]	HEPHC, HEH	52
22	ESA			BS					Bachelier de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité - conception - rédaction	St-Luc Tournai, St-Luc Bxl, Le 75	57
22	ESA						M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art performance	Le 75, La Cambre	21
22	ESA						M		Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin	BAL, La Cambre	21, 62
26	ESA						M		Master en danse : danse et pratiques chorégraphiques	La Cambre, INSAS	21, 52
1 14 2 15 6 17 9 18 12	U							MScd	Master de spécialisation en gestion intégrée des risques sanitaires	ULg, UNamur, ULB	62, 21, 92
5 19	HE				B				Bachelier en jeu vidéo	HEAJ, HEPHC, HEH	92, 52
5 19	HE						M		Master en jeu vidéo	HEAJ, HEH	92, 52
15 16 17 19	HE			BS					Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en technologies de la santé	EPHEC, HE Vinci, HEG	21

[8] Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

17 19	HE	Balt							Bachelier en bioqualité	HE Vinci, HELHa	21, 53
22 23	ESA						M		Master en art et créations sonores	ARBA Bxl, CRB, ERG	21
22 23 24 25	ESA						M		Master en production de projets artistiques	CRB, INSAS, La Cambre	21
22 24	ESA					M			Master en arts de la marionnette	Arts², AC Tournai	53, 57

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°6 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

« Annexe 6. – L'annexe VI au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »

Habilitations des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale	FASE	Arrondissement administratif	Pôle académique	Gradué Géomètre - expert immobilier	Bibliothécaire breveté	BES d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale	BES de conseiller en insertion socioprofessionnelle	BES de conseiller en administration et gestion du personnel	BES de gestionnaire d'unités commerciales	BES de guide touristique-guide régional	BES de formateur en alphabétisation	BES de Webdesigner (1)	BES Webdesigner UI-UX	BES de Webdeveloper	BES régisseur général de spectacle	Bachelier : bibliothécaire-documentaliste	Bachelier en gestion des ressources humaines	Bachelier : assistant social	Bachelier en assurances et gestion du risque	Bachelier en droit	Bachelier : assistant de direction	Bachelier en comptabilité	Bachelier en e-business	Bachelier en management de la logistique	Bachelier en immobilier	Bachelier en marketing	Bachelier en relations publiques	Bachelier en sciences administratives et gestion publique	Bachelier en management du tourisme et des loisirs	Bachelier en vente (1)	Bachelier sales account manager	Bachelier en commerce extérieur (2)	Bachelier en international business	Bachelier : conseiller conjugal et familial	Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif	Bachelier en soins infirmiers	Bachelier en optique-optométrie (3)	Bachelier en optométrie	Bachelier en orthoptie	Bachelier : infirmier responsable de soins généraux	Bachelier en psychomotricité	Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée	Bachelier en informatique et systèmes, orientation réseaux et télécommunications	Bachelier en informatique et systèmes, orientation technologie de l'informatique	Bachelier en informatique et systèmes, orientation informatique industrielle	Bachelier en électromécanique, orientation climatisation et techniques du froid	Bachelier en informatique et systèmes, orientation automatique (4)	Bachelier en automatisation	Bachelier en informatique de gestion	Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion agricoles	Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance	Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques	Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel	Bachelier en automobile	Bachelier en chimie, orientation biochimie	Bachelier en chimie, orientation biotechnologie	Bachelier en chimie, orientation chimie appliquée	Bachelier en construction	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : création d'intérieurs	Bachelier en publicité	Bachelier en scénographie	Bachelier : styliste-modéliste	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électronique	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation chimie	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électromécanique	Master en urbanisme et aménagement du territoire
Domaine				19	5	6	6	6	9	9	10	17	17	17	25	5	6	6	7	7	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	10	10	15	15	15	15	15	16	19	17	17	17	19	19	19	17	18	19	19	19	19	19	19	19	19	22	22	22	22	19	19	19	20
Non correspondant au plein exercice				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X															X	X			X			X	X																							X					X
Institut d'enseignement supérieur d'EPS																																																																		
EAFC Sud-Luxembourg	2468	81	Liège - Luxembourg									X	X	X			X					X																																												
Ecole industrielle et commerciale d'Arlon	2469	81	Liège - Luxembourg		X																														X																															
Institut Supérieur Plus Oultre	1510	58	Hainuyer																X																																															
Centre de formation pour secteurs infirmier et de santé ACN	521	21	Bruxelles																																	X				X																										
Centre d'études supérieures d'Optométrie appliquées	353	92	Namur																																		X	X	X																											
Cours industriels	159	21	Bruxelles																																											X																				
Ateliers Saint-Luc	371	21	Bruxelles																																																									X		X	X				X
EPHEC Promotion sociale	3233	21	Bruxelles					X	X								X		X			X				X																							X																	
E.P.F.C.1	164	21	Bruxelles																			X					X																																							
E.P.F.C.2	167	21	Bruxelles									X	X	X								X																											X																	
E.P.F.C.3	189	21	Bruxelles																X			X					X			X	X	X	X																X																	
E.P.F.C.5	192	21	Bruxelles																			X					X																																							
E.P.F.C.7	168	21	Bruxelles																			X																											X																	
E.P.F.C.8	156	21	Bruxelles																			X																											X																	
E.P.F.C.9	162	21	Bruxelles																													X	X																																	
Institut des carrières commerciales	158	21	Bruxelles						X											X	X	X																											X																	
Institut Paul Hankar	151	21	Bruxelles									X	X	X																																						X						X	X							
Institut Supérieur de Promotion Sociale Libre de Bruxelles Ilya Prigogine	292	21	Bruxelles																																		X	X			X																									
Institut Jean-Pierre Lallemand	163	21	Bruxelles		X											X												X							X																															
Institut Machtens	349	21	Bruxelles																										X																																			
Institut Roger Guilbert	41	21	Bruxelles				X	X			X	X	X				X																																															
Institut Roger Lambion	3197	21	Bruxelles																																																		X										
Institut supérieur de formation continue d'Etterbeek	216	21	Bruxelles																		X	X				X																							X																	
Institut technique supérieur Cardinal Mercier - Promotion sociale	3146	21	Bruxelles																																							X	X																							
Collège technique "Aumôniers du travail"	918	52	Hainuyer									X	X	X								X																											X																	
Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry	956	52	Hainuyer		X																														X	X				X																										
Université du travail - Institut d'enseignement technique commercial	924	52	Hainuyer																X	X		X							X																				X																	
Institut supérieur industriel de la province de Hainaut	915	52	Hainuyer																																							X		X	X						X		X		X		X	X					X	X	X	
Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Henri La Fontaine	1220	53	Hainuyer		X			X	X						X		X		X			X	X	X	X		X		X			X	X	X	X	X				X									X						X				X						
EAFC des Hauts-Pays	1135	53	Hainuyer															X																																						X								
Enseignement de promotion sociale d'Enghien	1375	51	Hainuyer									X	X	X																																					X														
Ecole des Arts et métiers promotion sociale	1539	56	Hainuyer																																X																															
EAFC Evere	233	21	Bruxelles																																														X																	
EAFC Fléron Charlemagne	2160	62	Liège - Luxembourg									X	X	X								X																											X																	
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Frameries	1146	53	Hainuyer															X																	X																															
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Herstal	1903	62	Liège - Luxembourg																			X																X																												
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Huy-Waremme	1782	61	Liège - Luxembourg				X					X	X	X							X																																													
EAFC Jean Meunier	1195	53	Hainuyer															X																																																
Institut des Arts et Métiers du Centre	1422	58	Hainuyer		X																	X																				X							X		X						X										
Institut des Arts et Métiers du Centre	1422	55	Hainuyer																			X																												X																
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	1737	57	Hainuyer		X														X			X																																												
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Libramont - Bertrix	2713	84	Liège - Luxembourg																			X																																												
Cours de promotion sociale Saint-Luc	2015	62	Liège - Luxembourg																																																					X	X							
Cours pour éducateurs en fonction	2051	62	Liège - Luxembourg															X																	X																															
Ecole de commerce et d'informatique - Enseignement de promotion sociale	2047	62	Liège - Luxembourg																	X		X		X								X	X																X																	
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège	2032	62	Liège - Luxembourg		X							X	X	X		X																			X	X				X																										
Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	2150	62	Liège - Luxembourg						X			X	X	X								X				X																							X			X														
Institut de formation continuée	2050	62	Liège - Luxembourg														X																																																
Institut de technologie - Enseignement de promotion sociale	2023	62	Liège - Luxembourg																																								X		X												X									
Institut des travaux publics - Enseignement de promotion sociale	2010	62	Liège - Luxembourg	X																																																				X								
Institut Saint-Laurent - Promotion sociale	2021	62	Liège - Luxembourg									X	X	X																																			X		X		X												X	
EAFC Famenne Ardenne	2597	83	Liège - Luxembourg																		X	X																																												
Institut Reine Astrid - I.R.A.M.	1217	53	Hainuyer	X	X							X	X	X		X				X		X			X																						X	X	X					X												
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Morlanwelz - Mariemont	1596	58	Hainuyer																			X																																		X								
EAFC Mouscron Wallonie picarde	1345	57	Hainuyer																			X																																												
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur	3006	92	Namur	X										X			X					X(5)																											X		X							X								

Habilitations des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale

Habilitations des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale	FASE	Arrondissement administratif	Pôle académique	Gradué Géomètre - expert immobilier	Bibliothécaire breveté	BES d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale	BES de conseiller en insertion socioprofessionnelle	BES de conseiller en administration et gestion du personnel	BES de gestionnaire d'unités commerciales	BES de guide touristique-guide régional	BES de formateur en alphabétisation	BES de Webdesigner (1)	BES Webdesigner UI-UX	BES de Webdevelopper	BES régisseur général de spectacle	Bachelier : bibliothécaire-documentaliste	Bachelier en gestion des ressources humaines	Bachelier : assistant social	Bachelier en assurances et gestion du risque
Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur	3011	92	Namur									X	X	X					
Ecole supérieure des Affaires	2975	92	Namur						X										
Institut Libre de formation permanente	3147	92	Namur			X													
Institut provincial de formation sociale	3012	92	Namur		X						X								
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale et de formation continuée	646	25	Louvain									X	X	X					
Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon	3179	25	Louvain																
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	1637	57	Hainuyer																
Centre d'enseignement supérieur pour adultes	979	21	Bruxelles																
Centre d'enseignement supérieur pour adultes	979	52	Hainuyer			X													
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Antoing - Templeuve	1704	57	Hainuyer																
EAFC Uccle	483	21	Bruxelles	X						X				X					
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation commerciale	2357	63	Liège - Luxembourg																
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation technologique	2343	63	Liège - Luxembourg									X	X						
EAFC Hesbaye-Condroz	2420	64	Liège - Luxembourg																
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	1287	53	Hainuyer															X	
Institut de formation supérieure de Wavre - IFOSUP	714	25	Louvain						X			X	X	X			X		

Établissement	Bachelier en droit	Bachelier : assistant de direction	Bachelier en comptabilité	Bachelier en e-business	Bachelier en management de la logistique	Bachelier en immobilier	Bachelier en marketing	Bachelier en relations publiques	Bachelier en sciences administratives et gestion publique	Bachelier en management du tourisme et des loisirs	Bachelier en vente (1)	Bachelier sales account manager	Bachelier en commerce extérieur (2)	Bachelier en international business	Bachelier : conseiller conjugal et familial	Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur		X														
Ecole supérieure des Affaires	X		X				X	X								
Institut Libre de formation permanente																
Institut provincial de formation sociale															X	X
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale et de formation continuée			X													
Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon	X														X	
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz																
Centre d'enseignement supérieur pour adultes (979 - 21)																X
Centre d'enseignement supérieur pour adultes (979 - 52)																X
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Antoing - Templeuve			X[6]													X
EAFC Uccle			X													
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation commerciale			X													
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation technologique																X
EAFC Hesbaye-Condroz			X													
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine																
Institut de formation supérieure de Wavre - IFOSUP			X				X									

Établissement	Bachelier en soins infirmiers	Bachelier en optique-optométrie (3)	Bachelier en optométrie	Bachelier en orthoptie	Bachelier : infirmier responsable de soins généraux	Bachelier en psychomotricité	Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée	Bachelier en informatique et systèmes, orientation réseaux et télécommunications	Bachelier en informatique et systèmes, orientation technologie de l'informatique	Bachelier en informatique et systèmes, orientation informatique industrielle	Bachelier en électromécanique, orientation climatisation et techniques du froid	Bachelier en informatique et systèmes, orientation automatique (4)	Bachelier en automatisation	Bachelier en informatique de gestion	Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion agricoles	Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance
Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur									X							
Ecole supérieure des Affaires														X		
Institut Libre de formation permanente																
Institut provincial de formation sociale																
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale et de formation continuée																
Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon																
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz																X
Centre d'enseignement supérieur pour adultes (979 - 21)																
Centre d'enseignement supérieur pour adultes (979 - 52)						X										
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Antoing - Templeuve																
EAFC Uccle									X					X		X
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation commerciale																
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation technologique														X		
EAFC Hesbaye-Condroz																
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine											X					
Institut de formation supérieure de Wavre - IFOSUP														X		

Établissement	Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques	Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel	Bachelier en automobile	Bachelier en chimie, orientation biochimie	Bachelier en chimie, orientation biotechnologie	Bachelier en chimie, orientation chimie appliquée	Bachelier en construction	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : création d'intérieurs	Bachelier en publicité	Bachelier en scénographie	Bachelier : styliste-modéliste	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électronique	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation chimie	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électromécanique	Master en urbanisme et aménagement du territoire
Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur						X									
Ecole supérieure des Affaires															
Institut Libre de formation permanente															
Institut provincial de formation sociale															
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale et de formation continuée															
Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon															
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz															
Centre d'enseignement supérieur pour adultes (979 - 21)															
Centre d'enseignement supérieur pour adultes (979 - 52)															
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Antoing - Templeuve															
EAFC Uccle		X					X					X	X	X	
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation commerciale															
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale - Orientation technologique															
EAFC Hesbaye-Condroz															
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine															
Institut de formation supérieure de Wavre - IFOSUP															

(1) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026
(2) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024
(3) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025
(4) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024
(5) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024
(6) Cette habilitation sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024
(7) Cette habilitation sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024

Projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

Exposé des motifs

Le présent projet apporte diverses modifications dans la législation de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique et des Hôpitaux universitaires. Plus précisément :

En matière d'enseignement supérieur, en ce qui concerne la disposition modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, celle-ci a pour objet de supprimer une formalité à laquelle sont soumises les universités de Liège et de Mons dans le cadre de la nomination d'un membre du personnel enseignant, dans un souci de simplification administrative et du respect du principe d'autonomie.

En ce qui concerne la modification apportée au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, celle-ci a pour objet d'apporter une correction technique à l'annexe II du décret afin de mettre en conformité les titres et fonctions requis avec les dispositions instaurées par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021.

En ce qui concerne la disposition modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), celle-ci vise à insérer à l'article 466 une mesure dérogatoire permettant au pouvoir organisateur de procéder aux désignations temporaires à durée déterminée du personnel enseignant dans les nouveaux cours organisés à l'occasion de cette 2ème année d'organisation du nouveau master en danse.

En ce qui concerne les dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention, compte tenu de l'évolution législative en matière d'enseignement supérieur, notamment depuis l'entrée en vigueur du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, une actualisation du décret et de ses arrêtés d'exécution est apparue nécessaire. C'est ainsi que la dénomination de certains grades académiques a été modifiée et que les références légales ont été actualisées. Par ailleurs, ce décret réorganise la composition de la Commission du CAPAES afin d'en assurer un fonctionnement plus adéquat. A ce titre, la composition de la commission est actualisée afin d'assurer un fonctionnement plus adapté à la réalité de terrain. Il est également prévu de doter la commission de deux chambres traitant respectivement des dossiers émanant d'enseignants des Hautes écoles et de ceux émanant de l'enseignement supérieur de promotion sociale. Pour

une organisation plus pratique, une simplification de la procédure dans le cadre de l'analyse du dossier et de la prise de décision de la Commission est mise en place. Il paraît également opportun de permettre au candidat au CAPAES de choisir librement l'établissement habilité à organiser la formation du CAPAES où il souhaite s'inscrire. En revanche, l'inscription du candidat au CAPAES dans l'établissement dans lequel il enseigne n'est pas permise sauf dérogation tout à fait exceptionnelle. Il est prévu également une indemnité pour frais de parcours pour les membres de la Commission ainsi qu'un jeton de présence pour les membres experts présents à la réunion de la Commission.

En ce qui concerne les modifications apportées au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, elles sont de plusieurs ordres. En matière d'habilitation, il s'agit d'actualiser les annexes afin de tenir compte des propositions de l'ARES émises dans ses avis 2021-17 et 2021-24, et dans son avis 2021-27. Dans le cadre de l'application de l'article 88, §§ 2 et 2bis, l'ARES relève 7 pertes d'habilitations pour les hautes écoles (HE) et les écoles supérieures des arts (ESA) et41 pour les établissements de l'enseignement de promotion sociale. En application du § 2ter du même article, 34 habilitations pour les HE et les ESA et 9 pour l'enseignement de promotion sociale sont immunisées en raison du fait qu'elles sont organisées une seule fois sur le territoire du pôle. Deux habilitations concernant des hautes écoles et une concernant l'enseignement de promotion sociale sont immunisées en raison du fait qu'elles sont organisées en co-diplômation. Par ailleurs, douze habilitations relatives à des HE et douze également relatives à l'enseignement de promotion sociale sont immunisées, car il s'agit d'études menant à des fonctions en pénurie. Enfin, concernant 3 habilitations relevant des HE, 3 relevant des ESA et 3 relevant de l'EPS, les établissements concernés ont sollicité une demande de dérogation pour bénéficier de l'exception prévue par l'article 88, § 2ter, alinéa 2. Il est proposé au Gouvernement d'accorder ces dérogations, suivant ainsi la proposition de l'ARES.

Concernant les nouvelles habilitations avec création d'un nouveau grade académique, l'ARES propose 21 habilitations relatives à des bacheliers et 4 masters organisés en codiplômation ou coorganisation, contre deux bacheliers et un master organisés sans partenariat. Concernant les nouvelles habilitations sans création d'un nouveau grade académique, elle propose six habilitations relatives à des bacheliers organisés en codiplomation, contre deux organisés sans partenariat. Elle propose également cinq nouvelles habilitations relatives à des bacheliers qui sont dues à une délocalisation de certains programmes de la HELHa vers Charleroi. Deux nouvelles habilitations sont également proposées en raison d'un changement de partenariat entre les établissements. Enfin, six nouvelles habilitations sont liées à la coopération au développement et une découle de l'application de la législation fédérale.
En matière de genre, à la suite de l'avis 2021-01 du Comité Femmes et Sciences du 1er décembre 2021, il est prévu de remplacer la notion de grade de docteur par celle de grade de doctorat.

Les modifications intègrent également deux corrections techniques liées au report de la formation initiale des enseignants.

Enfin, il est créé un chapitre relatif à la lutte contre la violence et le harcèlement dans l'enseignement supérieur, qui s'inscrit dans le prolongement de l'avis 2021-09 remis par l'ARES, ainsi que de la circulaire n°8256 relative à la prévention et la lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles au sein des établissements d'enseignement supérieur et de promotion sociale.

Concernant les dispositions relatives à la formation initiale des enseignants, les modifications apportées visent à traduire la décision du Gouvernement du 19 janvier 2022 de reporter d'un an la nouvelle organisation de la formation initiale des enseignants qui découle du décret du 2 décembre 2021.

Une modification est également apportée au décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, afin de clarifier le régime transitoire s'appliquant dans le contexte de la réforme du décret "paysage".

En matière d'enseignement de Promotion sociale, dans le cadre de la stratégie numérique de l'Enseignement de promotion sociale, les articles insérés dans le présent avant-projet de décret visent à modifier le décret du 16 avril 1991 afin d'y remplacer la notion d'E-learning par celle d'enseignement hybride et d'y insérer les balises nécessaires au déploiement efficace et qualitatif de ce mode d'apprentissage.

L'enseignement hybride permet de combiner les meilleures pratiques de l'apprentissage traditionnel et de l'apprentissage en ligne en se nourrissant des avancées technologiques les plus récentes. L'enseignement hybride peut inclure l'enseignement comodal, c'est à dire un enseignement où coexistent de façon simultanée un apprentissage en présentiel et à distance, ce qui permet à l'étudiant de choisir le mode de diffusion qui lui convient, en fonction de ses besoins. Il permet de toucher un public plus large, de flexibiliser l'enseignement de promotion sociale pour permettre aux apprenants de concilier activité professionnelle et vie privée.

En matière de Recherche scientifique, les dispositions de l'avant-projet de décret introduisent des dispositions relatives au financement et à l'octroi, chaque année, de bourses de voyages à destination des doctorants par chacune des universités francophones participantes. La sélection des lauréats se fera au sein des universités, chacune pour ce qui la concerne. En cas de cotutelle entre deux universités de la Communauté française, le dossier ne pourra être déposé que dans une seule de ces deux institutions. Le jury de chaque université, chargé de la sélection finale des lauréats, évalue la durée du séjour nécessaire à la réalisation du projet et détermine le montant exact de la bourse octroyée. Toutefois, ces différents appels devront répondre à des critères communs à toutes les universités francophones.

Par ailleurs, afin de favoriser le partage des connaissances liées à la recherche, il prévoit le cadre dans lequel des financements pourront être octroyés pour l'organisation de réunions scientifiques. En effet, les réunions lors desquelles sont communiqués, présentés et échangés des résultats, des connaissances, des expériences, des conceptions ou des points de vue relatifs aux recherches tant fondamentales qu'appliquées, conduites dans toutes les disciplines scientifiques, en ce comprises la recherche en art, la recherche interdisciplinaire et la recherche

intersectorielle, sont essentielles et consubstantielles au processus de recherche en tant que tel. Elles permettent d'asseoir des connaissances, d'en développer de nouvelles, ou de prendre du recul en s'exposant au regard critique des pairs. De plus, la mobilisation de différents types de savoirs constitue un élément important de la recherche collaborative ou participative, et la recherche appliquée ainsi que la recherche en art peuvent impliquer des parties prenantes autres que les chercheurs. Ce nouvel outil de financement de réunions lors desquelles ces partages de connaissances peuvent prendre part (séminaires, colloques, etc.) se veut complémentaire aux instruments existant auprès du F.R.S.-FNRS et de WBI. Ainsi, par exemple, les instruments du F.R.S.-FNRS ne permettent pas de financer les frais de séjour et/ou d'inscription à une réunion scientifique, ni de prendre en charge les frais de bouche dans le contexte de l'organisation d'une réunion scientifique. L'outil « partage des connaissances liées à la recherche » sera également ouvert à tous les types d'établissement d'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Projet de décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

Commentaire des articles

Titre I.- Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

Chapitre 1er. - Disposition modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

Article 1er

L'alinéa 4 de l'article 22, § 1er, de la loi du 28 avril 1953 impose actuellement au recteur de notifier la décision de nomination au Gouvernement dans les 8 jours suivant la délibération du Conseil d'administration. Le Gouvernement dispose d'un délai de 40 jours suivant l'envoi de la notification pour se prononcer. Passé ce délai, la ratification est réputée acquise.

Il est proposé de supprimer cet alinéa 4 dans la mesure où cette procédure, lourde administrativement, date d'une autre époque. Actuellement, le fait pour les universités publiques de nommer les membres du personnel enseignant participe du principe d'autonomie de celles-ci, sous le contrôle exercé par les commissaires du gouvernement, qui peuvent introduire des recours auprès du Gouvernement si des irrégularités sont constatées.

Chapitre 2. - Disposition modifiant le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Article 2

Les modifications apportées à l'annexe II du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ont pour objet de mettre en conformité les titres requis avec les nouvelles dispositions règlementaires prévues par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

Chapitre 3. - Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Article 3

Cette disposition prolonge d'une année académique supplémentaire le dispositif dérogatoire instauré par le décret du 19 juillet 2021 portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'Hôpitaux universitaires, dans le cadre de la création d'un nouveau Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques. Durant les années académiques 2021-2022 et 2022-2023, des désignations à durée déterminée sont permises, pour cette option, par dérogation aux exigences de titres fixées

aux articles 82 et 83 du décret du 20 décembre 2001 et sans avoir déclaré ces emplois vacants, afin de permettre le recrutement de membres du personnel n'ayant pas les titres requis et ne pouvant bénéficier, au stade actuel, des dispositions leur permettant la reconnaissance d'une notoriété. Il s'agit par ailleurs, de permettre au pouvoir organisateur de recruter ces enseignants par dérogation à la procédure classique de recrutement fixée par le décret, qui ne peut, pour des raisons de délai, leur être appliquée. Le dispositif dérogatoire cesse de s'appliquer à partir de l'année académique 2023-2024.

Chapitre 4. - Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention

Article 4

Cette disposition précise le champ d'application du décret en énumérant clairement les institutions d'enseignement habilitées à organiser la formation du CAPAES. Il s'agit des institutions qui assurent actuellement la formation pédagogique des diplômés de l'enseignement supérieur.

Article 5

Cette disposition insère une définition de la notion de candidat au CAPAES afin de déterminer les membres du personnel pouvant prétendre à la formation.

Article 6

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 7

Cet article vise à mettre à jour un renvoi obsolète.

Article 8

Cet article actualise et simplifie la lisibilité de la disposition.

Article 9

Cette disposition actualise la composition de la commission CAPAES afin d'en assurer un fonctionnement mieux adapté à la réalité de terrain. Elle prévoit également que deux chambres procèdent à l'examen des dossiers qui les concernent respectivement. Le quorum de présence de chacune pour délibérer valablement est également précisé. La structure de cet article au niveau des paragraphes a été revue pour une meilleure cohérence et lisibilité.

Par ailleurs, il est prévu une indemnité de présence pour les experts ainsi qu'une indemnité pour frais de parcours des membres de la commission. En effet, actuellement, les experts réalisent jusqu'ici un travail bénévole. Ceci complique leur recrutement mais également l'imposition de critères qualitatifs plus contraignants par rapport au travail qu'ils effectuent. Les jetons de présence permettraient donc de motiver davantage les experts à candidater et à réaliser un travail encore plus précis.

Enfin, le paragraphe 5 a été supprimé et remplacé par l'article 8/1 afin d'assurer une meilleure lisibilité.

Article 10
Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 11
Cette disposition simplifie la procédure existante. Désormais, outre l'attribution ou le refus du CAPAES, la commission peut suspendre sa décision lorsqu'elle estime qu'il est possible d'améliorer le dossier professionnel et qu'un complément de dossier répondant aux remarques de la Commission pourrait suffire pour délivrer le CAPAES. Dans ce cas le dossier est réexaminé dans sa globalité à la lumière de ce complément.

Article 12
Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 13
Cette disposition introduit la possibilité pour le candidat de choisir librement l'établissement dans lequel il souhaite suivre sa formation. Elle prévoit également une dérogation pour suivre la formation dans l'établissement où le candidat enseigne dans le cas de circonstances exceptionnelles. Il doit s'agir de circonstances empêchant ou contraignant lourdement le candidat de s'inscrire dans un autre établissement que celui où il enseigne.

Article 14
Cette disposition précise les références légales visant les droits d'inscription à la formation du CAPAES.

Article 15
Cette disposition actualise et simplifie la possibilité pour les établissements d'établir des conventions de collaboration.

Article 16
Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 17
Cet article permet de se conformer à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

Article 18
Cette disposition abroge l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2002 pris en application de l'article 12 du décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et ses conditions d'obtention devenu obsolète et n'étant plus nécessaire compte tenu des modifications apportées par le présent projet de décret.

Article 19

Cette disposition abroge l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et dans l’Enseignement supérieur de Promotion sociale devenu obsolète et n’étant plus nécessaire compte tenu des modifications apportées par le présent projet de décret.

Chapitre 3. - Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Article 20

Conformément à l’avis 2021-1 du Comité Femmes et Sciences, daté du 1er décembre 2021, il est prévu de modifier a dénomination du grade académique de niveau 8 sanctionnant des études de troisième cycle, délivré par une université et obtenu après soutenance d'une thèse conformément à l'article 71, § 3, du décret Paysage. . Il devient un « doctorat », à l’instar des grades de « bachelier » et de « master ».

Articles 21 à 24

Le terme « docteur » est utilisé dans la locution « grade de docteur ». Cette dernière est dès lors remplacée par la locution « grade de doctorat ».

Article 25

La disposition prolonge l’immunisation des cursus liés à la formation initiale des enseignants en raison du report de la réforme à la rentrée académique 2023-2024.

Articles 26 et 27

Le terme « docteur » est utilisé dans la locution « grade académique de docteur ». Cette dernière est dès lors remplacée par la locution « grade académique de doctorat ».

Article 28

Le terme « docteur » est utilisé comme le dernier d’une énumération des grades. Il est dès lors remplacé par le terme « doctorat ».

Article 29

L’article actualise les références aux dispositions légales en vigueur. En effet, l'article 20 du décret 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études a abrogé la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, et l'article 26 du même décret a également abrogé le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983.

Article 30

Cet article vise à maintenir le système actuel de preuve d’une maîtrise suffisante de la langue française jusqu’à l’année académique 2022-2023 compte tenu du report d’un an de la formation initiale des enseignants.

Articles 31 et 32

Le terme « docteur » est utilisé dans la locution « grade de docteur ». Cette dernière est dès lors remplacée par la locution « grade de doctorat ».

Article 33

D'une part, le terme « docteur » est utilisé dans la locution « grade de docteur ». Cette dernière est remplacée par la locution « grade de doctorat ». D'autre part, le terme « docteur » est utilisé dans la locution « titre de docteur ». Celle-ci est remplacée par la locution « titre de doctorat ». En effet, à l'article 15, § 1er, 41°, du décret Paysage, le grade académique est défini comme étant un titre. Par ailleurs, l'article 71, § 2, alinéa 2 du même décret parle de « titre de master ».

Articles 34 et 35

Le terme « docteur » est utilisé dans la locution « grade de docteur ». Cette dernière est remplacée par la locution « grade de doctorat ».

Articles 36 et 37

Ces dispositions visent à donner une information la plus complète possible sur la prévention et la lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles au sein des établissements d'enseignement supérieur afin de permettre aux établissements d'assurer leurs missions d'information, de prévention et de sensibilisation et de formation auprès de la communauté étudiante et des membres du personnel.

Article 38

Sous l'intitulé « 6. Bachelier », il est question de décerner « le grade de bachelier ». Sous l'intitulé « 7. Master », il est question de décerner « le grade de master ». Sous l'intitulé « 8. Doctorat », il est actuellement question de décerner « le grade de docteur ». En renommant le grade académique de niveau 8 en « doctorat », l'on accorde le contenu du texte avec son intitulé.

Article 39

L'annexe II du même décret est remplacée par l'annexe 1 du présent décret.

Article 40

L'annexe III.1 du même décret est remplacée par l'annexe 2 du présent décret.

Article 41

L'annexe III.2 du même décret est remplacée par l'annexe 3 du présent décret.

Article 42

L'annexe III.3 du même décret est remplacée par l'annexe 4 du présent décret.

Article 43

L'annexe III.4 du même décret est remplacée par l'annexe 5 du présent décret.

Article 44

Les modifications apportées procèdent d'une part à la correction d'un oubli et à l'actualisation des habilitations contenues à l'annexe III.4 du décret Paysage.

Article 45
L'annexe VI du même décret est remplacée par l'annexe 6 du présent décret.

Article 46
La disposition actualise les habilitations contenues à l'annexe VI du décret Paysage.

Chapitre 6. - Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Articles 47 à 72
Ces articles visent à reporter d'un an la première année d'organisation des formations définies par le décret 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Ce report d'un an ne porte pas sur les masters en enseignement des sections 4 et 5.

Chapitre 8. - Dispositions modifiant le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur

Article 73
Cette disposition vise à étendre le bénéfice de la mesure transitoire prévue par l'article 27 du décret du 2 décembre 2021 aux étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en-dehors de la Communauté française.

Titre II.- Dispositions relatives à l'Enseignement de la Promotion sociale

Chapitre 9 – Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale

Article 74
Cette disposition introduit la notion et la définition d'enseignement hybride dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en lieu et place de celle de l'e-learning. L'apprentissage synchrone signifie que tous les apprenants suivent leur formation en même temps. Ils se trouvent dans le même environnement d'apprentissage et peuvent dont interagir en direct avec l'enseignant et/ou les autres apprenants. A l'inverse, dans le cadre de l'apprentissage asynchrone, les participants ne réalisent pas impérativement leurs activités d'apprentissage en même temps. Et, il n'y a donc pas d'interactions en direct.

Article 75
Cette disposition adapte les missions des conseillers pédagogiques à l'enseignement hybride.

Article 76

Cette disposition modifie l'article 120 du même décret afin d'y insérer les termes d'enseignement hybride en lieu et place des termes d'e-learning.

Par ailleurs, elle fixe les balises dudit enseignement hybride.

En particulier, en matière d'enseignement hybride, le calcul des périodes élèves et des périodes élèves pondérées s'effectue selon la règle dite des « cas généraux », conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2002 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale. La règle dite des « cas particuliers » ne s'applique pas à l'enseignement hybride.

La comptabilisation des élèves réguliers s'effectuera selon les règles générales de l'enseignement de promotion sociale, de même que le calcul des droits d'inscription et les conditions de dispense de ceux-ci.

La comptabilisation des élèves réguliers s'effectuera selon les règles générales de l'enseignement de promotion sociale, de même que le calcul des droits d'inscription et les conditions de dispense de ceux-ci.

Article 77

Cette disposition modifie l'article 120 decies du même décret afin d'adapter le vocabulaire, compte tenu de l'introduction de l'Enseignement hybride.

Titre III.- Dispositions relatives à la Recherche scientifique

Chapitre 10 – Dispositions relatives à diverses subventions en matière de Recherche scientifique

Article 78

Il s'agit de financer l'octroi de bourses de voyages à destination des doctorants, chaque année, par chacune des Universités francophones participantes.

La répartition entre universités s'effectuera sur la base de la clé de répartition définie à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités. Cette clé a été utilisée pour répartir entre les universités les subventions pour les actions de recherche concertées. Il est proposé de se calquer sur cette clé car elle reflète au mieux l'activité de recherche de chaque université.

Article 79

Cet article concerne l'organisation et les modalités des appels à projets à lancer par les universités. Notons que les universités peuvent décider d'organiser un appel ouvert en continu ou un ou plusieurs appels annuels et ce, en fonction de leur organisation propre ou de leurs besoins. Suivant la pondération et les critères généraux établis, les établissements déterminent de commun accord les critères spécifiques permettant d'établir un classement des candidatures.

Article 80
Cet article détermine les frais admissibles dans le cadre de la bourse de voyage.

Article 81
Cet article traite des obligations à respecter par le doctorant pour bénéficier de la bourse de voyage.

Article 82
Cet article fixe le montant maximum de la bourse de voyage et distingue les séjours dans et en-dehors de l'Union européenne.

Article 83
Cet article traite des modalités de paiement de la bourse de voyage.

Article 84
Cet article détermine les bénéficiaires de la subvention permettant de financer l'organisation ou la participation de leurs chercheurs à des réunions qui permettent une rencontre et un échange entre pairs autour de recherches développées dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Le 2ème paragraphe fixe les montants à répartir entre les bénéficiaires. Ceux-ci sont répartis en tenant compte de l'activité réelle en la matière, ce type d'activités étant plus fréquent dans les universités, compte tenu de leurs missions en matière de recherche scientifique, mais également à soutenir les HE et les ESA afin qu'elles puissent développer ce type d'activités.

Les établissements et les organisations doivent pouvoir justifier l'utilisation qui aura été faite du montant attribué et conserveront les documents justificatifs de cette utilisation pendant une durée de dix ans après l'évènement qui justifie l'octroi du subside. L'administration effectuera des contrôles portant sur les pièces justificatives auprès des établissements et des organisations.

Article 85
Cet article fixe les conditions pour être éligible à la subvention.

Article 86
Cet article détermine le type de réunion éligible à la subvention.

Article 87
Cet article détermine les conditions des réunions de recherche pouvant être subventionnées. L'objet principal de la réunion visée à l'article 84 doit consister en la dissémination et l'échange entre pairs de connaissances issues de la recherche scientifique et de la recherche artistique, c'est-à-dire la communication sur des recherches en cours ou achevées.

Article 88

Cet article fixe le montant du subside et distingue les réunions organisées dans et en-dehors de l'Union européenne.

Article 89

Cet article détermine les dépenses admissibles pour justifier l'utilisation de la subvention. Le forfait ne peut pas couvrir le programme d'activités sociales éventuellement lié à l'organisation de la réunion, telles que des dîners, à l'exception des lunchs et pauses-café intégrés à la réunion, des visites culturelles, etc.

Article 90

Cet article détermine les modalités de contrôle des subventions.

Titre IV.- Disposition finale

Chapitre 10- Disposition finale

Article 91

Cet article n'appelle pas de commentaire.

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2020-11 DU 26 MAI 2020

Projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de promotion sociale

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 16 avril 2020 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur un projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée sur base de l'article 21, alinéa 1er, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, sur demande de celui-ci, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant les avis de l'ARES nos 2016-07, 2018-01, 2018-13, 2019-08, 2019-11, 2019-12, 2019-14, 2020-01, 2020-02 et 2020-04 donnés d'initiative par l'ARES ou sur demande du du Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Considérant les courriers de l'ARES du 31 janvier, du 13 février, du 6 mars et du 12 mars 2020 adressés à la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Considérant les remarques et observations des Chambres thématiques ;

Considérant les remarques et observations du Bureau exécutif ;

L'ARES formule à l'endroit du projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale, l'avis suivant.

AVIS

Moyennant les observations et les propositions de modifications qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable** à l'endroit du projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

TABLE DES MATIÈRES

01. REMARQUE LIMINAIRE 4

02. DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 1983 RÉGLANT, POUR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LES ALLOCATIONS D'ÉTUDES, COORDONNÉ LE 7 NOVEMBRE 1983 4

02.1 / Article 1er du projet d'arrêté : Article 5 du décret : 4

02. 1.1 / Modifications : 4
02. 1.2 / Objectifs : 5
02. 1.3 / Avis de l'ARES : 5

03. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 18 JUILLET 2008 FIXANT DES CONDITIONS D'OBTENTION DES DIPLÔMES DE BACHELIER SAGE-FEMME ET DE BACHELIER INFIRMIER RESPONSABLE DE SOINS GÉNÉRAUX, RENFORÇANT LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE ET PORTANT DIVERSES MESURES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 7

03.1 / Article 2 du projet d'arrêté: annexe I du décret : 8

03. 1.1 / Modification(s) : 8
03. 1.2 / Objectif : 8
03. 1.3 / Avis de l'ARES : 8

03.2 / Article 3 du projet d'arrêté: annexe II du décret : 8

03. 2.1 / Modifications : 8
03. 2.2 / Objectifs : 8
03. 2.3 / Avis de l'ARES : 9

04. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES 9

04.1 / Article 4 du projet d'arrêté: article 13 du décret : 9

04. 1.1 / Modification : 9
04. 1.2 / Objectif : 9
04. 1.3 / Avis de l'ARES : 9

04.2 / Article 5 du projet d'arrêté: article 95/3 nouveau : 10

04. 2.1 / Modifications : 10
04. 2.2 / Objectifs : 10
04. 2.3 / Avis de l'ARES : 11

04.3 / Article 6 du projet d'arrêté: article 96 du décret : 12

04. 3.1 / Modification : 12
04. 3.2 / Objectif : 12
04. 3.3 / Avis de l'ARES : 13

04.4 / Articles 7 à 12 du projet d'arrêté: nouvelles annexes : 13

04. 4.1 / Modifications : 13
04. 4.2 / Objectifs : 13
04. 4.3 / Avis de l'ARES : 13

04.5 / Article 13 du projet d'arrêté: modifications de l'annexe III.2 14

04. 5.1 / Modification : 14
04. 5.2 / Objectif : 15
04. 5.3 / Avis de l'ARES : 15

04.6 / Article 14 du projet d'arrêté: modifications de l'annexe III.4 15

04. 6.1 / Modifications : 15
04. 6.2 / Objectifs : 16
04. 6.3 / Avis de l'ARES : 16

04.7 / Article 15 du projet d'arrêté: modifications de l'annexe VI 16

04. 7.1 / Modifications : 16
04. 7.2 / Objectif : 17
04. 7.3 / Avis de l'ARES : 17

05. DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 ADAPTANT LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES 17

05.1 / Article 16 du projet d'arrêté: article 11 du décret 17

05. 1.1 / Modifications : 17
05. 1.2 / Objectifs : 18
05. 1.3 / Avis de l'ARES : 18

06. DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI COORDONNÉE DU 10 MAI 2015 RELATIVE À L'EXERCICE DES PROFESSIONS DES SOINS DE SANTÉ 19

06.1 / Articles 17 à 24 du projet d'arrêté: 19

06. 1.1 / Modifications : 19
06. 1.2 / Objectif : 19
06. 1.3 / Avis de l'ARES : 20

07. DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 13 JUILLET 2016 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES VÉTÉRINAIRES 20

07.1 / Article 25 du projet d'arrêté: article 12 du décret 20

07. 1.1 / Modification : 20
07. 1.2 / Objectifs : 20
07. 1.3 / Avis de l'ARES : 20

08. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 29 MARS 2017 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES 20

08.1 / Article 26 du projet d'arrêté: article 1er du décret 21

08. 1.1 / Modification : 21
08. 1.2 / Objectif : 21
08. 1.3 / Avis de l'ARES : 21

09. DISPOSITIONS FINALES DU PROJET D'ARRÊTÉ 23

09.1 / Article 27 du projet d'arrêté: entrée en vigueur : 23

09. 1.1 / Modification : 23
09. 1.2 / Objectifs : 23
09. 1.3 / Avis de l'ARES : 23

10. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR 25

10.1 / Décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française 25

10.2 / Décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur 26

10.3 / Décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur 27

10.4 / Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études 30

10. 4.1 / Article 21 et insertion d'un article 65*bis* nouveau : simplification administrative (e-paysage) 30
10. 4.2 / Article 27 du décret : dotation de l'ARES pour 2020 31
10. 4.3 / Articles 73 et 112 du décret: accès aux masters de spécialisation 33
10. 4.4 / Article 79 du décret : épreuves de fin de quadrimestre 34
10. 4.5 / Article 84 du décret : minimum de 60 crédits pour conférer un grade 35
10. 4.6 / Article 88, § 2 du décret : rationalisation de l'offre 35
10. 4.7 / Article 96 du décret: notification par voie électronique 37
10. 4.8 / Article 102, § 1er, al. 2 nouveau : carte d'étudiant 38
10. 4.9 / Article 111, § 3 : toilettage légistique 40
10. 4.10 / Article 145 : mentions minimales figurant sur le diplôme 40

01. REMARQUE LIMINAIRE

Le préambule de l'arrêté en projet précise que ce dernier est pris en application de l'article 2 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19[1]. Cet article permet au Gouvernement, *aux seules fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19 et uniquement en cas d'impossibilité de réunir le Parlement de la Communauté française due à la pandémie de Covid-19 ou à des mesures ou des recommandations de confinement, générales ou particulières et dûment constatées par le bureau du Parlement*, de prendre toutes les mesures utiles dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française dans le but de préparer la rentrée académique 2020-2021.

Il ressort néanmoins de la proposition de modification du règlement visant à adapter la manière dont le Parlement délibère à la suite d'une situation grave et exceptionnelle qui menace la santé publique et qui empêche des membres du Parlement d'être physiquement présents déposée le 21 avril 2020, que les modifications envisagées visent à permettre l'exercice du contrôle parlementaire et de l'activité législative par l'intermédiaire d'un système de **vidéoconférence et de vote à distance**, tant en séance qu'en commission [2] .Cette proposition de modification du règlement a été adoptée par le Parlement de la Communauté française le 27 avril 2020.

En l'espèce, les conditions imposées par l'article 2 du décret du 17 mars 2020 ne sont plus rencontrées. Il y a donc lieu de ne pas tenir compte du fondement légal figurant dans le préambule et accorder au texte en projet une portée plus large que celle d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19.

De ce fait, le projet d'arrêté devrait probablement devenir un avant-projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de promotion sociale.

02. DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 1983 RÉGLANT, POUR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LES ALLOCATIONS D'ÉTUDES, COORDONNÉ LE 7 NOVEMBRE 1983

02.1 / ARTICLE 1ER DU PROJET D'ARRÊTÉ : ARTICLE 5 DU DÉCRET :

02. 1.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 5 du décret du 7 novembre 1983 est actuellement libellé comme suit :

[1] Décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, *M.B.*, 20 mars 2020, art. 2, § 1er, al. 1er.
[2] Proposition de modification du Règlement visant à adapter la manière dont le parlement délibère à la suite d'une situation grave et exceptionnelle qui menace la santé publique et qui empêche des membres du Parlement d'être physiquement présents, déposée le 21 avril 2020 par M. Rudy Demotte et Mme. Caroline Cassart-Mailleux, *Doc. parl. Comm. fr.,* sess. ord. 2019-2020, n° 80/1.

« Les élèves de condition peu aisée de l'enseignement secondaire et de l'enseignement artistique de niveau secondaire, ainsi que les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur et de l'enseignement artistique de niveau supérieur, ont droit à une allocation d'études, pour une année d'études déterminée, s'ils ont terminé avec fruit l'année scolaire précédente, ou s'ils ont subi avec succès une épreuve d'accès légalement ou régulièrement fixée à certains cycles d'études.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur visés par l'article 22, alinéa 3, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou par l'article 32, alinéa 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, ont droit à une allocation d'études au cours de la deuxième année académique sur laquelle ils répartissent leur première année d'études.

Les allocations d'études ne peuvent être employées que pour couvrir des frais résultant de l'entretien de l'élève ou de l'étudiant et des études qu'ils poursuivent. Ces fonds ne peuvent être saisis du chef des dettes que l'élève, l'étudiant ou leur représentant légal, auraient contractées et qui seraient étrangères à ces fins ».

» Il est proposé de remplacer l'article 5 par la disposition suivante :

« Les élèves de condition peu aisée de l'enseignement secondaire ont droit à une allocation d'études, pour une année d'études déterminée, s'ils ont terminé avec fruit l'année scolaire précédente, ou s'ils ont subi avec succès une épreuve d'accès légalement ou régulièrement fixée à certains cycles d'études.

Les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur ont droit à une allocation d'études, pour l'année académique en cours, s'ils produisent une attestation d'inscription régulière auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice reconnu par la Communauté française à des études menant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle initial ou à des études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Les allocations d'études ne peuvent être employées que pour couvrir des frais résultant de l'entretien de l'élève ou de l'étudiant et des études qu'ils poursuivent. Ces fonds ne peuvent être saisis du chef des dettes que l'élève, l'étudiant ou le représentant légal, auraient contractées et qui seraient étrangères à ces fins ».

02. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but :

» De préciser que les étudiants de l'enseignement supérieur doivent produire une attestation d'inscription régulière pour pouvoir bénéficier d'une allocation d'études,

» De distinguer, par souci de clarté, la situation des élèves de l'enseignement secondaire de celle des étudiants de l'enseignement supérieur.

02. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» Le dispositif en projet entend subordonner l'octroi de l'allocation d'études à la production, par le ou la candidat·e d'une attestation d'inscription régulière. L'ARES relève, à cet égard, un certain nombre de difficultés qui pourront apparaître, en pratique :

» Tout d'abord et fondamentalement, les établissements d'enseignement supérieur ne délivrent pas tous de telles attestations.

» L'ARES rappelle, ensuite, que selon le prescrit de l'article 103, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 (Paysage), *« pour être régulière, une inscription doit respecter les conditions de l'article 100 et*

de l'article 102 ». L'article 102, § 1er, alinéa 1er, notamment, impose à l'étudiant·e *« d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 50 euros ».* Une **contradiction logique** naît, dès lors, du fait d'imposer à un·e étudiant·e de fournir une attestation d'inscription régulière, laquelle ne pourrait lui être délivrée que s'il ou elle a payé un acompte de 50 euros, alors qu'il ou elle doit en être dispensé·e en vertu de l'article 105, § 2, alinéa 1er du même décret.

- En outre, l'ARES rappelle également le prescrit de l'article 106, alinéa 1er du décret : *« la liste des étudiants réguliers est arrêtée par chaque établissement et transmise au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement au plus tard le premier février ».* La liste définitive des étudiant·e·s réguliers·ères est, par conséquent, établie assez tard dans l'année, de sorte qu'avant cette date, réside encore une **incertitude sur le caractère régulier ou non de l'inscription** de tel ou telle étudiant·e candidat·e à une allocation d'études.
- De plus, l'ARES s'interroge sur le **financement** de la mesure étant entendu qu'elle va immanquablement augmenter le nombre d'étudiant·e·s éligibles à une allocation d'études puisqu'académiquement, il leur suffira de prouver qu'il·elle est inscrit·e auprès d'un établissement d'enseignement supérieur. En ces temps où la Communauté française doit affronter des dépenses imprévues, la pertinence d'étendre les allocations d'étude mérite d'être interrogée. De plus, l'inscription d'étudiants non finançables étant, pour partie, une prérogative des établissements d'enseignement supérieur, le volume des allocations d'études en devient, pour partie aussi, fonction de la politique d'inscription suivie par ceux-ci en la matière.
- Enfin, le **processus d'admission et d'inscription** d'un·e étudiant·e peut se révéler assez **long** en pratique. Il existe donc un risque que le traitement de la demande d'allocation d'études soit ralenti et l'octroi de ladite allocation reporté de plusieurs semaines ou mois. Or, la réduction du temps de traitement de la demande d'allocation semble être l'objectif du Gouvernement en proposant cette mesure.

- **De plus**, l'ARES remarque que ne seront éligibles à une allocation d'études les seul·e·s étudiant·e·s qui s'inscrivent à *« des études menant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle initial ou à des études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur »* :
  - Sans doute que l'auteur du projet a dans l'idée d'exclure les bacheliers et les masters de spécialisation du champ d'application. Si tel est le cas, il semble qu'il faudrait pouvoir justifier la distinction opérée au risque que celle-ci s'avère discriminatoire.
  - L'ARES rappelle également que, dans le cadre de certaines professions réglementées, le bachelier ou le master de spécialisation est obligatoire pour accéder à certaines professions, notaire par exemple.
  - Enfin, d'un point de vue légistique, la formulation *« à des études menant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle initial »* n'est pas heureuse. Il conviendrait, en conformité avec les dispositions du décret du 7 novembre 2013, privilégier la formulation suivante : *« à une formation initiale menant à la délivrance d'un grade académique de bachelier ou de master ».*
- **Enfin**, l'ARES remarque que :
  - l'article en projet ne fait plus aucune mention du cas des *« élèves de condition peu aisée de l'enseignement artistique de niveau secondaire »* pas plus du cas des *« étudiants de condition peu aisée de l'enseignement artistique de niveau supérieur ».* Concernant l'enseignement supérieur, ne sont plus visés que, de manière générale, *« les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement*

supérieur ». L'ARES attire l'attention du Gouvernement sur le fait que la **distinction** apparait encore à d'autres endroits dans le décret du 7 novembre 1983, notamment à l'article 1er.

» la distinction établie entre les étudiants de l'enseignement secondaire, pour qui un critère de réussite est *maintenu* comme condition d'obtention des allocations, et celle des étudiants de l'enseignement supérieur, pour qui tout critère de ce type a disparu (le critère de finançabilité comprenait indirectement un critère de réussite) **doit être fondée sur une base objective et être justifiable au regard de l'objectif de la règle, eu égard au principe constitutionnel d'égalité et non-discrimination** tel qu'il est interprété par la Cour constitutionnelle ; il appartient à l'auteur du texte de fournir, le cas échéant, cette justification ;

» l'article en projet ne contient plus l'alinéa 2 actuellement libellé comme suit : *« Par dérogation à l'alinéa 1er, les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur visés par l'article 22, alinéa 3, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou par l'article 32, alinéa 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, ont droit à une allocation d'études au cours de la deuxième année académique sur laquelle ils répartissent leur première année d'études ».* L'ARES estime qu'il s'agit d'un **toilettage légistique pertinent** dans la mesure où les deux décrets visés par l'alinéa 2 actuel ont été abrogés en totalité ou en partie depuis lors[3]. Du reste, le mécanisme que ces deux dispositions visaient, à savoir l'étalement, n'est plus permis depuis l'instauration du décret Paysage de sorte qu'il n'est plus utile d'y faire référence. À cet égard, il est opportun de souligner qu'actuellement, un nombre non-négligeable de textes d'ordre légal, décrétal et réglementaire gouverne la matière des allocations d'études, aussi bien au niveau de l'enseignement secondaire que supérieur : pas moins de 13 textes sont en vigueur. L'ARES rappelle qu'un tel **éparpillement des textes** n'a pas de sens. Il complique inutilement une matière déjà complexe et la rend particulièrement peu accessible pour les différents acteurs dont les étudiant·e·s. Il est également source d'insécurité juridique de sorte qu'une **réforme générale** de simplification administrative de cette matière est plus que souhaitable.

» la modification proposée est à lire en combinaison avec l'article 16 du projet d'arrêté qui a pour but (voy. *infra*) de supprimer le critère de finançabilité pour l'octroi d'allocations d'études. À cet égard, il convient également de le supprimer **par cohérence et en vertu de la hiérarchie des normes**, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi[4], notamment à l'article 6.

» **L'ARES propose d'émettre un avis réservé sur l'article.**

» **La Fédération des étudiants francophones salue, quant à elle, la suppression du critère de finançabilité.**

03. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 18 JUILLET 2008 FIXANT DES CONDITIONS D'OBTENTION DES

[3] Cfr. le décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, *M.B.,* 18 juin 2004, art. 56 et le décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, *M.B.*, 14 mars 2019, art. 64.
[4] Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, *M.B.,* 12 juin 2019.

DIPLÔMES DE BACHELIER SAGE-FEMME ET DE BACHELIER INFIRMIER RESPONSABLE DE SOINS GÉNÉRAUX, RENFORÇANT LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE ET PORTANT DIVERSES MESURES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

03.1 / ARTICLE 2 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ANNEXE I DU DÉCRET :

03. 1.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé de modifier le point *« Mots-clés devant apparaître dans le curriculum UE, AA, contenus, fiche descriptive) »* dans l'annexe 1ère au décret du 18 juillet 2008. Actuellement, ce point ne fait que lister les mots-clés, par ordre alphabétique.

03. 1.2 / OBJECTIF :

» L'objectif de la mesure est, d'après le commentaire des articles, de distinguer plus nettement *« l'enseignement théorique et l'enseignement clinique ».*

03. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

03.2 / ARTICLE 3 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ANNEXE II DU DÉCRET :

03. 2.1 / MODIFICATIONS :

» À l'annexe II du même décret, il est proposé :
- » d'ajouter, à la suite du tableau relatif au point *« Référentiel de compétences »*, un point *« Référentiel de compétences de l'article 42, paragraphe 2, de la directive 2005/36/UE, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE »*,
- » de remplacer le point *« Programme minimum »* par un nouveau point libellé comme suit : *« Programme minimum en ECTS »*,
- » de remplacer le point *« « Mots-clés »* par un nouveau point.

03. 2.2 / OBJECTIFS :

» D'après le commentaire des articles, les modifications envisagées ont essentiellement pour buts de :
- » préciser la répartition en heures de l'enseignement clinique et

» de spécifier les mots-clés, en distinguant, à nouveau, d'une part, l'enseignement théorique et technique et, d'autre part, l'enseignement pratique et l'enseignement clinique.

03. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

04. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

04.1 / ARTICLE 4 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ARTICLE 13 DU DÉCRET :

04. 1.1 / MODIFICATION :

» L'article 13 du décret du 7 novembre 2013 liste actuellement les établissements de promotion sociale considérés, pour leurs sections d'enseignement supérieur, comme établissements d'enseignement supérieur.

» La disposition en projet vise à remplacer, au littera 12 actuel, les mots *« 12° Ecole de promotion sociale Saint-Luc à 1060 Bruxelles; »* par les mots *« 12° Ateliers Saint-Luc à 1060 Bruxelles ; »* et à abroger le littera 25 *« Institut d'urbanisme et de rénovation urbaine à 1060 Bruxelles; ».*

04. 1.2 / OBJECTIF :

» La mesure en projet a pour but d'inclure dans la liste des établissements d'enseignement supérieur le nouvel établissement *« Ateliers Saint-Luc »*, né de la fusion entre l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine.

04. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» Il s'agit d'une demande de l'ARES, résultant de son **avis n° 2019-14,** rendu le 17 décembre 2019.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

04.2 / ARTICLE 5 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ARTICLE 95/3 NOUVEAU :

04. 2.1 / MODIFICATIONS :

» La disposition en projet insère un nouvel article 95/3 au sein du décret du 7 novembre 2013, libellé comme suit :

« Article 95/3. - § 1er. Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission, dont l'organisation est confiée à l'ARES, est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la personne concernée, un refus d'inscription pour une durée de trois années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française de même qu'à toute épreuve ou examen d'admission, organisé ou non par l'ARES. Le délai de trois ans prend cours le premier jour de l'année académique qui suit l'organisation de l'épreuve ou de l'examen d'admission.

L'ARES qui constate la fraude notifie une décision de refus d'inscription à la personne concernée. La notification de la décision indique les modalités d'exercice des droits de recours.

Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement arrête le règlement des épreuves et des examens d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES. Le règlement fixe, notamment, les délais et la procédure de recours contre la décision de refus visé à l'alinéa précédent.

§ 2. L'ARES transmet les noms des fraudeurs au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'épreuve ou examen d'admission. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques.

L'ARES notifie aux personnes concernées leur inscription dans la base de données et indique les modalités d'exercice des droits de recours.

S'il en est prévu un, le droit d'inscription à l'épreuve ou à l'examen d'admission versé à l'ARES est définitivement acquis à celle-ci. ».

04. 2.2 / OBJECTIFS :

» La disposition en projet a pour but, à l'instar de l'article 95/2 du décret Paysage, d'instaurer une procédure de fraude à l'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission, selon des modalités similaires à ce qui est prévu pour les fraudes constatées par les établissements à l'occasion de l'inscription, et dont l'ARES assurerait la gestion en vertu de l'article 21, 5° du même décret, lequel lui donne la compétence *« de prendre en charge l'organisation matérielle des tests, épreuves ou examens d'admission communs».*

» Il est proposé que le Gouvernement fixe, sur proposition de l'ARES, les modalités de recours (délais, procédure, etc.) par l'adoption d'un arrêté applicable à toute procédure diligentée par un.e étudiant.e dans le cadre d'un refus d'inscription pour fraude à l'inscription à une épreuve ou examen d'admission dont la gestion est confiée à l'ARES. À cet égard, est arrêté un règlement des épreuves et des examens d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES.

04. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'ARES note que, depuis l'instauration de l'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et dentaires, l'examen a été organisé cinq fois (une épreuve en 2017, deux épreuves en 2018 et en 2019), il a été constaté que certain·es futur·es candidat·es usaient, parfois, de **manœuvres** lors de l'inscription à l'examen, soit pour se soustraire à la législation en vigueur, soit pour obtenir un statut plus avantageux. Ainsi, l'ARES a pu suspecter l'utilisation de **faux certificats de résidence** dans le but d'être traité·e, lors de la demande, comme un·e résident·e – non soumis·e à éventuel classement – et constater la **modification volontaire de données personnelles** (comme le nom de famille ou le prénom) afin d'échapper au contrôle, opéré par l'ARES, du nombre de présentations de l'examen d'entrée.
- Actuellement, il est vrai qu'aucune disposition décrétale ne prévoit de procédure particulière permettant à l'ARES, à l'instar de la procédure prévue aux articles 95/2 et 96 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, de pouvoir constater, établir et, le cas échéant, sanctionner la fraude commise lors de l'inscription à l'examen d'entrée. La seule procédure de fraude qui est actuellement organisée est celle que l'on retrouve dans le règlement d'ordre intérieur du jury de l'examen et qui concerne uniquement la fraude commise lors de l'épreuve[5]. Dans pareil cas, il est normal que le jury, qui endosse la responsabilité académique de l'épreuve, soit le seul à pouvoir constater, établir et sanctionner la fraude. L'ARES qui, de son côté, est chargée par le Gouvernement de la gestion et l'organisation matérielle et administrative de l'examen – ce qui inclut la gestion de la plateforme des inscriptions à l'examen – endosse la responsabilité administrative de l'examen. Elle est donc la **seule habilitée à constater une fraude ou une tentative de fraude** lors de l'inscription et est donc, à ce titre, la seule à pouvoir la sanctionner.
- L'ARES attire **toutefois** l'attention sur les éléments suivants :
  - En évoquant comme instance chargée de contrôler la décision d'exclusion prononcée par l'ARES, le « Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'examen de l'épreuve ou *examen d'admission »,* la disposiiton en projet se réfère manifestement à la terminologie de l'article 2, § 1er, al. 2 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études en sciences médicales. Le dispositif règlementaire pour l'organisation du test d'orientation en sciences vétérinaires, par exemple, ne prévoit pas expressément la désignation d'un tel commissaire ou délégué au contrôle du jury, pourtant unique ici aussi (article 110/1, § 1er du décret paysage, décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, et arrêté du Gouvernement19 avril 2017 relatif au test d'orientation du secteur de la santé). Faut-il en conclure que l'article 95/3 précité ne régit que l'épreuve d'admission à ces études, ou au contraire qu'il impose la désignation d'un commissaire ou délégué pour tous les jurys d'examens constitués pour les épreuves organisées par l'ARES ? Cela implique-t-il que les épreuves d'admission dont l'organisation serait confiée dans l'avenir à l'ARES seront toujours soumises à un jury unique ?
  - La disposition en porjet prévoit l'adoption par le Gouvernement d'un arrêté contenant le règlement des épreuves d'admission organisées par l'ARES alors que
    - l'examen d'entrée et d'accès aux études de médecine et de dentisterie (principales épreuves organisées par l'ARES) est normalement règlementé par le décret du 29 mars 2017 et ses arrêtés d'exécution, à savoir
      - les arrêtés relatifs au règlement de ces épreuves adoptés sur la base de l'article 1er, § 2 du décret du 29 mars 2017 précité (par exemple l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 2019 fixant les

[5] Voy. à cet égard l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mars 2020 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du jury de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires, M.B., 10 avril 2020, art. 17 et 24.

modalités d'organisation de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires pour l'année académique 2019-2020) ;

» ceux relatifs au ROI du jury adoptés sur la base de l'article 2, § 3, dernier al. du même décret (par exemple, arrêté du Gouvernement portant approbation du règlement d'ordre intérieur du jury de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires).

» le test d'orientation pour les études vétérinaires est normalement règlementé par l'article 110/1,§ 1er du décret paysage et l'arrêté du gouvernement du 19 avril 2017 relatif au test d'orientation du secteur de la santé.

Une coordination de (ou une clarification du rapport entre) ces différents dispositifs serait nécessaire.

» Il ne parait pas faisable de fixer l'arrêté fixant le règlement des épreuves et des examens d'admission afin de disposer, **avant le début des inscriptions 2020**, de l'arsenal législatif et réglementaire adéquat. **L'ARES suggère donc de reporter l'entrée en vigueur de la mesure au 1er mai 2021 et non au 1er mai 2020** (voy. *infra*, 10.1.).

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant prise en compte des modifications suggérées.**

04.3 / ARTICLE 6 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ARTICLE 96 DU DÉCRET :

04. 3.1 / MODIFICATION :

» L'article 96, § 1er, alinéa 1er est actuellement libellé comme suit :

« Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations;

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les trois années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave ».

» La disposition en projet suggère de modifier l'article 96, § 1er, alinéa 1er du décret en remplaçant l'actuel littera 1er par un nouveau littera 1er, libellé comme suit :

« 1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, soit d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES».

04. 3.2 / OBJECTIF :

» La disposition en projet est vue comme le pendant logique de l'article 95/3 nouveau. Selon le commentaire des articles, *« la modification prévoit l'hypothèse créée par l'article 95/3 nouveau du décret*

Paysage, à savoir le refus d'inscription prononcé par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ».

04. 3.3 / AVIS DE L'ARES :

» Si l'article 95/3 est inséré dans le décret, cette modification implique également une **modification subséquente de l'article 96 du décret.** En effet, cet article liste actuellement les diverses hypothèses justifiant un refus d'inscription rendus uniquement – fort logiquement – par les établissements d'enseignement supérieur. Il convient donc d'insérer l'hypothèse nouvellement créée.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

04.4 / ARTICLES 7 À 12 DU PROJET D'ARRÊTÉ: NOUVELLES ANNEXES :

04. 4.1 / MODIFICATIONS :

» Les annexes II, III.1, III.2, III.3, III.4 et VI au décret sont remplacées par de nouvelles annexes contenant, outre certaines modifications d'ordre purement légistique, certaines modifications substantielles.

04. 4.2 / OBJECTIFS :

» D'après le commentaire des articles, les modifications envisagées ont pour objet d'apporter les modifications suivantes :

- » Le changement de dénomination de deux bacheliers :
  - » l'actuel « bachelier en informatique et systèmes orientation automatique » devient le « bachelier en automatisation »,
  - » l'actuel « bachelier en informatique et systèmes orientation gestion technique des bâtiments-domotique devient le « bachelier en domotique »,
- » Le changement de dénomination de l'actuel « master en gestion des services généraux » qui devient le « master en facility management »,
- » L'octroi de trois nouvelles habilitations hors moratoire pour organiser le « master de spécialisation en génétique clinique ».

04. 4.3 / AVIS DE L'ARES :

» **Les modifications apportées sont conformes aux avis rendus par l'ARES :**

- » Le changement de dénomination de l'actuel « master en gestion des services généraux » en « master en facility management » a été demandé par l'ARES dans son **avis n° 2020-02**.
- » L'octroi de trois nouvelles habilitations hors moratoire pour organiser le « master de spécialisation en génétique clinique » a été demandé par l'ARES dans son **avis n° 2020-01**.
- » Le changement de dénomination de deux bacheliers a été demandé par l'ARES dans son **avis n° 2019-11.**

» L'ARES souligne **cependant** qu'afin d'être cohérent avec le décret définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur, dans l'annexe 3 de l'arrêté en projet remplaçant l'annexe III.2. du décret « Paysage », la ligne :

9							**Agrégation** de l'enseignement secondaire supérieur *[accessible au Master en sciences commerciales, Master : Ingénieur commercial, Master en sciences administratives, Master en gestion de l'entreprise et Master en gestion publique]*											21	21								

Doit être remplacée par la ligne :

9							**Agrégé** de l'enseignement secondaire supérieur *[accessible au Master en sciences commerciales, Master : Ingénieur commercial, Master en sciences administratives, Master en gestion de l'entreprise et Master en gestion publique]*											21	21								

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur les propositions de modifications des annexes.**

» **Remarque légistique :** les articles en projet font référence au « présente décret ». Il s'agit plutôt, selon toute vraisemblance, du « présent arrêté de pouvoirs spéciaux ».

04.5 / ARTICLE 13 DU PROJET D'ARRÊTÉ: MODIFICATIONS DE L'ANNEXE III.2

04. 5.1 / MODIFICATION :

» L'article en projet remplace, au sein de l'annexe III.2 au décret (habilitations des hautes écoles), la ligne :

19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé				**21**																	

Par la ligne :

19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé															**21**							

04. 5.2 / OBJECTIF :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de corriger une erreur en ce que l'habilitation pour organiser le « master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé » devait être transféré, depuis l'année académique 2019-2020, à la Haute Ecole ICHEC-ECAM-ISFSC.

04. 5.3 / AVIS DE L'ARES :

» Une des nombreuses modifications induites par le décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche[6] a été d'organiser, dans le décret du 7 novembre 2013, l'intégration du type long de la catégorie technique de la Haute Ecole Léonard de Vinci au sein de la Haute Ecole « ICHEC – ECAM – ISFSC ».

» Suite à une erreur technique, il est apparu que le « master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé » n'a pas été transféré.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

» **Remarque légistique :** l'article en projet fait mention de « l'article 26 du présent décret ». Il s'agit plutôt, selon toute vraisemblance, de « l'article 9 du présent arrêté de pouvoirs spéciaux ».

04.6 / ARTICLE 14 DU PROJET D'ARRÊTÉ: MODIFICATIONS DE L'ANNEXE III.4

04. 6.1 / MODIFICATIONS :

» L'article en projet insère, au sein de l'annexe III.4 au décret (habilitations conditionnelles) :

» la ligne :

9		EPS	B							Bachelier en coopération internationale	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Evere - Laeken, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Uccle - Anderlecht - Bruxelles	21

» la ligne :

[6] Décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, *M.B.*, 2 août 2019, art. 1er, a) et 49, al. 2.

9	EPS+ HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Uccle - Anderlecht - Bruxelles, HEG	21

04. 6.2 / OBJECTIFS :

» Les modifications apportées ont pour but d'intégrer :

» la nouvelle codiplômation entre l'IEPSCF d'Evere-Laeken et l'IEPSCF d'Uccle pour organiser le « bachelier en coopération internationale »,

» la nouvelle codiplômation entre l'IEPSCF d'Uccle et la Haute Ecole Galilée pour organiser le « bachelier en management du tourisme et des loisirs ».

04. 6.3 / AVIS DE L'ARES :

» **Les modifications apportées sont conformes aux avis rendus par l'ARES :**

» la nouvelle codiplômation entre l'IEPSCF d'Evere-Laeken et l'IEPSCF d'Uccle pour organiser le « bachelier en coopération internationale » a été demandée par l'ARES dans son **avis n° 2019-12**,

» la nouvelle codiplômation entre l'IEPSCF d'Uccle et la Haute Ecole Galilée pour organiser le « bachelier en management du tourisme et des loisirs » a été demandée par l'ARES dans **son avis 2019-08**.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

» **Remarque légistique :** l'article en projet fait mention de « l'article 28 du présent décret ». Il s'agit plutôt, selon toute vraisemblance, de « l'article 11 du présent arrêté de pouvoirs spéciaux ».

04.7 / ARTICLE 15 DU PROJET D'ARRÊTÉ: MODIFICATIONS DE L'ANNEXE VI

04. 7.1 / MODIFICATIONS :

» L'article en projet apporte, au sein de l'annexe VI au décret (habilitations de la promotion sociale), trois modifications :

» l'habilitation pour organiser le « bachelier en management du tourisme et des loisirs » est **retirée** à l'IEPSCF d'Uccle qui l'organise en codiplômation avec la Haute Ecole Galilée,

» l'habilitation pour organiser le « bachelier en coopération internationale » est **retirée** à l'IEPSCF d'Evere-Laeken qui l'organise en codiplômation avec l'IEPSCF d'Uccle,

» la création du nouvel établissement « Ateliers Saint-Luc » découlant de la fusion entre l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine, en y intégrant la somme des habilitations des deux établissements qui fusionnent.

04. 7.2 / OBJECTIF :

- La première habilitation est retirée car elle est transférée dans l'annexe IV (codiplômation avec la Haute Ecole Galilée),
- La seconde habilitation est retirée car elle est transférée dans l'annexe IV (codiplômation avec l'IEPSCF d'Uccle),
- La troisième modification acte les effets, au niveau des habilitations, de la fusion entre l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine.

04. 7.3 / AVIS DE L'ARES :

- Les modifications suggérées sont cohérentes, eu égard à l'**avis n° 2019-14** rendu par l'ARES le 17 décembre 2019.

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**
- **Remarque légistique :** l'article en projet fait mention de « l'article 29 du présent décret ». Il s'agit plutôt, selon toute vraisemblance, de « l'article 12 du présent arrêté de pouvoirs spéciaux ».

05. DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 ADAPTANT LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES

05.1 / ARTICLE 16 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ARTICLE 11 DU DÉCRET

05. 1.1 / MODIFICATIONS :

- Actuellement, l'article 11 du décret du 11 avril 2014 dispose ceci :

  « Pour l'interprétation de l'article 5 du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, les étudiants finançables, au sens du décret du 7 novembre 2013 précité, en vertu du présent décret sont seuls considérés comme ayant terminé avec fruit l'année scolaire précédente.

  Les articles 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi sont abrogés ».
- L'article en projet suggère d'abroger l'article 11 du décret susvisé.

05. 1.2 / OBJECTIFS :

- L'abrogation de l'article 11 du décret poursuit deux objectifs :
  - D'une part, supprimer le critère lié à la finançabilité de l'étudiant·e candidat·e à une allocation d'études,
  - D'autre part, toiletter le texte qui fait encore référence aux articles 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, abrogé depuis par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi.

05. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

- Comme déjà mentionné *supra*, l'article 16 en projet doit être lu en rapport avec l'article 1er en projet. L'ARES renvoie, à cet égard, aux **remarques déjà formulées**.
- L'ARES remarque, tout d'abord, que le critère lié à la finançabilité de l'étudiant·e est un **critère clair, établi, dès le début de l'année académique**, par les établissements d'enseignement supérieur qui, depuis l'instauration du décret du 11 avril 2014, ont désormais acquis une grande pratique, sur le terrain, de l'application de l'article 5 établissant les diverses hypothèses de finançabilité de l'étudiant·e.
- L'ARES rappelle également le dispositif de l'article 106, alinéa 2 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) : *« Pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les Commissaires et Délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES la liste des demandes d'inscription refusées au sens de l'article 96 avec le motif de refus, des fraudes à l'inscription, des exclusions pour fraude aux évaluations, des inscriptions et demandes d'admission prises en considération et des inscriptions régulières, des réorientations et des allègements pour l'année académique en cours, ainsi que les corrections à apporter à la liste de l'année académique précédente et les crédits acquis par les étudiants régulièrement inscrits durant cette année académique et grades académiques qui leur ont éventuellement été délivrés ».* L'ARES s'interroge sur la **proportion d'étudiant·es** déclaré·e·es, finançables *ab initio* par l'établissement et*, in fine*, non-finançables suite au contrôle opéré par le Commissaire ou Délégué du Gouvernement. Le nombre d'étudiant·e·s concerné·e est-il tellement élevé qu'il justifie l'abrogation pure et simple du principe actuel ?
- Par ailleurs, le critère tel qu'il existe actuellement comporte un **effet incitatif** sur l'étudiant·e qui sait ou doit savoir que, tout en n'étant pas finançable, s'il est inscrit sur dérogation par l'établissement d'enseignement supérieur, il n'aura pas droit à une allocation d'études.
- **Enfin**, dans la mesure où l'objet principal de la disposition en projet est de ne plus exclure en tant que bénéficiaires d'une allocation d'études des étudiants·e·s non-finançables, il en résulte que ces étudiant·e·s ne devront dès lors plus s'acquitter des droits d'inscriptions.

  Il convient donc, à cet égard, **et à tout le moins**, **afin que les établissements d'enseignement supérieur n'aient pas à supporter le manque à gagner induit par les nouvelles dispositions**, de modifier :
  - S'agissant des *universités*, la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, lequel prévoit, en son article 36*bis* une compensation pour les universités, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s *finançables*.

» S'agissant des *hautes écoles*, le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, lequel prévoit, en son article 21*sexies*, une compensation pour les hautes écoles, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s *finançables*.

» S'agissant des *écoles supérieures des arts*, le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), lequel prévoit, en son article 57*bis*, une compensation pour les écoles supérieures des arts, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s *finançables*.

» **L'ARES propose d'émettre un avis réservé sur la proposition d'article.**

06. DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI COORDONNÉE DU 10 MAI 2015 RELATIVE À L'EXERCICE DES PROFESSIONS DES SOINS DE SANTÉ

06.1 / ARTICLES 17 À 24 DU PROJET D'ARRÊTÉ:

06. 1.1 / MODIFICATIONS :

» Les dispositions en projet modifient de la même manière les articles 43, § 1er, 63, alinéa 6, 68/1, § 1er, alinéa 1er, 68/2, § 1er, alinéa 1er, 72, § 1er, 86, 105, § 3, alinéa 1er et 106, § 2 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, en remplaçant à chaque occurrence les mots *« le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions »* par les mots *« le Gouvernement de la Communauté française ».*

06. 1.2 / OBJECTIF :

» D'après le commentaire des articles, les dispositions en projet visent *« à déléguer au Gouvernement de la Communauté française qui délègue à son tour au fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique la compétence de prendre les décisions relatives à l'agrément ou la reconnaissance des qualifications professionnelles, et par conséquent à donner une base légale à l'article 70/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française-Ministère de la Communauté française ».*

06. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

07. DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 13 JUILLET 2016 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES VÉTÉRINAIRES

07.1 / ARTICLE 25 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ARTICLE 12 DU DÉCRET

07. 1.1 / MODIFICATION :

» L'article 12 du décret du 13 juillet 2016 dispose actuellement ceci :
« Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2016-2017, à l'exception des articles 2 et 4 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2017-2018. Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2019-2020 incluse. Il fera l'objet d'une évaluation, par le Gouvernement, au plus tard durant l'année académique 2019-2020 ».

» La disposition en projet propose de remplacer les mots *« « Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2019-2020 incluse. »* par les mots *« Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2020-2021 incluse. ».*

07. 1.2 / OBJECTIFS :

» L'article en projet a pour but de prolonger les effets du décret jusqu'en 2020-2021, dans l'attente de disposer de l'évaluation prévue par l'article 12 du même décret.

07. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

» **La Fédération des étudiants francophones rappelle son opposition à la triple sélection instaurée en médecine vétérinaire et défend l'abrogation du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires.**

08. DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 29 MARS 2017 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES

08.1 / ARTICLE 26 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ARTICLE 1ER DU DÉCRET

08. 1.1 / MODIFICATION :

- L'article 1er, § 3, al. 5 et 6 du décret dispose actuellement ceci :
  « Si l'examen est organisé de manière centralisée, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription en cas de réussite. Si l'examen est organisé au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, le candidat précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite présenter l'examen d'entrée et d'accès. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire ».
- La disposition en projet propose de remplacer les alinéas 5 et 6 par un unique alinéa, libellé comme suit :
  « Lors de son inscription à l'examen d'entrée et d'accès, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire. Pour des raisons de force majeure dûment motivées auprès des autorités académiques de l'institution universitaire dans laquelle l'étudiant s'est initialement inscrit, l'étudiant est autorisé à modifier son inscription conformément à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, à condition que l'université dans laquelle l'étudiant s'est initialement inscrit et celle dans laquelle il souhaite s'inscrire marquent leur accord.».

08. 1.2 / OBJECTIF :

- La disposition en projet entend préciser que le candidat à l'examen d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires indique, lors de son inscription à celui-ci, l'université au sein de laquelle il souhaite poursuivre sa formation après réussite dudit examen. L'étudiant est tenu de respecter le choix qu'il a effectué, sauf pour des raisons de force majeure et à condition que les deux universités concernées marquent leur accord.

08. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

- La Section de législation du Conseil d'État, dans son avis n° 60/542/2 rendu sur l'avant-projet de décret de la Communauté française 'relatif aux études de sciences médicales et dentaires', avait déjà demandé au Gouvernement d'apporter une justification *« s'agissant de l'obligation faite à l'étudiant de s'inscrire aux études dans l'établissement auprès duquel il aura préalablement présenté l'examen d'entrée lorsque celui-ci est organisé de manière décentralisée »*[7]. Actuellement, l'article 1er, § 3, al. 5 et 6 du décret distingue, **sans justification raisonnable**, les effets attachés à la réussite de l'examen d'entrée en fonction du caractère centralisé (organisé par l'ARES) ou décentralisé (organisé par les établissements

[7] Section de législation du Conseil d'État, avis n° 60.542/2 donné le 21 décembre 2016 sur un avant-projet de décret de la Communauté française 'relatif aux études de sciences médicales et dentaires', *Doc. parl. Comm. fr.*, 2016-2017, n° 410/001, pp. 6 et 7.

habilités) de l'examen d'entrée. Dans le premier cas, le ou la candidat·e est simplement invité·e à mentionner l'institution universitaire dans laquelle il ou elle *souhaite* s'inscrire en cas de réussite ; dans le second cas, l'étudiant·e, également invité·e à préciser l'institution de son choix, *poursuit* son inscription dans l'établissement choisi en cas de réussite. Le choix est, par conséquent, plus restreint dans le second cas que dans le premier cas.

» Pour **éviter toute discrimination**, il est donc effectivement opportun de modifier les deux alinea du paragraphe 3. L'ARES rappelle que le Collège des doyens des facultés de médecine et de dentisterie, sollicité sur la question, a déjà suggéré que le ou la candidat·e ayant réussi l'examen d'entrée **poursuive son inscription dans l'institution universitaire choisie** préalablement.

» **Cela étant**, la disposition en projet semble – de manière involontaire – retirer du dispositif actuel l'obligation qui est faite à l'étudiant·e de préciser l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite *présenter* l'examen d'entrée et d'accès, *en cas de décentralisation*. Cet élément doit pourtant être maintenu afin d'éviter que certain·e·s étudiant·e·s ne présentent leur examen dans un autre établissement que celui dans lequel il s'inscrit *in fine.* Dès lors, l'ARES suggère de conserver les deux alinéas, rédigés comme suit :

« Si l'examen est organisé de manière centralisée, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire.

Si l'examen est organisé au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, le candidat précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite présenter l'examen d'entrée et d'accès. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire.».

» L'ARES note **également** que la disposition en projet permet à l'étudiant·e de modifier son inscription *« pour des raisons de force majeure dûment motivées auprès des autorités académiques de l'institution universitaire dans laquelle l'étudiant s'est initialement inscrit »,* auquel cas *« l'étudiant est autorisé à modifier son inscription conformément à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, à condition que l'université dans laquelle l'étudiant s'est initialement inscrit et celle dans laquelle il souhaite s'inscrire marquent leur accord ».*

Cette partie de la disposition peut, en pratique, se révéler **juridiquement difficilement praticable** :

» Tout d'abord, il ressort de cette partie de la disposition en projet que le cas de force majeure doit être démontré auprès de l'université qui est censée procéder à son inscription. *Quid* de l'hypothèse d'un refus de l'université vers laquelle le ou la candidat·e veut s'inscrire, alors qu'un cas de force majeure est reconnu par l'université choisie initialement ? *Quid* de la situation inverse où c'est l'université choisie initialement qui refuse le cas de force majeure alors que l'université dans laquelle le ou la candidat·e veut s'inscrire aurait marqué son accord de principe ?

» En outre, il est rappelé que l'article 102, § 3 du décret du 7 novembre 2013 auquel fait référence la disposition en projet est très précis étant donné qu'il vise uniquement *« le changement de cursus »*. En l'occurrence, la disposition en projet a pour but de permettre à un·e étudiant·e de changer *d'établissement*. Le changement d'établissement ne sera-t-il donc implicitement autorisé qu'en cas de changement d'établissement **et** de cursus (dentisterie vers médecine ou médecine vers dentisterie) ? De plus, l'article 102, § 3, alinéa 3 – lequel ne fait que préciser les conséquences *si le changement de cursus s'accompagne également d'un changement d'établissement* – est bien plus souple que la

disposition en projet étant donné que l'étudiant·e qui change d'établissement ne doit qu' *« avertir »* l'établissement d'origine du changement opéré.

» Enfin, il est également rappelé que la force majeure est un principe général de droit[8], qui peut être invoqué à chaque fois que le débiteur d'une obligation (en l'occurrence, l'obligation de s'inscrire dans l'établissement choisi originellement) se trouve empêché d'exécuter cette obligation en raison d'un évènement imprévisible, irrésistible et indépendant de sa volonté.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la reformulation suggérée de l'article et la suppression de la fin de la disposition relative au cas de force majeure.**

09. DISPOSITIONS FINALES DU PROJET D'ARRÊTÉ

09.1 / ARTICLE 27 DU PROJET D'ARRÊTÉ: ENTRÉE EN VIGUEUR :

09. 1.1 / MODIFICATION :

» La disposition en projet propose une entrée en vigueur **à partir de l'année académique 2020-2021**, à l'exception d'un certain nombre de dispositions :

» Les dispositions relatives aux allocations d'études et à la prolongation des effets du décret relatif aux études de sciences vétérinaires entrent en vigueur le **1er juillet 2020**,

» Les dispositions organisant les effets de la fusion entre l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine (en ce compris la modification subséquente des annexes au décret Paysage) entrent en vigueur le **1er janvier 2020**,

» Les dispositions instaurant le refus d'inscription pour fraude à l'inscription à un examen d'admission organisé par l'ARES et la disposition modifiant le décret relatif aux études en sciences médicales et dentaires entrent en vigueur le **1er mai 2020**,

» Certaines dispositions modifiant les annexes au décret Paysage (notamment celles qui concernent l'intégration du type long de la catégorie technique de la Haute Ecole Léonard de Vinci au sein de la Haute Ecole « ICHEC – ECAM – ISFSC ») entrent en vigueur **à partir de l'année académique 2019-2020**.

09. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles est assez laconique et ne permet pas de comprendre la volonté de l'auteur du projet quant à certaines entrées en vigueur.

09. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES note que les dispositions dérogatoires à l'entrée en vigueur fixée à l'année académique 2020-2021 auront nécessairement un effet rétroactif. D'ailleurs, certaines d'entre-elles en sont déjà pourvues

[8] Voy. not. C.E., 5 février 2009, *Commune de Schaerbeek*, nº 190.241.

étant donné leur entrée en vigueur fixée au 1er mai 2020. Il en sera probablement de même concernant les dispositions entrant en vigueur le 1er juillet 2020.

» L'ARES rappelle, à cet égard, les enseignements du Conseil d'État : *« La non-rétroactivité des actes législatifs et des actes administratifs est la règle. La rétroactivité est une exception à cette règle ».* Il s'agit d'une *« garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique »* qui *« exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que chacun puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte se réalise »*[9]. Cela étant, le principe n'empêche pas que l'exception puisse être acceptée, notamment lorsque la rétroactivité est *« indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général, tel que le bon fonctionnement ou la continuité du service public »*[10].

» **En l'occurrence**, l'ARES estime pertinentes les diverses entrées en vigueur dérogatoires :

  » **Concernant les études de sciences vétérinaires**, même s'il est vrai que le décret du 13 juillet 2016 est actuellement en vigueur jusqu'à la fin de l'année académique 2019-2010, il est indispensable – par souci de sécurité juridique – de prévoir que l'entrée en vigueur de la disposition en projet prolongeant les effets du décret jusqu'à la fin de l'année académique 2020-2021 soit fixée au 1er juillet 2020 afin, notamment, de donner une base légale justifiant les inscriptions au test d'orientation du secteur de la santé auquel tout·e étudiant·e doit participer afin d'avoir accès aux études susmentionnées. Ce test, en vertu de l'article 110/1, § 1er, alinéa 2 du décret Paysage est *« organisé collégialement chaque année, une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre ».*

  » **Concernant les études de médecine et dentisterie**, l'entrée en vigueur des dispositions en projet au 1er mai 2020 peut se justifier. En effet, les inscriptions à l'examen d'entrée commencent généralement dès cette date. **Cela étant, en raison de la situation sanitaire actuelle liée à la propagation du Covid-19** :

    » la première épreuve de l'examen d'entrée se déroulera le 28 août 2020, de sorte qu'une **entrée en vigueur au 1er juin 2020 de l'article 26 en projet est tout-à-fait envisageable**.

    » l'ARES attire à nouveau l'attention (voy. *supra,* 05.2.3) sur le fait qu'il ne parait pas faisable de prévoir l'arrêté fixant le règlement des épreuves et des examens d'admission afin de disposer, **avant le début des inscriptions**, de l'arsenal législatif et réglementaire adéquat. **L'ARES suggère donc de reporter l'entrée en vigueur de l'article 5 au 1er mai 2021 et de ne pas la maintenir au 1er mai 2020.**

  » **Concernant, enfin, l'entrée en vigueur rétroactive de la modification des annexes au décret Paysage qui concernent l'intégration du type long de la catégorie technique de la Haute Ecole Léonard de Vinci au sein de la Haute Ecole « ICHEC – ECAM – ISFSC »,** celle-ci s'explique par le fait que l'intégration en question a eu lieu à partir de l'année académique 2019-2020[11] et qu'il convient, par analogie et à nouveau par souci de sécurité juridique, de réserver le même sort à la modification envisagée.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des modifications formulées.**

» **Remarque légistique :** l'article en projet fait mention du « présent décret ». Il s'agit plutôt, selon toute vraisemblance, du « présent arrêté de pouvoirs spéciaux ».

[9] C.C., n° 189/2002, B.12.2; n°193/2004, B.8.2; n° 25/2005, B.8.2; n° 177/2005, B.12.2.

[10] *Idem.*

[11] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 1er, a) et 71.

10. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

Un certain nombre de propositions de modifications proposées par l'ARES **ne sont pas contenues dans le texte en projet.** La plupart d'entre-elles ont été proposées à la Ministre de l'Enseignement supérieur par courrier de l'Administrateur de l'ARES le 31 janvier dernier, en réponse à sa sollicitation du 14 janvier.

Celles-ci demeurent, pourtant, indispensables pour le bon fonctionnement, à la fois des établissements d'enseignement supérieur mais également de l'ARES.

C'est pourquoi l'ARES demande à ce que ces modifications soient intégrées au texte en projet.

10.1 / DÉCRET DU 24 JUIN 1996 PORTANT RÉGLEMENTATION DES MISSIONS, DES CONGÉS POUR MISSION ET DES MISES EN DISPONIBILITÉ POUR MISSION SPÉCIALE DANS L'ENSEIGNEMENT ORGANISÉ OU SUBVENTIONNÉ PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

» Actuellement, l'article 5, § 1er, alinéa 1er du décret du 24 juin 1996[12] dispose ceci :

« Le Gouvernement peut accorder aux membres du personnel visés à l'article 1er un congé pour mission. Ce congé peut être accordé si la mission s'accomplit de manière régulière et continue:

1° auprès des services, commissions, conseils et jurys du Gouvernement de la Communauté française, chargés de l'enseignement ou des centres psycho-médico-sociaux et auprès des cabinets ministériels de la Communauté française ou

2° auprès d'une organisation représentative de pouvoirs organisateurs d'enseignement agréée par le Gouvernement de la Communauté française ou

3° auprès d'une association de parents ou d'étudiants agréée par le Gouvernement de la Communauté française ou

4° auprès du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou d'une Cellule de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française, créés par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques ou

5° dans le cadre d'un programme spécifique à vocation pédagogique ou en relation directe avec l'enseignement décidé par le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française ».

» D'autre part, l'article 26, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 (Paysage), dispose, en outre, que, *« pour la réalisation de ses missions et en fonction des moyens et ressources disponibles, le Gouvernement peut mettre à la disposition de l'ARES les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires. De même, les établissements d'enseignement supérieur peuvent mettre à sa disposition des ressources humaines, matérielles et financières. Le personnel concerné conserve intégralement son statut, ses droits et ses avantages ».* Cet article est en vigueur depuis le 1er janvier 2014.

[12] Décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, *M.B.*, 28 août 1996, art. 5.

» Afin de **sécuriser la situation actuelle** des chargés de mission à l'ARES, il est proposé de compléter l'article 5, § 1er, alinéa 1er du décret du 24 juin 1996, en y mentionnant expressément l'ARES :

« [6° auprès de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur, créé par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études] ».

Il pourrait même être proposé d'étendre la mesure, en intégrant l'ensemble des organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, comme suit :

« « [6° auprès de l'ensemble des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII] ».

» **Entrée en vigueur : 1er janvier 2014.**

10.2 / DÉCRET DU 19 MAI 2004 INSTITUANT UN FONDS D'AIDE À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU SEIN DE L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

» Il s'agit d'intégrer le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) au sein de l'ARES. **Il s'agit d'une demande qui a déjà fait l'objet d'un avis formel de l'ARES le 15 mars 2016 (cfr. avis n° 2016-7).**

Cette intégration est essentielle en vue :

- » de faire perdurer la gestion opérationnelle efficace par l'AEF-Europe des différents programmes et actions de mobilité,
- » de favoriser plus de cohérence entre gestion opérationnelle et gestion stratégique,
- » de renforcer le (futur) Comité dans une approche interinstitutionnelle concertée.

» Conformément à l'article 8 du décret, c'est au Gouvernement qu'il revenait de créer le Comité, ce que le Gouvernement a fait par l'entremise de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007[13].

» Pourtant, l'analyse juridique fait apparaître qu'une telle modification ne saurait se satisfaire d'une simple modification de l'arrêté : en effet, il conviendrait de recourir à l'instrument décrétal. Il est donc proposé, notamment pour tenir compte de l'avis donné par la Section législation du Conseil d'Etat relatif au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française *« créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante »*, une modification de l'article 8 du décret du 19 mai 2004 instituant le Fonds d'aide à la mobilité étudiante (FAME). À l'occasion de cet avis, le Conseil d'État avait en effet fait remarquer que *« le fondement légal de l'arrêté en projet [était] fragile. D'une part, réglant une matière d'enseignement, il doit satisfaire à l'article 24, § 5, de la Constitution, qui requiert que les éléments essentiels de la réglementation soient établis par le législateur. D'autre part, la création d'un organisme doit satisfaire à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en vertu duquel le décret doit régler* "la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle*" des organismes créés par la Communauté française »*[14].

» Cette modification préciserait que le Conseil supérieur de la mobilité est créé et **hébergé par l'ARES**. Il conviendrait évidemment, ensuite, de procéder aux modifications adéquates dans l'arrêté du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, pareille modification n'ayant pas vocation à se retrouver dans un décret fourre-tout.

L'article 8 du décret pourrait ainsi être modifié comme suit :

[13] Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, *M.B.*, 30 août 2007.
[14] Section de législation du Conseil d'État, avis n°43.354/2 donné le 6 juillet 2007 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante", *Doc. parl. Comm. fr.*, 2006-2007, p. 3.

« Un Conseil supérieur de la mobilité étudiante est créé. Il est composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil supérieur de la mobilité étudiante est accueilli par l'ARES.

Le Gouvernement fixe l'organisation de ce Conseil.

Le Conseil peut donner, soit d'initiative soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question relative à la mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur.

Le Gouvernement peut confier la gestion de programmes de mobilité au Conseil supérieur de la mobilité.

Le Conseil supérieur de la mobilité publie un rapport d'activités annuel. ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10.3 / DÉCRET DU 16 JUIN 2006 RÉGULANT LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS DANS CERTAINS CURSUS DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

» Actuellement, les articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur prévoient, respectivement pour les universités et pour les hautes écoles, une procédure de dépôt ***physique*** des dossiers d'inscription dans les cursus contingentés visés. Cette procédure constitue, pour les établissements d'enseignement supérieur, une **charge administrative considérable** et, pour les candidats – par définition ne résidant pas, pour la plupart d'entre eux, en Belgique -, une **contrainte de temps et ayant des impacts financiers potentiellement non-négligeables.**

» Depuis l'année académique 2016-2017, le Législateur décrétal a prévu la possibilité de procéder au tirage au sort proprement dit par voie électronique *« pour des raisons pratiques d'organisation et de simplification »*[15]. Dans la même logique et afin de parfaire le même but, il est proposé d'**informatiser la procédure de dépôt des dossiers d'inscription et de la centraliser à l'ARES** qui mettrait, par conséquent, à disposition des établissements d'enseignement supérieur une plateforme d'inscription électronique au tirage au sort centralisée. La vérification des dossiers resterait naturellement à charge des établissements. La centralisation, par contre, implique que le mode de dépôt électronique soit le seul et unique canal. La procédure actuelle ne serait donc plus permise. Cette procédure s'avèrerait par ailleurs totalement cohérente avec la mise en production annoncée de la plateforme e-Paysage à partir de l'année académique 2021-2022.

» La délégation, par les établissements, de la gestion des demandes d'inscription introduites sur une plateforme centralisée par l'ARES ne pose pas de difficulté particulière au regard des **missions** de l'ARES, telles que définies et listées à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013, dans la mesure où le texte de l'article prévoit déjà que l'ARES peut *« venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur […] qui lui serait confiée par la législation ».* Aucune modification de l'article 21 n'est donc nécessaire pour que l'ARES assure cet appui logistique aux établissements qui doivent, en vertu du décret du 16 juin 2006, mettre en œuvre le contingentement.

» **Dans son avis n° 2020-04 rendu le 21 avril 2020, l'ARES a déjà sollicité le Gouvernement afin qu'une procédure de dépôt de dossier en ligne soit permise au niveau des établissements qui organisent le contingentement**.

[15] Projet de décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du centre hospitalier universitaire de liège et à la recherche, Commentaire des articles, *Doc. parl. Comm. fr*., sess. 2015-2016, n° 292, p. 7.

» Il est donc proposer de compléter – de manière identique – les articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006, par un alinéa supplémentaire. Il convient d'insérer l'alinéa comme suit :

» *« Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013, définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août.*

Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités académiques et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Par dérogation, les étudiants qui introduisent une demande d'inscription dans un cursus visé à l'article 3, 4° et 5°, introduisent leur demande d'inscription selon les modalités prévues par les institutions universitaires. En ce qui concerne les cursus visés à l'article 3, 4° et 5°, l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1er du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires constitue la demande d'inscription dans le cursus au sens du présent décret.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités académiques peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1er est actée dans un registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les étudiants non-résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4° et 5°, au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités académiques peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

[<u>En vue de l'année académique 2021-2022 et des années académiques subséquentes, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés à l'article 3 est centralisée sur une plateforme</u>

informatique gérée par l'ARES et accessible à l'ensemble des institutions universitaires concernées et des commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des institutions universitaires chargés du contrôle des dispositions du présent décret.]

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables ».

» *« Article 9. - Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable avant le 25 août.*

Les autorités des hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités des hautes écoles et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités des hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1er est actée dans registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les étudiants non-résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités des Hautes Ecoles peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

[En vue de l'année académique 2021-2022 et des années académiques subséquentes, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés à l'article 7 est centralisée sur une plateforme

informatique gérée par l'ARES et accessible à l'ensemble des hautes écoles concernées et des commissaires auprès des hautes écoles chargés du contrôle des dispositions du présent décret.]

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation des études sont applicables ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10.4 / DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

10. 4.1 / ARTICLE 21 ET INSERTION D'UN ARTICLE 65*BIS* NOUVEAU : SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE (E-PAYSAGE)

» Il est proposé d'insérer à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) un littera 26° nouveau, libellé comme suit :

« L'ARES a pour missions :

[26° de contribuer à la simplification administrative en matière d'admission, d'inscription et de diplomation de l'étudiant ;] ».

Dans la mesure où il s'agit de modifier l'article 21 du décret en ajoutant la mission envisagée, il conviendra d'adopter, pour cette seule disposition, un décret spécial, voté à la majorité des deux-tiers. En effet, à plusieurs reprises, le Conseil d'État, Section législation, a rappelé[16] que, concernant les missions dévolues à l'ARES, il y avait lieu de respecter à cet égard l'article 24, § 2, de la Constitution, lequel précise que lorsqu'une *« communauté, en tant que pouvoir organisateur, veut déléguer des compétences à un ou plusieurs organes autonomes, elle ne peut le faire que par décret adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »*.

» En l'état, le projet e-Paysage, projet de simplification administrative **essentiel** pour l'enseignement supérieur, repose exclusivement sur l'article 106 du décret. Il est souhaité que cette mission de **simplification administrative** soit intégrée de manière explicite dans le décret.

Par ailleurs, et dès lors que la simplification administrative est au cœur d'e-Paysage, il est proposé d'insérer au titre II du décret, un *« Chapitre V. - De la simplification administrative »* nouveau qui serait rédigé comme suit :

« *Article. 65*bis.*- § 1er. Le Gouvernement confie à l'ARES, dans le cadre de l'article 21, 26° du présent décret, le déploiement et la coordination d'une plateforme informatisée d'échanges de données administratives.*

L'ARES est responsable du traitement en ce qui concerne la collecte et la mise à disposition des données visées.

§ 2. Sont associés au déploiement de la plateforme visée au § 1er les services du Gouvernement, les établissements d'enseignement supérieur ainsi que les différents services du Ministère de la

[16] En cela, il s'appuyait sur deux autres avis rendus au sujet de deux décrets modificatifs du décret du 7 novembre 2013 (Paysage). Voy. à cet égard : Section de législation du Conseil d'État, avis n° 57.367/2 donné le 29 avril 2015 sur un avant-projet devenu le décret du 25 juin 2015 'modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur', *Doc. parl. Comm. fr.*, 2014-2015, n° 131/1, p. 87 et avis 59.262/2 donné le 11 mai 2016 sur un avant-projet devenu le décret du 16 juin 2016 'portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la recherche', *Doc. parl., Parl. Comm. fr.*, 2015-2016, n° 292/1, p. 83.

Communauté française, dont les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements, en charge des matières relatives aux étudiants.

Les données administratives échangées sont celles qui résultent de l'application, par les personnes visées par l'alinéa précédent, de la législation à laquelle celles-ci sont soumises.

§ 3. Pour l'application du présent article, l'étudiant est identifié de manière univoque par son numéro de registre national ou, à défaut de numéro de registre national, via le registre bis *de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.*

§ 4. Les échanges de données administratives s'effectuent, dans le chef des personnes visées au § 2, dans le strict respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ainsi que de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

- Eu égard à la proposition formulée, l'ARES tient à fait remarquer les éléments suivants :
  - L'ARES n'intervient pas dans le processus normatif car cette mission ne revient pas à l'ARES. L'ARES agit uniquement comme facilitateur technique dans le cadre de l'échange de données qui proviennent des différents acteurs mentionnés au paragraphe 2 de l'article. Elle ne crée donc pas de nouvelles données ni de nouvelles obligations légales à l'égard de ces données. Elle n'a comme responsabilité de traitement que la collecte de ces données et la mise à disposition de ces données par et pour les acteurs susvisés.
  - La plateforme ne se substitue pas à l'exercice des missions confiées à chacun des acteurs, missions qui leur sont dévolues en application des législations qui leur sont propres. Cette plateforme est un outil permettant un échange de données. Chacun des acteurs reste responsable de traitement des données mises à disposition.
  - Concernant les Commissaires et Délégués, il existe actuellement un vide juridique concernant la responsabilité de traitement du *Collège*. Ce dernier n'a pas de personnalité juridique ni d'existence légale (il s'agit, juridiquement, d'une pure association de fait). La responsabilité de traitement ne relève pas de la Communauté française car ce n'est pas elle qui a pour mission de collecter les données mais bien les Commissaires et Délégués individuellement. Dès lors, actuellement et par défaut, c'est chaque Commissaire ou délégué, en ce qui le concerne et pour les EES dont ils assurent chacun le contrôle qui est responsable de traitement des données qui reçoivent. Ce problème qu'il conviendrait de résoudre assez rapidement passerait nécessairement par la création d'une base légale instituant le Collège.
- **Enfin**, l'ARES rappelle son courrier du 6 mars 2020 adressé à la Ministre de l'Enseignement supérieur, par lequel elle détaillait les besoins qui sont les siens en lien spécifiquement, avec l'octroi de nouvelles missions à l'ARES en matière de simplification administrative et concernant le déploiement et la coordination d'une plateforme informatisée d'échange de données.

  Les besoins financiers y étaient chiffrés à un montant de 200.000 EUR. Il semble donc qu'il convienne de tenir compte de cet élément dans la rubrique d'impact budgétaire.
- **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10. 4.2 / ARTICLE 27 DU DÉCRET : DOTATION DE L'ARES POUR 2020

- Il est proposé de modifier l'article 27 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) et de le compléter comme suit :

« Pour l'année 2020, un montant de 428.000 euros est ajouté au montant de la dotation calculée en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année 2021, le montant de la dotation est obtenu en appliquant la formule suivante : montant définitif de la dotation de l'année précédant l'année budgétaire concernée x indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / indice santé de janvier de l'année budgétaire précédente ».

» Il s'agit de modifier le montant de la dotation de l'ARES suite à un transfert de 150.000 euros pour le traitement de personnel en provenance de l'administration et travaillant à l'ARES ; 180.000 euros supplémentaires sont ajoutés à la dotation pour permettre le recrutement de personnel pour renforcer la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI) ; 50.000 euros supplémentaires sont ajoutés afin de permettre à l'ARES de mettre en œuvre le programme d'échange Asem-Duo ; 48.000 euros supplémentaires sont ajoutés pour compenser les charges de l'augmentation de la prime de fin d'année décidée par le Gouvernement en 2018 et 2019.

Ces montants ont déjà été accordés à l'ARES par voie d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française en 2018 et 2019, et sont prévus au budget 2020 de la Communauté française, la mesure ne présente donc **aucun impact budgétaire additionnel**. À partir de 2021, ces augmentations intègrent le montant de la dotation et, correspondant principalement à des coûts de personnel, sont indexés chaque année.

» **De manière plus précise :**

» *Transfert de la DO 11 (150.000 euro) :*

Les articles 154 à 157 du décret du 7 novembre 2013 prévoient le transfert à l'ARES du personnel et des moyens jusque-là affectés à différents organismes (l'Observatoire de l'enseignement supérieur, le CIUF, le CGHE et le CSESA) liés à l'enseignement supérieur. À partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Toutefois, trois agents précédemment affectés à ces services au sein du Ministère ont refusé leur transfert au moment de la création de l'ARES.

Dès lors, dès 2017, un montant de 75.000 EUR a été transféré au départ de l'AB 11.04.01 de la DO 11 (rémunération du personnel du Ministère) en vue de compenser, sur une demi-année, le non-transfert à l'ARES de ces 3 membres du personnel. Les 75.000 EUR complémentaires (pour atteindre 150.000 EUR sur base annuelle, récurrent) ont été accordés à partir de 2018.

» *Secrétariat de la CEPERI (180.000 EUR) :*

L'article 97 du décret du 7 novembre 2013 détermine qu'une Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription est créée. Elle a le statut d'autorité administrative indépendante. Le même article 97 prévoit que *« celle-ci est accueillie par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif; un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES en assument le secrétariat ».*

En 2017, une évaluation du fonctionnement de la CEPERI a été menée, qui a abouti entre autres, à la conclusion que le renforcement du secrétariat de la Commission était nécessaire à son bon fonctionnement. Dans ce cadre, un montant de 60.000 EUR (pour 1/3 d'année) a été octroyé dès 2017 à l'ARES par arrêté du Gouvernement distinct, en vue de renforcer le secrétariat de la CEPERI en recrutant trois agents. Par la suite et dès 2018, ce montant a été octroyé en année pleine (180.000 EUR).

» *Augmentation prime de fin d'année (48.000 EUR) :*

Par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 17 octobre 2018 et du 27 mars 2019, le Gouvernement de la Communauté française a décidé d'augmenter en deux étapes successives la part fixe de l'allocation de fin d'année. Le surcout généré par cette mesure a été

compensé pour l'ARES, par l'octroi d'une subvention spécifique en 2018 puis en 2019 dont le montant a varié proportionnellement à l'augmentation constatée du coût de la prime de fin d'année.

» *ASEM-DUO (50.000 EUR) :*

Dans le cadre de sa mission *« de promouvoir la visibilité internationale de l'enseignement supérieur en Communauté française et de coordonner les relations internationales des Pôles et établissements»*, assignée à l'ARES par l'article 21, alinéa 1er, 9° du décret du 7 novembre 2013 précité, le Gouvernement a confié à l'institution la réalisation d'un appel à projet, *« ASEM-Duo »* en vue de favoriser les échanges entre chercheurs des universités de la Communauté française et des pays d'Asie du Sud-Est.

Dans ce cadre, un montant de 17.000 EUR a été versé à l'institution en 2017, montant porté à 50.000 EUR à partir de 2018. Ces montants sont intégralement consacrés au financement d'activités de recherche menée par des « paires » de chercheurs issus d'Asie et d'Europe.

» **Entrée en vigueur : 1er janvier 2020.**

10. 4.3 / ARTICLES 73 ET 112 DU DÉCRET: ACCÈS AUX MASTERS DE SPÉCIALISATION

» Suite à la mise en place du décret, l'accès aux masters de spécialisation a été **restreint aux titulaires d'un master 120**. Tous les candidats à l'admission à un master de spécialisation ne peuvent évidemment pas faire valoir une année au moins d'expérience professionnelle et/ou personnelle. Cette restriction est donc **très contraignante** pour les institutions. **L'ARES avait souhaité, à l'occasion des travaux sur le décret « Fourre-tout III », attirer l'attention du Gouvernement sur le fait que certaines situations sont, à cet égard, problématiques (cfr. les avis n° 2019-01 et 2019-13 rendus par l'ARES)** :

  » les masters 60 en Communauté française pour lesquels **il n'existe pas de master 120** (Par exemple, le master en kinésithérapie et réadaptation) ;

  » les **masters 60 en Communauté flamande**, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de Masters de spécialisation coorganisées avec une université flamande (par exemple, le master de spécialisation en génie nucléaire);

  » les **étudiants étrangers** ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugiés notamment).

» Si les universités veulent que ces diplômés accèdent au master de spécialisation, il faut évidemment modifier le décret du 7 novembre 2013 par l'introduction d'une série d'exceptions à l'article 112 pour ce qui concerne ces situations problématiques.

» Il est donc proposé de :

  » modifier l'article 73, alinéa 1er du décret comme suit :

  « Article 73. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent [aux conditions fixées par les autorités académiques], des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires ».

  » modifier l'article 112 du décret (en s'inspirant de l'article 115 actuel qui traite de l'admission au 3ème cycle), comme suit :

  « Article 112. [§ 1er.] Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui ~~satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 et~~ sont porteurs : ~~d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits :~~

1° *[Soit d'un diplôme de Master en Communauté française;*

2° *Soit d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole Royale Militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;*

3° *Soit d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littera 1 et 2 en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.*

Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies et /ou les compétences qu'il a acquises sont valorisés par le jury pour au moins 240 crédits.

§3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de 3ème cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins] ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10. 4.4 / ARTICLE 79 DU DÉCRET : ÉPREUVES DE FIN DE QUADRIMESTRE

» Concernant le mécanisme de **quadrimestrialisation**, l'ARES avait suggéré, **à l'occasion de son avis n° 2018-01 rendu d'initiative et dans le cadre des travaux sur le décret « Fourre-tout III » (cfr. avis n° 2018-13)**, de modifier l'article 79, § 1er, al. 2 en ce qu'il impose (lorsque, pour des raisons motivées, certaines unités d'enseignement se répartissent sur les deux premiers quadrimestres) que soit obligatoirement organisée une évaluation partielle à la fin du premier quadrimestre.

» Un certain nombre d'inconvénients avaient été pointés : **émiettement** des matières, **multiplication** des matières à évaluer, **allongement** des sessions d'examens, des délibérations, etc. Elle a donc plaidé pour que l'article laisse davantage de **souplesse** et **d'autonomie** aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres.

L'article 79, § 1er, alinéa 2 pourrait donc être modifié comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une évaluation partielle ~~est~~ [peut être] organisée en fin de premier quadrimestre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 150, § 1er ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10. 4.5 / ARTICLE 84 DU DÉCRET : MINIMUM DE 60 CRÉDITS POUR CONFÉRER UN GRADE

» L'article 84 actuel du décret, tel que modifié récemment par le décret « Fourre-tout III »[17], est libellé comme suit :

« Aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ou de master de spécialisation peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

» **L'ARES avait proposé, à l'occasion des travaux du décret « Fourre-tout III » (cfr. avis n° 2018-13), d'intégrer le master 60 dans la liste des exceptions**, à savoir le brevet de l'enseignement supérieur, le bachelier de spécialisation et le master de spécialisation, grades pour lesquels le minimum de crédits à suivre effectivement est fixé à 30 dès lors que ne pas introduire le master 60 dans cette liste revient à rendre *de facto* la valorisation de crédits à l'admission impossible pour les candidats détenteurs de ce diplôme.

De plus, dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, le maintien de la disposition telle que libellée actuellement poserait également question.

Il est dès lors proposé de modifier l'alinéa 3 de l'article, comme suit :

« Par exception à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ~~ou de master de spécialisation~~ [, de master en 60 crédits ou de master de spécialisation] peuvent être conférés par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10. 4.6 / ARTICLE 88, § 2 DU DÉCRET : RATIONALISATION DE L'OFFRE

» **En date du 11 février 2020, le Conseil d'administration de l'ARES a examiné l'application de l'article 88 § 2 du décret et ses conséquences**. Cet article vise à rationaliser l'offre d'enseignement sur base d'un critère qui se veut objectif, soit le nombre moyen de diplômés sur les cinq dernières années. Il en ressort les **différents constats et risques suivants** :

[17] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 9.

- **Tout d'abord**, l'article 88, § 2 **ne distingue pas les formes d'enseignement** ; il concerne le type court organisé par les hautes écoles, les écoles de promotion sociale qui organisent des études correspondantes ou équivalentes et les écoles supérieures des arts ;
- **Ensuite**, l'ARES constate une **incohérence** entre le contenu de l'article 88 § 2 et le commentaire de celui-ci. Dans l'article, on indique une obligation de « coorganisation » et le commentaire parle lui de « codiplômation ».
- En outre, l'ARES relève qu'elle dispose que de chiffres très partiels (3 années académiques pour les hautes écoles et 2 années académiques pour l'enseignement de promotion sociale) et non contrôlés par une instance externe et indépendante pour étayer le propos et identifier les formations qui sont potentiellement concernées par cette disposition. À la rentrée académique 2020-2021, les moyennes du nombre de diplômés sur les cinq années académiques précédentes **ne pourront pas donc pas être établies de façon complète et indiscutable**.
- Il convient **également** de rappeler que l'enseignement de promotion sociale ne vise pas le même public que celui des hautes écoles et des écoles supérieures des arts. Un grand nombre d'étudiants s'y inscrivent sans pour autant aller jusqu'à obtenir un diplôme : ils ne suivent que certaines UE utiles dans leur métier ou nécessaires à leur insertion socioprofessionnelle. Une bonne partie d'entre eux ne présentent dès lors pas l'épreuve intégrée, UE clôturant tout cursus. L'article 88, § 2 ne tient pas compte de cette spécificité lorsqu'il propose de comptabiliser le nombre de diplômés.
- **Enfin**, l'application de cet article continue à interroger le secteur dans la mesure où si un établissement ne diplôme pas 10 étudiants en moyenne sur les 5 dernières années pour un cursus donné, tous les autres établissements l'organisant dans le pôle devront coorganiser, sous peine de perdre leur habilitation, sauf s'ils codiplôment déjà à trois. Ceci pourrait conduire, dans certains cas, à des **situations compliquées où un nombre important d'établissements seraient obligés de coorganiser dans une grande zone géographique sans apporter de valeur ajoutée à la formation**, mais en imposant aux étudiants et aux établissements des contraintes horaires ou organisationnelles lourdes ainsi que, le cas échéant, des déplacements supplémentaires. En outre, il ne garantit pas forcément d'aboutir à une rationalisation de l'offre.

» **Par conséquent**, l'ARES propose de reformuler l'article 88, § 2 en intégrant les positions reprises ci-après :

- **La responsabilité de la fermeture d'une formation (ou de son maintien par le biais d'une collaboration) doit incomber à l'établissement concerné**. Elle ne doit pas engager *de facto* les autres établissements. La responsabilité de dégager une solution (par exemple, trouver un partenaire) incombe donc à l'établissement qui est en dessous de la norme. Il n'est en effet pas acceptable que des établissements qui comptent un nombre suffisant de diplômés pour un cursus soient contraints de codiplômer (ou cooorganiser) et, par voie de conséquence, obliger de céder l'organisation de 15% du programme d'études. L'établissement qui n'atteint pas la norme perd son habilitation ou trouve un partenaire avec lequel collaborer.
- **Les normes de maintien doivent s'appliquer au niveau de l'arrondissement** (et pas du pôle). Il faut donc lever l'incohérence qui consiste à avoir deux normes dans l'article : l'arrondissement, d'une part, et le pôle académique, d'autre part.
- **Les normes de maintien devront être établies différemment pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts, d'une part, et pour l'enseignement de promotion sociale, d'autre part, en raison des spécificités des formes d'enseignement** (réalités et publics différents, organisations différentes, législations spécifiques, etc.). En effet, le public cible en enseignement de promotion sociale (adultes qui pour certains travaillent) et, conséquemment, l'approche diffèrent de

l'enseignement de plein exercice (horaire décalé, proximité géographique, etc.). D'autre part, en promotion sociale, il est fréquent que les étudiant·e·s ne suivent pas l'entièreté de la formation, mais uniquement des UE spécifiques. Dans ce contexte, la détermination du seuil minimal à atteindre par un établissement ne devrait pas se faire, pour l'enseignement supérieur de promotion sociale, sur base du nombre de *diplômés*, mais bien en fonction du nombre *d'étudiant·e·s inscrit·e·s* dans les unités déterminantes du cursus visé. Il est donc proposé de modifier l'article 88, § 2 de cette manière:

  - » Pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts : moins de 10 diplômé·e·s par an en moyenne sur les cinq dernières années (à partir de n-1) ;
  - » Pour les établissements d'enseignement de promotion sociale : moins de 10 étudiant·e·s par an en moyenne inscrit·e·s dans les unités déterminantes durant les 5 dernières années (à partir de n-1).
- » **À titre transitoire**, les données relatives au nombre de diplômé·e·s seront fournies par les institutions (mode déclaratif) et aux étudiant·e·s inscrit·e·s dans les unités déterminantes par l'administration de l'enseignement de promotion sociale. Par la suite, les données encodées dans e-paysage permettront une information objective, reprenant des chiffres fiables.
- » **Des exceptions motivées et proposées par l'ARES doivent continuer à être envisagées**, comme l'organisation d'une formation selon deux rythmes (plein exercice /horaire décalé ou adapté) dans un même arrondissement afin de garantir l'accès à des publics spécifiques qui fréquentent ces formations ou encore le maintien d'une formation qui prépare à des métiers en pénurie.

» Une dérogation d'une année a été actée dans un récent décret-programme pour les cursus des domaines 10 et 23, ce qui peut se comprendre eu égard au report d'une année académique de la réforme de la formation initiale des enseignants. Cependant, ce report d'un an ne règle pas complètement l'objectif visé par la modification, car les anciennes formations sont maintenues jusque deux ans après la fin des études des étudiant·e·s inscrit·e·s à partir de 2020. **L'ARES demande donc que l'article 88, § 2 ne s'applique pas aux formations qui vont disparaître suite à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants.**

» **Enfin**, **l'ARES demande le report de l'entrée en vigueur de la disposition de l'article 88, § 2 du décret paysage, à l'année académique 2022-2023**. Ce délai permettra de récolter les données nécessaires (certifiées par une autorité indépendante), d'identifier et de prévenir les établissements concernés par la mesure, de laisser le temps à ceux-ci pour trouver une solution (codiplômer ou fermer le cursus), de permettre à l'ARES d'examiner les nouvelles habilitations en codiplomation (le cas échéant) et enfin, d'adapter les annexes du décret paysage à la nouvelle offre d'enseignement qui en résultera.

10. 4.7 / ARTICLE 96 DU DÉCRET: NOTIFICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

» L'article 96, alinéa 2, tel que modifié récemment par le décret « Fourre-tout III »[18], dispose actuellement ceci :

« La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective ».

» **Lors de la précédente modification du décret, l'ARES avait demandé à l'occasion de son avis n° 2018-13**, pour d'évidentes **raisons pratiques et de sécurité juridique**, que l'adresse électronique utilisée par l'établissement soit, en cas de réinscription, celle fournie par ce dernier et non l'adresse

[18] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 13, a), 2).

personnelle de l'étudiant – susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est évidemment bien plus compliqué.

Il est donc proposé de réécrire l'alinéa 2 actuel de l'article 96 :

« Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel, à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

10. 4.8 / ARTICLE 102, § 1ER, AL. 2 NOUVEAU : CARTE D'ÉTUDIANT

» **Actuellement**, aucune disposition décrétale ou réglementaire ne requiert de l'établissement d'enseignement supérieur qu'il fournisse à tout·e étudiant·e une carte d'étudiant. Bien entendu, dans la pratique, la plupart des établissements en fournissent une à chaque étudiant·e régulièrement inscrit·e mais il ne s'agit pas d'une pratique généralisée. De plus, d'un établissement à l'autre, le « format » de la carte diffère largement, notamment quant à la présence, sur le document, d'une photo permettant d'identifier clairement l'étudiant·e.

» Pourtant, il est clair qu'il s'agit d'un **élément essentiel** :

» Tout d'abord et de manière fondamentale, la carte d'étudiant permet d'attacher l'étudiant·e à la communauté étudiante de l'établissement. Elle lui permet de revendiquer son **appartenance** à l'établissement, pour une année académique envisagée, et lui offre la possibilité, notamment, de pouvoir bénéficier de promotions, réductions – on pense immédiatement, aux activités extra-académiques, les cinémas, les théâtres, etc. –, de pouvoir accéder aux bibliothèques mais aussi de pouvoir participer à certaines **activités intra-académiques** – les bals, qu'ils soient des « bleus » ou des « busés », les soirées étudiantes, les activités des cercles, etc.

» Ensuite, et sans doute de manière moins réjouissante, elle assure la **sécurité publique** de toutes et tous sur le campus, que ce soit des étudiant·e·s, du personnel académique, administratif, et plus généralement, de toute personne invitée à se trouver sur le campus. La carte d'étudiant permet effectivement l'authentification précise de l'étudiant·e à chaque fois qu'il est en présence sur le campus, notamment lorsqu'il s'agit de se rendre à divers laboratoires, travaux dirigés ou travaux pratiques à l'occasion desquels il est fréquent – surtout dans les domaines des sciences (physique, chimie, biologie), des sciences médicales, vétérinaires, dentaires, biomédicales, pharmaceutiques, agronomiques, etc. – que les étudiant·e·s présent·e·s soient amené·e·s à manipuler des produits chimiques pouvant se révéler dangereux pour toute la communauté. Les risques d'attentats sont réels et les évènements du 22 mars 2016 restent dans toutes les mémoires. À cette époque, on se souvient que de nombreux campus avaient évacué leurs étudiant·e·s, tant le risque était élevé. L'obligation, pour tout·e étudiant·e d'être en possession de sa carte d'étudiant – et son corollaire, l'obligation de l'établissement d'en fournir une – sans réduire le risque à néant, permet aux autorités de l'établissement de contrôler qu'aucune personne extérieure à l'établissement soit présente sur le campus afin d'y commettre des faits pouvant être qualifiés terroristes[19].

» Enfin, au-delà des aspects essentiels de sécurité publique, la carte d'étudiant permet le **contrôle** de l'identité de l'étudiant·e à certains moments de la vie académique et, notamment, lors des **évaluations**. Il faut permettre aux établissements de s'assurer que l'étudiant·e qui s'apprête à présenter l'évaluation – écrite, orale, artistique – est bien celui ou celle qu'il ou elle prétend être.

[19] Voy. à cet égard, C. pén., art. 137 et s.

- Les établissements ne sont pas légalement habilités à demander aux étudiant·e·s de prouver leur identité au moyen de leur carte d'identité ; c'est évidemment un élément qui doit perdurer. Par contre, ils devraient être en mesure de demander aux étudiant·e·s, à l'occasion des divers évènements énumérés ci-dessus, de présenter leur carte d'identité académique, soit la carte d'étudiant. Ceci explique que la fourniture d'une carte d'étudiant soit rendue **obligatoire et généralisée**. Il convient également, pour assurer une authentification précise et adéquate, que, sur la carte d'étudiant, figurent *a minima* une **photo couleur inaltérable** rendant reconnaissable l'étudiant·e en cause, en plus de la mention éventuelle de son numéro d'étudiant et du logo de l'établissement. Il s'agit du seul et unique moyen d'assurer un contrôle de l'identité. Cette photo serait, soit fournie par l'étudiant·e, soit prise par l'établissement au moment de la confection de la carte d'étudiant.
- La mesure envisagée respecte l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, lequel impose que *« toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance »*, étant entendu que l'ingérence induite par la mesure est *« prévue par la loi »* et *« constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire »*, notamment, *« à la sécurité nationale »* et *« à la sûreté publique »*[20]*.* Les motifs évoqués plus haut suffisent à démontrer la nécessité de la mesure. En outre, il ne parait pas disproportionné de requérir de l'étudiant·e qu'il ou elle fournisse une photo d'identité ou qu'il ou elle accepte qu'une photo d'identité soit prise par l'établissement dans le but de confectionner la carte d'étudiant. À cet égard, chaque établissement est responsable quant au traitement des données (à savoir, les photos des étudiant·e·s) et assure la protection de ces données.
- L'article du décret Paysage qui parait être le plus pertinent pour insérer la mesure est l'article 102. En effet, le premier alinéa de l'article dispose ceci :

  « Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 50 euros. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement. Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé l'acompte de 50 euros, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte ».

  Il est donc proposé d'ajouter un nouvel alinéa à la suite de l'alinéa 1er, libellé comme suit :

  « L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent au minimum une photo d'identité couleur inaltérable fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement ».

  L'un point de vue légistique, étant donné qu'un nouvel alinéa est inséré, il convient de modifier certaines parties de l'article 102 afin d'assurer la cohérence actuelle de la disposition, à savoir : à l'article 102, § 1er, alinéa 3, remplacer les mots *« l'alinéa 2 »* par les mots *« alinéa 3 »* ; à l'article 102, § 1er, alinéa 5, remplacer les mots *« aux alinéas 1 et 2 »* par les mots *« aux alinéas 1 et 3 »* et à l'article 102, § 2, alinéa 1er, remplacer les mots *« alinéas 2 et 3 »* par les mots *« alinéas 3 et 4 ».*
- **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

[20] Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et Protocole additionnel, signé à Paris le 20 mars 1952, approuvés par la loi du 13 mai 1955, *M.B.*, 19 août 1955, art. 8.1 et 8.2.

10. 4.9 / ARTICLE 111, § 3 : TOILETTAGE LÉGISTIQUE

- L'ARES relève une certaine **incohérence** au sein de l'article 111, § 3 du décret, lequel précise actuellement que, *« par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 2, 3° et 4° ont également accès aux études de 2ème cycle ».* Il se trouve que, depuis l'adoption du décret du 3 mai 2019 dit « Fourre-tout III », les 3° et 4° de l'article 100, § 2 n'existent plus[21]. Les littera 3° et 4° ont été modifiés et intégrés dans deux paragraphes distincts, respectivement 6 et 7 de l'article 100.
- Afin d'assurer la cohérence du texte, il convient de privilégier la formulation suivante : *« par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 6 et § 7 ont également accès aux études de 2ème cycle ».*

10. 4.10 / ARTICLE 145 : MENTIONS MINIMALES FIGURANT SUR LE DIPLÔME

- Actuellement, l'article 145 du décret du 7 novembre 2013, en son alinéa 1er, dispose ceci :

  « Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne. Il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme. En cas de perte, seule une attestation pourra être délivrée ».
- À cet égard, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2016 déterminant les modèles des diplômes et des suppléments aux diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française[22], impose déjà que figurent sur le diplôme le **prénom** de l'étudiant·e, les **initiales** de son éventuel 2e prénom au minimum et, en majuscules, son **nom**, de même que le **lieu de naissance** en toutes lettres, suivie du pays entre parenthèses et la **date de naissance**, en mentionnant le mois en toutes lettres.

  Cela étant, n'est pas encore imposée l'obligation de mentionner sur le diplôme, le **genre** de l'étudiant·e diplômé. Cette exigence est pourtant primordiale, afin notamment d'éviter la confusion des homonymes. À cet égard, l'annexe 1ère à l'arrêté, qui contient le modèle de diplôme que les établissements doivent utiliser, mentionne les éléments suivants : *« Nous, Présidente, Secrétaire et Membres du jury chargé de conférer le grade académique concerné, déclarons que ……(4) <u>née</u> à ……. ».* Il semble étonnant, de prime abord, que le genre soit, par défaut, féminin. Ceci démontre, quoi qu'il en soit, l'importance de préciser cette exigence.
- Il est important de garantir une authentification internationale des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française. En effet, un·e étudiant·e diplômé·e en Communauté française peut séjourner, travailler voire même s'établir à l'étranger, dans l'espace Schengen ou en dehors de celui-ci. L'authentification au moyen du registre national *belge* (RN ou RNbis) dans le cadre d'epaysage n'est, en pareil cas, pas envisageable. Il convient, dès lors, de garantir l'authentification des diplômes délivrés au moyen du genre, du nom, du prénom, des date et lieu de naissance de l'étudiant·e diplômé·e.
- Dans cette mesure, afin de renforcer ces exigences sur le terrain et d'assurer une assise correcte à la collecte des données susmentionnées, il convient, en conformité avec le Règlement général de protection des données[23], de couler ces exigences au sein même de l'article 145 du décret.

---

[21] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 16.

[22] Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2016 déterminant les modèles des diplômes et des suppléments aux diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française, *M.B.,* 13 septembre 2016, annexe 1ère.

[23] Règlement (UE) 2016/679 DU Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), *J.O.U.E.*, L.119/1, 4 mai 2016, art. 6, 1er, c).

Il est donc proposé de modifier l'alinéa 1er de l'article 145, comme suit : *« Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. Afin d'identifier précisément l'étudiant, apparaissent au minimum sur chaque diplôme son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance et son genre. Chaque diplôme fait référence explicitement au supplément au diplôme qui l'accompagne. Il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme. En cas de perte, seule une attestation pourra être délivrée ».*

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
LE GOUVERNEMENT

Valérie Glatigny
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE L'ENSEIGNEMENT DE LA PROMOTION SOCIALE,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES, DE L'AIDE À LA JEUNESSE,
DES MAISONS DE JUSTICE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES

ARES
A l'attention de M. Julien NICAISE
Administrateur

Bruxelles, le 10 AVR. 2020

n.r. : VG/FGS/CV/08042020 3402
v.r. :
contact: Cynthia VANDEVORST – cynthia.vandevorst@gov.cfwb.be

Objet : **Avis de l'ARES sur le projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale**

Monsieur l'Administrateur,
Cher Julien,

Lors de sa séance du 7 avril 2020, le Gouvernement m'a chargée de requérir l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur sur le projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale, conformément à l'article 21, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Je vous prie dès lors de me remettre votre avis sur le texte dont objet.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur l'Administrateur, cher Julien, en l'expression de mes sincères salutations.

La Ministre,

Valérie GLATIGNY

Projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983 ;

Vu le décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Vu le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ;

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé ;

Vu le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires ;

Vu le décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 ;

Considérant qu'en application de l'article 2 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le Gouvernement peut, aux seules fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19, prendre toutes les mesures utiles dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française dans le but de préparer la rentrée académique 2020-2021 ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 27 mars 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 avril 2020 ;

Vu le « Test genre » du 18 mars 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du XXX organisée conformément à l'article 33, 2°, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le XXX, conformément à l'article 21, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Vu l'avis XXX/X du Conseil d'Etat, donné le XX XX 2020, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de la Promotion sociale,

Après délibération,

ARRETE :

Chapitre 1er. - Disposition modifiant le décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983

Article. 1er. - L'article 5 du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, est remplacé par ce qui suit :

« **Article 5.** - Les élèves de condition peu aisée de l'enseignement secondaire ont droit à une allocation d'études, pour une année d'études déterminée, s'ils ont terminé avec fruit l'année scolaire précédente, ou s'ils ont subi avec succès une épreuve d'accès légalement ou régulièrement fixée à certains cycles d'études.

Les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur ont droit à une allocation d'études, pour l'année académique en cours, s'ils produisent une attestation d'inscription régulière auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice reconnu par la Communauté française à des études menant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle initial ou à des études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Les allocations d'études ne peuvent être employées que pour couvrir des frais résultant de l'entretien de l'élève ou de l'étudiant et des études qu'ils poursuivent. Ces fonds ne peuvent être saisis du chef des dettes que l'élève, l'étudiant ou leur représentant légal, auraient contractées et qui seraient étrangères à ces fins. ».

Chapitre 2. - Dispositions modifiant le décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur

Art. 2. - A l'annexe I au décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, le point « Mots-clés devant apparaître dans le curriculum (UE, AA, contenus, fiche descriptive) » est remplacé par ce qui suit :

« Le programme d'études conduisant au titre de formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend les deux parties ci-dessous.

Mots-clés devant apparaître dans le nom d'une unité d'enseignement, le nom d'une activité d'apprentissage ou dans les contenus

Il ne s'agit pas nécessairement d'un « cours » mais d'une notion/matière qui doit être rencontrée.

A) Enseignement théorique (soins infirmiers, sciences fondamentales, sciences sociales)

Anatomie	Orientations et éthique de la profession, bioéthique
Anglais	Pathologies générale et spéciale
Anthropologie	Pharmacologie
Biochimie	Philosophie
Biologie	Physiologie
Biophysique, radiologie et radioprotection	Physiopathologie
Communication professionnelle	Politique socio-économique de la santé
Démarche clinique	Premiers secours
Déontologie	Principes d'administration et de gestion
Diététique	Principes d'enseignement
Droit et aspects juridiques de la profession	Principes des soins infirmiers en matière de : médecine générale et spécialités médicales, chirurgie générale et spécialités chirurgicales, puériculture et pédiatrie, hygiène et soins à la
E-santé	
Education pour la santé et sanitaire	

	mère et au nouveau-né, santé mentale et psychiatrie, soins aux personnes âgées et gériatrie
Embryologie	Principes généraux de santé et des soins infirmiers
Enseignement clinique	Promotion de la santé
Ergonomie, manutention	Prophylaxie
Génétique	Psychologie
Histoire de la profession	Qualité
Hygiène	Science infirmière
Immunologie	Sociologie
Législations sociale et sanitaire	Soins infirmiers généraux
Méthodologie et utilisation des résultats de la recherche scientifique	Techniques d'investigation
Microbiologie : Bactériologie, virologie, parasitologie	Travail de fin d'études ou Épreuve intégrée (Enseignement Promotion Sociale)
Nutrition	Travail en équipe

B) <u>Enseignement clinique</u>

Soins infirmiers en matière de :

Médecine générale et spécialités médicales
Chirurgie générale et spécialités chirurgicales
Soins aux enfants et pédiatrie
Hygiène et soins à la mère et au nouveau-né
Santé mentale et psychiatrie
Soins aux personnes âgées et gériatrie
Soins à domicile

L'enseignement de l'une ou de plusieurs de ces matières peut être dispensé dans le cadre des autres disciplines ou en liaison avec celles-ci. ».

Art. 3. - A l'annexe II au même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A la suite du tableau relatif au point « Référentiel de compétences », un point rédigé comme suit est ajouté :

« **Référentiel de compétences de l'article 42, paragraphe 2, de la directive 2005/36/UE, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE**

1	Assurer une bonne information et conseiller en matière de planification familiale ;
2	Diagnostiquer la grossesse, puis surveiller la grossesse normale, effectuer les examens nécessaires à la surveillance de l'évolution de la grossesse normale ;
3	Prescrire ou conseiller les examens nécessaires au diagnostic le plus précoce possible de toute grossesse à risque ;
4	Etablir un programme de préparation des futurs parents à leur rôle et les conseiller en matière d'hygiène et d'alimentation, assurer la préparation complète à l'accouchement ;
5	Assister la parturiente pendant le déroulement du travail et surveiller l'état du fœtus in utero par les moyens cliniques et techniques appropriés ;
6	Pratiquer l'accouchement normal, y compris, au besoin, l'épisiotomie et, en cas d'urgence, pratiquer l'accouchement par le siège ;
7	Déceler chez la mère ou l'enfant les signes annonciateurs d'anomalies qui nécessitent l'intervention d'un médecin et assister ce dernier s'il y a lieu ; prendre les mesures d'urgence qui s'imposent en l'absence du médecin, notamment l'extraction manuelle du placenta, éventuellement suivie de la révision utérine manuelle ;
8	Examiner le nouveau-né et en prendre soin ; prendre toutes les initiatives qui s'imposent en cas de besoin et pratiquer, le cas échéant, la réanimation immédiate ;
9	Prendre soin de la parturiente, surveiller les suites de couches de la mère et donner tous conseils utiles permettant d'élever le nouveau-né dans les meilleures conditions ;
10	Pratiquer les soins prescrits par un médecin ;
11	Etablir les rapports écrits nécessaires.

».

2° Le point « Programme minimum » est remplacé par ce qui suit :

« **Programme minimum en ECTS**

Intitulé	**Minimum (ECTS)**
Sciences fondamentales et biomédicales	42
Sciences humaines et sociales	15
Sciences professionnelles	45
Activités d'intégration professionnelle	75

Recherche appliquée	15
TOTAL programme minimum commun	**192**
Liberté P.O.	*48*
TOTAL programme	**240**

Les 75 crédits afférents aux activités d'intégration professionnelle représentent globalement 2250 heures de charge de travail pour les étudiants, dont au minimum 1534 heures, au sens de l'article 17 du présent décret. ».

3° Le point « Mots-clés » est remplacé par ce qui suit :

« Le programme d'études conduisant au titre de formation de sage-femme comprend les deux parties ci-dessous.

Mots-clés devant apparaître dans le nom d'une unité d'enseignement, le nom d'une activité d'apprentissage ou dans les contenus

Il ne s'agit pas nécessairement d'un « cours » mais d'une notion/matière qui doit être rencontrée.

A) <u>Enseignement théorique et technique (matières de base, matières spécifiques aux activités de sage-femme)</u>

Anatomie	Pédiatrie, eu égard notamment aux nouveau-nés
Analgésie, anesthésie	Pharmacologie générale et spéciale à l'obstétrique
Anglais	Philosophie
Anthropologie	Physiologie
Biochimie	Physiologie de l'accouchement
Biologie	Physiologie de la grossesse
Communication professionnelle	Physiologie et pathologie du nouveau-né
Démarche clinique	Planification familiale
Déontologie et législation professionnelle	Politique socio-économique de la santé
Droit	Premiers secours
E-Santé	Préparation à la naissance et à la parenté, y compris les aspects psychologiques
Éducation affective et sexuelle et planification familiale	Préparation de l'accouchement (y compris connaissance et emploi du matériel obstétrical)

Embryologie et développement du fœtus	Principes d'administration et de gestion
Enseignement clinique	Procréation médicalement assistée
Ergonomie, manutention	Promotion, éducation pour la santé
Ethique, bioéthique	Prophylaxie
Facteurs psychologiques et sociaux	Protection juridique de la mère et de l'enfant
Génétique	Protection maternelle et infantile
Grossesse, accouchement et suites de couches	Psychologie
Histoire de la profession	Qualité
Hygiène	Radioprotection
Hygiène, éducation sanitaire, prévention des maladies, dépistage précoce	Réanimation adulte
Immunologie	Réanimation néo-natale
Législations sanitaire et sociale et organisation sanitaire	Rééducation périnéo-sphinctérienne
Méthodologie et recherche scientifique	Sciences de la Sage-Femme
Microbiologie	Soins à domicile
Notions fondamentales d'anatomie et de physiologie	Soins de santé primaire
Notions fondamentales de bactériologie, de virologie et de parasitologie	Soins et surveillance du nouveau-né
Notions fondamentales de biophysique, de biochimie et de radiologie	Soins généraux et spécialisés
Notions fondamentales de pathologie	Techniques d'investigation et échographie obstétricale
Notions fondamentales de pharmacologie	Techniques obstétricales
Notions fondamentales de sociologie et problème de la médecine sociale	Tératologie
Nutrition et diététique, eu égard notamment à l'alimentation de la femme, du nouveau-né et du nourrisson	Toxicologie
Parasitologie	Travail de fin d'études
Pathologie gynécologique et obstétricale	Travail en équipe
Pathologies générale et spéciale	Urgences obstétricales
Pédagogie	

B) **Enseignement pratique et enseignement clinique**

Ces enseignements sont dispensés sous surveillance appropriée :

Consultations de femmes enceintes comportant au moins cent examens prénatals.
Surveillance et soins d'au moins quarante parturientes.
Pratique par élève d'au moins quarante accouchements; lorsque ce nombre ne peut être atteint en raison de l'indisponibilité de parturientes, il peut être ramené à trente au minimum, à condition que l'élève participe activement en outre à vingt accouchements.
Participation active aux accouchements par le siège. En cas d'impossibilité liée à un nombre insuffisant d'accouchements par le siège, une formation par simulation devra être réalisée.
Pratique de l'épisiotomie et initiation à la suture. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques. La pratique de la suture comprend la suture des épisiotomies et des déchirures simples du périnée, qui peut être réalisée de façon simulée si c'est absolument indispensable.
Surveillance et soins de quarante femmes enceintes, en cours d'accouchement ou accouchées, exposées à des risques.
Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés sains.
Observations et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux y compris ceux nés avant terme, après terme ainsi que de nouveau-nés d'un poids inférieur à la normale ou de nouveau-nés malades.
Soins aux femmes présentant des pathologies en gynécologie et en obstétrique.
Initiation aux soins en médecine et en chirurgie. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques.

L'enseignement clinique de sage-femme doit s'effectuer sous la forme de stages guidés dans les services d'un centre hospitalier ou dans d'autres services de santé agréés par les autorités ou organismes compétents. Au cours de cette formation, les candidats sages-femmes participent aux activités des services en cause dans la mesure où ces activités concourent à leur formation. Ils sont initiés aux responsabilités qu'impliquent les activités des sages-femmes. ».

Chapitre 3. - Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Art. 4. - A l'article 13, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le littera 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° Ateliers Saint-Luc à 1060 Bruxelles ; » ;

2° Le littera 25° est abrogé.

Art. 5. - Dans le même décret, un article 95/3 rédigé comme suit est inséré :

« **Article 95/3. - § 1er.** Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission, dont l'organisation est confiée à l'ARES, est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la personne concernée, un refus d'inscription pour une durée de trois années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française de même qu'à toute épreuve ou examen d'admission, organisé ou non par l'ARES. Le délai de trois ans prend cours le premier jour de l'année académique qui suit l'organisation de l'épreuve ou de l'examen d'admission.

L'ARES qui constate la fraude notifie une décision de refus d'inscription à la personne concernée. La notification de la décision indique les modalités d'exercice des droits de recours.

Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement arrête le règlement des épreuves et des examens d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES. Le règlement fixe, notamment, les délais et la procédure de recours contre la décision de refus visé à l'alinéa précédent.

§ 2. L'ARES transmet les noms des fraudeurs au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'épreuve ou examen d'admission. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques.

L'ARES notifie aux personnes concernées leur inscription dans la base de données et indique les modalités d'exercice des droits de recours.

S'il en est prévu un, le droit d'inscription à l'épreuve ou à l'examen d'admission versé à l'ARES est définitivement acquis à celle-ci. ».

Art. 6. - L'article 96, § 1er, alinéa 1er, 1°, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« 1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, soit d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ; ».

Art. 7. - L'annexe II du même décret est remplacée par l'annexe première du présent décret.

Art. 8. - L'annexe III.1 du même décret est remplacée par l'annexe 2 du présent décret.

Art. 9. - L'annexe III.2 du même décret est remplacée par l'annexe 3 du présent décret.

Art. 10. - L'annexe III.3 du même décret est remplacée par l'annexe 4 du présent décret.

Art. 11. - L'annexe III.4 du même décret est remplacée par l'annexe 5 du présent décret.

Art. 12. - L'annexe VI du même décret est remplacée par l'annexe 6 du présent décret.

Art. 13. - A l'annexe III.2. du même décret, telle que remplacée par l'article 26 du présent décret, la ligne :

19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé				21																			

Est remplacée par la ligne :

19						M	Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé																21							

Art. 14. - Dans l'annexe III.4. du même décret, telle que remplacée par l'article 28 du présent décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Après la ligne :

9	HE	B							Bachelier en coopération internationale	HELMo, HEPL	62

Est insérée la ligne :

9	EPS	B							Bachelier en coopération internationale	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Evere - Laeken, Institut d'enseignement de promotion sociale	21

										de la Communauté française d'Uccle - Anderlecht - Bruxelles	

2° Après la ligne :

9	HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	HECh, HERS	62, 84

Est insérée la ligne :

9	EPS+HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Uccle - Anderlecht - Bruxelles, HEG	21

Art. 15. - A l'annexe VI du même décret, telle que remplacée par l'article 29 du présent décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° La ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Uccle - Anderlecht - Bruxelles	483	21	Bruxelles	x						x			x									x							x			x							x		x					x		x		x					x	x					x	x	x

Est remplacée par la ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Uccle - Anderlecht - Bruxelles	483	21	Bruxelles	x						x			x									x											x							x		x					x		x		x					x	x					x	x	x

2° La ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Evere - Laeken	233	21	Bruxelles																				x										x														x																		

Est remplacée par la ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française d'Evere - Laeken	233	21	Bruxelles																														x														x																		

3° La ligne :

Ecole de promotion sociale Saint-Luc	371	21	Bruxelles																																																		x		x		x	x			

Est remplacée par la ligne :

Ateliers Saint-Luc	371	21	Bruxelles																																																		x		x		x	x			

4° La ligne suivante est abrogée :

Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine	3193	21	Bruxelles																																																										

Chapitre 4. - Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

Art. 16. - L'article 11 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études est abrogé.

Chapitre 5. - Dispositions modifiant la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé

Art. 17. - A l'article 43, § 1er, de loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, les mots « le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 18. - A l'article 63, alinéa 6, de la même loi, les mots « le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 19. - A l'article 68/1, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, les mots « le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 20. - A l'article 68/2, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, les mots « le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 21. - A l'article 72, § 1er, de la même loi, les mots « le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 22. - À l'article 86 de la même loi, les mots « le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 23. - A l'article 105, § 3, alinéa 1er, de la même loi, les mots « le ministre peut déterminer » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française peut déterminer ».

Art. 24. - A l'article 106, § 2, de la même loi, les mots « Le ministre reconnaît » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Communauté française reconnaît ».

Chapitre 6. - Disposition modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires

Art. 25. - A l'article 12 du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, les mots « Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2019-2020 incluse. » sont remplacés par les mots « Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2020-2021 incluse. ».

Chapitre 7. - Dispositions modifiant le décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires

Art. 26. - A l'article 1er, § 3, du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les alinéas 5 et 6 sont remplacés par ce qui suit :

« Lors de son inscription à l'examen d'entrée et d'accès, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire. Pour des raisons de force majeure dûment motivées auprès des autorités académiques de l'institution universitaire dans laquelle l'étudiant s'est initialement inscrit, l'étudiant est autorisé à modifier son inscription conformément à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, à condition que l'université dans laquelle l'étudiant s'est initialement inscrit et celle dans laquelle il souhaite s'inscrire marquent leur accord. ».

Chapitre 8. - Disposition finale

Art. 27. - Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2020-2021.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 1er, 16 et 25 entrent en vigueur le 1er juillet 2020.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 4, 14, 1°, et 15, 2° à 4°, entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 5, 6 et 26 entrent en vigueur le 1er mai 2020.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 13, 14, 2°, et 15, 1°, entrent en vigueur à partir de l'année académique 2019-2020.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale

Commentaires des articles

Chapitre 1er. - Disposition modifiant le décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983

Article 1

Cet article vise à modifier l'article 5 du décret du 7 novembre 1983 de manière à préciser que les étudiants de l'enseignement supérieur doivent produire une attestation d'inscription régulière pour pouvoir bénéficier d'une allocation d'études, les dispositions restant inchangées pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Pour davantage de clarté, l'article 5 tel que modifié distingue la situation des élèves de l'enseignement secondaire en son premier alinéa de celle des étudiants de l'enseignement supérieur en son deuxième alinéa.

Chapitre 2. - Dispositions modifiant le décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur

Article 2

Cet article modifie l'annexe I du décret du 18 juillet 2008 concernant la formation de bachelier infirmier responsable de soins généraux afin de remplacer le point relatif aux « Mots-clés devant apparaître dans le curriculum (UE, AA, contenus, fiche descriptive) » en distinguant l'enseignement théorique et l'enseignement clinique.

Article 3

Cet article modifie l'annexe II du décret du 18 juillet 2008 concernant la formation de bachelier sage-femme afin de remplacer le point relatif au « Programme minimum » et celui relatif aux « Mots-clés ».

Le programme minimum en ECTS précise désormais la répartition en heures de l'enseignement clinique.

Les mots-clés sont spécifiés, d'une part, pour l'enseignement théorique et technique et, d'autre part, pour l'enseignement pratique et l'enseignement clinique.

Enfin, pour davantage d'harmonie avec l'annexe I du même décret, un tableau relatif au référentiel de compétences de l'article 42, paragraphe 2, de la directive 2005/36/UE est inséré dans cette annexe II.

Chapitre 3. - Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Article 4

Cette disposition vise à inclure dans la liste des établissements d'enseignement supérieur le nouvel établissement « Ateliers Saint-Luc » né de la fusion entre l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine.

Article 5

Cet article vise, à l'instar de l'article 95/2 du décret Paysage, à instaurer une procédure de fraude à l'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission, selon des modalités similaires à ce qui est prévu pour les fraudes constatées par les établissements à l'occasion de l'inscription, et dont l'ARES assurerait la gestion en vertu de l'article 21, 5°, du même décret, lequel lui donne la compétence « de prendre en charge l'organisation matérielle des tests, épreuves ou examens d'admission communs ».

Il est proposé que le Gouvernement fixe, sur proposition de l'ARES, les modalités de recours (délais, procédure, etc.) par l'adoption d'un arrêté applicable à toute procédure diligentée par un.e étudiant.e dans le cadre d'un refus d'inscription pour fraude à l'inscription à une épreuve ou examen d'admission dont la gestion est confiée à l'ARES. À cet égard, est arrêté un règlement des épreuves et des examens d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES.

Article 6

La modification prévoit l'hypothèse créée par l'article 95/3 nouveau du décret Paysage, à savoir le refus d'inscription prononcé par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES.

Articles 7 à 12

Ces dispositions visent à remplacer les annexes II, III.1, III.2, III.3, III.4 et VI du décret Paysage afin d'effectuer, outre un nettoyage légistique, les modifications principales suivantes :

- Le changement de dénomination de 2 bacheliers : le bachelier en informatique et systèmes orientation automatique devient le bachelier en automatisation, et le bachelier en informatique et systèmes orientation gestion technique des bâtiments – domotique devient le bachelier en domotique ;
- Le changement de dénomination du master en gestion des services généraux qui devient le master en facility management ;
- L'octroi de 3 nouvelles habilitations hors moratoire pour organiser le master de spécialisation en génétique clinique.

Article 13

Cet article vise à corriger une erreur en ce que l'habilitation pour organiser le master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé devait être transféré, depuis l'année académique 2019-2020, à la Haute Ecole ICHEC-ECAM-ISFSC.

Article 14

Cette disposition intègre, d'une part, la nouvelle codiplômation entre l'IEPSCF d'Evere-Laeken et l'IEPSCF d'Uccle pour organiser le bachelier en coopération internationale et, d'autre part, la nouvelle codiplômation entre l'IEPSCF d'Uccle et la Haute Ecole Galilée pour organiser le bachelier en management du tourisme et des loisirs.

Article 15

Cet article vise les modifications suivantes :

- Retirer l'habilitation pour organiser le bachelier en management du tourisme et des loisirs à l'IEPSCF d'Uccle qui l'organise en codiplômation avec la Haute Ecole Galilée ;
- Retirer l'habilitation pour organiser le bachelier en coopération internationale à l'IEPSCF d'Evere-Laeken qui l'organise en codiplômation avec l'IEPSCF d'Uccle ;
- Acter la création du nouvel établissement « Ateliers Saint-Luc » découlant de la fusion entre l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de

Rénovation urbaine, en y intégrant la somme des habilitations des 2 établissements qui fusionnent.

Chapitre 4. - Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

Article 16

Cet article vise à abroger l'article 11 du décret du 11 avril 2014 de manière à supprimer le critère de finançabilité utilisé comme critère de réussite pour l'octroi d'allocations d'études destinées aux étudiants de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, l'actuel alinéa 2 de l'article 11 n'a plus de raison d'être étant donné que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi a été abrogé dans son entièreté par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi.

Chapitre 5. - Dispositions modifiant la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé

Articles 17 à 24

Les modifications des articles 43, 63, 68/1, 68/2, 72, 86, 105 et 106 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 visent à déléguer au Gouvernement de la Communauté française qui délègue à son tour au fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique la compétence de prendre les décisions relatives à l'agrément ou la reconnaissance des qualifications professionnelles, et par conséquent à donner une base légale à l'article 70/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Chapitre 6. - Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires

Article 25

Cet article vise à prolonger les effets du décret du 13 juillet 2016 jusqu'en 2020-2021, dans l'attente de disposer de l'évaluation prévue par l'article 12 du même décret.

Chapitre 7. - Dispositions modifiant le décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires

Article 26

Cet article précise que le candidat à l'examen d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires indique, lors de son inscription à celui-ci, l'université au sein de laquelle il souhaite poursuivre sa formation après réussite dudit examen. L'étudiant est tenu de respecter le choix qu'il a effectué, sauf pour des raisons de force majeure et à condition que les deux universités concernées (l'une dans laquelle l'étudiant souhaite se désinscrire et l'autre dans laquelle il souhaite s'inscrire) marquent leur accord.

Chapitre 8. - Disposition finale

Article 27

Cet article fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur et d'Enseignement de la Promotion sociale

Rapport au Gouvernement

L'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française présenté est adopté dans le cadre du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19.

Cet arrêté a pour objectif de préparer l'année académique 2020-2021.

Le présent projet apporte diverses modifications dans la législation de l'Enseignement supérieur et de la Promotion sociale. Plus précisément :

1. **En ce qui concerne les modifications du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, et du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études**

La législation actuelle relative aux allocations d'études précise que l'étudiant y a droit, pour l'année d'études concernée, à condition qu'il ait « terminé avec fruit » l'année précédente.

Suite à l'adoption du décret Paysage et à la suppression de la notion d' « année d'études », la notion de réussite pour l'octroi d'une allocation d'études a été interprétée au regard du critère de finançabilité. Cette interprétation a été insérée dans le dispositif de l'article 11 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études.

Ainsi, la Direction des Allocations et Prêts d'Etudes (DAPE) est tenue de vérifier que l'étudiant qui sollicite une allocation d'études dispose bien du statut d'étudiant finançable, ce qui soulève de nombreuses difficultés.

En effet, le critère de « finançabilité » est complexe pour les étudiants qui confondent « être inscrit » et « être finançable ». Ensuite, parce que ce statut d'étudiant finançable n'est définitivement attesté qu'à l'issue de la procédure de contrôle des Commissaires et Délégués du Gouvernement qui intervient mi-juin, conformément au décret Paysage.

Cette situation a eu pour conséquence que des étudiants de condition peu aisée qui suivent des études supérieures en bénéficiant d'une allocation d'études pouvaient se voir, en fin d'année

académique, déclarés non finançables et apprendre qu'ils n'avaient finalement pas droit à l'allocation d'études qui leur avait été initialement octroyée.

La législation précise que les étudiants doivent rembourser la somme indûment perçue mais également s'acquitter des droits d'inscriptions pour l'année en cours. A défaut d'avoir apuré leurs dettes, ils ne sont pas autorisés à poursuivre leur parcours dans l'enseignement supérieur.

Eu égard à ces éléments, il convient de modifier l'article 5 du décret du 7 novembre 1983 et d'abroger l'article 11 du décret du 11 avril 2014.

Le nouvel article 5 se base désormais sur la production d'une attestation d'inscription régulière auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice reconnu par la Communauté française à une formation menant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle initial ou à une formation menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS).

Une telle attestation est déjà produite par l'étudiant lors de la constitution de son dossier relatif à l'octroi d'une allocation d'études.

Cette procédure modifiée vise donc à une simplification administrative, à une réduction des délais de traitement par la DAPE et à une meilleure lisibilité du dispositif pour les étudiants.

Par ailleurs, dans un contexte de pénurie d'enseignants, le bénéfice de l'octroi d'une allocation d'études est étendu aux étudiants qui s'inscrivent à l'AESS.

2. En ce qui concerne les modifications du décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur

Ces propositions visent à modifier les annexes I et II du décret du 18 juillet 2008 et ce, afin de répondre à la mise en demeure numéros 2018-2283 de la Commission européenne et de se conformer respectivement aux articles 31, 2, et 40, §1er, point a), de la directive 2005/36 en liaison avec son annexe V.
Ainsi, concernant la formation de bachelier infirmier responsable de soins généraux, la Commission européenne a estimé que le programme d'études minimum visé à l'annexe V de la directive 2005/36, point 5.2.1, n'est pas entièrement repris dans l'annexe I actuelle du décret. Des matières telles que la biophysique, la bactériologie et la virologie semblaient manquer. La Commission européenne a également été incapable de trouver des précisions quant à l'enseignement clinique mentionné à l'annexe V dont question.

Concernant la formation de bachelier sage-femme, la Commission européenne a estimé que ni le décret ni ses annexes ne semblaient refléter adéquatement le contenu obligatoire du

programme de formation des sages-femmes visé à l'annexe V, point 5.5, de la directive en ce qui concerne l'enseignement pratique et clinique.

Aussi, les deux annexes du décret ont été modifiées en tenant compte des remarques de la Commission européenne et les contenus minimaux de ces deux formations revus récemment par l'ARES ont été intégrés.

3. En ce qui concerne les modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Les différentes modifications ont pour objectif de :

- Intégrer la fusion de 2 établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale : l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine. Le nouvel établissement portera le nom d'« Ateliers Saint-Luc ».
- Instaurer une procédure de fraude à l'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission géré par l'ARES.
- Mettre à jour les annexes du décret Paysage.

4. En ce qui concerne les modifications de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé

L'article 70/1, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française donne délégation de compétence au Directeur général, et une subdélégation au Directeur général adjoint, de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, [de l'enseignement tout au long de la vie] et de la Recherche scientifique, pour prendre des décisions relatives aux demandes des professionnels de soins de santé.

Or, la loi coordonnée du 10 mai 2015 attribue la compétence de délivrer ou de refuser l'agrément au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Selon le Conseil d'Etat, à l'exception de l'agrément pour se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière visée à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, le législateur n'a pas autorisé à déléguer cette compétence. L'AGCF du 9 février 1998 ne peut donc pas déléguer une compétence attribuée directement par le législateur au Ministre.

Afin que la Direction générale puisse se voir déléguer des compétences ministérielles, il faudrait que ceci soit autorisé par les dispositions suivantes de la loi coordonnée du 10 mai 2015 :

- Article 43 : kinésithérapie ;

- Article 63 : sage-femme. Il faut noter qu'actuellement les sages-femmes sont automatiquement agréées sur la base du diplôme.
- Article 68/1, § 1er : psychologie clinique ;
- Article 68/2, § 1er : orthopédagogie clinique ;
- Article 72, § 1er : professions paramédicales ;
- Article 105 : reconnaissances des qualifications professionnelles, sur la base du régime général de reconnaissance des titres de formation ;
- Article 106 : reconnaissance automatique sur la base de la coordination des conditions minimales de formation.

Dans la mesure où la délégation existe déjà dans l'arrêté du 9 février 1998 et que cette disposition fonde la grande majorité des délégations accordées par le Gouvernement de la Communauté française, il apparaît adéquat de modifier la délégation de compétence octroyée directement au Ministre par la loi, en la remplaçant par une habilitation au Gouvernement.

5. En ce qui concerne la modification du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires

Il est prévu actuellement que le décret du 13 juillet 2016 produise ses effets jusqu'à l'année académique 2019-2020. Sa prolongation jusqu'à l'année académique 2020-2021 incluse est nécessaire dans l'attente de disposer de l'évaluation prévue par l'article 12 dudit décret. En effet, en attendant que les effets de ce décret soient analysés par l'ARES, il convient d'assurer la sécurité juridique du dispositif afin de permettre l'organisation du Test d'Orientation du Secteur de la Santé (TOSS) qui devrait avoir lieu dans le courant de l'été 2020, ainsi que le maintien du concours organisé à l'issue du premier bloc de 60 crédits du bachelier en sciences vétérinaires.

6. En ce qui concerne les modifications du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires

Actuellement, l'article 1er, § 3, alinéas 5 et 6, du décret du 29 mars 2017, distingue les effets attachés à la réussite de l'examen d'entrée en fonction du caractère centralisé (organisé par l'ARES) ou décentralisé (organisé par les établissements habilités) de l'examen d'entrée. Dans le premier cas, le candidat est invité à mentionner l'institution universitaire dans laquelle il souhaite s'inscrire en cas de réussite. Dans le second cas, l'étudiant, également invité à préciser l'institution de son choix, doit poursuivre son inscription dans l'établissement choisi en cas de réussite. Dans les deux cas, le choix d'un établissement lors de l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès est un choix auquel l'étudiant doit se tenir en cas de réussite de l'épreuve. Autrement dit, l'étudiant ne peut pas s'inscrire dans une autre université que celle choisie lors de son inscription audit examen. Afin de lever toute ambigüité dans la mise en œuvre de ces dispositions, il est proposé de modifier les alinéas 5 et 6 en ne distinguant plus

les deux hypothèses, ainsi que de prévoir le cas de force majeure autorisant l'étudiant à modifier son inscription en cas de réussite.

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE
WALLONIE - BRUXELLES

Séance du 7 avril 2020
NOTIFICATION

Point A13: **Avant-projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux n° XX portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale.**
Première lecture
GCF XI/2020/07.04/Doc. 537/V.G.

Décision :

L'accord du Ministre du Budget est donné en séance, conformément à l'article 33, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire.

1. Le Gouvernement adopte en première lecture l'avant-projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux n° XX portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale.

2. Il charge la Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de la Promotion sociale de soumettre ce projet :

   - à la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire, conformément à l'article 33, 2°, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ;
   - à l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, conformément à l'article 21, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

ACADÉMIE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 7/2016 du 15 mars 2016

Avant-projet de décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche

Considérant que l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) a été, le 17 février 2016, saisie par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur l'avant-projet de décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Considérant les remarques et observations des Chambres thématiques et sur proposition du Bureau exécutif ;

Le Conseil d'administration de l'ARES formule à l'endroit de l'avant-projet de décret l'avis suivant.

AVIS

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'avant-projet de décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche rencontre une série de demandes formulées notamment par les établissements d'enseignement supérieur et/ou par l'ARES.

Cela est de nature à optimaliser et à clarifier le fonctionnement de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Sur certains points cependant, le texte en projet semble introduire dans le décret Paysage et dans d'autres dispositifs légaux ce qui pourrait apparaitre comme de nouvelles incohérences, qui pourraient devoir conduire à de nouvelles réparations dans le futur (voir par exemple la combinaison des nouvelles dispositions sur le programme annuel de l'étudiant de « fin de

ARES – Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur
Rue Royale 180
1000 Bruxelles – Belgique
T +32 2 225 45 11
www.ares-ac.be

cycle » avec les règles demeurant inchangées relatives aux missions des jurys). Il faut rappeler que ces textes décrétaux connaissent aujourd'hui une nouvelle modification supplémentaire et qu'à chaque modification importante d'une législation de ce type, les établissements d'enseignement supérieur doivent s'adapter, revoir leurs processus, développer les outils informatiques requis, ce qui nécessite du temps et représente un coût. Les institutions d'enseignement supérieures sont désireuses d'une certaine stabilité.

Sur d'autres points, certains dispositifs en projet semblent, selon les cas, encore trop peu lisibles et risquent d'exposer les établissements d'enseignement supérieur à des interrogations, notamment des étudiants (voir par exemple l'article 5 nouveau du décret du 11 avril 2014 sur la finançabilité des étudiants), devraient faire l'objet de « simulations » solides quant à leur impact et leurs éventuels effets (il en va particulièrement ainsi s'agissant du nouveau système de finançabilité des étudiants), ou encore accentuent trop les limites posées à l'autonomie organisationnelle et à la liberté pédagogique des établissements (voir par exemple l'article 32 en projet).

De manière générale, il faut également souligner que devoir remettre un avis sur un dossier aussi technique et aussi dense que celui-ci, dans des délais très courts, et ce tout en traitant parallèlement d'autres demandes d'avis déposées simultanément auprès de l'ARES sur des thématiques d'importance, n'est pas de nature à faciliter la concertation et l'amélioration du texte en projet. Ceci d'autant plus si, *in fine*, les propositions de modifications sont peu prises en compte.

Enfin, il faut noter également que le texte en projet ne contient pas plusieurs demandes formulées préalablement par les établissements d'enseignement supérieur et/ou par l'ARES notamment. Elles pourraient encore y être intégrées :

- Législation en matière d'information sur les études - Il est rappelé l'avis de l'ARES n° 02-2015 qui rappelait que, sur recommandation de sa Commission de l'Information pour les études (CIE), le Conseil d'administration de l'ARES a transmis au Gouvernement une proposition de législation en matière d'information et de publicité sur les études supérieures telle qu'elle existait par le passé et qui a été abrogée lors de l'adoption du décret Paysage. L'ARES réitère sa demande pour que celle-ci soit intégrée au décret du 7 novembre 2013, le cas échéant par le biais du dispositif en projet.

- Demandes d'habilitation - Il est rappelé l'avis de l'ARES n° 01-2016 relatif aux demandes d'habilitation pour l'année académique 2016-2017 et au-delà. L'ARES souhaite que celles-ci soient introduites au sein du dispositif en projet pour prise d'effet et information aux parties concernées au plus tôt.

- Bachelier en Gestion des transports et logistique d'entreprise - Il est réitéré la demande de l'ARES du 26 janvier 2016 pour permettre le changement de nom pour le cursus « Bachelier en Gestion des transports et logistique d'entreprise » afin de le renommer en « Bachelier en Management de la logistique » ; les annexes du décret Paysage devant être modifiées en conséquence

- Conseil supérieur de la mobilité (CSM) - Il est réitéré la demande de l'ARES, confirmée à nouveau lors de la réunion de la séance du Conseil d'administration du 26 janvier 2016, d'intégrer le Conseil supérieur de la mobilité (CSM) au sein de l'ARES pour réunir au sein

de celle-ci les principaux outils pour le renforcement des institutions d'enseignement supérieur à l'international.

- Commissions permanentes de l'ARES - Il est rappelé la demande de l'ARES, formulée lors de la réunion de la séance du Conseil d'administration du 26 janvier 2016, de permettre la mise en œuvre de certaines de ses propositions d'optimalisation et de simplification pour certaines Commissions permanentes de l'ARES. Dans ce cadre, il conviendrait que le législateur ne charge pas nommément celles-ci de compétences légales ou de missions spécifiques au risque de créer de la confusion dans le chef des acteurs en présence et de ne pas faciliter la prise de décision par l'ARES. C'est notamment le cas pour la Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC) lorsqu'elle est chargée de permettre le développement de structures collectives d'enseignement supérieur (art 21, alinéa 1er, 15°, et art. 159, d. 07.11.13 ; d. 11.04.14), cette législation devrait précisément être modifiée de manière à ce que ce soit bien l'ARES – et non sa seule CoFoC – qui soit le maître d'œuvre en la matière.

- Formations continues - Il est rappelé la demande du Conseil d'administration de l'ARES formulée en sa séance du 1er décembre 2015 de faire modifier par le Gouvernement le calendrier du dépôt des évaluations des formations continues afin que celles-ci correspondent au calendrier de fin des formations. La Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC) de l'ARES pourra ainsi émettre un rapport global sur la base de résultats plus complets et plus probants. Par exemple, pour le dernier exercice, 9 formations sur 37 n'étaient pas intégralement terminées, il fut par conséquent difficile de rendre un rapport d'évaluation pour ces dernières à la date exigée. L'ARES propose que la date de remise des rapports d'évaluation soit fixée au 31 janvier de l'année suivant l'octroi de la subvention et non au 31 août comme c'est actuellement le cas.

II. EXAMEN DES ARTICLES

Art. 10 - En lieu et place de supprimer la fin de l'alinéa, il est proposé de le remplacer par le texte suivant : « *et sans qu'ils ne puissent continuer à assumer des activités d'enseignement de 1er et 2ème cycles au-delà de la fin de l'année académique au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 70 ans* ».

Art. 11 - Il y a lieu d'ajouter les termes « de l'Université de Liège, » avant « de l'Université catholique de Louvain » (correction formelle).

Art. 12 - La substitution de la notion de « pôle académique », au sens du décret Paysage, à celle de « zone », au sens du décret du 5 août 1995 organisant l'enseignement supérieur en haute écoles, modifie les bassins géographiques de regroupement potentiel des hautes écoles : zone « Liège » et zone « Luxembourg » sont regroupées dans le pôle « Liège », la zone « Bruxelles-Capitale - Brabant wallon » est scindée en pôle « Bruxelles » et pôle « Louvain ».
La substitution de la notion de « zone académique interpôle », au sens du décret Paysage, à celle de « zones contiguës », au sens du décret du 5 août 1995 précité, atténue cette modification.
Par souci de simplification, ne se recommanderait-il pas de simplement indiquer que les hautes écoles peuvent fusionner entre elles moyennant l'accord du du Gouvernement ?

Art. 13 - Dans l'article 63bis du décret du 5 août 1995, il y a lieu de corriger l'expression malheureuse de « *l'ARES des Hautes Ecoles* » (coquille ancienne).

Art. 14 - Tel que rédigé, l'article en projet ne permettra pas au réseau libre de bénéficier du « bonus à la fusion » à Bruxelles étant entendu que le réseau libre est divisé entre établissements libres confessionnels et libres non confessionnels.

Art. 16 et **17 -** Le texte en projet conforte positivement l'usage. Il faudrait cependant éviter de laisser penser que le tirage au sort électronique n'était pas possible avant, alors qu'il est pratiqué par certains établissements d'enseignement supérieur. Il convient de ne pas jeter le doute sur une procédure pour laquelle les recours ne sont pas nécessairement tous prescrits à l'heure actuelle. Il serait donc intéressant que les travaux préparatoires et/ou le dispositif lui-même mentionnent qu'il s'agit d'inscrire, pour clarification, dans le texte en projet une pratique qui n'était pas exclue auparavant.

Il se recommanderait également d'ajouter dans le texte en projet la possibilité pour les établissements d'enseignement supérieurs de déléguer formellement l'organisation de la procédure à l'ARES, avec la même remarque dans les travaux préparatoires et/ou le dispositif lui-même afin de ne pas jeter le doute sur une pratique déjà existante.

Par ailleurs, les hautes écoles concernées soulignent que la procédure de recours prévue par l'article 9, dernier alinéa, du décret du 16 juin 2006, semble inadéquate. D'une part, lorsque la décision des autorités académiques porte sur le caractère incomplet du dossier de l'étudiant non-résident, le recours disponible devrait s'apparenter plus à un recours pour irrecevabilité d'un dossier qu'à un recours pour refus d'inscription, c'est-à-dire qu'il est – par son objet – plus proche de l'article 95 du décret Paysage que des articles 96 et 97 du même décret. Ainsi, elles ne comprennent pas pourquoi une différence de traitement est ainsi instaurée entre les étudiants non-résidents et tous les autres étudiants (qui, eux, tombent dans le champ de l'article 95 du décret Paysage si leur dossier est incomplet).

D'autre part, lorsque la décision de refus se base sur la non-finançabilité de l'étudiant non-résident, l'application de la procédure de recours prévue aux articles 96 et 97 est trop lourde et les délais trop long dans le cadre de la procédure non-résidents (les cours ont déjà commencé, la recherche d'un logement étudiant plus compliquée, etc.). Il serait préférable qu'une voie de recours indépendante et impartiale, sans rapport avec les articles 96 et 97, soit prévue. A cet égard, en l'état actuel de la pratique, d'aucuns estiment qu'il pourrait y avoir conflit d'intérêt à faire intervenir le Commissaire ou Délégué du Gouvernement puisqu'il intervient à double reprise dans la procédure : il analyse les dossiers non-résidents à l'issue du tirage au sort, y compris sur la question de la finançabilité, mais également parce qu'il est amené, sur base de l'article 97, §1er, du décret Paysage, à donner un avis sur la finançabilité de l'étudiant. En outre, l'instance de recours interne à la Haute Ecole, préalable à celui de la CEPERI, se sent liée à l'avis du Commissaire et est donc privée de son pouvoir souverain d'appréciation pour statuer en 1ère instance, sur le recours.

Art. 21, **28** et **42 -** L'exposé des motifs justifie que le texte en projet est dû à l'introduction de la reconnaissance professionnelle. Toutefois, il pose de très nombreuses questions, avant tout parce que les bacheliers de spécialisation n'étaient pas les seuls à exiger une équivalence à un grade de bachelier, les masters orphelins l'étaient également. Qu'en est-il dès lors des accès aux spécialisations ?

A titre exemplatif, avec cette nouvelle disposition, est-ce qu'un infirmier breveté pourrait, demain, obtenir sur la base de la reconnaissance professionnelle, le bachelier de spécialisation en soins infirmiers ? Si la réponse à cette question est positive, alors les conséquences de celle-ci sur certains cursus et sur certaines professions en Fédération Wallonie-Bruxelles seront plus que majeures. A contrario, si la réponse à cette question est négative, il faut nécessairement retravailler le dispositif en conséquence pour ne laisser planer ni doute, ni risque de recours potentiel dans le futur, en la matière.

Dans ce sens, le texte en projet a-t-il bien pour conséquence que n'importe quel profil peut désormais accéder aux spécialisations (sous-entendu, qu'importe son parcours académique antérieur) ? Sous prétexte de régler le problème de l'exigence d'une équivalence au bachelier pour une personne détentrice d'une reconnaissance professionnelle, il ne peut pas s'agir de créer un problème bien plus important en acceptant des candidats dont la formation initiale ne prépare absolument pas à la spécialisation et qui n'auraient donc pas accès à la profession, même après avoir réussi la spécialisation le cas échéant. Ainsi, ne conviendrait-il pas plus simplement de compléter la formule initiale plutôt que de la réduire ? Par exemple en modifiant le texte initial de la sorte : « *A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de bachelier ou après une reconnaissance professionnelle au sens de l'article 107 bis, alinéa 1, 4°, (…)* » ?

Le texte en projet a-t-il également bien pour conséquence de limiter l'accès à une spécialisation aux seuls détenteurs d'un diplôme du même domaine ? Si la réponse à cette question est positive, alors les conséquences de celle-ci sur certains cursus et sur certaines professions seront là aussi plus que majeures. Plusieurs hautes écoles n'auront d'autres choix que de devoir fermer purement et simplement certaines spécialisations – pourtant porteuses aujourd'hui – faute d'étudiants dans les conditions pour être inscrits en suffisance demain.

Une autre difficulté liée à ces modifications prévues par les articles 21 et 28 en projet réside dans le fait que les années « post-bachelier » ne sont plus envisagées que comme des années de « spécialisation ». Or, il est un certain nombre d'habilitations post-bachelier qui

s'inscrivent clairement davantage dans un profil de « complémentarité » que dans un profil de « spécialisation » ; et cette distinction, qui n'existe pas dans le vocable actuel des hautes écoles, devrait être introduite.

Pour le surplus, il est également à noter que l'article en projet fait référence à la notion « *d'année d'études* », ce qui ne parait pas cohérent avec l'économie de la réforme du paysage.

Par ailleurs, il apparaitrait nécessaire d'abroger l'alinéa 2 de l'article 107 du décret paysage. En effet, cet alinéa qui prévoit que « *Sous réserve d'autres dispositions particulières, l'accès aux études de bachelier de spécialisation est conditionné à l'obtention d'un diplôme de bachelier de type court du même domaine.* » est notamment en contradiction avec l'article 107bis, alinéa 1er, 1°, en projet qui permet également aux titulaires d'un master d'accéder à un bachelier de spécialisation. Aussi, il conviendrait certainement d'abroger l'alinéa 2 de l'article 107 et d'ajouter à l'article 107bis, alinéa 1er, la mention « *Sous réserve d'autres dispositions particulières ».*

Enfin, l'article 107bis en projet tel qu'en l'état devrait à tout le moins être complété d'un troisième alinéa libellé comme suit : « *A l'exception des études de bachelier de spécialisation en « Art thérapie », en « Gériatrie et psychogériatrie », en « orthopédagogie », en « … »* [à déterminer rigoureusement au cas par cas]*, nul ne peut être admis à une année d'études de bachelier de spécialisation relevant du domaine « des sciences de la santé publique », du domaine « … »* [à déterminer rigoureusement au cas par cas] *s'il n'est titulaire du diplôme de bachelier infirmier responsable de soins généraux, ou d'un diplôme similaire, ou d'un diplôme reconnu équivalent ou ayant fait l'objet d'une décision de reconnaissance professionnelle, ou d'un diplôme de « … »* [à déterminer rigoureusement au cas par cas] ». Il s'agit en effet soit de spécialisations interdisciplinaires dont l'accès n'est pas conditionné à la possession d'un grade de bachelier infirmier, soit de certaines spécialisations qui sont – à juste titre – actuellement ouvertes à des titulaires de bacheliers qui relèvent de domaines différents. Dans ce sens, il se recommanderait vivement de vérifier rigoureusement au cas par cas quelles formatons sont visées par le dispositif en projet à défaut de quoi, leur accès va être considérablement restreint, sans que ce soit nécessairement l'objectif recherché par le Gouvernement. Exemples : des artistes ne pourront plus avoir accès à l'art-thérapie, des médecins ne pourront plus passer la spécialisation en gestion des maisons de retraite et donc ne seront plus en mesure de remplir les conditions légales d'accès à la profession de directeur de maison de retraite, des assistants sociaux n'auront plus accès à la spécialisation en orthopédagogie, etc. Est-ce bien l'objectif recherché par le dispositif en projet ? Dans l'affirmative, il pose alors d'autant plus de questions.

En conclusion, ces articles et leurs conséquences doivent être retravaillés, voire, à défaut, simplement omis à ce stade-ci de la réflexion.

Art. 22 - Le texte en projet conforte positivement l'usage. Toutefois, il renvoie à l'article 110/1 du décret paysage pour viser le test d'orientation du secteur de la santé, or cet article n'entrera en vigueur qu'en 2016-2017. Il convient donc de renforcer nécessairement la disposition et d'également renvoyer simultanément à l'article 109 pour couvrir l'ensemble du dispositif dans le temps. Une variante, certainement plus simple, peut consister à viser uniquement « *le test d'orientation du secteur de la santé* », voire même le litera exact de l'article 21, 5°, du décret Paysage, à savoir « tests, épreuves ou examens d'admission communs », sans faire de référence à d'autres articles du décret Paysage, lesquels sont davantage susceptibles de subir des modifications ultérieures, et donc d'être source

d'insécurité juridique en la matière. Quelle que soit la variante privilégiée *in fine*, il est nécessaire que cette disposition entre en vigueur de manière rétroactive au 1er janvier 2013.

Il se recommanderait également de préciser que le montant en question est perçu « *(…) par l'ARES* ».

Il se recommanderait également de réconcilier le commentaire de l'article qui fait état d'un montant de « *30 euros* » avec l'article lui-même qui indique que le montant est « *arrêté par le Gouvernement* ». Ce dernier point pose d'ailleurs la question de savoir si le Gouvernement sera en mesure d'arrêter à temps ledit montant dans la perspective de l'édition 2016 du test d'orientation ? Les inscriptions à celui-ci étant imminentes, cela parait peu réaliste. Il serait donc plus prudent de fixer le montant de « *30 euros* » directement dans le dispositif en projet et, à tout le moins de fixer le montant de « *30 euros* » directement dans le dispositif pour les années 2013 à 2016.

Pour le surplus, la pratique actuelle se maintiendra et l'ARES continuera à effectuer le remboursement des frais qui sont réclamés aux étudiants.

Art. 23 - Le texte en projet conforte positivement l'usage. Pour être complet, l'article en projet devrait également être complété d'un alinéa libellé comme suit : « *Les membres des organes de l'ARES, des organes qu'elle accueille et les experts auxquels elle peut recourir ponctuellement peuvent bénéficier d'une indemnité, d'une intervention dans leurs frais de parcours, frais de séjour et frais de mission* ».

Art. 24 - L'article en projet sera difficilement applicable en l'état étant entendu que les procès-verbaux du Conseil d'administration de l'ARES contiennent des « *décisions qui relèvent de la gestion de l'ARES et qui sont sans implications dans l'enseignement supérieur* » mais aussi, plus largement, des décisions sur des matières pour lesquelles les commissaires et délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur n'ont pas spécifiquement prérogative ou compétence sur toutes les matières y référencées. Des procès-verbaux ne pourront donc pas leur être communiqués.

Il parait plus opportun de renvoyer les commissaires et délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur vers le site internet de l'ARES (où ses avis et décisions sont publiés) pour les matières générales d'une part, et qu'un suivi leur soit systématiquement adressé par l'administration de l'ARES (comme c'est le cas actuellement) à l'issue de chaque réunion du Conseil d'administration de l'ARES pour les informer sur les matières qui les concernent spécifiquement, ceci assurant la fluidité recherchée dans la transmission des informations utiles.

En tout état de cause, les membres du Conseil d'administration de l'ARES ainsi que les membres des Chambres thématiques devraient également disposer de la même information que celle adressée aux commissaires et délégués, dans les mêmes délais et sous la même forme.

En conséquence, cet article devrait être reformulé, voire omis.

Art. 26 - Il n'est guère justifiable que les procès-verbaux des Chambres thématiques de l'ARES soient communiqués « pour information » aux commissaires et délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur, ceux-ci n'ayant pas spécifiquement prérogative ou compétence sur toutes les matières y référencées.

Les Chambres thématiques sont des organes internes d'avis qui alimentent le Conseil d'administration selon leurs compétences et éclairent les décisions qu'il revient à ce dernier de prendre *in fine*. Communiquer les procès-verbaux des Chambres thématiques entrainera par ailleurs des confusions quant au statut des informations y reprises et ainsi diffusées avant même que le Conseil d'administration de l'ARES n'en prenne connaissance à son tour.

En tout état de cause, les membres du Conseil d'administration de l'ARES ainsi que les membres des Chambres thématiques devraient également disposer de la même information que celle adressée aux commissaires et délégués, dans les mêmes délais et sous la même forme.

En conséquence, cet article devrait être reformulé, voire omis.

Art. 28 - Voir commentaire de l'article 21.

Art. 30 - Cet article s'inscrit dans la recherche d'une solution pour pallier la disparition du « *jury interuniversitaire d'admission aux études de spécialisation en sciences médicales et dentaires* » créé par le Gouvernement de la Communauté française par arrêté du 19 mai 2004.

1. L'article 30 vise à transférer aux établissements la responsabilité d'organiser un jury « *chargé d'organiser le processus d'admission ou d'agrément et de délivrer les attestations correspondantes* ». L'article 74 du décret Bologne confirmait qu'une telle responsabilité repose sur le Gouvernement de la Communauté française.

Il apparaît nécessaire de respecter le principe de responsabilité du Gouvernement et de restaurer la base légale d'existence d'un tel jury.

2. La modification de l'article 82 du décret paysage proposée par l'article 30 du décret fourre-tout interpelle quant à ses conséquences sur l'extension du champ d'application de l'article 82. En effet, cette disposition s'inscrit dans le chapitre IV « *mobilité, collaboration et co-diplômation* » et vise à permettre aux Universités de conclure des conventions de collaboration dans d'autres hypothèses. L'ajout prévu par l'article 30 précité s'écarte du contexte de l'article 82. Reformulée, cette disposition pourrait trouver sa place dans la section II du décret paysage relative à l'accès aux études de deuxième cycle.

La modification de cette section devrait ajouter un article 112, alinéa 2, ainsi qu'un article 112/1 comme suit :

« *Article 112, al. 2. Lorsqu'en vertu de la loi, l'accès aux études de master de spécialisation fait l'objet d'une limitation du nombre d'étudiants, il peut être créé un jury communautaire ou particulier chargé d'organiser le processus d'accès ou d'agrément ».*

« Article 112/1. Afin de respecter les dispositions légales visant le contingentement d'accès aux formations menant aux titres professionnels particuliers réservés aux porteurs de grade de master en sciences médicales et aux porteurs de grade de master en sciences dentaires, il est créé un jury interuniversitaire composé des doyens des Facultés délivrant les grades académiques de master de spécialisation en sciences médicales et de master de spécialisation en sciences dentaires. Ce jury est chargé d'organiser le processus de sélection sur base des instructions données par le Gouvernement et d'accorder aux Universités les autorisations de délivrer les attestations universitaires correspondantes ».

Il est à noter que le décret veillera à préciser que « *les articles 112 et 112/1 entrent en vigueur dès l'année académique 2015-2016 ».*

En conséquence, cet article devrait être reformulé et déplacé.

Art. 31 - L'article en projet modifie l'article 85 du décret paysage afin que l'indication du domaine soit bien inscrite sur les diplômes délivrés dans les ESA, ce qui correspond à une attente.

Toutefois, il conviendrait également d'adapter les tableaux des annexes du décret Paysage en conséquence (pour certains tableaux, la première case du tableau dont l'intitulé est « domaine », est à cheval sur les deux premières colonnes ; cette approximation étant source de mauvaise compréhension, notamment en ce qui concerne le maintien des 5 domaines des ESA).

Art. 32 - Le point a) de l'article devrait être revu. En cas de codiplomation ou de coorganisation, le plafond de 15 crédits ne peut s'appliquer pour l'organisation des activités dans l'implantation des établissements avec lesquels on codiplôme. En d'autres termes, un établissement qui codiplôme ou coorganise avec un autre établissement peut organiser toutes les activités du cursus dans cet autre établissement, et ne plus rien organiser dans sa propre implantation.

Le second alinéa de l'article, qui vise l'organisation d'un cursus hors de l'Union européenne, soulève des questions. Ainsi que le confirme son commentaire, il aboutit à conférer à l'ARES le pouvoir de décerner aux établissements d'enseignement supérieurs des habilitations pour diplômer hors de l'Union européenne, alors que dans le système mis en place par l'article 86 lui-même, il est établi que les habilitations sont conférées par décret, « *pour la Région de Bruxelles-Capitale ou, en Région wallonne, pour un ou plusieurs arrondissements administratifs* ». Il y a vraisemblablement une difficulté de cohérence. Par ailleurs, les motifs objectifs sur lesquels l'ARES et le Gouvernement devront se fonder pour reconnaître ou non le droit d'organiser des cursus à l'étranger ne sont pas clairement fixés.

Si ce principe devait être admis, se pose alors la question de savoir pourquoi celui-ci devrai être limité aux états qui ne font pas partie de l'Union européenne ?

En conséquence, il faudrait, a minima, spécifier que :

1. Ces formations ne sont pas financées, par les sources traditionnelles de financement (allocation de fonctionnement, 1%, frais de formation, …).
2. L'allocation de fonctionnement ne peut pas être utilisée pour rémunérer des enseignants intervenant dans ces formations ; en résumé, elles doivent être auto-suffisantes (les droits d'inscription doivent permettre de couvrir tous les coûts) ;
3. Pour pouvoir délivrer un grade académique, il faut respecter toutes les conditions fixées par le décret Paysage et se soumettre à tous les contrôles (accès aux études, organisation, année académique, contrôle des commissaires et délégués, évaluation AEQES, etc.).

*

Les deux nouveaux alinéas introduits par le littera b de l'article en projet soulèvent par ailleurs des questions et ne rencontrent pas l'avis de l'ARES n° 08-2015 du 26 mai 2015 sur les principes d'encadrement de l'organisation horaire des formations.

Ainsi, la notion d' « avis favorable » (voir aussi le nouveau § 3) n'est pas claire. S'agit-il d'un avis conforme, étant entendu au sens fort du terme ? Les notions d' « horaire du jour » et d'« horaire décalé » ne sont pas définies, la distinction entre celles-ci ne devrait d'ailleurs pas être spécifiquement faite sur la base des seules plages horaires mais bien tenir compte du public visé. Le rôle du Gouvernement, destinataire de l'avis de l'ARES dans l'article en projet, n'est pas clair. Lui appartiendrait-il d'autoriser les modifications d'organisation visées par le nouvel alinéa, ou d'introduire un avant-projet de décret portant modification de l'habilitation concernée ?

Si l'ARES a bien souhaité que certaines balises soient posées en matière d'encadrement de l'organisation horaire des formations (avis de l'ARES n° 08-2015 du 26 mai 2015), les limites ici posées à l'autonomie organisationnelle et à la liberté pédagogique des établissements paraissent trop contraignantes. Il ne serait pas admissible que la décision d'un établissement de modifier l'horaire de la formation qu'il organise – passer de l'horaire de jour à l'horaire décalé par exemple – soit subordonnée à une autorisation ou un veto sans raisons valables. Si par ailleurs cet avis est maintenu, quel serait le recours possible en cas d'avis négatif, et pourquoi cet avis doit-il être transmis au Gouvernement ?

Il ne parait pas davantage admissible d'instaurer un tel « filtre » pour la création d'une nouvelle « *option* » ou d'une nouvelle « *finalité spécialisée* », au sens de l'article 15, 37° et 49° (cf. le § 3 nouveau de l'article 86, qui soumettrait cette création à l'« avis favorable préalable de l'ARES »). L'insertion de ce § 3 dans l'article 86 du décret devrait être omise. Il s'agit de garantir l'autonomie qui permet de faire évoluer les programmes d'études en tenant compte des évolutions de la société et des cadres académiques ; de plus, les commissaires et délégués ont la possibilité d'émettre leurs remarques *a posteriori*, lors de l'examen des programmes qui leurs sont soumis.

Par contre, la création de nouvelles « *orientations* » ou « *spécialités* » (ESA) doit quant à elle être soumise à l'avis de l'ARES et faire l'objet de dispositions législatives ad hoc.

Art. 33 - Cet article semble ne pas être en accord avec le projet d'arrêté du Gouvernement qui est soumis à l'avis de l'ARES simultanément à ce texte en projet (Projet d'AGCF déterminant les modèles de diplômes et des suppléments aux diplômes délivrés par les EES et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française). En effet, il limite ici la compétence des universités au seul doctorat. Quelle en est la justification ? Qu'en est-il dès lors des bacheliers de transition ? Qu'en est-il des dès lors des équivalences partielles ?

Art. 34 - Il y aurait lieu de faire référence à l'article 79, § 2, au lieu de l'article 79, § 3, du décret Paysage (correction formelle).

La date du 31 octobre étant celle de la fin des inscriptions, il parait impossible de traiter correctement les dossiers et de notifier une irrecevabilité de l'inscription dans tous les cas le jour-même d'une inscription. Comme pour l'article 96, il faut permettre un délai raisonnable pour l'analyse du dossier et ses suites. Qui plus est, vu l'absence de décision, il y a lieu de s'interroger, en droit, sur la base de quoi l'étudiant va former son recours et quelle procédure il va devoir suivre ?

Par ailleurs, la date du 30 novembre est associée aux inscriptions de troisième cycle dans le dispositif en projet. Il doit s'agir d'une erreur, le décret Paysage ne prévoyant pas d'échéance d'inscription pour les études de troisième cycle (art. 101).

Enfin, l'ARES demande de prévoir que les étudiants qui – conformément aux dispositions de l'article 95*bis* en projet – n'ont pas reçu de décision « sont réputés, de manière réfragable, être inscrits ».

Cet article en projet est source de confusion.

Art. 35 - L'effectivité de ce nouveau droit pour l'étudiant suppose que la décision de refus d'inscription lui soit notifiée à un moment tel qu'il puisse effectivement introduire un recours interne à son encontre avant le 15 octobre. Or, le décret Paysage prévoit une possibilité d'inscription jusqu'au 31 octobre et impose seulement que l'éventuelle décision de refus d'inscription soit notifiée dans les 15 jours de la demande d'inscription (art. 96, § 1er, dernier alinéa). Le dispositif en projet n'atteint donc pas son objectif.

Aussi, la contrainte du 31 octobre risque de poser un problème particulièrement dans le cas où un grand nombre de recours seraient introduits dans les 3 jours précédant cette date. Certains comprendront qu'en déposant un recours interne juste avant la date limite, ce recours a de grandes chances de ne pas pouvoir être traité à temps et donc d'être indirectement accepté.

Lorsque l'avis du Commissaire ou du Délégué doit légitimement être sollicité, il est indispensable que les délais prévus soient rallongés et que ce soit la date de réception dudit avis qui soit la date de départ.

Il serait par ailleurs inacceptable que la décision d'inscrire un étudiant non-finançable soit réputée positive au motif de ce nouvel article.

Il se recommanderait donc de reformuler l'article en projet et, à tout le moins, de postposer la date du 31 octobre au 15 novembre.

Art. 37 - La formulation de l'avant-projet pose question et parait impraticable tant d'un point de vue académique que dans le cadre du financement.

L'ARES regrette que l'avant-projet ne reprenne pas pleinement les propositions de modifications de l'article 100 communiquées au Gouvernement. Elle constate toutefois que les articles 37 et 48 de l'avant-projet de décret les rencontrent, en partie, notamment lorsqu'ils affirment, pour les unités d'enseignement qui en relèvent[1], la compétence du jury du cycle concerné. L'avant-projet prévoit également des mécanismes visant à empêcher l'étudiant d'acquérir l'ensemble des unités d'enseignement de 2ème cycle alors même qu'il n'a pas encore obtenu le diplôme de 1er cycle (sur ce dernier point, une adaptation sera nécessaire afin de tenir compte de l'existence des masters 60 crédits – voy. plus loin les propositions).

Toutefois, on note que, dans l'état actuel de sa rédaction, en prévoyant une inscription unique en 1er ou en 2ème cycle selon le nombre de crédits encore à acquérir en bachelier, l'avant-projet de décret entraîne des incohérences académiques, d'une part, et des difficultés en matière de financement, d'autre part. L'avant-projet devrait par conséquent être amendé, notamment en imposant une inscription complémentaire en bachelier ou en master, selon le cas visé (voy. plus loin les propositions).

[1] Que l'étudiant soit inscrit en 1er ou en 2ème cycle, les unités d'enseignement sont toujours délibérées par le jury dont relèvent ces unités.

Concernant les incohérences académiques : en application du décret paysage, lorsqu'un jury crédite une unité d'enseignement, les crédits ainsi octroyés sont définitivement acquis. Ainsi, les unités d'enseignement de 2ème cycle créditées à l'étudiant uniquement inscrit en 1er cycle[2], ne pourront entrer en ligne de compte que lorsque cet étudiant s'inscrira enfin en master. Ces unités d'enseignement devront en effet faire l'objet d'une dispense.

Or, il apparait indispensable que ces unités d'enseignement et les notes y afférentes fassent partie intégrante du programme de 2ème cycle et soient comptabilisées pour la délibération de 2e cycle et l'obtention d'une mention éventuelle.

Concernant les difficultés en matière de financement : le calcul du financement pose question lorsque les unités d'enseignement inscrites au PAE de l'étudiant relèvent de deux établissements différents[3].

En effet, l'étudiant uniquement inscrit en 1er cycle sera financé dans cet établissement sur la base de crédits relevant pour partie d'un autre établissement. Des calculs fastidieux de rétrocessions entre établissements seront alors nécessaires; ce qui pourrait devenir un frein à la mobilité et à la progression académique des étudiants.

D'autre part, la « mesure » de la finançabilité même de l'étudiant (décret du 11 avril 2014) se trouverait complexifiée dans la mesure où le PAE des étudiants comportera des crédits relevant de cycles différents.

En conséquence, l'ARES propositions les amendements suivants :

D'un point de vue académique :

a) en prévoyant l'inscription complémentaire des étudiants soit en bachelier soit en master selon le cas considéré.
b) en limitant par décret l'accès au master aux étudiants n'ayant plus que 30 à 16 crédits à acquérir en 1er cycle et ce par analogie, au système mis en place pour les étudiants du bloc.1;
c) en rectifiant l'avant-projet et la limitation du nombre de crédits pouvant être acquis en master lorsque ce master est un master 60;
d) en adaptant l'article 111 qui fixe l'accès au deuxième cycle pour tenir compte des modifications ainsi apportées à l'article 100.

En ce qui concerne le financement :

Dans la mesure où, pour les raisons académiques évoquées ci-dessus, les articles 37 et 48 de l'avant-projet de décret relatifs à la rédaction des articles 100 et 111 doivent être adaptés, il faudra impérativement revoir toute la problématique du financement (droits d'inscription, calcul de la finançabilité des étudiants, financement proprement dit) des étudiants concernés. Cette problématique devrait, à notre estime, faire l'objet d'une discussion préalable entre le cabinet, les commissaires et délégués et les établissements.

A cet égard, les droits d'inscription et le financement CF devraient entrer en compte. D'une part, quant aux droits d'inscription, tenant compte du souhait du législateur de limiter à un seul droit d'inscription (en ce compris les frais d'études) la contribution financière de l'étudiant, l'inscription complémentaire se ferait gratuitement, sous réserve, nous semble-t-il,

[2] Il s'agit de l'étudiant qui a encore plus de 15 crédits à acquérir en 1er cycle.
[3] Étudiant inscrit en bac HE mais ayant été autorisé à suivre des UE d'un master universitaire ; étudiant inscrit en bac universitaire qui n'organise pas le master correspondant.

du payement du rôle et de l'assurance. Il est toutefois rappelé qu'actuellement l'étudiant qui s'inscrit en solde de bachelier (au plus 15 crédits de bachelier) paye un droit d'inscription de 250 euros. D'autre part, le financement de l'inscription complémentaire doit être envisagée afin d'éviter les difficultés relevées plus haut.

*

L'ARES regrette par ailleurs que la possibilité pour les étudiants en fin de 1er cycle de compléter leur programme annuel par 15 crédits (maximum) dans le 2ème cycle – possibilité prévue à l'article 100, §2, 4°, en projet – ne soit pas ouverte aux étudiants qui souhaitent accéder à un bachelier de spécialisation.

*

Pour le point c) de l'article 37 en projet, il faut écrire au 1° : « *en cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors communauté française ou de mobilité* » au lieu de « *en cas de codiplômation* ».

Au même article, il faut ajouter un 3° libellé comme suit : « *Lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les aptitudes jugées indispensables, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.* »

Il s'agirait également de fixer une limite inférieure au « droit » de l'étudiant d' « opter pour un programme inférieur à 60 crédits ». Sinon, cela risque de donner lieu à des discussions sans fin.

La notion nouvelle « *d'aptitudes jugées indispensables à sa bonne réalisation* » va coexister avec celle de « *prérequis* », ce qui risque d'être source d'insécurité juridique. Pourquoi ne pas dire, plus simplement, qu'il s'agit là de « *prérequis qui ne peuvent pas être transformés en co-requis* » ?

Art. 38 - Etre demandeur d'une allocation d'études ne signifie pas être dans les conditions pour obtenir une allocation d'études. Il est difficilement admissible d'obliger les établissements d'enseignement supérieur à octroyer des avantages de boursiers à des candidats boursiers. Seuls les étudiants répondant aux conditions d'octroi d'une allocation peuvent bénéficier des droits qui en découlent (exemption de paiement des droits d'inscription, allocations repas, réduction pour l'achat des livres, gratuité des syllabus, etc.).

Le Service des allocations et prêts d'études (SAE) de la Fédération Wallonie-Bruxelles répond dans certains cas tardivement aux demandes des étudiants et il est fréquent d'avoir à connaître des refus d'allocation au mois de juin alors que les examens sont déjà terminés. Il est dès lors difficile dans ces cas de récupérer les droits d'inscription, les réductions accordées sur les livres, etc.

Proposition : Faire avancer les droits d'inscription par le Service des allocations et prêts d'études (SAE) de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui récupérera les droits par la suite en cas de refus d'allocation. La solution est logique, elle revient à faire supporter par celui qui est à la base de la réponse tardive les conséquences de son retard.

Par ailleurs, il faut encore noter que le commentaire de l'article en projet évoque un recours auprès du Commissaire ou du Délégué du Gouvernement alors que ni le décret Paysage dans sa version actuelle, ni le dispositif du décret en projet ne prévoient un tel recours pour l'étudiant qui, à la date du 31 octobre, ne s'est pas acquitté du paiement de 10% de ses droits d'inscription.

Cette année, au bénéfice de l'urgence et après concertations et recommandations entre les universités et les Commissaires et Délégués du gouvernement, un recours calqué sur celui prévu en cas de non payement du solde au 4 janvier semble avoir été maintenu dans un certain nombre d'institutions. Ce recours n'a toutefois actuellement aucun fondement légal.
Aussi, pour l'avenir et si le législateur souhaite effectivement instaurer un tel recours, il y aurait lieu de modifier l'article 102 *in fine* en remplaçant « visés à l'alinéa 2 » par « visés aux alinéas 1 et 2 ».

Enfin, l'ARES souhaite que le caractère suspensif du recours soit le cas échéant précisé et demande que le délai de paiement courre à partir de la notification de la décision du Conseil d'appel.

Art. 40 – Il y a lieu de s'interroger quant aux années académiques qui seront concernées par les données et leur forme, arrêtée le 1er juin 2017, dans le dispositif en projet. Si c'est l'information 2016-2017 qui sera à communiquer le 15 juin 2017, ce ne sera pas réalisable ; si c'est l'information 2017-2018 à communiquer le 15 juin 2018 qui est visée, il serait même souhaitable que cette forme soit arrêtée le 1er janvier 2017 et non le 1er juin 2017.

Art. 42 - Voir commentaire de l'article 21.

Art. 43 - La disposition en projet suit l'avis de l'ARES du 1er décembre 2015 en matière d'examen de maîtrise de la langue française. Toutefois, aucune compensation financière n'est prévue pour les établissements d'enseignement supérieur afin qu'elles organisent ledit examen.

Art. 46 - Il y a lieu de s'interroger sur la justification de permettre un traitement de faveur aux étudiants ayant déjà réussi un master. Est-ce l'objectif de pouvoir se réorienter dans un autre cursus contingenté sans passer par le concours ? Cela se justifie certainement, par exemple, pour la stomatologie (médecine + dentisterie) – cf. commentaire des articles – et dans ce cas, la formulation de la nouvelle disposition décrétale devrait être plus restrictive.

Proposition (cf. inspiration de l'article 35novies, § 6, de l'Arrêté royal n°78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé) : « *Par dérogation à l'alinéa 1er, sont dispensés de ce concours, les étudiants qui, pour obtenir un titre professionnel particulier, doivent, dans le cadre de leur cursus de master de spécialisation en médecine ou sciences dentaires, suivre des cours de bachelier ou de master en sciences dentaires ou en médecine* ».

Art. 47 - L'article 100/4 du décret Paysage a été modifié par le décret dit « programme » du 10 décembre 2015. En conséquence, il serait souhaitable de tenir compte de ces modifications et d'harmoniser l'ensemble du texte.

Art. 48 - La proposition de modification de l'article 100, § 2, reprise en article 37 du texte en projet fixe :
a) « *3° En fin de cycle, (…) encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits (…). Il reste inscrit dans le 1er cycle d'études (…)* ».

b) « *4° En fin de cycle, (…) encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus (…). Il est inscrit dans le 2e cycle d'études (…)* ».

Et l'article 48 du texte en projet fixe : « *Par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, §2, 3° et 4° ont également accès aux études de 2e cycle* ». N'est-ce pas contradictoire pour ce qui concerne l'article 100, §2, 3°, qui dit que l'étudiant reste inscrit dans le 1er cycle d'études ?

En l'état, auraient donc accès au deuxième cycle, non seulement les étudiants auxquels il ne resterait que 15 crédits à acquérir du premier cycle (situation actuelle, visée dans le nouvel article 100, § 2, 4°), mais également les étudiants « *en fin de premier cycle* » - terme non défini (cf. supra) - auxquels il reste plus de 15 crédits à acquérir, alors que l'article 100, § 2, 3°, nouveau énonce que ces étudiants « *restent inscrits dans le 1er cycle d'études* » ? Ces derniers seraient donc inscriptibles dans deux cycles à la fois ? Cela semble illogique, et impraticable pour l'application des règles de finançabilité.

Art. 49 - Qu'en est-il des diplômes donnant accès à l'enseignement supérieur délivrés dans un pays dont la langue officielle est la langue française (la France, par exemple). Cette question ne devrait-elle pas faire l'objet d'un arrêté du gouvernement ?

Art. 50 - Les motivations qui justifient le 1° de l'article en projet n'apparaissent pas, ses objectifs et conséquences non plus. Ainsi, l'ARES ne devrait plus veiller à la cohérence des cursus, profils et programmes avec les programmes minimaux ? Quelles sont les modalités de contrôle des programmes si ce n'est pas par rapport au respect des programmes minimaux ? Pourquoi modifier ainsi la législation en vigueur ? Qui serait désormais chargé de vérifier cette cohérence ?

Le 2° de l'article en projet parait trop contraignant. La liste des cursus organisés ainsi que le profil d'enseignement et le programme détaillé de chaque cursus sont déjà formalisés et disponibles via les sites internet de chaque établissement.

Art. 51 - Il serait utile de préciser cet article, à tout le moins le commentaire, pour ce que l'on entend par « *programme initial* ». Est-ce le programme annuel de l'étudiant ou le cursus ? Exemple : un étudiant inscrit en 1ère année de BA Philo réussit 25 crédits de son programme annuel de l'étudiant et l'établissement d'enseignement supérieur souhaite ne plus organiser ce cursus. L'institution doit-elle organiser les unités d'enseignement non acquises du programme annuel de l'étudiant ou l'institution doit-elle organiser les 155 crédits qu'il n'a pas acquis ?

Par ailleurs, l'ARES s'interroge sur l'interprétation concrète qu'il y a à donner à l'échéance des deux années académiques successives et surtout du moment à partir duquel elles prennent cours. Quoi qu'il en soit, la précision que l'article 51 en projet doit apporter à l'article 124 du décret Paysage ne doit aucunement restreindre les usages en cours.

Art. 52 - Il convient de supprimer le terme « *du* » entre les termes « *type* » et « *long* » dans l'article en projet (correction formelle).

Art. 53 - Le commentaire de l'article précise que la modification projetée « *fait suite à la suppression de la moyenne introduite par le décret du 25 juin 2015 (…). Dès lors que la moyenne a été supprimée, cette modification vise à apporter davantage de lisibilité* ». Toutefois, la notion de « *moyenne* » reste pertinente, en tous cas à l'article 140 du décret Paysage, pour déterminer l'existence éventuelle d'un « déficit acceptable ».

La suppression du dispositif d'« extraction de cotes », actuellement prévu par l'article 141, ne devrait en tous cas pas prendre au dépourvu les étudiants « actuels » et ne devrait pas être d'application immédiate pour l'année académique en cours. Tel est pourtant le résultat auquel semble conduire l'article 70 et qui risque d'être dommageable pour les étudiants qui ont souscrit un programme de plus de 60 crédits.

Art. 55 - L'article 55, 2°, en projet semble ne pas être correct. Il ne s'agit pas de créer 3 « spécialités » différentes (cf. le 1° du même article en projet) à une même formation mais bien de maintenir 3 intitulés de formations différentes.

Il y a donc lieu de remplacer la ligne en projet par la ligne suivante :

Domaine	Intitulé	Orientation/spécialité
5 – HE	communication appliquée - animation socioculturelle et éducation permanente	
5 – HE	communication appliquée - publicité et communication commerciale	
5 – HE	communication appliquée - relations publiques	

Par ailleurs, les anciennes options en haute école ne sont pas nécessairement devenues des orientations. Ainsi, par exemple, la ligne « *bachelier en construction* », qui comprenait les 3 options : « *bâtiment* », « *génie civil* », « *technologie du bois* », est remplacée par une ligne « *bachelier en construction* », qui ne reprend aucune orientation.

En conséquence, qu'en est-il d'une modification des habilitations de chaque haute école ? Elles doivent logiquement être adaptées mais est-ce que ce sera le cas ? Si elles ne sont pas adaptées et qu'il est décidé que les habilitations anciennes subsistent (avec les anciennes dénominations), il faut à tout le moins disposer d'une base légale pour asseoir cette décision. Or, il n'y a vraisemblablement rien de prévu en ce sens dans le texte en projet.
Remarque : si les habilitations ne sont pas adaptées, cela n'a pas nécessairement d'incidence sur le libellé du diplôme. En effet, selon le projet relatif à la structure du diplôme, seuls le domaine et le grade sont repris sur le diplôme. La notion de grade est celle contenue à l'article 85. Selon cet article, le grade comprend l'appellation générique – bachelier, master, médecin, médecin vétérinaire – ainsi que l'intitulé du cursus et l'éventuelle orientation ou spécialité ou finalité.

Article 58 et suivants - En matière d'enseignement inclusif, une étape supplémentaire est ajoutée et alourdit le processus : 1er recours interne (*nouveau*) ; puis recours auprès de la Chambre de l'Enseignement supérieur inclusif du Pôle (cf. art. 30, 3°, du décret enseignement supérieur inclusif) ; puis recours auprès de la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif de l'ARES.

Il convient de permettre un délai raisonnable pour la notification du recours.

Par ailleurs, un problème apparaît dans l'articulation des compétences de la CESI. En effet, elle est à la fois un organe d'avis (article 26, 6°) et un organe de recours. Elle peut formuler un avis concernant un plan d'aménagement raisonnable, puis être saisie d'un recours à l'encontre d'une décision concernant ce même plan. L'impartialité de la CESI au

moment du recours est-elle donc bien garantie, puisqu'elle a déjà rendu un avis sur le dossier en question ? Ceci peut sembler constituer un préjugé dans son chef.

Art. 61 - Le délai de trois jours ouvrables pour le recours contre une décision de refus d'une reconnaissance par un établissement dans le cadre de l'application du décret enseignement inclusif est court, sachant que le demandeur devra souvent se retourner vers un professionnel de la santé pour l'examen des motifs du refus. Il faut le porter à un délai plus long.

Art. 63 - La formulation de l'article en projet pose question. Ne s'agirait-il pas de mettre alors en conformité l'article 54, § 6, du décret de 2001 prévoit : « Un encadrement spécifique est alloué aux écoles pour l'organisation de l'agrégation sur base du calcul suivant : A l'issue de chaque année académique, les étudiants ayant obtenu le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et le diplôme y afférent sont comptabilisés. Le produit de leur nombre par le coefficient de 0.04, correspond à l'encadrement exprimé en unités d'emploi attribuées à l'Ecole supérieure des Arts pour l'année académique suivante en supplément de l'encadrement octroyé conformément aux précédents paragraphes du présent article. »
S'il s'agit de tenir compte de sa première inscription, et non plus des 30 premiers crédits, ne faudrait-il pas supprimer ce paragraphe du décret de 2001 qui limite et divise par deux la comptabilisation des étudiants inscrits?

Art. 66 - Toute proposition de modification d'envergure de l'article 5 de la loi de financement statuant sur le caractère de finançabilité académique des étudiants devrait être uniquement motivée par la volonté de simplifier la compréhension et la transparence de l'art. 5 auprès des étudiants et ainsi de faciliter la gestion et la communication de cette notion de finançabilité académique.

Or, la formulation proposée pour le 1er paragraphe suscite des interprétations différentes et ne facilite pas de manière substantielle la compréhension et la gestion de cette notion de finançabilité. Il semble donc fort délicat d'adopter cette nouvelle proposition qui, sans atteindre pleinement les objectifs attendus, engendrera *de facto* l'obligation de prévoir des mesures transitoires afin de respecter les espérances légitimes des étudiants, lesquels ont adopté certaines stratégies sur la base de la législation actuelle, notamment à la suite des examens de janvier.

Toutes modifications d'ampleur devraient être réalisées sur la base d'analyses chiffrées afin de tester les incidences et les différents cas de figure dans le but de tendre vers une proposition cohérente. Ces modifications devraient en outre être connues au moins une année académique à l'avance afin que les étudiants puissent réaliser leurs choix en toute connaissance de cause, facilitant ainsi les transitions entre les différents systèmes.

En d'autres termes, il subsiste des imprécisions dans l'article en projet.

1° L'application immédiate à la rentrée académique prochaine prendrait par surprise les étudiants qui ont composé leur programme annuel 2015-2016 dans l'idée que la réussite de 45 crédits de ce programme leur assurerait de manière certaine la finançabilité (actuel art. 5, al. 1er, 3°, a), du décret du 11 avril 2014). Exemple : un étudiant ayant choisi un programme annuel de 73 crédits en 2015-2016 qui en réussi 45 crédits n'aurait pas acquis au moins 75%. Il convient donc de reporter à l'année 2017-2018 au plus tôt l'application du nouveau texte ou maintenir le chiffre de 45 crédits peu importe le nombre de crédits faisant partie du PAE (voy. plus loin les propositions de modifications).

2° Il ne peut être exclu que le nouveau système soit plus sévère que l'ancien (cf. notamment la suppression, dans le dispositif nouveau, du dispositif d'extraction du calcul de la première année d'étude « défavorable », porté par l'actuel art. 5, al.1er, 3°, b), i). A supposer qu'il soit vérifié – ceci nécessiterait des simulations approfondies -, un tel recul est délicat au regard de l'obligation de « standstill » à observer en la matière. A tout le moins doit-il être justifié, ce que ne fait pas le commentaire de l'article.

Le nouveau texte en projet abandonne la notion de réussite (ou de situation de réussite) ce qui est une bonne chose car cette notion est inadéquate au regard du l'esprit du décret Paysage et portait à confusion. La notion de « *situation d'échec* » introduite dans le nouveau texte aura les mêmes effets.

Enfin le nouveau texte utilise des doubles négations du type « *ne peut être en situation d'échec* ». Le texte est de ce fait difficile à comprendre et soulève des questions. Que signifie ne pas être en situation d'échec lors de deux dernières inscriptions ? Est-ce être en situation d'échec pour chacune des deux inscriptions, ou pour au moins une des deux inscriptions ? Ou encore en moyenne sur les deux inscriptions ? Dès lors que ce dispositif est celui qui génère le plus de questions et de contestations dans le chef notamment des étudiants, il s'imposerait de réfléchir à une formulation plus transparente, qui éviterait de mentionner la notion « *d'échec* » ou « *de réussite* » et annoncerait les conditions de manière hiérarchique.

Au vu des remarques ci-dessus, l'ARES propose de s'en tenir, dans un premier temps et dans le cadre de l'avant-projet, à des modifications mineures de l'article 5 actuellement en vigueur ; modifications qui viseraient uniquement à pallier les impacts négatifs déjà constatés après une année de mise en vigueur.

En outre, afin d'éviter toutes confusions entre différents concepts, il est également essentiel de ne plus évoquer les notions d'échec ou de réussite dans cet article mais de s'en tenir strictement à la notion de finançabilité académique.

L'ARES propose dès lors les modifications suivantes :

- 1er alinéa : remplacer les mots « *Un étudiant est en situation de réussite s'il satisfait au moins une des conditions suivantes : ...* » par les mots « *Un étudiant est finançable, hors critères de nationalité, s'il satisfait au moins une des conditions académiques suivantes : …* ». Cette modification permettrait d'éviter toute confusion entre les concepts de finançabilité et de réussite.

- 1er alinéa, a) : remplacer « *45 crédits* » par « *75% des crédits* ». Cette modification faciliterait la gestion des allègements et mettrait l'étudiant devant un contexte réaliste et favorable en l'incitant à ne pas surcharger son PAE. L'ARES recommande par ailleurs une mesure de transition : mise en application de l'article pour l'année académique 2016-17 et avec comme transition pour cette année académique 2016-17 « *minimum 45 crédits ou 75% des crédits* ».

- 2e et 3e alinéa : remplacer les mots « *En cas d'inscription à un même cycle, mais dans un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, sont considérés comme acquis les crédits valorisés par le jury lors de l'inscription.*

Pour l'application des dispositions de ce paragraphe sont prises en comptes les inscriptions aux études supérieures suivies en Communauté française ou hors de celle-ci. De plus, l'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur base des conditions visées à l'article 107, 7°, du décret du 7 novembre 2013 précité sont réputés avoir été régulièrement inscrits pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité ou épreuve d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document. » par les mots :

« L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document. »

Cette modification apporterait une clarification et supprimerait une incohérence ; les détails techniques de l'application de l'article ne devant pas être repris dans le décret en projet.

- Ajouter un nouvel alinéa formulé comme suit :
  « Aucun crédit n'est acquis par l'étudiant qui a échoué à un concours, ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en dehors de la Communauté française à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve. L'abandon ou la non présentation à ce concours ou à cette épreuve est considérée comme un échec. Dans tous les cas, l'étudiant est considéré comme ayant acquis 0 crédit. »
  Cette modification ajouterait un élément manquant dans la version précédente.

III. THÉMATIQUES PARTICULIÈRES

III.1. Problématique des réorientations

La problématique des réorientations suscitant de nombreuses questions, notamment pour leur mise en pratique par les établissements d'enseignement supérieurs, l'ARES soutient les principes suivants en la matière et demande les modifications de la législation rendues nécessaires le cas échéant.

1) Ligne du temps

Le relevé des dates ci-dessous résume l'ensemble des échéances de chaque procédure. Ceci permet également d'avoir une vision globale afin ne pas créer d'iniquité entre les différentes situations d'étudiants.

31/10 :
- fin des inscriptions régulières à l'exception des étudiants de 3e cycle (des dates antérieures existent pour certaines catégories d'étudiants) ;
- paiement des 10% ;
- fin des demandes d'allègement ;
- fin des demandes de modification d'inscription (sauf réorientations Bloc 1) ;
- au-delà de cette date, toute demande d'inscription est une demande d'inscription tardive soumise à l 'accord du Ministre. L'étudiant doit accepter les conséquences de son inscription tardive (PAE avec ou sans allègement).

1/12 :
- fin des désinscriptions annulant la comptabilisation de l'année académique de l'étudiant (abandons).

4/01 :
- date limite de paiement pour le solde des droits d'inscription.

NB : concernant le paiement du solde des droits d'inscription pour le 4 janvier au plus tard (art. 102 §1, alinéa 1 ; article modifié par l'art. 38 en projet), ne s'agirait-il pas de reporter la date au premier vendredi de l'année civile qui suit la rentrée après les vacances d'hiver ? Ainsi, par exemple, en 2016, où le 4 janvier était un lundi, pour que l'établissement d'enseignement supérieur reçoive le versement pour le 4/01, il fallait le faire depuis un compte belge au plus tard le jeudi 31 décembre en journée.

15/01
- notification des « désinscriptions » pour non-paiement (vadémécum des commissaires et délégués du gouvernement, version 9 juillet).

Fin des examens de janvier :
- possibilité de demander au jury un allègement pour les UE du Q2 pour les Bloc 1 ;
- possibilité de demander au jury une réorientation dans un autre cursus pour les Bloc 1;
- allègement et/ou réorientation recommandée/imposée par les jurys de médecine et sciences dentaires pour les Bloc 1 ;

- vérification par les jurys des absences aux épreuves de janvier pour les étudiants de Bloc 1.

01/02 :
- date ultime de la remise des listes pour le financement (qui seront incomplètes car ne comprenant pas les réorientations).

15/02 :
- fin des demandes de réorientations et allègements pour les Bloc 1.

2) <u>Vérifications à effectuer en cas de réorientation</u>

Avant qu'un étudiant de Bloc 1 puisse solliciter une réorientation dans un autre cursus, il faut vérifier :
- que l'étudiant est en ordre de paiement pour les droits d'inscription dans son établissement d'origine[4] ;
- que l'étudiant était bien présent aux épreuves de janvier ;
- que l'étudiant était résident au début de l'année académique s'il veut s'inscrire dans des études contingentées.

En ce qui concerne les épreuves de janvier, si un étudiant a été absent à une/des épreuves de la session de janvier, le jury d'origine devra examiner les pièces justificatives de l'étudiant d'autoriser ou non *l'admission aux autres épreuves.* Dans le cas d'un refus du jury, ce refus vaut également pour le cursus d'accueil : l'étudiant pourra alors suivre les activités d'apprentissage en sachant toutefois qu'il ne pourra pas présenter les épreuves.

Les différentes vérifications reprises ci-dessus entraineront dans le cas d'une réorientation d'un étudiant entre institutions d'enseignement supérieur la production d'attestations ad hoc. L'étudiant qui change d'établissement sera également invité à présenter une attestation de son établissement d'origine précisant que la réorientation y a été actée (l'étudiant n'assistera pas aux UE du Q2 et ne présentera pas les évaluations de fin de deuxième et troisième quadrimestres dans cet établissement).

Selon l'institution, le caractère finançable[5] de l'inscription est évalué et le cas échéant pris en compte pour motiver un refus d'inscription à l'étudiant.

[4] La question pourrait se poser pour une réorientation d'une haute école vers une université, dans la mesure où les droits d'inscription dans les hautes écoles sont variables et généralement inférieurs aux droits d'inscription dans les universités (y compris les droits majorés). Les universités doivent-elles réclamer aux étudiants le différentiel entre les montants en haute école et dans les universités ? La question se posera également si des différences de droits d'inscription pour les étudiants HUE sont instaurées dans le futur.

[5] La situation de finançabilité de l'étudiant pourrait être différente dans les deux cursus.

	Finançabilité dans cursus 1	Finançabilité dans cursus 2
Situation 1	« réussite »	« réussite »
Situation 2	en « non-réussite »	« réussite »
Situation 3	« réussite »	en « non-réussite »
Situation 4	en « non-réussite »	en « non-réussite »

Les deux premières situations ne posent pas de problème, même dans le cas de changement d'institution. Pour le dernier cas, si l'étudiant change d'établissement, il recevra un refus pour « non-réussite » et devra suivre la procédure de dérogation, avant que le jury puisse analyser son dossier.

3) Réorientation et valorisation pour les étudiants de 1re année

Une réorientation dans un autre cursus peut être envisagée avec ou sans allègement. Si la réorientation est acceptée sans allègement, l'étudiant n'a pas pu suivre les enseignements du Q1 ni présenter les épreuves qui se sont déroulées en janvier. L'étudiant devra donc être averti de cette situation, et en accepter les conséquences. Une réorientation avec allègement serait donc probablement plus favorable à l'étudiant, et le jury pourrait éventuellement accepter la réorientation sous la contrainte d'un allègement.

Si des UE ou AA sont identiques entre le cursus d'origine et le cursus d'accueil (cours communs à plusieurs sections), la note du premier cursus devrait être reportée dans le deuxième cursus (même année académique). Si une UE est équivalente, une valorisation à l'admission dans le deuxième cursus devrait pouvoir être proposée. Néanmoins, cela pose question dans la mesure où le décret ne prévoit pas de délibération en janvier sauf pour les étudiants en fin de cycle, d'où proposition de modification du décret qui devrait être application avec effet rétroactif 15-16 (article 102 § 3).

Dès lors, dans l'esprit du décret qui souhaite aider au mieux les étudiants à progresser dans leur parcours de formation, il convient, de manière transitoire en attendant la modification du décret sur ce point et l'entrée en vigueur de celle-ci, que les établissements soient autorisés à valider ou valoriser les unités d'enseignement pour lesquelles une note supérieure ou égale à 10/20 a été obtenue, et à les réputer créditées, même si formellement le jury n'a pas été réuni pour en délibérer.

Une modification décrétale devrait par contre intervenir afin de régler cette problématique.

4) Questions liées au financement

a) Financement des établissements pour l'année de réorientation

La réorientation dans le même établissement ne pose pas de problème en terme de financement, la liste étant fixée à la situation du 1er décembre (31/10+ délai commentaire article 106).

Par contre, si l'étudiant change d'établissement, l'article 9bis du décret du 11 avril 2014 spécifie que *« l'étudiant est pris en compte pour moitié au profit de l'établissement d'enseignement supérieur auprès duquel il était inscrit et pour moitié par l'établissement d'enseignement supérieur qui l'accueille »*. La situation au 1er décembre sera prise en compte pour 50% dans l'institution d'origine et la situation au 15 février pour 50% dans l'institution d'accueil. Pour cela, il est indispensable que l'institution d'origine soit avertie de la réorientation de l'étudiant, ce qui dans l'état actuel du décret, n'est pas expressément prévu (d'où la proposition faite au point III).

En cas de changement d'institution, l'étudiant en situation 3 devra également suivre la procédure de dérogation, mais cette situation devrait être peu fréquente.

b) Calcul du caractère finançable de l'étudiant pour l'année suivant la réorientation

La question est de savoir quels crédits doivent être pris en compte pour le calcul prévu à l'article 5 du décret du 11 avril 2014.

La solution proposée remet, en quelque sorte, les compteurs à zéro au moment de la réorientation (tant pour les crédits que l'étudiant aurait dû acquérir à la fin de ce quadrimestre que ceux qu'il a acquis). Le premier quadrimestre est alors pris en compte uniquement par le jury pour une éventuelle validation de crédits au moment de la constitution du nouveau PAE. Si le jury de réorientation décide, par exemple, d'un nouveau PAE de 45 crédits, il semblerait inopportun de comptabiliser les crédits que l'étudiant aurait dû acquérir en tenant compte des 30 crédits du Q1 du programme initial (ce qui porterait le nombre de crédits à acquérir à 75 crédits)

Seul le nouveau PAE (PAE après réorientation) doit être pris en compte pour le calcul du nombre de crédits à acquérir et pour celui du nombre de crédits acquis.

Les UE pour lesquelles une note égale ou supérieure à 10/20 a été obtenues, non valorisées par le jury de réorientation ne sont prises en compte (à noter que les crédits non acquis ne sont pas non plus comptabilisés pour le calcul du nombre de crédits que l'étudiant aurait du acquérir). Les UE pour lesquelles une note égale ou supérieure à 10/20 a été obtenues et valorisées par le jury de réorientation sont considérées comme des dispenses. Elles ne font par conséquent pas partie du PAE. Comme pour tous les autres étudiants, elles ne sont prises en compte ni dans les crédits à acquérir ni dans le calcul des crédits acquis.

5) Problématique des bourses

Si l'étudiant change d'institution, en fonction de la date d'attribution de la bourse, l'étudiant sera considéré soit comme étudiant dans l'institution d'origine, ou dans l'institution d'accueil. Si l'idée est de mettre en place le même principe que pour la répartition de l'allocation (50%-50%), ceci engendrera un travail considérable sur des données qui ne sont déjà pas toujours fournies de manière efficace pour la Communauté française.

Par ailleurs, en cas de refus de bourse après le changement d'établissement, à quelle institution l'étudiant doit-il payer ses droits d'inscription ? Comment faire circuler l'information surtout si l'institution 1 n'est pas au courant de la réorientation ?

Les droits d'inscription restants acquis à l'institution d'origine, toute la problématique des droits d'inscription reste de la compétence de cette institution (article 102 §3).

III.2. Problématique des allègements

Concernant l'article 151 du décret Paysage relatif à l'allègement, il est prévu actuellement : « *L'étudiant bénéficiant de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription et frais visés à l'article 105. Pour l'inscription à la suite du programme allégé, l'étudiant s'acquitte des frais administratifs établis conformément à l'article 105, §1er, alinéa 3* ».

Il est utile de rappeler que la notion de « *suite du programme allégé* » n'a pas de sens puisque l'allègement ne vaut que pour une année académique : aucun étudiant n'est donc à la suite du programme allégé.

En matière de droits d'inscription des étudiants en allègement, les universités ont proposé que les D.I. soient fixés par tranche de crédits de PAE : rien de 0 à 15 crédits, un demi droit d'inscription de 16 à 30, un droit d'inscription complet de 31 à 60.

Par rapport à la proposition de fixer les D.I. proportionnellement au nombre de crédits, il faut faire valoir : outre que cela va être très difficile de savoir avant le 31 octobre combien d'étudiants sont en allègement, et précisément avec combien de crédits, il faudra calculer individuellement le minerval complet à payer et les 10 % à payer avant le 1er novembre.

Au-delà de ces problèmes techniques, y a-t-il là un choix politique qui annonce peut-être un nouveau principe : plus de financement à l'étudiant inscrit, mais au nombre de crédits ? Il faut donc prévoir une modification de l'article 151 concernant l'allègement, spécialement y fixer les droits d'inscription. A défaut de fixation, il sera réclamé à tous les allégeurs le montant total des droits d'inscription et des frais visés à l'article 105.

III.3. Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI)

L'ARES soutient et fait sien l'avis de la CEPERI du 17 février 2016 relatif à un projet de décret modificatif du décret « Paysage »[6] et reproduit ci-après :

« A l'issue de la partie la plus chargée de sa seconde année de fonctionnement, la CEPERI pense légitime de constater qu'elle est parvenue à exercer sa mission, malgré les importantes difficultés liées notamment au grand nombre de plaintes à traiter, à la complexité des textes applicables, au caractère récent de sa constitution, à la combinaison des agendas de ses membres, à la charge de travail de ces derniers dans leur fonction principale et à la passivité ou l'immobilisme de certains de ses membres.

Dans leur grande majorité, les membres de la CEPERI estiment que cette commission est utile et doit être maintenue, dans la mesure où elle assure, par un contrôle d'acteurs concernés, une certaine unité dans le respect, par l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française (ci-après : « les E.E.S. »), des exigences de prise en compte des éléments invoqués par les étudiants demandeurs d'inscription et, plus globalement, de la motivation des décisions sur les demandes d'inscription.

[6] A la demande expresse de monsieur Charles Bricman, il doit ici être signalé que le présent avis « ne recueille pas [son] assentiment et ne peut être fait en [son] nom ».

C'est ainsi, par ailleurs, que la CEPERI identifie la mission qui lui a été confiée et la grande majorité de ses membres rejette catégoriquement toute extension de sa compétence, qui porterait inévitablement atteinte à la liberté académique des E.E.S. dont ils relèvent.

A l'expérience, la CEPERI recommande cependant un certain nombre de modifications décrétales et réglementaires, dans l'idée d'optimiser son fonctionnement, au service des acteurs concernés :

1) Récemment, statuant au contentieux de l'extrême urgence, le Conseil d'Etat a considéré que la CEPERI a le statut de juridiction administrative. Regrettant que cette prise de position ne soit basée que sur une affirmation incertaine au cours des travaux préparatoires du décret « Paysage » et qu'elle n'ait été précédée d'aucun véritable échange d'arguments, la CEPERI ne peut la faire sienne, au regard, d'une part, des critères et indices généralement appliqués à ce sujet en jurisprudence[7] et, d'autre part, des modifications que le législateur, s'il entendait confirmer le statut de juridiction de la CEPERI, devrait apporter à son fonctionnement, en termes notamment de procédure d'instruction, de pouvoirs d'investigation et de mission et, surtout, d'emploi à temps plein de ses membres et d'indépendance de ceux-ci par rapport aux E.E.S.[8]. Dans ce contexte, pour éviter un contentieux fourni, ainsi que la défection généralisée de ses membres, la CEPERI recommande au législateur de reconnaître expressément, dans le texte du décret, le statut d'autorité administrative indépendante de la CEPERI, en insérant la phrase « *Elle a le statut d'autorité administrative indépendante.* » entre la première et la deuxième phrases de l'article 97, §1er, du décret « Paysage » ;

2) Afin d'exclure toute ambiguïté et tout contentieux à propos de la teneur de sa mission, la CEPERI suggère au législateur de modifier comme suit l'article 97, §3, avant-dernier alinéa, du décret « Paysage » :
« La commission n'est *notamment* pas compétente pour se prononcer sur les motifs académiques ayant mené à la décision*, ni sur le caractère finançable ou non de l'étudiant ou des études*. *Dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la plainte, elle vérifie le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et* ~~mais elle~~ invalide le refus d'inscription ~~dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la plainte~~ si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne. » ;

3) Malgré le caractère suffisant à ce sujet des articles 97, §3, alinéa 1er, 1ère phrase, du décret et 2 et 3 de l'arrêté d'exécution et pour éviter toute contestation à ce sujet, la CEPERI recommande d'ajouter, entre la première et la seconde phrases de l'article 97, §3, alinéa 1er, du décret, la phrase suivante : « *Les délibérations se font en présentiel ou non.* » ;

4) Pour mettre un terme à des objections minoritaires, clarifier la situation au bénéfice des étudiants et exclure tout contentieux à propos des conditions de recevabilité des

[7] A ce sujet, voy. A.S. BOUVY, « La place des juridictions administratives régionales et communautaires dans la Belgique fédérale », Rev.b.dr. const., 2015/2, p. 215 et s., spéc., p.249-262.
[8] A.S. BOUVY, ét. cit., p.256.

plaintes, la CEPERI suggère au législateur de modifier comme suit l'article 97, §3, antépénultième alinéa, du décret « Paysage » :
« Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé *ou en annexe à un courriel, elle* indique clairement l'identité, *le domicile, les coordonnées téléphoniques, l'adresse électronique* de l'étudiant et l'objet précis de *sa requête, elle est revêtue de sa signature et elle contient en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant, ainsi que* ~~Elle contient~~ tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours. »

5) Il semblerait que certains estiment que la CEPERI est compétente pour connaître de recours dirigés contre les décisions d'exclusion d'étudiants prises par les E.E.S. Il n'en est rien. Tout au plus est-elle compétente pour connaître de plaintes d'étudiants dont l'inscription a été refusée pour cause de fraude au cours des cinq années qui précèdent. La CEPERI suggère au législateur de le dire expressément dans les travaux préparatoires du décret en préparation. »

Par ailleurs, l'ARES recommande également que l'avis du Commissaire ou Délégué sur le financement de l'étudiant, prévu à l'article 97, §1er, intervienne plus tôt dans la procédure de recours, à savoir au stade du recours interne auprès des autorités académiques de l'établissement visé à l'article 96, §2, du même décret.

Enfin, l'ARES – notamment parce qu'elle assure le secrétariat de la CEPERI – souhaite que la norme de mise en œuvre de l'article 97 du décret Paysage, à savoir l'arrêté d'exécution du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, soit adaptée non seulement à la lumière des demandes de modification susvisées (notamment l'adaptation des conditions de recevabilité fixées à l'article 8 de l'arrêté d'exécution) mais également au regard de la nécessité de simplifier administrativement les travaux de son administration. A titre d'exemple, citons l'article 16 de l'arrêté d'exécution qui oblige le secrétariat à notifier chaque décision de la CEPERI cinq fois (deux fois par courrier ordinaire, à l'étudiant et à l'établissement d'enseignement supérieur, et trois fois par voie électronique, à l'étudiant, à l'établissement d'enseignement supérieur et au Commissaire ou Délégué du Gouvernement compétent). Cette surcharge administrative est inutile, chronophage et source potentielle d'erreurs matérielles et de vices de procédure. Un courriel unique de notification aux trois intéressés semblerait nettement plus adéquat, tout comme la possibilité de signer électroniquement les décisions de la Commission.

III.4. Exclusion des étudiants « fraudeurs »

La problématique d'exclusion en cas de fraude, spécialement de fraude à l'inscription, mérite un réexamen.

1) d'une part, les fraudes à l'inscription concernent principalement des personnes non encore inscrites dans l'institution. Elles visent les faux diplômes, attestations, relevés de notes ainsi que des omissions. L'intention frauduleuse devrait être présumée dans tous ces cas et la mesure d'exclusion devrait, en conséquence, être prononcée d'office pour ce type de fraude.

En toute logique, l'exclusion pour fraude à l'inscription d'une personne déjà inscrite dans l'établissement devrait suivre la même procédure. Cette exclusion devrait toutefois être prononcée pour les deux universités « publiques » par leur Conseil d'administration en application de la loi du 28 avril 1953 (une modification de la loi du 28 avril 1953 permettant une délégation au recteur dans ce cadre, serait sans doute opportune).

Par conséquent, il est proposé de modifier les articles 95, §1er, alinéa 4, 96, §1er, avant-dernier alinéa, et 98 du décret Paysage de la manière suivante :

a) à l'article 95 :

- remplacer le §1er, alinéa 4, par les mots : « Toute fausse déclaration, omission ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la personne concernée, le prononcé d'une mesure d'exclusion de cinq années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française ».

- ajouter un nouvel alinéa correspondant au texte de l'article 96, §1er, avant-dernier alinéa modifié, à savoir les mots « Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au commissaire ou délégué du Gouvernement près l'institution, les noms des étudiants qui font l'objet de cette mesure d'exclusion pour fraude à l'inscription. Le commissaire ou délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

b) à l'article 96, §1er : supprimer l'avant-dernier alinéa.

c) à l'article 98 : effectuer les ajouts suivants (mots soulignés) : En cas de fraude à l'inscription <u>constatée après son inscription</u>, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci.

<u>Le nom de l'étudiant est transmis au commissaire ou délégué du Gouvernement près l'institution, conformément à l'article 95, § 1er, alinéa 4.</u>

2) d'autre part, l'ARES s'interroge sur le maintien, à l'article 96, §1er, de la distinction entre le refus d'office (art.96, §1er, alinéa 1er, 1°, du décret Paysage) et la possibilité de refus (art.96, §1er, alinéa 1er, 4°, du décret Paysage) d'inscription.

Pour rappel, dans le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, le refus d'inscription en raison d'une mesure d'exclusion était pour les établissements une possibilité, non une obligation (art.47, §2, du décret du 31 mars 2004 précité).

A tout le moins, serait-il opportun de limiter le refus automatique d'inscription aux exclusions prononcées suite à une fraude à l'inscription (art.96, §1er, alinéa 1er, 1°, du décret paysage).

A notre estime, l'exclusion pour faute grave qui entraine une possibilité de refus (art.96, §1er, alinéa 1er, 4°, du décret Paysage) englobe la fraude à l'évaluation : une mesure d'exclusion ne sera en effet prononcée par l'établissement qu'à la suite d'une procédure disciplinaire et seulement si la fraude à l'évaluation est considérée comme une faute grave (par exemple, plagiat répété,..).

Par conséquence, il est proposé de supprimer les mots « ou de fraude aux évaluations » dans l'article 96, §1er, alinéa 1er, 1°, et de remplacer l'article 96, §1er, alinéa 1er, 4°, par les mots « 4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

_____

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2018-01 DU 20 FÉVRIER 2018

Demandes de modifications du décret du 7 novembre 2013

Considérant l'article 21, alinéa 1, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis d'initiative sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant qu'il convient d'apporter des modifications au dispositif du décret paysage en vue de l'améliorer, la nécessité de formuler diverses simplifications et/ou améliorations du décret paysage ayant été relayée par toutes les parties prenantes,

Considérant l'avis d'un groupe de travail ad hoc commun aux trois chambres thématiques et sur proposition du Bureau exécutif;

L'ARES formule l'avis suivant :

AVIS

L'ARES recommande d'intégrer les modifications suivantes au sein du décret paysage.

A titre liminaire, l'ARES fait remarquer d'une manière générale que, pour les articles pour lesquels les besoins spécifiques de l'enseignement supérieur artistique sont reconnus, elle souhaite que ces mesures restent en l'état et ne soient pas modifiées.

L'ARES précise également qu'elle souhaite continuer le travail d'analyse et de modification du décret paysage. Des incohérences sont encore présentes dans le texte et concernent notamment certaines définitions ou certains articles, rendant certaines dispositions difficilement applicables sans interprétation. Les travaux vont se donc poursuivre et l'ARES proposera une autre série de modifications en vue d'améliorer la lisibilité et la cohérence du décret paysage.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

01. ARTICLE 100 - PROGRAMME ANNUEL DE L'ÉTUDIANT

Dans l'intérêt des étudiants eux-mêmes et sur la base de l'expérience de ces dernières années, des modifications quant à la constitution des programmes annuels devraient être envisagées.

01.1 / ART. 100, § 2, AL. 3, 1°, *IN FINE*

Article 100, § 2, alinéa 3, 1°, *in fine*

Par dérogation à l'alinéa 2, par décisions individuelles et motivées le jury peut :

1° pour des raisons pédagogiques et/ou organisationnelles motivées, proposer à l'étudiant un programme annuel qui comporte plus de 60 crédit. Dans ce cas, en accord avec le jury, l'étudiant peut opter pour un programme qui comporte moins de 60 crédits ;

2° valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

a) en cas de co-organisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors communauté française ou de mobilité ;

b) lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une activité d'intégration professionnelle pour laquelle il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en co-requis ;

c) lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

Dans sa rédaction actuelle, l'article 100, § 2, alinéa 3, 1°, *in fine* permet à un étudiant de demander et d'obtenir, avec l'accord de son jury, pour des raisons pédagogiques et/ou organisationnelles motivées, un programme annuel inférieur à 60 crédits. Cette réduction est toutefois subordonnée à la condition que le jury ait au préalable proposé à l'étudiant un PAE de plus de 60 crédits.

Si le principe de la diminution des crédits du PAE, sollicitée par l'étudiant et acceptée par le jury, est tout à fait opportune et évite d'hypothéquer pour les années à venir la finançabilité de celui-ci, la condition imposée par le décret parait, par contre, inutilement restrictive et source de lourdeur pour les jurys. Cette condition devrait être abrogée.

Toutefois, pour éviter toute dérive et une augmentation éventuelle et non justifiée de la durée des études, la suppression de cette condition, devrait être assortie d'une obligation d'un nombre minimal de 45 crédits à inscrire au programme de l'étudiant.

L'ARES propose donc de remplacer l'article 100, § 2, alinéa 3, 1° par le texte suivant :

« 1° proposer à l'étudiant, pour des raisons pédagogiques et/ou organisationnelles dûment motivées, un programme inférieur à 60 crédits, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 45 crédits. »

02. ARTICLE 141 – UNITÉS D'ENSEIGNEMENT EXCÉDENTAIRES DU PAE

Article 141. - Si un étudiant au-delà de la première année d'un premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans cette dernière hypothèse, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles il a obtenu les notes les plus faibles.

L'article 141 introduit un biais dans la construction des PAE et leur gestion ultérieure. Dans un régime d'accumulation de crédits et vu la suppression de l'exigence d'une moyenne globale pour l'évaluation d'une année d'études ou d'un cycle (décret du 25 juin 2015), cet article n'a plus de raison d'être. Dans les faits, cet article n'est pas appliqué. Il avait du sens pour ne pas pénaliser un étudiant qui prenait des UE surnuméraires quand une moyenne était appliquée pour déterminer la réussite mais cette moyenne a été supprimée par après comme critère de réussite.

L'ARES propose donc la suppression pure et simple de l'article 141.

03. ART 117, ALINEA 2 - VALORISATION DE CRÉDITS ACQUIS LORS D'ÉTUDES PRÉALABLES

Article 117. – Aliéna 2

Lorsqu'il valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, le jury ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés.

L'article 117 alinéa 2 interdit au jury de valoriser davantage de crédits que ceux octroyés dans le cadre d'études préalables par le jury d'un autre établissement ou d'un autre cursus du même établissement. Cette disposition est particulièrement contraignante, difficilement applicable et peut en outre être préjudiciable aux étudiants pour le calcul global de leurs crédits de cycle.

Cependant, il est parfois dommage de ne pas pouvoir valoriser des crédits à cause d'une différence mineure de poids en crédits entre UE. Un jury peut en effet estimer qu'une unité d'enseignement (5 crédits) réussie dans une autre université couvre parfaitement la matière d'une unité d'enseignement (6 crédits) de son propre programme d'études. Or si ce jury ne peut valoriser que 5 crédits, le programme de l'étudiant pourrait être déficitaire eu égard au nombre de crédits minimum à acquérir pour obtenir le grade académique concerné (180 pour 1er cycle ; 60, 120 ou 180 pour le 2ème cycle). L'étudiant devrait alors se voir imposer une unité d'enseignement complémentaire (d'un crédit dans l'exemple, à construire et pour y faire quoi ?), non justifiée.

Il parait, en conséquence, indispensable de redonner une marge de manœuvre aux jurys qui, faut-il le rappeler, ont toujours fait preuve, sous les décrets antérieurs, de rigueur et de bon sens quant aux valorisations faites à l'égard de crédits acquis dans une autre établissement ou dans un autre cursus au sein de leur propre établissement. Dans les faits, il y a aussi rarement une correspondance complète entre les UE concernées et il faut souvent prendre en compte plusieurs UE pour « recouvrir » l'UE dont on souhaite octroyer une dispense.

Des arguments plaident cependant en faveur d'un maintien de cet article comme la concurrence des dispenses entre institutions, le changement de la finançabilité de l'étudiant en fonction des décisions du jury ou encore l'absence de règles explicites contrôlables.

L'ARES souhaite la suppression de l'alinéa 2 moyennant une réflexion et un examen préalable des impacts au niveau du financement des étudiants.

04. ARTICLE 102, § 1ER - DÉLAIS DE PAIEMENT

Article 102. - § 1er. Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé 10 % du montant des droits d'inscription, conformément au calendrier fixé à l'article 101. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours. Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé les 10% du montant des droits d'inscription, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 4 janvier ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'établissement notifie à l'étudiant la décision selon laquelle il n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa 2, l'étudiant qui a sollicité une allocation telle que visée à l'article 105, §2, et qui, pour le 4 janvier, ne l'a pas encore perçue continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation lui est refusée, l'étudiant dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. A défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Le règlement des études de l'établissement ne peut imposer d'autres délais pour le paiement de ces droits.

Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement auprès des institutions sont habilités à recevoir les recours contre les décisions visées à aux alinéas 1 et 2. Pour des raisons motivées, les Commissaires ou Délégués du Gouvernement invalident cette décision et confirment l'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

Le découpage du paiement des droits d'inscription en deux temps (10% et puis solde), les délais fixés (31 octobre et 4 janvier) et les procédures de recours auprès du Commissaire ou Délégué entraînent un surcroît très important de travail pour l'ensemble des acteurs concernés (personnel administratif et académique au sein des établissements ainsi qu'organes/administrations divers externes). Il convient donc de prendre des mesures pour simplifier le travail des membres du personnel des établissements.

04.1 / LE PAIEMENT DE 10% AU PLUS TARD AU 31 OCTOBRE

Le paiement d'un forfait en lieu et place d'un pourcentage du montant dû (10%) serait de nature à simplifier le travail des services des inscriptions et permettrait une communication plus claire auprès des étudiants.

Le montant forfaitaire qui serait demandé et qui rencontre l'approbation de tous les établissements est de 80 euros. Ce montant ne reçoit cependant pas l'approbation de la Fédération des Etudiants Francophones, qui le juge trop élevé dans certains cas.

Cet acompte serait appliqué à tous les étudiants, en ce compris les « allégeurs » et à l'exception des étudiants en demande de bourse (allocations d'études de la Communauté française); ce montant serait multiplié par 5 pour les étudiants redevables de droits majorés dans les universités *(cf. la circulaire 'droits majorés').*

Pour bénéficier de l'exonération du paiement de l'acompte, les étudiants en demande de bourse devront produire le numéro de leur dossier du service d'allocations d'études de la Communauté française[1]. En tout état de cause, qu'ils s'acquittent ou non de ce droit, ils seront présentés au financement.

04.2 / LE PAIEMENT DU SOLDE (DÉLAI)

La date du 4 janvier est particulièrement inadéquate. Elle intervient au moment où les étudiants sont en période d'examens (session de janvier), sans toutefois aboutir à l'interdiction de présenter les évaluations, une procédure de recours étant ouverte par le décret.

L'ARES propose de reporter cette date au 1er février mais attire l'attention sur le problème des délais de recours et la possibilité de réorientation pour les étudiants du bloc 1[2].

On souligne, en outre, que soit le non-paiement du solde est dû à des difficultés financières et dans cette hypothèse, les services sociaux ont leur rôle à jouer, soit le non-paiement du solde résulte d'une erreur matérielle (virement fait mais mauvais numéro, par exemple); dans ce dernier cas, une rectification motivée par l'établissement lui-même peut être actée.

En fonction des éléments développés ci-avant, l'ARES propose que l'article 102 §1er soit modifié comme suit :

Article 102. - § 1er. Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 80 euros (~~10 % du montant des droits d'inscription~~)~~,~~ conformément au calendrier fixé à l'article 101. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours.
Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé l'acompte ~~10% du montant des droits d'inscription~~, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 1er février ~~4 janvier~~ ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'établissement notifie à l'étudiant la décision selon laquelle il n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa 2, l'étudiant qui a sollicité une allocation telle que visée à l'article 105, § 2, et qui, pour le 1er février ~~4 janvier~~, ne l'a pas encore perçue continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation lui est refusée, l'étudiant dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. A défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Le règlement des études de l'établissement ne peut imposer d'autres délais pour le paiement de ces droits.

Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement auprès des institutions sont habilités à recevoir les recours contre les décisions visées à aux alinéa~~s~~ 1 et 2. Pour des raisons motivées, les Commissaires ou Délégués du Gouvernement invalident cette décision et confirment l'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

Il convient d'informer les étudiants qui rencontreraient des difficultés pour payer les droits d'inscription (en ce compris l'acompte) des services et facilités à leur disposition dans les EES. Il a été proposé de modifier l'article 95 §2 en ce sens :

[1] Pour rappel, si l'étudiant n'obtient pas sa bourse, il est alors redevable du droit plein et est finançable qu'il s'acquitte ou non du paiement de ce droit.

[2] La date ultime de réorientation est le 15 février.

§2. Lors de sa demande d'inscription, l'étudiant reçoit toutes les informations utiles relatives à l'établissement et aux études visées, notamment le règlement des études ~~ainsi que,~~ le programme d'études détaillées ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement.

Cette proposition ne recueille pas l'assentiment de la Fédération des Etudiants Francophones.

05. REFUS D'INSCRIPTION POUR CAUSE DE MESURE D'EXCLUSION

05.1 / LA FRAUDE À L'INSCRIPTION

L'article 96, §1er, 1° du décret du 7 novembre 2013 édicte qu'un établissement d'enseignement supérieur doit refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement pour des raisons de fraude à l'inscription. L'article 95, §1er, al. 4, quant à lui, tente une définition de la fraude à l'inscription : « *Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription.* ».

Dans la pratique, ce type de fraude est, dans une grande majorité des cas, découverte par l'établissement avant l'inscription. Aussi, en parlant de « mesure d'exclusion » (on n'exclut pas quelqu'un qui n'est pas encore « inclus») et en visant uniquement « l'étudiant » (la plupart des fraudeurs ne sont pas encore étudiants), l'article 95, §1er, al.4 parait inapproprié et réducteur.

L'ARES propose donc d'insérer un article 95/2 afin d'éviter toute confusion entre

- D'une part, une mesure disciplinaire d'exclusion qui ne peut s'appliquer que lorsque le « fraudeur » est un étudiant régulièrement inscrit
- D'autre part, un refus d'inscription lorsque le « fraudeur » n'est pas encore inscrit.

Dans les deux hypothèses, la sanction « refus d'inscription » ou « l'exclusion » doit être prononcée après avoir laissé au présumé « fraudeur » la possibilité de faire la preuve qu'il n'y a en fait ni fausse déclaration ni falsification et il faut prévoir un droit de la défense explicite.

L'ARES propose aussi de supprimer l'alinéa 3 du §1er de l'article 96, transféré dans l'article 95/2 proposé et de remplacer l'article 98 comme indiqué ci-dessous.

Article 95/2

§1. Toute fausse déclaration, omission volontaire ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la personne concernée, un refus d'inscription pour une durée de cinq années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française.

L'établissement qui suspecte une fraude le notifie à la personne concernée. Celle-ci peut contester la véracité des faits auprès des autorités compétentes, dans les huit jours de cette notification. Au terme d'une procédure contradictoire orale ou écrite, les autorités compétences confirment ou non le refus d'inscription.

Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution, les noms des fraudeurs. Après vérification du respect de la procédure, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des noms des fraudeurs de la liste se fait d'office après une période de cinq années académiques. Le Commissaire ou Délégué notifie aux personnes concernées leur inscription dans la base de données des fraudeurs.

§2. Lorsqu'une fraude à l'inscription est découverte alors que la personne concernée est déjà inscrite comme étudiant, cette fraude entraîne une peine disciplinaire d'exclusion prononcée par l'organe

compétent au sein de l'établissement concerné. Le nom de l'étudiant ainsi sanctionné est transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution en vue de son inscription dans la base de données visée au § 1er, alinéa 3. L'exclusion implique automatiquement un refus d'inscription pour une durée de cinq années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Article 98

La fraude à l'inscription visée à l'article 95/2, §2 entraine la perte de la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que de tous les droits liés à cette qualité et des effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci.

05.2 / LA FRAUDE AUX ÉVALUATIONS ET LA FAUTE GRAVE

La distinction faite par le décret entre la fraude aux évaluations (art.96, § 1er, alinéa 1er, 1°) et la faute grave (article 96, §1er, alinéa 1er, 4°), distinction qui induit le caractère obligatoire (fraude aux évaluations) ou optionnel (faute grave) de refus d'inscription auprès des établissements de la Communauté française apparait comme source de difficultés. On en veut pour preuve la nécessité d'éclaircissement qui a prévalu à l'adoption par le Ministre de la circulaire du 23 septembre 2015, elle-même corrigée par la circulaire du 15 octobre 2015. Cette circulaire précise ce qu'il faut entendre par « fraude aux évaluations ». Elle parle de fraude « caractérisée » et se voit contrainte pour éclairer son propos de donner une liste d'exemples. Les problèmes d'interprétations sont donc bien évidents.

L'ARES estime qu'il n'est pas sain de faire reposer la définition d'un terme du décret - dont les conséquences sont graves puisqu'elle entraine une refus d'inscription obligatoire de l'étudiant pendant 5 ans dans tous les établissements de la CF- uniquement sur une circulaire et sur une liste d'exemples, par ailleurs non exhaustifs.

Pour l'ARES, une fraude « caractérisée » aux évaluations est par essence une faute grave. La distinction entre une faute caractérisée liée aux évaluations et toute autre faute grave parait artificielle. A toute exclusion pour faute grave (quelle que soit l'origine de la faute) devrait correspondre une même peine : soit une exclusion obligatoire soit une exclusion optionnelle.

L'ARES plaide pour une exclusion optionnelle, estimant que dans ce domaine, les institutions ont jusqu'à présent toujours fait preuve de beaucoup de discernement.

Enfin, l'ARES souhaite réduire de 5 ans à 3 ans le délai prévu pour les fautes graves.

Eu égard à l'ensemble des éléments développés ci-avant, l'ARES propose de modifier l'article 96, §1er, alinéa 1er comme suit :

Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur:

1° refusent l'inscription de toute personne inscrite dans la base de données visée à l'article 95/2, §1er, al.3

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement ;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable ;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui, au sein d'un établissement d'enseignement supérieur, a fait l'objet d'une peine disciplinaire d'exclusion depuis moins de ~~5~~ 3 ans, non liée à une fraude à l'inscription, le délai de 3 ans prenant cours le premier jour de l'année académique durant laquelle la sanction a été prononcée.

06. LES RECOURS

06.1 / NOTIFICATIONS DES DÉCISIONS INTERNES

Article 96 § 1er – Alinéa 2

La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

Le décret prévoit à l'heure actuelle que la notification des décisions de refus d'inscription visées à l'article 96 se fasse par « recommandé ou contre reçu ». Dans les faits, ces notifications se font parfois par courriel et il conviendrait d'être en concordance avec cette réalité de terrain.

L'ARES propose en conséquence de modifier l'article 96, §1er, alinéa 2 comme suit :

Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel, à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, par l'établissement. ~~lors de l'inscription au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.~~

L'accord des représentants des étudiants est conditionné par le respect du RÈGLEMENT (UE) No 910/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

07. LES NON-RÉSIDENTS

Le décret du 16 juin 2006 et la circulaire du 28 juin 2016 fixent le quota, le tirage au sort et la procédure d'inscription des étudiants non-résidents dans les filières contingentées.

Avant publication des résultats du tirage au sort, les établissements, sous le contrôle du Commissaire ou Délégué, vérifient le respect des conditions d'accès et la finançabilité des étudiants.

Cette procédure cadre mal avec une application des articles 95 (irrecevabilité) et 96 (refus d'inscription pour non-finançabilité). En effet, dans le cadre de l'article 95, la possibilité offerte à l'étudiant est un recours auprès du Commissaire ou Délégué. L'article 96 prévoit un recours interne avec une obligation d'avis du Commissaire ou Délégué sur le caractère finançable de l'étudiant avant un recours externe auprès de la CEPERI.

L'ARES demande que cette situation soit clarifiée.

08. ARTICLES 84 ET 130

Article 84. - Aucun titre ou grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au 1er alinéa et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur peut-être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 20 crédits du programme correspondant au moins et qui y aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins.

Article 130. - Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent avoir effectivement été suivis auprès de l'établissement d'enseignement supérieur qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études.

Toutefois, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'un programme d'études conjoint visé à l'article 82, § 2, si un ou plusieurs établissements extérieurs à la Communauté française sont partenaires, trente crédits au moins par cycle d'études doivent avoir été suivis au total auprès de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française partenaires de la convention et habilités pour organiser ces études.

Cet article ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

L'application de ces 2 articles pose une série de problèmes détaillés ci-dessous :

- L'article 84 autorise par exception l'attribution du grade de BES en ayant suivi 20 crédits et l'article 130 exige pourtant de suivre au minimum 30 crédits.
- L'article 84 ne prévoit rien pour les bacheliers de spécialisation ou les masters 60, grades académiques obtenus après 60 crédits. Ils devraient à tout le moins bénéficier des mêmes conditions d'exception que le BES.

L'article 130 est parfois en contradiction avec l'article 84 dans la mesure où le premier prévoit que *« 30 crédits au moins de chaque cycle d'études doivent avoir effectivement été suivis auprès de l'établissement supérieur qui confère le grade académique qui sanctionne les études et délivre le diplôme attestant de la réussite des études».* L'article 84 dispose quant à lui qu' *« aucun titre ou grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade».*

- Qu'en est-il alors de l'étudiant qui ne cumule pas les exigences de ces deux articles et qui change d'établissement entre le bachelier de transition et le master ? Il ne répond pas à l'article 130, or il s'agit pourtant d'une situation fréquente.
- Qu'en est-il d'un étudiant qui veut bénéficier de la VAE ou d'une valorisation de crédits pour un master de 60 crédits et qui pourrait valider des crédits ? Il ne répond ni à l'article 130 ni à l'article 84.

Les bacheliers professionnalisant et de transition ainsi que les masters sont des grades qui sanctionnent des études dont la réussite est attestée par un diplôme. Vu l'utilisation de l'expression « chaque cycle d'études », cet article 130 semble interdire à un étudiant de réussir un bachelier de transition (qui est un cycle mais aussi un grade) dans l'établissement A et le master dans l'établissement B.

La notion de « titre » ne trouve pas de définition à l'article 15. Il conviendrait de pallier à ce manque.

Afin de répondre aux différents problèmes soulevés ci-avant, l'ARES demande de modifier les deux articles concernés 84 et 130 comme suit :

Article 84. - Aucun ~~titre ou~~ grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au 1er alinéa et pour des raisons motivées, les grades académiques de brevet de l'enseignement supérieur et de bachelier de spécialisation peuvent être conférés par un établissement

d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 20 crédits du programme correspondant au moins et qui y aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins.

Article 130. - Trente crédits au moins ~~de chaque~~ d'un cycle d'études doivent avoir effectivement été suivis auprès ~~de l'~~ d'un établissement d'enseignement supérieur qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études. Par exception, conformément à l'article 84, aliéna 3 du présent décret, le nombre de crédits qui doivent avoir effectivement été suivis auprès de l'établissement est fixé à vingt.

Toutefois, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'un programme d'études conjoint visé à l'article 82, § 2, si un ou plusieurs établissements extérieurs à la Communauté française sont partenaires, trente crédits au moins par cycle d'études doivent avoir été suivis au total auprès de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française partenaires de la convention et habilités pour organiser ces études.

Cet article ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

09. ARTICLE 102 § 3

§ 3. L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription jusqu'au 15 février, sans droits d'inscription complémentaires afin de poursuivre son année académique au sein d'un autre cursus. Cette réorientation doit être motivée par l'étudiant et faire l'objet d'une approbation par le jury du cycle d'études vers lequel il souhaite s'orienter. En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours conformément à l'article 96.

Cet étudiant de première année du premier cycle qui change d'établissement avertit son établissement d'origine de ce changement.

L'article 102 §3 du décret paysage permet une réorientation jusqu'au 15 février.

Contrairement à ce qui est stipulé dans les remarques des délégués et commissaires (art. 5 4° du décret finançabilité du 11 avril 2014), cette réorientation « précoce » après un premier quadrimestre ne peut amputer l'étudiant de sa possibilité d'utiliser le 4° de l'article 5[3]. Cette position avait été adoptée dans un premier temps.

En effet, cette réorientation précoce ne coûte rien à la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ne finance pas une année supplémentaire du parcours de l'étudiant. Celui-ci conservera son joker (pour activer l'art.5 4°). Pour l'établissement d'origine ou d'accueil la proposition n'a aucune influence sur la perception des DI et du financement dans les situations de réorientation d'un étudiant de première année de premier cycle et les inscriptions tardives. De ce point de vue, le statut quo est maintenu.

L'ARES propose en conséquence de modifier l'article 5 du décret du 11 avril 2014 dont le 4° pourrait être formulé ainsi :

[3] **Article 5. -** Un étudiant est finançable s'il remplit, outre les conditions prévues à l'article 3, au moins une des conditions académiques suivantes :
1° il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes;
2° il s'inscrit à un premier cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois aux études menant au même grade académique ni avoir été déjà inscrit trois fois à un premier cycle d'études au cours des cinq années académiques précédentes;
3° il se réinscrit à un cycle d'études après y avoir acquis
a) au moins 75% des crédits de son programme annuel lors de l'inscription précédente;
b) ou, globalement au cours des trois années académiques précédentes,
i) au moins la moitié des crédits du total de la charge de ses programmes annuels, compte non tenu de l'année académique de sa première inscription au cycle, si elle lui est défavorable;
ii) et au moins 45 crédits; cette dernière condition ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013.
4° Il se réoriente, pour autant qu'il n'ait pas utilisé cette faculté au cours des cinq années académiques précédentes. Un étudiant se réoriente lorsqu'il s'inscrit à des études menant à un grade académique sans y avoir déjà été inscrit.

4° Il se réoriente, pour autant qu'il n'ait pas utilisé cette faculté au cours des cinq années académiques précédentes. **Sans préjudice de l'article 102, § 3 du 7 novembre 2013**, un étudiant se réoriente lorsqu'il s'inscrit à des études menant à un grade académique sans y avoir déjà été inscrit.

10. ARTICLE 107 ALINÉA 2

Article 107 - alinéa 2

Sous réserve d'autres dispositions particulières, l'accès aux études de bachelier de spécialisation est conditionné à l'obtention d'un diplôme de bachelier de type court du même domaine.

Les conditions d'accès aux études de bachelier de spécialisation sont régies par l'article 7 alinéa 2 du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études du 07-11-2013.

Dans la mesure où :

1. Cette limitation d'accès au bachelier de type court de même domaine est trop restrictive. Elle interdit, par exemple, à un médecin (domaine 11) d'accéder à la fonction de directeur de maison de repos, puisque pour cela il doit être détenteur d'un bachelier de spécialisation en administration des maisons de repos (domaine 9). De la même manière, ce médecin ne pourrait pas suivre la formation de bachelier de spécialisation en imagerie médicale et radiothérapie (domaine 15).

2. L'article 16 du Décret fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles du 05-08-1995 (non abrogé) permet(tait) l'accès aux bacheliers de spécialisation à tout titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur dont la liste était fixée dans le règlement des études de la haute école à laquelle ils souhaitent s'inscrire. Cette liste devait être communiquée annuellement par les Hautes Écoles au Conseil général ; cette exigence n'est plus mise en œuvre par l'ARES actuellement, alors qu'elle est censée reprendre les missions du CGHE.

3. L'article 107 – alinéa 2 du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études du 07-11-2013 ne permet pas la valorisation des acquis de l'expérience (VAE) alors que celle-ci est explicitement autorisée à l'article 112 du même décret.

4. Les conditions d'accès aux bacheliers de spécialisation définies à l'alinéa 2 de l'article 107 du décret du 07-11-2013 ne rencontrent pas la réalité et les besoins de l'enseignement de promotion sociale.
   Dans ce dernier, comme le précise l'article 54 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16-04-1991, l'accès aux études se fait directement dans des unités d'enseignement. Or, certaines unités d'enseignement reprises dans une section délivrant un grade de spécialisation organisé dans l'enseignement de promotion sociale sont nécessaires pour que des candidats étudiants se conforment à des législations particulières ou puissent obtenir une évolution de carrière. Ces candidats étudiants n'étant pas titulaires d'un bachelier se verraient automatiquement refuser l'accès à ces unités d'enseignement alors qu'ils n'ambitionnent pas nécessairement d'obtenir un titre de bachelier de spécialisation.

L'ARES propose donc de modifier et compléter comme suit l'article 107 – alinéa 2 :

Article 107 - alinéa 2

Sous réserve d'autres dispositions particulières, l'accès aux études de bachelier de spécialisation est conditionné à l'obtention d'un diplôme de bachelier ou de master ~~de bachelier de type court du même domaine~~ dont la liste est définie et tenue à jour par l'ARES.

Ont également accès aux ~~Les études~~ bacheliers de spécialisation, les étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les unités d'enseignement des bacheliers de spécialisation organisés par l'enseignement de promotion sociale sont accessibles aux personnes prouvant par valorisation la maîtrise des capacités préalables fixées au dossier pédagogique ou détenant un titre pouvant en tenir lieu conformément aux articles 8, 54 et 56 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16-04-1991 et de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long du 02-09-2015. En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, un candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade équivalent au grade de bachelier repris dans la liste définie et tenue à jour par l'ARES, conformément à l'article 71 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16-04-1991.

Mesures abrogatoires proposées

Sous réserve d'une vérification complémentaire (conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e) et possibilité d'accès au bachelier de spécialisation aux porteurs de diplômes délivrés en Communauté germanophone et flamande), l'article 16 du décret fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles du 05-08-1995 (supra) pourrait être abrogé.

L'article 14 du Décret définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités du 31-03-2004 peut être abrogé ou tout au moins corrigé ; il fait explicitement référence à la notion de domaine pour les études de spécialisation. L'article 66 du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études du 07-11-2013 le remplace complètement.

Enfin, le vocable « études de spécialisation » repris à l'article 71 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16-04-1991 peut être remplacé par « études de bachelier de spécialisation ».

L'ARES propose donc de le compléter comme suit :

Article 71. - Les études de bachelier de spécialisation complètent la formation initiale d'un titulaire du grade de bachelier, notamment (…)

11. ARTICLE 118

Article 118. - Le Gouvernement peut établir, sur avis conforme de l'ARES, des conventions avec des opérateurs publics de formation en vue de valoriser les acquis de telles formations lors de processus d'admission aux études de type court. Dans ce cas, aux conditions fixées par le Gouvernement, ces acquis sont valorisés pour au plus deux tiers des crédits du cycle d'études visés, sans préjudice des dispositions de l'article 84 § 1er.

Il est souhaitable que la valorisation des acquis d'apprentissage se fasse sur la base d'un avis conforme de l'ARES, en amont de toute décision.

Il n'existe pas de paragraphe dans l'article 84 cité dans l'article 118.

En outre, l'article 118 prévoit que le Gouvernement établit les conditions de valorisation. L'ARES souhaite donc la publication d'un AGCF précisant ces conditions et mentionnant la nécessité d'une analyse préalable de l'ARES en concertation avec le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale.

L'ARES propose en conséquence de modifier l'article 118 comme suit :

Article 118. - Le Gouvernement peut établir, sur avis conforme de l'ARES, des conventions avec des opérateurs publics de formation en vue de valoriser les acquis de telles formations lors de processus d'admission aux études de type court. Dans ce cas, aux conditions fixées par le Gouvernement et sur avis conforme de l'ARES, ces acquis sont valorisés pour au plus deux tiers des crédits du cycle d'études visés, sans préjudice des dispositions de l'article 84, al. 1er. ~~§ 1er~~.

12. ARTICLE 151

Article 151. - Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Cette dérogation fait l'objet d'une convention avec les autorités académiques établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés.

Sont considérés comme bénéficiant du droit d'une telle dérogation les étudiants visés à l'article 107, alinéa 3, ceux pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Sans préjudice des dispositions de l'article 103, une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

L'étudiant qui bénéficie de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel.

Il serait intéressant d'envisager d'alléger la formulation en retirant la remarque du programme comportant éventuellement moins de 30 crédits.

Il conviendrait de supprimer la convention car c'est le programme de l'étudiant approuvé par le jury qui tient lieu de convention et la justification de l'allègement doit être indiquée sur le PAI de l'étudiant.

D'autre part, la portée du terme "académique" figurant à l'article 151 alinéa 2 n'est pas claire et mériterait une explicitation (pour le moment, double cursus ou ancienne année préparatoire).

A l'article 151 alinéa 3, la référence au décret du 9 avril 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif devrait être indiquée. Il faudrait cependant élargir le terme "en raison de leur handicap" de l'article 151 §3, en le remplaçant par le terme *"étudiant bénéficiaire au sens de l'article 1er, point 3° du décret relatif à l'enseignement supérieur inclusif*", qui comporte non seulement les étudiants handicapés, mais aussi ceux atteints d'une maladie de longue durée ou ayant des troubles d'apprentissage.

L'ARES propose en conséquence de modifier l'article 151 comme suit :

Article 151. - Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder ~~des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants~~ à un étudiant un allègement de programme, soit l'inscription à un programme ne comportant pas les minima décrits à l'article 100 ~~éventuellement moins de 30 crédits~~. ~~Cette dérogation fait l'objet d'une convention avec les autorités académiques établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.~~

Ces dérogations ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés.

Sont considérés comme bénéficiant de droit d'une telle dérogation les étudiants visés à l'article 107, alinéa 3, ~~ceux~~ les étudiants bénéficiaires au sens de l'article 1er point 3 du décret du 9 avril 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap et ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Sans préjudice des dispositions de l'article 103, une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

L'étudiant qui bénéficie de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel.

13. DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 (FINANCEMENT)

L'article 5 du décret du 11 avril 2014 sur le financement doit faire l'objet de modifications et être sérieusement simplifié non seulement pour les services des établissements, les services des allocations d'études de la Communauté française mais plus spécialement pour les étudiants eux-mêmes qui devraient pouvoir comprendre seuls les conditions de leur finançabilité.

L'ARES propose la création d'un groupe de travail comprenant des représentants de toutes les parties prenantes (Universités, HE, ESA, Cabinet, étudiants et Commissaires et Délégués, organisations syndicales).

14. ARTICLE 79

Article 79. - § 1er. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception des activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1er.

Pour de nombreuses activités, le temps d'un quadrimestre ne suffit pas pour travailler des savoir-faire de façon satisfaisante.

La quadrimestrialisation provoque parfois l'émiettement de contenus et oblige à travailler dans le court terme, là où un temps plus long est à privilégier ; elle entraine la multiplication des matières à évaluer de façon obligatoire en fin de quadrimestre, ce qui cause un allongement des sessions d'examens, des temps à trouver pour les corrections et les délibérations pour les jurys, au détriment des temps d'apprentissage pour les étudiants qui s'en trouvent réduit de plusieurs semaines, dans certains cas. Cette quadrimestrialisation conduit donc à une surcharge horaire significative des semaines de cours, pour les étudiants et les enseignants.

Elle peut conditionner l'agencement des unités d'enseignement sur l'un ou l'autre quadrimestre, en fonction de la disponibilité des enseignants, au détriment parfois des objectifs visés.

Elle complique le travail des commissions d'admission et de validation des programmes dans la mesure où le nombre d'activités d'apprentissage à analyser dans les programmes individuels est presque multiplié par deux et où les évaluations réalisées pour ces activités, parfois très courtes, ne sont pas forcément fiables pour attester le niveau de compétence des étudiants.

L'ARES plaide pour laisser une plus large autonomie aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres.

L'ARES propose donc de modifier l'article 79 §1er alinéa 2 comme suit :

Article 79. - § 1er. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, d'activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une évaluation partielle peut être organisée en fin de premier quadrimestre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 150, § 1er.

15. ARTICLES 73, AL. 1ER ET 112 : ACCÈS AUX MASTERS DE SPÉCIALISATION POUR LES DÉTENTEURS D'UN DIPLÔME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Article 73. - A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en 120 crédits au moins ou de niveau équivalent, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

Ces études visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins un des objectifs suivants :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, notamment dans le secteur de la santé;

2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

3° donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité scientifique ou artistique en Communauté française.

L'ARES assure la cohérence de ces études et en garantit leur conformité par rapport à ces critères.

Article 112. - Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111. -et sont porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits.

Suite à la mise en place du décret paysage, l'accès aux Masters de spécialisation a été restreint aux titulaires d'un Master 120. Cette restriction est très contraignante pour les institutions et l'ARES ne comprend pas pourquoi l'interprétation actuelle est aussi restrictive et ne tient pas compte du décret du 11 avril 2014.

En outre, l'ARES souhaite attirer l'attention sur certaines situations jugées problématiques :

- les Masters 60 en Communauté française pour lesquels il n'existe pas de master 120 (Par exemple le Master en kinésithérapie et réadaptation) ;
- les Masters 60 en Communauté flamande, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de Masters de spécialisation co-organisés avec une université flamande (par exemple le Master de spécialisation en génie nucléaire);
- les étudiants étrangers ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugiés notamment).
- tous les candidats n'ont pas nécessairement au moins 1 an d'expérience valorisable par le jury pour arriver aux 300 crédits requis.

Si les universités veulent que ces diplômés accèdent au Master de spécialisation, il faut évidemment modifier le décret paysage par l'introduction d'une série d'exceptions à l'article 112 pour ce qui concerne ces situations problématiques.

Deux remarques sont aussi à formuler :

- La conséquence d'une telle disposition serait que les titulaires d'un master 60 auraient accès au Master de spécialisation
- Cette note ne concerne pas l'accès aux masters de spécialisation en sciences médicales et en sciences dentaires qui sont visés à l'article 112/1.

L'ARES propose donc de modifier l'article 73, alinéa 1er du décret comme suit :

Article 73. A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent, aux conditions fixées par les autorités académiques, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master, après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

L'ARES demande aussi une modification de l'article 112 du décret (en s'inspirant de l'article 115 qui traite de l'admission au 3e cycle) :

Article 112. § 1er Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui ~~satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 -et~~ sont porteurs : ~~d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits~~ :

1° Soit d'un diplôme de Master en Communauté française;

2° Soit d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole Royale Militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;

3° Soit d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littera 1 et 2 en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies et /ou les compétences qu'il a acquises sont valorisés par le jury pour au moins 240 crédits.

§3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de 3ème cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins.

16. ARTICLE 97 § 3, AL. 3 CEPERI, MENTIONS OBLIGATOIRES

L'ARES souhaite le maintien de la CEPERI, qui est une voie de recours pertinente, car elle assure le respect de l'obligation de motivation formelle des décisions en matière d'inscription, et évite aux étudiants concernés l'introduction de recours devant des juridictions plus coûteuses.

Afin de réduire le taux d'irrecevabilité des dossiers de la CEPERI, de faciliter le travail des membres ainsi que celui des étudiants menant leurs recours, l'ARES souhaite la mise en place d'un formulaire-type téléchargeable à compléter par les requérants, afin qu'aucune mention obligatoire ne soit oubliée.

L'article 97 §3 du décret paysage implique des mentions obligatoires dont l'absence entraine une irrecevabilité du recours à la CEPERI. L'ARES propose la modification suivante pour limiter les dossiers irrecevables :

Article 97. § 3, al. 3, après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, §2, l'étudiant a quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission. Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé ou en annexe à un courriel, elle indique clairement l'identité, le domicile, les coordonnées téléphoniques ou l'adresse électronique de l'étudiant et l'objet précis de sa requête, elle est revêtue de sa signature et elle contient en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant, ainsi que tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours.

17. ARTICLES 139 ET 140BIS – ÉVALUATION DES UE

Article 139. - L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20. Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite.

Article 140bis. - Au cours d'une même année académique, l'étudiant est dispensé de repasser l'évaluation d'une activité d'apprentissage réussie, sauf s'il fait la demande expresse de la repasser en vue d'améliorer sa note. D'une année académique à l'autre, le jury peut dispenser l'étudiant d'activités d'apprentissage pour laquelle l'étudiant a obtenu une cote d'au moins 10/20.

L'ARES constate que certains jurys interprètent de façon restrictive la possibilité qui est offerte à un étudiant de repasser une activité d'apprentissage en vue d'améliorer sa note globale de l'UE en s'appuyant sur la formation de l'article 139 qui précise que les crédits sont acquis de manière définitive. Or, un étudiant pourrait souhaiter améliorer sa note en vue d'obtenir une mention, par exemple. Il devrait alors en faire la demande expresse et abandonner explicitement la note obtenue précédemment.

Par conséquent, l'ARES souhaite la modification de l'article 139 afin d'obtenir une meilleure articulation entre les deux articles :

Article 139. L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20.

Les crédits sont acquis de manière définitive, sauf si l'étudiant souhaite représenter une activité d'apprentissage réussie au cours de la même année académique et à sa demande expresse comme précisé à l'article 140 bis. Dans ce cas de figure, il renonce à la note de l'UE obtenue précédemment. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite.

18. MISE EN LIGNE ET DISPONIBILITÉ DES FICHES ECTS ET RÈGLEMENTS DES ÉTUDES

Actuellement, les fiches ECTS et les règlements des études ne sont pas toujours consultables et accessibles jusqu'à la fin de l'année académique concernée, le texte du décret ne précisant pas explicitement une date de fin. En effet, les établissements d'enseignement supérieur mettent en ligne les fiches de l'année académique en vue d'informer les futurs étudiants et enlèvent parfois les fiches de l'année académique en cours. Or celles-ci sont susceptibles de fournir des arguments dans le cadre de recours (par exemple) qui se font très généralement après la délibération, donc en fin d'année académique.

L'ARES propose donc le maintien en ligne des fiches ECTS de l'année académique précédente (ceci, bien évidemment, dans une forme évitant la confusion avec les fiches de l'année académique en cours) ainsi que les règlements des études jusqu'à la fin de l'année académique suivante.

Ceci pourrait être réalisé par l'ajout d'une disposition au décret paysage dans les articles 95 §2, 124 et 134.

19. DÉLAI DE RECOURS

Actuellement, le délai maximum d'introduction d'un recours n'existe plus qu'en ESA en vertu de l'article 51, al.1, de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 (*M.B.*, 21 novembre 2013) portant règlement général des études dans les Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Pour une question d'égalité de traitement, l'ARES demande la réinstauration d'un délai maximum de trois jours ouvrables après la notification des résultats de la délibération et après la consultation des copies dans le cas d'un examen écrit pour introduire un recours, et ceci dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.

L'ARES demande l'introduction de ce délai de maximum de trois jours ouvrables au sein de l'Article 134 du décret Paysage comme indiqué ci-dessous :

Article 134. - Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur fixent le règlement des études, qui présente en annexe les règles particulières de fonctionnement du jury. Le règlement et ses annexes sont publiés en ligne.
Sous réserve des autres dispositions légales, ce règlement de jury fixe notamment :
1° la procédure d'inscription aux épreuves; à défaut de procédure définie, les étudiants sont réputés inscrits à toutes les épreuves de fin de quadrimestre pour l'ensemble des unités d'enseignements organisées durant ce quadrimestre auxquelles ils s'étaient inscrits pour l'année académique;
2° la composition exacte du jury, son mode de fonctionnement et de publication des décisions;
3° l'organisation des délibérations et d'octroi de crédits;
4° la procédure d'admission aux études et de valorisation des acquis, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;
5° les modalités de la procédure d'équivalence, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;
6° les périodes d'évaluation et les modalités de l'organisation et du déroulement des épreuves;
7° les sanctions liées aux fraudes avérées dans le déroulement des évaluations ou de la constitution des dossiers d'admission ou d'équivalence qui lui sont soumis;
8° les modes d'introduction, d'instruction et de règlement des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des évaluations ou du traitement des dossiers. Le délai de recours pour l'introduction d'une plainte dans le déroulement des évaluations est de maximum trois jours ouvrables soit après la notification des résultats de la délibération dans l'hypothèse d'une contestation portant sur celle-ci soit, dans le cas d'un examen écrit, après la consultation des copies dans l'hypothèse d'une contestation portant sur l'évaluation.

Notes de minorité

Les écoles supérieures des arts souhaitent maintenir les dispositions actuelles telles que libellées dans l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 (*M.B.*, 21 novembre 2013) portant règlement général des études dans les Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.

La Fédération des Etudiants Francophones s'oppose à cette demande et souhaite au contraire l'instauration d'un délai minimum de 3 jours.

ACADÉMIE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2018-13 DU 9 OCTOBRE 2018

Avant-projet de décret modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 19 juillet 2018 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur l'avant-projet de décret modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 19 juillet 2018 sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant l'avis de l'ARES n°2018-01 du 20 février 2018 donné d'initiative par l'ARES conformément à l'article 21, al. 1er, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (*M.B.*, 18 décembre 2013) ;

Considérant l'avis de l'ARES n°2018-04 du 5 juin 2018 donné sur demande du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 2018, conformément à l'article 21, al. 1er, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (*M.B.*, 18 décembre 2013) ;

Considérant l'avis de l'ARES n°2018-05 du 26 juin 2018 donné sur demande du Ministre de l'Enseignement supérieur du Gouvernement de la Communauté française, adressée sous le bénéfice de l'urgence ;

Considérant les remarques et observations des Chambres thématiques.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

L'ARES formule à l'endroit de l'avant-projet de décret modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études l'avis suivant.

AVIS

L'ARES émet les remarques et les propositions de modifications qui suivent à l'endroit de l'avant-projet de décret modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études.

01. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI DU 27 JUILLET 1971 SUR LE FINANCEMENT ET LE CONTRÔLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

01.1 / ARTICLE 1ER AVANT-PROJET : ARTICLE 36*BIS*/1 NOUVEAU :

01. 1.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé l'insertion d'un nouvel article 36*bis*/1 rédigé comme suit :

*« **[§ 1er.]** Pour l'année budgétaire 2018, un montant de 1,2 millions euros est alloué à la promotion de l'accès aux études pour l'activation d'habilitations existantes, non reprises dans les listes des cursus organisés transmises à l'ARES en vertu de l'article 121 du Décret Paysage pour les années 2015 à 2017, permettant l'organisation à partir de l'année académique 2018-2019 d'un enseignement universitaire de premier cycle, et localisées dans un arrondissement où le déficit en étudiants universitaires de première génération, compte tenu du taux d'accès à l'enseignement supérieur et de la densité de population de l'arrondissement, est inférieur à la moyenne pour l'ensemble des arrondissements sur les dix dernières années.*

Ce montant est fixé à au moins 2,4 millions euros pour l'année 2019 et à au moins 3,6 millions euros pour l'année 2020. À partir de l'année 2021, le montant prévu pour l'année 2020 est ajouté, après indexation, à concurrence de 30% au montant prévu à l'article 29 § 1er et à concurrence de 70% au montant prévus à l'article 29 §2.

Dans la limite des montants prévus aux alinéas précédents, le financement alloué par habilitation activée est fixé à 400.000 euros par bloc d'étude de 60 crédits, pour les années académiques 2018-2019 à 2020-2021.

Le Gouvernement arrête la liste des habilitations qui bénéficient du subventionnement visé au 1er alinéa en sélectionnant, parmi les habilitations soumises au financement en application du présent article, celles organisées dans le ou les arrondissements où les déficits d'étudiants universitaires de première génération, sur base des critères définis au 1er alinéa, sont les plus importants.

Les étudiants inscrits dans les programmes d'études subventionnés en application du présent article ne sont pas pris en compte dans le calcul des moyennes quadriennales visées à l'article 29, § 5 au cours de la période de subventionnement. »

***§2.** Pour le 31 décembre 2021 au plus tard, un rapport d'évaluation de l'organisation des habilitations subventionnées, notamment au regard de l'objectif de promotion de l'accès à l'enseignement supérieur universitaire, sera transmis au Gouvernement par les universités concernées ».*

01. 1.2 / OBJECTIF(S) :

- Le but de cet article est de promouvoir l'organisation de cursus universitaires de premier cycle dans des arrondissements où l'accessibilité à l'enseignement supérieur universitaire est faible, évaluée en proportion de la population et en nombre d'étudiants manquants pour atteindre le taux d'accès moyen en Communauté française. Les étudiants considérés sont les étudiants universitaires de première génération.
- Compte tenu du budget dégagé par le Gouvernement pour les années 2018 à 2020, trois habilitations seront soutenues progressivement à hauteur de 400.000 euros par blocs de 60 crédits organisés. Ainsi, en 2020, lorsque le premier cycle complet (soit 180 crédits) sera organisé pour une habilitation, celle-ci bénéficiera d'un financement de 1.200.000 euros. À partir de l'année 2021, ce financement sera reversé dans l'enveloppe de financement (parties fixe et variable) des universités.
- Ces crédits d'impulsion visent à compenser en partie l'effet « désincitatif » des mécanismes de financement des universités, et notamment de répartition de la partie variable de ce financement, qui engendre un financement des inscriptions avec retard. En effet, la partie variable du financement de l'année « t » est répartie en fonction de la moyenne des inscriptions de l'année académique « t-2/t-1 » et des trois années académiques précédentes.
- En conséquence, lorsqu'une université prend l'initiative d'organiser un nouveau cursus, elle ne perçoit un financement complet (tenant compte des quatre années de lissage) que plus de cinq années après le début du cursus.

01. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

- Dans son avis 2018-05, l'ARES avait émis les recommandations suivantes :
  - La mesure ne vise que les universités : il convient de prévoir un mécanisme similaire pour les autres formes d'enseignement ;
  - La liste visée au paragraphe 1er, al. 4 devrait, *a minima*, faire l'objet d'un avis de l'ARES ;
  - Étant donné que le critère du taux d'accès à l'enseignement supérieur, calculé par arrondissement fait appel à des données et des ressources difficilement ou non disponibles actuellement, il est nécessaire de prévoir dans le texte, des clauses garantissant la mise à disposition de l'ARES des données nécessaires.
  - Le critère des « 10 années » contenu au paragraphe 1er, al. 1er, *in fine* pourrait se révéler **irréaliste**.
  - Il serait opportun de prévoir que, dans l'hypothèse où, à l'issue de l'évaluation devant intervenir au plus tard le 31 décembre 2021, l'effectivité du mécanisme devait ne pas être démontrée, les budgets consacrés à la mesure en projet soient réalloués dans leur intégralité à une ou plusieurs mesures

destinées à poursuivre l'objectif de la promotion de l'accès à l'enseignement supérieur, établies sur base d'une proposition de l'ARES.

» **L'ARES émet un avis réservé sur la proposition d'article.**

» L'ARES souligne que ce dispositif, prévoyant que les crédits d'impulsion octroyés aux universités pour activer les habilitations existantes sur trois années académiques à partir de l'année budgétaire 2018, est un mécanisme de refinancement intéressant en deux temps. En effet, le montant prévu pour l'année 2020 (à savoir 3,6 millions d'euros) est réinjecté dans l'enveloppe globale des universités (partie fixe et partie variable) à partir de l'année 2021, de sorte qu'à moyen terme, celle-ci sera augmentée à due concurrence.

» Cependant, l'ARES – conformément à son avis 2018-01 – considère ce mécanisme incomplet étant donné que les autres formes d'enseignement devraient pouvoir bénéficier d'un mécanisme similaire. Le but poursuivi, consistant à promouvoir l'organisation de cursus universitaires de premier cycle dans des arrondissements où l'accessibilité à l'enseignement supérieur est faible, est louable et est en faveur des étudiants mais la discrimination positive inhérente à la disposition en faveur des universités devrait être étendue aux autres formes d'enseignement. L'ARES remarque en effet qu'il n'y a pas de motivation particulière pour justifier que seules les universités soient visées et pas l'ensemble des établissements. À cet égard, l'ARES demande par conséquent de prévoir un mécanisme commun et pérenne pour l'ensemble des formes d'enseignement supérieur.

» D'autre part, le mécanisme tel que proposé ne permet pas de soutenir de nouvelles demandes et de nouveaux besoins car il se fonde sur des habilitations existantes non encore activées. Il conviendrait de l'étendre à tout projet d'organisation future d'un enseignement supérieur dans des zones où les indicateurs démontrent un faible accès à l'enseignement supérieur.

» Enfin, l'ARES relève que l'article en projet pêche par son manque de données objectivées et précises permettant de sous-tendre et justifier davantage le mécanisme. L'ARES demande par conséquent de prévoir une analyse documentée sur le sujet.

02. MODIFICATIONS APPORTÉES AU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

02.0 / REMARQUE GÉNÉRALE RELATIVE À L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

» Cet avant-projet de décret modifie une nouvelle fois la structure du décret du 7 novembre 2013. Pour rappel, il est précisé à l'article 1er, § 2 du décret du 7 novembre 2013 que *« sont également considérés comme des établissements d'enseignement supérieur au sens du présent décret les établissements de promotion sociale organisant une section au niveau supérieur visée à l'article 10, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale »*, mais que, *« ne s'agissant pas*

d'établissements d'enseignement de plein exercice, l'organisation des études n'y est pas régie par les dispositions du TITRE III. -, CHAPITRE III. -, CHAPITRE VIII. -, CHAPITRE X. -, Section première, article 124. - Section 2. - et Section 3. -, CHAPITRE XI. -, et du TITRE IV. – CHAPITRE IV.-, articles 171, alinéa 2, et 172, alinéa 2 ».

- Cette logique est potentiellement deux fois mise à mal par certaines dispositions de l'avant-projet qui intègre dans des articles concernant la promotion sociale des modifications *ne concernant pas la promotion sociale* (l'article 68/1 nouveau introduit par l'article 6 de l'avant-projet et l'article 107, al. 2 nouveau introduit par l'article 19).
- La clarté de l'article 1er, § 2 est ébranlée. Il conviendrait, à tout le moins, d'opérer une clarification à ce sujet.

02.1 / ARTICLE 2 AVANT-PROJET : ARTICLE 11 (DÉNOMINATIONS HE) :

02. 1.1 / MODIFICATION(S) :

- Le 13° remplacé par *« La Haute école Bruxelles-Brabant ; »*
- Le 16° *« La Haute Ecole Paul-Henri Spaak ; »* est abrogé.

02. 1.2 / OBJECTIF :

- Acter l'appellation de la Haute Ecole Bruxelles-Brabant, suite à la fusion entre la Haute Ecole de Bruxelles et la Haute Ecole Paul Henri Spaak.

02. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

- **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.**

02.2 / ARTICLE 3 AVANT-PROJET : ARTICLE 13 (DÉNOMINATIONS PROM. SOC.) :

02. 2.1 / MODIFICATION(S) :

- Le 21° est remplacé par ce qui suit : *« 21° Institut de Formation de cadres pour le développement à 1050 Bruxelles ; »*
- Le 23° est remplacé par ce qui suit : *« 23° Institut Paul Hankar - Institut des technologies de la communication, de la construction et des métiers d'art à 1000 Bruxelles ; »*
- Le 24° est remplacé par ce qui suit : *« 24° Institut Supérieur de Promotion Sociale Libre de Bruxelles Ilya Prigogine, I.S.P.S.L.B. Ilya Prigogine à 1070 Bruxelles ;»*
- Le 39° est remplacé par ce qui suit : *« 39° Etablissement Communal d'Enseignement de Promotion sociale – Couillet à 6010 Couillet ; »*
- Entre le 90° et le 92°, est ajouté ce qui suit *: « 91° Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing à 4100 Seraing ; »*

02. 2.2 / OBJECTIF :

» Acter des changements de dénominations d'instituts de promotion sociale.

02. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.**

02.3 / ARTICLE 4 AVANT-PROJET : ARTICLE 15 (DÉFINITIONS) :

02. 3.1 / MODIFICATION(S) :

» Le *« 11° Bachelier de spécialisation : études menant à un grade académique de bachelier particulier (de niveau 6) sanctionnant des études spécifiques de premier cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de bachelier »* : les termes *« complétant une formation préalable de bachelier »* sont remplacés par « *complétant une formation initiale préalable » ;*

» Le *« 15° Catégorie : entité d'une Haute Ecole regroupant une ou plusieurs sections ou sous-sections organisant un cursus particulier »* est abrogé ;

» Le *« 29° Docteur (DOC) : grade académique de niveau 8 sanctionnant des études de troisième cycle, délivré par une Université et obtenu après soutenance d'une thèse conformément à l'article 71, § 2 »* : les mots *« article 71 § 2 »* sont remplacés par les mots *« article 71 § 3 »* ;

» Le *« 41° Grade académique : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification, reconnu par ce décret et attesté par un diplôme »* est remplacé par : *« 41° Grade académique : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification reconnu par le présent décret, et protégé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur ».*

02. 3.2 / OBJECTIFS :

» Le 11° : le but semble de rendre accessibles les bacheliers de spécialisation aux étudiants titulaires d'un bachelier de type court ou éventuellement d'un master et pas aux titulaires d'un bachelier de type long.

» Le 15° : les cursus étant organisés en domaines d'enseignement conformément au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le concept de catégorie en haute école est supprimé puisqu'il est devenu obsolète.

» Le 29° : correction purement formelle.

» Le 41° : il est précisé que les grades académiques conférés par les établissements d'enseignement supérieur sont protégés par la loi du 11 septembre 1933 (*M.B.*, 27 septembre 1933).

02. 3.3 / AVIS DE L'ARES :

» **Le 11°** : dans son avis 2018-01, l'ARES a proposé, concernant l'article 107, al. 2, de permettre aux étudiants porteurs d'un diplôme de bachelier ou de master (et non plus simplement d'un diplôme de

bachelier de type court de même domaine), d'accéder aux études de bachelier de spécialisation, de même qu'aux étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

- **L'ARES émet un avis positif sur la proposition moyennant le fait d'exclure explicitement les bacheliers de type long de la définition.**

- **Le 15**° : dans son avis 2018-04, l'ARES s'est questionnée sur la disparition du concept de *« catégorie »* et de la création de *« départements ».* Elle a souhaité obtenir davantage d'informations quant au cadre et quant au fonctionnement de ces nouveaux départements. Elle a également précisé que ce changement nécessitera une communication très précise auprès des étudiants.

- **L'ARES émet un avis positif sur la proposition** mais attire l'attention sur les conséquences de la suppression de la notion de « catégorie » :
  - La notion de « catégorie » n'intervient nulle part dans le décret Paysage, hormis dans les annexes III.2 et III.4 (habilitations des HE). Les deux annexes qui remplacent celles précitées *font toujours intervenir cette notion de catégorie.* Il convient sans doute d'être cohérent et de le supprimer également des annexes.
  - La notion de « catégorie » apparait par contre à de nombreuses reprises dans le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française (*M.B.*, 15 octobre 1996). Il convient d'être cohérent et d'assurer le phasage des deux textes.
  - La notion de « catégorie » apparait également dans les annexes.
- **L'Unécof émet une note de minorité :** elle s'oppose depuis l'origine à la disparition des catégories ; tant que le décret financement n'a pas abouti, il est prématuré de supprimer la référence à la « catégorie ».

- **Le 29° :**

- **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.**

- **Le 41°** : Telle que formulée, la définition contenue au 41° ne précise plus que le grade académique est attesté par un diplôme. L'ARES attire l'attention sur les conséquences de la suppression sur le terrain – un grade pourrait être attesté autrement – et par rapport à la cohérence du décret (notamment, l'article 15, 27° qui définit justement le diplôme comme étant un *« document qui atteste la réussite d'études conformes aux dispositions du présent décret et le titre ou grade académique conféré à l'issue de ce cycle d'études ».*

- **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition.** L'ARES indique qu'une modification a été opérée par le décret du 28 juin 2018 paru au *Moniteur* le 26 juillet 2018[1], lequel a déjà modifié l'article 15, 41°, libellé depuis comme suit : *« 41° Grade académique : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification reconnu par ce décret et protégé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur ».* Il y a donc lieu d'adapter le texte en conséquence afin de garder la référence au diplôme.

[1] Décret du 28 juin 2018 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus, *M.B.*, 26 juillet 2018, art. 9.

02.4 / ARTICLE 5 AVANT-PROJET : ARTICLE 67, AL. 5 (VALORISATION DE L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT LORS DE LA VALIDATION DU PAE)[2] :

02. 4.1 / MODIFICATION(S) :

- L'article 67, al. 5 est actuellement rédigé comme suit :
  « Aux conditions fixées par les autorités académiques, les jurys peuvent valoriser, pour des raisons motivées, des savoirs et compétences acquis par une expérience professionnelle ou personnelle. Cette valorisation est effectuée au moment de la validation du programme annuel de l'étudiant et aucune admission ne peut avoir lieu sur base de la présente disposition ».
- Il est proposé d'insérer le mot *«, citoyenne »* entre le mot *« professionnelle »* et les mots *« ou personnelle».*

02. 4.2 / OBJECTIF :

- Le but est de permettre aux jurys de valoriser une expérience citoyenne, comme c'est déjà le cas pour une expérience personnelle ou professionnelle. Nombreux jeunes (et adultes), attachés aux valeurs de justice sociale, d'humanité et de solidarité, s'engagent bénévolement dans des ASBL, des mouvements de jeunesse ou dans tout autre groupement et consacrent une partie de leur temps à aider les autres, ou se sont engagés dans une organisation représentative des étudiants. Ceci doit être encouragé. Pour ce faire, est explicitement donnée aux jurys, la faculté de valoriser, pour des raisons motivées, des savoirs et compétences acquis par une expérience citoyenne.

02. 4.3 / AVIS DE L'ARES :

- Au préalable, il convient de souligner qu'il s'agit d'une proposition qui a déjà été faite lors des travaux du GT4 (Genre et politique d'enseignement et de formation) du Comité Femmes & Sciences.
- Le Conseil d'administration de l'ARES, réuni le 10 juillet 2018, avait demandé par courrier adressé au ministre le 12 juillet 2018 **de ne pas prendre d'initiative législative en la matière trop rapidement**. En effet, ce sujet, aux aspects premiers particulièrement positifs et sympathiques, est en fait bien plus complexe qu'il n'y parait et une législation *ad hoc* prise en la matière pourrait se révéler rapidement contre-productive si elle n'est pas réfléchie et préparée en détail avec les acteurs de terrains chargés de la mettre en application. De même, il parait dans le même temps primordial d'éviter l'écueil d'une certaine forme de « marchandisation » de l'engagement étudiant telle qu'on peut la constater dans certains systèmes d'enseignement supérieur étrangers. Le Conseil d'administration a dès lors proposé de mettre en place un groupe de travail dès la prochaine rentrée académique afin de poursuivre l'analyse et de construire une réponse appropriée à cette question délicate. **Il réitère dès lors cette proposition.**
  Dans son courrier du 24 juillet 2018, le Ministre a répondu à la demande de l'ARES en suggérant à celle-ci d'intégrer dans son avis relatif à l'avant-projet de décret « fourre-tout III » les éventuelles difficultés pointées quant à l'initiative législative en la matière. Il a également répondu favorablement à la demande de création d'un groupe de travail *ad hoc* à la rentrée.

[2] Voir également *infra*, art. 119, § 1er, al. 1er et 2 et § 2.

» **A ce stade, l'ARES émet un avis négatif sur la proposition**, conformément à la décision rendue le 10 juillet 2018 qui recommandait au Gouvernement d'attendre avant de légiférer et qui pointait les difficultés suivantes :

» Tout d'abord, que doit-on entendre par *« engagement étudiant »* ou *« expérience citoyenne »* ? La définition de ces notions est primordiale afin de pouvoir engager une réflexion précise quant à la possibilité d'une valorisation. Il convient de souligner que les dispositions légales déjà en vigueur aujourd'hui permettent d'ores et déjà aux jurys de valoriser des expériences citoyennes (comme expériences personnelles). Les jurys sont, en la matière, souverains pour peu qu'ils veillent à rester dans le cadre de l'article 119 du décret Paysage.

» D'autre part, au-delà de toute idée de définition, on peut se demander si la valorisation prendra en considération l'expérience avant l'entrée dans l'enseignement supérieur où évaluera-t-elle l'engagement pendant les années d'études ? S'il s'agit d'une prise en compte pendant le cursus, à quel moment ladite expérience sera-t-elle valorisée ?

» Plus fondamentalement, on risque de créer un effet pervers en rendant l'engagement citoyen attractif ou monnayable alors qu'il est, par essence, intimement lié à certaines valeurs que sont la liberté, le volontariat, l'aide désintéressée, la volonté de transformer la société. Dès, lors, est-ce souhaitable de valoriser l'engagement étudiant par un biais autre que la satisfaction personnelle qu'il procure à l'étudiant engagé? Il convient de noter à cet égard que *« la grande majorité des responsables des services visant à augmenter l'implication des étudiants s'accorde à dire que la reconnaissance n'est que rarement une fin en soi »*[3].

» Par ailleurs, si on part du postulat que l'engagement étudiant doit être valorisé, plusieurs méthodes sont mises en exergue à cet égard : l'octroi de crédits ECTS, des dispenses de cours, une rémunération, une attestation d'engagement citoyen, une récompense symbolique, etc. La valorisation n'a donc pas la même visée en fonction de la méthode choisie. Là encore, se pose la question de savoir comment évaluer et établir le moyen pour valoriser un engagement étudiant. Quels crédits, associés à quelles activités d'apprentissage ou unités d'enseignement, pourraient être considérés « acquis » grâce à ladite valorisation ? Pour une même expérience, la valorisation sera-t-elle différente en fonction du cursus de l'étudiant[4] ?

» Toujours selon le postulat que l'engagement étudiant doit être valorisé, plusieurs questionnements nécessitent d'être abordés. Le premier est de savoir s'il est seulement possible de quantifier des valeurs telles que la liberté, le volontariat, l'aide désintéressée et la volonté de transformer la société. Les jurys risquent de se trouver dans une position délicate quant à savoir comment valoriser une expérience citoyenne plutôt qu'une autre. Ces craintes sont également pointées : *« nombre d'étudiants ont des activités lucratives afin de subvenir à leur besoin ne leur permettant pas de s'engager ou alors plus difficilement »*[5].

» Un système discriminatoire pourrait voir le jour à deux niveaux :

» Niveau vertical :

En cas de refus de la valorisation d'une expérience X, le risque est grand que l'étudiant considère que l'établissement n'accorde aucun crédit à ses actions citoyennes passées.

[3] F. KOHNEN, M. GOETHALS et M. QUAREMME, *Étude de faisabilité sur la valorisation de l'engagement citoyen au sein des établissements d'enseignement supérieur*, commanditée par la Schola ULB, Training & Consultancy, 29 janvier 2018, p. 36.
[4] Exemple : les étudiants A et B ont une expérience similaire de 5 années dans le scoutisme. L'étudiant A l'entame un cursus en bio-ingénieur et l'étudiant B s'oriente vers les sciences politiques dans la même université. Cette dernière, qui applique une valorisation au moyen d'une dispense de cours, fera-t-elle une différence entre le parcours choisi par les deux étudiants quant à l'octroi d'une dispense ?
[5] F. KOHNEN, M. GOETHALS et M. QUAREMME, *op. cit.*, p. 28.

Ne va-t-on pas créer une sorte de gradation des expériences citoyennes, deux années d'aide humanitaire comptant davantage que trois années de scoutisme et ainsi engendrer une discrimination tant entre les différentes expériences qu'entre les étudiants eux-mêmes? Se crée ainsi presque nécessairement une « catégorisation » qui *« valorise certains engagements au détriment d'autres »*[6]. Pour parer à cette situation, est pointée la nécessité d'avoir des critères explicites, publics et univoques pour créer de la confiance dans le chef des participants.

» Niveau horizontal :

» Entre les établissements d'enseignement supérieur, dans un premier temps. En effet, comment assurer une valorisation égale au sein des établissements d'enseignement supérieur pour une même expérience ? Si les valorisations accordées au sein des établissements d'enseignement supérieur sont différentes, ne risque-t-on pas d'ajouter un paramètre supplémentaire dans le choix de l'établissement où l'étudiant décide de poursuivre ses études ? Un glissement horizontal pourrait voir le jour au sein de la population étudiante qui se dirigerait vers un établissement plutôt qu'un autre en fonction de la méthode choisie pour valoriser l'engagement étudiant. Afin d'obvier à ce problème, il serait *« nécessaire d'avoir des intentions, des critères et des formalités bien distinctes pour chaque dispositif »*[7] choisi par les établissements.

» Entre les étudiants, dans un second temps. En plus de la discrimination entre étudiants évoquée ci-dessus, la mesure risque de rater l'objectif qu'elle se fixe devant une résistance plus ou moins accrue – et plus ou moins attendue, ou du moins espérée – des étudiants, refusant de demander ladite valorisation ou – au contraire – d'aboutir à une course à l'engagement pour se voir accorder des crédits ECTS ou des dispenses pendant le cursus. Ne prenons-nous pas le risque d'aboutir à une sorte de *« marchandisation de l'enseignement »*?

02.5 / ARTICLE 6 AVANT-PROJET : ARTICLE 68/1 NOUVEAU (ÉTUDIANTS LIBRES) :

02. 5.1 / MODIFICATION(S) :

» Insertion d'un nouvel article rédigé comme suit :

« Art. 68/1.- Par dérogation à l'article 68 et aux conditions définies dans le règlement des études, les autorités académiques peuvent autoriser des personnes qui en font la demande à suivre isolément des unités d'enseignement et à en présenter les évaluations, en dehors d'une inscription régulière définie à l'article 103.

Le nombre maximum de crédits associés à ces unités d'enseignement ne peut être supérieur à 20 par année académique.

Le règlement des études fixe le montant des droits d'inscription aux unités d'enseignement visées à l'alinéa 1er. Ce montant est fixé proportionnellement au nombre de crédits afférents aux unités

[6] *Idem.*
[7] *Ibid.*, p. 31.

d'enseignement suivies, avec un minimum correspondant à dix crédits, et ne peut être supérieur au montant visé au 1er alinéa de l'article 105, § 1er.

Les personnes visées à l'alinéa 1er ne se voient pas octroyer les crédits. Toutefois, aux conditions fixées dans le règlement des études, les jurys peuvent valoriser les unités d'enseignement visées à l'alinéa 1er pour autant que le seuil de réussite de l'évaluation visé à l'article 139 soit atteint. Cette valorisation est effectuée au moment de la validation du programme annuel de l'étudiant lors d'une inscription régulière. Cet article n'est pas applicable à l'enseignement supérieur de promotion sociale ».

02. 5.2 / OBJECTIF :

» Le but de la mesure est de généraliser et d'uniformiser certaines pratiques courantes dans les universités, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts qui acceptent, à des conditions différentes (notamment, du point de vue des droits d'inscription) et avec des effets variés, que des personnes assistent à des unités d'enseignement, et éventuellement, participent aux évaluations sans être régulièrement inscrites à un cursus académique.

02. 5.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis réservé sur la proposition étant donné le nombre de questions latentes à clarifier :** les crédits suivis, en étudiant libre, entrent-ils dans le calcul de la finançabilité de l'étudiant ? Comment considérer/pérenniser ces 20 crédits acquis en étudiant libre ? De plus, pourquoi imposer cette limite de 20 crédits ? En outre, en référence à l'article 68 du décret Paysage, les crédits en tant qu'auditeur libre, s'ils viennent en complément d'une inscription principale, peuvent-ils faire partie du cursus de cette inscription principale ? Enfin, si l'étudiant n'est plus finançable, pourrait-il suivre isolément des UE et en présenter les évaluations et redevenir potentiellement finançable l'année suivante grâce à un nouveau calcul de finançabilité qui lui serait cette fois favorable ? De plus l'ARES attire l'attention sur le fait que la numérotation des articles n'est pas identique au décret Paysage.

» **La FEF considère pour sa part que les règles concernant l'admission en tant qu'étudiant libre tant au niveau de la procédure que des critères doivent être explicites. Ces dispositions permettront à l'étudiant de s'inscrire en connaissance de cause.**

02.6 / ARTICLE 7 AVANT-PROJET : ARTICLE 72, AL. 1ER (BACHELIERS DE SPÉCIALISATION):

02. 6.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 72, al. 1er est actuellement libellé comme suit :
« A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de bachelier, des études de spécialisation de premier cycle peuvent conduire à un autre grade académique de bachelier après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires ».

» Il est proposé de le remplacer par la disposition suivante :

« A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par le grade académique de bachelier de type court ou de master, des études de spécialisation de premier cycle peuvent conduire à un autre grade académique de bachelier après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires ».

02. 6.2 / OBJECTIFS :

- Selon toute vraisemblance, il s'agit ici de faire écho aux modifications également apportées aux articles 15, 11° (*supra*, 02.3.) et 107, al. 2 (*infra*, 02.18.).
- Il est soutenu qu'en principe, un bachelier de spécialisation est destiné à des titulaires d'un bachelier de type court, et le cas échéant sur proposition de l'ARES, à des titulaires d'un master, mais n'est pas accessible à des titulaires d'un bachelier de transition (ou de type long) puisque, par définition, un bachelier de spécialisation vise à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée.

02. 6.3 / AVIS DE L'ARES :

- Comme déjà précisé *supra*, dans son avis 2018-01, l'ARES avait proposé, concernant l'article 107, al. 2, de permettre aux étudiants porteurs d'un diplôme de bachelier ou de master (et non plus simplement d'un diplôme de bachelier de type court de même domaine), d'accéder aux études de bachelier de spécialisation, de même qu'aux étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

  - **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.** Elle attire l'attention sur la présence d'une coquille dans le texte : *« […] d''au moins […] ».*

02.7 / ARTICLE 8 AVANT-PROJET : ARTICLE 75, § 2, AL. 5 (CARACTÈRE INTERNATIONAL DES ÉTUDES – 1ER CYCLE) :

02. 7.1 / MODIFICATION(S) :

- L'article 75, § 2, al. 5 est actuellement rédigé comme suit :
  « Pour les études de deuxième cycle, le Gouvernement peut en outre accorder aux établissements d'enseignement supérieur des dérogations lorsque les études visées ont un caractère international dérivant de l'excellence du champ scientifique ou artistique, ou de sa nature particulière. Les dérogations sont accordées sur proposition de l'ARES ».
- Il est proposé d'insérer les mots *« premier et de »* entre les mots *« Pour les études de »* et les mots *« deuxième cycle, ».*

02. 7.2 / OBJECTIF :

- Le but est de garantir la sécurité juridique de l'organisation d'études *de premier cycle* exclusivement en langue étrangère tout en permettant un contrôle de l'usage qui sera fait de cette nouvelle possibilité. Il est donc proposé que chaque mise en application de cette disposition par un établissement soit soumise

à une demande de dérogation, selon une procédure similaire à celle qui existe actuellement pour les études de deuxième cycle. Toute demande devra ainsi être dûment motivée et fera l'objet d'une analyse au cas par cas.

02. 7.3 / AVIS DE L'ARES :

» Par courrier du 13 janvier 2017, le Ministre avait sollicité l'avis de l'ARES concernant une demande de l'ULB de pouvoir organiser des bacheliers exclusivement en langue anglaise tout en dispensant les étudiants s'inscrivant à ces bacheliers de l'obligation d'une maîtrise suffisante de la langue française. Suite à cela, le Conseil d'administration, réuni lors de sa séance du 27 juin 2017, avait estimé qu'il était pertinent de permettre, dans certaines filières et pour certains cursus particuliers, d'organiser des bacheliers dans une langue autre que le français.
Par courrier du 3 juillet 2017 adressé au Ministre, le Conseil d'administration de l'ARES avait ainsi proposé, afin de garantir la sécurité juridique de l'organisation d'études de 1er cycle exclusivement en langue étrangère tout en permettant un contrôle de l'usage qui serait fait de cette nouvelle possibilité, que chaque mise en application de cette disposition par un établissement soit soumise à une demande de dérogation, selon une procédure similaire à celle qui existe actuellement pour les études de second cycle. Ceci impliquait donc une modification mineure de l'article 75, § 2 en question. La modification envisagée est celle proposée ici et semble rencontrer les souhaits du GT « Bac langues ».

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.**
» **La FEF, pour sa part, émet de vives réserves concernant les missions de l'enseignement supérieur :** celui-ci possède une mission d'émancipation. Le fait de justifier ces dérogations par "l'excellence" ne semble pas répondre à ses objectifs. Vouloir attirer les étudiants n'est pas la mission première des institutions avec uniquement une visée pour les rankings.

02.8 / ARTICLE 9 AVANT-PROJET : ARTICLE 79 (ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN ALTERNANCE ET QUADRIMESTRIALISATION):

02. 8.1 / MODIFICATION(S) :

» Insertion d'un nouveau paragraphe 1er*bis* libellé comme suit :
*« § 1*bis*. Par dérogation au § 1er, dans l'enseignement supérieur en alternance, une unité d'enseignement* ***peut*** *être évaluée dès que son organisation est terminée ».*

02. 8.2 / OBJECTIF :

» La pratique de l'enseignement supérieur en alternance montre que, dans certains cursus, les étudiants, après une période de cours en établissements d'enseignement supérieur, partent pour une longue période en entreprise, pour y acquérir les compétences convenues. Tant les étudiants que les équipes pédagogiques concernés souhaiteraient que, dans ces cas, l'évaluation des unités d'enseignement suivies dans l'établissement puisse avoir lieu avant de partir en entreprise. Il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation.

02. 8.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition moyennant la garantie que ce dispositif soit uniquement limité à l'enseignement supérieur en alternance et que le mécanisme ne soit pas étendu pour les examens « hors-sessions ».** Il convient également de modifier l'article 79, § 2 qui, actuellement libellé, fait référence au paragraphe *« précédent ».* Si la modification proposée est adoptée, il s'agira du paragraphe *« premier ».*

» **Concernant le mécanisme de quadrimestrialisation**, dans son avis 2018-01, l'ARES avait suggéré, de modifier l'article 79, § 1er, al. 2 en ce qu'il impose (lorsque, pour des raisons motivées, certaines unités d'enseignement se répartissent sur les deux premiers quadrimestres) que soit obligatoirement organisée une évaluation partielle à la fin du premier quadrimestre. L'ARES a pointé nombre d'inconvénients à cette contrainte : émiettement des matières, multiplication des matières à évaluer, allongement des sessions d'examens, des délibérations, etc. Elle a donc plaidé pour que l'article laisse davantage de souplesse et d'autonomie aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres. Elle a suggéré une modification de la disposition comme suit : *« Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une évaluation partielle* ***peut être*** *organisée en fin de premier quadrimestre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 150, § 1er ».* Sur ce point, **le Gouvernement ne répond pas à l'avis de l'ARES.**

» **L'ARES demande à ce que la modification soit apportée à l'article 79, § 1er, al. 2,** compte tenu de la nécessité de permettre davantage de souplesse dans l'organisation des évaluations de fin de premier quadrimestre.

02.9 / ARTICLE 10 AVANT-PROJET : ARTICLE 84 (MINIMUM DE 60 CRÉDITS POUR CONFÉRER UN GRADE) :

02. 9.1 / MODIFICATION(S) :

» Deux modifications sont envisagées :

» À l'alinéa 1er, rédigé comme suit *« Aucun ~~titre ou~~ grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade »,* les mots *« titre ou »* sont abrogés.

» L'alinéa 3, rédigé comme suit *« Par exception au 1er alinéa et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur peut-être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 20 crédits du programme correspondant au moins et qui y aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins »* est supprimé et remplacé par la disposition suivante :
« Par exception au 1er alinéa et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet, de bachelier de spécialisation ou de master de spécialisation peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme

correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

02. 9.2 / OBJECTIF(S) :

- Concernant l'alinéa 1er, il est relevé que le mot *« titre »* ne trouve pas de définition à l'article 15 et peut générer de la confusion. Il convient donc de le supprimer.
- Concernant l'alinéa 3, il est noté que l'article 84 prévoit, pour les brevets d'enseignement supérieur, une exception au principe qui veut qu'un minimum de 60 crédits soit suivi dans un cursus pour obtenir le grade académique. Il convient, selon le Gouvernement, *d'étendre cette exception aux bacheliers de spécialisation et aux masters de spécialisation*: en effet, un nombre important d'étudiants s'inscrivent dans ces études de spécialisation après avoir exercé une profession pendant plusieurs années et peuvent valoriser une expérience professionnelle et personnelle (notamment dans le domaine des sciences de la santé publique).

  D'autre part, il est prévu que le nombre minimum de crédits à suivre pour obtenir le grade est porté à trente plutôt qu'à vingt, par cohérence avec l'article 130.

02. 9.3 / AVIS DE L'ARES :

- À titre liminaire, il convient de souligner que, dans certains programmes – notamment de codiplômation avec un ou plusieurs EES hors Communauté française de Belgique (dans ou hors UE) – des étudiants sont déjà diplômés alors même qu'ils ne suivent pas effectivement 60 crédits dans l'EES dans lequel ils sont inscrits en Communauté française. C'est d'ailleurs l'objet de l'article 130 actuel.
- Les deux mesures envisagées sont deux mesures abordées par l'ARES :
  - Dans son avis 2018-01, l'ARES avait effectivement relevé que la notion de *« titre »* ne figurait pas dans la liste établie à l'article 15 et que, faute de pallier à ce manque, celle-ci devait être supprimée de l'article 84.

    - **L'ARES émet un avis positif sur la proposition**, moyennant la remarque suivante : la notion de *« titre »* apparaît à de nombreux autres endroits dans le décret (par exemple, autour de l'article 84, on peut citer les articles 74, 82, 86, etc.). Est-il prévu de conserver ces mentions ou est-il envisagé, par cohérence, de les supprimer également ?

  - Dans son avis 2018-01, l'ARES avait également pointé les incohérences entre l'article 84 et l'article 130 : l'article 84 ne prévoit rien pour les bacheliers de spécialisation ou les masters 60, grades académiques obtenus après 60 crédits, lesquels devraient à tout le moins bénéficier des mêmes conditions d'exception que le BES. Par ailleurs, l'article 84 autorise, par exception, l'attribution du grade de BES en ayant suivi 20 crédits et l'article 130 exige pourtant de suivre au minimum 30 crédits.

    - **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition.** En effet, l'ARES avait suggéré, non pas de modifier l'article 84 pour porter le nombre de crédits à trente, mais bien de modifier l'article 130 pour réduire le nombre de crédits à vingt, par exception. De plus, l'avis 2018-01 de l'ARES demandait qu'il n'y ait pas de modification en ce qui concerne les masters de spécialisation.

02.10 / ARTICLE 11 AVANT-PROJET : ARTICLE 93, AL. 1ER (ÉQUIVALENCE DOCTORALE):

02. 10.1 / MODIFICATION :

» L'article 93, al. 1er est actuellement rédigé comme suit :
« Par voie de mesures individuelles ou générales, le Gouvernement statue sur l'équivalence du niveau d'études réalisées à l'étranger au niveau des études sanctionnées par l'octroi d'un grade académique générique de brevet d'enseignement supérieur, de bachelier ou master ».
Il est proposé d'ajouter les mots *« ou de docteur »* en fin d'article.

02. 10.2 / OBJECTIF :

» Le Gouvernement rappelle que le Comité des Ministres Benelux a étendu la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur au grade de docteur.

02. 10.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition** compte tenu du fait que les universités souhaitent continuer à statuer, dans un premier temps, sur l'équivalence de grade, et se voient donner la compétence, à titre subsidiaire, d'octroyer une équivalence de niveau. De plus, la proposition telle que présentée n'est pas adéquate, car elle introduit une redondance, source éventuelle de confusion. Si la disposition était adoptée, ce que l'ARES ne souhaite pas, il conviendrait de remplacer les mots *«, de bachelier ou master »* par les mots *«, de bachelier, de master ou de docteur ».*

02.11 / ARTICLE 12 AVANT-PROJET : ARTICLE 95 (FRAUDE À L'INSCRIPTION ET COMMUNICATION DES SERVICES D'AIDE) :

02. 11.1 / MODIFICATION(S) :

» Le paragraphe 1er, al. 4, rédigé comme suit *« Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription »,* est abrogé.

» Le paragraphe 2, al. 1er, rédigé comme suit *« Lors de sa demande d'inscription, l'étudiant reçoit toutes les informations utiles relatives à l'établissement et aux études visées, notamment le règlement des études, ainsi que le programme d'études détaillé »,* est complété par les mots *« et les modalités d'intervention financière via les services mis à leur disposition dans l'établissement ».*

02. 11.2 / OBJECTIF(S) :

» Concernant le paragraphe 1er, al. 4, il est rappelé que, dans la pratique, ce type de fraude est, dans une grande majorité des cas, découverte par l'établissement *avant* l'inscription.

» Concernant le paragraphe 2, al. 1er, le Gouvernement précise que, lorsque le non-paiement du solde des droits d'inscription est dû à des difficultés financières, les services sociaux ont un rôle à jouer. Il convient donc d'informer les étudiants des services mis à leur disposition.

02. 11.3 / AVIS DE L'ARES :

» Ces mesures s'insèrent dans la logique développée par l'ARES à l'occasion de son avis 2018-01 concernant à la fois l'article 95, mais également l'article 96 (*infra,* 02.13.) :

» L'article 95, § 1er, al. 4, lu en combinaison avec l'article 96, § 1er, 1° du décret (qui édicte qu'un établissement d'enseignement supérieur doit refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement pour des raisons de fraude à l'inscription), parait inapproprié et réducteur, en parlant de *« mesure d'exclusion »* (on n'exclut pas quelqu'un qui n'est pas encore « inclus») et en visant uniquement *« l'étudiant »* (la plupart des fraudeurs ne sont pas encore étudiants). Il convient donc de supprimer l'alinéa 4.

L'article 95 est complété afin d'informer les étudiants qui rencontreraient des difficultés pour payer les droits d'inscription (en ce compris l'acompte), des services et facilités mis à leur disposition dans les établissements. Cette mesure constitue en réalité la contrepartie de la modification de l'article 102 (*infra*, 02.17.) qui prévoit la suppression du mécanisme du paiement des 10 % du minerval et l'instauration d'un acompte de X euros (dans les faits, parfois plus élevé que lesdits 10 %).

L'ARES attire cependant l'attention sur le fait que, dans sa formulation de l'article 95/2, l'ARES avait maintenu les mots *« omission volontaire ».* Ces mots n'apparaissent plus dans l'article proposé. S'agit-il d'une volonté du Gouvernement, compte tenu de la modification de l'article 6 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études (*infra*, 03.2.) ? Si tel était le cas, cela risque de poser des problèmes de preuve quant au caractère volontaire ou non. Il est en effet à noter qu'à l'occasion des procédures d'admission/inscription, il est systématiquement souligné quelles informations doivent être données par le candidat. Ce dernier s'engage à être exhaustif et les conséquences d'une omission sont rappelées. Ce type de dispositif risque en outre de s'avérer défavorable à l'étudiant : en effet, comment celui-ci pourrait-il prouver le caractère involontaire d'une omission si celle-ci a conduit l'établissement à le considérer comme finançable alors que, s'il avait mentionné l'information, il aurait été considéré comme non-finançable. Cela risque de mettre les établissements dans des situations délicates, en entrant dans de longs débats, reculant *de facto* le moment de l'éventuelle admission/inscription.

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition moyennant la prise en compte du point d'attention ci-dessus relatif à l'omission volontaire.**

02.12 / ARTICLE 13 AVANT-PROJET : ARTICLE 95/2 NOUVEAU (FRAUDE À L'INSCRIPTION) :

02. 12.1 / MODIFICATION(S) :

» Insertion d'un nouvel article 95/2 libellé comme suit :

» *« Art. 95/2.- **§1.** Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la*

personne concernée, un refus d'inscription pour une durée de trois années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française.

L'établissement qui suspecte une fraude le notifie à la personne concernée. Celle-ci peut contester les faits allégués auprès des autorités compétentes, dans les huit jours de cette notification. Au terme d'une procédure contradictoire orale ou écrite telle que définie dans le règlement des études, les autorités compétentes confirment ou non le refus d'inscription.

Les établissements d'enseignement supérieur transmettent les noms des fraudeurs au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des noms des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques.

Les établissements d'enseignement supérieur notifient aux personnes concernées leur inscription dans la base de données et indiquent les modalités d'exercice des droits de recours.

***§2.** Lorsqu'une fraude à l'inscription est découverte alors que la personne concernée est déjà inscrite comme étudiant, cette fraude entraîne une peine disciplinaire d'exclusion prononcée par l'organe compétent au sein de l'établissement concerné.*

Le nom de l'étudiant ainsi sanctionné est transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ce nom à l'ARES en vue de son inscription dans la base de données visée au § 1er, alinéa 3.

L'exclusion implique automatiquement un refus d'inscription pour une durée de trois années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française. Le délai de trois ans prend cours le premier jour de l'année académique durant laquelle la fraude est sanctionnée. La notification de la décision disciplinaire indique les modalités d'exercice des droits de recours.

***§3.** En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci ».*

02. 12.2 / OBJECTIFS :

- Le but est d'éviter toute confusion entre, d'une part, un refus d'inscription lorsque le présumé fraudeur n'est pas encore inscrit et, d'une part, une mesure disciplinaire d'exclusion qui ne peut s'appliquer que lorsque le présumé fraudeur est un étudiant régulièrement inscrit.
- Dans les deux hypothèses, la sanction *« refus d'inscription »* ou *« exclusion »* doit être prononcée après avoir laissé au présumé fraudeur la possibilité de se défendre quant aux faits qui lui sont reprochés.

02. 12.3 / AVIS DE L'ARES :

- Par l'insertion de cet article, le Gouvernement répond à la demande qui a été portée à son attention par l'ARES dans son avis 2018-01 d'insérer un nouvel article 95/2.

Par contre, l'ARES ne proposait pas que la durée durant laquelle l'étudiant est refusé soit réduite à trois années académiques, au lieu de cinq, dans le cadre d'un refus d'inscription (que l'origine soit une fraude à l'inscription ou une peine disciplinaire d'exclusion). Elle ne souhaitait cette diminution de durée que dans le cadre d'une peine disciplinaire d'exclusion *non liée à une fraude à l'inscription* (*infra*, 02.13.). Sur ce point, **le Gouvernement ne motive pas cette généralisation de la diminution du délai à trois années académiques.** S'il s'agit d'une volonté réelle du Gouvernement, des dispositions transitoires sont-elles prévues pour assurer la transition entre le régime de 5 années (actuel) et celui de 3 années ? L'exclusion de 5 ans reste-t-elle applicable ou passe-t-elle pour eux aussi à 3 ans ? La liste des exclus étant commune à l'ensemble des établissements, il convient d'éviter de se trouver dans une insécurité juridique et, partant, les divergences d'interprétation.

» **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition.** D'une part, l'implication des Commissaires et Délégués sur la vérification de la réalité de la fraude n'est pas souhaitable et d'autre part, concernant les délais, une différenciation en termes de durée est difficilement justifiable de sorte qu'il convient d'avoir le même délai concernant la fraude aux évaluations (art. 96 et 139/2 nouveau) et la fraude à l'inscription (art. 95/2). Enfin, il convient que l'article précise les modalités de notification du refus d'inscription (courriel, recommandé ou contre reçu).

02.13 / ARTICLE 14 AVANT-PROJET : ARTICLE 96 (VOIE ÉLECTRONIQUE, MODIFICATIONS RÉSULTANT DE L'INSERTION DU NOUVEL ARTICLE 95/2 ET MOTIFS DE REFUS D'INSCRIPTION) :

02. 13.1 / MODIFICATION(S) :

» Au paragraphe 1er, alinéa 2, rédigé comme suit *« La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective »*, les mots *« ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant »* sont insérés après les mots *« ou contre reçu».*

» L'alinéa 3 du paragraphe 1er, libellé comme suit *« Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de l'institution, les noms des étudiants qui ont fait l'objet dans les cinq années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou fraude aux évaluations. Le commissaire ou délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel »* est abrogé.

» Au paragraphe 2, alinéa 1er, rédigé comme suit *« […] La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé »,* les *mots « ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant »* sont ajoutés après les mots *« par pli recommandé ».*

02. 13.2 / OBJECTIFS :

» Concernant le paragraphe 1er, al. 2, il est précisé que la possibilité de notifier une décision par courriel allège les formalités administratives et correspond déjà largement à la pratique.

» Concernant le paragraphe 1er, al. 3, il est abrogé, car il est transféré dans l'article 95/2.

» Concernant le paragraphe 2, al. 1er, le Gouvernement justifie la mesure de la même manière que pour l'alinéa 2 du paragraphe 1er.

02. 13.3 / AVIS DE L'ARES :

» Dans son avis 2018-01, l'ARES s'était montrée favorable à ce que la procédure par voie électronique soit prévue explicitement dans le décret à l'article 96, § 1er, al. 2. La mesure envisage également d'étendre la faculté de recourir à l'adresse électronique de l'étudiant lors du recours interne, ce qui semble *a priori* logique, bien que l'ARES ne l'ait pas formellement sollicité.

» **Cependant**, dans l'avis 2018-01, l'ARES avait :

» insisté sur la nécessité de prévoir que l'adresse électronique de l'étudiant serait celle fournie par l'établissement, *en cas de réinscription*. **Ceci n'apparait pas dans la mesure proposée.**

» avait demandé à ce que l'article 96, § 1er, al. 1er soit modifié concernant la durée du délai suivant une décision prononçant une peine d'exclusion, non liée à une fraude à l'inscription : en effet, l'ARES souhaitait réduire, dans un tel cas de figure, le délai à trois années académiques au lieu de cinq. L'ARES proposait en effet que l'article 96, § 1er, al. 1er soit formulé de la manière suivante :

« Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur:

1° [refusent l'inscription de toute personne inscrite dans la base de données visée à l'article 95/2, §1er, al.3]

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement ;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable ;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui, au sein d'un établissement d'enseignement supérieur, a fait l'objet d'une peine disciplinaire d'exclusion depuis moins de ~~5~~ [3] ans, non liée à une fraude à l'inscription [, le délai de 3 ans prenant cours le premier jour de l'année académique durant laquelle la sanction a été prononcée] ».

Comme déjà précisé *supra*, le Gouvernement a opté pour une durée de trois années dans le cadre d'un refus d'inscription (cfr. 02.12.), ce que l'ARES ne demandait pas, et n'a pas répondu à la demande de l'ARES concernant la diminution du délai à trois années académiques dans le cadre d'une peine d'exclusion, *non liée à une fraude à l'inscription*, lequel étant donc toujours de cinq années académiques.

» **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition**, conformément à l'avis 2018-01. Concernant les délais, une différenciation en termes de durée est difficilement justifiable de sorte qu'il convient d'avoir le même délai concernant la fraude aux évaluations (art. 96 et 139/2 nouveau) et la fraude à l'inscription (art. 95/2). De plus, la proposition n'est probablement pas adéquate, car elle introduit une redondance, source éventuelle de confusion. Il convient de prévoir de remplacer les mots *« par lettre recommandée ou contre reçu »* par les mots *«par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ».*

02.14 / ARTICLE 15 AVANT-PROJET : ARTICLE 97, § 3, AL. 3 (CEPERI) :

02. 14.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 97, § 3, al. 3 est actuellement libellé comme suit :
« Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, l'étudiant a quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission. Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé ou en annexe à un courriel, elle indique clairement l'identité, le domicile, les coordonnées téléphoniques, l'adresse électronique de l'étudiant et l'objet précis de sa requête, elle est revêtue de sa signature et elle contient en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant, ainsi que tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours ».

» La modification propose de remplacer les mots *« coordonnées téléphoniques **et*** » par les mots *« coordonnées téléphoniques **ou*** ».

02. 14.2 / OBJECTIFS :

» Les mentions obligatoires sont allégées afin de réduire le taux d'irrecevabilité des recours. L'ARES va mettre en place un formulaire type téléchargeable à compléter par les requérants pour qu'aucune mention obligatoire ne soit oubliée.

02. 14.3 / AVIS DE L'ARES :

» Cette mesure rencontre la demande formulée à cet égard par l'ARES dans son avis 2018-01.

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.** Elle attire cependant l'attention sur le fait que les mots *« coordonnées téléphoniques **et*** » n'existent pas dans l'actuel article.

» **L'ARES propose également de modifier l'article 97, § 1er afin d'affecter plusieurs membres aux activités du secrétariat de la CEPERI**. Les mots *« un membre du personnel de l'ARES en assume le secrétariat »* devraient ainsi être remplacés par les mots *« un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES en assument le secrétariat »*. L'ARES rappelle en effet la nécessité de prévoir une disposition décrétale pour accompagner la décision d'augmentation de budget lié au renforcement de la CEPERI (cfr. l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2017 octroyant une subvention à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) imputée sur le budget 2017). Cet article permet à l'ARES d'affecter plusieurs membres aux activités du secrétariat de la commission.

» **Enfin, l'ARES, en accord avec les membres de la CEPERI, propose un certain nombre d'autres modifications décrétales et réglementaires afin d'améliorer la lisibilité des textes et la pratique décisionnelle de la CEPERI.**
L'ensemble de ces propositions ont été portées à la connaissance du Conseil d'administration du 10 juillet 2018.

» L'article 97, § 3, al. 3 du décret de même que l'article 8 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription

(*M.B.*, 22 octobre 2014) listent de manière exhaustive les modalités qui doivent être suivies et les pièces qui doivent être transmises, à peine d'irrecevabilité :

» La requête doit être introduite par pli recommandé ou en annexe à un courriel : il s'agit ici de laisser le choix au requérant. Ce choix, malheureusement, ne se retrouve plus dans l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 qui semble imposer la voie recommandée : *« La Commission est saisie par voie de requête. Les plaintes sont introduites par pli recommandé à l'attention du Secrétaire de la Commission conformément à l'article 97, § 3, alinéa 3, du décret, la date de dépôt du pli recommandé à la poste faisant foi »* (art. 7, al. 1er). Afin d'être cohérent et de respecter et la hiérarchie des normes et la délégation de pouvoirs qui est faite à l'Exécutif, il s'agirait de modifier l'Arrêté en insérant les mots *« ou en annexe à un courriel électronique»*. Le pli recommandé, comme le courriel, a l'avantage de donner une date certaine à l'envoi. Le courriel, cependant, a l'avantage de supprimer les considérations relatives à la notification et au calcul du délai de quinze jours ouvrables pour contester la décision. De plus, le courriel présente comme avantage pour l'étudiant non seulement de ne pas devoir se déplacer, mais également de réduire les coûts de la procédure. Si le but n'est pas de supprimer le choix entre les deux modes de communication, il peut être proposé de modifier l'alinéa 2 de l'article 7 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 en insérant les mots (entre crochets) : *« Le délai visé à l'article 97, § 3, alinéa 3, du décret pour introduire la requête devant la Commission prend cours le troisième jour ouvrable qui suit la date du Pli recommandé [ou du courriel électronique] de notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, du décret ».*

» La requête doit mentionner l'identité, le domicile, les coordonnées téléphoniques, l'adresse électronique et l'objet précis de la demande : il semble évident que l'identité, le domicile et l'objet précis de la demande doivent rester prescrits à peine d'irrecevabilité. Au sujet des coordonnées téléphoniques, l'on peut légitimement s'interroger sur l'importance de l'information étant donné que tous les contacts que le Secrétariat de la CEPERI peut avoir avec le requérant se font par courriel ou courrier. Pour ce qui est de l'adresse électronique, de deux choses l'une : soit la requête est envoyée par courriel et dans le cas la CEPERI dispose de cette information, soit la requête est envoyée par courrier recommandé et, dans ce cas, l'information devient relativement inutile pour le Secrétariat de la CEPERI et la CEPERI elle-même. Il pourrait être intéressant de conserver ces exigences, sans pour autant imposer l'irrecevabilité de la requête en l'absence des informations relatives aux coordonnées téléphoniques et au courriel.

Au sujet de l'objet, il y a lieu de relever un éventuel excès de pouvoir. Le décret impose, à l'article 97, § 3, al. 3, que le requérant précise, à peine d'irrecevabilité, *« l'objet de sa requête ».* De son côté, l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 impose, en son article 8, 2°, que le requérant précise, également à peine d'irrecevabilité, l'objet précis du recours *« et les motifs non académiques invoqués pour contester la décision de l'établissement ».* Outre que l'on touche davantage au fondement de la demande qu'à sa réelle recevabilité, l'Exécutif semble rajouter une condition qui ne fait pas partie des conditions imposées par le décret. Dans son Avis du 14 octobre 2014, le Conseil d'État avait précisé que *« l'habilitation faite au Gouvernement de déterminer le mode de fonctionnement de la commission ne lui permet pas de préciser l'étendue de la*

compétence de celle-ci »[8]. À lecture de l'Arrêté, la commission peut déclarer irrecevable une requête si celle-ci ne mentionne pas les motifs non académiques invoqués, ce que le décret ne prévoit pas.

Il peut donc être proposé de supprimer, à l'article 8, 2° de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014, les mots *« et les motifs non académiques invoqués pour contester la décision de l'établissement ».*

» La requête doit être signée : il est évident que l'absence de signature doit rester une cause d'irrecevabilité. Si la requête est envoyée par courriel, il est nécessaire que la signature apparaisse sur celle-ci.

» La requête doit contenir la copie du recours interne, la copie de la décision contestée et la copie de la notification de la décision contestée : il conviendrait de reformuler l'article 97, § 3, al. 3 du décret, car suscite trop d'interprétations contradictoires, causes d'insécurité juridique. Compte tenu de tout ce qui précède, l'article peut être modifié comme suit :

« Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, l'étudiant a quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission.

« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit :

- *être introduite par pli recommandé ou en annexe à un courriel, indiquer clairement l'identité et le domicile de l'étudiant de même que l'objet précis de sa requête,*
- *être revêtue de sa signature et*
- *contenir en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté et copie de sa notification à l'étudiant.*

L'étudiant joint également tous les éléments et toutes les pièces qu'il estime nécessaires pour motiver son recours ».

L'étudiant peut également mentionner ses coordonnées téléphoniques et son adresse électronique personnelle ».

» La motivation de la décision de la CEPERI : l'article 97, § 3, al. 4 du décret du 7 novembre 2013 dispose actuellement que la CEPERI *« vérifie le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et invalide le refus d'inscription dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la plainte si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne ».*

D'un point de vue légistique, il conviendrait de reformuler l'alinéa, car il pourrait en être déduit que le délai de quinze jours ouvrables ne s'applique pas si la décision est une décision de confirmation, ce qui pourrait entraîner une différence de traitement non raisonnablement justifiée. Il pourrait également être interprété comme signifiant qu'au-delà du délai de quinze jours, la décision est forcément négative. Or, à cet égard, la Cour constitutionnelle a déjà eu l'occasion de préciser que l'inaction ou le silence d'un organe de contrôle chargé de statuer dans un certain délai ne pouvait préjudicier la personne qui l'a saisi[9].

L'alinéa pourrait ainsi être reformulé : *« Elle vérifie le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et se prononce dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception*

[8] Section de législation du Conseil d'État, avis n° 56.717 donné le 14 octobre 2014 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, *Doc. parl., Parl. Comm. fr.*, 2014-2015, p. 7/8.
[9] C.C., 27 mai 2008, n° 81/2008.

de la plainte. Si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne, elle invalide la décision ».

» La notification de la décision de la CEPERI : l'article 16 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 précise que *« la décision de la Commission est notifiée au requérant et à l'établissement par courrier ordinaire et par voie électronique au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit le jour de la délibération. Une copie est également communiquée par voie électronique au Commissaire ou Délégué auprès de l'établissement ».*

L'exigence d'un double envoi entraîne encore une surcharge de travail inutile pour le Secrétariat de la CEPERI : deux envois, par courrier simple et par courriel, au requérant ; deux envois, par courrier simple et par courriel, à l'établissement ; un courriel au Commissaire ou Délégué. Il serait sans doute plus judicieux, une fois encore de privilégier l'envoi par courriel. Du reste, on peut vraiment s'interroger sur l'intérêt d'un envoi par courrier simple, ce dernier n'étant couvert d'aucune sécurité particulière quant à sa bonne réception par le destinataire.

» **L'ARES propose de modifier l'article 97 du décret mais également l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 en suivant les propositions qui précèdent. L'ARES demande également à ce que les modifications supplémentaires soient apportées à l'article 97 du décret. Elle demande également à ce que les conditions de désignation des membres de la CEPERI soient assouplies de façon à permettre aux chambres thématiques de proposer la candidature de personnes retraitées.**

02.15 / ARTICLE 16 AVANT-PROJET : ARTICLE 98 (FRAUDE À L'INSCRIPTION) :

02. 15.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 98, actuellement libellé comme suit *« En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci »,* est abrogé.

02. 15.2 / OBJECTIF :

» Il est abrogé, car il est transféré dans l'article 95/2, § 3.

02. 15.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.**

02.16 / ARTICLE 17 AVANT-PROJET : ARTICLE 100 (PROGRAMME DE L'ÉTUDIANT) :

02. 16.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé un nouvel article 100 qui remplace l'ancien :

*« **§ 1er.** Le programme annuel d'un étudiant qui s'inscrit pour la première fois à un premier cycle correspond obligatoirement aux 60 premiers crédits du programme d'études, sauf allègement prévu à l'article 151.*

S'il bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, il peut compléter son inscription d'activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 30 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études peut compléter son programme annuel moyennant l'accord du jury d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, sans que la charge annuelle de son programme n'excède 60 crédits du programme du cycle.

L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études peut compléter son programme annuel d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle.

***§ 2.** Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant comprend :*

1° les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser ;

2° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.

***§ 3.** Le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou allègement prévu à l'article 151.*

Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant, et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis.

***§ 4.** Par dérogation au paragraphe 3, par décision individuelle et motivée, le jury peut :*

1° pour des raisons pédagogiques et/ou organisationnelles dûment motivées, proposer à l'étudiant un programme annuel inférieur à 60 crédits, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits.

2° valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

En cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors communauté française ou en cas de mobilité ;

Lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une activité d'intégration professionnelle pour laquelle il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en corequis ;

Lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours

artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

***§ 5.** Par dérogation aux dispositions des paragraphes précédents, l'inscription aux études de troisième cycle porte sur l'ensemble du programme ; celle aux études de formation continue porte sur un programme personnalisé établi conformément aux dispositions de l'article 151.*

***§ 6.** En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études.*

Il reste inscrit dans le premier cycle d'études, toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé être inscrit dans le deuxième cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans qu'il ne puisse dépasser 75 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

Dans le cadre de sa délibération en vue d'octroyer le grade académique du premier cycle, le jury du premier cycle peut, dans l'évaluation du caractère acceptable d'un déficit, prendre en compte les résultats obtenus par l'étudiant dans le deuxième cycle.

***§ 7.** En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.*

Il est inscrit dans le deuxième cycle d'études, toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du premier cycle, il est réputé être inscrit dans le premier cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du deuxième cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du premier cycle.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

Dans le cadre de sa délibération en vue d'octroyer le grade académique du premier cycle, le jury du premier cycle peut, dans l'évaluation du caractère acceptable d'un déficit, prend en compte les résultats obtenus par l'étudiant dans le deuxième cycle ».

02. 16.2 / OBJECTIF(S) :

- Essentiellement, le but est de faciliter la lecture et la compréhension de l'article. Les principales modifications sont les suivantes :
  - Suppression de la condition imposée au jury de proposer au préalable un programme de plus 60 crédits pour que l'étudiant puisse demander un programme de moins de 60 crédits. Cette condition

est jugée trop lourde pour les jurys. Toutefois, pour éviter toute dérive qui consisterait à proposer systématiquement des programmes trop légers qui auraient pour conséquence une augmentation inévitable de la durée des études, la suppression de cette condition est assortie de l'obligation d'un nombre minimal de 55 crédits à inscrire au programme de l'étudiant, seuil minimal qui n'existe pas aujourd'hui.

- Réécriture du régime de transition entre le premier cycle et le second cycle, pour les raisons suivantes :
  - pour l'étudiant à qui il reste au plus 15 crédits à acquérir dans le premier cycle, le texte actuel limite à 90 le nombre de crédits qui peuvent être acquis en deuxième cycle, sans faire de distinction entre les masters de 60, 120 ou 180 crédits. De plus, la formulation *« l'étudiant ne peut acquérir plus de 90 crédits »* est jugée sujette à interprétation.
  - Pour l'étudiant à qui il reste plus de 15 crédits à acquérir dans le premier cycle, le texte actuel impose au jury de bachelier de préciser le nombre de crédits maximum que l'étudiant peut suivre en master, ce qui s'avère, en pratique, d'une extrême lourdeur notamment en cas de changement d'établissement. Dans les faits, cette pratique pourrait donner de faux espoirs à l'étudiant : ce n'est pas parce que le jury de premier cycle aurait accepté que l'étudiant prenne des crédits en master que le jury du master va accepter de lui en donner. De plus, si le texte fait bien la différence entre les masters 60 et 120, il est muet pour ce qui concerne les masters de plus de 120 crédits.

Dès lors, dans le but d'éviter de bloquer de manière excessive la progression de l'étudiant en deuxième cycle d'allonger déraisonnablement la durée des études, il est proposé que :

- l'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire dans son programme annuel de deuxième cycle les crédits qui correspondent au mémoire ou au travail de fin d'études,
- l'étudiant qui doit encore acquérir plus de 15 crédits dans le premier cycle, a un programme annuel limité à maximum 75 crédits.

02. 16.3 / AVIS DE L'ARES :

- Concernant la suppression de la condition imposée au jury de proposer au préalable un programme de plus 60 crédits pour que l'étudiant puisse demander un programme de moins de 60 crédits, l'ARES, dans son avis 2018-01, avait formulé les mêmes critiques et avait donc proposé pareille modification. La balise avait par contre été fixée à 45 crédits et non 55 crédits.

  - **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition** : fixer un nouveau nombre de crédits (55) est très peu adéquat, tant il en existe déjà (15, 30, 45, 60, 75, 90). De plus, cette limite semble bien trop proche des 60 crédits. Cette modification proposée ne règle pas l'ensemble des problèmes actuels et en soulève de nouveaux. L'article doit être entièrement revu pour la rentrée 2019 ; à défaut, il convient de conserver la limite à 45 crédits.
  - **La FEF est favorable à la limite la plus haute.** En effet, pour elle, cela balise plus et limite les risques d'échec induit par un PAE trop faible.

- Le reste des modifications envisagées avaient été abordées dans le cadre du GT « Modifications du décret Paysage de l'ARES », mais aucun accord n'avait pu être dégagé au sein de celui-ci.
  Le commentaire d'article n'est pas clair en ce qu'il ne mentionne pas le nombre de crédits : *« dans sa rédaction actuelle, l'étudiant peut demander et obtenir, avec l'accord de son jury, pour des raisons*

pédagogiques et/ou organisationnelles, un programme annuel inférieur ***à_crédits****, mais cette réduction est subordonnée à la condition que le jury ait au préalable proposé à l'étudiant un programme de plus de crédits ».*

» **L'ARES ne souhaite pas que la modification envisagée soit intégrée dans l'article 100.** À nouveau, cette modification proposée ne règle pas l'ensemble des problèmes actuels et en soulève de nouveaux. L'article doit être entièrement revu pour la rentrée 2019.

02.17 / ARTICLE 18 AVANT-PROJET : ARTICLE 102, §§ 1ER ET 2 (INSCRIPTION : DATES, ACOMPTE, ANNULATION ET RÉORIENTATION):

02. 17.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 102, §§ 1er et 2 du décret est actuellement libellé de la manière suivante :

« § 1er. Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé ~~10 % du montant des droits d'inscription~~ [un acompte de 50 euros], *~~conformément au calendrier fixé à l'article 101~~. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours* [ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement]*. ~~Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé les 10% du montant des droits d'inscription, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte.~~*

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le ~~4 janvier~~ [*1er février*] *ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'établissement notifie à l'étudiant la décision selon laquelle il n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.*

Toutefois, par dérogation à l'alinéa 2, l'étudiant qui a sollicité une allocation telle que visée à l'article 105, § 2, et qui, pour le ~~4 janvier~~ [*1er février*]*, ne l'a pas encore perçue continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation lui est refusée, l'étudiant dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. À défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.*

Le règlement des études de l'établissement ne peut imposer d'autres délais pour le paiement de ces droits.

Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement auprès des institutions sont habilités à recevoir les recours contre les décisions visées aux alinéas 1 et 2. Pour des raisons motivées, les Commissaires ou Délégués du Gouvernement invalident cette décision et confirment l'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

§ 2. Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le 1er décembre; seuls 10 % du montant des droits d'inscription restent dus ».

» Il est proposé d'apporter les modifications suivantes :

» Au paragraphe 1er, alinéa 1er :

» les mots *« 10% du montant des droits d'inscription »* sont remplacés par les mots *« un acompte de 50 euros »*,

» les mots *« les 10% du montant des droits d'inscription »* sont remplacés par les *« un acompte de 50 euros »*,

» les mots *« conformément au calendrier fixé à l'article 101 »* sont abrogés,

» les mots *« ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement »* sont insérés entre les mots *« quinze jours »* et les mots *« si, à la date du 31 octobre»*,

» la dernière phrase est abrogée.

» Au paragraphe 1er, alinéas 2 et 3 : les mots *« 4 janvier »* sont chaque fois remplacés par *« 1er février».*

» Le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant *« Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le premier décembre. Seuls 10% du montant des droits d'inscription restent dus, sans préjudice des alinéas 2 et 3.*

Si, au cours de la même année académique, l'étudiant annule son inscription à une première année d'un premier cycle et introduit, postérieurement au 31 octobre et jusqu'au 15 février, une nouvelle demande d'inscription à un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, cette demande sera assimilée à une demande de réorientation visée au § 3.

En cas d'acceptation de cette demande, l'étudiant est redevable, vis-à-vis de l'établissement auprès duquel il a annulé son inscription, de l'intégralité des droits d'inscription ».

02. 17.2 / OBJECTIF(S) :

» Concernant le paragraphe 1er :

» En ce qui concerne l'acompte : le paiement d'un forfait en lieu et place de 10% du montant dû est de nature à simplifier le travail des services des inscriptions et permet une communication plus claire auprès des étudiants. Un acompte de 50 euros sera donc appliqué à tous les étudiants, en ce compris les allégeurs et à l'exception des étudiants en demande d'allocation d'études. Bien entendu, il est rappelé que le montant de 50 euros est multiplié par cinq pour les étudiants redevables de droits majorés dans les universités.

» En ce qui concerne la référence au calendrier fixé à l'article 101 : ceci est supprimé afin d'éviter que les étudiants ne comprennent erronément qu'ils ont jusqu'au 31 octobre pour payer l'acompte. Par ce biais, il est réaffirmé plus clairement que l'acompte est dû au jour de leur l'inscription.

» En ce qui concerne les modalités d'intervention financière : cette insertion poursuit le même but que dans le cadre de la modification de l'article 95, à savoir : informer les étudiants des possibilités d'aides sociales au sein de l'établissement.

» En ce qui concerne la suppression de la notification de non-prise en considération de l'inscription : le Gouvernement ne s'en justifie pas directement, mais on peut supposer que, dans la mesure où l'étudiant doit payer l'acompte le jour même de son inscription, la référence au 31 octobre devient inadéquate et cette procédure n'a plus lieu d'être.

- » En ce qui concerne le 1er février : la date du 4 janvier est jugée inadéquate, car elle intervient au moment où les étudiants sont en session, sans toutefois aboutir à l'interdiction de présenter les évaluations lorsqu'une procédure de recours est ouverte, notamment. La date de paiement du solde est donc reportée au 1er février. L'étudiant doit pouvoir apporter la preuve qu'il s'est acquitté de ce solde le 31 janvier au plus tard.

» Concernant le paragraphe 2 : ce paragraphe est réécrit et complété pour clarifier les procédures de *réorientation* et d'*inscription tardive*.

- » Annulation : jusqu'au 31 octobre, qui est la date limite des inscriptions (cfr. art. 101), l'étudiant est libre d'annuler ou de modifier son inscription. 10% des droits d'inscription restent dus.
- » Réorientation : entre le 1er novembre et le 15 février, l'étudiant de première année de premier cycle peut se réorienter. Dans ce cas, l'étudiant ne doit pas payer une deuxième fois des droits d'inscription, ceux-ci restent acquis à l'établissement quitté et le financement est partagé pour moitié entre l'établissement quitté et l'établissement d'accueil.

02. 17.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES, dans son avis 2018-01, avait fait les propositions suivantes :

- » L'acompte avait été fixé à 80,00 €, de l'avis unanime de tous les établissements, à l'exception de la FEF. **Le Gouvernement ne motive pas ce choix de baisser le montant** à 50,00 € (ce qui correspond à moins de 10 %, notamment dans les universités).
- » La date du 1er février a bien été proposée par l'ARES, mais l'attention a été tirée sur l'éventuel problème des délais de recours et sur la possibilité de réorientation pour les étudiants du bloc 1.

» **L'ARES émet un avis réservé sur la proposition.**

- » Concernant la suppression de la notification de non-prise en considération de l'inscription, l'ARES constate que le dernier alinéa du paragraphe 1er (recours aux Commissaires et délégués) est maintenu et fait toujours référence aux décisions visées aux alinéas 1er et 2, alors que la modification envisagée supprime la décision contenue dans l'alinéa 1er. L'ARES soutient par cohérence le maintien de la notification à l'étudiant par l'établissement (article 102, § 1er, al. 1er, in fine).
- » Par ailleurs, le commentaire de l'article prévoit que le montant de 50 euros est multiplié par 5 pour les étudiants redevables de droits majorés. Il y a lieu de s'assurer de la concordance entre le commentaire et le dispositif lui-même.
- » De plus, au paragraphe 2, les mots *« est redevable »* ne sont pas adéquats, car ils laissent sous-entendre que l'étudiant serait éventuellement à nouveau redevable des droits d'inscription, ce qui est faux. Il serait adéquat de choisir les mots *« reste redevable ».*
- » Enfin, concernant le maintien des 10% en cas d'annulation, l'ARES suggère de supprimer la référence aux 10 % qui restent dus et, par cohérence, mentionner que c'est l'acompte qui reste dû.

02.18 / ARTICLE 19 AVANT-PROJET : ARTICLE 107, AL. 2 (ACCÈS AU BACHELIER DE SPÉCIALISATION):

02. 18.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé un nouvel article 107, alinéa 2, qui remplace le précédent et est formulé ainsi :

« Sous réserve d'autres dispositions particulières, ont accès aux études de bachelier de spécialisation les titulaires :

1° d'un diplôme de bachelier de type court du même domaine d'études. Par exception, l'accès à des études de bachelier de spécialisation peut être autorisé, sur base d'une liste définie et tenu[s] à jour par l'ARES, à des titulaires d'un master ou d'un bachelier de type court d'un autre domaine d'études;

2° soit d'un diplôme délivré en Communauté flamande ou germanophone similaire à un diplôme visé au littera 1°. Cette similarité est appréciée par les autorités de la Haute Ecole ;

3° soit d'un diplôme étranger reconnu équivalent à un diplôme visé au littera 1° par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du présent décret ;

4° soit d'un diplôme étranger ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, en application de la directive 2005/36/CE du parlement européen et du conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme visé au littera 1°.

L'accès aux études de spécialisation visées à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier[10] est réservé aux titulaires d'un diplôme de bachelier infirmer responsable de soins généraux, ou d'un diplôme similaire, ou reconnu équivalent, ou ayant fait l'objet d'une décision de reconnaissance professionnelle. La similarité, l'équivalence et la reconnaissance professionnelle sont celles visées respectivement à l'alinéa 1,2°, à l'alinéa 1,3° et à l'alinéa 1, 4°.

Ont également accès aux bacheliers de spécialisation les étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences acquis par les étudiants par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les unités d'enseignement des bacheliers de spécialisation organisés par l'enseignement de promotion sociale sont accessibles aux personnes prouvant par la valorisation de compétences la maîtrise des capacités préalables fixées au dossier pédagogique ou détenant un titre pouvant en tenir lieu conformément aux articles 8, 54 et 56 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et à l'arrêté du gouvernement de la communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long. En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, le candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade

[10] *« 1. infirmier spécialisé en pédiatrie et néonatologie;*
2. infirmier spécialisé en santé mentale et psychiatrie;
3. infirmier spécialisé en santé communautaire ;
4. infirmier spécialisé en gériatrie;
5. infirmier spécialisé en soins intensifs et d'urgence;
6. infirmier spécialisé en oncologie;
7. infirmier spécialisé en imagerie médicale;
8. infirmier spécialisé en stomathérapie et soins de plaies;
9. infirmier spécialisé en soins péri-opératoires, anesthésie, assistance opératoire et instrumentation ;
10. infirmier spécialisé comme perfusionniste;
11. infirmier spécialisé en anesthésie ».

équivalent au grade de bachelier repris dans la liste définie et tenue à jour par l'ARES, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ».

02. 18.2 / OBJECTIF(S) :

- Il est affirmé d'une manière générale que limiter l'accès aux bacheliers de spécialisation aux titulaires de bacheliers de type court du même domaine est trop restrictif. Cette limitation interdit, par exemple, à un médecin de devenir directeur d'une maison de repos puisque, pour cela, il doit être détenteur d'un bachelier de spécialisation en administration de maisons de repos. Il est donc prévu que l'accès aux bacheliers de spécialisation puisse être étendu, par l'ARES, à des titulaires *de bacheliers de type court d'autres domaines et/ou à des titulaires de masters*.
- Exception concernant l'accès aux bacheliers de spécialisation destinés aux praticiens de l'art infirmier : celui-ci est réservé aux titulaires d'un diplôme de bachelier infirmier responsable de soins généraux, ou d'un diplôme similaire, ou reconnu équivalent, ou ayant fait l'objet d'une décision de reconnaissance professionnelle.
- Valorisation des acquis de l'expérience : l'article 107, al. 2 actuel ne permet pas explicitement la valorisation des acquis de l'expérience, alors qu'elle est autorisée à l'article 112 pour l'accès aux masters de spécialisation. Ceci doit donc être corrigé dans un souci d'égalité et de cohérence.
- Promotion sociale : l'article 107, al 2 actuel ne rencontre pas les besoins et la réalité de l'enseignement de promotion sociale. En effet, des étudiants en promotion sociale, qui ne sont pas nécessairement titulaires d'un bachelier, devraient avoir accès à certaines unités d'enseignement d'un bachelier de spécialisation, sans en briguer le grade, pour se conformer à des législations particulières ou pour obtenir une évolution de carrière.

02. 18.3 / AVIS DE L'ARES :

- Dans son avis 2018-01, l'ARES avait suggéré les modifications suivantes :
  - Concernant la logique de la disposition : d'une part, l'ARES avait suggéré de supprimer purement et simplement la condition du domaine. D'autre part, dans l'esprit de la modification envisagée, la règle reste de devoir être titulaire d'un bachelier *de type court* et *de même domaine* et ce n'est que *par exception* que les titulaires d'un master ou d'un bachelier de type court d'un *autre* domaine d'études peuvent avoir accès au bachelier de spécialisation, pour autant que ledit master ou bachelier de type court (on suppose qu'il ne s'agit pas d'une liste des bacheliers de spécialisation) figure sur une liste établie et tenue à jour par l'ARES. Avec la modification proposée, on risque de se trouver en présence de deux listes : l'une mentionnant les bacheliers de même domaine, l'autre énumérant les exceptions. Cela engendrera donc beaucoup de difficultés en pratique.
  - Limitation aux bacheliers de type court : même si cette limitation peut se comprendre (le bachelier de spécialisation spécialise en somme le bachelier de type court ou professionnalisant et non le bachelier de type long qui a vocation à se poursuivre en master), il faut remarquer qu'en l'état actuel de la proposition, un titulaire d'un master pourrait entamer un bachelier de spécialisation, alors qu'il a, en toute hypothèse, suivi précédemment un bachelier de type long. L'étudiant titulaire d'un bachelier de type long devrait donc nécessairement poursuivre en master si son intention est d'entamer un bachelier de spécialisation.

» De plus, concernant l'exception introduite pour les bacheliers de spécialisation (art infirmier), il ne s'agit pas d'une demande de l'ARES. Si l'accès aux bacheliers de spécialisation liés à la pratique de l'art infirmier reste uniquement accessible aux titulaires d'un diplôme de bachelier infirmier responsable de soins généraux (ou équivalent), pour d'autres, l'accès est autorisé pour tous les bacheliers du même domaine alors que cela n'est pas possible actuellement (exemple : un bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels qui est uniquement accessible au bachelier en logopédie ou le bachelier de spécialisation en diététique sportive qui est restreint aux titulaires des bacheliers en diététique). L'accès de ces bacheliers aux ergothérapeutes se justifie-t-il ?

» **L'ARES émet un avis réservé sur la proposition, compte tenu de l'avis 2018-01.** Elle remarque également que :

» L'alinéa 2 envisagé est beaucoup plus long que l'actuel alinéa 2 *(« Sous réserve d'autres dispositions particulières, l'accès aux études de bachelier de spécialisation est conditionné à l'obtention d'un diplôme de bachelier de type court du même domaine »*) et comporte en lui-même plusieurs alinéas. Il convient par conséquent d'agencer autrement l'article qui, dans l'état actuel de la modification apportée, risque de devenir totalement illisible (l'article comporte en effet encore 3 alinéas en suite du 2ème).

» Au littera 1° de l'alinéa, s'est glissée une coquille : *« sur base d'une liste définie et **tenu[s]** par l'ARES».*

» **La FEF est défavorable à ce que la liste soit tenue par l'ARES. Cela n'a pas à être dans ses missions. D'autre part, le Gouvernement délègue une de ses compétences à l'ARES qui n'est pas responsable devant les Parlements. La FEF considère que c'est un dangereux précédent et que ce n'est pas acceptable.**

02.19 / ARTICLE 20 AVANT-PROJET : ARTICLE 108 (EMLF) :

02. 19.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé un nouvel article 108 qui remplace le précédent et est formulé ainsi :

*« **§ 1er**. À l'exception des étudiants qui suivent, dans une Ecole supérieure des Arts, un cursus autre que ceux menant au grade de bachelier-agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique et de bachelier en formation musicale, nul ne peut poursuivre des études de 1er cycle s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.*

***§ 2.** La preuve de la maîtrise suffisante de la langue française peut être apportée :*

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 107 délivré en Communauté française ou sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française; le Gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;

2° soit par une attestation de réussite d'un test diagnostique portant sur la maitrise de la langue française ;

3° soit par la validation de 45 crédits d'un programme de 1er cycle dispensé en français ;

4° soit par l'attestation de réussite d'un des examens, épreuves ou concours d'admission aux études d'enseignement supérieur prévus par ce décret et organisés en Communauté française;

5° soit par l'attestation de réussite d'autres épreuves de maîtrise de la langue française dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

***§ 3.** À l'exception des étudiants qui suivent, dans une Ecole supérieure des Arts, un cursus autre que ceux menant au grade de bachelier-agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique et de bachelier en formation musicale, nul ne peut être inscrit dans un 1er cycle d'études s'il n'a fait la preuve:*

1° soit d'une maîtrise suffisante de la langue française ;

2° soit de participation effective à un test diagnostique de maîtrise de la langue française.

***§ 4.** Le test visé au § 2, 2° et au § 3, 2° du présent article est organisé sous forme d'épreuve écrite. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve. La preuve de participation au test est valable dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française.*

Le Gouvernement arrête notamment, sur proposition de l'ARES, les modalités d'organisation du test, la nature de l'épreuve, les compétences testées, le seuil de réussite du test, la durée de validité de l'attestation de participation au test.

Cette épreuve est accessible et gratuite pour tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 107.

Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son test, ainsi qu'une proposition de remédiation de l'institution d'enseignement supérieur dans lequel il est inscrit. Les résultats du test ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou la qualité des candidats.

***§ 5.** Si, à l'issue du 1er bloc du 1er cycle, l'étudiant n'a pas validé 45 crédits du programme de 1er cycle, sa réinscription est conditionnée à la réussite du test visé au § 2, 2° et au § 3, 2° du présent article ».*

02. 19.2 / OBJECTIF(S) :

» Lorsqu'un étudiant, non-détenteur d'un diplôme délivré en Communauté française ou d'une attestation émanant d'un organisme extérieur reconnu, souhaite suivre, dans un établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française, un cursus de formation organisé en français, il est prévu que le dispositif lui permettant de faire la preuve de sa maîtrise de la langue française soit le suivant :

» L'étudiant effectue un test à l'entrée. Ce test est obligatoire, mais de type diagnostique (plutôt que sommatif). Si l'étudiant le réussit, il a apporté la preuve de sa maîtrise de la langue française. Si l'étudiant échoue au test diagnostique à l'entrée, il se verra proposer des cours de remédiation pendant l'année.

» Si, à l'issue de sa première année d'études, il acquiert 45 crédits de son programme, il a apporté la preuve de sa maîtrise de la langue française. Si l'étudiant ne parvient pas à acquérir 45 crédits à l'issue de sa première année d'études, pour être réinscrit, il devra alors impérativement réussir le test diagnostique qui revêt alors un caractère sommatif.

02. 19.3 / AVIS DE L'ARES :

» Le 27 juin 2017, le Conseil d'administration approuvait la proposition faite par le comité scientifique. Dans son courrier du 17 novembre 2017, le ministre de l'Enseignement supérieur demande au Conseil d'administration de l'ARES s'il souhaite maintenir la position qu'il a adoptée en sa séance du 27 juin

2017. Le 19 décembre 2017, le Conseil d'administration de l'ARES confirme son positionnement du 27 juin 2017.

- **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition.** À l'exception des filières pédagogiques, l'ARES considère qu'il n'est plus opportun d'avoir un mécanisme aussi lourd pour évaluer la bonne maîtrise du français à l'entame du premier cycle pour les étudiants ne disposant pas d'un diplôme de fin de secondaire en langue française. En conséquence, l'ARES recommande de permettre aux établissements d'accueillir des étudiants sans devoir vérifier dans le courant de l'année si leur maîtrise de la langue est suffisante. En effet, compte tenu de l'internationalisation croissante du public fréquentant notre enseignement supérieur et compte tenu aussi du fait que les étudiants ne disposant pas d'un diplôme de fin de secondaire en langue française sont adultes et en capacité de déterminer leur niveau de maîtrise de la langue française, ce dispositif peut être supprimé.
- **Les organisations étudiantes rappellent qu'elles sont contre toute forme de sélection contraignante.**

02.20 / ARTICLE 21 AVANT-PROJET : ARTICLE 108/1 NOUVEAU (MLétrangère) :

02. 20.1 / MODIFICATION(S) :

- Insertion d'un nouvel article 108/1 libellé comme suit :

  « Art ~~19~~. Nul ne peut être inscrit dans un premier cycle d'études dispensé dans une langue d'enseignement autre que le français s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de cette langue. Les éléments à fournir pour apporter cette preuve sont fixés par les autorités académiques ».

  - **Remarque légistique** : il s'agit bien de l'article 108/1 et pas 19.

02. 20.2 / OBJECTIF :

- Il ne paraît pas pertinent de demander à des étudiants qui s'inscrivent dans un bachelier en langue *étrangère* de faire preuve d'une maîtrise suffisante de la langue *française*. À l'instar de la langue française, une preuve de la maîtrise de la langue étrangère doit cependant être apportée. Il est toutefois particulièrement difficile de lister les différentes preuves pour cette langue étrangère d'autant plus qu'elle peut varier en fonction de la langue. Il est donc proposé que les éléments à fournir pour apporter la preuve de la maîtrise suffisante soient fixés par les autorités académiques elles-mêmes.

02. 20.3 / AVIS DE L'ARES :

- Par courrier du 13 janvier 2017, le Ministre avait sollicité l'avis de l'ARES concernant une demande de l'ULB de pouvoir organiser des bacheliers exclusivement en langue anglaise tout en dispensant les étudiants s'inscrivant à ces bacheliers de l'obligation d'une maîtrise suffisante de la langue française. Suite à cela, le Conseil d'administration, réuni lors de sa séance du 27 juin 2017, avait estimé qu'il était pertinent de permettre, dans certaines filières et pour certains cursus particuliers, d'organiser des bacheliers dans une langue autre que le français.

Par courrier du 3 juillet 2017 adressé au Ministre, le Conseil d'administration de l'ARES constatant qu'il n'était pas pertinent de demander à des étudiants qui s'inscrivent à un bachelier en langue étrangère de faire la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française et estimant que les conditions de maîtrise de la langue d'enseignement devaient être les mêmes quelle que soit la langue d'enseignement, avait par conséquent suggéré de remplacer les mots *« langue française »* par les mots *« langue d'enseignement »* dans l'article 108, § 1er du décret Paysage.

Lors d'une réunion de travail qui s'est déroulée à la demande du Cabinet en février 2018, le Cabinet a estimé qu'il serait fort lourd et peu utile dans bien des cas, de prévoir une procédure aussi complexe que celle qui va être mise en œuvre pour l'examen de maîtrise de la langue française. La solution d'insérer cet article 108/1 est alors apparue comme un compromis raisonnable entre la demande de l'ARES et les considérations d'ordre organisationnel. Du reste, cette solution n'empêche pas les institutions qui le souhaitent de mettre en place une procédure unique pour toutes les langues.

- **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition.** Il n'est pas opportun d'avoir un mécanisme particulier pour évaluer la bonne maîtrise d'une langue étrangère à l'entame du premier cycle. Par souci de cohérence et d'harmonisation avec l'évaluation de la langue française, il est préférable d'adopter une vision plus libérale en faisant confiance aux étudiants en les plaçant devant leurs responsabilités et en n'imposant pas d'évaluer la bonne maitrise de la langue d'enseignement à l'entame du cursus.
- **Les organisations étudiantes sont contre toute forme de sélection contraignante.** Pour eux, l'examen proposé s'apparente clairement à un examen d'entrée. La Communauté n'organise pas la formation secondaire en langue étrangère. Les établissements sont libres de fixer le niveau ou le coût de cet examen. Celui-ci constituera à la fois une limitation pédagogique, financière et sociale via un effet d'autocensure. Ces bacheliers ne seront qu'habités par une certaine population étudiante ayant un niveau acquis à côté de l'enseignement obligatoire à travers, par exemple, des cours particuliers. La disposition n'est pas totalement claire, il peut être considéré que sont aussi visés les bacheliers organisés partiellement en langue étrangère. La FEF souligne que l'étudiant entrant vise aussi une meilleure maîtrise d'une langue autre que le français, ce qui a été souligné par le GT Langues.

02.21 / ARTICLE 22 AVANT-PROJET : ARTICLE 118 (CONVENTIONS DANS LE CADRE DE LA VAE):

02. 21.1 / MODIFICATION(S) :

- L'actuel article 118 est libellé ainsi : *« Le Gouvernement peut établir, sur avis conforme de l'ARES, des conventions avec des opérateurs publics de formation en vue de valoriser les acquis de telles formations lors de processus d'admission aux études de type court. Dans ce cas, aux conditions fixées par le Gouvernement, ces acquis sont valorisés pour au plus deux tiers des crédits du cycle d'études visés, sans préjudice des dispositions de l'article 84 § 1er ».*
- Il est proposé d'insérer les mots *« et sur avis conforme de l'ARES »* entre les mots *« Gouvernement »* et *« ces acquis ».* Il est également suggéré que les mots *« § 1er »* soient remplacés par les mots *« alinéa 1er».*

02. 21.2 / OBJECTIF(S) :

» Il est souhaitable que la valorisation d'acquis d'apprentissage validés auprès d'organismes de formation se fasse sur base d'un avis conforme de l'ARES. Du reste, dans l'article 118 la référence doit être faite à l'article 84 alinéa premier, car il n'existe pas de § 1er à l'article 84.

02. 21.3 / AVIS DE L'ARES :

» Ceci est conforme aux volontés exprimées par l'ARES dans son avis 2018-01.

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition**, mais attire tout de même l'attention sur le fait qu'elle a demandé, dans le cadre de cette modification, la publication d'un AGCF précisant ces conditions et mentionnant la nécessité d'une analyse préalable de l'ARES en concertation avec le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale.

02.22 / ARTICLE 23 AVANT-PROJET : ARTICLE 119, § 1ER, AL. 1ER ET 2 ET § 2 (VALORISATION DE L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT LORS DE L'ADMISSION) :

» Cfr., *supra* (02.4.), article 67, al. 5 Ici, le but est de permettre aux jurys de valoriser l'expérience citoyenne dans le cadre d'une *admission personnalisée*.

» **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition d'article.** Les remarques formulées *supra* (concernant l'article 67, al. 5) restent d'actualité dans un tel cadre.

02.23 / ARTICLE 24 AVANT-PROJET : ARTICLE 124 (MISE À DISPOSITION DES FICHES UE) :

02. 23.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé d'ajouter un aliéna à l'article 124, *in fine*, libellé comme suit : *« Les fiches d'unités d'enseignement sont mises à disposition des étudiants, pour l'année académique en cours et jusqu'à la fin de l'année académique suivante ».* Le Gouvernement modifie dans le même sens l'article 134.

02. 23.2 / OBJECTIF :

» Il est admis que les fiches ECTS sont généralement mises à disposition des étudiants pendant l'année académique en cours, mais il est fait état qu'elles sont très souvent retirées à la fin de celle-ci. Les étudiants peuvent pourtant en avoir besoin en début d'année académique suivante, notamment dans le cadre d'un recours. Cet article précise donc que ces documents doivent rester consultables pendant l'année académique en cours et la suivante.

02. 23.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'avis 2018-01 de l'ARES va totalement en ce sens.

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition, moyennant les remarques suivantes :**

» En promotion sociale, les dossiers pédagogiques de toutes les informations sont en ligne tout le temps et l'enseignant à l'obligation légale de remettre dès le 1er cours les horaires de cours et d'évaluation de même que les grilles de ces dernières.

» Il faudrait préciser qu'il s'agit des fiches d'unités d'enseignement de l'année académique en cours. Il ne faudrait pas faire de confusion entre les anciennes et les nouvelles fiches.

02.24 / ARTICLE 25 AVANT-PROJET : ARTICLE 130, AL. 1ER (DÉLIVRANCE DU GRADE : NOMBRE DE CRÉDITS À SUIVRE DANS *LE* CYCLE):

02. 24.1 / MODIFICATION :

» L'actuel article 130 est actuellement libellé comme suit :

« Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent avoir effectivement été suivis auprès de l'établissement d'enseignement supérieur qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études.

Toutefois, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'un programme d'études conjoint visé à l'article 82, § 2, si un ou plusieurs établissements extérieurs à la Communauté française sont partenaires, trente crédits au moins par cycle d'études doivent avoir été suivis au total auprès de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française partenaires de la convention et habilités pour organiser ces études.

Cet article ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne ».

» Il est uniquement proposé de remplacer, au sein de l'alinéa 2, les mots *« trente crédits au moins de chaque cycle d'études »* par les mots *« trente crédits au moins du cycle d'études ».*

02. 24.2 / OBJECTIF :

» L'actuelle formulation *« chaque cycle d'études »* semble interdire à un étudiant de réussir un bachelier de transition (qui est un cycle, mais aussi un grade) dans l'établissement A et le master dans l'établissement B.

02. 24.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition compte tenu des remarques suivantes :**

» Dans son avis 2018-01, l'ARES avait suggéré la modification suivante : *« d'un cycle d'études ».* L'ARES ne juge pas appropriés les mots *« du cycle d'études ».*

» L'ARES rappelle également que l'avis 2018-01 avait suggéré, non pas de modifier l'article 84 pour porter le nombre de crédits à trente, mais bien de modifier l'article 130, al. 1er pour réduire le nombre de crédits à vingt, par exception.

02.25 / ARTICLE 26 AVANT-PROJET : ARTICLE 134 (RGE) :

02. 25.1 / MODIFICATION(S) :

» L'actuel article 134 est libellé comme suit :

« Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur fixent le règlement des études, qui présente en annexe les règles particulières de fonctionnement du jury. Le règlement et ses annexes sont publiés en ligne.

Sous réserve des autres dispositions légales, ce règlement de jury fixe notamment :

[…]

8° les modes d'introduction, d'instruction et de règlement des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités ».

» Il est proposé :

» À l'alinéa 1er : compléter l'aliéna par les mots *« pendant l'année académique en cours et jusqu'à la fin de l'année académique suivante »*.

» À l'alinéa 2, 8° : compléter le *littera* par les mots : *« le délai de recours pour l'introduction d'une plainte dans le déroulement des évaluations est de maximum trois jours ouvrables, soit après la notification des résultats de la délibération dans l'hypothèse d'une contestation portant sur celle-ci, soit, dans le cas d'un examen écrit, après consultation des copies dans l'hypothèse d'une contestation portant sur l'évaluation ».*

02. 25.2 / OBJECTIF(S) :

» Concernant l'alinéa 1er : les règlements des études sont généralement mis à disposition des étudiants pendant l'année académique en cours, mais il est constaté qu'ils sont retirés à la fin de celle-ci. Pourtant, les étudiants peuvent en avoir besoin en début d'année académique suivante, notamment dans le cadre de recours. Le but est de préciser que ces documents doivent rester consultables pendant l'année académique en cours et la suivante.

» Concernant l'alinéa 2, 8° : pour une question d'égalité de traitement entre les étudiants, un délai de trois jours ouvrables maximum pour introduire un recours en suite d'une délibération est réintroduit.

02. 25.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'avis 2018-01 va dans le même sens, tenu compte du fait que :

» Les écoles supérieures des arts souhaitent maintenir les dispositions actuelles telles que libellées dans l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 (*M.B.*, 21 novembre 2013)

portant règlement général des études dans les Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française[11].

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.** Elle attire l'attention sur le fait que la formulation de l'alinéa 2, 8° pourrait toutefois être revue, puisque celui-ci vise en réalité la possibilité de plainte contre la délibération et de plainte contre l'évaluation, alors que, *in limine*, il est question uniquement de « plainte dans le déroulement des évaluations ». Il serait préférable de distinguer plus clairement les deux hypothèses.

02.26 / ARTICLE 27 AVANT-PROJET : ARTICLE 139/2 NOUVEAU (FRAUDE AUX *ÉVALUATIONS*) :

02. 26.1 / MODIFICATION(S) :

» Il est proposé l'insertion d'un nouvel article 139/2, libellé comme suit :

« Art[icle] 139/2. Lorsque l'étudiant est exclu pour fraude aux évaluations, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci.

Le nom de l'étudiant ainsi sanctionné est transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ce nom à l'ARES en vue de son inscription dans la base de données visée au § 1er, alinéa 3 de l'article 95/2.

L'exclusion implique automatiquement un refus d'inscription pour une durée de trois années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française. Le délai de trois ans prend cours le premier jour de l'année académique durant laquelle la fraude est sanctionnée.

La notification de la décision disciplinaire indique les modalités d'exercice des droits de recours».

02. 26.2 / OBJECTIF :

» Le but est de prévoir la possibilité d'exclure un étudiant pour fraude aux *évaluations* via une procédure disciplinaire, ainsi que les conséquences de cette exclusion.

02. 26.3 / AVIS DE L'ARES :

» Dans l'avis 2018-01, l'ARES avait demandé à ce que l'article 96, § 1er, al. 1er soit modifié concernant la durée du délai suivant une décision prononçant une peine d'exclusion, non liée à une fraude à l'inscription : en effet, l'ARES souhaitait réduire, dans un tel cas de figure, le délai à trois années académiques au lieu de cinq. L'ARES proposait en effet que l'article 96, § 1er, al. 1er soit formulé de la manière suivante :

« Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur:

[11] L'article 51, al. 1er de l'Arrêté porte en effet, et de manière uniforme, le délai à 3 jours ouvrables maximum.

5° *[refusent l'inscription de toute personne inscrite dans la base de données visée à l'article 95/2, §1er, al.3]*

6° *peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement ;*

7° *peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable ;*

8° *peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui, au sein d'un établissement d'enseignement supérieur, a fait l'objet d'une peine disciplinaire d'exclusion depuis moins de ~~5~~ [3] ans, non liée à une fraude à l'inscription [, le délai de 3 ans prenant cours le premier jour de l'année académique durant laquelle la sanction a été prononcée] ».*

Comme déjà précisé *supra*, le Gouvernement a opté pour une durée de trois années dans le cadre d'un refus d'inscription (cfr. 02.12.), ce que l'ARES ne demandait pas, et n'a pas répondu à la demande de l'ARES concernant la diminution du délai à trois années académiques dans le cadre d'une peine d'exclusion, *non liée à une fraude à l'inscription*, lequel étant donc toujours de cinq années académiques (cfr. 02.13.).

» **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition compte tenu des remarques formulées dans son avis 2018-01.**

02.27 / ARTICLE 28 AVANT-PROJET : ARTICLE 141 (DÉLIBÉRATION DES UNITÉS EXCÉDENTAIRES):

02. 27.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 141, qui dispose actuellement que, *« si un étudiant au-delà de la première année d'un premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans cette dernière hypothèse, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles il a obtenu les notes les plus faibles »,* est abrogé.

02. 27.2 / OBJECTIF :

» Il est affirmé que, dans un régime d'accumulation de crédits, l'exigence d'une moyenne globale pour l'évaluation d'une année ou d'un cycle d'études ayant été supprimée, l'article 141 n'a plus de raison d'être et n'est pas appliqué dans les faits. Il y a donc lieu de le supprimer.

02. 27.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'avis 2018-01 va tout à fait en ce sens et suggère également une suppression pure et simple de la disposition.

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.**

02.28 / ARTICLE 29 AVANT-PROJET : ARTICLE 145, AL. 1ER (DÉLIVRANCE DU DIPLÔME):

02. 28.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 145, alinéa 1er est actuellement rédigé comme suit : *« Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne ».*

» Il est proposé de compléter l'alinéa, in fine, par l'insertion suivante : *« Il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme ».*

02. 28.2 / OBJECTIF :

» Le but est de préciser qu'il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme. Le titulaire qui perd son diplôme ne peut obtenir qu'une attestation. Cette précision décrétale vise à valider juridiquement ces attestations, notamment vis-à-vis des employeurs.

02. 28.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition**.

02.29 / ARTICLE 30 AVANT-PROJET : ARTICLE 151 (ALLÈGEMENT) :

02. 29.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 151 est actuellement rédigé comme suit :

« Article 151. - ~~Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Cette dérogation fait l'objet d'une convention avec les autorités académiques établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.~~

Ces ~~dérogations~~ [allègements] *ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés.*

Sont considérés comme bénéficiant du droit d'[un tel] *~~dérogation~~* [allègement], *les étudiants visés à l'article 107, alinéa 3, ~~ceux~~* [les étudiants bénéficiaires au sens de l'article premier littera 3 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif] *pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile ~~en raison de leur handicap~~ ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.*

Sans préjudice des dispositions de l'article 103, une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

~~*L'étudiant qui bénéficie de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel ».*~~

» Il est proposé d'apporter les modifications suivantes :

» L'alinéa 1er : la disposition est remplacée par ce qui suit: *« Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder à un étudiant un allègement de programme, soit au moment de son inscription, soit en cours d'année académique pour motif médical grave »*,

» Aux alinéas 2 et 3 : le mot *« dérogation »* est chaque fois remplacé par le mot *«allègement »*,

» À l'alinéa 3 :

» le mot (et non pas les mots, comme le précise l'avant-projet de décret) *« ceux »* est remplacé par les mots *« les étudiants bénéficiaires au sens de l'article premier littera 3 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif »*,

» les mots *« en raison de leur handicap »* sont abrogés,

» L'alinéa 5 : la disposition est remplacée par ce qui suit: *« L'étudiant qui bénéficie d'un allègement de programme dès son inscription s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel. »*

02. 29.2 / OBJECTIFS :

» Le but est double :

» D'une part, permettre aux jurys d'accorder un allègement *en cours d'année pour motif de maladie grave*. Dans ce cas, les droits d'inscription qui avaient été payés lors de l'inscription restent acquis à l'établissement.

» D'autre part, il est jugé utile d'indiquer la référence au décret relatif à l'enseignement inclusif : la notion de handicap est élargie aux étudiants atteints d'une maladie de longue durée ou ayant des troubles d'apprentissage.

02. 29.3 / AVIS DE L'ARES :

» Dans son avis 2018-01, l'ARES a suggéré :

» La suppression de la référence à la *« convention »*, car c'est le programme de l'étudiant approuvé par le jury qui tient lieu de convention et la justification de l'allègement doit être indiquée sur le PAE de l'étudiant,

» La suppression du terme *« académiques »*, car il n'est pas clair. L'attention est attirée sur le fait que l'hypothèse du double cursus constitue clairement un motif courant d'allègement de programme.

» L'insertion de la référence au décret du 9 avril 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.
L'ARES souligne à cet égard qu'il conviendra de correctement référencer la disposition du décret, étant donné qu'il est en cours de modification. En effet, à ce stade des modifications approuvées, le décret se nomme *« décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situations de handicap »* et la définition de l'étudiant bénéficiaire se situe au *littera* 5° et non 3°.

» **L'ARES émet un avis positif sur la proposition.** L'ARES invite par ailleurs à prendre en compte les modifications parallèlement envisagées dans le décret sur l'enseignement inclusif du 30

janvier 2014. Plus généralement, l'occasion devrait être saisie de régler la question des droits d'inscription dus par les étudiants en fin de cycle qui n'entrent plus dans les conditions d'un allègement et ce, de manière cohérente et complète dans le cadre d'un décret 'droits d'inscription' tel qu'annoncé à l'art 105 § 1er du décret du 7 novembre 2013.

» **La FEF suggère d'étendre le mécanisme de proportionnalité des droits d'inscription à toutes les années inférieures à 60 crédits.**

» Le « motif médical grave » n'est pas une suggestion de l'ARES. **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition.** Libellée comme cela, l'alinéa 1er n'est pas clair : le motif médical grave ne vaut-il que dans le cas d'un allègement en cours d'année ou s'agit-il au contraire d'une limitation de l'allègement à ce seul motif ? Ceci irait à l'encontre de l'alinéa 2. De plus, on ne voit pas l'utilité de préciser cet élément étant donné que l'alinéa 2 fait déjà référence au motif médical. La maladie doit-elle être plus grave dans le premier cas ? Ceci ne serait pas très cohérent et juridiquement tenable. De plus, l'ARES invite à prendre en compte les modifications parallèlement envisagées dans le décret sur l'enseignement inclusif du 30 janvier 2014. Plus généralement, l'occasion devrait être saisie de régler la question des droits d'inscription dus par les étudiants en fin de cycle qui n'entrent plus dans les conditions d'un allègement et ce, de manière cohérente et complète dans le cadre d'un décret 'droits d'inscription' tel qu'annoncé à l'art 105 § 1er du décret du 7 novembre 2013.

02.30 / ARTICLES 31 À 35 AVANT-PROJET : CHAPITRE XII « COMITÉ DE SUIVI » ET ARTICLES 151/1 À 151/4 NOUVEAUX:

02. 30.1 / MODIFICATIONS :

» Sont insérés dans le décret les articles 151/1 à 151/4 :

» L'article 151/1 précise la composition du Comité, la durée, le mode et la fin de la désignation.

» **Remarque** : La composition est faite, pour les hautes écoles et écoles supérieures des arts, des représentants des pouvoirs organisateurs. *Quid* de cette précision (qui est assez inhabituelle) ? *Quid* des réseaux ? De plus, trois représentants pour les hautes écoles, deux pour les ESA, est-ce suffisant ? Requérir la présence de seulement 4 universités ne va-t-il pas poser problème quant à la répartition de celles-ci ?

» L'article 151/2 précise le nombre de réunions minimales (3 par année académique), le mode de convocation et prévoit l'instauration d'un ROI.

» L'article 151/3 décrit les deux missions du Comité, à savoir :

» analyser les dispositions du Titre III du présent décret, compte tenu de l'application qui en est faite par les autorités académiques des établissements d'enseignement supérieur, par les membres de leurs personnels et par les étudiants;

» proposer des commentaires à insérer dans le vade-mecum qui est rédigé et mis à jour conjointement par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur.

» **Remarque :** *Quid* des GT du CA ? Fait-il partie des *« autres structures existantes dont [le Comité] respecte les missions spécifiques »* ? Ne devient-on pas juge et partie ?

» L'article 151/4 précise que les décisions prises par le Comité sont rendues publiques sur le site de l'ARES.

02. 30.2 / OBJECTIF(S) :

» Ces articles créent un nouveau chapitre consacré à la composition et aux missions d'un Comité de suivi. Celui-ci rassemble en un même lieu de concertation des représentants de l'ensemble des partenaires de l'enseignement supérieur concernés par la mise en application de la réforme. Cette disposition établit en outre la fréquence minimale des réunions du Comité de suivi, prévoit qu'il élabore son règlement d'ordre intérieur et définit ses missions qui consistent principalement à analyser les difficultés de terrain que pose l'application de la réforme de l'organisation des études dans l'enseignement supérieur. Il s'agit d'un organe de concertation, non décisionnel, qui analyse la mise en œuvre du Décret du 7 novembre 2017 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études en en préservant les objectifs, et sans se substituer aux autres structures existantes dont il respecte les missions spécifiques. Le compte rendu des échanges qui ont lieu au sein de ce Comité et des propositions qui en émanent est mis à disposition de l'ensemble des « usagers » via le site internet de l'ARES, à des fins didactiques et afin d'améliorer la communication directe avec les enseignants, avec les membres des personnels administratifs et avec les étudiants.

02. 30.3 / AVIS DE L'ARES :

» **À plusieurs reprises, l'ARES a souligné les risques et l'inutilité de créer encore une structure à celles existantes. L'avis de l'ARES quant à cette proposition est dès lors négatif,** même si est reconnue l'importance d'avoir un lieu de concertation avec l'ensemble des acteurs (en ce compris les Commissaires et délégués, l'administration de l'enseignement supérieur et le gouvernement). Cela pourrait être dans le cadre d'une Commission permanente de l'ARES, moyennant accord sur la composition de cette Commission.

» **La FEF est favorable à la régulation par le CRACOSE** à condition que sa composition soit revue, laquelle est jugée inégalitaire (38% des places sont attribués aux institutions, 25% au gouvernement et ses composantes, 29% aux syndicats et seulement 8% pour les ORC). La FEF souhaite un minimum de 20% d'étudiants dans cet organe. De plus, le Comité de Suivi ne peut être convoqué que par les établissements en entier ou par le Gouvernement, ce qui semble problématique. La FEF souhaite une convocation sur demande d'une composante.

02.31 / ARTICLE 36 AVANT-PROJET : CHAPITRE XIII NOUVEAU : « PUBLICITÉ DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DES PÔLES ACADÉMIQUES »

02. 31.1 / MODIFICATION :

» Est inséré dans le décret un chapitre XIII nouveau, intitulé *« Publicité des établissements d'enseignement supérieur et des pôles académiques ».*

02. 31.2 / OBJECTIF :

» Ce nouveau chapitre en projet abroge certaines dispositions obsolètes, discriminatoires ou non appliquées et centralise les différents éléments de législation en matière de publicité encore applicables ou qui avaient été abrogés par le décret du 7 novembre 2013 sans être remplacés, en les adaptant au contexte actuel et en tenant compte en grande partie des propositions de l'ARES.

02. 31.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'insertion des articles 151/5 à 151/13 dans le décret semble intervenir dans le sillage de l'adoption par le Conseil d'administration de l'ARES d'un *« Relevé des principes en matière d'information définis par la Commission de l'information sur les études (CIE) et approuvé par le Conseil d'administration du 15 février 2015 ».*

Ce document, communiqué à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et pôles académiques en Fédération Wallonie-Bruxelles, fixe une série de règles de « bonne conduite » en matière de publicité sur la base d'un modèle autrefois développé par les universités dans le cadre du CIUF.

» Ce relevé des principes comporte, par ailleurs, une partie 2 intitulée « Législation », laquelle propose une série de modifications à apporter au décret du 7 novembre 2013 à partir d'une adaptation :

» des articles 86 à 89 (chapitre VI « Information »)[12] du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, dit « Bologne », (*M.B.*, 18 juin 2004), abrogé dans son entièreté depuis lors[13],

[12] *« Article 86. - Toute concurrence déloyale entre établissements est interdite. L'information pour des études ou un établissement déterminé doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ni à des études organisées par un autre établissement. Le Gouvernement, sur proposition du CIUF, arrête les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements en ce domaine.*
Article 87. - Les informations et documents diffusés par un établissement d'enseignement supérieur font mention de l'établissement et de l'académie universitaire dont il est membre. Toute autre référence à un autre établissement visé par ce décret est interdite, à l'exception de la mention de coorganisation d'enseignements en vertu de l'article 37, § 3, de ce décret.
Article 88. - Les informations concernant des études ou formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des dispositions de l'article 14, § 3, doivent mentionner explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant intéressé tout risque de confusion avec les autres études.
Article 89. - Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions des articles précédents, notamment via le contrôle exercé par les commissaires et délégués auprès des établissements, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement concerné, après rapport des autorités académiques.
Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle ».

[13] Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, art. 164.

- de l'article 26*bis* (« Concurrence et publicité déloyales »)[14] du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles (*M.B.*, 15 octobre 1996), toujours en vigueur,
- de l'article 29 (titre IV « De la publicité »)[15] du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur (*M.B.*, 1er septembre 2008), toujours en vigueur.

» Le relevé et les propositions de modifications qu'il contient avaient été communiqués dès février 2015 au ministre de l'Enseignement supérieur, dans la perspective de la rédaction d'un possible avant-projet de décret relatif à la publicité. En janvier 2017, en réponse à une nouvelle demande formulée en septembre 2016 par la CIE, le relevé des principes avait été une nouvelle fois communiqué au cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur via le Bureau exécutif de l'ARES.

» Aucune suite n'avait encore été réservée à ces demandes. Entretemps, la CIE a initié, durant l'année académique 2016-2017, un travail de mise à jour du relevé des principes – travail encore en cours –, dont la finalisation est envisagée pour le premier quadrimestre 2018-2019, mais qui s'oriente davantage vers des considérations interprétatives que vers une remise en question des principes en eux-mêmes.

» Ce nouveau chapitre en projet abroge certaines dispositions obsolètes ou non appliquées et recentralise les différents éléments de législation en matière de publicité encore applicables ou qui avaient été abrogés par le décret « Paysage » sans être remplacés, en les adaptant au contexte actuel et en tenant compte en très grande partie des propositions de l'ARES figurant au relevé des principes.

» En sa séance du 11 octobre 2018, la Commission de l'information sur les études (CIE) a marqué son accord sur l'ensemble des propositions mais a demandé à ce que soit ajoutée la notion d'événementiel lorsqu'il est question du code de bonne conduite à l'article 43.

» **L'ARES insiste pour que l'on s'assure bien que les partenariats entre établissements d'enseignement supérieur avec certains médias (notamment dans le cadre des contrats de gestion avec la RTBF) ne soient pas visés par le dispositif. L'ARES demande également que les termes du dispositif en projet soient mieux définis pour ne pas laisser place à l'interprétation.**

[14] *« Article 26*bis*. - Les informations concernant des études ou formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des dispositions de l'article 14, § 3, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités mentionnent explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant tout risque de confusion avec les autres études. Elles mentionnent également que ces études ou formations ne permettent pas l'acquisition de crédits au sens de l'article 34 du décret du 5 août 1995".*
Les Hautes Ecoles ne peuvent en aucune manière collaborer à l'organisation d'études ou de formations pour lesquelles les informations données aux étudiants ne seraient pas conformes à l'alinéa 1er.
Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions des alinéas 1er et 2, notamment via le contrôle exercé par les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles, il décide de la sanction à l'égard de la Haute Ecole concernée, après rapport des autorités de la Haute Ecole. Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de la Haute Ecole concernée. Cette retenue ne pourra excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée ».

[15] *« Article 29. - Outre les dispositions prévues aux articles 86, 87, 88, 89 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et les articles 23, 24, 25, 26 et 26bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, la publicité télévisuelle et radiophonique est interdite pour les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts, les Universités et les Instituts supérieurs d'Architecture. Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles à la disposition de l'alinéa 1er, notamment via le contrôle exercé par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement concerné, après rapport des autorités académiques.*
Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle ».

02.32 / ARTICLE 37 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/5 NOUVEAU (RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ PAR ET POUR LES EES)

02. 32.1 / MODIFICATION :

- L'article 151/5 nouveau est libellé ainsi :
  - *« Art 151/5. Par publicité au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre toute information produite par ou pour un établissement d'enseignement supérieur ou un pôle pour la promotion de l'enseignement et des formations et ce, qu'elle fasse l'objet d'un paiement ou d'un partenariat avec le media ou non. ».*

02. 32.2 / OBJECTIF(S) :

- La notion de *« publicité »*, telle qu'il convient de l'entendre dans le cadre du décret Paysage, est définie.
- Le terme *« media »* désigne tout moyen de diffusion, soit direct comme le langage, l'écriture ou l'affiche, soit par un dispositif technique comme la radio, la télévision, le cinéma, internet, la presse, qui permet la communication de façon unilatérale par la transmission d'un message ou de façon multilatérale par un échange d'informations.

02. 32.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'article définit la notion de *« publicité ».*
  - La définition reprend les termes du relevé des principes, mais y ajoute deux nuances, soulignées dans le texte :

RELEVÉ	APD
Par publicité, la Commission entend une information produite par l'institution d'enseignement supérieur ou pôle pour la promotion de l'enseignement et des formations et faisant l'objet d'un paiement ou d'un partenariat avec le media.	Art 151/5. Par publicité au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre toute information produite par ou pour un établissement d'enseignement supérieur ou un pôle pour la promotion de l'enseignement et des formations et ce, qu'elle fasse l'objet d'un paiement ou d'un partenariat avec le media ou non.

  - L'insertion du mot *« pour »* pourrait correspondre à une situation où l'information produite l'est *« pour le compte de »* l'établissement, client d'une agence, par exemple, ce qui ne pose pas de problème.
    - Elle pourrait aussi traduire la préoccupation qu'ont les établissements quant à la publicité que font parfois certaines organisations « satellites » aux établissements, qui échappent de fait au relevé des principes. Dans ce second cas, il faut souligner que les établissements estiment difficile, voire impossible de prévenir intégralement les éventuelles publicités « interdites » qui seraient émises à

leur sujet par des tiers, mêmes « satellites ». Au surplus, il convient de se demander comment, dans les faits, l'interdiction de certaines formes de publicité émises par des tiers pourrait-elle être sanctionnée par le Gouvernement, là où, lorsque l'émetteur est l'établissement lui-même, il peut en effet réduire leur dotation ? Elle peut aussi correspondre à de la publicité produite par un pouvoir organisateur, comme mentionné à l'article 151/9. Enfin, L'ARES est-elle visée (pour) ?

- Pour répondre à cette préoccupation, dans le cadre des discussions en cours, la CIE s'orientait vers une mention dans le relevé des principes indiquant que *« les établissements veillent à ce que les organisations connexes respectent les principes… »*. Une telle mention pourrait être ajoutée à l'avant-projet de décret. Elle ne règlerait toutefois pas le cas, potentiellement plus rare, d'une publicité potentiellement « interdite » qui serait émise par un tiers *non connexe* à l'établissement concerné et qui n'aurait pas « consulté » ce dernier.

- L'insertion des mots *« ou non »* est problématique, car elle ne correspond pas à la position des établissements, qui estiment que, sauf les exceptions prévues au relevé (mais qui ne figurent pas dans le texte en projet) – par exemple (purement théorique), une publicité dans un journal de classe, qui serait gratuite –, la publicité non payante (ou qui n'entre pas dans le cadre d'un partenariat) n'entre pas dans le champ d'application du relevé des principes.
- Quant à la notion de *« publicité »* :
  - La définition de *« publicité »* ne devrait-elle pas être strictement circonscrite dans ce cadre (*« au sens du présent chapitre »* et non pas *«* au sens *du présent décret »*) ? En effet, le terme *« publicité »* apparait également à d'autres endroits dans le décret et ne vise pas forcément la même réalité (par exemple, la publicité des épreuves…).
  - Le 6 juin 2016, dans le cadre d'un point consacré à une révision « *éventuelle* » du relevé des principes, la CIE avait estimé qu'« *il y aura peut-être lieu de revoir la définition du terme "publicité" dans le document* ».
  - La notion de « *partenariat* » mériterait également d'être clarifiée.

- **Conclusions** :
  - L'insertion du mot *« pour »* pourrait être remplacée par *« pour le compte de »* si telle est la volonté du législateur. À défaut, le mot « *pour* » devrait être supprimé.
  - Les mots « *ou non* » ajoutés doivent être supprimés afin de respecter le double critère que l'ARES a fixé pour objectiver les débats et pour en écarter les cas non problématiques.
  - Le commentaire des articles pourrait utilement préciser que la notion de publicité concerne ici uniquement la promotion des études, et non d'autres types d'informations relatives au fonctionnement ou aux missions de diffusion ou de service à la société que remplissent établissements, comme la publication d'une offre d'emploi, l'annonce d'une conférence, etc.

    De la même manière, la notion de partenariat mériterait d'y être circonscrite de la même manière en précisant qu'elle ne concerne pas les cas de collaborations entre un média et des enseignants, des chercheurs ou des étudiants dans le cadre d'un travail d'information au public.

02.33 / ARTICLE 38 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/6 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 33.1 / MODIFICATION :

» L'article 151/6 nouveau est libellé ainsi :

» *« Art 151/6. Toute concurrence déloyale entre établissements d'enseignement supérieur tels que visés aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ou entre pôles est interdite. »*

02. 33.2 / OBJECTIF :

» Le terme de *« concurrence déloyale »* est ici utilisé dans le contexte précis et limité de la publicité faite pour l'enseignement supérieur et ne fait nullement référence aux règles en vigueur en matière de droit du travail ou de droit du consommateur. Pour qu'il y ait concurrence déloyale, les conditions habituelles de la responsabilité civile (art 1382 du Code civil) doivent être rencontrées.

02. 33.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article interdit la *« concurrence déloyale »* entre établissements.

RELEVÉ	APD
Article X1. - Toute concurrence déloyale entre établissements ou pôles est interdite. L'information pour des études, un établissement déterminé ou un pôle doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ou pôle ni à des études organisées par un autre établissement ou pôle. Toute référence à un autre établissement ou pôle est interdite à l'exception de la mention de partenariat, de co-organisation ou de co-diplômation de l'enseignement organisé par la Communauté française. Le Gouvernement, sur proposition de l'ARES, arrête les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements ou pôles en ce domaine.	Art 151/6. Toute concurrence déloyale entre établissements d'enseignement supérieur tels que visés aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ou entre pôles est interdite.

» Cet article correspond à une adaptation de l'article 23 du décret relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française du 9 septembre 1996 et de

l'article 86, al. 1er du décret « Bologne » telle que proposée au relevé des principes, mais que le texte en projet ventile entre plusieurs articles.

» Ici aussi, le 6 juin 2016, dans le cadre d'un point consacré à une révision « éventuelle » du relevé des principes, la CIE avait estimé que le terme *« concurrence déloyale »* devrait être précisé.
On peut toutefois légitimement supposer qu'en l'absence de définition, c'est justement le travail de « catégorisation » des cas litigieux que fait la CIE qui définit ou non le caractère « déloyal » d'une publicité, qu'elle peut signaler le cas échéant au ministre pour suite utile.

02.34 / ARTICLE 39 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/7 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 34.1 / MODIFICATION :

» L'article 151/7 nouveau est libellé ainsi :

» *« Art 151/7. L'information pour des études, pour un établissement déterminé ou pour un pôle doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ou pôle. Toute référence à un autre établissement ou pôle est interdite à l'exception de la mention de partenariat, de coorganisation ou de codiplômation de l'enseignement organisé en Communauté française. »*

02. 34.2 / OBJECTIF :

» La notion d' *« objectivité »* est à comprendre au sens commun du terme dès lors qu'il ne s'agit pas d'un terme juridique. Au sens commun, l'objectivité est la qualité de ce qui est conforme à la réalité, qui décrit les faits avec exactitude.

02. 34.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article interdit la publicité comparative et dispose que la publicité doit être objective.

RELEVÉ	APD
Article X1. - Toute concurrence déloyale entre établissements ou pôles est interdite. **L'information pour des études, un établissement déterminé ou un pôle doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ou pôle ni à des études organisées par un autre établissement ou pôle. Toute référence à un autre établissement ou pôle est interdite à l'exception de la mention de partenariat, de co-organisation ou de co-diplômation de**	Art 151/7. L'information pour des études, pour un établissement déterminé ou pour un pôle doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ou pôle. Toute référence à un autre établissement ou pôle est interdite à l'exception de la mention de partenariat, de coorganisation ou de codiplômation de l'enseignement organisé en Communauté française.

RELEVÉ	APD
l'enseignement organisé par la Communauté française. Le Gouvernement, sur proposition de l'ARES, arrête les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements ou pôles en ce domaine.	

» Cet article correspond, moyennant de menues modifications soulignées dans le texte et qui semblent pertinentes, à une adaptation de l'article 86, al. 3 du décret « Bologne » telle que proposée au relevé des principes, mais que le texte en projet ventile entre plusieurs articles.

02.35 / ARTICLE 40 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/8 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 35.1 / MODIFICATION :

» L'article 151/8 nouveau est libellé ainsi :

» *« Art 151/8. Les informations concernant des études ou des formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des dispositions de l'article 66 § 3 du décret du 7 novembre 2017*[16] *mentionnent explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant intéressé. ».*

02. 35.2 / OBJECTIF :

» Cet article oblige les établissements d'enseignement supérieur qui organisent des formations qui ne mènent pas à un grade académique, à préciser clairement qu'à l'issue de ces formations seul un certificat sera délivré et non un diplôme, afin d'éviter tout malentendu.

02. 35.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article dispose que pour les études de formation continue, la publicité doit mentionner que celles-ci ne mènent pas à un grade académique.

RELEVÉ	APD
Article X2. - Les informations concernant des études ou formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des	Les informations concernant des études ou des formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des

[16] *« Les établissements d'enseignement supérieur peuvent également organiser d'autres activités ou formations qui n'appartiennent à aucune de ces catégories; elles ne sont pas sanctionnées par un titre ou grade académique et ne mènent à la délivrance ni d'un diplôme ni d'un certificat ».*

RELEVÉ	APD
dispositions de l'article 66, § 3, doivent mentionner explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant intéressé tout risque de confusion avec les autres études.	dispositions de l'article 66 §3 du décret du 7 novembre 2017 mentionnent explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant intéressé XX.

» Cet article correspond à une reformulation de l'article 88 du décret « Bologne » telle que proposée au relevé des principes. La formulation *« en vertu des dispositions de l'article 66 § 3 du décret du 7 novembre 2017 »* est cependant redondante et doit être modifiée comme suit : *« en vertu de l'article 66 § 3 du décret du 7 novembre 2017 ».*

» La retranscription est incomplète et la formulation doit être revue en y faisant apparaître l'extrait manquant *« tout risque de confusion avec les autres études ».*

» La référence au décret est erronée : *« 7 novembre 2017 »* : écrire *2013* et non *2017*.

02.36 / ARTICLE 41 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/9 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 36.1 / MODIFICATION :

» L'article 151/9 nouveau est libellé ainsi :
« Art 151/9. La publicité télévisuelle, radiophonique et cinématographique dans le cadre de l'information et la promotion sur les études et les formations est interdite pour les établissements d'enseignement supérieur et les pôles, que cette publicité soit à l'initiative d'un ou plusieurs établissements, pôle ou pouvoir organisateur. »

02. 36.2 / OBJECTIF(S) :

» Dans un souci de lisibilité, est intégrée dans le décret, pour tous les établissements d'enseignement supérieur, l'interdiction totale de publicité télévisuelle et radiophonique, telle qu'elle est prévue par l'article 29 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur.

02. 36.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article dispose que la publicité télévisuelle, radiophonique et cinématographique est interdite.

RELEVÉ	APD
Article X4. - **Outre les dispositions prévues aux articles X1, X2 et X3 précédents, la publicité télévisuelle, radiophonique et cinématographique dans le cadre de l'information et la promotion sur les études et les formations est interdite pour les établissements d'enseignement supérieur visés aux articles 10 à 13 du présent décret et les pôles, que cette publicité soit à l'initiative d'un ou plusieurs établissement, pôle ou pouvoir organisateur**. Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles à la disposition de l'alinéa 1er, notamment via une plainte émanant de l'ARES, via le contrôle exercé par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ou via un ou des pôles, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement ou du pôle concerné, après rapport des autorités académiques. Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement ou du pôle concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle.	Art 151/9. La publicité télévisuelle, radiophonique et cinématographique dans le cadre de l'information et de la promotion sur les études et les formations est interdite pour les établissements d'enseignement supérieur et les pôles, que cette publicité soit à l'initiative d'un ou plusieurs établissement(s), pôle(s) ou pouvoir(s) organisateur(s).

» Cet article correspond à une reformulation de l'article 29 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur et de l'article 89 du décret « Bologne » (identiques) telle que proposée au relevé des principes, mais que le texte en projet ventile entre plusieurs articles.

» D'un point de vue purement formel, on peut suggérer l'ajout d'un *« de »* et la mise entre parenthèses des formes plurielles en fin d'article.

02.37 / ARTICLE 42 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/10 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 37.1 / MODIFICATION :

» L'article 151/10 nouveau est libellé ainsi :

» *« Art 151/10. Lorsque le Gouvernement a connaissance d'infractions potentielles aux dispositions des articles précédents, notamment via une plainte émanant de l'ARES, via le contrôle exercé par les commissaires/délégués du Gouvernement auprès des établissements ou via un ou des pôles, il décide, après avoir entendu les autorités académiques concernées sur les faits reprochés, de la sanction à l'égard de l'établissement ou du pôle concerné.*
Cette sanction consiste en une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement ou du pôle concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle. »

02. 37.2 / OBJECTIF :

» Une règle sans sanction n'est pas une règle de droit, aussi cet article précise quelle est la sanction que le Gouvernement doit prononcer en cas d'infraction. Il s'agit d'une sanction financière, à savoir une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement ou du pôle.

02. 37.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article encadre les modalités des suites accordées à une infraction à la législation en matière de publicité.

RELEVÉ	APD
Article X4. - Outre les dispositions prévues aux articles X1, X2 et X3 précédents, la publicité télévisuelle, radiophonique et cinématographique dans le cadre de l'information et la promotion sur les études et les formations est interdite pour les établissements d'enseignement supérieur visés aux articles 10 à 13 du présent décret et les pôles, que cette publicité soit à l'initiative d'un ou plusieurs établissement, pôle ou pouvoir organisateur. **Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles à la disposition de l'alinéa 1er, notamment via une plainte émanant de l'ARES, via le contrôle exercé par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ou via un ou des pôles, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement ou du pôle concerné, après rapport des autorités académiques.**	Art 151/10. Lorsque le Gouvernement a connaissance d'infractions potentielles aux dispositions des articles précédents, notamment via une plainte émanant de l'ARES, via le contrôle exercé par les commissaires/délégués du Gouvernement auprès des établissements ou via un ou des pôles, il décide, après avoir entendu les autorités académiques concernées sur les faits reprochés, de la sanction à l'égard de l'établissement ou du pôle concerné. Cette sanction consiste en une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement ou du pôle concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle.

RELEVÉ	APD
Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement ou du pôle concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle.	

- Dans l'exposé des motifs, l'affirmation selon laquelle *« une règle sans sanction n'est pas une règle de droit »* est plus que douteuse et n'est, par ailleurs, pas correcte. Elle doit être supprimée.
- Cet article correspond, moyennant plusieurs modifications soulignées dans le texte, à une reformulation de l'article 29 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur et de l'article 89 du décret « Bologne » (identiques) telle que proposée au relevé des principes, mais que le texte en projet ventile entre plusieurs articles.
- Les modifications apportées sont sans conséquence, à l'exception des deux suivantes :
  - Le Gouvernement décide *« après avoir entendu les autorités académiques concernées sur les faits reprochés »* au lieu de *« après rapport des autorités académiques ».* Les deux formulations sont proches, celle proposée par le texte en projet induisant une audition des autorités académiques plutôt qu'un rapport de celles-ci, ce qui ne semble pas poser de problème particulier.
  - Cette sanction *« consiste en une retenue partielle »* au lieu *de « peut entraîner une retenue partielle».* La modification fixe la nature de la sanction sous la forme d'une retenue que le relevé des principes proposait comme une possibilité, ce qui laisse moins de marge, mais clarifie d'emblée les suites possibles d'une infraction « avérée ».
    On notera toutefois que la sanction s'applique à l'établissement alors que l'infraction peut, selon le texte, avoir été commise par un tiers (*« pour »*), en l'occurrence un pôle ou un pouvoir organisateur.

02.38 / ARTICLE 43 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/11 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 38.1 / MODIFICATION :

- L'article 151/11 nouveau est libellé ainsi :
  - *« Art 151/11. Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut fixer les modalités relatives à la publicité écrite, à l'affichage et à la publicité sur internet et sur les réseaux sociaux.*
    Le Gouvernement, sur proposition de l'ARES, peut arrêter les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements ou pôles en ce domaine. »

02. 38.2 / OBJECTIF(S) :

» Les règles concernant la publicité écrite, l'affichage, et la publicité sur internet et les réseaux sociaux étant très précises et susceptibles d'évoluer rapidement dans le temps, l'ARES les détermine et, si elle l'estime nécessaire, elle peut demander au Gouvernement de les fixer.

02. 38.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article offre la possibilité au Gouvernement d'arrêter les modalités relatives à la publicité non interdite d'office.

RELEVÉ	APD
Article X1. - Toute concurrence déloyale entre établissements ou pôles est interdite. L'information pour des études, un établissement déterminé ou un pôle doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ou pôle ni à des études organisées par un autre établissement ou pôle. Toute référence à un autre établissement ou pôle est interdite à l'exception de la mention de partenariat, de co-organisation ou de co-diplômation de l'enseignement organisé par la Communauté française. **Le Gouvernement, sur proposition de l'ARES, arrête les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements ou pôles en ce domaine.**	Art 151/11. Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut fixer les modalités relatives à la publicité écrite, à l'affichage et à la publicité sur internet et sur les réseaux sociaux. Le Gouvernement, sur proposition de l'ARES, peut arrêter les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements ou pôles en ce domaine.

» Cet article correspond, moyennant une modification soulignée dans le texte, à une adaptation de l'article 86 al. 3 du décret « Bologne » telle que proposée au relevé des principes, mais que le texte en projet ventile entre plusieurs articles.

» La modification entraine une *possibilité* pour le Gouvernement d'arrêter les modalités relatives à la publicité non interdite d'office alors que la proposition du relevé des principes impose que celles-ci soient l'objet d'un arrêté, ce qui semble plus souple et laisse à l'ARES la faculté de faire ce choix ou non.

» Il semble par ailleurs qu'en ce qui concerne l'étendue des dispositions à arrêter, l'auteur du texte en projet hésite entre deux formulations et qu'il y ait donc lieu de choisir entre les deux :

» La première précise, contrairement à la proposition du relevé des principes, les domaines relatifs à la publicité qui sont visés sur la base de ceux qui sont listés actuellement dans le relevé et ne font pas l'objet d'une interdiction d'office : publicité écrite, affichage, et publicité sur internet et sur les

réseaux sociaux, mais sans y reprendre la question des salons, celle de la publicité audiovisuelle (que la CIE entend préciser en insérant qu'au cinéma, c'est la publicité sur écran qui est interdite).

- La seconde correspond à la proposition qui figure au relevé des principes et qui est plus large, mais dont la formulation « *dans ce domaine* » est imprécise.

- **Conclusions** :
  - La possibilité d'arrêter des modalités plutôt que l'obligation de les arrêter semble plus souple et laisse à l'ARES la faculté de faire ce choix ou non.
  - Une telle ouverture semble positive dans la mesure où elle laisse à l'ARES la possibilité de fixer et de faire évoluer elle-même les normes applicables et d'ainsi mieux définir ce qu'est une « publicité » ou une « concurrence déloyale », comme elle l'avait suggéré en juin 2016.
  - Alternativement, il pourrait être formulé comme il l'est dans le décret du 18 juillet 2008 (art. 30), qui dispose que « *les Hautes Écoles, les Écoles supérieures des Arts et les instituts supérieurs [sic] d'architecture adoptent un code de bonne conduite sur la publicité. Ce code fait l'objet d'un avis du Conseil général […]* ***Le Gouvernement de la Communauté française approuve ces codes de bonne conduite*** ».
  - L'article doit être rédigé en choisissant une des formulations.
  - Dans la mesure où le travail de révision du relevé des principes par la CIE est encore en cours, il semble plus opportun de retenir une formulation large telle que *: « Sur proposition de la Commission de l'information sur les études de l'ARES, les établissements et les pôles adoptent un code de bonne conduite relatif à l'application des dispositions du présent chapitre, notamment les modalités relatives à la publicité écrite, à l'affichage, à l'événementiel, en ce compris les salons étudiants, et à la publicité sur internet et sur les réseaux sociaux. Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut par ailleurs fixer les modalités relatives à l'application de ces dispositions ».*

    Alternative *: « Sur proposition de la Commission de l'information sur les études de l'ARES, le Conseil d'administration adopte un code de bonne conduite relatif à l'application des dispositions du présent chapitre, notamment les modalités relatives à la publicité écrite, à l'affichage, à l'événementiel, en ce compris les salons étudiants, et à la publicité sur internet et sur les réseaux sociaux, et applicable aux établissements et aux pôles académiques ».*

02.39 / ARTICLE 44 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/12 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 39.1 / MODIFICATION :

- L'article 151/12 nouveau est libellé ainsi :
  - *« Art 151/12. Les articles 23 à 26bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organises ou subventionnées par la Communauté française sont abrogés. »*

02. 39.2 / OBJECTIFS :

- Afin d'éviter toute redondance malencontreuse, les articles 23 à 26*bis*[17] du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organises ou subventionnées par la Communauté française sont abrogés.
- Est supprimée la Commission composée d'au moins quatre membres représentant les Hautes Ecoles et présidée par un magistrat honoraire ou émérite qui était chargée d'énoncer des avis relatifs à l'examen des infractions et de proposer les sanctions éventuelles, cette tâche étant à présent confiée au Gouvernement, pour tous les établissements d'enseignement supérieur.
- Est également supprimée une disposition qui ne concernait de façon discriminatoire que les Hautes Ecoles et qui disposait que si le montant alloué annuellement à la publicité était supérieur à 0,5 pour cent de l'allocation annuelle globale d'une Haute Ecole, une somme équivalente à ce dépassement devait être affectée à des actions spécifiques en matière de promotion de la réussite.

02. 39.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'article abroge les articles règlementant la publicité du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

02.40 / ARTICLE 45 AVANT-PROJET : ARTICLE 151/13 NOUVEAU (PUBLICITÉ)

02. 40.1 / MODIFICATION :

- L'article 151/13 nouveau est libellé ainsi :

[17] *Article 23. - Toute concurrence déloyale entre Hautes Ecoles est interdite. La publicité pour un type d'enseignement ou une Haute Ecole déterminée doit rester objective et ne peut se référer à aucun autre type d'enseignement ou aucune autre Haute Ecole. Si le montant alloué annuellement à la publicité est supérieur à 0,5 pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole, une somme équivalente à ce dépassement doit obligatoirement être affectée par l'institution à des actions spécifiques en matière de promotion de la réussite, tel que visé à l'article 1er du présent décret. Cette somme n'est pas comprise dans le pourcent tel que visé à l'article 1er, alinéa 1er.*
Article 24. - Le Gouvernement crée une commission composée d'au moins quatre représentants des Hautes Ecoles et présidée par un magistrat honoraire ou émérite. Cette commission énonce des avis relatifs à l'examen des infractions à l'article 23 et propose des mesures ou sanctions éventuelles. Le Gouvernement arrête la composition et détermine le fonctionnement de cette commission.
Article 25. - Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions de l'article 23, il décide s'il y a lieu d'en saisir la commission prévue à l'article 24.
Article 26. - Sur avis de la Commission visée à l'article 24, le Gouvernement peut prendre une sanction à l'égard de la Haute Ecole pour toute infraction à l'article 23. La sanction visée à l'alinéa 1er peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée. Cette retenue ne pourra excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée.
*Article 26*bis*. - Les informations concernant des études ou formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des dispositions de l'article 14, § 3, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités mentionnent explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant tout risque de confusion avec les autres études. Elles mentionnent également que ces études ou formations ne permettent pas l'acquisition de crédits au sens de l'article 34 du décret du 5 août 1995".*
Les Hautes Ecoles ne peuvent en aucune manière collaborer à l'organisation d'études ou de formations pour lesquelles les informations données aux étudiants ne seraient pas conformes à l'alinéa 1er.
Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions des alinéas 1er et 2, notamment via le contrôle exercé par les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles, il décide de la sanction à l'égard de la Haute Ecole concernée, après rapport des autorités de la Haute Ecole. Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de la Haute Ecole concernée. Cette retenue ne pourra excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée ».

» *« Art 151/13. Le titre IV du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur est abrogé ».*

02. 40.2 / OBJECTIFS :

» Afin d'éviter toute redondance malencontreuse, les articles 29 à 32 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur sont abrogés.

» Est supprimée l'obligation pour les Hautes Ecoles et les Ecoles Supérieures des Arts l'obligation d'adopter un code de bonne conduite sur la publicité, celui-ci étant remplacé par le présent décret et ses futurs arrêtés d'exécution.

02. 40.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'article abroge le titre IV du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur, relatif à la publicité, lequel comportait l'article 29, repris à l'article 151/10 du texte en projet, ainsi que :

» Un article insérant au décret du 9 septembre 1996 la disposition discriminatoire pour les hautes écoles relative aux montants accordés par celles-ci à la publicité (article 30) ;

» Un article relatif à l'adoption de codes de bonne conduite, dont question *supra* (02.38.) (article 31) ;

» Un article relatif à la communication au Gouvernement des montants investis par les hautes écoles et les écoles supérieures des arts dans la publicité, qui n'était manifestement pas appliqué et dont il n'existe pas d'équivalent pour les autres formes d'enseignement supérieur (article 32).

» La hauteur des montants investis dans la publicité est une question sensible, que les établissements, au vu des discussions en cours, ne semblent pas vouloir davantage règlementer.

02.41 / ARTICLES 46 À 51 AVANT-PROJET : ANNEXES :

02. 41.1 / MODIFICATION(S) :

» L'annexe II est remplacée par l'annexe première au présent décret.

» L'annexe III.1 du même décret est remplacée par l'annexe 2 au présent décret.

» L'annexe III.2 du même décret est remplacée par l'annexe 3 au présent décret.

» L'annexe III.3 du même décret est remplacée par l'annexe 4 au présent décret.

» L'annexe III.4 du même décret est remplacée par l'annexe 5 au présent décret.

» L'annexe VI du même décret est remplacée par l'annexe 6 au présent décret.

02. 41.2 / OBJECTIF(S) :

» Les annexes II, III et VI du décret Paysage sont modifiées conformément aux avis 2017/23 et 2017/24 rendus par l'ARES.

- Sont donc intégrées :
  - les dernières corrections demandées par les établissements d'enseignement supérieur ;
  - les nouvelles habilitations déposées en 2017, conformément au moratoire décidé par le Conseil d'Administration de l'ARES du 23 mai 2017 et sa décision du 27 juin 2017 qui précise le périmètre des exceptions possibles à cette mesure de suspension des demandes d'habilitations, celle-ci ne s'appliquant pas à des réformes en cours ni aux propositions d'habilitations antérieures.
    Les établissements d'enseignement supérieur ont ainsi pu introduire des demandes d'habilitation :
    - pour passer d'une coorganisation à une codiplômation
    - pour passer d'une habilitation organisée seul à une codiplômation avec un ou plusieurs partenaires ayant la même habilitation.
      En effet, ces deux exceptions n'augmentent pas l'offre et s'inscrivent dans la philosophie du décret Paysage.
  - Sont ainsi ajoutées les habilitations suivantes :
    - conformément à l'avis 2016/22 de l'ARES, il était prévu que l'habilitation à organiser un bachelier assistant social en coorganisation, en horaire décalé, par l'établissement « cours pour éducateurs en fonction CPSE » dans l'arrondissement de Liège était conditionnée à un accord en vue d'une demande de codiplômation pour septembre 2018 avec l'Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale (IPESPS) et l'école de commerce et d'informatique (ECI). Cet accord a été signé, la coorganisation est donc transformée en codiplômation.
    - Le bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement coorganisé par la HECh et la HEPL devient une codiplômation et la HECh est l'établissement référent ;
    - le bachelier en coaching sportif coorganisé par la HEPL et la HECh devient une codiplômation, et la HEPL est l'établissement référent.
    - Enfin, par décision du Conseil d'Administration de l'ARES du 27 juin 2017, l'ULB a été autorisée à déposer une demande d'habilitation pour organiser un Master de spécialisation en science des données, *big data*, compte tenu des accords déjà pris avec la VUB.
    - L'annexe VI qui habilite les établissements de promotion sociale a été revue dans sa présentation et mise à jour.

02. 41.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'ARES remarque que certaines habilitations sont retirées :
  - Le bachelier en gestion publique, orientation administration nationale et internationale,
  - Le master en gestion publique, orientation administration nationale et internationale,
  - Le bachelier de spécialisation en techniques aéronautiques et aéroportuaires.

  Il convient de vérifier si ces habilitations sont réellement organisées.
- Le ***« bachelier en ingénieur de gestion »,*** le ***« master en ingénieur de gestion »*** : l'ARES propose la formulation suivante : ***« bachelier : ingénieur de gestion »***, le ***« master : ingénieur de gestion »,*** et ceci, pour respecter la nomenclature des annexes.
- L'ARES précise également qu'un **changement de domaine du bachelier en informatique et systèmes, orientation automatique et orientation gestion technique des bâtiments – domotique** a été validé par le Conseil d'administration du 10 juillet 2018. Un courrier a été, à cet égard, envoyé au Ministre le 11 juillet 2018. Ces changements doivent être actés dans les annexes.

- Dans l'annexe II. « Grades académiques » et dans l'annexe III.1 « Habilitations des universités », il convient d'apporter la modification suivante : ***« Master en sciences et gestion du Tourisme »*** en lieu et place de ***« Master en sciences et gestion du tourisme et des loisirs ».***
- Dans l'annexe II. « Grades académiques » et dans l'annexe III.2. « Habilitations des Hautes écoles », il convient d'intégrer la demande de la HE2B – seule à organiser l'orientation considérée – de changer l'intitulé actuel du master en sciences de l'ingénieur industriel de l'orientation **« Génies physique et nucléaire »** en **« Physiques nucléaire et médicale ».** La physique nucléaire médicale occupe en effet une place de plus en plus importante dans le cursus depuis de nombreuses années, d'autant que les besoins dans le secteur sont en nette croissance. De plus, la nouvelle appellation permet une meilleure lisibilité de la formation. Le référentiel de compétences pour cette orientation reste identique.
- Dans l'annexe II. « Grades académiques » et dans l'annexe III.2. « Habilitations des Hautes écoles », il convient d'intégrer la demande de la Haute école Condorcet – seule à organiser ce bachelier – de changer l'intitulé actuel du bachelier en aérotechnique de l'orientation **« avionique »** en **« pilotage d'aéronefs ».** Cette mesure permettra en effet de favoriser l'insertion ou la réorientation professionnelle des pilotes, d'autant plus que les besoins dans le secteur sont en nette croissance. Par ailleurs, la nouvelle appellation permet une meilleure lisibilité de la formation. Le référentiel de compétences et les contenus minimaux pour cette orientation restent identiques.
- Dans l'annexe II. « Grades académiques » et dans l'annexe III.3. « Habilitations des Écoles supérieures des arts », il convient de corriger la dénomination du ***« master en arts plastiques, visuels et de l'espace : politique et expérimentations graphiques »*** en supprimant le ***« s »*** au mot ***« expérimentations ».*** Ce master est en effet exclusivement organisé par l'Ecole supérieure des Arts - Ecole de Recherche graphique qui utilise l'intitulé correct sur son site et sur les diplômes. L'ERG n'avait pas remarqué cette erreur dans l'annexe, c'est pourquoi elle n'avait pas été signalée précédemment.
- Dans l'annexe III.3. « Habilitations des Ecoles supérieures des Arts », il convient de corriger la dénomination suivante : écrire ***« LE 75 : Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 »*** au lieu de ***« Le 75: Ecole supérieure communale des Arts de l'Image «le 75»***.

- **L'ARES émet un avis positif.**

03. MODIFICATIONS APPORTÉES AU DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 ADAPTANT LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES

03.1 / ARTICLE 52 AVANT-PROJET : ARTICLE 3, § 1ER (CONDITIONS DE NATIONALITÉ):

03. 1.1 / MODIFICATION(S) :

» L'article 3, § 1er du décret du 11 avril 2014 est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. En outre, sauf s'il est lauréat de l'épreuve d'admission à une Ecole supérieure des Arts visée à l'article 110 du décret du 7 novembre précité, pour pouvoir être pris en compte, un étudiant doit, pour la date limite d'inscription fixée conformément à l'article 101 du décret du 7 novembre 2013 précité, être de nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou satisfaire au moins une des conditions suivantes:

1° bénéficier d'une autorisation d'établissement ou avoir acquis le statut de résident de longue durée en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° être considéré comme réfugié, apatride ou personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée, ou avoir introduit, sur la base de la même loi, une demande d'asile qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive ou un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé ;

3° être autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée et y exercer une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficier de revenus de remplacement;

4° être pris en charge ou entretenu par les centres publics d'action sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel il a été confié;

5° avoir pour père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal une personne de nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou qui remplit une des conditions visées aux 1° à 4° ci-dessus;

6° remplir les conditions visées à l'article 105, § 2, du décret du 7 novembre 2013 précité ;

7° être autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique sur base du statut de résident de longue durée acquis dans un autre état membre de l'Union européenne et en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Est considérée comme activité professionnelle réelle et effective celle dont la rémunération correspond et a correspondu, sur 6 des 12 mois précédant l'inscription, à la moitié de la rémunération mensuelle moyenne minimum garantie fixée par le Conseil national du Travail ».

» Il est proposé de :

» D'insérer un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit : *« la preuve que l'étudiant satisfait à l'une des conditions reprises à l'alinéa 1er lui incombe. Elle doit être rapportée au plus tard pour le 15 avril de l'année académique à laquelle elle se rapporte ».*

» D'insérer un nouveau *littera* 7° rédigé comme suit : *« 7° bénéficier d'une autorisation de séjour accordée en application de l'article 61/7 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers[18] ».*

03. 1.2 / OBJECTIF(S) :

» Le but est de fixer une date limite à laquelle l'étudiant peut produire les documents indispensables pour que son inscription soit régulière, cette date est fixée au 15 avril. D'autre part, l'autorisation de séjour exigée est précisée.

[18] Libellé ainsi : *« Art. 61/7. § 1er. Pour autant qu'aucune raison d'ordre public ou de sécurité nationale ne s'y opposent, et pour autant qu'il ne soit pas atteint d'une des maladies pouvant mettre en danger la santé publique, énumérées dans l'annexe de la présente loi, lorsque l'étranger porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée - UE valable, délivré par un autre État membre de l'Union européenne sur la base de la directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, celle-ci doit être accordée s'il remplit l'une des conditions suivantes :*

1° exercer une activité salariée ou non salariée en Belgique;

2° poursuivre des études ou une formation professionnelle en Belgique;

3° venir en Belgique à d'autres fins.

La preuve de la condition visée à l'alinéa 1er, 1°, est fournie s'il prouve qu'il est autorisé à travailler en Belgique ou qu'il est dispensé de cette autorisation et, selon le cas, qu'il possède un contrat de travail ou une proposition de contrat d'emploi, ou les documents requis pour l'exercice de la profession non-salariée, et retire ou peut retirer de cette activité des ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour les pouvoirs publics.

La preuve de la condition visée à l'alinéa 1er, 2° est apportée s'il réunit les conditions fixées aux articles 58 à 60.

La preuve de la condition visée à l'alinéa 1er, 3°, est apportée s'il prouve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour les pouvoirs publics, et s'il prouve qu'il dispose d'une assurance-maladie couvrant les risques en Belgique.

Les règles visées à l'alinéa 1er ne sont pas applicables lorsque le résident de longue durée souhaite séjourner dans le Royaume en tant que travailleur salarié détaché par un prestataire de services installé dans un État membre de l'Union européenne, dans le cadre d'une prestation transfrontalière, ou en tant que prestataire de services transfrontaliers.

§ 2. La demande d'autorisation de séjour est introduite selon les modalités prévues à l'article 9 ou 9bis.

Lorsque l'autorisation est demandée par l'étranger auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne, ce dernier lui remet, sauf lorsqu'il refuse de prendre cette demande en considération, une preuve de réception de celle-ci et la transmet sans délai au ministre ou à son délégué.

§ 3. La décision relative à la demande d'autorisation de séjour est prise dans les plus brefs délais et au plus tard dans les quatre mois suivant la demande, lorsque celle-ci est faite à l'étranger, ou suivant la date de la remise de la preuve de réception de la demande dans le cas visé au § 2, dernier alinéa.

Lorsque les documents requis ne sont pas produits ou dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande et par une décision motivée portée à la connaissance du demandeur, le ministre ou son délégué peut, à une seule reprise, prolonger ce délai d'une période de trois mois.

À l'expiration du délai de quatre mois suivant l'introduction de la demande, éventuellement prolongé conformément à l'alinéa 2, si aucune décision n'a été prise, l'autorisation de séjour doit être délivrée lorsque les documents visés au § 1er ont été produits.

§ 4. Les dispositions de l'article 13, § 1er, 2 alinéas 1er et 6, et § 2, sont applicables à l'autorisation de séjour visée au § 1er.

L'inscription au registre des étrangers de l'étranger visé au § 1er et la délivrance du titre de séjour faisant foi de celle-ci ont lieu conformément aux dispositions de l'article 12.

§ 5. Le ministre ou son délégué informe les autorités compétentes de l'État membre de l'Union européenne dans lequel l'étranger s'est vu délivrer un permis de séjour de résident de longue durée - UE sur la base de la directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne précitée, de la décision d'autorisation de séjour.

§ 6. L'autorisation de séjour de l'étranger visé au § 1er, alinéa 1er, 1° et 3°, devient illimitée à l'expiration d'une période de cinq ans suivant la délivrance du titre de séjour.

§ 7. Lorsque l'autorisation de séjour est refusée pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale, le ministre ou son délégué prend en considération la gravité ou la nature de l'infraction que soit la personne concernée, soit le membre de sa famille a commise contre l'ordre public ou la sécurité nationale, ou le danger que la personne en question représente. Les raisons ne peuvent être invoquées à des fins économiques ».

03. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

- **L'ARES émet un avis négatif sur la proposition**.
  - Il est fait remarquer que l'article 3, § 1er, al. 1er comporte déjà un *littera* 7°. Le but est-il alors de le remplacer ?
  - L'ARES attire également l'attention sur le fait que la date limite du 15 avril correspond sans doute à une pratique des commissaires et délégués lorsqu'ils contrôlent les dossiers d'assimilation : ils acceptent que la preuve de l'assimilation soit apportée après la date de l'inscription pour peu évidemment que ces conditions soient effectivement remplies à la date de l'inscription. Cependant :
    - Le fait qu'un étudiant soit ou non assimilé a des conséquences sur sa finançabilité et sur ses droits d'inscription bien sûr, mais également, dans certains cas, sur les conditions d'admission ;
    - Si la date du 15 avril est maintenue dans le texte, il est important de préciser qu'il s'agit de la date limite à laquelle la *preuve* de l'assimilation doit être apportée étant entendu que la ou les condition(s) doit(vent) effectivement être remplie(s) à la date de l'inscription de l'étudiant. Cela rend évidemment délicate la situation tant des étudiants concernés que des établissements… Que se passera-t-il s'il s'avère le 15 avril que l'étudiant n'est finalement pas assimilé et ne remplit éventuellement pas les conditions d'admission au programme suivi ?
    - Enfin, la date du 15 avril est très proche de la session d'examen de juin ; s'il s'avère que l'étudiant n'est *in fine* pas assimilé et qu'il est redevable de droits majorés, il lui reste très peu de temps pour s'en acquitter.

03.2 / ARTICLE 53 AVANT-PROJET : ARTICLE 6 (FRAUDE ET OMISSION INVOLONTAIRE):

03. 2.1 / MODIFICATION(S) :

- L'article 6 est actuellement libellé comme suit :
  « Lors de la demande d'inscription, l'étudiant est tenu de déclarer toutes ses inscriptions préalables à des études supérieures et des résultats de ses épreuves au cours des cinq années académiques précédentes, sauf s'il poursuit des études auprès du même établissement. ~~Toute omission est considérée comme fraude~~ à l'inscription [Toute omission *peut* être considérée comme fraude à l'inscription] *»*.
- Il est proposé de remplacer les mots *« toute omission est considérée comme fraude à l'inscription »* par les mots *« toute omission peut être considérée comme fraude à l'inscription »*.

03. 2.2 / OBJECTIF :

- La notion d'omission ne constitue une fraude que s'il y a une intention de tromper, une omission involontaire ne constitue donc pas une fraude.

03. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'avis 2018-01, dans sa proposition d'insertion d'un nouvel article 95/2, maintenait l'omission volontaire dans l'article (*supra*, 02.11. et 02.12.).

» **L'ARES émet un avis réservé sur la proposition, compte tenu de la difficulté d'apporter la preuve d'une omission *volontaire*.**

04. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES DE L'AVANT-PROJET (ARTICLES 54 ET 55 AVANT-PROJET)

» Les articles 2 et 3 de l'avant-projet (modifications de dénomination) semblent ne rentrer en vigueur que pour l'année académique 2019-2020. Il serait bien plus logique de prévoir une entrée en vigueur pour l'année académique 2018-2019.

» L'ARES demande la modification de l'article 55 de l'avant-projet, car il ne s'agit pas de l'article 20, mais bien de l'article 21, relatif aux bacs langues, qui est visé par la disposition transitoire, conformément aux commentaires des articles présents dans l'avant-projet. En effet, il n'est pas envisageable que cette modification profonde de l'EMLF entre en application dès la rentrée académique 2018-2019.

» **L'ARES émet un avis positif, compte tenu des remarques formulées.**

05. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER AU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 ET AU DÉCRET DU 11 AVRIL 2014

L'avis de l'ARES 2018-01, outre ce qui a été dit avant, n'a pas été suivi (sans que cela ne soit expliqué), concernant les propositions qui suivent.

05.1 / DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

05. 1.1 / ARTICLES 73 ET 112 (ACCÈS AU MASTER DE SPÉCIALISATION) :

» Suite à la mise en place du décret du 7 novembre 2013, l'accès aux Masters de spécialisation a été restreint aux titulaires d'un Master 120. Cette restriction est très contraignante pour les institutions et l'ARES ne comprend pas pourquoi l'interprétation actuelle est aussi restrictive et ne tient pas compte du décret du 11 avril 2014.

En outre, l'ARES souhaite attirer l'attention sur certaines situations jugées problématiques :

» les Masters 60 en Communauté française pour lesquels il n'existe pas de master 120 (Par exemple le Master en kinésithérapie et réadaptation) ;

- les Masters 60 en Communauté flamande, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de Masters de spécialisation co-organisés avec une université flamande (par exemple le Master de spécialisation en génie nucléaire);
- les étudiants étrangers ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugiés notamment).
- Tous les candidats n'ont pas nécessairement au moins 1 an d'expérience valorisable par le jury pour arriver aux 300 crédits requis.

- Si les universités veulent que ces diplômés accèdent au Master de spécialisation, il faut évidemment modifier le décret du 7 novembre 2013 par l'introduction d'une série d'exceptions à l'article 112 pour ce qui concerne ces situations problématiques.
- Deux remarques sont aussi à formuler :
  - La conséquence d'une telle disposition serait que les titulaires d'un master 60 auraient accès au Master de spécialisation
  - Cette modification ne concernerait pas l'accès aux masters de spécialisation en sciences médicales et en sciences dentaires qui sont visés à l'article 112/1.
- L'ARES propose donc de :
  - modifier l'article 73, alinéa 1er du décret comme suit :

    « Article 73. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent [aux conditions fixées par les autorités académiques], des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master [après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires] ».
  - Modifier l'article 112 du décret (en s'inspirant de l'article 115 qui traite de l'admission au 3ème cycle) comme suit :

    « Article 112. § 1er. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui ~~satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 et~~ sont porteurs : ~~d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits :~~

    1° Soit d'un diplôme de Master en Communauté française;

    2° Soit d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole Royale Militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;

    3° Soit d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littera 1 et 2 en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

    Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

    § 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui

ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies et /ou les compétences qu'il a acquises sont valorisés par le jury pour au moins 240 crédits.

§3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de 3ème cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins ».

» **L'ARES demande que la modification envisagée soit apportée.**

05. 1.2 / ARTICLE 79 (QUADRIMESTRIALISATION) - RAPPEL :

» **L'ARES demande que la modification envisagée soit apportée.**

05. 1.3 / ARTICLE 139 (ÉVALUATION DES UNITÉS D'ENSEIGNEMENT) :

» L'ARES constate que certains jurys interprètent de façon restrictive la possibilité qui est offerte à un étudiant de repasser une activité d'apprentissage en vue d'améliorer sa note globale de l'UE en s'appuyant sur la formation de l'article 139 qui précise que les crédits sont acquis de manière définitive. Or, un étudiant pourrait souhaiter améliorer sa note en vue d'obtenir une mention, par exemple. Il devrait alors en faire la demande expresse et abandonner explicitement la note obtenue précédemment.

» Par conséquent, l'ARES souhaite la modification de l'article 139, comme suit, afin d'obtenir une meilleure articulation entre celui-ci et l'article 140*bis* :

« Article 139. L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20.

*Les crédits sont acquis de manière définitive, [sauf si l'étudiant souhaite représenter une activité d'apprentissage réussie au cours de la même année académique et à sa demande expresse comme précisé à l'article 140*bis*. Dans ce cas de figure, il renonce à la note de l'UE obtenue précédemment.] Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite ».*

» **L'ARES demande que la modification envisagée soit apportée.**

05.2 / DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 ADAPTANT LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES :

ART. 5 (HYPOTHÈSES DE FINANÇABILITÉ) :

» L'article 102 § 3 du décret du 7 novembre 2013 (inchangé par l'avant-projet de décret) permet une réorientation jusqu'au 15 février. Contrairement à ce qui est stipulé dans les remarques des délégués et

commissaires (art. 5 4° du décret finançabilité du 11 avril 2014), cette réorientation *« précoce »* après un premier quadrimestre ne peut amputer l'étudiant de sa possibilité d'utiliser le 4° de l'article 5 du décret du 11 avril 2014. Cette position avait été adoptée dans un premier temps. En effet, cette réorientation précoce ne coûte rien à la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ne finance pas une année supplémentaire du parcours de l'étudiant. Celui-ci conservera son joker (pour activer l'art.5 4°).
Pour l'établissement d'origine ou d'accueil, la proposition n'a aucune influence sur la perception des droits d'inscription et du financement dans les situations de réorientation d'un étudiant de première année de premier cycle et les inscriptions tardives. De ce point de vue, le statut *quo* est maintenu.

» L'ARES propose en conséquence de modifier l'article 5 du décret du 11 avril 2014 dont le 4° pourrait être formulé ainsi :
« 4° Il se réoriente, pour autant qu'il n'ait pas utilisé cette faculté au cours des cinq années académiques précédentes. [Sans préjudice de l'article 102, § 3 du 7 novembre 2013,] un étudiant se réoriente lorsqu'il s'inscrit à des études menant à un grade académique sans y avoir déjà été inscrit ».

» **L'ARES demande que la modification envisagée soit apportée.**

06. MODIFICATIONS SUPPLÉMENTAIRES À APPORTER AU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 – ARTICLE 28

L'ARES souhaite apporter trois modifications substantielles supplémentaires à l'article 28 du décret Paysage, concernant la représentativité des membres au Conseil d'administration de l'ARES. L'ARES demande par conséquent que les modifications qui en découlent soient apportées à l'article 28 du décret Paysage.

06.1 / MÉCANISME DE REPRÉSENTATIVITÉ DES HAUTES ÉCOLES

Actuellement, il est prévu à l'article 28, § 1er, al. 1er du décret que le Conseil d'administration de l'ARES est composé de 29 membres désignés par le Gouvernement (sauf les universités) et répartis comme suit: *"[...]* ***3°*** *six représentants des Hautes Ecoles, dont au moins quatre Directeurs-Présidents représentant les Hautes Ecoles, proposés par la majorité des Directeurs-Présidents des Hautes Ecoles, de manière à ce que chaque pôle et chaque réseau (organisé par Communauté française, officiel subventionné et libre subventionné) soient représentés [...]".* De plus, il est prévu à l'alinéa 2 du même article que *"pour chaque catégorie visée aux* ***3°*** *à 5°* (les hautes écoles sont donc incluses)*, les représentants proposés ne peuvent être issus des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants".* Enfin, l'alinéa 4 précise qu'*"à l'exception des membres visés aux 1°* (le Président)*, 2°* (les recteurs) *et 7°* (les étudiants)*, les membres du Conseil d'administration de l'ARES sont désignés pour une durée de cinq ans".*

De ces trois règles, il est possible de déduire que les 6 représentants des hautes écoles (dont au moins 4 Directeurs-Présidents) sont actuellement désignés pour une durée de 5 ans et qu'à la fin de leur mandat, les nouveaux représentants ne doivent pas provenir des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les précédents et doivent respecter la répartition pôle-réseau.

L'article 28, § 1er, al. 2 est actuellement rédigé comme suit : *« Pour chaque catégorie visée aux 3° à 5°, les représentants proposés ne peuvent être issus des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants; il en est de même pour les représentants des étudiants visés au 7° après 4 renouvellements annuels successifs. De plus, parmi l'ensemble des membres visés au 7°, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole, un d'une Ecole supérieure des Arts et un d'un Etablissement de promotion sociale ».*

A cet égard, il est proposé de modifier l'article afin de supprimer la règle du changement concernant les représentants des hautes écoles. Cela étant, si la modification ne s'étend qu'à ces seuls représentants, il existerait un risque juridique de créer une distinction difficilement justifiable avec les catégories 4° et 5° (à savoir les représentants des ESA et de la promotion sociale) qui resteraient alors soumises à cette règle. Dès lors, il est prévu d'étendre ceci aux deux autres catégories, ce qui revient en pratique à supprimer purement et simplement la règle concernant tous les représentants des établissements d'enseignement supérieur. Elle ne subsisterait que pour les étudiants. Il serait donc proposé de supprimer cette règle à la fois pour les représentants des hautes écoles mais aussi pour ceux des écoles supérieures des arts et de l'enseignement de promotion sociale.

L'alinéa actuel serait modifié en ce sens : *« ~~Pour chaque catégorie visée aux 3° à 5°, les représentants proposés ne peuvent être issus des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants;~~ il en est de même pour les représentants des étudiants visés au 7° après 4 renouvellements annuels successifs. De plus, parmi l'ensemble des membres visés au 7°, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole, un d'une Ecole supérieure des Arts et un d'un Etablissement de promotion sociale ».*

L'alinéa serait alors rédigé comme suit: "*Pour la catégorie visée au 7°, les étudiants proposés ne peuvent être issus des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants, après 4 renouvellements annuels successifs. De plus, parmi l'ensemble des membres visés au 7°, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole, un d'une Ecole supérieure des Arts et un d'un Etablissement de promotion sociale".*

06.2 / MÉCANISME DE SUPPLÉANCE DU PREMIER VICE-RECTEUR

Actuellement, il est prévu à l'article 28, § 1er, al. 3 du décret la règle suivante : *« A l'exception du membre visé au 1°, chaque membre a un suppléant, proposé selon les mêmes modalités; le suppléant d'un recteur y est le premier Vice-recteur de son université ou, si cette fonction n'existe pas dans l'université concernée, un autre Vice-recteur désigné par elle pour cette fonction. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif ».*

Cette règle peut parfois poser un certain nombre de difficultés en pratique, principalement lorsqu'au sein de l'université, le premier Vice-recteur désigné par l'institution n'a pas en charge l'Enseignement mais d'autres matières qui ne touchent pas directement (ou de manière très indirecte) les matières examinées par le Conseil d'administration de l'ARES. Du reste, l'alternative proposée par l'article ne concerne formellement que l'hypothèse d'une absence de titre de « premier Vice-recteur », ce qui n'a pas pour effet de résoudre davantage le problème évoqué.

Il est donc proposé de modifier l'article en question, de la manière suivante : *« « A l'exception du membre visé au 1°, chaque membre a un suppléant, proposé selon les mêmes modalités; le suppléant d'un recteur y est le premier Vice-recteur de son université ou~~, si cette fonction n'existe pas dans l'université concernée,~~ un autre Vice-recteur désigné par elle pour cette fonction. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif ».*

De cette manière, on laisse davantage de souplesse à l'université dans la désignation du Vice-recteur qui reste par principe le premier Vice-recteur, sauf lorsque l'institution juge préférable de désigner un autre Vice-recteur.

06.3 / MÉCANISME DE REPRESENTATIVITÉ DES ÉTUDIANTS (PROM. SOC)

Actuellement, l'article 28, § 1er, al. 2 prévoit que *« […] parmi l'ensemble des membres visés au 7°* [les étudiants]*, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole, un d'une Ecole supérieure des Arts et un d'un Etablissement de promotion sociale.*

En pratique cependant, les étudiants relèvent qu'il peut être difficile de trouver un représentant issu d'un établissement de promotion sociale.

Afin de ne pas supprimer purement et simplement la règle et, par conséquent, détricoter l'équilibre recherché entre les quatre formes d'enseignement, il peut être proposé de maintenir l'obligation concernant les trois premières formes d'enseignement et de rendre la règle facultative concernant la promotion sociale.

L'article pourrait ainsi être rédigé comme suit : *« […] parmi l'ensemble des membres visés au 7°, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole [et] un d'une Ecole supérieure des Arts. Parmi l'ensemble des membres visés, un quatrième représentant peut être issu d'un Etablissement de promotion sociale ».*

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2019-08 DU 25 JUIN 2019

Changement de partenaire dans une codiplomation – Bachelier en Management du tourisme et des loisirs (IEPSCF Uccle)

Considérant les articles 21, 1°, et 88, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Considérant le courrier du 6 juin 2018 de l'IEPSCF d'Uccle informant de la décision d'interruption de la mise en place de l'organisation du Bachelier en Management du tourisme et des loisirs par le CPSU d'Uccle (partenaire de co-diplomation) ;

Considérant la formulation de la demande de changement de partenaire par l'IEPSCF d'Uccle et de sa volonté de garder son habilitation en co-diplomation;

Considérant la transmission, le 29 mai 2019, d'une convention conclue entre l'IEPSCF d'Uccle et la Haute École Galilée et portant sur la co-diplomation du Bachelier en Management du tourisme et des loisirs;

Considérant que la Haute École Galilée possède déjà l'habilitation à organiser le Bachelier en Management du tourisme et des loisirs;

Considérant que l'offre de formation, sur le territoire géographique concerné, n'est donc pas modifiée;

L'ARES formule à l'endroit de changement de partenaire dans une codiplomation - Bachelier en Management du tourisme et des loisirs (IEPSCF Uccle) l'avis suivant.

AVIS

L'ARES émet un avis **favorable** à la demande de changement de partenaire de l'IEPSCF d'Uccle pour le Bachelier en Management du tourisme et des loisirs.

Domaine 9 - Sciences économiques et de gestion

Codiplômation - IEPSCF d'Uccle et HE Galilée

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'IEPSCF d'Uccle est l'établissement référent.

Prise d'effet de la Convention et de l'habilitation: année académique 2019-2020

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2019-11 DU 8 OCTOBRE 2019

Changement de noms de deux bacheliers en informatique et systèmes

Considérant l'article 21, alinéa 1, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, d'initiative ou sur demande de celui-ci, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un Pôle académique, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant le décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche voté le 2 mai 2019 et paru au moniteur le 2 août 2019 qui a acté le changement de domaine (du 17 – sciences vers le 19 - Sciences de l'ingénieur et technologie) et le transfert des habilitations du bachelier en informatique et systèmes orientaion automatique et du bachelier en informatique et systèmes orientation gestion technique des bâtiments – domotique ;

Considérant le processus d'analyse de l'ensemble des bacheliers en informatique et systèmes, où il avait été constaté que sous des intitulés de base se trouvaient des formations dont les contenus étaient parfois différents, et étant donné que cela avait déjà amené l'ARES à demander un changement de domaine des deux orientations ci-avant, classées maintenant dans le domaine 19 (Sciences de l'ingénieur et technologie),

Considérant les remarques et observations de la Chambre thématique des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale et sur proposition du Bureau exécutif, l'ARES formule l'avis suivant :

AVIS

L'ARES propose les changements de dénomination suivants :

- Le bachelier en informatique et systèmes orientation automatique s'appellerait désormais un **bachelier en automatisation** ;
- Le bachelier en informatique et systèmes orientation gestion technique des bâtiments – domotique s'appellerait désormais un **bachelier en domotique**.

Ces deux changements de dénominations demandés n'augmentent pas l'offre d'enseignement, permettent de clarifier celle-ci par une dénomination univoque et distincte des orientations dans le domaine de l'informatique et systèmes, classées dans le domaine 17 (Sciences).

La réflexion menée a abouti aussi à une modification des référentiels de compétences et des contenus minimaux des deux formations visées.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2019-12 DU 23 OCTOBRE 2019

Changement de partenaire dans une codiplomation – Bachelier en Coopération internationale (IEPSCF Evere-Laeken)

Considérant les articles 21, 1°, et 88, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Considérant qu'en date du 1er mars 2019, l'Institut de Formation de Cadres pour le Développement (IFCAD) a fait valoir son droit à la résiliation unilatérale de la Convention concernant leur coopération dans le cadre de la co-diplomation du Bachelier en Coopération internationale établie avec l'IEPSCF d'Evere-Laeken ;

Considérant la formulation de la demande de changement de partenaire par l'IEPSCF d'Evere-Laeken et de sa volonté de garder son habilitation en co-diplomation ;

Considérant que l'ancien partenaire de co-diplomation, l'Institut de Formation de Cadres pour le Développement (IFCAD), perd définitvement son habilitation à organiser le Bac en coopération internationale ;

Considérant que l'offre de formation, sur le territoire géographique concerné, n'est donc pas modifiée ;

Considérant la nécessité de conclure une convention de co-diplômation conformément à l'article 82 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Considérant la signature le 23 octobre 2019, d'une convention conclue entre l'IEPSCF d'Evere-Laeken et l'IEPSCF d'Uccle et portant sur la co-diplomation du Bachelier en Coopération internationale;

L'ARES formule à l'endroit de changement de partenaire dans une codiplomation - Bachelier en Coopération internationale (IEPSCF Evere-Laeken) l'avis suivant.

AVIS

L'ARES émet un avis **favorable** à la demande de changement de partenaire de l'IEPSCF d'Evere Laeken pour le Bachelier en Coopération internationale.

Domaine 9 - Sciences économiques et de gestion

Codiplômation - IEPSCF d'Evere-Laeken et l'IEPSCF d'Uccle

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'IEPSCF d'Evere-Laeken est l'établissement référent.

Prise d'effet de la Convention et de l'habilitation: année académique 2019-2020 (janvier 2020)

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2019-14 DU 17 DÉCEMBRE 2019

Fusion de l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et de l'Institut d'Urbanisme et de Rénovation Urbaine – Création de l'établissement de promotion sociale « Ateliers Saint-Luc »

Considérant que le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ne traite pas des dispositions pratiques en cas de fusion d'établissement d'enseignement supérieur ;

Considérant les articles 36 et 96 bis du décret du 26 janvier 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale traitant de la fusion entre établissements de promotion sociale ;

Considérant le courrier du 14 novembre 2019 adressé à l'ARES et informant de la fusion l'Ecole de Promotion sociale Saint-Luc et de l'Institut Supérieur d'Urbanisme et de Rénovation Urbaine ;

Considérant que le nouvel établissement né de cette fusion portera le nom d' « Ateliers Saint-Luc » et dont le siège administratif sera situé au 57, rue d'Irlande à 1060 Saint-Gilles ;

Considérant que le nouvel établissement reprendra l'offre de formation et les habilitations dont disposaient les deux établissements qui fusionnent ;

Considérant que l'offre de formation, sur le territoire géographique concerné, n'est pas modifiée ;

L'ARES formule à l'endroit de cette fusion et de la création de l'établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale « Ateliers Saint-Luc » qui en découle, l'avis suivant.

AVIS

L'ARES émet un avis **favorable** à la demande de fusion de l'École de Promotion sociale Saint-Luc et de l'Institut Supérieur d'Urbanisme et de Rénovation Urbaine, et à la création de l'École supérieure de promotion sociale « Ateliers Saint-Luc » qui découle de cette fusion.

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

La prise d'effet de la fusion des établissements et de la création de l'établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale « Ateliers Saint-Luc » est fixée au 1er janvier 2020.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N°2020-01 DU 11 FÉVRIER 2020

Demandes d'habilitations 2020 – hors moratoire

Considérant les articles 21, 2°, 3°, 4° et 86 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Considérant les critères et modalités de traitement des habilitations arrêtés par le Conseil d'administration de l'ARES en sa séance du 30 juin 2015, confirmés lors de la réunion du 10 juillet 2018 ;

Considérant l'avis de la Chambre des universités et la proposition du Bureau exécutif ;

Le Conseil d'administration de l'ARES émet l'avis suivant.

AVIS

L'ARES émet à destination du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles un avis favorable à l'endroit des demandes d'habilitations à organiser les formations suivantes :

01. Master de spécialisation en génétique clinique
Domaine 11. Sciences médicales
UCLouvain – Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)
Année académique de première organisation : 2020-2021

02. Master de spécialisation en génétique clinique
Domaine 11. Sciences médicales
ULB – Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)
Année académique de première organisation : 2020-2021

03. Master de spécialisation en génétique clinique
Domaine 11. Sciences médicales
ULiège – Arrondissement de Liège (62)
Année académique de première organisation : 2020-2021

Ces études conduisent à un nouveau grade académique en Fédération Wallonie-Bruxelles en réponse à une demande fédérale dans le domaine de la santé publique ; elles sont donc été soutenues par le Conseil d'administration de l'ARES en dépit du moratoire en cours.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2020-02 DU 11 FÉVRIER 2020

Changement de dénomination du master en gestion des services généraux

Considérant l'article 21, alinéa 1, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, d'initiative ou sur demande de celui-ci, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un Pôle académique, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant le fait que le master en gestion des services généraux est un master en alternance qui est actuellement organisé uniquement par la Haute École de la Province de Liège (HEPL), depuis 2011 et sans partenariat, et qu'une cohabilitation conditionnelle, actuellement « dormante », est également codétenue pour ce master par la Haute École Libre de Bruxelles - Ilya Prigogine, la Haute École Bruxelles-Brabant, la Haute École Francisco Ferrer et la Haute École Lucia de Brouckère ;

Considérant la demande du 2 octobre 2019 adressée à la Commission économique de la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale (HE-EPS) dans laquelle la HEPL fait savoir qu'elle souhaite pouvoir renommer cette formation « master en facility management » dès l'année académique 2020-2021 ;

Considérant les arguments avancés par la HEPL, à savoir :

- l'obsolescence de la notion de « gestion des services généraux » qui ne traduit plus suffisamment toutes les notions englobées par le « facility management » à l'heure actuelle, à savoir une gestion stratégique et innovante des infrastructures et des services aux occupants intégrant les aspects économiques, sociaux et environnementaux ;
- l'utilisation commune des appellations « facility management » et « facility manager » au sein de la profession ;
- la volonté de pouvoir remettre aux diplômés un titre qui correspond aux emplois qu'ils brigueront ;
- l'existence d'autres intitulés de grades formulés en anglais et approuvés par l'ARES dans le domaine économique, entre autres ;

Considérant l'avis favorable émis par la Commission économique de la Chambre HE-EPS lors de sa réunion du 21 novembre 2019 ;

Considérant l'avis favorable émis par la Chambre HE-EPS lors de sa séance du 16 janvier 2020.

AVIS

L'ARES émet un avis **favorable** sur la demande de changement de dénomination du master en gestion des services généraux en **master en facility management** à partir de l'année académique 2020-2021.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2020-04 DU 21 AVRIL 2020

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 17 avril 2020 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020 ;

Considérant que la demande d'avis est adressée conformément à l'article 3, alinéa 1er, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 et que la réponse doit être adressée dans un délai de 3 jours ouvrables ;

Considérant l'urgence motivée par la crise sanitaire du Covid-19 qui nécessite d'adapter les exigences en matière de présence, d'évaluation et de sanction des études à la suspension des cours et des activités d'apprentissage ;

Considérant l'urgence de régler l'organisation pratique de la fin de l'année académique 2019-2020 ;

Considérant l'urgence motivée par le fait qu'il convient de prendre rapidement des mesures visant à permettre la continuité des procédures statutaires des membres des personnels de l'enseignement supérieur non universitaire suite aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

Considérant que l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret du 7 novembre 2013, prévoit que, pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts, à charge du Bureau exécutif d'en assurer le suivi en urgence ;

Considérant qu'en application de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret précité, c'est au Bureau exécutif de l'ARES d'assurer le suivi de cet avis en urgence ;

AVIS

Moyennant la prise en compte des observations qui suivent, l'ARES émet **un avis réservé** à l'endroit du projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

01. COMMENTAIRES SUR LES ARTICLES

01.1 / ARTICLE 1ER

« Le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est applicable pour l'année académique 2019-2020 aux Universités, aux Hautes Écoles et aux Écoles supérieures des Arts, ci-après les établissements d'enseignement supérieur, telles que visées par l'article 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

Étant donné qu'il est fait référence à trois articles, il conviendrait d'indiquer *« tels que visés aux articles 10, 11 et 12 »*.

Les représentants des universités font remarquer qu'il y a des dispositifs qui « débordent » l'année académique 2019-2020.

01.2 / ARTICLE 2

« Par dérogation à l'article 76, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, les activités d'apprentissage peuvent comporter, durant l'année académique 2019-2020, des enseignements organisés à distance par les établissements d'enseignement supérieur qui en fixent les modalités particulières. »

Cette disposition semble partir du principe que l'article 76, alinéa 1er du décret paysage imposerait l'organisation des activités d'apprentissage sous forme physique. Or, il ne l'interdit pas et certaines activités d'apprentissage sont données via l'enseignement à distance depuis plusieurs années, bien avant la crise actuelle. Il ne faudrait pas que cette disposition de l'article 2 compromette tout enseignement à distance dans l'avenir dès la crise terminée. Par contre, il apparaît indispensable de valider que, du fait de la crise du Covid-19, le basculement imprévu d'une majorité activités d'apprentissage vers le distanciel est légal, avec un effet rétroactif de la disposition dérogatoire située au début du confinement.

L'ARES suggère que l'article 2 soit reformulé comme suit :

« Par dérogation à l'article 76, aliéna 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, le basculement imprévu d'activités d'apprentissage vers un enseignement à distance à partir de la période de confinement décidée par le Gouvernement fédéral est autorisé ».

Les représentants du personnel ne partagent pas totalement cette proposition, sans l'assortir de balises claires. Avant de se diriger vers une « normalisation » de cet enseignement, il leur paraît opportun de réaliser une évaluation objective de ces modalités d'enseignement, notamment au regard de ce qui s'est fait pendant la période actuelle. S'il semble que l'article 76 ne l'empêche pas et que certaines unités d'enseignement sont déjà organisées à distance, un des éléments qui pose problème est la non-application de l'article 121 qui leur semble être une piste à creuser.

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« L'article 76, al. 1er du décret n'interdit absolument pas les enseignements à distance, en sorte qu'il n'y a pas de motif de vouloir y déroger pour les permettre.

Le fait que le décret paysage n'autorise pas expressément les enseignements à distance, n'implique pas qu'il les interdirait a contrario. La liberté est la règle, et sa limitation est l'exception. Le choix « présentiel » ou « distantiel » fait partie de la liberté des méthodes pédagogiques (art. 24, § 1er, de la Constitution), et n'a nul besoin d'être autorisé par le décret pour être permis ! La disposition insérée pourrait induire, a contrario, que l'enseignement en distantiel est interdit hors de l'année académique 2019-2020. Les MOOCs, SPOC, ... et autres qui sont pratiqués depuis des années par l'ensemble des établissements, seraient donc, a contrario, illégaux. Cette disposition est dangereuse, et doit être omise.

S'il s'agit simplement d'assurer la sécurité juridique, on peut se contenter de signaler, dans un rapport au gouvernement (à rédiger), que le décret paysage, tel qu'il est actuellement libellé, n'interdit pas l'enseignement en distanciel.

A titre infiniment subsidiaire, il est en tous cas nécessaire de fournir davantage de précision à la notion d'enseignement à distance (principe de la légalité 24, § 5 Const), et, en bonne logique, de faire rétroagir l'AGCFPS au 13 mars 2020. »

01.3 / ARTICLE 3

« Par dérogation à l'article 77, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, durant les deuxième et troisième quadrimestres de l'année académique 2019-2020, les établissements d'enseignement supérieur peuvent modifier la description des unités d'enseignement, lorsque la crise sanitaire du Covid-19 l'impose. Le cas échéant, ils communiquent les changements effectués aux étudiants concernés, au plus tard un mois avant la date prévue pour l'évaluation de l'unité visée ».

Cet article 3 doit être mis en relation avec l'article 11 du projet d'arrêté relatif à l'évaluation des unités d'enseignement. La description des unités d'enseignement prévue à l'article 77 du décret du 7 novembre 2013 comporte **12 éléments constitutifs** dont la contribution au profil d'enseignement du programme, les acquis d'apprentissage spécifiques sanctionnés par l'évaluation, la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels avec l'indication de ceux qui sont indispensables pour acquérir les compétences requises, son organisation (notamment le volume horaire, l'implantation et la période de l'année académique), **le mode d'évaluation** et, s'il échet, la pondération relative des diverses activités d'apprentissage.

L'article 11 exige que les modalités d'évaluation soient fournies pour le 27 avril 2020 au plus tard et l'article 3 permet des changements dans la description des unités d'enseignement au plus tard un mois avant la date prévue de l'évaluation, celles-ci comprenant les modalités d'évaluation. Peut-on en déduire que l'article 11 déroge éventuellement à l'article 3 pour les examens qui seraient organisés avant le 27 mai, car il énonce une règle spécifique pour la partie des fiches descriptives des unités d'enseignement relative aux modalités d'examen ?

D'autre part, il y a redondance des informations à fournir, car ce qui est demandé à l'article 11 se trouve déjà dans les fiches descriptives des unités d'enseignement. Si celles-ci sont modifiées et complétées, les conditions de l'article 11 sont donc automatiquement rencontrées et celui-ci est superfétatoire. Enfin, rien n'est prévu explicitement pour les évaluations du 3^{e} quadrimestre.

Par ailleurs, pour les étudiants de première année de premier cycle, il convient de rappeler que l'article 150 du décret du 7 novembre 2013 précité prévoit des dispositions spécifiques pour ceux qui ont participé aux

épreuves de fin de premier quadrimestre, mais n'ont pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations. L'établissement est en effet tenu d'organiser au moins deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces mêmes enseignements à la fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique. Il convient ici de permettre à l'établissement de modifier, le cas échéant, les modalités d'évaluations prévues initialement pour les unités d'enseignement du premier quadrimestre du bloc 1 et donc de ne pas restreindre les modifications aux unités d'enseignement du seul deuxième quadrimestre.

L'article 77, alinéa 3 prévoit déjà la possibilité du cas de force majeure quand il touche les enseignants responsables, ce qui est bien le cas dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19. De plus, l'article tel que formulé actuellement interdit toute modification de la description des unités d'enseignement après une date figée dans le temps, ce qui est pour le moins interpellant dans une situation sanitaire où le risque d'imprévus sur le déroulement des activités et des examens n'est pas négligeable, comme l'absence d'un enseignant malade.

Étant donné toutes les remarques ci-devant, l'ARES demande que **l'article 3 soit reformulé comme suit** :

« Par dérogation à l'article 77, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, durant les deuxième et troisième quadrimestres de l'année académique 2019-2020, les établissements d'enseignement supérieur peuvent modifier la description des unités d'enseignement, en ce compris les unités d'enseignement du 1er quadrimestre et les modalités d'évaluation du 3e quadrimestre, lorsque la crise sanitaire du Covid-19 l'impose. Le cas échéant, ils communiquent les changements effectués aux étudiants concernés au plus tard le XX avril pour les évaluations de la période d'évaluation de fin de second quadrimestre. Toute modification ultérieure, autorisée uniquement en cas de nouvel élément requérant une nouvelle adaptation pour cause de force majeure, est communiquée aux étudiants dans les délais les plus brefs. »

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« L'article 77, al. 3, du décret paysage prévoit la mutabilité des fiches en « cas de force majeure touchant les enseignants responsables ». Le Covid-19 est à qualifier comme tel. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir cet article 3, a fortiori en le présentant comme une « dérogation » à l'article 77, al. 3, dont il ne constitue qu'une application parmi d'autres. Tout au contraire, la modification suggérée pourrait être interprétée comme signifiant que les fiches descriptives, qui prévoient les modalités d'évaluation, ne pourront plus être modifiées pour cause de Covid-19 lorsque l'on se trouve à moins d'un mois de l'examen. Que fait-on si le prof qui devait faire passer un oral est en soins intensifs ? On ne peut pas basculer à l'écrit ? Donc on annule l'examen, et on reporte purement et simplement en août ? Idem pour un contenu de matière qui, pour les raisons précitées, n'aurait pas pu être enseignée : la matière non enseignée fait quand même partie de l'évaluation ?

Il est à noter, et à faire noter, que l'ARES et la DGVSER, dans leurs analyses précédentes, considéraient que, de lege lata et sans plus amples modifications, l'article 77, al. 3 permettait de modifier les fiches descriptives pour cause de COVID 19. »

01.4 / ARTICLE 4

« Par dérogation à l'article 79, § 1er, alinéas 1er et 5, du décret du 7 novembre 2013 précité, pour l'année académique 2019-2020, l'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle peut se répartir sur les trois

quadrimestres, selon les modalités de concertation interne fixées par les établissements d'enseignement supérieur.

Les motivations académiques à l'appui de la décision prise en vertu de l'alinéa 1er sont communiquées aux étudiants ».

L'ARES constate que le commentaire de cet article est bien plus limitatif, car il précise que celui-ci ne peut être utilisé par les établissements qu'en *« dernier recours »* et si et seulement si apparait une *« impossibilité matérielle d'organiser l'activité d'apprentissage concernée, y compris à distance ».* L'article en question, ne contenant aucune des deux limitations incluses dans le commentaire, ne produira aucun autre effet que celui qu'il dispose.

L'ARES suggère une légère modification de la formulation de l'article 4 afin d'indiquer plus clairement que c'est la possibilité de planifier des activités d'apprentissage au 3e quadrimestre qui est ici visée et donc de remplacer les termes « *peut se répartir sur les trois quadrimestres* » par « *peut être planifié au 3e quadrimestre ».*

L'ARES s'inquiète du peu de temps laissé pour la concertation interne.

En outre, les représentants du personnel, partout où il est question de concertation au niveau des EES, dénoncent la volonté de limiter la concertation aux organes internes (pour les hautes écoles : organe de gestion, conseil pédagogique, conseil de département) sans passer par les organes de concertation locale que sont les CE, COCOBA, COPALOC, CPPT. Il n'est pas normal que ces organes soient contournés alors qu'il s'agit bien d'organisation générale du travail. En outre, le CPPT devra être réuni obligatoirement de toute façon sur la question de l'organisation du travail au regard de l'indispensable protection de la santé des travailleurs et des étudiants.

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« Le texte n'est pas bien rédigé. Ce n'est pas l'ensemble des activités qui peut se répartir sur les 3 quadrimestres, mais tout type d'activité qui peut être planifié en Q3.

Par ailleurs, et si c'est là l'intention de l'auteur (cfr la note au Gouvernement), il utile de prévoir que l'étudiant a alors deux chances pour être évalué en session de fin de Q3. On « sauve » ainsi le principe des deux chances. »

01.5 / ARTICLE 5

« Par dérogation à l'article 79, § 1er, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, le troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 peut débuter le 11 juillet 2020 et se terminer le 30 septembre 2020.

L'établissement d'enseignement supérieur peut, pour des raisons de force majeure, prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 jusqu'au 30 janvier 2021 pour l'année diplômante des études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation.

Les motivations académiques à l'appui des décisions prises en vertu des alinéas précédents sont communiquées aux étudiants. »

Concernant l'alinéa 1er, il convient de fixer une date **commune** pour tous les établissements : laisser une marge de manœuvre quant à la date fixant le début du troisième quadrimestre ne provoquerait qu'une insécurité juridique la plus totale entre étudiant·e·s. et entre établissements. L'alinéa premier devrait être libellé comme suit : « *Par dérogation à l'article 79, § 1er, alinéa 3 du décret du 7 novembre 2013 précité, le troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 débute le 11 juillet 2020 et se termine le 30 septembre* ».

Concernant l'alinéa 2, il faut rappeler que le concept *d' « année diplômante »* n'est pas un terme défini juridiquement par le décret Paysage. Le décret définit un étudiant *« en fin de cycle »*, soit – conformément à l'article 15, § 1er, al. 1er, 35°bis du décret – l'*« étudiant qui a inscrit dans son programme annuel tous les crédits manquants pour être diplômé ».* Il convient de privilégier cette formulation.

Les étudiants inscrits dans les études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur sont des étudiants « en fin de cycle » et devraient donc être concernés par cette mesure.

L'alinéa 2 précité laisse entendre que les établissements souhaitant faire usage des modalités qui y sont décrites devraient justifier de raisons de force majeure sans pouvoir se contenter d'invoquer la situation créée par le Covid 19 et les mesures qui en ont résulté, alors que les raisons de prolonger les évaluations en question jusqu'au 30 janvier 2021 sont déjà à suffisance établies. Le recours à la force majeure semble devoir être réservé aux situations non gérables comme l'impossibilité d'un étudiant à faire l'examen à distance par manque de moyens ou problèmes de connexion par exemple et, étant à l'étranger frontières fermées, étant incapable de venir bénéficier des alternatives mises en place par les établissements. Si on entend élargir ces possibilités, l'ARES propose de supprimer ce bout de phrase, et de le remplacer par « dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par le covid-19 ».

L'ARES propose donc de **libeller l'alinéa 2 comme suit** : *« Dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par le Covid-19 et s'agissant des étudiants en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation, l'établissement d'enseignement supérieur peut prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 jusqu'au 30 janvier 2021 ».*

Les représentants des étudiants sont défavorables à cette mesure et souhaitent que tous les étudiants puissent reprendre l'année académique le 14 septembre.

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« On n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'année diplômante des bacheliers de transition n'est pas visée. Ce bachelier est en effet une formation initiale (art. 15, § 1er, 38° du décret paysage), au sens visé par la note au Gouvernement.

Qu'en est-il de l'étudiant de Master dont les évaluations ou le stage se prolongeraient jusqu'au 30 janvier 2021 mais qui souhaiteraient, dès 2020-2021, s'inscrire en Master de spécialisation ? »

01.6 / ARTICLE 6

« Par dérogation à l'article 100, § 3, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, le programme annuel d'un étudiant peut être modifié durant les deuxième et troisième quadrimestres de l'année académique 2019-2020, sous réserve de l'accord du jury et de l'étudiant.

Une modification du programme annuel de l'étudiant ne peut engendrer de nouvelles contraintes pour celui-ci ».

L'article 6 ne fait pas explicitement mention qu'il peut être dérogé à la règle des 60 ECTS ni à la règle de moins de 55 crédits car il ne prévoit pas de modifier la règle de minimum 55 crédits pour le PAE pour des raisons organisationnelles. Cela signifie qu'il ne sera pas possible de reporter à l'année suivante un stage ou un autre type d'unité d'enseignement de plus de 5 crédits si l'étudiant.e possède un PAE de 60 crédits.

L'article 6 contient une disposition contraire au décret du 7 novembre 2013 qui prévoit que le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord du jury. C'est donc l'étudiant qui propose son programme annuel et le jury qui décide, en concertation avec l'étudiant.

Aussi, il conviendrait dès lors **de modifier l'alinéa comme suit** : « *Par dérogation à l'article 100, § 3, alinéa 1er et 101 du décret du 7 novembre 2013 précité, le programme annuel d'un étudiant peut être modifié durant les deuxième et troisième quadrimestres de l'année académique 2019-2020, sous réserve de l'accord du jury et en concertation avec l'étudiant. Le cas échéant, le programme peut contenir moins de 60 crédits ».*

Les représentants des étudiants s'opposent à la réécriture proposée du 1er alinéa de l'article 6 car l'accord de l'étudiant leur semble indispensable.

La formulation du deuxième alinéa de cet article demande à être clarifiée, notamment **l'explicitation des contraintes** qui ne pourraient être imposées à l'étudiant. D'autre part, dès lors que l'accord de *« celui-ci »* est explicitement demandé lors de la modification de son programme annuel, il devrait être admis qu'il en accepte les conséquences. Il est même à craindre que l'ajout de ce second alinéa ne vide complètement de sa substance la portée de l'article étant entendu que la situation de crise actuelle engendrera nécessairement, sur l'étudiant, *« de nouvelles contraintes ».* Il empêcherait, par exemple, un·e étudiant·e d'ajouter des « nouveaux » crédits à son programme dès le 2e ou 3e quadrimestre 2019-2020 (moyennant l'accord de son jury), car il·elle rencontrerait « automatiquement » de nouvelles contraintes.

L'ARES constate que les précisions apportées par les commentaires de cet article gagneraient à être incluses dans celui-ci pour lever toute ambiguïté et notamment le fait que « *Si le programme annuel de l'étudiant est diminué, et que les crédits sont donc reportés à l'année suivante, les Commissaires et Délégués du Gouvernement tiendront compte de la situation la plus favorable pour l'étudiant dans le calcul de sa finançabilité* » et que « *Dans le cadre de cette possibilité de modifier le programme annuel de l'étudiant, et pour ce qui concerne plus particulièrement les stages suivis dans le cadre de formations menant à des professions non réglementées, le jury peut décider de valoriser la totalité des stages alors même que l'étudiant a présenté un volume réduit des stages prévus dans son programme annuel. »*

L'ARES demande que ces changements de PAE n'impactent pas le financement des établissements.

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« L'article 100, § 3, al. 1er, du décret n'a pas la portée que lui prête implicitement l'article 6, puisqu'il n'y est nulle part indiqué que le PAE de l'étudiant serait intangible passée une certaine date.

La note au Gouvernement semble indiquer que la « dérogation » porterait en réalité sur le fait que le programme modifié pourrait ne pas comprendre 60 crédits. Cette lecture ne ressort pas du tout du texte, et prête de toute façon à l'article 100, § 3, al. 1er, du décret paysage une portée qu'il n'a pas : il y a toute une série d'hypothèses où, en parfaite conformité avec le décret paysage, le PAE d'un étudiant pourrait ne pas (ou ne plus) comprendre 60 crédits. Un programme à plus de 60 crédits pourrait aussi être ramené à 60 crédits sans énerver la règle de base de Paysage.

On ne voit donc pas, en l'état, la raison pour laquelle il faudrait « déroger » à l'article 100, § 3, et la portée de la « dérogation » qui serait ainsi réalisée. Si l'intention de l'auteur du projet et de permettre que le PAE de l'étudiant puisse « descendre » en deçà du volume autorisé par la combinaison de l'ensemble des dispositions pertinentes du décret paysage, telles qu'elles sont actuellement libellées, il convient qu'il l'indique plus clairement, par exemple en abaissant le plancher de 55 crédits visé par l'article 100, § 4, c, du décret paysage.

De plus, et si l'accord de l'étudiant est inconditionnellement requis, alors cela n'a pas beaucoup de sens de préciser que le nouveau PAE ne doit pas comporter de nouvelles contraintes pour lui. L'étudiant doit pouvoir valablement consentir à de nouvelles contraintes, non ?

La note au Gouvernement précise que les modifications de PAE ne pourront intervenir que pour les étudiants « qui ne sont pas dans une année diplômante ». Cette précision ne ressort pas du texte, et, à supposer qu'elle corresponde à l'intention des auteurs du texte, on ne voit pas la justification de cette différence de traitement, sous l'angle des articles 10 et 11 de la Constitution.

La note au Gouvernement précise encore que « *Si le programme annuel de l'étudiant est diminué, et que les crédits sont donc reportés à l'année suivante, les Commissaires et Délégués du Gouvernement tiendront compte de la situation la plus favorable pour l'étudiant dans le calcul de sa finançabilité* ». La garantie ainsi concédée ne peut être effective que moyennant une modification du décret du 11 avril 2014, les délégués et commissaires du Gouvernement, tout comme les EES qui statuent sur les demandes d'inscription, étant tenus d'appliquer le décret tel qu'il est. La note au Gouvernement, dans son dispositif, évoque un projet législatif sur les questions de finançabilité (notamment). Il n'est pas précisé si ce projet intégrera la question précitée. »

01.7 / ARTICLE 7

« Par dérogation à l'article 110, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, en vue de l'inscription à l'année académique 2020-2021, l'étudiant peut présenter l'épreuve d'admission jusqu'au 30 septembre 2020 ».

La formulation de cet article pourrait laisser entendre que la possibilité est laissée à l'appréciation de l'étudiant, alors que cette disposition permet aux établissements de postposer la date limite du 21 septembre au 30 septembre, comme indiqué dans le commentaire du projet d'arrêté.

L'ARES propose donc de **modifier la formulation comme suit** : *« Par dérogation à l'article 110, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, en vue de l'inscription à l'année académique 2020-2021, l'épreuve d'admission peut être organisée jusqu'au 30 septembre 2020 ».*

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« On ne voit pas très bien l'articulation de ceci avec l'article 110, al. 2, du décret paysage ».

01.8 / ARTICLE 8

« Par dérogation à l'article 110/1, § 1er, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité, pour l'année académique 2020-2021, le test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires est organisé durant la première quinzaine de septembre 2020 ».

A la lecture du commentaire des articles, on constate que le test ne sera organisé qu'une seule fois en septembre 2020. Afin d'obvier à tout doute, l'ARES propose **d'ajouter les mots** *« une unique fois »* entre le mot *« organisé »* et les mots *« durant la première quinzaine de septembre 2020 ».*

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« N'est-ce pas plutôt : « n'est organisé que durant la première quinzaine de septembre 2020. » ? »

01.9 / ARTICLE 9

« Par dérogation à l'article 1er, § 2, alinéa 4 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, pour l'année académique 2020-2021, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en sciences dentaires une première fois durant la seconde quinzaine d'août 2020 et une deuxième fois jusqu'au 14 octobre 2020.

Pour l'ARES, cet article devrait être complété par une formulation indiquant que ces dispositions seront prises dans le respect de modalités de concertation avec les établissements d'enseignement supérieur concernés et tiendront compte des mesures adoptées par le Conseil National de Sécurité.

Par ailleurs, l'article mériterait d'être libellé autrement. S'il a le mérite de prévoir la souplesse nécessaire, l'article rate son objectif quant à la nécessité de palier à l'urgence. En effet, cet article pourrait, du même coup, prévoir les dates précises, le caractère centralisé ou non de l'examen et les dates limites des inscriptions étant entendu qu'il revient de toute façon au Gouvernement de fixer ces modalités – conformément à l'article 1er, § 2, al. 3 à 5 du même décret.

L'ARES demande que **les deux organisations de l'examen d'entrée se fassent avant la rentrée académique** ou au plus tard dans la semaine de celle-ci pour que la rentrée des étudiants se fasse dans de bonnes conditions.

01.10 / ARTICLE 10

« Par dérogation à l'article 121, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, les établissements communiquent, pour le 1er septembre 2020 au plus tard, la liste des cursus organisés, leur profil d'enseignement et leur programme détaillé au Pôle académique et à l'ARES qui veille à la cohérence de ceux-ci avec les référentiels de compétences ».

L'ARES n'émet aucune remarque.

Les représentants des universités émettent la remarque suivante :

« On ne voit pas pourquoi, si la dérogation ne porte que sur la date, on recopie une partie – mais une partie seulement – de l'article 121. »

01.11 / ARTICLE 11

« Les modalités relatives à l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 sont communiquées aux étudiants, par toute voie utile, au plus tard le 27 avril 2020, selon les modalités de concertation interne fixées par les établissements d'enseignement supérieur.

Ces modalités portent notamment sur :
1° la matière qui fera l'objet de chaque évaluation, adaptée en fonction des cours qui auront pu être suivis en présentiel, à distance, ou les deux, ainsi que des supports mis à la disposition des étudiants ;
2° la nature générale de l'examen ;
3° les caractéristiques de l'examen. Pour l'année académique 2019-2020, les Universités intègrent au minimum une semaine entre la dernière semaine des activités d'apprentissage et le début de la période des évaluations du deuxième quadrimestre.

L'ARES, hormis les représentants des étudiants, est **défavorable** de limiter les modifications autorisées à la date prévue pour la mise en œuvre de cette disposition, alors que la situation sanitaire évolutive et incertaine rend difficile toute mesure à long terme et que les enseignants sont au stade de la découverte des outils permettant une évaluation à distance. D'autre part, cet article exige une concertation au sein des EES, mais ne laisse que 5 jours ouvrables pour se concerter (dans les hautes écoles et les écoles supérieures des arts, les congés de printemps se finissent le 20 avril). C'est irréaliste pour une mise en œuvre sérieuse tenant compte des réalités vécues au sein des établissements.

Les représentants du personnel réitèrent leur opposition totale à cette date du 27 avril et dénoncent que la diffusion de la note gouvernementale dans les EES a de facto placé les membres du personnel de certains EES sous pression pendant les vacances de printemps. Dans la mesure où une seule composante de l'ARES est en faveur de cette date, la maintenir frise le déni de démocratie.

Cette mesure risque de revêtir un caractère rétroactif involontaire en raison du délai dont dispose le Conseil d'État, qui – même en cas d'extrême urgence – dispose de 5 jours ouvrables pour donner son avis. Ce dernier ne devrait pas selon toute vraisemblance être en mesure de rendre son avis avant le vendredi 24 avril.

De manière générale et comme déjà indiqué pour l'article 3, il n'y a pas que les « modalités relatives à l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 » qui

sont concernées, mais bien des modalités de la première session 2019-2020 qui comprend des examens du Q1 et Q2.

L'ARES souhaite que soit précisé ce que le Gouvernement entend par *« caractéristiques de l'examen ».*

L'ARES s'interroge sur l'absence de disposition analogue concernant les évaluations des unités d'enseignement qui auront lieu durant le troisième quadrimestre, à moins que l'article 3 ne permette de résoudre ce problème comme suggéré dans les modifications proposées. Les dispositions de l'article 11 définissent des contraintes supplémentaires par rapport aux modalités d'évaluation définies à l'article 3. Cette disposition doit donc se retrouver dans la continuité de l'article 3 en dérogation à l'article 77, alinéa 1er , 11° et pour les évaluations organisées aux Q2 et Q3 de cette année académique.

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« 1. En temps « normaux », les fiches descriptives peuvent être modifiées sans limitation de temps pour les « cas de force majeure touchant les enseignants responsables » (art. 77, al. 3). L'article 134 du décret prévoit quant à lui que l'horaire de la session doit être communiqué un mois avant le début de celle-ci, mais peut être modifié jusqu'à 10 jours avant l'examen prévu, et même après, en cas de force majeure.

On n'aperçoit donc pas pourquoi, dans ces temps « anormaux », il a été décidé de fixer au 27 avril, et pas un peu plus tard, la date à laquelle les modalités des examens doivent être communiquées. Il en va d'autant plus ainsi que, en temps « normaux », la communication imposée via les fiches descriptives concerne uniquement la matière évaluée et le mode d'évaluation (art. 77, al. 1er, 11° du décret paysage) compris comme la modalité orale, écrite, ou mixte (article 137), mais ne concerne pas, de manière supplémentaire, le mode présentiel ou distanciel. L'arrêté va donc paradoxalement plus loin, dans cette période d'incertitude, dans les obligations qu'il impose aux établissements. Il va de soi que ceux-ci peuvent, au 27 avril, être tout à fait au clair sur l'ensemble des questions. Mais le leur imposer est excessif, et un délai supplémentaire devrait être offert pour préciser, dans le détail, toutes les options prises.

Il va de soi, en tout état de cause, que les données ainsi communiquées peuvent être modifiées par la suite, dans les hypothèses de force majeure visées aux articles 77, al. 3 et 134, al. 4. Il ne serait pas concevable, en effet, que ces clauses de flexibilité soient inactivables au moment où, précisément, elles ont tout leur sens.

Voilà pourquoi, et pour toute clarté, il conviendrait d'écrire « Sans préjudice de ce que prévoient les articles 77, al. 3, et 134, al. 4, du décret du 7 novembre 2013, les modalités (...) ».

2. Le texte ne définit pas ce qu'il y a lieu d'entendre par « la nature générale de l'examen », et le rapport au Gouvernement, inexistant à ce jour, ne précise pas, par la force des choses, cette notion. La note au gouvernement – qui ne sera pas consultable par les EES et les étudiants, à l'inverse d'un rapport au Gouvernement, publié au Moniteur[1] - précise que la « nature générale de l'examen » se décline en « oral, écrit, en présentiel, à distance, mixte, remise d'un travail, etc. ». Le communiqué de presse du Gouverment énonce quant à lui que « *Pour la fin de l'année académique 2019-2020, l'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral, écrit, ou les deux, à distance* ». Il n'est plus fait mention

[1] Voy. p. ex., Mon b, 10 avril 2020, à propos de l'arrêté de la CF du 7 avril 2020 de pouvoirs spéciaux n ° 2 pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien

explicite du « présentiel ». Peut-on en tirer que le présentiel ne serait pas autorisé ?. Cette interprétation est toutefois contredite par le liminaire de l'article 12, al. 2 (« Lorsque l'évaluation est organisée à distance, ...), qui suggère que le « distantiel » n'est pas la seule modalité envisageable. Il convient que la plus grande clarté règne sur une question aussi cruciale, que les EES sont sommés de régler pour le 27 avril. Un texte clair et un rapport au Gouvernement précis ne peuvent se voir substituer une note au Gouvernement (non publique) et un communiqué de presse a fortiori lorsqu'ils ne convergent pas totalement.

3. Si l'intention de l'auteur est d'imposer l'interrogation « à distance », il lui appartient de justifier une telle limitation à la liberté pédagogique, et de préciser beaucoup mieux qu'il ne le fait, conformément au principe de légalité (article 24, § 5 de la Constitution), ce qu'il y a lieu par « interrogation à distance ». Entend-on exclure que les étudiants puissent venir passer les examens sur le site de l'EES derrière un ordinateur, fût-ce dans le respect des règles de distanciation sociale ?

4. Le texte prévoit également une « semaine blanche ». Il va de soi que les évaluations continues programmées de longue date ne doivent pas être déplacées pour cette raison. »

01.12 / ARTICLE 12

« Par dérogation à l'article 137, alinéas 1er et 2 du décret du 7 novembre 2013 précité, pour la fin de l'année académique 2019-2020, l'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral, écrit, ou les deux, à distance.

Lorsque l'évaluation est organisée à distance, l'établissement d'enseignement supérieur demande à l'étudiant de lui notifier formellement s'il ne se trouve pas dans les conditions matérielles adéquates lui permettant de la présenter. Cette notification doit être transmise dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour de la communication des modalités relatives à l'évaluation, afin que l'établissement puisse lui proposer une solution adaptée.

Ces dispositions sont prises dans le respect de modalités de concertation interne fixées par les établissements d'enseignement supérieur et tiennent compte des mesures adoptées par le Conseil National de Sécurité ».

Sans tenir compte de l'évolution des conditions sanitaires dans les mois à venir, l'article 12 restreint fortement les modalités d'évaluation et semble n'autoriser que des examens à distance sous forme écrite ou orale, ce qui ne convient pas pour toutes les unités d'enseignement ni à toutes les formes d'enseignement. Il est donc suggéré de **modifier l'alinéa 1 de l'article** et de le libeller comme suit : « *Par dérogation à l'article 137, alinéas 1er et 2 du décret du 7 novembre 2013 précité, pour la fin de l'année académique 2019-2020, l'évaluation correspondant à un enseignement peut être modifiée pour consister en un examen oral, écrit, ou les deux, à distance ou en présentiel, une évaluation artistique, une évaluation continue ou tout autre travail effectué par l'étudiant à cet effet. »*

D'un point de vue pratique, il parait irréaliste – surtout au vu de la période de surcharge actuelle - de requérir de chaque établissement qu'il demande à chaque étudiant·e s'il·si elle est dans les conditions adéquates pour présenter une épreuve à distance. Il est par contre important que chaque étudiant·e puisse préciser cet état de fait à l'établissement.

Il est donc suggéré de **modifier l'alinéa 2 de l'article** et de le libeller comme suit : *« Lorsque l'évaluation est organisée à distance, l'étudiant est tenu de notifier formellement à l'établissement s'il ne se trouve pas dans les conditions matérielles adéquates lui permettant de la présenter. Cette notification doit être transmise à l'établissement dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour de la communication des modalités relatives à l'évaluation, afin que l'établissement puisse lui présenter une solution adaptée ».*

Les représentants des étudiants s'opposent à la modification proposée. Pour eux, il est important que l'initiative revienne aux établissements et non aux étudiants, afin que l'information et la centralisation puissent se réaliser correctement.

L'ARES s'interroge sur les conséquences concrètes de l'absence de solution adaptée, pour l'étudiant et pour l'établissement.

Les représentants du personnel partagent ces interrogations et notamment le besoin de balises. En caricaturant, il ne faudrait pas imposer que l'étudiant doive signaler par mail que sa connexion ne fonctionne pas … Ils estiment qu'une simulation obligatoire pour les évaluations à distance est aussi une bonne manière d'évaluer si le dispositif tient la route ou pas. De même, ils réitèrent la nécessité de renforcer les équipes informatiques et de mutualiser les solutions.

L'ARES s'interroge aussi sur la pertinence de ce délai de trois jours, notamment en cas d'évolution de la situation sanitaire. Il conviendrait à cet égard de permettre d'appliquer le principe de force majeure.

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« Les articles 137, al. 1 et 2, prévoient que *« L'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral et/ou écrit, une évaluation artistique, une évaluation continue ou tout autre travail effectué par l'étudiant à cet effet. Les examens oraux et les évaluations artistiques sont publics. Le public ne peut en aucune manière y interagir avec l'enseignant ou l'impétrant lors de l'épreuve, ni perturber son bon déroulement ».*

Ni cet article, ni aucun autre du décret paysage, n'interdisent de manière explicite ou implicite, les examens à distance, en sorte qu'il n'y a pas de motif de vouloir y déroger pour les permettre.

Le fait que le décret paysage n'autorise pas expressément les examens (oraux ou écrits) à distance, n'implique pas qu'il les interdirait a contrario. La liberté est la règle, et sa limitation est l'exception. Le choix « présentiel » ou « distantiel » fait partie de la liberté des méthodes pédagogiques (art. 24, § 1er, de la Constitution), et n'a nul besoin d'être autorisé par le décret pour être permis ! La disposition insérée pourrait induire, a contrario, que l'évaluation en distantiel est interdite hors de l'année académique 2019-2020. Des pratiques ancrées depuis des années dans l'ensemble des établissements (examen à distance pour les étudiants Erasmus en seconde session, postage de devoirs ou tests sur Moodle, effectuation d'un travail à domicile et envoi par mail...) seraient donc, a contrario, illégales. Cette disposition est dangereuse, et doit être omise.

S'il s'agit simplement d'assurer la sécurité juridique, on peut se contenter de signaler, dans un rapport au gouvernement (publié au Moniteur), que le décret paysage, tel qu'il est actuellement rédigé, n'interdit pas les examens en distanciel.

A titre infiniment subsidiaire, il est en tous cas nécessaire de fournir davantage de précision à la notion d'examen à distance (principe de la légalité 24, § 5 Const), et, en bonne logique, de faire rétroagir l'AGCFPS au 13 mars 2020.

La disposition induit une procédure lourde, à laquelle les EES et les étudiants n'ont peut-être pas un grand intérêt.

Puisque les modalités devraient (voy. critique supra) être communiquées le 27 avril, cela veut dire que les établissements vont devoir immédiatement adresser les demandes à cette date (au plus tard), et que les étudiants vont devoir leur notifier formellement qu'ils ne se trouvent pas dans les conditions adéquates pour présenter l'évaluation avant le 30 avril à minuit. Le texte doit en effet être interprété comme signifiant qu'en l'absence de réponse de l'étudiant dans le délai de trois jours ouvrables, ou en cas de réponse tardive, l'établissement ne sera pas tenu de lui proposer une solution adaptée.

L'objectif poursuivi est assurément légitime, mais les moyens pour y parvenir sont inadéquats et disproportionnés. En matière d'enseignement, les EES sont d'ores et tenus, à peine de sanctions civiles importantes, à l'interdiction de la discrimination indirecte sur base, notamment, de la fortune, de l'origine sociale et de l'état civil (décret de la CF du 12 décembre 2008). N'y a-t-il pas lieu, dès lors, de leur faire confiance dans la manière dont ils vont gérer les choses, et le choix des timings, plutôt que de leur imposer une procédure uniforme très formaliste à laquelle ni eux, ni les étudiants, n'ont intérêt ?

Les établissements auront dû arrêter les modalités au 27 avril 2020. Il va de soi que les mesures adoptées par le CNS après cette date pourront impliquer leur révision. »

01.13 / ARTICLE 13

« Par dérogation à l'annexe du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, pour l'année académique 2019-2020, et pour des raisons de force majeure, l'étudiant inscrit en fin de cycle à une formation menant au grade de bachelier : instituteur préscolaire, au grade de bachelier : instituteur primaire, ou au grade de bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, et qui a déjà présenté au moins 75% du volume des stages prévu dans son programme annuel peut, sur décision du jury, être réputé avoir suivi la totalité de ses stages ».

L'ARES considère que la possibilité laissée au jury de déterminer si les 75% du volume des stages prévu dans son programme annuel sont suffisants pour valider lesdits stages va générer des situations inéquitables et propose **de formuler l'article comme suit** :

« Par dérogation à l'annexe du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, pour l'année académique 2019-2020, et pour des raisons de force majeure, l'étudiant inscrit en fin de cycle à une formation menant au grade de bachelier : instituteur préscolaire, au grade de bachelier : instituteur primaire, ou au grade de bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, et qui a déjà présenté au moins 75% du volume des stages prévu dans son programme annuel, est réputé avoir suivi la totalité de ses stages ».

L'ARES demande que cette disposition soit étendue pour les cursus dans le domaine pédagogique (Masters à finalité didactique et Agrégés de l'enseignement secondaire supérieur), dont l'organisation des stages a été potentiellement perturbée par la fermeture des écoles secondaires. L'ARES propose donc

d'ajouter la phrase suivante : *« Cette disposition est applicable par les établissements d'enseignement supérieur organisant des formations menant à des grades de Master à finalité didactique ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ».*

Étant donné que les stages ont été arrêtés partout au même moment sans possibilité de télétravail, des hautes écoles ont prévu des activités de substitution (de type leçon à présenter devant jury par ex.). Il est donc demandé de pouvoir les prendre en considération dans le calcul du pourcentage.

Pour les représentants du personnel, il serait utile d'envisager d'étendre cette mesure à d'autres formations telles que les logopèdes (stage dans les écoles).

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« Peut » : vise-t-on à donner un pouvoir d'appréciation au jury, en ce sens qu'il lui serait permis d'accepter que tel étudiant ayant effectué 75 % de son stage soit réputé avoir suivi la totalité de celui-ci, alors que tel autre étudiant, qui aurait aussi suivi 75 % de son stage, ne le serait quant à lui pas ?

La note au Gouvernement précise, par ailleurs, que : *« Concernant les étudiants qui se sont engagés volontairement afin de soutenir les structures de soins de santé en raison de la crise sanitaire du Covid-19, le jury peut décider de valoriser comme heures de stages, en totalité ou en partie, les compétences acquises durant cette période de volontariat. Cette valorisation ne peut être accordée que si l'adéquation entre la nature des tâches effectuées sur une base volontaire et celles prévues par les différentes législations relatives aux stages est démontrée et si un encadrement pédagogique a été assuré ».*

Ces précisions ne reçoivent aucun écho dans le texte. S'il entre dans l'intention de l'auteur de limiter de quelque manière que ce soit la liberté d'appréciation des jurys, il doit alors se montrer plus explicite dans le texte lui-même, et justifier la restriction qu'il impose ainsi aux droits garantis par l'article 24 de la Constitution.

01.14 / ARTICLE 14

« Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les membres des personnels des Hautes Écoles qui n'auraient pu prendre sept semaines de congé de vacances annuelles durant les vacances d'été du fait de la prolongation de la fin du deuxième quadrimestre pourront bénéficier, lors de l'année académique 2020-2021, d'un report équivalent au solde des jours de congé des vacances d'été, à prendre à leur demande lors des congés d'automne et de détente ».

L'ARES n'émet aucune remarque.

Remarque valable pour cet article 14 et l'article 15 :

Les représentants du personnel saluent la possibilité de report dans le cas où les 7 semaines de congés n'auraient pas pu être prises. Ils rappellent néanmoins que l'impossibilité de bénéficier des congés réglementairement fixés doit rester l'exception. Par ailleurs, ils soulignent que le report éventuel dans des périodes fixées peut revenir dans les faits à empêcher le membre du personnel concerné de réellement prendre le solde de congés dû, puisque ces périodes sont déjà souvent des congés. Enfin, si le solde

atteint une semaine, il faut rappeler que la règle est bien de pouvoir prendre les congés d'été par semaines entières. Cela doit également être le cas pour le report éventuel.

01.15 / ARTICLE 15

« Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les membres des personnels des Écoles supérieures des Arts qui n'auraient pu prendre sept semaines de congé de vacances annuelles durant les vacances d'été du fait de la prolongation de la fin du deuxième quadrimestre pourront bénéficier, lors de l'année académique 2020-2021, d'un report équivalent au solde des jours de congé des vacances, à prendre à leur demande lors des congés d'automne et de détente ».

L'ARES n'émet aucune remarque.

01.16 / ARTICLE 16

« Par dérogation aux articles 118, 119, 244, 245, 374 et 375 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), il n'est pas tenu compte de la limite de 6 et 9 mois fixés à la durée du mandat de conférencier, lorsque celui-ci est amené à être prolongé durant l'année académique 2019-2020 du fait de l'impact des mesures d'urgence adoptées pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ».

L'ARES n'émet aucune remarque.

01.17 / ARTICLE 17

« Par dérogation aux articles 103, 228 et 358 du décret du 20 décembre 2001 précité, la condition de forme d'un envoi recommandé fixée pour l'exercice des actes de candidature en réponse à la publication des appels au Moniteur Belge est suspendue jusqu'à la fin de l'année académique 2019-2020.
L'acte de candidature visé peut être effectué par voie de courrier électronique ou courrier simple ».

L'ARES n'émet aucune remarque.

01.18 / ARTICLE 18

« Par dérogation aux articles 130, alinéa 2, 257, alinéa 2, et 387, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2001 précité, la condition de forme d'un envoi recommandé fixée pour l'exercice des demandes de mutation est suspendue jusqu'à la fin de l'année académique 2019-2020.
La demande de mutation visée peut être effectuée par voie de courrier électronique ou courrier simple ».

L'ARES n'émet aucune remarque.

01.19 / ARTICLE 19

« Le présent arrêté de pouvoirs spéciaux entre en vigueur le jour de sa signature. »

Les représentants des universités émettent les remarques suivantes :

« La disposition pose un double problème. En effet, un AGCF ne peut produire d'effets obligatoires que s'il a été publié au Moniteur (art. 84 de la loi spéciale de réformes institutionnelles). Par conséquent, l'article 19 va s'accompagner, vraisemblablement, d'un effet rétroactif, lequel doit être justifié, particulièrement s'il s'agit d'imposer rétroactivement des obligations.

Par ailleurs, et si tant est qu'on le maintienne – ce qui n'est pas souhaitable -, l'article 2 devrait logiquement rétroagir au 13 mars. Il en va de même s'agissant de l'article 3 (également inutile) pour les modifications de fiches descriptives qui ont déjà eu lieu (et l'on peut espérer que ce soit le cas !), ainsi que de l'article 6, pour les modifications de PAE qui ont déjà eu lieu (et l'on peut espérer que ce soit le cas !) »

02. DEMANDES COMPLÉMENTAIRES

L'ARES souhaite l'ajout de trois mesures supplémentaires :

02.1 / ÉCHÉANCE POUR L'INTRODUCTION DES DEMANDES D'ÉQUIVALENCES

Le coronavirus impacte l'ensemble de l'Europe et il est possible que les procédures de diplômation dans les autres états membres de l'UE prennent du retard. L'ARES souhaite attirer l'attention sur le fait que l'échéance du dépôt des dossiers des étudiant·e·s étrangers·ères auprès du service des équivalences au 15 juillet risque de compromettre bon nombre de candidatures. La « flexibilité » dans la législation mise en œuvre par le service des équivalences du Ministère sera indispensable pour permettre un accueil de ces futurs étudiant·e·s. Actuellement, l'article 5, alinéa 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers prévoit que *« toute demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires introduite en vue d'entamer ou de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long ou universitaire doit l'être entre le 15 novembre et le 15 juillet de l'année académique qui précède celle de l'inscription ».*

Aussi, l'ARES demande un report exceptionnel de l'échéance du 15 juillet pour l'introduction des demandes d'équivalences à une date plus lointaine (à déterminer rapidement).

02.2 / DÉPÔT DES DOSSIERS DES ÉTUDIANT·E·S NON RÉSIDENTS EN LIGNE

Le dépôt de dossiers des étudiant·e·s non résidents est prévu en présentiel les 19, 20 et 21 aout dans les 13 EES suivants : ULiège, UCLouvain, ULB, UMons, UNamur, HEL, HEPL, HERS, HELHa, HEPH Condorcet, HELB-Prigogine, HE VINCI et HE2B.

Un flux important de candidat·e·s non résidents se déplace en Belgique lors de ces dépôts de dossiers. En 2019, 3906 dossiers ont été déposés (pour un quota de total de 1152). Dans le cadre de la crise sanitaire que nous traversons, il n'est pas possible de permettre ce flux de personnes proches l'une de l'autre dans les EES.

La question des dépôts de dossiers pour cet été 2020 et des modalités pratiques va donc nécessairement se poser. Une concertation sera nécessaire entre les différentes parties (EES, COM/DEL, ARES, DGESVR et le Cabinet de l'enseignement supérieur) afin de mettre à jour la circulaire en fonction de ce qui sera décidé en matière de dépôt de dossiers, notamment pour permettre un dépôt de dossier en ligne. Si l'on souhaite que les EES qui se chargent de la gestion du dépôt dans quelques mois puissent réaliser cette opération en ligne, l'AGCF pris en vertu des pouvoirs spéciaux devrait contenir un article libellé comme suit :

« Par dérogation aux articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, en vue de l'année académique 2020-2021, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés aux articles 3 et 7 du décret peut être effectuée sur une plateforme informatique gérée par chacune des institutions universitaires et hautes écoles concernées ».

02.3 / ORGANISATION DES ÉVALUATIONS LES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS

À l'instar de ce qui est envisagé en Flandre, l'ARES demande d'apporter une dérogation à l'article 80 du décret Paysage pour permettre l'organisation des examens les dimanches et le lundi de Pentecôte. Il ne s'agit en rien d'une obligation. Il s'agit davantage de laisser de la souplesse aux établissements qui n'auraient pas d'autre choix que de procéder de cette manière.

L'article pourrait être libellé de la manière suivante :

« Par dérogation à l'article 80, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les évaluations peuvent, pour des raisons de force majeures dûment motivées, être organisées le dimanche et les jours fériés légaux lors du deuxième et du troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 ».

Les représentants des étudiants s'opposent à cette demande.

Les représentants du personnel restent farouchement opposés à cette demande et soulignent la possible infraction à la loi sur le travail en matière de travail les dimanches et jours fériés (loi du 16 mars 1971).

03. DEMANDE DES ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS

Les écoles supérieures des arts demandent des modifications des articles 139 et 140 du décret du 7 novembre 2013 précité. À part pour les étudiants ayant abandonné ou ne remettant pas leurs travaux, il sera pratiquement impossible, dans beaucoup de cas, de déclarer des échecs en UE sans ouvrir une boîte de Pandore, mais attribuer des notes sera dans certains cas encore plus dangereux. Dans les circonstances actuelles, il est impératif de laisser exceptionnellement la possibilité d'attribuer, non une note

sur 20, mais l'acquisition ou non des crédits. Dans certaines formes d'enseignement artistique, il ne sera pas possible d'attribuer une note en toute sécurité, ni en donnant 10 à tous les étudiants réguliers sous prétexte de cas de force majeure, ni 10 à l'un et 16 à l'autre sur des critères qui seraient contestables a posteriori.

Aussi, l'ARES demande que l'article 139 soit modifié comme suit :

« L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20. Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite. ***Dans l'Enseignement Supérieur Artistique, l'acquisition des crédits peut aussi être actée sans note sur 20 par le jury. Dans ce cas, elle est transposée dans l'échelle ECTS. »***

L'ARES demande que l'article 140 alinéa 3 soit modifié comme suit :

« Dans ce cas, il octroie définitivement les crédits correspondants, quelle que soit la note ***sur 20 ou la note ECTS*** *obtenue ; celle-ci est alors considérée comme ayant atteint le seuil de réussite et modifiée en ce sens en suivi de délibération, si nécessaire. »*

Les représentants du personnel indiquent que ce type de mesure pourrait trouver à s'appliquer également dans d'autres types d'études.

04. REMARQUE SUR LES CONSIDÉRANTS

Enfin, d'un point de vue plus formel, étant donné que l'avis de l'ARES est requis, sur pied de l'article 3, al. 1er du décret de la Communauté française du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, Il conviendrait d'insérer la référence à cet avis dans le préambule de l'arrêté en projet, libellé comme suit : *« Vu l'avis n°2020-XX de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 21 avril 2020, en application de l'article 21, alinéa 2, in fine du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».*

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents ;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Vu le décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, l'article 1er, § 1er, f) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le XX XX XX ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le XX XX XX ;

Vu l'avis XXX/X du Conseil d'Etat, donné le XX XX 2020, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la crise sanitaire du Covid-19 nécessite d'adapter les exigences en matière de présence, d'évaluation et de sanction des études à la suspension des cours et des activités d'apprentissage ;

Considérant l'urgence de régler l'organisation pratique de la fin de l'année académique 2019-2020 ;

Considérant l'urgence motivée par le fait qu'il convient de prendre rapidement des mesures visant à permettre la continuité des procédures statutaires des membres des personnels de l'enseignement supérieur non universitaire suite aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus Covid-19 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

ARRETE :

Chapitre 1er. – Disposition générale

Article 1er. - Le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est applicable pour l'année académique 2019-2020 aux Universités, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts, ci-après les établissements d'enseignement supérieur, telles que visées par l'article 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Chapitre 2. – Dispositions relatives à l'organisation de l'enseignement

Art. 2. - Par dérogation à l'article 76, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, les activités d'apprentissage peuvent comporter, durant l'année académique 2019-2020, des enseignements organisés à distance par les établissements d'enseignement supérieur qui en fixent les modalités particulières.

Art. 3. – Par dérogation à l'article 77, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, durant les deuxième et troisième quadrimestres de l'année académique 2019-2020, les établissements d'enseignement supérieur peuvent modifier la description des unités d'enseignement, lorsque la crise sanitaire du Covid-19 l'impose. Le cas échéant, ils communiquent les changements effectués aux étudiants concernés, au plus tard un mois avant la date prévue pour l'évaluation de l'unité visée.

Chapitre 3. – Dispositions relatives au rythme des études

Art. 4. - Par dérogation à l'article 79, § 1er, alinéas 1er et 5, du décret du 7 novembre 2013 précité, pour l'année académique 2019-2020, l'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant

à un grade académique de premier ou deuxième cycle peut se répartir sur les trois quadrimestres, selon les modalités de concertation interne fixées par les établissements d'enseignement supérieur.

Les motivations académiques à l'appui de la décision prise en vertu de l'alinéa 1er sont communiquées aux étudiants.

Art. 5. - Par dérogation à l'article 79, § 1er, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, le troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 peut débuter le 11 juillet 2020 et se terminer le 30 septembre 2020.

L'établissement d'enseignement supérieur peut, pour des raisons de force majeure, prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 jusqu'au 30 janvier 2021 pour l'année diplômante des études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation.

Les motivations académiques à l'appui des décisions prises en vertu des alinéas précédents sont communiquées aux étudiants.

Chapitre 4. – Disposition relative au programme annuel de l'étudiant

Art. 6. - Par dérogation à l'article 100, § 3, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, le programme annuel d'un étudiant peut être modifié durant les deuxième et troisième quadrimestres de l'année académique 2019-2020, sous réserve de l'accord du jury et de l'étudiant.

Une modification du programme annuel de l'étudiant ne peut engendrer de nouvelles contraintes pour celui-ci.

Chapitre 5. – Dispositions relatives à l'accès aux études

Art. 7. - Par dérogation à l'article 110, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité, en vue de l'inscription à l'année académique 2020-2021, l'étudiant peut présenter l'épreuve d'admission jusqu'au 30 septembre 2020.

Art. 8. - Par dérogation à l'article 110/1, § 1er, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité, pour l'année académique 2020-2021, le test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires est organisé durant la première quinzaine de septembre 2020.

Art. 9. - Par dérogation à l'article 1er, § 2, alinéa 4, du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, pour l'année académique 2020-2021, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en

sciences dentaires une première fois durant la seconde quinzaine d'août 2020 et une deuxième fois jusqu'au 14 octobre 2020.

Chapitre 6. – Dispositions relatives au programme d'études et à l'évaluation

Art. 10. - Par dérogation à l'article 121, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 précité, les établissements communiquent, pour le 1er septembre 2020 au plus tard, la liste des cursus organisés, leur profil d'enseignement et leur programme détaillé au Pôle académique et à l'ARES qui veille à la cohérence de ceux-ci avec les référentiels de compétences.

Art. 11. - Les modalités relatives à l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 sont communiquées aux étudiants, par toute voie utile, au plus tard le 27 avril 2020, selon les modalités de concertation interne fixées par les établissements d'enseignement supérieur.

Ces modalités portent notamment sur :

1° la matière qui fera l'objet de chaque évaluation, adaptée en fonction des cours qui auront pu être suivis en présentiel, à distance, ou les deux, ainsi que des supports mis à la disposition des étudiants ;

2° la nature générale de l'examen ;

3° les caractéristiques de l'examen. Pour l'année académique 2019-2020, les Universités intègrent au minimum une semaine entre la dernière semaine des activités d'apprentissage et le début de la période des évaluations du deuxième quadrimestre.

Art. 12. - Par dérogation à l'article 137, alinéas 1er et 2, du décret du 7 novembre 2013 précité, pour la fin de l'année académique 2019-2020, l'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral, écrit, ou les deux, à distance.

Lorsque l'évaluation est organisée à distance, l'établissement d'enseignement supérieur demande à l'étudiant de lui notifier formellement s'il ne se trouve pas dans les conditions matérielles adéquates lui permettant de la présenter. Cette notification doit être transmise dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour de la communication des modalités relatives à l'évaluation, afin que l'établissement puisse lui proposer une solution adaptée.

Ces dispositions sont prises dans le respect de modalités de concertation interne fixées par les établissements d'enseignement supérieur et tiennent compte des mesures adoptées par le Conseil National de Sécurité.

Chapitre 7. – Disposition relative à l'organisation et la valorisation des stages

Art. 13. – Par dérogation à l'annexe du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, pour l'année académique 2019/2020, et pour des raisons de force majeure, l'étudiant inscrit en fin de cycle à une formation menant au grade de bachelier : instituteur préscolaire, au grade de bachelier : instituteur primaire, ou au grade de bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, et qui a déjà présenté au moins 75% du volume des stages prévu dans son programme annuel peut, sur décision du jury, être réputé avoir suivi la totalité de ses stages.

Chapitre 8. – Dispositions relatives aux personnels de l'enseignement supérieur non universitaire

Art. 14. - Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les membres des personnels des Hautes Ecoles qui n'auraient pu prendre sept semaines de congé de vacances annuelles durant les vacances d'été du fait de la prolongation de la fin du deuxième quadrimestre pourront bénéficier, lors de l'année académique 2020-2021, d'un report équivalent au solde des jours de congé des vacances d'été, à prendre à leur demande lors des congés d'automne et de détente.

Art. 15. - Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les membres des personnels des Ecoles supérieures des Arts qui n'auraient pu prendre sept semaines de congé de vacances annuelles durant les vacances d'été du fait de la prolongation de la fin du deuxième quadrimestre pourront bénéficier, lors de l'année académique 2020-2021, d'un report équivalent au solde des jours de congé des vacances, à prendre à leur demande lors des congés d'automne et de détente.

Art. 16. - Par dérogation aux articles 118, 119, 244, 245, 374 et 375 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), il n'est pas tenu compte de la limite de 6 et 9 mois fixés à la durée du mandat de conférencier, lorsque celui-ci est amené à être prolongé durant l'année académique 2019-2020 du fait de l'impact des mesures d'urgence adoptées pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19.

Art. 17. - Par dérogation aux articles 103, 228 et 358 du décret du 20 décembre 2001 précité, la condition de forme d'un envoi recommandé fixée pour l'exercice des actes de candidature en réponse à la publication des appels au Moniteur Belge est suspendue jusqu'à la fin de l'année académique 2019-2020.

L'acte de candidature visé peut être effectué par voie de courrier électronique ou courrier simple.

Art. 18. - Par dérogation aux articles 130, alinéa 2, 257, alinéa 2, et 387, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2001 précité, la condition de forme d'un envoi recommandé fixée pour l'exercice des demandes de mutation est suspendue jusqu'à la fin de l'année académique 2019-2020.

La demande de mutation visée peut être effectuée par voie de courrier électronique ou courrier simple.

Chapitre 9. – Dispositions finales

Art. 19. - Le présent arrêté de pouvoirs spéciaux entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 20. - La Ministre de l'Enseignement supérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

Valérie GLATIGNY

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020

Commentaires des articles

Chapitre 1er. – Disposition générale

Article 1

Le présent dispositif concerne les Universités, les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts, et ne vise donc pas l'enseignement de promotion sociale.

Chapitre 2. – Dispositions relatives à l'organisation de l'enseignement

Article 2

Cette disposition vise à permettre aux établissements d'enseignement supérieur d'organiser les cours à distance, les activités d'apprentissage en présentiel ayant été suspendues en raison de la crise sanitaire du Covid-19.

À cette fin, les établissements d'enseignement supérieur s'assurent que les étudiants soient dans les conditions matérielles adéquates leur permettant de participer aux activités d'apprentissage à distance.

Article 3

Cet article vise à permettre aux établissements d'enseignement supérieur de modifier les fiches ECTS et donc d'adapter l'organisation des unités d'enseignement des deuxième et troisième quadrimestres à la situation actuelle de crise sanitaire, en changeant, selon les cas :

- la description des objectifs, du contenu et des sources, des références et des supports éventuels ;
- les coordonnées du service du ou des enseignants responsables de son organisation et de son évaluation ;
- le volume horaire ;
- les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en œuvre.

Pour assurer la sécurité juridique, il convient d'indiquer un délai minimum avant la date prévue de l'évaluation pour communiquer aux étudiants les adaptations de la fiche ECTS de l'unité d'enseignement visée.

Chapitre 3. – Dispositions relatives au rythme des études

Article 4

Cet article vise à permettre d'organiser également l'ensemble des activités d'apprentissage (cours, TP, stages, etc.), ainsi que les évaluations, durant le troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020, et plus seulement sur un des deux ou les deux premiers quadrimestres.

Cette disposition ne pourra être utilisée par les établissements d'enseignement supérieur qu'en dernier recours. Le recours à cette possibilité est motivé par l'impossibilité matérielle d'organiser l'activité d'apprentissage concernée, y compris à distance.

Article 5

Cette disposition vise à permettre aux établissements d'enseignement supérieur de fixer la date de fin du deuxième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 au 10 juillet 2020 (en lieu et place du 30 juin), pour l'organisation de certaines activités d'apprentissage, tout en disposant d'une période supplémentaire pour procéder aux évaluations et délibérations.

Il est donc proposé de faire débuter le troisième quadrimestre le 11 juillet 2020 (en lieu et place du 1er juillet) et de le prolonger jusqu'au 30 septembre 2020 (en lieu et place du 13 septembre), voire jusqu'au 30 janvier 2021 pour l'année diplômante des études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation, et pour des raisons de force majeure.

Chapitre 4. – Disposition relative au programme annuel de l'étudiant

Article 6

Cet article vise à permettre, sur accord du jury et de l'étudiant, de procéder à des modifications du programme annuel de l'étudiant en remplaçant une unité d'enseignement par une autre (par exemple, en cas d'annulation d'une mobilité, de stages, ou de travaux pratiques).
Ces modifications sont susceptibles d'induire un changement du volume de crédits du programme annuel de l'étudiant (fixé à au moins 60 crédits par l'article 100, § 3, alinéa 1er, du décret Paysage). Si le programme annuel de l'étudiant est diminué, et que les crédits sont donc reportés à l'année suivante, les Commissaires et Délégués du Gouvernement tiendront compte de la situation la plus favorable pour l'étudiant dans le calcul de sa finançabilité.

Par ailleurs, une modification du programme annuel de l'étudiant ne peut engendrer de nouvelles contraintes pour lui et doit tenir compte des circonstances particulières qu'il vit.

Dans le cadre de cette possibilité de modifier le programme annuel de l'étudiant, et pour ce qui concerne plus particulièrement les stages suivis dans le cadre de formations menant à des professions non réglementées, le jury peut décider de valoriser la totalité des stages alors même que l'étudiant a présenté un volume réduit des stages prévu dans son programme annuel.

Chapitre 5. – Dispositions relatives à l'accès aux études

Article 7

Cette disposition vise à permettre aux Ecoles supérieures des Arts de retarder la date de fin autorisée des épreuves d'admission au 30 septembre 2020 (en lieu et place du 21 septembre).

Article 8

Cet article vise à organiser le TOSS durant la première quinzaine du mois de septembre 2020. Il ne sera donc pas organisé en deux fois, pour l'année académique 2020-2021, comme le prévoit l'article 110/1, § 1er, alinéa 2, du décret Paysage (une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre).

Article 9

Cette disposition vise à postposer la première date de l'examen d'entrée et d'accès à la seconde quinzaine du mois d'août 2020, afin de laisser aux élèves de l'enseignement secondaire le temps d'acquérir la matière qu'ils n'auraient pas pu voir durant la période de confinement.
Compte tenu du temps nécessaire à la correction de la première épreuve, de l'enregistrement des inscriptions à la seconde épreuve, de la nécessité de trouver une date et un endroit pouvant accueillir l'épreuve, la seconde date de l'examen d'entrée et d'accès peut être fixée jusqu'au 14 octobre 2020.

Chapitre 6. – Dispositions relatives au programme d'études et à l'évaluation

Article 10

Cette disposition vise à postposer le dépôt des programmes d'études au Pôle académique et à l'ARES au 1er septembre 2020 au plus tard.

Article 11

Cet article prévoit que les établissements d'enseignement supérieur informent les étudiants, au plus tard le 27 avril 2020, des modalités de l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 : la matière qui fera l'objet de chaque évaluation, adaptée en fonction des cours qui auront pu être suivis en présentiel et/ou à distance, la nature générale de l'examen (oral, écrit, en présentiel, à distance, mixte, remise d'un travail, etc.), et les caractéristiques de l'examen (à livre ouvert ou non, QCM ou questions ouvertes).

Par ailleurs, les Universités sont chargées d'intégrer au minimum une semaine entre la dernière semaine des activités d'apprentissage et le début de la période des évaluations du deuxième quadrimestre. Pour les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts, cette mesure est préconisée.

Article 12

Cette disposition prévoit la possibilité d'organiser les évaluations à distance.

À cette fin, les établissements d'enseignement supérieur s'assurent que les étudiants soient dans les conditions matérielles adéquates leur permettant de présenter l'évaluation à distance.

Chapitre 7. – Disposition relative à l'organisation et la valorisation des stages

Article 13

Cet article vise à permettre au jury de considérer, pour des raisons de force majeure, que le stage est accompli lorsque les étudiants inscrits en fin de cycle à certaines formations pédagogiques ont déjà présenté au moins 75% du volume du stage prévu dans leur programme annuel.

Cette mesure est justifiée principalement par :

- l'impossibilité d'organiser les stages lors des vacances d'été ;
- la difficulté de les organiser de manière optimale en septembre (période administrative qui sera chargée par la rentrée scolaire et la gestion des conséquences de la crise sanitaire) ;
- la pénurie de cette profession ;
- la difficulté d'organiser des stages pour deux cohortes d'étudiants (de 2019-2020 et de 2020-2021) au même moment.

Chapitre 8. – Dispositions relatives aux personnels de l'enseignement supérieur non universitaire

Articles 14 et 15

Même si la prolongation du deuxième quadrimestre jusqu'au 10 juillet 2020 n'entraîne pas obligatoirement la nécessité de déroger au calendrier des congés et vacances annuelles des membres du personnel, tant en Hautes Ecoles qu'en Ecoles supérieures des Arts, afin de donner plus de souplesse encore aux établissements, ces articles prévoient l'adoption de mesures spécifiques dérogeant à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 et à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002.

Il ne semble pas nécessaire de déroger au régime de congés annuels des membres des personnels administratif et ouvrier, soumis à l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat. Celui offre, en effet, une souplesse suffisante permettant parfaitement de s'adapter en l'état à l'impact de la prolongation des activités d'enseignement jusqu'au 10 juillet 2020.

Article 16

Cet article vise à permettre, le cas échéant, de déroger à la contrainte imposée par les dispositions reprises aux articles 118 et 119 (pour WBE), 244 et 245 (pour l'enseignement officiel subventionné) et 374 et 375 (pour l'enseignement libre subventionné) du décret du 20 décembre 2001 pour le cas où la poursuite de la relation de travail sur le deuxième quadrimestre prolongé et le troisième quadrimestre devait amener à dépasser la durée maximale du mandat prévu par année académique. Il n'est cependant pas envisagé dans ce cadre que la limite de l'année académique soit dépassée. Les mandats annuels des conférenciers pour l'année académique 2019-2020 ne pourront donc aller au-delà du mois de septembre 2020.

Articles 17 et 18

Les différents textes statutaires visant l'enseignement supérieur non universitaire, tant dans l'enseignement officiel subventionné que dans l'enseignement libre subventionné ou au sein de WBE, fixent un calendrier précis des opérations de publication des emplois vacants (courant du mois de mars pour WBE et pour le 1er mai dans l'enseignement subventionné).

Le respect par le membre du personnel des dates et formes d'acte de candidature est dans certains cas précisé sous peine de nullité/forclusion.

Sont visés en particulier :

- les actes de candidature des membres du personnel suite à la parution annuelle des emplois vacant au Moniteur Belge - articles 103 (WBE) ; 228 (officiel subventionné) et 358 (libre subventionné) ;
- les demande de mutation des membres du personnel définitif suite à la parution annuelle des emplois vacant au Moniteur Belge - articles 130, alinéa 2 (WBE), 257, alinéa 2 (officiel subventionné) et 387, alinéa 2 (libre subventionné).

Ces articles ne modifient pas les délais et le calendrier fixés par la réglementation afin de ne pas impacter la bonne organisation des opérations statutaires et ne pas retarder la mise en œuvre des attributions d'emploi pour l'année académique 2020-2021, mais suspendent la condition de forme d'un envoi recommandé fixée pour l'exercice des actes de candidature et demandes de mutation en permettant qu'ils puissent être effectués par voie de courrier électronique ou de courrier simple.

Chapitre 9. – Dispositions finales

Articles 19 et 20

Ces dispositions fixent l'entrée en vigueur et l'exécution du présent arrêté de pouvoirs spéciaux.

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020

Rapport au Gouvernement

L'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française présenté est adopté dans le contexte de la pandémie mondiale du COVID-19. Il est en effet impératif de prendre en urgence les dispositions nécessaires pour régler l'organisation pratique de la fin de l'année académique 2019-2020, tant pour les étudiants que pour les personnels académique, scientifique et administratif.

En raison de l'organisation particulière de l'enseignement de promotion sociale et du profil spécifique de ses étudiants, les dispositions du présent arrêté de pouvoirs spéciaux s'adressent uniquement aux Universités, Hautes Ecoles et Ecoles supérieures des Arts.

Depuis le 14 mars 2020, suite aux recommandations du Conseil National de Sécurité, les cours en présentiel ont été suspendus au profit de cours donnés à distance. Cette disposition a profondément bouleversé le déroulement de l'année académique. Les répercutions sont nombreuses notamment pour les cours qui ne peuvent se donner à distance, pour les stages (particulièrement pour les professions réglementées), pour les TFE et pour les évaluations de la fin de l'année académique.

Les dispositions qui doivent être adoptées dans ce cadre concernent :

- La possibilité d'organiser les cours à distance,
- La possibilité de modifier les fiches ECTS,
- La possibilité d'organiser l'ensemble des activités d'apprentissage durant le troisième quadrimestre,
- La possibilité d'allonger le deuxième quadrimestre jusqu'au 10 juillet 2020,
- La possibilité d'allonger le troisième quadrimestre jusqu'au 30 septembre 2020, voire jusqu'au 30 janvier 2021 pour l'année diplômante des études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation, et pour des raisons de force majeure,
- La possibilité de modifier le PAE,
- L'organisation des épreuves d'admission aux études de l'enseignement supérieur,
- La prolongation du dépôt des programmes d'études,
- La communication aux étudiants des modalités relatives aux évaluations pour fin avril 2020,
- L'organisation et la valorisation des stages,
- Les personnels de l'enseignement supérieur non universitaire.

Le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études offre déjà une certaine souplesse pour faire face à des situations imprévues telles que celle qui se posent actuellement. Toutefois, il convient de déroger à certaines dispositions du décret Paysage afin d'offrir aux établissements la sécurité

juridique nécessaire pour l'organisation de la fin de l'année académique et ainsi éviter d'éventuels recours.

Il convient également de déroger aux dispositions décrétales et réglementaires relatives aux congés et vacances annuelles des membres du personnel de l'enseignement supérieur non universitaire, à la relation de travail, et aux actes de candidature.

Séance du 16 avril 2020
NOTIFICATION PROVISOIRE

Point B3: **COVID-19.**
Avant-projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux n° XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020.

Première lecture
GCF XI/2020/16.04/Doc. 559/N.G.

Décision :

1. Le Gouvernement adopte en première lecture l'avant-projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux n° xx relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020, dont le texte figure en annexe.

2. Il charge la Ministre de l'Enseignement supérieur de requérir, dans un délai de 3 jours ouvrables, l'avis des organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire et de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur.

3. Le Gouvernement charge la même Ministre de requérir l'avis du Conseil d'Etat sur ce projet dans un délai de 5 jours, conformément à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997, par la loi du 2 avril 2003 et par la loi du 19 janvier 2014, et de lui représenter ensuite ledit projet.

   L'urgence est motivée par le fait que la crise sanitaire du COVID-19 nécessite d'adapter en urgence les exigences en matière de présence, d'évaluation et de sanction des études à la suspension des cours et des activités d'apprentissage, conformément à l'article 1er, § 1er, f), du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

4. Le défaut d'avis rendu(s) dans les délais prescrits n'empêche pas la présentation du projet d'arrêté en seconde lecture au Gouvernement.

5. Le Gouvernement charge la Ministre de l'Enseignement supérieur :

- de communiquer aux établissements d'enseignement supérieur une circulaire relative aux modalités de stage, telles que prévues par la note d'orientation approuvée lors de sa séance du 7 avril 2020 ;
- de lui présenter les dispositions propres à l'organisation de la rentrée et de l'année académique 2020-2021 et liées à la crise sanitaire du COVID-19 dans un projet de texte législatif pour le 30 mai 2020 au plus tard, notamment celles relatives à la finançabilité de l'étudiant.

Amaury BERTHOLOMÉ

Secrétaire du Gouvernement

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Madame Valérie Glatigny
Ministre de Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, Promotion de Bruxelles, de la Jeunesse et du Sport
Place Surlet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles

Nos références	Vos références	Date
ARES-JN-JNe-RH-20-009	VG/FGS/CV/13012020	Bruxelles, le 31 janvier 2020

Votre correspondant
Raoul Hervy – T : +32 2 225 45 42 (direct) – raoul.hervy@ares-ac.be

Concerne
ARES – Demande de modifications décrétales en vue d'un décret portant diverses dispositions

Madame la Ministre,

En réponse à votre demande du 14 janvier 2020 dernier, voici les éléments que l'administration de l'ARES a pu réunir dans la perspective d'un décret portant dispositions diverses relatives à l'enseignement supérieur.

J'attire d'ores-et-déjà votre attention sur le fait que les modifications retenues sont, soit celles qui ont déjà fait l'objet d'un accord, à l'occasion de précédentes propositions de modifications des textes légaux, des instances de l'ARES, soit d'ordre « technique » visant à corriger des erreurs, omissions et autres coquilles.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Julien Nicaise
Administrateur

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

01. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 27 DÉCEMBRE 1993 PORTANT DIVERSES MESURES EN MATIÈRE DE CULTURE, DE SANTÉ, D'ENSEIGNEMENT ET DE BUDGET

- Le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget [1], dont il ne reste plus que l'article 8, ne doit plus concerner l'enseignement supérieur. Il s'agit là d'une mesure de « nettoyage légistique ». L'ARES souhaite en effet que l'enseignement supérieur dans toutes ses formes soit **exclu** du champ d'application de l'article 8 du décret aux motifs suivants :
  - Assurer une cohérence dans le cadre de la mise en place du nouveau paysage de l'enseignement supérieur et éviter des conflits entre le décret du 27 décembre 1993 et le décret du 7 novembre 2013,
  - Des notions et procédures du décret du 27 décembre 1993 précité sont obsolètes telles l'existence d'un service des statistiques, les collectes de données agrégées, la définition des variables à collecter... . Obsolescence appelée à s'amplifier avec la mise en place d'e-Paysage ;
  - Assurer une cohérence législative avec le décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement lequel exclut en son article 39 l'enseignement de promotion sociale du champ d'application de l'article 8 du décret du 27 décembre 1993.
- **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

02. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 24 JUIN 1996 PORTANT RÉGLEMENTATION DES MISSIONS, DES CONGÉS POUR MISSION ET DES MISES EN DISPONIBILITÉ POUR MISSION SPÉCIALE DANS L'ENSEIGNEMENT ORGANISÉ OU SUBVENTIONNÉ PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

- Actuellement, l'article 5, § 1er, alinéa 1er du décret du 24 juin 1996[2] dispose ceci :

  « Le Gouvernement peut accorder aux membres du personnel visés à l'article 1er un congé pour mission.

  Ce congé peut être accordé si la mission s'accomplit de manière régulière et continue:

[1] Décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget, *M.B.,* 11 mars 1994.
[2] Décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, *M.B.*, 28 août 1996, art. 5.

1° auprès des services, commissions, conseils et jurys du Gouvernement de la Communauté française, chargés de l'enseignement ou des centres psycho-médico-sociaux et auprès des cabinets ministériels de la Communauté française ou

2° auprès d'une organisation représentative de pouvoirs organisateurs d'enseignement agréée par le Gouvernement de la Communauté française ou

3° auprès d'une association de parents ou d'étudiants agréée par le Gouvernement de la Communauté française ou

4° auprès du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou d'une Cellule de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française, créés par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques ou

5° dans le cadre d'un programme spécifique à vocation pédagogique ou en relation directe avec l'enseignement décidé par le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française ».

- D'autre part, l'article 26, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 (Paysage), dispose, en outre, que, *« pour la réalisation de ses missions et en fonction des moyens et ressources disponibles, le Gouvernement peut mettre à la disposition de l'ARES les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires. De même, les établissements d'enseignement supérieur peuvent mettre à sa disposition des ressources humaines, matérielles et financières. Le personnel concerné conserve intégralement son statut, ses droits et ses avantages ».* Cet article est en vigueur depuis le 1er janvier 2014.
- Afin de **sécuriser la situation actuelle** des chargés de mission à l'ARES, il est proposé de compléter l'article 5, § 1er, alinéa 1er du décret du 24 juin 1996, en y mentionnant expressément l'ARES :

  « [6° auprès de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur, créé par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études] ».

  Il pourrait même être proposé d'étendre la mesure, en intégrant l'ensemble des organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, comme suit :

  « « [6° auprès de l'ensemble des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII] ».
- **Entrée en vigueur : 1er janvier 2014.**

03. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 19 MAI 2004 INSTITUANT UN FONDS D'AIDE À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU SEIN DE L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Il s'agit d'intégrer le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) au sein de l'ARES.

  Cette intégration est en effet essentielle en vue :
  - de faire perdurer la gestion opérationnelle efficace par l'AEF-Europe des différents programmes et actions de mobilité,

» de favoriser plus de cohérence entre gestion opérationnelle et gestion stratégique,

» de renforcer le (futur) Comité dans une approche interinstitutionnelle concertée.

» Conformément à l'article 8 du décret, c'est au Gouvernement qu'il revenait de créer le Comité, ce que le Gouvernement a fait par l'entremise de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007[3].

» Pourtant, l'analyse juridique fait apparaître qu'une telle modification ne saurait se satisfaire d'une simple modification de l'arrêté : en effet, il conviendrait de recourir à l'instrument décrétal. Il est donc proposé, notamment pour tenir compte de l'avis donné par la Section législation du Conseil d'Etat relatif au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française *« créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante »*, une modification de l'article 8 du décret du 19 mai 2004 instituant le Fonds d'aide à la mobilité étudiante (FAME). À l'occasion de cet avis, le Conseil d'État avait en effet fait remarquer que *« le fondement légal de l'arrêté en projet [était] fragile. D'une part, réglant une matière d'enseignement, il doit satisfaire à l'article 24, § 5, de la Constitution, qui requiert que les éléments essentiels de la réglementation soient établis par le législateur. D'autre part, la création d'un organisme doit satisfaire à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en vertu duquel le décret doit régler* "la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle*" des organismes créés par la Communauté française »*[4].

» Cette modification préciserait que le Conseil supérieur de la mobilité est créé et **hébergé par l'ARES**. Il conviendrait évidemment, ensuite, de procéder aux modifications adéquates dans l'arrêté du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, pareille modification n'ayant pas vocation à se retrouver dans un décret fourre-tout.

L'article 8 du décret pourrait ainsi être modifié comme suit :

« Un Conseil supérieur de la mobilité étudiante est créé. Il est composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil supérieur de la mobilité étudiante est accueilli par l'ARES.

Le Gouvernement fixe l'organisation de ce Conseil.

Le Conseil peut donner, soit d'initiative soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question relative à la mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur.

Le Gouvernement peut confier la gestion de programmes de mobilité au Conseil supérieur de la mobilité.

Le Conseil supérieur de la mobilité publie un rapport d'activités annuel. ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

[3] Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, *M.B.*, 30 août 2007.

[4] Section de législation du Conseil d'État, avis n°43.354/2 donné le 6 juillet 2007 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante", *Doc. parl., Parl. Comm. fr.*, 2006-2007, p. 3.

04. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 16 JUIN 2006 RÉGULANT LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS DANS CERTAINS CURSUS DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

04.1 / ARTICLES 5 ET 9 : INFORMATISATION DE LA PROCÉDURE DE DÉPÔT

- Actuellement, les articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur prévoient, respectivement pour les universités et pour les hautes écoles, une procédure de dépôt ***physique*** des dossiers d'inscription dans les cursus contingentés visés. Cette procédure constitue, pour les établissements d'enseignement supérieur, une **charge administrative considérable** et, pour les candidats – par définition ne résidant pas, pour la plupart d'entre eux, en Belgique -, une **contrainte non négligeable**.
- Depuis l'année académique 2016-2017, le Législateur décrétal a prévu la possibilité de procéder au tirage au sort proprement dit par voie électronique *« pour des raisons pratiques d'organisation et de simplification »*[5]. Dans la même logique et afin de parfaire le même but, il est proposé d'**informatiser la procédure de dépôt des dossiers d'inscription et de la centraliser à l'ARES** qui mettrait, par conséquent, à disposition des établissements d'enseignement supérieur une plateforme d'inscription électronique au tirage au sort centralisée. La vérification des dossiers resterait naturellement à charge des établissements. La centralisation, par contre, implique que le mode de dépôt électronique soit le seul et unique canal. La procédure actuelle ne serait donc plus permise. Cette procédure s'avèrerait par ailleurs totalement cohérente avec la mise en production annoncée de la plateforme e-Paysage à partir de l'année académique 2021-2022.
- La délégation, par les établissements, de la gestion des demandes d'inscription introduites sur une plateforme centralisée par l'ARES ne pose pas de difficulté particulière au regard des **missions** de l'ARES, telles que définies et listées à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013, dans la mesure où le texte de l'article prévoit déjà que l'ARES peut *« venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur […] qui lui serait confiée par la législation ».* Aucune modification de l'article 21 n'est donc nécessaire pour que l'ARES assure cet appui logistique aux établissements qui doivent, en vertu du décret du 16 juin 2006, mettre en œuvre le contingentement.
- Il est donc proposer de compléter – de manière identique – les articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006, par un alinéa supplémentaire. Il convient d'insérer l'alinéa comme suit :
  - *« Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013, définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août.*

[5] Projet de décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du centre hospitalier universitaire de liège et à la recherche, Commentaire des articles, *Doc. parl. Comm. fr*., sess. 2015-2016, n° 292, p. 7.

Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités académiques et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Par dérogation, les étudiants qui introduisent une demande d'inscription dans un cursus visé à l'article 3, 4° et 5°, introduisent leur demande d'inscription selon les modalités prévues par les institutions universitaires. En ce qui concerne les cursus visés à l'article 3, 4° et 5°, l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1er du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires constitue la demande d'inscription dans le cursus au sens du présent décret.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités académiques peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1er est actée dans un registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les étudiants non-résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4° et 5°, au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités académiques peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

[À partir de l'année académique 2021-2022, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés à l'article 3 peut être centralisée sur une plateforme informatique gérée par l'ARES et accessible à l'ensemble des institutions universitaires concernées.]

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables ».

» *« Article 9. - Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne*

sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable avant le 25 août.

Les autorités des hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités des hautes écoles et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités des hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1er est actée dans registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les étudiants non-résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités des Hautes Ecoles peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

[À partir de l'année académique 2021-2022, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés à l'article 3 peut être centralisée sur une plateforme informatique gérée par l'ARES et accessible à l'ensemble des hautes écoles concernées.]

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation des études sont applicables ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

05. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

05.1 / ARTICLE 13 : LISTE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE PROMOTION SOCIALE

- Fusion de l'Ecole de promotion sociale Saint-Luc et de l'Institut d'Urbanisme et de Rénovation Urbaine– Création de l'établissement de promotion sociale « Ateliers Saint-Luc » (avis de l'ARES 2019-14).
- L'administration de l'ARES souligne d'ores-et-déjà que l'Enseignement supérieur de Promotion Sociale est actuellement en train de mettre à jour à la liste des établissements visés à l'article. L'administration de l'ARES sera donc en mesure de fournir cette liste complète pour la fin du mois de février au plus tard.

05.2 / ARTICLE 27 : DOTATION DE L'ARES POUR 2020

- Il est proposé de modifier l'article 27 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) et de le compléter comme suit :

  « Pour l'année 2020, un montant de 428.000 euros est ajouté au montant de la dotation calculée en vertu des alinéas précédents.

  A partir de l'année 2021, le montant de la dotation est obtenu en appliquant la formule suivante : montant définitif de la dotation de l'année précédant l'année budgétaire concernée x indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / indice santé de janvier de l'année budgétaire précédente ».
- Il s'agit de modifier le montant de la dotation de l'ARES suite à un transfert de 150.000 euros pour le traitement de personnel en provenance de l'administration et travaillant à l'ARES ; 180.000 euros supplémentaires sont ajoutés à la dotation pour permettre le recrutement de personnel pour renforcer la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI) ; 50.000 euros supplémentaires sont ajoutés afin de permettre à l'ARES de mettre en œuvre le programme d'échange Asem-Duo ; 48.000 euros supplémentaires sont ajoutés pour compenser les charges de l'augmentation de la prime de fin d'année décidée par le Gouvernement en 2018 et 2019.

  Ces montants ont déjà été accordés à l'ARES par voie d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française en 2018 et 2019, et sont prévus au budget 2020 de la Communauté française, la mesure ne présente donc **aucun impact budgétaire additionnel**. À partir de 2021, ces augmentations intègrent le montant de la dotation et, correspondant principalement à des coûts de personnel, sont indexés chaque année.
- **Entrée en vigueur : 1er janvier 2020.**

05.3 / MODIFICATION DE L'ARTICLE 21 ET INSERTION D'UN ARTICLE 65*BIS* NOUVEAU : SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE (E-PAYSAGE)

» Il est proposé d'insérer à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) un littera 21° nouveau, libellé comme suit :

« L'ARES a pour missions :

[21° de contribuer à la simplification administrative en matière d'admission, d'inscription et de diplomation de l'étudiant ;] ».

Dans la mesure où il s'agit de modifier l'article 21 du décret en ajoutant la mission envisagée, il conviendra d'adopter, pour cette seule disposition, un décret spécial, voté à la majorité des deux-tiers. En effet, à plusieurs reprises, le Conseil d'État, Section législation, a rappelé[6] que, concernant les missions dévolues à l'ARES, il y avait lieu de respecter à cet égard l'article 24, § 2, de la Constitution, lequel précise que lorsqu'une *« communauté, en tant que pouvoir organisateur, veut déléguer des compétences à un ou plusieurs organes autonomes, elle ne peut le faire que par décret adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »*.

» En l'état, le projet e-Paysage, projet de simplification administrative **essentiel** pour l'enseignement supérieur, repose exclusivement sur l'article 106 du décret. Il est souhaité que cette mission de **simplification administrative** soit intégrée de manière explicite dans le décret.

Par ailleurs, et dès lors que la simplification administrative est au cœur d'e-Paysage, il est proposé d'insérer au titre II du décret, un *« Chapitre V. - De la simplification administrative »* nouveau qui serait rédigé comme suit :

« *Article. 65*bis.*- § 1er. Le Gouvernement confie à l'ARES, dans le cadre de l'article 21, 21° du présent décret, le déploiement et la coordination d'une plateforme informatisée d'échanges de données.*

§ 2. Sont associés au déploiement de la plateforme visée au § 1er les services du Gouvernement, les établissements d'enseignement supérieur ainsi que les différents services du Ministère de la Communauté française, dont les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements, en charge des matières relatives aux étudiants.

§ 3. Pour l'application du présent article, l'étudiant est identifié de manière univoque par son numéro de registre national ou, à défaut de numéro de registre national, via le registre bis *de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.*

§ 4. Les échanges de données s'effectuent, dans le chef de chacune des parties, dans le strict respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ainsi que de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

[6] En cela, il s'appuyait sur deux autres avis rendus au sujet de deux décrets modificatifs du décret du 7 novembre 2013 (Paysage). Voy. à cet égard : Section de législation du Conseil d'État, avis n° 57.367/2 donné le 29 avril 2015 sur un avant-projet devenu le décret du 25 juin 2015 'modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur', *Doc. parl., Parl. Comm. fr*., 2014-2015, n° 131/1, p. 87 et avis 59.262/2 donné le 11 mai 2016 sur un avant-projet devenu le décret du 16 juin 2016 'portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la recherche', *Doc. parl., Parl. Comm. fr*., 2015-2016, n° 292/1, p. 83.

05.4 / ARTICLES 73 ET 112 : ACCÈS AUX MASTERS DE SPÉCIALISATION

- Suite à la mise en place du décret, l'accès aux Masters de spécialisation a été **restreint aux titulaires d'un Master 120**. Tous les candidats à l'admission à un Master de spécialisation ne peuvent évidemment pas faire valoir une année au moins d'expérience professionnelle et/ou personnelle. Cette restriction est donc **très contraignante** pour les institutions. L'ARES avait souhaité, à l'occasion des travaux sur le décret « Fourre-tout III », attirer l'attention du Gouvernement sur le fait que certaines situations sont, à cet égard, problématiques :
  - les Masters 60 en Communauté française pour lesquels **il n'existe pas de Master 120** (Par exemple, le Master en kinésithérapie et réadaptation) ;
  - les **Masters 60 en Communauté flamande**, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de Masters de spécialisation co-organisés avec une université flamande (par exemple, le Master de spécialisation en génie nucléaire);
  - les **étudiants étrangers** ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugiés notamment).
- Si les universités veulent que ces diplômés accèdent au Master de spécialisation, il faut évidemment modifier le décret du 7 novembre 2013 par l'introduction d'une série d'exceptions à l'article 112 pour ce qui concerne ces situations problématiques.
- Il est donc proposé de :
  - modifier l'article 73, alinéa 1er du décret comme suit :

    « Article 73. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent [aux conditions fixées par les autorités académiques], des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires ».
  - modifier l'article 112 du décret (en s'inspirant de l'article 115 actuel qui traite de l'admission au 3ème cycle), comme suit :

    « Article 112. [§ 1er.] Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui ~~satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 et~~ sont porteurs : ~~d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits :~~

    1° [Soit d'un diplôme de Master en Communauté française;

    2° Soit d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole Royale Militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;

    3° Soit d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littera 1 et 2 en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

    Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies et /ou les compétences qu'il a acquises sont valorisés par le jury pour au moins 240 crédits.

§3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de 3ème cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins] ».

- **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

05.5 / ARTICLE 79 : ÉPREUVES EN FIN DE PREMIER QUADRIMESTRE

- Concernant le mécanisme de **quadrimestrialisation**, l'ARES avait suggéré, dans le cadre des travaux sur le décret « Fourre-tout III », de modifier l'article 79, § 1er, al. 2 en ce qu'il impose (lorsque, pour des raisons motivées, certaines unités d'enseignement se répartissent sur les deux premiers quadrimestres) que soit obligatoirement organisée une évaluation partielle à la fin du premier quadrimestre.
- Un certain nombre d'inconvénients avaient été pointés : **émiettement** des matières, **multiplication** des matières à évaluer, **allongement** des sessions d'examens, des délibérations, etc. Elle a donc plaidé pour que l'article laisse davantage de **souplesse** et **d'autonomie** aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres.

  L'article 79, § 1er, alinéa 2 pourrait donc être modifié comme suit :

  « Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une évaluation partielle ~~est~~ [peut être] organisée en fin de premier quadrimestre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 150, § 1er ».
- **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

05.6 / ARTICLE 84 : MINIMUM DE 60 CRÉDITS POUR CONFÉRER UN GRADE

- L'article 84 actuel du décret, tel que modifié récemment par le décret « Fourre-tout III »[7], est libellé comme suit :

  « Aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

[7] Décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, *M.B.*, 2 août 2019, art. 9.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ou de master de spécialisation peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

» L'ARES avait proposé, à l'occasion des travaux du décret « Fourre-tout III », d'**intégrer le Master 60 dans la liste des exceptions**, à savoir le brevet de l'enseignement supérieur, le bachelier de spécialisation et le master de spécialisation, grades pour lesquels le minimum de crédits à suivre effectivement est fixé à 30 dès lors que ne pas introduire le Master 60 dans cette liste revient à rendre *de facto* la valorisation de crédits à l'admission impossible pour les candidats détenteurs de ce diplôme.

De plus, dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, le maintien de la disposition telle que libellée actuellement poserait également question.

Par ailleurs, le CAPAES semble avoir été oublié à l'occasion de la rédaction de cet article. Il s'agit manifestement d'une erreur matérielle. Il conviendrait dès lors de la corriger.

Il est dès lors proposé de modifier l'alinéa 3 de l'article, comme suit :

« Par exception à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ~~ou de master de spécialisation~~ [, de master en 60 crédits, de master de spécialisation ainsi que le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES)] peuvent être conférés par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

05.7 / ARTICLE 95/3 NOUVEAU ET ARTICLE 96 : INSTAURATION D'UNE PROCÉDURE DE FRAUDE À L'INSCRIPTION À UN EXAMEN D'ADMISSION GÉRÉ PAR L'ARES

» Depuis l'instauration de l'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et dentaires, l'examen a été organisé cinq fois (une épreuve en 2017, deux épreuves en 2018 et en 2019). Il a été constaté que certain·es futur·es candidat·es. usaient, parfois, de **manœuvres lors de l'inscription à l'examen**, soit pour se soustraire à la législation en vigueur[8], soit pour obtenir un statut plus avantageux. Ainsi, l'ARES a pu constater certains faits comme :

» l'utilisation de faux certificats de résidence dans le but d'être traité·e, lors de la demande, comme un·e résident·e – non soumis·e à éventuel classement,

» la modification volontaire de données personnelles (comme le nom de famille ou le prénom) afin d'échapper au contrôle, opéré par l'ARES, du nombre de présentations de l'examen d'entrée.

[8] Notamment le décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, *M.B.*, 14 avril 2017.

» Actuellement, aucune disposition décrétale ne prévoit de procédure particulière permettant à l'ARES, à l'instar de la procédure prévue aux articles 95/2 et 96 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, de pouvoir constater, établir et, le cas échéant, **sanctionner la fraude commise *lors de l'inscription* à l'examen d'entrée**. La seule procédure de fraude qui est actuellement organisée est celle que l'on retrouve dans le Règlement d'ordre intérieur du jury de l'examen[9] et qui concerne uniquement la fraude commise *lors de l'épreuve.* Dans pareil cas, il est normal que le jury, qui endosse la responsabilité *académique* de l'épreuve[10], soit le seul à pouvoir constater, établir et sanctionner la fraude. L'ARES qui, de son côté, est chargée par le Gouvernement de la gestion et l'organisation matérielle et administrative de l'examen – ce qui inclut la gestion de la plateforme des inscriptions à l'examen – endosse la responsabilité *administrative* de l'examen. Elle est la seule habilitée à constater une fraude ou une tentative de fraude lors de l'inscription et est donc, à ce titre, *la seule à pouvoir la sanctionner*.

» Il est donc proposé, à l'instar de l'article 95/2 du décret, d'instaurer une procédure de fraude à l'inscription à un examen d'admission, selon des modalités similaires à ce qui est prévu pour les fraudes constatées par les établissements à l'occasion de l'inscription et dont l'ARES assurerait la gestion en vertu de l'article 21, 5° du décret, lequel lui donne la compétence *« de prendre en charge l'organisation matérielle des tests, épreuves ou examens d'admission communs ».*

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

« Article 95/3. - § 1er. Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES, est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la personne concernée, un refus d'inscription pour une durée de trois années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française de même qu'à toute épreuve ou examen d'admission, organisé ou non par l'ARES. Le délai de trois ans prend cours le premier jour de l'année académique qui suit l'organisation de l'épreuve ou de l'examen d'admission.

L'ARES qui suspecte une fraude notifie une décision de refus d'inscription à la personne concernée. La notification de la décision indique les modalités d'exercice des droits de recours.

L'ARES prévoit une procédure de recours interne contre les décisions de refus prononcées en vertu de l'alinéa précédent.

§ 2. L'ARES transmet les noms des fraudeurs au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques.

L'ARES notifie aux personnes concernées leur inscription dans la base de données et indique les modalités d'exercice des droits de recours.

S'il en est prévu un, le droit d'inscription à l'épreuve ou à l'examen d'admission versé à l'ARES est définitivement acquis à celui-ci ».

---

[9] Voy. l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du jury de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires, M.B., 18 juillet 2019, art. 17 et 24.

[10] Projet de décret relatif aux études de sciences médicales et dentaires, Exposé des motifs, *Doc. parl. Comm. fr*., sess. 2016-2017, n° 410-1, p. 6.

- La modification proposée implique également une **modification subséquente** de l'article 96 du décret. En effet, cet article – lequel liste actuellement les diverses hypothèses justifiant un refus d'inscription par les établissements d'enseignement supérieur – doit également prévoir l'hypothèse nouvelle créée, à savoir le refus prononcé par l'ARES, en vertu de l'article 95/3 nouveau.

  Cet article pourrait être modifié comme suit :

  « Article 96. - § 1er. Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

  1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, [soit] d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations[, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ;]

  2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

  3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

  4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les trois années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave ».
- **Entrée en vigueur : 1er mai 2020.**

05.8 / ARTICLE 96 : NOTIFICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

- L'article 96, alinéa 2, tel que modifié récemment par le décret « Fourre-tout III »[11], dispose actuellement ceci :

  « La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective ».
- À l'occasion de la précédente modification du décret, l'ARES avait demandé, pour d'évidentes **raisons pratiques et de sécurité juridique**, que l'adresse électronique utilisée par l'établissement soit, en cas de réinscription, celle fournie par ce dernier et non l'adresse personnelle de l'étudiant – susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est évidemment bien plus compliqué.

  Il est donc proposé de réécrire l'alinéa 2 actuel de l'article 96 :

  « Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel, à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».
- **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

05.9 / MODIFICATIONS DES ANNEXES

- L'administration de l'ARES attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite du décret du 3 mai 2019 (dit « Fourre-tout III »), elle a remarqué une série d'erreurs, de coquilles ou d'oublis dans les

[11] Décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, *M.B.*, 2 août 2019, art. 13, a), 2).

annexes du décret Paysage qu'il convient de corriger. Une série d'avis de l'ARES concernant des modifications d'intitulé, des habilitations hors moratoire et une fusion d'établissement impliquent également une modification des annexes.

» L'administration de l'ARES propose de remplacer les annexes existantes par des annexes intégrant les modifications ci-dessus et **est en train d'y travailler**. Elle envisage de pouvoir envoyer une version des annexes en suivi de modifications avec les justifications des modifications pour la fin du mois de février.

06. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 30 JANVIER 2014 RELATIF À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INCLUSIF POUR LES ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

06.1 / ARTICLE 25 : DÉSIGNATION DE LA PRÉSIDENCE ET VICE-PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INCLUSIF

» Actuellement, l'article 25, alinéa 1er du décret du 30 janvier 2014 impose la règle suivante : *« La Commission de l'Enseignement supérieur inclusif désigne en son sein un Président et deux Vice-Présidents en s'assurant qu'ils ou elles ne représentent pas le même type d'établissement d'enseignement supérieur et ne sont pas issus des mêmes Pôles académiques ».* Dès lors, lorsqu'il convient de procéder à une nouvelle désignation, la Commission se trouve dans l'obligation de respecter une double règle : le ou la Président·e et deux Vice-Président·es ne peuvent pas provenir de la même forme d'établissement (université, haute école et école supérieur des arts) mais ne peuvent pas non plus provenir du même Pôle académique.

» En pratique, cette **double règle est très contraignante** et ne permet pas, par exemple, à une personne provenant d'une école supérieure des arts située sur le Pôle de Bruxelles de devenir Vice-Présidente parce que le ou la Président.e. proviendrait d'une haute école déjà située sur le Pôle de Bruxelles. Dès lors, imposer la représentation de trois Pôles différents sur les cinq existants limite *de facto* les possibilités, d'autant que la Commission est déjà composée des Président·e·s et Vice-Président·es des Chambres de l'enseignement supérieur inclusif, établies au niveau de chaque Pôle[12].

» La Commission de l'Enseignement supérieur inclusif suggère par conséquent de conserver la première règle consistant à ce que les différentes formes d'enseignement soient représentées tout en supprimant la seconde règle, jugée **trop restrictive et inefficiente**.

L'article 25, alinéa 1er peut donc être modifié comme suit :

« La Commission de l'Enseignement supérieur inclusif désigne en son sein un Président et deux Vice-Présidents en s'assurant qu'ils ou elles ne représentent pas le même type d'établissement d'enseignement supérieur ~~et ne sont pas issus des mêmes Pôles académiques~~ ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

[12] Décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap, *M.B.,* 9 avril 2014, art. 24, al. 1er, 1° et 27, al. 1er.

07. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 29 MARS 2017 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES

07.1 / ARTICLE 1ER : CHOIX DE L'INSTITUTION UNIVERSITAIRE EN CAS DE RÉUSSITE À L'EXAMEN D'ENTRÉE

- Actuellement, l'article 1er, § 3, al. 5 et 6 du décret distingue, sans justification raisonnable, les effets attachés à la réussite de l'examen d'entrée en fonction du caractère centralisé (donc, organisé par l'ARES) ou décentralisé (donc, organisé par les établissements habilités) de l'examen d'entrée. Dans le premier cas, le ou la candidat·es est simplement invité à mentionner l'institution universitaire dans laquelle il *souhaite* s'inscrire en cas de réussite ; dans le second cas, l'étudiant·e, également invité·e à préciser l'institution de son choix, *poursuit* son inscription dans l'établissement choisi en cas de réussite. Le choix est, par conséquent, plus restreint dans le second cas que dans le premier cas. Pour **éviter toute discrimination**, il est suggéré de modifier les deux alinea du paragraphe 3 en ne distinguant plus les deux hypothèses. Le Collège des doyens des facultés de médecine et de dentisterie, sollicité sur la question, suggère que le ou la candidat·e ayant réussi l'examen d'entrée **poursuive son inscription dans l'institution universitaire choisie** préalablement.
- Les alinea 5 et 6 de l'article 1er, § 3 doivent par conséquent être supprimés et réécrits comme suit, sous la forme d'un seul et unique paragraphe :

  « Lors de son inscription à l'examen d'entrée et d'accès, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire ».
- **Entrée en vigueur : 1er mai 2020.**

08. MODIFICATION DU DÉCRET DU 3 MAI 2019 PORTANT DIVERSES MESURES RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET À LA RECHERCHE

08.1 / ARTICLE 66 : SUBVENTION ANNUELLE – PROJETS D'ENSEIGNEMENT INCLUSIF

- Depuis l'adoption du décret du 3 mai 2019 dernier (dit « fourre-tout III »), *« la Communauté française octroie annuellement une subvention de 200.000 euros à l'ARES afin de couvrir en tout ou en partie des projets d'enseignement inclusif au sein des établissements d'enseignement supérieur »*[13].
- La Commission de l'Enseignement supérieur inclusif demande que les mots *« au sein de »* soit remplacé par les mots *« à destination de ».* Ceci permettra une **plus grande souplesse** dans

[13] Décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, *M.B.*, 2 août 2019, art. 66.

l'organisation des formations, étant entendu que le public cible reste évidemment les acteurs de l'enseignement supérieur. Qu'il soit imposé que les formations soient nécessairement organisées *dans* les établissements d'enseignement supérieur est **trop restrictif.** La modification décrétale permettra, par exemple, d'organiser des formations à destination des personnels des établissements dans les locaux de l'ARES.

L'article 66 peut donc être modifié comme suit :

« La Communauté française octroie annuellement une subvention de 200.000 euros à l'ARES afin de couvrir en tout ou en partie des projets d'enseignement inclusif ~~au sein~~ [à destination] des établissements d'enseignement supérieur ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2020-2021.**

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Madame Valérie Glatigny
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, Promotion de Bruxelles, de la Jeunesse et du Sport
Place surlet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles

Nos références	Vos références	Date
ARES-JN-JNe-20-026		Bruxelles, le 13 février 2020

Votre correspondant
Jacques Neirynck – T : +32 2 225 45 52 (direct) – jacques.neirynck@ares-ac.be

Concerne
ARES – Demande de modifications et de report de l'application de l'article 88 §2 du décret Paysage

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous informer que le Conseil d'administration a examiné l'application de l'article 88 §2 et ses conséquences lors de la réunion de ce mardi 11 février 2020. Celui-ci vise à rationaliser l'offre d'enseignement sur base d'un critère objectif, soit le nombre moyen de diplômés sur les cinq dernières années.

Il en ressort les différents constats et risques suivants :

- L'article 88, § 2 ne distingue pas les formes d'enseignement ; il concerne le type court organisé par les hautes écoles, les écoles de promotion sociale qui organisent des études correspondantes ou équivalentes et les écoles supérieures des arts.

- On peut constater une incohérence entre le contenu de l'article 88 §2 et le commentaire. Dans l'article, on indique une obligation de coorganisation et le commentaire parle lui de codiplômation.

- On ne dispose que de chiffres très partiels (3 années académiques pour les HE et 2 années académiques pour l'EPS) et non contrôlés par une instance externe et indépendante pour étayer le propos et identifier les formations qui sont potentiellement concernées par cette disposition. À la rentrée académique 2020, les moyennes du nombre de diplômés sur les cinq années académiques précédentes ne pourront pas donc pas être établies de façon complète et indiscutable.

- L'enseignement de promotion sociale ne vise pas le même public que les hautes écoles et les écoles supérieures des arts. Un grand nombre d'étudiants s'y inscrivent sans pour autant aller jusqu'à obtenir un diplôme : ils ne suivent que certaines UE utiles dans leur métier ou nécessaires à leur insertion socioprofessionnelle. Une bonne partie d'entre eux ne présentent

dès lors pas l'épreuve intégrée, UE clôturant tout cursus. L'article 88, § 2 ne tient pas compte de cette spécificité lorsqu'il propose de comptabiliser le nombre de diplômés.

- L'application de cet article continue à interroger le secteur dans la mesure où si un établissement ne diplôme pas 10 étudiants en moyenne sur les 5 dernières années pour un cursus donné, tous les autres établissements l'organisant dans le pôle devront coorganiser, sous peine de perdre leur habilitation, sauf s'ils codiplôment déjà à trois. Ceci pourrait conduire, dans certains cas, à des situations compliquées où un nombre important d'établissements seraient obligés de coorganiser dans une grande zone géographique sans apporter de valeur ajoutée à la formation, mais en imposant aux étudiants et aux établissements des contraintes horaires ou organisationnelles lourdes ainsi que, le cas échéant, des déplacements supplémentaires. En outre, il ne garantit pas forcément d'aboutir à une rationalisation de l'offre.

Eu égard à l'analyse ci-devant, l'ARES propose de reformuler l'article 88 §2 en intégrant les positions reprises ci-après :

1. La responsabilité de la fermeture d'une formation (ou de son maintien par le biais d'une collaboration) doit incomber à l'EES concerné. Elle ne doit pas engager de facto les autres EES. La responsabilité de dégager une solution (par exemple trouver un partenaire) incombe donc à l'établissement qui est en dessous de la norme. Il n'est en effet pas acceptable que des établissements qui comptent un nombre suffisant de diplômés pour un cursus soient contraints de codiplômer (ou cooorganiser) et par voie de conséquence obliger de céder l'organisation de 15% du programme d'études. L'EES qui n'atteint pas la norme perd son habilitation ou trouve un partenaire avec lequel collaborer.

2. Les normes de maintien doivent s'appliquer au niveau de l'arrondissement (et pas du pôle). Il faut donc lever l'incohérence qui consiste à avoir deux normes dans l'article : l'arrondissement et le pôle académique.

3. Les normes de maintien devront être établies différemment pour les HE et pour l'EPS en raison des spécificités des formes d'enseignement (réalités et publics différents, organisations différentes, législations spécifiques...). En effet, le public cible en EPS (adultes qui pour certains travaillent) et conséquemment l'approche diffèrent de l'enseignement de plein exercice (horaire décalé, proximité géographique...). D'autre part, en promotion sociale, il est fréquent que les étudiants ne suivent pas l'entièreté de la formation, mais uniquement des UE spécifiques. Dans ce contexte, la détermination du seuil minimal à atteindre par un établissement ne devrait pas se faire, pour l'enseignement supérieur de promotion sociale, sur base du nombre de diplômés, mais bien en fonction du nombre d'étudiants inscrits dans les unités déterminantes du cursus visé. Il est donc proposé de modifier l'article 88 §2 de cette manière :

    a. Pour les HE : moins de 10 diplômés par an en moyenne sur les cinq dernières années (à partir de n-1) ;

    b. Pour les établissements d'EPS : moins de 10 étudiants par an en moyenne inscrits dans les unités déterminantes durant les 5 dernières années (à partir de n-1).

4. À titre transitoire, les données relatives au nombre de diplômés seront fournies par les institutions (mode déclaratif) et aux étudiants inscrits dans les unités déterminantes par l'administration de l'enseignement de promotion sociale. Par la suite, les données encodées dans e-paysage permettront une information objective, reprenant des chiffres fiables.

5. Des exceptions motivées et proposées par l'ARES doivent continuer à être envisagées, comme l'organisation d'une formation selon deux rythmes (plein exercice / horaire décalé ou adapté) dans un même arrondissement afin de garantir l'accès à des publics spécifiques qui fréquentent ces formations ou encore le maintien d'une formation qui prépare à des métiers en pénurie. La chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale va inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine réunion l'examen de critères précis à prendre en compte dans les motivations.

Une dérogation d'une année a été actée dans un récent décret-programme pour les cursus des domaines 10 et 23, ce qui peut se comprendre eu égard au report d'une année académique de la réforme de la formation initiale des enseignants. Cependant, ce report d'un an ne règle pas complètement l'objectif visé par la modification, car les anciennes formations sont maintenues jusque deux ans après la fin des études des étudiants inscrits à partir de 2020. L'ARES demande donc que cet article 88 § 2 ne s'applique pas aux formations qui vont disparaître suite à la mise en oeuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants.

Enfin, l'ARES demande le report de l'entrée en vigueur de la disposition de l'article 88 §2 du décret paysage à l'année académique 2022-2023. Ce délai permettra de récolter les données nécessaires (certifiées par une autorité indépendante), d'identifier et de prévenir les établissements concernés par la mesure, de laisser le temps à ceux-ci pour trouver une solution (co-diplômer ou fermer le cursus), de permettre à l'ARES d'examiner les nouvelles habilitations en codiplomation (le cas échéant) et enfin, d'adapter les annexes du décret paysage à la nouvelle offre d'enseignement qui en résultera.

En vous remerciant d'avance de l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Julien Nicaise
Administrateur

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Madame Valérie Glatigny
Ministre de Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, Promotion de Bruxelles, de la Jeunesse et du Sport
Place Surlet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles

Nos références	Vos références	Date
ARES-JN-OSS-JNe-NJ-BC-RH-040	-	Bruxelles, le 6 mars 2020

Vos correspondants
Bénédicte Champagne – T : +32 2 225 45 80 (direct) - bénédicte.champagne@ares-ac.be
Raoul Hervy – T : +32 2 225 45 42 (direct) – raoul.hervy@ares-ac.be

Concerne
ARES – Demande de subvention annuelle – Délégué à la protection des données & soutien du projet e-Paysage

Madame la Ministre,

Comme vous le savez, depuis la mise en application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) le 25 mai 2018, tout organisme public a l'obligation, en vertu de l'article 37 dudit Règlement, de désigner un Délégué à la protection des données (DPO). Cette obligation est renforcée, notamment lorsque les traitements opérés, du fait de leur nature, de leur portée et/ou de leurs finalités, exigent un suivi régulier et systématique à grande échelle des personnes concernées.

Comme vous le savez également, l'ARES remplit un certain nombre de missions qui lui sont confiées, notamment, en vertu du décret du 7 novembre 2013. Ainsi, sans être exhaustif, l'ARES assure – depuis 2017 – la centralisation des inscriptions au test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires de même que la gestion organisationnelle et administrative des inscriptions à l'examen d'entrée et d'accès aux sciences médicales et dentaires. L'ARES a également la responsabilité de la gestion d'un certain nombre de programmes de coopération au développement. De même, via ses deux commissions hébergées (CESI et CEPERI), l'ARES gère, depuis 2015, le traitement administratif d'un nombre certain de recours introduits par les étudiant.e.s. Dans le même ordre d'idées, l'ARES se charge aussi de l'étude et la gestion des dossiers de notoriété professionnelle des membres du personnel des hautes écoles et de l'enseignement de promotion sociale.

Ces divers traitements consistent, notamment, en la collecte, l'enregistrement, la conservation, la modification, l'extraction, la consultation et l'utilisation d'un nombre très conséquent de données à caractère

personnel dont certaines sont très sensibles, à l'instar des données recueillies dans le cadre de la gestion de l'examen d'entrée ou des différents recours que l'ARES doit traiter. Le RGPD nous impose, à cet égard, une protection tout-à-fait spécifique, car le contexte dans lequel ces données sont traitées pourrait engendrer des risques importants pour les libertés et droits des personnes dont les données sont recueillies.

L'ARES est et a toujours été désireuse de remplir ses missions de service public de la meilleure manière possible, ce qui implique également une attention très particulière à la protection de la multitude des données qu'elle recueille. Le Règlement européen requiert à cet égard que le Délégué à la protection des données soit choisi sur la base de ses qualités professionnelles et, en particulier, de ses connaissances spécialisées du droit et des pratiques en matière de protection des données ainsi que sur sa capacité à accomplir les missions qui lui sont dévolues, à savoir essentiellement le respect des différentes obligations découlant du Règlement et auxquelles l'ARES – et ses différents acteurs et membres du personnel – est soumise en vertu de ce même Règlement.

Actuellement, l'ARES ne dispose pas des moyens humains et financiers pour remplir ces différentes missions de la manière telle qu'attendue par le Règlement.

Par ailleurs, en réponse à votre courrier du 14 janvier dernier, l'administration de l'ARES vous a suggéré un certain nombre de propositions de modifications du décret du 7 novembre 2013 parmi lesquelles deux propositions en lien direct avec le projet e-paysage : la première complétant l'article 21 du décret par une nouvelle mission dévolue à l'ARES, à savoir contribuer à la simplification administrative en matière d'admission, d'inscription et de diplomation de l'étudiant ; la seconde, insérant un nouvel article (65*bis*) dans le décret et confiant à l'ARES le déploiement et la coordination d'une plateforme informatisée d'échanges de données. Dans cette perspective, l'engagement d'un Délégué à la protection des données est rendue nécessaire puisqu'il reviendra décrétalement à l'ARES de traiter l'ensemble de ces données au bénéfice de tous les établissements d'enseignement supérieur, notamment à travers le soutien que l'ARES leur apportera – et leur apporte déjà – pour la mise en place du projet e-paysage.

En effet, comme vous le savez, l'ARES coordonne, depuis 2016, le développement d'e-paysage, c'est-à-dire une plateforme de simplification administrative au bénéfice des étudiants, des établissements d'enseignement supérieur (EES), des Commissaires/Délégués du Gouvernement et de divers services publics (allocations familiales, bourses d'études,...). Ce vaste projet, donne déjà à l'ARES la responsabilité de traitement en matière de collecte de données et nécessite que celle-ci puisse offrir des garanties en matière de sécurité et de protection des données à caractère personnel ainsi que de fiabilité dans la qualité des données. Pour le premier point, les autorisations d'accès actuellement données aux établissements reposent sur l'identification d'un Délégué à la protection des données à l'ARES. En effet, l'ARES en tant que fédération des établissements d'enseignement supérieur centralise toute la gestion juridique et administrative *au nom de ses membres*. Ces actions reposent sur le Délégué à la protection des données de l'ARES. La poursuite des développements des services de simplification administrative est donc conditionnée à un engagement pour la fonction de Délégué à la protection des données. De plus, dans le cadre de la mise en place d'e-paysage, le Délégué à la protection des données offre un service essentiel de conseil en matière de protection des données à ses établissements et, principalement, par rapport à la protection des données personnelles des étudiants.

Le projet e-paysage repose également sur la consultation de sources authentiques (registre national, bases de données de la banque carrefour de sécurité sociale,...). La consultation du registre national a un coût qui sera facturé à l'ARES pour l'ensemble des établissements. De plus, les bases de données développées dans

le cadre d'e-paysage (comme la base de données centralisée des inscriptions) a pour vocation de devenir source authentique. Pour ce faire, les données qu'elle contiendra doivent absolument correspondre à un certain niveau de qualité. Il est donc impératif d'associer à e-paysage une ligne budgétaire permettant d'assurer, d'une part, les coûts de consultation des sources authentiques et, d'autre part, la mise en place d'une supervision de qualité des données basée sur trois points : la formation en interne d'un référent en gestion de la qualité des données, l'information des agents concernés par l'encodage des données au sein des établissements et un suivi durant les deux premières années par un organisme expert en audit de qualité des données.

L'objectif est que l'ARES soit, à l'issue de ces deux années, autonome en matière d'audit. Actuellement le budget consacré à e-paysage a été entièrement consacré au développement informatique et est directement associé à la dotation de l'ETNIC (210.000 € annuel). Au stade actuel, si l'allocation de l'ETNIC est toujours d'actualité pour couvrir les développements en cours, des coûts additionnels de fonctionnement pour la consultation des sources authentiques et de suivi qualité sont à prévoir sur une base annuelle. Au fil du temps, l'ensemble des moyens pour e-paysage se réduiront à la fois en matière de développements et de suivi qualité.

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons donc, par la présente, attirer l'attention de Madame la Ministre quant aux **impacts budgétaires qui** – à la lumière du respect de la réglementation et de la démarche de simplification administrative dans une stratégie transversale d'expertise et, à moyen terme, d'autonomie – **accompagnent certaines mesures de l'avant-projet de décret « fourre-tout IV » et impliquent l'ajustement de la dotation de notre institution**. Vous trouverez ci-dessous les estimations budgétaires correspondantes (en parallèle, le coût de développement ETNIC devrait diminuer à partir de 2022) :

POSTE	RÉCURRENCE	MONTANT (€)
Délégué à la protection des données	**Annuelle**	100.000
Fonctionnement e-paysage (qualité des données et connexion)	2020	100.000
	2021	100.000
	> 2021	50.000

Naturellement, mes collaborateurs se tiennent à votre disposition pour vous exposer plus avant l'étendue du projet et la nécessité de ce financement corrélatif, au bénéfice de tous les acteurs de l'enseignement supérieur.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Julien Nicaise
Administrateur

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Madame Valérie Glatigny
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, Promotion de Bruxelles, de la Jeunesse et du Sport
Place Surlet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles

Nos références	Vos références	Date
ARES-JN-OSS-RH-MW-19-032	-	Bruxelles, le 12 mars 2020

Vos correspondants
Olivier Soumeryn-Schmit – T : +32 2 225 45 31 (direct) – olivier.soumeryn@ares-ac.be
Marie Welsch – T : +32 2 225 45 76 (direct) – marie.welsch@ares-ac.be

Concerne
ARES – TOSS vétérinaire – Demande de modification décrétale (droit d'inscription au test)

Madame la Ministre,

Faisant suite aux travaux actuellement en cours relatifs à l'élaboration des comptes annuels de l'ARES, et de leur contrôle par le collège des réviseurs désignés par le Gouvernement et associant la Cour des Comptes, il est apparu que la législation actuelle relative au test d'orientation dans le secteur de la santé, préalable aux études en sciences vétérinaires, présente une lacune sur laquelle l'ARES souhaite attirer votre attention.

Pour rappel, l'obligation de présenter ce test (ci-après, « TOSS vétérinaire ») est instauré par l'article 2, § 1er du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires. Si cet article prévoit qu'*« ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences vétérinaires [...] les étudiants qui [...] justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé tel que visé à l'article 110/1, § 1er du même décret »*, il ne prévoit cependant pas la perception du droit d'inscription à ce test, d'un montant de 30,00 €, remboursé à tous les candidats et toutes les candidates ayant effectivement participé au test.

La perception de ce droit d'entrée – et son remboursement – est pourtant mise en œuvre chaque année depuis l'instauration de ce test, de la même manière qu'il a toujours été perçu, sur la base de l'article 1er, § 3, alinéa 2 du décret du 29 mars 2017, pour l'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et dentaires (« examen médecine »), ainsi que pour le test d'orientation en sciences médicales (« TOSS médecine ») qui avait précédé l'instauration de l'examen d'entrée et d'accès.

La raison d'être de la perception de ce droit d'inscription est lié à la nécessité, pour la bonne organisation des épreuves, de s'assurer que les inscriptions réalisées sur les plateformes mises en place par l'ARES traduisent une réelle volonté dans le chef des candidat.e.s de présenter les épreuves concernées.

Mentionnons également, que depuis la mise en place par l'ARES d'un remboursement automatique aux candidat.e.s ayant effectivement participé, la quasi intégralité des montants versés au titre de ce droit d'entrée sont remboursés aux candidat.e.s.

Cette lacune semble trouver son origine dans une erreur matérielle lors des discussions et des adoptions, concomitantes, du décret du 29 mars 2017 relatif au études de sciences médicales et dentaires, d'une part, et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 relatif au test d'orientation du secteur de la santé, d'autre part.

En effet, les premières versions de l'arrêté en question, notamment celle sur laquelle l'ARES a rendu son avis, montrent que l'article 6, alinéa 2 de l'arrêté en projet prévoyait de formaliser la perception de ce droit d'entrée *(« L'ARES perçoit, de la part de chaque étudiant participant, un montant de 30,00 euros, lequel est remboursé à l'étudiant sur demande et moyennant une participation effective au test »)*. La volonté du Gouvernement d'instaurer cette perception était donc bien présente.

Cependant, l'article 6 comportait par ailleurs (alinéa 1er) une disposition octroyant un financement à l'ARES pour l'organisation du TOSS vétérinaire. Or, ce subventionnement a ensuite été intégré au décret du 29 mars 2017 précité, qui octroie à l'ARES la subvention globale avec laquelle notre organisation finance la mise en œuvre tant de l'examen médecine que du TOSS vétérinaire. Dans le même temps, le Conseil d'État, dans son avis 61.312/2 donné sur l'avant-projet d'arrêté, a suggéré la suppression de la disposition entière, au motif que, *« si l'instauration d'un droit d'inscription pour le test d'orientation, remboursable en cas de participation effective, n'appelle pas en soi de critique, elle doit toutefois reposer sur un fondement décrétal. Or, en l'espèce, un tel fondement n'existe pas et le recours au pouvoir général d'exécution du Gouvernement en la matière ne parait pas admissible, la nécessité d'adopter le dispositif à l'examen n'étant pas établie »*. Dès lors, l'article 6 du projet d'arrêté a été supprimé dans sa totalité, supprimant ainsi par omission la base réglementaire pour la perception du droit d'inscription.

Dans ce contexte, nous souhaitons introduire une proposition de modification décrétale, le cas échéant via le décret portant diverses mesures en matière d'enseignement actuellement en cours d'élaboration, qui vise à insérer un alinéa nouveau entre les alinea 3 et 4 de l'article 110/1 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (décret « Paysage »). C'est en effet cet article qui prévoit les modalités pratiques du « TOSS vétérinaire ». De son côté, l'article 2, § 1er du décret du 13 juillet 2016 ne fait que renvoyer vers cet article. Légistiquement, sauf à prévoir une abrogation de l'article 110/1 afin de le réintégrer définitivement dans l'article 2 du décret du 13 juillet 2016, il est en effet plus cohérent de modifier la base légale qui prévoit réellement les modalités particulières du « TOSS vétérinaire », donc l'article 110/1 du décret « Paysage ».

Ce nouvel alinea pourrait être rédigé comme suit : *« Le droit d'inscription au test visé à l'alinéa 1er est fixé à 30,00 euros. Si le test d'orientation est organisé deux fois par année académique, le droit d'inscription est perçu lors de chaque inscription au test. Le droit d'inscription est versé à l'ARES et est remboursé par l'ARES au candidat moyennant une participation effective au test »*. Cette formulation est similaire, *mutatis mutandis*, à celle inscrite au décret du 29 mars 2017 dans le cadre de l'examen d'entrée et d'accès aux sciences médicales et dentaires.

Nous vous remercions par avance pour la prise en considération de cette demande, qui permettra de renforcer la solidité juridique de l'organisation du test d'orientation en médecine vétérinaire.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

Mes équipes se tiennent tout naturellement à la plus entière disponibilité de vos collaborateurs pour toute précision technique qui s'avèreraient nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Julien Nicaise
Administrateur

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2020-19 DU 29 SEPTEMBRE 2020

Réforme de la formation initiale des enseignants - Avis sur l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le **16 juillet 2020** par le Gouvernement de la Communauté française pour émettre un avis portant sur un avant-projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée sur la base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant les remarques, observations et propositions des trois chambres thématiques ;

Considérant les propositions du bureau exécutif de l'ARES ;

L'ARES formule à l'endroit de l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants **l'avis suivant.**

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

AVIS

L'enseignement supérieur, au travers de la formation initiale des enseignants, assume l'importante mission de contribuer au renforcement de la qualité du système éducatif en Fédération Wallonie-Bruxelles, en cohérence avec le Pacte d'excellence, au bénéfice des élèves, des étudiants, voire, plus largement, de la société tout entière.

Face à l'ampleur de l'objectif d'amélioration du système éducatif en termes d'équité, d'efficacité et d'efficience, une réforme de la formation initiale des enseignants est incontournable et fait consensus.

L'ARES rappelle donc avec force toute l'importance qu'elle accorde à cette réforme et réaffirme sa volonté qu'elle soit effectivement mise en œuvre le plus rapidement possible et dans le respect de ses principes fondamentaux tels que définis dans le décret du 7 février 2019.

Toutefois, l'ARES émet un **avis défavorable** à l'endroit du présent avant-projet de décret pour trois raisons principales :

1. L'ARES déplore que cet avant-projet de décret, par le biais de certaines mesures, **modifie la philosophie du décret du 7 février 2019 en le détournant de ses fondamentaux**, l'unicité du métier d'enseignant particulièrement. L'ARES considère également que cet avant-projet de décret opte pour une vision rétrograde de la formation initiale des enseignants, à propos de l'articulation théorie – pratique, et regrette que le **partage d'expertises à double sens**, élément fondateur du décret du 7 février 2019, se retrouve dans les faits **amoindri** au sein de ce projet. La nouvelle répartition des crédits – conséquence des modifications apportées aux articulations théorie – pratique en sections 1, 2 et 3 ainsi qu'en section 4 pour les disciplines artistiques et de la suppression du bachelier en section 4 - provoque des déséquilibres qui diminuent fortement l'intérêt et la valeur ajoutée de la collaboration et de l'échange d'expertise entre formes d'enseignement.
2. L'ARES exprime à nouveau[1] sa perplexité quant à la nécessité de remobiliser les équipes des établissements d'enseignement supérieur pour mettre en œuvre cette réforme sans un signal clair des intentions du gouvernement. En effet, l'ARES estime qu'il est **regrettable de n'avoir aucune information relative à l'analyse budgétaire**, tant à propos du mécanisme de **financement des institutions** que sur la **soutenabilité financière** de cette réforme portée par la Fédération Wallonie-Bruxelles sur un horizon de 20 ans. Dans ce cadre, en l'absence de l'analyse du groupe de travail relative au budget, l'ARES s'interroge sur la pertinence de cet avant-projet de décret.
3. L'ARES exprime **de manière pratiquement unanime** son souhait que la mise en œuvre de la réforme soit **reportée à l'année académique 2022-2023,** permettant ainsi de rendre effective la mise en œuvre de la réforme dans un temps raisonnable. En effet, l'ARES considère qu'il serait inimaginable d'ouvrir les cursus en enseignement dès 2021-2022, d'une part, étant donné l'impact sur les équipes de la situation sanitaire liée au COVID-19 et d'autre part, au vu du temps nécessaire au reste du processus législatif de cet avant-projet de décret. De plus, si cet avant-projet de décret devait entrer en vigueur, les changements proposés étant conséquents, il sera nécessaire de prévoir une nouvelle phase d'habilitations des établissements, d'établir des conventions de codiplômation et de revoir (voire de reconstruire) les programmes pédagogiques déjà réalisés dans les consortiums. Seules les **organisations syndicales ne souhaitent pas ce nouveau report** de la

[1] Ce point avait déjà été mentionné dans le courrier que le président du Conseil d'Administration de l'ARES, Monsieur Jean-Pierre Hansen, avait adressé à Madame la Ministre Valérie Glatigny (Réf. ARES-JPH-JNe-XR-20-067) le 27 mai 2020.

réforme de la formation initiale, même si elles sont conscientes de la complexité de la situation et de la charge de travail pour les équipes.

Par ailleurs, l'ARES rappelle à nouveau la nécessité de prolonger le financement pour les conseillers FIE dans les EES jusqu'en décembre 2021 voire plus tard en cas de report, ainsi que la prolongation de la cellule d'appui mise en place au sein de l'administration de l'ARES jusqu'à la fin de la mise en œuvre de la réforme. Pour l'ARES, ce sont des éléments indispensables à la mise en œuvre complète de la réforme.

Les universités et les écoles supérieures des arts rendent, pour leur part, un avis minoritaire. Ces deux parties prenantes émettent un avis réservé quant aux principales modifications apportées par l'avant-projet décret, ce qui est étayé dans le positionnement des chambres.

***

POSITIONNEMENT À PROPOS DES HUIT PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

S'agissant des **huit principales modifications** telles que présentées dans l'exposé des motifs de cet avant-projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, **l'ARES émet les observations suivantes**.

01.1 / PRÉCISION DES OBJECTIFS ET DES COMPÉTENCES À ATTEINDRE

De manière générale, l'ARES **salue cette nouvelle version des compétences**.

Cependant, la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale se montre critique sur les aspects liés à l'orthopédagogie et à la différenciation des apprentissages, pas suffisamment mis en évidence et attribués au master de spécialisation en enseignement, alors qu'ils mériteraient d'être développés au plus tôt dans les cursus en enseignement.

La Chambre des universités est, quant à elle, défavorable au rapprochement entre la formation initiale et la formation continue. En effet, la formation initiale est un enseignement de plein exercice financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, tandis que la formation continue est un enseignement particulier, pour des personnes en activité professionnelle, souvent organisé en horaire décalé. Ils y voient un vrai risque de dérive et de confusion entre la formation initiale et la formation continue qui n'ont en commun que de proposer un enseignement. Par ailleurs, la Chambre des universités s'étonne de voir que le Gouvernement définisse un niveau de maitrise de compétences à atteindre pour une formation, ce qui est un processus totalement inhabituel.

01.2 / RÉVISION DE LA COMPOSITION ET DES MISSIONS DE LA COCOFIE, INTÉGRATION D'UN SYSTÈME DE PILOTAGE DE LA RÉFORME

L'ARES souligne qu'elle reste favorable à la philosophie ayant conduit à la création de la COCOFIE.

Néanmoins, tant **la Chambre des universités que la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale ne sont pas favorables à la révision de la composition de la COCOFIE ni à l'élargissement des missions de celle-ci.**

La Chambre des universités met en garde contre un **risque de conflit d'intérêts et un effet de « juge et partie » dans l'ajout d'un représentant de l'AEQES**. L'AEQES deviendrait partie intégrante de l'organisme qui déciderait de la construction du processus de suivi de l'implémentation de la réforme de la formation initiale des enseignants alors qu'elle a aussi un rôle d'évaluation externe indépendante.

La Chambre des universités s'oppose aussi à ce que l'Institut de Formation Continue apparaisse dans la composition de la COCOFIE afin d'éviter les risques de dérive et de confusion entre la formation initiale et la formation continue qui connaissent des enjeux et des fonctionnements différents.

La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale est, quant à elle, **défavorable à l'augmentation du nombre de représentants de l'enseignement obligatoire**, car elle y voit un risque de subordination vis-à-vis de l'enseignement obligatoire[2]. Par ailleurs, elle partage ses craintes quant au temps nécessaire pour définir les niveaux de maitrise des compétences qui impactera le travail des équipes des hautes écoles qui devront s'adapter rapidement aux nouvelles dispositions.

01.3 / RÉVISION DE LA RÉPARTITION DES CRÉDITS AU SEIN DES AXES DE FORMATION

Cette thématique de modification est abordée selon deux angles.

01. 3.1 / LA RÉPARTITION DES CRÉDITS AU SEIN DES AXES DE FORMATION

La Chambre des universités se montre défavorable à la diminution de crédits dans l'axe dédié à la formation en sciences humaines et sociales dans le master en enseignement section 4 et souhaite qu'un minimum de 15 crédits soit alloué à cet axe.

La Chambre des universités est défavorable au fait que le nombre de crédits pour l'axe relatif à la communication ne soit pas augmenté dans le master agrégé de l'enseignement section 4, comme c'est notamment le cas pour le master en enseignement section 4. Ceci est d'autant plus étonnant que le nombre de crédits du cursus est doublé, passant de 30 crédits dans sa forme actuelle à 60 crédits sur base du décret du 7 février 2019.

01. 3.2 / LA RÉPARTITION DES CRÉDITS ENTRE FORMES D'ENSEIGNEMENT

L'ARES s'oppose, de manière générale, aux nouvelles répartitions de crédits entre formes d'enseignement. En effet, celles-ci provoquent de **nombreux déséquilibres** et entrent en contradiction avec la philosophie du projet pédagogique, telle que présentée dans le décret du 7 février 2019, qui poursuit l'objectif pour les nouveaux cursus en enseignement d'optimiser les interventions de chaque forme d'enseignement au regard de leurs expertises respectives. Dans ce cadre, au vu du désaccord concernant les propositions de répartition de crédits entre formes d'enseignement, et au vu de la difficulté d'interprétation des articles s'y rapportant, l'ARES souhaite que ce point fasse l'objet d'une révision.

Les trois chambres thématiques de l'ARES expriment leur désaccord comme suit.

- **La Chambre des écoles supérieures des arts** déplore l'augmentation du nombre de crédits que le(s) établissement(s) partenaire(s) devra/ont organiser. Elle précise que, selon l'article 10 du dispositif en projet, le § 2 de l'article 24 du décret du 7 février 2019 sera modifié et rédigé comme suit : « Le master de formation visé au § 1er, conduisant au grade de master en Enseignement section 4, comprend 120 crédits dont 40 crédits au moins sont organisés par l'établissement qui codiplôme ». S'il s'avérait qu'une coquille se soit glissée dans l'article 10 et que les 40 ECTS à organiser par l'établissement partenaire venaient à être remplacés par 50 ECTS[3], les écoles supérieures des arts ne pourraient plus dispenser que 20 ECTS non disciplinaires du master en enseignement section 4, ce qui ne couvrirait pas l'intégralité

[2] Les organisations syndicales ne rejoignent pas cette partie de l'avis qu'elles estiment être contraires à l'esprit de la réforme

[3] Comme cela a été indiqué par les membres du Cabinet lors de la présentation de l'avant-projet de décret du 31 aout 2020.

des stages. En effet, conformément à l'article 6 de l'avant-projet de décret, pour les disciplines artistiques, 70 ECTS du master en enseignement section 4 devront être consacrés aux 5 axes non disciplinaires, et parmi ceux-ci, 25 ECTS pour l'axe 3 (formation à et par la pratique).

Par contre, au niveau du master agrégé en enseignement section 4, les écoles supérieures des arts saluent l'octroi de davantage de liberté dans le choix des partenaires de codiplômation.

- **La Chambre des universités** est, quant à elle, défavorable à la nouvelle répartition prévue pour les cursus en enseignement sections 1, 2 et 3, en particulier la réduction à « au moins 20 crédits » de la participation des universités au bachelier, d'autant que l'objectif poursuivi n'est pas pédagogique, mais budgétaire. Dès lors, elle souhaite réorienter le débat en termes de bénéfices pour la formation initiale des enseignants et non en termes d'équilibre financier.

  De plus, la Chambre des universités marque son désaccord quant à la présence des hautes écoles dans la codiplômation pour le master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire. En effet, la « gestion » étant le sujet de ce master, elle estime que cela n'entre pas le domaine d'activités des départements pédagogiques des hautes écoles. De plus, les universités organisent déjà des unités d'enseignement qui pourront entrer dans le cadre de cette formation. Elle demande également des précisions quant au financement de ce master.
- **La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale** est également défavorable à la nouvelle répartition de crédits, car elle modifie l'équilibre entre formes d'enseignement trouvé dans le décret du 7 février 2019. En supprimant les bacheliers en enseignement section 4, les hautes écoles considèrent que l'avant-projet de décret s'écarte de la philosophie globale de la réforme. En outre, les hautes écoles verront leur intervention diminuer drastiquement, alors que les autres formes d'enseignement conserveront leur intervention dans les bacheliers en section 1, 2 et 3. Elle souhaite un rééquilibrage afin de pallier les conséquences financières qu'engendreront les mesures en question. En outre, la Chambre précise que les nouvelles mesures impliquant une plus grande prise en charge par les universités de crédits liés à l'axe pratique diminueront la souplesse organisationnelle des hautes écoles. Cela impactera aussi la gestion des emplois dans les hautes écoles. De fait, la Chambre souhaite un rééquilibrage afin d'assurer des interventions proportionnées des partenaires dans l'esprit initial du décret et de pallier les conséquences financières qu'engendreront les mesures en question.

01.4 / RÉVISION DES APPARIEMENTS ET INSERTION DES DISCIPLINES LIÉES AU FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE (FLE) ET AU FRANÇAIS COMME LANGUE D'APPRENTISSAGE (FLA)

La Chambre des écoles supérieures des arts regrette que **tous les domaines artistiques ne figurent pas dans les appariements de la section 3**, alors que la demande avait été formulée par l'ARES dans son avis 2017-17. Par ailleurs, elle regrette que le projet d'appariement, « formation artistique : arts de la parole et de la scène et Éducation culturelle »[4], n'ait pas été concrétisé dans cet avant-projet de décret.

La Chambre des universités et la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale souhaiteraient que le terme « numérique » fasse l'objet de précisions, dans le but de comprendre réellement ce qu'il englobe. Par ailleurs, ces chambres regrettent la suppression du thème « technologie », concept plus englobant et moins restrictif que « numérique ».

[4] cf. Courrier du Chef de cabinet du ministre de l'enseignement supérieur, daté du 25 février 2019.

Des membres de la Chambre des universités ont également les remarques suivantes :

- souhait que l'appariement « sciences et technologies » ne soit pas modifié, étant donné l'attractivité et l'intérêt que celui-ci peut susciter ;
- demande d'avoir un appariement « français langue étrangère » pour le master en enseignement section 4, souhait soutenu par les représentants des organisations syndicales.

La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale émet les remarques suivantes au sujet des appariements :

- désaccord avec le fait que les écoles supérieures des arts soient mentionnées comme étant les seules à pouvoir être l'établissement référent en section 3 dans l'appariement « formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle » ;
- désaccord face à la nécessité d'avoir actuellement une habilitation en AESI arts plastiques pour pouvoir organiser la formation liée au nouvel appariement en français, français langue étrangère, français langue d'apprentissage ;
- désaccord face au fait que les sciences humaines soient toujours appariées soit à la morale, soit à la religion, soit à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté. Selon la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale, les sciences humaines représentent déjà un appariement de plusieurs disciplines (géographie, histoire, etc.) et méritent de ne plus être appariées à une autre discipline au même titre que les sciences (biologie, chimie, physique) ;
- souhait que le décret précise qui sera habilité à pouvoir organiser le nouvel appariement « formation manuelle, technique et technologique et numérique » afin de pouvoir émettre un avis complet et souhait d'avoir des clarifications quant au sens à donner à chacun des termes de l'intitulé de cet appariement.

01.5 / PRÉCISIONS QUANT AU TEST DE MAITRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE

La Chambre des universités et la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale déplorent le manque de clarté et de cohérence de l'article concerné. De ce fait, elles soulèvent que le statut du test pose de nombreuses questions, notamment :

- le test est-il indépendant de la formation et de l'évaluation des 5 crédits de renforcement de la maitrise de la langue française ?
- si le test est dépendant de l'UE de 5 crédits, cela amènera-t-il à un nouveau test identique et simultané en fin d'année académique ?
- s'il est indépendant de l'UE de 5 crédits, que se passe-t-il en cas d'échec au test, mais de réussite de l'UE ? Quel sera le dernier délai – en bachelier ou en master – pour réussir le test ou l'UE de 5 crédits ?

Ces deux chambres rappellent que le courrier envoyé au cabinet de la Ministre de l'enseignement supérieur le 14 février 2020 demandait explicitement d'intégrer aux cursus l'unité d'enseignement de renforcement de la maitrise de la langue française afin de ne pas imposer un allègement pour ajouter 5 crédits supplémentaires.

Elles soulignent également la **complexité inutile de la procédure administrative prévue**, obligeant le futur étudiant à s'inscrire au préalable au test et à payer des droits d'inscription spécifiques pour ce test.

Par ailleurs, la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale constate que le commentaire de l'avant-projet évoque toujours un « test à l'entrée des études » alors qu'il aura lieu en janvier et ajoute que cette période pose problème en termes de faisabilité au vu de la session d'examens qui a lieu au même moment.

La Chambre des universités salue toutefois le fait que le test ne soit plus une condition d'admission, mais plutôt une évaluation en début de cursus avec comme conséquence de devoir suivre une unité d'enseignement de renforcement de la maitrise de la langue française.

En ce qui concerne les représentants des étudiants, ceux-ci rappellent leur position, soulignant qu'un tel dispositif causerait une surcharge de travail pour l'étudiant déjà en difficulté et un allongement des études.

La Chambre des écoles supérieures des arts regrette, quant à elle, que ses recommandations n'aient pas été prises en compte.

01.6 / AUGMENTATION DE LA DENSITÉ DES ACTIVITÉS PRATIQUES EN DERNIÈRE ANNÉE

La Chambre des universités et la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale présentent un avis défavorable sur cette proposition de modification, considérant que la qualité de la formation est remise en cause par l'augmentation de la densité des activités pratiques en dernière année pour les cursus en enseignement des sections 1, 2 et 3. D'une part, cette modification **affaiblit la complémentarité d'expertise entre formes d'enseignement** et, d'autre part, cela vide le master de sa contribution à la formation en y diminuant fortement la part des autres axes de formation. En effet, étant donné qu'il faut prendre en compte minimum 15 crédits pour le mémoire et minimum 28 crédits pour l'axe dédié à la pratique, il restera, au maximum, 17 crédits pour les 5 autres axes de formation.

En outre, la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale souhaite rappeler que le modèle pédagogique de formation sous-jacent aux propositions de l'avant-projet de décret ne correspond pas aux modèles de formation de type « spiralaires » préconisés et pratiqués dans les départements pédagogiques des hautes écoles. Cette mesure prônant la massification des stages en fin de cursus est ressentie comme un **lourd retour en arrière en termes de qualité et de construction des apprentissages et en retrait avec ce qui se fait actuellement sur le terrain et ce qui est préconisé dans la littérature scientifique.**

La Chambre des universités est, quant à elle, **défavorable à l'obligation d'organiser au moins 28 crédits dans l'axe de formation à et par la pratique**, car cela contraindrait les universités à être responsables des stages, alors que les hautes écoles ont davantage d'expertise dans ce domaine.

Quant aux représentants des étudiants, ils souhaitent un meilleur encadrement des stages et éviter les situations où l'étudiant stagiaire se retrouve seul à remplacer un professeur.

01.7 / SUPPRESSION DU PREMIER CYCLE DU CURSUS MENANT AU GRADE ACADÉMIQUE DE « MASTER EN ENSEIGNEMENT SECTION 4 »

La Chambre des écoles supérieures des arts se réjouit de la suppression du premier cycle menant au grade académique de master en enseignement section 4.

La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale, les représentants des organisations syndicales, les représentants des étudiants, ainsi que l'ULB & l'UMONS sont défavorables à cette suppression. Ils voient dans cette mesure une perte d'enrichissement de la formation initiale entrainant un déséquilibre entre les formes d'enseignement. En outre, ils estiment que cela va à l'encontre de la revalorisation du métier et de l'essence du décret qui était celle d'un métier unique pour tous, notamment en intégrant des cours de pédagogie dès le début des études. De ce fait, ils prônent aussi que l'étudiant puisse choisir la voie de l'enseignement dès son entrée dans l'enseignement supérieur.

A contrario, les autres universités saluent cette mesure jugeant que le bachelier en enseignement section 4 aurait attiré peu de monde et que le choix précoce de la voie de l'enseignement peut être contreproductif. Ils estiment également que cette suppression simplifie la réforme du point de vue organisationnel.

Concernant spécifiquement la mise en œuvre de la formation menant au grade de master agrégé de l'enseignement section 4, l'ARES souhaite de manière unanime qu'elle débute en 2022-2023, plutôt qu'en 2024-2025 (article 97 du décret) afin d'éviter un effet de pénurie.

En outre, la Chambre des écoles supérieures des arts souhaite que le master en enseignement section 4 commence également dès 2022-2023 étant donné le projet de supprimer le premier cycle et vu que les équipes sont déjà prêtes à organiser ce cursus.

01.8 / SUPPRESSION DES MASTERS DE SPÉCIALISATION EN ENSEIGNEMENT POUR LES SECTIONS 1, 2 ET 3 ET CRÉATION DE DEUX MASTERS DE SPÉCIALISATION EN ENSEIGNEMENT SECTIONS 1-2 ET 2-3

La Chambre des universités est favorable à cette disposition, permettant de simplifier et d'alléger les cursus dans lesquels il risquait d'y avoir peu d'étudiants pour une multitude de finalités.

La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale émet les remarques suivantes :

- Elle salue la suppression des options dans les bacheliers en enseignement des sections 1 à 3, diminuant ainsi des soucis d'ordre organisationnel.
- Elle regrette le **délai très tardif de mise en œuvre** de ces masters alors qu'un certain nombre d'enseignants sur le terrain ont l'ancienneté requise et seraient dès maintenant intéressés par ces cursus. La Chambre voit dans ce délai éloigné un manque d'une réelle volonté à ce qu'ils s'organisent un jour. Toutefois, la Chambre soutient la proposition de l'avant-projet de décret qu'une expérience professionnelle de 5 ans soit une condition d'accès à ces 2 masters.
- Elle déplore le **manque de clarté à propos de la nature de ces masters**. Elle considère qu'avec une telle quantité de contenus différents, il ne s'agit plus de masters de spécialisation.

- Elle est **défavorable** au fait que ces masters de spécialisation soient **une condition d'accès pour le master de spécialisation en formation d'enseignants** vu l'impact que cela aura sur l'emploi dans les hautes écoles. Par ailleurs, elle relève le risque de pénurie et d'inégalité de traitement qu'engendrera cette mesure entre les formateurs d'enseignants et les autres formateurs des hautes écoles.
- La Chambre rappelle que les masters de spécialisation de type « disciplinaires » permettaient d'augmenter l'empan pour les sections 1, 2 et 3 (par exemple, en section 2, l'empan pouvait être élargi à la 1re et à la 2e secondaire). En conséquence de la suppression des masters de spécialisation, elle se positionne **défavorablement** à propos d'un empan plus large pour la seule section 4 et plus spécifiquement sur la possibilité d'enseigner dès la 3e secondaire.

Enfin, **ces deux chambres souhaiteraient avoir davantage d'informations quant à l'avenir du master en sciences de l'éducation** et savoir s'il y a une volonté de le remplacer par ces nouveaux masters de spécialisation.

01.9 / AUTRES REMARQUES

01. 9.1 / LES EMPANS

La Chambre des universités réitère la demande qui avait été faite par l'ARES lors de son avis 2017-17 relative à l'empan du master agrégé en enseignement section 4. Tout comme pour le master en enseignement section 4, elle souhaite que le master agrégé forme également des enseignants destinés à enseigner de la 3e à la 6e secondaire, plutôt que de la 4e à la 6e secondaire.

La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale n'adhère pas à cette demande de la chambre des universités car elle est prévue dans le décret, pour autant que le bachelier de transition en section 4 soit organisé, ce qui n'est plus le cas dans cet avant-projet de décret.

L'ULB souhaite, quant à elle, que l'empan pour les titulaires du grade de master en enseignement section 3 pour les appariements liés à la religion, à la morale et aux langues modernes soit identique à celui des titulaires du grade de master en enseignement section 3 éducation physique et éducation à la santé, à savoir de la première maternelle à la troisième secondaire (article 12, 2° du décret FIE).

01. 9.2 / LE MASTER EN ENSEIGNEMENT DES SECTIONS 1, 2 ET 3

La Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale demande de débuter l'organisation du deuxième cycle de cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2 et 3 une fois que l'entièreté du premier cycle de ce même cursus a pu être organisé. En effet, tel que précisé dans l'article 97, §2 du décret du 7 février 2019, elle estime que l'organisation de ce master, dès la deuxième année d'entrée en vigueur du décret et visant exclusivement un public d'enseignants sur le terrain, provoquera une surcharge de travail conséquente pour l'adapter à ce public spécifique, sans assurance de rencontrer un intérêt de ces enseignants en fonction pour s'y inscrire. En outre, son financement n'a pas été pris en compte.

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

ANNEXE - AVIS 2020-19 DU 29 SEPTEMBRE 2020

Cette annexe reprend une liste non exhaustive de remarques techniques et légistiques, qu'il conviendra de prendre en considération en cohérence avec le positionnement de l'ARES présenté dans l'avis relatif à l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. En effet, il s'agit ici d'un recueil de demandes d'amendements légistiques dont la valeur est relative à celle du positionnement général du Conseil d'administration.

Afin de faciliter la lecture, les modifications proposées sont soulignées.

01. REMARQUES SUR LES ARTICLES DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 FÉVRIER 2019 DÉFINISSANT LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS

01.1 / ARTICLE 1ER DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET AJOUTANT UN CHAPITRE II NOUVEAU AU 1ER TITRE DU DÉCRET ET LES ARTICLES 4BIS ET 4TER

01. 1.1 / MODIFICATIONS

01. 1.1.1 / Disposition en projet

La disposition en projet insère dans le Titre Ier du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants un Chapitre II rédigé comme suit :

*« **Chapitre II. –Objectifs de la formation initiale des enseignants***

Article 4bis. - Sans préjudice de la poursuite des objectifs généraux définis à l'article 3 du décret Paysage, les établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 1er du présent décret poursuivent, comme objectifs dans le cadre de la formation des enseignants, le développement et l'acquisition des compétences suivantes par les étudiants :

1° Les compétences de l'acteur institutionnel, social et culturel. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) agir comme acteur social et culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, intégrer la diversité et développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale ;

b) se positionner face à des enjeux éthiques et respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité ;

c) *maîtriser sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel ;*

d) *analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents, la direction et d'autres acteurs afin de :*

i. *s'inscrire dans la démarche de pilotage de l'école et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française ;*

ii. *faire de l'école un lieu où les élèves apprennent, se développent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection.*

2° *Les compétences de l'acteur d'une organisation apprenante dans une dynamique collective. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :*

a) *participer activement au travail collaboratif au sein d'une équipe éducative afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations ;*

b) *identifier ses besoins de formation individuelle et participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pédagogique.*

3° *Les compétences de l'organisateur et accompagnateur d'apprentissages dans une dynamique évolutive. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :*

a) *maitriser les contenus disciplinaires, leurs fondements épistémologiques, leur évolution scientifique et technologique, leur didactique et la méthodologie de leur enseignement ;*

b) *maitriser les savoirs relatifs aux processus d'apprentissage, aux recherches sur les différents modèles et théories de l'enseignement ;*

c) *maitriser la langue française pour enseigner et communiquer de manière adéquate dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession ;*

d) *agir comme pédagogue au sein de la classe et au sein de l'établissement scolaire dans une perspective collective, notamment à travers :*

- *la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement et d'apprentissage, comprenant des pratiques variées, notamment numériques, de nature à renforcer la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves et à développer leur créativité et leur esprit d'initiative et de coopération ;*
- *La conception de dispositifs pédagogiques numériques ;*
- *la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, de manuels, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques ;*
- *la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation, cette dernière étant spécifiquement à visée compréhensive et formative, favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages ;*
- *la conception et la mise en œuvre de pratiques de différenciation pédagogique, d'accompagnement personnalisé des élèves tenant compte de leur acquis antérieurs et de leur profil d'apprenant et reposant notamment sur le co-enseignement ou la co-intervention pédagogique ;*
- *la mise en place d'activités d'apprentissage interdisciplinaires ;*

e) *créer un cadre relationnel bienveillant pour faciliter la communication avec les élèves, leur entourage notamment familial, ainsi qu'avec les collègues ;*

f) *gérer le groupe-classe en situation éducative et pédagogique de manière stimulante, structurante et sécurisante.*

4° *Les compétences du praticien réflexif. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :*

a) *lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et s'en inspirer pour son action d'enseignement ainsi que s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle ;*
b) *mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre ;*
c) *construire progressivement son identité professionnelle.*
d) *mobiliser des outils de développement professionnel personnel tel que le portfolio.*

Article 4ter. - § 1er. Le développement des compétences visées à l'article 4bis se poursuit tout au long de la carrière professionnelle des enseignants et de manière renforcée à l'entrée dans le métier.

§ 2. Sur la proposition de la COCOFIE et sans préjudice de la disposition visée à l'alinéa 1er, le Gouvernement détermine le niveau de maîtrise des compétences définies à l'article 4bis que doit atteindre le futur enseignant au terme de sa formation initiale.

Sans préjudice du niveau de maîtrise visé à l'alinéa 1er, au terme de leur formation initiale, les enseignants ont acquis la maîtrise des concepts et les compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maitrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des référentiels de compétences d'application dans les niveaux d'enseignement concernés. Ils développent les capacités pour s'adapter à une évolution de ces référentiels. »

01. 1.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour but d'insérer un chapitre II, consacré aux objectifs de la formation initiale des enseignants désormais inscrits dans le Titre 1er couvrant ainsi à la fois toutes les sections de la formation directe à l'enseignement mais aussi la formation différée à l'enseignement. Ce nouveau chapitre est composé de deux articles :

- l'article 4*bis* définit les objectifs de la formation initiale des enseignants formulés sous la forme de **compétences** et **capacités** à atteindre par l'ensemble des étudiant·es;
- l'article 4*ter* rappelle que les compétences définies à l'article 4bis sont des **compétences complexes** dont le développement est entamé lors de la formation initiale et qu'il convient d'entretenir et de développer tout au long de la pratique professionnelle. Il est prévu que la COCOFIE propose au Gouvernement une définition du niveau de maîtrise attendu à l'issue de la formation initiale.

01. 1.3 / REMARQUES

- Article 4bis, tel qu'inséré par l'article 1er de l'avant-projet de décret

Il conviendrait de reformuler le littera 1°, c), du premier alinéa, indiquant, comme compétence, « maîtriser sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel ». Cette compétence s'apparente davantage à une tâche. L'ARES propose dès lors de modifier le point c) comme suit : « *S'inscrire dans l'apprentissage et la maîtrise des spécificités institutionnelles du parcours professionnel de l'enseignant* ».

Au même article en projet, au littera 4°, les compétences listées aux points c) et d) semblent être liées. En effet, « mobiliser des outils de développement professionnel personnel tel que le portfolio » est l'un des

moyens d'atteindre la compétence « construire progressivement son identité professionnelle ». L'ARES suggère, dès lors, de procéder à un regroupement de ces deux compétences, comme suit : « *c) construire progressivement son identité professionnelle, notamment en mobilisant des outils de développement professionnel personnel tel que le portfolio* ».

À propos de la mise en page, au 3°, d) de l'article en projet, il conviendrait de lister les puces i), ii), iii), iv), v), vi), par cohérence avec la numérotation du littera 1°, d) du même article. De plus, au 3°, d), deuxième tiret, il conviendrait de supprimer la majuscule en tête de phrase.

Au sujet du commentaire des articles de l'avant-projet de décret, l'ARES demande que le renvoi interne soit corrigé et propose la formulation suivante: « *Pour renforcer cette notion d'unicité du métier, les objectifs poursuivis en termes de développement de compétences et capacités attendues chez chacun des enseignants sont donc désormais inscrits dans le Titre Ier, couvrant ainsi à la fois la formation directe à l'enseignement et la formation différée à l'enseignement. Dès lors, l'article 28 du présent décret abroge les articles 7 et 8 du décret du 7 février 2019.* ».

» Article 4*ter*, tel qu'ajouté par l'article 1er de l'avant-projet de décret :

Au § 2, alinéa 1er de la disposition en projet, l'ARES suggère de supprimer les mots « et sans préjudice de la disposition visée à l'alinéa 1er ». En effet, outre l'absence d'alinéa 1er dans ce paragraphe, les membres ne perçoivent pas en quoi cet alinéa pourrait porter préjudice à la disposition présente plus haut (le § 1er).

Toujours au § 2, il conviendrait de reformuler le second alinéa comme suit par souci de lisibilité : « Sans préjudice du niveau de maîtrise visé à l'alinéa 1er , au terme de leur formation initiale, les enseignants ont acquis la maîtrise des concepts et des compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maitrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des compétences visées par les référentiels de compétences d'application dans les niveaux d'enseignement concernés. Ils développent les capacités pour s'adapter à une évolution de ces référentiels. » Cela permettrait d'éviter la confusion présente dans la disposition, sous-entendant que les élèves devraient maîtriser les référentiels et non les compétences visées par ceux-ci.

Plus largement, au sujet de ce second paragraphe, l'ARES s'interroge sur la pertinence de l'ordre des alinéas. Il conviendrait, en effet, de commencer par l'alinéa 2, indiquant que les étudiants maîtrisent des concepts et des compétences afin d'amener les élèves à maîtriser les compétences des référentiels. Ensuite, viendrait l'alinéa 1er du dispositif en projet, qui permettrait de préciser plus concrètement à quel niveau de maîtrise des concepts et des compétences les étudiants doivent aboutir en fin de formation initiale.

01.2 / ARTICLE 2 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 5 DU DÉCRET

01. 2.1 / MODIFICATIONS

01. 2.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

A l'article 5, les § 2, alinéa 1er et § 3 sont actuellement libellés comme suit :

« § 2. Pour la section 4 visée à l'article 9, la formation directe à l'enseignement est dispensée en un cursus de type long de deux cycles totalisant 300 crédits se répartissant comme suit: 180 crédits pour le 1er cycle et 120 crédits pour le 2ème cycle. La formation du premier cycle est sanctionnée par le grade académique de «bachelier en Enseignement section 4» pour la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner

§ 3. Par dérogation à l'article 70, § 1er, 1° et 2°, du décret Paysage, le premier cycle des cursus conduisant aux grades de master en enseignement sections 1, 2, 3 et 4 peut comprendre 185 crédits et le deuxième cycle des cursus conduisant au grade de master en enseignement section 4 peut comprendre 125 crédits. »

01. 2.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 5, § 2, alinéa 1er, et § 3 comme suit :

***« §2**. Pour la section 4 visée à l'article 9, la formation directe à l'enseignement est dispensée en un cursus de type long de deux cycles totalisant 300 crédits se répartissant comme suit : 180 crédits pour le 1er cycle et 120 crédits pour le 2ème cycle. La formation du premier cycle est sanctionnée par le grade académique de bachelier correspondant à la composante disciplinaire du master en Enseignement section 4.*

***§3.** Par dérogation à l'article 70, § 1er, 1° et 2°, du décret Paysage, le premier cycle des cursus conduisant aux grades de master en enseignement sections 1, 2 et 3 peut comprendre 185 crédits et le deuxième cycle des cursus conduisant au grade de master en enseignement section 4 peut comprendre 125 crédits. »*

01. 2.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées portent sur :

- une modification du cursus de la formation directe à l'enseignement section 4 qui n'impose plus à l'étudiant de choisir directement, dès l'entame de ses études, entre un cursus disciplinaire ou un cursus en enseignement. Le premier cycle de 180 crédits restant exclusivement disciplinaire, l'étudiant, s'il souhaite alors devenir enseignant, choisit de poursuivre un deuxième cycle par une formation de 120 crédits sanctionnée par le grade de master en enseignement section 4 (suivi de la discipline) ;
- une modification permettant de prendre en compte les 5 crédits de remédiation en maîtrise de la langue française si l'étudiant n'atteint pas le seuil requis au test visé à l'article 17 du présent décret.

01. 2.3 / REMARQUES

L'ARES s'interroge quant à la proposition de modification du § 2 de l'article 5 du décret : tel que formulé, il apparait qu'un bachelier « généraliste » (un bachelier en sciences physiques par exemple) pourrait être légalement concerné par le décret FIE, ce qui impacterait notamment les contenus minimaux et les habilitations actuelles. Estimant que ce n'est pas l'intention de l'auteur du projet, il est suggéré de préciser que le bachelier de transition, qui n'est pas lié au décret FIE, n'est qu'une condition d'accès au master en enseignement section 4 dans la discipline concernée.

En outre, afin d'éviter toute confusion avec la notion de *« composante disciplinaire »* intervenant dans le cadre statutaire des enseignants souhaitant travailler dans l'enseignement, l'ARES demande d'omettre cette notion et de renvoyer aux disciplines listées à l'article 13 du décret FIE. Il est alors proposé de remplacer la dernière phrase *« La formation du premier cycle est sanctionnée par le grade académique de bachelier correspondant à la composante disciplinaire du « master en Enseignement section 4 »*, comme suit : *« La*

formation du premier cycle est sanctionnée par le grade académique d'un bachelier donnant accès aux études menant au grade de master en enseignement section 4 conformément à l'article 111, § 1er, alinéa 1er, 3°, du décret Paysage.

De plus, l'ARES souhaite que le second littera de l'article 2 de l'avant-projet de décret, modifiant le § 3 de l'article 5 du décret, soit déplacé dans le chapitre V du Titre II, relatif au test portant sur la maîtrise de la langue française. En effet, la dérogation à l'article 70, § 1er, 1° et 2° du décret du 7 novembre 2013 (Paysage), permettant qu'un premier cycle comprenne 185 crédits et un deuxième cycle, 125 crédits, est en lien direct avec les 5 crédits supplémentaires de renforcement de la maîtrise de la langue française, visés au § 2 de l'article 27 du décret FIE, tel que modifié par l'article 14 de l'avant-projet de décret.

Enfin, il conviendrait de remplacer les mots *« Par dérogation à l'article 70, § 1er, 1° et 2°, du décret Paysage »* par les mots *« Par dérogation à l'article 70, § 1er, alinéa 1er, 1° et 2° »,* afin que le renvoi au décret du 7 novembre 2013 (Paysage) soit correct.

01.3 / ARTICLE 3 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 11 DU DÉCRET

01. 3.1 / MODIFICATIONS

01. 3.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 11 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« Les disciplines ou familles de disciplines apparentées visées à l'article 10, § 3, sont constituées de la façon suivante:

1° Français et morale;
2° Français et religion;
3° Français et Education à la philosophie et citoyenneté;
4° Français et Langues anciennes;
5° Français et Formation culturelle et artistique
6° Deux langues modernes parmi Anglais, Allemand, Néerlandais;
7° Mathématiques et Technologies ;
8° Sciences et Technologies;
9° Education physique et Education à la santé;
10° Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale;
11° Formation artistique: musique;
12° Formation artistique: arts plastiques ».

01. 3.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 11 du même décret comme suit :

« Les disciplines ou familles de disciplines apparentées visées à l'article 10, § 3, sont constituées de la façon suivante:

1° Français et Morale;
2° Français et Religion;
3° Français et Education à la philosophie et citoyenneté;
4° Français et Langues anciennes;
5° Français et Education culturelle ;
5°bis Français, Français langue étrangère, Français langue d'apprentissage ;
6° Deux langues modernes parmi Anglais, Allemand, Néerlandais;
7° Mathématiques et Numérique;
8° Sciences;
9° Education physique et Education à la santé;
10° Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale;
11° Formation artistique: musique et Education culturelle;
12° Formation artistique: arts plastiques et Education culturelle ;
13° Formation manuelle, technique et technologique et Numérique».

01. 3.2 / OBJECTIFS

Les modifications portent sur l'article 11 du décret et permettent d'ajuster les appariements de la section 3 en cohérence avec les référentiels de l'enseignement fondamental et secondaire.

01. 3.3 / REMARQUES

Par cohérence avec le libellé du grade, il est suggéré de remplacer le 6° par « Langues germaniques ».

L'ARES demande que le nouvel appariement, au 13°, à savoir « formation manuelle, technique et technologique et numérique », soit remplacé par « formation manuelle, technique et technologique et formation numérique ». Cela assurerait la cohérence avec ce qui est indiqué à l'article 11, § 1er, q), du dispositif en projet.

01.4 / ARTICLE 4 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 12 DU DÉCRET

01. 4.1 / MODIFICATIONS

01. 4.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 12, littera 1er du décret FIE, est actuellement libellé comme suit :

« 1° pour les disciplines visées à l'article 11, 6°, les étudiants du master en enseignement section 3 sont formés à prendre en charge des élèves de la 3ème primaire à la 3ème secondaire ; »

01. 4.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 12, littera 1er comme suit :

« 1° pour les disciplines visées à l'article 11, 6° et 11° à 13°, les étudiants du master en enseignement section 3 sont formés à prendre en charge des élèves de la 3ème primaire à la 3ème secondaire; »

01. 4.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées élargissent l'empan des enseignants chargés des cours de « Formation artistique et d'éducation culturelle » ainsi que ceux chargés de la « Formation manuelle, technique et technologique et Numérique ».

01. 4.3 / REMARQUES

/

01.5 / ARTICLE 5 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 14 DU DÉCRET

01. 5.1 / MODIFICATIONS

01. 5.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 14, § 1er du décret FIE, est actuellement libellé comme suit :

« Article 14. - § 1er. Les unités d'enseignement nécessaires pour atteindre les objectifs définis à l'article 7 s'inscrivent, pour chacune des quatre sections, dans les six axes de formation suivants :

1° une formation disciplinaire pouvant inclure les aspects de la didactique de la discipline ou appliquée à la discipline;
2° une formation à et par la communication;
3° une formation à et par la pratique;
4° une formation didactique et pédagogique;
5° une formation en sciences humaines et sociales;
6° une formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Le mémoire de fin d'études s'articule autour d'au moins deux des axes définis ci-dessus, dont l'axe 6°».

01. 5.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 14, § 1er, du même décret comme suit :

*« Les unités d'enseignement nécessaires pour atteindre les objectifs définis à l'article 4*bis *s'inscrivent, pour chacune des quatre sections, dans les six axes de formation suivants:*

1° une formation disciplinaire pouvant inclure les aspects de la didactique de la discipline ou appliquée à la discipline;
2° une formation à et par la communication;
3° une formation à et par la pratique;

4° une formation didactique et pédagogique;
5° une formation en sciences humaines et sociales;
6° une formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Le mémoire de fin d'études s'articule autour d'au moins deux des axes définis ci-dessus, dont l'axe 6°».

01. 5.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que la modification envisagée requiert que le mémoire s'articule au moins à l'axe « à et par la recherche en éducation et en didactique ».

01. 5.3 / REMARQUES

Concernant le § 1er de l'article 14 du décret FIE, tel que modifié par l'article 5 du dispositif en projet, l'ARES suggère la modification suivante:

« § 1er. - Les unités d'enseignement permettant aux étudiants d'acquérir les compétences visées à l'article 4bis s'inscrivent, pour chacune des quatre sections, dans les six axes de formation suivants :

1° une formation disciplinaire incluant les aspects de la didactique de la discipline ou appliquée à une discipline ;
2° une formation à et par la communication ;
3° une formation à et par la pratique ;
4° une formation didactique et pédagogique ;
5° une formation en sciences humaines et sociales ;
6° une formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Le mémoire de fin d'études s'articule autour d'au moins deux des axes définis ci-dessus, dont l'axe 6°. »

01.6 / ARTICLE 6 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 15 DU DÉCRET

01. 6.1 / MODIFICATIONS

01. 6.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 15 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. La formation directe à l'enseignement pour les sections 1, 2 et 3 comprend au moins 100 crédits consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits à la formation à et par la communication, au moins 55 crédits à la formation à et par la pratique, au moins 20 crédits à la formation didactique et pédagogique, au moins 20 crédits à la formation en sciences humaines et sociales et au moins 15 crédits à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Les 25 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

En ce qui concerne la section 3, les 100 crédits consacrés a minima à la formation disciplinaire se répartissent comme suit en fonction des familles de disciplines définies à l'article 11:

1° Français: 70 crédits; Morale: 30 crédits;
2° Français: 70 crédits; Religion: 30 crédits;
3° Français: 70 crédits; Education à la philosophie et citoyenneté: 30 crédits;
4° Français: 70 crédits; Langues anciennes: 30 crédits;
5° Français: 70 crédits; Formation culturelle et artistique: 30 crédits;
6° Deux langues modernes (Anglais, Allemand, Néerlandais): 50 crédits pour chacune des deux langues;
7° Mathématiques: 70 crédits; Technologies: 30 crédits;
8° Sciences: 70 crédits; Technologies: 30 crédits;
9° Education physique: 70 crédits; Education à la santé: 30 crédits;
10° Sciences humaines: 70 crédits; Education à la philosophie et citoyenneté ou Morale ou Religion: 30 crédits.

Par dérogation au 1er alinéa du présent paragraphe, pour ce qui concerne les familles de disciplines 11° et 12° définies à l'article 11 et préparant plus particulièrement à l'ESAHR, la formation comprend au moins 160 crédits consacrés à la formation disciplinaire et au moins 60 crédits à répartir sur les 5 autres axes.

Les 20 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

§ 2. La formation directe à l'enseignement pour la section 4, comprend au moins 170 crédits consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits à la formation à et par la communication, au moins 30 crédits à la formation à et par la pratique, au moins 30 crédits à la formation didactique et pédagogique, au moins 20 crédits à la formation en sciences humaines et sociales et au moins 20 crédits à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Les 25 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés dans le présent décret.

Pour ce qui concerne les disciplines artistiques, par dérogation à l'alinéa 1er, la formation comprend 210 crédits consacrés à la formation disciplinaire et 90 crédits à répartir sur les 5 autres axes.

§ 3. Complémentairement à l'article 125, § 2, du décret Paysage, la formation au niveau du 1er cycle pour les sections 1, 2 et 3 comprend, parmi les minima définis au § 1er du présent article, au moins 78 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la communication, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la pratique, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation didactique et pédagogique et au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation en sciences humaines et sociales.

§ 4. Complémentairement à l'article 125, § 2, du décret Paysage, la formation au niveau du 1er cycle pour la section 4 comprend, parmi les minima définis au § 2, au moins 108 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la communication, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la pratique, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation didactique et

pédagogique et au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation en sciences humaines et sociales. »

01. 6.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 15 du même décret comme suit :

« §1er. La formation directe à l'enseignement pour les sections 1, 2 et 3 comprend au moins :

1° 100 crédits consacrés à la formation disciplinaire ;
2° 10 crédits à la formation à et par la communication ;
3° 55 crédits à la formation à et par la pratique dont 28 crédits au moins sont organisés durant le 2ème cycle ;
4° 20 crédits à la formation didactique et pédagogique ;
5° 20 crédits à la formation en sciences humaines et sociales ;
6° 15 crédits à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Les 20 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

En ce qui concerne la section 3, les 100 crédits consacrés a minima à la formation disciplinaire se répartissent comme suit en fonction des familles de disciplines définies à l'article 11 :

1° Français : 70 crédits ; Morale : 30 crédits ;
2° Français : 70 crédits ; Religion : 30 crédits ;
3° Français : 70 crédits ; Education à la philosophie et citoyenneté : 30 crédits ;
4° Français : 70 crédits ; Langues anciennes : 30 crédits ;
5° Français : 70 crédits ; Education culturelle : 30 crédits ;
5° bis Français : 70 crédits ; Français langue étrangère et Français langue d'apprentissage : 30 crédits ;
6° Deux langues modernes (Anglais, Allemand, Néerlandais) : 50 crédits pour chacune des deux langues ;
7° Mathématiques : 70 crédits ; Numérique : 30 crédits ;
8° Sciences : 100 crédits ;
9° Education physique : 70 crédits ; Education à la santé : 30 crédits ;
10° Sciences humaines : 70 crédits ; Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale : 30 crédits ;
11° Formation artistique, Musique : 70 crédits ; Education culturelle : 30 crédits ;
12° Formation artistique, arts plastiques : 70 crédits ; Education culturelle : 30 crédits ;
13° Formation manuelle, technique et technologique : 70 crédits ; Numérique : 30 crédits.

Par dérogation au 1er alinéa du présent paragraphe, pour ce qui concerne les familles de disciplines 11°et 12° définies à l'article 11 et préparant plus particulièrement à l'ESAHR, la formation comprend au moins 160 crédits consacrés à la formation disciplinaire et au moins 60 crédits à répartir sur les 5 autres axes.

Les 20 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

§ 2. La formation directe à l'enseignement pour la section 4 au niveau du deuxième cycle comprend 120 crédits dont au moins :

1° 15 crédits consacrés à la formation disciplinaire ;
2° 7 crédits à la formation à et par la communication ;
3° 30 crédits à la formation à et par la pratique ;
4° 25 crédits à la formation didactique et pédagogique ;
5° 10 crédits à la formation en sciences humaines et sociales ;
6° 18 crédits à et par la recherche en éducation et didactique.

Les 15 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

Pour ce qui concerne les disciplines artistiques, par dérogation à l'alinéa 1er, la formation comprend 50 crédits consacrés à la formation disciplinaire et 70 crédits à répartir sur les 5 axes visés par les litterae 2° à 6° dont 25 crédits au moins sont consacrés à la formation à et par la pratique.

§ 3. Complémentairement à l'article 125, § 2, du décret Paysage, la formation au niveau du 1er cycle pour les sections 1, 2 et 3 comprend, parmi les minima définis au § 1er du présent article, au moins 78 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la communication, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la pratique, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation didactique et pédagogique et au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation en sciences humaines et sociales.

[§ 4. Abrogé] »

01. 6.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées portent sur:

- la répartition des volumes correspondant à chacun des axes de la formation initiale et particulièrement sur :
  - l'augmentation du nombre de crédits de l'axe à et par la communication pour les 4 sections de formation directe à l'enseignement ;
  - la répartition des 55 crédits, a minima, de la formation à et par la pratique entre les 2 cycles de la FIE pour les sections 1 à 3 (dont 28 crédits minimum au cours du master) ;
  - la prise en compte des spécificités de la formation assurée par les écoles supérieures des arts pour les 4 sections ;
- la répartition des 100 crédits consacrés à la formation disciplinaire en fonction des appariements.

01. 6.3 / REMARQUES

L'ARES s'interroge sur la contradiction apparente entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 du 1er paragraphe et, plus précisément, concernant les litteras 11° et 12°. En effet, l'alinéa 3 prévoit une répartition de 100 crédits relatifs à l'axe 1 (formation disciplinaire incluant les aspects de la didactique de la discipline ou appliquée à une discipline) tandis que l'alinéa suivant évoque un total de 160 crédits relatifs au même axe.

De plus, il conviendrait de changer la numérotation du littera 14° du § 1er, alinéa 3, en un littera 13°, afin de respecter l'ordre chronologique.

01.7 / ARTICLE 7 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 17 DU DÉCRET

01. 7.1 / MODIFICATIONS

01. 7.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 17 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Dans les profils d'enseignement tels que visés à l'article 15, § 1er, 57°, du décret Paysage, complémentairement à l'article 125, § 1er, du décret Paysage, sont notamment pris en compte les contenus suivants:

1° la maîtrise approfondie de la langue française écrite et orale en contexte professionnel, cette maîtrise inclut a minima celle visée à travers le test diagnostique défini à l'article 27;
2° la sensibilisation théorique et pratique aux spécificités du français langue de scolarisation, ainsi qu'à celles de l'enseignement à des élèves allophones;
3° la communication verbale et non-verbale en situation de classe et dans d'autres situations professionnelles, l'éducation aux médias dont notamment la littératie médiatique, les techniques de l'information et de la communication;
4° les savoirs et compétences disciplinaires en lien avec les attendus définis pour les matières et niveaux auxquels la formation les prépare à enseigner dans les référentiels visés à l'article 8, § 2, l'épistémologie des disciplines ainsi concernées, la construction de liens entre et à travers différentes disciplines notamment dans une perspective de développement durable et solidaire et de développement d'une culture commune;
5° les savoirs et compétences pédagogiques et didactiques, en ce compris le rapport au savoir; les méthodologies d'enseignement et d'apprentissage; la gestion de groupes d'apprenants; l'exercice de la pratique réflexive; les pratiques citoyennes, le travail collaboratif;
6° l'évaluation, ses fonctions et les formes qu'elle peut prendre, la régulation des apprentissages, la mise en oeuvre de pédagogies variées et différenciées en ce compris le recours à différentes médiations d'apprentissage, la reconnaissance et la détection des difficultés des élèves, l'activation de différentes formes de soutien aux apprentissages et la mise en oeuvre de processus de remédiation immédiate;
7° le développement de la littératie numérique et l'initiation aux sciences informatiques dans une perspective d'utilisation à des fins d'ordre éducatif, pédagogique et didactique;
8° la psychologie:
    a. des apprentissages, adaptée au public scolaire accueilli, en ce compris les facteurs cognitifs, affectifs et conatifs influençant le rapport au savoir, l'apprentissage et les troubles qui y sont associés;
    b. du développement, en ce compris les neurosciences, les troubles du développement, l'éducation au choix dont l'approche éducative de l'orientation, les besoins spécifiques des enfants et adolescents porteurs de handicaps, la prise en compte dans une perspective inclusive des difficultés et des troubles de l'apprentissage ou du développement, les aménagements

pédagogiques raisonnables et la sensibilisation aux aménagements relationnels et communicationnels raisonnables en fonction des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire et spécialisé;

c. *sociale et la gestion des relations humaines à l'égard des élèves, des étudiants et de leur environnement familial et des groupes en ce compris la prévention de la maltraitance telle que visée par le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les inégalités découlant des rapports sociaux de sexe opérant dans le milieu scolaire, et plus généralement des rapports de pouvoir entre les groupes majoritaires et les groupes minorisés socialement;*

9° *la sociologie de l'éducation, en ce compris:*

a. *la diversité culturelle et les inégalités relatives aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;*
b. *les inégalités liées au sexe;*
c. *les inégalités socio-économiques et notamment les phénomènes de pauvreté;*
d. *les formes que peuvent prendre certaines radicalisations en analysant leurs idéologies, leurs processus, leurs manifestations excessives possibles et les moyens de les prévenir;*
e. *les violences sexistes faites aux femmes et basées sur le genre et la prise en compte de ces réalités dans une perspective inclusive dont les relations entre les familles et l'école, ainsi qu'intersectionnelle, c'est-à-dire impliquant la prise en considération des discriminations multiples et leur articulation;*

10° *la dimension de genre intégrée dans la pédagogie de l'enseignant pour assurer un enseignement dépourvu d'inégalités et de stéréotypes de genre;*

11° *les approches sociale, politique et économique des systèmes scolaires, des politiques et des organisations éducatives, l'analyse de notre système scolaire et son évolution, notamment sous son aspect législatif, et l'analyse comparée de systèmes éducatifs;*

12° *la philosophie de l'éducation y compris des éléments de philosophie sociale, économique et politique et l'évolution des conceptions de l'apprentissage, des droits de l'enfant ainsi que des concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation;*

13° *les cadres éthique, déontologique et réglementaire en contexte scolaire et le travail sur l'identité professionnelle, la formation à la neutralité;*

14° *la formation à et par la recherche, en ce compris la lecture critique de recherches, intégrée à différents axes de la formation; la formation à la méthodologie et aux outils de la recherche en éducation et en didactique;*

15° *pour les sections concernées, la transition entre la fin de l'enseignement secondaire et soit l'enseignement supérieur, soit l'entrée dans le monde professionnel.*

Pour ce qui concerne les contenus relatifs au 4° défini ci-dessus, sont notamment pris en compte les savoirs et compétences disciplinaires relatifs aux niveaux d'études auxquels prépare plus particulièrement le master de spécialisation tel que défini aux articles 28 et suivants.

Dans l'élaboration de leurs programmes, les établissements organisant la formation initiale veillent à ce que:

1° *des acquis d'apprentissage relatifs à des contenus définis au paragraphe 1er soient mis en place de manière commune aux différentes sections;*

2° *les apprentissages relatifs aux contenus repris notamment aux 3°, 5°, 6°, 7° et 8° du paragraphe 1er sont développés en lien avec ceux relatifs aux contenus repris au 4°.*

Ils tiennent compte, dans la définition des profils d'enseignement, du nombre de crédits constitutifs de chaque cursus concerné et du fait que le grade académique délivré au terme de ce cursus permet ou non l'accès aux études de 3ème cycle.

§ 2. Les établissements peuvent organiser des options, notamment aux fins:

1° 1° de renforcement disciplinaire préparant, notamment, l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3 correspondant tel que défini aux articles 28 et suivants;
2° de renforcement pédagogique, orientation différenciation, formant des enseignants aux dispositifs pédagogiques favorisant la différenciation des apprentissages, et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;
3° de renforcement pédagogique, orientation orthopédagogique, formant des enseignants aux dispositifs d'aménagements raisonnables au sein de l'enseignement ordinaire, à l'enseignement spécialisé, à l'enseignement en «Langue des signes» et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;
4° de renforcement pédagogique, orientation techno-pédagogique, formant des enseignants à la création et à la mise en oeuvre de dispositifs d'enseignement intégrant les outils numériques et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;
5° de renforcement «FLE» préparant à l'enseignement du «Français langue étrangère», ainsi qu'à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement d'élèves allophones et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;
6° de renforcement linguistique permettant aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires pour obtenir le certificat permettant d'enseigner en immersion et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants.

Seuls les étudiants visés au 1°, 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 11 et ceux visés au 6° de l'article 16 ont accès à l'option visée au 5°. »

01. 7.1.2 / **Article modifié selon la disposition en projet**

La disposition en projet suggère de modifier l'article 17 du même décret comme suit :

« § 1er. Dans les profils d'enseignement tels que visés à l'article 15, § 1er, 57°, du décret Paysage, complémentairement à l'article 125, § 1er, du décret Paysage, sont notamment pris en compte les contenus suivants:

1° la maîtrise approfondie de la langue française écrite et orale en contexte professionnel, cette maîtrise inclut a minima celle visée à travers le test diagnostique défini à l'article 27;
2° la sensibilisation théorique et pratique aux spécificités du français langue de scolarisation, ainsi qu'à celles de l'enseignement à des élèves allophones;
3° la communication verbale et non-verbale en situation de classe et dans d'autres situations professionnelles, l'éducation aux médias dont notamment la littératie médiatique, les techniques de l'information et de la communication;
4° les savoirs et compétences disciplinaires en lien avec les attendus définis pour les matières et niveaux auxquels la formation les prépare à enseigner dans les référentiels visés à l'article 8, § 2, l'épistémologie

des disciplines ainsi concernées, la construction de liens entre et à travers différentes disciplines notamment dans une perspective de développement durable et solidaire et de développement d'une culture commune;

5° *les savoirs et compétences pédagogiques et didactiques, en ce compris le rapport au savoir; les méthodologies d'enseignement et d'apprentissage; la gestion de groupes d'apprenants; l'exercice de la pratique réflexive; les pratiques citoyennes, le travail collaboratif;*

6° *l'évaluation, ses fonctions et les formes qu'elle peut prendre, la régulation des apprentissages, la mise en oeuvre de pédagogies variées et différenciées en ce compris le recours à différentes médiations d'apprentissage, la reconnaissance et la détection des difficultés des élèves, l'activation de différentes formes de soutien aux apprentissages et la mise en oeuvre de processus de remédiation immédiate;*

7° *le développement de la littératie numérique et l'initiation aux sciences informatiques dans une perspective d'utilisation à des fins d'ordre éducatif, pédagogique et didactique;*

8° *la psychologie:*

- a. *des apprentissages, adaptée au public scolaire accueilli, en ce compris les facteurs cognitifs, affectifs et conatifs influençant le rapport au savoir, l'apprentissage et les troubles qui y sont associés;*
- b. *du développement, en ce compris les neurosciences, les troubles du développement, l'éducation au choix dont l'approche éducative de l'orientation, les besoins spécifiques des enfants et adolescents porteurs de handicaps, la prise en compte dans une perspective inclusive des difficultés et des troubles de l'apprentissage ou du développement, les aménagements pédagogiques raisonnables et la sensibilisation aux aménagements relationnels et communicationnels raisonnables en fonction des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire et spécialisé;*
- c. *sociale et la gestion des relations humaines à l'égard des élèves, des étudiants et de leur environnement familial et des groupes en ce compris la prévention de la maltraitance telle que visée par le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les inégalités découlant des rapports sociaux de sexe opérant dans le milieu scolaire, et plus généralement des rapports de pouvoir entre les groupes majoritaires et les groupes minorisés socialement;*

9° *la sociologie de l'éducation, en ce compris:*

- a. *la diversité culturelle et les inégalités relatives aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;*
- b. *les inégalités liées au sexe;*
- c. *les inégalités socio-économiques et notamment les phénomènes de pauvreté;*
- d. *les formes que peuvent prendre certaines radicalisations en analysant leurs idéologies, leurs processus, leurs manifestations excessives possibles et les moyens de les prévenir;*
- e. *les violences sexistes faites aux femmes et basées sur le genre et la prise en compte de ces réalités dans une perspective inclusive dont les relations entre les familles et l'école, ainsi qu'intersectionnelle, c'est-à-dire impliquant la prise en considération des discriminations multiples et leur articulation;*

10° *la dimension de genre intégrée dans la pédagogie de l'enseignant pour assurer un enseignement dépourvu d'inégalités et de stéréotypes de genre;*

11° *les approches sociale, politique et économique des systèmes scolaires, des politiques et des organisations éducatives, l'analyse de notre système scolaire et son évolution, notamment sous son aspect législatif, et l'analyse comparée de systèmes éducatifs;*

12° la philosophie de l'éducation y compris des éléments de philosophie sociale, économique et politique et l'évolution des conceptions de l'apprentissage, des droits de l'enfant ainsi que des concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation;

13° les cadres éthique, déontologique et réglementaire en contexte scolaire et le travail sur l'identité professionnelle, la formation à la neutralité;

14° la formation à et par la recherche, en ce compris la lecture critique de recherches, intégrée à différents axes de la formation; la formation à la méthodologie et aux outils de la recherche en éducation et en didactique;

15° pour les sections concernées, la transition entre la fin de l'enseignement secondaire et soit l'enseignement supérieur, soit l'entrée dans le monde professionnel.

[alinéa 2 abrogé]

Dans l'élaboration de leurs programmes, les établissements organisant la formation initiale veillent à ce que:

1° des acquis d'apprentissage relatifs à des contenus définis au paragraphe 1er soient mis en place de manière commune aux différentes sections;

2° les apprentissages relatifs aux contenus repris notamment aux 3°, 5°, 6°, 7° et 8° du paragraphe 1er sont développés en lien avec ceux relatifs aux contenus repris au 4°.

Ils tiennent compte, dans la définition des profils d'enseignement, du nombre de crédits constitutifs de chaque cursus concerné et du fait que le grade académique délivré au terme de ce cursus permet ou non l'accès aux études de 3ème cycle.

[§ 2. Abrogé] »

01. 7.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées, d'ordre technique, prennent en compte les modifications apportées à l'article 28, qui concerne les masters de spécialisation en enseignement

01. 7.3 / REMARQUES

Il conviendrait de prévoir quelques modifications techniques à l'article 17 tel que modifié par le dispositif en projet :

- au § 1er, alinéa 1er, il conviendrait de remplacer les mots *« visés à l'article 15, § 1er, 57°, du décret Paysage »* par les mots *« visés à l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 57°, du décret Paysage* » ;
- au § 1er, alinéa 1er, 4°, il conviendrait de supprimer le renvoi à l'article 8, qui a été abrogé par le dispositif en projet ;
- au § 1er, alinéa 3, il conviendrait de remplacer le mot « *programme* » par « *profils d'enseignements* » ;
- le dernier alinéa de ce premier paragraphe devrait être abrogé, étant donné qu'il n'apporte aucune plus-value légale.

01.8 / ARTICLE 8 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 21 DU DÉCRET

01. 8.1 / MODIFICATIONS

01. 8.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 21, §§ 1 et 2 du décret FIE, est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Il est créé une commission autonome d'avis intitulée «Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit», ci-dessous dénommée COCOFIE. La COCOFIE est composée de deux co-présidents et de vingt-huit membres désignés par le Gouvernement.

Parmi ces membres, dix sont désignés sur proposition de l'ARES, huit sur proposition de la Commission de Pilotage de l'enseignement obligatoire définie par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, un sur proposition du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale institué par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et un sur proposition du Conseil de perfectionnement de l'ESAHR institué par le décret du 2 juin 1998. Aucun représentant des organisations syndicales représentatives et des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire ne figurent parmi ces vingt membres. Pour la désignation de ces vingt membres, une répartition des différents réseaux, différents niveaux, différentes formes d'enseignement, fondée sur la proportion d'élèves et étudiants dont ils ont la charge, est assurée.

En plus de ces vingt membres, la COCOFIE comprend six membres proposés par les organisations syndicales représentatives et deux membres proposés par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

En l'absence de proposition de l'une des instances visées aux alinéas 2 et 3 le Gouvernement désigne le(s) membre(e)s concerné(s) de la COCOFIE.

Le mandat des membres de la COCOFIE est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

§ 2. La COCOFIE remet un avis au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative et, à tout le moins, tous les trois ans:

1° *quant à l'évolution de la mise en œuvre de la réforme et de ses effets dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'ESAHR;*
2° *quant à la cohérence des cursus organisés et des référentiels de compétences pour chacune des formations envisagés dans le cadre du présent décret avec, en fonction des niveaux d'enseignement et des disciplines visées, les socles de compétences visés à l'article 16 du décret Missions, les compétences et savoirs requis à l'issue des humanités générales et technologiques visés à l'article 25 du décret Missions, les compétences et les savoirs requis à l'issue des humanités techniques et professionnelles visés aux articles 34 et 35 du décret Missions, des acquis d'apprentissage tels que définis à l'article 5bis du décret du 16 mai 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale et le socle de compétences défini à l'article 1er, 6°, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;*

3° *quant à la cohérence entre les thèmes choisis pour la formation continuée des membres du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale et les référentiels communs établis par l'ARES pour les cursus de formation envisagés dans le présent décret ;*

La COCOFIE est compétente pour chacune des formations organisées dans le cadre de la mise en œuvre du présent décret.

La COCOFIE peut mettre en place des groupes de travail spécifiques en fonction des disciplines considérées. »

01. 8.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 21, §§ 1 et 2, comme suit :

« § 1er. Il est créé une commission autonome d'avis intitulée «Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit», ci-dessous dénommée COCOFIE. La COCOFIE est composée de deux co-présidents et de trente-deux membres désignés par le Gouvernement.

Parmi ces membres,

1° *dix sont désignés sur la proposition de l'ARES,*
2° *dix sur la proposition de la Commission de Pilotage de l'enseignement obligatoire définie par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française,*
3° *un sur la proposition du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale institué par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale,*
4° *un sur la proposition du Conseil de perfectionnement de l'ESAHR institué par le décret du 2 juin 1998,*
5° *un sur la proposition de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur défini par le décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.*

Aucun représentant des organisations syndicales représentatives et des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire ne figurent parmi ces vingt-trois membres. Pour la désignation de ces vingt-trois membres, une répartition des différents réseaux, différents niveaux, différentes formes d'enseignement, fondée sur la proportion d'élèves et étudiants dont ils ont la charge, est assurée.

En plus de ces vingt-trois membres, la COCOFIE comprend six membres proposés par les organisations syndicales représentatives, deux membres proposés par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire et le Fonctionnaire dirigeant de l'Institut de la Formation en Cours de carrière créé par le décret du xxx ou son représentant.

En l'absence de proposition de l'une des instances visées aux alinéas 2 et 3 le Gouvernement désigne le(s) membre(e)s concerné(s) de la COCOFIE.

Le mandat des membres de la COCOFIE est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

§ 2. La COCOFIE remet un avis au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative et, à tout le moins, tous les trois ans:

1° quant à l'évolution de la mise en œuvre de la réforme et de ses effets dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'ESAHR;

2° quant à la cohérence des cursus organisés et des référentiels de compétences pour chacune des formations envisagés dans le cadre du présent décret avec, en fonction des niveaux d'enseignement et des disciplines visées, les socles de compétences visés à l'article 16 du décret Missions, les compétences et savoirs requis à l'issue des humanités générales et technologiques visés à l'article 25 du décret Missions, les compétences et les savoirs requis à l'issue des humanités techniques et professionnelles visés aux articles 34 et 35 du décret Missions, des acquis d'apprentissage tels que définis à l'article 5bis du décret du 16 mai 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale et le socle de compétences défini à l'article 1er, 6°, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

3° quant à la cohérence entre les thèmes choisis pour la formation continuée des membres du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale et les référentiels communs établis par l'ARES pour les cursus de formation envisagés dans le présent décret ;

4° quant à la cohérence des programmes assurés par les établissements d'enseignement supérieur organisant la formation initiale des enseignants et les objectifs visés par l'article 4bis du présent décret ;

5° quant aux indicateurs de suivi des objectifs du présent décret ;

6° quant à l'identification des forces et faiblesses de la mise en œuvre du présent décret et, s'il échet, quant aux éventuelles propositions d'amélioration relatives à la formation initiale des enseignants ;

7° quant à une proposition de modifications des compétences définies à l'article 4bis, ou aux contenus définis aux articles 14 et 39, en fonction de l'évolution des référentiels de l'enseignement obligatoire, de l'évolution des pratiques, des résultats de la recherche scientifique en matière de formation initiale des enseignants ;

8° quant à l'implémentation d'une procédure d'analyse de la qualité propre à la formation initiale des enseignants, en concertation avec l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française créée par le Décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.

La COCOFIE est compétente pour chacune des formations organisées dans le cadre de la mise en œuvre du présent décret.

La COCOFIE peut mettre en place des groupes de travail spécifiques en fonction des disciplines considérées. »

01. 8.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées initient un système de suivi et de pilotage de la réforme de la FIE en associant tous les acteurs concernés par le décret, à savoir, les acteurs de l'enseignement obligatoire et ceux de l'enseignement supérieur. La composition de la COCOFIE ainsi que ses missions en sont modifiées.

01. 8.3 / REMARQUES

L'ARES attire également l'attention sur d'autres éléments :

- Il conviendrait que cet article soit déplacé dans un titre relatif aux dispositions communes de la FIE, et non pas dans le titre relatif à la formation directe à l'enseignement, étant donné que la COCOFIE est compétente tant pour la formation directe que pour la formation indirecte ;
- Dans le commentaire de l'article 3 du dispositif en projet, relatif à la modification de l'article 11 du décret FIE, traitant des appariements, il est indiqué qu' « *il conviendra que la COCOFIE vérifie que les appariements restent en cohérence avec les référentiels de l'enseignement fondamental et secondaire* ». Il serait dès lors opportun d'intégrer cette mission à l'alinéa 1er du § 2 de l'article 21 nouveau, tel que modifié par le dispositif en projet.
- Dans l'exposé des motifs, il est mentionné que la COCOFIE entrait en vigueur en avril 2020. Outre l'impossibilité de cette entrée en vigueur rétroactive, il serait opportun de mentionner la date d'entrée en vigueur de la COCOFIE dans le texte de loi, si celle-ci diffère de la date d'entrée en vigueur du décret lui-même.
- À la dernière phrase de l'alinéa 2 du § 1er, de l'article 21, tel que modifié par le dispositif en projet, il conviendrait de remplacer les mots « *Pour la désignation de ces vingt-trois membres, une répartition des différents réseaux, différents niveaux, différentes formes d'enseignement, fondée sur la proportion d'élèves et étudiants dont ils ont la charge, est assurée.* » par les mots « *Pour la désignation de ces vingt-trois membres, une répartition des différents organes de représentation des pouvoirs organisateurs, différents niveaux d'enseignement, différentes formes d'enseignement, fondée sur la proportion d'élèves et étudiants dont il ont la charge, est assurée.* ».
- Au troisième alinéa du § 1er de l'article 21, tel que modifié par le dispositif en projet, l'ARES demande des précisions quant aux organisations syndicales : sont-elles représentatives des travailleurs de l'enseignement obligatoire ? De l'enseignement supérieur ? Ou des deux niveaux d'enseignement (et selon quelle proportion) ?
- L'ARES s'interroge sur la durée du mandat, visée à l'article 21, § 1er, alinéa 5: la durée du mandat concerne-t-elle sur le mandat lui-même ou la personne désignée ?
- Au § 2 de l'article 21, tel que modifié par le dispositif en projet, l'ARES demande des précisions quant à la nature de l'avis qui peut être remis au Gouvernement : s'agit-il d'une formalité substantielle[1] ? Quel est le lien avec les avis de l'ARES ?
- Au 7° du § 2, alinéa 1er, de l'article 21, tel que modifié par le dispositif en projet, il est suggéré de remplacer les mots « *définis aux articles 14 et 39* » par les mots « *visés aux articles 17 et 39* » ;

[1] Une formalité substantielle est une formalité dont l'accomplissement est tellement essentiel que son absence entrainerait la nullité de l'acte.

01.9 / ARTICLE 9 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 23 DU DÉCRET

01. 9.1 / MODIFICATIONS

01. 9.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 23, §§ 2 et 3 du décret FIE, est actuellement libellé comme suit :

« § 2. Chaque cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 1, 2 ou 3 comprend 180 crédits dispensés par une Haute Ecole et 60 crédits dispensés par une Université.

Les 180 crédits visés au précédent alinéa se répartissent en 150 crédits acquis au cours du premier cycle de la formation et 30 crédits au cours du deuxième cycle.

§ 3. Par dérogation au § 1er et au § 2, pour ce qui concerne les formations visées à l'article 11, 11° et 12°, la codiplômation réunit au moins:

1° une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts, qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;
2° et une Université ou une Ecole supérieure des Arts dans le cas où l'établissement référent est une Haute Ecole.

Le cursus comprend 210 crédits dispensés par l'établissement référent et 30 crédits dispensés par l'établissement qui codiplôme. »

01. 9.1.2 / Disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 23, §§ 2 et 3 du décret FIE comme suit :

« § 2. Chaque cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 1, 2 ou 3 comprend 180 crédits dispensés par une Haute Ecole et 60 crédits dispensés par une Université.

Sur les 60 crédits visés au précédent alinéa, 20 au moins sont acquis au cours du premier cycle.

§ 3. Par dérogation au §1er et au §2 pour ce qui concerne les formations visées à l'article 11, 11° et 12°, la codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation :

1° une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage ;
2° et un ou deux établissements codiplômants : une université ou une Haute Ecole.

Le cursus comprend 240 crédits dont 190 au moins sont dispensés par l'établissement référent. »

01. 9.2 / OBJECTIFS

Les modifications portent sur :

» la répartition du nombre de crédits dispensés, *a minima*, par une université entre les deux cycles ;

» la prise en compte des spécificités de la formation assurée par les écoles supérieures des arts pour le master en enseignement sections 1 à 3.

01. 9.3 / REMARQUES

Au § 2, alinéa 2, tel que modifié par l'article 9 en projet, il conviendrait de remplacer les mots *« acquis »* par les mots *« dispensés ».*

Afin de rendre plus lisible le § 3 de l'article 23 du décret FIE, tel que modifié par l'article 9 du dispositif en projet, l'ARES suggère la formulation suivante *:*

« Par dérogation au §1er et au §2 pour ce qui concerne les formations visées à l'article 11, 11° et 12°, la codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation :

1° une école supérieure des arts qui est l'établissement référent ;

2° soit une université,
soit une haute école,
soit une université et une haute école.

Le cursus comprend 240 crédits dont 190 au moins sont dispensés par l'établissement référent. » ».

Cette modification permet notamment, à la condition d'ajouter la définition d'« *établissement référent* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage, permettant ainsi d'éviter des erreurs dans le cas où une autre base légale viendrait modifier le décret Paysage dans le futur, sans prendre en compte toutes les références dans les autres textes. Elle a également pour but de supprimer la confusion présente entre les deux litteras, semblant opposer « établissement référent » et « *établissements codiplômants* », alors qu'un établissement référent codiplôme au même titre que l'établissement qui n'est pas référent.

01.10 / ARTICLE 10 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 24 DU DÉCRET

01. 10.1 / MODIFICATIONS

01. 10.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 24, §§ 1er et 2 du décret FIE, est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Pour la section 4 définie à l'article 9, chacun des deux cycles de la formation initiale directe conduisant au grade de master en Enseignement est organisé dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° et une Haute Ecole ou une Université quand l'établissement référent est une Ecole ou une Université quand l'établissement référent est une Ecole supérieure des Arts supérieure des Arts.

§ 2. Le cursus de formation conduisant au grade de master en Enseignement section 4 comprend 240 crédits dispensés par une Université ou d'une Ecole supérieure des Arts et 60 crédits dispensés par une Haute Ecole ou une Université quand l'établissement référent est une Ecole supérieure des Arts.

Les 240 crédits visés à l'alinéa précédent se répartissent en 150 crédits acquis au cours du premier cycle de la formation et 90 acquis au cours du deuxième cycle. »

01. 10.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 24, §§ 1 et 2, comme suit :

« § 1er. Pour la section 4 définie à l'article 9, le deuxième cycle de la formation initiale directe conduisant au grade de master en Enseignement est organisé dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° *une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;*
2° *et une Haute Ecole ou une Université quand l'établissement référent est une Ecole ou une Université quand l'établissement référent est une Ecole supérieure des Arts supérieure des Arts.*

§ 2. Le master de formation visé au § 1er, conduisant au grade de master en Enseignement section 4, comprend 120 crédits dont 40 crédits au moins sont organisés par l'établissement qui codiplôme».

01. 10.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées concernent la codiplômation du 2e cycle de la formation initiale directe conduisant au master en enseignement section 4 et la répartition du volume de crédits, a minima, entre l'établissement référent et l'établissement codiplômant.

01. 10.3 / REMARQUES

L'ARES suggère que l'article 10 du dispositif en projet modifie l'entièreté de l'article 24, § 1er, pour rendre plus clair le texte devenu illisible suite à une modification du décret du 3 mai 2019 dit « Fourre-tout III ». Il est proposé de le modifier comme suit, en tenant compte de la modification prévue par l'article 10 du dispositif en projet :

« Pour la section 4 définie à l'article 9, le deuxième cycle de la formation initiale directe conduisant au grade de master en Enseignement section 4 est organisé dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation :

1° *une université, établissement référent, et une haute école.*
2° *ou une école supérieure des arts, établissement référent, et une université*
3° *ou une école supérieure des arts, établissement référent, et une haute école*
4° *ou une école supérieure des arts, établissements référent, et une université et une haute école».*

Afin d'éviter à nouveau la confusion entre établissement référent et établissement codiplômant et de traduire l'intention de l'auteur du projet, il conviendrait de remplacer le § 2 en projet comme suit :

« § 2. Le cursus visé au § 1er, menant au grade de master en enseignement section 4, comprend 120 crédits dont 40 crédits au moins sont organisés par l'établissement qui n'est pas référent. ».

Toujours concernant ce second paragraphe, il est demandé que le Gouvernement confirme que ce sont bien 50 crédits organisés par l'établissement non référent (au lieu des 40 prévus par le dispositif en projet), comme dit par le cabinet de la Ministre de l'enseignement supérieur lors de la séance de présentation de cet avant-projet de décret''edx du 31 août 2020.

01.11 / ARTICLE 11 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 25 DU DÉCRET

01. 11.1 / MODIFICATIONS

01. 11.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 25, §§ 1er et 2 du décret FIE, est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret:

a) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur préscolaire sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 1;*
b) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur primaire sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 2;*
c) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique: arts plastiques;*
d) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Education physique et Education à la santé;*
e) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Langues anciennes;*
f) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et Education à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Education à la philosophie et citoyenneté;*
g) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale sont réputés*

habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Morale;

h) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Religion;*

i) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques et d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère ou orientation français et morale ou orientation français et religion ou orientation français et éducation à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Formation culturelle et artistique;*

j) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Langues germaniques;*

k) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Mathématiques et Technologies ;*

l) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences: biologie, chimie, physique sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Sciences et Technologies ;*

m) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines: géographie, histoire, sciences sociales sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ou Morale ou Religion; [modifié par D. 03-05-2019]*

n) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique ou bachelier en musique: formation musicale sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique: Musique.*

§ 2. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret

a) *d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité de la fonction à laquelle prépare la formation sont réputés habilités pour organiser:*

   1° une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement Section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° une formation conduisant au grade académique de master agrégé à l'Enseignement section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

3° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante disciplinaire sections 2 et 3 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

b) d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité «Langues modernes» pour organiser:

1° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante linguistique section 3;

2° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante linguistique sections 1 et 2;

c) d'une habilitation à délivrer un grade académique de master en sciences de l'éducation pour organiser:

1° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante pédagogique sections 1, 2 et 3;

2° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants. »

01. 11.1.2 / Disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 25, §§ 1er et 2, comme suit :

« § 1er. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret:

a) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur préscolaire sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 1;

b) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur primaire sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 2;

c) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique: arts plastiques;

d) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Education physique et Education à la santé;

e) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Langues anciennes;

f) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et Education à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Education à la philosophie et citoyenneté;*

g) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Morale;*

h) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Religion;*

i) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques et d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère ou orientation français et morale ou orientation français et religion ou orientation français et éducation à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français, Education culturelle ou au grade académique de master en Enseignement section 3 Français, Français langue étrangère et Français langue d'apprentissage;*

j) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Langues germaniques;*

k) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Mathématiques et Numérique ;*

l) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences: biologie, chimie, physique sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Sciences ;*

m) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines: géographie, histoire, sciences sociales sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ou Morale ou Religion; [modifié par D. 03-05-2019]*

n) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique ou bachelier en musique: formation musicale sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique, Musique et Education culturelle.*

o) *d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en arts plastiques ou bachelier en arts plastiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique, Arts plastiques et Education culturelle;*

p) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier xxx sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation manuelle, technique et technologique et Formation numérique.

§ 2. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret

a) d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité de la fonction à laquelle prépare la formation sont réputés habilités pour organiser:

1° une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement Section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° une formation conduisant au grade académique de master agrégé à l'Enseignement section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

[Litteras a), 3° et b abrogés]

c) d'une habilitation à délivrer un grade académique de master en sciences de l'éducation pour organiser :

1° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2 ou au grade de master de spécialisation en Enseignement sections 2 et 3 ;

2° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants. »

01. 11.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise les modifications envisagées au niveau des habilitations suite aux modifications relatives aux nouveaux appariements définis à l'article 3 de l'avant-projet de décret.

01. 11.3 / REMARQUES

Il conviendrait que le Gouvernement précise quelles sont les habilitations dont doivent disposer les établissements qui souhaiteraient organiser le master en enseignement section 3 formation manuelle, technique et technologique et formation numérique.

De plus, il conviendrait de remplacer le « *q)* » par « *p)* » au 1°, f), afin de respecter l'ordre alphabétique.

Par ailleurs, il apparait que l'ajout d'un littera o), à l'article § 1er de l'article 25 du décret FIE, entre en contradiction avec le littera c) déjà présent dans ce même paragraphe. En outre, ce littera o) prévoit qu'une haute école disposant actuellement d'une habilitation en bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en arts plastique puisse être habilité à organiser le bachelier de master en enseignement section 3 formation artistique, arts plastiques et éducation culturelle. Or, l'article 9 du dispositif en projet, modifiant l'article 23 du décret FIE, indique que seule une école supérieure des arts peut être l'établissement référent pour les disciplines 11° et 12° de l'article 11 du décret FIE. L'ARES suggère, dès lors, de résoudre ces deux contradictions.

Il est aussi prévu, au littera i), que les établissements doivent bénéficier d'une habilitation en bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques afin de pouvoir organiser les formations

menant au grade de « master en enseignement section 3 français, français langue étrangère, français langue d'apprentissage ». Cela semblant incohérent, il est donc suggéré de revoir la disposition en conséquence.

En outre, il conviendrait de remplacer les mots « *habilités pour* » par « *habilités à* » dans tout l'article 25 du décret FIE, tel que modifié par l'article 11 du dispositif en projet.

Enfin, l'ARES suggère de déplacer le 2° du point a) du § 2 de l'article 25 tel que modifié par le dispositif en projet, dans le titre relatif à la formation différée à l'enseignement, étant donné qu'il ne concerne pas la formation directe.

01.12 / ARTICLE 12 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 26 DU DÉCRET

01. 12.1 / MODIFICATIONS

01. 12.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 26 est actuellement libellé comme suit :

« Parmi les établissements visés à l'article 25 § 2, seuls peuvent codiplômer:
1° en sections 1 et 2, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation;
2° en section 3, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation ou qui organisent au moins un cursus de master en enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1er de l'article 25. »

01. 12.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 26 comme suit :

« Parmi les établissements visés à l'article 25 § 2, seuls peuvent codiplômer:
1° en sections 1 et 2, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation;
2° <u>en sections 2 et 3</u>, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation ou qui organisent au moins un cursus de master en enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1er de l'article 25. »

01. 12.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que la modification envisagée au littera 2° prend en compte les modifications apportées à l'article 28 relatif aux masters de spécialisation en enseignement.

01. 12.3 / REMARQUES

L'article 26 du décret FIE concerne les habilitations dont doivent bénéficier les établissements non-référents pour pouvoir codiplômer en sections 1, 2 et 3[2]. Cependant, le commentaire des articles de l'article 12 du dispositif en projet, modifiant cet article 26, précise que les modifications apportées doivent être lues au regard des modifications relatives aux masters de spécialisation en enseignement. Il est dès lors demandé que l'article 12 du dispositif en projet soit revu au regard de cette interprétation.

01.13 / ARTICLE 13 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'INTITULÉ DU CHAPITRE V DU TITRE II DU DÉCRET

01. 13.1 / MODIFICATIONS

01. 13.1.1 / Intitulé du chapitre tel qu'actuellement libellé

Le chapitre V du Titre II est actuellement libellé comme suit :

« CHAPITRE V. - Du test diagnostique portant sur la maîtrise de la langue française »

---

[2] Cet article pose, comme conditions à la codiplômation :

1° en sections 1 et 2, posséder l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation ;

2° en section 3, posséder l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation ou organiser au moins un cursus de master en Enseignement section 4 correspondant à une des composantes des fa milles de disciplines visées au § 1er de l'article 25.

Quatre cas de figure sont possibles :

Une université

— qui possède une habilitation en sciences de l'éducation

— qui n'organise pas un cursus de master en enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1er de l'article 25

pourra être partenaire d'une codiplômation dans les formations conduisant aux grades de master en Enseignement sections 1 et 2.

Une université

— qui possède une habilitation en sciences de l'éducation

— qui organise un cursus de master en Enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1er de l'article 25

pourra être partenaire d'une codiplômation dans les formations conduisant aux grades de master en Enseignement sections 1, 2 et aux grades de master en enseignement section 3 dans les familles de disciplines dans lesquelles ils organisent le master en Enseignement section 4.

Une université

— qui ne possède pas une habilitation en sciences de l'éducation

— qui organise au moins un cursus de master en Enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1er de l'article 25

pourra être partenaire d'une codiplômation dans les formations conduisant aux grades de master en Enseignement sections 3 dans les familles de disciplines dans lesquelles ils organisent le master en Enseignement section 4.

Une université

— qui ne possède pas une habilitation en sciences de l'éducation

— qui n'organise pas un cursus de master en enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1er de l'article 25

ne pourra être, seule, partenaire d'une codiplômation dans aucune formation conduisant aux grades de master en Enseignement section 1, 2 ou 3.

01. 13.1.2 / Disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier le chapitre V du Titre 2 comme suit :

« CHAPITRE V. - Du test portant sur la maîtrise de la langue française »

01. 13.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 13.3 / REMARQUES

/

01.14 / ARTICLE 14 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 27 DU DÉCRET

01. 14.1 / MODIFICATIONS

01. 14.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 27 est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants sont admis aux études du premier cycle de la formation directe à l'enseignement en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne pour autant qu'ils justifient d'une attestation de participation effective à un test diagnostique portant sur la maîtrise de la langue française.

Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants visés par la disposition définie à l'article 16, § 2, sont admis aux études du deuxième cycle en enseignement pour autant qu'ils justifient d'une attestation de participation effective au test diagnostique défini à l'alinéa 1er.

Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants visés à l'article 35 sont admis aux études conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 pour autant qu'ils justifient d'une attestation de participation effective au test diagnostique défini à l'alinéa 1er.

Ce test évalue les compétences prérequises à la poursuite d'une maîtrise approfondie de la langue française en contexte professionnel. Il porte sur la maîtrise de cette langue en qualité d'émetteur et de récepteur.

Le test porte sur les compétences suivantes:

1° analyser et synthétiser un texte écrit de type informatif ou de type argumentatif au niveau des contenus explicites et implicites;
2° produire un texte écrit de type argumenté en mettant en œuvre adéquatement un processus d'écriture, en ce compris les règles syntaxiques et orthographiques.

Le test est organisé deux fois au cours de chaque année académique sous forme d'épreuve écrite. Il est organisé une première fois avant le 15 septembre et une deuxième fois durant le mois de janvier. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve. La preuve de participation au test est valable dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions habilitées à organiser la formation à l'enseignement, est organisé chaque année par les institutions précitées dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5°, du décret Paysage; ces institutions sont tenues de participer à l'organisation et à la correction du test, aux conditions fixées par le Gouvernement sur avis de l'ARES.

Le Gouvernement arrête:

1° les dates auxquelles le test est organisé;
2° le programme détaillé du test;
3° les modalités d'évaluation du test;
4° le partage des responsabilités entre l'ARES, les établissements d'enseignement supérieur et les jurys dans le cadre de l'organisation du test;
5° le mode de désignation du jury encadrant le test;
6° la durée de validité de l'attestation de participation au test;
7° le seuil de réussite du test.

Ce test est accessible pour tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 107 du décret Paysage avant le début de l'année académique. Le droit d'inscription au test est fixé à 30,00 euros. A chaque inscription, le droit d'inscription est versé à l'établissement et est remboursé par l'établissement au candidat moyennant une participation effective au test.

Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou la qualité des candidats.

§ 2. Conformément à l'article 150, § 1er, alinéa 4, du décret Paysage, les étudiants n'ayant pas atteint le seuil de réussite du test visé au § 1er au plus tard à la session de fin de premier quadrimestre du 1er bloc sont tenus d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre. Ce programme est modifié de manière à inclure 5 crédits supplémentaires de renforcement de la maîtrise de la langue française.

§ 3. Les crédits supplémentaires visés au § 2 ont pour objectif de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences en maîtrise de la langue française pré-requises à la poursuite des études visées. »

01. 14.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 27 comme suit :

« § 1er. Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants sont admis aux études du premier cycle de la formation directe à l'enseignement, sections 1, 2 ou 3 et au deuxième cycle de la formation directe ou différée à l'Enseignement, section 4 pour autant qu'ils se soient inscrits au test portant sur la maîtrise de la langue française.

[Alinéas 2 et 3 abrogés]

Ce test porte sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel. Il porte sur les compétences suivantes:

1° analyser et synthétiser un texte écrit de type informatif ou de type argumentatif au niveau des contenus explicites et implicites;
2° produire un texte écrit de type argumentatif en mettant en œuvre adéquatement un processus d'écriture, en ce compris les règles syntaxiques et orthographiques.

Ce test est organisé chaque année académique dans le courant du mois de janvier, sous la forme d'une épreuve écrite.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions habilitées à organiser la formation à l'enseignement, est organisé chaque année par les institutions précitées dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5°, du décret Paysage; ces institutions sont tenues de participer à l'organisation et à la correction du test, aux conditions fixées par le Gouvernement sur avis de l'ARES.

Le Gouvernement arrête:

1° les dates auxquelles le test est organisé;
2° le programme détaillé du test;
3° les modalités d'évaluation du test;
4° le partage des responsabilités entre l'ARES, les établissements d'enseignement supérieur et les jurys dans le cadre de l'organisation du test;
5° le mode de désignation du jury encadrant le test;
6° la durée de validité de l'attestation de participation au test;
7° le seuil de réussite du test.

Ce test est accessible pour tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 107 du décret Paysage avant le début de l'année académique. Le droit d'inscription au test est fixé à 30,00 euros. A chaque inscription, le droit d'inscription est versé à l'établissement et est remboursé par l'établissement au candidat moyennant une participation effective au test.

Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou la qualité des candidats.

§ 2. Conformément à l'article 150, § 1er, alinéa 4, du décret Paysage, les étudiants n'ayant pas atteint le seuil de réussite du test visé au § 1er au plus tard à la session de fin de premier quadrimestre du 1er bloc sont tenus d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre de manière à inclure 5 crédits supplémentaires de renforcement de la maîtrise de la langue française.

Les crédits supplémentaires visés à l'alinéa 1er ont pour objectif de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences en maîtrise de la langue française pré-requises à la poursuite de la fonction d'enseignant.

A la fin de l'année académique, les étudiants concernés présentent un test portant sur la maîtrise de la langue française organisé selon les mêmes modalités que celles du test visé au § 1er.

En cas d'échec à celui-ci, les étudiants reportent 5 crédits supplémentaires de renforcement de la maîtrise de la langue française dans leur programme d'activités de l'année académique suivante.

Pour pouvoir être diplômé au terme des sections 1, 2, 3 et 4, les étudiants doivent avoir réussi le test certificatif portant sur la maîtrise de la langue française.

§3. Les étudiants qui atteignent le seuil de réussite du test portant sur la maîtrise de la langue française visé au § 1er sont réputés avoir réussi le test visé au § 2. »

01. 14.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise les modifications envisagées à propos des modalités d'organisation du test de maîtrise de la langue française.

01. 14.3 / REMARQUES

Afin d'éviter toute confusion, l'ARES suggère de remplacer l'alinéa 1 du § 1er de l'article 27 tel que modifié par l'article 14 du dispositif en projet comme suit : « *Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants sont admis aux études du premier cycle de la formation directe à l'Enseignement, sections 1, 2 ou 3 et au deuxième cycle de la formation directe à l'enseignement section 4 ou à la formation différée à l'enseignement section 4 pour autant qu'ils se soient inscrits au test portant sur la maîtrise de la langue française*» .

Au second alinéa de ce même paragraphe, il apparait que les compétences sur lesquelles portent le test ne soient pas exprimées de manière correcte. En effet, il n'est pas possible de « *synthétiser* » un seul texte, étant donné que cela implique de réunir ou de combiner plusieurs éléments[3]. De plus, un texte est informatif ou argumentatif, mais pas « *de type informatif* » ou « *de type argumentatif* » : il conviendrait d'utiliser les dénominations présentes dans les socles de compétences[4]. L'ARES propose, dès lors, de remplacer cet alinéa par : « *Ce test porte sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel. Il porte sur les compétences suivantes :*

1° *analyser et résumer un texte écrit informatif ou argumentatif au niveau des contenus explicites et implicites ;*
2° *produire un texte écrit argumentatif en mettant en œuvre adéquatement un processus d'écriture, en ce compris les règles syntaxiques et orthographiques*»/

Au 5e alinéa de ce même paragraphe, l'ARES demande des précisions quant à la différence entre « les jurys » et « le jury », présents respectivement au 4° et au 5°.

Dans le second paragraphe de l'article 27 tel que modifié par l'article 14 du dispositif en projet, l'ARES rappelle une difficulté qui avait déjà été présentée dans le courrier envoyé par l'administrateur de l'ARES à la Ministre de l'enseignement supérieur le 14 février 2020. Il y était dit que l'allègement obligatoire prévu dans le 1er alinéa imposera *de facto* à l'étudiant ayant échoué au test de ne pas pouvoir suivre 5 crédits du bloc 1, étant donné que 5 crédits de renforcement de la maîtrise de la langue française sont insérés dans le PAE des étudiant·es. L'ARES suggérait dans ce courrier d'avoir une unité d'enseignement et donc des crédits relatifs à la maîtrise de la langue française au sein du cursus en y fixant le nombre d'ECTS. En outre, l'ARES souhaiterait connaître les modalités, en cas d'échec au test du mois de janvier, pour les étudiant·es inscrit·es dans un cursus de master en enseignement section 4 et dans un cursus de master agrégé de l'enseignement

[3] https://www.cnrtl.fr/lexicographie/synth%C3%A9tiser#:~:text=1.,des%20faits%20par%20une%20synth%C3%A8se.
[4] http://www.enseignement.be/index.php?page=24737&navi=295

section 4. En effet, si cet allègement est maintenu, l'article 150 du décret Paysage traite des modalités d'allègement uniquement pour des étudiant·es inscrit·es en première année du premier cycle.

De plus, l'ARES se questionne quant au statut du test certificatif visé au troisième alinéa de ce deuxième paragraphe : est-il l'évaluation de l'unité d'enseignement de renforcement de la maîtrise de la langue française ou est-ce un autre test ?

Enfin, l'ARES suggère de remplacer le dernier alinéa de ce deuxième paragraphe, afin d'éviter toute ambiguïté. En effet, il conviendrait de préciser les grades qui seront acquis ou non par l'étudiant·e. Ainsi, l'ARES propose de modifier l'alinéa comme suit : « *Pour acquérir le grade de bachelier en enseignement sections 1, 2 ou 3, le grade de master en enseignement section 4 ou le grade de master agrégé de l'enseignement section 4, les étudiants doivent avoir atteint le seuil de réussite du test certificatif portant sur la maîtrise de la langue française*».

01.15 / ARTICLE 15 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 28 DU DÉCRET

01. 15.1 / MODIFICATIONS

01. 15.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 28 est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Des masters de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1er, 47°, du décret Paysage en enseignement sont organisés pour ce qui concerne les sections 1, 2 ou 3 définies à l'article 9.

La formation dispensée dans ce cadre totalise 60 crédits. Elle permet de poursuivre et approfondir le développement des compétences définies à l'article 7 entamé au cours du cursus conduisant au master en Enseignement sections 1, 2 et 3.

Dans cette perspective, cette formation:

1° *vise à amener les étudiant à une maitrise plus affirmée des contenus disciplinaires et ce plus particulièrement sur le plan épistémique ;*
2° *renforce les savoirs et compétences liés à la recherche en éducation et en didactique notamment afin de permettre aux étudiants d'entamer des études de troisième cycle tel que défini à l'article 115, § 1er, du décret Paysage;*
3° *permet aux enseignants de mieux assurer la continuité des apprentissages notamment en renforçant leur vision systémique de ces apprentissages et en les préparant à enseigner dans d'autres années d'études. La continuité des apprentissages ainsi visé concerne tout autant les années d'études auxquelles l'enseignant a été préparé lors du cursus initial de 240 crédits que les années d'études supplémentaires dans lesquelles cette formation le prépare à enseigner;*
4° *prépare les enseignants au développement de pratiques pédagogiques basées sur la différenciation et la remédiation, en ce compris le développement et la mise en œuvre d'outils qui permettent d'identifier, d'analyser les difficultés d'apprentissage des élèves et d'apporter les réponses adéquates de façon à prévenir l'échec;*

5° *renforce les compétences spécifiques des enseignants dans le champ techno-pédagogique pour une intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement basé sur la mise en œuvre, la conception, la régulation et l'évaluation de dispositifs pédagogiques intégrant les outils numériques;*

6° *vise à approfondir les connaissances des troubles de l'apprentissage et les connaissances liées aux situations de handicaps. Elle prépare les enseignants à concevoir, mettre en œuvre et évaluer, sur bases de besoins spécifiques identifiés, des dispositifs et aménagements raisonnables;*

7° *forme les enseignants aux différentes techniques d'enseignement de la langue française, dans ses aspects communicationnels et culturels, à des apprenants non francophones;*

8° *donne aux enseignants des compétences relatives à l'accueil et la scolarisation d'élèves allophones.*

§ 2. Le master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 à dominante pédagogique a pour objectif de renforcer notamment les contenus visés à l'article 17, 3°, 5°, 6°, 7° et 9°.

Le master de spécialisation en Enseignement section 2 ou 3 à dominante disciplinaire a plus particulièrement pour objectif de renforcer les compétences visés à l'article 17, 4°, 5° et 8°.

En section 2, il prépare notamment les enseignants à prendre en charge, en première et deuxième années de l'enseignement secondaire, une des disciplines suivantes: Français, Mathématiques, Sciences, Sciences humaines, Formation culturelle et artistique, Education à la philosophie et citoyenneté, Religion, Morale.

En section 3, il prépare notamment les enseignants à prendre en charge, en quatrième année de l'enseignement secondaire, une des disciplines faisant partie de la famille de disciplines telle que définie à l'article 11 à savoir:

a) pour les familles de disciplines 1°, 2°, 3°, 4° et 5° : Français ou Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale ou Formation culturelle et artistique;
b) pour la famille de disciplines 6° : Anglais ou Allemand ou Néerlandais;
c) pour la famille de disciplines 7° : Mathématiques;
d) pour la famille de disciplines 8° : Physique ou Chimie ou Biologie;
e) pour la famille de disciplines 9° : Education physique;
f) pour la famille de disciplines 10° : Histoire ou Géographie ou Sciences économiques et sociales ou Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale.

Par dérogation aux dispositions visées au § 1er, le master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 à dominante linguistique prépare les enseignants à remplir les conditions pour enseigner dans le cadre de l'apprentissage par immersion linguistique.

L'étudiant effectue ses choix parmi les sections et les familles disciplines organisées par l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il s'inscrit.

§ 3. Les grades académiques délivrés au terme de cette formation sont:

- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante pédagogique orientation techno-pédagogique;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante pédagogique orientation orthopédagogique;*

- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante pédagogique orientation «Différenciation»;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante linguistique complété par la langue dans laquelle la formation a préparé à enseigner;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante pédagogique orientation techno-pédagogique;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante pédagogique orientation orthopédagogique;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante pédagogique orientation «Différenciation»;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante linguistique complété par la langue dans laquelle la formation a préparé à enseigner;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante disciplinaire complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante pédagogique orientation techno-pédagogique;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante pédagogique orientation orthopédagogique;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante pédagogique orientation «Différenciation»;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante linguistique complété par la langue dans laquelle la formation a préparé à enseigner;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante disciplinaire complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner.*

§ 4. La formation dispensée dans le cadre de ces masters de spécialisation comprend:

a) pour ce qui concerne le master de spécialisation à dominante disciplinaire: 30 crédits consacrés à la formation disciplinaire, 10 crédits consacrés à la formation à et par la pratique, 10 crédits consacrés à la formation didactique et pédagogique et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique;

b) pour ce qui concerne le master de spécialisation à dominante pédagogique: 20 crédits consacrés à la formation à et par la pratique, 30 crédits consacrés à la formation didactique et pédagogique selon trois orientations possibles: l'orientation techno-pédagogique, l'orientation orthopédagogique», l'orientation «différenciation» et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique;

c) pour ce qui concerne le master de spécialisation à dominante linguistique: 30 crédits consacrés à la formation disciplinaire, 20 crédits consacrés à la formation à et par la pratique et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique».

01. 15.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de remplacer l'entièreté l'article 28 comme suit :

« § 1er. Deux masters de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1er, 47°, du décret Paysage en enseignement sont organisés, l'un pour pour ce qui concerne les sections 1 ou 2, le second pour ce qui concerne les sections 2 ou 3 définies à l'article 9.

La formation dispensée dans ce cadre totalise 60 crédits. Elle permet de poursuivre et approfondir le développement des compétences définies à l'article 4bis entamé au cours du cursus conduisant au master en Enseignement sections 1, 2 et 3.

Dans cette perspective, cette formation :

1° *vise à amener les étudiant à une maitrise plus affirmée des contenus disciplinaires et ce plus particulièrement sur le plan épistémique ;*
2° *renforce les savoirs et compétences liés à la recherche en éducation et en didactique notamment afin de permettre aux étudiants d'entamer des études de troisième cycle tel que défini à l'article 115, § 1er, du décret Paysage ;*
3° *permet aux enseignants de mieux assurer la continuité des apprentissages notamment en renforçant leur vision systémique de ces apprentissages ;*
4° *prépare les enseignants au développement de pratiques pédagogiques basées sur la différenciation et la remédiation, en ce compris le développement et la mise en œuvre d'outils qui permettent d'identifier, d'analyser les difficultés d'apprentissage des élèves et d'apporter les réponses adéquates de façon à prévenir l'échec ;*
5° *renforce les compétences spécifiques des enseignants dans le champ techno-pédagogique pour une intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement basé sur la mise en œuvre, la conception, la régulation et l'évaluation de dispositifs pédagogiques intégrant les outils numériques;*
6° *vise à approfondir les connaissances des troubles de l'apprentissage et les connaissances liées aux situations de handicaps. Elle prépare les enseignants à concevoir, mettre en œuvre et évaluer, sur bases de besoins spécifiques identifiés, des dispositifs et aménagements raisonnables ;*
7° *forme les enseignants aux différentes techniques d'enseignement de la langue française, dans ses aspects communicationnels et culturels, à des apprenants non francophones ;*
8° *donne aux enseignants des compétences relatives à l'accueil et la scolarisation d'élèves allophones.*

§ 2. Les grades académiques délivrés au terme de cette formation sont :

- *le titre de master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2;*
- *le titre de master de spécialisation en Enseignement sections 2 et 3.*

§ 3. La formation dispensée dans le cadre de ces masters de spécialisation comprend 15 crédits consacrés à la formation à et par la pratique, 35 crédits consacrés à la formation didactique et pédagogique et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique. »

01. 15.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise les modifications envisagées à propos des modalités d'organisation et des objectifs des deux masters de spécialisation en enseignement organisés, d'une part, pour les sections 1 et 2 et, d'autre part, pour les sections 2 et 3.

01. 15.3 / REMARQUES

Au premier aliéna du premier paragraphe de l'article 28 tel que modifié par la disposition en projet, l'ARES suggère d'abroger les mots « *tel que défini à l'article 15, § 1er 47°, du décret Paysage* ». Cette abrogation

permet, à la condition d'ajouter la définition de « *master de spécialisation* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage, permettant ainsi d'éviter des erreurs dans le cas où une autre base légale viendrait modifier le décret Paysage, sans prendre en compte toutes les références dans les autres textes.

À l'alinéa suivant, l'ARES propose de remplacer les mots « conduisant au master en enseignement sections 1, 2 et 3. » par « conduisant au grade de master en enseignement section 1, 2 ou 3. ».

Au troisième alinéa de ce même paragraphe, il conviendrait, d'une part, de remplacer le mot « *étudiant* » par « *étudiants* » au 1° et, d'autre part, aux litteras 3° à 8°, de remplacer le mot « *enseignants* » par « *étudiants* ». En effet, bien que l'étudiant·e inscrit·e au master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou sections 2 et 3 doive avoir 5 ans d'ancienneté de service (et soit donc bien un enseignant en fonction), il n'en demeure pas moins un·e étudiant·e inscrit·e dans un cursus.

Au second paragraphe de ce même article, il est suggéré de supprimer les deux occurrences des mots « le titre de » afin de citer les grades de manière correcte.

De plus, il conviendrait de spécifier à quel public les titulaires de ces grades seront amenés à enseigner.

01.16 / ARTICLE 16 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 31 DU DÉCRET

01. 16.1 / MODIFICATIONS

01. 16.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 31 est actuellement libellé comme suit :

« Ont seuls accès au master de spécialisation en Enseignement, les titulaires d'un master en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini à l'article 5, § 1er, et, s'il échet, pour la section ou les disciplines correspondantes.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement à dominante disciplinaire, la réussite de l'option de renforcement disciplinaire telle que définie à l'article 17, § 2, 1° est requise.

Cette option doit porter sur la même discipline ou famille de disciplines que le master de spécialisation.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement à dominante linguistique, la réussite de l'option de renforcement linguistique telle que définie à l'article 17, § 2, 6°, est requise. Cette option doit porter sur la même discipline ou famille de disciplines que le master de spécialisation.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement à dominante pédagogique, la réussite de l'option de renforcement pédagogique telle que définie à l'article 17, § 2, 2° ou 3° ou 4° est requise. Cette option doit porter sur la même orientation que le master de spécialisation.

Les études conduisant au grade de master de spécialisation en Enseignement peuvent être entamées dès la fin du cursus de master en Enseignement ou plus tard au cours de la carrière professionnelle. »

01. 16.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'entièreté de l'article 31 comme suit :

« Ont seuls accès au master de spécialisation en Enseignement, les titulaires d'un master en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini à l'article 5, § 1er.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2, le candidat doit compter une ancienneté de service de 5 ans au moins dans une école de l'enseignement maternel, primaire ou fondamental organisé ou subventionné par la Communauté française pour au moins la moitié du nombre de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement sections 2 et 3, le candidat doit compter une ancienneté de service de 5 ans au moins dans une école de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française pour au moins la moitié du nombre de périodes ou le nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes. »

01. 16.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise les modifications envisagées à propos des conditions d'accès spécifiques au master de spécialisation en enseignement, tant pour les sections 1 et 2 que pour les sections 2 et 3.

01. 16.3 / REMARQUES

L'ARES s'interroge sur la formulation « *admission aux épreuves* » présente aux alinéas 2 et 3 de l'article 31 tel que modifié par l'article 16 du dispositif en projet. La portée légale n'est pas claire : s'agit-il de l'inscription au cursus ou d'une admission à la session d'examens ? Pour éviter toute ambiguïté et être en cohérence avec les formulations présentes dans le décret Paysage, il est suggéré de modifier ces deux alinéas comme suit :

« *Ont accès au master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2, les étudiants disposant d'une ancienneté de service de 5 ans au moins dans une école de l'enseignement maternel, primaire ou fondamental organisé ou subventionné par la Communauté française pour au moins la moitié du nombre de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.*

Ont accès au master de spécialisation en Enseignement sections 2 et 3, les étudiants disposant d'une ancienneté de service de 5 ans au moins dans une école de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française pour au moins la moitié du nombre de périodes ou du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes. »

De plus, l'ARES se questionne sur les mots « nombre d'heures requis » au troisième alinéa : à quelle forme d'enseignement cela fait-il référence ?

01.17 / ARTICLE 17 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 32 DU DÉCRET

01. 17.1 / MODIFICATIONS

01. 17.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 32 est actuellement libellé comme suit :

« Dans le cadre du présent décret, la formation différée à l'enseignement vise à faire acquérir les compétences relevant de la composante pédagogique à de futurs enseignants qui ont acquis les compétences relevant de la composante disciplinaire de leur formation, cette composante disciplinaire ayant été sanctionnée par un grade de master.

Dans le cadre de la poursuite des objectifs définis à l'article 3 du décret Paysage, la formation différée à l'enseignement vise à faire acquérir aux futurs enseignants les compétences suivantes:

1° la maîtrise approfondie de la langue française écrite et orale en contexte professionnel; cette maîtrise inclut a minima celle visée à travers le test diagnostique défini à l'article 27;

2° la capacité d'agir comme acteur pédagogique, social, culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, d'intégrer la diversité et de développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale;

3° la disposition à se positionner face à des enjeux éthiques et à respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité;

4° la capacité de s'investir dans le travail collaboratif d'une équipe éducative, afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations;

5° la capacité d'analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et d'agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents et d'autres acteurs afin de:

a. s'inscrire dans la démarche qualité de l'établissement et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française;

b. faire de la classe et de l'école un lieu où les élèves apprennent, grandissent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection;

6° la capacité de s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle;

7° la maîtrise de la langue française pour enseigner et communiquer de manière optimale dans la langue d'enseignement dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession;

8° la capacité de lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et de s'en inspirer pour son action d'enseignement;

9° la capacité d'agir comme pédagogue au sein de la classe et, dans une perspective collective, au sein de l'établissement scolaire, notamment:

a) à travers la conception et la mise en oeuvre d'une démarche d'enseignement comprenant des pratiques variées et différenciées, notamment numériques, et assurant la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves, de la créativité et de l'esprit d'initiative et de coopération dans le souci de l'intérêt général;

b) à travers la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, d'outils et de manuels dans la perspective du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire;

c) à travers la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation spécifiquement diagnostique et formative favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages;

10° la capacité de mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en oeuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre;

11° le développement de capacités

a) relationnelles à l'égard des élèves et des étudiants, en ce compris leur entourage notamment familial, et à l'égard des collègues;

b) de gestion de groupes en situation éducative et pédagogique;

12° la capacité d'identifier ses besoins de formation individuelle et de participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pédagogique;

13° la capacité de développer des compétences personnelles liées aux exigences de la profession, notamment les exigences relatives à la gestion du groupe classe;

14° la capacité de s'insérer dans le système éducatif en y respectant les codes et fonctionnement notamment hiérarchiques;

15° la maîtrise de sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel. »

01. 17.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'entièreté de l'article 32 comme suit :

« Pour atteindre les objectifs définis à l'article 4bis, la formation différée à l'Enseignement vise à faire acquérir les compétences relevant des composantes didactique, pédagogique, communicationnelle et sociale à de futurs enseignants qui ont acquis les compétences relevant de la composante disciplinaire de leur formation, cette composante disciplinaire ayant été sanctionnée par un grade de master. »

01. 17.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées visent à renforcer l'unicité du métier en confirmant que les objectifs poursuivis dans le cadre de la formation différée sont identiques à ceux décrits dans l'article 1er de l'avant-projet de décret, couvrant ainsi autant la formation directe que la formation différée à l'enseignement.

01. 17.3 / REMARQUES

Afin de garder plus de cohérence interne, l'ARES suggère de modifier l'article 32 du décret, tel que modifié par l'article 17 du dispositif en projet, comme suit :

« *Article 32. - Pour atteindre les objectifs visés à l'article 4bis, la formation différée à l'enseignement vise les axes visés aux litteras 2 à 6 de l'article 14, § 1er, alinéa 1er*. »

01.18 / ARTICLE 18 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 35 DU DÉCRET

01. 18.1 / MODIFICATIONS

01. 18.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 35 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« Sans préjudice des autres conditions d'accès, ont accès aux études en vue du grade d'agrégé de l'enseignement section 4 les étudiants qui, cumulativement:

1° sont titulaires d'un master qui correspond à la composante disciplinaire d'au moins une spécificité de la fonction de professeur au degré supérieur de l'enseignement secondaire ou qui correspond à un titre pour enseigner dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tel que mentionné dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° justifient d'une attestation de participation effective au test diagnostique défini à l'article 27.

Les autorités académiques peuvent fixer des conditions complémentaires d'accès aux études menant au grade académique d'agrégé de l'enseignement section 4. Eu égard aux compétences relatives à la composante disciplinaire acquises par le candidat, ces conditions complémentaires visent à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 30 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son inscription. »

01. 18.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 35 comme suit :

« Sans préjudice des autres conditions d'accès, ont accès aux études en vue du grade d'agrégé de l'enseignement section 4 les étudiants qui, cumulativement:

1° sont titulaires d'un master qui correspond à la composante disciplinaire d'au moins une spécificité de la fonction de professeur au degré supérieur de l'enseignement secondaire ou qui correspond à un titre pour enseigner dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tel que mentionné dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° sont inscrits au test portant sur la maîtrise de la langue française défini à l'article 27.

Les autorités académiques peuvent fixer des conditions complémentaires d'accès aux études menant au grade académique d'agrégé de l'enseignement section 4. Eu égard aux compétences relatives à la composante disciplinaire acquises par le candidat, ces conditions complémentaires visent à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 30 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son inscription. »

01. 18.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que la modification envisagée tient compte de la modification apportée à l'article 14 du présent décret relatif au test portant sur la maitrise de la langue française

01. 18.3 / REMARQUES

/

01.19 / ARTICLE 19 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 44 DU DÉCRET

01. 19.1 / MODIFICATIONS

01. 19.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 44 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Les études menant au grade académique d'agrégé de l'Enseignement section 4 sont organisées dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° et une Haute Ecole

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master agrégé à l'Enseignement section 4 comprend 10 crédits dispensés par une Haute Ecole et 50 crédits dispensés par une Université ou une Ecole supérieure des Arts.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les formations visées à l'article 11, 11° et 12° organisées dans l'enseignement supérieur artistique, dans le cadre d'une codiplômation, le cursus conduisant au grade d'agrégé à l'Enseignement section 4 comprend minimum 10 crédits dispensés par une Haute Ecole et 50 crédits dispensé par l'Ecole supérieure des Arts.

§ 3. Par dérogation au § 1er, les Hautes Ecoles, qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficiaient d'une habilitation à organiser l'agrégation à l'enseignement secondaire supérieur peuvent organiser le cursus menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 dans le respect des objectifs fixés par le présent décret et pour autant qu'elles inscrivent cette organisation dans le cadre de la codiplômation pour laquelle elles sont considérées comme établissements référents. »

01. 19.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 44 comme suit :

« § 1er. Les études menant au grade académique d'agrégé de l'Enseignement section 4 sont organisées dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° soit une Haute Ecole ou une Université ou encore une Haute Ecole et une Université si l'établissement référent est une Ecole supérieure des Arts, soit une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts ou encore une Haute Ecole et une Ecole supérieure des Arts si l'établissement référent est une Université.

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master agrégé à l'Enseignement section 4 comprend au moins 20 crédits dispensés par une Haute Ecole et au moins 30 crédits dispensés par une Université ou une Ecole supérieure des Arts ; les 10 crédits restants sont dispensés par l'établissement référent ou par le ou les établissements codiplômants.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les formations visées à l'article 11, 11° et 12° organisées dans l'enseignement supérieur artistique, dans le cadre d'une codiplômation, le cursus conduisant au grade d'agrégé à l'Enseignement section 4 comprend minimum 10 crédits dispensés par une Haute Ecole et 50 crédits dispensé par l'Ecole supérieure des Arts.

§ 3. Par dérogation au § 1er, les Hautes Ecoles, qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficiaient d'une habilitation à organiser l'agrégation à l'enseignement secondaire supérieur peuvent organiser le cursus menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 dans le respect des objectifs fixés par le présent décret et pour autant qu'elles inscrivent cette organisation dans le cadre de la codiplômation pour laquelle elles sont considérées comme établissements référents. »

01. 19.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées portent sur :

- la prise en compte des spécificités de la formation assurée par les écoles supérieures des arts pour le master différé en enseignement section 4 ;
- la répartition du nombre de crédits dispensés, a minima, entre l'établissement référent et le ou les établissements codiplômants.

01. 19.3 / REMARQUES

Afin de clarifier le premier paragraphe de l'article 44 tel que modifié par le dispositif en projet, l'ARES suggère de le modifier comme suit : « *Les études menant au grade académique d'agrégé de l'enseignement section 4 sont organisées dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation :*

1° lorsqu'une université est l'établissement référent, elle codiplôme avec :
   a. une haute école ;
   b. ou une école supérieure des arts ;
   c. ou une haute école et une école supérieure des arts ;

2° *lorsqu'une école supérieure des arts est l'établissement référent, elle codiplôme avec :*
   a. *une université ;*
   b. *ou une haute école ;*
   c. *ou une université et une haute école*».

De plus, afin de respecter la volonté de l'auteur du projet au niveau de la codiplômation, l'ARES suggère de modifier le second paragraphe de l'article 44 tel que modifié par le dispositif en projet comme suit : « *Le cursus conduisant au grade de master agrégé à l'enseignement section 4 comprend au moins 30 crédits dispensés par l'établissement référent et au moins 20 crédits dispensés par le ou les établissements non référents* ».

Enfin, concernant les disciplines artistiques pour lesquelles les écoles supérieures des arts sont référentes, il est demandé d'apporter deux précisions :

- la répartition des crédits, visée au § 2, alinéa 1er, de l'article 44 du décret FIE, est-elle d'application pour les disciplines artistiques. En d'autres mots, la répartition est-elle de 50 crédits pour l'établissement référent et de 10 crédits pour le non-référent ?
- au § 2, alinéa 2, de l'article 44 du décret FIE, il est mentionné que seule la haute école peut codiplômer avec l'école supérieure des arts, ce qui est contradictoire avec le dispositif en projet et le § 1er. Il est donc demandé de préciser avec quel opérateur de formation les écoles supérieures des arts, en tant qu'établissement référent, peuvent codiplômer.

01.20 / ARTICLE 20 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 51 DU DÉCRET

01. 20.1 / MODIFICATIONS

01. 20.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 51 est actuellement libellé comme suit :

« Ont seuls accès au master de spécialisation en formation d'enseignants les étudiants qui sont titulaires:

1° soit d'un master en sciences de l'éducation;

2° soit d'un master de spécialisation en Enseignement tel que défini aux articles 28 et suivants, soit d'un master en Enseignement section 4 tel que défini dans le présent décret;

3° soit d'un master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée à l'enseignement telle que définie dans le présent décret. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 définie aux articles 30 et suivants;

4° soit, pour les membres du personnel se destinant à prendre en charge, dans les Ecoles supérieures des Arts, l'enseignement de la didactique d'un ou plusieurs cours artistiques, une reconnaissance d'expérience utile et de notoriété selon les modalités définies à l'article 82, § 2, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). »

01. 20.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 51 comme suit :

« Ont seuls accès au master de spécialisation en formation d'enseignants les étudiants qui sont titulaires:

1° soit d'un master en sciences de l'éducation;

2° soit d'un master de spécialisation en Enseignement tel que défini aux articles 28 et suivants, soit d'un master en Enseignement section 4 tel que défini dans le présent décret;

3° soit d'un master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée à l'enseignement telle que définie dans le présent décret. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 définie aux articles 32 et suivants;

4° soit, pour les membres du personnel se destinant à prendre en charge, dans les Ecoles supérieures des Arts, l'enseignement de la didactique d'un ou plusieurs cours artistiques, une reconnaissance d'expérience

utile et de notoriété selon les modalités définies à l'article 82, § 2, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). »

01. 20.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 20.3 / REMARQUES

/

01.21 / ARTICLE 21 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 52 DU DÉCRET

01. 21.1 / MODIFICATIONS

01. 21.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 52 est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Le master de spécialisation en formation d'enseignants est organisé dans le cadre de la codiplômation définie aux articles 23, 24, 25 et 26 du présent décret. La codiplômation réunit:

1° *une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts;*
2° *et une Université qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage.*

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master de spécialisation en formation d'enseignants comprend 10 crédits dispensés par une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts et 50 crédits dispensés par une Université.

§ 3. Il est créé une commission autonome d'avis intitulée «Commission de pilotage de la formation des formateurs d'enseignants». Elle est composée d'un représentant par institution qui organise la formation des enseignants.

Elle est coprésidée par un représentant d'une Université ou d'une Ecole supérieure des Arts et par un représentant d'une Haute Ecole.

Cette commission remet au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative ou à tout le moins tous les 3 ans, un avis quant à la mise en oeuvre de la formation de la formateurs des enseignants. »

01. 21.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 52 comme suit :

« § 1er. Le master de spécialisation en formation d'enseignants est organisé dans le cadre de la codiplômation définie aux articles 23, 24, 25 et 26 du présent décret. La codiplômation réunit:

1° *une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts;*
2° *et une Université qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage.*

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master de spécialisation en formation d'enseignants comprend 10 crédits dispensés par une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts et 50 crédits dispensés par une Université.

§ 3. Il est créé une commission autonome d'avis intitulée «Commission de pilotage de la formation des formateurs d'enseignants». Elle est composée d'un représentant par institution qui organise la formation des enseignants.

Elle est coprésidée par un représentant d'une Université ou d'une Ecole supérieure des Arts et par un représentant d'une Haute Ecole.

Cette commission remet au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative ou à tout le moins tous les 3 ans, un avis quant à la mise en œuvre du master de spécialisation en formation d'enseignants».

01. 21.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 21.3 / REMARQUES

Au § 3 de l'article 52, tel que modifié par l'article 21 du dispositif en projet, il conviendrait de préciser le lien entre cette commission et, d'une part, la COCOFIE et, d'autre part, l'ARES. De plus, les membres se questionnent quant à la nature de l'avis : est-ce à nouveau une formalité substantielle ?

01.22 / ARTICLE 22 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 60 DU DÉCRET

01. 22.1 / MODIFICATIONS

01. 22.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 60 est actuellement libellé comme suit :

« Pour les années budgétaires 2025 à 2027, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versé pour moitié à l'Université et pour moitié à la Haute école partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Hautes

écoles sont associées à une même Université, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Hautes écoles.

Les montants par Université référente, alloués de 2025 à 2027, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1er décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Haute Ecoles, le financement alloué à cette Haute école est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit la moitié du financement calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2028, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2027 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles. »

01. 22.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 60 comme suit :

« Pour les années budgétaires 2030 à 2032, une allocation est annuellement accordée aux Universités, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou le le master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque établissement référent et est versée aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de leur part dans la répartition des crédits du cursus.

Les montants visés au deuxième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles. »

01. 22.2 / OBJECTIFS

Les modifications portent sur les allocations annuelles accordées aux universités, aux hautes écoles et aux écoles supérieures des arts qui organisent le master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou le master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3.

01. 22.3 / REMARQUES

Afin de rester cohérent par rapport aux autres dispositions budgétaires, où un subventionnement transitoire est pris en compte pour la mise en œuvre des différents cursus, avant d'être injecté dans l'enveloppe des établissements d'enseignement supérieur, l'ARES suggère l'ajout d'un alinéa à l'article 60 du décret FIE tel que modifié par le dispositif en projet : « *A partir de l'année budgétaire 2033, le montant des allocations*

octroyées en 2032 aux établissements en vertu des alinéas précédents est intégré, après indexation dans l'enveloppe de financement des hautes écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, dans celle des écoles supérieures des arts, visée à l'article 54 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) et dans celle des universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précité, et dans celle des universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précité ».

Par ailleurs, il conviendrait de supprimer, au premier alinéa de l'article 60, tel que modifié par le dispositif en projet, la répétition du déterminant « *le* ».

01.23 / ARTICLE 23 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 66 DU DÉCRET

01. 23.1 / MODIFICATIONS

01. 23.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 66 est actuellement libellé comme suit :

« L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : «Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents :

1° *pour les années académiques 2021-2022 à 2023-2024, pour les Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2018-2019 à 2020- 2021. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2024-2025, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2026 ;*
2° *le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2022-2023, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2024 ;*
3° *le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2025-2026 ;*
4° *le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2025-2026 ;*
5° *le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2026-2027, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2028.*

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude.»

01. 23.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 66 comme suit :

« L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : «Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents :

1° *pour les années académiques 2021-2022 à 2023-2024, pour les Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2018-2019 à 2020- 2021. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2024-2025, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2026 ;*
2° *le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2022-2023, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2024 ;*
3° *le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2030-2026 ;*
4° *le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2025-2026 ;*
5° *le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2030-2031, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2032.*

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude.»

01. 23.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 23.3 / REMARQUES

L'ARES attire l'attention sur le fait que l'article 23 en projet modifie l'article 66 du décret FIE, qui lui-même modifie la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités. Légistiquement, il convient de procéder **directement** à la modification du texte modifié, ici la loi de 1971, tout en étant attentif aux

éventuelles modifications apportées depuis la promulgation du décret FIE en février 2019. Il convient donc d'abroger l'article 66 du décret FIE et de prévoir, directement dans le texte en projet, la modification envisagée de la loi de 1971.

L'ARES suggère également que, dans le littera 5° de l'article 66 du décret FIE, tel que modifié par le dispositif en projet, les mots « *de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3* » soit remplacés par « *inscrits dans une formation menant au grade de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou au grade de master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3* ».

01.24 / ARTICLE 24 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 77 DU DÉCRET

01. 24.1 / MODIFICATIONS

01. 24.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 77 est actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Les membres du personnel des établissements d'enseignement supérieur en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas concernés par les dispositions visées aux articles 48 et 51. Les désignations et attributions les concernant s'effectuent selon les dispositions en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, jusqu'en 2031-2032, la charge d'enseignant praticien est prioritairement attribuée aux détenteurs du titre requis pour accéder à la fonction d'enseignant praticien tel que défini dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Les titulaires du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002 ayant obtenu ce certificat ou ayant entamé une formation en vue de l'obtention de ce certificat avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas concernés par les dispositions statutaires visées aux articles 48 et du présent décret. Les désignations et attributions les concernant se font conformément aux textes statutaires en vigueur avant cette date.

§ 2. Les maîtres de formation pratique exercent au moins un cinquième- temps dans l'enseignement fondamental, secondaire inférieur ou secondaire de promotion sociale à un niveau concerné par la formation à laquelle ils contribuent. »

01. 24.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 77 comme suit :

« § 1er. Les membres du personnel des établissements d'enseignement supérieur en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas concernés par les dispositions visées à l'article 47. Les

désignations et attributions les concernant s'effectuent selon les dispositions en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, jusqu'en 2031-2032, la charge d'enseignant praticien est prioritairement attribuée aux détenteurs du titre requis pour accéder à la fonction d'enseignant praticien tel que défini dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Les titulaires du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002 ayant obtenu ce certificat ou ayant entamé une formation en vue de l'obtention de ce certificat avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas concernés par les dispositions statutaires visées à l'article 47 du présent décret. Les désignations et attributions les concernant se font conformément aux textes statutaires en vigueur avant cette date.

§ 2. Les maîtres de formation pratique exercent au moins un cinquième- temps dans l'enseignement fondamental, secondaire inférieur ou secondaire de promotion sociale à un niveau concerné par la formation à laquelle ils contribuent. »

01. 24.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 24.3 / REMARQUES

/

01.25 / ARTICLE 25 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 81 DU DÉCRET

01. 25.1 / MODIFICATIONS

01. 25.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 81 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« Dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° après la ligne

Droit	*a. le diplôme de Master en droit, ou* *b. le diplôme de Master en criminologie, ou* *c. le diplôme de Master en administration publique, ou*

	d. le diplôme de Master en gestion publique, ou, e. le diplôme de Master en sciences administratives

est insérée la ligne

Didactique d'une discipline	*a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 selon le niveau d'enseignement concerné ou* *b. le diplôme de master en enseignement section 4 ou* *c. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par legrade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.* *Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.*

2° après la ligne

Éducation physique	*Le diplôme de master en sciences de la motricité*

est insérée la ligne

Enseignant praticien	*Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis. »*

01. 25.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 81 du décret FIE comme suit :

« Dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° après la ligne

Droit	*a. le diplôme de Master en droit, ou*

	b. le diplôme de Master en criminologie, ou *c. le diplôme de Master en administration publique, ou* *d. le diplôme de Master en gestion publique, ou, e. le diplôme de Master en sciences administratives*

est insérée la ligne

Didactique d'une discipline	*a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou* *b. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3 ou* *c. le diplôme de master en enseignement section 4 ou* *d. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.* *Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.*

2° après la ligne

Éducation physique	*Le diplôme de master en sciences de la motricité*

est insérée la ligne

Enseignant praticien	*Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 47 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.*

01. 25.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 25.3 / REMARQUES

L'ARES attire l'attention sur le fait que l'article 25 en projet modifie l'article 81 du décret FIE, qui modifie lui-même le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. Comme déjà relevé supra, un décret modifiant un décret tiers ne peut être modifié : il convient de procéder **directement** à la modification

du décret tiers, ici le décret Fonctions et titres, tout en étant attentif aux éventuelles modifications apportées au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française depuis la promulgation du décret FIE en février 2019. Il convient donc d'abroger l'article 81 du décret FIE et de prévoir, directement dans le texte en projet, la modification envisagée du décret Fonctions et titres.

Outre ce point d'attention, l'ARES suggère les quelques modifications suivantes dans l'annexe II du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française :

- À la ligne « didactique d'une discipline », telle que modifiée par l'article 81 du décret FIE et par l'article 25 du dispositif en projet, il conviendrait de remplacer
  - les mots « *aux articles 24 et suivants* » par « *aux articles 32 et suivants* » ;
  - les mots « *master agrégé de l'enseignement Filière 4* » par « *master agrégé de l'enseignement section 4* » ;
  - les mots « *aux articles 42 et suivants* » par « *aux articles 50 et suivants* ».
- À la ligne « *enseignant praticien* », telle que modifiée par l'article 81 du décret FIE et par l'article 25 du dispositif en projet, il conviendrait de remplacer les mots « *aux articles 47 et suivants* » par « *aux articles 50 et suivants* ».

  Il conviendrait de prendre en compte la condition supplémentaire visée à l'article 55 du décret FIE, à savoir que les enseignants praticiens doivent exercer au moins un cinquième temps dans l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit à un niveau concerné par la formation à laquelle ils contribuent.

01.26 / ARTICLE 26 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET QUI MODIFIE L'ARTICLE 93 DU DÉCRET

01. 26.1 / MODIFICATIONS

L'article 93 du décret FIE présente des modifications apportées dans l'annexe II du décret Paysage et la disposition en projet suggère de modifier cet article comme suit :

« 1° Les lignes suivantes sont abrogées :

10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Grec ancien et Latin
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Langues Modernes
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Biologie
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Chimie
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Education physique
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Français
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Géographie
10bis	HE/U	B							Bachelier en enseignement section 4 : Histoire

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Mathématiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Sciences économiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Sciences sociales
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Musique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Arts de la parole et du théâtre

2° la ligne suivante :

10bis	U							MS	Masters de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire

est remplacée par la ligne :

10bis	HE/U							MS	Masters de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire »

01. 26.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que cette disposition, d'ordre technique, n'appelle pas de commentaires.

01. 26.3 / REMARQUES

L'ARES attire une nouvelle fois l'attention sur le fait que l'article 26 en projet modifie l'article 93 du décret FIE, modifiant lui-même l'annexe II du décret Paysage. Or un décret modifiant un décret tiers ne peut pas être modifié : il convient de procéder **directement** à la modification du décret tiers, ici le décret Paysage, tout en étant attentif aux éventuelles modifications apportées depuis la promulgation du décret FIE en février 2019. Il convient donc d'abroger l'article 93 du décret FIE et de prévoir, directement dans le texte en projet, la modification envisagée du décret Paysage.

De plus, étant donné qu'il est fait mention d'un changement relatif au grade de master de spécialisation en gestion d'établissement obligatoire, l'ARES demande davantage de précisions afin de veiller à sa bonne organisation :

- les objectifs ;
- les contenus ;
- l'organisation ;
- l'accès ;
- les dispositions budgétaires ;

- la finançabilité des étudiants inscrits dans un cursus conduisant au grade de master de spécialisation en formation d'enseignants ;
- l'année académique au cours de laquelle ce master de spécialisation sera organisé pour la première fois.

Par ailleurs, étant donné que les appariements de la section 3 ont été modifiés par l'article 3 du dispositif en projet et que les masters de spécialisation en enseignement ont été remplacés par d'autres par l'article 15 du dispositif en projet, il conviendrait de modifier l'annexe II du décret Paysage comme suit :

« 1° La ligne :

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : français et formation culturelle et artistique

Est remplacée par

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : français et éducation culturelle

2° après la ligne :

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : français et éducation culturelle

Est insérée la ligne :

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : français, français langue étrangère, français langue d'apprentissage

3° Les lignes

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : mathématiques et technologies
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : sciences et technologies

Sont remplacées par :

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : mathématiques et numérique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : sciences

4° Les lignes

10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : musique
10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques

Sont remplacées par

10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : musique et éducation culturelle
10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle

5° Après la ligne

10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle

Est insérée la ligne :

10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : formation manuelle, technique et technologique et formation numérique

6° La ligne :

10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : français et formation culturelle et artistique

Est remplacée par

10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : français et éducation culturelle

7° après la ligne :

10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : français et éducation culturelle

Est insérée la ligne :

10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : français, français langue étrangère, français langue d'apprentissage

8° Les lignes

10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : mathématiques et technologies
10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : sciences et technologies

Sont remplacées par :

10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : mathématiques et numérique
10bis	HE/U	B								Master en enseignement section 3 : sciences

9° Les lignes

10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : formation artistique : musique
10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques

Sont remplacées par

10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : formation artistique : musique et éducation culturelle
10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle

10° Après la ligne

10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle

Est insérée la ligne :

10bis	HE/U/ESA	B								Master en enseignement section 3 : formation manuelle, technique et technologique et formation numérique

11° Les lignes :

10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 1 à dominante pédagogique, orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 1 à dominante pédagogique, orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 1 à dominante pédagogique, orientation différenciation
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 1 à dominante linguistique : néerlandais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 1 à dominante linguistique : allemand
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 1 à dominante linguistique : anglais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante pédagogique, orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante pédagogique, orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante pédagogique, orientation différenciation
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante linguistique : néerlandais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante linguistique : allemand
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante linguistique : anglais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : français
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : mathématiques
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : sciences
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : sciences humaines
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : formation culturelle et artistique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : éducation à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : morale
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 2 à dominante disciplinaire : religion
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante pédagogique, orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante pédagogique, orientation orthopédagogique

10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante pédagogique, orientation différenciation
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante linguistique : néerlandais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante linguistique : allemand
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante linguistique : anglais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : français
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : anglais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : allemand
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : néerlandais
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : mathématiques
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : physique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : chimie
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : biologie
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : éducation physique
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : histoire
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : géographie
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : sciences sociales
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : éducation à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : morale
10bis	HE/U								MS	Master de spécialisation en enseignement section 3 à dominante disciplinaire : religion

sont remplacées par les lignes suivantes :

10bis	HE/U/ESA								MS	Master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2
10bis	HE/U/ESA								MS	Master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3

01.27 / ARTICLE 27 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 98 DU DÉCRET

01. 27.1 / MODIFICATIONS

01. 27.1.1 / Article tel qu'actuellement libellé

L'article 98 du décret FIE est actuellement libellé comme suit :

« La formation conduisant au master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 est mise en place à la rentrée académique 2025- 2026 sur la base d'une évaluation de la mise en œuvre du tronc commun, en vue d'en ajuster les objectifs et l'organisation tels que prévus à l'article 28. »

01. 27.1.2 / Article modifié selon la disposition en projet

La disposition en projet suggère de modifier l'article 98 comme suit :

« La formation conduisant au master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et de la formation conduisant au master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3 est mise en place au plus tard à partir de l'année académique 2030-2031 sur la base d'une évaluation de la mise en œuvre du tronc commun, en vue d'en ajuster les objectifs et l'organisation tels que prévus à l'article 28. »

01. 27.2 / OBJECTIFS

Le commentaire des articles précise que la modification envisagée vise à vérifier l'adéquation des objectifs et de l'organisation des deux masters de spécialisation via une évaluation de la mise en œuvre du tronc commun initiée par le Gouvernement.

01. 27.3 / REMARQUES

Étant donné que le commentaire des articles indique que l'évaluation visée par cette disposition sera menée par le Gouvernement, il conviendrait que l'article lui-même le précise, le commentaire n'ayant pas de portée légale.

01.28 / ARTICLE 28 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

01. 28.1 / DISPOSITIONS ABROGATOIRES

La disposition en projet suggère d'abroger dans le Titre II du décret :

« *1er le Chapitre II comportant les articles 7 et 8 suivants :*

CHAPITRE II. - Des finalités et objectifs de la formation initiale des enseignants

Article 7. - Sans préjudice de la poursuite des objectifs généraux définis à l'article 3 du décret Paysage, les établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 1er du présent décret poursuivent comme finalités et objectifs, dans le cadre de la formation des enseignants, l'acquisition des compétences suivantes:

1° *la capacité d'agir comme acteur pédagogique, social, culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, d'intégrer la diversité et de développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale;*
2° *la disposition à se positionner face à des enjeux éthiques et à respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité;*
3° *la capacité de s'investir dans le travail collaboratif d'une équipe éducative, afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations;*
4° *la capacité d'analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et d'agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents et d'autres acteurs afin de:*
   — *s'inscrire dans la démarche qualité de l'établissement et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française;*
   — *faire de la classe et de l'école un lieu où les élèves apprennent, grandissent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection;*
5° *la capacité de s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle;*
6° *la maîtrise de la langue française pour enseigner et communiquer de manière optimale dans la langue d'enseignement dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession;*
7° *la maîtrise des contenus disciplinaires, en ce compris les concepts à enseigner, de leurs fondements épistémologiques, de leur didactique et de la méthodologie de leur enseignement, ainsi que le développement d'un rapport critique et autonome avec le savoir scientifique;*
8° *la capacité de lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et de s'en inspirer pour son action d'enseignement;*
9° *la capacité d'agir comme pédagogue au sein de la classe et, dans une perspective collective, au sein de l'établissement scolaire, notamment:*
   — *à travers la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement comprenant des pratiques variées et différenciées, notamment numériques, et assurant la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves, de la créativité et de l'esprit d'initiative et de coopération dans le souci de l'intérêt général;*
   — *à travers la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, d'outils et de manuels dans la perspective du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire;*
   — *à travers la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation spécifiquement diagnostique et formative favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages;*
10° *la capacité de mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre;*
11° *le développement de capacités:*

— *relationnelles à l'égard des élèves et des étudiants, en ce compris leur entourage notamment familial, et à l'égard des collègues;*
— *de gestion de groupes en situation éducative et pédagogique;*

12° la capacité d'identifier ses besoins de formation individuelle et de participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pédagogique;

13° la capacité de développer des compétences personnelles liées aux exigences de la profession, notamment les exigences relatives à la gestion du groupe classe;

14° la capacité de s'insérer dans le système éducatif en y respectant les codes et fonctionnement notamment hiérarchiques;

15° la maîtrise de sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel.

Article 8. - § 1er. Le développement des compétences visées à l'article 7 se poursuit tout au long de la carrière professionnelle des enseignants et de manière renforcée à l'entrée dans le métier.

§ 2. La maîtrise des compétences décrites à l'article 7 du présent décret, atteinte au terme de la formation initiale, varie selon que le futur enseignant a suivi:

1° un cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 1, 2 ou 3 de 240 crédits tel que défini à l'article 5, § 1er du présent décret;

2° un cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 4 de 300 crédits tel que défini à l'article 5, § 2, du présent décret;

3° un cursus conduisant au grade de master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 de 60 crédits tel que défini aux articles 28 et suivants du présent décret;

4° un cursus conduisant au grade de master agrégé de l'enseignement section 4 de 60 crédits tel que défini aux articles 32 et suivants du présent décret.

Sans préjudice de la disposition visée à l'alinéa précédent, au terme de leur formation, les enseignants ont acquis la maîtrise des concepts et les compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maitrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des référentiels de compétences d'application dans les niveaux d'enseignement concernés.

Ils développent les capacités pour s'adapter à une évolution de ces référentiels.

2° dans le Chapitre III, l'article 16 suivant :

Article 16. - § 1er. La formation au niveau du 1er cycle pour la section 4 s'organise comme suit:

1° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Grec ancien et Latin comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en langues et lettres anciennes, orientation classique. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

2° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Langues modernes comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en langues et lettres modernes. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux orientations correspondants;

3° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Biologie comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences

biologiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

4° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Chimie comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences chimiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

5° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Education physique comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences de la motricité, orientation générale. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

6° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Français comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

7° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Géographie comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences géographiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

8° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Histoire comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en histoire. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

9° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Mathématiques comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences mathématiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

10° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Philosophie et citoyenneté comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en philosophie. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

11° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Physique comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences physiques. Les 150 crédits commun sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

12° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 : Sciences économiques comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences économiques, orientation générale ou au grade de bachelier en sciences économiques et de gestion. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants; [remplacé par D. 03-05-2019]*

13° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Sciences sociales comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sociologie et anthropologie ou bachelier en sciences humaines et sociales. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;*

14° *la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Arts plastiques visuels et de l'espace comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade*

de bachelier en arts plastiques visuels et de l'espace. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants;

15° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Musique comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en musique. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters, aux instruments et aux spécialités correspondants;

16° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Théâtre et art de la parole comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en théâtre et art de la parole. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants;

17° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Religion comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences religieuses. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants;

17° bis la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Morale comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en philosophie. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

18° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en Arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants ;

19° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Langues modernes traduction et interprétation comprend au moins 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en traduction et interprétation. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux orientations correspondants.

§ 2. Le programme des étudiants admis au 2ème cycle de la formation directe à l'enseignement pour la section 4 et qui ne sont pas détenteurs du grade académique de bachelier en Enseignement section 4 correspondant comprend les 120 crédits de formation du master en enseignement section 4, complétés par les crédits de la formation constituant le 1er cycle du cursus en enseignement section 4 qu'ils n'ont pas acquis.

§ 3. Sans préjudice de l'article 111, § 1er, 3°, du décret Paysage, les crédits relatifs à une option pédagogique, suivis durant un premier cycle d'étude, ne pourront être valorisés pour l'accès aux études de deuxième cycle conduisant au master en enseignement section 4 que s'ils ont été organisés dans les conditions définies aux articles 23 à 26 du présent décret et conformément à l'article 15, § 4. »

01. 28.2 / OBJECTIFS

Le présent article précise certaines dispositions abrogatoires.

01. 28.3 / REMARQUES

/

01.29 / ARTICLE 29 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

01. 29.1 / DISPOSITIONS ABROGATOIRE

La disposition en projet suggère d'abroger dans le Titre III du décret, Chapitre Ier, l'article 33 suivant :

« Le développement des compétences visées à l'article 32 se poursuit tout au long de la carrière professionnelle des enseignants et de manière renforcée à l'entrée dans le métier.

Au terme de leur formation, les enseignants ont acquis la maîtrise des concepts et les compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maîtrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des référentiels de compétences d'application dans les niveaux d'enseignement concernés.

Ils sont aussi préparés à s'adapter à une évolution des différents textes cités à l'alinéa précédent du présent article. »

01. 29.2 / OBJECTIFS

Le présent article précise certaines dispositions abrogatoires.

01. 29.3 / REMARQUES

/

01.30 / ARTICLE 30 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

01. 30.1 / DISPOSITION FINALE

Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2021-2022.

01. 30.2 / OBJECTIFS

Le présent article précise le début d'entrée en vigueur du décret.

01. 30.3 / REMARQUES

/

02. AUTRES REMARQUES RELATIVES AUX DISPOSITIONS DE CET AVANT-PROJET DE DÉCRET

L'ARES remarque que certaines dispositions du décret FIE n'ont pas été modifiées, alors que celles-ci devraient prendre en compte les changements initiés par le dispositif en projet. L'ARES suggère alors les modifications suivantes :

- À l'article 2 du décret FIE, il conviendrait d'abroger la définition d'« *options* », au littera 15° ;
- À l'article 18, § 1er, alinéas 3 et 4, il conviendrait de préciser, pour la section 4, l'exception visant à organiser les stages uniquement sur le deuxième cycle ;
- À l'article 29,
  - au § 1er, alinéa 1er, les mots « *le master de spécialisation en enseignement est organisé* » devraient être remplacés par *« les masters de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou sections 2 et 3 sont organisés* » ;
  - au 1er littera de ce même alinéa, les mots « *au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage* » devraient être abrogés, ce qui permet notamment, à la condition d'ajouter la définition « *établissement référent* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage ;
- À l'article 33, il conviendrait de remplacer les mots « *visées à l'article 32* » par les mots *« visées à l'article 4bis* »
- À l'article 37, il conviendrait de remplacer les mots « *définis à l'article 32* » par « *visés à l'article 4bis* ».
- À l'article 57 du décret FIE, relatif au financement compensatoire des hautes écoles dans l'organisation du bachelier en enseignement section 1, 2 et 3, il conviendrait de prendre en compte le changement de la répartition des crédits entre opérateurs de formation.

  En effet, auparavant, les hautes écoles référentes pour le bachelier en enseignement section 1, 2 et 3 recevaient un financement compensatoire à hauteur de 17%.

  Cependant, la répartition a changé et le financement compensatoire devrait être calculé à concurrence de la part de l'établissement non-référent, qui est d'au moins 20 crédits, dans la répartition des crédits du cursus.

  De plus, il conviendrait de prévoir une disposition particulière pour les disciplines artistiques pour lesquelles les écoles supérieures des arts sont référentes et pour lesquelles la répartition est d'au moins 190 crédits dispensés par l'établissement référent et au maximum de 50 crédits dispensés par le non-référent sur l'ensemble du cursus (bachelier et master en enseignement section 3).
- À l'article 59, relatif au financement du master en enseignement section 1, 2 et 3, il conviendrait de prendre en compte le changement de la répartition des crédits entre opérateurs de formation.

  En effet, auparavant, l'établissement référent et le non-référent dispensaient chacun 30 crédits de la formation.

  Cependant, étant donné les modifications de répartition en bachelier, l'établissement référent dispense au moins 20 crédits et l'établissement non-référent, au maximum 40 crédits. Le financement devrait donc être calculé à concurrence de la part de l'établissement référent et de celle de l'établissement non-référent dans la répartition des crédits du cursus.

  De plus, il conviendrait de prévoir une disposition particulière pour les disciplines artistiques pour lesquelles les écoles supérieures des arts sont référentes et pour lesquelles la répartition est d'au

moins 190 crédits dispensés par l'établissement référent et au maximum de 50 crédits dispensés par le non-référent sur l'ensemble du cursus (bachelier et master en enseignement section 3).

- À l'article 61, relatif au financement du master agrégé en enseignement section 4, il conviendrait de prendre en compte le changement dans la répartition des crédits entre opérateurs de formation.

  En effet, auparavant, l'établissement référent dispensait 50 crédits et le non-référent, 10 crédits.

  Cependant, la répartition a changé et l'établissement référent dispense au moins 30 crédits, tandis que le non-référent dispense au moins 20 crédits. Le financement devrait donc être calculé à concurrence de la part de l'établissement référent et de celle de l'établissement non-référent dans la répartition des crédits du cursus.
- À l'article 97, alinéa 1er, il conviendrait de remplacer les mots « *sections 1, 2, 3 et 4* » par les mots « *sections 1, 2 et 3* », étant donné qu'il n'existe plus de premier cycle pour la formation direction à l'enseignement section 4.

De plus, l'ARES propose d'ajouter les dispositions modificatives suivantes :

- Au § 5, alinéa 1er, dernier tiret, de l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel que modifié par l'article 68, 2°, du décret FIE, il conviendrait de remplacer les mots « *de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3* » par « *inscrits dans une formation menant au grade de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou au grade de master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3* ».
- À l'article 73 du décret Paysage, tel que modifié par l'article 89 du décret FIE,
  - il conviendrait de modifier le deuxième paragraphe comme suit : « *§ 2. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, à l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en enseignement section 1, 2 ou 3, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou au grade académique de master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3 tels que définis aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants*».
  - il conviendrait de modifier le troisième paragraphe comme suit : « *§3. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, à l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou par un grade académique de master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants tels que définis aux articles 50 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants* ».
- à l'article 115, § 1er, alinéa 1er, du décret Paysage, tel que modifié par l'article 92 du décret FIE, il conviendrait de modifier le 4° comme suit : « *4° un grade académique de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou un grade académique de master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3, tels que définis aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants* ».

03. AUTRES COMMENTAIRES RELATIFS AU DÉCRET DU 7 FÉVRIER 2019 DÉFINISSANT LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS

03.1 / MODIFICATIONS D'ARTICLES DU DÉCRET FIE

L'ARES suggère plusieurs changements techniques dans le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, permettant de corriger des erreurs ou de clarifier le texte.

» Article 2 du décret FIE

Afin de faciliter la compréhension du lecteur et d'éviter un grand nombre de renvois internes, il est proposé de modifier l'article 2 comme suit :

« *Article 2. - Pour l'application du présent décret on entend par :*

1° *ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur telle que visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 précité ;*

2° *COCOFIE : la Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit, telle que visée à l'article 21 du présent décret ;*

3° *Compétence: la compétence telle que définie par l'article 15, §1er, al. 1er, 20°, du décret du 7 novembre 2013 précité ;*

4° *Composante disciplinaire : la composante disciplinaire telle que visée à l'article 16, § 3, 1°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;*

5° *Composante pédagogique: la composante pédagogique telle que visée à l'article 16, § 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 précité ;*

6° *Codiplômation : le partenariat tel que défini à l'article 15, § 1er, al. 1er, 18°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;*

7° *Décret ESAHR : le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;*

8° *Décret Paysage : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;*

9° *Décret Missions : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;*

10° *Décret Titres et fonctions : le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;*

11° *ESAHR : enseignement secondaire artistique à horaire réduit au sens du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;*

12° *Établissement référent : établissement tel que défini à l'article 15, § 1er, al. 1er, 33° du décret Paysage ;*

13° *Formation directe à l'enseignement : une formation qui associe, au sein d'un même cursus, la formation disciplinaire et la formation pédagogique ;*

14° *Formation différée à l'enseignement : une formation pédagogique qui se déroule après une formation disciplinaire ;*

15° *Horaire adapté : horaire se situant en dehors du temps de travail des étudiants à une formation organisée par l'enseignement supérieur ;*

16° *Master de spécialisation : le master de spécialisation tel que défini à l'article 15, §1er, al. 1er, 47°, du décret Paysage ;*

17° *Opérateur de formation : établissement participant à l'organisation de la formation initiale des enseignants. Il existe trois types d'opérateurs: les Hautes Écoles, les Écoles supérieures des Arts, les Universités ;*

18° *Section : la distinction opérée parmi les cursus de formation initiale directe des enseignants en fonction des niveaux d'enseignement auxquels préparent ces cursus ;*

19° *Situation professionnelle : des mises en situation et études de cas, la conception, la conduite et l'évaluation de séquences d'apprentissage, leur planification sur des durées variées et de plus en plus longues ;*

20° *Spécificité : la spécificité telle que définie à l'article 2, § 1er, 6°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.*

21° *Travail intégré : travail qui a un caractère global et qui a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous forme de synthèse, les capacités couvertes par les différents axes de formation* » .

» Article 3 du décret FIE

Le premier alinéa du deuxième paragraphe devrait être modifié, afin d'ôter toute ambiguïté, comme suit :

« *Elle prépare les étudiants à enseigner dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire ordinaire et spécialisé, de plein exercice, l'enseignement secondaire de promotion sociale, l'ESAHR et l'enseignement secondaire en alternance.* »

De plus, étant donné qu'il est préférable que les termes « *formation directe* » et « *formation différée* » soient définis à l'article 2, pour plus de cohérence, il est suggéré d'abroger les deux derniers aliénas du troisième paragraphe.

» Article 4 du décret FIE

Il conviendrait de corriger le renvoi au décret relatif à la féminisation des noms de métier, en remplaçant les mots « *21 juin 1991* » par « *21 juin 1993* ».

» Article 5 du décret FIE

Au § 1er, alinéa 1er, il est suggéré d'abroger les mots « *Par dérogation à l'article 70, § 3, du décret Paysage* ». En effet, il n'y a pas de dérogation, car la disposition prévoit que des études de master préexistantes au décret Paysage peuvent ne comporter que 60 crédits.

» Article 6 du décret FIE

L'ARES souhaite attirer l'attention sur le fait que le gouvernement devra veiller à modifier certains éléments du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. Cela permettra l'embauche des futurs enseignants, titulaires de grades visés par le décret FIE.

» Article 10 du décret FIE

Au § 3, 2°, il conviendrait de revoir la formulation. En effet, la disposition actuelle laisse entendre que tout titulaire du diplôme de master en enseignement section 3, peu importe les disciplines visées par son cursus, pourrait enseigner dans l'ESAHR. Afin d'éviter cette méprise, qui n'est certainement pas l'intention du Gouvernement, l'ARES suggère de modifier le § 3 comme suit :

« § 3. La section 3 forme des futurs enseignants destinés à enseigner en cinquième et sixièmes années de l'enseignement primaire et en première, deuxième et troisième années de l'enseignement secondaire, une discipline ou famille de disciplines apparentées telle que visée à l'article 11 parmi les familles de disciplines proposées par l'établissement.

La section 3 relative aux appariements visés au 11° et 12° de l'article 11 forme également des futurs enseignants destinés à enseigner, dans l'ESAHR, les disciplines constitutives des fonctions définies par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française» .

» Article 18 du décret FIE

Au dernier alinéa du § 1er, l'ARES suggère de remplacer les mots « *disciplines artistiques* » par « *disciplines visées à l'article 13, alinéa 1er, 14° à 16° et 18°* » afin d'éviter toute ambiguïté pour le lecteur.

» Article 23 du décret FIE

Au § 1er, alinéa1er, 1°, les mots « *au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage* » devraient être abrogés, ce qui permet notamment, à la condition d'ajouter la définition « *établissement référent* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage.

» Article 38 du décret FIE

Il conviendrait de définir « *travail intégré* » à l'article 2 (cf. point 03.1) et d'abroger, dès lors, la dernière phrase de cet article.

De plus, étant donné que ce travail intégré porte sur 10 crédits, il conviendrait de préciser qu'il s'agit d'une dérogation à l'article 126, § 1er, alinéa 1er du décret Paysage. En effet, cette disposition prévoit que « *tout programme d'études menant à un grade académique de deuxième cycle et de premier cycle pour les études de type court comprend un mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études valorisé pour 15 à 30 crédits* ».

» Article 40 du décret FIE

Les termes « *une alternance intégrative* » peuvent être remplacés par les mots « *des aller-retour entre théorie et pratique* » de sorte que la dernière phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 1er peut être omise.

» Article 44 du décret FIE

Au deuxième paragraphe, dernier alinéa, il conviendrait de remplacer les mots « *à l'article 11, 11° et 12°* » par les mots « *à l'article 13, 14° à 16° et 18°* ».

De plus, au troisième paragraphe, il conviendrait de préciser quelle forme d'établissement codiplôme avec les hautes écoles, qui sont l'établissement référent.

» Article 46 du décret FIE

Au premier alinéa ainsi que dans l'intitulé du titre IV, les mots « *d'enseignants* » sont remplacés par « *des enseignants* ».

» Article 47 du décret FIE

Au premier alinéa les mots « *tel que défini à l'article 15, § 1er, 46° du décret Paysage* » devraient être abrogés, ce qui permet notamment, à la condition d'ajouter la définition de « *master de spécialisation* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage.

» Article 49 du décret FIE

Au premier alinéa il conviendrait de remplacer les mots « *ayant une catégorie pédagogique* » sont remplacés par « *disposant d'une habilitation dans le domaine 10bis* ». En effet, la notion de catégorie a été abrogée dans le décret du 21 février fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

De plus, au second alinéa il serait utile de définir la « *notoriété scientifique* ».

En outre, étant donné l'absence de plus-value légale, il est suggéré de supprimer le dernier alinéa.

» Article 50 du décret FIE

Au premier paragraphe, les mots « *tel que défini à l'article 15, § 1er, 46° du décret Paysage* » devraient être abrogés, ce qui permet notamment, à la condition d'ajouter la définition de « *master de spécialisation* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage.

Le premier alinéa du second paragraphe pourrait être remplacé par « *Le master de spécialisation en formation d'enseignants poursuit comme objectif particulier de former les étudiants aux compétences suivantes* ». En effet, cet alinéa ne porte aucunement préjudice à l'article 3 du décret Paysage.

L'ARES suggère, par ailleurs, de reformuler le 2° du même alinéa comme suit : « *la connaissance et la compréhension des lieux de formation au sein desquels les étudiants diplômés devront exercer* ». Cela permet de supprimer le pronom personnel « *on* », dont l'antécédent n'est pas connu.

Au 7° de ce même alinéa la dernière phrase est abrogée afin de créer un second alinéa au § 1er, qui serait libellé comme suit : « *L'ensemble de ces objectifs s'inscrit dans le cadre d'une distanciation épistémologique et d'une vision systémique* ». En effet, cette phrase concerne tous les objectifs listés à l'alinéa 1er et pas uniquement celui visé au 7°.

» Article 52 du décret FIE

Au § 1er, 2°, les mots « *au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage* » devraient être abrogés, ce qui permet notamment, à la condition d'ajouter la définition « *établissement référent* » à l'article 2 du décret FIE (cf. point 03.1), de diminuer le nombre de renvois au décret Paysage.

» Article 55 du décret FIE

Dans le cas où le contenu de cette disposition est intégré aux modifications du décret Fonctions et Titres (cf. point 01.25), il conviendrait d'abroger cet article. Cela permettrait aux hautes écoles d'avoir toutes les informations relatives aux titres requis des enseignants praticiens dans l'annexe 2 du décret Fonctions et Titres.

» Article 56 du décret FIE

Étant donné que la plus-value légale est absente, il conviendrait d'abroger le premier alinéa de cet article.

Afin de ne pas créer d'ambiguïté légistique, l'alinéa 3 devrait être modifié comme suit : « La formation visée à l'alinéa précédent comprend 10 crédits valorisables dans le cursus de master *de spécialisation en formation d'enseignants. Elle est sanctionnée par un certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation* ».

Ce certificat n'étant pas financé via des subventions de la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais par les établissements d'enseignement supérieur et/ou les participants, il n'est pas opportun qu'un décret en définisse les conditions d'accès. Il conviendrait dès lors d'abroger le quatrième alinéa.

Dans le but d'éviter de créer une confusion, au dernier alinéa, les mots « *pour leur participation à la formation initiale des enseignants* » devraient être remplacés par « *titulaire du certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation pour l'accueil d'étudiants en situation professionnelle* ». En effet, la volonté du législateur est de rémunérer le maître de stage pour l'accueil d'étudiants et non pour avoir suivi une formation initiale.

» Article 75 du décret FIE

Il conviendrait de préciser si les titulaires d'un bachelier en formation musicale sont concernés.

De plus, il est demandé de prévoir un financement particulier pour l'organisation de ce cursus.

» Article 77 du décret FIE

Étant donné que le décret FIE ne parle plus de « maître de formation pratique », il conviendrait, au § 2, de remplacer les mots « Les *maîtres de formation pratique* » par *« les enseignants praticiens* ».

» Article 86 du décret FIE

Il conviendrait d'abroger cet article, car il modifie les missions de l'ARES sans avoir recueilli une majorité des deux tiers au Parlement requise par l'article 17 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

03.2 / DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET MODIFICATIVES

» **Article 9 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études**

Il apparait que cet article, tel que modifié par l'article 71 du décret FIE, concerne l'ensemble des codiplômations de l'enseignement supérieur. Vu sa portée, il devrait être examiné dans une réforme du décret Paysage et non dans une réforme de la formation initiale des enseignants.

De plus, étant donné son champ d'application, il conviendrait de le modifier comme suit : « *Pour le calcul du financement des établissements partenaires d'un programme d'étude en codiplômation ou en coorganisation, le financement découlant de l'inscription régulière d'un étudiant au programme d'étude conjoint peut être réparti entre les établissements partenaires selon les modalités prévues dans la convention qui organise l'organisation du programme conjoint.* ».

- **Décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents**

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger un décret, tout en le laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 78 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***Article X.*** *- Le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents est abrogé au terme de l'année académique 2024-2025, en vue de permettre aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2021-2022, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire ou de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, selon les modalités prévues à l'article 72 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.*

Dans l'annexe 1 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, la ligne « L. Agrégation de l'enseignement secondaire inférieur en musique » et, dans l'annexe 2 du même décret, la ligne « Agrégation de l'enseignement secondaire inférieur » sont abrogées au terme de l'année académique 2024-2025, en vue de permettre aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2021-2022, dans le cursus d'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur en musique, selon les modalités prévues à l'article 72 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ».

- **Décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur**

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger un décret, tout en le laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 79 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***Article X.*** *- Le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur est abrogé au terme de l'année académique 2026-2027, en vue de permettre :*

1° *aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2024-2025, dans le cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur organisé selon les modalités définies par le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique de terminer ce cursus, selon les modalités prévues à l'article 73 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;*

2° *aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2024-2025, dans un cursus de deuxième cycle à finalité didactique organisé selon les modalités définies à l'article 70, § 2, du décret Paysage, de terminer ce cursus, selon les modalités prévues à l'article 74 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants* ».

» **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Écoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Etant donné qu'il n'est pas possible d'abroger un arrêté, tout en le laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 82 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***Article X.*** *- L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Écoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé au terme de l'année académique 2026-2027, en vue de permettre*

1° *aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans le cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur organisé selon les modalités définies par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique de terminer ce cursus, selon les modalités prévues à l'article 73 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;*

2° *aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans un cursus de deuxième cycle à finalité didactique organisé selon les modalités définies à l'article 70, § 2, du décret Paysage, de terminer ce cursus, selon les modalités prévues à l'article 74 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants* ».

» **Décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique**

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger des articles d'un décret, tout en les laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 84 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***Article X.*** *- Dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, les articles 11, 14, § 5, 19, § 5, et 23 sont abrogés au terme de l'année académique 2026-2027, en vue de permettre aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2024-2025, dans le cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, dans le domaine de la musique, dans le domaine du théâtre et des arts de la parole ou dans le domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, selon les modalités définies par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique aux articles 11, 14, § 5, 19, § 5, et 23, selon les modalités prévues à l'article 73 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants* ».

» **Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études**

Il s'avère que la modification de l'article 82, §3, alinéa 6, du décret Paysage, par le décret du 3 mai 2019, dit « Fourre-tout III », amène des confusions. Il est alors suggéré d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

*« **Article X.** – L'article 82, § 3, alinéa 6, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est remplacé par « Pour les besoins de l'application de l'alinéa 2 aux programmes de codiplômation mis en œuvre en application du décret du 7*

février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, pour proposer un programme en codiplômation, chaque type d'opérateur de formation en Fédération Wallonie-Bruxelles devra prendre en charge, dans le cadre de la convention, au moins 15% des activités d'apprentissage du cycle d'étude concerné ». »

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger des articles d'un décret, tout en les laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 85 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***Article X.*** *– L'article 15, § 1er, alinéa 1er, 5° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est abrogé au terme de l'année académique 2026-2027* ».

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger des articles d'un décret tout en les laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 87 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***X.*** *- Dans l'article 66, § 1er, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, la phrase « En particulier, les études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) sont accessibles aux porteurs du grade académique de master et valorisées pour 30 crédits de niveau 7 » est abrogée au terme de l'année académique 2026-2027* ».

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger des articles d'un décret tout en les laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 88 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« Article X. *- Dans l'article 70, § 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le 1° est abrogé au terme de l'année académique 2026-2027, en vue de permettre aux étudiants inscrits, avant l'année académique 2024-2025, dans un cursus de deuxième cycle à finalité didactique organisé selon les modalités définies à l'article 70, §2, du décret Paysage, de terminer ce cursus, selon les modalités prévues à l'article 74 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ».*

Étant donné qu'il n'est pas possible d'abroger des articles d'un décret tout en les laissant d'application pour certains étudiants, il est suggéré d'abroger l'article 91 du décret FIE et d'ajouter un article au dispositif en projet, libellé comme suit :

« ***Article X.*** *- L'article 113 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est abrogé au terme de l'année académique 2026-2027* ».

- **Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française**

Dans son article 94, le décret FIE complétait, dans le décret titres et fonctions, l'article 17, §3, d'un quatrième paragraphe. Cependant, cet article disposait déjà d'un §4. Il est donc suggéré d'ajouter, au dispositif en projet, un article libellé comme suit :

« ***Article X. –*** *Dans le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, à l'article 17, le « § » 4 est remplacé par un « § 3bis ».* »

___

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2021-8 DU 12 MAI 2021

Projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 23 avril 2021 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur un projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée sur base de l'article 21, alinéa 1er, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, sur demande de celui-ci, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant que la demande d'avis est adressée sous le bénéfice de l'urgence ;

Considérant que, sur base de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret du 7 novembre 2013 précité, qui prévoit que, pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts ;

Considérant que l'urgence est justifiée par le fait que le projet de décret doit être d'application dès la prochaine rentrée académique 2021-2022 ;

Considérant qu'en raison de cette procédure d'urgence, qui aurait pu être évitée, le Conseil d'administration de l'ARES n'a matériellement pas le temps d'instruire un dossier de cette importance dans des conditions satisfaisantes et que, en conséquence, toutes les dispositions en projet ne peuvent être analysées comme il se devrait alors que des questions subsistent, dont certaines laissent présager des difficultés lors de la mise en œuvre du présent projet de décret ainsi que de potentielles insécurités juridiques ;

Considérant qu'en application de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret précité, c'est au Bureau exécutif de l'ARES d'assurer le suivi de cet avis en urgence ;

Considérant l'avis de l'ARES n°2020-11 donné sur demande du Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 précité ;

Considérant les remarques et observations des Chambres thématiques ;

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

Le Bureau exécutif de l'ARES formule à l'endroit du projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires, l'avis suivant :

AVIS

Moyennant la prise en compte des observations et des propositions qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable,** sauf sur les dispositions relatives au FNRS (02.9) et au financement des universités (02.10), à l'endroit du projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2

01. REMARQUE LIMINAIRE 3

02. ANALYSE DU PROJET DE DÉCRET 4

02.1 / Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 – enseignement supérieur artistique 4

02. 1.1 / Article 1er du projet de décret : article 5 du décret : 4
02. 1.2 / Article 2 du projet de décret : article 17 du décret : 5
02. 1.3 / Article 3 du projet de décret : article 57 du décret : 6
02. 1.4 / Article 4 du projet de décret : titre IV et article 60*octies* nouveaux : 8
02. 1.5 / Article 5 du projet de décret : article 466*ter* nouveau : 9
02. 1.6 / Article 6 du projet de décret : article 471*ter* nouveau : 10

02.2 / Disposition modifiant le décret du 18 juillet 2008 – bacheliers sage-femme et infirmier responsable de soins généraux 11

02. 2.1 / Article 7 du projet de décret : article 20 du décret : 11

02.3 / Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 - Paysage 12

02. 3.1 / Article 8 du projet de décret : article 13 du décret : 12
02. 3.2 / Article 9 du projet de décret : article 15 du décret : 14
02. 3.3 / Article 10 du projet de décret : article 67 du décret : 15
02. 3.4 / Article 11 du projet de décret : article 69 du décret : 16
02. 3.5 / Article 12 du projet de décret : article 79 du décret : 17
02. 3.6 / Article 13 du projet de décret : article 101 du décret : 18
02. 3.7 / Article 14 du projet de décret : article 149 du décret : 19
02. 3.8 / Articles 15 à 21 du projet de décret : annexes II, III.1, III.2, III.4 et VI du décret 20

02.4 / Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 – financement 21

02. 4.1 / Article 22 du projet de décret : article 8/1 nouveau : 21

02.5 / Disposition modifiant le décret du 21 février 2019 – organisation des hautes écoles 25

02. 5.1 / Article 23 du projet de décret : article 8/1 nouveau : 25

02.6 / Disposition modifiant la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement 26

02. 6.1 / Article 24 du projet de décret : article 58 du décret : 26

02.7 / Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 - enseignement de promotion sociale 27

02. 7.1 / Article 25 du projet de décret : article 5 du décret : 27
02. 7.2 / Article 26 du projet de décret : article 27 du décret : 27
02. 7.3 / Article 27 du projet de décret : article 83 du décret : 28
02. 7.4 / Article 28 du projet de décret : article 90 du décret : 29
02. 7.5 / Article 29 du projet de décret : article 116 du décret : 30
02. 7.6 / Article 30 du projet de décret : article 123*ter* du décret : 30
02. 7.7 / Article 31 du projet de décret : article 123*quater* du décret : 31
02. 7.8 / Article 32 du projet de décret : article 136 du décret : 33
02. 7.9 / Article 33 du projet de décret : article 137*sexies* du décret: 34

02. 7.10 / Article 34 du projet de décret : article 138 du décret :....34
02.8 / Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2016 - inclusion en promotion sociale.... 35
02. 8.1 / Article 35 du projet de décret : article 7 du décret :....35
02. 8.2 / Articles 36 et 37 du projet de décret : articles 11 et 12 du décret :....36
02.9 / Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2013 – Financement de la REcherche par le F.N.R.S.... 37
02. 9.1 / Article 38 du projet de décret : article 6 du décret :....37
02. 9.2 / Article 39 du projet de décret : article 13 du décret :....41
02. 9.3 / Article 40 du projet de décret : article 14 du décret :....42
02. 9.4 / Article 41 du projet de décret : article 17 du décret :....43
02. 9.5 / Article 42 du projet de décret : article 18 du décret :....44
02.10 / Dispositions modifiant le décret du 30 janvier 2014 – financement de la recherche dans les universités 45
02. 10.1 / Article 43 du projet de décret : article 10 du décret :....45
02. 10.2 / Article 44 du projet de décret : article 14 du décret :....46
02.11 / Disposition modifiant le décret du 19 juillet 2017 – hopitaux universitaires.... 47
02. 11.1 / Article 45 du projet de décret : article 18 du décret :....47
02.12 / Disposition modifiant le décret du 5 juin 2008 – Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias 48
02. 12.1 / Article 46 du projet de décret : article 23 du décret :....48
02.13 / Dispositions autonomes 49
02. 13.1 / Article 47 du projet de décret : article 106 du décret Paysage : 49
02. 13.2 / Article 48 du projet de décret : prolongation des stages et évaluations des étudiants....49
02.14 / Entrées en vigueur 51
03. MODIFICATIONS RESTANTES À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR 52
03.1 / Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale 52
03.2 / Décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur 52
03.3 / Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études 53
03. 3.1 / Article 12 du décret : changement de dénomination....53
03. 3.2 / Articles 15, 37 et 89 du décret [combinés] : Habilitation à organiser un master de spécialisation....54
03. 3.3 / Article 27 du décret : dotation de l'ARES pour 2020....54
03. 3.4 / Article 39, alinéa 3 du décret : suppléance des membres d'une Chambre thématique....56
03. 3.5 / Article 42 du décret : durée des commissions créées par le CA et les Chambres de l'ARES 57
03. 3.6 / Articles 73 et 112 du décret [combinés] : accès aux masters de spécialisation....57
03. 3.7 / Article 77 du décret : note absorbante 58
03. 3.8 / Article 79 du décret : épreuves de fin de quadrimestre....59
03. 3.9 / Article 84 du décret : minimum de 60 crédits pour conférer un grade 60
03. 3.10 / Article 96 du décret: notification par voie électronique et capacité d'accueil en Ecole supérieure des arts....60
03. 3.11 / Article 102, § 1er, al. 2 nouveau : carte d'étudiant 62
03. 3.12 / Article 107, al. 6 et 7 du décret : jeunes talents 64
03. 3.13 / Article 111, § 3 du décret : toilettage légistique....64

01. REMARQUE LIMINAIRE

L'ARES remarque que **le projet de décret ne comporte pas un certain nombre de modifications décrétales qu'il convient d'apporter** à l'arsenal décrétal actuellement en vigueur (voy. *infra*, point 03 *« Modifications restantes à apporter à la législation en vigueur »*).

02. ANALYSE DU PROJET DE DÉCRET

02.1 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2001[1] – ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE

02. 1.1 / ARTICLE 1ER DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 5 DU DÉCRET :

02. 1.1.1 / Modifications :

» L'article 5 du décret du 20 décembre 2001 est actuellement libellé comme suit :
« Le projet pédagogique et artistique doit préciser l'ensemble des moyens mis en oeuvre et des choix opérés pour rencontrer les missions de l'enseignement supérieur artistique telles que définies à l'article 3 du décret.
Il est élaboré par le Conseil de gestion pédagogique de l'École supérieure des Arts ».

» Il est proposé d'insérer un alinéa nouveau entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa, libellé comme suit :
« Les Pouvoirs organisateurs subventionnés participent à la négociation visée au Livre 1er, Titre 6, Chapitre 5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire par l'intermédiaire des fédérations de Pouvoirs organisateurs auxquelles ils sont affiliés. Les écoles relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française y sont représentées par le Pouvoir Organisateur Wallonie – Bruxelles – Enseignement, mis en place par le décret spécial du 7 février 2019 ».

02. 1.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise qu'*« à la suite de l'abrogation totale de l'article 5 de la loi du 29 mai 1959[2] par l'article 3, 2°, du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun et en l'absence d'une référence à la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs prévue par l'article1.6.5-6 dudit Code, **il n'existe à l'heure actuelle plus aucune obligation de concertation ou de négociation avec les pouvoirs organisateurs ou leurs fédérations pour ce qui concerne les Écoles supérieures d'Arts**. Cet article vise dès lors à rétablir une telle obligation, en faisant d'ailleurs correspondre le cadre décrétal à la pratique, à savoir la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs, telle qu'elle est organisée par le Livre 1er, titre 6, Chapitre 5, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».*

» Le commentaire précise également que la disposition *« s'inspire de ce qui a été prévu pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement artistique à horaire réduit par les articles 12 et 13*

[1] Décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), *M.B.*, 10 juillet 2002.
[2] Avant abrogation, l'article 5 était libellé comme suit : *« Les réformes fondamentales de l'enseignement font l'objet d'une concertation préalable entre le Gouvernement et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement.*
Par réforme fondamentale, il faut entendre une modification dans l'orientation générale ou la durée des études et dans les conditions d'admission et de passage des élèves.
En ce qui concerne l'enseignement supérieur non universitaire, la concertation prévue à l'alinéa 1er est exercée directement par les pouvoirs organisateurs ».

du décret du 3 mai 2019 précité » et qu'elle *« corrige la même erreur pour les Écoles supérieures d'Arts que celle qui est corrigée par l'article 2[3] pour les Hautes Écoles ».*

02. 1.1.3 / Avis de l'ARES :

» D'un point de vue légistique, la modification entend, de manière assez surprenante, insérer un alinéa nouveau au cœur d'un article traitant, dans le décret du 20 décembre 2001, de la définition du projet pédagogique et artistique. S'il l'on compare avec la modification envisagée dans le cadre de l'article 23 du texte en projet, le choix d'insérer un article 8/1 nouveau dans le décret du 21 février fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles, est bien plus pertinent.

Dans la même logique, il serait plus adéquat d'insérer la disposition au sein d'un nouvel article 13bis au sein du TITRE II. « Gestion de l'École supérieure des Arts », CHAPITRE Ier. – « Dispositions générales ».

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02. 1.2 / ARTICLE 2 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 17 DU DÉCRET :

02. 1.2.1 / Modifications :

» L'article 17, alinea 1er et 2 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Le Conseil de gestion pédagogique est composé :

1° du directeur, du ou des directeur(s) adjoint(s) et du ou des directeur(s) de domaine;

2° de représentants des professeurs, professeurs-assistants et des accompagnateurs à raison d'au moins un cinquième et d'au plus un tiers des membres du Conseil de gestion pédagogique;

3° d'un représentant des chargés de programmation, des chargés de travaux, des assistants ou des chargés d'enseignement par domaine. Dans les Écoles supérieures des Arts n'organisant qu'un domaine, le nombre de représentants est porté à 2;

4° d'un représentant des catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant;

5° de trois représentants syndicaux;

6° de représentants des étudiants à raison d'au moins un cinquième et d'au plus un tiers des membres du Conseil de gestion pédagogique.

Les membres visés à l'alinéa 1er, 2° et 6°, sont répartis paritairement en fonction du nombre de domaines organisés. Leur nombre est déterminé par le Pouvoir organisateur ».

» Il est proposé de remplacer l'alinéa 2 de l'article 17 par l'alinéa suivant :

« Les membres visés à l'alinéa 1er, 2° et 6°, sont répartis paritairement en fonction du nombre de domaines organisés. Si un domaine représente moins de 15% de la population étudiante totale de l'école, il est toutefois uniquement prévu un représentant des professeurs et un représentant étudiant pour le domaine considéré ».

02. 1.2.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que le but de la disposition est de prévoir une *« règle particulière concernant la composition du conseil de gestion pédagogique des Écoles supérieures des Arts afin de tenir compte de l'introduction du master en danse ».*
- Selon le commentaire des articles, *« l'application de la règle actuelle, qui prévoit une représentativité des membres visés à l'article 17, alinéa 1er, 2° et 6°, « en fonction des domaines », pourrait avoir pour effet une surreprésentativité du domaine de la danse, qui ne comporte qu'un seul master, par rapport aux autres domaines, lorsqu'il est prévu plusieurs représentants par domaine ».*
- La disposition en projet prévoit donc que pour les domaines qui représentent moins de 15% de la population totale de l'école, il y a un seul représentant des professeurs et un seul représentant des étudiants.

02. 1.2.3 / Avis de l'ARES :

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 1.3 / ARTICLE 3 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 57 DU DÉCRET :

02. 1.3.1 / Modifications :

- L'article 57, § 1er du décret est actuellement libellé comme suit :

  « § 1er. Chaque École supérieure des Arts est dirigée par un Directeur pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire.

  Une École supérieure des Arts qui compte plusieurs domaines se voit attribuer un emploi de Directeur de domaine, par domaine supplémentaire, pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

  En cas d'attribution d'une unité d'emploi supplémentaire en vertu de l'alinéa précédent, le Pouvoir organisateur peut, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, limiter la durée du mandat du Directeur de domaine à désigner dans cet emploi à la durée qui reste à courir du ou des mandats en cours de Directeur de domaine.

  Le Directeur de domaine est désigné par le Pouvoir organisateur, conformément à la procédure de recrutement applicable pour la désignation des directeurs des Écoles supérieures des Arts.

  Le Directeur de domaine dirige le domaine pour lequel il est désigné. Il agit sous l'autorité du Directeur de l'École supérieure des Arts.

  Une École supérieure des Arts qui n'organise qu'un domaine et qui compte au moins 500 étudiants finançables se voit octroyer un emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

  Une École supérieure des Arts qui n'organise qu'un domaine et qui compte au moins 800 étudiants finançables se voit octroyer un deuxième emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

  Par dérogation à l'alinéa 2, une École supérieure des Arts qui comptait plusieurs domaines et plus de 500 étudiants finançables avant l'année académique 2010-2011 est soumise à la disposition prévue à l'alinéa 6 pour autant que sa situation reste inchangée ».
- Il est proposé d'ajouter un alinéa 9 nouveau à l'article, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, une École supérieure des Arts qui comptait plus de 500 étudiants finançables et un seul domaine avant l'année académique 2020-2021 reste soumise à la disposition prévue à l'alinéa 6 ».

02. 1.3.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la disposition en projet *« autorise l'École supérieure des Arts codiplômante qui compte plus de 500 étudiants finançables et un seul domaine à conserver le mandat de directeur adjoint qui lui a été attribué au lieu d'un nouveau mandat de directeur de domaine. Eu égard au nombre minoritaire d'étudiants concernés par le master en danse, il s'agit de laisser le choix sur le type de mandat pour le bon fonctionnement de l'établissement ».*

02. 1.3.3 / Avis de l'ARES :

» Le commentaire pose question dans la mesure où il évoque le cas d'une École supérieure des arts *« codiplômante ».* S'agit-il de l'établissement référent au sens de l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 33° du décret Paysage ?

» Le commentaire semble également légèrement contradictoire avec le dispositif. En effet, d'un côté, le commentaire laisse supposer que l'établissement a le choix de conserver le mandat de directeur-adjoint attribué à l'établissement en raison du fait qu'elle comportait, avant l'année académique 2020-2021, plus de 500 étudiants finançables, mais un seul domaine ; de l'autre, la disposition en projet précise bien au contraire que l'établissement dans pareille situation reste soumis à la règle précitée, sans marge de manœuvre. Soit le commentaire, soit la disposition en projet mérite d'être clarifié. S'agit-il de laisser de la souplesse à l'établissement ou, au contraire, de lui interdire d'avoir un directeur de domaine en lieu et place du directeur-adjoint ? Telle que formulée, la disposition en projet semble impliquer l'interdiction.

Si le but de la disposition est de laisser une marge de manœuvre à l'établissement en empêchant un basculement automatique de l'alinéa 6 (un domaine, mais plus 500 étudiants) vers l'alinéa 2 (plus d'un domaine sans considération du nombre d'étudiants), il convient de réécrire la disposition en projet comme suit : *« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'une École supérieure des Arts qui comptait plus de 500 étudiants finançables et un seul domaine avant le début d'une année académique compte plus d'un domaine l'année académique suivante, elle a le choix d'affecter l'unité d'emploi concernée au maintien de la fonction de Directeur adjoint ou de la remplacer par une fonction de Directeur de domaine ».*

» **La Chambre des écoles supérieures des Arts** rappelle les **difficultés** qu'engendre l'application de l'article 57 du décret du 20 décembre 2001 et soutient qu'il conviendrait, dans une démarche plus globale, de revoir à plus ou moins brève échéance la disposition dans son entièreté afin de renforcer le nombre de directeur-adjoints et de directeurs de domaine au sein des Écoles supérieures des Arts, **compte tenu de la lourde charge administrative qui pèse sur celles-ci.**

» **L'ARES propose néanmoins d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 1.4 / ARTICLE 4 DU PROJET DE DÉCRET : TITRE IV ET ARTICLE 60*OCTIES* NOUVEAUX :

02. 1.4.1 / Modifications :

» La disposition en projet entend insérer un nouveau titre IV dans le décret, lequel ne contient qu'un article 60*octies* nouveau, libellé comme suit :

«Titre VI : Financement des projets artistiques

Article 60 octies. - §1er. Chaque année à partir de l'année 2021, le Gouvernement lance, dans le courant du mois de juin, à l'adresse des Écoles supérieures des Arts, un appel à projet visant à soutenir des projets artistiques de qualité, originaux et innovants, permettant aux étudiants d'être mis en situation professionnelle valorisante sur la base des moyens prévus au § 2.

Seuls sont éligibles les projets menés par les Écoles supérieures des Arts. Les réponses à l'appel à projet incluent : une description détaillée du projet, les objectifs visés, les qualités artistiques du projet et son caractère innovant, la méthodologie, le programme de travail et l'échéancier, les ressources humaines et matérielles, le budget prévisionnel.

Les réponses à l'appel à projet sont remises par les Écoles supérieures des Arts pour le 15 octobre au plus tard. Chaque École supérieure des Arts peut être partenaire de plusieurs projets, mais ne peut être porteuse que d'un seul projet. Les collaborations transdisciplinaires, entre domaines ou entre établissements sont encouragées.

Au plus tard pour le 15 décembre, un jury dont la composition est arrêtée par le Gouvernement s'accorde sur une proposition de répartition du financement visé au § 2, avec un maximum de 20.000 euros par projet, sur la base des critères pondérés suivants :

- *la qualité artistique du projet, dont l'originalité et les aspects novateurs, la dimension transdisciplinaire, la qualité des intervenants, la méthodologie et l'expérience valorisante de mise en situation professionnelle pour les étudiants qui prennent part au projet, à concurrence de 80% ;*
- *les aspects opérationnels et de mise en œuvre du projet, à concurrence de 10% ;*
- *la prise en compte de la dimension de genre dans le contenu et la mise en œuvre du projet, à concurrence de 10 %.*

Cette proposition est ensuite soumise à l'accord du Gouvernement.

§ 2. A partir de l'année 2022, un montant annuel minimal de 96.000 euros est alloué aux Écoles supérieures des Arts pour le financement de projets artistiques, originaux et innovants dans le cadre de l'appel à projet visé au paragraphe précédent.

§ 3. Le montant prévu au paragraphe 2 est adapté annuellement à l'évolution entre l'indice national des prix (IPC) à la consommation du mois de janvier de l'année concernée et l'indice national des prix à la consommation du mois de janvier de l'année 2022.

§ 4. Le jury visé au § 1er, désigné par le Gouvernement pour un mandat de 4 ans, renouvelable, est composé comme suit :

1° le Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement supérieur ou son délégué ;

2° un représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) ;

3° cinq experts de l'Administration générale de la Culture ;

4° un secrétaire, désigné par l'Administration, ayant une voix consultative.

Un suppléant est désigné pour chaque membre.

Le jury adopte son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement ».

02. 1.4.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que, *« dans le cadre de l'enseignement supérieur artistique, la concrétisation des projets permettant aux étudiants d'être mis en situation professionnelle est un élément clef de la formation. Qu'il s'agisse de représentation, de création, de vernissage, de projection, de projets transdisciplinaires, mais aussi de master class avec des artistes pédagogues étrangers, ces projets permettant d'imaginer et nourrir le monde de demain sont des expériences indispensables au parcours des étudiants des écoles supérieures des Arts (ESA). Au travers de l'action FiPA-ESA, l'idée est de financer des projets artistiques originaux, innovants et de qualité dans les écoles supérieures artistiques. Cette action annuelle sera ouverte à toutes les disciplines qui y sont enseignées et encouragera les démarches interdisciplinaires et entre établissements. Il s'agit de définir les objectifs de l'appel à projets, les conditions d'éligibilité des dossiers et le calendrier d'évaluation du jury ».*
- Le commentaire indique également que *« l'aide financière est dotée d'un montant minimal de 96.000€ à répartir entre les projets retenus par le jury et proposés au Gouvernement. Le budget prévisionnel comprend des frais de personnel, de matériel et de fonctionnement. Cette aide est accordée sous forme de subvention et fait l'objet d'un arrêté ».*

02. 1.4.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES suggère d'être plus précis s'agissant du *« représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) »* afin de bien préciser de qui il s'agit. *A priori*, il s'agirait d'un membre proposé par la Chambre des Écoles supérieures des Arts. Si tel est le cas, il conviendrait de préciser la disposition en ce sens.
- L'ARES suggère également de supprimer, au sein de l'article 60*octies*, § 1er, al. 4 en projet, les mots *« dont l'originalité et les aspects novateurs, la dimension transdisciplinaire, la qualité des intervenants, la méthodologie et l'expérience valorisante de mise en situation professionnelle pour les étudiants qui prennent part au projet, »* afin de laisser la marge de manœuvre requise lors de l'évaluation du critère *« qualité artistique du projet ».*

- **L'ARES salue la démarche et propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des remarques et propositions formulées.**

02. 1.5 / ARTICLE 5 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 466 *TER* NOUVEAU :

02. 1.5.1 / Modifications :

- La disposition en projet entend insérer un nouvel article 466ter dans le décret, libellé comme suit :

  « Art. 466ter.- Dans le domaine de la danse, pour l'année académique 2021-2022, le pouvoir organisateur peut procéder aux désignations temporaires à durée déterminée du personnel enseignant, par dérogation aux dispositions relatives au recrutement visées aux articles 98 à 148 et aux dispositions relatives aux titres de capacité visées aux articles 82 et 83.

  Ces désignations temporaires à durée déterminée peuvent être reconduites l'année académique suivante, si l'emploi est déclaré vacant conformément à l'article 100 ou si le membre du personnel enseignant satisfait aux dispositions relatives au recrutement visées aux articles 109, 110 et 111 ».

02. 1.5.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'autoriser les pouvoirs organisateurs des Écoles supérieures des Arts organisant le Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques **à procéder pour l'année académique 2021-2022, à des désignations à durée déterminée**, pour cette option, par dérogation aux exigences de titres fixées aux articles 82 et 83 du décret du 20 décembre 2001 et sans avoir déclaré ces emplois vacants.
- Selon le commentaire, il s'agit d'une **mesure dérogatoire**, autorisant le recrutement de membres du personnel n'ayant pas les titres requis et ne pouvant bénéficier, au stade actuel, des dispositions leur permettant la reconnaissance d'une notoriété.
- Il s'agit par ailleurs, de permettre au pouvoir organisateur de recruter ces enseignants par dérogation à la procédure classique de recrutement fixée par le décret, qui ne peut, pour des raisons de délai, leur être appliquée.

02. 1.5.3 / Avis de l'ARES :

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 1.6 / ARTICLE 6 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 471 *TER* NOUVEAU :

02. 1.6.1 / Modifications :

- La disposition en projet entend insérer un nouvel article 471*ter* dans le décret, libellé comme suit :
  *« Art. 471*ter.*- Pour les années académiques 2021-2022 à 2022-2023, par dérogation aux articles 52, 53 et 54, l'encadrement octroyé pour l'organisation du Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques est le suivant:*
  Pour l'année académique 2021-2022, le nombre d'unités d'emploi s'élève à 4 unités.
  Pour l'année académique 2022-2023, le nombre d'unités d'emploi s'élève à 7 unités.
  A partir de l'année académique 2023-2024 et par dérogation à l'article 54, § 2, la valeur de la partie historique pour le Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques est égale au nombre d'unités d'encadrement octroyé aux établissements codiplômants durant l'année académique 2027-2028 ».

02. 1.6.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but(s) de :
  - fixer pour les années académiques 2021-2022 et 2022-2023 l'encadrement octroyé aux Écoles supérieures des Arts codiplômantes ;
  - tenir compte du côté progressif de l'organisation de cet enseignement : en 2021-2022, seule la première année du master sera organisée ; en 2022-2023, les deux années du master seront organisées.

02. 1.6.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES note que l'indication de l'année 2027-2028 comme année de référence à la partie historique, en référence à l'année 2023-2024 et suivantes, pose question dans la formulation chronologique, et des

précisions devront être apportées par l'Administration sur son interprétation de l'article 54 du décret du 20 décembre 2001 à cet égard.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02.2 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 18 JUILLET 2008[3] – BACHELIERS SAGE-FEMME ET INFIRMIER RESPONSABLE DE SOINS GÉNÉRAUX

02. 2.1 / ARTICLE 7 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 20 DU DÉCRET :

02. 2.1.1 / Modifications :

» L'article 20 du décret du 18 juillet 2008 est actuellement libellé comme suit :

« Article 20. - Une convention dite de stage doit être conclue par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage; il a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation.

a) Les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement que de l'institution de stage ;

b) Le nombre d'étudiants admis en stage par service;

c) Les unités de formation concernées;

d) La durée et la répartition des stages dans le temps;

e) L'assurance en responsabilité civile;

f) L'encadrement des stages ».

» Il est proposé de remplacer l'article 20 par la disposition suivante :

« Article 20.- Une convention-cadre de stage est conclue par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage. Elle a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation. La convention-cadre de stage contient les éléments suivants :

1° Les parties à la convention ;

2° La période et les institutions et services concernés ;

3° Les engagements respectifs de l'institution d'accueil et de l'établissement ;

4° Les modalités relatives à l'encadrement pédagogique : rôle du référent dans l'institution d'accueil et rôle de l'enseignant référent ;

5° Les horaires ;

6° Les modalités relatives aux absences et aux retards ;

7° Les modalités relatives à l'évaluation

8° Les informations relatives aux assurances souscrites par l'établissement d'enseignement pour l'étudiant stagiaire et pour l'enseignant référent.

Le Gouvernement fixe le modèle de la convention-cadre visée à l'alinéa 1er ».

[3] Décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, *M.B.*, 10 septembre 2008.

02. 2.1.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles indique que la modification envisagée a pour buts :
  - de préciser le contenu de la convention de stage ;
  - permettre au Gouvernement de fixer un modèle de convention qui permettra d'harmoniser les pratiques pour donner une base juridique au modèle de convention-cadre qui a été établi par le Conseil d'administration de l'ARES en sa séance du 15 décembre 2020.

02. 2.1.3 / Avis de l'ARES :

- Lors de sa séance du 15 décembre 2020, le Conseil d'administration a réalisé et approuvé une nouvelle convention-cadre de stage portant sur l'ensemble des professions paramédicales organisées en Communauté française, à établir entre l'établissement d'enseignement supérieur et l'institution d'accueil. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de mesures visant à améliorer le fonctionnement des stages, suite au constat que certains étudiants se plaignent de détresse physique et psychologique en stage en raison d'une surcharge de travail, de l'augmentation de la cadence et de la polyvalence requise dans les établissements de soins.
- Afin de transcrire cette convention dans les textes réglementaires, le Conseil d'administration a sollicité la modification de l'article 20 du décret du 18 juillet 2008 ce qui permettra de rendre cette convention obligatoire et de garantir un cadre pédagogique optimal aux étudiantes et étudiants par le biais de dispositions davantage uniformisées. Le Conseil d'administration a également souligné qu'il serait souhaitable d'associer l'étudiante ou l'étudiant à la signature de la convention-cadre et d'élargir cette réflexion à l'ensemble des formations où des stages sont organisés.

  L'ARES suggère de modifier l'alinéa 2 de l'article en projet afin de rendre l'utilisation de la convention obligatoire et de préciser l'intervention de l'ARES, comme suit : *« Le Gouvernement fixe, sur avis de l'ARES, le modèle de la convention-cadre visée à l'alinéa 1er qu'il rend obligatoire ».*

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la modification proposée de l'alinéa 2 de la disposition.**

02.3 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013[4] - PAYSAGE

02. 3.1 / ARTICLE 8 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 13 DU DÉCRET :

02. 3.1.1 / Modifications :

- L'article en projet supprime, au sein de l'article 13 du décret du 7 novembre 2013 listant les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, les *littera* suivants :

  « […]

  8° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud à 1420 Braine-l'Alleud »

[4] Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, *M.B.*, 18 décembre 2013.

[…]

45° Cours industriels et commerciaux à 7190 Ecaussinnes ;

[…]

92° Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies ; ».

02. 3.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts de supprimer la mention de l'Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud, celui ayant cessé d'organiser des activités d'enseignement supérieur ainsi que celles relatives aux Cours industriels et commerciaux à Ecaussinnes et à l'Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies, en raison de la fusion de quatre établissements provinciaux de promotion sociale de la région du Centre en date du 1er janvier 2021.

02. 3.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES note qu'en date du 22 avril 2021, le Conseil d'Administration de WBE a marqué son accord pour le changement de nom de 20 de ses institutions qui deviennent des Etablissement d'Enseignement pour Adultes et de Formation Continue (EAFC). Il s'agit des établissements suivants :

- » IEPSCF Arlon devient EAFC Sud-Luxembourg,
- » IEPSCF Ath devient EAFC Ath,
- » IEPSCF Blegny devient EAFC Blegny-Pays de Herve,
- » IEPSCF Braine l'Alleud devient EAFC Braine L'Alleud,
- » IEPSCF Dinant devient EAFC Dinant,
- » IEPSCF Dour devient EAFC des Hauts-Pays,
- » IEPSCF Evere devient EAFC Evere,
- » IEPSCF Fléron devient EAFC Fléron Charlemagne,
- » IEPSCF Grâce-Hollogne devient EAFC Grâce-Hollogne-Alleur,
- » IEPSCF Mons devient EAFC Jean Meunier,
- » IEPSCF Marche-en-Famenne devient EAFC Famenne Ardenne,
- » IEPSCF Mouscron devient EAFC Mouscron Wallonie picarde,
- » IEPSCF Namur CEFOR devient EAFC Namur CEFOR,
- » IEPSCF Philippeville devient EAFC Philippeville-Florennes,
- » IEPSCF Rixensart-Court-ST-Etienne devient EAFC Rixensart-Court-ST-Etienne-Jodoigne,
- » IEPSCF Thuin devient EAFC Thuin-Erquelinnes,
- » IEPSCF Uccle devient EAFC Uccle,
- » IEPSCF Verviers devient EAFC Ardennes Bleue,
- » IEPSCF Waremme devient EAFC Hesbaye-Condroz,
- » IEPSCF Woluwé-Saint-Pierre devient EAFC Woluwé-Saint-Pierre.

» Il convient donc d'adapter en conséquence l'article 13 de même que les annexes III.4 & VI du décret.

Du reste, il convient de prévoir, au sein de l'article 49 en projet, une entrée en vigueur particulière, soit à compter du 1er septembre 2021 pour l'ensemble de ces modifications.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent.**

02. 3.2 / ARTICLE 9 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 15 DU DÉCRET :

02. 3.2.1 / Modifications :

» La disposition en projet entend insérer de nouveaux littera au sein de l'article 15, § 1er, alinéa 1er du décret, rédigés comme suit :

» *« 42/1° Horaire de jour : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de huit heures à dix-huit heures. » ;*
42/2° Horaire décalé : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de dix-huit heures à vingt-et-une heures et le samedi de huit heures à vingt-et-une heures, généralement pour des adultes en reprise d'études » ;
42/3° Horaire adapté : horaire concernant des cours principalement organisés en dehors du temps de travail du public cible ».

02. 3.2.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts de définir les notions d'horaire de jour, d'horaire décalé et d'horaire adapté afin de donner suite à une observation du Conseil d'État formulée dans son avis n° 59.262/2 du 11 mai 2016.

» Selon le commentaire des articles, il importe également d'introduire officiellement ces notions, car, depuis le décret du 16 juin 2016 portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche, l'organisation horaire représente un des éléments constitutifs d'une habilitation (avec le grade et le territoire géographique).

02. 3.2.3 / Avis de l'ARES :

» D'un point de vue légistique, il est fait remarquer qu'il s'agit bien de l'alinéa 1er de l'article 15, § 1er du décret qui est modifié.

» Dans son avis n° 59.262/2 rendu le 11 mai 2016, le Conseil d'État avait effectivement indiqué, s'agissant de la modification apportée à l'article 86, § 1er du décret Paysage, que *« le préalable devrait être de déterminer quels établissements sont autorisés à organiser des formations en horaire décalé et en horaire de jour »* et que, *« pour ce faire, il conviendrait de fixer des critères ainsi que de déterminer ce que signifient ces deux notions »*[5].

» Il est vrai que les deux notions sont utilisées dans le cadre de l'octroi des habilitations. Cependant :

» l'ARES relève que la notion d' *« horaire adapté »* n'apparait à aucun endroit dans le décret Paysage de sorte qu'il peut être légitime de s'interroger sur l'utilité de définir une notion qui n'est pas jamais utilisée dans le cadre du décret, même si cette définition est apparue dans la dernière version du projet de décret modifiant le décret organisant la réforme de la formation initiale des enseignants. De plus, elle ne semble pas d'une grande plus-value eu égard à la définition d'*« horaire décalé ».* En outre,

[5] Section de législation du Conseil d'État, avis n° 59/262 donné le 11 mai 2016 un avant-projet de décret de la Communauté française portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche'', *Doc. Parl., Parl. Comm. fr.*, 2015-2016, n° 292, p. 86.

l'ARES attire l'attention sur les conséquences que cette définition peut avoir sur d'autres législations. **L'ARES suggère donc d'omettre cette dernière définition et de ne garder que celle d'horaire décalé.**

- L'ARES relève, en outre, qu'au sein de la définition d' *« horaire décalé »,* les mots *«, généralement pour des adultes en reprise d'études »* n'apportent pas non plus de plus-value à la définition et sont, du reste, source de confusion, étant donné que des adultes peuvent tout à fait reprendre des études en horaire de jour. **L'ARES suggère donc que ces mots soient omis.**
- **De manière plus générale**, l'ARES estime que les définitions proposées sont **trop rigides** et ne reflètent pas les nombreuses possibilités d'horaires à la fois en horaire de jour et en horaire décalé. Il est donc proposé d'élargir les tranches horaires prévues pour l'horaire de jour et pour l'horaire décalé, afin de coller aux réalités vécues par les établissements (per. ex. 17h, 22h). Cela permettrait, d'une part, de ne pas rigidifier inutilement ces concepts, ce qui ne conviendrait ni aux établissements ni aux étudiants. D'autre part, même si cela aurait pour conséquence un chevauchement entre l'horaire de jour et l'horaire décalé, cela ne pose actuellement aucun problème au sein des institutions. Afin de tenir compte de cet élargissement, il pourrait être suggéré de formuler les deux définitions comme suit :
  - *« 42/1° Horaire de jour : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de huit heures à dix-neuf heures et le samedi de huit heures à treize heures » ;*
  - *« 42/2° Horaire décalé : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de dix-sept heures à vingt-deux heures et le samedi de huit heures à vingt-et-une heures ».*

- Les organisations syndicales s'inquiètent de l'impact des définitions de l'horaire de jour et de l'horaire décalé sur les effets de concurrence avec les formations de promotion sociale et s'opposent aux conséquences de ces définitions sur les conditions de travail des membres du personnel. Il faut garantir que les horaires des membres du personnel restent une matière qui puissent être précisée par le règlement de travail dans le cadre d'un accord au sein de l'organe local de concertation sociale.

  Elles proposent dès lors les formulations suivantes :

  - 42/1° Horaire de jour : horaire concernant des cours principalement organisés **au maximum** du lundi au vendredi, de huit heures à dix-neuf heures et le samedi de huit heures à treize heures**, sans préjudice du règlement de travail de l'établissement d'enseignement supérieur concerné ;**
  - 42/2° Horaire décalé : horaire concernant des cours principalement organisés **au maximum** du lundi au vendredi, de dix-sept heures à vingt-deux heures et le samedi de huit heures à vingt-et-une heures**, sans préjudice du règlement de travail de l'établissement d'enseignement supérieur concerné.**

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent.**

02. 3.3 / ARTICLE 10 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 67 DU DÉCRET :

02. 3.3.1 / Modifications :

- L'article 67, alinéa 3 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Les crédits associés à une unité d'enseignement au sein d'un programme d'études s'expriment en nombres entiers, sans qu'une unité d'enseignement ne puisse conduire à plus de 30 crédits. Par exception, dans les études de deuxième cycle du secteur de l'art, une unité d'enseignement peut conduire à plus de 30 crédits si l'octroi de ceux-ci résulte de plusieurs évaluations d'activités d'apprentissage distinctes, chacune valorisée pour moins de 30 crédits ».

» Il est proposé d'ajouter un alinéa 6 nouveau à la fin de l'article, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 3, dans le cadre d'une convention de mobilité telle que visée à l'article 81 alinéa 2, les crédits associés à une unité d'enseignement peuvent s'exprimer en nombres décimaux ».

02. 3.3.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre qu'une unité d'enseignement s'exprime en nombres *décimales* dans le cadre des programmes de mobilité.

» Cette modification s'explique par le fait que de nombreux établissements partenaires ont des activités d'apprentissage valorisées par un nombre de crédits comportant une décimale, ce qui rend difficile la pleine reconnaissance des crédits acquis en mobilité et pose donc des problèmes dans la gestion du PAE.

02. 3.3.3 / Avis de l'ARES :

» Il s'agit d'une des trois propositions formulées par le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) le 12 novembre 2020 (cfr. *infra*, articles 12 et 13). L'objectif est effectivement de donner de la souplesse lorsque les étudiant·e·s en mobilité sélectionnent des unités d'enseignement qui constituent ou équivalent à des crédits comportant une virgule. Il s'agit d'une pratique relativement courante, l'essentiel étant de parvenir, dans la mesure du possible, à un nombre entier pour le total de crédits acquis pour la fenêtre de mobilité.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 3.4 / ARTICLE 11 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 69 DU DÉCRET :

02. 3.4.1 / Modifications :

» L'article 69, § 1er du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 69. - § 1er. Les cursus initiaux de type court sont organisés en un seul cycle d'études. Ils comprennent 180 crédits. Ces cursus sont sanctionnés par le grade académique de bachelier.

Par exception, certains cursus initiaux de type court peuvent comprendre 240 crédits ».

Il est proposé d'ajoyuter à l'article un alinéa 3 nouveau, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, le cursus initial de type court menant à la profession de géomètre-expert immobilier, en application de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts, est sanctionné par le grade académique de gradué géomètre-expert immobilier ».

02. 3.4.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'introduire *« une dérogation à l'alinéa 1er »* en raison du fait que « *le cursus initial de type court dans l'enseignement de la*

promotion sociale menant à la profession de géomètre-expert immobilier, en application de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts, est sanctionné par le grade académique de gradué géomètre-expert immobilier, lequel donne accès à ladite profession, et non par un bachelier comme prévu à l'alinéa 1er. Cette insertion introduit une dérogation à la dénomination du titre de bachelier ».

02. 3.4.3 / Avis de l'ARES :

» Le « gradué géomètre-expert immobilier » est effectivement un grade un peu particulier en promotion sociale. Un graduat est un ancien titre qui est devenu un bachelier. Celui-ci est « resté » un graduat, car il est intitulé de cette façon dans la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts. Pour des raisons d'accès à la profession, il convient donc d'apporter une modification à l'article 69, § 1er, alinéa 1er du décret

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 3.5 / ARTICLE 12 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 79 DU DÉCRET :

02. 3.5.1 / Modifications :

» L'article 79, § 1er du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 79. - § 1er. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception des activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1er.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre; le deuxième débute le premier février; le troisième débute le premier juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage.

A l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits. Celle-ci porte au minimum sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre.

Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels ».

» Il est proposé d'insérer un § 4 nouveau, libellé comme suit :

« § 4. Par dérogation au paragraphe premier, dans le cadre d'une convention de mobilité telle que visée à l'article 81, alinéas 2 et 3, chaque quadrimestre peut débuter à une date différente. La convention de mobilité prévoit la date de début de chaque quadrimestre de même que la durée de chacun de ceux-ci ».

02. 3.5.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts d'introduire une dérogation « dans le cadre de la mobilité étudiante, en précisant que les quadrimestres peuvent débuter à des dates différentes et avoir une durée différente.
- Selon le commentaire des articles, *« cette insertion s'explique par l'existence de différences dans les calendriers académiques au sein des pays-programme, qui peuvent engendrer des difficultés dans l'organisation des activités d'apprentissage et des évaluations. Certaines activités peuvent être organisées par l'établissement partenaire hôte, en dehors des dates prévues dans les dispositions en vigueur en Communauté française ».*

02. 3.5.3 / Avis de l'ARES :

- Il s'agit d'une des trois propositions formulées par le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) le 12 novembre 2020 (cfr. *supra*, article 10 et, *infra,* article 13). La modification consiste effectivement à permettre une certaine latitude en cas de mobilité à l'étranger afin d'adapter les dates diu calendrier académique à celles de l'établissement d'accueil, tout en précisant que ces dernières seront spécifiées dans la convention de mobilité.
- L'ARES relève qu'il s'agit en réalité d'une modification apportée à l'alinéa 3 du § 1er de l'article 79, de sorte qu'il faut le préciser. Par ailleurs, l'ARES suggère de reformuler la disposition afin de faire clairement apparaitre que c'est bien la *convention* qui peut déroger à la règle de la quadrimestrialisation, comme suit : *« § 4. Par dérogation au § 1er, alinéa 3, une convention de mobilité telle que visée à l'article 81, alinéas 2 et 3 peut prévoir des dates de début de quadrimestre différentes de même que des durées différentes ».*

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 3.6 / ARTICLE 13 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 101 DU DÉCRET :

02. 3.6.1 / Modifications :

- L'article 101 du décret est actuellement libellé comme suit :
- *« Article 101. - A l'exception de l'inscription aux études de troisième cycle, la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique; pour les étudiants visés à l'article 79 § 2, cette limite est portée au 30 novembre. Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient.*

  Afin de respecter les contraintes administratives et académiques motivées par leur situation particulière, le règlement des études de l'établissement peut prévoir pour certaines catégories d'étudiants des dates limites pour l'introduction de demande d'admission ou d'inscription antérieures à la date limite d'inscription effective ».
- Il est proposé d'ajouter un alinéa 3 à l'article 101 du décret, rédigé comme suit :

« Dans le cadre d'une convention de mobilité telle que visée à l'article 81, alinéas 2 et 3, le programme annuel de l'étudiant établi conformément à l'article 100 peut être modifié en cours d'année, moyennant l'accord du jury ».

02. 3.6.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre aux étudiants de *« modifier leur PAE après l'inscription, dans le cadre de mobilités »*, car, *« actuellement, les étudiants ne peuvent théoriquement pas modifier leur PAE après le 31 octobre de l'année académique en cours, ce qui est problématique pour les mobilités ayant lieu au deuxième quadrimestre. Cette faculté demeure conditionnée à l'accord du jury ».*

02. 3.6.3 / Avis de l'ARES :

» Il s'agit de la troisième proposition formulée par le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) le 12 novembre 2020 (cfr. *supra*, articles 10 et 12).

» D'un point de vue légistique, il vaut mieux insérer la dérogation à un endroit dans le décret qui semble le plus logique. A cet égard, l'article 99 semble, dans cette mesure, plus approprié. L'article 99 dit actuellement, en deux alinéa distincts:

« Une inscription est valable pour une année académique et porte sur un ensemble cohérent d'unités d'enseignements d'un cursus particulier. Cette liste d'unités d'enseignements constitue le programme annuel de l'étudiant pour l'année académique établi conformément à l'article 100.

Avec l'accord des autorités académiques, un étudiant peut cumuler plusieurs inscriptions au cours d'une même année académique ».

La modification envisagée pourrait apparaitre sous la forme d'un alinéa 3 nouveau.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article moyennant une modification de l'article 99 du décret et non 101.**

02. 3.7 / ARTICLE 14 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 149 DU DÉCRET :

02. 3.7.1 / Modifications :

» L'article 149 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 149. - En outre, les Pôles académiques peuvent coorganiser, sous la coordination de leurs centres de didactique de l'enseignement supérieur, des activités de préparation aux études supérieures. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration à ce propos avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des établissements de promotion sociale ou des établissements d'enseignement secondaire organisés, subventionnés ou reconnus en Communauté française.

Sur base d'une demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES, le Gouvernement peut leur allouer des moyens supplémentaires à cet effet ».

» Il est proposé d'abroger l'alinéa 2.

02. 3.7.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de *« dispenser les pôles académiques d'une formalité administrative en raison de la longueur de sa procédure ».*

02. 3.7.3 / Avis de l'ARES :

» Il semblerait que le dispositif aille plus loin que l'intention. En effet, si le but est simplement de supprimer une procédure jugée trop longue, il conviendrait de supprimer les mots *« Sur base d'une demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES, »* En effet, en supprimant la totalité de l'alinéa 2 de l'article 149, la disposition en projet supprime *de facto* l'habilitation faite au Gouvernement d'octroyer des moyens complémentaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'alinéa 1er de l'article 149.

» D'autres mécanismes administratifs sont-ils prévus afin d'allouer des moyens supplémentaires à la coorganisation, par les Pôles académiques, d'activités de préparation aux études supérieures ?

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02. 3.8 / ARTICLES 15 À 21 DU PROJET DE DÉCRET : ANNEXES II, III.1, III.2, III.4 ET VI DU DÉCRET

02. 3.8.1 / Modifications :

» Les articles en projet modifient les annexes du décret.

02. 3.8.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts d'apporter les modifications nécessaires aux annexes du décret et, notamment :

» Inscrire la codiplômation entre *« Ateliers Saint-Luc »* et l'Institut technique supérieur Cardinal Mercier (ITSCM) pour la formation de Bachelier en Construction (option bâtiment) ;

» Assortir d'effet la fusion de 4 instituts provinciaux de promotion sociale dans la région du Centre ;

» Inscrire la codiplômation entre l'UNamur, l'ULB et l'UMONS pour organiser le master en sciences informatiques dans l'arrondissement de Charleroi ;

» Acter le changement de dénomination d'un master : le *« master en stratégie et analyse de la communication interactive et collaborative »* devient le *« master en stratégie de la communication et culture numérique »* ;

» Acter le changement de dénomination de deux master de spécialisation : le *« master de spécialisation en langues et civilisations africaines »* devient le *« master de spécialisation en études africaines »* ; le *« master de spécialisation en droits de l'homme »* devient le *« master de spécialisation en droits humains »*.

02. 3.8.3 / Avis de l'ARES :

- Les modifications apportées aux annexes par les dispositions en projet formalisent parfaitement les demandes formulées par l'ARES à l'occasion des avis n^{os} 2020-25, 2020-26, 2021-01, 2021-02 et 2021-03.
- L'ARES note **toutefois** qu'il conviendrait de tenir compte de l'avis n° 2021-05 rendu le 20 avril 2021 s'agissant de la modification de l'intitulé du grade académique de *« master de spécialisation en analyse interdisciplinaire de la construction européenne ».*

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02.4 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 11 AVRIL 2014[6] – FINANCEMENT

02. 4.1 / ARTICLE 22 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 8/1 NOUVEAU :

02. 4.1.1 / Modifications :

- La disposition en projet a pour but d'insérer un nouvel article 8/1 au sein du décret du 11 avril 2014, rédigé comme suit :

  « Article 8/1.- §1er. Lorsque l'étudiant dispose d'un programme annuel composé des crédits résiduels du premier cycle et de crédits de deuxième cycle en vertu de l'article 100, §§ 6 et 7, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, dans le calcul du financement, l'inscription de l'étudiant est prise en compte selon les modalités suivantes :

  1° En cas de programme annuel composé d'au moins trente-et-un crédits du programme de premier cycle et de 1 à 15 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 100% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle ;

  2° En cas de programme annuel composé d'au moins trente-et-un crédits du programme de premier cycle et d'au moins seize crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

  3° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et d'un à quinze crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle ;

  4° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et de seize à trente crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

  5° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et d'au moins trente-et-un crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

  6° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 1 à 15 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle ;

[6] Décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, *M.B.*, 10 juin 2014.

7° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 16 à 30 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

8° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et d'au moins 31 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 100% au deuxième cycle.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1er, le nombre de crédits attaché au programme de premier cycle est déterminé par la dernière délibération du jury dudit premier cycle de l'inscription précédente ».

02. 4.1.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts de :
  - Reprendre de **manière claire et univoque** tous les cas de figure possibles de présentation au financement d'étudiants dont le PAE est composé des crédits résiduels du 1er cycle et de crédits de 2ème cycle en vertu de l'article 100, §§ 6 et 7 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
  - Déterminer **à quel moment** le nombre de crédits attaché au programme de premier cycle est pris en considération en vue de l'application du paragraphe 1er de la disposition en projet de sorte qu' *« une modification ultérieure de la valeur des crédits résiduels de premier cycle ne pourra pas modifier la présentation du financement au premier cycle ».*

02. 4.1.3 / Avis de l'ARES :

- Actuellement, la seule disposition permettant de calculer le financement des établissements lorsqu'un étudiant est dans l'une des situations visées à l'article 100, §§ 6 et 7 du décret Paysage, c'est-à-dire entre deux cycles (situation dite « BAMA ») est l'article 8 du décret du 11 avril 2014 :

  « Un étudiant régulièrement inscrit conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé inscrit à plein temps et, pour toute autre disposition légale ou réglementaire, est réputé participer activement à une charge d'au moins 30 crédits d'activités d'apprentissage.

  Toutefois, avant l'application d'autres coefficients de pondération éventuels dans le calcul du financement, l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Cette réduction ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 100, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité qui auraient déjà acquis ou valorisé 30 crédits du cycle d'études au moins ».
- Par ailleurs, les §§ 6 et 7 de l'article 100 sont actuellement libellés comme suit :

  « § 6. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études.

  Il reste inscrit dans le premier cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé être inscrit dans le deuxième cycle.

  L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans qu'il ne puisse dépasser 75 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

§ 7. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.

Il est inscrit dans le deuxième cycle d'études, toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du premier cycle, il est réputé être inscrit dans le premier cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du deuxième cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du premier cycle.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle ».

» La disposition en projet entend refléter au maximum les situations qui pourraient naître des §§ 6 et 7 du décret. Elles peuvent être classées en **trois catégories**, en fonction du nombre crédits restant à acquérir en BA :

- **Première catégorie (BA > ou = 31 crédits) :**
  - Hypothèse 1 (1 < MA < ou = 15 crédits : 100 % et 0 %) ;
  - Hypothèse 2 (MA > ou = 16 crédits : 50 % et 50 %) ;
- **Deuxième catégorie (16 crédits < ou = BA < ou = 30 crédits) :**
  - Hypothèse 3 (1 < MA < ou = 15 crédits : 50 % et 0 %) ;
  - Hypothèse 4 (16 crédits < ou = MA < ou = 30 crédits : 50 % et 50 %) ;
  - Hypothèse 5 (MA > ou = 31 crédits : 50 % et 50 %) ;
- **Troisième catégorie (1 crédit < BA < ou = 15 crédits) :**
  - Hypothèse 6 (1 crédit < MA < ou = 15 crédits : 0 % et 0 %) ;
  - Hypothèse 7 (16 crédits < ou = MA < ou = 30 crédits : 0 % et 50 %) ;
  - Hypothèse 8 (MA > ou = 31 crédits : 0 % et 100 %) ;

» **Tout d'abord**, l'ARES note que l'article en projet diffère de l'application de l'article 8 actuel dans deux hypothèses (2° et 5°) :

- Lorsque l'étudiant a encore 31 crédits ou plus à acquérir en BA et lorsqu'il est autorisé à prendre jusqu'à 16 crédits de MA : dans ce cas, il y a **répartition égale du financement** (BA défavorisé et MA favorisé) ;
- Lorsque l'étudiant a encore entre 16 à 30 crédits à acquérir en BA et lorsqu'il est autorisé à prendre 31 crédits ou plus de MA : dans ce cas, il y a **répartition égale du financement** (*statu quo* pour le BA et MA défavorisé).

A cet égard, même si ceci aura un impact négatif sur le financement de la partie de programme qui comporte plus de 30 crédits, **il est logique que l'étudiant ne soit pas surfinancé.**

» **Ensuite**, s'agissant des hypothèses 3°, 6° et 7°, l'application actuelle des critères peut également conduire à **sous-financer un étudiant**. C'est le cas lorsque le programme de bachelier comporte moins de 16 crédits (0 %) et le programme de master entre 16 et 30 crédits (50 %), mais que le total est de plus

de 30 crédits (100%) ou (cas moins répandu) lorsque les deux parties de son programme comportent moins de 16 crédits (0 %), mais que le total est entre 16 et 30 crédits au total (50 %). **La disposition nouvelle ne corrige pas ces possibles sous-financements**.

Plus fondamentalement, la logique de la disposition semble :

» **D'une part, considérer les PAE de BA et MA comme séparés**. Or, l'article 100 du décret Paysage précise bien *qu'« en fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits/15 crédits au plus du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annue »*. Il faut, dès lors, considérer que les étudiants inscrits sur base de l'art. 100, §§ 6 et 7 ont un PAE composé des crédits du 1er cycle et des crédits du 2ème cycle. La procédure de contrôle précise, par ailleurs, que les étudiants sont inscrits à un seul et unique PAE et ce dernier est insécable ;

» **D'autre part, induire un financement par *cycles d'études* et non un financement *basé sur le PAE***. Or, l'article 8 du décret précise que l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Il lie bien le financement au nombre de crédits inscrits au PAE.

Compte tenu de tout ce qui précède, dans une logique ni de sous-financement ni de sous-financement, l'ARES propose donc de reformuler les littera 3°, 6° et 7° de l'article en projet, comme suit :

« 3° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et d'un à quinze crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle, sauf si la somme des crédits des programmes de premier et deuxième cycle est supérieure à 30 crédits, auquel cas l'inscription est financée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

[…]

6° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 1 à 15 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle, sauf si la somme des crédits des programmes de premier et deuxième cycle est supérieure à 15 crédits, auquel cas l'inscription est financée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

7° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 16 à 30 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle, sauf si la somme des crédits des programmes de premier et deuxième cycle est supérieure à 30 crédits, auquel cas l'inscription est financée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ; ».

» **Enfin**, s'agissant du paragraphe 2 de la disposition en projet, l'ARES remarque qu'il s'agit d'une **dérogation majeure**. Le fait que la financabilité de l'étudiant·e soit calculée sur base de la délibération de l'année N-X et **non pas sur le contenu du PAE de l'année N est un effectivement changement important**.

Le PAE est établi en accord avec le jury et l'étudiant·e, dans le respect de l'article 100 du décret Paysage, en tenant compte des programmes d'études, mais aussi déjà sur base des délibérations précédentes.

Le paragraphe 2 de la disposition en projet aurait donc pour conséquences :

» d'apporter une complexification supplémentaire, notamment en cas de changements au sein même du programme d'études déterminé par l'établissement,

» de devoir, lors du contrôle du financement de l'étudiant·e, apporter des informations liées à la délibération de l'année N-X alors que, jusqu'à présent, le PAE de l'année N suffit. Cela apporterait une

complexification inutile des rapports de population et du contenu des dossiers administratifs à élaborer en vue du contrôle.

» **Si la disposition en projet est adoptée,** la portée de l'article 8 du décret sera, du reste, considérablement réduite aux seules hypothèses d'allègement et des étudiants en fin de cycle n'entamant pas de second cycle.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent.**

02.5 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 21 FÉVRIER 2019[7] – ORGANISATION DES HAUTES ÉCOLES

02. 5.1 / ARTICLE 23 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 8/1 NOUVEAU :

02. 5.1.1 / Modifications :

» La disposition en projet a pour but d'insérer un nouvel article 8/1 au sein du décret du 21 février 2019, rédigé comme suit :

« Les Pouvoirs organisateurs subventionnés visés à l'article 8 participent à la négociation visée au Livre 1er, Titre 6, Chapitre 5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire par l'intermédiaire des fédérations de Pouvoirs organisateurs auxquelles ils sont affiliés.

Les hautes écoles relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française y sont représentées par le Pouvoir Organisateur Wallonie – Bruxelles – Enseignement, mis en place par le décret spécial du 7 février 2019 ».

02. 5.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire de l'article précise, à l'instar du commentaire de l'article 1er en projet, qu'*« à la suite de l'abrogation totale de l'article 5 de la loi du 29 mai 1959[8] par l'article 3, 2°, du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun et en l'absence d'une référence à la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs prévue par l'article1.6.5-6 dudit Code,* ***il n'existe à l'heure actuelle plus aucune obligation de concertation ou de négociation avec les pouvoirs organisateurs ou leurs fédérations pour ce qui concerne les hautes écoles****. Cet article vise dès lors à rétablir une telle obligation, en faisant d'ailleurs correspondre le cadre décrétal à la pratique, à savoir la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs, telle qu'elle est organisée par le Livre 1er, titre 6, Chapitre 5, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».*

[7] Décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, *M.B.*, 14 mars 2019.

[8] Avant abrogation, l'article 5 était libellé comme suit : *« Les réformes fondamentales de l'enseignement font l'objet d'une concertation préalable entre le Gouvernement et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement.*
Par réforme fondamentale, il faut entendre une modification dans l'orientation générale ou la durée des études et dans les conditions d'admission et de passage des élèves.
En ce qui concerne l'enseignement supérieur non universitaire, la concertation prévue à l'alinéa 1er est exercée directement par les pouvoirs organisateurs ».

» Le commentaire précise également que la disposition *« s'inspire de ce qui a été prévu pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement artistique à horaire réduit par les articles 12 et 13 du décret du 3 mai 2019 précité ».*

02. 5.1.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02.6 / DISPOSITION MODIFIANT LA LOI DU 21 JUIN 1985 CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT[9]

02. 6.1 / ARTICLE 24 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 58 DU DÉCRET :

02. 6.1.1 / Modifications :

» L'article 58 de la loi du 21 juin 1985 est actuellement libellé comme suit :
« Article 58. - Le présent chapitre s'applique à l'enseignement supérieur non universitaire, organisé ou subventionné par la Communauté française ».

» Il est proposé de remplacer l'article 58 par la disposition suivante :
« Article 58.- Le présent chapitre s'applique à l'enseignement de promotion sociale et à l'enseignement supérieur non universitaire, organisé ou subventionné par la Communauté française ».

02. 6.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts de corriger à nouveau une erreur résultant du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun. Dans le chapitre VII *« Droit d'inscription spécifique imposé aux élèves et étudiants de nationalité étrangère des enseignements maternel, primaire, secondaire, spécial et supérieur non universitaire, de plein exercice ou à horaire réduit, organisés ou subventionnés par l'État »* de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, l'article 58 était formulé, avant sa modification par l'article 6 du décret du 3 mai 2019 précité, de manière à inclure l'enseignement de promotion sociale dans le mécanisme du Droit d'inscription spécifique mis en place par la loi du 21 juin 1985.

» L'article 58, tel que modifié par l'article 6 du décret du 3 mai 2019 susvisé, *exclut l'enseignement de promotion sociale, à tout le moins secondaire, du mécanisme susvisé*. Par conséquent, la modification proposée vise à *insérer une référence à l'enseignement de promotion sociale afin de permettre à celui-ci de continuer à prélever le droit d'inscription spécifique prévu par le Chapitre VII de la loi du 21 juin 1985*.

02. 6.1.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

[9] Loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, *M.B.*, 6 juillet 1985.

02.7 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 16 AVRIL 1991[10] - ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

02. 7.1 / ARTICLE 25 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 5 DU DÉCRET :

02. 7.1.1 / Modifications :

» L'article 5 du décret du 16 avril 1991 est actuellement libellé comme suit :

« Article 5. - L'enseignement de promotion sociale de régime 2 est celui qui reste régi, à titre transitoire, par les lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Jusqu'au 1er janvier 2015, l'enseignement de promotion sociale peut délivrer des titres de régime 2 aux étudiants ayant entamé leur formation au cours de l'année scolaire 2008 -2009 conformément aux lois sur l'enseignement technique coordonnées du 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Le titre IV du présent décret s'applique jusqu'au 1er janvier 2015 au régime 2. ».

» Il est proposé d'abroger la disposition.

02. 7.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'abroger la disposition, car le régime 2 auquel il est fait référence n'existe plus.

02. 7.1.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.2 / ARTICLE 26 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 27 DU DÉCRET :

02. 7.2.1 / Modifications :

» L'article 27 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 27. - Chaque section de l'enseignement secondaire de promotion sociale, en ce compris le Certificat d'Etudes de Base, est classée dans le premier, le deuxième, le troisième degré ou le quatrième degré de l'enseignement secondaire suivant ses objectifs généraux, son contenu, le niveau et le titre qui la sanctionnent.

Ces titres correspondent aux niveaux 1 à 4 du cadre européen des certifications ».

» Il est proposé d'ajouter à l'alinéa 2 de l'article la phrase suivante :

« « Ils peuvent également correspondre au niveau 5 conformément à l'accord de coopération, conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. ». ».

[10] Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, *M.B.,* 25 juin 1991.

02. 7.2.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts de permettre *« à l'enseignement [secondaire] de promotion sociale d'accéder au 5ème niveau du cadre européen des certifications »* et de *« tenir compte des possibilités ainsi prévues par l'accord de coopération, conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. », auquel la Communauté française a porté assentiment par un décret du 15 mai 2015 ».*

02. 7.2.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.3 / ARTICLE 27 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 83 DU DÉCRET :

02. 7.3.1 / Modifications :

» L'article 83 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 83. - § 1er. Les périodes appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1° la catégorie A comprend les périodes d'enseignement secondaire supérieur dans l'enseignement de promotion sociale;

2° la catégorie B comprend les périodes d'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de promotion sociale;

3° la catégorie C comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur [~~de type court~~] de promotion sociale;

[~~4° la catégorie D comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale.~~]

§ 2. Par dérogation au § 1er :

[…]

2° lorsque des pouvoirs organisateurs sont tenus, suite à l'approbation par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 62, de transformer progressivement les structures existantes concernées conformément à l'article 137 :

a) durant la première organisation des sections susvisées par les pouvoirs organisateurs visés ci-dessus, les périodes d'enseignement sont considérées comme appartenant à la catégorie de périodes à laquelle elles appartenaient dans l'ancienne structure ;

[~~b) dès la fin de l'année civile correspondant à la fin de la période de transformation progressive, les périodes d'enseignement utilisées, dans les sections concernées, au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1, sont converties en périodes de catégorie D.~~] ».

» Au sein de l'article, il est proposé de :

- Au § 1er, 3°, abroger les mots *« de type court »*,
- Au § 1er, abroger le 4°,
- Au § 2, abroger le 2°, b).

02. 7.3.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but(s) de :

» supprimer les références aux catégories « D ». Ces périodes sont destinées à qualifier les périodes de cours données dans l'enseignement supérieur de type long, niveau d'enseignement organisé de manière marginale en promotion sociale (4 masters pour toute la Communauté française). La catégorie « D » ne modifie rien en termes de titres requis ou suffisants pour accéder aux fonctions dans le type long de promotion sociale et elles ne modifient en rien le barème des chargés de cours. Elles ne coûtent donc pas plus cher que les catégories « C » utilisées dans le cadre de l'enseignement supérieur de type court mais ont un coefficient plus élevé (1.8) lors du calcul de l'utilisation de la dotation-périodes. Étant donné que l'enseignement de promotion sociale fonctionne en enveloppe fermée, cela n'aura pas d'impact budgétaire sur l'enveloppe des périodes attribuées à l'enseignement de Promotion sociale (fixée à 2.650.000 périodes).

» supprimer les mots « de type court » au 3ème alinéa, de sorte que toutes les périodes de l'enseignement supérieur appartiendront à la catégorie « C ».

02. 7.3.3 / Avis de l'ARES :

» D'un point de vue légistique, dans la mesure où le point b) du littera 2° du § 2 est abrogé et qu'il n'y a plus qu'un point a) du fait de cette modification, il conviendrait plutôt de réécrire le littera 2° comme suit : *« 2° lorsque des pouvoirs organisateurs sont tenus, suite à l'approbation par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 62, de transformer progressivement les structures existantes concernées conformément à l'article 137, durant la première organisation des sections susvisées par les pouvoirs organisateurs visés ci-dessus, les périodes d'enseignement sont considérées comme appartenant à la catégorie de périodes à laquelle elles appartenaient dans l'ancienne structure ».*

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.4 / ARTICLE 28 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 90 DU DÉCRET :

02. 7.4.1 / Modifications :

» L'article 90 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 90. - Un pouvoir organisateur peut, parmi ses périodes disponibles, transformer des périodes d'une catégorie visée à l'article 83 en périodes d'une des autres catégories visées au même article, dans le respect des règles de transformation reprises ci-dessous:

a) une période de catégorie A est équivalente à une période et un quart de la catégorie B ;

b) une période de catégorie C est équivalente à une période et un demi de la catégorie B ;

~~[c) une période de catégorie D est équivalente à une période et huit dixièmes de la catégorie B]~~ ».

» Il est proposé de supprimer le point c).

02. 7.4.2 / Objectifs :

» Il s'agit d'une adaptation de l'article eu égard à la suppression des catégories « D ».

02. 7.4.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.5 / ARTICLE 29 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 116 DU DÉCRET :

02. 7.5.1 / Modifications :

» La disposition en projet entend abroger l'article 116 du décret, libellé actuellement comme suit :
« Article 116. – A des conditions fixées par l'Exécutif, les moyens de transmission à distance peuvent être utilisés par l'enseignement de promotion sociale ».

02. 7.5.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise qu'il s'agit d'un article désuet qu'il convient d'abroger.

02. 7.5.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.6 / ARTICLE 30 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 123 *TER* DU DÉCRET :

02. 7.6.1 / Modifications :

» L'article 123*ter*, § 4, alinéa 3 du décret est actuellement libellé comme suit :
« L'élève qui conteste ladite décision peut, pour autant que la procédure de recours interne soit épuisée, introduire un recours externe par pli recommandé à l'Administration, avec copie au chef d'établissement. ~~[L'Administration transmet immédiatement le recours au Président de la Commission de recours]~~. Ce recours est introduit dans un délai de sept jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la décision relative au recours interne ».

» Il est proposé de remplacer l'alinéa par l'alinéa suivant :
« L'élève qui conteste la décision de refus ou la décision prise à la suite du recours interne peut, pour autant que la procédure de recours interne soit épuisée, introduire un recours externe par pli recommandé à l'Administration, avec copie au chef d'établissement […] Ce recours est introduit dans un délai de sept jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la décision relative au recours interne ».

02. 7.6.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que, *« depuis la création de la Commission de recours pour l'enseignement de promotion sociale, celle-ci a toujours considéré que lorsque le recours externe était*

recevable et fondé, elle pouvait soit annuler la décision de refus irrégulière, soit annuler la décision sur recours interne irrégulière. Or, à la suite d'un recours devant ladite Commission, elle a pris conscience que sa compétence à annuler une décision de refus irrégulière pourrait être remise en question en raison d'une ambiguïté dans la formulation des articles 123ter et 123quater du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ».

- D'après le commentaire, *« il serait contraire à l'intérêt des étudiants de changer sa jurisprudence et de limiter ses compétences à l'annulation de la décision sur recours interne. C'est pourquoi, en date du 19 janvier 2021, la Commission a décidé à l'unanimité qu'il soit proposé de modifier les articles 123ter et 123quater du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale afin de conserver et de consolider sa jurisprudence constante.*
- Enfin, *« par rapport à l'ancienne formulation, la phrase* « L'Administration transmet immédiatement le recours au Président de la Commission de recours » *n'est plus reprise, dès lors que le Président de la Commission n'est autre que le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ».*

02. 7.6.3 / Avis de l'ARES :

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.7 / ARTICLE 31 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 123*QUATER* DU DÉCRET :

02. 7.7.1 / Modifications :

- L'article 123*quater* du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 123quater. - § 1er. Il est créé une Commission de recours pour l'enseignement de promotion sociale.

[…]

[~~Elle dispose d'un pouvoir d'annulation de la décision du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté~~]

[…]

§ 2. [~~Cette commission est composée de six membres effectifs et de douze membres suppléants : le Président du Conseil de coordination pour l'Enseignement organisé par la Communauté française, un représentant par organisation représentative des pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale et un membre de l'Administration ou leurs suppléants respectifs. Elle est présidée par le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué. Elle ne siège valablement que si elle est composée de six membres effectifs ou suppléants~~].

[…]

[~~Le Gouvernement nomme sur proposition du Conseil de coordination pour l'enseignement organisé par la Communauté française et sur proposition des réseaux pour l'enseignement subventionné les membres de la commission. Celle-ci se dote d'un règlement d'ordre intérieur dans les six mois à dater de sa constitution. Il est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française. Les mandats sont d'une durée de quatre ans renouvelables~~]

[…] ».

- Au sein de l'article, il est proposé de :
  - Remplacer le § 1er, alinéa 2 par l'alinéa suivant *: « Elle dispose d'un pouvoir d'annulation de la décision de refus et de la décision prise à la suite du recours interne du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté »* ;
  - De remplacer le § 2, alinéa 1er par l'alinéa suivant : *« « Cette commission est composée de six membres effectifs et de douze membres suppléants, nommés par le Gouvernement :*

    1° le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué et deux représentants suppléants désignés par ce fonctionnaire général ;

    2° un représentant effectif et deux représentants suppléants désignés par chaque organisation représentative des pouvoirs organisateurs pour l'enseignement organisé ou subventionné ;

    3° le fonctionnaire général dirigeant le Service général de l'Inspection de l'Administration générale de l'Enseignement ou son délégué et deux représentants suppléants désignés par ce fonctionnaire général.

    Elle est présidée par le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué. Elle ne siège valablement que si elle est composée de six membres effectifs ou suppléants. Les mandats sont d'une durée de quatre ans renouvelables » ;
  - De remplacer le § 2, alinéa 4 par l'alinéa suivant : *« La commission se dote d'un règlement d'ordre intérieur dans les six mois à dater de sa constitution. Il est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française ».*

02. 7.7.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée *« se justifie par le besoin de renforcer la sécurité juridique entourant les compétences de la commission des recours tel que développé à l'article précédent.*
- L'objectif est également *« de mettre les titres et fonctions désignés dans cette disposition en adéquation d'une part, avec les modifications apportées par l'article 2, § 1er, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française qui crée, auprès du Gouvernement, un organisme public doté de la personnalité juridique, sous la dénomination « Wallonie Bruxelles Enseignement » et d'autre part, avec l'organigramme actuel de l'Administration Générale de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française. Enfin, il est proposé de supprimer une partie de l'alinéa 4 du paragraphe, car il s'agit d'une redondance avec la modification apportée à l'article 123quater, § 2, alinéa 1er ».*

02. 7.7.3 / Avis de l'ARES :

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.8 / ARTICLE 32 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 136 DU DÉCRET :

02. 7.8.1 / Modifications :

» L'article 136 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 136. – ~~[A l'exception des sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale et des unités d'enseignement de l'enseignement supérieur de promotion sociale conduisant à l'octroi de crédits qui sont du ressort de l'«ARES», les sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, proposées à la programmation par les pouvoirs organisateurs et pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par l'Exécutif sur avis conforme du Conseil général sont approuvées sur base de dossiers de référence établis par leur réseau d'enseignement~~].

L'Exécutif approuve à titre provisoire ces sections et unités d'enseignement à condition que les dossiers des membres du personnel enseignant mis en disponibilité par défaut d'emploi soient soumis à la commission de réaffectation.

Lorsque ces sections et unités d'enseignement ont été approuvées par le Gouvernement, les pouvoirs organisateurs transforment les structures existantes concernées au plus tard le 1er janvier de la seconde année civile qui suit la date d'approbation, sur la base d'une liste des sections ou unités d'enseignement que ces structures remplacent.

La section ou l'unité d'enseignement approuvée peut être admise aux subventions ».

» Il est proposé de modifier la disposition, comme suit :

» L'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit : *« Les sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale proposées à la programmation par les pouvoirs organisateurs et pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par le Gouvernement sur avis conforme du Conseil général sont approuvées sur la base de dossiers de référence établis par leur réseau d'enseignement. »*,

» Un alinéa nouveau est inséré entre les alinéas 1er et 2, rédigé comme suit : *« La conformité aux critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité aux études menant à des grades académiques des sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale et des unités d'enseignement de l'enseignement supérieur de promotion sociale conduisant à l'octroi d'au moins 10 crédits ou à la délivrance d'un titre ou d'un certificat est attestée par l'ARES ».*

02. 7.8.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre *« que les unités d'enseignement « réseau » relevant de l'enseignement supérieur de promotion sociale de moins de dix crédits ne soient plus soumises à l'agrément de l'ARES. Actuellement, seul l'enseignement supérieur de promotion sociale doit procéder à l'agrément de ses unités de formation continue de moins de dix crédits E.C.T.S. et qui ne conduisent pas à la délivrance d'un certificat. La procédure d'agrément par l'ARES allonge les délais d'approbation et d'organisation des unités d'enseignement concernées et complexifie la gestion administrative ».*

02. 7.8.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 7.9 / ARTICLE 33 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 137*SEXIES* DU DÉCRET:

02. 7.9.1 / Modifications :

» L'article 137*sexies* du décret est actuellement libellé comme suit :
*« Article 137*sexies*. - La déduction visée à l'article 87bis, §§ 2 et 3, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale n'est pas applicable aux mises en disponibilité ou aux pertes partielles de charge qui découlent de l'application de l'article 88, § 2, du décret 7 novembre 2013 précité. Le Gouvernement détermine les mesures compensatoires aux mises en disponibilité ou aux pertes partielles de charge précitées. Le Gouvernement fixe les modalités pratiques de mise en oeuvre de ces mesures ».*

» Il est proposé de modifier l'article, en remplaçant les mots *« l'article 88, § 2, du décret 7 novembre 2013»* par les mots « l'article 88, § 2*bis*, du décret 7 novembre 2013 ».

02. 7.9.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but *« d'actualiser la référence à l'article 88 du décret « paysage » afin de tenir compte des modifications qui y ont été apportées par l'article 6 du décret du 12 novembre 2020 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale ».*
» Il s'agit d'une modification technique.

02. 7.9.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.10 / ARTICLE 34 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 138 DU DÉCRET :

02. 7.10.1 / Modifications :

» L'article 138 du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 138. - Les sections de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 organisées dans des catégories antérieures à celles fixées par les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, doivent être organisées selon le régime 1 de l'enseignement de promotion sociale au plus tard le premier jour de la deuxième année civile qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent décret, sous peine d'être supprimées à cette date ».
» Il est proposé d'abroger l'article.

02. 7.10.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la disposition n'est plus pertinente, car le régime 2 n'existe plus (cfr. *supra,* art. 25 en projet).

02. 7.10.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02.8 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 30 JUIN 2016[11] - INCLUSION EN PROMOTION SOCIALE

02. 8.1 / ARTICLE 35 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 7 DU DÉCRET :

02. 8.1.1 / Modifications :

» L'article 7 du décret du 30 juin 2016 est actuellement libellé comme suit :

« Article 7. - ~~§ 1er. Un aménagement raisonnable peut être matériel ou immatériel, pédagogique ou organisationnel. Il ne remet pas en cause les acquis d'apprentissage définis dans les dossiers pédagogiques, mais porte sur la manière d'y accéder et de les évaluer~~.

§ 2. L'étudiant en situation de handicap, lorsqu'il sollicite un ou plusieurs aménagements raisonnables, fournit un des documents suivants à l'appui de sa demande:

1° un document probant, c'est-à-dire toute preuve ou attestation délivrée par une administration publique compétente ou toute décision judiciaire reconnaissant un handicap, une invalidité, une maladie professionnelle, un accident de travail ou de droit commun ayant entraîné une incapacité permanente. Ces preuves et attestations sont établies par écrit ou sous toute autre forme imposée par l'organe chargé de les délivrer;

2° un rapport d'un spécialiste du domaine médical ou paramédical concerné ou d'une équipe pluridisciplinaire qui permettra d'appréhender les aménagements raisonnables susceptibles d'être mis en oeuvre, lorsque l'étudiant fait état de besoins spécifiques en raison d'un handicap, d'une pathologie invalidante ou de troubles d'apprentissage. ~~Ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande~~».

» Il est proposé d'apporter les modifications suivantes à la disposition :

» Le § 1er est remplacé par ce qui suit :

« § 1er. Un aménagement raisonnable peut être matériel ou pédagogique. Il ne remet pas en cause les acquis d'apprentissage définis dans les dossiers pédagogiques, mais porte sur la manière d'y accéder et de les évaluer »,

» Au sein du § 2, 2°, les mots *« Ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande. »* sont remplacés par *« Ce rapport date de moins de cinq ans au moment de la première demande d'aménagements raisonnables. Il ne doit pas être renouvelé pour chaque année scolaire, sauf en cas d'évolution dans la situation médicale de l'étudiant, nécessitant une modification des aménagements demandés »*.

02. 8.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées poursuivent deux buts

» Premièrement, la version actuelle du § 1er de l'article 7 du décret du 30 juin 2016 prévoit quatre catégories d'aménagements raisonnables : matériels, immatériels, pédagogiques et organisationnels.

[11] Décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, *M.B.*, 26 octobre 2016.

Lors de la récolte des données anonymisées prévues à l'article 10, § 2 du décret précité, le service de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance a souligné la difficulté, pour les établissements de classer les différents aménagements raisonnables demandés dans une des quatre catégories prévues par le décret, certains pouvant en effet être classés dans plusieurs catégories. *De facto*, la catégorisation des aménagements raisonnables variait selon les établissements, rendant l'analyse qualitative des données plus complexe. Suite à cette observation, le groupe de travail de la Commission de l'enseignement de promotion sociale inclusif a proposé à ladite commission de réduire cette classification à deux catégories : les aménagements matériels et les aménagements pédagogiques. Une circulaire à destination des établissements de promotion sociale définira clairement ce qui est entendu par *« aménagements matériels »* et *« aménagements pédagogiques ».* Cette modification permet également **d'aligner le dispositif inclusif de l'enseignement de promotion sociale avec celui de l'enseignement supérieur puisque l'article 2, b) du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap** prévoit que : *« Sans préjudice des dispositions existantes, le présent décret a pour objet : a) (…). b) de prévoir des mesures et des ressources destinées à répondre à la demande des étudiants bénéficiaires en organisant la mise en place des aménagements raisonnables matériels et pédagogiques tendant à rencontrer les difficultés, liées à leur situation, qu'ils éprouvent dans leur vie d'étudiants ».*

» La seconde modification concerne le 2° du paragraphe 2, qui prévoit actuellement que *« ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande »,* ce qui constitue un **réel frein** pour les étudiants concernés, notamment lorsqu'il s'agit d'un public précarisé et fragilisé. Consulter un spécialiste peut se révéler coûteux et il n'y a pas de valeur ajoutée à ce que cette consultation soit récente ni renouvelée pour chaque année scolaire lorsque le handicap pour lequel les aménagements raisonnables sont demandés n'est pas évolutif. Cette exigence n'est donc pas proportionnée et impose une charge trop importante pour l'étudiant en situation de handicap.

02. 8.1.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 8.2 / ARTICLES 36 ET 37 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLES 11 ET 12 DU DÉCRET :

02. 8.2.1 / Modifications :

» Les articles 11 et 12, alinéa 1er du décret sont actuellement libellés comme suit :

« Article 11. - Il est créé une Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif. Elle est accueillie au sein de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.

Ses missions sont les suivantes:

1° faire rapport au Gouvernement et au Parlement, conformément à l'article 10;

2° accueillir les recours des étudiants en situation de handicap dont la demande d'aménagements a été rejetée et se prononcer sur la recevabilité de la requête et sur le caractère raisonnable des aménagements conformément à la procédure fixée à la section VIII du chapitre II du présent décret;

3° constituer un lieu de documentation, de réflexion et de recueil de bonnes pratiques en vue de leur diffusion auprès des établissements;

4° nouer un dialogue régulier avec la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif instituée par l'article 23 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap afin de favoriser les réflexions communes et les échanges d'informations ».

« Article 12. - La Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif est composée de la manière suivante:

1° un représentant de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique qui en assure la présidence;

2° un représentant de la Direction de l'Egalité des chances du Ministère de la Communauté française;

3° un représentant du Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance du Ministère de la Communauté française;

4° un représentant du Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;

5° un représentant de chacun des réseaux d'enseignement de promotion sociale ».

» Il est proposé de remplacer au sein des deux articles, les mots *« la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique »* par les mots *« l'administration en charge de l'enseignement de promotion sociale ».*

02. 8.2.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour but *« de faire correspondre le texte du décret avec la dénomination actuelle de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique dans l'organigramme du Ministère ».*

02. 8.2.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02.9 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 17 JUILLET 2013[12] – FINANCEMENT DE LA RECHERCHE PAR LE F.N.R.S.

02. 9.1 / ARTICLE 38 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 6 DU DÉCRET :

02. 9.1.1 / Modifications :

» L'article 6 du décret du 17 juillet 2013 est actuellement libellé comme suit :

« Article 6. - § 1er. Le F.R.S. - FNRS octroie des bourses doctorales, des mandats postdoctoraux à durée déterminée et des mandats postdoctoraux à durée indéterminée. La sélection des projets à financer est effectuée sur la base du classement réalisé par des commissions scientifiques, lesquelles évaluent notamment les qualités du candidat (le parcours académique, l'expérience professionnelle et les

[12] Décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, *M.B.,* 20 août 2013.

publications), les qualités du projet (l'originalité, la faisabilité et la méthodologie de la recherche) et l'environnement de recherche.

Le conseil d'administration du F.R.S. - FNRS arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats.

*§ 2. [Le candidat à une bourse doctorale doit être titulaire d'un grade académique de master**, ou bénéficier d'une décision d'équivalence**, donnant accès aux études de 3e cycle. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale. La bourse doctorale est de deux ans. Elle peut être renouvelée pour une période n'excédant pas deux ans.]*

[Par dérogation à l'alinéa précédent, le F.R.S. - FNRS octroie des bourses doctorales d'une durée d'un an aux enseignants de l'enseignement secondaire, diplômés universitaires de la Communauté française bénéficiant de la stabilité d'emploi et pouvant obtenir une mise en disponibilité d'un an avec certitude de réintégrer leur poste à la fin de ce congé, afin de leur permettre d'achever un travail de recherches en vue de l'obtention d'un titre de Docteur dans l'une des institutions universitaires de la Communauté française].

Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de vétérinaire clinicien-chercheur doctorant [aux titulaires d'un grade académique de médecin vétérinaire poursuivant une activité hospitalière à mi-temps]. [Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois].

[Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de candidat spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant, tout en assurant la continuité d'une activité hospitalière à mi-temps dans le cadre de sa formation clinique, des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur en sciences médicales ou en sciences biomédicales et pharmaceutiques et entreprenant simultanément un master complémentaire ou une spécialisation. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.]

[Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant, tout en assurant la continuité d'une activité hospitalière à mi-temps, des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur en sciences médicales ou en sciences biomédicales et pharmaceutiques. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois].

§ 3. Le candidat à un mandat de chercheur de niveau postdoctoral à durée déterminée doit être titulaire du grade académique de docteur [depuis au maximum cinq ans], obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire. [Les mandats sont octroyés pour une durée de trois ans. Ils peuvent être prolongés d'une année].

Par dérogation à l'alinéa précédent [les mandats] mi-temps de spécialiste post-doctorant [n'est accessible qu'au titulaire du] grade académique de médecin qui bénéficie d'un diplôme de spécialisation médicale et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse.

Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.

§ 4. Le candidat à un mandat de chercheur de niveau postdoctoral à durée indéterminée doit être titulaire du grade académique de docteur, obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire ».

» Il est proposé d'apporter à la disposition, les modifications suivantes :

» Au § 1er, les mots *« le parcours académique, l'expérience professionnelle et les publications »* et les mots *« l'originalité, la faisabilité et la méthodologie de la recherche »* sont abrogés ;

- Au § 2, l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit : *« Le candidat à une bourse doctorale doit être titulaire d'un grade académique de master donnant accès aux études de 3e cycle. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale. La bourse doctorale est octroyée pour une durée maximale de six ans. Elle peut être renouvelée »* ;
- Au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : *« Par dérogation à l'alinéa précédent, le F.R.S. - FNRS octroie des bourses doctorales d'une durée maximale de six ans aux enseignants de l'enseignement secondaire afin de leur permettre d'achever un travail de recherches » ;*
- Au § 2, la première phrase de l'alinéa 3 est complétée par les mots *« aux titulaires d'un grade académique de médecin vétérinaire poursuivant une activité hospitalière à mi-temps ».*
- Au § 2, alinéa 3, la phrase *« Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois. »* est remplacée par la phrase *« Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans. »* ;
- Au § 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : *« Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de candidat spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant une activité hospitalière à mi-temps. Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans »* ;
- Au § 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : *« Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin qui bénéficient d'un diplôme de spécialisation médicale une activité hospitalière à mi-temps. Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans »* ;
- Au § 3, les modifications suivantes sont apportées :
  - A l'alinéa 1er, les mots *« depuis au maximum cinq ans »* sont abrogés ;
  - Au même alinéa, la phrase *« Les mandats sont octroyés pour une durée de trois ans. Ils peuvent être prolongés d'une année. »* est remplacée par la phrase *« Les mandats sont octroyés pour une durée maximale de huit ans. »* ;
  - A l'alinéa 2, les mots *« les mandats »* sont remplacés par les mots *« le F.R.S.-F.N.R.S. octroie des mandats »* ;
  - Au même alinéa, les mots *« n'est accessible qu'au titulaire du »* sont remplacés par les mots *« aux titulaires d'un »* ;
  - Au même alinéa, le mot *« bénéficie »* est remplacé par le mot *« bénéficient »* ;
  - Au même alinéa, les mots *« poursuivant une activité hospitalière à mi-temps »* sont insérés entre les mots *« spécialisation médicale »* et les mots *« et du grade de docteur »* ;
  - Au même alinéa, les mots *« et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse »*, ainsi que la phrase ;
  - Au même alinéa, les *mots « Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois. »* sont remplacés par les mots *« Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de huit ans. ».*

02. 9.1.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts de :
  - supprimer les *détails* relatifs aux critères d'évaluation, ceux-ci pouvant différer d'un instrument à l'autre ;

- supprimer la référence à *l'équivalence* dans les conditions d'admissibilité. En effet, l'étudiant futur diplômé étranger ne peut pas postuler étant donné que l'université d'accueil n'est pas en mesure à ce stade d'établir une attestation d'accès au doctorat, condition nécessaire pour postuler ;
- Revoir le *régime* permettant l'accès au doctorat à des enseignants du secondaire afin d'y apporter davantage de clarté et de souplesse, malgré le faible nombre de candidats ;
- harmoniser les mandats pour les cliniciens. Désormais, ces mandats seront octroyés sur la base d'un mi-temps. Un diplôme de médecine et la poursuite d'une activité clinique seront requis pour tous les mandats. Les modalités relatives à la durée des mandats et leur renouvellement sont harmonisées sur base d'une durée maximale de six ans afin d'offrir davantage de souplesse au F.R.S.-F.N.R.S. et aux doctorants.

02. 9.1.3 / Avis de l'ARES :

- **Sur cette disposition – comme sur les articles 39 à 42 du projet de décret – la Chambre des universités remet un avis négatif, estimant notamment que le FNRS devrait pouvoir être consulté afin de remettre un avis suffisamment étayé sur l'ensemble des dispositions. Les dispositions doivent être revues, d'une part, en consultation avec le FNRS et, d'autre part, afin de les rendre plus claires et exactes.**
- **D'un point de vue légistique :**
  - S'agissant de la modification apportée au § 1er, il conviendrait d'inclure les parenthèses dans l'abrogation visée ;
  - Dans un souci de lisibilité, il pourrait être proposé de remplacer purement et simplement l'alinéa 3 du § 2 de l'article par un alinéa reprenant l'ensemble des corrections apportées par le littera 9° de la disposition en projet ;
  - La modification envisagée par le littera 9°, g) semble ne pas être complète : *« Au même alinéa, les mots « et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse », ainsi que la phrase ; ».*
- **Concernant plus précisément l'article en projet, il est à tout le moins demandé :**
  - de ne pas étendre les bourses doctorales à six ans (2°, 3°, 5°, 6° et 7°) et les bourses postdoctorales à huit ans (9°) : cela pourrait causer une diminution de l'attractivité, notamment pour des raisons fiscales et financières. De plus, il est souhaité qu'une réflexion sur la circulaire fiscale soit envisagée. Il est demandé que ces dispositions de prolongation de mandats se restreignent au contexte de la crise sanitaire du COVID-19 ;
  - à l'article 38, 1°, le texte abroge les mots *« parcours académique, expérience professionnelle et publications, ainsi que originalité, faisabilité et méthodologie ».* Si ces critères disparaissent, sur quelle base les évaluations seront-elles faites ? Le risque n'est-il pas que chaque commission scientifique du FNRS développe ses propres critères (et les adapte d'une année à l'autre…), rendant les classements et comparaisons des résultats entre les commissions complètement caduques ? Ne faudrait-il pas plutôt uniformiser les critères de façon précise pour tous les appels ?
  - à l'article 38, 2°, il est suggéré, d'insérer les mots *« ou bénéficier d'une décision d'équivalence »* après les mots *« titulaire d'un grade académique de master donnant accès aux études de 3e cycle »*. En effet, pourquoi supprimer cette exigence ? Si elle est un peu contraignante, elle permet de s'assurer que la personne dispose bien d'un diplôme équivalent et évite que certains ne travaillent à un dossier de candidature sans être éligible (par ex. cas du détenteur d'un diplôme de Master 60, insuffisant…).

Il peut également être suggéré de faire référence à l'article 115 du décret Paysage qui définit les grades donnant accès aux études de troisième cycle.

» S'agissant de l'article 38, 3°, il convient de remplacer les mots « *afin de leur permettre d'achever un travail de recherches »* par les mots « *en vue d'obtenir le titre de Docteur* ».

» S'agissant de l'article 38, 6°, il est fait remarquer que les mandats de candidat spécialiste doctorant, qui permettent de faire une thèse à mi-temps ont actuellement une durée de 8 ans. Le projet de décret propose une réduction de la durée du mandat à 6 ans au lieu de 8. Une telle réduction de ce mandat (qui n'a jamais été discutée au Conseil d'administration du FNRS) aurait des conséquences dommageables soit sur la capacité des doctorants de terminer la thèse dans les délais, soit sur le contenu et la qualité de la formation doctorale. Par ailleurs, il faut préciser que ces mandats s'adressent aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant une activité hospitalière à mi-temps, tout en réalisant des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur dans un des domaines de la santé.

» S'agissant de l'article 38, 7°, les mêmes remarques que celles émises pour art 38 6° s'appliquent également ici. En outre, il manque deux mots dans la phrase … : *« Par dérogation … d'un diplôme de spécialisation médicale [et poursuivent ?] une activité hospitalière … ».*

» Concernant l'article 38, 9°, g), il est demandé d'apporter des précisions, car la disposition n'est pas claire.

» Concernant l'article 38, 9°, h), il est demandé de prendre en compte les décisions du Conseil d'administration du FNRS. En effet, la disposition en projet entre en conflit avec la décision du Conseil d'Administration du FNRS de créer le statut de clinicien-chercheur (mandats de 2 ans, renouvelable indéfiniment sur avis favorable de la commission scientifique FNRS).

» **L'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**

02. 9.2 / ARTICLE 39 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 13 DU DÉCRET :

02. 9.2.1 / Modifications :

» L'article 13, § 1er du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 13. - § 1er. Les bourses du FRIA sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à faire carrière dans la recherche, dans l'industrie ou dans l'agriculture [~~et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat~~].

Le comité de gestion arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture.

~~Le comité de gestion transmet au Gouvernement, pour approbation, le règlement visé à l'alinéa précédent et ses modifications. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivants la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé~~.

[…] ».

» Il est proposé d'apporter à la disposition les modifications suivantes :

» Au § 1er, alinéa 1er, le mot *« doctorales »* est inséré entre les mots *« les bourses »* et les mots *« du FRIA »* ;

- Au § 1er, alinéa 1er, les mots *« et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat »* sont abrogés ;
- Au § 1er, les mots *« comité de gestion »* sont chaque fois remplacés par les mots *« conseil d'administration »* ;
- Le § 1er, l'alinéa 3 est abrogé.

02. 9.2.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées s'inscrivent *« dans le cadre de l'harmonisation prévue à l'article [38 de l'avant-projet] ».*
  - La référence au comité de gestion est remplacée par une référence au conseil d'administration, conformément à l'arrêté du 19 décembre 2013 portant exécution du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique.
  - L'alinéa 3 est supprimé, car il n'est plus d'actualité. Le règlement n'est plus transmis au Gouvernement de cette façon, désormais, cette transmission se fait via une notification. En outre, il contient une erreur, un étudiant ne pouvant pas postuler au FRIA.

02. 9.2.3 / Avis de l'ARES :

- **Compte tenu la positon précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**
  - Concernant l'article 39, 2°, il est à tout le moins demandé que la modification n'ait pas lieu, étant donné l'importance, pour les institutions, de faire référence aux établissements de la Communauté française.
  - Concernant l'article 39, 3°, il n'y a qu'une seule mention de *« comité de gestion »* dans le texte non abrogé, il convient de supprimer les mots *« chaque fois ».*

02. 9.3 / ARTICLE 40 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 14 DU DÉCRET :

02. 9.3.1 / Modifications :

- L'article 14 du décret est actuellement libellé comme suit :
  « Article 14. - Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent - sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration – se suivre sans discontinuité ».
- Il est proposé d'abroger purement et simplement la disposition.

02. 9.3.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la disposition *« n'est plus pertinente en raison de l'harmonisation opérée par l'article 41 du présent [projet de] décret ».*

02. 9.3.3 / Avis de l'ARES :

» **Compte tenu la positon précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**

» L'article 14 du décret doit être maintenu, son abrogation ne se justifie pas.

02. 9.4 / ARTICLE 41 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 17 DU DÉCRET :

02. 9.4.1 / Modifications :

» L'article 17 du décret est actuellement libellé comme suit :

» *« Article 17. - § 1er. Les bourses doctorales du FRESH sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à mener, à partir des outils des sciences humaines et sociales, des projets de recherche fondamentale à impact social [~~et qui, dans ce but, poursuivent dans une université de la Communauté française ou un établissement scientifique de l'État, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette université ou cet établissement, des études conduisant au doctorat~~].*

Le comité de gestion arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats du FRESH.

~~Le comité de gestion transmet au Gouvernement, pour approbation, le règlement visé à l'alinéa précédent et ses modifications. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivants la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé.~~

~~§ 2. Sont admis à poser leur candidature les porteurs d'un grade ou d'une décision d'équivalence donnant accès aux études de 3e cycle et relevant d'un ou plusieurs domaines suivants : philosophie, théologie, langues, lettres et traductologie, histoire, art et archéologie, art de bâtir et urbanisme, information et communication, sciences politiques et sociales, sciences juridiques et criminologie, sciences économiques et de gestion, sciences psychologiques et de l'éducation, art et sciences de l'Art. Les titulaires d'un diplôme de Master en sciences et gestion du tourisme sont également éligibles. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale~~ ».

» Il est proposé d'apporter à la disposition les modifications suivantes :

» Dans le même alinéa [sous-entendu l'alinéa 1er du § 1er] , les mots *« et qui, dans ce but, poursuivent dans une université de la Communauté française ou un établissement scientifique de l'État, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette université ou cet établissement, des études conduisant au doctorat. »* sont abrogés ;

» Au § 1er, l'alinéa 3 est abrogé ;

» Le § 2 est abrogé.

02. 9.4.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la disposition *« s'inscrit également dans le cadre de l'harmonisation procédée à l'article 41.*

» L'alinéa 3 est abrogé, car les modalités de transmission sont obsolètes.

» Le § 2 est également abrogé pour les mêmes raisons que celles mentionnées à l'article précédent.

02. 9.4.3 / Avis de l'ARES :

- D'un point de vue légistique, dans la mesure où le paragraphe 2 de l'article est complètement abrogé, il conviendrait de supprimer la référence au § 1er dans l'article en question.
- La question se pose également de savoir pourquoi, à l'instar de l'art.39, 3°, les mots *« comité de gestion»* ne sont-ils pas remplacés par *« Conseil d'administration »* ?

- **Compte tenu la positon précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**
  - Concernant l'article 41, 1°, il est demandé que la modification n'ait pas lieu, étant donné l'importance, pour les institutions, de faire référence aux établissements de la Communauté française. De plus, les mots *« le même alinéa »* n'ont pas de sens ; il convient d'écrire *« le paragraphe 1er, premier alinéa ».*
  - Concernant l'article 41, 3°, la liste des diplômes de master requis pour pouvoir postuler au FRESH est supprimée, sans raison apparente. *A priori,* cela ouvre les FRESH aux diplômés d'un master dans n'importe quel domaine.

02. 9.5 / ARTICLE 42 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 18 DU DÉCRET :

02. 9.5.1 / Modifications :

- L'article 18 du décret est actuellement libellé comme suit :
  « Article 18. - Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent - sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration – se suivre sans discontinuité ».
- Il est proposé d'abroger purement et simplement la disposition.

02. 9.5.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la disposition en cause *« n'est plus pertinente au regard de l'harmonisation opérée ».*

02. 9.5.3 / Avis de l'ARES :

- **Compte tenu de la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**
  - L'article 18 du décret doit être maintenu, son abrogation ne se justifie pas. Comment faut-il comprendre cette abrogation ? Cela signifie-t-il que des bourses FRESH n'ont plus de durée limitée? Faut-il comprendre qu'elles peuvent être d'une durée de 6 ans par extension du nouvel article 38, § 2, al. 5 ? La disposition est, à nouveau, peu claire.

02.10 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 30 JANVIER 2014[13] – FINANCEMENT DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITÉS

02. 10.1 / ARTICLE 43 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 10 DU DÉCRET :

02. 10.1.1 / Modifications :

- L'article 10 du décret du 30 janvier 2014 est actuellement libellé comme suit :
  « Article 10. - Les actions de recherche concertées sont financées pour une durée maximale de cinq fois douze mois.
  La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.
  La part du financement consacrée aux dépenses de personnel durant la totalité de l'action de recherche ne sera pas inférieure à la moitié du montant total de la subvention de cette action de recherche concertée».
- Il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa 4 à la disposition, libellé comme suit :
  «Le conseil de recherche peut prolonger de maximum un an le financement visé à l'alinéa 1er dans les cas visés à l'article 14, alinéa 2, et pour autant que ceux-ci aient entraîné un retard irrémédiable dans la réalisation de la thèse de doctorat. Les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse transmettent au préalable leur avis au conseil de la recherche ».

02. 10.1.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre *« aux doctorants qui auraient pu justifier d'une situation problématique dans l'exécution de leur recherche, entraînant un retard irrémédiable de la thèse de doctorat, de solliciter une prolongation. Chaque demande sera évaluée par le Conseil de la recherche de chaque université. Les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse sont invités au préalable à transmettre leur avis sur la demande au Conseil de la recherche ».*

02. 10.1.3 / Avis de l'ARES :

- **Sur cette disposition – comme sur l'article 44 du projet de décret – la Chambre des universités remet un avis négatif. Elle estime en effet indispensable de rendre plus claires et exactes ces dispositions, compte tenu de l'implication qu'elles pourront avoir en pratique.**
- Cet article révise l'article 10 du décret du 30 janvier 2014 qui fixe la durée des actions de recherche concertée à 5 fois 12 mois. Ce nouveau projet de décret autoriserait une prolongation d'un an mais lie cette autorisation à un *« retard irrémédiable de la réalisation d'une thèse de doctorat ».* Pourtant, les ARC ne financent pas uniquement la réalisation de thèses de doctorat et la prolongation demandée dans le cadre de la crise du Covid-19 concerne aussi le report d'autres types de dépenses affectées par cette crise.

- **L'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**

[13] Décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, *M.B.,* 12 mai 2014.

- La prolongation est-elle à budget constant ? A prendre sur l'enveloppe ARC de l'université ? Ou peut-on obtenir un financement complémentaire ?
- *Quid* des autres postes ? (post-doc dans la même situation ; frais de fonctionnement, etc.).

02. 10.2 / ARTICLE 44 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 14 DU DÉCRET :

02. 10.2.1 / Modifications :

- L'article 14 du décret est actuellement libellé comme suit :

  « Article 14. - La bourse ou le mandat financés par les subventions accordées en vertu du présent décret est prorogée pour une durée égale à celle de la suspension, soit pour cause de congé de maternité, de paternité ou d'adoption, soit pour cause de congé de maladie d'une durée supérieure ou égale à un mois».
- Il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa 2 à l'article, libellé comme suit :

  « Conformément à l'article 10, alinéa 4, une prolongation peut être accordée dans les cas suivants :

  1° Annulation d'une mission sur le terrain ;

  2° Annulation d'une mission internationale ;

  3° Impossibilité de mener un travail de laboratoire ou collecte de données pendant une durée d'au moins trente jours ;

  4° Garde d'enfant de moins de douze ans lors de la fermeture des garderies et des écoles dans le contexte de la crise sanitaire ;

  5° Interruption de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire ».

02. 10.2.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée complète l'article 43 du décret en projet en fixant *« les cas dans lesquels une prolongation peut être sollicitée ».*
- Cet article semble ouvrir la possibilité de prolongation de mandats dans une série de situations, dont il devrait être précisé qu'elles sont liées à la crise du Covid-19 si on veut éviter d'ouvrir une boite de Pandore ingérable.

02. 10.2.3 / Avis de l'ARES :

- **Compte tenu la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**
  - À l'article 44, 5°, il est à tout le moins demandé que les mots *« du COVID-19 »* soient insérés après *« dans le contexte de la crise sanitaire ».*
  - Les 2 derniers littera (points 4 (garde d'enfant) et 5° (aide dans les hopitaux ou laboratoires)) mentionnent clairement qu'il s'agit de conditions existant dans le cadre d'une crise sanitaire ; les 3 premières conditions – annulation d'une mission de terrain (1°), annulation d'une mission internationale (2°), impossibilité de mener un travail de laboratoire ou collecte de données pendant 30 jours (2°) – ne font pas ce lien. S'agit-il d'une erreur légistique ? Tel quel, l'article signifie que

l'on peut prolonger le mandat dès qu'une des conditions évoquées en 1°, 2°,3° existe, qu'on soit en période de crise sanitaire ou non.

02.11 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 19 JUILLET 2017[14] – HOPITAUX UNIVERSITAIRES

02. 11.1 / ARTICLE 45 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 18 DU DÉCRET :

02. 11.1.1 / Modifications :

» L'article 18, § 2 du décret du 19 juillet 2017 est actuellement libellé comme suit :

« […]

§ 2. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités de transmission des programmes d'investissement des hôpitaux qui demandent l'intégration dans le calcul des parties du prix d'hébergement visées au paragraphe 1er. Il fixe, sur proposition du Ministre qui a les hôpitaux universitaires dans ses attributions les critères de sélection prioritaires pour l'introduction de programmes d'investissement dans les plans de construction.

Pour l'introduction des plans de construction, le Gouvernement peut tenir compte d'un indice de vétusté des bâtiments et des montants déjà pris en charge par les autorités publiques.

Par vétusté, il faut entendre l'état d'usure ou de détérioration résultant du temps ou de l'usage normal des matériaux et éléments d'équipement dont est constitué l'hôpital.

Par indice de vétusté, il faut entendre le rapport entre la valeur comptable résiduelle et la valeur comptable d'acquisition.

Les programmes d'investissements répondent aux prescrits de la loi sur les hôpitaux.

Le plan de construction et les critères de priorités sont mis à jour tous les cinq ans ».

» Il est proposé d'ajouter à l'article 18, § 2, un nouvel alinéa 7, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 6, sur la base d'une demande motivée de l'hôpital concerné, le Gouvernement peut accepter des modifications du plan de construction arrêté conformément à l'alinéa 1er, pour autant que :

1° la demande de modification de plan intervienne durant la troisième année d'application de ce dernier;

2° les modifications demandées respectent les modalités fixées par le Gouvernement en application du paragraphe 3 ;

3° les modifications proposées ne peuvent en aucun cas augmenter le nombre de m² admissible, approuvé initialement, pour une année donnée, à moins que cette augmentation ne soit compensée par une diminution des m² sur les années précédentes.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives à l'introduction d'une demande de modification du plan de construction ».

[14] Décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, *M.B.,* 31 août 2017.

02. 11.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'introduire *« la possibilité pour les hôpitaux universitaires de solliciter la modification du plan de construction approuvé par le Gouvernement. Cette demande doit être introduite au cours de la 3ème année du plan quinquennal ».*

02. 11.1.3 / Avis de l'ARES :

» D'un point de vue légistique, afin d'assurer la lisibilité de la disposition qui contient déjà six alinéas, de transformer l'alinéa 7 en projet en un § 2*bis* dont les premiers mots seront rédigés comme suit : *« Par dérogation au § 2, alinéa 6 du présent article, […] ».*

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02.12 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 5 JUIN 2008[15] – CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

02. 12.1 / ARTICLE 46 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 23 DU DÉCRET :

02. 12.1.1 / Modifications :

» L'article 23, § 1er, alinéa 1er du décret du 5 juin 2008 est actuellement libellé comme suit :
« Article 23. - § 1er. Chaque Centre de ressources a pour mission de concevoir, de promouvoir, et d'encadrer des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias en Communauté française, principalement à destination des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, de leurs équipes pédagogiques et de leurs élèves et étudiants
[…] ».

» Il est proposé de modifier l'article 1er, alinéa 1er en insérant les mots *« de l'enseignement supérieur »* entre les mots *« et spécialisés »* et les mots *«, organisés ou subventionnés ».*

02. 12.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but *« corriger l'oubli du niveau de l'enseignement supérieur dans le décret de l'éducation aux médias ».*

02. 12.1.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

[15] Décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Education aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française, *M.B.,* 15 octobre 2008.

02.13 / DISPOSITIONS AUTONOMES

02. 13.1 / ARTICLE 47 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 106 DU DÉCRET PAYSAGE :

02. 13.1.1 / Modifications :

- L'article 106, alinéa 2 du décret est actuellement libellé comme suit :
  « Pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les Commissaires et Délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES la liste des demandes d'inscription refusées au sens de l'article 96 avec le motif de refus, des fraudes à l'inscription, des exclusions pour fraude aux évaluations, des inscriptions et demandes d'admission prises en considération et des inscriptions régulières, des réorientations et des allègements pour l'année académique en cours, ainsi que les corrections à apporter à la liste de l'année académique précédente et les crédits acquis par les étudiants régulièrement inscrits durant cette année académique et grades académiques qui leur ont éventuellement été délivrés ».
- La disposition en projet prévoit une dérogation ponctuelle à cette disposition, s'agissant de l'année académique 2021 :
  « Par dérogation à l'article 106, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, pour l'année académique 2020-2021, les commissaires et délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur les rapports de populations étudiantes visés par cette même disposition pour le 15 juillet 2021 au plus tard ».

02. 13.1.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre *« aux commissaires et délégués du Gouvernement de valider et transmettre à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) les rapports de populations étudiantes pour le 15 juillet 2021 au plus tard, eu égard au contexte de crise sanitaire qui a retardé un certain nombre d'opérations préalables à ce contrôle ».*

02. 13.1.3 / Avis de l'ARES :

- **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 13.2 / ARTICLE 48 DU PROJET DE DÉCRET : PROLONGATION DES STAGES ET ÉVALUATIONS DES ÉTUDIANTS

02. 13.2.1 / Modifications :

- La disposition en projet prévoit, s'agissant de l'année académique 2021, la disposition suivante :
  « Dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 et s'agissant des étudiants inscrits en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation,

l'établissement d'enseignement supérieur peut prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2020-2021 jusqu'au 31 janvier 2022.

La disposition visée à l'alinéa 1er ne peut être utilisée par les établissements d'enseignement supérieur qu'en dernier recours. Celui-ci est motivé par l'impossibilité matérielle d'organiser les stages et les évaluations concernées, y compris à distance ».

02. 13.2.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de *« permettre, en dernier recours, la prolongation des stages et des évaluations du troisième quadrimestre jusqu'au 31 janvier 2022 pour les étudiants inscrits en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation ».*

02. 13.2.3 / Avis de l'ARES :

» Dans son avis n° 2020-04 du 21 avril 2020 rendu sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020, l'ARES avait suggéré une **disposition similaire**, du moins s'agissant de l'alinéa 1er de la disposition en projet.

» **Cela étant**, l'ARES s'interroge sur la formulation de l'alinéa 2 qui suppose un avis motivé : auprès de quelle instance ?

» **De même**, l'ARES note que la disposition en projet ne prévoit pas de dispositions relatives à l'éventuelle *réinscription* des étudiant·e·s concerné·e·s. A cet égard, l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 31 relatif à l'organisation de l'année académique 2020-2021 prévoyait, en ses articles 2, 3 et 4, des modalités particulières s'agissant des possibilités d'inscription provisoire à régulariser pour le 15 février, de date limite de réinscription au 15 février et de date limite de paiement au 15 février.

L'ARES suggère donc que la disposition en projet soit complétée et réécrite comme suit :

« § 1er. Dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 et s'agissant des étudiants inscrits en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation, l'établissement d'enseignement supérieur peut prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2020-2021 jusqu'au 31 janvier 2022.

La disposition visée à l'alinéa 1er ne peut être utilisée par les établissements d'enseignement supérieur qu'en dernier recours. Celui-ci est motivé par l'impossibilité matérielle d'organiser les stages et les évaluations concernées, y compris à distance.

§ 2. Par dérogation à l'article 95, § 1er, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013, l'inscription provisoire peut être régularisée jusqu'au 15 février 2021 au plus tard pour les étudiants concernés par l'application du paragraphe 1er.

Par dérogation à l'article 101, alinéa 1er, première phrase, du décret du 7 novembre 2013, lorsque la délibération du troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 a lieu après le 30 novembre 2020, les étudiants visés par cette délibération sont autorisés à s'inscrire ou, le cas échéant, à se réinscrire aux études jusqu'au 15 février 2021 au plus tard.

Par dérogation à l'article 102, § 1er, alinéas 1er, dernière phrase, et 2 du décret du 7 novembre 2013, pour les étudiants concernés par l'application du paragraphe 1er, la date limite du paiement de l'entièreté des droits d'inscription à l'année académique 2020-2021 est reportée au 15 février 2021 au plus tard ».

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des modifications formulées.**

02.14 / ENTRÉES EN VIGUEUR

L'article 49 en projet fixe les entrées en vigueur comme suit :

» Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2021-2022, sauf s'agissant :
  » des articles 2, 3, 5 et 6 qui entrent en vigueur au 1er septembre 2021,
  » de l'article 8, 1°, qui produit ses effets au 1er janvier 2019,
  » des articles 8, 2° et 3°, 15, et 16, 1° à 6° qui produisent leurs effets au 1er janvier 2021,
  » de l'article 16, 7°, qui produit ses effets au 1er août 2020,
  » de l'article 22 qui produit ses effets au 19 septembre 2019.

» Il en résulte que :
  » Les mesures modifiant les articles du décret du 20 décembre 2001 concernant l'enseignement supérieur artistique entrent en vigueur à partir du 1er septembre 2021 au lieu du 14 septembre 2021, à l'exception des articles 1er et 4 qui entrent en vigueur le 14 septembre 2021,
  » La mesure supprimant au sein de l'article 13 du décret Paysage l' « Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud à 1420 Braine-l'Alleud » sort ses effets à partir du 1er janvier 2019 ;
  » Les mesures supprimant au sein de l'article 13 du décret Paysage les *« Cours industriels et commerciaux à 7190 Ecaussinnes »* et l' *« Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies »* sortent leurs effets à partir du 1er janvier 2020, de même que certaines mesures modifiant les annexes du décret ;
  » La mesure insérant un nouveau mécanisme de calcul du financement dans le cas des étudiants en BAMA produit ses effets à partir du 19 septembre 2019.

» **D'une part,** l'ARES remarque qu'il n'est pas prévu d'entrée en vigueur particulière s'agissant des articles 47 et 48. Il conviendrait de prévoir une entrée en vigueur rétroactive à l'année académique 2020-2021 vu les mécanismes qu'il prévoit.

» **D'autre part,** s'agissant de la mesure insérant un nouveau mécanisme de calcul du financement dans le cas des étudiants en BAMA, il est prévu que celle-ci produise ses effets à partir du 19 septembre 2019, soit rétroactivement. L'ARES estime qu'une telle mesure ne peut produire des effets que pour l'avenir de sorte qu'elle doit entrer en vigueur en 2021-2022.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des remarques et propositions de modification susvisées.**

03. MODIFICATIONS RESTANTES À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

- Un certain nombre de propositions de modifications proposées par l'ARES **ne sont pas contenues dans le texte en projet.**
- La plupart d'entre elles ont été formulées ou rappelées à l'occasion de l'avis n° 2020-11 rendu par l'ARES le 26 mai 2020.
- **Celles-ci demeurent, pourtant, indispensables pour le bon fonctionnement, à la fois des établissements d'enseignement supérieur, mais également de l'ARES.**
- **C'est pourquoi l'ARES demande à ce que ces modifications soient intégrées au texte en projet.**

03.1 / DÉCRET DU 16 AVRIL 1991 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

- L'ARES remarque qu'il conviendrait de modifier l'article 6 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale **pour y intégrer une référence à l'obligation scolaire, telle qu'elle existe dans l'enseignement obligatoire**.

  L'article 6 du décret dispose actuellement ceci :

  « Article 6. - Nul ne peut être admis comme élève régulier dans l'enseignement de promotion sociale aussi longtemps qu'il est soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

  Des dérogations peuvent toutefois être accordées par l'Exécutif pour des formations spécifiques ».
- Il s'agirait donc de compléter l'article, 6, premier alinéa, comme suit : *« L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à l'âge de quinze ans et comporte au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice. En aucun cas, l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de seize ans ».*

03.2 / DÉCRET DU 19 MAI 2004 INSTITUANT UN FONDS D'AIDE À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU SEIN DE L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Il s'agit d'intégrer le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) au sein de l'ARES. **Il s'agit d'une demande qui a déjà fait l'objet d'un avis formel de l'ARES le 15 mars 2016 (cfr. avis n° 2016-7).**

  Cette intégration est essentielle en vue :
  - de faire perdurer la gestion opérationnelle efficace par l'AEF-Europe des différents programmes et actions de mobilité,
  - de favoriser plus de cohérence entre gestion opérationnelle et gestion stratégique,
  - de renforcer le (futur) Comité dans une approche interinstitutionnelle concertée.
- Conformément à l'article 8 du décret, c'est au Gouvernement qu'il revenait de créer le Comité, ce que le Gouvernement a fait par l'entremise de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007[16].

[16] Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, *M.B.*, 30 août 2007.

» Pourtant, l'analyse juridique fait apparaître qu'une telle modification ne saurait se satisfaire d'une simple modification de l'arrêté : en effet, il conviendrait de recourir à l'instrument décrétal. Il est donc proposé, notamment pour tenir compte de l'avis donné par la Section législation du Conseil d'État relatif au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française *« créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante »*, une modification de l'article 8 du décret du 19 mai 2004 instituant le Fonds d'aide à la mobilité étudiante (FAME). À l'occasion de cet avis, le Conseil d'État avait en effet fait remarquer que *« le fondement légal de l'arrêté en projet [était] fragile. D'une part, réglant une matière d'enseignement, il doit satisfaire à l'article 24, § 5, de la Constitution, qui requiert que les éléments essentiels de la réglementation soient établis par le législateur. D'autre part, la création d'un organisme doit satisfaire à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en vertu duquel le décret doit régler* "la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle*" des organismes créés par la Communauté française »*[17].

» Cette modification préciserait que le Conseil supérieur de la mobilité est créé et **hébergé par l'ARES**. Il conviendrait évidemment, ensuite, de procéder aux modifications adéquates dans l'arrêté du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, pareille modification n'ayant pas vocation à se retrouver dans un décret fourre-tout.

L'article 8 du décret pourrait ainsi être modifié comme suit :

« Un Conseil supérieur de la mobilité étudiante est créé. Il est composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil supérieur de la mobilité étudiante est accueilli par l'ARES.

Le Gouvernement fixe l'organisation de ce Conseil.

Le Conseil peut donner, soit d'initiative soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question relative à la mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur.

Le Gouvernement peut confier la gestion de programmes de mobilité au Conseil supérieur de la mobilité.

Le Conseil supérieur de la mobilité publie un rapport d'activités annuel. ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03.3 / DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

03. 3.1 / ARTICLE 12 DU DÉCRET : CHANGEMENT DE DÉNOMINATION

» Par décision du 29 mars 2021, le Conseil communal de la Ville de Liège a acté le changement de dénomination de *« l'École Supérieure des Arts de la Ville de Liège »,* en « Beaux-Arts de Liège - École Supérieure des Arts » (acronyme « BAL »).

» Il convient donc d'adapter en conséquence l'article 12 du décret, en remplaçant les mots *« 12° L'École supérieure des Arts de la Ville de Liège; »* par les mots *« 12°* Beaux-Arts de Liège - École Supérieure des Arts » de même que l'annexe III.3 du décret.

[17] Section de législation du Conseil d'État, avis n°43.354/2 donné le 6 juillet 2007 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante", *Doc. parl. Comm. fr.*, 2006-2007, p. 3.

03. 3.2 / ARTICLES 15, 37 ET 89 DU DÉCRET [COMBINÉS] : HABILITATION À ORGANISER UN MASTER DE SPÉCIALISATION

- L'ARES a repéré au sein du décret une certaine **incohérence** s'agissant des règles entourant les habilitations à organiser des masters de spécialisation.
- Selon la définition donnée par l'article 15, § 1er, al. 1er, 47° du décret, les masters de spécialisation ne pourraient être organisés **que** par une université ou en **codiplômation** avec une université. Ceci est toutefois contredit par l'article 89, al. 1er, du même décret qui dispose que *« ces études sont nécessairement soit organisées par une université ou une École supérieure des Arts, soit **coorganisées** par plusieurs établissements dont au moins une université »*. Le flou est accentué par le fait que l'article 37, al. 2, 1° du décret cite explicitement les masters de spécialisation parmi les compétences exclusives de la Chambre des universités, sans qu'aucune mention n'y soit faite au littera 3°, s'agissant des compétences de la Chambre des Écoles supérieures des arts.

  Il semble que ces incohérences soient le résultat d'une modification apportée à l'article 89 entre l'avant-projet de décret et le décret voté le 7 novembre 2013. En effet, l'avant-projet de décret ne permettait pas, à l'origine, aux écoles supérieures des Arts d'organiser des masters de spécialisation.
- Afin de corriger ces apparentes contradictions, il conviendrait :
  - de modifier l'article 15, § 1er, al. 1er, 47° de la manière suivante: *« Master de spécialisation : études menant à grade académique de master particulier (de niveau 7), délivré par une université [, par une École supérieur des arts] ou en ~~codiplômation~~ [coorganisation] avec une université [ou une École supérieure des arts], sanctionnant des études spécifiques de deuxième cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de master »* ;
  - d'adapter l'article 37, al. 2, 3° de la manière suivante: « *3° la Chambre des Écoles supérieures des Arts, en charge des matières liées à la recherche artistique, aux études artistiques de premier et deuxième cycles (niveaux 6 et 7) [et de master de spécialisation] »*;
  - de modifier l'article 89, al. 1er de la manière suivante: *« L'habilitation à organiser des études de master de spécialisation n'est accordée qu'aux établissements habilités à conférer un grade académique de type long du même domaine. Ces études sont nécessairement soit organisées par une université ou une École supérieure des Arts, soit coorganisées par plusieurs établissements dont au moins une université [ou une École supérieure des arts]* ».
- **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.3 / ARTICLE 27 DU DÉCRET : DOTATION DE L'ARES POUR 2020

- Dans son avis n° 2020-11, l'ARES a proposé de modifier l'article 27 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) et de le compléter comme suit :

  « Pour l'année 2020, un montant de 428.000 euros est ajouté au montant de la dotation calculée en vertu des alinéas précédents.

  A partir de l'année 2021, le montant de la dotation est obtenu en appliquant la formule suivante : montant définitif de la dotation de l'année précédant l'année budgétaire concernée x indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / indice santé de janvier de l'année budgétaire précédente ».
- Il s'agit de modifier le montant de la dotation de l'ARES suite à un transfert de 150.000 euros pour le traitement de personnel en provenance de l'administration et travaillant à l'ARES ; 180.000 euros supplémentaires sont ajoutés à la dotation pour permettre le recrutement de personnel pour renforcer la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI) ;

50.000 euros supplémentaires sont ajoutés afin de permettre à l'ARES de mettre en œuvre le programme d'échange Asem-Duo ; 48.000 euros supplémentaires sont ajoutés pour compenser les charges de l'augmentation de la prime de fin d'année décidée par le Gouvernement en 2018 et 2019.

Ces montants ont déjà été accordés à l'ARES par voie d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française en 2018 et 2019, et sont prévus au budget 2020 de la Communauté française, la mesure ne présente donc **aucun impact budgétaire additionnel**. À partir de 2021, ces augmentations intègrent le montant de la dotation et, correspondant principalement à des coûts de personnel, sont indexés chaque année.

» **De manière plus précise :**

» *Transfert de la DO 11 (150.000 euro) :*

Les articles 154 à 157 du décret du 7 novembre 2013 prévoient le transfert à l'ARES du personnel et des moyens jusque-là affectés à différents organismes (l'Observatoire de l'enseignement supérieur, le CIUF, le CGHE et le CSESA) liés à l'enseignement supérieur. À partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Toutefois, trois agents précédemment affectés à ces services au sein du Ministère ont refusé leur transfert au moment de la création de l'ARES.

Dès lors, dès 2017, un montant de 75.000 EUR a été transféré au départ de l'AB 11.04.01 de la DO 11 (rémunération du personnel du Ministère) en vue de compenser, sur une demi-année, le non-transfert à l'ARES de ces 3 membres du personnel. Les 75.000 EUR complémentaires (pour atteindre 150.000 EUR sur base annuelle, récurrent) ont été accordés à partir de 2018.

» *Secrétariat de la CEPERI (180.000 EUR) :*

L'article 97 du décret du 7 novembre 2013 détermine qu'une Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription est créée. Elle a le statut d'autorité administrative indépendante. Le même article 97 prévoit que *« celle-ci est accueillie par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif; un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES en assument le secrétariat ».*

En 2017, une évaluation du fonctionnement de la CEPERI a été menée, qui a abouti entre autres, à la conclusion que le renforcement du secrétariat de la Commission était nécessaire à son bon fonctionnement. Dans ce cadre, un montant de 60.000 EUR (pour 1/3 d'année) a été octroyé dès 2017 à l'ARES par arrêté du Gouvernement distinct, en vue de renforcer le secrétariat de la CEPERI en recrutant trois agents. Par la suite et dès 2018, ce montant a été octroyé en année pleine (180.000 EUR).

» *Augmentation prime de fin d'année (48.000 EUR) :*

Par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 17 octobre 2018 et du 27 mars 2019, le Gouvernement de la Communauté française a décidé d'augmenter en deux étapes successives la part fixe de l'allocation de fin d'année. Le surcout généré par cette mesure a été compensé pour l'ARES, par l'octroi d'une subvention spécifique en 2018 puis en 2019 dont le montant a varié proportionnellement à l'augmentation constatée du coût de la prime de fin d'année.

» *ASEM-DUO (50.000 EUR) :*

Dans le cadre de sa mission *« de promouvoir la visibilité internationale de l'enseignement supérieur en Communauté française et de coordonner les relations internationales des Pôles et établissements»*, assignée à l'ARES par l'article 21, alinéa 1er, 9° du décret du 7 novembre 2013 précité, le Gouvernement a confié à l'institution la réalisation d'un appel à projet, *« ASEM-Duo »* en vue de favoriser les échanges entre chercheurs des universités de la Communauté française et des pays d'Asie du Sud-Est.

Dans ce cadre, un montant de 17.000 EUR a été versé à l'institution en 2017, montant porté à 50.000 EUR à partir de 2018. Ces montants sont intégralement consacrés au financement d'activités de recherche menée par des « paires » de chercheurs issus d'Asie et d'Europe.

» **Entrée en vigueur : 1er janvier 2021.**

03. 3.4 / ARTICLE 39, ALINÉA 3 DU DÉCRET : SUPPLÉANCE DES MEMBRES D'UNE CHAMBRE THÉMATIQUE

» L'article 39, alinéa 3 du décret prévoit actuellement qu'*« un membre d'une Chambre thématique empêché peut s'y faire remplacer par un suppléant désigné selon les modalités de l'article 28 ».*

» En pratique, **l'ARES relève que cette exigence pose problème**. En effet, le mode de désignation des membres du Conseil d'administration, tel que prévu à l'article 28 du décret, ne convient pas pour la désignation des *suppléants* des membres des Chambres.

» **En effet**, les membres du Conseil d'administration sont désignés par le Gouvernement, sur proposition :

» De la majorité des Directeurs-Présidents, s'agissant des représentants des hautes écoles,

» De la la majorité des Directeurs des Écoles supérieures des Arts, s'agissant des représentants des écoles supérieures des arts,

» Du Conseil général, s'agissant des représentants de l'enseignement supérieur de promotion sociale,

» Des organisations syndicales affiliées aux organisations syndicales représentées au Conseil national du Travail et qui affilient dans l'enseignement supérieur, s'agissant des représentants des membres du personnel ;

» Des organisations représentatives communautaires, s'agissant des représentants des étudiants.

Ce mode de désignation n'est pas envisageable s'agissant des Chambres, chaque suppléant d'un membre effectif siégeant dans une Chambre devant pouvoir être proposé plus librement (par exemple, par la Haute école, l'école supérieure des arts, etc.).

» **Ensuite**, ce mode de désignation diffère du mode de désignation des effectifs siégeant au sein de chaque Chambre, ce qui n'est pas cohérent :

» Conformément à l'article 39, alinéa 2 du décret, les représentants étudiants siégeant dans chaque Chambre sont proposés par les 6 représentants des étudiants siégeant au Conseil d'administration (*idem* s'agissant des représentants du personnel) ;

» Conformément à l'article 39, alinéa 1er, chaque université, chaque haute école et chaque école supérieur des arts envoie dans les Chambres respectives leur Recteur, leur Directeur-Président et leur Directeur.

» **Enfin**, le Gouvernement ne désigne aucun membre des Chambres.

» Il est donc proposé de remplacer les mots *« selon les modalités de l'article 28 »* par les mots *« selon les mêmes modalités de désignation du membre empêché ».*

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.5 / ARTICLE 42 DU DÉCRET : DURÉE DES COMMISSIONS CRÉÉES PAR LE CA ET LES CHAMBRES DE L'ARES

- L'article 42 du décret prévoit actuellement que *« le Conseil d'administration de l'ARES et les Chambres thématiques peuvent constituer d'autres commissions en charge d'une question particulière et pour une durée limitée ».*
- Il apparait également dans la pratique que l'exigence d'une durée limitée n'est pas souhaitable, certaines commissions de l'ARES n'étant pas appelées, dans les faits, à ne plus se réunir après une certaine durée, compte tenu de la thématique qu'elles traitent (ex : les Commissions créées par la Chambres des hautes écoles et traitant de thématiques comme le paramédical, le social, le technique, etc.).
  L'ARES propose donc de supprimer les mots *« et pour une durée limitée ».*
- **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.6 / ARTICLES 73 ET 112 DU DÉCRET [COMBINÉS] : ACCÈS AUX MASTERS DE SPÉCIALISATION

- Suite à la mise en place du décret, l'accès aux masters de spécialisation a été **restreint aux titulaires d'un master 120**. Tous les candidats à l'admission à un master de spécialisation ne peuvent évidemment pas faire valoir une année au moins d'expérience professionnelle et/ou personnelle. Cette restriction est donc **très contraignante** pour les institutions. **L'ARES avait souhaité, à l'occasion des travaux sur le décret « Fourre-tout III », attirer l'attention du Gouvernement sur le fait que certaines situations sont, à cet égard, problématiques (cfr. les avis n° 2019-01 et 2019-13 rendus par l'ARES)** :
  - les masters 60 en Communauté française pour lesquels **il n'existe pas de master 120** (Par exemple, le master en kinésithérapie et réadaptation) ;
  - les **masters 60 en Communauté flamande**, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de Masters de spécialisation coorganisées avec une université flamande (par exemple, le master de spécialisation en génie nucléaire);
  - les **étudiants étrangers** ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugiés notamment).
- Si les universités veulent que ces diplômés accèdent au master de spécialisation, il faut évidemment modifier le décret du 7 novembre 2013 par l'introduction d'une série d'exceptions à l'article 112 pour ce qui concerne ces situations problématiques.
- Il est donc proposé de :
  - modifier l'article 73, alinéa 1er du décret comme suit :
    « Article 73. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent [aux conditions fixées par les autorités académiques], des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires ».
  - modifier l'article 112 du décret (en s'inspirant de l'article 115 actuel qui traite de l'admission au 3ème cycle), comme suit :
    « Article 112. [§ 1er.] Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui ~~satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 et~~ sont porteurs : ~~d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits :~~

    1° [Soit d'un diplôme de Master en Communauté française;

2° *Soit d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'École Royale Militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;*

3° *Soit d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littera 1 et 2 en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.*

Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies et /ou les compétences qu'il a acquises sont valorisés par le jury pour au moins 240 crédits.

§3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de 3ème cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins] ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.7 / ARTICLE 77 DU DÉCRET : NOTE ABSORBANTE

» L'article 77 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 77. - Chaque unité d'enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Une unité se caractérise par les éléments suivants :

[…]

11° le mode d'évaluation et, s'il échet, la pondération relative des diverses activités d'apprentissage;

[…]

Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une unité d'enseignement peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury lors du calcul de la moyenne. Cette pondération est également indiquée. A défaut, l'évaluation de chaque unité d'enseignement y intervient pour un poids égal.

Cette description des unités d'enseignement ne peut être modifiée durant l'année académique sur laquelle elle porte, sauf cas de force majeure touchant les enseignants responsables ».

» L'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études prévoit, en son article 2, une modification de l'article 77 du même décret, comme suit :

» À l'alinéa 1er, 11°, les mots *« la pondération relative »* sont remplacés par les mots *« la méthode de calcul de l'évaluation »* ;

» L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : *« Au sein d'un programme d'études, lorsqu'une unité d'enseignement est composée de plusieurs activités d'apprentissage donnant lieu à des évaluations distinctes, les titulaires de chaque activité d'apprentissage décident collégialement de la méthode de calcul correspondant à l'évaluation finale de cette unité. Cette information est communiquée au jury et inscrite dans la fiche des activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement ».*

» La disposition en projet *« permet aux différents titulaires d'activités d'apprentissage au sein d'une unité d'enseignement de préciser la méthode de calcul de l'évaluation et plus uniquement la « pondération ». Il ne s'agit ni d'imposer ni d'exclure aucune méthode déterminée de calcul de la note correspondant à l'évaluation finale d'une unité d'enseignement, lorsque cette unité d'enseignement, divisée ou non en activités d'apprentissage distinctes, donne lieu à deux ou plusieurs évaluations. De cette façon, la disposition garantit la sécurité notamment de la pratique de la note absorbante. La technique de la note absorbante est le fait de permettre d'inscrire une unité d'enseignement en échec lorsque la note à l'évaluation d'une activité d'apprentissage qui compose l'UE est inférieure à 10/20 et ce, indépendamment du fait qu'un calcul de moyenne, pondéré ou non, des différentes évaluations soit supérieur à 10/20 ».*

» **L'ARES demande à ce que la disposition en projet soit d'ores et déjà intégrée dans le présent projet de décret afin que la disposition entre en vigueur dès la prochaine année académique.**

03. 3.8 / ARTICLE 79 DU DÉCRET : ÉPREUVES DE FIN DE QUADRIMESTRE

» Concernant le mécanisme de **quadrimestrialisation**, l'ARES avait suggéré, **à l'occasion de son avis n° 2018-01 rendu d'initiative et dans le cadre des travaux sur le décret « Fourre-tout III » (cfr. avis n° 2018-13)**, de modifier l'article 79, § 1er, al. 2 en ce qu'il impose (lorsque, pour des raisons motivées, certaines unités d'enseignement se répartissent sur les deux premiers quadrimestres) que soit obligatoirement organisée une évaluation partielle à la fin du premier quadrimestre.

» Un certain nombre d'inconvénients avaient été pointés : **émiettement** des matières, **multiplication** des matières à évaluer, **allongement** des sessions d'examens, des délibérations, etc. Elle a donc plaidé pour que l'article laisse davantage de **souplesse** et **d'autonomie** aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres.

L'article 79, § 1er, alinéa 2 pourrait donc être modifié comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une évaluation partielle ~~est~~ [peut être] organisée en fin de premier quadrimestre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 150, § 1er ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.9 / ARTICLE 84 DU DÉCRET : MINIMUM DE 60 CRÉDITS POUR CONFÉRER UN GRADE

» L'article 84 actuel du décret, tel que modifié récemment par le décret « Fourre-tout III »[18], est libellé comme suit :

« Aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ou de master de spécialisation peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

» **L'ARES avait proposé, à l'occasion des travaux du décret « Fourre-tout III » (cfr. avis n° 2018-13), d'intégrer le master 60 dans la liste des exceptions**, à savoir le brevet de l'enseignement supérieur, le bachelier de spécialisation et le master de spécialisation, grades pour lesquels le minimum de crédits à suivre effectivement est fixé à 30 dès lors que ne pas introduire le master 60 dans cette liste revient à rendre *de facto* la valorisation de crédits à l'admission impossible pour les candidats détenteurs de ce diplôme.

De plus, dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, le maintien de la disposition telle que libellée actuellement poserait également question.

Il est dès lors proposé de modifier l'alinéa 3 de l'article, comme suit :

« Par exception à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ~~ou de master de spécialisation~~ [, de master en 60 crédits ou de master de spécialisation] peuvent être conférés par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.10 / ARTICLE 96 DU DÉCRET: NOTIFICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE ET CAPACITÉ D'ACCUEIL EN ECOLE SUPÉRIEURE DES ARTS

03. 3.10.1 / Notification par voie électronique

» L'article 96, § 1er, alinéa 2, tel que modifié par le décret « Fourre-tout III »[19], dispose actuellement ceci :

[18] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 9.
[19] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 13, a), 2).

« La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective ».

» **Lors de la précédente modification du décret, l'ARES avait demandé à l'occasion de son avis n° 2018-13**, pour d'évidentes **raisons pratiques et de sécurité juridique**, que l'adresse électronique utilisée par l'établissement soit, en cas de réinscription, celle fournie par ce dernier et non l'adresse personnelle de l'étudiant – susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est évidemment bien plus compliqué.

Il est donc proposé de réécrire l'alinéa 2 actuel de l'article 96 :

« Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel, à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.10.2 / Capacité d'accueil dans les Écoles supérieures des Arts

» Afin de pouvoir continuer à appliquer la disposition prévue par l'article 38 § 2, 5° du décret du 20 décembre 2001, il conviendrait de modifier l'article 96, §1er du décret Paysage.

En effet, en l'état, l'article 38, § 2 du décret du 20 décembre 2001 dispose ceci :

« § 2. Toutefois, par décision formellement motivée, le Pouvoir organisateur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, peut refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans la même École supérieure des Arts, au cours de l'année académique précédente, d'une exclusion définitive;

2° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française;

3° lorsque cet étudiant ne remplit pas les conditions fixées par le règlement des études de l'École supérieure des Arts ;

4° lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

*5° lorsque les capacités d'accueil au deuxième cycle de l'École Supérieure des Arts ne le permet pas, dans le respect des dispositions de l'article 38*bis *».*

De son côté, l'article 96, § 1er du décret Paysage dispose ceci :

« § 1er. Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, soit d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ;

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les trois années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours ».

» Afin de maintenir la **validité de la mesure** prévue à l'article 38, § 2, 5° du décret du 20 décembre 2001 en termes d'organisation et pour des raisons de sécurité juridique, il est proposé d'insérer au sein de l'article 96, § 1er, alinéa 1er, un littera 5° nouveau, libellé comme suit :

*« 5° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque les capacités d'accueil au deuxième cycle d'une École Supérieure des Arts ne le permettent pas, dans le respect des dispositions des articles 38 et 38*bis *du décret du 20 décembre 2001 ».*

03. 3.11 / ARTICLE 102, § 1ER, AL. 2 NOUVEAU : CARTE D'ÉTUDIANT

» **Actuellement**, aucune disposition décrétale ou réglementaire ne requiert de l'établissement d'enseignement supérieur qu'il fournisse à tout·e étudiant·e une carte d'étudiant. Bien entendu, dans la pratique, la plupart des établissements en fournissent une à chaque étudiant·e régulièrement inscrit·e, mais il ne s'agit pas d'une pratique généralisée. De plus, d'un établissement à l'autre, le « format » de la carte diffère largement, notamment quant à la présence, sur le document, d'une photo permettant d'identifier clairement l'étudiant·e.

» Pourtant, il est clair qu'il s'agit d'un **élément essentiel** :

» Tout d'abord et de manière fondamentale, la carte d'étudiant permet d'attacher l'étudiant·e à la communauté étudiante de l'établissement. Elle lui permet de revendiquer son **appartenance** à l'établissement, pour une année académique envisagée, et lui offre la possibilité, notamment, de pouvoir bénéficier de promotions, réductions – on pense immédiatement, aux activités extra-académiques, les cinémas, les théâtres, etc. –, de pouvoir accéder aux bibliothèques, mais aussi de pouvoir participer à certaines **activités intra-académiques** – les bals, qu'ils soient des « bleus » ou des « busés », les soirées étudiantes, les activités des cercles, etc.

» Ensuite, et sans doute de manière moins réjouissante, elle assure la **sécurité publique** de toutes et tous sur le campus, que ce soit des étudiant·e·s, du personnel académique, administratif, et plus généralement, de toute personne invitée à se trouver sur le campus. La carte d'étudiant permet effectivement l'authentification précise de l'étudiant·e à chaque fois qu'il est en présence sur le campus, notamment lorsqu'il s'agit de se rendre à divers laboratoires, travaux dirigés ou travaux pratiques à l'occasion desquels il est fréquent – surtout dans les domaines des sciences (physique, chimie, biologie), des sciences médicales, vétérinaires, dentaires, biomédicales, pharmaceutiques, agronomiques, etc. – que les étudiant·e·s présent·e·s soient amené·e·s à manipuler des produits chimiques pouvant se révéler dangereux pour toute la communauté. Les risques d'attentats sont réels et les évènements du 22 mars 2016 restent dans toutes les mémoires. À cette époque, on se souvient que de nombreux campus avaient évacué leurs étudiant·e·s, tant le risque était élevé. L'obligation, pour tout·e étudiant·e d'être en possession de sa carte d'étudiant – et son corollaire, l'obligation de l'établissement d'en fournir une – sans réduire le risque à néant, permet aux autorités de l'établissement de contrôler qu'aucune personne extérieure à l'établissement soit présente sur le campus afin d'y commettre des faits pouvant être qualifiés terroristes[20].

» Enfin, au-delà des aspects essentiels de sécurité publique, la carte d'étudiant permet le **contrôle** de l'identité de l'étudiant·e à certains moments de la vie académique et, notamment, lors des

[20] Voy. à cet égard, C. pén., art. 137 et s.

évaluations. Il faut permettre aux établissements de s'assurer que l'étudiant·e qui s'apprête à présenter l'évaluation – écrite, orale, artistique – est bien celui ou celle qu'il ou elle prétend être.

» Les établissements ne sont pas légalement habilités à demander aux étudiant·e·s de prouver leur identité au moyen de leur carte d'identité ; c'est évidemment un élément qui doit perdurer. Par contre, ils devraient être en mesure de demander aux étudiant·e·s, à l'occasion des divers évènements énumérés ci-dessus, de présenter leur carte d'identité académique, soit la carte d'étudiant. Ceci explique que la fourniture d'une carte d'étudiant soit rendue **obligatoire et généralisée**. Il convient également, pour assurer une authentification précise et adéquate, que, sur la carte d'étudiant, figurent *a minima* une **photo couleur inaltérable** rendant reconnaissable l'étudiant·e en cause, en plus de la mention éventuelle de son numéro d'étudiant et du logo de l'établissement. Il s'agit du seul et unique moyen d'assurer un contrôle de l'identité. Cette photo serait, soit fournie par l'étudiant·e, soit prise par l'établissement au moment de la confection de la carte d'étudiant.

» La mesure envisagée respecte l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, lequel impose que *« toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance »*, étant entendu que l'ingérence induite par la mesure est *« prévue par la loi »* et *« constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire »*, notamment, *« à la sécurité nationale »* et *« à la sûreté publique »*[21]. Les motifs évoqués plus haut suffisent à démontrer la nécessité de la mesure. En outre, il ne parait pas disproportionné de requérir de l'étudiant·e qu'il ou elle fournisse une photo d'identité ou qu'il ou elle accepte qu'une photo d'identité soit prise par l'établissement dans le but de confectionner la carte d'étudiant. À cet égard, chaque établissement est responsable quant au traitement des données (à savoir, les photos des étudiant·e·s) et assure la protection de ces données.

» L'article du décret Paysage qui parait être le plus pertinent pour insérer la mesure est l'article 102. En effet, le premier alinéa de l'article dispose ceci :

« Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 50 euros. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement. Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé l'acompte de 50 euros, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte ».

Il est donc proposé d'ajouter un nouvel alinéa à la suite de l'alinéa 1er, libellé comme suit :

« L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent au minimum une photo d'identité couleur inaltérable fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement ».

L'un point de vue légistique, étant donné qu'un nouvel alinéa est inséré, il convient de modifier certaines parties de l'article 102 afin d'assurer la cohérence actuelle de la disposition, à savoir : à l'article 102, § 1er, alinéa 3, remplacer les mots *« l'alinéa 2 »* par les mots *« alinéa 3 »* ; à l'article 102, § 1er, alinéa 5,

[21] Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et Protocole additionnel, signé à Paris le 20 mars 1952, approuvés par la loi du 13 mai 1955, *M.B.*, 19 août 1955, art. 8.1 et 8.2.

remplacer les mots *« aux alinéas 1 et 2 »* par les mots *« aux alinéas 1 et 3 »* et à l'article 102, § 2, alinéa 1er, remplacer les mots *« alinéas 2 et 3 »* par les mots *« alinéas 3 et 4 ».*

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.12 / ARTICLE 107, AL. 6 ET 7 DU DÉCRET : JEUNES TALENTS

» La problématique des *« jeunes talents »* dans les écoles supérieures des Arts qui organisent le domaine de la musique est très particulière. Elle ne rentre pas en tant que telle exactement dans les concepts du décret Paysage (comme les articles 67 ou 68/1 du décret).

Néanmoins, sur la base de l'article 107 du décret, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2015 relatif aux jeunes talents dans les Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française a été adopté, notamment pour corriger l'oubli des jeunes talents dans la 1ère version du décret. **Cet arrêté fixe, en son article 4, un plafond d'acquisition de 40 crédits d'unités d'enseignement par an**, lesquelles peuvent – si elles sont réussies – *« être validées lorsqu'il aura satisfait aux conditions fixées par l'article 107, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité et sera inscrit dans une École supérieure des Arts ».*

» La latitude laissée aux jeunes talents (eu égard à leurs contraintes dans l'enseignement secondaire) de suivre des activités d'apprentissage sans suivre la totalité d'une unité d'enseignement a pour conséquence que la validation de celle-ci peut aussi intervenir ultérieurement à la première inscription régulière *post* CESS. Pour l'ensemble des programmes, il faudrait donc supprimer les contraintes liées aux programmes annuels dans l'ensemble des niveaux (par exemple les crédits de piano en Master doivent pouvoir être suivis par un étudiant inscrit en début de bachelier ou en poursuite de cursus).

» Il conviendrait, à tout le moins, d'introduire la notion de « jeunes talents », telle que reprise dans l'arrêté précité, au sein de l'article 107. Actuellement, les alinéas 6 et 7 de l'article 107 sont libellés comme suit :

« Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1er, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire ou dans l'enseignement à domicile et qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent ».

Il est donc proposé de remplacer l'alinéa 7 de l'article par un alinéa 7 nouveau, rédigé comme suit : *« Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès et d'établissement du programme d'études des étudiants visés à l'alinéa précédent ».*

03. 3.13 / ARTICLE 111, § 3 DU DÉCRET : TOILETTAGE LÉGISTIQUE

» L'ARES relève une certaine **incohérence** au sein de l'article 111, § 3 du décret, lequel précise actuellement que, *« par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 2, 3° et 4° ont également accès aux études de 2ème cycle ».* Il se trouve que, depuis l'adoption du décret du 3 mai 2019 dit « Fourre-tout III », les 3° et 4° de l'article 100, § 2 n'existent plus[22]. Les littera 3° et 4° ont été modifiés et intégrés dans deux paragraphes distincts, respectivement 6 et 7 de l'article 100.

[22] Décret du 3 mai 2019 précité, art. 16.

» Afin d'assurer la cohérence du texte, il convient de privilégier la formulation suivante : *« par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 6 et § 7 ont également accès aux études de 2ème cycle ».*

___

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2021-09 DU 25 MAI 2021

Mesures de lutte contre la violence et le harcèlement dans l'enseignement supérieur

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 19 octobre 2020 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur des mesures visant à lutter contre la violence et le harcèlement dans l'enseignement supérieur ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 19 octobre 2020 sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant l'avis de la Commission vie étudiante, démocratisation et affaires sociales (CoVEDAS) ;

Considérant l'avis de la Commission genre en enseignement supérieur (CoGES) ;

Considérant l'avis du Bureau exécutif ;

L'ARES formule à l'endroit des mesures de lutte contre la violence et le harcèlement dans l'enseignement supérieur l'avis suivant.

AVIS

01. PRÉAMBULE

Il est proposé tout d'abord d'apporter un certain nombre de modifications au **décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination** de manière à prévoir un **cadre légal** entourant les dispositions proposées par le présent document. Celles-ci visent à prévoir que :

- le règlement des études et des examens **comprenne des mesures** en faveur de la lutte contre la violence et le harcèlement ;
- la Communauté française **alloue les moyens** requis pour la mise en œuvre des dispositifs mentionnés dans la présente note ;
- les établissements d'enseignement supérieur désignent en interne **une personne de soutien** ;
- le règlement des études et des examens comporte une procédure particulière pour **le signalement et le dépôt de plainte** en matière de violence et de harcèlement et précise les voies de recours y relatives.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

Ensuite, il est proposé d'apporter une modification au **décret du 7 novembre 2013** définissant le **paysage** de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (Décret Paysage). Il s'agit essentiellement de prévoir une disposition visant à compléter l'article 3 du décret qui explicite les objectifs généraux poursuivis par les établissements d'enseignement supérieur afin d'inscrire l'engagement de ceux-ci en faveur de la lutte contre le harcèlement et les violences (en présentant des objectifs en termes d'inclusion et de refus de la discrimination et des violences).

Les modifications proposées se trouvent en annexe de cet avis.

02. BALISES MINIMALES À INTÉGRER DANS LES RÈGLEMENTS DES ÉTUDES ET DES EXAMENS :

02.1 / DÉFINITIONS CONCEPTUELLES

Le champ recouvert par les présentes définitions s'inscrit dans le décret du **12 décembre 2008** relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

» **La violence** se caractérise par toute situation de fait où une personne est menacée ou agressée psychiquement ou physiquement lors de l'exécution de ses études ou dans le cadre des activités organisées par des membres de l'établissement d'enseignement supérieur.

» Conformément à l'article 16 du décret relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination susmentionné, on entend par **harcèlement** *« les conduites indésirables, abusives et répétées, se traduisant notamment par des comportements, des paroles, des intimidations, des actes, des gestes et des écrits unilatéraux, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'un bénéficiaire de l'enseignement, ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ».*

» **Une plainte,** dans un contexte académique, est la **dénonciation d'une situation ou d'une conduite abusive répétée** introduite par une personne victime auprès de l'établissement d'enseignement supérieur conformément aux procédures en vigueur. La plainte doit être motivée, datée, signée et notifiée selon les modalités prévues par l'établissement d'enseignement supérieur. Celle-ci s'inscrit dans une procédure de traitement et de suivi.

» **Un signalement** consiste à **porter à la connaissance des autorités académiques** compétentes des faits graves nécessitant des mesures appropriées dans le seul but de protéger une personne.

02.2 / ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE TOUTE FORME DE VIOLENCE ET/OU DE HARCÈLEMENT

L'ARES demande d'inclure **une mention explicite dans le règlement des études et des examens** stipulant l'engagement de l'établissement d'enseignement supérieur en faveur de la lutte contre toute forme de violence et de harcèlement envers autrui dans le cadre des activités d'apprentissages, des études ou des activités organisées par l'établissement d'enseignement supérieur. Tout un chacun s'abstient de tout comportement de nature à porter atteinte à la réputation de l'établissement d'enseignement supérieur, en son sein ou à l'extérieur, et respecte les prescriptions des règlements internes dont il relève.

02.3 / PROCÉDURES

En guise de préambule, si l'anonymat engendre des limites au niveau du traitement académique du signalement ou de la plainte, cette notion n'est pas à confondre avec celle de la confidentialité. Même si l'anonymat est levé dans un cadre défini, cela ne pourra s'opérer que dans le respect de la confidentialité à laquelle toutes les parties prenantes des procédures, de signalement ou de plainte, sont strictement tenues.

Les dispositions pour les membres du personnel relèvent du Code du bien-être au travail. Eu égard à l'absence de procédures spécifiques aux étudiants et étudiantes, il est proposé de préciser les éléments suivants, ceci **sans exclusive des procédures judiciaires éventuellement envisageables**, l'articulation avec ces dernières restant à clarifier.

02. 3.1 / SIGNALEMENT

L'ARES propose d'inclure une procédure permettant aux étudiants et aux étudiantes de signaler un fait présumé de violence et/ou de harcèlement de manière individuelle ou collective.

L'étudiant ou l'étudiante devra être informée :

» du suivi qui pourra être accordé à celui-ci et du statut d'instruction de son signalement;
» que lors d'un signalement individuel, l'anonymat est garanti dans le cas du « reporting » ;
» des limites liées à un signalement anonyme ;
» de la nécessité pour un témoin qui l'introduit d'obtenir le consentement de la victime si son identité est révélée. Le dépôt d'un signalement constitue une démarche d'information, mais ne remplace pas le dépôt d'une plainte.

Afin de répertorier de manière bisannuelle des signalements à destination des autorités de l'établissement, il convient d'effectuer un « reporting » comparable à celui réalisé pour un registre de faits de tiers. Cette information devrait faire l'objet d'une communication aux instances internes compétentes. Cette communication sera réalisée de manière à garantir l'anonymat des auteur·es et des victimes.

02. 3.2 / DÉPÔT DE PLAINTE

En vue de rendre le dépôt de plainte opérationnel, il convient d'inclure une procédure permettant aux étudiants et aux étudiantes de déposer une plainte dans le contexte académique complémentaire à une plainte déposée auprès des Autorités judiciaires, dans le cas d'un fait de violence et/ou de harcèlement.

L'étudiant ou l'étudiante devra être informée :

» de l'identité des personnes responsables du traitement de la plainte ;
» du statut d'instruction de la plainte ;
» du suivi qui pourra être accordé à celle-ci et des mesures mises en œuvre par l'établissement pour que celui ou celle contre qui la plainte est dirigée ne puisse prendre une mesure défavorable ou désavantageuse à l'encontre de la personne concernée, sauf pour des raisons qui sont étrangères à cette plainte ;
» que l'anonymat ne peut être garanti, la défense ayant le droit de connaître l'identité de ses accusatrices et/ou accusateurs ;
» qu'une plainte ne peut être déposée pour autrui.

02. 3.3 / BALISES MINIMALES

La procédure relative à la gestion des plaintes comportera a minima les mentions suivantes :

» où/à qui s'adresser,
» comment introduire la plainte,
» l'identité de la personne victime qui introduit cette demande,
» ses coordonnées,
» la description des faits,
» les moments et les endroits éventuels où les faits se sont déroulés,
» l'identité de la personne mise en cause,
» la demande aux autorités académiques de prendre les mesures appropriées pour mettre fin aux faits,
» stipuler la gradation relative des moyens mis en œuvre en fonction de la gravité des plaintes et de la proportionnalité des mesures y relatives en faisant référence aux sanctions disciplinaires prévues par l'établissement pour les étudiants et étudiantes et pour les membres du personnel.
» stipuler les voies de recours.

02.4 / CRÉER UNE CELLULE D'ÉCOUTE

Cet organe **externe et indépendant et sans lien hiérarchique avec les étudiants et les étudiantes** permettra d'écouter les victimes de faits de violence ou de harcèlement en évitant l'engrenage hiérarchique et la violence institutionnelle.

Il est proposé que cet organe soit constitué de personnes formées à l'écoute et capables d'accompagner l'étudiant ou l'étudiante dans son vécu. Ces personnes seront également informées des dispositifs en place au sein de chaque établissement afin de pouvoir adéquatement rediriger l'étudiante ou l'étudiant, si elle ou il souhaite introduire une plainte formelle dans ce contexte.

L'accès à cette cellule pourra se réaliser via un numéro vert à l'instar « Écoute École » existant dans l'enseignement obligatoire et via une multitude de points de contact : formulaire anonyme, permanence, mail, etc.

La Communauté française devra prévoir le financement de cette cellule.

03. PROPOSITIONS

03.1 / L'INSTAURATION DE PERSONNE(S) DE SOUTIEN

Il convient de former au sein de chaque établissement d'enseignement supérieur au moins une personne capable de recevoir la parole de l'étudiant ou de l'étudiante victime de violence et/ou de harcèlement et l'accompagner dans ses démarches. **Cette personne devra disposer d'une formation en psychologie et en prévention des risques psychosociaux** afin d'accompagner l'étudiante ou l'étudiant dans sa plainte et l'amener à identifier ce qui relève des interprétations, des mal dits, des non-dits, des malentendus. Cette personne ne pourra pas être la personne contact genre (PCG) de l'établissement.

L'ARES demande qu'un **financement spécifique** soit prévu pour la mise en place des personnes de soutien.

De façon très précise, cette personne :

- » ne doit pas avoir de lien hiérarchique vis-à-vis de la communauté étudiante ;
- » ne doit pas avoir de lien hiérarchique au niveau de l'organigramme de l'institution afin de garantir son autonomie vis-à-vis de l'établissement pour mener sa tâche en collaboration, le cas échéant avec les autorités de l'institution ;
- » offre aux étudiants et aux étudiantes un **espace pour mieux identifier** le fond du problème et **choisir** l'orientation à réserver au traitement de celui-ci. Bien souvent, l'étudiant ou l'étudiante n'est pas certaine que les faits vécus sont inappropriés. S'engager d'emblée dans un processus de plainte concourt à étouffer la parole. Un **temps d'écoute** suffisant permet parfois de trouver les moyens de résoudre son problème;
- » est tenue à la plus stricte **confidentialité** et n'intervient pas dans la décision des éventuelles sanctions à prendre ;
- » précise le champ de ses compétences et les diverses actions possibles en matière de dépôt de plainte (en interne, à la police, chez UNIA,…) et les conséquences liées à celle-ci ;
- » construit un processus de **gestion des signalements** en se posant les questions suivantes :
  - » quelle place est faite à l'accord de l'étudiant ou de l'étudiante dans la mise en œuvre du processus ? A priori aucune démarche ne devrait être entreprise sans le plein consentement de l'étudiant ou de l'étudiante et sans avoir évalué les risques et les avantages de chaque possibilité ;
  - » à qui et quand faire remonter l'information du signalement ? L'étudiant ou l'étudiante devra fournir suffisamment d'exemples et de situations concrètes afin de permettre à la personne de soutien d'informer les autorités. Sans cela, elle pourra accompagner l'étudiant ou l'étudiante pour identifier ses besoins et, le cas échéant, pour s'orienter vers une aide spécifique ;
- » fournit à la cellule d'écoute les procédures et les personnes à contacter concernant son institution.

03.2 / MESURES PRÉVENTIVES SUR UN MODE COLLABORATIF

Au-delà des mesures de dépôt et des traitements des signalements et des plaintes, l'établissement d'enseignement supérieur devrait s'appuyer sur une **série de recommandations officielles**[1] déjà émises par l'ARES :

- » sensibiliser les personnes sur les notions de violence, de harcèlement, de consentement et de stéréotypes engendrant les violences ;
- » former le personnel à la prévention des violences et du harcèlement en tenant compte de la spécificité de l'enseignement de l'établissement ;
- » intégrer, dans les certificats pertinents, des contenus de formation sur les violences faites aux femmes ;
- » prévoir un suivi spécifique de la personne qui aurait adopté des comportements inadéquats (par exemple par le biais de formations) ;
- » instaurer des mesures préventives visant les relations étudiant·es / enseignant·es ;
- » étendre la collaboration initiée avec des ASBL/associations expertes (internes et externes à l'établissement d'enseignement supérieur) et en initier de nouvelles ;
- » travailler en collaboration avec toutes et tous les membres du personnel sur ces mêmes thèmes ;

[1] Notamment l'avis 2020-20 de l'ARES et les recommandations rédigées en suivi de la journée sur les violences faites aux femmes organisée par la Direction de l'Egalité des chances (DEC), en collaboration avec l'ARES, le 10/05/2019.

» adapter les informations aux étudiants et aux étudiantes ;
» adopter l'écriture inclusive non binaire pour l'ensemble des publications émanant de l'institution ;

03.3 / ADAPTER LES INFORMATIONS AUX ÉTUDIANTS ET AUX ÉTUDIANTES

L'établissement d'enseignement supérieur doit aussi veiller :

» communiquer dans un **langage accessible** (autre que dans un langage purement académique) sur les moyens mis à disposition au sein de l'établissement pour que les étudiants et les étudiantes sachent vers qui se tourner et comment ;
» utiliser une logique de « bottom up » et l'usage de plusieurs canaux de communication pour transmettre des **messages préventifs** ;
» utiliser un arbre décisionnel, en assurer sa diffusion et sa communication aux étudiants et aux étudiantes, afin de les informer de la manière dont la plainte et le signalement sont gérés et de la suite qui leur sera réservée ;
» travailler en collaboration avec les conseils étudiants, les collectifs étudiants (kots à projet, cercles, délégué·es…), afin que les informations sur le fonctionnement du dispositif soient communiquées directement au public cible, c'est-à-dire les étudiants et les étudiantes.

03.4 / FORMATION DES MEMBRES DU PERSONNEL DES EES

L'ARES propose d'inclure dans les formations aux enseignantes et aux enseignants en place ou en devenir des aspects liés à la lutte contre les violences et le harcèlement et d'ainsi former les enseignants et enseignantes à ces thématiques et aux mesures préventives y relatives.
Il convient également de former toutes les parties intervenant dans le processus : les directions, les membres du personnel administratif, les commissaires et délégué·es du gouvernement[2].

03.5 / PROCÉDURES DE CONTRÔLE

Les Commissaires et Délégué·es du Gouvernement (COM/DEL) sont compétent·es de manière générale pour ce type de contrôle.

[2] Des collaborations peuvent être envisagées avec UNIA et/ou avec l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH).

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

01. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 12 DÉCEMBRE 2008 RELATIF À LA LUTTE CONTRE CERTAINES FORMES DE DISCRIMINATION

Article X. – L'article 16 du décret 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination est remplacé par ce qui suit :

« Article 16. - Pour l'application du présent chapitre, on entend par :
1° « Etablissement d'enseignement supérieur » : tout établissement d'enseignement supérieur tel que visé aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
2° « Harcèlement » : les conduites indésirables, abusives et répétées, se traduisant notamment par des comportements, des paroles, des intimidations, des actes, des gestes et des écrits unilatéraux, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'un bénéficiaire de l'enseignement visé à l'article 17, ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ;
3° « Harcèlement sexuel » : toute forme de comportement verbal, non-verbal ou corporel de nature sexuelle, se manifestant dans le domaine de l'enseignement, dont celui qui s'en rend coupable, sait ou devrait savoir, qu'il affecte la dignité de femmes et d'hommes sur les lieux où est prodigué cet enseignement ».
4° « Violence » : toute situation de fait où une personne est menacée ou agressée psychiquement ou physiquement lors de l'exécution de ses études ou dans le cadre des activités organisées par des membres de l'établissement d'enseignement supérieur ».

Article X. – L'intitulé de la section IV du chapitre II du titre II du décret est remplacé par l'intitulé suivant : « Dispositions spécifiques relatives à la violence et au harcèlement ».

Article X. – Dans la section IV du chapitre II du titre II du décret, tel que modifié par l'article précédent, est inséré un nouvel article 23/1 rédigé comme suit :
« Article 23/1. - § 1er. Les autorités académiques des établissements d'enseignement supérieur doivent s'engager en faveur de la lutte contre la violence et le harcèlement, sous toutes ses formes.
Cet engagement doit se concrétiser par une mention explicite dans les textes définissant leur politique éducative et doit figurer sur leur site internet. Cet engagement doit également clairement apparaître dans le règlement des études.
Chaque établissement d'enseignement supérieur prend les dispositions nécessaires pour informer les bénéficiaires de l'enseignement visé à l'article 17 des modalités prévues en faveur de la lutte contre le la violence et harcèlement, sous toutes ses formes.
§ 2. Dans chaque établissement d'enseignement supérieur, est désignée une personne de soutien chargée notamment recevoir la parole de la personne victime de violence ou de harcèlement et de l'accompagner dans ses démarches. Cette personne est indépendante des autorités académiques et est tenue à la plus stricte confidentialité.
§ 3. La Communauté française alloue annuellement à chaque établissement d'enseignement supérieur les moyens nécessaires afin de mettre en œuvre les dispositifs prévus au sein de la présente section ».

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

Article X. – Dans la même section, est inséré un nouvel article 23/2 rédigé comme suit :
« Article 23/2. - § 1er. Le règlement des études définit une procédure de signalement et une procédure de plainte.
La procédure de signalement consiste à porter à la connaissance des autorités compétentes de l'établissement d'enseignement supérieur toute situation de violence ou de harcèlement, nécessitant la prise de mesures appropriées dans le but de protéger la personne qui en est victime.
La procédure de plainte consiste en une dénonciation d'une situation de violence ou de harcèlement, introduite par la personne qui en est victime auprès des autorités compétentes de l'établissement d'enseignement supérieur.
§ 2. Le règlement des études définit également une procédure de recours interne contre la décision prise par les autorités compétentes de l'établissement d'enseignement supérieur suite au dépôt d'une plainte ».

02. MODIFICATION DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

02.1 / ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT ET LES VIOLENCES

Article X. – À l'article 3, § 1er, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, il est ajouté un littera 2°/1 nouveau rédigé comme suit :

« 2°/1 de s'inscrire pleinement en faveur de la lutte contre le harcèlement et les violences dans l'enseignement supérieur en favorisant notamment l'inclusivité et en refusant toute discrimination, de quelque forme ou de quelque nature que ce soit ; »

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2021-15 DU 29 JUIN 2021

Avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 4 mai 2021 par le Gouvernement de la Communauté française pour émettre un avis sur l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 5 mai 2021 sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant qu'en des matières présentant une telle complexité et revêtant de tels enjeux, solliciter le bénéfice de l'urgence est regrettable ;

Considérant qu'en raison de cette procédure d'urgence, qui aurait pu être évitée, le Conseil d'administration de l'ARES n'a matériellement pas le temps d'instruire un dossier de cette importance dans des conditions satisfaisantes et que, en conséquence, toutes les dispositions ne peuvent être analysées comme il se devrait alors que bien des questions subsistent ;

Considérant toutefois l'intérêt de contribuer à l'amélioration du décret Paysage ;

Considérant que le Bureau exécutif de l'ARES, lors de sa réunion du 12 mai 2021, a chargé le groupe de travail « modifications du décret Paysage » de préparer un projet d'avis pour le Conseil d'administration de l'ARES du 29 juin 2021 ;

Considérant les remarques et observations du Bureau exécutif du 18 juin 2021 ;

L'ARES formule à l'endroit de l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études l'avis suivant.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

AVIS

Moyennant la prise en compte des observations et des propositions qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable, sauf sur la disposition relative à la finançabilité** au vu du nombre de questions qui subsistent, à l'endroit de l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2

01. POSITIONNEMENT GÉNÉRAL SUR LES DISPOSITIONS 4

01.1 / Quant aux modifications du calendrier d'inscription 4

01.2 / Quant au parcours de l'étudiant·e 5

01. 2.1 / La quadrimestralisation 5
01. 2.2 / Le balisage de la réussite des 60 premiers crédits du premier cycle et l'élaboration du PAE 6
01. 2.3 / La restriction de l'accès au 2e cycle 7
01. 2.4 / La réorientation imposée 7

01.3 / Quant à l'aide à la réussite 8

01.4 / Quant à la méthode de calcul de l'évaluation 9

01.5 / Quant à la finançabilité 10

01.6 / Quant au régime transitoire 11

02. REMARQUES QUANT AUX DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES 11

02.1 / Remarque préliminaire sur le Titre I 11

02.2 / Article 1er de l'avant-projet de décret 12

02. 2.1 / Modifications 12
02. 2.2 / Objectifs du Législateur 13
02. 2.3 / Avis de l'ARES 13

02.3 / Article 2 de l'avant-projet de décret 13

02. 3.1 / Modifications 13
02. 3.2 / Objectifs du Législateur 15
02. 3.3 / Avis de l'ARES 15

02.4 / Article 3 de l'avant-projet de décret 17

02. 4.1 / Modifications 17
02. 4.2 / Objectifs du Législateur 18
02. 4.3 / Avis de l'ARES 18

02.5 / Article 4 de l'avant-projet de décret 19

02. 5.1 / Modifications 19
02. 5.2 / Objectifs du Législateur 20
02. 5.3 / Avis de l'ARES 20

02.6 / Article 5 de l'avant-projet de décret 20

02. 6.1 / Modifications 20
02. 6.2 / Objectifs du Législateur 21
02. 6.3 / Avis de l'ARES 22

02.7 / Article 6 de l'avant-projet de décret 22

02. 7.1 / Modifications 22
02. 7.2 / Objectifs du Législateur 22
02. 7.3 / Avis de l'ARES 23

02.8 / Article 7 de l'avant-projet de décret 23
02. 8.1 / Modifications 23
02. 8.2 / Objectifs du Législateur 24
02. 8.3 / Avis de l'ARES 24
02.9 / Article 8 de l'avant-projet de décret 25
02. 9.1 / Modifications 25
02. 9.2 / Objectifs du Législateur 28
02. 9.3 / Avis de l'ARES 30
02.10 / Article 9 de l'avant-projet de décret 36
02. 10.1 / Modifications 36
02. 10.2 / Objectifs du Législateur 37
02. 10.3 / Avis de l'ARES 38
02.11 / Article 10 de l'avant-projet de décret 39
02. 11.1 / Modifications 39
02. 11.2 / Objectifs du Législateur 42
02. 11.3 / Avis de l'ARES 42
02.12 / Article 11 de l'avant-projet de décret 43
02. 12.1 / Modifications 43
02. 12.2 / Objectifs du Législateur 44
02. 12.3 / Avis de l'ARES 44
02.13 / Article 12 de l'avant-projet de décret 45
02. 13.1 / Modifications 45
02. 13.2 / Objectifs du Législateur 45
02. 13.3 / Avis de l'ARES 46
02.14 / Article 13 de l'avant-projet de décret 46
02. 14.1 / Modifications 46
02. 14.2 / Objectifs du Législateur 50
02. 14.3 / Avis de l'ARES 51
02.15 / Article 14 de l'avant-projet de décret 51
02. 15.1 / Modifications 51
02. 15.2 / Objectifs du Législateur 54
02. 15.3 / Avis de l'ARES 54
02.16 / Article 15 de l'avant-projet de décret 55
02. 16.1 / Modifications 55
02. 16.2 / Objectifs du Législateur 55
02. 16.3 / Avis de l'ARES 56
02.17 / Article 16 de l'avant-projet de décret 56
02. 17.1 / Modifications 56
02. 17.2 / Objectifs du Législateur 57
02. 17.3 / Avis de l'ARES 57
02.18 / Article 17 de l'avant-projet de décret 57
02. 18.1 / Modifications 57
02. 18.2 / Objectifs du Législateur 58
02. 18.3 / Avis de l'ARES 58
02.19 / Article 18 de l'avant-projet de décret 59
02. 19.1 / Modifications 59
02. 19.2 / Objectifs du Législateur 59
02. 19.3 / Avis de l'ARES 59
02.20 / Article 19 de l'avant-projet de décret 60
02. 20.1 / Modifications 60
02. 20.2 / Objectifs du Législateur 61
02. 20.3 / Avis de l'ARES 61
02.21 / Article 20 de l'avant-projet de décret 62
02. 21.1 / Modifications 62
02. 21.2 / Objectifs du Législateur 64

02. 21.3 / Avis de l'ARES 65
02.22 / Article 21 de l'avant-projet de décret 65
02. 22.1 / Modifications 65
02. 22.2 / Objectifs du Législateur 66
02. 22.3 / Avis de l'ARES 66
03. DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES, ABROGATOIRES ET FINALES 66
03.1 / Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires 67
03. 1.1 / Article 22 de l'avant-projet de décret 67
03. 1.2 / Article 23 de l'avant-projet de décret 68
03. 1.3 / Article 24 de l'avant-projet de décret 70
03.2 / Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études 71
03. 2.1 / Article 25 de l'avant-projet de décret 71
03.3 / Disposition transitoire 78
03. 3.1 / Article 26 de l'avant-projet de décret 78
03.4 / Dispositions abrogatoires et finales 79
03. 4.1 / Article 27 de l'avant-projet de décret 79
03. 4.2 / Article 28 de l'avant-projet de décret 80
04. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR 80
04.1 / Soutien à la codiplômation 80
04. 1.1 / Préambule 80
04. 1.2 / Modifications du décret du 7 novembre 2013 81
04. 1.3 / Modification du décret du 11 avril 2014 85
04. 1.4 / Entrée en vigueur des dispositions 86
04.2 / Allocations d'études – Conséquences sur le financement des établissements 86
04.3 / Toilettage légistique 87

01. POSITIONNEMENT GÉNÉRAL SUR LES DISPOSITIONS

01.1 / QUANT AUX MODIFICATIONS DU CALENDRIER D'INSCRIPTION

De manière générale, à l'exception de certaines organisations syndicales, l'ARES est **favorable** à l'avancée de la date de la demande d'inscription au 30 septembre à la fois pour inciter les étudiants à commencer leur parcours à temps et par respect pour le travail conséquent des équipes administratives et académiques pour permettre le bon déroulement du quadrimestre (locaux, horaires, groupes de TP, préparation des cours, etc.).

Par ailleurs, l'ARES note que les modifications envisagées répondent à une demande formulée par l'ARES dans l'**avis n° 2020-16** rendu le 30 juin 2020 sur le titre III du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, estimant en effet que la date limite du 31 octobre était une **date beaucoup trop tardive** pour les demandes d'inscription et d'admission, le début de l'année académique étant le 14 septembre. L'ARES avait ainsi demandé que la date limite soit **avancée** aux alentours du 30 septembre.

Malgré cela, l'ARES s'inquiète fortement des conséquences en termes de **surcharge administrative**, le dépôt complet et le traitement de tous les dossiers d'inscription étant impossibles avant le 30 septembre. À

cet égard, une clarification mérite d'être apportée s'agissant **de ce qui est clairement attendu pour la date limite du 30 septembre**. En effet, il est souligné que, dans l'avis 2020-16, l'ARES avait rappelé qu'il convenait de **dissocier la date d'inscription de la date de validation des programmes**, afin de laisser le temps aux équipes et aux conseillers académiques de réaliser ce travail dans les meilleures conditions. Le commentaire des articles en projet ne manque pas d'inquiéter l'ARES étant donné qu'il précise que *« le programme annuel de l'étudiant devrait également être clôturé pour le 30 septembre »*, ce qui est totalement **impossible** dans le calendrier académique actuel.

De manière plus précise, l'ARES soulève également les points d'attention suivants :

- Afin d'éviter les surcharges administratives dues à la complexité d'une inscription découpée dans le temps, plusieurs membres demandent que des moyens soient alloués aux établissements d'enseignement supérieur ;
- À l'exception de certain·es membres issu·es des hautes écoles, l'ARES demande que la date limite de **paiement de l'acompte** des 50 euros reste fixée au 31 octobre, d'une part, pour des raisons administratives liées à la gestion des paiements (rappels, etc.) et, d'autre part, pour des raisons de synchronisation avec d'autres contingences administratives (allocations d'études, épreuves d'admission dans l'enseignement supérieur artistique, etc.) ;
- S'agissant des modifications liées aux **inscriptions tardives,** l'ARES souhaite que soient clarifiés les cas dans lesquels celles-ci peuvent être sollicitées ;
- En outre, l'ARES attire l'attention sur les délais qui sont imposés pour remettre certains **rapports de population** aux Commissaires et Délégués du Gouvernement durant le mois de décembre afin que ces derniers puissent exercer leur contrôle : il est souhaité que les dates prévues actuellement restent similaires ;
- Les représentant·es étudiants demandent, par ailleurs, que des dérogations pour des **situations exceptionnelles et justifiées** soient permises pour la date limite de la demande d'inscription.

01.2 / QUANT AU PARCOURS DE L'ÉTUDIANT·E

01. 2.1 / LA QUADRIMESTRALISATION

L'ARES se réjouit de la souplesse envisagée au niveau de la quadrimestrialisation. Ils estiment cependant que les modifications envisagées ne vont pas assez loin, eu égard notamment aux demandes maintes fois renouvelées de l'ARES qui, dans ses avis n^{os} **2018-01**, **2018-13**, **2020-11** et **2021-08**, avait demandé une plus grande souplesse dans l'organisation des évaluations partielles de janvier en laissant la possibilité aux établissements de les organiser *ou non* et de laisser une plus large autonomie aux jurys. L'ARES avait en effet pointé les **nombreux inconvénients** du dispositif actuel : émiettement des contenus, augmentation du nombre d'UE, surcharge horaire et des sessions d'examens, complication des programmes, difficultés d'organisation des stages. L'ARES souhaite également que cette souplesse soit possible s'agissant du premier cycle.

Les représentant·es étudiants **s'opposent formellement** à cette demande et souhaitent, *a contrario,* qu'une évaluation partielle obligatoire soit maintenue pour le premier cycle et étendue au second cycle.

En outre, l'ARES souhaite que soit supprimée la sanction visée à l'article 150, § 1er, alinéa 2 du décret du 7 novembre 2013, tel que remplacé par l'article 21 de l'avant-projet de décret. Cette sanction implique le refus

d'admission aux épreuves de juin pour les étudiants en première année du premier cycle qui ne se seraient pas présentés à au moins un examen lors de la session de janvier. **Cette pénalisation semble disproportionnée pour l'étudiant et causerait une surcharge administrative inutile.**

01. 2.2 / LE BALISAGE DE LA RÉUSSITE DES 60 PREMIERS CRÉDITS DU PREMIER CYCLE ET L'ÉLABORATION DU PAE

Tout d'abord, l'ARES note que les modifications apportées à l'article 100 répondent, de manière générale, aux demandes exprimées par l'ARES dans son **avis n° 2020-16**. En effet, l'ARES avait pointé la nécessité de recréer la perception que **le premier bloc doit être achevé**, la situation « normale » étant la réussite des 60 premiers crédits du programme et non des 45 premiers crédits. L'ARES avait particulièrement regretté que **la « réussite à 45 crédits » biaise la notion de réussite** pour les étudiant·es du supérieur qui vont immanquablement accumuler des crédits résiduels, pourtant essentiels à la poursuite de leur formation, pendant un temps plus ou moins étendu. Pour ces raisons, l'ARES avait donc suggéré de revoir le seuil de 45 crédits et de l'augmenter à *50*, *55*, *voire à 60 crédits*.

La majorité des membres notent que les dispositions en projet s'inscrivent dans cette philosophie. À l'inverse, les représentant·es étudiants estiment que l'acquisition des 60 premiers crédits en deux années est un filtre à l'enseignement supérieur et est une mesure trop sévère.

L'ARES pourrait cependant s'accorder sur les règles de balisage ainsi proposées de la réussite des 60 premiers crédits, à la condition *sine qua non* que **les règles de finançabilité soient assouplies en cas de réorientation**. Pour les représentant·es étudiants, il conviendrait d'assouplir les règles de finançabilité dans leur ensemble pour qu'ils puissent s'accorder sur ces règles de balisage. L'ARES reconnaît en effet que les règles liées à l'élaboration du programme sont intimement liées à celles liées aux règles nouvelles de finançabilité et insistent pour que **les mesures soient lues de manière combinée**.

De manière plus précise, l'ARES soulève les éléments suivants :

- S'agissant de la situation des **étudiant·es ayant réussi entre 45 et 59 crédits**, l'ARES demande qu'une **plus grande souplesse** soit prévue pour permettre à l'étudiant·e, **moyennant l'indispensable accord du jury et l'assurance qu'un prérequis ne peut être changé en corequis en cours de programme**, d'avoir un programme un peu plus conséquent, jusqu'à **70 crédits** par exemple. L'ARES note les effets pervers qui pourraient naître de l'application de la disposition en projet, en « bloquant » de manière trop déraisonnable l'étudiant·e en premier bloc et notamment l'étudiant·e qui aurait la capacité et la volonté d'avancer plus rapidement ;
- S'agissant de la situation des **étudiant·es ayant réussi entre 30 et 44 crédits**, l'ARES estime qu'il s'agit d'un **compromis raisonnable**, mais rappelle toutefois l'importance d'être vigilant face à ce mécanisme et de renforcer le rôle majeur du jury, rôle qu'il conviendrait d'expliciter davantage aux étudiants, afin qu'ils puissent en comprendre le fonctionnement. L'ARES s'inscrit à cet égard en droite ligne de **l'avis n° 2020-16**, à l'occasion duquel l'ARES avait insisté pour que l'étudiant·e soit responsabilisé·e, tout en étant accompagné·e, et ne puisse pas anticiper de manière déraisonnable trop de crédits de la suite du programme ;
- L'ARES estime par ailleurs qu'il est primordial d'**opérer un lien avec l'allègement** et de permettre à un·e étudiant·e, comme demandé dans **l'avis n° 2020-16**, de demander un allègement **en cours d'année** pour des motifs sociaux, lequel est actuellement uniquement possible pour des *« motifs médicaux graves »* ;

» En lien avec les règles de financement, l'ARES s'interroge sur la situation des étudiant·es n'ayant acquis **aucun crédit :** sont-ils ou elles autorisé·es à se réinscrire ?

De manière plus globale, l'ARES rappelle **l'importance de l'information et de l'orientation** de l'étudiant·e à l'entrée des études afin d'éviter autant que possible les difficultés découvertes en cours de cursus. L'ARES insiste aussi sur la nécessité de faire le lien avec les **mécanismes d'aide à la réussite**.

01. 2.3 / LA RESTRICTION DE L'ACCÈS AU 2E CYCLE

L'ARES note que les modifications envisagées à cet égard reflètent la volonté exprimée par l'ARES, dans son **avis n° 2020-16**, de **restreindre l'accès au deuxième cycle selon des modalités plus coercitives** et de **remettre l'achèvement intégral du premier cycle au centre des priorités** des étudiants afin d'éviter autant que possible les situations de programmes entre deux cycles.

De manière plus précise, l'ARES soulève toutefois les éléments suivants :

» une **distorsion** des règles d'inscription, du paiement des droits d'inscription et du financement corrélatif : l'étudiant·e reste « attaché » au premier cycle alors qu'en toute hypothèse, la charge sera plutôt du côté du deuxième cycle ;

» En vertu des règles de finançabilité telles que revues dans le cadre du projet de décret dit « fourre-tout V », il apparait clairement que **le premier cycle (ne pouvant pas représenter plus de 15 crédits résiduels) ne sera jamais financé** ; la disposition mériterait d'être clarifiée dans la mesure où elle précise que *« le calcul de la finançabilité de l'étudiant est réalisé dans les deux cycles »* ;

» une **limite trop rigide** en termes de nombre de crédits, 60 crédits étant bien trop restrictif pour le master 60. Cette limite aboutirait à empêcher l'étudiant·e d'avancer suffisamment et allongerait *de facto* le temps des études, en contradiction avec la volonté affichée du Législateur dans cet avant-projet de décret. L'ARES suggère donc, à cet égard, une limite de 75 crédits, moyennant accord du jury.

01. 2.4 / LA RÉORIENTATION IMPOSÉE

L'intention du Législateur semble d'amener à la réorientation obligatoire de l'étudiant·e qui n'a pas acquis au moins une unité d'enseignement au terme de sa première inscription en première année de premier cycle, notamment pour ne pas laisser cet·te étudiant·e s'engager dans une voie qui n'est manifestement pas concluante et de le ou la conduire à se réorienter le plus tôt possible, sans nuire à sa finançabilité.

L'ARES note tout d'abord que **le dispositif ne semble pas refléter l'intention** dans la mesure où il n'y est pas clairement indiqué que l'étudiant·e dans pareille situation soit contraint de se réorienter pour continuer à être finançable. Bien au contraire, cet·te étudiant·e pourrait être en droit de demander à poursuivre l'année suivante dans le cursus choisi à l'origine étant donné qu'il peut rester finançable, en vertu du dispositif en projet, s'il acquiert les 60 premiers crédits au terme de *deux* années académiques. **Une clarification semble absolument indispensable à cet égard.**

S'agissant de la mesure à proprement parler, l'ARES note et comprend la volonté qui préside l'intention, à savoir réorienter rapidement les étudiant·es qui auraient fait une erreur de choix pour éviter un allègement, notamment. L'ARES estime, à cet égard, que la Communauté française devrait un effort dans *l'information* des élèves du secondaire et dans *l'orientation* – en distinguant bien les deux concepts – sans pour autant en arriver à de la *préorientation*.

En outre, l'ARES relève que **la mesure comporte des effets non désirés**, **car le seuil est *très* bas** et pourrait amener certain·es étudiants dans des **situations désastreuses**, et ce, dès l'entrée dans le supérieur, notamment en cas de difficultés personnelles (maladies de longue durée, accidents de parcours, drames familiaux ou personnels, etc.) ne reflétant pas forcément leurs capacités réelles à entamer des études dans l'enseignement supérieur. À ce sujet, l'emploi de la dérogation pour cas de force majeure n'est pas souhaitable, car cela reviendrait à faire dépendre la finançabilité d'une décision d'un jury. Les membres, qui notent qu'en Flandre le seuil y est de 20 à 30 crédits, ne s'accordent pas nécessairement sur un seuil minimal (10, 15, 18, etc.), mais insistent, **si la disposition devait être maintenue**, sur la **nécessité d'élever ledit seuil et de parler en nombre de crédits**, conformément à l'intention exprimée dans l'avis n° 2020-16 (qui évoquait, à titre indicatif, 15 crédits comme balise)**. Enfin, la gestion administrative serait rendue complexe** pour « suivre » les étudiant·es dans cette situation.

Étant donné les nombreux inconvénients pointés et la difficulté à ajuster le modèle, l'ARES souhaite la **suppression de cette mesure**, tout en insistant sur le fait qu'il est possible, pour le jury et les conseillers académiques, d'aider un· étudiant·e en difficulté à faire le choix de la réorientation.

L'ARES s'accorde donc sur une suppression de la disposition, si tant est qu'elle soit en outre clairement formalisée dans le dispositif décrétal en projet.

01.3 / QUANT À L'AIDE À LA RÉUSSITE

De manière générale, l'ARES **se réjouit** de l'accent mis en matière d'aide à la réussite et des moyens supplémentaires par ailleurs prévus à cet égard dans un projet de décret-programme actuellement soumis par le Gouvernement[1].

Cependant, concernant l'établissement du **plan stratégique**, l'ARES note les éléments suivants :

- L'ARES craint une surcharge administrative et réclament plus de cohérence entre les différents documents semblables qui leur sont déjà demandés via des dispositions existantes (rapports d'activité des conseillers académiques, aide à la réussite via l'article 37*bis* du décret du 5 août 1995 pour les hautes écoles et l'article 36*quater* de la loi du 27 juillet 1971 pour les universités). La surcharge administrative est accentuée par le fait que le plan stratégique semble venir en complément de ce que les établissements justifient déjà actuellement. L'ARES regrette le fléchage des financements additionnels et demandent donc de revoir l'ensemble des mesures afin d'assurer la **cohérence** des dispositions proposées avec celles existantes ;
- L'ARES remarque que **beaucoup d'éléments forts différents entre eux sont insérés au niveau du plan** stratégique (information, orientation, remédiation, réorientation, etc.). La réorientation devrait être prise en charge par les pôles étant donné que tous les établissements n'ont pas nécessairement le personnel disponible, ni les moyens ;
- L'ARES note qu'il n'est pas aisé de **distinguer** ce qui est requis ici eu égard aux obligations pesant déjà sur les pôles, en vertu de l'article 53 du décret, qui ont notamment pour missions de coordonner *« l'information et l'orientation des futurs étudiants à propos des diverses études organisées et la représentation de ses membres lors de toute activité d'information sur les études supérieures ou en relation avec l'enseignement obligatoire »* et coordonner *« des formations préparatoires aux études*

[1] Avant-projet de décret-programme portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'égalité des chances, aux bâtiments scolaires, à WBE, au droit des femmes, à l'enseignement supérieur, à la recherche scientifique, au secteur non-marchand, à l'éducation et aux fonds budgétaires.

supérieures et toute autre activité susceptible de favoriser le passage entre l'enseignement obligatoire et l'enseignement supérieur » ;

- L'ARES estime également qu'un plan stratégique pour l'aide à la réussite devrait s'étendre sur **plusieurs années**, comme les plans quinquennaux, plus courants et plus ambitieux ;
- Certains membres souhaiteraient que ce plan stratégique soit établi à l'échelle du pôle académique et mis en œuvre par les différents établissements d'enseignement supérieur, quand d'autres souhaitent que les institutions restent responsables de la rédaction et de la concrétisation de ce plan stratégique.
- Certains membres estiment également que **l'indice de précarité** devrait être **un facteur** à prendre en considération dans le financement des mesures. Pour quelques-uns, il conviendrait d'évaluer cet indice de précarité *selon le public étudiant*, mais, pour d'autres, il conviendrait également de se référer à l'indicateur socio-économique *géographique*. Plusieurs, au contraire, souhaitent garder le principe selon lequel un·e étudiant·e égale un·e étudiant·e, peu importe son contexte personnel et la forme d'enseignement dans laquelle il ou elle est inscrit·e ;
- S'agissant de l'enseignement supérieur artistique, il conviendrait d'intégrer, au sein de l'article 148 du décret, des mesures particulières reflétant la spécifié de cette forme d'enseignement et de prévoir un financement structurel dédié à l'aide à l'aide à la réussite.

Au niveau budgétaire, il est demandé, par la majorité des membres, que les différents financements liés à l'aide à la réussite soient remis dans une même enveloppe, afin d'en faciliter la gestion.

Concernant les **mesures liées plus spécifiquement à l'élaboration du programme de l'étudiant** en lien avec des activités de **remédiation**, l'ARES insiste sur un besoin de clarté et de cohérence notamment à propos des questions suivantes :

- Des crédits sont-ils octroyés aux activités de remédiation, qu'elles soient facultatives ou obligatoires ? Si oui, comment les évaluer ?
- Font-elles partie intégrante du programme, dans la mesure où l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 2° du décret les définit comme étant des *« activités d'aide à la réussite ne faisant pas partie d'un programme d'études, visant à combler les lacunes éventuelles d'étudiants ou les aider à suivre ou à reprendre un programme d'études avec de meilleures chances de succès »* et que l'article 148 dispose qu' *« aux conditions fixées par les autorités académiques, la participation active d'un étudiant de première année à une de ces activités peut être valorisée par le jury au cours du cycle d'études, si elle a également fait l'objet d'une épreuve ou évaluation spécifique; cette valorisation ne peut dépasser 5 crédits* » ?
- Si les activités de remédiation devaient être créditées et ajoutées au programme, n'y a-t-il pas un risque de discrimination dans la mesure où les activités de remédiation feront partie intégrante du supplément au diplôme ?
- La valorisation sera-t-elle limitée à 5 crédits, comme l'impose l'article 148, alinéa 4 actuel du décret ?

01.4 / QUANT À LA MÉTHODE DE CALCUL DE L'ÉVALUATION

Dans son avis **n° 2021-08**, l'ARES a demandé à ce que la mesure envisagée dans le cadre du projet de décret modifiant le titre III du décret Paysage soit d'ores et déjà intégrée dans le projet de décret précédent, dit « fourre-tout V », afin que la disposition entre en vigueur dès la prochaine année académique, soit 2021-2022.

De manière générale, à l'exception des représentant·es étudiants et de certaines organisations syndicales qui expriment leur désaccord quant à la disposition visant à revoir la méthode de calcul de l'évaluation, car celle-ci aura comme conséquence de ne plus protéger l'étudiant·e face au mécanisme de la note absorbante, **la majorité des membres émettent un avis favorable sur la proposition**, estimant qu'il convient de rendre de l'importance aux jurys dans le cadre de l'évaluation. **Toutefois,** l'ARES précise que tous les membres ne sont pas tous favorables au mécanisme de la note absorbante, lequel semble manquer son but d'après eux d'un point de vue pédagogique. Le mécanisme a, par ailleurs, fait l'objet de nombreux recours fructueux auprès du Conseil d'État, s'inscrivant dans une jurisprudence bien établie depuis les arrêts *Harakat* et *Senhaji* rendus en octobre 2018.

L'ARES indique, **de manière plus précise**, les éléments suivants :

- Il est primordial de **questionner le sens des regroupements d'activités d'apprentissage dans les unités d'enseignement** et de **constituer des unités qui visent des acquis d'apprentissage cohérents** ;
- Il pourrait être utile de **baliser plus précisément le système d'évaluation** afin d'avoir un cadre minimal pour l'utilisation du mécanisme de la note absorbante.

01.5 / QUANT À LA FINANÇABILITÉ

L'ARES **reconnaît l'effort de clarification des règles de finançabilité**. Dans le cadre de l'**avis n° 2020-16,** l'ARES avait fortement insisté pour qu'une clarification et une simplification du calcul de finançabilité soient apportées, à la fois pour les étudiants et pour le personnel des établissements d'enseignement supérieur.

En lien avec l'analyse réalisée au point 01. 2.2 à propos du balisage de la réussite des 60 premiers crédits du premier cycle et de l'élaboration du programme, l'ARES relève qu'un·e étudiant·e qui est obligé·e de se réorienter après deux années n'a plus qu'une année académique pour réussir les 60 premiers crédits au risque d'être déclaré·e non finançable. Cette mesure risque de laisser sur le carreau des étudiant·es qui ont réussi un nombre de crédits non négligeables et elle pénalise l'établissement qui accueille ces étudiant•es en réorientation. **Pour l'ARES, il conviendrait donc de la revoir en profondeur**.

Cela étant, l'ARES note que les **règles proposées sont encore complexes**, même si le système reposant sur un nombre d'années d'études est **intéressant** et permet aux étudiant·es de connaître, dès le départ, le nombre de « chances » dont ils ou elles pourront bénéficier. Cette complexité est également due au fait que le Législateur traite ici d'un parcours de l'étudiant qui serait **linéaire**, ce qui n'est pas le cas d'une grande partie des étudiant·es qui peut bénéficier d'allègements, d'admission en cours d'études…

De manière plus précise, l'ARES soulève les éléments suivants :

- Comment et à partir de quand peut redevenir finançable un·e étudiant·e au sein d'un cycle ?
- L'ARES estime que devrait être confirmée la p**ossibilité d'inscrire tout·e étudiant·e non-finançable**, comme c'est le cas actuellement, lorsqu'un établissement reconnait certains motifs dérogatoires à cet·te étudiant·e ;
- L'ARES se questionne quant au moment à partir duquel la **finançabilité du deuxième cycle** commence dans l'hypothèse où l'étudiant·e est encore inscrit·e au premier cycle, mais qu'il inscrit des unités d'enseignement du deuxième cycle à son programme.

L'ARES suggère donc que le dispositif soit revu complètement afin qu'il soit rendu plus clair et qu'il prenne en compte les différents cas de figure, mais également que le commentaire des articles soit plus explicite et fasse apparaître un certain nombre de cas pratiques.

01.6 / QUANT AU RÉGIME TRANSITOIRE

L'ARES s'inquiète de voir coexister pendant une longue période, *a priori,* ni déterminée ni déterminable, deux régimes distincts, ce qui implique, d'une part, une **surcharge administrative colossale pour les équipes** et, d'autre part, un **manque de lisibilité du parcours pour les étudiant·es**. En effet, d'un côté, se superposeront deux régimes de finançabilité différents et, d'autre part, se superposeront un nouveau système de balisage du parcours de l'étudiant et un ancien système de finançabilité.

L'ARES suggère que **la période transitoire ne dure pas de manière déraisonnable** et proposent que le basculement entre l'ancien et le nouveau régime s'opère, par exemple, après deux années académiques à compter de l'entrée en vigueur des dispositions.

De manière plus précise, l'ARES s'interroge sur le **régime applicable à l'étudiant·e en reprise de cursus** qui a commencé son parcours sous l'empire des dispositions actuelles, mais qui souhaite se réinscrire dans un établissement sous l'empire des dispositions nouvelles.

02. REMARQUES QUANT AUX DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

02.1 / REMARQUE PRÉLIMINAIRE SUR LE TITRE I

Il conviendrait de modifier le libellé du titre I[er] *« Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et de l'organisation académique des études »*, afin d'être cohérent avec l'intitulé du décret visé. Il est donc proposé de renommer le titre I[er] comme suit : *« Titre I[er]. - Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».*

02.2 / ARTICLE 1ER DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 2.1 / MODIFICATIONS

02. 2.1.1 / Article 73, § 1er, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 73. - § 1er. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en 120 crédits au moins ou de niveau équivalent, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

Ces études visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins un des objectifs suivants :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, notamment dans le secteur de la santé;
2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;
3° donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité scientifique ou artistique en Communauté française.

L'ARES assure la cohérence de ces études et en garantit leur conformité par rapport à ces critères ».

02. 2.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 73, § 1er, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et de l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :
1° les mots *« en 120 crédits au moins »* sont abrogés ;
2° les mots *« un autre grade académique de master »* sont remplacés par les mots *« un grade académique de master de spécialisation ».*

02. 2.1.3 / Article 73, § 1er, du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 73. - § 1er. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à ~~un autre grade académique de master~~ un grade académique de master de spécialisation après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

Ces études visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins un des objectifs suivants :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, notamment dans le secteur de la santé;
2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

3° *donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité scientifique ou artistique en Communauté française.*

L'ARES assure la cohérence de ces études et en garantit leur conformité par rapport à ces critères ».

02. 2.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

Cette disposition vise à supprimer la restriction à l'accès aux études de master de spécialisation aux seuls titulaires d'un master 120. En effet, cette restriction est contraignante pour les établissements d'enseignement supérieur qui doivent jusqu'à présent refuser l'accès aux études de master de spécialisation notamment :

- Aux masters 60 en Communauté française pour lesquels il n'existe pas de Master 120 (par exemple, le master en kinésithérapie et réadaptation) ;
- Aux masters 60 en Communauté flamande, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de masters de spécialisation coorganisés avec une université néerlandophone (par exemple, le master de spécialisation en génie nucléaire) ;
- Aux étudiant·es étrangers·ères ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugié·es notamment).

02. 2.3 / AVIS DE L'ARES

Dans ses avis n^{os} **2018-13**, **2020-11** et **2021-08**, l'ARES avait suggéré pareilles modifications, pour les mêmes motifs que ceux exposés.

Cela étant, conformément aux suggestions formulées dans les avis susmentionnés, il est demandé d'insérer *« aux conditions fixées par les autorités académiques »* entre les mots *« ou de niveau équivalent »* et les mots *«, des études de spécialisation de 2^{e} cycle ».*

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.3 / ARTICLE 2 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 3.1 / MODIFICATIONS

02. 3.1.1 / Article 77 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 77. - Chaque unité d'enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Une unité se caractérise par les éléments suivants :

1° *son identification, son intitulé particulier, sa discipline;*
2° *le nombre de crédits associés;*
3° *sa contribution au profil d'enseignement du programme, ainsi que les acquis d'apprentissage spécifiques sanctionnés par l'évaluation;*
4° *la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels, avec l'indication de ceux qui sont indispensables pour acquérir les compétences requises;*

5° le cycle et niveau du cadre francophone des certifications auxquels il se rattache et, si c'est pertinent, la position chronologique dans le programme du cycle;
6° son caractère obligatoire ou au choix individuel de l'étudiant au sein du programme ou des options;
7° la liste des unités d'enseignement prérequises ou corequises au sein du programme et si d'autres connaissances et compétences particulières préalables sont requises;
8° les coordonnées du service du ou des enseignants responsables de son organisation et de son évaluation;
9° son organisation, notamment le volume horaire, l'implantation et la période de l'année académique;
10° la description des diverses activités d'apprentissage qui la composent, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en œuvre ;
11° le mode d'évaluation et, s'il échet, la pondération relative des diverses activités d'apprentissage ;
12° la ou les langues d'enseignement et d'évaluation.

Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une unité d'enseignement peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury lors du calcul de la moyenne. Cette pondération est également indiquée. À défaut, l'évaluation de chaque unité d'enseignement y intervient pour un poids égal.

Cette description des unités d'enseignement ne peut être modifiée durant l'année académique sur laquelle elle porte, sauf cas de force majeure touchant les enseignants responsables ».

02. 3.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 77 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :
1° à l'alinéa 1er, 11°, les mots *« la pondération relative »* sont remplacés par les mots *« la méthode de calcul de l'évaluation »* ;
2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :
« Au sein d'un programme d'études, lorsqu'une unité d'enseignement est composée de plusieurs activités d'apprentissage donnant lieu à des évaluations distinctes, les titulaires de chaque activité d'apprentissage décident collégialement de la méthode de calcul correspondant à l'évaluation finale de cette unité. Cette information est communiquée au jury et inscrite dans la fiche des activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement ».

02. 3.1.3 / Article 77 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 77. - Chaque unité d'enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Une unité se caractérise par les éléments suivants :
1° son identification, son intitulé particulier, sa discipline;
2° le nombre de crédits associés;
3° sa contribution au profil d'enseignement du programme, ainsi que les acquis d'apprentissage spécifiques sanctionnés par l'évaluation;
4° la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels, avec l'indication de ceux qui sont indispensables pour acquérir les compétences requises;
5° le cycle et niveau du cadre francophone des certifications auxquels il se rattache et, si c'est pertinent, la position chronologique dans le programme du cycle;
6° son caractère obligatoire ou au choix individuel de l'étudiant au sein du programme ou des options;
7° la liste des unités d'enseignement prérequises ou corequises au sein du programme et si d'autres connaissances et compétences particulières préalables sont requises;

8° les coordonnées du service du ou des enseignants responsables de son organisation et de son évaluation;

9° son organisation, notamment le volume horaire, l'implantation et la période de l'année académique;

10° la description des diverses activités d'apprentissage qui la composent, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en oeuvre;

11° le mode d'évaluation et, s'il échet, ~~la pondération relative~~ la méthode de calcul de l'évaluation des diverses activités d'apprentissage;

12° la ou les langues d'enseignement et d'évaluation.

~~Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une unité d'enseignement peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury lors du calcul de la moyenne. Cette pondération est également indiquée. À défaut, l'évaluation de chaque unité d'enseignement y intervient pour un poids égal.~~
Au sein d'un programme d'études, lorsqu'une unité d'enseignement est composée de plusieurs activités d'apprentissage donnant lieu à des évaluations distinctes, les titulaires de chaque activité d'apprentissage décident collégialement de la méthode de calcul correspondant à l'évaluation finale de cette unité. Cette information est communiquée au jury et inscrite dans la fiche des activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement.

Cette description des unités d'enseignement ne peut être modifiée durant l'année académique sur laquelle elle porte, sauf cas de force majeure touchant les enseignants responsables ».

02. 3.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» Cette disposition permet aux différents titulaires d'activités d'apprentissage au sein d'une unité d'enseignement de préciser la méthode de calcul de l'évaluation et plus uniquement la « pondération ». Il ne s'agit ni d'imposer ni d'exclure aucune méthode déterminée de calcul de la note correspondant à l'évaluation finale d'une unité d'enseignement, lorsque cette unité d'enseignement, divisée ou non en activités d'apprentissage distinctes, donne lieu à deux ou plusieurs évaluations.

» De cette façon, la disposition garantit la sécurité notamment de la pratique de la note absorbante. La technique de la note absorbante est le fait de permettre d'inscrire une unité d'enseignement en échec lorsque la note à l'évaluation d'une activité d'apprentissage qui compose l'UE est inférieure à 10/20 et ce, indépendamment du fait qu'un calcul de moyenne, pondérée ou non, des différentes évaluations soit supérieures à 10/20.

02. 3.3 / AVIS DE L'ARES

» Cette proposition de modification rencontre la demande formulée dans **l'avis n° 2020-16** de clarifier la pratique de la note absorbante. L'ARES rappelle que l'article 77, alinéa 1er, 11° prévoit actuellement uniquement le mécanisme de *« pondération »* des activités d'apprentissage. Le Conseil d'État l'a définie comme reflétant *« l'importance qui peut être reconnue aux différentes activités d'apprentissage en vue du calcul de la moyenne de l'étudiant pour l'unité »*[2]. Le Législateur n'ayant donc pas textuellement permis au jury de prévoir un autre mécanisme que celui-là, tout autre mécanisme conduisant actuellement à déterminer, de manière automatique ou mécanique et sans véritable délibération du jury, la note d'une unité d'enseignement alors que la moyenne des notes des diverses activités d'apprentissage composant

[2] C.E., 16 octobre 2018, *Harakat*, n° 242.677, p. 7 et C.E., 16 octobre 2018, *Senhaji*, n° 242.679, p. 5.

cette unité est égale ou supérieure à 10/20 sera jugée pareillement contraire aux articles 77 et 139 du décret et écartée en vertu de l'article 159 de la Constitution. **Une intervention décrétale était donc souhaitable**. Dans la mesure où le Conseil d'État estime qu'une pondération doit tenir compte de *l'ensemble* des activités d'apprentissage (ce qui exclut, par essence, le mécanisme de la note absorbante qui ne tient compte, par définition, que d'*une seule* activité d'apprentissage – la plus basse), l'article 77, alinéa 1er, 11° pourrait être modifié comme suit : *« Une unité se caractérise par les éléments suivants : […] le mode d'évaluation et [la méthode d'intégration des diverses activités d'apprentissage] ».*

» L'ARES, **par contre**, ne souhaite pas que l'alinéa 2 actuel de l'article 77 soit abrogé. La disposition en projet propose en effet de remplacer purement et simplement l'alinéa 2 par un nouvel alinéa 2, avec comme conséquence que l'idée contenue dans l'alinéa 2 actuel disparaîtrait, sans aucune explication dans le commentaire des articles. Or il s'agit d'une hypothèse différente, à savoir celle de l'établissement d'une moyenne pondérée **aux fins de délibération**. Il peut y avoir un intérêt à maintenir la notion de calcul de la moyenne à des fins de délibération, et donc à garder dans le dispositif la possibilité d'avoir une pondération au sein d'un programme d'études (poids différent pour certaines unités ou poids unique pour toutes les unités). L'ARES propose donc de ne pas « remplacer » l'alinéa 2, mais d'insérer l'alinéa en projet entre l'actuel alinéa 1er et l'alinéa 2 actuel, appelé à devenir *de facto* l'alinéa 3.

» L'ARES, **enfin**, relève les points d'attention suivants :

  » L'article 77, par application de l'article 1er, § 2, alinéa 2 du décret, est un article applicable à la promotion sociale. À cet égard, la notion de jury n'existe en promotion sociale *que pour l'unité de formation épreuve intégrée*. Il conviendrait, dès lors, de prévoir que cette modalité n'est pas applicable à la promotion sociale.

  » Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de prévoir dans l'alinéa 2 en projet une communication au jury étant donné que la mention dans la fiche descriptive assure à suffisance la publicité. Il conviendrait donc de supprimer les mots *« communiquée au jury et »* ;

  » La disposition en projet contient une référence erronée à la notion d' *« activité d'apprentissage »* au niveau de la fiche descriptive. Il conviendrait donc de remplacer les mots *« des activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement »* par les mots *« de l'unité d'enseignement »* ;

  » Il conviendrait d'élargir le dispositif aux hypothèses où il n'y aurait qu'un seul titulaire par activité d'apprentissage ou unité d'enseignement ou plusieurs activités d'apprentissage avec le même titulaire. À cet égard, la disposition pourrait être revue comme suit : *« [le ou] les titulaires de chaque activité d'apprentissage [ou unité d'enseignement] décident [, le cas échéant collégialement,] de la méthode de calcul correspondant à l'évaluation finale de cette unité ».*

  » La disposition en projet n'aura aucun effet rétroactif et ne rentrera en vigueur qu'à la rentrée académique 2022-2023, de sorte que la pratique de la note absorbante restera illégale jusqu'à cette échéance et soumise à la censure certaine du Conseil d'État. Il est suggéré à cet égard, comme proposé dans un courrier adressé par l'ARES à la Ministre de l'Enseignement supérieur le 17 février 2020, de prévoir un décret interprétatif afin de vider le débat dans l'attente de l'entrée en vigueur de la disposition.

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

» **Les représentant·es étudiants rappellent leur désaccord quant à la disposition visant à revoir la méthode de calcul de l'évaluation, car celle-ci aura comme conséquence de ne plus protéger l'étudiant·e face au mécanisme de la note absorbante.**

» **Une organisation syndicale estime que l'évaluation ne se réduit pas à une méthode de calcul, ce qui serait une vision peu pédagogique.**

02.4 / ARTICLE 3 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 4.1 / MODIFICATIONS

02. 4.1.1 / Article 79, § 1er, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 79. - § 1er. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception des activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1er.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre; le deuxième débute le premier février; le troisième débute le premier juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage.

À l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits. Celle-ci porte au minimum sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre.

Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels ».

02. 4.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 79, § 1er, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots *« de premier cycle »* sont abrogés ;

2° les mots *« et concernant le premier cycle, »* sont insérés entre les mots *« dans ce cas, »* et les mots *« une épreuve partielle »* ;

3° les mots *«, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1er »* sont abrogés.

02. 4.1.3 / Article 79, § 1er, du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 79. - § 1er. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception des activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement ~~de premier cycle~~ peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique; dans ce cas, et concernant le premier cycle, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre~~, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1er~~.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre; le deuxième débute le premier février; le troisième débute le premier juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage.

À l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits. Celle-ci porte au minimum sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre.

Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels ».

02. 4.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- Cet article vise à permettre l'étalement de certaines unités d'enseignement sur les deux premiers quadrimestres, peu importe le cycle d'études concerné.
- Pour le premier cycle, une épreuve partielle est automatiquement organisée en fin de premier quadrimestre, ce qui n'est pas obligatoire pour le deuxième cycle.

02. 4.3 / AVIS DE L'ARES

- S'agissant de la première proposition de modification, l'ARES est favorable à l'extension *aux deux cycles* de la possibilité de répartir des unités sur les deux premiers quadrimestres ;
- S'agissant de la seconde proposition de modification :
  - conformément à la demande formulée dans les avis n^{os} **2018-01**, **2018-13**, **2020-11** et **2020-16**, il est à nouveau suggéré de supprimer l'obligation d'organiser une évaluation partielle à la fin du premier quadrimestre pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur les deux quadrimestres. L'ARES a eu l'opportunité de pointer nombre d'inconvénients à cette contrainte : émiettement des matières, multiplication des matières à évaluer, allongement des sessions d'examens, des délibérations, etc. Elle a donc plaidé pour que l'article laisse davantage de souplesse et d'autonomie aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres. **L'ARES propose donc,** à l'alinéa 2, *in fine* de l'article 79, de remplacer les mots *« est organisée »* par les mots *« peut être organisée »* ;
  - L'ARES suggère également de remplacer le mot *« épreuve »* par le mot *« évaluation »,* car c'est bien de l'évaluation dont il s'agit.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.5 / ARTICLE 4 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 5.1 / MODIFICATIONS

02. 5.1.1 / Article 84 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 84. - Aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ou de master de spécialisation peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade ou ce certificat pendant une année académique au moins ».

02. 5.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 84, alinéa 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots *« ou de master de spécialisation peut être conféré »* sont remplacés par les mots *«, de master en 60 crédits, de master de spécialisation ainsi que le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur peuvent être conférés »* ;

2° les mots *« ou ce certificat »* sont insérés entre les mots *« à ce grade »* et les mots *« pendant une année académique »*.

02. 5.1.3 / Article 84 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 84. - Aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception à l'alinéa 1er et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ~~ou de master de spécialisation peut être conféré~~, de master en 60 crédits, de master de spécialisation ainsi que le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur peuvent être conférés par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait

suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade ou ce certificat pendant une année académique au moins ».

02. 5.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- Cette disposition vise à intégrer le master en 60 crédits dans la liste des exceptions destinées à conférer un grade académique qui comprend le brevet de l'enseignement supérieur, le bachelier de spécialisation et le master de spécialisation, grades pour lesquels le minimum de crédits à suivre effectivement est fixé à 30, dès lors que ne pas introduire le master en 60 crédits dans cette liste revient à rendre de facto la valorisation de crédits à l'admission impossible pour les candidats détenteurs de ce diplôme.
- Par ailleurs, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) est également ajouté à l'instar de ce qui existe déjà pour le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, et s'agissant de corriger une erreur matérielle.

02. 5.3 / AVIS DE L'ARES

- Cette modification rencontre la demande formulée dans les avis n^{os} **2018-13** et **2020-11**. En effet, l'ARES avait proposé, pour la première fois à l'occasion des travaux du décret « Fourre-tout III », d'intégrer à la liste des exceptions *le master 60*. L'ARES, dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, avait également souligné que le maintien de la disposition telle que libellée actuellement poserait également question.
- S'agissant du CAPAES, l'ARES estime au contraire n'y a pas lieu de l'inclure dans les ajouts prévus à la modification 1°, car, dans l'état actuel des choses, il ne donne pas lieu à l'octroi de crédits. En effet, le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention précise ne définit pas le programme en crédits, mais en heures de cours. En outre, les établissements ne le *« confèrent »* pas. D'un point de vue légistique, il ne faut donc pas opérer la modification 2° proposée, puisque les termes *« ou ce certificat »* ne doivent pas être ajoutés.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.6 / ARTICLE 5 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 6.1 / MODIFICATIONS

02. 6.1.1 / Article 95, § 1er, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 95. - § 1er. Une demande d'admission ou d'inscription est introduite selon la procédure définie au règlement des études. Elle est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'accès aux études visées ou ne respecte pas les dispositions du règlement des études. Ceci est notifié directement au candidat et ne constitue par un refus d'inscription au sens de l'article 96.

Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements sont habilités à recevoir les recours contre ces décisions et, pour des raisons motivées, à invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent inscrire provisoirement des étudiants en attente de satisfaire certaines de ces conditions d'accès. Cette inscription provisoire doit être régularisée au plus tard pour le 30 novembre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquants n'est pas de la responsabilité de l'étudiant ».

02. 6.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 95, § 1er, alinéa 4, du même décret, les mots *« 30 novembre »* sont remplacés par les *mots « 31 octobre ».*

02. 6.1.3 / Article 95, § 1er, du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 95. - § 1er. Une demande d'admission ou d'inscription est introduite selon la procédure définie au règlement des études. Elle est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'accès aux études visées ou ne respecte pas les dispositions du règlement des études. Ceci est notifié directement au candidat et ne constitue par un refus d'inscription au sens de l'article 96.

Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements sont habilités à recevoir les recours contre ces décisions et, pour des raisons motivées, à invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent inscrire provisoirement des étudiants en attente de satisfaire certaines de ces conditions d'accès. Cette inscription provisoire doit être régularisée au plus tard pour le ~~30 novembre~~ 31 octobre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquants n'est pas de la responsabilité de l'étudiant ».

02. 6.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» Cette disposition vise à mettre en cohérence la date limite de régularisation de l'inscription provisoire et la date limite des demandes d'inscription avancée au 30 septembre.

02. 6.3 / AVIS DE L'ARES

» L'ARES note que les modifications envisagées répondent à une demande formulée par l'ARES dans l'**avis n° 2020-16** rendu le 30 juin 2020 sur le titre III du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, estimant en effet que la date limite du 31 octobre était une date beaucoup trop tardive pour les demandes d'inscription et d'admission, le début de l'année académique étant le 14 septembre. L'ARES avait ainsi demandé que la date limite soit avancée aux alentours du 30 septembre.

» **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.7 / ARTICLE 6 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 7.1 / MODIFICATIONS

02. 7.1.1 / Article 95/1 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 95/1. - Les étudiants n'ayant pas reçu de décision de l'établissement à leur demande d'admission ou d'inscription à la date du 15 novembre, peuvent introduire un recours auprès du commissaire ou délégué conformément à la procédure fixée à l'article 95 du présent décret. Dans l'attente de l'issue de ce recours, l'introduction de ce recours vaut inscription provisoire dans l'attente de la décision ».

02. 7.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 95/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot *« novembre »* est remplacé par le mot *« octobre »* ;
2° les mots *« dans l'attente de la décision »* sont abrogés.

02. 7.1.3 / Article 95/1 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 95/1. - Les étudiants n'ayant pas reçu de décision de l'établissement à leur demande d'admission ou d'inscription à la date du 15 ~~novembre~~ octobre, peuvent introduire un recours auprès du commissaire ou délégué conformément à la procédure fixée à l'article 95 du présent décret. Dans l'attente de l'issue de ce recours, l'introduction de ce recours vaut inscription provisoire dans l'attente de la décision ».

02. 7.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» Cet article vise, d'une part, à mettre en cohérence la date à laquelle les étudiant·es sont supposé·es recevoir une décision de l'établissement quant à leur demande d'admission ou d'inscription et la date limite de régularisation de l'inscription provisoire avancée au 31 octobre et, d'autre part, à corriger une coquille.

02. 7.3 / AVIS DE L'ARES

» À l'instar de ce que l'ARES a relevé s'agissant de l'avancement de la date limite de régularisation des inscriptions provisoires, l'ARES estime qu'il faut maintenir la date du 15 novembre comme date limite pour donner une réponse aux demandes d'inscription effectives soumises. En effet, **il est impossible pour les Services des inscriptions des établissements d'opérer le travail d'analyse des demandes d'inscription et d'admission pour le 15 octobre, dans la mesure où les demandes d'inscription pourront être introduites jusqu'au 30 septembre** (cf. *infra*, point 02.6.3). Un délai de 15 jours pour traiter les dernières demandes est considéré comme trop court sachant que, en avançant la date de demande d'inscription d'un mois, les demandes vont nécessairement être concentrées sur une période plus courte et que le personnel en place pour analyser ces demandes ne sera pas démultiplié.

» **Cependant,** si la volonté était maintenue d'avancer le calendrier sur ce point, **il pourrait être suggéré de fixer la date limite au 31 octobre au lieu du 15 novembre.**

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.8 / ARTICLE 7 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 8.1 / MODIFICATIONS

02. 8.1.1 / Article 96, § 1er, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 96. - § 1er. Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, soit d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ;

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les trois années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours ».

02. 8.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 96, § 1er, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : *« Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».*

02. 8.1.3 / Article 96, § 1er, du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 96. - § 1er. Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, soit d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ;

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les trois années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

~~*La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective*~~*. Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement.*

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours ».

02. 8.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

La modification vise à considérer que l'adresse électronique utilisée par l'établissement est, en cas de réinscription, celle fournie par celui-ci et non l'adresse personnelle de l'étudiant·e, susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est plus compliqué.

02. 8.3 / AVIS DE L'ARES

» Lors de la précédente modification du décret, l'ARES avait demandé à l'occasion de son **avis n° 2018-13**, pour d'évidentes raisons pratiques et de sécurité juridique, que l'adresse électronique utilisée par l'établissement soit, en cas de réinscription, **celle fournie par ce dernier et non l'adresse personnelle de l'étudiant·e** – susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est évidemment bien plus compliqué.

» La disposition en projet s'insère totalement dans le cadre de cette demande, rappelée à l'occasion de l'**avis n° 2021-11**.

» **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.9 / ARTICLE 8 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 9.1 / MODIFICATIONS

02. 9.1.1 / Article 100 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 100. - § 1er. Le programme annuel d'un étudiant qui s'inscrit pour la première fois à un premier cycle correspond obligatoirement aux 60 premiers crédits du programme d'études, sauf allègement prévu à l'article 151.

S'il bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, il peut compléter son inscription d'activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 30 crédits parmi les 60 premiers crédits de son programme d'études, peut compléter son programme annuel, moyennant l'accord du jury, d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle pour lesquelles il remplit les conditions prérequises, sans que la charge annuelle de son programme n'excède 60 crédits du programme du cycle.

L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études, peut compléter son programme annuel d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle conformément aux dispositions générales du paragraphe 2 du présent article.

§ 2. Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant comprend :

1° *les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser;*
2° *des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.*

§ 3. Le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou en cas d'allègement prévu à l'article 151.

Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant, et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, par décision individuelle et motivée, le jury peut proposer et valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

1° *en cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors communauté française ou en cas de mobilité;*

2° lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits visé au paragraphe 3, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en corequis;

3° pour des raisons pédagogiques et/ou organisationnelles dûment motivées, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits;

4° lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

§ 5. Par dérogation aux dispositions des paragraphes précédents, l'inscription aux études de troisième cycle porte sur l'ensemble du programme, tandis que celle aux études de formation continue porte sur un programme personnalisé établi conformément aux dispositions de l'article 151.

§ 6. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études.

Il reste inscrit dans le premier cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé être inscrit dans le deuxième cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans qu'il ne puisse dépasser 75 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

§ 7. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.

Il est inscrit dans le deuxième cycle d'études, toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du premier cycle, il est réputé être inscrit dans le premier cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du deuxième cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du premier cycle.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle ».

02. 9.1.2 / Article 100 du décret Paysage, tel que remplacé par la disposition en projet

« Article 100. - § 1er. Le programme annuel d'un étudiant qui s'inscrit pour la première fois en première année d'un premier cycle est constitué des 60 premiers crédits du programme d'études (ci-après le bloc 1), sauf en cas d'allègement prévu à l'article 151.

S'il bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, il peut compléter son inscription d'activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148, ou d'unités d'enseignement de la suite du programme de cycle selon les modalités des alinéas suivants.

Au terme de cette première inscription :

1° *l'acquisition ou la valorisation de ces 60 crédits entraîne la réussite de la première année de premier cycle ;*
2° *la non acquisition ou la non valorisation des 60 crédits de bloc 1 entraîne l'échec de la première année de premier cycle. En cas de réinscription, l'étudiant reste inscrit en première année de premier cycle.*

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé au moins 45 crédits, il inscrit à son programme annuel d'études les unités d'enseignement du bloc 1 non acquises et peut le compléter par des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises, pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé de 30 à 44 crédits, il inscrit à son programme annuel d'études les unités d'enseignement du bloc 1 non acquises. À sa demande, l'étudiant peut, moyennant accord du jury, inscrire un nombre supérieur de crédits, pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits. Par ailleurs, il peut compléter son inscription d'activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé moins de 30 crédits, il inscrit à son programme annuel d'études les unités d'enseignement du bloc 1 non acquises ainsi que des activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

§ 2. Au-delà des 60 premiers crédits de la première année de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant comprend minimum 60 crédits et se compose :

1° *des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants ;*
2° *des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.*

Le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis. Le jury s'assure que la charge annuelle de l'étudiant est au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou en cas d'allègement prévu à l'article 151.

Par ailleurs, le jury peut, par décision individuelle et motivée, valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

a) *en cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors Communauté française ou en cas de mobilité ;*
b) *lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en corequis ;*
c) *pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles dûment motivées, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits ;*
d) *à la demande de l'étudiant, afin d'équilibrer les crédits restants dans la poursuite des études ;*
e) *lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.*

§ 3. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits maximum du programme d'études du premier cycle peut compléter son programme annuel par des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.

Il reste inscrit dans le premier cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé inscrit dans le deuxième cycle. Le calcul de la finançabilité de l'étudiant est réalisé dans les deux cycles.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans que l'ensemble des crédits ne puisse dépasser 60 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études sauf pour les grades de master en 60 crédits.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

§ 4. En fin de cycle, sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant, un prérequis peut être transformé en corequis.

§ 5. Par dérogation aux dispositions des paragraphes précédents, l'inscription aux études de troisième cycle porte sur l'ensemble du programme, tandis que celle aux études de formation continue porte sur un programme personnalisé établi, conformément aux dispositions de l'article 151 ».

02. 9.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

Cette disposition remplace l'article 100 du décret Paysage en vue de mieux baliser le parcours académique de l'étudiant·e. L'intention est donc de préciser les conditions de réussite et de responsabiliser l'étudiant·e.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser qu'un cycle d'études est constitué d'un programme découpé chronologiquement en blocs annuels de 60 crédits. Ce découpage a pour but d'assurer un apprentissage

progressif et cohérent. Les 60 premiers crédits d'un cursus constituent le bloc 1 de ce cursus. Les 120 crédits suivants constituent la poursuite d'études de ce cursus.

Afin de souligner l'importance des fondements du bloc 1**, la totalité des crédits du bloc 1 doivent être acquis avant que l'étudiant·e ne soit inscrit en poursuite d'études**. En comparaison l'étudiant·e doit actuellement acquérir ou valoriser 45 crédits minimum pour accéder à cette poursuite d'études.

Si au terme d'une inscription au bloc 1 d'un cursus déterminé, l'étudiant·e a acquis ou valorisé les 60 premiers crédits de ce cursus, il accède directement à la poursuite d'études.

Si au terme d'une inscription en bloc 1 d'un cursus déterminé, l'étudiant·e n'a pas acquis ou valorisé l'entièreté des 60 premiers crédits, il restera inscrit en première année de premier cycle. La composition de son programme d'études variera alors selon le nombre de crédits acquis ou valorisé au terme de la précédente inscription. C'est ainsi que :

- **Si au terme de la première inscription au bloc 1 d'un cursus déterminé l'étudiant·e a acquis ou valorisé au moins 45 crédits**, l'étudiant·e restera inscrit en première année de premier cycle. Il devra inscrire à son PAE les crédits non acquis précédemment et pourra le compléter par des unités d'enseignement de la poursuite d'études, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises, sans que le nombre total de crédits n'excède 60 crédits.
- **Si au terme de la première inscription au bloc 1 d'un cursus déterminé l'étudiant·e a acquis ou valorisé de 30 à 44 crédits**, l'étudiant·e restera inscrit en première année de premier cycle. Il devra inscrire à son PAE les crédits non acquis précédemment. À sa demande, l'étudiant pourra, moyennant accord du jury, inscrire un nombre supérieur de crédits, sans que le nombre total de crédits n'excède 60 crédits. Par ailleurs, il pourra compléter son programme d'activités de remédiation.
- **Si au terme de la première inscription au bloc 1 d'un cursus déterminé l'étudiant·e a acquis ou valorisé moins de 30 crédits**, l'étudiant·e restera inscrit en première année de premier cycle. Il devra inscrire à son PAE obligatoirement les crédits non acquis précédemment et devra compléter son programme d'activités de remédiation.

Si l'étudiant·e a acquis au terme de la précédente inscription les 60 premiers crédits du cursus, il accède à la poursuite d'étude de ce cursus. Son programme se compose de 60 crédits avec en priorité des unités d'enseignement auxquelles il aurait déjà été inscrit, mais qu'il n'aurait pas réussies (cela vise par exemple l'étudiant·e ayant acquis les 60 premiers crédits au terme de deux inscriptions en première année de premier cycle et qui aurait tenté d'anticiper des crédits de la poursuite d'étude), et d'unités de la poursuite d'étude pour lesquelles il remplit les conditions prérequises. Le jury donne son accord pour le PAE. L'objectif est de respecter la cohérence pédagogique du programme et d'une réussite progressive dans le parcours, sans bruler les étapes. Ainsi, afin de limiter les conflits horaires, les incohérences pédagogiques ou les cohortes d'étudiant·es non homogènes, les balises à la construction du PAE sont prévues. Une nouvelle balise complète les balises existantes, il s'agit de la possibilité pour un étudiant·e, à sa demande, de faire valider un programme inférieur à 60 crédits afin d'équilibrer les crédits restants dans la poursuite d'étude.

Pour les années diplômantes, l'étudiant·e peut avec l'accord du jury augmenter la charge de son PAE. Dans certains cas, le jury peut valider un programme inférieur à 60 crédits pour les raisons suivantes :

- En cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors Communauté française ou en cas de mobilité ;

- Lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant·e des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en corequis ;
- Pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles dûment motivées, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits ;
- À la demande de l'étudiant·e, afin d'équilibrer les crédits restants dans la poursuite des études ;
- Lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant·e une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant·e n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

En fin de cycle, l'étudiant·e qui doit encore acquérir ou valoriser **15 crédits maximum de premier cycle** reste inscrit dans le premier cycle jusqu'à ce qu'il valide tous les crédits de ce cycle. Mais il peut anticiper des crédits de deuxième cycle pour lesquels il remplit les conditions prérequises, sans que l'ensemble des crédits n'excède 60 crédits. Aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé inscrit dans le deuxième cycle. Le calcul de la finançabilité de l'étudiant·e est réalisé dans les deux cycles.

En fin de cycle, sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant·e, un prérequis peut être transformé en corequis.

Le § 5 reprend le § 5 de l'actuel article 100 du décret Paysage.

02. 9.3 / AVIS DE L'ARES

L'ARES note que les modifications apportées à l'article 100 répondent, **de manière générale**, aux demandes exprimées dans son **avis n° 2020-16**. En effet, l'ARES avait pointé la nécessité de recréer la perception que **le premier bloc doit être achevé**, la situation « normale » étant la réussite des 60 premiers crédits du programme et non des 45 premiers crédits. L'ARES avait particulièrement regretté que **la « réussite à 45 crédits » biaise la notion de réussite** pour les étudiant·es du supérieur qui vont immanquablement accumuler des crédits résiduels, pourtant essentiels à la poursuite de leur formation, pendant un temps plus ou moins étendu. Pour ces raisons, l'ARES avait donc suggéré de revoir le seuil de 45 crédits et de l'augmenter à *50*, *55*, *voire à 60 crédits*.

Cependant, la rédaction de l'article induit de nombreux questionnements, tant sur la forme que sur le fond, qui permettent de questionner l'objectif de lisibilité. **L'ARES formule, par conséquent, les remarques suivantes** :

- **S'agissant du paragraphe 1er** :
  - **Il est assez difficile de déterminer d'emblée avec précision le public visé** : s'agit-il *uniquement* des étudiants·es inscrit·es pour la première fois en première année de premier cycle ou la disposition vise-t-elle également les étudiant·e·s qui se réinscrivent en première année de premier cycle (par exemple : les étudiant·es en reprise d'études avec valorisation ou n'ayant pas acquis les 60 premiers crédits au terme de leur première inscription) ? L'alinéa 2 du § 1er entretient le doute étant donné qu'il vise les situations d'étudiant·es ayant déjà acquis des crédits – ce qui laisse supposer qu'il ne s'agit pas de leur première inscription – ou d'étudiant·es ayant des crédits valorisés – ce qui fait penser aux reprises de cursus. Par ailleurs, il parait étrange de préciser, du moins à ce stade de la disposition,

que l'étudiant·e bénéficiant d'unités d'enseignement valorisées puisse compléter son programme d'activités de remédiation ou d'activités complémentaires. En effet, le paragraphe en projet, en ses alinéas 3 à 6, précisent à suffisance les conséquences.

» **Le dispositif semble mêler les termes *« activités de remédiation »* et *activités complémentaires ».*** Cette imprécision existant déjà dans la version actuelle du décret, il conviendrait de les omettre ou, à tout le moins, de remplacer le mot *« complémentaires »* par les mots *« d'autres activités »*, pour ne pas confondre avec les *crédits* complémentaires qui peuvent être imposés, notamment dans le cadre des passerelles. **De manière plus fondamentale**, il faudrait absolument éviter que, si ces activités de remédiation doivent être intégrées dans le programme annuel de l'étudiant·e – ce qui reste incertain, au vu de l'actuelle définition donnée par le décret[3] et pas forcément souhaitable – elles permettent d'engranger des crédits et aient un impact en matière de financement, conformément à l'art. 67, alinéa 4 du décret. Par ailleurs, il ne parait pas avantageux pour l'étudiant·e d'avoir ces activités dans son programme, car cela figurera immanquablement sur son supplément au diplôme.

» **Il est fréquemment fait référence au concept de *« réussite d'année »*.** Pourtant, il s'agit d'un concept totalement étranger au décret et il est difficile de concevoir réellement comment cette « nouvelle » ancienne notion pourra s'intégrer de manière harmonieuse dans un système d'accumulation de crédits, au-delà de l'aspect purement symbolique ou statistique qu'il induit. Afin de respecter la logique du décret et de tenir compte de la volonté du Législateur de conscientiser l'étudiant·e sur sa réussite et son échec – lequel est un objectif parfaitement louable – il peut être suggéré d'aller jusqu'au bout de la logique et d'indiquer *« réussite de l'étudiant »* ou *« échec de l'étudiant ».*

» **Dans le même ordre d'idées, il est également fréquemment fait référence au concept d'*« inscription à une première année »*.** Pour les mêmes raisons que celles évoquées, il pourrait être préféré à ces mots, les mots *« inscription à un premier cycle ».* Du reste, préciser qu'en cas non-acquisition des 60 premiers crédits, l'étudiant·e reste inscrit en *« première année de premier cycle »* ne revêt pas davantage de sens. La phrase devrait donc être omise.

» **L'accent doit être mis sur l'importance du rôle du jury dans l'élaboration du programme de l'étudiant·e.** Ainsi, même lorsque l'étudiant·e a acquis entre 45 et 59 crédits, le jury doit pouvoir valider le programme, ne serait-ce que pour pouvoir vérifier les conditions prérequises. Il convient de rappeler que, dans l'esprit du Législateur, l'étudiant·e dans pareille situation est considéré comme en échec.

» S'agissant de la situation des **étudiant·es ayant réussi entre 45 et 59 crédits**, l'ARES demande qu'une **plus grande souplesse** soit prévue pour permettre à l'étudiant·e, qui se réinscrit en bloc 1, **moyennant l'indispensable accord du jury – comme précisé ci-dessus**, d'avoir un programme un peu plus conséquent, jusqu'à *70 crédits* par exemple. L'ARES note les effets pervers qui pourraient naître de l'application de la disposition en projet, en « bloquant » de manière trop déraisonnable l'étudiant·e en et notamment l'étudiant·e qui aurait la capacité et la volonté d'avancer plus rapidement. Dans l'avis de l'ARES **n° 2020-16**, l'ARES a souligné qu'un des effets non désirés du décret Paysage était justement un *« allongement significatif des études ».* Cette disposition risquerait d'accroitre encore – artificiellement – cet allongement.

» S'agissant de la situation des **étudiant·es ayant réussi entre 30 et 44 crédits**, il conviendrait de préciser que l'étudiant·e doit remplir les conditions prérequises, comme cela est précisé lorsque

[3] Cfr. art. 15, § 1er, al. 1er, 2°: *« Activités de remédiation : activités d'aide à la réussite **ne faisant pas partie d'un programme d'études**, visant à combler les lacunes éventuelles d'étudiants ou les aider à suivre ou à reprendre un programme d'études avec de meilleures chances de succès ».*

l'étudiant·e a acquis entre 45 et 59 crédits. Il semble clair, d'ailleurs, que cette exigence est encore plus importante dans pareil cas.

» S'agissant de la situation des **étudiant·es ayant réussi moins de 30 crédits,** la question se pose de savoir ce qu'il convient de faire avec les activités de remédiation à suivre obligatoirement par l'étudiant·e : si elles font réellement partie du programme – ce que semble induire le texte en projet – il importe d'avoir à l'esprit (cfr. article 67, alinéa 4 précité) qu'**aucun crédit ne peut y être associé**. Dans l'hypothèse où ces activités font partie du programme, les établissements doivent-ils s'assurer qu'elles ont effectivement été suivies par l'étudiant·e ? Dans l'affirmative, il faudrait également s'interroger sur ce que signifie « réussir » une activité de remédiation ; cela pourrait en effet avoir des conséquences sur l'organisation et de le contenu de ces activités. L'ARES propose donc de remplacer les mots *« ainsi que des »* par les mots *« et complète son inscription d' »*, et ce pour éviter que l'on **doive** attribuer des crédits aux activités de remédiation.

» **D'un point de vue légistique** :

» L'utilisation du concept de *« bloc »* est un peu malheureuse et n'apparaît actuellement qu'à l'article 124 du décret et ne vise que la notion de *« bloc annuel »* de manière générale. Elle n'est par ailleurs définie nulle part. La référence au terme devrait par conséquent être omise.

» Il conviendrait d'être plus exact dans la chronologie en indiquant que la *valorisation* a nécessairement lieu avant – lors de l'élaboration du programme – l'éventuelle *acquisition* des crédits.

» Afin d'assurer la cohérence des termes du décret, les mots *« programme annuel d'études »* doivent être remplacés par les mots *« programme annuel »*, termes définis par ailleurs à l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 7° du décret ;

» Au sein de l'alinéa 5 du paragraphe en projet :

» faut-il comprendre que l'étudiant·e peut compléter son programme d'unités de la suite du cycle *uniquement s'il ou elle en fait la demande*, ce qui induit que le jury ne peut pas être à l'origine de la proposition de programme ? Si tel est le cas, cela renforce encore l'importance du rôle du jury dans le cas où l'étudiant·e a acquis entre 45 et 59 crédits étant donné que, dans pareille hypothèse, il n'est pas requis que l'étudiant·e formule une quelconque demande, la proposition ne pouvant venir que du jury ;

» la formulation *« inscrire un nombre supérieur de crédits, »* est malheureuse et est difficilement compréhensible. Il conviendrait de lui préférer la formulation, du reste utilisée à l'alinéa 4, soit *« le compléter par des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle ».*

» S'agissant du paragraphe 2 :

» **L'élaboration d'un programme de plus de 60 crédits** mérite quelques éclaircissements, notamment en fin de cycle. Le commentaire des articles précise en effet que, *« pour les années diplômantes, l'étudiant peut avec l'accord du jury, augmenter la charge de son PAE ».* Pourtant, on ne retrouve pas cette idée dans le dispositif en projet qui se contente d'indiquer, d'une part, que *« le programme annuel d'un étudiant comprend minimum 60 crédits »* et, d'autre part, que *« le jury s'assure que la charge annuelle de l'étudiant est au moins de 60 crédits ».*

» **La modification des prérequis en corequis pose question**. S'il l'on s'en réfère aux commentaires, il semble que l'intention du Législateur est de limiter cette possibilité aux situations d'étudiant·es en fin de cycle. C'est en ce sens qu'il conviendrait de lire le § 4 en projet. Pourtant, le § 2, alinéa 3, b) de la disposition continue de préciser que, l'élaboration d'un programme de moins 60 crédits reste possible, notamment, *« lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait*

inscrire au programme annuel de l'étudiant des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en corequis ». Si l'intention, **à laquelle l'ARES se rallie**, est bien de limiter cette faculté de modification des prérequis en corequis *aux seules fins de cycle*, il convient de supprimer le point b), au sein du § 2, alinéa 3 de la disposition en projet.

» **S'agissant de l'hypothèse permettant au jury de proposer un programme inférieur à 55 crédits,** il est rappelé que, dans l'**avis n° 2018-13**, l'ARES avait émis un avis négatif sur la proposition de fixer un nouveau nombre de crédits (55), lequel avait été jugé très peu adéquat, tant il en existe déjà. De plus, cette limite semblait bien trop proche des 60 crédits. Enfin, l'ARES avait estimé qu'il convenait de conserver la limite à 45 crédits. **L'ARES reformule pareille demande.**

» **S'agissant de l'hypothèse visée au e)**, l'ARES – **tout en rappelant qu'elle est très importante pour les écoles supérieures des arts** – relève qu'elle pose des difficultés en pratique. En effet, la notion de *« cours artistiques »*, inscrite dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, n'est pas adaptée à l'organisation en unités d'enseignement depuis l'entrée en vigueur du décret Paysage. Les unités ne sont, elles, pas catégorisées comme le dispose pourtant l'hypothèse visée. Une interprétation pourrait conduire à considérer que si une unité est composée d'un cours qui *n'est pas artistique*, l'unité elle-même ne peut être considérée comme relevant de la catégorie des cours artistiques. Il arrive pourtant régulièrement – car cela fait sens pédagogiquement parlant – qu'un cours artistique soit associé à un *« petit »* cours technique (qui vient, par exemple, apporter les outils techniques nécessaires à une pratique artistique particulière) dans une unité. L'ARES suggère dès lors d'insérer le mot *« notamment, »* entre les mots *« cours artistiques »* et les mots *« pour laquelle »*, afin **d'assurer une certaine souplesse dans l'application de l'hypothèse.**

» Est-il possible de réfléchir à une formulation qui permettrait de prendre en considération cette difficulté tout en s'assurant du maintien de cette exception particulière ?

» **D'un point de vue légistique** :

» L'alinéa 2 est redondant avec l'alinéa 1er, s'agissant du nombre minimal de crédits. Il est donc suggéré de supprimer, à l'alinéa 1er, les mots *« comprend minimum 60 crédits et »*.

» L'utilisation des mots *« Par ailleurs, »* à l'alinéa 3 est un peu malheureuse. Afin d'assurer une meilleure lisibilité du texte, les mots devraient par conséquent être omis et l'alinéa précédent complété comme suit : *« Le jury s'assure que la charge annuelle de l'étudiant est au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ~~ou~~ [,] en cas d'allègement prévu à l'article 151 [ou sous réserve de ce qui suit].*

» **S'agissant du paragraphe 3** :

» L'ARES note tout d'abord que les modifications envisagées à cet égard reflètent la volonté exprimée par l'ARES, dans son **avis n° 2020-16**, de restreindre l'accès au deuxième cycle selon des modalités plus coercitives et de remettre l'achèvement intégral du premier cycle au centre des priorités des étudiant·es afin d'éviter autant que possible les situations de programmes entre deux cycles.

» **Toutefois,** l'ARES remarque une distorsion des règles d'inscription, du paiement des droits d'inscription et du financement corrélatif : l'étudiant·e restera « attaché·e » au premier cycle alors qu'en toute hypothèse, la charge sera plutôt du côté du deuxième cycle. Dans le système actuel, l'étudiant·e est inscrit·e dans le second cycle et paie ses droits d'inscription auprès de l'établissement organisant le second cycle.

» **Il n'est pas souhaitable de régler, dans le décret Paysage, une question de *« financabilité »***, comme le fait pourtant la disposition en projet en son § 3, alinéa 2. Du reste, en vertu des règles de finançabilité telles que revues dans le cadre du projet de décret dit « fourre-tout V », il apparait clairement que le premier cycle (ne pouvant pas représenter plus de 15 crédits résiduels) ne sera jamais financé. Cette partie de l'alinéa 2 devrait donc être supprimée, ou à tout le moins, clarifiée.

» L'ARES note également une **limite trop rigide en termes de nombre maximal de crédits**, 60 crédits étant bien trop restrictif pour le master 60. Cette limite aboutirait à empêcher l'étudiant·e d'avancer suffisamment et allongerait *de facto* le temps des études, en contradiction avec la volonté affichée du Législateur dans cet avant-projet de décret. L'ARES suggère donc, à cet égard, une limite de 75 crédits, **moyennant accord *indispensable* du jury**.

» **D'un point de vue légistique :**

» À l'alinéa 5 du § 3, il conviendrait de remplacer les mots *« les crédits »* par les mots *« les unités d'enseignement »,* car ce sont les unités qu'on inscrit au programme, pas les crédits associés.

» Il est malheureux de parler de *« cet étudiant »* au dernier alinéa, parce que l'on pourrait penser que cela renvoie spécifiquement à celui visé à l'alinéa précédent, ce qui n'est manifestement pas le cas. Cette imprécision étant déjà présente dans le texte actuel de l'art. 100, § 7, l'ARES suggère de remplacer les mots *« Pour cet étudiant, »* par les mots *« Pour l'étudiant en fin de cycle visé au présent paragraphe, ».*

» **S'agissant du paragraphe 5** :

» D'un point de vue légistique, il convient de supprimer les termes *« établi, conformément aux dispositions de l'article 151 »*. La référence à cet article, déjà présente dans le texte actuel du décret, est erronée.

» **Pour rencontrer l'ensemble des remarques et répondre aux préoccupations qui précèdent, l'ARES suggère donc la mouture suivante** :

« Article 100. – § 1er. Le programme annuel d'un étudiant qui s'inscrit ~~pour la première fois~~ ~~en première année d'un premier cycle~~ [à un premier cycle d'études] est constitué des 60 premiers crédits du programme d'études, sauf en cas d'allègement prévu à l'article 151.

S'il bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, il peut compléter son inscription ~~d'activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148, ou~~ d'unités d'enseignement de la suite du programme de cycle selon les modalités ~~des alinéas suivants~~ [et dans le respect des conditions visées aux alinéas suivants].

Au terme de cette première inscription :

1° l'acquisition [, le cas échéant, après valorisation,] ~~ou la valorisation~~ de[s] ~~ces~~ 60 [premiers] crédits entraîne la réussite ~~de la première année de premier cycle~~ [de l'étudiant] ;

2° la non acquisition [, le cas échéant, après valorisation,] ~~ou la non valorisation~~ des 60 [premiers] crédits ~~de bloc 1~~ entraîne l'échec ~~de la première année de premier cycle~~ [de l'étudiant]. ~~En cas de réinscription, l'étudiant reste inscrit en première année de premier cycle.~~

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé au moins 45 crédits, il inscrit à son programme annuel ~~d'études~~ les unités d'enseignement ~~du bloc 1~~ non acquises et peut le compléter [, moyennant accord du jury,] par des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises [et] pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas ~~60~~ [70] crédits.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé de 30 à 44 crédits, il inscrit à son programme annuel ~~d'études~~ les unités d'enseignement ~~du bloc 1~~ non acquises. À sa demande, l'étudiant peut, moyennant accord du jury, ~~inscrire un nombre supérieur de crédits,~~ [le compléter par des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle] [, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises et] pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits. Par ailleurs, il peut compléter son inscription d'activités de remédiation ~~ou complémentaires~~ visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé moins de 30 crédits, il inscrit à son programme annuel d'études les unités d'enseignement ~~du bloc 1~~ non acquises ~~ainsi que des~~ [et complète son inscription d'] activités de remédiation ~~ou complémentaires~~ visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

§ 2. Au-delà des 60 premiers crédits ~~de la première année de premier cycle~~ [du programme d'études de premier cycle], le programme annuel d'un étudiant ~~comprend minimum 60 crédits et~~ se compose :

1° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants ;

2° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.

Le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis. Le jury s'assure que la charge annuelle de l'étudiant est au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ~~ou~~ [,] en cas d'allègement prévu à l'article 151 [ou sous réserve de ce qui suit].

~~Par ailleurs,~~ [L]e jury peut, par décision individuelle et motivée, valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

a) en cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors Communauté française ou en cas de mobilité ;

~~b) lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en corequis ;~~

[b]) pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles dûment motivées, sans que ce programme ne puisse être inférieur à ~~55~~ [45] crédits ;

[c]) à la demande de l'étudiant, afin d'équilibrer les crédits restants dans la poursuite des études ;

[d]) lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques [notamment,] pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

§ 3. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits maximum du programme d'études du premier cycle peut compléter son programme annuel par des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequises.

Il reste inscrit dans le premier cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé inscrit dans le deuxième cycle. ~~Le calcul de la finançabilité de l'étudiant est réalisé dans les deux cycles~~.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans que l'ensemble des crédits ne puisse dépasser ~~60~~ [70] crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel ~~les crédits~~ [les unités d'enseignement] du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études sauf pour les grades de master en 60 crédits.

~~Pour cet étudiant~~ [Pour l'étudiant en fin de cycle visé au présent paragraphe,] les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

§ 4. En fin de cycle, sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant, un prérequis peut être transformé en corequis.

§ 5. Par dérogation aux dispositions des paragraphes précédents, l'inscription aux études de troisième cycle porte sur l'ensemble du programme, tandis que celle aux études de formation continue porte sur un programme personnalisé ~~établi, conformément aux dispositions de l'article 151~~ ».

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.10 / ARTICLE 9 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 10.1 / MODIFICATIONS

02. 10.1.1 / Article 101 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 101. - À l'exception de l'inscription aux études de troisième cycle, la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique; pour les étudiants visés à l'article 79 § 2, cette limite est portée au 30 novembre. Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient.

Afin de respecter les contraintes administratives et académiques motivées par leur situation particulière, le règlement des études de l'établissement peut prévoir pour certaines catégories d'étudiants des dates limites pour l'introduction de demande d'admission ou d'inscription antérieures à la date limite d'inscription effective ».

02. 10.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 101 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er :

a) les mots *« la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre »* sont remplacés par les mots *« la date limite des demandes d'inscription est fixée au 30 septembre »* ;

b) les mots *« Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient. »* sont remplacés par les mots *« Toutefois, l'établissement d'enseignement supérieur peut autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient, sans que cette inscription puisse être postérieure au 15 février »* ;

2° il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 1er et 2, rédigé comme suit :
« Entre le 30 septembre et le 31 octobre de l'année académique en cours, un étudiant de première année de premier cycle peut demander de modifier son inscription sans que cette nouvelle demande ne soit considérée comme une réorientation » ;

3° à l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots *« la date limite d'inscription effective »* sont remplacés par les mots *« la date limite des demandes d'inscription fixée à l'alinéa 1er ».*

02. 10.1.3 / Article 101 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 101. - À l'exception de l'inscription aux études de troisième cycle~~, la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre~~ la date limite des demandes d'inscription est fixée au 30 septembre suivant le début de l'année académique; pour les étudiants visés à l'article 79 § 2, cette limite est portée au 30 novembre. ~~Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient.~~ Toutefois, l'établissement d'enseignement supérieur peut autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient, sans que cette inscription puisse être postérieure au 15 février.

Entre le 30 septembre et le 31 octobre de l'année académique en cours, un étudiant de première année de premier cycle peut demander de modifier son inscription sans que cette nouvelle demande ne soit considérée comme une réorientation.

Afin de respecter les contraintes administratives et académiques motivées par leur situation particulière, le règlement des études de l'établissement peut prévoir pour certaines catégories d'étudiants des dates limites pour l'introduction de demande d'admission ou d'inscription antérieures à ~~la date limite d'inscription effective~~ la date limite des demandes d'inscription fixée à l'alinéa 1er ».

02. 10.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

Cette disposition vise à avancer la date limite des demandes d'inscription au 30 septembre, pour des raisons d'organisation et pédagogiques.

D'un point de vue organisationnel, les établissements doivent établir tous les programmes individuels des étudiant·es et les rendre compatibles avec l'organisation des cours le plus tôt possible dans l'année.

D'un point de vue pédagogique, au-delà du 30 septembre, les étudiant·es ont déjà manqué un certain nombre de cours et de travaux pratiques qu'il leur sera très difficile de compenser par la suite. Leur pronostic de réussite est déjà compromis.

L'organisation des études en quadrimestre impose, par ailleurs, de terminer certains cours déjà au mois de novembre, ce qui rend d'autant plus difficile l'arrivée de l'étudiant·e en cours de parcours.

Toutefois, les étudiant·es de première année de premier cycle peuvent demander une modification de leur inscription entre le 30 septembre et le 31 octobre de l'année académique en cours. L'objectif est de permettre une modification de l'inscription pour les étudiant·es qui estimeraient au début de l'année académique s'être trompés de choix d'études, sans que ce changement ne soit considéré comme une réorientation.

La suppression de l'autorisation du Gouvernement, dans le cadre de l'inscription tardive, permet d'alléger la procédure afin que l'étudiant·e puisse être inscrit le plus tôt possible, c'est-à-dire dès que l'établissement autorise cette inscription. Il convient également de limiter dans le temps ces inscriptions tardives qui, dans de nombreux cas mettent en danger la finançabilité de l'étudiant·e pour les années suivantes. Il est donc proposé de faire coïncider la date de l'inscription tardive avec celle de la réorientation des étudiant·es, c'est-à-dire le 15 février.

La modification du 3° vise à assurer la cohérence terminologique de l'article.

02. 10.3 / AVIS DE L'ARES

- **S'agissant de la première et de la troisième modification :**
  - L'ARES note que les modifications envisagées répondent à une demande formulée par l'ARES dans l'**avis n° 2020-16** rendu le 30 juin 2020 sur le titre III du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, estimant en effet que la date limite du 31 octobre était une date beaucoup trop tardive pour les demandes d'inscription et d'admission, le début de l'année académique étant le 14 septembre. **L'ARES avait ainsi demandé que la date limite soit avancée aux alentours du 30 septembre.**
  - Cependant, l'ARES émet des **craintes** quant à la date limite de l'établissement des programmes annuels des étudiant·es (PAE). En effet, le commentaire de l'article 9 de l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études indique que, « *d'un point de vue organisationnel, les établissements doivent établir tous les programmes individuels des étudiants et les rendre compatibles avec l'organisation des cours le plus tôt possible dans l'année. D'un point de vue pédagogique, au-delà du 30 septembre, les étudiants ont déjà manqué un certain nombre de cours et de travaux pratiques qu'il leur sera très difficile de compenser par la suite. Leur pronostic de réussite est déjà compromis.* ». Cela sous-entend une finalisation des programmes au 30 septembre, **ce qui n'est pas envisageable pour les établissements d'enseignement supérieur**. Il est alors proposé d'insérer la phrase « *Au plus tard le 31 octobre, l'étudiant dispose de son programme annuel validé et signé par le jury* » à la fin du premier alinéa.
  - En outre, afin de tenir compte des étudiant·es qui doivent passer par un processus d'admission pour s'inscrire, il est demandé de prévoir une dérogation
- **S'agissant de la deuxième modification :**
  - Il est demandé que les modifications d'inscription puissent avoir lieu du 1er octobre au 31 octobre, plutôt que du 30 septembre au 31 octobre, afin d'éviter une surcharge administrative due à un chevauchement de dates.
  - Il est suggéré que cette modification d'inscription soit en accord avec le jury et, pour les écoles supérieures des arts, avec le jury d'admission.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.11 / ARTICLE 10 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 11.1 / MODIFICATIONS

02. 11.1.1 / Article 102 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 102. - § 1er. Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 50 euros. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement. Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé l'acompte de 50 euros, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 1er février ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'établissement notifie à l'étudiant la décision selon laquelle il n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa 2, l'étudiant qui a sollicité une allocation telle que visée à l'article 105, § 2, et qui, pour le 1er février, ne l'a pas encore perçue continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation lui est refusée, l'étudiant dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. À défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Le règlement des études de l'établissement ne peut imposer d'autres délais pour le paiement de ces droits.

Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement auprès des institutions sont habilités à recevoir les recours contre les décisions visées aux alinéas 1 et 2. Pour des raisons motivées, les Commissaires ou Délégués du Gouvernement invalident cette décision et confirment l'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

§ 2. Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le premier décembre. Seul l'acompte de 50 euros reste dû, sans préjudice du paragraphe 1er, alinéas 2 et 3.

Si, au cours de la même année académique, l'étudiant annule son inscription à une première année d'un premier cycle et introduit, postérieurement au 31 octobre et jusqu'au 15 février, une nouvelle demande d'inscription à un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, cette demande sera assimilée à une demande de réorientation visée au § 3.

En cas d'acceptation de cette demande, l'étudiant reste redevable, vis-à- vis de l'établissement auprès duquel il a annulé son inscription, de l'intégralité des droits d'inscription.

§ 3. L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription jusqu'au 15 février, sans droits d'inscription complémentaires afin de poursuivre son année académique au sein d'un autre cursus. Cette réorientation doit être motivée par l'étudiant et faire l'objet d'une approbation par le jury du cycle d'études vers lequel il souhaite s'orienter. En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours conformément à l'article 96.

Cet étudiant de première année du premier cycle qui change d'établissement avertit son établissement d'origine de ce changement ».

02. 11.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 102 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er :
   a) à l'alinéa 1er, les mots *« 31 octobre »* sont remplacés par les mots *« 30 septembre »* ;
   b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :
   « L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent au minimum une photo d'identité couleur inaltérable fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations, ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement » ;
   c) à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots *« alinéa 2 »* sont remplacés par les mots *« alinéa 3 »* ;
   d) à l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots *« aux alinéas 1 et 2 »* sont remplacés par les mots *« aux alinéas 1 et 3 »* ;

2° au § 2 :
   a) à l'alinéa 1er, les mots *« alinéas 2 et 3 »* sont remplacés par les mots *« alinéas 3 et 4 »* ;
   b) à l'alinéa 2, les mots *« 31 octobre »* sont remplacés par les mots *« 30 septembre »* ;

3° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :
   « L'établissement d'accueil, une fois la réorientation approuvée, informe l'établissement d'origine de ce changement ».

02. 11.1.3 / Article 102 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 102. - § 1er. Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 50 euros. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement. Si, à la date du ~~31 octobre~~ 30 septembre, l'étudiant n'a pas payé l'acompte de 50 euros, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte.

L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent au minimum une photo d'identité couleur inaltérable fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations, ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 1er février ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'établissement notifie à l'étudiant la décision selon laquelle il n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Toutefois, par dérogation à l'~~alinéa 2~~ alinéa 3, l'étudiant qui a sollicité une allocation telle que visée à l'article 105, § 2, et qui, pour le 1er février, ne l'a pas encore perçue continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation lui est refusée, l'étudiant dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. À défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Le règlement des études de l'établissement ne peut imposer d'autres délais pour le paiement de ces droits.

Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement auprès des institutions sont habilités à recevoir les recours contre les décisions visées ~~aux alinéas 1 et 2~~ aux alinéas 1 et 3. Pour des raisons motivées, les Commissaires ou Délégués du Gouvernement invalident cette décision et confirment l'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours.

§ 2. Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le premier décembre. Seul l'acompte de 50 euros reste dû, sans préjudice du paragraphe 1er, ~~alinéas 2 et 3~~ alinéas 3 et 4.

Si, au cours de la même année académique, l'étudiant annule son inscription à une première année d'un premier cycle et introduit, postérieurement au ~~31 octobre~~ 30 septembre et jusqu'au 15 février, une nouvelle demande d'inscription à un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, cette demande sera assimilée à une demande de réorientation visée au § 3.

En cas d'acceptation de cette demande, l'étudiant reste redevable, vis-à- vis de l'établissement auprès duquel il a annulé son inscription, de l'intégralité des droits d'inscription.

§ 3. L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription jusqu'au 15 février, sans droits d'inscription complémentaires afin de poursuivre son année académique au sein d'un autre cursus. Cette réorientation doit être motivée par l'étudiant et faire l'objet d'une approbation par le jury du cycle d'études vers lequel il souhaite s'orienter. En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours conformément à l'article 96.

~~Cet étudiant de première année du premier cycle qui change d'établissement avertit son établissement d'origine de ce changement.~~ L'établissement d'accueil, une fois la réorientation approuvée, informe l'établissement d'origine de ce changement ».

02. 11.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- Cet article apporte des modifications de date qui visent une **mise en cohérence** avec la modification apportée à l'article 101 du décret Paysage qui avance la date limite des demandes d'inscription au 30 septembre.
- Par ailleurs, cet article prévoit la mise en place d'une carte d'étudiant·e. En effet, jusqu'à présent, aucune disposition décrétale ou réglementaire ne requiert de l'établissement d'enseignement supérieur qu'il fournisse à tout·e étudiant·e une carte. Dans la pratique, la plupart des établissements en fournissent une à chaque étudiant·e régulièrement inscrit·e, mais il ne s'agit pas d'une pratique généralisée. De plus, d'un établissement à l'autre, le « format » de la carte diffère largement, notamment quant à la présence, sur le document, d'une photo permettant d'identifier clairement l'étudiant·e.
- **Or, cette carte d'étudiant·e constitue un élément essentiel à plusieurs égards :**
  - elle permet d'attacher l'étudiant·e à la communauté étudiante de l'établissement ;
  - elle assure la sécurité publique de toutes et tous sur le campus ;
  - elle permet le contrôle de l'identité de l'étudiant·e à certains moments de la vie académique et, notamment, lors des évaluations.
- Pour toutes ces raisons, et dans le respect de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, les établissements devraient être en mesure de demander aux étudiant·es, à l'occasion de divers évènements, de présenter leur carte d'identité académique, soit la carte d'étudiant·e. Ceci explique que la fourniture d'une carte d'étudiant·e soit rendue obligatoire et généralisée. Il convient également, pour assurer une authentification précise et adéquate, que, sur la carte d'étudiant·e, figurent *a minima* une photo couleur inaltérable rendant reconnaissable l'étudiant·e, en plus de la mention de son numéro d'étudiant·e et du logo de l'établissement. Il s'agit du seul et unique moyen d'assurer un contrôle de l'identité. Cette photo serait, soit fournie par l'étudiant·e, soit prise par l'établissement au moment de la confection de la carte d'étudiant·e.
- **Enfin**, la disposition relative à la réorientation prévue à l'article 101, §3, alinéa 2, en projet, permet de s'assurer que l'établissement d'origine sera informé de ce changement et de cette réorientation, ce que les étudiant·es ne faisaient pas nécessairement.

02. 11.3 / AVIS DE L'ARES

- S'agissant des modifications faites au § 1er, alinéa 1er, **à propos de l'acompte que doit verser l'étudiant·e pour rendre sa demande d'inscription valide** :
- **Certain·es membres souhaitent que la date de paiement de l'acompte des 50 euros reste fixée au 31 octobre**, d'une part, pour des raisons administratives liées à la gestion des paiements (rappels, etc.) et, d'autre part, pour des raisons de synchronisation avec d'autres contingences administratives (allocations d'études, épreuves d'admission dans l'enseignement supérieur artistique, etc.). L'ARES rappelle que la période précédant le 30 septembre est une période où le équipes administratives sont surchargées et ne sont pas en mesure de prendre en charge cette gestion supplémentaire. **S'agissant de l'ajout d'un alinéa 2 au § 1er, concernant l'obligation de fournir une carte d'étudiant·e** :
  - L'ARES note que les modifications envisagées répondent à une demande formulée par l'ARES dans l'**avis n° 2020-11** rendu le 26 mai 2020 sur le projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n°XX portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de promotion sociale, visant à généraliser les cartes d'étudiant·e et harmoniser le format de celles-ci.

» Toutefois, l'ARES note que, dans le cadre d'e-paysage, il sera prévu que la photo d'identité de l'étudiant·e soit en noir et blanc, étant donné qu'elle dépend de la photo associée au Registre national.

» Afin de pouvoir identifier au mieux les étudiant·es et de généraliser cette pratique, il est suggéré d'imposer, dans les informations minimales présentes sur la carte, **le nom et prénom de l'étudiant·e, ainsi que, quand cela s'avère nécessaire, le prénom d'usage**.

» En prenant en considération les remarques émises ci-dessus, l'alinéa 2, tel que prévu par l'article 10, 1°, b), pourrait être libellé comme suit : « *L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent, **outre ses nom et prénom(s)**, au minimum une photo d'identité **en noir et blanc** fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. **Le prénom d'usage peut également être mentionné.** Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations, ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement ».*

» **S'agissant des modifications du § 2 :**

» Il est demandé de revoir la disposition prévue à l'article 10, 2°, b), de l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, afin d'assurer une cohérence au niveau de la réorientation avec ce qui est prévu par l'article 9, 2°. En effet, l'article 9, 2°, de cet avant-projet de décret prévoit qu' « *un étudiant de première année de premier cycle peut demander de modifier son inscription sans que cette nouvelle demande ne soit considérée comme une réorientation* », alors que l'article 10, 2°, b), de ce même avant-projet de décret indique : « *Si, au cours de la même année académique, l'étudiant annule son inscription à une première année d'un premier cycle et introduit, postérieurement au 30 septembre et jusqu'au 15 février, une nouvelle demande d'inscription à un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, cette demande sera assimilée à une demande de réorientation visée au § 3* ». Ainsi, il est suggéré de ne pas modifier les mots « *31 octobre* » par les mots « *30 septembre* » et de supprimer la disposition prévue par l'article 10, 2°, b) de l'avant-projet de décret.

» Dans cette idée de cohérence, il est également suggéré de préciser, à l'article 102, § 3, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, que ne sont pas visés les étudiant·es concerné·es par la disposition en projet à l'article 101, alinéa 2.

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.12 / ARTICLE 11 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 12.1 / MODIFICATIONS

02. 12.1.1 / Article 103 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 103. - Pour être régulière, une inscription doit respecter les conditions de l'article 100 et de l'article 102.

De plus, l'inscription d'un étudiant à un programme d'études conjoint, en codiplômation ou non, coorganisé par plusieurs établissements partenaires d'une convention visée à l'article 82 § 2 n'est régulière que si elle porte au total sur au moins 30 crédits du cursus visé auprès de l'ensemble des établissements en Communauté française partenaires de la convention, sauf situations de charge totale inférieure prévues à l'article 100 en première année, en fin de cycle ou en cas d'allègement ».

02. 12.1.2 / Disposition en projet

Article 11. À l'article 103, alinéa 1er, du même décret, les mots *« l'article 102 »* sont remplacés par les mots *« l'article 102, § 1er, alinéa 1er ».*

02. 12.1.3 / Article 103 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 103. - Pour être régulière, une inscription doit respecter les conditions de l'article 100 et de ~~l'article 102~~ l'article 102, §1er, alinéa 1er.

De plus, l'inscription d'un étudiant à un programme d'études conjoint, en codiplômation ou non, coorganisé par plusieurs établissements partenaires d'une convention visée à l'article 82 § 2 n'est régulière que si elle porte au total sur au moins 30 crédits du cursus visé auprès de l'ensemble des établissements en Communauté française partenaires de la convention, sauf situations de charge totale inférieure prévues à l'article 100 en première année, en fin de cycle ou en cas d'allègement ».

02. 12.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» Il s'agit de préciser que, pour être régulière, une inscription doit respecter la condition du paiement de l'acompte de 50 euros visé à l'article 102, §1er, alinéa 1er, du décret Paysage. Le paiement du solde du montant de l'inscription prévu à cet article 102, §1er, alinéa 2, ne doit pas faire partie des conditions pour qu'une inscription soit régulière.

02. 12.3 / AVIS DE L'ARES

» **L'ARES rappelle la demande formulée plus haut, concernant l'acompte de 50 euros** visé à l'article 102, § 1er, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études : **certain·es membres souhaitent que la date de paiement de l'acompte des 50 euros reste fixée au 31 octobre**, d'une part, pour des raisons administratives liées à la gestion des paiements (rappels, etc.) et, d'autre part, pour des raisons de synchronisation avec d'autres contingences administratives (allocations d'études, épreuves d'admission dans l'enseignement supérieur artistique, etc.).

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.13 / ARTICLE 12 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 13.1 / MODIFICATIONS

02. 13.1.1 / Article 104 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 104. - Lorsqu'une inscription concerne des études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur visées à l'article 82, l'étudiant s'inscrit dans un des établissements d'enseignement supérieur partenaires, conformément aux modalités de la convention et aux conditions générales du règlement des études de cet établissement. S'il s'agit d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes, l'inscription est nécessairement prise auprès de l'établissement référent en Communauté française. Celui-ci reçoit et contrôle l'inscription et perçoit les droits d'inscription correspondants.

Les informations destinées à l'étudiant font état de cette coorganisation et décrivent avec précision la répartition des activités d'apprentissage entre les établissements d'enseignement supérieur partenaires.

Chaque établissement partenaire transmet au moins annuellement les informations relatives aux inscriptions qu'il a reçues à l'ensemble des établissements partenaires de la convention ».

02. 13.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 104, alinéa 2, du même décret, les mots *«, ainsi que de l'implantation où les activités d'apprentissage sont réalisées et évaluées »* sont ajoutés après le mot *« partenaires ».*

02. 13.1.3 / Article 104 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 104. – Lorsqu'une inscription concerne des études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur visées à l'article 82, l'étudiant s'inscrit dans un des établissements d'enseignement supérieur partenaires, conformément aux modalités de la convention et aux conditions générales du règlement des études de cet établissement. S'il s'agit d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes, l'inscription est nécessairement prise auprès de l'établissement référent en Communauté française. Celui-ci reçoit et contrôle l'inscription et perçoit les droits d'inscription correspondants.

Les informations destinées à l'étudiant font état de cette coorganisation et décrivent avec précision la répartition des activités d'apprentissage entre les établissements d'enseignement supérieur partenaires, ainsi que l'implantation où les activités d'apprentissage sont réalisées.

Chaque établissement partenaire transmet au moins annuellement les informations relatives aux inscriptions qu'il a reçues à l'ensemble des établissements partenaires de la convention ».

02. 13.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» Dans le cas d'études coorganisées par plusieurs établissements et afin de permettre une meilleure information des étudiant·es, de rendre les parcours plus transparents et d'éviter les conflits horaires, l'étudiant·e doit être informé·e des implantations dans lesquelles les activités d'apprentissages seront réalisées et évaluées.

02. 13.3 / AVIS DE L'ARES

» Étant donné que, pour certaines études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur, il est possible que les activités d'apprentissage soient dispensées sur plusieurs implantations, il est demandé que la disposition en projet en tienne compte. Ainsi, l'ARES suggère que les mots *«, ainsi que de l'implantation **ou les implantations** où les activités d'apprentissage sont réalisées et évaluées* » soient ajoutés après le mot *« partenaires ».*

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.14 / ARTICLE 13 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 14.1 / MODIFICATIONS

02. 14.1.1 / Article 107 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 107. - Sous réserve d'autres dispositions légales particulières et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont accès à des études de premier cycle les étudiants qui justifient :

1° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993 -1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1er janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du présent décret, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;

4° soit d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale;

5° soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française; cette attestation donne accès aux études des secteurs, des domaines ou des cursus qu'elle indique;

6° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littera précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire;

7° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littera 1° à 4° en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale;

8° soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française ;

9° soit d'une décision d'équivalence de niveau d'études délivrée en application de l'article 93 du présent décret.

Sous réserve d'autres dispositions particulières, ont accès aux études de bachelier de spécialisation les titulaires :

1° d'un diplôme de bachelier ou de master dont la liste est définie et tenue à jour par le Gouvernement, après consultation de l'ARES;

2° soit d'un diplôme délivré en Communauté flamande ou germanophone à un diplôme visé au littera 1°. Cette similarité est appréciée par les autorités de la Haute Ecole;

3° soit d'un diplôme étranger reconnu équivalent à un diplôme visé au littera 1° par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du présent décret;

4° soit d'un diplôme étranger ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, en application de la directive 2005/36/CE du parlement européen et du conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme visé au littera 1°.

L'accès aux études de spécialisation visées à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmer est réservé aux titulaires d'un diplôme de bachelier infirmer responsable de soins généraux, ou d'un diplôme similaire, ou reconnu équivalent, ou ayant fait l'objet d'une décision de reconnaissance professionnelle. La similarité, l'équivalence et la reconnaissance professionnelle sont celles visées respectivement à l'alinéa 1, 2°, à l'alinéa 1, 3° et à l'alinéa 1, 4°.

Ont également accès aux bacheliers de spécialisation les étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences acquis par les étudiants par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les unités d'enseignement des bacheliers de spécialisation organisés par l'enseignement de promotion sociale sont accessibles aux personnes prouvant par la valorisation de compétences la maîtrise des capacités préalables fixées au dossier pédagogique ou détenant un titre pouvant en tenir lieu conformément aux articles 8 et 56 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, le candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade équivalent au grade de bachelier repris dans la liste définie et tenue à jour par l'ARES, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1er, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire ou dans l'enseignement à domicile et qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement arrête le contenu minimal de la convention à conclure entre l'établissement d'enseignement supérieur et l'établissement d'enseignement obligatoire ou la fréquence des contrôles visés au chapitre III, section II, du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Il fixe le nombre maximum de crédits pouvant être suivis par l'étudiant, les possibilités de dispenses de cours dans chacun des établissements concernés et les modalités de comptabilisation de l'étudiant pour le financement ».

02. 14.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 107 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le littera 1° est remplacé par ce qui suit :
« d'un diplôme de bachelier, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un certificat d'aptitude pédagogique, selon les conditions déterminées par le Gouvernement, après consultation de l'ARES ; » ;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots *« ou par l'Ecole royale militaire »* sont ajoutés entre les mots *« germanophone »* et *« similaire »* ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :
« En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le candidat peut également être titulaire d'un diplôme ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, telle que visée à l'alinéa 2, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme repris dans la liste visée au présent alinéa » ;

4° à l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots *« En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, le candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade équivalent au grade de bachelier repris dans la liste définie et tenue à jour par l'ARES, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale »* sont abrogés.

02. 14.1.3 / Article 107 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 107. - Sous réserve d'autres dispositions légales particulières et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont accès à des études de premier cycle les étudiants qui justifient :

1° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993 -1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1er janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du présent décret, soit d'un diplôme

délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;

4° *soit d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale;*

5° *soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française; cette attestation donne accès aux études des secteurs, des domaines ou des cursus qu'elle indique;*

6° *soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire;*

7° *soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° à 4° en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale;*

8° *soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française ;*

9° *soit d'une décision d'équivalence de niveau d'études délivrée en application de l'article 93 du présent décret.*

Sous réserve d'autres dispositions particulières, ont accès aux études de bachelier de spécialisation les titulaires :

1° ~~*d'un diplôme de bachelier ou de master dont la liste est définie et tenue à jour par le Gouvernement, après consultation de l'ARES;*~~ *d'un diplôme de bachelier, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un certificat d'aptitude pédagogique, selon les conditions déterminées par le Gouvernement, après consultation de l'ARES ;*

2° *soit d'un diplôme délivré en Communauté flamande ou germanophone ou par l'Ecole royale militaire similaire à un diplôme visé au littera 1°. Cette similarité est appréciée par les autorités de la Haute Ecole;*

3° *soit d'un diplôme étranger reconnu équivalent à un diplôme visé au littera 1° par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du présent décret;*

4° *soit d'un diplôme étranger ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, en application de la directive 2005/36/CE du parlement européen et du conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme visé au littera 1°.*

En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le candidat peut également être titulaire d'un diplôme ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, telle que visée à l'alinéa 2, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme repris dans la liste visée au présent alinéa.

L'accès aux études de spécialisation visées à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmer est réservé aux titulaires d'un diplôme de bachelier infirmer responsable de soins généraux, ou d'un diplôme similaire, ou reconnu équivalent, ou ayant fait l'objet d'une décision de reconnaissance professionnelle. La similarité, l'équivalence et la reconnaissance professionnelle sont celles visées respectivement à l'alinéa 1, 2°, à l'alinéa 1, 3° et à l'alinéa 1, 4°.

Ont également accès aux bacheliers de spécialisation les étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences acquis par les étudiants par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les unités d'enseignement des bacheliers de spécialisation organisés par l'enseignement de promotion sociale sont accessibles aux personnes prouvant par la valorisation de compétences la maîtrise des capacités préalables fixées au dossier pédagogique ou détenant un titre pouvant en tenir lieu conformément aux articles 8 et 56 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. ~~En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, le candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade équivalent au grade de bachelier repris dans la liste définie et tenue à jour par l'ARES, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.~~

Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1er, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire ou dans l'enseignement à domicile et qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement arrête le contenu minimal de la convention à conclure entre l'établissement d'enseignement supérieur et l'établissement d'enseignement obligatoire ou la fréquence des contrôles visés au chapitre III, section II, du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Il fixe le nombre maximum de crédits pouvant être suivis par l'étudiant, les possibilités de dispenses de cours dans chacun des établissements concernés et les modalités de comptabilisation de l'étudiant pour le financement ».

02. 14.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- Concernant la première modification, celle-ci vise à répondre à une remarque du Conseil d'État dans son avis 67.683/2 du 12 juillet 2020 qui soulève que le Gouvernement n'est pas autorisé à conditionner l'accès aux études de bachelier de spécialisation à la possession d'autres diplômes tels que l'AESS ou le CAP.
- La modification visée au 2° vise à réparer un oubli.
- En vue de garantir l'égalité de traitement entre les étudiant·es de plein exercice et celles et ceux de promotion sociale dans le cadre de l'accès aux bacheliers de spécialisation et *in fine* dans le cadre de l'obtention du diplôme (épreuve intégrée), cette modification, à savoir l'ajout de la reconnaissance professionnelle comme titre d'admission à l'épreuve intégrée, vise à faciliter les démarches des candidats titulaires d'une reconnaissance professionnelle qui souhaitent s'inscrire dans une spécialisation de l'enseignement de promotion sociale. Ces candidats ne devront dès lors plus introduire une demande d'équivalence de diplôme auprès des services de l'Administration.

  Cela est d'autant plus légitime que l'alinéa 2 de l'article 107 du décret Paysage qui s'applique également à l'enseignement supérieur de promotion sociale prévoit la reconnaissance professionnelle comme titre d'accès aux bacheliers de spécialisation.

» Par ailleurs, pour davantage de cohérence quant à l'articulation de cet article, le passage relatif à l'admission à l'épreuve intégrée a été supprimé de l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, et remplacé à la suite de l'alinéa 2 qui vise les titres d'accès aux bacheliers de spécialisation.

02. 14.3 / AVIS DE L'ARES

» **De manière générale**, il est suggéré de restructurer, par exemple sous forme de paragraphes, l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études en différents paragraphes, **afin de rendre les dispositions plus lisibles**.

» S'agissant de la modification visée par l'article 13, 1°, de l'avant-projet de décret, il convient d'insérer les mots « *de type court* » entre les mots « *de bachelier* » et les mots « *, de master* », conformément aux grades listés par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 24 septembre 2020 fixant la liste des grades qui donnent accès aux bacheliers de spécialisation. Il convient également de remplacer les mots « *certificat d'aptitude pédagogique* » par les mots *« certificat d'aptitudes pédagogiques* ».

» S'agissant de la dernière phrase de l'alinéa 2 de l'article 107, il est suggéré d'ajouter, après les mots « *par les autorités de la Haute Ecole* » les mots « *ou par les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale* ».

» S'agissant de l'article 13, 3°, de l'avant-projet de décret, il est demandé de modifier les mots « *le candidat peut également être titulaire d'un diplôme ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, telle que visée à l'alinéa 2, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme repris dans la liste visée au présent alinéa* » par les mots « *le candidat peut également être titulaire d'un des titres d'accès repris à l'alinéa 2* ».

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.15 / ARTICLE 14 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 15.1 / MODIFICATIONS

02. 15.1.1 / Article 111 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 111. - § 1er. Ont accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1° un grade académique de premier cycle du même cursus;

2° le même grade académique de deuxième cycle, mais avec une autre finalité;

3° un grade académique de premier ou de deuxième cycle de type long, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

4° un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

5° un grade académique étranger reconnu équivalent à un grade académique de deuxième cycle donnant accès aux études visées en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Est similaire à un grade académique délivré en Communauté française, un titre ou grade conduisant aux mêmes capacités d'accès professionnel ou de poursuite d'études dans le système d'origine.

Les conditions complémentaires d'accès visées au 3° et au 4° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études de deuxième cycle.

En particulier, un étudiant titulaire d'un grade académique de master en 60 crédits visé à l'article 70 § 3, se voit valoriser au moins 45 crédits lorsqu'il s'inscrit aux études menant au grade académique du master en 120 crédits correspondant.

§ 2. Ont également accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1° un grade académique de premier cycle de type court, en vertu d'une décision du Gouvernement ou des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent, sans que ces conditions ne puissent être plus restrictives que celles fixées par le Gouvernement ni n'établissent de distinction entre établissements ayant délivré le grade académique;

2° un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

3° un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 3. Par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 2, 3° et 4°, ont également accès aux études de 2ème cycle.

§ 4. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors communauté française qui ne lui donne pas accès aux études de deuxième cycle en vertu des paragraphes précédents peut toutefois y être admis par le jury des études visées, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies avec fruit est valorisé par le jury pour au moins 180 crédits. En ce qui concerne les enseignements supplémentaires, l'étudiant est assimilé à ceux admis aux conditions visées au § 2 ».

02. 15.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 111 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er, alinéa 1er, 4°, les mots *«, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, »* sont remplacés par les mots *« en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire »* ;

2° au § 2, alinéa 1er, 2°, les mots *«, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, »* sont remplacés par les mots *« en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire »* ;

3° au § 3, les mots *« l'article 100, § 2, 3° et 4° »* sont remplacés par les mots *« l'article 100, § 3, ».*

02. 15.1.3 / Article 111 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 111. - § 1er. Ont accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1° un grade académique de premier cycle du même cursus;

2° le même grade académique de deuxième cycle, mais avec une autre finalité;

3° un grade académique de premier ou de deuxième cycle de type long, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

4° un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par un établissement d'enseignement supérieur, ~~en Communauté française ou extérieur à celle-ci~~ en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

5° un grade académique étranger reconnu équivalent à un grade académique de deuxième cycle donnant accès aux études visées en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Est similaire à un grade académique délivré en Communauté française, un titre ou grade conduisant aux mêmes capacités d'accès professionnel ou de poursuite d'études dans le système d'origine.

Les conditions complémentaires d'accès visées au 3° et au 4° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études de deuxième cycle.

En particulier, un étudiant titulaire d'un grade académique de master en 60 crédits visé à l'article 70 § 3, se voit valoriser au moins 45 crédits lorsqu'il s'inscrit aux études menant au grade académique du master en 120 crédits correspondant.

§ 2. Ont également accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1° un grade académique de premier cycle de type court, en vertu d'une décision du Gouvernement ou des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent, sans que ces conditions ne puissent être plus restrictives que celles fixées par le Gouvernement ni n'établissent de distinction entre établissements ayant délivré le grade académique;

2° un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, ~~en Communauté française ou extérieur à celle-ci~~ en Communauté flamande, en Communauté

germanophone ou par l'Ecole royale militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

3° *un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.*

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 3. Par dérogation, les étudiants visés à ~~l'article 100, § 2, 3° et 4°~~ l'article 100, § 3, ont également accès aux études de 2ème cycle.

§ 4. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors communauté française qui ne lui donne pas accès aux études de deuxième cycle en vertu des paragraphes précédents peut toutefois y être admis par le jury des études visées, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies avec fruit est valorisé par le jury pour au moins 180 crédits. En ce qui concerne les enseignements supplémentaires, l'étudiant est assimilé à ceux admis aux conditions visées au § 2 ».

02. 15.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- La première modification vise à mieux distinguer l'hypothèse prévue au 4° du § 1er de l'article 111 du décret Paysage par rapport à celle prévue au 5°.
- La deuxième modification vise à mieux distinguer l'hypothèse prévue au 2° du § 2 de l'article 111 du décret Paysage par rapport à celle prévue au 3°.
- La troisième modification procède à un aménagement légistique pour tenir compte des modifications de l'article 100 du décret Paysage.

02. 15.3 / AVIS DE L'ARES

- S'agissant des modifications aux §§ 1 et 2, l'ARES souhaite que la suppression des mots « *ou extérieurs à celle-ci* » ne soit pas prévue, car cela impliquerait *de facto* de passer par le système des équivalences.
- En outre, une modification de l'article 111, § 2, alinéa 1er, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études s'avère nécessaire par cohérence avec l'article 119 du même décret. Il est alors proposé de remplacer les mots « *ou des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent* » par les mots « *aux conditions complémentaires fixées par les autorités académiques, dans le respect des décisions du Gouvernement».*

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.16 / ARTICLE 15 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 16.1 / MODIFICATIONS

02. 16.1.1 / Article 112 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 112. - Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 - et sont porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits ».

02. 16.1.2 / Article 112 du décret Paysage, tel que remplacé par la disposition en projet

« Article 112. - § 1er. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui sont porteurs :

1° d'un grade académique de master ;
2° d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;
3° d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux litteras 1° et 2° en application du présent décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées au littera 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies ou les compétences qu'il a acquises sont valorisées par le jury pour au moins 240 crédits.

§ 3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de troisième cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins ».

02. 16.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» **Cette disposition vise à supprimer la restriction à l'accès aux études de master de spécialisation aux seuls titulaires d'un master 120.**

- En effet, cette restriction est **très contraignante** pour les universités qui doivent jusqu'à présent refuser l'accès aux études de master de spécialisation notamment :
  - Aux masters 60 en Communauté française pour lesquels il n'existe pas de Master 120 (par exemple, le master en kinésithérapie et réadaptation) ;
  - Aux masters 60 en Communauté flamande, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de masters de spécialisation co-organisés avec une université néerlandophone (par exemple, le master de spécialisation en génie nucléaire) ;
  - Aux étudiant·es étrangers·ères ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugié·es notamment).

02. 16.3 / AVIS DE L'ARES

- L'ARES note que les modifications envisagées répondent à une demande formulée par l'ARES dans les **avis n^{os} 2018-13 et 2020-11**, pour des motifs similaires à ceux développés dans le commentaire des articles.
- **Cependant**, à l'article 112, § 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur, tel que remplacé par l'article 15 de l'avant-projet de décret, il conviendrait de remplacer les mots *« ou les compétences qu'il a acquises »* par les mots *« et/ou les compétences qu'il a acquises »*, tel que cela avait été demandé par l'ARES.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.17 / ARTICLE 16 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 17.1 / MODIFICATIONS

02. 17.1.1 / Article 117 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 117. - Aux conditions générales que fixent les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur, en vue de l'admission aux études, les jurys valorisent les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'études.

Lorsqu'il valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, le jury ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés ».

02. 17.1.2 / Disposition en projet

- L'article 117, alinéa 2, du même décret, est abrogé.

02. 17.1.3 / Article 117 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 117. - Aux conditions générales que fixent les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur, en vue de l'admission aux études, les jurys valorisent les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'études.

~~*Lorsqu'il valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, le jury ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés*~~ *».*

02. 17.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» L'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 117 du décret Paysage vise à permettre, dans le cadre des admissions personnalisées, de **valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements ont été suivis**.

02. 17.3 / AVIS DE L'ARES

» L'ARES note que la suppression de l'alinéa 2 de l'article 117 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études répond à une demande formulée par l'ARES dans l'**avis n° 2018-01**, rendu le 20 février 2018.

» Les écoles supérieures des arts souhaitent, en conformité avec l'interprétation donnée par les Commissaires et délégués dans le *vade-mecum*, la modification de l'alinéa 1er de l'article 117 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, afin de pouvoir admettre des étudiant·es en cours d'études sans demander l'équivalence. Il est alors demandé d'ajouter les phrases suivantes : *« Par cette disposition, le jury valorise les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Lorsque le jury valorise sur cette base au minimum 45 crédits, l'étudiant aura accès au 1er cycle même s'il ne dispose pas d'un titre d'accès prévu à l'article 107 ».*

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.18 / ARTICLE 17 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 18.1 / MODIFICATIONS

02. 18.1.1 / Article 131, § 1er, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 131. - § 1er. Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur constituent un jury pour chaque cycle d'études menant à un grade académique. Un sous-jury distinct peut éventuellement être constitué pour la première année du premier cycle.

Un jury est composé d'au moins cinq membres, dont un président et un secrétaire. Les noms du président et du secrétaire du jury figurent au programme d'études.

Les jurys sont chargés de sanctionner l'acquisition des crédits, de proclamer la réussite d'un programme d'études, de conférer le grade académique qui sanctionne le cycle d'études, de reconnaître s'il échet l'équivalence de titres étrangers aux grades académiques de docteur qu'ils confèrent, d'admettre les étudiants aux études correspondantes et, dans ce contexte, de valoriser les acquis des candidats ».

02. 18.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 131, § 1er, alinéa 3, du même décret, les mots *« de délibérer, »* sont insérés entre les mots *« l'acquisition des crédits, »* et les mots *« de proclamer ».*

02. 18.1.3 / Article 131, § 1er, du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 131. - § 1er. Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur constituent un jury pour chaque cycle d'études menant à un grade académique. Un sous-jury distinct peut éventuellement être constitué pour la première année du premier cycle.

Un jury est composé d'au moins cinq membres, dont un président et un secrétaire. Les noms du président et du secrétaire du jury figurent au programme d'études.

Les jurys sont chargés de sanctionner l'acquisition des crédits, de délibérer, de proclamer la réussite d'un programme d'études, de conférer le grade académique qui sanctionne le cycle d'études, de reconnaître s'il échet l'équivalence de titres étrangers aux grades académiques de docteur qu'ils confèrent, d'admettre les étudiants aux études correspondantes et, dans ce contexte, de valoriser les acquis des candidats ».

02. 18.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» La modification de cet article vise à ajouter dans les missions du jury la délibération, afin de tenir compte des modifications apportées à l'article 133.

02. 18.3 / AVIS DE L'ARES

» Afin de respecter un ordre chronologique et logique, il conviendrait plutôt d'insérer les mots «*, de délibérer* » entre les mots *« de proclamer »* et les mots *«, de proclamer la réussite d'un programme d'études ».*

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.19 / ARTICLE 18 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 19.1 / MODIFICATIONS

02. 19.1.1 / Article 133 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 133. - Les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels. Les décisions du jury sont rendues publiques par proclamation, puis affichage pendant au moins quinze jours qui suivent la proclamation.

Le jury statue souverainement et collégialement. Ses décisions sont motivées.

Sur simple demande, après la proclamation, un étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations des enseignements sur lesquelles portait la délibération ».

02. 19.1.2 / Article 133 du décret Paysage, tel que remplacé par la disposition en projet

« Article 133. - Les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels.

Pour les étudiants de la première année de premier cycle et ceux en fin de cycle, les décisions du jury sont rendues publiques par proclamation, puis affichage pendant au moins quinze jours qui suivent la proclamation.

Pour les autres étudiants, les décisions du jury peuvent être rendues publiques uniquement par affichage.

Le jury statue souverainement et collégialement. Ses décisions sont motivées.

Sur simple demande, un étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations des enseignements sur lesquelles portait la délibération ».

02. 19.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

» Les modifications de cet article visent à **maintenir l'obligation de proclamation uniquement pour les étudiant·es de première année de premier cycle et les étudiant·es en fin de cycle**. Ces proclamations sont une **charge administrative importante**. La publicité de la délibération est suffisamment assurée par l'affichage.

02. 19.3 / AVIS DE L'ARES

» L'ARES demande que **la notion « d'affichage » soit précisée** pour que cette notion ne renvoie qu'à la transmission des notes aux étudiant·es et pas à l'affichage « papier », via des valves qui, par ailleurs, ont été souvent **digitalisées**, ce qui n'a plus de sens vu ce qu'impose le RGPD et vu la méconnaissance des étudiant·es de leur « numéro de matricule ».

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.20 / ARTICLE 19 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 20.1 / MODIFICATIONS

02. 20.1.1 / Article 145 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 145. - Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne. Il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme. En cas de perte, seule une attestation pourra être délivrée.

Les mentions minimales fixées par le Gouvernement en application de l'alinéa précédent figurent en français sur le diplôme. Elles peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue lorsqu'il s'agit d'un diplôme conjoint ou si tout ou partie des études est organisé dans une autre langue ».

02. 20.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 145 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots *« Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne »* sont remplacés par les mots *« Afin d'identifier précisément l'étudiant, apparaissent au minimum sur chaque diplôme son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance. À la demande de l'étudiant, le diplôme peut également faire référence à un prénom social. Chaque diplôme fait référence explicitement au supplément au diplôme qui l'accompagne »* ;

2° un alinéa rédigé comme suit est ajouté après l'alinéa 2 :

« Les personnes ayant obtenu une modification de leur nom ou prénom, en application de la législation pertinente, peuvent demander à l'établissement qui leur a délivré un diplôme d'en délivrer gratuitement un nouveau tenant compte de ce changement de nom ou prénom, pour autant que la demande soit assortie de pièces démontrant ce changement et que le diplôme original soit restitué».

02. 20.1.3 / Article 145 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 145. - Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. ~~Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne~~ Afin d'identifier précisément l'étudiant, apparaissent au minimum sur chaque diplôme son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance. À la demande de l'étudiant, le diplôme peut également faire référence à un prénom social. Chaque diplôme fait référence explicitement au supplément au diplôme qui l'accompagne. Il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme. En cas de perte, seule une attestation pourra être délivrée.

Les mentions minimales fixées par le Gouvernement en application de l'alinéa précédent figurent en français sur le diplôme. Elles peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue lorsqu'il s'agit d'un diplôme conjoint ou si tout ou partie des études est organisé dans une autre langue.

Les personnes ayant obtenu une modification de leur nom ou prénom, en application de la législation pertinente, peuvent demander à l'établissement qui leur a délivré un diplôme d'en délivrer gratuitement un nouveau tenant compte de ce changement de nom ou prénom, pour autant que la demande soit assortie de pièces démontrant ce changement et que le diplôme original soit restitué ».

02. 20.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- Il est important de garantir une **authentification internationale** des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française. En effet, un étudiant diplômé en Communauté française peut séjourner, travailler, voire même s'établir à l'étranger, dans l'espace Schengen ou en dehors de celui-ci. Il convient dès lors de garantir, au sein même de l'article 145 du décret Paysage, l'authentification des diplômes délivrés au moyen du nom, du prénom, des date et lieu de naissance de l'étudiant·e diplômé·e.
- Par ailleurs, à la demande de l'étudiant·e, **le diplôme peut également faire référence à un prénom social**. Cette mesure vise en particulier à répondre aux besoins des étudiant·es transgenres qui n'auraient pas encore effectué de changement légal de leur prénom.
- Par ailleurs, les personnes ayant obtenu une modification de leur nom ou prénom peuvent demander à l'établissement de leur **délivrer gratuitement un nouveau diplôme** tenant compte du changement de nom ou de prénom, pour autant qu'elles puissent fournir les documents attestant de ces changements et que le diplôme original soit restitué à l'établissement.

02. 20.3 / AVIS DE L'ARES

- L'ARES note que les modifications envisagées répondent **en partie** à une demande formulée par l'ARES dans l'**avis n° 2020-11**, listant les mentions minimales qui doivent être présentes sur un diplôme. De plus, dans le cadre prévu par le l'avant-projet de décret, l'ARES soutient la proposition d'insérer le prénom social sur le diplôme de l'étudiant·e.
- S'agissant de l'ajout proposé par l'article 19, 2°, de l'avant-projet de décret, la délivrance d'un nouveau diplôme tenant compte de ce changement de nom ou prénom **entre en contradiction avec les articles 370/5 et 370/7 du Code civil, disposant que le changement de nom ou de prénom prend ses effets à la date de l'établissement de l'acte ou de la mention**. Cela implique donc que le changement ne peut être rétroactif, ce qui empêche de délivrer *a posteriori* un nouveau diplôme comprenant le changement. De plus, cette modification va occasionner des difficultés concrètes : sans compter que les canevas de diplôme ont évolué avec le temps, comment sera-t-il possible de fournir un nouveau diplôme si le jury n'existe plus dans sa composition de l'époque (la demande de l'étudiant·e pourrait être introduite plusieurs années après la diplomation), si une faculté a changé de nom, si un établissement n'existe plus, si le programme n'existe plus, etc. ? Dans nombre de cas, ce sera impossible de fournir un nouveau diplôme.
- Pour ne pas devoir produire un nouveau diplôme, tout en tenant compte de l'importance, pour l'ancien·ne étudiant·e, d'avoir un diplôme comprenant son changement de nom ou de prénom, l'ARES propose que le changement soit inséré, en marge, sur le diplôme lui-même, comme c'est le cas pour les différents documents de l'état civil. Cela évitera de devoir produire un nouveau diplôme, tout en assurant à l'ancien·ne étudiant que son changement de nom ou de prénom soit bien présent sur ce document.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.21 / ARTICLE 20 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 21.1 / MODIFICATIONS

02. 21.1.1 / Article 148 du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 148. - Les établissements d'enseignement supérieur organisent l'aide à la réussite des étudiants, au sein de leur établissement ou en collaboration avec d'autres établissements.

Ces activités sont destinées prioritairement à la promotion de la réussite des étudiants de première année de premier cycle qu'ils accueillent. Sans que la liste soit exhaustive, celle-ci consiste entre autres en les mesures suivantes :

1° *la mise sur pied au sein du Pôle académique d'un centre de didactique de l'enseignement supérieur. Ce centre a pour mission de conseiller, former et encadrer les enseignants principalement en charge de ces étudiants;*
2° *l'offre d'activités spécifiques pour les étudiants visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;*
3° *la mise à disposition d'outils d'autoévaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;*
4° *l'organisation d'activités de remédiation destinées à combler les lacunes éventuelles d'étudiants dans l'une ou l'autre matière ou, plus généralement, à les aider à vaincre les difficultés rencontrées lors de leur début dans l'enseignement supérieur et les préparer au mieux à aborder l'année académique suivante avec de meilleures chances de succès;*
5° *l'accompagnement des étudiants visant notamment à les guider dans le choix de leur programme d'études et des activités de remédiation ou plus généralement d'aide à la réussite et les aider dans l'interprétation de leurs résultats;*
6° *l'offre d'activités d'apprentissage en petits groupes et consacrées à des exercices pratiques dans au moins une discipline caractéristique du domaine d'études choisi, afin de s'assurer rapidement de la bonne orientation de l'étudiant;*
7° *le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première année dans un domaine d'études particulier.*

Ces diverses activités peuvent être organisées partiellement ou complètement durant le troisième quadrimestre de l'année académique.

Sur base d'une demande conjointe transmise par l'ARES, le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires à cet effet.

Aux conditions fixées par les autorités académiques, la participation active d'un étudiant de première année à une de ces activités peut être valorisée par le jury au cours du cycle d'études, si elle a également fait l'objet d'une épreuve ou évaluation spécifique; cette valorisation ne peut dépasser 5 crédits. Cette épreuve éventuelle n'est organisée qu'une seule fois pendant le quadrimestre durant lequel ces activités se sont déroulées.

Sont considérés comme étudiants de première année de premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé 45 crédits au moins parmi les 60 premiers crédits d'un premier cycle ».

02. 21.1.2 / Disposition en projet

» À l'article 148 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par un littera 8° rédigé comme suit :

« 8° l'organisation d'examens blancs, de blocus, de séances de révision dirigées, de séances de questions-réponses préalables à l'évaluation, ou encore de tutorat » ;

2° au dernier alinéa, les mots *« 45 crédits au moins parmi »* sont abrogés.

3° il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 3 et 4, rédigé comme suit :

« Avant chaque année académique, les autorités des établissements d'enseignement supérieur établissent un plan stratégique comportant les mesures qu'ils souhaitent entreprendre en faveur de l'aide à la réussite des étudiants, en particulier :

1° La politique en matière d'encadrement des étudiants ;

2° Les mesures particulières visant à lutter contre l'échec ;

3° Les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation;

Ces plans sont communiqués à l'ARES.

Les rapports annuels justifiant les moyens octroyés dans le cadre de l'aide à la réussite sont établis en référence à ces plans stratégiques et l'ARES les intègre dans l'analyse qu'elle est amenée à faire de ces rapports justificatifs. ».

02. 21.1.3 / Article 148 du décret Paysage, tel que modifié par la disposition en projet

« Article 148. - Les établissements d'enseignement supérieur organisent l'aide à la réussite des étudiants, au sein de leur établissement ou en collaboration avec d'autres établissements.

Ces activités sont destinées prioritairement à la promotion de la réussite des étudiants de première année de premier cycle qu'ils accueillent. Sans que la liste soit exhaustive, celle-ci consiste entre autres en les mesures suivantes :

1° la mise sur pied au sein du Pôle académique d'un centre de didactique de l'enseignement supérieur. Ce centre a pour mission de conseiller, former et encadrer les enseignants principalement en charge de ces étudiants;

2° l'offre d'activités spécifiques pour les étudiants visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;

3° la mise à disposition d'outils d'autoévaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;

4° l'organisation d'activités de remédiation destinées à combler les lacunes éventuelles d'étudiants dans l'une ou l'autre matière ou, plus généralement, à les aider à vaincre les difficultés rencontrées lors de leur début dans l'enseignement supérieur et les préparer au mieux à aborder l'année académique suivante avec de meilleures chances de succès;

5° l'accompagnement des étudiants visant notamment à les guider dans le choix de leur programme d'études et des activités de remédiation ou plus généralement d'aide à la réussite et les aider dans l'interprétation de leurs résultats;

6° l'offre d'activités d'apprentissage en petits groupes et consacrées à des exercices pratiques dans au moins une discipline caractéristique du domaine d'études choisi, afin de s'assurer rapidement de la bonne orientation de l'étudiant;

7° le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première année dans un domaine d'études particulier.

8° *l'organisation d'examens blancs, de blocus, de séances de révision dirigées, de séances de questions-réponses préalables à l'évaluation, ou encore de tutorat.*

Ces diverses activités peuvent être organisées partiellement ou complètement durant le troisième quadrimestre de l'année académique.

Sur base d'une demande conjointe transmise par l'ARES, le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires à cet effet.

Avant chaque année académique, les autorités des établissements d'enseignement supérieur établissent un plan stratégique comportant les mesures qu'ils souhaitent entreprendre en faveur de l'aide à la réussite des étudiants, en particulier :

1° *La politique en matière d'encadrement des étudiants ;*
2° *Les mesures particulières visant à lutter contre l'échec ;*
3° *Les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation;*

Ces plans sont communiqués à l'ARES.

Les rapports annuels justifiant les moyens octroyés dans le cadre de l'aide à la réussite sont établis en référence à ces plans stratégiques et l'ARES les intègre dans l'analyse qu'elle est amenée à faire de ces rapports justificatifs.

Aux conditions fixées par les autorités académiques, la participation active d'un étudiant de première année à une de ces activités peut être valorisée par le jury au cours du cycle d'études, si elle a également fait l'objet d'une épreuve ou évaluation spécifique; cette valorisation ne peut dépasser 5 crédits. Cette épreuve éventuelle n'est organisée qu'une seule fois pendant le quadrimestre durant lequel ces activités se sont déroulées.

Sont considérés comme étudiants de première année de premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé ~~45 crédits au moins parmi~~ les 60 premiers crédits d'un premier cycle ».

02. 21.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- **La première modification** répond au besoin d'identifier et d'élargir les activités d'aide à la réussite mises en place par les établissements d'enseignement supérieur et prioritairement destinées aux étudiant·es de première année de premier cycle.
- **Une seconde modification** est également faite dans un besoin de mise en cohérence par rapport à l'article 100 en projet qui prévoit que l'étudiant·e n'ayant pas acquis les 60 premiers crédits d'un cursus se trouve inscrit en première année de premier cycle.
- **La troisième modification** est l'ajout d'une obligation pour les établissements d'enseignement supérieur de transmettre à l'ARES, avant le début de l'année académique, un plan stratégique expliquant quelle sera la stratégie d'aide à la réussite mise en place au cours de l'année académique suivante. Les plans stratégiques sont établis en référence aux rapports justificatifs prévus dans l'article 36*sexies* de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires et l'article 37 ter du décret du 05 aout 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles. L'ARES intègre les plans stratégiques dans l'analyse qu'elle est amenée à faire de ces rapports justificatifs.

02. 21.3 / AVIS DE L'ARES

- **L'ARES demande que les différentes remarques formulées dans le positionnement général soient prises en compte.**
- En outre, pour plus de lisibilité, il serait souhaitable que l'article 148 soit **restructuré en différents paragraphes**.
- **Enfin**, étant donné la disposition prévue par l'article 20, 3°, de l'avant-projet de décret, il conviendrait de préciser qu'il s'agit d'insérer « *trois nouveaux alinéas entre les alinéas 3 et 4* » plutôt qu'un alinéa.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02.22 / ARTICLE 21 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

02. 22.1 / MODIFICATIONS

02. 22.1.1 / Article 150, § 1er, du décret Paysage, tel qu'actuellement libellé

« Article 150. - § 1er. Pour les étudiants de première année de premier cycle, la participation aux épreuves de fin de premier quadrimestre est une condition d'admission aux autres épreuves de l'année académique.

En cas d'absence à une ou plusieurs des épreuves de fin de premier quadrimestre, les autorités académiques, dans le respect du règlement des études, apprécient le caractère légitime ou non de l'excuse présentée. Si l'excuse est rejetée, celles-ci notifient la décision de non admission aux autres épreuves. L'étudiant dispose d'un recours interne contre cette décision auprès des autorités académiques.

Pour les étudiants ayant participé aux épreuves, mais n'y ayant pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations, l'établissement est tenu d'organiser au moins deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces mêmes enseignements en fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 100, ces mêmes étudiants peuvent choisir, avant le 15 février, d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre. Ce programme modifié est établi en concertation avec le jury et peut comprendre des activités spécifiques de remédiation.

Les alinéas 1er à 3 du présent article ne s'appliquent pas aux unités d'enseignement visées à l'article 100, § 1er, al. 3 et 4 ».

02. 22.1.2 / Article 150, § 1er, du décret Paysage, tel que remplacé par la disposition en projet

« Article 150. - § 1er. Pour les étudiants de première année de premier cycle n'ayant pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations de fin de premier quadrimestre, l'établissement est tenu d'organiser au moins deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces mêmes enseignements en fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique.

Les étudiants de première année de premier cycle qui ne présentent pas une ou plusieurs des épreuves de fin de premier quadrimestre ne sont pas admis aux épreuves correspondant à ces mêmes enseignements en fin de deuxième quadrimestre de l'année académique.

En cas d'absence à une ou plusieurs des épreuves de fin de premier quadrimestre, les autorités académiques, dans le respect du règlement des études, apprécient le caractère légitime ou non de l'excuse présentée. Si l'excuse est rejetée, celles-ci notifient la décision de non admission aux autres épreuves. L'étudiant dispose d'un recours interne contre cette décision auprès des autorités académiques.

Par dérogation à l'article 100, les étudiants de première année de premier cycle peuvent choisir, avant le 15 février, d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre. Ce programme modifié est établi en concertation avec le jury et comprend des activités spécifiques de remédiation.

L'alinéa 1er ne s'applique pas aux unités d'enseignement de la suite du programme du cycle ».

02. 22.2 / OBJECTIFS DU LÉGISLATEUR

- L'obligation de participation des étudiant·es de première année de premier cycle à l'ensemble des épreuves de fin de premier quadrimestre, et la procédure de sanction (et de recours) en cas de non-respect de cette obligation, **sont à la source d'une importante charge pour les services administratifs et les autorités académiques impliquées**. Par ailleurs, il n'y a pas d'indications que cette approche fondée sur la sanction soit bénéfique en termes de promotion de la réussite. C'est la raison pour laquelle la disposition en projet prévoit, en lieu et place du mécanisme précité, que les étudiant·es de bloc 1 qui ne présentent pas une ou plusieurs épreuves lors de la session de janvier (hors absence légitime laissée à l'appréciation des autorités académiques) ne peuvent les présenter lors de la session de juin, mais uniquement en seconde session.
- L'obligation d'organiser au moins deux autres périodes d'évaluation pour les étudiant·es de bloc 1 qui auraient eu un échec lors de la session de janvier ne s'applique qu'aux unités d'enseignement composant les 60 premiers crédits de premier cycle. Cette obligation ne s'applique donc pas aux cours anticipés de la poursuite d'études.

02. 22.3 / AVIS DE L'ARES

- **L'ARES demande que les différentes remarques formulées dans le positionnement général soient prises en compte.**
- **En outre**, étant donné que le § 2 de l'article 150 du décret a été abrogé par le décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, il conviendrait de supprimer la mention au § 1er.
- **Enfin**, il conviendrait de reformuler le dernier alinéa, afin que celui-ci soit plus explicite.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

03. DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES, ABROGATOIRES ET FINALES

03.1 / DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI DU 27 JUILLET 1971 SUR LE FINANCEMENT ET LE CONTRÔLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

03. 1.1 / ARTICLE 22 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 1.1.1 / Modifications

*a) Article 36*quater *de la loi du 27 juillet 1971, tel qu'actuellement libellé*

*« Article 36*quater. *- Une allocation complémentaire d'un montant de 182.323 euros est répartie entre les universités en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'article 148 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.*

L'allocation complémentaire est répartie entre les universités de la façon suivante : 50 % au prorata du nombre d'étudiants au sens de l'article 148, dernier alinéa, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études dans les institutions universitaires et qui sont pris en compte pour le financement durant l'année académique qui précède l'année budgétaire et 50 % au prorata du nombre d'étudiants de cette catégorie bénéficiant des droits réduits.

Une allocation de 20.258 euros est attribuée à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) pour assurer la mise en commun et la coordination des projets mis en oeuvre par les universités et l'identification de bonnes pratiques.

À partir de l'année budgétaire 2016, les montants visés aux alinéas 1er et 3 sont indexés suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.

L'ARES est chargé de coordonner la rédaction d'un rapport d'activités en vue d'apporter la preuve que les moyens ont été utilisés pour l'organisation des activités visées à l'alinéa 1er, et le partage d'expérience et l'identification de bonnes pratiques conformément à l'alinéa 3 ».

b) Disposition en projet

» À l'article 36*quater* de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots *« en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'article 148 »* sont remplacés par les *mots « en vue de mettre en place des aides à la réussite, conformément à l'article 148 »* ;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

*c) Article 36*quater *de la loi du 27 juillet 1971, tel que modifié par la disposition en projet*

*« Article 36*quater. *- Une allocation complémentaire d'un montant de 182.323 euros est répartie entre les universités ~~en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'article 148~~ en vue de mettre en place des aides à la réussite conformément à l'article 148 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.*

L'allocation complémentaire est répartie entre les universités de la façon suivante : 50 % au prorata du nombre d'étudiants au sens de l'article 148, dernier alinéa, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études dans les institutions universitaires et qui sont pris en compte pour le financement durant l'année académique qui précède l'année budgétaire et 50 % au prorata du nombre d'étudiants de cette catégorie bénéficiant des droits réduits.

Une allocation de 20.258 euros est attribuée à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) pour assurer la mise en commun et la coordination des projets mis en oeuvre par les universités et l'identification de bonnes pratiques.

À partir de l'année budgétaire 2016, les montants visés aux alinéas 1er et 3 sont indexés suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.

~~*L'ARES est chargé de coordonner la rédaction d'un rapport d'activités en vue d'apporter la preuve que les moyens ont été utilisés pour l'organisation des activités visées à l'alinéa 1er, et le partage d'expérience et l'identification de bonnes pratiques conformément à l'alinéa 3*~~ *».*

03. 1.1.2 / Objectifs du Législateur

- Les articles 22 à 24 [et non 23, 24 et 25, comme précisé dans les commentaires des articles] apportent des modifications à des dispositifs existants en matière d'aide à la réussite. Permettre aux étudiant·es de pouvoir identifier rapidement leurs faiblesses et ainsi pouvoir les combler en profitant des différentes aides à la réussite et remédiations proposées ainsi que des accompagnements individuels ou collectifs organisés est une des clés pour défier ces taux d'abandons trop élevés.
- Il est donc nécessaire d'intensifier les aides à la réussite, mais surtout de rendre plus efficaces les différents types d'accompagnement des étudiant·es déjà mis en place par les institutions.

03. 1.1.3 / Avis de l'ARES

- **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

03. 1.2 / ARTICLE 23 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 1.2.1 / Modifications

*a) Article 36*quater*/1 de la loi du 27 juillet 1971, tel qu'actuellement libellé*

*« Article 36*quater*/1. - Une allocation complémentaire d'un montant de 3.426.337 euros est répartie entre les universités en vue de promouvoir les activités d'aide à la réussite et de préparation aux études supérieures du secteur de la santé, prévues notamment aux articles 148 et 149 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Elle peut être affectée à toute dépense de personnel, de fonctionnement ou d'infrastructures destinée aux activités d'enseignement de ce secteur, ainsi qu'aux charges d'emprunts contractés par les académies ou les institutions universitaires à cet effet.*

Cette allocation est répartie au prorata du nombre d'étudiants au sens de l'article 148, dernier alinéa du décret du 7 novembre 2013 précité, des études du secteur de la santé.

Chaque année, avant le 1er novembre, l'ARES transmet au Gouvernement un rapport sur l'usage de cette allocation au cours de l'année académique précédente. Le Gouvernement procède annuellement à une évaluation de ces mesures.

À partir de l'année budgétaire 2016, le montant visé à l'alinéa 1er est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4 ».

b) Disposition en projet

» À l'article 36*quater*/1 de la même loi, l'alinéa 3 est abrogé.

c) Article 36quater/1, de la loi du 27 juillet 1971, tel que modifié par la disposition en projet

*« Article 36*quater*/1. - Une allocation complémentaire d'un montant de 3.426.337 euros est répartie entre les universités en vue de promouvoir les activités d'aide à la réussite et de préparation aux études supérieures du secteur de la santé, prévues notamment aux articles 148 et 149 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Elle peut être affectée à toute dépense de personnel, de fonctionnement ou d'infrastructures destinée aux activités d'enseignement de ce secteur, ainsi qu'aux charges d'emprunts contractés par les académies ou les institutions universitaires à cet effet.*

Cette allocation est répartie au prorata du nombre d'étudiants au sens de l'article 148, dernier alinéa du décret du 7 novembre 2013 précité, des études du secteur de la santé.

~~*Chaque année, avant le 1er novembre, l'ARES transmet au Gouvernement un rapport sur l'usage de cette allocation au cours de l'année académique précédente. Le Gouvernement procède annuellement à une évaluation de ces mesures.*~~

À partir de l'année budgétaire 2016, le montant visé à l'alinéa 1er est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4 ».

03. 1.2.2 / Objectifs du Législateur

» Les articles 22 à 24 [et non 23, 24 et 25, comme précisé dans les commentaires des articles] apportent des modifications à des dispositifs existants en matière d'aide à la réussite. Permettre aux étudiant·es de pouvoir identifier rapidement leurs faiblesses et ainsi pouvoir les combler en profitant des différentes aides à la réussite et remédiations proposées ainsi que des accompagnements individuels ou collectifs organisés est une des clés pour défier ces taux d'abandons trop élevés.

» Il est donc nécessaire d'intensifier les aides à la réussite, mais surtout de rendre plus efficaces les différents types d'accompagnement des étudiant·es déjà mis en place par les institutions.

03. 1.2.3 / Avis de l'ARES

» **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

03. 1.3 / ARTICLE 24 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 1.3.1 / Modifications

*a) Article 36*sexies *de la loi du 27 juillet 1971, tel qu'actuellement libellé*

*« Article 36*sexies*. - Tous les deux ans, au même moment et de la même manière qu'elle transmet les comptes, chaque université établit un rapport montrant en son sein :*

1° L'avancement des mesures visées à l'article 148 du décret du 7 novembre 2013 précité, prises à l'égard des étudiants visés au dernier alinéa du même article du même décret;

2° Les initiatives prises en faveur de l'aide à la réussite des autres étudiants.

Ce rapport développe notamment :

1° La politique menée en matière d'encadrement des étudiants de premier cycle;

2° Les mesures pratiquées pour lutter contre l'échec dans le premier cycle;

3° Les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation ».

*b) Article 36*sexies *de la loi du 27 juillet 1971, tel que remplacé par la disposition en projet*

« Article 36sexies. - Chaque établissement établit un rapport d'activités annuel, dont le modèle est déterminé par le Gouvernement, après avis de l'ARES, et qui reprend notamment :

1° la politique menée à l'égard des étudiants inscrits en première année de premier cycle ;

2° les activités organisées,

3° le public cible,

4° le taux de fréquentation par rapport au public ciblé,

5° une évaluation des dispositifs mis en place ainsi que d'éventuelles pistes d'amélioration.

L'ARES est chargée d'analyser ces rapports en vue d'identifier les bonnes pratiques et de formuler dans ce cadre des propositions à l'égard de tous les établissements. Elle rédige également un rapport d'activités relatif à l'utilisation de l'allocation visée à l'article 36quater, alinéa 3 ».

03. 1.3.2 / Objectifs du Législateur

- Les articles 22 à 24 [et non 23, 24 et 25, comme précisé dans les commentaires des articles] apportent des modifications à des dispositifs existants en matière d'aide à la réussite. Permettre aux étudiant·es de pouvoir identifier rapidement leurs faiblesses et ainsi pouvoir les combler en profitant des différentes aides à la réussite et remédiations proposées ainsi que des accompagnements individuels ou collectifs organisés est une des clés pour défier ces taux d'abandons trop élevés.
- Il est donc nécessaire d'intensifier les aides à la réussite, mais surtout de rendre plus efficaces les différents types d'accompagnement des étudiant·es déjà mis en place par les institutions.

03. 1.3.3 / Avis de l'ARES

- **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

03.2 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 ADAPTANT LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES

03. 2.1 / ARTICLE 25 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 2.1.1 / Modifications

a) Article 5 du décret du 11 avril 2014, tel qu'actuellement libellé

« Article 5. - Un étudiant est finançable s'il remplit, outre les conditions prévues à l'article 3, au moins une des conditions académiques suivantes :

1° il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes;

2° il s'inscrit à un premier cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois aux études menant au même grade académique ni avoir été déjà inscrit trois fois à un premier cycle d'études au cours des cinq années académiques précédentes;

3° il se réinscrit à un cycle d'études après y avoir acquis

a) au moins 75% des crédits de son programme annuel lors de l'inscription précédente;

b) ou, globalement au cours des trois années académiques précédentes ou au cours des trois inscriptions précédentes si la situation est plus favorable à l'étudiant

i) au moins la moitié des crédits du total de la charge de ses programmes annuels, compte non tenu de l'année académique de sa première inscription au cycle, si elle lui est défavorable;

ii) et au moins 45 crédits; cette dernière condition ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013. 4° Il se réoriente, pour autant qu'il n'ait pas utilisé cette faculté au cours des cinq années académiques précédentes. Sans préjudice de l'article 102, § 3 du décret du 7 novembre 2013, un étudiant se réoriente lorsqu'il s'inscrit à des études menant à un grade académique sans y avoir déjà été inscrit.

Ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui ont conduit à l'obtention d'un grade académique. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

Aucun crédit n'est acquis par l'étudiant qui a échoué à un concours, ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en dehors de la Communauté française à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve.

L'abandon ou la non présentation à ce concours ou à cette épreuve est considérée comme un échec. Dans tous les cas, l'étudiant est considéré comme ayant acquis 0 crédit ».

b) Article 5 du décret du 11 avril 2014, tel que remplacé par la disposition en projet

« Article 5. - § 1er. Un étudiant est finançable aussi longtemps que, outre les conditions prévues à l'article 3, il remplit des conditions de réussite académique suffisantes, telles que décrites aux paragraphes suivants.

§ 2. L'étudiant qui est inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 180 crédits doit :

1° *acquérir ou valoriser au moins les crédits associés à une unité d'enseignement parmi les 60 premiers crédits de son cursus, à l'issue de sa première inscription ;*
2° *acquérir ou valoriser les 60 premiers crédits de son cursus au terme de deux inscriptions au maximum dans le cycle ;*
3° *acquérir ou valoriser 120 crédits de son cursus au terme de quatre inscriptions au maximum dans le cycle ;*
4° *acquérir ou valoriser la totalité des crédits de son cursus au terme de cinq inscriptions au maximum dans le cycle.*

L'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 240 crédits doit, outre les conditions visées aux litteras 1° à 3° :

1° *acquérir ou valoriser 180 crédits de son cursus au terme de six inscriptions au maximum dans le cycle ;*
2° *acquérir ou valoriser la totalité des crédits de son cursus au terme de sept inscriptions au maximum dans le cycle.*

§ 3. Un étudiant qui est inscrit à un deuxième cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé doit :

1° *acquérir ou valoriser 60 crédits, dont, le cas échéant, ceux du programme complémentaire visé à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité, au terme de deux inscriptions au maximum ;*
2° *le cas échéant, acquérir ou valoriser 120 crédits au terme de quatre inscriptions au maximum ;*
3° *le cas échéant, acquérir ou valoriser 180 crédits au terme de six inscriptions au maximum.*

Lorsque des conditions complémentaires d'accès sont prévues en application de l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité, l'étudiant bénéficie :

1° *d'une inscription supplémentaire lorsque ces conditions complémentaires représentent 30 crédits supplémentaire au maximum ;*
2° *de deux inscriptions supplémentaires lorsque les conditions complémentaires représentent de 31 à 60 crédits supplémentaires.*

§ 4. En cas de réorientation, l'étudiant visé aux paragraphes 2 et 3 bénéficie d'une inscription supplémentaire. Ce bénéfice n'est toutefois accordé qu'une seule fois sur la durée du cycle concerné.

Par ailleurs, lorsqu'un étudiant est en situation d'allègement de programme en application de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013, il bénéficie d'une inscription supplémentaire dans le cycle concerné.

§ 5. Outre les hypothèses prévues aux §§ 2 à 4, un étudiant est finançable lorsqu'il a obtenu un grade académique au terme de sa dernière inscription, sous réserve du respect des articles 3 et 4.

Outre les hypothèses prévues aux §§ 2 à 4, un étudiant est finançable si, au cours des cinq dernières années académiques, il n'a pas été inscrit à un programme d'études menant à un grade académique au sein d'une université, d'une haute école ou d'une école supérieure des arts de la Communauté française.

§ 6. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur la base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dument justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

§ 7. Aucun crédit n'est acquis par l'étudiant qui a échoué à un concours, ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en dehors de la Communauté française à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve. L'abandon ou la non-présentation à ce concours ou à cette épreuve est considérée comme un échec. Dans tous les cas, l'étudiant est considéré comme ayant acquis 0 crédit. ».

§ 8. Par dérogation au § 2, alinéa 1er, 2° à 4°, l'étudiant, inscrit pour la première fois dans une première année de premier cycle, et qui a acquis au moins 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études en sciences vétérinaires, mais qui n'a pas reçu d'attestation d'accès à la suite du programme de cycle, bénéficie d'une inscription supplémentaire ».

03. 2.1.2 / Objectifs du Législateur

Les modifications apportées à l'article 5 du décret du 11 avril 2014 visent à renforcer le lien de corrélation entre la progression académique d'un étudiant·e et sa finançabilité, en proposant des balises de progression que l'étudiant·e doit atteindre. L'intention poursuivie est également de donner d'avantage de lisibilité au calcul de la finançabilité par les étudiant·es.

Le § 1er prévoit que l'étudiant·e, pour être finançable, doit remplir les conditions de l'article 3 ainsi que les conditions de réussite académique prévues aux §§ 2 à 7.

Le § 2 prévoit les conditions de réussite académique des étudiant·es inscrit·es à un programme de premier cycle. Il prévoit ainsi que l'étudiant·e inscrit·e à un programme de 180 crédits de bachelier doit :

- avoir acquis ou valorisé au moins les crédits associés à une unité d'enseignement au terme de sa première inscription en première année de premier cycle. Dans le cas contraire, et s'il ou elle remplit les conditions prévues au § 4, l'étudiant·e est amené·e à se réorienter. La volonté est de ne pas laisser un·e étudiant·e s'engager dans une voie qui n'est manifestement pas concluante pour lui et de le conduire à se réorienter le plus tôt possible, sans nuire à sa finançabilité.
- avoir acquis ou valorisé au moins les 60 premiers crédits de son cursus au terme de deux inscriptions dans le même cycle. Dans le cas contraire, et s'il ou elle remplit les conditions prévues au § 4, l'étudiant·e est amené·e à se réorienter. L'intention est de remettre une balise de réussite à l'issue des 60 premiers crédits afin que l'étudiant·e sache s'il ou elle a acquis les fondements nécessaires et s'il est porteur pour lui ou elle de poursuivre le cursus.

- avoir acquis ou valorisé au moins 120 crédits au terme de quatre inscriptions au maximum dans le cycle. L'intention est de s'assurer de la progression de l'étudiant·e dans son parcours en plaçant une nouvelle balise que l'étudiant·e devra atteindre. S'il ou elle ne l'atteint pas, l'étudiant·e ne sera plus finançable.
- avoir acquis ou valorisé la totalité de son cursus au terme de cinq inscriptions maximum au sein du même cycle.

Pour l'étudiant·e inscrit·e dans un premier cycle d'études conduisant à un grade académique de 240 crédits, l'étudiant·e devra suivre les balises mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Il ou elle devra en outre :

- Avoir acquis ou valorisé 180 crédits de son cursus au terme de six inscriptions maximum dans le cycle.
- Avoir acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus au terme sept inscriptions maximum dans le cycle. Le nombre d'inscriptions possibles dans le cycle est adapté au volume plus important de crédits à réussir.

Le § 3 prévoit les conditions de réussite des étudiant·es de deuxième cycle.

- L'étudiant·e doit avoir acquis ou valorisé au moins 60 crédits de son cursus au terme de deux inscriptions en deuxième cycle. L'étudiant·e doit en priorité avoir acquis les crédits de son programme complémentaire.
- Si l'étudiant·e est inscrit·e à un programme de 120 ou 180 crédits, il ou elle doit avoir acquis ou valorisé au moins 120 crédits de son cursus au terme de quatre inscriptions maximum en deuxième cycle.
- Si l'étudiant·e est inscrit·e à un programme de 180 crédits, il ou elle doit avoir acquis ou valorisé l'entièreté des crédits de son cursus au terme de six inscriptions maximum.

Le § 4 prévoit les cas possibles de réorientation. En cas de réorientation, l'étudiant·e visé·e dans les §§ 2 et 3 dispose d'une inscription supplémentaire. Ce bénéfice n'est accordé qu'une fois par cycle d'étude. Ainsi, à titre d'exemple, un·e étudiant·e qui s'est réorienté devra avoir acquis au moins les 60 premiers crédits d'un cursus déterminé au terme de maximum 3 inscriptions.

Le § 5 prévoit que l'étudiant·e qui a obtenu un grade académique « réinitialise » le calcul de sa finançabilité. Ainsi, un·e étudiant·e qui a acquis sous réserve du respect des articles 3 et 4 du décret du 11 avril 2014, un grade académique au cours de sa dernière inscription est finançable. Il s'agirait par exemple d'un·e étudiant·e ayant acquis un grade académique dans l'enseignement de promotion sociale et qui serait par la suite finançable pour un programme dans une Université, une Haute École ou une École supérieur des arts.

Enfin, un·e étudiant·e est finançable s'il ou elle n'a pas été inscrit au cours des cinq dernières années académiques à un programme d'études menant à un grade académique.

Les §§ 6 et 7 reprennent les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'actuel article 5.

Le § 8 prévoit que l'étudiant·e, inscrit·e pour la première fois dans une première année de premier cycle, qui entre dans les conditions de réussite de l'article 6 § 2 du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, mais qui n'a pas reçu d'attestation d'accès à la suite du programme de cycle, bénéficie d'une inscription supplémentaire. L'intention est de ne pas pénaliser un·e étudiant·e qui, bien que répondant aux conditions de réussite, n'aurait pas été classé·e en ordre utile au concours.

03. 2.1.3 / Avis de l'ARES

01. **De manière générale**, **l'ARES reconnait l'effort de clarification des règles de finançabilité**. Dans le cadre de l'**avis n° 2020-16**, l'ARES avait en effet fortement insisté pour qu'une clarification et une

simplification du calcul de finançabilité soient apportées, à la fois pour les étudiant·es et pour le personnel des établissements d'enseignement supérieur. L'ARES note **toutefois** que les règles proposées sont encore **complexes**, même si le système reposant sur un nombre d'années d'études est **intéressant** et permet aux étudiant·es de connaître, dès le départ, le nombre de *« chances »* dont ils ou elles pourront bénéficier. Cette complexité est également due au fait que le Législateur traite d'un parcours de l'étudiant·e qui serait **linéaire**, ce qui n'est pas le cas d'une grande partie des étudiant·es. Le système proposé continue donc de susciter beaucoup d'interrogations et pourrait générer des incompréhensions, à l'instar des règles actuelles, **ce qui est susceptible de compromettre l'objectif de lisibilité promis aux étudiant·es et aux établissements.**

02. **L'ARES s'interroge sur le mécanisme général qui sous-tend les règles présentées**. En clair, les conditions *« de réussite académique suffisantes »* devant être remplies par les étudiant·es et ce, pour chaque cycle (premier cycle – 180 et 240 crédits – et deuxième cycle – 60, 120 et 180 crédits et conditions complémentaires) sont-elles **cumulatives** ou, au contraire, **disjointes les unes des autres** ? Si l'intention du Législateur est celle de ne pas prévoir un système de règles qui seraient cumulatives, il pourrait être suggéré d'indiquer, devant chaque *littera*, le mot *« soit ».* S'agissant de l'hypothèse visée au *littera* 1° de l'alinéa 2 du paragraphe 2 de la disposition en projet, l'ARES note et comprend la volonté qui préside l'intention, à savoir réorienter rapidement les étudiant·es qui auraient fait une erreur de choix pour éviter un allègement, notamment. **Cela étant, l'ARES relève que la mesure comporte des effets non désirés** et pourrait amener certain·es étudiant·es dans des **situations désastreuses**, et ce, dès l'entrée dans le supérieur, notamment en cas de problèmes personnels (maladies de longue durée, accidents de parcours, drames familiaux ou personnels, etc.) ne reflétant pas forcément leurs capacités réelles. Étant donné les inconvénients pointés, **l'ARES souhaite la suppression de la mesure,** tout en insistant sur le fait qu'il est possible, pour le jury et les conseillers académiques, d'aider un·e étudiant·e en difficulté à faire le choix de la réorientation.

03. **L'ARES s'interroge également sur les possibilités, pour les étudiant·es, de retrouver leur finançabilité**. Actuellement, en effet, le mécanisme prévu à l'article 5 du décret du 11 avril 2014 permet à tout·e étudiant·e ayant perdu sa finançabilité de la retrouver au terme d'un certain nombre d'années académiques (généralement deux à trois années, en fonction des situations), sans inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. **À cet égard,** le § 5, alinéa 2 de la disposition en projet, en prévoyant qu'un·e étudiant·e *« est finançable si, au cours des cinq dernières années académiques, il n'a pas été inscrit à un programme d'études menant à un grade académique au sein d'une université, d'une haute école ou d'une école supérieure des arts de la Communauté française »*, doit-il être compris dans le sens d'un retour à la finançabilité si l'étudiant·e atteste auprès de l'établissement n'avoir jamais été inscrit au sein d'un quelconque établissement d'enseignement supérieur de plein exercice durant les cinq dernières années académiques ? **Une clarification mérite d'être apportée sur ce point.**

04. **L'ARES s'interroge en outre sur le maintien de la possibilité, pour les établissements, d'octroyer des dérogations aux étudiant·es déclarés non-finançables**. En effet, actuellement, les établissements disposent d'une certaine marge de manœuvre afin d'inscrire des étudiant·es ne répondant pourtant pas aux conditions académiques fixées par l'article 5 du décret du 11 avril 2014. Cette possibilité sera-t-elle maintenue ? En outre, à supposer qu'elle le soit, comment les établissements devront-ils appréhender cette année dérogatoire – voire, ces années dérogatoires – dans le calcul de finançabilité tel que proposé ? Il suffit de prendre quelques cas pratiques :

» Si au terme d'une quatrième inscription à un premier cycle d'études en 180 crédits, l'étudiant·e acquiert moins de 120 crédits (par exemple, 115), il ou elle est déclaré·e non-finançable. La disposition en

projet semble imposer une réorientation (ce qui n'est définitivement pas établi – cfr, *supra*). **L'établissement peut-il, à ce stade, proposer une inscription, sous dérogation, dans le même cursus ?** Dans l'affirmative, cette inscription doit-elle est incluse dans le nombre d'inscriptions octroyées à cet·te étudiant·e ou non ?

» Si au terme de la cinquième inscription, l'étudiant·e en question – inscrit·e sous dérogation – acquiert 50 crédits supplémentaires, cela porte le nombre de crédits acquis à 165. En vertu de la disposition en projet, l'étudiant·e n'est toujours pas finançable, la totalité des 180 crédits auraient dû être acquis. L'établissement peut-il, à nouveau, proposer une inscription, sous dérogation, dans le même cursus ? **Dans l'affirmative, n'y a-t-il pas un risque évident de « forcer » les établissements à aligner chaque année les dérogations afin de permettre à des étudiant·es d'aller au bout d'un cursus dans lequel, *a priori*, ils ou elles accumulent un certain nombre de crédits ?** L'ARES rappelle que, dans l'état actuel des choses, *une* dérogation octroyée permet à l'étudiant·e de revenir dans l'une ou l'autre hypothèse fixée par l'article 5 du décret.

05. L'ARES questionne en outre l'articulation des règles telles que prévues par la disposition eu égard aux possibilités de s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale. Il semble acquis, si l'on s'en réfère à l'article 1er du décret du 11 avril 2014[4], que les établissements de promotion sociale ne sont pas concernés par le champ d'application dudit décret. Le commentaire de l'article 5, § 5 précise qu'*« un étudiant qui a acquis, sous réserve du respect des articles 3 et 4 du décret du 11 avril 2014, un grade académique au cours de sa dernière inscription est finançable »* et qu' *« il s'agirait par exemple d'un étudiant ayant acquis un grade académique dans l'enseignement de promotion sociale ».* Dès lors, l'article 5, § 5, alinéa 1er en projet doit-il être compris comme permettant à un·e étudiant·e ayant acquis un tel grade dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale de « retrouver » sa finançabilité dans un établissement de plein exercice ? Si telle est l'intention, il conviendrait de le préciser dans le corps du dispositif. Dans le même ordre d'idées, peut-il être confirmé que toute inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale n'est pas comptée dans le calcul des inscriptions ?

06. L'ARES s'interroge également sur l'articulation des règles générales avec les règles spécifiques, s'agissant de la réorientation et/ou de l'allègement et/ou des conditions complémentaires :

» **Tout d'abord, il conviendrait de confirmer que l'allègement et la réorientation permettent, tous les deux, de bénéficier d'une inscription supplémentaire dans le calcul de la finançabilité. D'autre part, peut-il être confirmé que ces règles sont cumulatives**, de sorte qu'il doit être compris qu'un premier cycle en 180 crédits peut être légalement réalisé en 7 ans, un premier cycle en 240 crédits en 9 ans, un second cycle en 60 crédits en 4 ans, un second cycle en 120 crédits en 5 ans et un second cycle en 180 crédits en 7 ans ? L'exclusion d'un mécanisme (allègement ou réorientation) au profit de l'autre semblerait difficilement tenable juridiquement. L'ARES note que le même questionnement se pose s'agissant de l'articulation de ces règles avec celles établies en cas de conditions complémentaires d'accès au deuxième cycle. Doivent-elles être comprises comme permettant, par exemple, à un·e étudiant·e ayant accès à un deuxième cycle en 180 crédits, moyennant conditions complémentaires (60 crédits), octroi d'un allègement et réorientation en cours de cycle, de réaliser le cycle en 10 ans (6 + 1 + 1 + 2) ?

[4] *« Ce décret a pour objet la définition d'un étudiant finançable, au sens du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, régulièrement inscrit auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice ».*

» **Ensuite**, s'agissant de la réorientation, est-il correct de penser, à la lecture de la disposition en projet, que le calcul des inscriptions de l'étudiant·e réorienté·e est remis à zéro étant donné que le calcul se fait sur *« un grade académique déterminé »* ?

» **En outre,** s'agissant de l'allègement, *quid* des adultes en reprise d'études qui travaillent, des sportifs et sportives de haut niveau, des malades de longue durée, des étudiant·es en situation de handicap : **n'ont-ils·elles droit qu'à une et une seule inscription supplémentaire ?** Ces étudiant·es devraient pouvoir continuer à alléger tout au long du cycle, comme c'est le cas actuellement, surtout si l'allègement est autorisé dès l'entrée dans le cursus. S'agissant des étudiants en situation de handicap plus particulièrement, cette réduction des droits pourrait se révéler contraire à l'obligation de *standstill* découlant du nouvel article 22*ter* de la Constitution ;

» **De plus**, l'ARES s'interroge sur le fait que le seul allègement visé est celui prévu à l'article 151 du décret du 7 novembre 20213 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (allègement en début d'année pour motifs sociaux, professionnels, … et, en cours d'année, pour motif médical grave) et pas l'allègement visé à l'article 150, §1er, alinéa 4, du même décret (allègement choisi par l'étudiant·e de première année de premier cycle avant le 15 février). Comment expliquer, en effet, cette différence de traitement difficilement justifiable ? Quel que soit le type d'allègement, un·e étudiant·e devrait pouvoir bénéficier de l'inscription supplémentaire dans le calcul de la finançabilité.

» **Enfin**, l'ARES rappelle qu'**il n'apparait pas de manière claire dans le dispositif en projet que la réorientation est la seule option envisageable pour maintenir la finançabilité d'un·e étudiant·e** ne répondant plus aux critères généraux fixés aux paragraphes 2 et 3 de la disposition en projet.

07. **L'ARES se pose également la question de savoir comment, en pratique, doivent être traité·es les étudiant·es en reprise d'études**. Particulièrement pour le 1er cycle, les dispositions sont rédigées comme si tou.te.s les étudiant·es commençaient en bloc 1. *Quid*, pourtant, des étudiant·es admis·es en cours d'études et qui n'ont donc pas la même *« première année »* puisqu'ils ou elles bénéficient de valorisation de crédits et n'ont donc pas 180 crédits à acquérir ? Doit-on, par exemple, considérer qu'un·e étudiant·e à qui sont valorisés les 45 premiers crédits lors de l'élaboration du programme du cycle dispose de deux inscriptions pour acquérir les 15 autres premiers crédits ? À cet égard, l'ARES relève que tout·e étudiant·e a qui sera valorisée au moins une unité d'enseignement remplira *de facto* et presque de manière automatique la condition visée au littera 1° du § 2, alinéa 1er de la disposition en projet.

08. **De plus, l'ARES questionne l'opportunité de maintenir, dans le texte en projet, les paragraphes 6 et 7.** En effet, comme le précise de manière assez sobre le commentaire des articles, ceux-ci *« reprennent les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'actuel article 5 ».* Cette justification semble ne pas suffire. De plus, des contradictions apparaissent entre les paragraphes. Le paragraphe 5, alinéa 2 précise que l'étudiant·e est finançable s'il ou elle n'a pas fait d'études en Communauté française durant les 5 dernières années tandis que le paragraphe 6 indique que l'étudiant·e doit apporter la preuve qu'il ou elle n'a pas fait d'études en Communauté française, *mais aussi à l'étranger*. **La réussite ou non des études à l'étranger est-elle prise en considération dans le calcul des inscriptions ? Dans le même ordre d'idées, s'agissant du paragraphe 7**, **doit-on estimer, par exemple, que deux échecs à un concours ou à une année préparatoire – comme c'est souvent le cas dans les filières artistiques – sont considérés comme *« deux premières inscriptions à un premier cycle d'études »* ?** Une telle interprétation pourrait aboutir à exclure, dès le départ, les étudiant·es dans cette situation, de toute possibilité de commencer des études dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française.

09. **L'ARES s'interroge, par ailleurs, sur le fait que le texte en projet est muet sur la manière avec laquelle la finançabilité doit être calculée s'agissant des études de spécialisation (bacheliers et masters).**
10. **Enfin, concernant la dérogation octroyée aux étudiant·es inscrit·es dans un cursus en médecine vétérinaire,** même si l'ARES comprend la volonté qui préside l'intention, l'attention est attirée sur le fait qu'en vertu de l'article 8, § 1er du décret du 13 juillet 2016, *« l'étudiant ne peut présenter au maximum le concours en sciences vétérinaires qu'au cours de deux années académiques consécutives, sauf en cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'établissement où l'étudiant est inscrit ».* Le commentaire de la disposition en projet précise, pour sa part, que le but de la mesure est de permettre à un·e étudiant·e inscrit·e *« pour la première fois dans une première année de premier cycle, qui entre dans les conditions de réussite de l'article 6 § 2 du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, mais qui n'a pas reçu d'attestation d'accès à la suite du programme de cycle »* de bénéficier d'une inscription supplémentaire, portant donc le total d'inscriptions à trois au lieu de deux. **L'ARES s'interroge sur l'utilité de la mesure, étant donné que l'étudiant·e en question ne pourra de toute façon – sauf rare exception dû à un cas de force majeure – présenter le concours qu'une seconde fois, au terme de la deuxième inscription consécutive.** Si l'étudiant·e n'est toujours pas classé·e en ordre utile, il ou elle ne pourra de toute façon pas présenter le concours une troisième fois.

» **L'ARES propose d'émettre un avis défavorable sur l'article, tant le système proposé continue de susciter nombre d'interrogations et pourrait générer des incompréhensions.**

03.3 / DISPOSITION TRANSITOIRE

03. 3.1 / ARTICLE 26 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 3.1.1 / Disposition en projet

« Article 26. Les étudiants déjà inscrits dans un cycle d'études en Communauté française à l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions du décret du 11 avril 2014 applicables la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, tant qu'ils sont dans ce cycle d'étude ».

03. 3.1.2 / Objectifs du Législateur

» Les étudiant·es inscrit·es dans un cursus en Communauté française avant la mise en place du nouveau système bénéficieront des mesures de transition. Ces mesures de transition ne seront plus valides dès qu'il y a un changement de cycle.

03. 3.1.3 / Avis de l'ARES

» **Pour rappel, l'ARES** s'inquiète de voir coexister pendant une longue période, *a priori* ni déterminée ni déterminable, deux régimes distincts, ce qui implique, d'une part, une **surcharge administrative colossale pour les équipes** et, d'autre part, un **manque de lisibilité du parcours pour les étudiants**. En effet, d'un côté, se superposeront deux régimes de finançabilité différents et, d'autre part, se

superposeront un nouveau système de balisage du parcours de l'étudiant et un ancien système de finançabilité.

- L'ARES demande que **la période transitoire ne dure pas de manière déraisonnable** et propose que le basculement entre l'ancien et le nouveau régime s'opère, par exemple, **après deux années académiques à compter de l'entrée en vigueur des dispositions.**
- **De manière plus précise**, l'ARES s'interroge sur le **régime applicable à l'étudiant·e en reprise de cursus** qui a commencé son parcours sous l'empire des dispositions actuelles, mais qui souhaite se réinscrire dans un établissement sous l'empire des dispositions nouvelles.

- **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

03.4 / DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET FINALES

03. 4.1 / ARTICLE 27 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 4.1.1 / Disposition en projet

« Article 27. Le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget est abrogé pour le niveau d'enseignement supérieur ».

03. 4.1.2 / Objectifs du Législateur

Le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget, dont il ne reste plus que l'article 8, ne doit plus concerner l'enseignement supérieur. Il s'agit là d'une mesure de nettoyage légistique, pour les motifs suivants :

- Assurer une cohérence dans le cadre de la mise en place du nouveau paysage de l'enseignement supérieur et éviter des conflits entre le décret du 27 décembre 1993 et le décret Paysage ;
- Des notions et procédures du décret du 27 décembre 1993 sont obsolètes telles l'existence d'un service des statistiques, les collectes de données agrégées, la définition des variables à collecte ;
- Assurer une cohérence législative avec le décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, lequel exclut en son article 61 l'enseignement de promotion sociale du champ d'application de l'article 8 du décret du 27 décembre 1993.

03. 4.1.3 / Avis de l'ARES

- **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

03. 4.2 / ARTICLE 28 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

03. 4.2.1 / Disposition en projet

« Article 28. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023, à l'exception de:

1° l'article 14, 1° et 2°, qui produit ses effets à partir de l'année académique 2021-2022 ;

2° l'article 5, § 2, alinéa 1er, 1°, du décret du 11 avril 2014, tel que remplacé par l'article 25 du présent décret, qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024 ;

3° l'article 14, 3°, du présent décret, et l'article 100, § 3, du décret du 7 novembre 2013, tel que remplacé par l'article 8 du présent décret, qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024 ».

03. 4.2.2 / Objectifs du Législateur

Cet article vise à définir l'entrée en vigueur du décret.

À cet égard :

- l'effet rétroactif visé au 1° vise à garantir la sécurité juridique d'un dispositif existant ;
- l'entrée en vigueur mentionnée aux 2° et 3° vise à permettre une application progressive de la réforme, l'objectif étant de ne pas pénaliser les étudiant·es déjà inscrit·es dans un cycle d'études.

03. 4.2.3 / Avis de l'ARES

- **L'ARES s'inquiète des entrées en vigueur simultanées des différentes réformes** : la réforme prévue par l'avant-projet de décret modifiant le décret Paysage, la réforme de la formation initiale des enseignants et la réforme des rythmes scolaires, prévues, toutes trois en septembre 2022.
- L'ARES note qu'il est **absolument infaisable pour les équipes administratives et enseignantes** de mettre en œuvre les trois réformes en même temps. **L'ARES demande formellement que les chantiers soient priorisés.**

- **L'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article, moyennant une priorisation des chantiers.**

04. Modifications restant à apporter à la législation en vigueur

04.1 / SOUTIEN À LA CODIPLÔMATION

04. 1.1 / PRÉAMBULE

Les **travaux de soutien à la codiplômation** ont démarré avec les Experts Bologne en 2012. Ces derniers ont été poursuivis par la Commission Relations internationales de l'ARES lors de la mise en place, en 2016, d'un **groupe de travail composé de représentants proposés par la CRI** et chargé d'élaborer un **outil d'aide aux établissements de la Communauté française souhaitant développer des codiplômations**

avec des partenaires hors Communauté. Les travaux se sont poursuivis en 2019 et une version a été finalisée par le GT en septembre 2020. Cette version a été transmise à la réunion de la CRI du 19 octobre 2020, réunion durant laquelle les membres ont unanimement approuvé le contenu et **souligné la qualité et l'utilité du guide à la codiplômation.** Le guide a ainsi été présenté **en point d'information au Bureau exécutif et au Conseil d'Administration de l'ARES**. Il a ensuite été publié sur le site internet de l'ARES et présenté lors d'un webinaire au mois de décembre 2020 et enfin des guides à la codiplômation en **version papier ont été envoyés à destination de l'ensemble des responsables relations internationales** des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Le guide à la codiplômation au travers de sa construction a permis de **mettre en lumière certaines dispositions décrétales qui posent problème**, soient parce qu'elles vont à l'encontre des objectifs d'attractivités de la codiplômation internationale, soit parce qu'elles compliquent la pratique. C'est ainsi **qu'à l'initiative des Commissaires et Délégués au Gouvernement** et en suivi de la demande des établissements ayant participé au webinaire de décembre 2020, un travail d'**identification des textes problématiques** a été réalisé. Ce travail conjoint entre l'administration de l'ARES et les Commissaires et délégués a mené **à quatre propositions concrètes de modifications des décrets**. Ces propositions ont été **discutées et approuvées par le GT codiplômation** en date du 30 avril 2021, sur la base notamment d'une **discussion préalable au sein du GT harmonisation du CRef,** dont certains membres ont par ailleurs pris part à la discussion du GT codiplômation. Elles ont ensuite fait l'objet d'une discussion lors de la Commission des relations internationales du **17 mai 2021** et ont été accueillies favorablement à l'unanimité. Ces discussions au sein du GT codiplômation, du GT harmonisation du CRef et de la CRI ont mené à une quatrième proposition portant sur les suppléments aux diplômes, elle aussi accueillie favorable qui plus est au sein du GT universités européennes.

04. 1.2 / MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

04. 1.2.1 / Article 104 du décret

a) Texte actuel

« Lorsqu'une inscription concerne des études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur visées à l'article 82, l'étudiant s'inscrit dans un des établissements d'enseignement supérieur partenaires, conformément aux modalités de la convention et aux conditions générales du règlement des études de cet établissement. S'il s'agit d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes, l'inscription est nécessairement prise auprès de l'établissement référent en Communauté française. Celui-ci reçoit et contrôle l'inscription et perçoit les droits d'inscription correspondants ».

b) Analyse de ses implications

- Au vu de l'article 104, alinéa 1er du décret et du commentaire de cette disposition, en cas de codiplômation avec un ou plusieurs établissements extérieurs, **un établissement référent doit être désigné en Communauté française et cet établissement doit percevoir les droits d'inscription**. L'article 103 du même décret prévoit que, *« pour être régulière, une inscription doit respecter les conditions de l'article 100 et de l'article 102 »*. Parmi les conditions visées par l'article 102 figure, notamment, l'obligation de payer l'acompte des droits d'inscription (50 euros) au moment de l'inscription.
- Il découle de la combinaison de ces dispositions qu'**aucune dérogation ne semble avoir été prévue par** le Législateur en matière de paiement de droits d'inscription *pour les codiplômations internationales*.

Or si l'on veut favoriser le développement de ce type de programmes, **il ne peut être question d'imposer aux étudiant·es concerné·es le paiement des droits d'inscription auprès de chaque établissement partenaire**.

- Dans les faits, le prescrit de l'article 104 n'est pas respecté : les étudiant·es s'acquittent des droits auprès de leur établissement d'origine ou sont ·e à tour de rôle, une année académique dans l'un et une année académique dans l'autre. Cette situation conduit à la délivrance de diplômes à des personnes qui n'auront pas été régulièrement inscrites en Communauté française tout au long de leur cursus.
- Les différences considérables en matière de droits d'inscription non seulement en Europe, mais aussi en Belgique, font peser un risque de *« shopping »* au cas où l'étudiant·e choisirait librement le partenaire auprès duquel il ou elle s'acquitterait des droits d'inscription. Par exemple, le montant des droits d'inscriptions en Communauté française est supérieur à celui en vigueur en Communauté flamande. À l'inverse, les droits d'inscription en Angleterre sont nettement plus élevés. Ce risque est particulièrement grand dans le cas de programmes relevant du 1er cycle associant des partenaires très proches géographiquement.

c) Proposition de modification de l'article 104 du décret

- Prévoir dans le décret que, dans le cadre d'une codiplômation impliquant au moins un partenaire établi en dehors de la Communauté française, les étudiant·es en ordre de paiement auprès de l'établissement partenaire extérieur à la Communauté française *sont réputé·es avoir payé leurs droits d'inscription auprès de l'établissement partenaire référent en Communauté française* au sens de l'article 104.
- Cette proposition a pour **objectif de considérer lesdit·es étudiant·es comme régulièrement inscrit·es auprès d'un/des établissements partenaire(s) d'une codiplômation internationa**le (pour autant que les autres conditions de régularité soient respectées).
- Il conviendra toutefois d'être attentif au fait que pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts, **la présomption de régularité** a des **conséquences sur le financement** si les droits d'inscription sont inférieurs ou nuls. En effet, les HE et ESA vont se voir déduire ce montant de leur enveloppe ce budget. Lors de la **négociation du partenariat**, il est important que les EES FWB puissent **convenir avec leurs partenaires étrangers d'une rétrocession ou d'une contrepartie** quelle qu'elle soit afin de ne pas être lésés.
- Il est important de souligner que la modification proposée constitue une possibilité offerte à l'établissement d'enseignement supérieur établi en Communauté française et **ne doit en rien les empêcher de réclamer le paiement des droits d'inscription** s'ils le souhaitent. **Cela ne constitue donc plus une obligation** pour que ·e soit considéré comme régulièrement inscrit·e, et ce uniquement dans le cadre de codiplômations avec au moins un partenaire hors Communauté française.

L'ARES propose donc de conserver le premier alinéa de l'article 104 du décret, mais d'y ajouter un alinéa nouveau, à sa suite, libellé comme suit :

« Par exception, dans le cas d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes impliquant au moins un établissement partenaire établi en dehors de la Communauté française, l'étudiant qui s'est acquitté du paiement des droits d'inscription auprès de l'établissement partenaire extérieur à la Communauté française est réputé avoir payé les droits d'inscription auprès de l'établissement référent en Communauté française, sans préjudice de la possibilité pour cet établissement de lui réclamer effectivement le paiement de tels droits ».

04. 1.2.2 / Article 82, § 3 du décret

Le **financement des établissements** de la Communauté française pour les inscriptions à un grade académique qu'elles codiplôment avec un ou plusieurs établissement(s) extérieur(s) à la Communauté française **est actuellement problématique**.
À la suite d'un état lieu des codiplômations internationales auxquelles un ou plusieurs établissements de la Communauté française est partenaires, il a été constaté que, dans la très grande majorité des cas, ceux-ci **présentaient uniquement au financement les étudiant·es inscrit·es régulièrement auprès d'eux**. Les autres, qui ont payé leurs droits d'inscriptions auprès d'un établissement extérieur à la Communauté française, ne sont simplement pas présentés au financement.

Cette manière de **procéder conduit au financement par la Communauté française d'unités d'enseignement qui ne sont pas assurées par l'établissement** situé en Communauté française, mais aussi à la **non-prise en compte des étudiant·es inscrit·es au programme** via l'établissement étranger. Il est donc nécessaire de modifier l'article 82 du décret (ci-dessous) et l'article 9 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études (cfr. *infra*, point 04.1.3.).

a) Texte actuel

« Un programme d'études conjoint peut mener à une codiplômation lorsqu'il est coorganisé au sens du paragraphe précédent, que tous les partenaires en Communauté française qui codiplôment y sont habilités ou cohabilités pour ces études, que les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et que la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance conjointe soit d'un diplôme unique signé par tous les partenaires, soit de diplômes émis par chacun d'entre eux en vertu de leurs habilitations et législations propres.

Pour proposer un programme en codiplômation, les établissements en Communauté française partenaires doivent prendre en charge chacun, dans le cadre de cette convention, au moins 15 pour-cent des activités d'apprentissage du programme du cycle d'études concerné. De plus, chaque étudiant devra avoir effectivement suivi des activités d'apprentissage organisées par au moins deux partenaires différents.

Ce dernier alinéa ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

La convention de codiplômation fixe notamment :
1° les conditions particulières d'accès aux études;
2° les modalités d'inscription;
3° l'organisation des activités d'apprentissage;
4° les modalités d'évaluation, de délibération et de sanction en fin de cycle;
5° l'intitulé du ou des grades, titres ou diplômes délivrés, ainsi que le modèle de ceux-ci;
6° les règles de redistribution des recettes et de répartitions des dépenses entre les établissements partenaires;
7° l'établissement d'enseignement supérieur en Communauté française désigné comme référent en Communauté française;
8° les dispositions relatives aux assurances contractées pour les étudiants.

Les modalités d'évaluation et d'organisation fixées dans la convention doivent être conformes à la législation en vigueur dans l'un des établissements partenaires ».

b) Proposition de modification de l'article 82, § 3 du décret

- Cette proposition implique qu'un pourcentage soit dorénavant explicitement précisé au sein de la convention.
- Cela implique par ailleurs pour l'établissement que les étudiants qui font effectivement partie de codiplômation puissent plus clairement être identifiés par exemple par le biais des codes études.

L'ARES propose donc qu'un alinéa 6 nouveau soit ajouté à l'article 82, §3, du décret, libellé comme suit :

« Conformément à l'article 9 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les règles de redistribution des recettes et de répartition des dépenses entre les établissements partenaires se basent sur des pourcentages qui reflètent leur contribution effective en termes de crédits au programme d'études et qui tiennent éventuellement compte des charges et frais supportés par chaque établissement partenaire pour déterminer le financement, et ce sans préjudice d'autres accords de rétrocessions entre partenaires ».

04. 1.2.3 / Article 146 du décret

a) Texte actuel

« Les diplômes attestant les grades académiques sont délivrés accompagnés d'un supplément au diplôme reprenant notamment la liste des enseignements du programme d'études suivi par l'étudiant, les conditions d'accès aux études et les évaluations sanctionnées par le grade académique conféré.

Le supplément au diplôme est signé par le secrétaire du jury.

Par dérogation à l'alinéa 2, dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le supplément au diplôme est signé par l'autorité académique ou son représentant.

Les éléments personnels de ce supplément liés à chaque étudiant peuvent être regroupés en une annexe au supplément. Dans ce cas, seule cette annexe doit être signée par le secrétaire du jury, la partie commune du supplément étant certifiée par l'établissement.

Le supplément au diplôme respecte la forme et le contenu fixés par le Gouvernement.

Quelles que soient les modalités de délivrance des diplômes visés à l'article 143, un seul supplément au diplôme est délivré ».

b) Analyse des implications

- Pour rappel, le supplément au diplôme se base sur un **modèle établi au niveau européen** par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne.
- En l'état, le supplément au diplôme est considéré comme étant un unique document, or en cas de codiplômations avec des partenaires hors Communauté française, il peut arriver **que les législations**

étrangères imposent elles aussi un supplément au diplôme sous une forme spécifique et dans une langue autre que le français.

» L'objectif de cette proposition de modification est de permettre que la législation **corresponde mieux à la pratique actuelle des établissements**, à savoir un **document reprenant différents suppléments** au diplôme.

c) Proposition de modification de l'article 146 du décret

L'ARES propose donc qu'un alinéa 7 nouveau soit ajouté à l'article 146 du décret, libellé comme suit :

« Dans le cas d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes impliquant au moins un établissement partenaire établi en dehors de la Communauté française, le supplément au diplôme peut être constitué de plusieurs documents fournis par les différents établissements dans le respect de leur législation et, le cas échéant, établis dans une langue autre que le français ».

04. 1.3 / MODIFICATION DU DÉCRET DU 11 AVRIL 2014

04. 1.3.1 / Texte actuel

« Une inscription régulière à un programme d'études conjoint, en codiplômation ou non, conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité, est prise en compte conformément aux dispositions de ce décret comme une inscription régulière auprès de chaque établissement, pour autant que les conditions de l'article 82, §3, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité soient respectées, même si le programme conjoint ne mène pas à une codiplômation ».

04. 1.3.2 / Analyse de ses implications

Pour **combler le vide juridique existant et rendre le financement des établissements d'enseignement supérieur situés en Communauté française plus cohérent** dans le cadre des codiplômations internationales, il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 9 du décret, prévoyant que les inscriptions doivent être prises en compte au *prorata* des crédits attachés aux unités d'enseignement que les établissements de la Communauté française partenaires d'une codiplômation internationale organisent effectivement au cours de l'année académique concernée.

Cette proposition déroge à l'article 8, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014 qui consacre actuellement le principe du financement par *« fourchette »*. Pour rappel, ce principe garantit aux établissements de la Communauté française un financement à 100 % pour les étudiant·es finançables dont le programme comporte plus de 30 crédits[5] (50% pour les étudiant·es dont le PAE de 16 à 30 crédits ; 0% si le PAE comporte moins de 16 crédits).

[5] Article 8, alinéa 2 : « Toutefois, avant l'application d'autres coefficients de pondération éventuels dans le calcul du financement, l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié ; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Cette réduction ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 100, §1er, du décret du 7 novembre 2013 précité qui auraient déjà acquis ou valorisé 30 crédits du cycle d'études au moins ».

Bien entendu, seules les inscriptions régulières des étudiant·es inscrits à une codiplômation susvisée pourront être prises en compte. Cette proposition est donc étroitement liée à celle relative au paiement des droits d'inscription (cfr*., supra*, point 04.1.2).

04. 1.3.3 / Proposition de modification de l'article 9 du décret

L'ARES propose qu'un alinéa 2 nouveau soit inséré à la suite de l'alinéa actuel, libellé comme suit :

« Pour chacun des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française, partenaires d'une codiplômation avec des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française ou extérieurs à celle-ci, les inscriptions sont prises en compte pour le financement en fonction des pourcentages fixés dans la convention, conformément à l'article 82, § 3, alinéa 6 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

04. 1.4 / ENTRÉE EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS

L'objectif est de voir les quatre propositions de modifications évoquées *supra* **applicables dès le mois de septembre 2022 et exclusivement pour les nouvelles conventions et les conventions qui nécessitent un renouvellement**. Les conventions signées par le passé ne devront pas être amendées et il est par ailleurs recommandé aux établissements d'œuvrer en ce sens dès à présent pour toute nouvelle convention ou tout renouvellement d'ici à septembre 2022.

04.2 / ALLOCATIONS D'ÉTUDES – CONSÉQUENCES SUR LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

Le décret du 12 novembre 2020 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale a supprimé le critère lié à la finançabilité de l'étudiant·e candidat·e à une allocation d'études.

Dans son **avis n° 2020-11**, l'ARES avait pointé le fait que les établissements d'enseignement supérieur ne devraient pas supporter le manque à gagner induit par la suppression du critère, dans la mesure où l'objet principal de la modification était de ne plus exclure en tant que bénéficiaires d'une allocation d'études des étudiants·e·s *non-finançables*. L'ARES avait donc particulièrement insisté pour que soient adaptées les dispositions suivantes :

- S'agissant des **universités**, la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, lequel prévoit, en son article 36*bis* une compensation pour les universités, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables**.
  - **Proposition** : *« Au sein de l'article 36*bis *de la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, les modifications suivantes sont apportées :*
    1° L'alinéa 2 est abrogé ;
    2° Au dernier alinéa, les deux occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».
- S'agissant des **hautes écoles**, le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, lequel prévoit, en son article 21*sexies*, une

compensation pour les hautes écoles, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables.**

» **Proposition** : *« Au sein de l'article 21*sexies *du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, toutes les occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».*

» S'agissant des **écoles supérieures des arts**, le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), lequel prévoit, en son article 57*quater* une compensation pour les écoles supérieures des arts, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables**.

» **Proposition** : *« Au sein de l'article 57*quater *du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), toutes les occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».*

Ces mesures devraient, à tout le moins, rétroagir au 14 septembre 2020.

04.3 / TOILETTAGE LÉGISTIQUE

Actuellement, l'article 110/2 du décret Paysage, qui fait partie de la Section I/1 *« Dispositions particulières relatives aux études en sciences médicales et en sciences dentaires »* du Chapitre IX du Titre III du décret, précise ceci :

« Article 110/2. - Pour l'application de l'article 100, § 2, au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, seuls les étudiants porteurs d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires.

Par dérogation à l'alinéa 1er, sont dispensés de ce concours, les étudiants qui, pour obtenir un titre professionnel particulier, doivent, dans le cadre de leur cursus de master de spécialisation en médecine ou sciences dentaires, suivre des enseignements de premier ou de deuxième cycle respectivement en sciences dentaires ou en médecine ».

Cet article, dans le contexte de l'examen d'entrée en médecine et dentisterie, tel qu'institué par le décret du 29 mars 2017, n'a plus de sens. Il s'agit d'un reliquat du concours en médecine l'ayant précédé. Il convient donc de l'abroger afin d'opérer un toilettage légistique. Celui-ci a été maintenu en vigueur durant une seule année académique, soit l'année académique 2017-2018, par l'article 17, 1° du décret du 29 mars 2017[6].

Dans la mesure où l'article 110/1, relatif au test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires, est en cours d'abrogation, il conviendrait, dans la foulée, de supprimer l'ensemble de la Section I/1.

[6] *« Article 17. - Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :*

1° la section I/1, intitulée «Dispositions particulières relatives aux études en sciences médicales et en sciences dentaires» composée des articles 110/1 à 110/7 est abrogée, à l'exception des alinéas 2 à 7 de l'article 110/1, § 1er, et l'article 110/2 qui reste en vigueur pour l'année académique 2017-2018 ».

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2021-25 DU 28 SEPTEMBRE 2021

Pertinence de l'appariement « sciences humaines » et « éducation à la philosophie et à la citoyenneté » prévu en section 3 dans la réforme de la formation initiale des enseignants

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 6 septembre 2021 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur la pertinence de l'appariement « sciences humaines » et « éducation à la philosophie et à la citoyenneté », inscrit à l'article 12, alinéa 1er, 11°, du projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, notamment au regard du risque de pénurie des professeurs du cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 9 septembre 2021 sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant que la demande d'avis fait valoir, en application de l'article 21, alinéa 2 *in fine*, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le bénéfice de l'urgence, motivée par le fait que le Gouvernement souhaite disposer de l'avis lors de l'examen en dernière lecture du projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;

Considérant que, en cas de non-respect de cette échéance, le projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ne pourra être déposé sur le bureau du Parlement de la Communauté française dans des délais raisonnables en vue d'une application pour la prochaine année académique ;

Considérant que le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts, à charge du Bureau exécutif d'en assurer le suivi en urgence.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

AVIS

L'ARES émet un avis défavorable à l'endroit de la pertinence de l'appariement « sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté ».

Avis défavorable sur l'appariement

Bien qu'**intellectuellement parlant**, le mariage des sciences humaines, de la philosophie et de la citoyenneté pourrait être **intéressant**, l'ARES est **défavorable à l'appariement** proposé par le projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

Les arguments suivants sont avancés :

- Dans une réforme de la formation initiale des enseignants qui a, notamment, pour objectif le renforcement des compétences des futur·es enseignant·es, en ce compris de leur formation disciplinaire, il apparait incohérent que les quatre disciplines des sciences humaines (histoire, géographie, sciences sociales et sciences économiques) soient restreintes en nombre de crédits, en y associant deux disciplines supplémentaires (philosophie et citoyenneté). En effet, il est prévu par le projet de décret que, sur les 100 crédits de formation disciplinaire, 70 crédits soient consacrés aux sciences humaines, 15 crédits à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté et 15 crédits soient communs aux disciplines[1]. Le nombre de crédits alloués aux sciences humaines est insuffisant, au regard des didactiques différentes qui devront être utilisées et des référentiels disciplinaires qui seront d'application dans le Tronc commun. Pour étudier quatre disciplines aussi vastes, 100 crédits de formation disciplinaire sont déjà un strict minimum, en dessous duquel il ne faudrait pas descendre, sous peine de négliger la formation et de diminuer l'importance de ces disciplines.
- Outre les problèmes pédagogiques à proprement parler, cet appariement ajouterait une difficulté supplémentaire pour trouver des maîtres et des lieux de stage pour 5 disciplines différentes.
- La différence du nombre de crédits alloués à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, en fonction de son lien au français ou aux sciences humaines, est problématique. Deux formations distinctes devraient être organisées, pour un public restreint, ce qui cause, d'une part, des problèmes organisationnels, et, d'autre part, qui soulève également la question de la qualité équivalente de deux formations qui seront différentes.
- Les étudiant·es seraient contraint·es de choisir l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté et ne pourraient pas décider de ne se former qu'en sciences humaines.

Pénurie des professeurs du cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté

Il est **regretté qu'il soit demandé que la question de la pertinence de l'appariement « sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté » soit analysée au regard de la problématique du risque de pénurie des professeur·es du cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté**. Pour l'ARES, outre le fait que cette pénurie ne soit pas quantifiée, les deux problèmes doivent rester distincts.

[1] Article 20, § 2, 11°, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

En ce qui concerne donc la pénurie potentielle, **plusieurs pistes peuvent être explorées et analysées**, afin de pallier celle-ci autrement qu'en créant un appariement « sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté ».

Par exemple, un certificat d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté pourrait être mis en œuvre, conjointement par les universités et les hautes écoles. Ce serait un moyen de proposer aux diplômé·es d'un bachelier en enseignement section 3 sciences humaines, sur base volontaire, de suivre une formation supplémentaire, de 20 à 30 crédits, leur permettant d'avoir le titre requis pour enseigner l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté.

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2021-26 DU 8 NOVEMBRE 2021

Avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 29 octobre 2021 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur les titres VII et VIII de l'avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022 ;

Considérant que la demande d'avis est adressée « sous le bénéfice de l'urgence », sur base de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que, pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts ;

Considérant les avis de l'ARES n^{os} 2019-13, 2020-11, 2020-24, 2021-11 et 2021-15 rendus sur demande du Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

L'ARES formule à l'endroit des titres VII et VIII de l'avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022, l'avis suivant :

AVIS

Moyennant les remarques et la prise en compte des observations et propositions de modifications qui suivent, l'ARES émet un **avis favorable** à l'endroit des titres VII et VIII de l'avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

01. TITRE VII – DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

01.1 / CHAPITRE I^ER – DES CONSEILLERS POUR LA RÉFORME DE LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS

01. 1.1 / ARTICLE 46 DE L'AVANT-PROJET

01. 1.1.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 47, §§ 1er et 5 du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, libellés actuellement comme suit :

« § 1er. Pour les années 2019 à 2021, des «conseiller(s) pour la mise en oeuvre de la réforme de la formation initiale» sont désignés au sein des établissements d'enseignement supérieur qui organisent la formation initiale des enseignants. La charge d'un conseiller est divisible en mi-temps […]

§ 5. Pour les années 2019 et 2021, une subvention est annuellement octroyée aux établissements d'enseignement supérieur organisant la formation initiale des enseignants afin de leur permettre de recruter un nombre de conseillers calculé comme suit :

- un demi ETP est octroyé à chacun de ces établissements ;

- un demi ETP supplémentaire est octroyé aux universités qui organisent des master à finalité didactique ou des cursus conduisant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et aux hautes écoles qui accueillent au moins un cursus menant à au moins deux des grades académiques suivants : bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, bachelier instituteur préscolaire, bachelier instituteur primaire […] ».

» Les modifications sont les suivantes : *« les mots « à 2021 » sont remplacés par les mots « à 2022 ».*

01. 1.1.2 / Objectif(s)

La disposition *« vise à prolonger, pour l'année 2022, la désignation de conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale au sein des établissements d'enseignement supérieur qui organisent la formation initiale des enseignants, compte tenu du report d'un an de l'entrée en vigueur du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants et de la nécessité de continuer à accompagner sur le terrain l'implémentation de cette réforme ».*

01. 1.1.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES rappelle qu'à l'occasion de ses **avis n^os 2019-13** et **2020-24**, l'ARES avait insisté sur la nécessité, dans la mesure où la réforme était reportée à l'époque à l'année académique 2021-2022, **de rendre**

pérenne les subventions allouées aux établissements pour les conseillers FIE eu égard aux missions confiées à ceux-ci.

» **Naturellement**, l'ARES se réjouit que la disposition en projet prolonge, pour l'année 2022, la désignation de conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale au sein des établissements d'enseignement supérieur. **Cependant**, en raison des perspectives actuelles de mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, l'ARES demande à ce que la disposition en projet prolonge les effets de la disposition non pas jusqu'à l'année 2022, mais, *a minima*, jusqu'à l'année 2024 voire 2025 **afin d'accompagner dans les meilleures conditions possibles la mise en œuvre de la réforme sur le terrain en ce compris, le cas échéant, durant les premières années de mise en œuvre.**

» **Moyennant la prise en compte de la proposition précédente,** l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

01. 1.2 / ARTICLE 47 DE L'AVANT-PROJET

01. 1.2.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte les modifications à l'article 48, § 1er du même décret-programme, libellé actuellement comme suit :

« § 1er. Un montant de 1,4 million d'euros est alloué à l'ARES en 2018 pour permettre d'accompagner la mise en oeuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants au cours des trois prochaines années académiques, conformément à l'article 21, 5° et 20°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Cet accompagnement visera à :

1° coordonner le travail des conseillers pour la mise en oeuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants ;

2° proposer un support théorique, réflexif et logistique aux conseillers pour remplir leurs missions ;

3° soutenir activement la mise en réseau des acteurs concernés en vue de favoriser la diffusion et le partage d'information, de pratiques et d'expériences dans la mise en oeuvre de la réforme ;

4° informer la COCOFIE de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la réforme ;

5° venir en appui administratif et logistique à la préparation et à l'organisation du test de maîtrise de la langue française prévu à l'article 27 du décret définissant la formation initiale des enseignants ».

» Les modifications sont les suivantes : les mots *« au cours des trois prochaines années académiques »* sont remplacés par les mots *« au cours des quatre prochaines années académiques »*.

01. 1.2.2 / Objectif(s)

La disposition *« vise à permettre à l'ARES d'utiliser pour une année supplémentaire les moyens reçus et non entièrement épuisés dans le cadre de l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants ».*

01. 1.2.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES rappelle tout d'abord qu'à l'occasion de ses **avis n^{os} 2019-13** et **2020-24**, l'ARES avait insisté sur la nécessité, dans la mesure où la réforme était reportée à l'époque à l'année académique 2021-2022, **de rendre pérenne la subvention allouée à l'ARES pour la Cellule d'appui FIE**, eu égard aux missions confiées à celle-ci.

» L'ARES rappelle également qu'historiquement, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2018 finançant la cellule d'appui à la mise en œuvre de la réforme de la FIE a octroyé à l'ARES une subvention d'un montant de 1,4 millions d'EUR afin de couvrir *« les dépenses de personnel et de fonctionnement engendrées par les missions prévues à l'article 48 du décret programme susmentionné sur la période du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2021 ».* Sur cette base, l'ARES a mis en place une cellule d'appui aux établissements en vue de l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants. Cette cellule, pleinement opérationnelle depuis le milieu de l'année 2019, accompagne les établissements dans la préparation des adaptations nécessaires dans le cadre de la réforme, et contribue aux analyses et à l'évolution de ce dossier aussi ambitieux et fondamental que complexe et d'envergure.

» **Il apparaît effectivement que le besoin d'accompagnement de la réforme et de sa mise en œuvre dans les établissements reste très important et que le budget accordé n'est pas encore entièrement dépensé.** Une rapide projection permet cependant à l'ARES d'estimer les coûts de fonctionnement à 250.000-260.000 euros annuels, servant essentiellement à rémunérer les membres de la Cellule FIE, et le solde en frais de fonctionnement, en fonction des activités mises en place pour accompagner, par exemple, le changement induit par la réforme. Le solde disponible pourrait donc utilement être consacré à prolonger l'action de la cellule en place, laquelle a acquis une expertise indéniable et un réseau large de contacts approfondis avec tous les acteurs impliqués, non pas jusqu'à l'année 2022, mais au moins jusqu'à l'année 2024. **Cette modification n'impliquerait pas plus de mobilisation de crédits budgétaires supplémentaires et permettrait de conserver une expertise et une compétence au service du bon aboutissement de la réforme. L'ARES demande donc que les mots *« au cours des trois prochaines années académiques »* soient remplacés par les mots *« au cours des six prochaines années académiques ».***

» **Moyennant la prise en compte de la proposition précédente,** l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

01.2 / CHAPITRE II – MODIFICATIONS DE LA LOI DU 27 JUILLET 1971 SUR LE FINANCEMENT ET LE CONTRÔLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

01. 2.1 / ARTICLE 48 DE L'AVANT-PROJET

01. 2.1.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 29, §§ 1er et 2 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, actuellement libellé comme suit :

« § 1er. Le montant de base pour la partie fixe de l'allocation annuelle de fonctionnement est fixé à 190.080.000 euros. A partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. A partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est augmenté de 2.920.000 euros. A partir de l'année 2017, la somme de ces montants ainsi obtenue pour l'année 2016 est indexée conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

[…]

» *§ 2. Le montant de base pour la partie variable de l'allocation annuelle de fonctionnement est fixé à 443.518.000 euros. A partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. A partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est augmenté de 6.812.000 euros. A partir de l'année 2017, la somme de ces montants ainsi obtenue pour l'année 2016 est indexée conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.*

[…] ».

» Les modifications sont les suivantes :

» au § 1er, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : *« En 2022, un montant de 3.900.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 »* ;

» au § 2, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : *« En 2022, un montant de 9.100.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 ».*

01. 2.1.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but d'augmenter, *« pour 2022, l'enveloppe des allocations de fonctionnement des universités d'un montant supplémentaire de 13 millions d'euros, d'une part à la partie fixe (+ 3,9 millions d'euros) et d'autre part à la partie variable (+ 9,1 millions d'euros) ».*

01. 2.1.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES se réjouit du **refinancement nécessaire** et **progressif** accordé aux universités et **salue l'effort réalisé quant à la hauteur des montants injectés**. L'ARES remarque que ce refinancement intervient plus rapidement et pour des montants plus conséquents que ce qui avait originellement été annoncé dans la Déclaration de politique communautaire.

» **Cependant**, l'ARES note que la formule d'indexation du montant n'est pas prévue à compter de l'année suivante, soit 2023, comme c'est le cas depuis 2017 et ce, conformément au paragraphe 4 du même article 29. L'ARES demande donc que la précision suivante soit ajoutée : *« A partir l'année 2023, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4 ».*

» **Moyennant la prise en compte de la proposition précédente,** l'ARES émet un avis tout à fait **favorable** sur la disposition en projet.

01.3 / CHAPITRE III – MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1996 RELATIF AU FINANCEMENT DES HAUTES ECOLES ORGANISÉES OU SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

01. 3.1 / ARTICLE 49 DE L'AVANT-PROJET

01. 3.1.1 / Modification(s)

- La disposition en projet apporte des modifications à l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, actuellement libellé comme suit :
  *« Article 9. Le financement global des Hautes Ecoles est égal, pour l'année budgétaire 2018, à 448.660.000 euros. A partir de l'année 2019, ce montant est indexé conformément à l'article 9*bis*.*
  […] ».
- Un alinéa 7 nouveau est ajouté, libellé comme suit : *« En 2022, un montant de 7.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4 et 6 ».*

01. 3.1.2 / Objectif(s)

- La disposition en projet a pour but d'augmenter, *« pour 2022, l'enveloppe des Hautes Ecoles d'un montant supplémentaire de 7 millions d'euros pour leurs allocations globales pour contribution aux frais prévus à l'article 3 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles ».*

01. 3.1.3 / Avis de l'ARES

- L'ARES se réjouit du **refinancement nécessaire** et **progressif** accordé aux hautes écoles et **salue l'effort réalisé quant à la hauteur des montants injectés**. L'ARES remarque que ce refinancement intervient plus rapidement et pour des montants plus conséquents que ce qui avait originellement été annoncé dans la Déclaration de politique communautaire.
- **Cependant**, l'ARES note que la formule d'indexation du montant n'est pas prévue à compter de l'année suivante, soit 2023, comme c'est le cas depuis 2018 et ce, conformément à l'article 9*bis* du même décret. L'ARES demande donc que la précision suivante soit ajoutée : *« A partir de l'année 2023, ce montant est indexé conformément à l'article 9*bis *».*
- **En outre, même s'il est vrai que les écoles supérieures des arts ne fonctionnent pas en enveloppe fermée, l'ARES déplore que des moyens complémentaires ne leur soient pas également accordés.**
- **Les autorités des hautes écoles regrettent, quant à elles, qu'il ne soit pas tenu compte du montant moyen par étudiant·e en haute école particulièrement peu élevé, en comparaison de celui des universités, lors de la répartition du refinancement.**
- **Enfin, de manière plus générale,** il pourrait également être prévu des moyens complémentaires affectés à la **diminution du coût des études** et aux diverses mesures listées dans l'avis de l'ARES n° 2021-07 relatif à la **précarité étudiante**.

- **Moyennant la prise en compte de la proposition précédente,** l'ARES émet un avis tout à fait **favorable** sur la disposition en projet.

01.4 / CHAPITRE IV – DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTUDES D'INGÉNIEUR ARCHITECTE

01. 4.1 / ARTICLE 50 DE L'AVANT-PROJET

01. 4.1.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 29 de loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

» Il est inséré un § 3*sexies* libellé comme suit :

« Durant les années 2021 à 2024, du montant de la partie variable obtenue par application des §§ 2 et 4, chaque année, un maximum de 200.000 euros sont réservés pour réalignement du financement 2017 à 2020 des études d'ingénieur architecte depuis leur intégration à l'université, au financement prévu pour le domaine d'études des sciences de l'ingénieur et technologie tel que prévu à l'article 28.

Le montant annuel est liquidé avec la dernière tranche mensuelle de l'allocation de l'année concernée, le premier en janvier 2022 ».

01. 4.1.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but de réserver *« de manière lissée dans l'enveloppe pour allocations de fonctionnement des Universités les moyens de la concordance du financement des études d'ingénieurs architectes transférées aux Universités, au niveau du financement des autres études d'ingénieur en Universités »* et de *« corriger la répartition des moyens sur plusieurs années entre institutions du fait du reclassement des ingénieurs architectes dans le groupe C pour l'année diplômante du bachelier en sciences de l'ingénieur orientation ingénieur civil architecte et le master : ingénieur civil architecte ».*

01. 4.1.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

01. 4.2 / ARTICLE 51 DE L'AVANT-PROJET

01. 4.2.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 159, § 1er, 2° du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, libellé actuellement comme suit :

*« § 1er. Sous réserve des dispositions du § 3 ci-dessous, préalablement à l'application des coefficients de pondération visés à l'article 29*bis *de la même loi,*

1° […]

2° les étudiants inscrits à des études conduisant à l'obtention d'un grade académique de deuxième cycle dans l'institution visée à l'article 25, d) de la même loi sont multipliés par 1,29 sauf pour ceux inscrits dans le domaine des sciences de l'ingénieur qui sont multipliés par 1,68. Les étudiants inscrits à des études conduisant à l'obtention d'un grade académique de deuxième cycle dans le domaine des sciences

agronomiques et ingénierie biologique dans l'institution visée à l'article 25, a) de la même loi sont multipliés par 1,34.

[...] ».

» Les modifications suivantes sont apportées : les mots *«, hors l'année diplômante de bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte et le master : ingénieur civil architecte, »* sont insérés entre les mots *« sauf pour ceux inscrits dans le domaine des sciences de l'ingénieur » et les mots « qui sont multipliés par 1,68 ».*

01. 4.2.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but d'assurer *« le financement des étudiants d'année diplômante de bachelier et de master ingénieurs architectes de l'Université incomplète les organisant au coefficient du groupe d'étude y correspondant, sans autre coefficient multiplicateur comme dans l'ensemble des autres institutions organisant les études d'ingénieurs architectes, à l'exception du coefficient applicable pour l'ensemble des diplômes de second cycle de l'UMons qui leur reste applicable ».*

01. 4.2.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES note qu'il s'agit de l'article 159, § 1er, alinéa 1er, 2° du décret qui est soumis à modification.

» L'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

01.5 / CHAPITRE V – DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES

01. 5.1 / ARTICLE 52 DE L'AVANT-PROJET

01. 5.1.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 9, alinéa 3 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, actuellement libellé comme suit :

« A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences dentaires ».

» Les modifications suivantes sont apportées : les mots *« du groupe B »* sont remplacés par les mots *« du groupe B (1er cycle hors année diplômante) et du groupe C (année diplômante du 1er cycle) »*.

01. 5.1.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but d'assurer *« la concordance de l'alinéa 3 de l'article 9 du décret relatif aux études de sciences médicales et dentaires avec l'article 28 de la loi de financement des Universités pour ce qui concerne les groupes d'études dont relève le 1er cycle des études de sciences dentaires ».*

01. 5.1.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

01. 5.2 / ARTICLE 53 DE L'AVANT-PROJET

01. 5.2.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 10 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, actuellement libellé comme suit :
« Les mécanismes de financement visés aux articles 8 et 9 sont d'application jusqu'en 2026 ».

» Il est inséré un alinéa 2, libellé comme suit : *« Les étudiants inscrits intervenant pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa précédent sont les étudiants régulièrement inscrits finançables au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études. ».*

01. 5.2.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but de confirmer *« que les étudiants inscrits intervenants dans le financement des études de sciences médicales et dentaires, comme des autres études, se réfèrent aux étudiants régulièrement inscrits finançables définis dans le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur au décret paysage du 7 novembre 2013 ».*

01. 5.2.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

02. TITRE VIII – DISPOSITIONS RELATIVES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

02.1 / CHAPITRE I^{ER} – DU REFINANCEMENT DE LA RECHERCHE

02. 1.1 / ARTICLE 54 DE L'AVANT-PROJET

02. 1.1.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 21*septies* du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

» Un nouveau paragraphe 3/1 est inséré, libellé comme suit :
« § 3/1. A partir de l'année budgétaire 2022, un montant de 1.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des paragraphes 2 et 3.

*A partir de l'année budgétaire 2023, le montant prévu à l'alinéa 1er est indexé conformément à l'article 9*bis. *»*

02. 1.1.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but d'*«augmenter d'un million d'euros les moyens du fonds ».*

02. 1.1.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES **salue l'effort réalisé** et émet un avis tout à fait **favorable** sur la disposition en projet.

02. 1.2 / ARTICLE 55 DE L'AVANT-PROJET

02. 1.2.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 18/5 du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique.

» Un nouvel alinéa 4 est ajouté, libellé comme suit :

« A partir de 2022, un montant de 300.000 euros est ajouté à la subvention obtenue en application des alinéas 2 et 3.

A partir de 2023, ce montant est adapté à la variation de l'indice santé des prix à la consommation calculée selon la formule : Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / Indice santé de janvier 2022 ».

02. 1.2.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but d' *« augmenter de trois cent mille euros les moyens du fonds »*, en vue du financement de projets de recherche en art.

02. 1.2.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES **salue l'effort réalisé** et émet un avis tout à fait **favorable** sur la disposition en projet.

02. 1.3 / ARTICLE 56 DE L'AVANT-PROJET

02. 1.3.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 1er du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités.

» Un nouvel alinéa 7 est ajouté, libellé comme suit :

« A partir de l'année 2022, un montant additionnel 2.300.000 d'euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents.

A partir de l'année 2023, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. »

02. 1.3.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but d' *« augmenter de deux millions trois cent mille euros les moyens du fonds »* spécial de recherche dans les universités.

02. 1.3.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES **salue l'effort réalisé** et émet un avis tout à fait **favorable** sur la disposition en projet.

02.2 / CHAPITRE II – DIVERSES MESURES RELATIVES À LA RECHERCHE

02. 2.1 / ARTICLE 57 DE L'AVANT-PROJET

02. 2.1.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 47 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux Bâtiments scolaires, aux Fonds budgétaires, à la Santé, à l'enseignement supérieur, à la Recherche, au Sport, aux Hôpitaux universitaires, au Personnel de l'enseignement, à l'enseignement et à WBE.

» Deux nouveaux alinéas 10 et 11 sont ajoutés, libellés comme suit :

« Pour l'année 2022, en dérogation aux dispositions des alinéas 5 et 6, le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 est réparti entre les fonds FRIA et FRESH et les universités via les fonds FSR et ARC selon une répartition identique à celle effectuée en 2021 sur base des alinéas 5 et 6.

A partir de l'année 2023, en dérogation aux dispositions des alinéas 5 et 6, le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 est réparti entre les FRIA et FRESH et les universités via les FSR et ARC selon une répartition identique à celle effectuée en 2022 et la quote-part du montant revenant à chaque fonds est ajoutée aux crédits de chacun des articles de base du budget général des dépenses de la Communauté française dédiés respectivement aux FRIA, FRESH, ARC et FSR ».

02. 2.1.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but de permettre *« de répartir le montant de deux millions d'euros entre les fonds FRIA, FRESH, FSR et ARC sur base de la répartition qui sera calculée en 2022 avec les chiffres de 2021.*

02. 2.1.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

02. 2.2 / ARTICLE 58 DE L'AVANT-PROJET

02. 2.2.1 / Modification(s)

» La disposition en projet apporte des modifications à l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, a l'Egalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Education et aux Fonds budgétaires, actuellement libellé comme suit :

« Un financement unique et exceptionnel de 4.200.000 euros est alloué aux universités en Communauté française dans le but de soutenir les chercheurs post-doctorants dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie.

Ce montant est réparti entre les universités selon les mêmes modalités que celles reprises à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités.

Ce financement doit être utilisé avant le 1er juin 2022.

Les universités justifient de l'utilisation de ce financement auprès de l'administration avant le 31 décembre 2022. Le cas échéant, le montant ou la partie du montant de financement exceptionnel non justifié par l'université est remboursé ».

» Les modifications suivantes sont apportées :
  » à l'alinéa 1er, les mots *« et les doctorants de dernière année »* sont insérés entre les mots *« les chercheurs post-doctorants »* et les mots *« dont les recherches »* ;
  » à l'alinéa 3, les mots *« le 1er juin 2022 »* sont remplacés par les mots *« le 31 décembre 2022 »* ;
  » à l'alinéa 4, les mots *« avant le 31 décembre 2022 »* sont remplacés par les mots *« avant le 31 mars 2023 »*.

02. 2.2.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but *« d'étendre le champ d'application de la subvention octroyée aux universités par application de l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021 aux chercheurs doctorants de dernière année »* et de permettre *« de prolonger la période au cours de laquelle le financement doit être utilisé ».*

02. 2.2.3 / Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis tout à fait **favorable** sur la disposition en projet.

02. 2.3 / ARTICLE 59 DE L'AVANT-PROJET

02. 2.3.1 / Modification(s)

» La disposition en projet insère un nouvel article 34/1 au sein du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, a l'Egalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Education et aux Fonds budgétaires, libellé comme suit :

« Article 34/1. Si le montant qui lui a été alloué en application de l'article 33 n'a pas été entièrement épuisé pour soutenir les chercheurs post-doctorants dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie, l'université bénéficiaire peut utiliser le solde pour soutenir ses doctorants de dernière année dans les conditions énoncées à l'article 34/2.

Le soutien consiste exclusivement au financement de prolongation d'une bourse d'une durée de trois mois maximum pour les doctorants de dernière année qui bénéficient d'une bourse émanant de l'université et dont la fin se situerait entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Les doctorants de dernière année sous contrat de travail qui viendrait à échéance entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022 pourraient également bénéficient d'une prolongation de leur contrat de maximum 3 mois.

On entend par « doctorant de dernière année » des élèves de 3ème cycle qui sont en 4ème année de doctorat.

Les prolongations seront justifiées par rapport à des retards résultant directement de la crise sanitaire, à savoir :

1° missions sur le terrain ou missions internationales annulées ;

2° travail de laboratoire ou collecte de données empêché ou retardé ;

3° baby-sitting du ou des enfants sous 12 ans lors de la fermeture des garderies et des écoles ;

4° interruption temporaire de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire, et évaluées par les conseils de recherche des Universités sur base de l'avis remis les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse » ;

5° interruption temporaire de l'activité de recherche pour soutenir l'organisation d'activités d'enseignement en distanciel ».

02. 2.3.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but *« de permettre aux universités d'utiliser le solde de la subvention, qui leur a été octroyée par application de l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021, pour prolonger de maximum trois mois la durée de la bourse octroyée aux doctorants de dernière année dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie. Cette mesure de prolongation concerne aussi les contrats de travail dont le terme est fixé entre le 1er janvier 2022 et le 31 janvier 2022. Les raisons pouvant être évoquées par les doctorants de dernière année pour justifier de l'impact de la crise sur les recherches qu'ils mènent peuvent être, par exemple, des missions sur le terrain ou missions internationales annulées, du travail de laboratoire ou de collecte de données empêché ou retardé, du baby-sitting des enfants lors de la fermeture des garderies et des écoles, une interruption temporaire de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire, une charge d'enseignement augmentée du fait du distanciel,… ».*

02. 2.3.3 / Avis de l'ARES

» Le mot *« élève »* pour définir le terme de *« doctorant de dernière année »* est mal choisi ; il convient de lui préférer le mot *« étudiant ».*

» Il semble qu'il y ait un écart entre l'intention et le dispositif, quant aux **motifs pouvant être invoqués** pour justifier de l'impact de la crise sur les recherches que les doctorants de dernière année mènent : le dispositif semble établir une liste exhaustive et le commentaire semble établir une liste exemplative. Il conviendrait de s'en référer à l'intention afin de ne pas créer de discrimination entre les doctorants de dernière année.

» **Moyennant la prise en compte des propositions et remarques qui précèdent,** l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

02. 2.4 / ARTICLE 60 DE L'AVANT-PROJET

02. 2.4.1 / Modification(s)

» La disposition en projet insère un nouvel article 34/2 au sein du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, a l'Egalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Education et aux Fonds budgétaires, libellé comme suit :

« Chaque université organise un appel à candidatures pour ses doctorants de dernière année afin de déterminer l'attribution des moyens restants qui lui sont alloués.

Dans le cadre de l'appel à candidatures, le doctorant en dernière année expose :

1° en quoi et comment sa recherche a été affectée par la crise ;

2° la durée de prolongation de sa bourse, laquelle ne peut excéder trois mois.

Le Conseil de recherche examine les différentes propositions reçues et émet un avis motivé sur la demande qu'il remet au Conseil d'administration de son université qui prendra la décision d'octroi ou de refus pour chacune d'entre elles.

Le doctorant de dernière année dispose d'un délai de 10 jours après la prise de connaissance de la décision pour introduire, le cas échéant, une réclamation auprès du Conseil d'administration. La réclamation doit mettre en avant les éléments qui, selon lui, n'ont pas été pris en considération par le Conseil de recherche et qui seraient de nature à modifier la décision. Aucun élément neuf ne peut cependant être apporté dans le cadre de la réclamation.

Le Conseil d'administration dispose d'un délai de 15 jours pour confirmer ou modifier sa décision ».

02. 2.4.2 / Objectif(s)

» La disposition en projet a pour but de déterminer *« la procédure à suivre par les universités pour bénéficier de la subvention ».*

02. 2.4.3 / Avis de l'ARES

» Le point de départ du délai de recours n'est pas clair : *« Le doctorant de dernière année dispose d'un délai de 10 jours après la prise de connaissance de la décision pour introduire. […] ».* Il conviendrait de lui substituer la formulation suivante : *« Le doctorant de dernière année dispose d'un délai de 10 jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la notification de la décision pour introduire […] ».*

» **Moyennant la prise en compte des propositions et remarques qui précèdent,** l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

03. MODIFICATIONS RESTANT À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

03.1 / ALLOCATIONS D'ÉTUDES : CONSÉQUENCES SUR LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

Le décret du 12 novembre 2020 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale a supprimé le critère lié à la finançabilité de l'étudiant·e candidat·e à une allocation d'études.

Dans son **avis n° 2020-11**, rappelé dans son **avis n° 2021-15**, l'ARES avait pointé le fait que les établissements d'enseignement supérieur ne devraient pas supporter le manque à gagner induit par la suppression du critère, dans la mesure où l'objet principal de la modification était de ne plus exclure en tant que bénéficiaires d'une allocation d'études des étudiants·e·s *non-finançables*. L'ARES avait donc particulièrement insisté pour que soient adaptées les dispositions suivantes :

- S'agissant des **universités**, la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, lequel prévoit, en son article 36*bis* une compensation pour les universités, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables**.
  - **Proposition** : *« Au sein de l'article 36*bis *de la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires du 27 juillet 1971, les modifications suivantes sont apportées :*
    1° L'alinéa 2 est abrogé ;
    2° Au dernier alinéa, les deux occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».
- S'agissant des **hautes écoles**, le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, lequel prévoit, en son article 21*sexies*, une compensation pour les hautes écoles, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables.**
  - **Proposition** : *« Au sein de l'article 21*sexies *du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, toutes les occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».*
- S'agissant des **écoles supérieures des arts**, le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), lequel prévoit, en son article 57*quater* une compensation pour les écoles supérieures des arts, du manque à gagner induit par la réduction des droits d'inscription accordée aux étudiant·e·s bénéficiant d'une allocation d'études et **qui précise que cette compensation ne concerne que les droits d'inscription dus par des étudiant·e·s finançables**.
  - **Proposition** : *« Au sein de l'article 57*quater *du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), toutes les occurrences du mot « finançables » sont abrogées ».*

Ces mesures devraient, à tout le moins, rétroagir au 14 septembre 2020.

03.2 / PERSONNES DE CONTACT GENRE – PROPOSITION BUDGÉTAIRE

Dans son **avis n° 2021-11,** l'ARES avait demandé, qu'en complément du refinancement prévu de l'enseignement supérieur, soit prévu un budget pour financer l'ensemble des Personnes de contact genre (PCG) : universités, F.R.S-FNRS et ESNU.

D'une part, l'ARES avait estimé nécessaire le maintien du financement actuel des PCG des universités et du F.R.S-FNRS. En effet, ces budgets sont indispensables à la continuité des projets lancés dans ces institutions. Cela ne donnerait pas un bon signal au secteur de supprimer ou de réduire ce financement. Le rapport interinstitutionnel des personnes de contact genre2 permet de mesurer le travail effectué et les actions concrètes réalisées en matière de politique de genre depuis l'instauration des PCG au sein des universités. Il est nécessaire de conforter le réseau actuel dans son travail et dans le maintien de ses missions tout en ouvrant les possibilités à l'ESNU.

D'autre part, en termes de population, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts représentent 101.529 étudiantes et étudiants (chiffres 2019) qui sont répartis dans 35 établissements. La demande de l'ARES était donc de garantir la présence, minimale, bien que non suffisante, d'une Personne de contact genre dans chacun des 35 établissements à concurrence d'1/10e de charge de maître-assistant·e (MA) ou équivalent (ESA). Cela demande un budget équivalent à 35/10es du coût moyen brut pondéré (CMBP) d'un MA (68.184 €) soit un budget de 238.644€.

Les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, quant à eux, comptabilisent 31.500 étudiantes et étudiants (chiffres 2019), cela fait un peu moins d'1/3 de la population estudiantine des HE et ESA. L'ARES avait donc raisonnablement estimé un budget de 10/10es de CMBP MA pour les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale (68.184 €).**Si l'on additionne l'ensemble des budgets estimés, l'ARES arrivait à un total de 481.828€ en tenant compte du montant non indexé des Personnes de contact genre actuelles.**

L'ARES réitère donc la demande formulée dans l'avis précité.

03.3 / INTRODUCTION DES DEMANDES D'INSCRIPTION DES ÉTUDIANT·ES NON-RÉSIDENT·ES EN VUE DES ADMISSIONS 2022-2023

L'ARES rappelle que l'introduction des demandes d'inscription des étudiant·es non-résident·es requiert, en l'état actuel des articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, un dépôt **physique**, en **présentiel**, dans le courant du mois d'août 2022.

L'ARES rappelle également que, depuis le début de la crise sanitaire, deux arrêtés de pouvoirs spéciaux successifs[1] ont permis une **dérogation à ces dispositions, permettant un dépôt par voie électronique selon les modalités fixées par chacune des universités et hautes écoles concernées**.

[1] Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 26 du 11 juin 2020 relatif à l'introduction des demandes d'inscription des étudiants non-résidents en vue de l'année académique 2020-2021, *M.B.,* 19 juin 2020 et arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 57 du 11 février 2021 relatif à l'introduction des demandes d'inscription des étudiants non-résidents en vue de l'année académique 2021-2022, *M.B.,* 25 février 2021.

L'ARES relève, à cet égard, que ce nouveau mode de dépôt, rendu nécessaire par la crise satinaire, a bien fonctionné et souhaite qu'il soit prolongé, au moins en 2022, en vue des admissions à l'année académique 2022-2023, et ce, dans l'attente du cadre décrétal instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données '*e*-paysage', lequel permettra un dépôt **centralisé** et **informatisé** des demandes d'admission aux études contingentées, à partir des admissions 2023-2024.

Dans l'attente de ce cadre décrétal plus global, l'ARES suggère par conséquent, de manière transitoire, que l'avant-projet de décret programme contienne une disposition autonome, libellée comme suit : *« Par dérogation aux articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, en vue de l'année académique 2022-2023, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés aux articles 3 et 7 du même décret, à l'exception des cursus en sciences médicales et en sciences dentaires, est effectuée par voie électronique selon les modalités fixées par chacune des institutions universitaires et hautes écoles concernées ».*

Décret programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022

Exposé des motifs

Titre I – Mécanismes d'aide aux secteurs suite aux inondations de juillet 2021

A partir du 13 juillet 2021, des inondations exceptionnelles ont provoqué des dégâts sans précédent dans de nombreuses communes wallonnes, impactant sévèrement de nombreux acteurs des secteurs de compétence de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les dispositions du Titre I introduisent dès lors plusieurs mécanismes d'aide à ces secteurs, pour lesquels le projet de budget 2022 réservent une enveloppe de financement provisionnelle.

Chapitre 1 – Mesures dans le secteur de la Culture

Ce chapitre vise à tenir compte des conséquences des inondations de juillet 2021 sur les activités de certaines opérateurs culturels, en leur permettant de déroger à certaines conditions d'octroi ou de justification de leur subvention ou en permettant l'octroi à ceux-ci de subventions extraordinaires.

Chapitre 2 – Accueil Temps libre

Le secteur centre de vacances est le plus concerné par l'impact des inondations étant donné qu'elles ont eu lieu lors de la période durant laquelle se concentrent le plus d'activités. Mais d'autres secteurs organisent également un accueil durant l'été, comme les accueils extrascolaires de type 2 ou certaines écoles de devoirs. Parmi tous ces opérateurs, un certain nombre ont été contraints d'interrompre ou d'annuler un ou plusieurs camps, séjours ou plaines.

Les conséquences peuvent aussi se marquer à plus long terme. Beaucoup d'opérateurs extrascolaires ou d'écoles de devoirs reprennent leurs activités traditionnellement à la rentrée scolaire. Or, certains lieux d'accueil n'étaient pas encore remis en état à ce moment. D'autres part, certains opérateurs qui avaient bien repris les activités début septembre se sont vus contraints de les arrêter en raison de la baisse des températures car le chauffage n'a pas été rétabli dans les locaux.

En lien avec les conditions de subvention, il faut aussi tenir compte de la perte éventuelle de données et de documents justificatifs (dossier individuel des enfants, registres de présences, factures...), rendant impossible l'introduction d'une demande de subvention complète.

Dans toutes ces situations, les opérateurs ne sont pas en mesure de respecter les conditions de subventionnement spécifiques à leurs secteurs respectifs, ce qui engendrera des répercussions négatives sur le montant des subventions. L'introduction d'un mécanisme de dérogation a pour objectif de ne pas ajouter de perte financière aux lourdes pertes matérielles et morales déjà subies.

Selon les secteurs, les conditions de subvention sont définies dans les décrets et/ou dans leurs arrêtés d'application.

Ces dispositions visent à couvrir toutes les situations possibles en octroyant une dérogation à l'opérateur qui peut justifier que le non-respect d'un critère de subvention, quel qu'il soit, est la conséquence des inondations.

Cette dérogation est accordée sur base d'une demande introduite à l'ONE et ouvre le droit à une subvention calculée à partir des données du subside de l'exercice 2019, dernière année représentative d'une activité normale. Au niveau budgétaire, cette opération est neutre étant donné que le mécanisme de maintien des subventions remplace la subvention habituelle.

Les articles déterminent les modalités du maintien des subventions et l'obligation de justifier les montants perçus en précisant qu'ils ne peuvent être couverts par d'autres recettes, habituelles ou exceptionnelles.

La possibilité de dérogation est limitée au 31 décembre 2021 car les opérateurs touchés devraient avoir retrouvé un fonctionnement normal à cette date. La prise en compte de situations exceptionnelles au-delà de cette échéance est néanmoins prévue.

Chapitre 3 – Mesures liées au Sport

Ce chapitre prévoit la possibilité pour le Gouvernement d'octroyer des subventions exceptionnelles pour l'achat de matériel sportif détruit ou détérioré suite aux intempéries et inondations survenues en juillet 2021. Les bénéficiaires de la subvention sont variés. Il s'agit notamment des fédérations et associations sportives, des cercles sportifs, des autorités publiques, etc.

Chapitre 4 – Mesures dans le secteur de l'Accueil de la petite enfance

Suite aux inondations du mois de juillet 2021, certains milieux d'accueil de la petite enfance ont subi de très importants dégâts matériels et ont dû suspendre leur activité durant une période plus ou moins longue.

Les subventions de fonctionnement allouées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les milieux d'accueil subventionnés, ainsi que la participation financière des parents, pour tous les milieux d'accueil, constituent une recette financière indispensable à l'équilibre budgétaire des structures d'accueil.

L'ajout d'un article 104/3 à l'arrêté du 02 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s vise à garantir, d'une part, le

maintien des subventions aux milieux d'accueil en bénéficiant et, d'autre part, à une compensation financière à la perte de la participation financière parentale de sorte à éviter la fermeture définitive des milieux d'accueil concernés ainsi que la perte d'emplois et la perte de places d'accueil au bénéfice des familles qui en résulteraient.

Chapitre 5 – Gel du comptage dans les établissements d'enseignement obligatoire touchés par les inondations

Comme nombre d'habitations et de lieux publics, les écoles ont été impactées par les inondations du mois de juillet 2021, parfois très fortement. Conscient de ces difficultés, le Gouvernement a adopté dès la fin du mois d'août 2021 une série de mesures afin de soutenir au mieux les écoles impactées dans la préparation de la rentrée scolaire 2021-2022. Ces mesures s'adressent aux écoles sinistrées ou en zone sinistrée, de manière collective ou de manière plus individualisée, en tenant compte des situations spécifiques de chacune, sur base d'un cadastre réalisé par l'Administration en collaboration avec les fédérations de pouvoirs organisateurs et les pouvoirs organisateurs.

En ce qui concerne le comptage des élèves au 30 septembre 2021/1er octobre 2021, c'est la mesure suivante qui a été mise en œuvre :

Pour les écoles et internats impactés directement ou indirectement qui se trouvent dans une des zones les plus sinistrées, toute baisse de la population scolaire est gelée d'office pour l'année scolaire 2021-2022, de sorte que l'encadrement et les moyens de fonctionnement soient à minima garantis au niveau prévu au 1er septembre 2021. Par « zones les plus sinistrées », il faut dans le cas présent entendre les communes de moins de 50.000 habitants parmi les 9 classées en « catégorie 1 » par la Région Wallonne, c'est-à-dire les 7 communes suivantes : Trooz, Limbourg, Pepinster, Theux, Esneux-Tilff, Chaudfontaine et Rochefort.

Pour les autres écoles et internats impactés directement ou indirectement par les inondations, une attention particulière sera accordée à leur situation par les vérificateurs. Si leur population scolaire baisse significativement aux dates de comptage prévues et que cette baisse est indubitablement liée aux conséquences des inondations, les vérificateurs de population scolaire et les services du Gouvernement en étroite collaboration avec les écoles touchées détermineront l'impact de cette baisse. Si l'encadrement s'en trouve impacté, une dérogation pourra être accordée pour l'année scolaire 2021-2022.

Chapitre 6 – Bâtiments scolaires

Comme un grand nombre d'autres bâtiments, les bâtiments scolaires n'ont pas été épargnés par les inondations du mois de juillet 2021.

Des dégâts tant en infrastructures que sur le mobilier et l'équipement sont à déplorer, ce qui nécessite un dispositif de subventionnement exceptionnel afin de ne pas faire reporter la charge de la remise en état sur les pouvoirs organisateurs seuls.

Le présent décret entend donc fixer les critères d'éligibilité et les dépenses admissibles dans ce mécanisme de subventionnement exceptionnel.

Ce mécanisme s'adresse à l'ensemble des établissements scolaires impactés directement ou indirectement par les inondations pour autant qu'ils soient situés dans l'une des communes listées par la Région Wallonne comme étant dans la zone des inondations exceptionnelles.

Chapitre 7 – Jeunesse

Le décret-programme habilite également le Gouvernement à octroyer une subvention exceptionnelle destinée à soutenir financièrement les organisations de jeunesse agréées et les groupements agréés ainsi que les centres de jeunes agréés qui ont été impactés par les intempéries et/ou inondations survenues au cours du mois de juillet 2021 dans l'achat de matériel et d'équipements techniques ou didactiques.

Le décret-programme habilite le Gouvernement à mettre en place un régime dérogatoire aux conditions d'octroi et de liquidation de leur subvention au bénéfice des opérateurs de jeunesse reconnus bénéficiant de subventions structurelles dont les activités ont été perturbées voire interrompues en raison des intempéries et des inondations survenues durant le mois de juillet 2021.

Titre II – Dispositions relatives à la Culture

Les dispositions de ce titre visent à apporter aux législations culturelles sectorielles les modifications nécessaires à la mise en œuvre des décisions prises à l'occasion de la confection du budget 2022.

Titre III – Dispositions budgétaires

Ce titre vise diverses dispositions qui permettent de centraliser la trésorerie de la SA St'Art à celle du Ministère et à créer un nouveau service adminsitratif à comptabilité autonome pour le service de l'Administration qui gère les bâtiments non-scolaires relevant des compétences de la Fédération.

Titre IV – Dispositions relatives à l'Enseignement

Chapitre 1 - Plaisir d'apprendre

Le présent article vise à permettre au Gouvernement d'organiser l'opération « Plaisir d'apprendre » lors de l'année 2022.

Concrètement, l'opération « Plaisir d'apprendre » a pour objectif d'apporter aux élèves de la 6ème primaire à la 5ème secondaire un soutien visant à lutter contre le décrochage scolaire et social par le biais d'une remédiation et d'un soutien scolaire couplés à des activités sportives et/ou culturelles. La remédiation et le soutien scolaire porte principalement sur les matières suivantes : français, mathématiques, sciences et langues. Elle recouvre à minima 50% du temps d'activités proposé aux élèves.

L'opération « Plaisir d'apprendre » consiste en un appel à participation s'adressant aux communes, tant wallonnes (hors région de langue allemande) que bruxelloises, et visant à organiser lesdites activités à destination de ces élèves, sans aucune distinction liée au réseau d'enseignement. En d'autres termes, le Gouvernement subventionne les communes ayant répondu positivement à l'appel à participation pour qu'elles organisent les activités de remédiation et de soutien scolaire couplées à des activités sportives et/ou culturelles.

Préalablement, le nombre de places disponibles, dépendant de l'enveloppe budgétaire allouée à cet effet, aura été attribué entre les communes en fonction du nombre d'élèves par commune, domiciliés au sein de celle-ci, de la 6ème primaire à la 5ème secondaire de l'enseignement de plein exercice, toutes formes comprises.

Les modalités précises de l'opération « Plaisir d'apprendre » seront déterminées par le Gouvernement, sur base notamment de l'évaluation de l'édition 2021.

Chapitre 2 - Négociation sectorielle enseignement

Le présent article a pour objet de permettre au Gouvernement, eu égard notamment aux circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de la COVID 19, de mener des négociations relatives à une programmation sociale sectorielle d'une durée de 4 ans pour la période 2021 à 2024 en lieu et place de deux ans.

Pour rappel, l'objectif des programmations sociales sectorielles est de faire bénéficier les membres du personnel d'avancées sur le plan du statut administratif et/ou du statut pécuniaire.

Le Gouvernement entend donc par la présente disposition consacrer à la fois la tradition du dialogue social et offrir de réelles perspectives d'avancées sur le long terme à l'ensemble des personnels de l'enseignement.

Chapitre 3 - Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Malgré le montant revu légèrement à la hausse en mai 2019, la Direction des jurys de l'enseignement secondaire ordinaire ne parvient pas à attirer des examinateurs externes en raison du faible montant net qu'ils perçoivent pour leur investissement dans l'organisation des examens (préparation, surveillance, corrections, consultation des examens, délibération). De ce fait, la Direction des jurys de l'enseignement secondaire ordinaire éprouve des difficultés organisationnelles croissantes en raison de la hausse constante du nombre de candidats inscrits aux jurys. C'est pourquoi, il est proposé de doubler le montant des indemnités actuelles pour passer à une indemnité brute de 20 EUR/heure afin que les examinateurs externes perçoivent une indemnité proportionnelle au travail indispensable qu'ils effectuent au sein de la Direction des jurys de l'enseignement secondaire ordinaire. L'indemnité actuelle ne représente que 10 EUR brut/heure ce qui se traduit en moyenne par une indemnité nette comprise entre 6,5 et 7,5 EUR.

Il est donc proposé de doubler le montant de l'indemnité actuelle et de le fixer à 120 euros pour des prestations d'une journée entière et à 60 euros pour des

prestations d'une demi-journée. Une journée entière comprend minimum six heures de prestation et une demi-journée comprend minimum trois heures de prestation.

Chapitre 4 - Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 ne précise ni les modalités de versement du droit d'inscription à un cycle d'examens ni le cas dans lequel un remboursement de ce droit peut être invoqué. Les présentes dispositions définissent donc ces modalités.

La seconde modification consiste à actualiser, à l'article 6, le montant des indemnités des examinateurs externes conformément aux modifications apportées à l'annexe « Modèle contrat relatif à la rémunération des examinateurs pour les jurys de l'enseignement secondaire » du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Chapitre 5 - Dispositions à prendre dans le cadre de l'octroi de subventions de fonctionnement aux Pôles Territoriaux - Année scolaire 2021-2022.

Le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tels qu'introduits par le décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles d'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale prévoit la création des pôles territoriaux à partir de l'année scolaire 2021-2022 selon une phase transitoire allant jusqu'à l'année scolaire 2025-2026.

A cette fin, le Décret prévoit :

- L'article 6.2.5-1 *« Le pouvoir organisateur de l'école siège peut répartir son enveloppe de points de la manière suivante :*
  1° minimum 80 pourcents des points doivent être affectés à des traitements ou des subventions traitements ;
  2° maximum 20 pourcents des points doivent être affectés à des dotations ou des subventions de fonctionnement.
- L'article 6.2.5-6 *« La Communauté française verse annuellement, selon le cas, une dotation ou une subvention de fonctionnement destinée à couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des pôles territoriaux qu'elle organise ou qu'elle subventionne. Les dotations ou les subventions de fonctionnement visent à couvrir les frais relatifs au fonctionnement et à l'équipement des pôles territoriaux et au remboursement des frais kilométriques générés par les membres du personnel des pôles territoriaux bénéficiant de traitements ou de subventions-traitements. »*

L'année scolaire 2022-2023 correspond à la seconde année de transition du dispositif des pôles territoriaux. Un budget de 90.200.000 euros est prévu à cet effet. Ces moyens seront affectés :

> *1° aux traitements, subventions-traitements, dotations de fonctionnement et subvention de fonctionnement des pôles territoriaux créés en application de l'article 67 ;*
> *2° le solde est affecté à la prise en charge des élèves qui bénéficient, avant le 2 septembre 2020, de l'intégration permanente totale en application de l'article 132 du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.*

Une partie de ces moyens sera affectée à des dotations ou des subventions de fonctionnement destinées à couvrir les frais des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire engagés dans les pôles territoriaux pour l'année scolaire 2022-2023.

L'article 1er et l'article 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 et fixant les modalités de paiement des subventions de fonctionnement prévoient que *« les subventions de fonctionnement dues pour une année scolaire aux établissements subventionnés par la Communauté française sont liquidées en deux tranches, la première d'entre elles constituant une avance. » « L'avance sur les subventions de fonctionnement est liquidée aux établissements visés à l'article 1er le 20 janvier de l'année scolaire considérée. »*

A ce stade, le dispositif décrétal permettra l'octroi de la 1ère tranche relative aux dotations ou subventions de fonctionnement des pôles territoriaux en janvier 2023. En l'état, les écoles spécialisées désignées comme écoles sièges des pôles territoriaux ne disposeront pas de dotations ou de subventions de fonctionnement permettant de couvrir les frais afférents au fonctionnement des membres du personnel des pôles territoriaux.

Durant les années scolaires 2022-2023 à 2024-2025, les pôles créés reçoivent l'équivalent de 0,30 point par élève de l'enseignement ordinaire scolarisé dans leurs écoles coopérantes pour assumer leurs frais de fonctionnement et de personnel. Ce qui leur permet de bénéficier d'environ 5 ETP. On peut donc supposer qu'ils n'auront pas atteint leur taille maximale.

En conséquent, il est proposé d'accorder une subvention forfaitaire unique à chaque école siège d'un pôle territorial pour lui permettre de démarrer ces activités. Le montant de cette prime unique sera calculé sur base d'un montant forfaitaire qui correspond à une proportion de la valeur du point par élève tel qu'établi par le décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles d'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale. Cette prime forfaitaire unique sera octroyée, au plus tard, pour le 1er octobre 2022.

Titre V – Dispositions relatives à l'Enseignement de promotion sociale

Ce chapitre vise à étendre aux membres du personnel occupant une fonction de professeur dans l'enseignement de promotion sociale l'octroi de l'indemnité

informatique prévue pour les membres du personnel enseignant de l'enseignement obligatoire, et ce, dès cette année 2021.

Titre VI – Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Au vu des difficultés rencontrées par les pouvoirs organisateurs pour mettre en œuvre les projets de rénovations de leurs sanitaires, notamment en raison de la surcharge de travail liée à la crise sanitaire, à l'indisponibilité des entreprises de travaux au vu de la tension sur le marché de la construction et pour certains, les inondations du mois de juillet, le présent décret entend prolonger le délai de remise des dossiers auprès de l'Administration, en vue de se voir accorder une subvention ferme, au 30 juin 2022 au lieu du 31 décembre 2021, dans le cadre de l'appel à projet "plan sanitaire" cadré par le décret du 9 décembre 2020 confirmant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n°19.

Titre VII – Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

Il est proposé de prolonger d'une année la disposition du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants. Pour mémoire, cette disposition concerne la désignation de conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale au sein des établissements d'enseignement supérieur qui organisent la formation initiale des enseignants. La prolongation proposée s'explique compte tenu du report d'un an de l'entrée en vigueur du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants et de la nécessité de continuer à accompagner sur le terrain l'implémentation de cette réforme.

Par ailleurs, il est également proposé de permettre à l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) de pouvoir utiliser pour l'année 2022 le solde de la subvention reçue en 2018 permettant d'accompagner la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants au cours des trois prochaines années académiques.

Les dispositions suivantes visent à prévoir, en matière de financement de l'enseignement supérieur, des moyens supplémentaires exceptionnels en 2022 à hauteur de 20 millions d'euros afin de limiter l'impact de la croissance de la population étudiante sur le définancement de l'enseignement supérieur. Compte tenu de la différence de définancement entre les Hautes Ecoles et les Universités, il est proposé de renforcer les enveloppes pour allocation des Universités pour un montant de 13 millions d'euros (65%) et pour les Hautes Ecoles de 7 millions d'euros (35%).

Elles prévoient également d'apporter des correctifs liés au calcul de financement des ingénieurs architectes, des étudiants de sciences médicales et dentaires et à la notion d'étudiants « inscrits ».

Titre VIII – Dispositions relatives à la Recherche scientifique

En ce qui concerne le Fonds de Recherche en Haute Ecole (FRHE), l'appel a fait l'objet d'une évaluation par la chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale de l'ARES. Il en ressort que, de manière générale, les hautes écoles se félicitent des moyens déjà accordés pour reconnaître et soutenir la recherche en leur sein, mais elles constatent que le montant de 1 million indexé est très peu élevé en regard de l'importance à accorder à la recherche en haute école.

En effet, cette mesure a été suivie d'un intérêt grandissant des hautes écoles, matérialisé par 33 projets déposés en 2019 et 44 en 2020 (17 hautes écoles concernées). Or, seuls 13 projets ont pu être financés, faute de moyens financiers suffisants. Cela veut dire que 81% des projets déposés n'ont pas pu bénéficier d'un financement via le FRHE.

Cette non-sélection créée une concurrence déloyale entre établissements et peut conduire à des frustrations et du découragement de la part des équipes de recherche, ce qui irait à l'encontre du principe de base de cet appel qui veut encourager la recherche interdisciplinaire et entre hautes écoles. C'est pourquoi il est proposé d'augmenter le montant initial de 1 million supplémentaire afin de permettre un taux de réussite semblable à celui qui est garanti au sein du F.R.S. - FNRS.

En ce qui concerne le Fonds de la Recherche en Art (FRART), une subvention annuelle est accordée au Fonds de la Recherche Scientifique (F.R.S.-FNRS) en vue du financement de projets de recherche en art. La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement permettant de mener les projets de recherche en art. Vu le faible montant, un appel à projets ne peut être que lancé tous les deux ans, ce qui est nettement insuffisant pour développer une culture de recherche au sein des Ecoles Supérieures d'Art.

Augmenter le budget initial de 300.000 € permettra de pouvoir organiser un appel à projets tous les ans et favorisera l'apparition de la culture en recherche artistique voulue par le décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études du 07-11-2013.

En ce qui concerne le Fonds Spécial de Recherche (FSR), la volonté est d'augmenter progressivement les moyens de ce fonds pour remplir plusieurs objectifs de la déclaration de politique communautaire :

1. Poursuive les efforts de refinancement au profit de la recherche (en particulier les fonds spéciaux de recherche-FSR) afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif européen de 3 % du PIB, dont 1 % de financement par les pouvoirs publics.
2. Assurer un juste équilibre du financement de la recherche entre les sciences humaines, la santé et les sciences et techniques.
3. Promouvoir activement le caractère transversal et citoyen de ces activités de recherche.

En effet, ce fonds est le seul outil de la Communauté française qui permette de financer des projets interdisciplinaires (sciences dures et SHS, par exemple) ou d'associer les citoyens à la définition de la recherche menée.

En 2019, un montant indexé de 2.000.000 d'euros a été accordé pour effectuer une revalorisation des différentes bourses (FRIA, FRESH, FSR et ARC) dans le but d'aligner le salaire net des chercheurs concernés sur celui des chercheurs FNRS et amener ainsi une certaine harmonisation. La proposition est de répartir une fois pour toute, en 2023, cette somme dégagée entre les différents fonds concernés sur base de la répartition qui sera calculée en 2022 avec les chiffres de 2021.

Réaffectation du solde non utilisé de la subvention octroyée aux universités pour leurs chercheurs en post-doctorat : Les demandes d'intervention pour soutenir les post-doctorants impactés par la crise ont été bien plus faibles que les estimations réalisées. D'un autre côté, les doctorants qui se trouvent aujourd'hui en dernière année ont également souffert de la crise et ne pourront pas remettre leur thèse (passeport pour leur future carrière de chercheur) dans le délai habituel en prolongeant leur bourse de 3 mois maximum.

L'idée est de permettre aux universités qui n'auraient pas utilisé l'ensemble de la somme qui leur a été allouée pour financer une prolongation des bourses de doctorants de dernière année qui en auraient besoin pour terminer leur thèse.

Titre IX – Dispositions relatives au Sport

Le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française est modifié pour encadrer juridiquement la possibilité d'octroyer une subvention dont l'objet est de servir la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française.

Cette disposition prévoit également la possibilité pour le Gouvernement d'octroyer une subvention pour l'achat de matériel sportif pour certaines catégories de bénéficiaires touchés par les intempéries et inondations survenues en juillet 2021, comme les fédérations, associations sportives, les cercles, les autorités publiques.

Titre X – Dispositions relatives à la Jeunesse

Le décret-programme habilite le Gouvernement à octroyer une subvention, via un appel à projets, aux groupes locaux de mouvements de jeunesse afin de les soutenir financièrement dans leurs travaux de rénovation, de mise en conformité et de création d'aménagements et d'infrastructures d'accueil. L'amélioration des infrastructures d'accueil s'inscrit dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires et de son impact sur la disponibilité des endroits de séjour.

Titre XI – Dispositions relatives à la promotion de la Santé

Jusqu'en 2014, la santé préventive des enfants et l'éducation à la santé des enfants étaient régies par le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française. L'Office, pour sa part, accomplissait sa mission transversale de la promotion de la santé et l'éducation à celle-ci.

Suite à la 6e Réforme de l'Etat et aux accords dits de la Sainte Emilie, la politique de la promotion de la santé relève désormais des compétences de la Région wallonne, d'une part, et de la Commission communautaire française, d'autre part. Une partie des compétences en matière de promotion de la santé est cependant restée dans le giron de la Communauté française.

La promotion de la santé telle qu'elle a été régionalisée concerne toute la population, y compris les 0-18 ans. C'est pourquoi, un grand nombre de programmes de promotion de la santé s'adressent aux 0-18 ans. La politique de prévention des assuétudes, la promotion des attitudes saines, etc. des jeunes est donc à présent de la compétence des régions.

La Communauté française, via l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) reste cependant compétente pour l'agrément, le subventionnement et l'accompagnement des services de promotion de la santé à l'école, la vaccination, le dépistage des anomalies métaboliques et le dépistage de la surdité.

La Commission communautaire française et la région wallonne ont toutes les 2 adopté un décret relatif à la prévention et la promotion de la santé et ont dès lors abrogé le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française.

Ce décret permet, suite aux remarques du Conseil d'Etat, de conférer une habilitation au Gouvernement afin d'assurer une base légale aux programmes de médecine préventive relatifs aux dépistages néonatals des anomalies congénitales et de la surdité et aux vaccinations qui sont actuellement fondés sur le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française.

Titre XII – Dispositions relatives à l'Informatique administrative

Les services du Parlement ne sont pas repris comme bénéficiaires de l'ETNIC dans le Décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC). La présente disposition vise à les y intégrer, afin de leur assurer juridiquement la possibilité d'accéder aux services de l'ETNIC.

Décret programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022

Commentaires des articles

Titre I – Mécanismes d'aide aux secteurs suite aux inondations de juillet 2021

Chapitre 1 – Mesures dans le secteur de la Culture

Art. 1 à 3

L'article 2 permet aux opérateurs culturels bénéficiaires de subventions structurelles qui sont dans l'impossibilité d'en respecter les conditions d'octroi ou de liquidation en raison des inondations de juillet 2021, d'en conserver exceptionnellement le bénéfice à condition d'introduire une demande de dérogation selon les modalités prévues.

Le régime s'inspire de celui mis en place par le décret-programme du 14 juillet 2021 au profit des opérateurs qui sont dans l'impossibilité de respecter les conditions d'octroi ou de liquidation de leur subvention en raison des mesures prises pour lutter contre la propagation de la covid-19.

L'article 3 permet au Gouvernement d'octroyer des subventions complémentaires pour indemniser les opérateurs culturels dont la subvention conservée en vertu de l'article 2 et insuffisante pour couvrir les frais supplémentaires et les pertes causées par les inondations.

Chapitre 2 – Accueil Temps libre

Art. 4. Cet article vise à couvrir toutes les situations possibles en octroyant une dérogation à l'opérateur centre de vacances qui peut justifier que le non-respect d'un critère de subvention, quel qu'il soit, est la conséquence des inondations.

Art. 5. Cet article à couvrir toutes les situations possibles en octroyant une dérogation à l'opérateur école de devoirs qui peut justifier que le non-respect d'un critère de subvention, quel qu'il soit, est la conséquence des inondations.

Art. 6. Cet article fixe les modalités d'introduction des demandes de dérogation pour les opérateurs centres de vacances et écoles de devoirs. Cette dérogation est accordée sur base d'une demande introduite à l'ONE et ouvre le droit à une subvention calculée à partir des données du subside de l'exercice 2019, dernière année représentative d'une activité normale. Au niveau budgétaire, cette opération est neutre étant donné que le mécanisme de maintien des subventions remplace la subvention habituelle.

Art. 7. Cet article détermine les modalités du maintien des subventions et l'obligation de justifier les montants perçus en précisant qu'ils ne peuvent être couverts par d'autres recettes, habituelles ou exceptionnelles.

Art. 8. Cet article fixe les périodes couvertes par les dérogations. La possibilité de dérogation est limitée au 31 décembre 2021 car les opérateurs touchés devraient avoir retrouvé un fonctionnement normal à cette date. La prise en compte de situations exceptionnelles au-delà de cette échéance est néanmoins prévue.

Art. 9. Cet article n'appelle pas de commentaire.

Art. 10. Cet article vise à couvrir toutes les situations possibles en octroyant une dérogation à l'opérateur de l'accueil extrascolaire qui peut justifier que le non-respect d'un critère de subvention, quel qu'il soit, est la conséquence des inondations.

Art. 11. Cet article fixe les modalités d'introduction des demandes de dérogation pour les opérateurs de l'accueil extrascolaire. Cette dérogation est accordée sur base d'une demande introduite à l'ONE et ouvre le droit à une subvention calculée à partir des données du subside de l'exercice 2019, dernière année représentative d'une activité normale. Au niveau budgétaire, cette opération est neutre étant donné que le mécanisme de maintien des subventions remplace la subvention habituelle.

Art. 12. Cet article détermine les modalités du maintien des subventions et l'obligation de justifier les montants perçus en précisant qu'ils ne peuvent être couverts par d'autres recettes, habituelles ou exceptionnelles.

Art. 13. Cet article fixe les périodes couvertes par les dérogations. La possibilité de dérogation est limitée au 31 décembre 2021 car les opérateurs touchés devraient avoir retrouvé un fonctionnement normal à cette date. La prise en compte de situations exceptionnelles au-delà de cette échéance est néanmoins prévue.

Art. 14. Cet article n'appelle pas de commentaire.

Chapitre 3 – Mesures liées au Sport

Art. 15. Cet article permet au Gouvernement d'accorder une subvention portant sur l'achat de matériel sportif détruit ou détérioré suite aux inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

Cet article détermine également le type de bénéficiaires de la subvention. Il s'agit des mêmes bénéficiaires que ceux renseignés dans l'arrêté du Gouvernement du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif.

Les articles 15 à 17 reprennent les grands principes renseignés dans l'arrêté du Gouvernement du 19 janvier 2001 en les adaptant pour permettre aux bénéficiaires de bénéficier rapidement de la subvention pour l'acquisition du matériel sportif.

Les paragraphes 2 à 4 déterminent le périmètre de la subvention.

Art. 16. Cet article fixe les conditions à respecter par le bénéficiaire pour pouvoir bénéficier de la subvention. Il fixe également la période au cours de laquelle les demandes peuvent être introduites.

Art. 17. Cet article détermine les documents que le bénéficiaire devra joindre à l'appui de sa demande de subvention. Le mécanisme envisagé permet d'octroyer une partie des moyens nécessaires à l'achat du matériel sportif.

Chapitre 4 – Mesures dans le secteur de l'Accueil de la petite enfance

Art. 18. Pour les milieux d'accueil subventionnés, l'article détermine les modalités du maintien des subventions selon le type de subventions octroyées pour autant que le personnel soit resté à charge de l'employeur et prévoit également une compensation financière à la perte des recettes financières parentales en assimilant les journées d'absences à des journées de présences avec une participation financière nulle.

Pour les milieux d'accueil non subventionnés, l'article prévoit une indemnité financière de manière à compenser la perte de la participation financière avec toutefois la garantie recherchée d'éviter que le milieu d'accueil cumule cette indemnité avec le montant de cette participation financière dans le cas où les parents se seraient déjà acquittés de leur participation, cette dernière devant leur être remboursée.

L'article prévoit également les mesures visant à éviter les abus, en limitant son application aux seuls milieux d'accueil qui ont repris ou reprendront leur activité et en instaurant une date de fin d'intervention fixée au 31 décembre 2021.

Chapitre 5 – Gel du comptage dans les établissements d'enseignement obligatoire touchés par les inondations

Art. 19. Cet article habilite le gouvernement à neutraliser les effets d'un comptage à la baisse de la population scolaire dans les écoles impactées directement ou indirectement par les conséquences des inondations de juillet 2021. Pour les écoles et internats situés dans les communes de Trooz, Limbourg, Pepinster, Theux, Esneux-Tilff, Chaudfontaine et Rochefort, le gel du comptage à la baisse est automatique. Pour les autres écoles et internats impactés directement ou indirectement par les inondations, le gel du comptage à la baisse sera opéré s'il est démontré que cette baisse est indubitablement liée aux conséquences des inondations.

Chapitre 6 – Bâtiments scolaires

Art. 20. Cet article définit l'objet du présent dispositif.

Art. 21. – Cet article fixe les critères d'éligibilité au présent dispositif.

Celui-ci reprend notamment, le principe d'impact direct ou indirect subis par les établissements scolaires dans le cadre des inondations de juillet 2021. Seuls les établissements touchés directement ou indirectement par les inondations pourront se voir octroyer des subventions exceptionnelles dans le cadre de ce dispositif.

Art. 22. – Cet article fixe les dépenses éligibles au présent dispositif.

Il peut être précisé qu'il est recommandé aux établissements scolaires devant remplacer entièrement leur installation technique, de s'orienter vers de nouvelles installations plus performantes énergétiquement et d'ainsi profiter de ce remplacement forcé que pour faire évoluer leur bâtiment vers la transition énergétique.

Art. 23. – Cet article habilite le Gouvernement pour la fixation du taux d'intervention.

Art. 24. – Cet article fixe le délai maximal dans lequel les pouvoirs organisateurs doivent rentrés leurs dossiers.

Art. 25. – Cet article n'appelle pas de commentaire.

Chapitre 7 – Jeunesse

Art. 26. Cet article habilite le Gouvernement à octroyer une subvention exceptionnelle destinée à soutenir financièrement les organisations de jeunesse agréées et les groupements agréés ainsi que les centres de jeunes agréés qui ont été impactés par les intempéries et/ou inondations survenues au cours du mois de juillet 2021 dans l'achat de matériel et d'équipements techniques ou didactiques.

Art. 27. La présente disposition habilite le Gouvernement à adopter un arrêté déterminant les conditions et la procédure permettant aux organisations de jeunesse, aux groupements de jeunesse ainsi qu'aux centres de jeunes dont le fonctionnement a été interrompu ou perturbé en raison des intempéries et des inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021. La disposition s'adresse aux opérateurs situés dans une commune touchée par les événements ou dont une partie significative du personnel est domicilié dans les communes touchées. Les opérateurs éligibles pourront réaffecter la part éventuellement non justifiée de la subvention lors d'un exercice ultérieur et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles ils sont soutenus.

Titre II – Dispositions relatives à la Culture

Chapitre 1 – Dispositions relatives aux Centres d'expression et de créativité

Art. 28. La présente disposition vise à permettre l'utilisation des crédits supplémentaires obtenus pour le financement des objectifs spécifiques poursuivis par les CEC reconnus, sans devoir attendre le renouvellement de leur reconnaissance.
Concrètement, les CEC en cours de reconnaissance, c'est-à-dire ceux ayant introduit une demande entre 2016 et 2019, pourront confirmer leur volonté de

poursuivre pour la durée restante de leur reconnaissance l'objectif spécifique qu'ils avaient sollicité initialement mais qui avait été refusé pour des motifs purement budgétaires.

Chapitre 2 – Dispositions relatives à la Lecture publique

Art. 29. L'article 27, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques visait à limiter, en raison de l'insuffisance des crédits budgétaires, les subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités octroyées à la suite d'une montée de catégorie ou à un dépassement de seuil de population. Les moyens nécessaires au financement des montées de catégories ayant été débloqués dans le cadre de la confection du budget initial 2022, cette limitation peut être abrogée à compter du 1er janvier 2022. En revanche, la limitation liée aux dépassements de seuil de population persiste.

Chapitre 3 – Dispositions relatives au secteur muséal

Art. 30 à 31

La présente disposition vise à permettre de mettre en œuvre et de financer la gratuité des visites de musées organisées par des groupes scolaires.

Les musées concernés recevront une compensation financière, pour autant qu'ils aient proposé une médiation culturelle au groupe scolaire qui participe à la visite. Cette mise en œuvre sera progressive et suivra les objectifs, stratégies et priorités définies par le Gouvernement dans le cadre du parcours d'éducation culturelle et artistique

Chapitre 4 – Dispositions relatives à la Commission des Seniors

Art. 32. La présente disposition vise préciser, par souci de clarté et de sécurité juridique, dans le décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors que l'exigence de rencontrer les missions mentionnées à l'article 3 doit être évaluée en proportion du montant des subventions accordées à l'association agréée en vertu de l'article 7.

En effet, les missions mentionnées à l'article 3 couvrent toutes les compétences de la Communauté française et sont potentiellement très larges. Compte tenu des moyens qui lui sont accordés, il est normal que l'association agréée se fixe des priorités. Tel est notamment l'objet du plan d'action que l'association doit établir conformément à l'article 4.

Chapitre 5 - Dispositions relatives au cinéma

Art. 33. Cette précision permet au Gouvernement de distinguer les dépenses éligibles qui portent sur l'œuvre pour laquelle la prime est demandée ou qui concernent une nouvelle œuvre audiovisuelle. Les dépenses admissibles sont en effet différentes si le financement de l'œuvre soit déjà terminé (œuvre pour laquelle la prime est demandée) ou s'il est en cours ou à venir (nouvelle œuvre).

Art. 34 et 35. Ces deux articles ont pour objet de réparer une omission du texte initial dans lequel seules les locations à l'acte étaient assimilées à des entrées en salles de cinéma dans le cadre du respect des conditions d'octroi des primes au succès. Rien ne justifie bien entendu que les achats à l'acte ne soient pas intégrés dans cette assimilation, ces achats contribuant incontestablement au succès de l'œuvre audiovisuelle.

Titre III – Dispositions budgétaires

Chapitre 1 – Disposition relatives à la centralisation de la trésorerie de St'Art

Art. 36. Cet article permet l'intégration de la SA St'art dans l'état global de la Communauté française avec les avantages, d'une part, de réduire la dette émise par la Communauté française -et les charges y afférentes- et d'autre part, d'éviter d'éventuels taux négatifs sur les soldes créditeurs en compte de la SA St'Art.

Chapitre 2 – Dispositions relatives à la création d'un service à comptabilité autonome pour les infrastructures non-scolaires

Art. 37 à 38. Ces articles ont pour objet de constituer le service général du patrimoine et de la gestion immobilière en service administratif à comptabilité autonome (SACA) et d'en définir les moyens.

La constitution en SACA se justifie par le fait que les investissements et les subventions octroyées par le service général couvrent des travaux d'infrastructures dont la temporalité est difficilement conciliable avec l'annualité budgétaire d'un article de base classique, notamment en raison des multiples retards possibles dans les marchés publics.

La constitution en SACA permettra ainsi une meilleure gestion des crédits dégagés pour le financement des infrastructures.

Titre IV – Dispositions relatives à l'Enseignement

Chapitre 1 - Plaisir d'apprendre

Art. 39. Cet article permet au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'octroyer une subvention aux communes des régions de langue française et bilingue de Bruxelles-Capitale. Cette subvention doit être utilisée pour organiser des activités de remédiation et de soutien scolaire couplées à des activités sportives ou culturelles à destination des élèves de la 6ème primaire à la 5ème secondaire, sans aucune distinction liée au réseau d'enseignement.

En région bilingue de Bruxelles-Capitale, seuls les élèves scolarisés dans l'enseignement francophone sont concernés.

Chapitre 2 - Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Art. 40. Cet article vise à doubler le montant de l'indemnité versée aux examinateurs externes.

Chapitre 3 - Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Art. 41. Cet article précise le mode de versement des droits d'inscription à un cycle d'examens des jurys. Le paiement du droit d'inscription ne peut être réalisé qu'au moyen d'un virement bancaire. De la sorte, tout candidat peut joindre la preuve de son paiement à son dossier d'inscription électronique. Il est également précisé que le paiement du droit d'inscription doit être versé au plus tard le dernier jour de la période d'inscription à un nouveau cycle d'examens.

L'article 1er indique également dans quelle circonstance le candidat peut demander le remboursement du droit d'inscription versé. L'inscription à un cycle d'examens étant un choix réfléchi de la part de chaque candidat s'inscrivant aux jurys, la seule demande de remboursement autorisée est le refus d'inscription de la part de la Direction des Jurys de l'enseignement secondaire ordinaire.

Art. 42. Cet article vise à doubler le montant de l'indemnité versée aux examinateurs externes pour leur participation à la préparation, surveillance, correction, consultation des examens ainsi que leur participation aux délibérations au sein de la Direction des Jurys de l'enseignement secondaire ordinaire. Le montant fixé initialement s'élevait à 30 euros pour des prestations d'une journée entière et à 15 euros pour des prestations d'une demi-journée. Ces montants ont été revus à la hausse dans le cadre du décret du 2 mai 2019 portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires et s'élèvent actuellement à 60 euros pour des prestations d'une journée entière et à 30 euros pour des prestations d'une demi-journée. La hausse du montant consentie en 2019 leur permet simplement de garder le même niveau d'indemnités net qu'avant la mise en œuvre de l'imposition en janvier 2020.

Chapitre 5 - Dispositions à prendre dans le cadre de l'octroi de subventions de fonctionnement aux Pôles Territoriaux - Année scolaire 2021-2022.

Art. 43. Un montant de 0,465 € par élève inscrit dans les écoles ordinaires coopérantes d'un pôle territorial est proposé afin de couvrir une partie des dotations ou des subventions de fonctionnement des écoles sièges durant le premier quadrimestre de l'année scolaire 2022-2023. Durant cette période, les pôles territoriaux seront en phase de création, ils ne disposeront donc pas du reliquat des subventions de fonctionnement de l'année scolaire précédente. Ce montant forfaitaire versé, au plus tard le 1er octobre de l'année scolaire 2022-2023 permettra aux écoles sièges des pôles territoriaux de couvrir les frais de fonctionnement générés pour la période de septembre 2022 à décembre 2022.

Le montant proposé est basé sur le calcul suivant :

1) 0.30 % de 93€ / élève, ce qui est l'équivalent de ce que les pôles reçoivent par élève pour l'année scolaire 2022-2023[1] = 27,9 €.
2) divisé par 12 qui équivaut au nombre de mois par année civile = 2,32 €/élève.
3) 2,32 €/ élève X 4 qui équivaut au nombre de mois concernés = 9,3€ / élève.
4) 5 % des dotations ou subventions de fonctionnement = 0,465€/ élève.

Ce calcul peut être traduit par la formule suivante :

$$5\% \text{ de } 0{,}30 \text{ point} \times \frac{4}{12} = 0.465 \text{ € / élève}$$

La prime unique octroyée sera de 0,465 € / élève.

En prenant en considération le nombre total d'élèves inscrits dans les écoles d'enseignement ordinaire coopérantes qui est de 859.928 élèves, l'octroi de cette prime unique forfaitaire sera égale à un montant maximum de 399.867 € pour l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Titre V – Dispositions relatives à l'Enseignement de promotion sociale

Art. 44. Cette disposition vise à étendre aux membres du personnel occupant une fonction de professeur dans l'enseignement de promotion sociale l'octroi de l'indemnité informatique prévue pour les membres du personnel enseignant de l'enseignement obligatoire, selon les mêmes modalités et conditions à savoir actuellement : un montant forfaitaire annuel de 100 euros, liquidé avant le 31 décembre de chaque année civile au cours de laquelle le membre du personnel peut se prévaloir d'une ou plusieurs périodes de prestations constituant au total au moins 90 jours de prestations d'enseignement effectives au cours de l'année civile, à la date du 30 novembre incluse (cfr l'article 20, § 2, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs).

Titre VI – Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 45. Cet article a pour objet de prolonger le délai dans lequel les pouvoirs organisateurs peuvent rentrer leurs dossiers de demande de subventionnement. Le délai initialement fixé au 31 décembre 2021, est apparu trop restrictif au vu des retards pris par les pouvoirs organisateurs dans la mise en œuvre de leur projet de travaux.

Ces retards sont dû à plusieurs facteurs, telles que le manque de disponibilité des entrepreneurs, la nécessité de prioriser les tâches au sein des pouvoirs

[1] Article 65 du décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles d'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale.

organisateurs dû à la crise sanitaire, pour certaines zones précises, les inondations récentes, ou encore le manque de connaissance des délais nécessaires pour la mise en œuvre de tels projets au moment du dépôt des candidatures.

Titre VII – Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

Chapitre 1 – Des conseillers pour la réforme de la Formation initiale des Enseignants

Art. 46. Cette disposition vise à prolonger, pour l'année 2022, la désignation de conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale au sein des établissements d'enseignement supérieur qui organisent la formation initiale des enseignants, compte tenu du report d'un an de l'entrée en vigueur du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants et de la nécessité de continuer à accompagner sur le terrain l'implémentation de cette réforme.

Art. 47. Cette disposition vise à permettre à l'ARES d'utiliser pour une année supplémentaire les moyens reçus et non entièrement épuisés dans le cadre de l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants.

Chapitre 2 - Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 48. Cette disposition augmente, pour 2022, l'enveloppe des allocations de fonctionnement des universités d'un montant supplémentaire de 13 millions d'euros, d'une part à la partie fixe (+ 3,9 millions d'euros) et d'autre part à la partie variable (+ 9,1 millions d'euros).

Chapitre 3 - Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 49. Cette disposition augmente, pour 2022, l'enveloppe des Hautes Ecoles d'un montant supplémentaire de 7 millions d'euros pour leurs allocations globales pour contribution aux frais prévus à l'article 3 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles.

Chapitre 4 - Dispositions relatives aux études d'ingénieur architecte.

Art. 50. Cet article réserve de manière lissée dans l'enveloppe pour allocations de fonctionnement des Universités les moyens de la concordance du financement des études d'ingénieurs architectes transférées aux Universités, au niveau du financement des autres études d'ingénieur en Universités.

Ce mécanisme vise à corriger la répartition des moyens sur plusieurs années entre institutions du fait du reclassement des ingénieurs architectes dans le groupe C pour l'année diplômante du bachelier en sciences de l'ingénieur orientation ingénieur civil architecte et le master : ingénieur civil architecte.

Art. 51. Cet article assure le financement des étudiants d'année diplômante de bachelier et de master ingénieurs architectes de l'Université incomplète les organisant au coefficient du groupe d'étude y correspondant, sans autre coefficient multiplicateur comme dans l'ensemble des autres institutions organisant les études d'ingénieurs architectes, à l'exception du coefficient applicable pour l'ensemble des diplômes de second cycle de l'UMons qui leur reste applicable.

Chapitre 5 - Dispositions relatives aux études de sciences médicales et dentaires.

Art. 52. Cet article assure la concordance de l'alinéa 3 de l'article 9 du décret relatif aux études de sciences médicales et dentaires avec l'article 28 de la loi de financement des Universités pour ce qui concerne les groupes d'études dont relève le 1er cycle des études de sciences dentaires.

Art. 53. Cet article confirme que les étudiants inscrits intervenants dans le financement des études de sciences médicales et dentaires, comme des autres études, se réfèrent aux étudiants régulièrement inscrits finançables définis dans le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur au décret paysage du 7 novembre 2013.

Titre VIII – Dispositions relatives à la Recherche scientifique

Chapitre 1 – Du refinancement de la Recherche

Art. 54. Cet article vise à augmenter d'un million d'euros les moyens du fonds.

Art. 55. Cet article vise à augmenter de trois cent mille euros les moyens du fonds.

Art. 56. Cet article vise à augmenter de deux millions trois cent mille euros les moyens du fonds.

Chapitre 2 – Diverses mesures relatives à la recherche

Art. 57. Cet article permet de répartir le montant de deux millions d'euros entre les fonds FRIA, FRESH, FSR et ARC sur base de la répartition qui sera calculée en 2022 avec les chiffres de 2021.

Art. 58. Cet article permet d'étendre le champ d'application de la subvention octroyée aux universités par application de l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021 aux chercheurs doctorants de dernière année.

Il permet également de prolonger la période au cours de laquelle le financement doit être utilisé.

Art. 59. L'objectif poursuivi est de permettre aux universités d'utiliser le solde de la subvention, qui leur a été octroyée par application de l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021, pour prolonger de maximum trois mois la durée de la bourse octroyée aux doctorants de dernière année dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie. Cette mesure de prolongation concerne aussi

les contrats de travail dont le terme est fixé entre le 1er janvier 2022 et le 31 janvier 2022.

Les raisons pouvant être évoquées par les doctorants de dernière année pour justifier de l'impact de la crise sur les recherches qu'ils mènent peuvent être, par exemple, des missions sur le terrain ou missions internationales annulées, du travail de laboratoire ou de collecte de données empêché ou retardé, du baby-sitting des enfants lors de la fermeture des garderies et des écoles, une interruption temporaire de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire, une charge d'enseignement augmentée du fait du distanciel,…

Art. 60. Cet article détermine également la procédure à suivre par les universités pour bénéficier de la subvention.

Titre IX – Dispositions relatives au Sport

Art. 61. Les conditions d'octroi de ce type de subvention sont réglées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française. La base légale de cette subvention se trouve dans la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, abrogée partiellement depuis lors.

Il convient dès lors d'actualiser la base légale de cette subvention.

Le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française réglant par ailleurs les autres types de subventions pouvant être octroyé aux acteurs du mouvement sportif organisé, il convient donc de le modifier.

Art. 62. Cet article habilite le Gouvernement à octroyer des subventions dont l'objet est de favoriser :

1° l'organisation d'activités sportives représentatives à caractère international susceptibles de servir la promotion du sport ainsi que la notoriété de la Communauté française ;

2° la participation à des activités sportives représentatives à caractère international susceptibles de servir la promotion du sport ainsi que la notoriété de la Communauté française.

Concrètement, la subvention pourrait porter sur une aide financière à l'organisation par une fédération sportive, sur le « territoire » de la Fédération Wallonie-Bruxelles, d'un tournoi d'envergure européenne ou mondiale par une fédération sportive reconnue par la Communauté française (ex. coupe du monde de football en salle).

Le Gouvernement devra par la suite déterminer les bénéficiaires de cette subvention ainsi que ses modalités d'octroi et de calcul.

Titre X – Dispositions relatives à la Jeunesse

Art. 63. Cet article habilite le Gouvernement à octroyer annuellement pour les années 2022 et 2023 des subventions aux groupes locaux de mouvements de jeunesse afin de les soutenir financièrement dans leurs travaux de rénovation, de mise en conformité et de création d'aménagements et d'infrastructures d'accueil. L'amélioration des infrastructures d'accueil s'inscrit dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires et de son impact sur la disponibilité des endroits de séjour.

Cette subvention sera répartie dans le cadre d'un appel à projet à destination des groupes locaux de mouvements de jeunesse.

Titre XI – Dispositions relatives à la promotion de la Santé

Art. 64. Cet article confère une habilitation au Gouvernement pour arrêter les programmes de médecine préventive prévus à l'article 2, paragraphe 2, 8°, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé " ONE " relatifs aux dépistages néonatals des anomalies congénitales et de la surdité et aux vaccinations.

Cette habilitation est créée afin d'assurer une base légale aux programmes qui sont actuellement fondés sur le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française.

En effet, lorsque le Gouvernement a souhaité ajouter la mucoviscidose au programme de dépistage néonatal d'anomalies congénitales pour les années 2020 et 2021, le Conseil d'Etat a, dans ses avis n° 66.750/4 du 18 décembre 2019 et n° 68.820/4 du 8 mars 2021, contesté la base juridique des arrêtés en projet.
Dans son avis n° 66.750/4 du 18 décembre 2019, le Conseil d'Etat s'est exprimé en ces termes :

« Si l'article § 2, 8°, du décret ONE confie à l'ONE la mission de gérer les programmes de médecine préventive, le Gouvernement n'est cependant pas habilité à établir ces programmes ».

Dans son avis n° 68.820/4 du 8 mars 2021, il contestait le fondement juridique établi sur base du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française comme suit :

« 2.1. L'article 2, § 1er, du décret du 14 juillet 1997 prévoit :

« Le Gouvernement arrête un programme quinquennal de promotion de la santé, qui définit les lignes de force de la politique de promotion de la santé en Communauté française, ainsi que de la politique de médecine préventive envisagée dans ses aspects collectifs.

En l'espèce, le projet ne vise pas à arrêter le programme quinquennal de promotion de la santé. Cette disposition ne peut donc servir de fondement juridique au projet. ».

« 2.4. Le Gouvernement dispose d'une habilitation pour arrêter, sous la forme d'un protocole et selon les modalités prévues par l'article 17bis du décret du 14 juillet 1997, un programme de dépistage néonatal systématique d'anomalies congénitales en Communauté française.

Le Gouvernement reste cependant sans compétence pour adopter les articles 3 à 5 du projet et les dispositions du programme de dépistage qui règlent l'exécution par l'O.N.E. de la mission qui lui est confiée par l'article 2, § 2, 8°, du décret du 17 juillet 2002 ».

De manière à répondre aux remarques du Conseil d'Etat, le présent article habilite donc sans ambiguïté le Gouvernement à arrêter les programmes de prévention relatifs aux dépistages néonatals des anomalies congénitales et de la surdité et aux vaccinations.

Art. 65. Jusqu'en 2014, la santé préventive des enfants et l'éducation à la santé des enfants étaient régies par le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française. L'Office, pour sa part, accomplissait sa mission transversale de la promotion de la santé et l'éducation à celle-ci.

Suite à la 6ème Réforme de l'Etat et aux accords dits de la Sainte Emilie, la politique de la promotion de la santé relève désormais des compétences de la Région wallonne, d'une part, et de la Commission communautaire française, d'autre part.

Une partie des compétences en matière de médecine préventive est cependant restée dans le giron de la Communauté française :

- l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 8°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles attribue désormais aux Communautés « l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, ainsi que toute initiative en matière de médecine préventive ». L'article 5, § 1er, I, alinéa 2, précise : « L'autorité fédérale reste toutefois compétente pour : 1° l'assurance maladie invalidité ; 2° les mesures prophylactiques nationales ».

- l'article 3, 6°, du décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, dispose que la Région wallonne et la Commission communautaire française exercent désormais les compétences de la Communauté française dans la matière de la politique de santé, visée à l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale, à l'exception : […] e) des activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants ; f) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) ».

La promotion de la santé telle qu'elle a été régionalisée et cocofisée concerne toute la population, y compris les mineurs. La politique de prévention des assuétudes, des IST, la promotion des attitudes saines, etc. des jeunes est donc à présent de la compétence de la Région wallonne et de la Cocof.

La Communauté française, via l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), reste cependant compétente pour l'agrément, le subventionnement et l'accompagnement des services de promotion de la santé à l'école, la vaccination, le dépistage des anomalies métaboliques et le dépistage de la surdité.

La Commission communautaire française et la Région wallonne ont toutes les 2 adopté un décret relatif à la prévention et la promotion de la santé et ont dès lors abrogé, pour leurs ordres juridiques respectifs, le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, la Région wallonne via son décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé et la Commission communautaire française du 18 février 2016 relatif à la promotion de la santé.

Du fait de l'habilitation crée au sein du décret ONE pour arrêter les programmes de médecine préventive, le décret du 14 juillet 1997 n'a plus de raison d'être et peut donc être abrogé. Ainsi, il est mis fin à la pratique consistant à prolonger d'une année, dans les décrets-programmes successifs, la période de validité du programme quinquennal visé à l'article 18. Il en va de même pour les agréments visés à l'article 19.

Les arrêtés du Gouvernement relatifs aux dépistages néonatals des anomalies congénitales et de la surdité et aux vaccinations pris sur le fondement du décret du 14 juillet 1997 trouveront désormais leur fondement juridique dans l'article 2, § 2, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2002 inséré par l'article 1er. Il s'agit de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 en matière de dépistage néonatal systémtique de la surdité en Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 2020 en matière de dépistage d'anomalies congénitales en Communauté française.

Titre XII – Dispositions relatives à l'Informatique administrative

Art. 66. Cet article vise à ajouter les services administratifs du Parlement comme bénéficiaires des services de l'ETNIC.

Titre XIII – Entrée en vigueur

Art. 67. Cet article fixe l'entrée en vigueur des dispositions du présent décret.

Décret programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022

Dispositif

Titre I – Mécanismes d'aide aux secteurs suite aux inondations de juillet 2021

Chapitre 1 – Mesures dans le secteur de la Culture

Art. 1. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° opérateur culturel : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui bénéficie à ce titre d'une reconnaissance ou d'un soutien de la Communauté française ;

2° politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 6°, 8°, 10° et 13°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. Les opérateurs culturels bénéficiaires d'une subvention pluriannuelle qui se trouvent dans l'impossibilité, lors de l'année 2021 ou 2022, de respecter les conditions d'octroi ou de liquidation relatives au volume ou à la qualité des activités soutenues conservent le bénéfice de l'intégralité leur subvention aux conditions cumulatives :

1° d'être dans l'impossibilité de respecter les conditions précitées en conséquence directe ou indirecte des inondations du mois de juillet 2021 ;

2° d'avoir maintenu au maximum possible l'activité visée par la subvention en ayant, le cas échéant, assuré la rémunération des prestataires artistiques et techniques de la Communauté française dont les activités ont été annulées, trouvé des modalités alternatives d'action ou en ayant profité de la période pour mettre des actions ou activités de soutien aux populations touchées, ou tout autre forme d'activité interne ou externe à l'opérateur en conformité avec le but social visé par la subvention ;

3° de joindre au dossier des justificatifs annuels une demande de dérogation, établie sur la base du modèle fourni par les services du Gouvernement et mettant en évidence :

a) les conditions qui n'ont pas pu être remplies ;

b) les dates ou la période pendant laquelle ces conditions n'ont pas pu être remplies ;

c) les raisons pour lesquelles ces conditions n'ont pas pu être remplies ;

d) la part de la subvention éventuellement non justifiée par des dépenses éligibles.

Pour autant que l'opérateur concerné remplisse les conditions de l'alinéa 1er, la part non justifiée de la subvention peut être affectée, lors d'un exercice ultérieur couvert par la subvention pluriannuelle et au plus tard le 31 décembre 2023, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles il est soutenu, en ce compris des activités de relance.

Art. 3. Le Gouvernement est autorisé à octroyer, en 2022, aux conditions qu'il fixe, des subventions extraordinaires aux opérateurs culturels dont les activités ont été impactées par les inondations du mois de juillet 2021.

Les subventions prévues par l'alinéa 1er peuvent couvrir, pour autant qu'ils ne soient pas déjà couverts par une assurance ou par les subventions conservées en vertu de l'article 2 :

1° la restauration de biens culturels mobilier ou la reconstitution de collections détruites ;

2° les frais de réparation ou de remplacement du matériel touché ;

3° les frais de relocalisation temporaire des activités de l'opérateur ;

4° les frais de remise en état des infrastructures touchées ;

5° les frais supplémentaires de réouverture partielle ou de réorientation des activités ;

6° les pertes de recettes ;

7° l'organisation d'activités de soutien aux populations touchées.

Chapitre 2 – Mesures pour l'Accueil temps libre

Section 1 - Centres de vacances et écoles de devoirs

Art. 4. Par dérogation aux articles 10 à 13 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances et aux articles 12 et 13 de son arrêté d'application du 17 mars 2004, le demandeur qui se trouve dans l'impossibilité de respecter les conditions fixées pour l'octroi et la liquidation des subventions conserve le bénéfice de celles-ci pour autant que les conditions visées à l'article 3 soient remplies.

Art. 5. Par dérogation aux articles 17 et 18 du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs et à l'article 8 de son arrêté d'application du 25 juin 2004, le demandeur qui se trouve dans l'impossibilité de respecter les conditions fixées pour l'octroi et la liquidation des subventions conserve le bénéfice de celles-ci pour autant que les conditions visées à l'article 3 soient remplies.

Art. 6. Les demandeurs introduisent une demande de dérogation via un formulaire en ligne mis à disposition par l'ONE, démontrant que :

L'impossibilité de réaliser une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention est une conséquence directe des inondations ;

Le montant du maintien de la subvention est justifié par des charges réelles supportées par l'opérateur ;

Les frais déclarés pour le maintien de la subvention ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation auprès des assurances ou d'un fonds de solidarité.

Les demandeurs introduisent une déclaration sur l'honneur du respect de ces conditions et conservent les documents justificatifs à disposition de l'ONE.

Art. 7. Le calcul des subventions pour la période couverte par la dérogation se base sur les données de la même période en 2019. Si le bénéficiaire n'a pas perçu de subvention en 2019 ou que les activités organisées en 2019 ne sont pas comparables aux activités 2021, il peut faire valoir par tout moyen de preuve le montant qu'il aurait dû percevoir si ses activités s'étaient déroulées normalement.

Art. 8. Pour les écoles de devoirs, les demandes couvrent au cas par cas la période à partir du 13 juillet 2021 jusqu'à la réhabilitation des lieux d'accueil sinistrés et la reprise complète des activités. Elles seront limitées au 31 décembre 2021, sauf situation exceptionnelle dûment motivée.

Pour les centres de vacances, les demandes couvrent au cas par cas les activités préalablement déclarées à l'ONE pour la période à partir du 13 juillet 2021 jusqu'au plus tard le 31 août 2021.

Art. 9. Les demandes des centres de vacances concernent l'exercice comptable 2021 et peuvent être introduites jusqu'au 31 décembre 2021. Les demandes des écoles de devoirs concernent l'exercice comptable 2022 et peuvent être introduites jusqu'au 31 mars 2022.

Section 2 – Accueil extrascolaire

Art. 10. Par dérogation aux articles 22 à 27 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié, le demandeur qui se trouve dans l'impossibilité de respecter les conditions fixées pour l'octroi et la liquidation des subventions conserve le bénéfice de celles-ci pour autant que les conditions visées à l'article 2 soient remplies.

Art. 11. Les demandeurs introduisent une demande de dérogation via un formulaire en ligne mis à disposition par l'ONE, démontrant que :

L'impossibilité de réaliser une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention est une conséquence directe des inondations ;

Le montant du maintien de la subvention est justifié par des charges réelles supportées par l'opérateur ;

Les frais déclarés pour le maintien de la subvention ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation auprès des assurances ou d'un fonds de solidarité.

Les demandeurs introduisent une déclaration sur l'honneur du respect de ces conditions et conservent les documents justificatifs à disposition de l'ONE.

Art. 12. Le calcul des subventions pour la période couverte par la dérogation se base sur les données de la même période en 2019. Si le bénéficiaire n'a pas perçu de subvention en 2019 ou que les activités organisées en 2019 ne sont pas comparables aux activités 2021, il peut faire valoir par tout moyen de preuve le montant qu'il aurait dû percevoir si ses activités s'étaient déroulées normalement

Art. 13. Les demandes couvrent au cas par cas la période à partir du 13 juillet 2021 jusqu'à la réhabilitation des lieux d'accueil sinistrés et la reprise complète des activités. Elles seront limitées au 31 décembre 2021, sauf situation exceptionnelle dûment motivée.

Art. 14. Les demandes concernant l'exercice comptable 2021 peuvent être introduites jusqu'au 31 décembre 2021. Les demandes concernant l'exercice comptable 2022 (4e trimestre 2021 pour l'AES de type 1) peuvent être introduites jusqu'au 31 mars 2022.

Chapitre 3 – Mesures liées au Sport

Art. 15. §1er. Le Gouvernement peut octroyer une subvention exceptionnelle aux bénéficiaires renseignés à l'alinéa 2 pour l'achat de matériel sportif en vue de remplacer le matériel détruit ou détérioré lors des inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

Les bénéficiaires de la subvention sont :

1° les fédérations sportives, les fédérations sportives non compétitives, la fédération sportive handisport, les associations sportives multidisciplinaires et l'association sportive handisport de loisirs reconnues par la Communauté française ;

2° les cercles tels que définis à l'article 1er, 8°, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;

3° les centres sportifs et les associations parascolaires dépendant directement des établissements d'enseignement relevant de la Communauté française ou subventionnés par celle-ci pour autant que leurs activités sportives soient organisées en dehors des programmes de cours et dans le cadre du programme des associations visées respectivement aux articles 27 et 28 du décret du 3 mai 2019, précité ;

4° les administrations publiques de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ainsi que les associations dépendant d'elles,

directement ou indirectement, pour l'équipement des installations sportives dont elles sont propriétaires ou gestionnaires ;

5° les associations chargées de la gestion d'installations sportives créées en partenariat par des pouvoirs publics ou des institutions de droit public de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Les bénéficiaires renseignés à l'alinéa 2 doivent démontrer que le lieu d'entreposage du matériel détruit ou détérioré est situé sur le territoire d'une commune sinistrée renseignée dans l'une des arrêtés du Gouvernement wallon suivants :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 juillet au 16 juillet 2021 ;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

§2. Le montant de la subvention est fixé à septante-cinq pour cent du prix réel du matériel ou du prix du matériel tel que déterminé par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif.

S'agissant des demandes introduites par la fédération sportive handisport et l'association sportive handisport de loisirs ainsi que les cercles qui leur sont affiliés, le montant de la subvention pour l'acquisition de matériel destiné à la pratique sportive pour les personnes handicapées, est fixé à nonante pour cent du prix réel du matériel ou du prix du matériel tel que déterminé par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif.

La demande de subvention ne peut pas porter sur du matériel ayant déjà fait l'objet d'une aide publique postérieure au 14 juillet 2021 ou ayant été remboursé par l'assurance du bénéficiaire dans le cadre de l'indemnisation découlant des inondations des 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

§3. La subvention porte exclusivement sur l'acquisition de matériel directement destiné à la pratique d'une discipline sportive.

§4. Ne sont pas éligibles dans le cadre de la subvention :

1° les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, sont consomptibles ou d'une utilisation de courte durée ;

2° les équipements personnels ou considérés comme tels, des pratiquants sportifs ;

3° le matériel à finalité sécuritaire. Le défibrillateur externe automatique de catégorie 1, tel que défini à l'article 1er, 2° de l'arrêté royal du 21 avril 2007 fixant les normes de sécurité et les autres normes applicables au défibrillateur externe automatique utilisé dans le cadre d'une réanimation, n'est pas considéré comme étant du matériel à finalité sécuritaire dans le cadre du présent article ;

4° les frais de transport, de montage et de fixation du matériel ;

5° le matériel d'évaluation et de suivi de l'entraînement.

Art. 16. §1er. Pour pouvoir bénéficier de la subvention visée à l'article 15, les bénéficiaires doivent répondre aux conditions suivantes :

1° apporter la preuve que le matériel à remplacer a été détruit suite aux inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021 ;

2° ne pas poursuivre de but lucratif ;

3° avoir leur siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

4° tenir une comptabilité régulière ;

5° disposer d'installations présentant toutes les garanties de sécurité, permettant de pratiquer valablement la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention et avoir des activités régulières dans cette ou ces disciplines ainsi qu'un nombre suffisant de pratiquants ;

6° disposer de locaux permettant l'entreposage du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation ;

7° n'utiliser le matériel sportif subventionné qu'aux fins et dans les conditions précisées dans la demande de subvention ;

8° accepter le contrôle des installations visées aux alinéas 4° et 5 ° et celui de l'utilisation du matériel subventionné par les fonctionnaires désignés par la Ministre ;

9° s'engager à assurer le matériel objet de la subvention contre la perte, le vol et la destruction ;

10° joindre une déclaration sur l'honneur selon laquelle le matériel faisant l'objet de la subvention n'a pas fait l'objet d'une aide publique ou d'une indemnisation par une assurance.

§2. Les bénéficiaires peuvent introduire leur demande de subvention jusqu'au 31 décembre 2022.

Art. 17. A l'appui de sa demande de subvention, le bénéficiaire joint une liste détaillée du matériel objet de la demande ainsi qu'une ou plusieurs offres de prix émanant de fournisseurs consultés. Chaque offre précisera outre les caractéristiques techniques du matériel, son prix unitaire, le taux de la taxe sur la

valeur ajoutée ainsi que tous les éléments constitutifs du prix de revient tels que le transport, la ristourne éventuelle consentie par le fournisseur. Seront fournis, selon le cas, tous les documents préparés en vue de la passation du marché public si le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Chapitre 4 – Mesures dans le secteur de l'Accueil de la petite enfance

Art. 18. Dans l'arrêté du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, titre III, chapitre II, une section 3/2 est insérée et intitulée « mesure de maintien des subventions et d'indemnité dans le cadre des inondations du mois de juillet 2021 » et l'ajout d'un article 104/3 rédigé comme suit :

« § 1er Lorsque la crèche qui bénéficie du droit au subside d'accessibilité ou le milieu d'accueil de type prégardiennat ou maison communale d'accueil de l'enfance autorisé et subventionné sur la base de l'arrêté du 27 février 2003 portant règlementation générale des milieux d'accueil a été dans l'incapacité de poursuivre son activité en raison des inondations survenues durant le mois de juillet 2021, l'ONE, durant le temps de la suspension d'activité et jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, poursuit le subventionnement des membres du personnel sur base du forfait individualisé pour autant que ces derniers restent à charge de leur employeur et assimile les journées d'absence des enfants à des journées de présence sur base des contrats d'accueil et avec une participation financière nulle.

§2 Lorsqu'au sein d'un service d'accueil d'enfants, des lieux d'accueil ont dû temporairement fermer en raison des intempéries durant le mois de juillet 2021, l'ONE, durant le temps de la fermeture et jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, poursuit le subventionnement du personnel salarié sur la base du forfait individualisé pour autant que ce dernier reste à charge de son employeur et assimile pour l'octroi de l'indemnité d'accueil aux accueillantes conventionnées autorisées sur base de l'arrêté du 27 février 2003 portant règlementation générale des milieux d'accueil, les journée d'absence des enfants à des journées de présence effective sur la base des contrats d'accueil avec une participation financière nulle, déduction faite des éventuelles interventions de l'Onem dans le cadre du statut social des accueillantes conventionnées.

§ 3. Lorsqu'un milieu d'accueil subventionné augmente sa capacité autorisée pour accueillir des enfants habituellement confiés à un milieu d'accueil sinistré, subventionné ou non et géré par un autre pouvoir organisateur, l'ONE peut, sur demande et après examen, accroître à due concurrence la capacité subventionnée de manière temporaire, durant la suspension d'activité du milieu d'accueil sinistré et pour une période maximale du 1er juillet au 31 décembre 2021.

§ 4. Lorsque la crèche sans subside ou avec un droit au subside de base ou lorsque l'accueillante d'enfants indépendante a été dans l'incapacité de poursuivre son activité en raison des inondations survenues durant le mois de juillet 2021, l'ONE verse, durant la période d'inactivité et jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, une indemnité de 20 euros par jour et par enfant sur base des contrats d'accueil au pouvoir organisateur, pour autant que les journées d'absence des enfants

n'aient pas été facturées aux parents ou remboursées avant la demande à introduire par le pouvoir organisateur selon les modalités déterminées par l'ONE.

§ 5. La participation financière parentale ne peut être facturée aux parents si le milieu d'accueil bénéficiant de l'aide visée aux paragraphes 1, 2 et 4 a été dans l'impossibilité d'assurer son activité d'accueil et doit, si elle a été payée anticipativement, être remboursée aux parents.

§ 6. Les mesures de maintien des subventions et d'indemnisations visées aux paragraphes 1, 2 et 4 ne sont octroyées que si la fermeture du milieu d'accueil est temporaire et si le pouvoir organisateur reprend son activité dès qu'il peut offrir des conditions d'accueil conformes à la réglementation.

§ 7. Pour l'application des §§ 3 et 4, le Gouvernement arrête les moyens complémentaires accordés à l'ONE. »

Chapitre 5 – Gel du comptage dans les établissements d'enseignement obligatoire touchés par les inondations

Art. 19. - Le Gouvernement peut décider d'immuniser, pour l'année scolaire 2021-2022, dans chaque cas de force majeure lié aux inondations de juillet 2021, tout comptage de population scolaire à la baisse au 30 septembre ou au 1er octobre 2021. Toutefois, dans les communes de Trooz, Limbourg, Pepinster, Theux, Esneux-Tilff, Chaudfontaine et Rochefort, cette immunisation est automatique.

Chapitre 6 – Bâtiments scolaires

Art. 20. Le présent dispositif a pour objet de déterminer les conditions d'octroi des subventions exceptionnelles octroyées aux pouvoirs organisateurs afin de permettre la remise en état des bâtiments scolaires et de leurs équipements et/ou la prise de mesure permettant le maintien de l'offre d'enseignement, suite aux dégâts engendrés par les inondations du mois de juillet 2021.

Art. 21. Les demandes de subventionnement exceptionnelles soumises dans le cadre du présent dispositif doivent répondre aux critères d'éligibilités suivants :

1° Viser des bâtiments scolaires. Par bâtiments scolaires, il faut entendre tout bâtiment scolaire de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors université, de l'enseignement de promotion sociale, ou bâtiment hébergeant des centres psycho-médico-sociaux ou des internats et home d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté français ;

2° le bâtiment scolaire visé a été, directement ou indirectement, touché par les inondations du mois de juillet 2021.

Par « touché indirectement », il faut entendre être affecté dans l'organisation de son enseignement par les inondations, et ce pour ce qui concerne des problèmes :

- D'impétrants ;
- Touchant d'autres bâtiments mais qui étaient utilisés par les écoles et qui sans leur remplacement ne permettent plus à l'établissement concerné d'assurer ses cours ;
- Dus à des mouvements de population scolaire qui rendent indispensable une location de classes modulaires ou de locaux supplémentaires, des travaux d'aménagement, etc.).

3° les bâtiments scolaires visés, doivent être situés dans l'une des communes listées dans les textes réglementaires suivants :

- A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;
- A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ;
- A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.
-

4° s'il s'agit de travaux, les travaux visés sont :

- Des travaux d'aménagements et
- Des travaux visant les abords
- Consistant à remettre l'infrastructure dans son pristin état et/ou à permettre le maintien de l'offre d'enseignement en attente de travaux plus structurels.

5° s'il s'agit de mobilier ou d'équipement, sont visés :

- Le mobilier scolaire et administratif (banc, armoire, tableau, chaises, jeux, matériel pédagogique, …) ;
- L'équipement informatique à usage scolaire ;
- L'équipement pédagogique (matériel d'atelier technique).

6° les dépenses soumises au subventionnement ne sont pas entièrement éligibles à la prise en charge de l'assurance du pouvoir organisateur et/ou tout autre mécanisme d'aide ;

7° le demandeur s'engage sur l'honneur à respecter la législation sur les marchés publics.

Art. 22. – Les dépenses éligibles au présent dispositif sont les suivantes :

1° Tous travaux d'aménagement ou de remise aux normes indispensables au maintien de l'ouverture de l'établissement concerné ou au maintien de son offre d'enseignement dans des conditions de sécurité, confort et hygiène acceptables, en ce compris des travaux d'abords, dans le respect de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux ;

2° Toute location de locaux complémentaires ou de modules, et ce jusqu'au 15 juillet 2022 au plus tard ;

3° Toute location (hors entretien de celle-ci) de techniques spéciales temporaires installées en vue de pallier l'indisponibilité des installations classiques du bâtiment (ex : chaufferie temporaire externe) ainsi que ses moyens d'alimentation (ex : citerne, groupe électrogène,…) à l'exclusion du combustible ;

4° Toute visite de contrôle réalisée par un service agréé interne ou externe, visant à émettre un rapport sur l'état du bâtiment, son hygiène, la qualité de l'air, sa sécurité, etc. ;

5° Toute mesure à prendre afin de répondre aux recommandations reprises dans les rapports visés au point précédent pour autant que les remarques du rapport soient la conséquence des inondations et non une situation préexistante ;

6° Tout remplacement de mobilier ou équipement détruit ;

7° Tout frais de réparation du mobilier ou équipement endommagé.

Art. 23. Le Gouvernement arrête le taux de subventionnement.

Art. 24. Les dossiers à charge du présent dispositif doivent être introduit selon les modalités arrêtées par le Gouvernement au plus tard le 30 juin 2022.

Art. 25. Le Gouvernement fixe par circulaire les modalités d'acceptation et de liquidation des dossiers.

Chapitre 7 – Jeunesse

Art. 26. §1er. Le Gouvernement peut octroyer une subvention exceptionnelle aux opérateurs visés au paragraphe 2 qui ont été impactés par les intempéries et/ou inondations survenues au cours du mois de juillet 2021 afin de les soutenir dans l'achat de matériel et d'équipements techniques ou didactiques.

§ 2. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont :

1° les organisations de jeunesse agréées et les groupements agréés en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

2° les centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 3. Dans le cadre d'une demande de subvention visée au paragraphe 1er, les opérateurs visés au paragraphe 2 fournissent les documents permettant d'attester et d'estimer les pertes financières. Elles contiennent au minimum les comptes et bilans des années 2020 et 2021, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant

de la véracité des données transmises. Les documents sont introduits auprès de l'Administration via un formulaire.

§ 4. Les subventions visées au paragraphe 1er sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

1° une première tranche, correspondant à 80% du montant de la subvention, est versée lors de l'adoption de l'arrêté de subvention ;

2° une seconde tranche, correspondant à 20% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives visées au paragraphe 3, ainsi que les documents justificatifs des achats réalisés.

Art. 27. §1er. Le Gouvernement arrête la procédure et les conditions permettant aux opérateurs visés au paragraphe 2 de déroger aux conditions d'octroi et de liquidation de leur subvention. Le cas échéant, la part éventuellement non justifiée de la subvention pourra être affectée, lors d'un exercice ultérieur et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles les opérateurs sont subventionnés.

§ 2. Les opérateurs visés au paragraphe 1er sont :

1° les organisations de jeunesse agréées visées à l'article 3 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

2° les groupements reconnus conformément à l'article 36 du même décret ;

3° les centres de jeunes agréés visés à l'article 1er, §1er, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 3. Pour bénéficier de la dérogation visée au paragraphe 1er, les opérateurs visés au paragraphe 2 doivent justifier une des raisons suivantes :

1° avoir connu une perturbation ou une interruption de ses activités en raison des intempéries et des inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021, en raison de sa présence dans une commune visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

2° avoir dû interrompre ses activités en raison de l'absence d'au moins 1/3 de ses travailleurs, pour autant que ceux-ci soient domiciliés dans une commune visée par l'arrêté visé au littera précédent.

Titre II – Dispositions relatives à la Culture

Chapitre 1 – Dispositions relatives aux Centres d'expression et de créativité

Art. 28. Par dérogation aux articles 14 et 15 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, le Gouvernement accorde, à compter de l'exercice 2021 et jusqu'à l'échéance de leur reconnaissance, les subventions prévues à l'article 30, 4°, du même décret aux Centres d'expression et de créativité qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° l'association a introduit, entre 2016 et 2019, une demande de reconnaissance d'un objectif spécifique mentionné à l'article 14 du décret précité ;

2° l'organe consultatif compétent a remis un avis positif sur cette demande ;

3° la reconnaissance de l'objectif spécifique a été refusée exclusivement pour des motifs d'insuffisance des crédits budgétaires ;

4° l'association a confirmé par écrit son engagement à poursuivre cet objectif spécifique pour la durée restante de sa reconnaissance, aux conditions prévues à l'article 14 du décret précité.

Chapitre 2 – Dispositions relatives à la Lecture publique

Art. 29. Dans l'article 27, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les mots « de la catégorie et » sont abrogés.

Chapitre 3 – Dispositions relatives au secteur muséal

Art. 30. A l'article 1er du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal, il est inséré un 7° rédigé comme suit :

« 7° Groupe scolaire : groupe constitué d'élèves et des personnes qui les encadrent participant à une visite organisée par un établissement d'enseignement maternel, primaire ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, en ce compris les internats et les homes d'accueil. »

Art. 31. L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Le musée de la Communauté française ainsi que les musées et pôles muséaux, reconnus ou bénéficiaires de l'une des aides définies au chapitre 5, offrent l'accès gratuit :

1° à tous les visiteurs, le premier dimanche de chaque mois ;

2° aux groupes scolaires, dans les cas et selon le calendrier et les modalités arrêtés par le Gouvernement en conformité avec les objectifs, stratégies et priorité du parcours d'éducation culturelle et artistique.

La gratuité du prix d'entrée pour les groupes scolaires ouvre le droit à une compensation financière accordée selon des modalités arrêtées par le Gouvernement, à condition de proposer lors des visites concernées une médiation culturelle conforme aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. »

Chapitre 4 – Dispositions relatives à la Commission des Seniors

Art. 32. Dans l'article 4 du décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française, les mots « la mission visée à l'article 3, 1° » sont remplacés par les mots « les missions visées à l'article 3 ».

Dans l'article 6 du même décret, le 1° est complété par les mots « en proportion des subventions qui lui sont accordées en vertu de l'article 7 ».

Chapitre 5 - Dispositions relatives au cinéma

Art. 33. Dans le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, l'article 45, §2 dernier alinéa est complété par ce qui suit « selon que les dépenses éligibles portent sur l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée ou sur une nouvelle œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 46, 1° à 4° ».

Art. 34. Dans l'article 47, §1er, 1° du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit :

« Pour l'application du présent alinéa, les achats et locations payants à l'acte de l'œuvre audiovisuelle sur un service télévisuel non-linéaire diffusé sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale sont assimilés à des entrées en salles de cinéma. »

Art. 35. Dans l'article 51, §3 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les mots « locations à l'acte » sont remplacés par les mots « achats et locations payants à l'acte ».

Titre III – Dispositions budgétaires

Chapitre 1 – Disposition relatives à la centralisation de la trésorerie de St'Art

Art. 36. L'article 18 du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le présent article s'applique également à la S.A. St'Art. ».

Chapitre 2 – Dispositions relatives à la création d'un service à comptabilité autonome pour les infrastructures non-scolaires

Art. 37. Le Service général du Patrimoine et de la Gestion Immobilière du Secrétariat général, constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce service est placé sous l'autorité directe du Gouvernement et a pour mission d'encadrer les aspects financiers de la gestion des infrastructures culturelles, administratives, sportives, d'aide à la jeunesse, des maisons de justice, de la jeunesse et des cabinets ministériels en Communauté française.

Art. 38. La Service général du Patrimoine et de la Gestion Immobilière du Secrétariat général, dispose des ressources suivantes :

1° toute dotation arrêtée par le Gouvernement à charge du budget général des dépenses ;

2° des produits de aliénations et locations des biens gérés par le SACA ;

3° des transferts en provenance du SACA urgence et redéploiement ;

4° de tout produit divers, tel que notamment les donations ou legs.

Titre IV – Dispositions relatives à l'Enseignement

Chapitre 1 - Plaisir d'apprendre

Art. 39. Le Gouvernement peut octroyer une subvention aux communes situées en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale pour l'organisation d'activités de remédiation et de soutien scolaire couplées à des activités sportives ou culturelles à destination des élèves de la 6ème primaire à la 5ème secondaire.

En région bilingue de Bruxelles-Capitale, seuls les élèves scolarisés dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont concernés par ces activités.

Chapitre 2 - Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Art. 40. Dans le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'annexe « Modèle contrat relatif à la rémunération des examinateurs pour les jurys de l'enseignement secondaire », les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « 60 euros » sont remplacés par les termes « 120 euros » ;

2° les termes « 30 euros » sont remplacés par les termes « 60 euros ».

Chapitre 3 - Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Art. 41. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'article 3, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Ces droits d'inscription doivent impérativement être versés au moyen d'un virement bancaire avant la fin de la période d'inscription du titre visé. Une fois versés, ils sont restitués uniquement dans le cas d'un refus d'inscription ».

Art. 42. Dans le même arrêté, à l'article 6, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « 30 euros » sont remplacés par les termes « 120 euros » ;

2° les termes « 15 euros » sont remplacés par les termes « 60 euros ».

Chapitre 4 – Dispositions à prendre dans le cadre de l'octroi de subventions de fonctionnement aux Pôles Territoriaux pour l'année scolaire 2021-2022

Art. 43. Dans le cadre de la phase de création des pôles territoriaux lors du premier quadrimestre de l'année scolaire 2022-2023, préalablement aux dotations ou subventions visées à l'article 6.2.5-6 du Décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles d'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale, une prime forfaitaire unique est octroyée à chaque école siège pour la prise en charge de ses frais de fonctionnement.

Cette prime peut être sollicitée auprès des Services du Gouvernement dès que le Gouvernement s'est prononcé sur la création du pôle territorial et, au plus tard, avant le 1er octobre de l'année scolaire 2022-2023.

Le montant de cette prime forfaitaire unique est fixé à 0,465 € par élève inscrit dans les écoles d'enseignement ordinaire coopérantes du pôle territorial.

Les montants des forfaits ainsi octroyés sont déduits du montant visé à l'article 6.2.5-6. du décret précité.

Titre V – Dispositions relatives à l'Enseignement de promotion sociale

Art. 44. Dans le décret du 16 avril 1991 relatif à l'organisation de l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un article 112bis, rédigé comme suit :

« Art. 112*bis.* Les membres du personnel qui occupent une fonction de professeur sont indemnisés pour l'utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée au titre de remboursement de frais propres à l'employeur, sauf s'ils bénéficient déjà d'une telle indemnité en application de l'article 20 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.

Cette indemnisation leur est octroyée selon les mêmes modalités et conditions que celles prévues à l'article 20, § 2, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 précité.

Titre VI – Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 45. – A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°19 relatifs au plan sanitaire dans les bâtiments scolaires dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 tel que confirmé par le Décret du 9 décembre 2020, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

Titre VII – Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

Chapitre 1 - Des conseillers pour la réforme de la Formation initiale des Enseignants

Art. 46. À l'article 47, §§ 1er et 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, les mots « à 2021 » sont remplacés par les mots « à 2022 ».

Art. 47. A l'article 48, §1er du même décret-programme les mots « au cours des trois prochaines années académiques » sont remplacés par les mots « au cours des quatre prochaines années académiques ».

Chapitre 2 - Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 48. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : « En 2022, un montant de 3.900.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7. ».

2° au § 2, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : « En 2022, un montant de 9.100.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7. ».

Chapitre 3 - Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 49. A l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« En 2022, un montant de 7.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4 et 6. ».

Chapitre 4 - Dispositions relatives aux études d'ingénieur architecte

Art. 50. Dans l'article 29 de loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, il est inséré un § 3sexies libellé comme suit :

« Durant les années 2021 à 2024, du montant de la partie variable obtenue par application des §§ 2 et 4, chaque année, un maximum de 200.000 euros sont réservés pour réalignement du financement 2017 à 2020 des études d'ingénieur architecte depuis leur intégration à l'université, au financement prévu pour le domaine d'études des sciences de l'ingénieur et technologie tel que prévu à l'article 28.

Le montant annuel est liquidé avec la dernière tranche mensuelle de l'allocation de l'année concernée, le premier en janvier 2022. ».

Art. 51. Au § 1er, 2°, de l'article 159 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les mots «, hors l'année diplômante de bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte et le master : ingénieur civil architecte, » sont insérés entre les mots « sauf pour ceux inscrits dans le domaine des sciences de l'ingénieur » et les mots « qui sont multipliés par 1,68. ».

Chapitre 5 - Dispositions relatives aux études de sciences médicales et dentaires.

Art. 52. A l'alinéa 3 de l'article 9 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les mots « du groupe B » sont remplacés par les mots « du groupe B (1er cycle hors année diplômante) et du groupe C (année diplômante du 1er cycle) ».

Art. 53. A l'article 10 du même décret, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Les étudiants inscrits intervenant pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa précédent sont les étudiants régulièrement inscrits finançables au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études. ».

Titre VIII – Dispositions relatives à la Recherche scientifique

Chapitre 1 – Du refinancement de la Recherche

Art. 54. À l'article 21 septies du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. A partir de l'année budgétaire 2022, un montant de 1.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des paragraphes 2 et 3.

A partir de l'année budgétaire 2023, le montant prévu à l'alinéa 1er est indexé conformément à l'article 9bis. »

Art. 55. L'article 18/5 du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de 2022, un montant de 300.000 euros est ajouté à la subvention obtenue en application des alinéas 2 et 3.

A partir de 2023, ce montant est adapté à la variation de l'indice santé des prix à la consommation calculée selon la formule : Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / Indice santé de janvier 2022. ».

Art. 56. L'article 1er du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année 2022, un montant additionnel 2.300.000 d'euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents.

A partir de l'année 2023, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. »

Chapitre 2 – Diverses mesures relatives à la recherche

Art. 57. L'article 47 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux Bâtiments scolaires, aux Fonds budgétaires, à la Santé, à l'enseignement supérieur, à la Recherche, au Sport, aux Hôpitaux universitaires, au Personnel de l'enseignement, à l'enseignement et à WBE, est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'année 2022, en dérogation aux dispositions des alinéas 5 et 6, le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 est réparti entre les fonds FRIA et FRESH et les universités via les fonds FSR et ARC selon une répartition identique à celle effectuée en 2021 sur base des alinéas 5 et 6.

A partir de l'année 2023, en dérogation aux dispositions des alinéas 5 et 6, le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 est réparti entre les FRIA et FRESH et les universités via les FSR et ARC selon une répartition identique à celle effectuée en 2022 et la quote-part du montant revenant à chaque fonds est ajoutée aux crédits de chacun des articles de base du budget général des dépenses de la Communauté française dédiés respectivement aux FRIA, FRESH, ARC et FSR ».

Art. 58. Dans l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, a l'Egalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Education et aux Fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots « et les doctorants de dernière année » sont insérés entre les mots « les chercheurs post-doctorants » et les mots « dont les recherches ».

2° à l'aliéna 3, les mots « le 1er juin 2022 » sont remplacés par les mots « le 31 décembre 2022 » ;

3° à l'alinéa 4, les mots « avant le 31 décembre 2022 » sont remplacés par les mots « avant le 31 mars 2023 ».

Art. 59. Dans le même décret-programme, il est inséré un article 34/1 rédigé comme suit :

« Article 34/1. Si le montant qui lui a été alloué en application de l'article 33 n'a pas été entièrement épuisé pour soutenir les chercheurs post-doctorants dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie, l'université bénéficiaire peut utiliser le solde pour soutenir ses doctorants de dernière année dans les conditions énoncées à l'article 34/2.

Le soutien consiste exclusivement au financement de prolongation d'une bourse d'une durée de trois mois maximum pour les doctorants de dernière année qui bénéficient d'une bourse émanant de l'université et dont la fin se situerait entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Les doctorants de dernière année sous contrat de travail qui viendrait à échéance entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022 pourraient également bénéficient d'une prolongation de leur contrat de maximum 3 mois.

On entend par « doctorant de dernière année » des élèves de 3ème cycle qui sont en 4ème année de doctorat.

Les prolongations seront justifiées par rapport à des retards résultant directement de la crise sanitaire, à savoir :

1° missions sur le terrain ou missions internationales annulées ;

2° travail de laboratoire ou collecte de données empêché ou retardé ;

3° baby-sitting du ou des enfants sous 12 ans lors de la fermeture des garderies et des écoles ;

4° interruption temporaire de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire, et évaluées par les conseils de recherche des Universités sur base de l'avis remis les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse » ;

5° interruption temporaire de l'activité de recherche pour soutenir l'organisation d'activités d'enseignement en distanciel.

Art. 60. Dans le même décret-programme, il est inséré un article 34/2 rédigé comme suit :

« Chaque université organise un appel à candidatures pour ses doctorants de dernière année afin de déterminer l'attribution des moyens restants qui lui sont alloués.

Dans le cadre de l'appel à candidatures, le doctorant en dernière année expose :

1° en quoi et comment sa recherche a été affectée par la crise ;

2° la durée de prolongation de sa bourse, laquelle ne peut excéder trois mois.

Le Conseil de recherche examine les différentes propositions reçues et émet un avis motivé sur la demande qu'il remet au Conseil d'administration de son université qui prendra la décision d'octroi ou de refus pour chacune d'entre elles.

Le doctorant de dernière année dispose d'un délai de 10 jours après la prise de connaissance de la décision pour introduire, le cas échéant, une réclamation auprès du Conseil d'administration. La réclamation doit mettre en avant les éléments qui, selon lui, n'ont pas été pris en considération par le Conseil de recherche et qui seraient de nature à modifier la décision. Aucun élément neuf ne peut cependant être apporté dans le cadre de la réclamation.

Le Conseil d'administration dispose d'un délai de 15 jours pour confirmer ou modifier sa décision ».

Titre IX – Dispositions relatives au Sport

Art. 61. Dans le chapitre IV du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, il est inséré une section III bis intitulée « De la subvention susceptible de servir la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française ».

Art. 62. Dans la section III bis, insérée par l'article 61, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit :

« Art. 42/1. Le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, accorder des subventions en vue de favoriser l'organisation de, ou la participation à, des activités sportives représentatives à caractère international susceptibles de servir la promotion du sport ainsi que la notoriété de la Communauté française.

Le Gouvernement détermine les bénéficiaires, le calcul et les modalités d'octroi de la subvention. »

Titre X – Dispositions relatives à la Jeunesse

Art. 63. §1er Le Gouvernement peut octroyer des subventions dans le cadre d'un appel à projets aux groupes locaux de mouvements de jeunesse, tels que visés à l'article 2, 14°, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

L'appel à projet portera sur l'amélioration des infrastructures des groupes locaux de mouvements de jeunesse afin d'améliorer la qualité et la capacité de l'accueil de séjour.

La subvention portera, en tout ou en partie, sur le montant des travaux projetés selon les règles fixées dans l'appel à projets.

§ 2. Cette subvention annuelle est accordée pour les années 2022 et 2023.

Les subventions visées aux paragraphes 1er sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

1° une première tranche, correspondant à 70% du montant de la subvention, est versée après présentation du contrat conclu entre le bénéficiaire et l'entreprise de travaux ;

2° une seconde tranche, correspondant à 30% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives visées au paragraphe 3 ainsi qu'une preuve de paiement des travaux réalisés.

§ 3. Dans le cadre de l'appel à projet visé au paragraphe 1er, les groupes locaux de mouvements de jeunesse fournissent au minimum les documents suivants :

1° un descriptif détaillé des aménagements et infrastructures envisagés ;

2° une prévision budgétaire ;

Les documents sont introduits auprès de l'Administration via un formulaire. »

Titre XI – Dispositions relatives à la promotion de la Santé

Art. 64. L'article 2, § 2, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé " ONE " est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les programmes de médecine préventive relatifs aux dépistages néonatals des anomalies congénitales et de la surdité et aux vaccinations ».

Art. 65. Le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française est abrogé.

Titre XII – Dispositions relatives à l'Informatique administrative

Art. 66. À l'article 1er, 2°, alinéa 2, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), il est inséré un f), rédigé comme suit : « f) Les services du Parlement de la Communauté française »

Titre XIII – Entrée en vigueur

Art. 67. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2022 à l'exception :

- Du chapitre 6 du titre I qui produit ses effets le 1er novembre 2021 ;
- Du chapitre 5 du titre I qui produit ses effets le 1er septembre 2021 ;
- Du chapitre 2 du titre III qui produit ses effets à la date de ratification du présent décret ;
- Du titre V qui produit ses effets le 1er janvier 2021.

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2021-27 DU 14 DÉCEMBRE 2021

Demandes d'habilitations 2021

Considérant les articles 21, 2°, 3°, 4° et 86 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Considérant la décision d'instruire de nouvelles demandes d'habilitations prise lors du Conseil d'administration de l'ARES du 29 septembre 2020 **;**

Considérant la décision prise lors du Conseil d'administration du 20 novembre 2020 de combiner la procédure de la prochaine sélection des offres de formations internationales à la procédure d'habilitation de l'ARES et d'étendre cette possibilité aux bacheliers de spécialisation ;

Considérant les critères et modalités de traitement des habilitations arrêtés par le Conseil d'administration de l'ARES en sa séance du 30 juin 2015, et confirmés en date du 10 juillet 2018 ;

Considérant l'avis du Conseil d'orientation du 18 mai 2021 à propos des critères d'évaluation des demandes d'habilitations en 2021 ;

Considérant les avis des trois Chambres thématiques, la proposition des Chambres conjointes et la proposition du Bureau exécutif ;

AVIS

L'ARES émet un avis favorable à l'endroit des demandes d'habilitations déposées par les établissements d'enseignement supérieur et relatives aux formations suivantes.

Sauf indication contraire dans le texte, les bacheliers proposés sont organisés en 180 crédits, les bacheliers de spécialisation sont organisés en 60 crédits, les masters sont organisés en 120 crédits et les masters de spécialisation sont organisés en 60 crédits.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

01. DEMANDES DE NOUVELLES HABILITATIONS

01.1 / NOUVELLES HABILITATIONS AVEC LA CRÉATION D'UN NOUVEAU GRADE ACADÉMIQUE

01. 1.1 / BACHELIER EN ÉCO-SOLIDARITÉ

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

Codiplomation EAFC Jean Meunier, HEH, HEPHC, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, EAFC des Hauts-Pays

Arrondissements de Mons (53), Charleroi (52) et de Liège (62)

L'EAFC Jean Meunier est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

La demande d'habilitation s'accompagne de la fermeture d'une habilitation existante pouvant être supprimée de sorte que **l'offre globale n'est pas augmentée** :

Bachelier en sales account manager

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

Codiplomation EAFC Jean Meunier, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, EAFC des Hauts-Pays

Arrondissement de Mons (53)

Année académique de dernière organisation : 2021-2022.

Dernière année académique destinée à assurer la bonne fin des études : 2024-2025

01. 1.2 / MASTER EN EXPERTISE COMPTABLE ET FISCALE

Ce nouveau master est organisé sous le régime de l'alternance. Il sera organisé par trois partenariats d'établissements d'enseignement supérieur (EES) répartis sur le territoire de la FWB.

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

01. 1.2.1 / Codiplomation HELMo, HEPL, HENaLLux

Arrondissements de Liège (62) et de Namur (92)

L'HELMo est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.2.2 / Codiplomation HEFF, HELdB, E.P.F.C.1, E.P.F.C.3

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'HEFF est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.2.3 / Codiplomation HELHa, EPHEC – Coorganisation avec l'UCLouvain

Arrondissements de Mons (53) et de Nivelles (25)

La HELHa est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.3 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION EN DIGITAL INTEGRATED SUPPLY CHAIN

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

Codiplomation EPHEC, EPHEC Promotion sociale, HEG

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'EPHEC est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.4 / BACHELIER EN ACTIVITÉ PHYSIQUE INCLUSIVE ET PRÉVENTION SANTÉ

Domaine 10. Sciences psychologiques et de l'éducation

Coorganisation HEPHC, HEH et HELHa

Arrondissement de La Louvière (58)

La HEPHC est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2023-2024.

01. 1.5 / BACHELIER EN BIOPHARMACEUTIQUE

Ce bachelier est organisé sous le régime de l'alternance.

Domaine 14. Sciences biomédicales et pharmaceutiques

Codiplomation HELHa, HEPHC

Arrondissement de Charleroi (52)

La HELHa est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.6 / BACHELIER EN AGRONOMIE, ORIENTATION SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET LOCAUX

Domaine 18. Sciences agronomiques et ingénierie biologique

Codiplomation HELHa, HEPHC, Collège technique "Aumôniers du travail"

Arrondissement de Charleroi (52)

La HELHa est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.7 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION EN AGROÉCOLOGIE

Domaine 18. Sciences agronomiques et ingénierie biologique

Codiplomation HEPHC, Institut des Arts et Métiers du Centre

Arrondissements d'Ath (51) et de Soignies (55)

La HEPHC est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.8 / MASTER EN GESTION INTELLIGENTE DES BÂTIMENTS

Domaine 19. Sciences de l'ingénieur et technologie

Codiplomation HERS, HENaLLux

Arrondissements de Virton (85) et d'Arlon (81)

La HERS est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023.

01. 1.9 / BACHELIER EN ARTS PLASTIQUES, VISUELS ET DE L'ESPACE : DESIGN NUMÉRIQUE

Ce cycle est un bachelier de transition de type long.

Domaine 22. Arts plastiques, visuels et de l'espace

Coorganisation ERG, La Cambre.

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'ERG est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.10 / MASTER EN ARTS PLASTIQUES, VISUELS ET DE L'ESPACE : DESIGN NUMÉRIQUE

Domaine 22. Arts plastiques, visuels et de l'espace

Coorganisation ERG, La Cambre.

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'ERG est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.11 / BACHELIER EN ÉCO-DESIGN PRODUITS

Domaine 22. Arts plastiques, visuels et de l'espace

Codiplomation HEPHC, HEH

Arrondissement de Charleroi (52)

La HEPHC est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2023-2024

01. 1.12 / BACHELIER EN 3D TEMPS RÉEL

Domaine 22. Arts plastiques, visuels et de l'espace

Codiplomation HELHa, HEPHC, HEH

Arrondissement de Mons (53)

La HELHa est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.13 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION EN ARTS PLASTIQUES, VISUELS ET DE L'ESPACE : PUBLICITÉ - CONCEPTION - RÉDACTION

Domaine 22. Arts plastiques, visuels et de l'espace

Codiplomation St-Luc Tournai, St-Luc Bxl, Le 75

Arrondissement de Tournai-Mouscron (57)

St-Luc Tournai est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.14 / MASTER EN MUSIQUE : VIOLE D'AMOUR

Domaine 23. Musique

CRL – sans partenariat – motivation expresse

Arrondissement de Liège (62)

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.15 / BACHELIER EN DANSE : INTERPRÉTATION

Ce cycle est un bachelier de transition de type long.

Domaine 26. Danse

Coorganisation Arts^2, INSAS, HEPHC, La Cambre

Arrondissements de Mons (53), Charleroi (52) et Bruxelles-Capitale (21)

Arts^2 est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.16 / MASTER EN DANSE : INTERPRÉTATION

Ce master est organisé en 60 crédits

Domaine 26. Danse

Coorganisation Arts^2, INSAS, La Cambre

Arrondissements de Mons (53), Charleroi (52) et Bruxelles-Capitale (21)

Arts^2 est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

Les 4 demandes déposées ci-après proposent de **nouveaux cursus situés dans plusieurs domaines**, généralisant par là même la notion de « transdomaines ». Il conviendra d'être attentif à **l'impact de ces demandes sur le calcul du financement** des établissements. Le financement est en effet octroyé en pondérant le nombre d'étudiants par un coefficient dépendant du domaine dans lequel est classé le cursus suivi. Le parlement sera donc amené à déterminer un coefficient de pondération ad hoc pour des cursus classés dans plusieurs domaines afin que les règles en vigueur dans les textes déterminant le financement puissent être appliqués à tous les cas de figure.

Ainsi, le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française prévoit en son article 15 les coefficients de pondération suivants :

	Domaine	Type court	Type long
5	Information et communication	1,15	1,15
15	Santé publique	1,5	1,5
16	Sciences de la motricité	1,5	1,5
17	Sciences	1,1	1,65
19	Sciences de l'ingénieur et technologie	1,1	1,65

Le bachelier en bioqualité ne devrait pas poser de problèmes, car les coefficients des deux domaines concernés sont identiques. Ce n'est pas le cas des 3 autres cursus proposés.

01. 1.17 / BACHELIER EN JEU VIDÉO

Ce cycle est un bachelier de transition de type long.

Transdomaines 5. Information et communication / 19. Sciences de l'ingénieur et technologie

Codiplomation HEAJ, HEPHC, HEH

Arrondissements de Namur (92) et de Charleroi (52)

L'HEAJ est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.18 / MASTER EN JEU VIDÉO

Transdomaines 5. Information et communication / 19. Sciences de l'ingénieur et technologie

Codiplomation HEAJ, HEH

Arrondissements de Namur (92) et de Charleroi (52)

L'HEAJ est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.19 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION INTERDISCIPLINAIRE EN TECHNOLOGIES DE LA SANTÉ

Transdomaines 15. Sciences de la santé publique / 16. Sciences de la motricité / 17. Sciences / 19. Sciences de l'ingénieur et technologie

Codiplomation EPHEC, HE Vinci, HEG

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'EPHEC est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 1.20 / BACHELIER EN BIOQUALITÉ

Ce bachelier est organisé sous le régime de l'alternance.

Transdomaines 17. Sciences / 19. Sciences de l'ingénieur et technologie

Codiplomation HE Vinci, HELHa

Arrondissements de Bruxelles-Capitale (21) et Mons (53)

La HE Vinci est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

01.2 / NOUVELLES HABILITATIONS SANS CRÉATION D'UN NOUVEAU GRADE ACADÉMIQUE (OUVERTURE)

01. 2.1 / BACHELIER EN E-BUSINESS

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

Codiplomation Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur, Centre d'études supérieures d'Optométrie appliquées

Arrondissement de Namur (92)

L'Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023

> La demande d'habilitation s'accompagne de la fermeture d'une habilitation existante pouvant être supprimée de sorte que l'**offre globale n'est pas augmentée** :
>
> Bachelier en comptabilité
>
> Domaine 9. Sciences économiques et de gestion
>
> Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur
>
> Arrondissement de Namur (92)
>
> Année académique de dernière organisation : 2019-2020.
>
> Dernière année académique destinée à assurer la bonne fin des études : 2022-2023

01. 2.2 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION EN BUSINESS DATA ANALYSIS

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

Codiplomation HENaLLux, École supérieure des Affaires

Arrondissement de Namur (92)

L'HENaLLux est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 2.3 / BACHELIER EN DIÉTÉTIQUE

Domaine 14. Sciences biomédicales et pharmaceutiques

Codiplomation HEPHC, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry

Arrondissement de Charleroi (52)

La HEPHC est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2023-2024

01. 2.4 / BACHELIER EN ORTHOPTIE

Domaine 15. Sciences de la santé publique

Centre d'études supérieures d'Optométrie appliquées – sans partenariat – motivation expresse

Arrondissement de Namur (92)

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 2.5 / BACHELIER EN AUDIOLOGIE

Domaine 15. Sciences de la santé publique

Coorganisation HEPL, HEL

Arrondissement de Liège (62)

La HEPL est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023

01. 2.6 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION : PSYCHOPATHOLOGIE

Ce bachelier de spécialisation comporte un programme de 90 crédits.

Actuellement, il est classé dans le décret Paysage dans le domaine 10. Sciences psychologiques et de l'éducation alors que le dossier pédagogique de la promotion sociale le classe dans le domaine 15. Il conviendra de résoudre cette incohérence.

Domaine 10. Sciences psychologiques et de l'éducation

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Antoing - Templeuve – sans partenariat – motivation expresse

Arrondissement de Tournai-Mouscron (57)

Année académique de première organisation : 2022-2023

La demande d'habilitation s'accompagne de la fermeture d'une habilitation existante pouvant être supprimée de sorte que l'**offre globale n'est pas augmentée** :

Bachelier en comptabilité

Domaine 9. Sciences économiques et de gestion

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Antoing - Templeuve

Arrondissement de Tournai-Mouscron (57)

Dernière année académique destinée à assurer la bonne fin des études : 2022-2023.

01. 2.7 / BACHELIER DE SPÉCIALISATION : CADRE DE SANTÉ

Ce bachelier de spécialisation comporte un programme de 75 crédits

Domaine 15. Sciences de la santé publique

Codiplomation Institut provincial de formation sociale, HEPN

Arrondissement de Namur (92)

L'Institut provincial de formation sociale est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2023-2024

01. 2.8 / BACHELIER EN INFORMATIQUE ET SYSTÈMES, ORIENTATION SÉCURITÉ DES SYSTÈMES

Domaine 17. Sciences

Codiplomation EAFC Uccle, E.P.F.C.1, EPHEC Promotion sociale, Institut technique supérieur Cardinal Mercier - Promotion sociale

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21)

L'EAFC Uccle est l'établissement référent

Année académique de première organisation : 2022-2023

02. DEMANDES DE NOUVELLES HABILITATIONS SANS AUGMENTATION DE L'OFFRE D'ENSEIGNEMENT

02.1 / DÉLOCALISATIONS

La HELHa a sollicité et l'ARES a accordé un changement d'arrondissement de La Louvière (58) vers Charleroi (52) à partir de l'année académique 2025-2026, pour 5 habilitations de bacheliers du domaine 9 (Sciences économiques et de gestion) listées ci-dessous :

- Bachelier en marketing,
- Bachelier en management de la logistique,
- Bachelier en management du tourisme et des loisirs,
- Bachelier en gestion hôtelière, orientation management,
- Bachelier en gestion hôtelière, orientation arts culinaires.

02.2 / CHANGEMENT DE PARTENARIAT

02. 2.1 / MASTER EN ARCHITECTURE TRANSMÉDIA

L'UNamur ne sera plus partenaire de cette codiplomation, le « reste » de cette habilitation reste inchangé. Celle-ci devient donc une codiplomation entre la HEAJ (EES référent) et l'IMEP, organisée dans l'arrondissement de Namur (92) et située dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie (19).

Année académique de départ du nouveau partenariat : 2022-2023

02. 2.2 / MASTER EN MANAGEMENT DE L'INNOVATION ET DE LA CONCEPTION DES ALIMENTS

L'UNamur ne sera plus partenaire de cette codiplomation, le « reste » de cette habilitation reste inchangé. Celle-ci devient donc une codiplomation entre l'ULiège (EES référent) et la HECh, organisée dans l'arrondissement de Liège (62) & de Namur (92) et située dans le domaine des sciences agronomiques et ingénierie biologique (18).

Année académique de départ du nouveau partenariat : 2022-2023

03. HABILITATIONS LIÉES AU PROGRAMME DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre de son programme de coopération au développement, l'ARES a participé au financement de 13 masters de spécialisation interuniversitaires et 5 formations continuées, sélectionnés en 2015, qui constituent l'offre de formation pour le renforcement des capacités individuelles. Ce financement se termine à la fin de l'année 2020-2021, de sorte que l'ARES a décidé de relancer un appel à projets.

Le 20 novembre 2020, l'ARES décidait de combiner la procédure de la prochaine sélection des offres de formations internationales à la procédure d'habilitation de l'ARES et d'étendre cette possibilité aux bacheliers de spécialisation.

Un appel à candidatures pour des formations internationales à mettre en œuvre dans le cadre du programme 2022-2027 a été lancé en date du 23 février 2021.

31 candidatures complètes ont été introduites en date du 30 juin 2021. Lors de sa séance du 9 novembre 2021, le CA de l'ARES a validé la sélection des formations internationales du programme de coopération au développement de l'ARES 2022-2027.

Sur 12 formations de master de spécialisation ou de bachelier de spécialisation qui ont été sélectionnées :

- 4 dossiers n'ont aucune conséquence en termes d'habilitations (master de spécialisation en microfinance, master de spécialisation en méthodologie de la santé publique, master de spécialisation en droits humains, master de spécialisation en économie internationale et du développement). Les partenaires sélectionnés sont déjà habilités individuellement ;
- Pour 2 dossiers, aucune habilitation ne doit être ajoutée, mais il conviendra d'indiquer que les bacheliers de spécialisation sont « coopération au développement » (bachelier de spécialisation en business data analysis, bachelier de spécialisation en pédiatrie et néonatologie) ;
- Les 6 autres dossiers sont décrits ci-dessous.

03. 1.1 / MASTER DE SPÉCIALISATION EN SCIENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE - ANALYSE ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PROGRAMMES ET SYSTÈMES DE SANTÉ INTERNATIONALE

Domaine 15. Sciences de la santé publique

Codiplomation UCL, ULB

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21).

L'UCL est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

Ce master remplace le master de spécialisation en sciences de la santé publique - Méthodes de recherche appliquées à la santé globale et les 2 habilitations correspondantes sont retirées. **L'offre globale n'est pas augmentée.**

03. 1.2 / MASTER DE SPÉCIALISATION EN NEXUS EAU-ÉNERGIE-ALIMENTATION

Domaine 17. Sciences

Codiplomation ULiège, UCL

Arrondissements d'Arlon (81) et de Nivelles (25).

L'ULiège est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

Ce master remplace le master de spécialisation en développement, environnement et sociétés et les 2 habilitations correspondantes sont retirées. **L'offre globale n'est pas augmentée.**

03. 1.3 / MASTER DE SPÉCIALISATION EN GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES À L'ÈRE DE L'ANTHROPOCÈNE

Domaine 17. Sciences

Codiplomation ULiège, UNamur

Arrondissement d'Arlon (81).

L'ULiège est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

Ce master remplace le master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes et l'habilitation correspondante en codiplomation est retirée. **L'offre globale n'est pas augmentée**.

03. 1.4 / MASTER DE SPÉCIALISATION EN ARTS PLASTIQUES, VISUELS ET DE L'ESPACE : DESIGN D'INNOVATION SOCIALE

Domaine 22. Arts plastiques, visuels et de l'espace

Coorganisation St-Luc Bxl, HEG, UCL

Arrondissement de Bruxelles-Capitale (21).

St-Luc Bxl est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

03. 1.5 / MASTER DE SPÉCIALISATION EN GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES SANITAIRES

Transdomaines 1. Philosophie / 6. Sciences politiques et sociales / 9. Sciences économiques et de gestion / 11. Sciences médicales / 12. Sciences vétérinaires / 14. Sciences biomédicales et pharmaceutiques / 15. Sciences de la santé publique / 17. Sciences / 18. Sciences agronomiques et ingénierie biologique

Codiplomation – ULiège, UNamur, ULB

Arrondissements de Liège (62), de Bruxelles-Capitale (21) et de Namur (92).

L'ULiège est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

Ce master remplace le master de spécialisation en gestion intégrée des risques sanitaires dans les pays du sud et les 3 habilitations correspondantes sont retirées. **L'offre globale n'est pas augmentée.**

03. 1.6 / MASTER DE SPÉCIALISATION EN TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Pour l'instant, 3 universités sont habilitées (ULiège, ULB & UNamur).

Vu le retrait de l'ULiège, son habilitation est supprimée. Les autres habilitations sont inchangées et **l'offre globale est donc diminuée.**

04. MASTER IMPOSÉ VIA UNE LÉGISLATION FÉDÉRALE

Cette étude conduit à un nouveau grade académique en FWB pour répondre à une demande fédérale dans le domaine de la santé publique.

04. 1.1 / MASTER EN ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE

Domaine 10. Sciences psychologiques et de l'éducation

Codiplomation UMONS, ULB, ULiège

Arrondissements de Mons (53), Liège (62) et Bruxelles-Capitale (21)

L'UMONS est l'établissement référent.

Année académique de première organisation : 2022-2023.

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

AVIS DE L'ARES

N° 2022-05 DU 15 FÉVRIER 2022

Avant-projet de décret instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données 'e-paysage'

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 23 décembre 2021 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur un avant-projet de décret instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données 'e-paysage' ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 23 décembre 2021 sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant les remarques et observations du Bureau exécutif du 1er février 2022 ;

L'ARES formule l'avis suivant à l'endroit de l'avant-projet de décret instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données 'e-paysage'.

AVIS

Moyennant la prise en compte des observations, remarques et propositions de modifications qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable** à l'endroit de l'avant-projet de décret instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données 'e-paysage'.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

TABLE DES MATIÈRES

01. MODIFICATION DU DÉCRET DU 12 JUILLET 1990 SUR LE CONTRÔLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES 4

01.1 / Article 1er de l'avant-projet de décret : article 6*bis* nouveau 4

01. 1.1 / Modifications : 4
01. 1.2 / Objectifs : 4
01. 1.3 / Avis de l'ARES : 5

02. MODIFICATION DU DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1996 RELATIF AU FINANCEMENT DES HAUTES ECOLES ORGANISÉES OU SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE 5

02.1 / Article 2 de l'avant-projet de décret : article 42*bis* nouveau : 5

02. 1.1 / Modifications : 5
02. 1.2 / Objectifs : 6
02. 1.3 / Avis de l'ARES : 6

03. MODIFICATION DU DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2001 FIXANT LES RÈGLES SPÉCIFIQUES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE ORGANISÉ EN ECOLES SUPÉRIEURES DES ARTS (ORGANISATION, FINANCEMENT, ENCADREMENT, STATUT DES PERSONNELS, DROITS ET DEVOIRS DES ÉTUDIANTS) 6

03.1 / Article 3 de l'avant-projet de décret : article 34*septies*/1 du décret : 6

03. 1.1 / Modifications : 6
03. 1.2 / Objectifs : 7
03. 1.3 / Avis de l'ARES : 7

04. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 16 JUIN 2006 RÉGULANT LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS DANS CERTAINS CURSUS DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 7

04.1 / Article 4 de l'avant-projet de décret : article 5 du décret : 7

04. 1.1 / Modifications : 7
04. 1.2 / Objectifs : 9
04. 1.3 / Avis de l'ARES : 9

04.2 / Article 5 de l'avant-projet de décret : article 9 du décret : 10

04. 2.1 / Modifications : 10
04. 2.2 / Objectifs : 12
04. 2.3 / Avis de l'ARES : 12

05. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES 12

05.1 / Article 6 de l'avant-projet de décret : article 21 du décret : 12

05. 1.1 / Modifications : 12
05. 1.2 / Objectifs : 13
05. 1.3 / Avis de l'ARES : 13

05.2 / Article 7 de l'avant-projet de décret : article 95/2, § 1er, al. 3 du décret : 14

05. 2.1 / Modifications : 14
05. 2.2 / Objectifs : 14
05. 2.3 / Avis de l'ARES : 15

05.3 / Article 8 de l'avant-projet de décret : article 95/2, § 1er, al. 4 du décret : 15

05. 3.1 / Modifications : 15
05. 3.2 / Objectifs : 16
05. 3.3 / Avis de l'ARES : 16

05.4 / Article 9 de l'avant-projet de décret : article 95/2, § 2, al. 2 du décret : 16

05. 4.1 / Modifications : 16
05. 4.2 / Objectifs : 17
05. 4.3 / Avis de l'ARES : 17

05.5 / Article 10 de l'avant-projet de décret : article 95/3, § 2, al. 1er du décret : 18

05. 5.1 / Modifications : ... 18
05. 5.2 / Objectifs : ... 18
05. 5.3 / Avis de l'ARES : ... 18

05.6 / Article 11 de l'avant-projet de décret : article 95/3, § 2, alinéa 2 du décret : ... 19

05. 6.1 / Modifications : ... 19
05. 6.2 / Objectifs : ... 19
05. 6.3 / Avis de l'ARES : ... 19

05.7 / Article 12 de l'avant-projet de décret : article 97, § 3, alinéa 3, du décret : ... 20

05. 7.1 / Modifications : ... 20
05. 7.2 / Objectifs : ... 20
05. 7.3 / Avis de l'ARES : ... 20

05.8 / Article 13 de l'avant-projet de décret : abrogation de l'article 106 du décret : ... 21

05. 8.1 / Modifications : ... 21
05. 8.2 / Objectifs : ... 22
05. 8.3 / Avis de l'ARES : ... 23

05.9 / Article 14 de l'avant-projet de décret : Chapitre VIII*bis* et articles 106 à 106/21 nouveaux : ... 23

05. 9.1 / Section I[ère] nouvelle et article 106 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 23
05. 9.2 / Article 106/1 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 27
05. 9.3 / Article 106/2 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 28
05. 9.4 / Article 106/3 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 30
05. 9.5 / Section II nouvelle et Article 106/4 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 30
05. 9.6 / Article 106/5 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 34
05. 9.7 / Article 106/6 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 35
05. 9.8 / Article 106/7 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 36
05. 9.9 / Article 106/8 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 38
05. 9.10 / Article 106/9 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 39
05. 9.11 / Section III nouvelle et article 106/10 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 41
05. 9.12 / Article 106/11 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 42
05. 9.13 / Article 106/12 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 44
05. 9.14 / Article 106/13 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 45
05. 9.15 / Section IV nouvelle et article 106/14 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 46
05. 9.16 / Article 106/15 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 49
05. 9.17 / Article 106/16 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 50
05. 9.18 / Article 106/17 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 53
05. 9.19 / Article 106/18 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 54
05. 9.20 / Article 106/19 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 54
05. 9.21 / Article 106/20 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 55
05. 9.22 / Article 106/21 nouveau du décret du 7 novembre 2013 ... 56

05.10 / Article 15 du projet de décret : article 139/1, alinéa 2, du décret : ... 57

05. 10.1 / Modifications : ... 57
05. 10.2 / Objectifs : ... 57
05. 10.3 / Avis de l'ARES : ... 57

06. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 29 MARS 2017 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES ... 58

06.1 / Article 16 de l'avant-projet de décret : article 1[er], § 1[er] du décret : ... 58

06. 1.1 / Modifications : ... 58
06. 1.2 / Objectifs : ... 58
06. 1.3 / Avis de l'ARES : ... 58

06.2 / Article 17 de l'avant-projet de décret : article 6, § 1[er], alinéa 1[er], du décret : ... 58

06. 2.1 / Modifications : ... 58
06. 2.2 / Objectifs : ... 59
06. 2.3 / Avis de l'ARES : ... 59

07. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES ... 59

07.1 / Article 18 de l'avant-projet de décret : ... 59

07. 1.1 / Disposition : ... 59
07. 1.2 / Objectifs : ... 59
07. 1.3 / Avis de l'ARES : ... 60

07.2 / Article 19 de l'avant-projet de décret : ... 60

07. 2.1 / Disposition : 60
07. 2.2 / Objectifs : 60
07. 2.3 / Avis de l'ARES : 60
07.3 / Article 20 de l'avant-projet de décret : 61
07. 3.1 / Disposition : 61
07. 3.2 / Objectifs : 61
07. 3.3 / Avis de l'ARES : 61
08. ENTRÉE EN VIGUEUR 62
08.1 / Article 21 de l'avant-projet de décret : 62
08. 1.1 / Disposition : 62
08. 1.2 / Objectifs : 62
08. 1.3 / Avis de l'ARES : 62

01. MODIFICATION DU DÉCRET DU 12 JUILLET 1990 SUR LE CONTRÔLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

01.1 / ARTICLE 1ER DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 6*BIS* NOUVEAU

01. 1.1 / MODIFICATIONS :

» Il est proposé d'insérer un nouvel article 6*bis* au sein du décret du 12 juillet 1990, libellé comme suit :
*« Article 6*bis *– Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret ou de toute autre législation qui leur est applicable, les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des institutions universitaires sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice ».*

01. 1.2 / OBJECTIFS :

Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de :

» prévoir que, dans le cadre des missions qui sont confiées aux commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des universités, ces derniers puissent utiliser le numéro de registre national des étudiants ou des personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription, ou à défaut, le numéro de registre bis d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ;

» permettre aux commissaires et délégués, dans le cadre de la simplification administrative et de l'informatisation et la centralisation des demandes d'inscriptions, d'admissions et des diplômés, initiées par e-paysage, d'identifier prioritairement les étudiants et les personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription au moyen de leur numéro RN, lequel offre le plus haut degré de sécurité en matière d'identification des personnes en Belgique. Ceci est primordial étant donné que le système e-

paysage repose majoritairement sur cette identification via le RN pour les étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus ;

» dispenser les commissaires et délégués auprès des universités d'introduire des demandes d'utilisation au Registre national, en application de l'article 8, § 1er, al. 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, lequel prévoit qu'*« une autorisation d'utilisation du numéro du Registre national n'est pas requise lorsque cette utilisation est explicitement prévue par ou en vertu d'une loi, un décret ou une ordonnance ».*

01. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES approuve la nécessité d'un système d'identification unique et commun entre les différentes parties prenantes, permettant également de restreindre les données à caractère personnel des étudiants échangées entre les Commissaires et Délégués et les établissements d'enseignement supérieur, dans un souci constant de proportionnalité et de minimisation des données.

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

02. MODIFICATION DU DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1996 RELATIF AU FINANCEMENT DES HAUTES ECOLES ORGANISÉES OU SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

02.1 / ARTICLE 2 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE *42BIS* NOUVEAU :

02. 1.1 / MODIFICATIONS :

» Il est proposé d'insérer un nouvel article 42*bis* au sein du décret du 9 septembre 1996, libellé comme suit :

*« Article 42*bis *– Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret ou de toute autre législation qui leur est applicable, les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice ».*

02. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée poursuit les mêmes objectifs que ceux poursuivis par l'article 1er, s'agissant cette fois des missions des commissaires du Gouvernement auprès des hautes écoles. La disposition prévoit donc l'insertion d'une disposition analogue dans le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

02. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES formule à l'endroit de la disposition en projet la même remarque que précédemment (cfr. 01.1.3/).

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

03. MODIFICATION DU DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2001 FIXANT LES RÈGLES SPÉCIFIQUES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE ORGANISÉ EN ECOLES SUPÉRIEURES DES ARTS (ORGANISATION, FINANCEMENT, ENCADREMENT, STATUT DES PERSONNELS, DROITS ET DEVOIRS DES ÉTUDIANTS)

03.1 / ARTICLE 3 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 34*SEPTIES*/1 DU DÉCRET :

03. 1.1 / MODIFICATIONS :

» Il est proposé d'insérer un nouvel article 34*septies*/1 au sein du décret du 20 décembre 2001, libellé comme suit :

« Article 34septies/1 – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret ou de toute autre législation qui leur est applicable, les délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice »

03. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée poursuit les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 1er et 2, s'agissant cette fois des missions des commissaires et délégués du Gouvernement auprès des écoles supérieures des arts. La disposition prévoit donc l'insertion d'une disposition analogue dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

03. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES formule à l'endroit de la disposition en projet la même remarque que précédemment (cfr. 01.1.3/).

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

04. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 16 JUIN 2006 RÉGULANT LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS DANS CERTAINS CURSUS DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

04.1 / ARTICLE 4 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 5 DU DÉCRET :

04. 1.1 / MODIFICATIONS :

» Il est proposé de remplacer l'actuel article 5 du décret du 16 juin 2006[1] par la disposition suivante :

[1] Libellé comme suit : *« Article 5. - Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013, définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août. Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités académiques et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.*

Par dérogation, les étudiants qui introduisent une demande d'inscription dans un cursus visé à l'article 3, 4° et 5°, introduisent leur demande d'inscription selon les modalités prévues par les institutions universitaires. En ce qui concerne les cursus visés à l'article 3, 4° et 5°, l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1er du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires constitue la demande d'inscription dans le cursus au sens du présent décret.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités académiques peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1er est actée dans un registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une

« § 1er. Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 par voie électronique sur la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/7 du même décret et ce, à partir du troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au jeudi suivant inclus.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1er. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les universités concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Par dérogation, en ce qui concerne les cursus visés à l'article 3, 4° et 5°, l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1er du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires constitue la demande d'inscription dans le cursus au sens du présent décret.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les universités peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Toute demande d'inscription faite après le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique est actée au sein de la plateforme visée au § 1er. Y sont mentionnés, dans l'ordre des demandes et par université, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est envoyée à l'étudiant au moment où il introduit sa demande d'inscription.

Par dérogation au § 1er, pour les étudiants non résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4° et 5°, au plus tard le troisième mercredi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai

---

attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les étudiants non-résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4° et 5°, au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités académiques peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un

numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables ».

de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables ».

04. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de prévoir, dans le cadre de la mise en place d'*e*-paysage, un **dépôt centralisé et informatisé** des demandes d'admission des étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants résidents dans les cursus contingentés organisés par les universités. Cette adaptation de la procédure aux réalités d'e-paysage nécessite certaines modifications du texte :

» L'étudiant précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription – ce qu'il ne doit pas faire actuellement, étant donné qu'il se présente physiquement auprès de l'université choisie lors du dépôt du dossier.

» Dans le cadre d'un dépôt électronique, celui-ci peut se faire à toute heure du jour et de la nuit, ce qui n'était pas le cas, naturellement, dans le cadre d'un dépôt en présentiel, limité aux seuls jours et heures ouvrables de l'établissement. Il convient donc d'être beaucoup plus précis afin, notamment, d'éviter des dépôts électroniques le weekend et de faciliter le travail des équipes, notamment informatiques, qui doivent pouvoir gérer les problèmes de ce type dans les meilleures conditions possible. Le dépôt sera donc autorisé à partir du troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée, 00:00:00 au jeudi suivant, 23:59:59.

» Les modalités particulières du processus de dépôt des dossiers d'admission par les étudiants non résidents et d'accès aux données par les universités sont prévues aux articles 25, 37 et 38 de l'avant-projet de décret.

04. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES attire l'attention sur le fait que le projet dit « CREDAC » (Centralisation des Résultats des Epreuves et des Dossiers d'Admission aux études Contingentées) est encore en cours d'élaboration avec les membres du GT, représentants des établissements d'enseignement supérieur concernés. **Cela étant**, il convient de permettre, dès à présent, que la centralisation sur une plateforme informatisée puisse avoir lieu à compter du contingentement 2023. Actuellement et depuis la crise du Covid-19, le dépôt se réalise de manière électronique au sein des établissements. Et il n'est pas souhaitable que le dépôt physique soit réinstauré, faute du cadre décrétal nécessaire. Du reste, l'ARES note que les modifications envisagées par la disposition en projet ne fait qu'**adapter le cadre décrétal actuel à la réalité d'*e*-paysage et n'induit, de ce fait, pas ou peu de modifications de fond**.

» L'ARES précise toutefois qu'il faut que l'AGCF tel que visé à l'article106/21 en projet tienne absolument compte des modalités de fonctionnement inhérentes au dépôt et au contingentement, en accord avec les membres du GT et, plus largement, avec les établissements concernés.

» **De manière plus spécifique, l'ARES note les éléments suivants :**

» Au sein du § 3, alinéa 2 de la disposition en projet, il semble il y avoir une coquille : il s'agit du *« troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique »* et non du *« troisième mercredi du mois d'août précédant l'année académique ».* À cet égard, l'ARES remarque également qu'il conviendrait de prévoir un battement (un week-end, par exemple) entre la limite du jeudi et la reprise des dépôts de dossiers non-résidents en dehors des jours fixés ;

» Au sein du § 4 :

» alinéa 1er de la disposition en projet, la formulation *« avant le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique »* peut paraitre un peu sibylline. Il conviendrait de lui préférer la formulation suivante *« entre le troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée et le jeudi suivant inclus »* ;

» alinéa 2 de la disposition en projet, il conviendrait d'ajouter les mots *« de la présente disposition »* entre les mots *« du § 2 »* et les mots *« ou de l'article 4 »*, afin d'en faciliter la compréhension.

» L'ARES insiste pour que le dépôt des dossiers des non-résidents commence, non pas à minuit comme le laisse sous-entendre le commentaire des articles, mais à 9h (par exemple). En effet, il est tout à fait irréaliste, d'un point de vue informatique, de faire démarrer un tel processus en pleine nuit, notamment pour les équipes de terrain dans les établissements et celles de l'ETNIC qui doivent pouvoir s'assurer que le processus fonctionne correctement (présences éventuelles de bugs, de correctifs, etc.) et qui, naturellement, ne travaillent pas la nuit.

» **Enfin, de manière plus fondamentale**, l'ARES propose, au vu de l'opportunité offerte par la modification du cadre décrétal, de revoir – à moyen terme et de manière approfondie – le mécanisme de contingentement tel que prévu par les articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 afin d'envisager un cadre plus clair, mieux adapté aux réalités de terrain connues des équipes administratives et davantage en phase avec, notamment, le cadre décrétal relatif à l'examen d'entrée en médecine et dentisterie.

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

04.2 / ARTICLE 5 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 9 DU DÉCRET :

04. 2.1 / MODIFICATIONS :

» À l'instar du projet d'article précédent et pour les mêmes motifs, il est proposé de remplacer l'actuel article 9 du décret du 16 juin 2006[2] par la disposition suivante :

[2] Libellé comme suit : *« Article 9. - Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable avant le 25 août. Les autorités des hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités des hautes écoles et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.*

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités des hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

« § 1er. Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 , les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 par voie électronique sur la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/7 du même décret et ce, à partir du troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au jeudi suivant inclus.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise la haute école auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1er. À peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les hautes écoles concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Toute demande d'inscription faite après le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique est actée au sein de la plateforme visée au § 1er. Y sont mentionnés, dans l'ordre des demandes et par haute école, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est envoyée à l'étudiant au moment où il introduit sa demande d'inscription.

» *Par dérogation au § 1er, pour les étudiants non-résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard le troisième mercredi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.*

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7.

Toute demande d'inscription faite à partir du dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1er est actée dans un registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les étudiants non-résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités des Hautes Ecoles peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le dernier jour ouvrable avant le 25 août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation des études sont applicables ».

L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.
En cas de refus d'inscription par application du § 2 ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables.

04. 2.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée poursuit le même objectif que celui de l'article 4 en projet, s'agissant cette fois des demandes d'admission des étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants résidents dans les cursus contingentés organisés par les hautes écoles. Des adaptations similaires doivent donc être apportées à l'article 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

04. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES formule à l'endroit de la disposition en projet les mêmes remarques que précédemment (cfr. 04.1.3/).

» **Moyennant la prise en considérant des mêmes éléments, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

05.1 / ARTICLE 6 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 21 DU DÉCRET :

05. 1.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 21, alinéa 1er du décret du 7 novembre 2013 liste actuellement l'ensemble des missions confiées à l'ARES.

» Il est proposé de modifier l'article en insérant un nouveau litera 26°, libellé comme suit :
« […] 26° de contribuer à la simplification administrative en matière d'admission, d'inscription et de diplomation de l'étudiant et de gérer une ou plusieurs sources authentiques de données y relatives ».

05. 1.2 / OBJECTIFS :

- Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but :
  - d'ajouter une nouvelle mission à l'ARES. En l'état, le projet *e*-paysage, projet de simplification administrative essentiel pour l'enseignement supérieur, repose exclusivement sur l'actuel article 106 du décret (lequel sera remplacé par le présent avant-projet) et les missions actuellement dévolues à l'ARES, notamment visées au litera 18° : *« [L'ARES a pour missions] de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur»* ou encore au litera 25° *: « L'ARES a pour missions] de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation ».* Afin de renforcer la sécurité juridique des traitements opérés par l'ARES dans le cadre du présent avant-projet de décret, il est souhaité que cette mission de simplification administrative soit intégrée de manière explicite dans le décret ;
  - La modification répond également aux suggestions formulées par le Conseil d'État dans son avis n°69.973/2, dans lequel il a estimé que *« la création d'une « source authentique de données »* [HOPS, source authentique de données relative aux habilitations et à l'offre programmée de l'enseignement supérieur] *au sein de l'ARES et le fait de confier à cette dernière la mission consistant à assurer la gestion de cette « source authentique » nécessitent une intervention expresse et spécifique du législateur »*, que *« l'élément central du texte en projet, à savoir la création d'une source authentique de données au sein de l'ARES, dont cette dernière serait le gestionnaire, n'[était] pas admissible* de lege lata *»* et qu'*« un tel mécanisme nécessit[ait] que l'article 21 du décret « Paysage » soit complété par le législateur, et ce, à la majorité ordinaire puisque conférer une mission de cette nature à l'ARES ne revient pas à lui déléguer une compétence que la Communauté française exercerait en qualité de pouvoir organisateur de son propre enseignement au sens de l'article 24, § 2, de la Constitution ».*

05. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'ARES demande que le commentaire de l'article soit modifié. En effet, ce n'est pas tant la mission visée à l'article 21, alinéa 1er, 18° que l'article 106 actuel du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) qui sert (partiellement) de fondement au processus *e*-paysage. Il convient donc de supprimer la référence à la mission visée au 18° afin, notamment, de bien distinguer, d'une part, des deux (nouveaux) traitements prévus par l'avant-projet de décret (récolte de données et mise à disposition de celles-ci) et, d'autre part, la mission statistique actuellement dévolue à l'ARES (qui n'est qu'une sous-finalité des deux traitements évoqués – cfr. art. 106/14, 7° en projet) et ainsi éviter tout risque de confusion particulièrement préjudiciable à un tel processus.
- L'ARES se réjouit par ailleurs que la base de données relative aux habilitations et à l'offre programmée de l'enseignement supérieur (HOPS) poursuive son processus de labellisation et que d'autres, comme SIEL-SUP (base de données des inscriptions dans l'enseignement supérieur) ou DADI (base de données des diplômés de l'enseignement supérieur) puissent également faire l'objet d'une telle labellisation, sous la responsabilité de l'ARES, en tant que gestionnaire.
- **Plus fondamentalement**, l'ARES suggère de reformuler la nouvelle mission, telle que libellée, afin de bien distinguer *simplification* (*e*-paysage) et *gestion* administratives (HOPS, DADI, etc.) :

» *« 26° de contribuer à la simplification administrative en matière d'admission, d'inscription et de diplomation de l'étudiant ; »*

» *27° de gérer des sources authentiques en lien avec ses missions et la législation relative à l'enseignement supérieur ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.2 / ARTICLE 7 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 95/2, § 1ER, AL. 3 DU DÉCRET :

05. 2.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 95/2, § 1er, alinéa 3 du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« Les établissements d'enseignement supérieur transmettent les noms des fraudeurs au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques ».

» Il est proposé de remplacer la disposition par un nouvel article 95/2, § 1er, alinéa 3 libellé comme suit :
« Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement le nom et le prénom des fraudeurs de même que la date, le lieu et le pays de naissance de ceux-ci et, s'il échet, leur numéro de Registre national attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. La suppression des données des fraudeurs se fait automatiquement après une période de trois années académiques ».

05. 2.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise tout d'abord que les articles 7 à 9 de l'avant-projet de décret ont pour but d'adapter le cadre décrétal en vigueur, *s'agissant de la base de données des étudiants fraudeurs que doit tenir actuellement à jour l'ARES*, lorsqu'une fraude à l'inscription est découverte lors de l'admission ou en cours d'année académique.

» En outre, le commentaire précise qu'actuellement, seul le nom de l'étudiant fraudeur est communiqué non seulement au commissaire ou délégué en vue d'assurer le contrôle de la décision de l'établissement d'enseignement supérieur, mais également à l'ARES qui est chargée d'inscrire ce nom dans la base de données dont question. **Cette seule donnée est nettement insuffisante pour authentifier précisément l'étudiant en cause**. Eu égard à la **sévérité** de la sanction prononcée à l'égard de celui-

ci, il convient donc de prévoir que d'autres données d'identification puissent être communiquées au commissaire et délégué chargé du contrôle. Les articles 7 à 9 en projet prévoient donc que soit communiqué, en sus du nom, un minimum de données, à savoir le prénom de l'étudiant fraudeur ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci. Ceci permet de croiser suffisamment de données afin d'identifier le plus précisément possible un étudiant n'ayant aucun critère de rattachement avec la Belgique et ne disposant donc ni d'un numéro de Registre national, ni d'un numéro *bis*. La disposition prévoit également que soient communiqués, si l'étudiant en dispose, son numéro de Registre national ou son numéro *bis*, afin de compléter l'identification, étant donné que le système e-paysage repose en grande partie sur l'identification au RN des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus.

» Les dispositions en projet prévoient également que les données précitées soient communiquées au sein de la plateforme centralisée d'échange de données e-paysage.

05. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES note que la modification prévue consistant en **l'inscription directe** par les Commissaires et Délégués dans e-paysage permet de respecter davantage le RGPD, en supprimant *de facto* un intermédiaire (en l'occurrence, l'ARES) et des sous-traitements inutiles et difficilement justifiables (l'ARES ne participe aucunement au processus de constatation et de sanction de la fraude).

» L'ARES suggère, en outre, que la donnée « année académique de la fraude » puisse être également communiquée afin de pouvoir automatiser de manière optimale la suppression des données au terme du délai de trois années académiques.

» Afin de permettre un traitement rapide et au vu des conséquences de la sanction sur la personne ayant fraudé, l'ARES suggère enfin de renforcer le cadre décrétal actuel en précisant que l'inscription dans la base de données des fraudeurs se fasse *« sans délai ».* Actuellement, il apparait qu'un certain délai existe entre la confirmation de la réalité de la fraude et la transmission du nom du fraudeur à l'ARES. L'ARES suggère donc que les mots *« sans délai »* soient insérés entre le mot *« inscrit »* et les mots *« les informations précitées ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.3 / ARTICLE 8 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 95/2, § 1ER, AL. 4 DU DÉCRET :

05. 3.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 95/2, § 1er, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« Les établissements d'enseignement supérieur notifient aux personnes concernées leur inscription dans la base de données et indiquent les modalités d'exercice des droits de recours ».

» Il est proposé, au sein de l'article 95/2, § 1er, alinéa 4, de remplacer les mots *« dans la base de données»* par les mots *« au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».*

05. 3.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise tout d'abord que les articles 7 à 9 de l'avant-projet de décret ont pour but d'adapter le cadre décrétal en vigueur, *s'agissant de la base de données des étudiants fraudeurs que doit tenir actuellement à jour l'ARES*, lorsqu'une fraude à l'inscription est découverte lors de l'admission ou en cours d'année académique.

» En outre, le commentaire précise qu'actuellement, seul le nom de l'étudiant fraudeur est communiqué non seulement au commissaire ou délégué en vue d'assurer le contrôle de la décision de l'établissement d'enseignement supérieur, mais également à l'ARES qui est chargée d'inscrire ce nom dans la base de données dont question. **Cette seule donnée est nettement insuffisante pour authentifier précisément l'étudiant en cause**. Eu égard à la **sévérité** de la sanction prononcée à l'égard de celui-ci, il convient donc de prévoir que d'autres données d'identification puissent être communiquées au commissaire et délégué chargé du contrôle. Les articles 7 à 9 en projet prévoient donc que soit communiqué, en sus du nom, un minimum de données, à savoir le prénom de l'étudiant fraudeur ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci. Ceci permet de croiser suffisamment de données afin d'identifier le plus précisément possible un étudiant n'ayant aucun critère de rattachement avec la Belgique et ne disposant donc ni d'un numéro de Registre national, ni d'un numéro *bis*. La disposition prévoit également que soient communiqués, si l'étudiant en dispose, son numéro de Registre national ou son numéro *bis*, afin de compléter l'identification, étant donné que le système e-paysage repose en grande partie sur l'identification au RN des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus.

» Les dispositions en projet prévoient également que les données précitées soient communiquées au sein de la plateforme centralisée d'échange de données e-paysage.

05. 3.3 / AVIS DE L'ARES :

» Il s'agit d'une modification de pure forme adaptant le cadre décrétal actuel à la réalité d'*e*-paysage.

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.4 / ARTICLE 9 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 95/2, § 2, AL. 2 DU DÉCRET :

05. 4.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 95/2, § 2 alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« Le nom de l'étudiant ainsi sanctionné est transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ce nom à l'ARES en vue de son inscription dans la base de données visée au § 1er, alinéa 3 ».

» Il est proposé de remplacer la disposition par un nouvel article 95/2, § 2, alinéa 2 libellé comme suit :
« Le nom et le prénom de l'étudiant ainsi sanctionné, ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro

d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. »

05. 4.2 / OBJECTIFS :

- Le commentaire des articles précise tout d'abord que les articles 7 à 9 de l'avant-projet de décret ont pour but d'adapter le cadre décrétal en vigueur, *s'agissant de la base de données des étudiants fraudeurs que doit tenir actuellement à jour l'ARES*, lorsqu'une fraude à l'inscription est découverte lors de l'admission ou en cours d'année académique.
- En outre, le commentaire précise qu'actuellement, seul le nom de l'étudiant fraudeur est communiqué non seulement au commissaire ou délégué en vue d'assurer le contrôle de la décision de l'établissement d'enseignement supérieur, mais également à l'ARES qui est chargée d'inscrire ce nom dans la base de données dont question. **Cette seule donnée est nettement insuffisante pour authentifier précisément l'étudiant en cause**. Eu égard à la **sévérité** de la sanction prononcée à l'égard de celui-ci, il convient donc de prévoir que d'autres données d'identification puissent être communiquées au commissaire et délégué chargé du contrôle. Les articles 7 à 9 en projet prévoient donc que soit communiqué, en sus du nom, un minimum de données, à savoir le prénom de l'étudiant fraudeur ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci. Ceci permet de croiser suffisamment de données afin d'identifier le plus précisément possible un étudiant n'ayant aucun critère de rattachement avec la Belgique et ne disposant donc ni d'un numéro de Registre national, ni d'un numéro *bis*. La disposition prévoit également que soient communiqués, si l'étudiant en dispose, son numéro de Registre national ou son numéro *bis*, afin de compléter l'identification, étant donné que le système e-paysage repose en grande partie sur l'identification au RN des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus.
- Les dispositions en projet prévoient également que les données précitées soient communiquées au sein de la plateforme centralisée d'échange de données e-paysage.

05. 4.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'ARES note que la modification prévue consistant en **l'inscription directe** par les Commissaires et Délégués dans e-paysage permet de respecter davantage le RGPD, en supprimant *de facto* un intermédiaire (en l'occurrence, l'ARES) et des sous-traitements inutiles et difficilement justifiables (l'ARES ne participe aucunement au processus de constatation et de sanction de la fraude).
- Comme évoque *supra*, l'ARES suggère également que la donnée « année académique de la fraude » puisse être également communiquée afin de pouvoir automatiser de manière optimale la suppression des données au terme du délai de trois années académiques.
- Afin de permettre un traitement rapide et au vu des conséquences de la sanction sur la personne ayant fraudé, l'ARES suggère enfin de renforcer le cadre décrétal actuel en précisant que l'inscription dans la base de données des fraudeurs se fasse *« sans délai ».* Actuellement, il apparait qu'un certain délai existe entre la confirmation de la réalité de la fraude et la transmission du nom du fraudeur à l'ARES. L'ARES suggère donc que les mots *« sans délai »* soient insérés entre le mot *« inscrit »* et les mots *« les informations précitées ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.5 / ARTICLE 10 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 95/3, § 2, AL. 1ER DU DÉCRET :

05. 5.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 95/3, § 2, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« L'ARES transmet les noms des fraudeurs au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'épreuve ou examen d'admission. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques ».

» Il est proposé de remplacer la disposition par un nouvel article 95/3, § 2, alinéa 1er libellé comme suit :
« L'ARES transmet au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'épreuve ou examen d'admission le nom et le prénom des fraudeurs de même que la date, le lieu et le pays de naissance de ceux-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. La suppression des données des fraudeurs se fait automatiquement après une période de trois années académiques ».

05. 5.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que les articles 10 et 11 en projet poursuivent les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 7 à 9, s'agissant cette fois du transfert des données des étudiants ayant fraudé dans la constitution de leur dossier d'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES.

05. 5.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES note que la modification prévue consistant en **l'inscription directe** par les Commissaires et Délégués dans e-paysage permet de respecter davantage le RGPD, en supprimant *de facto* un intermédiaire (en l'occurrence, l'ARES) et des sous-traitements inutiles et difficilement justifiables (l'ARES ne participe aucunement au processus de constatation et de sanction de la fraude).

» Comme évoque *supra*, l'ARES suggère également que la donnée « année académique de la fraude » puisse être également communiquée afin de pouvoir automatiser de manière optimale la suppression des données au terme du délai de trois années académiques.

» Afin de permettre un traitement rapide et au vu des conséquences de la sanction sur la personne ayant fraudé, l'ARES suggère enfin de renforcer le cadre décrétal actuel en précisant que l'inscription dans la base de données des fraudeurs se fasse *« sans délai ».* Actuellement, il apparait qu'un certain délai existe entre la confirmation de la réalité de la fraude et la transmission du nom du fraudeur à l'ARES. L'ARES suggère donc que les mots *« sans délai »* soient insérés entre le mot *« inscrit »* et les mots *« les informations précitées ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.6 / ARTICLE 11 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 95/3, § 2, ALINÉA 2 DU DÉCRET :

05. 6.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 95/3, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« L'ARES notifie aux personnes concernées leur inscription dans la base de données et indique les modalités d'exercice des droits de recours ».

» Il est proposé, au sein de l'article 95/3, § 2, alinéa 2, de remplacer les mots *« dans la base de données»* par les mots *« par voie électronique sur la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».*

05. 6.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que les articles 10 et 11 en projet poursuivent les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 7 à 9, s'agissant cette fois du transfert des données des étudiants ayant fraudé dans la constitution de leur dossier d'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES.

05. 6.3 / AVIS DE L'ARES :

» Il s'agit d'une modification de pure forme adaptant le cadre décrétal actuel à la réalité d'*e*-paysage.

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.7 / ARTICLE 12 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 97, § 3, ALINÉA 3, DU DÉCRET :

05. 7.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 97, § 3, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :

« Après la notification du rejet du recours interne vise à l'article 96, § 2, l'étudiant à quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission. Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit :

- être introduite par pli recommande ou en annexe à un courriel, indiquer clairement l'identité et le domicile de l'étudiant et l'objet précis de sa requête,

- être revêtue de sa signature

- et contenir en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant ».

» Il est proposé, au sein de l'article 97, § 3, alinéa 3, de remplacer les mots *« en annexe à un courriel »* par les mots « au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».

05. 7.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que le but de la disposition en projet est de prévoir que la plainte déposée auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visée à l'article 97 du décret soit introduite par voie électronique via la plateforme centralisée d'échange de données *e*-paysage. L'emploi du courrier *électronique* ne sera donc plus permis, car ce moyen de communication offre moins de garanties de sécurité de l'information que celles développées dans le cadre d'*e*-paysage, mises en place par l'ETNIC (cfr. article 14 en projet). En tant que secrétariat de la CEPERI, l'ARES, qui agit déjà tant que responsable de traitement pour la collecte des données transmises par les étudiants dont l'inscription est refusée (dont certaines sont sensibles au sens du RGPD), doit garantir que toutes les mesures de sécurité adaptées soient prises pour assurer la confidentialité des données et réduire autant que possible les risques de fuite de celles-ci. Néanmoins, la disposition permet toujours un *envoi par courrier recommandé*, notamment pour ne pas accentuer la fracture numérique encore existante actuellement.

» Le commentaire ajoute que les modifications décrétales impliqueront certaines modifications au sein de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, afin d'assurer la cohérence des textes décrétal et réglementaire

05. 7.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES est particulièrement sensible à la simplification administrative induite par l'avant-projet de décret. Toujours dans cette optique, l'ARES suggère une modification complémentaire s'agissant des modalités de refus d'inscription au sein des établissements. Dans son avis **n° 2018-01**, l'ARES s'était en effet montrée favorable à ce que la procédure par voie électronique soit prévue explicitement dans le décret à l'article 96, § 1er, al. 2 du décret Paysage. Le décret du 3 mai 2019 (« dit Fourre-tout III ») a ainsi modifié cette partie de la disposition, laquelle est libellée actuellement – et depuis la rentrée académique 2019-2020 – de la manière suivante : *« Article 96, § 1er, alinéa 2. – […] La décision du refus d'inscription doit*

être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective […] ». **Cependant**, à l'occasion de son avis **n° 2018-13**, l'ARES avait demandé, pour d'évidentes raisons pratiques et de sécurité juridique, que l'adresse électronique utilisée par l'établissement soit, *en cas de réinscription, celle fournie par ce dernier et non l'adresse personnelle de l'étudiant* – susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est évidemment bien plus compliqué. Il n'était, du reste, évidemment pas concevable que l'établissement continue d'utiliser l'adresse personnelle de l'étudiant qui se réinscrivait alors qu'il lui avait été fourni une adresse institutionnelle. Cette proposition n'a été prise en considération que récemment par le truchement du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur[3], lequel a modifié l'article 96, § 1er, alinéa 2 du décret Paysage comme suit : *« Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».* Suivant la même logique, le Législateur a proposé, par le truchement du décret du 3 mai 2019 précité, une modification du même type au sein de l'article 96, § 2, alinéa 1er, *in fine,* lequel est désormais – et depuis la rentrée académique 2019-2020 – libellé de la manière suivante : *« Article 96, § 2, alinéa 1er. […] Le règlement des études prévoit une procédure de recours interne auprès des autorités académiques de l'établissement contre les décisions de refus visées au paragraphe précédent. […] La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant […] ».* **Par cohérence**, il conviendrait que cette partie de l'article soit également modifiée, à l'instar de la modification induite récemment par le décret du 2 décembre 2021, afin que l'établissement puisse également, *en cas de réinscription*, notifier la décision du recours interne sur l'adresse électronique institutionnelle de l'étudiant. Il serait encore moins concevable que la décision de refus puisse être notifiée sur l'adresse fournie par l'établissement, mais pas la décision du recours interne. L'ARES suggère donc que l'article 96, § 2, alinéa 1er, *in fine*, du décret soit modifié comme suit : *«[…] La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé [, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement] ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.8 / ARTICLE 13 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ABROGATION DE L'ARTICLE 106 DU DÉCRET :

05. 8.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 106 du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« Article 106. - La liste des étudiants réguliers est arrêtée par chaque établissement et transmise au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement au plus tard le premier février.

[3] Décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, *M.B.,* 17 décembre 2021, art. 6.

Pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les Commissaires et Délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES la liste des demandes d'inscription refusées au sens de l'article 96 avec le motif de refus, des fraudes à l'inscription, des exclusions pour fraude aux évaluations, des inscriptions et demandes d'admission prises en considération et des inscriptions régulières, des réorientations et des allègements pour l'année académique en cours, ainsi que les corrections à apporter à la liste de l'année académique précédente et les crédits acquis par les étudiants régulièrement inscrits durant cette année académique et grades académiques qui leur ont éventuellement été délivrés.

L'ARES fixe pour la première fois le 1er juin 2017 au plus tard et par la suite au plus tard le 1er juin de l'année académique qui précède la collecte de données en concertation avec les Commissaires et Délégués auprès des établissements, la forme dans laquelle ces informations lui sont transmises et coordonne le développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions. Le Gouvernement en définit les modalités et, après évaluation des coûts et dans les limites disponibles, octroie à l'ARES les moyens nécessaires ».

» Il est proposé d'abroger purement et simplement la disposition.

05. 8.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que l'article 106 du décret, tel que rédigé actuellement, n'a plus lieu d'être au vu du processus *e*-paysage institué par l'avant-projet de décret :

» Il n'y a plus lieu de prévoir que la liste des étudiants réguliers est arrêtée par chaque établissement et transmise au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement au plus tard le premier février (alinéa 1er actuel) *étant donné que chaque établissement communiquera cette donnée via la plateforme e-paysage, ainsi qu'il est prévu par le nouvel article 106/4 inséré via l'article 14 du dispositif*, et que cette donnée sera mise à disposition, notamment, des commissaires et délégués, ainsi qu'il est prévu le nouvel article 106/18 inséré via l'article 14 du dispositif. En pratique, un tel transfert – peu efficace et ne donnant pas suffisamment de garanties eu égard aux exigences imposées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) – est du reste particulièrement chronophage pour les parties concernées et source d'erreurs éventuellement préjudiciables pour les étudiants ;

» Il n'y a plus lieu non plus de prévoir que, pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les commissaires et délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES un certain nombre de données telles que les demandes d'inscription refusées, les fraudes à l'inscription, les exclusions pour fraude aux évaluations, les inscriptions et demandes d'admission prises en considération (alinéa 2 actuel) *étant donné le nouvel article 106/6 du décret Paysage inséré via l'article 14 du dispositif prévoit qu'à partir de l'année académique 2023-2024, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement valide au sein de la plateforme e-paysage le statut régulier de l'inscription de l'étudiant, le statut de finançabilité de celui-ci et le cas échéant, introduit les informations relatives aux fraudes*. Quant aux autres données, celles-ci seront communiquées directement par les établissements d'enseignement supérieur au sein de la plateforme, à l'exception des données relatives aux demandes d'inscription refusées qui, même en l'état actuel de l'article 106 du décret, n'ont jamais été communiquées en raison du fait qu'elles n'ont aucune utilité pour les différents utilisateurs.

» Enfin, l'alinéa 3 de l'article 106 doit également être abrogé en ce qu'il prévoit actuellement que l'ARES coordonne le développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions, *étant donné le cadre décrétal proposé par le présent avant-projet de décret, offre une*

meilleure assise juridique au processus e-paysage, notamment au regard des exigences imposées par le RGPD.

05. 8.3 / AVIS DE L'ARES :

- L'ARES note qu'il s'agit d'une modification de pure forme adaptant le cadre décrétal actuel à la réalité d'*e*-paysage. **Cependant**, l'ARES relève que la suppression de cet article a tout de même pour implication de supprimer la date à laquelle les établissements d'enseignement supérieur doivent transmettre la liste des étudiants réguliers aux Commissaires et Délégués du Gouvernement. Cela peut s'avérer particulièrement inconfortable pour les établissements de ne plus disposer d'une date inscrite dans la législation à partir de laquelle le contrôle (sur base de la liste, mais également des documents probants constituant le dossier de l'étudiant.e) peut avoir lieu. En effet, étant donné le principe d'apport des informations au fil de l'eau, les établissements pourraient se voir imposer des contrôles très tôt dans l'année alors que la complétude des dossiers (par exemple, dans le cas des demandes pendantes d'équivalence) n'a pas encore pu être assurée.
- L'ARES demande donc à ce que la date soit maintenue dans le dispositif en projet (cfr. art. 106/4).

- **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.9 / ARTICLE 14 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : CHAPITRE VIII*BIS* ET ARTICLES 106 À 106/21 NOUVEAUX :

L'article 14 en projet propose d'insérer, au sein du décret du 7 novembre 2013, un chapitre VIII*bis* nouveau, contenant 22 articles, numérotés de 106 à 106/21, et :

- subdivisé en 4 sections :
  - Section Ire. - Fonctionnement de la plateforme e-paysage (art. 106 à 106/3),
  - Section II. - Données collectées en vue de pourvoir la plateforme e-paysage (art. 106/4 à 106/9),
  - Section III. - Accès à des bases de données au moyen de la plateforme e-paysage (art. 106/10 à 106/13),
  - Section IV. - Finalités de traitement et catégories d'utilisateurs (106/14 à 106/21).

Dans un souci de lisibilité, chacune des dispositions est analysée séparément.

05. 9.1 / SECTION IÈRE NOUVELLE ET ARTICLE 106 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.1.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106. - § 1er. En vue de simplifier les procédures d'admission et d'inscription des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, il est créé auprès de l'ARES une plateforme informatisée et centralisée d'échange de données relatives aux admissions, inscriptions et diplômes des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, nommée 'e-paysage'.
Dans le respect des missions fixées à l'article 21, alinéa 1er, 18° et 26°, l'ARES est le responsable de traitement en ce qui concerne la collecte et la mise à disposition des données via la plateforme e-paysage

au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, le RGPD).

Un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES assurent le déploiement, la coordination et la gestion de la plateforme.

§ 2. En sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication est chargée de développer, d'organiser, de maintenir et de faire évoluer de façon optimale et sécurisée la plateforme e-paysage et destinée à traiter les données collectées ou mises à disposition, ceci dans le respect de la réglementation en vigueur et des bonnes pratiques en matière de simplification administrative. La plateforme e-paysage est mise en œuvre en adéquation avec les standards technologiques d'architecture de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, conformément à l'article 3, § 1er, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

§ 3. En sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, la BCED, instituée par l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française du 23 mai 2013 portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, agit en tant qu'intégrateur de services au sens de l'article 2, 3°, b), de l'accord de coopération précité, afin d'organiser et de faciliter l'échange de données et d'offrir des services d'accès hautement sécurisés aux sources authentiques, dans le respect des prescrits de la vie privée ».

05. 9.1.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que la disposition en projet a pour but d'insérer, au sein du décret Paysage, un nouvel article 106, plus adapté aux réalités actuelles de l'enseignement supérieur.
- Cet article consacre donc l'existence juridique d'une plateforme informatisée et centralisée d'échange de données relatives aux admissions, inscriptions et diplômes des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, nommée 'e-paysage' qui vise à simplifier considérablement les procédures d'admission et d'inscription des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française. La création d'une telle plateforme s'inscrit par ailleurs parfaitement dans le cadre des exigences européennes actuelles telles qu'imposées par le Règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le règlement (UE) 1024/2012 (Règlement Single Digital Gateway) imposant notamment à chaque État membre de veiller à ce que les utilisateurs (en l'occurrence les étudiants et les personnes ayant introduit une demande d'admission) puissent accéder à toutes les procédures et les accomplir intégralement en ligne.
- La disposition prévoit également que l'ARES assure la coordination et le déploiement de la plateforme e-paysage et agisse par conséquent en tant que responsable de traitement des données récoltées et mises à disposition de différentes catégories d'utilisateurs, limitativement énumérées (cfr. Article 106/16 inséré via l'article 14 du dispositif). À cet égard, il doit être souligné qu'il n'est pas nécessaire de modifier de l'article 21 du décret Paysage et de prévoir que l'ensemble du décret doive lui-même être également adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés – conformément à l'article 38 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' étant donné que l'ARES a déjà pour missions de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et

au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur (art. 21, al. 1er, 18°) ; de collecter les informations relatives à la situation sociale et au bien-être des étudiants, aux services et soutiens qui leur sont accordés, aux allocations et prêts d'études et aux activités d'aide à la réussite, de remédiation, de suivi pédagogique et de conseil et accompagnement aux parcours d'études personnalisés (art. 21, al. 1er, 19°) ; et, enfin, de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation (art. 21, al. 1er, 25°). Du reste, comme mentionné *supra*, l'article 106, alinéa 3 actuel confie déjà à l'ARES – et ce, depuis l'entrée en vigueur du décret Paysage – la coordination du développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions, en accord avec les missions actuelles définies à l'article 21.

» Enfin, la disposition désigne explicitement les deux sous-traitants de l'ARES, à savoir l'ETNIC et la BCED (Banque-Carrefour d'échange de données). Le premier est chargé de développer, d'organiser, de maintenir et de faire évoluer de façon optimale et sécurisée la plateforme, le second est chargé, en tant qu'intégrateur de services, d'organiser et de faciliter l'échange de données et d'offrir des services d'accès hautement sécurisés à différentes sources de données, dont l'accès aux sources authentiques.

05. 9.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES suggère **tout d'abord**, au vu de l'ampleur du processus *e*-paysage, que :
  » le texte décrétal précise que plusieurs membres du personnel de l'ARES sont dédiés à la coordination et au développement de la plateforme, ce qui – du reste – serait plus conforme à la réalité. Par ailleurs, une distinction est régulièrement opérée entre les actions du Conseil d'administration de l'ARES et celles de l'administration de l'ARES. Il convient ici que la coordination, la gestion et le déploiement de la plateforme restent sous l'égide du Conseil d'administration afin de poursuivre un travail collégial et concerté avec les établissements représentés par les membres du Conseil d'administration.
    » Il est donc proposé que la phrase *« Un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES assurent le déploiement, la coordination et la gestion de la plateforme »* soit remplacée par la phrase *« L'ARES assure le déploiement, la coordination et la gestion de la plateforme »*.
  » le texte décrétal précise **nécessairement** que le Gouvernement alloue des moyens complémentaires à l'ARES, aux établissements d'enseignement supérieur ainsi qu'aux sous-traitants de l'ARES afin, notamment, de couvrir un certain nombre de frais liés au développement d'*e*-paysage (coût salarial, consultation de sources authentiques - registre national, bases de données de la banque carrefour de sécurité sociale, etc. – développements applicatifs, etc.).
  » le texte décrétal s'en tienne absolument à la définition du traitement réalisé par l'ARES, à savoir uniquement la collecte et la mise à disposition des données. Nul autre traitement n'est et ne sera pris en charge par l'ARES.
  » le texte décrétal définisse, au sein de l'article 15 du décret du 7 novembre 2013, les notions de « plateforme *e*-paysage » ainsi que celles de « numéro de Registre national » et « numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale », afin d'assurer une lecture optimale du texte.

» **En outre,** l'ARES note que l'article 106 en projet évoque l'objectif de simplification des procédures d'admission et d'inscription dans l'enseignement supérieur en Communauté française. Même si, à cette

fin, les données relatives *aux diplômes* seront naturellement échangées au sein de la plateforme *e*-paysage, il ne s'agit pas là d'une *« simplification administrative des diplômes ».* Il conviendrait par conséquent de modifier l'intitulé du nouveau chapitre VIIIbis de la manière suivante : *« Simplification administrative des admissions et des inscriptions et échange de données relatives aux diplômes et diplômés ».*

» Relativement aux commentaires :

» l'ARES note une certaine incohérence entre le commentaire de l'article 14 en projet et l'article 6 en projet. En effet, le commentaire précise ici qu'aucune modification de l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 n'est nécessaire alors que, précisément, l'article 6 en projet ajoute une nouvelle mission [26° nouveau] à l'ARES en modifiant l'article 21. Comme l'ARES estime effectivement plus sage, comme le Gouvernement (cfr. 05.1.3/), d'assurer une assise juridique stable à *e*-paysage en ajoutant ladite mission à l'ARES au sein de l'article 21 du décret Paysage, il convient d'adapter en ce sens le commentaire de l'article 14 en projet en supprimant les mots *« À cet égard, il doit être souligné qu'il n'est pas nécessaire de modifier de l'article 21 du décret Paysage et de prévoir que l'ensemble du décret doive lui-même être également adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés – conformément à l'article 38 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' étant donné que l'ARES a déjà pour missions de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur (art. 21, al. 1er, 18°) ; de collecter les informations relatives à la situation sociale et au bien-être des étudiants, aux services et soutiens qui leur sont accordés, aux allocations et prêts d'études et aux activités d'aide à la réussite, de remédiation, de suivi pédagogique et de conseil et accompagnement aux parcours d'études personnalisés (art. 21, al. 1er, 19°) ; et, enfin, de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation (art. 21, al. 1er, 25°). Du reste, comme mentionné supra, l'article 106, alinéa 3 actuel confie déjà à l'ARES – et ce, depuis l'entrée en vigueur du décret Paysage – la coordination du développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions, en accord avec les missions actuelles définies à l'article 21 ».*

» l'ARES demande, **en outre**, que l'une des phrases du commentaire soit modifiée comme suit : *« La disposition prévoit également que l'ARES assure la coordination et le déploiement de la plateforme e-paysage et agisse par conséquent en tant que responsable de traitement ~~des données récoltées~~ pour la collecte des données et pour la mise à disposition de différentes catégories d'utilisateurs, limitativement énumérées ».*

» L'ARES suggère **enfin**, à l'instar de ce qui est fait pour l'ETNIC, de supprimer, au sein de l'article 106, § 3 en projet, l'acronyme *« BCED »* et de le remplacer par les mots *« Banque-carrefour d'échange de données ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.2 / ARTICLE 106/1 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.2.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/1. – Au sens du présent chapitre, il faut entendre par personne concernée, la personne dont les données à caractère personnel sont traitées par un ou plusieurs responsable(s) de traitement en vue d'atteindre une ou plusieurs finalité(s) prévues par le présent chapitre.

Sont considérées comme personnes concernées, les catégories suivantes :

1° Les étudiants dont l'inscription est prise en considération, conformément à l'article 102, § 1er, alinéa 1er, parmi lesquels les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice ;

2° Les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement conformément à l'article 68/1 ;

3° Les étudiants ayant introduit une demande d'allocation d'études auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française ;

4° Les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur ;

5° Les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription ;

6° Les fraudeurs, visés aux articles 95/2, 95/3 et 139/1 ;

7° Les personnes ayant introduit une demande d'équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française ;

8° Les lauréats de l'examen d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires ».

05. 9.2.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de définir et de déterminer de manière exhaustive *les catégories de personnes concernées* par un ou plusieurs traitement(s) au sein de la plateforme *e*-paysage. Ne seront donc traitées que les données des personnes pouvant se trouver dans l'une des catégories ou dans plusieurs catégories – de manière concomitante ou successive - et ce, en vue d'atteindre une ou plusieurs finalité(s) telle(s) que définies à l'article 106/15 inséré via l'article 14 du dispositif.

05. 9.2.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES note **tout d'abord** que la disposition en projet précise que les données à caractère personnel des personnes concernées *« sont traitées par un ou plusieurs responsable(s) de traitement en vue d'atteindre une ou plusieurs finalité(s) prévues par le présent chapitre ».* L'ARES suppose que l'intention de l'auteur du projet est de viser toutes les hypothèses où un ou plusieurs responsables de traitement, autre(s) que l'ARES, traitent les données, comme c'est le cas de la Direction des allocations et prêts d'études, lorsqu'elle met à disposition les données des étudiants ayant introduit une demande d'allocation d'études.

» **Par ailleurs**, l'ARES s'étonne de voir apparaître la catégorie des étudiants libres dans le dispositif (cfr. art. 106/5).

» **En outre**, l'ARES s'interroge sur le fait que n'apparaisse pas la catégorie des *« étudiants diplômés d'un établissement d'enseignement supérieur »* alors que leurs données sont traitées. Il conviendrait de corriger cette omission.

» **Enfin**, l'ARES suggère que l'auteur du projet profite de la modification du décret du 7 novembre 2013 pour remplacer toutes les occurrences du mot *« fraudeur »* par les mots *« l'auteur reconnu d'une fraude »*, afin de davantage reconnaître l'acte et ne pas réduire la personne à cette fraude, même si elle est reconnue. Il conviendrait ainsi d'adapter les diverses dispositions en projet (art. 106/1 et106/6) mais aussi les articles 95/2 et 95/3, tels que modifiés.

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.3 / ARTICLE 106/2 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.3.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/2.- Dans le cadre de tout échange de données visé par le présent chapitre, la personne concernée est prioritairement identifiée au moyen du numéro de Registre national qui lui est attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.
S'il s'agit de données relatives à une personne concernée non enregistrée dans le Registre national susvisé, la personne concernée est identifiée au moyen du numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ».

05. 9.3.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les deux nouveaux articles 106/2 et 106/3 insérés au sein du décret Paysage poursuivent les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 1er, 2 et 3 en projet. Comme déjà mentionné *supra*, le système e-paysage repose en grande partie sur l'identification au RN des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus afin de permettre une authentification la plus précise possible des personnes concernées. Ceci est indispensable afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs de pouvoir effectuer un certain nombre d'actions, telles que des recherches ou des couplages entre systèmes d'information, au sein même de la plateforme e-paysage, afin de leur permettre de procéder à l'exécution des missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation. Par ailleurs, le système ne peut offrir un degré suffisant de fiabilité que si la garantie est faite, en amont, que les personnes concernées sont particulièrement bien identifiées ou identifiables. Par conséquent, à l'instar des commissaires et délégués – s'agissant de leurs missions propres – les catégories d'utilisateurs listées exhaustivement à l'article 106/16 insérées via l'article 14 du dispositif en projet *peuvent utiliser le numéro de registre national des étudiants ou des personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription, ou à défaut, le numéro de registre bis d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale*. Ces catégories, pour les mêmes raisons que celles évoquées *supra*, sont par conséquent dispensées d'introduire des demandes d'utilisation au Registre national, en application de l'article 8, § 1er, al. 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

05. 9.3.3 / Avis de l'ARES :

- S'agissant de l'identification de la personne concernée au moyen du numéro de Registre national ou, à défaut, au moyen du numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, l'ARES s'interroge sur les conséquences potentielles lorsque la personne concernée n'a ni le premier, ni le second. À cet égard, il faudrait que la disposition en projet précise que les établissements d'enseignement supérieur sont autorisés à **créer** un numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale pour chaque personne concernée dans cette situation.
- L'ARES s'interroge également sur les possibilités, pour la personne concernée, de faire la preuve de sa situation administrative sans avoir recours à *e*-paysage, notamment en cas d'indisponibilité, ou outre *e*-paysage, notamment lorsque la donnée est incorrecte et qu'un droit est refusé à la personne concernée de ce fait. À cet égard, il conviendrait également que le dispositif en projet précise que la personne concernée peut toujours faire la preuve de sa situation administrative indépendamment des données présentes dans la plateforme.
- Enfin, afin de poursuivre les objectifs visant à pouvoir identifier très précisément la personne concernée – et par cohérence avec l'utilisation de cette clé univoque sur le suivi des inscriptions et l'identification de la base de données des diplômés - ainsi que permettre la vérification de l'authenticité du titre dans la base de données des diplômés par les services ENIC/NARIC de la Communauté française – l'ARES suggère de modifier également l'article 145, alinéa 1er du décret Paysage afin qu'apparaisse sur le diplôme le numéro de Registre national attribué à la personne concernée en vertu de l'article 2, § 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2° de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. L'ARES propose donc de modifier l'article 145, alinéa 1er, comme suit : *« Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. Afin d'identifier précisément l'étudiant et de garantir une authentification internationale des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française, apparaissent sur chaque diplôme son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance [de même que son numéro de Registre national attribué en vertu de l'article 2, § 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2° de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale]. Chaque diplôme fait référence explicitement au supplément au diplôme qui l'accompagne. Il ne peut être délivré qu'un seul et unique diplôme. En cas de perte, seule une attestation pourra être délivrée »*[4].

- **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

[4] Cette modification tient compte de la modification récemment introduite au sein de la disposition par le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, *M.B.,* 17 décembre 2021, art. 18, 1°.

05. 9.4 / ARTICLE 106/3 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.4.1 / Disposition nouvelle :

» *« Article 106/3. – Dans le cadre strict des finalités qu'ils poursuivent, les catégories d'utilisateurs visés à l'article 106/15 sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national de la personne concernée ou, à défaut, le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ».*

05. 9.4.2 / Objectifs :

» Il est renvoyé au commentaire précédent. (cfr. 05.9.3.2/).

05. 9.4.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose que le dispositif prévoie textuellement que les sous-traitants identifiés (à savoir la BCED et l'ETNIC) puissent également utiliser le numéro de Registre national de la personne concernée ou, à défaut, le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, pour assurer les missions spécifiques qui peuvent leur être confiées par l'ARES. En effet, actuellement, la disposition en projet limite ce droit aux seules personnes visées à l'article 106/15 en projet et ni la BCED, ni l'ETNIC n'y apparaissent (fort logiquement d'ailleurs). Il est donc proposé de modifier la disposition en projet comme suit : *« Dans le cadre strict des finalités qu'ils poursuivent, les catégories d'utilisateurs visés à l'article 106/15 [ainsi que l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication et la Banque-carrefour d'échange de données] sont autorisé[e]s à utiliser le numéro de Registre national de la personne concernée ou, à défaut, le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.5 / SECTION II NOUVELLE ET ARTICLE 106/4 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.5.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/4.- Pour ce qui concerne les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12, met à disposition les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

2° les informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements ;

3° la régularité de l'inscription de l'étudiant, au sens de l'article 103 ;

4° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable au sens de l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 36°, et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur ;

5° les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis ;

6° s'il échet, en cas de codiplômation visée à l'article 82, § 3, l'adresse électronique de l'étudiant fournie par l'établissement référent ;

7° s'il échet, les inscriptions préalables de l'étudiant à des études supérieures et les résultats de ses épreuves au cours des cinq années académiques précédentes, tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci ;

8° s'il échet, l'information relative à une demande d'allocation d'études introduite par l'étudiant auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française ;

9° s'il échet, l'information relative à une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant auprès du Service des équivalences de la Communauté française ;

10° s'il échet, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivrés à l'issue des études suivies ».

05. 9.5.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise tout d'abord que la seconde section insérée fixe les données collectées en vue de pourvoir la plateforme e-paysage. Les données collectées en vertu des articles 106/4 à 106/9, insérés par l'article 14 du dispositif, **font donc partie intégrante de la plateforme**, au contraire des données visées sous la troisième section, lesquelles sont **contenues dans d'autres bases de données** et, par conséquent, simplement mises à disposition au moyen de la plateforme *e*-paysage.
- S'agissant plus spécifiquement de l'article 106/4 en projet, le commentaire précise les éléments suivants :
  - De manière fondamentale, la disposition en projet a pour but de lister précisément et exhaustivement, parmi les données récoltées par les établissements d'enseignement supérieur auprès des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission, les données à caractère personnel des étudiants dont l'inscription est prise en considération, parmi lesquels les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, et transmises à l'ARES afin de pourvoir la plateforme e-paysage.
  - Il est également rappelé que, pour que l'inscription soit prise en considération, l'étudiant doit avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis ; avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et avoir payé un acompte de 50 euros (ou avoir introduit une demande d'allocation d'études).
  - La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :
    - Les données visées au litera 1° sont les données d'identification liées au RN ou, à défaut, Registre *bis.*
    - Les données suivantes sont celles qui sont liées à l'admission et à l'inscription (les études suivies, les réorientations et les allègements), à la régularité de l'inscription et celles relatives à l'établissement du statut d'étudiant finançable. S'agissant de ces deux dernières catégories de données, il convient également de rappeler que les éléments permettant de déterminer la régularité de l'inscription sont multiples. Pour être régulière, l'inscription doit respecter le prescrit des articles 100 et 102, § 1er, alinéa 1er du décret. Il doit donc s'agir d'une inscription pour une année académique portant sur un ensemble cohérent et validé par le jury d'unités d'enseignement d'un

programme d'études donné. Pour que l'inscription soit régulière, l'étudiant doit également satisfaire aux conditions d'accès et remplir ses obligations administratives et financières qui découlent de l'article 102, § 1er, alinéa 1er. De plus, s'agissant de la finançabilité, l'accès aux données des étudiants qui constituent un élément de calcul ou une condition du financement des établissements d'enseignement supérieur est notamment nécessaire :

» pour déterminer si les inscriptions introduites auprès de ces derniers peuvent être prises en compte pour le calcul du financement des établissements d'enseignement supérieur et comment elles doivent l'être ;

» pour vérifier la finançabilité des étudiants. Après cette vérification, les établissements d'enseignement supérieur peuvent refuser les inscriptions des étudiants non finançables sur la base de l'article 96, § 1er, 3° du décret ;

» pour permettre aux Commissaires et Délégués du Gouvernement de remettre leur avis quant à la finançabilité des étudiants visés à l'article 96, § 2.

Seuls les étudiants régulièrement inscrits au sens de l'article 103 et finançables conformément au décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études peuvent être pris en compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement des universités, des Hautes écoles et des Écoles supérieures des arts. Le décret du 11 avril 2014 fixe plusieurs conditions et modalités pour la prise en compte d'une inscription d'un étudiant finançable pour le calcul de ladite allocation. Le respect de ces dernières nécessite l'accès à des données à caractère personnel des étudiants dont notamment :

» leur nationalité et, le cas échéant, leur statut et leur titre de séjour en Belgique et/ou de leur père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal pour vérifier qu'ils disposent de la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou, à défaut, qu'ils satisfassent à au moins une des conditions visées à l'article 3, § 1er ;

» les données relatives à leur parcours scolaire, académique et non académique pour vérifier le respect d'au moins une des conditions académiques fixées à l'article 5 dudit décret ;

» le nombre de crédits inscrits à leur programme annuel pour appliquer les pondérations précisées à l'article 8 dudit décret ;

» s'il échet, les données relatives à leur réorientation visée à l'article 102, § 3 pour appliquer le financement 50-50 visé à l'article 9*bis*.

En outre, la transmission de ces données à la plateforme *e*-paysage permettra une vérification plus efficace de la part des Commissaires et Délégués du Gouvernement. Une fois cette vérification opérée, ces derniers valideront la finançabilité des étudiants et la régularité de leur inscription au sein de la plateforme e-paysage conformément à l'article 106/6 inséré via l'article 14 du dispositif. L'accès à certaines de ces données peut être également nécessaire pour le calcul d'autres subsides. À savoir, notamment :

» les allocations complémentaires accordées annuellement à chaque Université, Haute Écoles ou ESA sur la base des articles 36*bis*, 36*quater* et 36*quater*/1 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ; des articles 21*quater*, 21*quinquies* et 21*sexies* du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles ; de l'article 57*quater* du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)) ;

» les subventions annuelles sociales accordées aux établissements sur la base de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés ;

décret du 21 février 2019 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Écoles (articles 36 à 41) ; du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (articles 58 à 60*quater*), etc.

» Enfin, s'agissant des données visées aux litera 6° à 10°, elles ne sont pas systématiquement récoltées étant donné qu'elles dépendent de la situation particulière des personnes concernées (ayant déjà un passé académique, ayant introduit une demande d'allocation d'études, inscrites dans le cadre d'un programme en codiplômation, ayant introduit une demande d'équivalence ou étant déjà détenteur d'un diplôme). Si l'une ou plusieurs de ces hypothèses sont rencontrées, les données sont récoltées.

» Enfin, le commentaire précise que la collecte de l'ensemble des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existante (cfr. N-nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.5.3 / Avis de l'ARES :

» Conformément à ce qui a été dit *supra* (cfr. 05.8.3/), l'ARES demande à ce que les mots *« ,au plus tard pour le 1er février de l'année académique, »* soient insérés entre les mots *« met à disposition »* et les mots *« les données suivantes ».*

» L'ARES note également une certaine incohérence s'agissant des données visées aux litera 8° et 9° : *« s'il échet, l'information relative à une demande d'allocation d'études introduite par l'étudiant auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française »* et *« s'il échet, l'information relative à une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant auprès du Service des équivalences de la Communauté française ».* En effet, il ne revient pas aux établissements d'enseignement supérieur de renseigner eux-mêmes au sein de la plateforme *e*-paysage le fait qu'un étudiant ait introduit une demande d'allocation d'études ou une demande d'équivalence. Cette donnée ne peut leur être connue et certainement pas de manière certaine. Il convient donc :

» de supprimer les litera 8° et 9° de la disposition en projet et d'assurer la cohérence des renvois au sein du dispositif (cfr. art. 106/18, 106/19 et 106/21) ;

» d'ajouter la donnée *« l'information relative à une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant »* au sein de l'article 106/10, sous la forme d'un nouveau litera (4° nouveau) et d'adapter en conséquence la numérotation au sein de l'article ;

» d'ajouter la donnée *« l'information relative à une demande d'allocation d'études introduite par l'étudiant »* au sein de l'article 106/11, sous la forme d'un nouveau litera (3° nouveau) et d'adapter en conséquence la numérotation au sein de l'article ;

» d'adapter l'article 106/16 en conséquence des modifications qui précèdent, étant entendu que les établissements d'enseignement supérieur doivent pouvoir avoir accès aux données visées, telles qu'insérées dans les articles 106/10 et 106/11.

» **Par ailleurs**, l'ARES note que la disposition en projet ne prévoit aucune disposition en matière de prénom « usuel », potentiellement différent du prénom renseigné à l'état civil. Le décret du 7 novembre 2013 tel

que modifié par le décret du 2 décembre 2021[5] fixe, en son article102, que *« l'étudiant inscrit […] reçoit également de l'établissement […] une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent, outre ses nom et prénom(s), au minimum une photo d'identité en noir et blanc fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Le prénom d'usage, prénom qu'une personne s'est choisi qui correspond mieux à son identité de genre et par lequel la personne souhaite être appelée, peut également être mentionné […] ».* L'ARES suggère que cette donnée puisse apparaitre dans les données mises à disposition par les établissements d'enseignement supérieur, notamment pour augmenter le degré d'identification de la personne concernée.

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.6 / ARTICLE 106/5 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.6.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/5.- Pour les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement conformément à l'article 68/1, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12 met à disposition les données suivantes :
1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
2° le nombre de crédits associés aux unités d'enseignement suivies ».

05. 9.6.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de prévoir que les établissements d'enseignement supérieur transmettent également au sein de la plateforme e-paysage certaines données à caractère personnel des étudiants suivant isolément au sein de leur établissement des unités d'enseignement :
  » Une fois de plus, l'utilisation du RN est privilégiée pour identifier les étudiants en question. Cette catégorie de personnes concernées ne peut pas figurer au sein de l'article précédent dans la mesure où ce ne sont pas des étudiants dont l'inscription est prise en considération. Ils ne sont pas non plus considérés comme étudiants réguliers.
  » La collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existante (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

[5] Décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, *M.B.,* 17 décembre 2021, art. 9.

05. 9.6.3 / Avis de l'ARES :

- Comme précisé *supra* (cfr. 05.9.2.3/), l'ARES s'étonne du traitement prévu concernant les étudiants libres. L'ARES note que cette catégorie n'est actuellement pas reprise dans le rapport de population. De plus, ces personnes ne font pas l'objet d'un contrôle et d'un financement.
- **De manière plus fondamentale**, actuellement l'article 68/1 du décret du 7 novembre 2013 précise uniquement que *« le nombre maximum de crédits associés à ces unités d'enseignement ne peut être supérieur à 20 par année académique ».* L'article ne précise donc aucunement que cette limite s'impose également pour tous les établissements d'enseignement supérieur. Des dérives peuvent par conséquent exister, du fait que les établissements n'ont aucun moyen de vérifier si l'étudiant suit déjà isolément des unités dans un autre établissement pour l'année académique envisagée. La mise à disposition des données visées par l'article 106/5 en projet ne pourrait donc avoir de sens, notamment du point de vue du RGPD, que si l'article 68/1 prévoyait textuellement qu'un étudiant ne peut suivre isolément que 20 crédits maximum pour une année académique et que cette limite s'impose à tous les établissements.
- **Enfin**, l'ARES note que l'auteur du projet pourrait prévoir un mécanisme similaire de mise à disposition de données s'agissant des **jeunes talents.** Dans l'état actuel de la législation, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1er de l'article 107 du décret pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire ou dans l'enseignement à domicile et qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission[6]. Afin de faciliter le processus ultérieur d'admission de ce public particulier au sein de ces établissements, le projet de décret pourrait prévoir un mise à disposition de certaines données (inscription dans un établissement d'enseignement obligatoire, nombre de crédits suivis[7], nombre d'unités d'enseignement réussies, etc.).

- **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.7 / ARTICLE 106/6 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.7.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/6.- Les Commissaires et Délégués du Gouvernement mettent à disposition les données à caractère personnel des fraudeurs, telles que visées aux articles 95/2, 95/3 et 139/1 et, s'il échet, le sexe de ceux-ci ainsi que le numéro de Registre national attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.
À partir de l'année académique 2023-2024, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement met à disposition les données suivantes, après validation :
1° le statut régulier de l'inscription de chaque étudiant;
2° le statut de finançabilité de celui-ci ».

[6] Cfr. art. 107, al. 6 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

[7] 40 crédits maximum par année académique.

05. 9.7.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de compléter les articles 95/2, 95/3 et 139/1 tels que modifiés par l'avant-projet de décret afin de préciser que les données des fraudeurs collectées par les commissaires et délégués du Gouvernement auprès des établissements dont ils assurent le contrôle sont transmises au sein de la plateforme e-paysage. La donnée liée au sexe est ajoutée le cas échéant afin d'éviter les confusions entre les éventuelles homonymies de personnes.
- » La disposition en projet prévoit également que les commissaires et délégués inscrivent au sein de la plateforme e-paysage les données liées au statut régulier de l'inscription des étudiants et le statut de finançabilité de ceux-ci. Cette disposition répond à l'abrogation de l'article 106 actuel du décret, comme prévu par l'article 13 en projet. Ceci ne sera applicable qu'à partir de l'année académique 2023-2024. Les articles 18 à 20 en projet prévoient une période transitoire pour l'année académique 2022-2023 durant laquelle le commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement transmettra à l'ARES, au moyen de la plateforme e-paysage, le statut régulier de l'inscription de l'étudiant et le statut de finançabilité de celui-ci. *Ceci répond à des contingences purement techniques*.
- » À nouveau, la collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.7.3 / Avis de l'ARES :

- » L'ARES relève une certaine incohérence au sein de la disposition en projet étant donné que la donnée *« sexe »* peut être mise à disposition alors que, nulle part dans les articles 95/2, 95/3 et 139/1, tels que modifiés par le présent avant-projet de décret, il n'est précisé que cette donnée soit communiquée. Il convient donc d'adapter les articles 95/2, 95/3 et 139/1 en précisant que la donnée *« sexe »* est également inscrite dans la base de données. Il convient également de déplacer, au sein de la disposition en projet, les mots *« , s'il échet, »* car, libellée de cette manière, celle-ci semble porter à la fois sur la donnée *« sexe »* et sur la donnée *« numéro de Registre national attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques »* alors qu'il semble que la locution ne concerne que cette dernière donnée.
- » De la même manière et pour des raisons similaires que celles évoquées *supra* (cfr. 05.8.3/ et 05.9.5.3/), l'ARES demande à ce que les mots *« et au plus tard pour le 15 juin de l'année académique, »* soient insérés entre les mots *« À partir de l'année académique 2023-2024, »* et les mots *« le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement met à disposition ».*

> » **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.8 / ARTICLE 106/7 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.8.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/7. – Conformément aux articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les étudiants qui ne sont pas considérés

comme étudiants résidents au sens de l'article 1er du même décret mettent à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom et, s'il échet, les initiales des autres prénoms ;

2° le sexe ;

3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;

4° l'adresse électronique du candidat ;

5° la copie d'un document d'identité authentifiant l'étudiant ;

6° le titre de fin d'études secondaires ou tout autre titre d'accès au premier cycle ou, à défaut, la formule provisoire du diplôme ou le relevé de notes mentionnant la réussite de l'étudiant ;

7° des attestations justifiant annuellement toutes les activités exercées par l'étudiant depuis la fin des études secondaires, sans interruption, avec, s'il échet, mention des résultats s'il s'agit d'inscriptions à des études supérieures ;

8° s'il échet, en cas de diplôme ou certificat d'études étrangers, la décision d'équivalence délivrée par le Service des équivalences de la Communauté française ou, à défaut, la preuve d'une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant auprès du Service des équivalences de la Communauté française ainsi que la preuve originale du paiement des frais couvrant l'examen de la demande introduite en vue d'obtenir l'équivalence, dans les formes et délais prévus par les articles 5 et 9bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ;

9° s'il échet, dans le cas d'études entreprises à partir de l'année académique 2014-2015, la preuve d'apurement de toutes les dettes de l'étudiant à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription ».

05. 9.8.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de préciser les données à caractère personnel devant être transmises par les étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants non-résidents afin de s'inscrire dans l'une des filières contingentées visées aux articles 3 et 7 du décret du 16 juin 2006. Elle complète les articles 5 et 9 du même décret, tels que modifiés par les articles 4 et 5 de l'avant-projet de décret.
- La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :
  - Les données visées aux litera 1° à 3° sont les données minimales permettant une identification des étudiants en question. Il n'est pas possible de se reposer sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas.
  - La donnée visée au litera 4° permet aux établissements de pouvoir communiquer avec les étudiants ayant été sélectionnés à l'issue du contingentement.
  - La donnée visée au litera 5° permet de compléter cette identification et d'authentifier légalement la personne.
  - Les données visées aux litera 6° à 9° sont celles qui sont actuellement sollicitées auprès des étudiants non-résidents par circulaire. Parmi celles-ci, certaines sont facultatives (données visées aux litera 8° à 10°) et permet de vérifier, le cas échéant certaines exigences préalables : la preuve d'une équivalence ou d'une demande celle-ci et la preuve de l'apurement de toutes les dettes envers tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française.
- À nouveau, la collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel

précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.8.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES remarque que la disposition parle indistinctement de *« candidat »* et d'*« étudiant »*. Il conviendrait d'harmoniser la disposition en lui préférant le terme *« étudiant »* ;
- Au sein de l'alinéa 1er de la disposition en projet, l'ARES remarque également que le sujet est au pluriel, alors que dans les données à transmettre, le sujet est au singulier. Il conviendrait d'harmoniser à nouveau, en privilégiant le pluriel.

- **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.9 / ARTICLE 106/8 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.9.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/8. – L'ARES met à disposition les données à caractère personnel des lauréats de l'examen d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires suivantes :
1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
2° le nom et le prénom ;
3° le sexe ;
4° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
5° la filière dans laquelle le lauréat est inscrit ;
6° s'il échet, le statut d'étudiant résident du lauréat ;
7° s'il échet, le statut d'étudiant non-résident du lauréat ».

05. 9.9.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de préciser, parmi les données récoltées par l'ARES en vertu du décret du 29 mars 2017 en vue de l'inscription des candidats à l'examen d'entrée et d'accès aux études en médecine et dentisterie, les données à caractère personnel transmises par l'ARES au sein de la plateforme e-paysage.
- La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :
  - Les données visées aux litera 1° à 4° sont les données d'identification du lauréat. Une fois encore, l'utilisation du RN ou du numéro *bis* est privilégiée. Cela étant, le public s'inscrivant à l'examen d'entrée étant, pour une petite proportion des personnes ne pouvant être considérées comme résidentes, il convient également de récolter – à l'instar du traitement des données à caractère personnel des étudiants non-résidents – les données d'authentification suivantes : le nom, le prénom, le sexe, la date, le lieu de naissance et le pays de naissance des lauréats.

» Les données visées aux litera 5° à 7° permettent d'associer au lauréat la filière (médecine ou dentisterie) dans laquelle il est autorisé à s'inscrire et le statut résident ou non résident.

» À nouveau, la collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.9.3 / Avis de l'ARES :

» À l'instar de ce qui est prévu au sein de l'article 106/7, 1° en projet, l'ARES suggère d'ajouter les mots *« et, s'il échet, les initiales des autres prénoms »* après les mots *« le nom et le prénom ».* En effet, de nombreux candidats à l'examen d'entrée en médecine et dentisterie sont des non-résidents de sorte que la même logique doit être suivie.

» S'agissant du litera 5° de la disposition en projet, il convient de relever une petite incohérence chronologique. En effet, à ce stade, le lauréat n'est pas encore inscrit. Il convient donc de modifier le litera comme suit : *« 5° la filière dans laquelle le lauréat souhaite poursuivre son inscription ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.10 / ARTICLE 106/9 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.10.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/9. – § 1er. Conformément à l'article 97, § 1er, les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription mettent à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom ;

2° le sexe ;

3° le domicile légal ;

4° l'adresse électronique de l'étudiant ;

5° s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

6° la requête de l'étudiant ainsi que l'ensemble des pièces visées à l'article 97, § 3, alinéa 3 et 4 ;

7° le dossier de procédure interne communiqué par l'établissement d'enseignement supérieur, conformément à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, de même que toutes les pièces complémentaires demandées par la commission en vertu de l'article 12 du même arrêté ;

8° s'il échet, les coordonnées téléphoniques de l'étudiant ;

9° s'il échet, les coordonnées de l'avocat de l'étudiant ;

10° s'il échet, le ou les recours introduits par l'étudiant ou son avocat contre la décision de la commission auprès du Conseil d'État.

§ 2. La plateforme d'échange de données contient également, par étudiant ayant introduit un recours, la décision prise par la commission ».

05. 9.10.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de préciser les données à caractère personnel devant être transmises par les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI). Elle complète l'article 97, § 3, alinéa 3 du décret Paysage, tel que modifié par l'article 12 de l'avant-projet de décret.
- La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :
  - Les données visées aux litera 1°, 2° et 5° sont les données minimales permettant une identification des étudiants en question. Une fois encore, il n'est pas possible de se reposer uniquement sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas toujours.
  - Les données visées aux litera 3°, 4° et 6° à 9° sont les données transmises par l'étudiant ou par l'établissement en vertu de la législation et de la réglementation visée au dispositif en projet. Parmi les données transmises par l'étudiant, certaines sont soumises à peine d'irrecevabilité, d'autres sont facultatives.
  - Quant aux données visées au litera 10°, il s'agit des données contenues au sein du dossier de procédure dans le cas où l'étudiant conteste la décision rendue par la CEPERI auprès du Conseil d'État.
- La disposition prévoit également que la plateforme e-paysage contient, par étudiant, la décision prise par la CEPERI. La collecte de cette dernière donnée est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à cette information – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.10.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES relève une petite incohérence s'agissant du litera 7° de la disposition en projet. En effet, il est étonnant qu'il soit prévu de demander à l'étudiant de transmettre lui-même son dossier de procédure interne. Il n'en dispose effectivement pas. Il convient de supprimer ce litera et d'adapter le dispositif en conséquence, de même que la numérotation. Actuellement, c'est l'article 9, alinéa 2 *in fine* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription qui précise que « l'établissement d'enseignement supérieur concerné envoie immédiatement à la Commission une copie de *l'intégralité du dossier de la procédure interne et tout élément qu'il jugerait utile ».* Une adaptation, le cas échéant au moyen de l'AGCF tel que visé à l'article106/21 en projet, s'avérera donc nécessaire.

- **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.11 / SECTION III NOUVELLE ET ARTICLE 106/10 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.11.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/10. – Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service des équivalences de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.
Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :
1° le nom et le prénom ;
2° le sexe ;
3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
4° la décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et la date de prise d'effet de celle-ci ».

05. 9.11.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise tout d'abord que la seconde section insérée a pour but de fixer les données mises à disposition **au moyen de la plateforme e-paysage**. Les données visées par les nouveaux articles 106/10 à 106/13, insérés par l'article 14 du dispositif, ne font donc pas partie intégrante de la plateforme. Elles font partie intégrante d'autres bases de données.
- S'agissant plus spécifiquement de l'article 106/10 en projet, le commentaire précise les éléments suivants :
  - L'insertion du nouvel article 106/10 au sein du décret Paysage prévoit une première mise à disposition de données, à savoir celles contenues *dans la base de données dont le Service des équivalences de la Communauté française est responsable de traitement*.
  - Les données visées aux litera 1° à 3° sont les données minimales permettant une identification des personnes ayant introduit une demande d'équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française. Il n'est pas possible de se reposer sur l'identification RN ou Registre bis dans la mesure où le public visé n'en dispose pas.
  - La donnée visée au litera 4° permet d'associer à la personne une décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et une date de prise d'effet de celle-ci. La mise à disposition de cette dernière donnée est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à cette information – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existante (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.11.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES renvoie à cet égard aux remarques évoquées au sein du point 05.9.5.3/ : la disposition doit être modifiée comme suit :

  « Article 106/10. – Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service des équivalences de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.
  Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :
  1° le nom et le prénom ;

2° le sexe ;

3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;

4° [l'information relative à une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant ;]

5° la décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et la date de prise d'effet de celle-ci ».

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.12 / ARTICLE 106/11 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.12.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/11.- Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service d'allocations d'études de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou, à défaut, le numéro d'identification tel que délivré à l'étudiant par le Service d'allocations d'études ;

2° le nom et le prénom de l'étudiant ;

3° la décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi que la date de la notification de la décision ;

4° s'il échet, le statut d'étudiant de condition modeste, tel que visé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités ;

5° s'il échet, la date d'introduction d'un recours introduit par l'étudiant suivant les modalités prévues aux articles 14 et 15 du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, de même que la décision prise ».

05. 9.12.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de prévoir une **seconde** mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans la base de données dont *le Service d'allocations d'études de la Communauté française est responsable de traitement.*

» La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :

» Les données visées aux litera 1° et 2° sont les données d'identification de la personne ayant introduit une demande d'allocation d'études. Une fois encore, l'utilisation du RN ou du numéro *bis* est privilégiée.

» La donnée visée au litera 3° permet d'associer à la personne une décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi qu'une date de notification de la décision.

» Les données visées aux litera 4° et 5° sont facultatives dans la mesure où elles dépendent de la situation de la personne et de la décision qui est délivrée. En cas de refus, la personne peut introduire un recours auprès du Bureau régional et, ensuite, auprès du Conseil d'appel. En cas de refus également, l'étudiant est éventuellement éligible au statut d'étudiant de condition modeste.

» À nouveau, la mise à disposition des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.12.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES renvoie à cet égard aux remarques évoquées au sein du point 05.9.5.3/.

» Par ailleurs, l'ARES remarque que la référence légale visée à l'actuel litera 5° de la disposition en projet est devenue obsolète. En effet, il s'agit, depuis la réforme récente des allocations d'études, des articles 11 et 12 du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études[8]. En outre, l'ARES relève que le terme générique *« recours »* devrait être remplacé par les termes *« réclamation et/ou recours »*, ces termes reflétant davantage ceux employés aux articles 11 et 12 du décret précité.

» Pour l'ensemble de ces raisons, la disposition doit donc être modifiée comme suit :

« Article 106/11.- Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service d'allocations d'études de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou, à défaut, le numéro d'identification tel que délivré à l'étudiant par le Service d'allocations d'études ;

2° le nom et le prénom de l'étudiant ;

3° [l'information relative à une demande d'allocation d'études introduite par l'étudiant ;]

4° la décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi que la date de la notification de la décision ;

5° s'il échet, le statut d'étudiant de condition modeste, tel que visé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités ;

6° [s'il échet, la date d'introduction d'une réclamation et, s'il échet, la date d'introduction d'un recours introduit par l'étudiant suivant les modalités prévues aux articles 11 et 12 du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études, de même que la décision prise] ».

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

[8] Décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études, *M.B.*, 8 décembre 2021.

05. 9.13 / ARTICLE 106/12 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.13.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/12.- Les données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale contenues dans la base de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données visées sont les suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

2° les inscriptions antérieures à des études supérieures suivies dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale ;

3° s'il échet, les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis ;

4° s'il échet, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ».

05. 9.13.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de prévoir une **troisième** mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans *la base de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement, s'agissant des données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale*. La disposition en projet a pour but de récréer l'éventuel passé de la personne dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. Dans cette mesure, les données nécessaires sont mises à disposition directement au moyen de la base de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement, s'agissant des données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale.
- La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :
  - La donnée visée au litera 1° constitue la donnée d'identification de la personne ayant un éventuel passé dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. Une fois encore, l'utilisation du RN ou du numéro *bis* est privilégiée.
  - La donnée visée au litera 2° permet d'associer à la personne les inscriptions antérieures à des études supérieures suivies dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale et, le cas échéant, les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis, de même que l'éventuel ou les éventuels diplôme(s) dont est déjà porteuse la personne.
- À nouveau, la mise à disposition des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existante (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

05. 9.13.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES relève que la disposition devrait être plus précise lorsqu'elle mentionne le Ministère de la Communauté française. Il s'agit ici davantage de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique (DGESVR). Il convient donc d'adapter en conséquence la disposition en projet.

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.14 / ARTICLE 106/13 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.14.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/13.- Les données à caractère personnel des étudiants diplômés par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française contenues dans les bases de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.
Les données visées sont les suivantes :
1° le nom et le prénom de l'étudiant ;
2° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
3° s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
4° la formule provisoire du diplôme ;
5° le titre de fin d'études secondaires revêtu du sceau de la Communauté française ;
6° s'il échet, l'attestation de succès à un examen d'admission organisé un jury de l'enseignement secondaire ordinaire institué au sein du Ministère de la Communauté française ».

05. 9.14.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de prévoir une **quatrième** mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans *les bases de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement, s'agissant cette fois des données à caractère personnel des étudiants diplômés par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française.* La disposition en projet poursuit des objectifs similaires à ceux poursuivis par la disposition précédente. En effet, elle a pour but de récréer l'éventuel passé de la personne dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale.

» La disposition en projet précise, ensuite, par catégorie de données, l'intérêt de la mise à disposition :
  » Les données visées aux litera 1° à 3° sont les données minimales permettant une identification des personnes en question. Une fois encore, il n'est pas possible de se reposer uniquement sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas toujours.
  » Les données visées aux litera 4° à 6° permettent d'associer à la personne la formule provisoire du diplôme, délivré à la sortie des études de secondaires ainsi que le titre de fin d'études secondaires

revêtu du sceau de la Communauté française ainsi que, le cas échéant, l'attestation de succès à un examen d'admission organisé un jury de l'enseignement secondaire ordinaire institué au sein du Ministère de la Communauté française.

» À nouveau, la mise à disposition des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existante (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif). La BCED agit ici en tant qu'intégrateur de services.

05. 9.14.3 / Avis de l'ARES :

» A nouveau, l'ARES relève que la disposition devrait être plus précise lorsqu'elle mentionne le Ministère de la Communauté française. Il s'agit ici davantage de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Lorsqu'il s'agit des données d'étudiants diplômés de l'enseignement de promotion sociale (secondaire comme supérieur, il s'agit de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique (DGESVR). Il convient donc d'adapter en conséquence la disposition en projet.

» Au litera 6° de l'article 106/13 en projet, il manque le mot *« par »* entre les mots *« examen d'admission organisé »* et les mots *« un jury de l'enseignement secondaire ».*

» Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

05. 9.15 / SECTION IV NOUVELLE ET ARTICLE 106/14 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.15.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/14. - Les finalités poursuivies par le responsable de traitement visé à l'article 106 sont les suivantes :

1° Centraliser les informations liées aux inscriptions, admissions et au parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française ;

2° Permettre aux établissements d'enseignement supérieur de disposer des données strictement nécessaires à la vérification des conditions d'admission et d'inscription d'un étudiant dans des études déterminées de même que des données strictement nécessaires à l'octroi d'une réduction ou d'une dispense des droits d'inscription ;

3° Permettre aux Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur de disposer des données strictement nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont confiées par loi, décret ou arrêté ;

4° Permettre au Service d'allocations d'études de la Communauté française de disposer des informations strictement nécessaires à la vérification des conditions d'octroi d'une allocation d'études à l'étudiant, telles que définies par décret et arrêté ;

5° Permettre à d'autres services publics fédéral, régional ou communautaire de disposer de données strictement nécessaires à la poursuite des missions qui leur sont confiées par loi, décret ou arrêté,

notamment le pilotage de l'enseignement supérieur en rendant possible la réalisation d'études scientifiques ou statistiques ;

6° Établir une base de données des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur en Communauté française ;

7° Réaliser ou faire réaliser des études scientifiques ou statistiques ».

05. 9.15.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise tout d'abord qu'une quatrième et dernière section est insérée afin de préciser les finalités de traitement poursuivies dans le cadre d'e-paysage et de lister les différentes catégories d'utilisateurs de la plateforme.
- S'agissant plus spécifiquement de l'article 106/14 en projet, le commentaire précise que la disposition a pour but de lister les finalités poursuivies par l'ARES, en tant que responsable de traitement, dans le cadre de la collecte et la mise à disposition des données visées aux nouveaux articles 106/4 à 106/13 insérés par l'article 14 du dispositif :
  - La finalité première est de **centraliser** les informations liées aux inscriptions, admissions et au parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française afin de les rendre accessibles à un certain nombre de catégories d'utilisateurs et de faciliter et simplifier les démarches administratives qu'ils doivent effectuer en vertu d'une législation ou réglementation particulière. Il s'agit de la finalité **principale** poursuivie par l'ARES dans le processus e-paysage. Cette centralisation permet également un traitement plus rapide des demandes des personnes concernées visées à l'article 106/1 inséré via l'article 14 du dispositif, lesquelles verront leurs démarches administratives considérablement allégées.
  - La seconde finalité consiste à **mettre à disposition des établissements d'enseignement supérieur** les données nécessaires pour leur permettre de vérifier, simplement et avec un haut degré de certitude, les conditions d'admission et d'inscription des étudiants dans des études déterminées de même que de vérifier les conditions d'octroi d'une réduction ou d'une dispense des droits d'inscription.
  - La troisième finalité consiste à **mettre à disposition des commissaires et délégués** les données nécessaires à l'exécution de leurs missions.
  - La quatrième finalité consiste également à **faciliter les démarches administratives non seulement des demandeurs d'une allocation d'études en les soulageant de faire la preuve de leur inscription dans l'enseignement supérieur, mais également du Service des Allocations d'études** dans la gestion de ses dossiers.
  - La cinquième finalité consiste à **permettre à d'autres services publics de pouvoir disposer de certaines données très précises contenues dans ou mises à disposition via la plateforme e-paysage** afin de pouvoir vérifier si telle personne concernée entre dans les conditions d'octroi de tel ou tel service. Ceci permettra également aux personnes concernées de limiter leurs démarches administratives et de pouvoir bénéficier d'une décision rapide quant à leur situation. Par décret, il conviendra de devra prévoir, au regard de cette finalité, les services publics visés (tels que les services de transports publics, les caisses publiques d'allocations familiales, etc.), les données auxquelles ils ont accès, les sous-finalités éventuelles et les catégories de personnes concernées, de même que la durée de conservation des données.
  - La sixième finalité consiste à établir, sur la base des données collectées au moyen de la plateforme e-paysage, **une base de données autonome, celle des diplômés de l'enseignement supérieur en Communauté française (DADI)** appelée, comme la base de données HOPS reprenant l'ensemble

des données relatives aux habilitations et à l'offre programmée de l'enseignement supérieur, à devenir source authentique – au sens de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative. Cette base de données, offrant un haut degré de fiabilité, servira non seulement à certaines catégories d'utilisateurs tels que visés à l'article 106/15 inséré via l'article 14 du dispositif – notamment les établissements d'enseignement supérieur lorsque des demandes d'admission sont introduites auprès d'eux –, mais également à d'autres catégories à définir ultérieurement par décret, et ce, en fonction de certaines finalités particulières poursuivies par celles-ci. Cette base de données permettra d'authentifier les titres délivrés en Communauté française et constituera un outil de lutte contre les faux diplômes.

» La dernière finalité concerne davantage l'ARES dans le cadre des **missions statistiques** qui lui sont actuellement dévolues en vertu de l'article 21, alinéa 1er, 18° précité, et 23° du décret Paysage . Dans cette optique, l'article 106/20 inséré via l'article 14 du dispositif prévoit que l'ARES confie à un tiers de confiance les données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci, aux fins de pseudonymisation ou anonymisation préalable des données à caractère personnel. Cette finalité est la seule qui permette à l'ARES un traitement supplémentaire que ceux qui lui sont confiés, en vertu du décret en projet, à savoir la collecte et la mise à disposition de données. L'ARES ne pourra donc utiliser que des données pseudonymisées ou anonymisées, après intervention du tiers de confiance désigné, comme la BCED, STATBEL ou la BCSS.

05. 9.15.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES relève **tout d'abord** qu'au sein du littera 5° de la disposition en projet, l'ordonnance (notamment bruxelloise) n'est pas visée. Il n'est pas concevable, à cet égard, que cette dernière soit exclue de manière volontaire, de sorte que l'ordonnance doit être ajoutée au dispositif ;
- L'ARES s'interroge **également** sur le rôle qu'elle doit jouer dans le processus étant donné que, même si une autre réglementation impose une mise à disposition de données contenues dans *e*-paysage, le décret paysage devra être modifié afin de prévoir textuellement la nouvelle catégorie d'utilisateurs, la ou les nouvelles catégorie(s) de personne(s) concernée(s), les données auxquelles cette catégorie aura accès, pour quelle(s) finalité(s) et pour quelle durée. Le commentaire devrait être précisé à cet égard ;
- **Par ailleurs**, il faudrait que le Conseil d'administration de l'ARES puisse avoir la certitude qu'il pourra systématiquement être associé au processus décisionnel étant donné sa responsabilité de traitement. L'ARES demande par conséquent à ce que la mission visée à l'article 106/14, 5° soit reformulée sous un alinéa 2 nouveau, libellé comme suit : *«Si d'autres services publics fédéral, régional ou communautaire souhaitent pouvoir disposer de certaines données contenues dans ou mises à disposition via la plateforme e-paysage et ce, dans la stricte limite des missions qui leur sont confiées par loi, décret ou arrêté, notamment pour assurer le pilotage de l'enseignement supérieur en rendant possible la réalisation d'études scientifiques ou statistiques, le Conseil d'administration de l'ARES remet un avis préalable sur cette demande ».* L'auteur du projet devra, par ailleurs, s'assurer de la cohérence des différents renvois, vu la suppression de la mission visée au littera 5° de la disposition en projet ;
- **Enfin,** l'ARES suggère que le commentaire de l'article soit revu sur ce point, comme suit : *« Si d'autres services publics souhaitent pouvoir disposer de certaines données très précises contenues dans ou mises à disposition via la plateforme e-paysage afin de pouvoir vérifier si telle personne concernée entre dans les conditions d'octroi de tel ou tel service, l'ARES sera amené à les analyser et les valider le cas échéant. Par décret, il conviendra de prévoir, au regard de cette finalité, les services publics visés (tels que les services de transports publics, les caisses publiques d'allocations familiales, etc.), les données*

auxquelles ils ont accès, les sous-finalités éventuelles et les catégories de personnes concernées, de même que la durée de conservation des données ».

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.16 / ARTICLE 106/15 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.16.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/15.- § 1er. La plateforme d'échange de données visée à l'article 106 est accessible aux catégories d'utilisateurs suivantes :

1° Les établissements d'enseignement supérieur, tels que visés aux articles 10 à 13 ;

2° Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ;

3° Le Service d'allocations d'études de la Communauté française ;

4° Le Ministère de la Communauté française.

§ 2. Les utilisateurs visés au paragraphe précédent prennent les mesures utiles pour garantir que les données à caractère personnel consultées soient traitées de manière confidentielle et uniquement pour les finalités mentionnées à l'article 106/14. Cet accès vaut uniquement pour les utilisateurs individuels habilités à exercer le droit d'accès, sous la responsabilité exclusive des instances concernées.

Ils ne peuvent accéder qu'aux données des personnes concernées par le traitement qu'ils effectuent ».

05. 9.16.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de lister de manière tout à fait exhaustive les catégories d'utilisateurs des données contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage. Actuellement, il n'en est prévu que quatre, également utilisateurs de données :
  - » Les établissements d'enseignement supérieur,
  - » Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ;
  - » Le Service d'allocations d'études de la Communauté française ;
  - » Le Ministère de la Communauté française.

» Le commentaire précise également que, par décret, d'autres catégories d'utilisateurs pourront être ajoutées, comme exposé *supra*.

» La disposition responsabilise également les différentes catégories d'utilisateurs qui doivent prendre toutes les mesures utiles pour garantir que les données à caractère personnel consultées soient traitées de manière confidentielle et uniquement pour les finalités les concernant. Chaque instance est tenue responsable dans la désignation des personnes habilitées à avoir accès aux données et des actes posés par ceux-ci. Cette responsabilisation peut s'opérer moyennant la signature d'engagements de confidentialité.

05. 9.16.3 / Avis de l'ARES :

» À l'instar de ce qui a été dit précédemment (cfr. points 5. 9.13.3/ et 5..9.14.3), il conviendrait de préciser ce qu'on entend par le Ministère de la Communauté française. Dans le cadre d'*e*-paysage, c'est la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique (DGESVR). Il conviendrait donc de libeller le § 1er de la disposition en projet comme suit :

« Article 106/15.- § 1er. La plateforme d'échange de données visée à l'article 106 est accessible aux catégories d'utilisateurs suivantes :

1° Les établissements d'enseignement supérieur, tels que visés aux articles 10 à 13 ;

2° Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ;

3° Le Service d'allocations d'études de la Communauté française ;

4° [La Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique] ».

» **En outre**, l'ARES demande formellement que l'intention soit particulièrement affinée dans le commentaire des articles, lequel doit préciser que tout nouvel utilisateur ne pourra accéder à certaines catégories de données que si le cadre décrétal relatif à *e*-paysage est préalablement modifié en ce sens, afin de garantir un contrôle parlementaire indispensable en amont de la mise à disposition de ces données. Dans le même ordre d'idées, l'ARES demande à ce que le commentaire des articles précise expressément les mesures techniques et les garanties prévues afin de contrôler l'accès particulier aux données par les différentes catégories visées.

» **Enfin**, même si l'ARES note que les différentes catégories d'utilisateurs *« ne peuvent accéder qu'aux données des personnes concernées par le traitement qu'ils effectuent »*, il serait opportun que le dispositif en projet précise, pour chaque catégorie d'utilisateurs (art. 106/16 à art. 106/20), le « fait générateur » de l'accès. Ainsi, pour un établissement d'enseignement supérieur, l'accès aux données est permis uniquement si une demande d'admission et d'inscription au sein de l'établissement a été formulée par la personne concernée.

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.17 / ARTICLE 106/16 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.17.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/16.- § 1er. S'agissant des finalités visées à l'article 106/14, 1° et 2°, les établissements d'enseignement supérieur ont accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.

Les données sont celles visées aux articles 106/4, 106/5, 106/6, alinéa 1er, 106/7, 106/8, 106/9, § 2, 106/10, 4°, 106/11, 106/12 et 106/13.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, seules certaines catégories d'établissements d'enseignement supérieur ont accès à certaines catégories de données visées au § 1er :

1° ont seuls accès à la donnée visée à l'article 106/4, 6°, les établissements partenaires de la codiplômation ;

2° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/7 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles elles sont autorisées à avoir accès, les établissements d'enseignement supérieur soumis à l'application du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur ;

3° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/8 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles elles sont autorisées à avoir accès en vertu du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires ».

05. 9.17.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de **lister de manière exhaustive les données auxquelles sont autorisés à accéder les établissements d'enseignement supérieur** dans le cadre de leurs missions.
- Ainsi, les établissements ont accès à :
  - L'ensemble des données visées à l'article 106/4, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de :
    - procéder à la vérification des conditions d'accès, d'admission et d'inscription de l'étudiant, en application des articles 95, 99, 102, 103, 107, 111 et 112 du décret Paysage,
    - vérifier si l'étudiant est finançable au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études et, le cas échéant, le refuser à l'admission, en vertu de l'article 96, § 1er, alinéa 1er, 3° du décret Paysage ;
  - L'ensemble des données visées à l'article 106/5, inséré via l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent, en application de l'article 68/1, alinéa 4 du décret Paysage, de valoriser, au moment de la validation du programme annuel de l'étudiant lors d'une inscription régulière, les éventuelles unités d'enseignement suivies isolément et acquises, conformément à l'article 139 du même décret ;
  - Aux données visées à l'article 106/6, alinéa 1er, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de vérifier si l'étudiant se présentant à l'admission doit être refusé, en application de l'article 96, § 1er, alinéa 1er, 1° du décret Paysage ;
  - L'ensemble des données visées à l'article 106/7. Ces données leur permettent de procéder à l'admission des étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants non-résidents au sens du décret du 16 juin 2006 précité. La disposition en projet précise toutefois que seuls les établissements soumis à l'application dudit décret peuvent y avoir accès afin de ne pas permettre à tout établissement d'avoir accès à des données qui ne les intéressent pas. De la même manière, chaque établissement soumis à l'application dudit décret n'aura accès qu'aux données des étudiants non-résidents ayant sollicité une admission au sein de leur établissement ;
  - L'ensemble des données visées à l'article 106/8. Ces données leur permettent de procéder à l'admission des lauréats de l'examen d'entrée dans l'une des deux filières (médecine ou dentisterie). De la même manière que ci-dessus, la disposition précise que seules institutions universitaires soumises à l'application du décret du 29 mars 2017 relatif aux sciences médicales et dentaires peuvent y avoir accès afin de ne pas permettre à tout établissement d'avoir accès à des données qui ne les intéressent pas. De la même manière encore, chaque université n'aura accès qu'aux données des lauréats ayant sollicité une admission au sein de leur établissement ;

» La seule décision rendue par la CEPERI – visée à l'article 106/9, § 2, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif – à l'exclusion de l'ensemble des données du dossier introduit, lequel n'intéresse aucun établissement dans le cadre d'une demande d'admission ;

» La seule décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et la date de prise d'effet de celle-ci – visée à l'article 106/10 – aux fins d'admission dans un cursus, en application de l'article 107, alinéa 1er, 7° du décret Paysage ;

» L'ensemble des données visées à l'article 106/11. Ces données leur permettent, en fonction de la décision rendue par le Service des allocations d'études, de vérifier les conditions d'octroi d'une réduction ou d'une dispense des droits d'inscription, conformément à l'article 105, § 2 et § 3 du décret Paysage ;

» L'ensemble des données visées à l'article 106/12, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de vérifier l'éventuel passé académique de l'étudiant dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, aux fins d'admission dans un cursus, conformément à l'article 107, alinéa 1er, 4° du décret Paysage ;

» L'ensemble des données visées à l'article 106/13, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de vérifier les conditions d'accès à un cycle d'études, conformément à l'article 107, alinéa 1er, 1°, 2° et 5° du décret Paysage.

» La disposition en projet prévoit également **certaines exceptions** en vertu desquelles seuls certains établissements sont autorisés à avoir accès à certaines données. Ainsi :

» Seuls les établissements partenaires à une convention de codiplômation donnée ont le droit d'avoir accès à l'adresse email de l'étudiant fournie par l'établissement référent, afin de pouvoir coordonner les échanges d'information. Il n'est pas envisageable que les autres établissements, tiers à la convention, aient accès à une telle donnée ;

» Seuls les établissements (universités et hautes écoles) soumis à l'application du contingentement des étudiants non-résidents ont le droit d'avoir accès aux données desdits étudiants. La disposition introduit également une seconde limite : chaque établissement n'a le droit d'avoir accès qu'aux seules données des étudiants s'inscrivant en leur sein. Encore une fois, il n'est pas envisageable que les autres établissements puissent avoir accès à ces données, dont ils n'ont aucune utilité ;

» Seuls les établissements (universités) organisant le cursus de médecine et/ou de dentisterie ont accès aux données des lauréats de l'examen d'entrée et d'accès. La disposition prévoit, elle aussi, une seconde limite, similaire à celle ci-dessus : chaque université n'a le droit d'avoir accès qu'aux seules données des candidats s'inscrivant en leur sein. Encore une fois, il n'est pas envisageable que les autres établissements puissent avoir accès à ces données, dont ils n'ont aucune utilité.

05. 9.17.3 / Avis de l'ARES :

» En raison des modifications proposées *supra*, l'ARES attire l'attention sur la nécessité d'adapter la disposition en projet afin d'opérer des renvois corrects.

» Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

05. 9.18 / ARTICLE 106/17 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.18.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/17.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 3°, les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ont accès à l'ensemble des données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.
Par dérogation à l'alinéa 1er, a seul accès aux données visées à l'article 106/8 le Commissaire ou Délégué du Gouvernement désigné auprès d'une université et chargé d'assurer le contrôle du jury de l'examen d'entrée et d'accès ».

05. 9.18.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de **lister de manière exhaustive les données auxquelles sont autorisés à accéder les commissaires et délégués du Gouvernement dans le cadre de leurs missions**.
- Ainsi, les commissaires et délégués ont accès à **l'ensemble des données** contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage afin d'assurer leurs missions de contrôle des établissements d'enseignement supérieur, en vertu du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).
- Chaque commissaire ou délégué du Gouvernement n'a accès qu'aux données des personnes concernées inscrites ou ayant introduit une demande d'inscription auprès du ou des seul(s) établissement(s) dont ils assurent le contrôle. De la même manière, la disposition prévoit que, s'agissant du contrôle opéré dans le cadre de l'examen d'entrée, seul le commissaire désigné et chargé d'assurer le contrôle du jury de l'examen a accès aux données visées à l'article 106/8, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif.

05. 9.18.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES s'interroge sur la nécessité de prévoir un accès aussi large aux Commissaires et Délégués du Gouvernement. En effet, sans remettre en cause d'une quelconque manière leurs missions de contrôle, l'accès à certaines catégories de données peut paraître difficilement justifiable au regard des principes de proportionnalité et de minimisation. A tout le moins et dans le but d'atteindre l'objectif poursuivi tel qu'il apparait dans le commentaire de la disposition, l'alinéa 1er de l'article en projet devrait être formulé comme suit : *« S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 3°, « Chaque commissaire ou délégué du Gouvernement n'a accès qu'aux données des personnes concernées inscrites ou ayant introduit une demande d'inscription auprès du ou des seul(s) établissement(s) dont ils assurent le contrôle ».*

- **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.19 / ARTICLE 106/18 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.19.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/18.- S'agissant des finalités visées à l'article 106/14, 1° et 4°, le Service des allocations d'études a accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.
Les données sont celles visées à l'article 106/4, 1°, 2° et 10° ».

05. 9.19.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de **lister de manière exhaustive les données auxquelles est autorisé à accéder le Service des allocations d'études dans le cadre de ses missions.**
- Ainsi, le Service des allocations d'études a uniquement accès, parmi les données transmises par les établissements d'enseignement supérieur en vertu de l'article 106/4, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif, au numéro de Registre national ou au numéro *bis* de l'étudiant, de même qu'aux informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements et, le cas échéant, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivrés à l'issue des études suivies.
- Ces données sont nécessaires afin de permettre au Service des allocations d'études de vérifier si l'étudiant ayant sollicité une allocation d'études est, conformément à l'article 5 du décret coordonné du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, porteur d'une attestation d'inscription définitive auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice reconnu par la Communauté française et si l'étudiant ayant sollicité une allocation d'études, conformément à l'article 3 du décret coordonné, n'entame pas des études d'un niveau égal ou inférieur à celui des études qu'il a déjà faites, qu'il ait ou non bénéficié, à cette fin, d'une allocation d'études. La BCED agit ici en tant qu'intégrateur de services.

05. 9.19.3 / Avis de l'ARES :

- **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.20 / ARTICLE 106/19 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.20.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/19.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 5°, le Ministère de la Communauté française a accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.
Les données sont celles visées à l'article 106/4, 10° ».

05. 9.20.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de **lister de manière exhaustive les données auxquelles est autorisé à accéder le Ministère de la Communauté française dans le cadre de ses missions**.
- Ainsi, le Ministère de la Communauté française a uniquement accès, parmi les données transmises par les établissements d'enseignement supérieur en vertu de l'article 106/4, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif, au(x) éventuel(s) diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivrés à l'issue des études suivies. La BCED agit ici en tant qu'intégrateur de services.

05. 9.20.3 / Avis de l'ARES :

- L'ARES note que la finalité visée est davantage celle coulée à l'article 106/14, 6° et non 5°.
- De plus, à l'instar de ce qui a été dit précédemment (cfr. points 5.9.13.3/, 5.9.14.3 et 5.9.16.3/), il conviendrait également d'adapter la disposition en projet. Il convient, en outre, de permettre à la DGESVR d'avoir accès à certaines données visées à l'article 106/4 afin de permettre une consultation de SIEL-SUP par SIEL-EPS (base centralisée des inscriptions de l'EPS).
- L'ARES suggère donc que la disposition soit revue comme suit :
  « Article 106/19.- [La Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique] a accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.
  S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 1° et 2°, les données sont celles visées à l'article 106/4, 1°, 5°, 7° et le 10°.
  S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, [6°], les données sont celles visées à l'article 106/4, 10° ».

- **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.21 / ARTICLE 106/20 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.21.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/20.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 7°, l'ARES confie à un tiers de confiance les données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci, aux fins de pseudonymisation ou anonymisation préalable des données à caractère personnel ».

05. 9.21.2 / Objectifs :

- Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but de prévoir textuellement que, dans le cadre de la finalité statistique dévolue à l'ARES en vertu de l'article 106/14, 7°, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif, l'ARES désigne un tiers de confiance afin de pseudonymiser et anonymiser les données à caractère personnel contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

05. 9.21.3 / Avis de l'ARES :

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05. 9.22 / ARTICLE 106/21 NOUVEAU DU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013

05. 9.22.1 / Disposition nouvelle :

« Article 106/21.- Le Gouvernement fixe les modalités générales de fonctionnement de la plateforme visée à l'article 106.
Sous réserve d'autres délais de conservation expressément prévus par la loi ou le décret, le Gouvernement détermine également le délai de conservation des données à caractère personnel contenues dans la plateforme ou mises à disposition au moyen de celle-ci, sans que celui-ci ne puisse excéder 10 ans. S'agissant des données visées à l'article 106/4, 10°, le délai de conservation ne peut excéder 40 ans ».

05. 9.22.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que l'insertion envisagée a pour but d'habiliter expressément le Gouvernement à prendre des dispositions réglementaires afin de fixer les modalités générales de fonctionnement de la plateforme e-paysage, telles qu'elles découlent de l'application du dispositif prévu par le texte en projet. Peuvent y être définis plus précisément les rôles de la BCED et de l'ETNIC.

» La disposition en projet donne également au Gouvernement la possibilité de définir des délais de conservation particuliers de certaines catégories de données contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage. Une certaine souplesse doit en effet être accordée en fonction des différents traitements, certaines données pouvant être supprimées au bout de quelques mois, d'autres pouvant être supprimées année académique après année académique, d'autres enfin après 5 années. La disposition prévoit, en tout état de cause, deux limites : 10 années, s'agissant de l'ensemble des données et 40 ans, s'agissant des données des diplômés. Ces seules dernières données doivent rester accessibles assez longtemps afin d'accompagner la personne concernée au fur et à mesure de sa vie professionnelle, *post* professionnelle et le cas échéant, académique en cas de reprise d'études.

05. 9.22.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES attire l'attention sur la nécessité, au vu de l'entrée en vigueur prochaine de l'avant-projet de décret, d'adopter rapidement l'arrêté du Gouvernement fixant les modalités générales de fonctionnement de la plateforme *e*-paysage. Il convient que celui-ci soit adopté, au plus tard le 1er mai 2023.

» En outre, l'ARES relève qu'il serait utile de préciser à partir de quand le délai prévu, en particulier celui de 10 ans, commence à courir. S'agit-il de la date à laquelle la donnée a été intégrée dans la plateforme ou celle à laquelle la personne concernée cesse d'être inscrite dans l'enseignement supérieur ? Dans le premier cas, le délai de 10 ans semble insuffisant pour les « longs parcours » de type doctorat.

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

05.10 / ARTICLE 15 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 139/1, ALINÉA 2, DU DÉCRET :

05. 10.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 139/1, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est actuellement libellé comme suit :
« Le nom de l'étudiant ainsi sanctionné est transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'institution. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué transmet ce nom à l'ARES en vue de son inscription dans la base de données visée au § 1er, alinéa 3 de l'article 95/2 ».

» Il est proposé de remplacer l'article 139/1, alinéa 2 du décret par la disposition suivante :
« Le nom et le prénom de l'étudiant ainsi sanctionné, ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'établissement. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées à l'ARES pour inscription au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».

05. 10.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée poursuit les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 7 à 11 du décret, s'agissant cette fois du transfert des données des étudiants ayant fraudé lors d'une évaluation. Les commentaires formulés sont transposables s'agissant de la disposition en cause.

05. 10.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES note que la modification prévue consistant en **l'inscription directe** par les Commissaires et Délégués dans e-paysage permet de respecter davantage le RGPD, en supprimant *de facto* un intermédiaire (en l'occurrence, l'ARES) et des sous-traitements inutiles et difficilement justifiables (l'ARES ne participe aucunement au processus de constatation et de sanction de la fraude).

» Comme évoque *supra*, l'ARES suggère également que la donnée « année académique de la fraude » puisse être également communiquée afin de pouvoir automatiser de manière optimale la suppression des données au terme du délai de trois années académiques.

» Afin de permettre un traitement rapide et au vu des conséquences de la sanction sur la personne ayant fraudé, l'ARES suggère enfin de renforcer le cadre décrétal actuel en précisant que l'inscription dans la base de données des fraudeurs se fasse *« sans délai ».* Actuellement, il apparait qu'un certain délai existe entre la confirmation de la réalité de la fraude et la transmission du nom du fraudeur à l'ARES. L'ARES suggère donc que les mots *« sans délai »* soient insérés entre le mot *« inscrit »* et les mots *« les informations précitées ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

06. MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 29 MARS 2017 RELATIF AUX ÉTUDES DE SCIENCES MÉDICALES ET DENTAIRES

06.1 / ARTICLE 16 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 1ER, § 1ER DU DÉCRET :

06. 1.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 1er, § 1er, du décret du 29 mars 2017 est actuellement libellé comme suit :
« Article 1er. - § 1er. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en sciences dentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui sont porteurs d'une attestation de réussite délivrée à l'issue d'un examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, ci-après dénommé « examen d'entrée et d'accès ».

» Il est proposé d'ajouter un alinéa à la suite du § 1er, libellé comme suit :
« Les universités concernées vérifient cette dernière condition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 précité ».

06. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de modifier l'article 1er, § 1er, alinéa 1er du décret du 29 mars 2017 afin de l'adapter à la nouvelle réalité induite par le processus e-paysage. Il est ainsi prévu que les universités concernées vérifient la condition de réussite de l'examen d'entrée au moyen de la plateforme d'échange de données.

06. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» Il s'agit d'une modification de pure forme adaptant le cadre décrétal actuel relatif à l'examen d'entrée en médecine et dentisterie à la réalité d'*e*-paysage.

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

06.2 / ARTICLE 17 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 6, § 1ER, ALINÉA 1ER, DU DÉCRET :

06. 2.1 / MODIFICATIONS :

» L'article 6, § 1er, alinéa 1er, du décret du 29 mars 2017 est actuellement libellé comme suit :

« Au plus tard dans les 3 jours qui suivent la délibération, le Président du jury de l'examen d'entrée et d'accès communique aux candidats les résultats de l'examen par l'intermédiaire de l'ARES et transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires ».

» Il est proposé de remplacer les mots *« transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires »* sont remplacés par les mots *« met à disposition des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les données à caractère personnel des lauréats inscrits à l'examen, telles que visées à l'article 106/8 du décret du 7 novembre 2013 précité ».*

06. 2.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de modifier l'article 6, § 1er, alinéa 1er, du même décret afin, à nouveau, de l'adapter à la nouvelle réalité induite par le processus e-paysage. C'est au moyen de la plateforme e-paysage que l'ARES met à disposition des universités concernées les données à caractère personnel des lauréats inscrits à l'examen.

06. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» Il s'agit d'une modification de pure forme adaptant le cadre décrétal actuel relatif à l'examen d'entrée en médecine et dentisterie à la réalité d'*e*-paysage.

» L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.

07. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

07.1 / ARTICLE 18 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET :

07. 1.1 / DISPOSITION :

« Article 18. – Durant l'année académique 2022-2023, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement met à disposition de l'ARES, au moyen de la plateforme e-paysage, le statut régulier de l'inscription de l'étudiant et le statut de finançabilité de celui-ci ».

07. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification constitue la première des trois dispositions transitoires prévues. La disposition en projet prévoit ainsi que, durant l'année académique 2021-2022, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement transmettra à l'ARES, au

moyen de la plateforme e-paysage, le statut régulier de l'inscription de l'étudiant et le statut de finançabilité de celui-ci.

07. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» Afin d'assurer une transition optimale, l'ARES suggère de maintenir transitoirement l'actuel article 106 du décret du 7 novembre 2013. En effet, l'ensemble des données ne seront pas encore disponibles dans l'application. Il convient donc de privilégier la formulation suivante : *« Article 18. – À titre transitoire, durant l'année académique 2022-2023, l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel qu'abrogé par l'article 13 du présent décret, continue à produire ses effets ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

07.2 / ARTICLE 19 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET :

07. 2.1 / DISPOSITION :

« Article 19. – L'ensemble des données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits durant les années académiques 2020-2021 et 2021-2022, qui doivent être collectées par l'ARES en vue de pourvoir la plateforme e-paysage en vertu de l'article 106/4 du décret du 7 novembre 2013, sont transmises par les établissements d'enseignement supérieur au plus tard pour le 1er mai 2023 ».

07. 2.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification constitue la deuxième des trois dispositions transitoires prévues. La disposition en projet prévoit ainsi qu'à compter de l'entrée en vigueur, les établissements doivent transmettre les données au plus tard pour mai 2023 afin de leur laisser le temps d'y procéder mais également afin que la plateforme soit pleinement opérationnelle pour la rentrée académique suivante, soit la rentrée 2023-2024.

07. 2.3 / AVIS DE L'ARES :

» Afin de ne pas créer une surcharge administrative pour les équipes dans les établissements, il conviendrait de prévoir un transfert des données concernant l'année académique 2020-2021 via le mécanisme de la mini-inscription (cfr. art. suivant) et de modifier par conséquent l'article en projet comme suit : *« L'ensemble des données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits durant l'année académique 2021-2022, qui doivent être collectées par l'ARES [...] ».*

» Par ailleurs, pour assurer une cohérence entre les différentes dispositions et compte tenu du fait que l'ARES demande à ce que l'article 106/4 soit modifié afin de donner une deadline (au 1er février de l'année académique), il conviendrait également de modifier l'article en projet comme suit : *« […], sont transmises par les établissements d'enseignement supérieur au plus tard pour le 1er février 2023 ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

07.3 / ARTICLE 20 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET :

07. 3.1 / DISPOSITION :

« Article 20. – Les établissements d'enseignement supérieur peuvent volontairement mettent à disposition de l'ARES les données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits auprès d'eux à partir de l'année académique 2015-2016 jusqu'à l'année académique 2019-2020.
Cette transmission est strictement limitée aux données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2° de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

2° les informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements ;

3° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable au sens de l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 36°, du décret du 7 novembre 2013 et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur ;

4° les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis ».

07. 3.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification constitue la troisième des trois dispositions transitoires prévues. La disposition en projet prévoit ainsi la possibilité, pour les établissements, de transférer certaines données strictement nécessaires afin de compléter l'éventuel passé académique des étudiants.

07. 3.3 / AVIS DE L'ARES :

» L'ARES suggère de remplacer les mots *« peuvent volontairement mettent à disposition de l'ARES »* par les mots *« mettent à disposition de l'ARES, dans la mesure du possible, […] »* afin de mieux refléter l'intention poursuivie. En effet, l'objectif de la disposition en projet est de créer une obligation de moyen pour les établissements.

» L'ARES note par ailleurs qu'il n'est ni utile ni opportun, notamment en raison de l'entrée en vigueur du projet de décret à compter de l'année académique 2022-2023, de remonter aussi loin dans le passé académique des étudiants, en l'occurrence à compter de l'année académique 2015-2016. L'ARES suggère donc que les mots *« 2015-2016 »* soient remplacés par les mots *« 2017-2018 ».*

» Enfin, par cohérence avec la proposition de modification envisagée au point précédent, il convient de remplacer les mots *« jusqu'à l'année académique 2019-2020 »* par les mots *« jusqu'à l'année académique 2020-2021 ».*

» **Moyennant la prise en considérant des éléments qui précèdent, l'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

08. ENTRÉE EN VIGUEUR

08.1 / ARTICLE 21 DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET :

08. 1.1 / DISPOSITION :

« Article 21. - Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023 ».

08. 1.2 / OBJECTIFS :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but, simplement, de fixer l'entrée en vigueur du décret à partir de l'année académique 2022-2023.

08. 1.3 / AVIS DE L'ARES :

» **L'ARES émet un avis favorable sur le projet d'article.**

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
LE GOUVERNEMENT

Valérie Glatigny

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE L'ENSEIGNEMENT DE LA PROMOTION SOCIALE,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES, DE L'AIDE À LA JEUNESSE,
DES MAISONS DE JUSTICE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES

Monsieur Laurent Despy
Administrateur
ARES
Rue Royale, 180
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 23 DEC. 2021

n.r. : VG/FGS/LV/AV – 3507
dossier géré par Arnaud Vanhonacker (arnaud.vanhonacker@gov.cfwb.be)

Objet : Avis de l'ARES sur l'avant-projet de décret instituant la Plateforme informatisée et centralisée d'échange de données « E-Paysage »

Monsieur l'Administrateur,

Lors de sa séance du 16 décembre 2021, le Gouvernement a approuvé en 1ère lecture l'avant-projet de décret instituant la Plateforme informatisée et centralisée d'échange de données « E-Paysage » que vous trouverez en annexe.

Je vous prie dès lors de bien vouloir me communiquer, en application de l'article 21, alinéa 1er, 1°, du décret « paysage » l'avis de l'ARES sur le texte dont objet.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information (Arnaud Vanhonacker, arnaud.vanhonacker@gov.cfwb.be).

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur l'Administrateur, cher Laurent, en l'expression de mes sincères salutations.

La Ministre,

Valérie GLATIGNY

Place Surlet de Chokier, 15-17 • B-1000 Bruxelles | T+32 2 801 76 11 | glatigny@gov.cfwb.be

AVANT-PROJET DE DÉCRET INSTITUANT LA PLATEFORME INFORMATISÉE ET CENTRALISÉE D'ÉCHANGE DE DONNÉES 'E-PAYSAGE'

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

ARRETE :

La Ministre de l'Enseignement supérieur est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Chapitre I^er^. Modification du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires

Article 1^er^. – Dans le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, un article 6bis rédigé comme suit est inséré :

« Article 6*bis* – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret ou de toute autre législation qui leur est applicable, les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des institutions universitaires sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. »

Chapitre II. Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Article 2. – Dans le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, un article 42bis rédigé comme suit est inséré :

« Article 42*bis* – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret ou de toute autre législation qui leur est applicable, les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. ».

Chapitre III. Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Article 3. – Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), un article 34septies/1 rédigé comme suit est inséré :

« Article 34septies/1 – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret ou de toute autre législation qui leur est applicable, les délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. »

Chapitre IV. Modifications du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur

Article 4. – L'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur est remplacé par ce qui suit :

« § 1er. Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 par voie électronique sur la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/7 du même décret et ce, à partir du troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au jeudi suivant inclus.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1er. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les universités concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Par dérogation, en ce qui concerne les cursus visés à l'article 3, 4° et 5°, l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1er du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires constitue la demande d'inscription dans le cursus au sens du présent décret.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les universités peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Toute demande d'inscription faite après le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique est actée au sein de la plateforme visée au § 1er. Y sont mentionnés, dans l'ordre des demandes et par université, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est envoyée à l'étudiant au moment où il introduit sa demande d'inscription.

Par dérogation au § 1er, pour les étudiants non résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4° et 5°, au plus tard le troisième mercredi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. »

Article 5. – L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1er. Par dérogation à l'article 95, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 , les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 par voie électronique sur la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/7 du même décret et ce, à partir du troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au jeudi suivant inclus.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise la haute école auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1er. À peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les hautes écoles concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Toute demande d'inscription faite après le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique est actée au sein de la plateforme visée au § 1er. Y sont mentionnés, dans l'ordre des demandes et par haute école, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est envoyée à l'étudiant au moment où il introduit sa demande d'inscription.

Par dérogation au § 1er, pour les étudiants non résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard le troisième mercredi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le troisième jeudi du mois d'août précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables. »

Chapitre V. Modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Article 6. – L'article 21, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est complété comme suit : *« 26° de contribuer à la simplification administrative en matière d'admission, d'inscription et*

de diplomation de l'étudiant et de gérer une ou plusieurs sources authentiques de données y relatives ».

Article 7. – L'article 95/2, § 1er, alinéa 3, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement le nom et le prénom des fraudeurs de même que la date, le lieu et le pays de naissance de ceux-ci et, s'il échet, leur numéro de Registre national attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. La suppression des données des fraudeurs se fait automatiquement après une période de trois années académiques. »

Article 8. – À l'article 95/2, § 1er, alinéa 4, du même décret, les mots « dans la base de données » sont remplacés par les mots « au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».

Article 9. – L'article 95/2, § 2, alinéa 2, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Le nom et le prénom de l'étudiant ainsi sanctionné, ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. »

Article 10. – L'article 95/3, § 2, alinéa 1er, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« L'ARES transmet au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'épreuve ou examen d'admission le nom et le prénom des fraudeurs de même que la date, le lieu et le pays de naissance de ceux-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. La suppression des données des fraudeurs se fait automatiquement après une période de trois années académiques ».

Article 11. – À l'article 95/3, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « dans la base de données » sont remplacés par les mots « au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».

Article 12. – À l'article 97, § 3, alinéa 3, du même décret, les mots « en annexe à un courriel » sont remplacés par les mots « par voie électronique sur la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 ».

Article 13. – L'article 106 du même décret est abrogé.

Article 14. – Le Titre III du même décret est complété par un Chapitre VIII*bis* rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIII*bis*. – Simplification administrative des admissions, des inscriptions et des diplômes

Section I^re^. - Fonctionnement de la plateforme e-paysage

Article 106. - § 1^er^. En vue de simplifier les procédures d'admission et d'inscription des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, il est créé auprès de l'ARES une plateforme informatisée et centralisée d'échange de données relatives aux admissions, inscriptions et diplômes des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, nommée 'e-paysage'.

Dans le respect des missions fixées à l'article 21, alinéa 1^er^, 18° et 26°, l'ARES est le responsable de traitement en ce qui concerne la collecte et la mise à disposition des données via la plateforme e-paysage au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, le RGPD).

Un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES assurent le déploiement, la coordination et la gestion de la plateforme.

§ 2. En sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication est chargée de développer, d'organiser, de maintenir et de faire évoluer de façon optimale et sécurisée la plateforme e-paysage et destinée à traiter les données collectées ou mises à disposition, ceci dans le respect de la réglementation en vigueur et des bonnes pratiques en matière de simplification administrative. La plateforme e-paysage est mise en œuvre en adéquation avec les standards technologiques d'architecture de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, conformément à l'article 3, § 1er, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

§ 3. En sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, la BCED, instituée par l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française du 23 mai 2013 portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et

sur la gestion conjointe de cette initiative, agit en tant qu'intégrateur de services au sens de l'article 2, 3°, b), de l'accord de coopération précité, afin d'organiser et de faciliter l'échange de données et d'offrir des services d'accès hautement sécurisés aux sources authentiques, dans le respect des prescrits de la vie privée.

Article 106/1. – Au sens du présent chapitre, il faut entendre par personne concernée, la personne dont les données à caractère personnel sont traitées par un ou plusieurs responsable(s) de traitement en vue d'atteindre une ou plusieurs finalité(s) prévues par le présent chapitre.

Sont considérées comme personnes concernées, les catégories suivantes :

1° Les étudiants dont l'inscription est prise en considération, conformément à l'article 102, § 1er, alinéa 1er, parmi lesquels les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice ;
2° Les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement conformément à l'article 68/1 ;
3° Les étudiants ayant introduit une demande d'allocation d'études auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française ;
4° Les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur ;
5° Les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription ;
6° Les fraudeurs, visés aux articles 95/2, 95/3 et 139/1 ;
7° Les personnes ayant introduit une demande d'équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française ;
8° Les lauréats de l'examen d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires.

Article 106/2.- Dans le cadre de tout échange de données visé par le présent chapitre, la personne concernée est prioritairement identifiée au moyen du numéro de Registre national qui lui est attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

S'il s'agit de données relatives à une personne concernée non enregistrée dans le Registre national susvisé, la personne concernée est identifiée au moyen du numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Article 106/3. – Dans le cadre strict des finalités qu'ils poursuivent, les catégories d'utilisateurs visés à l'article 106/15 sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national de la personne concernée ou, à défaut, le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

Section II. - Données collectées en vue de pourvoir la plateforme e-paysage

Article 106/4.- Pour ce qui concerne les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12, met à disposition les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
2° les informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements ;
3° la régularité de l'inscription de l'étudiant, au sens de l'article 103 ;
4° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable au sens de l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 36°, et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur ;
5° les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis ;
6° s'il échet, en cas de codiplômation visée à l'article 82, § 3, l'adresse électronique de l'étudiant fournie par l'établissement référent ;
7° s'il échet, les inscriptions préalables de l'étudiant à des études supérieures et les résultats de ses épreuves au cours des cinq années académiques précédentes, tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci ;
8° s'il échet, l'information relative à une demande d'allocation d'études introduite par l'étudiant auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française ;
9° s'il échet, l'information relative à une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant auprès du Service des équivalences de la Communauté française ;
10° s'il échet, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivrés à l'issue des études suivies.

Article 106/5.- Pour les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement conformément à l'article 68/1, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12 met à disposition les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
2° le nombre de crédits associés aux unités d'enseignement suivies.

Article 106/6.- Les Commissaires et Délégués du Gouvernement mettent à disposition les données à caractère personnel des fraudeurs, telles que visées aux articles 95/2, 95/3 et 139/1 et, s'il échet, le sexe de ceux-ci ainsi que le numéro de Registre national attribué en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

À partir de l'année académique 2023-2024, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement met à disposition les données suivantes, après validation :

1° le statut régulier de l'inscription de chaque étudiant;
2° le statut de finançabilité de celui-ci.

Article 106/7. – Conformément aux articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er du même décret mettent à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom et, s'il échet, les initiales des autres prénoms ;
2° le sexe ;
3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
4° l'adresse électronique du candidat ;
5° la copie d'un document d'identité authentifiant l'étudiant ;
6° le titre de fin d'études secondaires ou tout autre titre d'accès au premier cycle ou, à défaut, la formule provisoire du diplôme ou le relevé de notes mentionnant la réussite de l'étudiant ;
7° des attestations justifiant annuellement toutes les activités exercées par l'étudiant depuis la fin des études secondaires, sans interruption, avec, s'il échet, mention des résultats s'il s'agit d'inscriptions à des études supérieures ;
8° s'il échet, en cas de diplôme ou certificat d'études étrangers, la décision d'équivalence délivrée par le Service des équivalences de la Communauté française ou, à défaut, la preuve d'une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant auprès du Service des équivalences de la Communauté française ainsi que la preuve originale du paiement des frais couvrant l'examen de la demande introduite en vue d'obtenir l'équivalence, dans les formes et délais prévus par les articles 5 et 9*bis* de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ;
9° s'il échet, dans le cas d'études entreprises à partir de l'année académique 2014-2015, la preuve d'apurement de toutes les dettes de l'étudiant à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription.

Article 106/8. – L'ARES met à disposition les données à caractère personnel des lauréats de l'examen d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
2° le nom et le prénom ;
3° le sexe ;
4° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
5° la filière dans laquelle le lauréat est inscrit ;
6° s'il échet, le statut d'étudiant résident du lauréat ;
7° s'il échet, le statut d'étudiant non-résident du lauréat.

Article 106/9. – § 1er. Conformément à l'article 97, § 1er, les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription mettent à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom ;
2° le sexe ;
3° le domicile légal ;
4° l'adresse électronique de l'étudiant ;
5° s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
6° la requête de l'étudiant ainsi que l'ensemble des pièces visées à l'article 97, § 3, alinéa 3 et 4 ;
7° le dossier de procédure interne communiqué par l'établissement d'enseignement supérieur, conformément à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, de même que toutes les pièces complémentaires demandées par la commission en vertu de l'article 12 du même arrêté ;
8° s'il échet, les coordonnées téléphoniques de l'étudiant ;
9° s'il échet, les coordonnées de l'avocat de l'étudiant ;
10° s'il échet, le ou les recours introduits par l'étudiant ou son avocat contre la décision de la commission auprès du Conseil d'État.

§ 2. La plateforme d'échange de données contient également, par étudiant ayant introduit un recours, la décision prise par la commission.

Section III. - Accès à des bases de données au moyen de la plateforme e-paysage

Article 106/10. – Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service des équivalences de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :
1° le nom et le prénom ;
2° le sexe ;
3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
4° la décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et la date de prise d'effet de celle-ci.

Article 106/11.- Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service d'allocations d'études de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :
1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article

8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou, à défaut, le numéro d'identification tel que délivré à l'étudiant par le Service d'allocations d'études ;
2° le nom et le prénom de l'étudiant ;
3° la décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi que la date de la notification de la décision ;
4° s'il échet, le statut d'étudiant de condition modeste, tel que visé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités ;
5° s'il échet, la date d'introduction d'un recours introduit par l'étudiant suivant les modalités prévues aux articles 14 et 15 du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, de même que la décision prise.

Article 106/12.- Les données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale contenues dans la base de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données visées sont les suivantes :
1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
2° les inscriptions antérieures à des études supérieures suivies dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale ;
3° s'il échet, les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis ;
4° s'il échet, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant.

Article 106/13.- Les données à caractère personnel des étudiants diplômés par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française contenues dans les bases de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106.

Les données visées sont les suivantes :
1° le nom et le prénom de l'étudiant ;
2° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance ;
3° s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;
4° la formule provisoire du diplôme ;
5° le titre de fin d'études secondaires revêtu du sceau de la Communauté française ;

6° s'il échet, l'attestation de succès à un examen d'admission organisé un jury de l'enseignement secondaire ordinaire institué au sein du Ministère de la Communauté française.

Section IV. - Finalités de traitement et catégories d'utilisateurs

Article 106/14. - Les finalités poursuivies par le responsable de traitement visé à l'article 106 sont les suivantes :

1° Centraliser les informations liées aux inscriptions, admissions et au parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française ;
2° Permettre aux établissements d'enseignement supérieur de disposer des données strictement nécessaires à la vérification des conditions d'admission et d'inscription d'un étudiant dans des études déterminées de même que des données strictement nécessaires à l'octroi d'une réduction ou d'une dispense des droits d'inscription ;
3° Permettre aux Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur de disposer des données strictement nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont confiées par loi, décret ou arrêté ;
4° Permettre au Service d'allocations d'études de la Communauté française de disposer des informations strictement nécessaires à la vérification des conditions d'octroi d'une allocation d'études à l'étudiant, telles que définies par décret et arrêté ;
5° Permettre à d'autres services publics fédéral, régional ou communautaire de disposer de données strictement nécessaires à la poursuite des missions qui leur sont confiées par loi, décret ou arrêté, notamment le pilotage de l'enseignement supérieur en rendant possible la réalisation d'études scientifiques ou statistiques ;
6° Établir une base de données des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur en Communauté française ;
7° Réaliser ou faire réaliser des études scientifiques ou statistiques.

Article 106/15.- § 1er. La plateforme d'échange de données visée à l'article 106 est accessible aux catégories d'utilisateurs suivantes :

1° Les établissements d'enseignement supérieur, tels que visés aux articles 10 à 13 ;
2° Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ;
3° Le Service d'allocations d'études de la Communauté française ;
4° Le Ministère de la Communauté française.

§ 2. Les utilisateurs visés au paragraphe précédent prennent les mesures utiles pour garantir que les données à caractère personnel consultées soient traitées de manière confidentielle et uniquement pour les finalités mentionnées à l'article 106/14. Cet accès vaut uniquement pour les utilisateurs individuels habilités à exercer le droit d'accès, sous la responsabilité exclusive des instances concernées.

Ils ne peuvent accéder qu'aux données des personnes concernées par le traitement qu'ils effectuent.

Article 106/16.- § 1er. S'agissant des finalités visées à l'article 106/14, 1° et 2°, les établissements d'enseignement supérieur ont accès à certaines catégories de données

contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.

Les données sont celles visées aux articles 106/4, 106/5, 106/6, alinéa 1er, 106/7, 106/8, 106/9, § 2, 106/10, 4°, 106/11, 106/12 et 106/13.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, seules certaines catégories d'établissements d'enseignement supérieur ont accès à certaines catégories de données visées au § 1er :

1° ont seuls accès à la donnée visée à l'article 106/4, 6°, les établissements partenaires de la codiplômation ;

2° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/7 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles elles sont autorisées à avoir accès, les établissements d'enseignement supérieur soumis à l'application du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur ;

3° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/8 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles elles sont autorisées à avoir accès en vertu du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

Article 106/17.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 3°, les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ont accès à l'ensemble des données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1er, a seul accès aux données visées à l'article 106/8 le Commissaire ou Délégué du Gouvernement désigné auprès d'une université et chargé d'assurer le contrôle du jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Article 106/18.- S'agissant des finalités visées à l'article 106/14, 1° et 4°, le Service des allocations d'études a accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.

Les données sont celles visées à l'article 106/4, 1°, 2° et 10°.

Article 106/19.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 5°, le Ministère de la Communauté française a accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci.

Les données sont celles visées à l'article 106/4, 10°.

Article 106/20.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/14, 7°, l'ARES confie à un tiers de confiance les données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci, aux fins de pseudonymisation ou anonymisation préalable des données à caractère personnel.

Article 106/21.- Le Gouvernement fixe les modalités générales de fonctionnement de la plateforme visée à l'article 106.

Sous réserve d'autres délais de conservation expressément prévus par la loi ou le décret, le Gouvernement détermine également le délai de conservation des données à caractère personnel contenues dans la plateforme ou mises à disposition au moyen de celle-ci, sans que celui-ci ne puisse excéder 10 ans. S'agissant des données visées à l'article 106/4, 10°, le délai de conservation ne peut excéder 40 ans. »

Article 15. – L'article 139/1, alinéa 2, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Le nom et le prénom de l'étudiant ainsi sanctionné, ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'établissement. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées à l'ARES pour inscription au sein de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106. »

Chapitre VI. Modifications du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires

Article 16. – L'article 1er, § 1er, du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, est complété comme suit :

« Les universités concernées vérifient cette dernière condition au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 précité. »

Article 17. – A l'article 6, § 1er, alinéa 1er, du même décret, les mots « transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires » sont remplacés par les mots « met à disposition des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, au moyen de la plateforme d'échange de données visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études , les données à caractère personnel des lauréats inscrits à l'examen, telles que visées à l'article 106/8 du décret du 7 novembre 2013 précité. »

Chapitre VII. Dispositions transitoires et finales

Article 18. – Durant l'année académique 2022-2023, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement met à disposition de l'ARES, au moyen de la plateforme e-paysage, le statut régulier de l'inscription de l'étudiant et le statut de finançabilité de celui-ci.

Article 19. – L'ensemble des données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits durant les années académiques 2020-2021 et 2021-2022, qui doivent être collectées par l'ARES en vue de pourvoir la plateforme e-paysage en vertu de l'article 106/4 du décret du 7 novembre 2013, sont transmises par les établissements d'enseignement supérieur au plus tard pour le 1er mai 2023.

Article 20. – Les établissements d'enseignement supérieur peuvent volontairement mettent à disposition de l'ARES les données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits auprès d'eux à partir de l'année académique 2015-2016 jusqu'à l'année académique 2019-2020.

Cette transmission est strictement limitée aux données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant en vertu de l'article 2, § 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1er, 2° de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

2° les informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements ;

3° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable au sens de l'article 15, § 1er, alinéa 1er, 36°, du décret du 7 novembre 2013 et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur ;

4° les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis.

Chapitre VIII. Entrée en vigueur

Article 21. - Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023.

Fait à Bruxelles, le

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

Valérie GLATIGNY

AVANT-PROJET DE DÉCRET INSTITUANT LA PLATEFORME INFORMATISÉE ET CENTRALISÉE D'ÉCHANGE DE DONNÉES 'E-PAYSAGE'

EXPOSÉ DES MOTIFS

E-paysage est une plateforme informatique de services, liés à la simplification de la gestion des inscriptions, en ce inclus la diplomation et le contrôle de la finançabilité des inscriptions dans l'enseignement supérieur en Communauté française. Le développement et la gestion de la plateforme sont pris en charge par l'ARES. La simplification administrative vise à développer des mesures pragmatiques et concrètes destinées à faciliter les relations entre l'administration et ses usagers en supprimant des documents ou des procédures et en harmonisant des modalités et des délais pour les procédures administratives[1].

La plateforme e-paysage permet l'échange de données à partir de sources et de bases de données issues de sources authentiques (par ex : la future base de données de centralisation des inscriptions, approvisionnée par les établissements). La définition proposée par le Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB) définit clairement ce qu'est une source authentique. Il s'agit d'un « ensemble de données, détenues par un organisme qui a été désigné par un acte juridique pour en assurer la gestion, et qui font foi dans un domaine particulier de compétence ». Les données doivent concerner des personnes physiques ou morales ou des faits de droit. La gestion d'une source authentique implique des droits et des devoirs de la part du gestionnaire. Il doit en garantir l'exhaustivité, la précision et la mise à jour régulière des données ; rectifier les données erronées, après vérification éventuelle ; mettre les données à disposition des autres organismes qui en ont un besoin légitime, dans le respect de la protection des données à caractère personnel lorsque celle-ci s'applique. L'avantage de cette solution est que tous les utilisateurs de la plateforme adhèrent à un consensus sur les données de référence, qui sont normalisées et formatées. Ceci permet de créer un climat de confiance dans la fiabilité des données, indispensable à tout projet de simplification administrative.

Pour mettre en place un échange de données portant sur une personne dont les données sont présentes entre différentes bases de données, l'identification doit par définition être univoque et commune. À ce titre, e-paysage se base sur le numéro de registre national et à défaut, sur le numéro au registre *bis* de la sécurité sociale. La source authentique à la base de la signalétique de l'étudiant est donc le registre national et par extension le registre *bis* de la Banque carrefour de la sécurité sociale (BCSS). L'accès au registre national est régi par une autorisation du SPF intérieur qui analyse le contexte légitime de l'accès à ce registre et à la suite, si une autorisation est donnée par le SPF intérieur, par une autorisation de la BCSS. À ce titre, au moins, tous les utilisateurs d'e-paysage doivent donc bénéficier d'un contexte légal permettant l'utilisation du Registre national comme identifiant unique, d'une part, et l'accès aux bases de données du Registre national, d'autre part. Les utilisateurs au stade actuel sont : les établissements d'enseignement supérieur (EES), les commissaires et délégués du Gouvernement de l'enseignement supérieur près des EES, le Services des allocations d'études et le Ministère de la FWB.

[1] D'après https://www.vie-publique.fr/.

Les services d'échanges de données concernent à ce stade :

- L'établissement de la signalétique de l'étudiant et le cas échéant, la vérification de sa situation administrative dans le but d'établir sa finançabilité,
- La communication du statut boursier d'un candidat à l'admission,
- La centralisation des inscriptions dans le but d'établir le caractère finançable d'une inscription, d'effectuer la vérification de la finançabilité et des critères d'inscription liés à l'attribution des bourses d'études,
- La centralisation des demandes d'admission des étudiants non résidents aux études contingentées,
- La centralisation des diplômés afin d'authentifier les titres délivrés en Communauté française dans le cadre de la vérification des titres d'accès à l'enseignement supérieur et de la lutte contre les faux diplômes.

Le présent projet de décret vise, par conséquent, à donner une existence légale à la plateforme e-paysage afin d'(de) :

- identifier les utilisateurs des données ;
- permettre à l'ensemble des utilisateurs d'utiliser le Registre national ou le registre *bis* comme clé unique d'identification ;
- identifier que le traitement effectué par l'ARES consiste en la collecte et la mise à disposition des données ;
- identifier par échanges de données le responsable de traitement, la nature du traitement, la finalité et la liste des données à caractère personnel échangées.

AVANT-PROJET DE DÉCRET INSTITUANT LA PLATEFORME INFORMATISÉE ET CENTRALISÉE D'ÉCHANGE DE DONNÉES 'E-PAYSAGE'

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er. – Cet article insère un article 6*bis* dans le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires afin de prévoir que, dans le cadre des missions qui sont confiées aux commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des universités, ces derniers puissent utiliser le numéro de registre national des étudiants ou des personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription, ou à défaut, le numéro de registre *bis* d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

Ceci permettra aux commissaires et délégués, dans le cadre de la simplification administrative et de l'informatisation et la centralisation des demandes d'inscriptions, d'admissions et des diplômés, initiées par e-paysage, d'identifier prioritairement les étudiants et les personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription au moyen de leur numéro RN, lequel offre le plus haut degré de sécurité en matière d'identification des personnes en Belgique. Ceci est primordial étant donné que le système e-paysage repose majoritairement sur cette identification via le RN pour les étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus.

Ceci dispensera également les commissaires et délégués auprès des universités d'introduire des demandes d'utilisation au Registre national, en application de l'article 8, § 1er, al. 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, lequel prévoit qu'*« une autorisation d'utilisation du numéro du Registre national n'est pas requise lorsque cette utilisation est explicitement prévue par ou en vertu d'une loi, un décret ou une ordonnance ».*

Article 2. – Cet article poursuit les mêmes objectifs que ceux poursuivis par l'article 1er, s'agissant cette fois des missions des commissaires du Gouvernement auprès des hautes écoles. La disposition prévoit donc l'insertion d'une disposition analogue dans le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Article 3. – Cet article poursuit les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 1er et 2, s'agissant cette fois des missions des commissaires et délégués du Gouvernement auprès des écoles supérieures des arts. La disposition prévoit donc l'insertion d'une disposition analogue dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Article 4. – La disposition en projet a pour objet de modifier l'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur afin de prévoir, dans le cadre de le la mise en place d'e-paysage, un dépôt centralisé et informatisé des demandes d'admission des étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants résidents dans les cursus contingentés organisés

par les universités. Cette adaptation de la procédure aux réalités d'e-paysage nécessite certaines modifications du texte. Il est ainsi prévu que l'étudiant précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription – ce qu'il ne doit pas faire actuellement, étant donné qu'il se présente physiquement auprès de l'université choisie lors du dépôt du dossier. Dans le cadre d'un dépôt électronique, celui-ci peut se faire à toute heure du jour et de la nuit, ce qui n'était pas le cas, naturellement, dans le cadre d'un dépôt en présentiel, limité aux seuls jours et heures ouvrables de l'établissement. Il convient donc d'être beaucoup plus précis afin, notamment, d'éviter des dépôts électroniques le weekend et de faciliter le travail des équipes, notamment informatiques, qui doivent pouvoir gérer les problèmes de ce type dans les meilleures conditions possible. Le dépôt sera donc autorisé à partir du troisième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée, 00:00:00 au jeudi suivant, 23:59:59.

Les modalités particulières du processus de dépôt des dossiers d'admission par les étudiants non résidents et d'accès aux données par les universités sont prévues aux articles 25, 37 et 38 de l'avant-projet de décret.

Article 5. – La disposition en projet poursuit le même objectif que celui de l'article 4, s'agissant cette fois des demandes d'admission des étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants résidents dans les cursus contingentés organisés par les hautes écoles. Des adaptations similaires doivent donc être apportées à l'article 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Article 6. – La disposition en projet a pour but d'ajouter une nouvelle mission à l'ARES. En l'état, le projet e-paysage, projet de simplification administrative essentiel pour l'enseignement supérieur, repose exclusivement sur l'actuel article 106 du décret (lequel sera remplacé par le présent avant-projet) et les missions actuellement dévolues à l'ARES, notamment visées au littera 18° : « [L'ARES a pour missions] de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur » ou encore au littera 25° : « L'ARES a pour missions] de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation ». Afin de renforcer la sécurité juridique des traitements opérés par l'ARES dans le cadre du présent avant-projet de décret, il est souhaité que cette mission de simplification administrative soit intégrée de manière explicite dans le décret.

La modification répond également aux suggestions formulées par le Conseil d'État dans son avis n° 69.973/2, dans lequel il a estimé que « la création d'une « source authentique de données » (ndlr. HOPS) au sein de l'ARES et le fait de confier à cette dernière la mission consistant à assurer la gestion de cette « source authentique » nécessitent une intervention expresse et spécifique du législateur », que « l'élément central du texte en projet, à savoir la création d'une source authentique de données au sein de l'ARES, dont cette dernière serait le gestionnaire, n'[était] pas admissible de lege lata » et qu' « un tel mécanisme nécessit[ait] que l'article 21 du décret « Paysage » soit complété par le législateur, et ce, à la majorité ordinaire puisque conférer une mission de cette nature à l'ARES ne revient pas à lui déléguer une compétence que la Communauté française exercerait en qualité de pouvoir organisateur de son propre enseignement au sens de l'article 24, § 2, de la Constitution ».

Articles 7 à 9. – Les articles 7 à 9 en projet ont pour but d'adapter le cadre décrétal en vigueur, s'agissant de la base de données des étudiants fraudeurs que doit tenir actuellement à jour l'ARES, lorsqu'une fraude à l'inscription est découverte lors de l'admission ou en cours d'année académique.

Actuellement, seul le nom de l'étudiant fraudeur est communiqué non seulement au commissaire ou délégué en vue d'assurer le contrôle de la décision de l'établissement d'enseignement supérieur, mais également à l'ARES qui est chargée d'inscrire ce nom dans la base de données dont question. Cette seule donnée est nettement insuffisante pour authentifier précisément l'étudiant en cause. Eu égard à la sévérité de la sanction prononcée à l'égard de celui-ci, il convient donc de prévoir que d'autres données d'identification puissent être communiquées au commissaire et délégué chargé du contrôle. Les articles 7 à 9 en projet prévoient donc que soit communiqué, en sus du nom, un minimum de données, à savoir le prénom de l'étudiant fraudeur ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci. Ceci permet de croiser suffisamment de données afin d'identifier le plus précisément possible un étudiant n'ayant aucun critère de rattachement avec la Belgique et ne disposant donc ni d'un numéro de Registre national, ni d'un numéro *bis*. La disposition prévoit également que soient communiqués, si l'étudiant en dispose, son numéro de Registre national ou son numéro *bis*, afin de compléter l'identification, étant donné que le système e-paysage repose en grande partie sur l'identification au RN des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus.

Les dispositions en projet prévoient également que les données précitées soient communiquées au sein de la plateforme centralisée d'échange de données e-paysage.

Articles 10 et 11. – Les articles 10 et 11 en projet poursuivent les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 7 à 9, s'agissant cette fois du transfert des données des étudiants ayant fraudé dans la constitution de leur dossier d'inscription à une épreuve ou à un examen d'admission dont l'organisation est confiée à l'ARES.

Article 12. – La disposition en projet prévoit que la plainte déposée auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visée à l'article 97 du décret soit introduite par voie électronique via la plateforme centralisée d'échange de données e-paysage. L'emploi du courrier électronique ne sera donc plus permis, car ce moyen de communication offre moins de garanties de sécurité de l'information que celles développées dans le cadre d'e-paysage, mises en place par l'ETNIC (cfr. article 14 en projet). En tant que secrétariat de la CEPERI, l'ARES, qui agit déjà tant que responsable de traitement pour la collecte des données transmises par les étudiants dont l'inscription est refusée (dont certaines sont sensibles au sens du RGPD), doit garantir que toutes les mesures de sécurité adaptées soient prises pour assurer la confidentialité des données et réduire autant que possible les risques de fuite de celles-ci. Néanmoins, la disposition permet toujours un envoi par courrier recommandé, notamment pour ne pas accentuer la fracture numérique encore existante actuellement.

Ces modifications décrétales impliqueront certaines modifications au sein de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 2014 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, afin d'assurer la cohérence des textes décrétal et réglementaire.

Les modalités particulières du processus de dépôt de plainte par les étudiants dont l'inscription est refusée et d'accès aux données par les établissements et les commissaires et délégués sont prévues à l'article 14 de l'avant-projet de décret (nouveaux articles 106/9, 106/16 et 106/17 du décret "paysage").

Article 13. – La disposition en projet prévoit une abrogation pure et simple de l'article 106 du décret. Cet article n'a plus lieu d'être au vu du processus e-paysage institué par l'avant-projet de décret :

- Il n'y a plus lieu de prévoir que la liste des étudiants réguliers est arrêtée par chaque établissement et transmise au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement au plus tard le premier février (alinéa 1er actuel) étant donné que chaque établissement communiquera cette donnée via la plateforme e-paysage, ainsi qu'il est prévu par le nouvel article 106/4 inséré via l'article 14 du dispositif, et que cette donnée sera mise à disposition, notamment, des commissaires et délégués, ainsi qu'il est prévu le nouvel article 106/18 inséré via l'article 14 du dispositif. En pratique, un tel transfert – peu efficace et ne donnant pas suffisamment de garanties eu égard aux exigences imposées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) – est du reste particulièrement chronophage pour les parties concernées et source d'erreurs éventuellement préjudiciables pour les étudiants.
- Il n'y a plus lieu non plus de prévoir que, pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les commissaires et délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES un certain nombre de données telles que les demandes d'inscription refusées, les fraudes à l'inscription, les exclusions pour fraude aux évaluations, les inscriptions et demandes d'admission prises en considération (alinéa 2 actuel) étant donné le nouvel article 106/6 du décret Paysage inséré via l'article 14 du dispositif prévoit qu'à partir de l'année académique 2023-2024, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement valide au sein de la plateforme e-paysage le statut régulier de l'inscription de l'étudiant, le statut de finançabilité de celui-ci et le cas échéant, introduit les informations relatives aux fraudes. Quant aux autres données, celles-ci seront communiquées directement par les établissements d'enseignement supérieur au sein de la plateforme, à l'exception des données relatives aux demandes d'inscription refusées qui, même en l'état actuel de l'article 106 du décret, n'ont jamais été communiquées en raison du fait qu'elles n'ont aucune utilité pour les différents utilisateurs.
- Enfin, l'alinéa 3 de l'article 106 doit également être abrogé en ce qu'il prévoit actuellement que l'ARES coordonne le développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions, étant donné le cadre décrétal proposé par le présent avant-projet de décret, offre une meilleure assise juridique au processus e-paysage, notamment au regard des exigences imposées par le RGPD.

Article 14. – La disposition en projet insère, au sein du titre III du décret du 7 novembre 2013, un chapitre VIII*bis* nouveau intitulé « Simplification administrative des admissions, des inscriptions et des diplômes », lui-même subdivisé en quatre sections :

- Section 1ère. Fonctionnement de la plateforme e-paysage » ;
- Section 2. Données collectées en vue de pourvoir la plateforme e-paysage ;
- Section 3. Accès à des bases de données au moyen de la plateforme e-paysage ;

- Section 4. Finalités de traitement et catégories d'utilisateurs.

Au sein de la 1ère section, la disposition en projet insère au sein du décret Paysage un nouvel article 106, plus adapté aux réalités actuelles de l'enseignement supérieur. Cet article consacre l'existence juridique d'une plateforme informatisée et centralisée d'échange de données relatives aux admissions, inscriptions et diplômes des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, nommée 'e-paysage' qui a pour but de simplifier considérablement les procédures d'admission et d'inscription des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française. La création d'une telle plateforme s'inscrit par ailleurs parfaitement dans le cadre des exigences européennes actuelles telles qu'imposées par le Règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le règlement (UE) 1024/2012 (Règlement Single Digital Gateway) imposant notamment à chaque État membre de veiller à ce que les utilisateurs (en l'occurrence les étudiants et les personnes ayant introduit une demande d'admission) puissent accéder à toutes les procédures et les accomplir intégralement en ligne. La disposition prévoit également que l'ARES assure la coordination et le déploiement de la plateforme e-paysage et agisse par conséquent en tant que responsable de traitement des données récoltées et mises à disposition de différentes catégories d'utilisateurs, limitativement énumérées (cfr. Article 106/16 inséré via l'article 14 du dispositif). À cet égard, il doit être souligné qu'il n'est pas nécessaire de modifier de l'article 21 du décret Paysage et de prévoir que l'ensemble du décret doive lui-même être également adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés – conformément à l'article 38 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' étant donné que l'ARES a déjà pour missions de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur (art. 21, al. 1er, 18°) ; de collecter les informations relatives à la situation sociale et au bien-être des étudiants, aux services et soutiens qui leur sont accordés, aux allocations et prêts d'études et aux activités d'aide à la réussite, de remédiation, de suivi pédagogique et de conseil et accompagnement aux parcours d'études personnalisés (art. 21, al. 1er, 19°) ; et, enfin, de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation (art. 21, al. 1er, 25°). Du reste, comme mentionné *supra*, l'article 106, alinéa 3 actuel confie déjà à l'ARES – et ce, depuis l'entrée en vigueur du décret Paysage – la coordination du développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions, en accord avec les missions actuelles définies à l'article 21. Enfin, la disposition désigne explicitement les deux sous-traitants de l'ARES, à savoir l'ETNIC et la BCED (Banque-Carrefour d'échange de données). Le premier est chargé de développer, d'organiser, de maintenir et de faire évoluer de façon optimale et sécurisée la plateforme, le second est chargé, en tant qu'intégrateur de services, d'organiser et de faciliter l'échange de données et d'offrir des services d'accès hautement sécurisés à différentes sources de données, dont l'accès aux sources authentiques.

La disposition en projet insère aussi un nouvel article 106/1 au sein du décret Paysage, lequel a pour objectif de définir et de déterminer de manière exhaustive les catégories de personnes concernées par un ou plusieurs traitement(s) au sein de la plateforme e-paysage. Ne seront donc traitées que les données des personnes pouvant se trouver dans l'une des catégories ou dans plusieurs catégories – de manière

concomitante ou successive - et ce, en vue d'atteindre une ou plusieurs finalité(s) telle(s) que définies à l'article 106/15 inséré via l'article 14 du dispositif.

Les deux nouveaux articles 106/2 et 106/3 insérés au sein du décret Paysage, poursuivent les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 1er, 2 et 3 en projet. Comme déjà mentionné *supra,* le système e-paysage repose en grande partie sur l'identification au RN des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un cursus afin de permettre une authentification la plus précise possible des personnes concernées. Ceci est indispensable afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs de pouvoir effectuer un certain nombre d'actions, telles que des recherches ou des couplages entre systèmes d'information, au sein même de la plateforme e-paysage, afin de leur permettre de procéder à l'exécution des missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation. Par ailleurs, le système ne peut offrir un degré suffisant de fiabilité que si la garantie est faite, en amont, que les personnes concernées sont particulièrement bien identifiées ou identifiables. Par conséquent, à l'instar des commissaires et délégués – s'agissant de leurs missions propres – les catégories d'utilisateurs listées exhaustivement à l'article 106/16 inséré via l'article 14 du dispositif en projet peuvent utiliser le numéro de registre national des étudiants ou des personnes ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription, ou à défaut, le numéro de registre *bis* d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale. Ces catégories, pour les mêmes raisons que celles évoquées *supra*, sont par conséquent dispensées d'introduire des demandes d'utilisation au Registre national, en application de l'article 8, § 1er, al. 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

Au sein du chapitre VIII*bis* nouveau, une seconde section est insérée fixant les données collectées en vue de pourvoir la plateforme e-paysage. Les données collectées en vertu des articles 106/4 à 106/9, insérés par l'article 14 du dispositif, font donc partie intégrante de la plateforme, au contraire des données visées sous la troisième section, lesquelles sont contenues dans d'autres bases de données et, par conséquent, simplement mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

Au sein de cette 2ème section, la disposition en projet insère un nouvel article 106/4 au sein du décret Paysage, qui liste précisément et exhaustivement, parmi les données récoltées par les établissements d'enseignement supérieur auprès des étudiants et personnes ayant introduit une demande d'admission, les données à caractère personnel des étudiants dont l'inscription est prise en considération, parmi lesquels les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, et transmises à l'ARES afin de pourvoir la plateforme e-paysage. Il convient, à cet égard, de rappeler que, pour que l'inscription soit prise en considération, l'étudiant doit avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis ; avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et avoir payé un acompte de 50 euros (ou avoir introduit une demande d'allocation d'études). Les données visées au litera 1° sont les données d'identification liées au RN ou, à défaut, Registre *bis.* Les données suivantes sont celles qui sont liées à l'admission et à l'inscription (les études suivies, les réorientations et les allègements), à la régularité de l'inscription et celles relatives à l'établissement du statut d'étudiant finançable. S'agissant de ces deux dernières catégories de données, il convient également de rappeler que les éléments permettant de déterminer la régularité de l'inscription sont multiples. Pour être régulière, l'inscription doit respecter le prescrit des articles 100 et 102, § 1er, alinéa 1er du décret. Il doit donc s'agir d'une inscription pour une année académique portant sur un ensemble cohérent et validé par le jury d'unités d'enseignement d'un programme

d'études donné. Pour que l'inscription soit régulière, l'étudiant doit également satisfaire aux conditions d'accès et remplir ses obligations administratives et financières qui découlent de l'article 102, § 1er, alinéa 1er. De plus, s'agissant de la finançabilité, l'accès aux données des étudiants qui constituent un élément de calcul ou une condition du financement des établissements d'enseignement supérieur est notamment nécessaire :

- pour déterminer si les inscriptions introduites auprès de ces derniers peuvent être prises en compte pour le calcul du financement des établissements d'enseignement supérieur et comment elles doivent l'être ;
- pour vérifier la finançabilité des étudiants. Après cette vérification, les établissements d'enseignement supérieur peuvent refuser les inscriptions des étudiants non finançables sur la base de l'article 96, § 1er, 3° du décret ;
- pour permettre aux Commissaires et Délégués du Gouvernement de remettre leur avis quant à la finançabilité des étudiants visés à l'article 96, § 2.

Seuls les étudiants régulièrement inscrits au sens de l'article 103 et finançables conformément au décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études peuvent être pris en compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement des universités, des Hautes écoles et des Écoles supérieures des arts. Le décret du 11 avril 2014 fixe plusieurs conditions et modalités pour la prise en compte d'une inscription d'un étudiant finançable pour le calcul de ladite allocation. Le respect de ces dernières nécessite l'accès à des données à caractère personnel des étudiants dont notamment :

- leur nationalité et, le cas échéant, leur statut et leur titre de séjour en Belgique et/ou de leur père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal pour vérifier qu'ils disposent de la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou, à défaut, qu'ils satisfassent à au moins une des conditions visées à l'article 3, § 1er ;
- les données relatives à leur parcours scolaire, académique et non académique pour vérifier le respect d'au moins une des conditions académiques fixées à l'article 5 dudit décret ;
- le nombre de crédits inscrits à leur programme annuel pour appliquer les pondérations précisées à l'article 8 dudit décret ;
- s'il échet, les données relatives à leur réorientation visée à l'article 102, § 3 pour appliquer le financement 50-50 visé à l'article 9*bis*.

En outre, la transmission de ces données à la plateforme e-paysage permettra une vérification plus efficace de la part des Commissaires et Délégués du Gouvernement. Une fois cette vérification opérée, ces derniers valideront la finançabilité des étudiants et la régularité de leur inscription au sein de la plateforme e-paysage conformément à l'article 106/6 inséré via l'article 14 du dispositif. L'accès à certaines de ces données peut être également nécessaire pour le calcul d'autres subsides. À savoir, notamment :

- les allocations complémentaires accordées annuellement à chaque Université, Haute Écoles ou ESA sur la base des articles 36*bis*, 36*quater* et 36*quater*/1 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ; des articles 21*quater*, 21*quinquies* et 21*sexies* du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles ; de l'article 57*quater* du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)) ;

- les subventions annuelles sociales accordées aux établissements sur la base de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés ; décret du 21 février 2019 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Écoles (articles 36 à 41) ; du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (articles 58 à 60*quater*), etc.

Enfin, s'agissant des données visées aux litera 6° à 10°, elles ne sont pas systématiquement récoltées étant donné qu'elles dépendent de la situation particulière des personnes concernées (ayant déjà un passé académique, ayant introduit une demande d'allocation d'études, inscrites dans le cadre d'un programme en codiplômation, ayant introduit une demande d'équivalence ou étant déjà détenteur d'un diplôme). Si l'une ou plusieurs de ces hypothèses sont rencontrées, les données sont récoltées. La collecte de l'ensemble de ces données est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

La disposition en projet insère aussi un nouvel article 106/5 au sein du décret Paysage, lequel prévoit que les établissements d'enseignement supérieur transmettent également au sein de la plateforme e-paysage certaines données à caractère personnel des étudiants suivant isolément au sein de leur établissement des unités d'enseignement. Une fois de plus, l'utilisation du RN est privilégiée pour identifier les étudiants en question. Cette catégorie de personnes concernées ne peut pas figurer au sein de l'article précédent dans la mesure où ce ne sont pas des étudiants dont l'inscription est prise en considération. Ils ne sont pas non plus considérés comme étudiants réguliers. La collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion d'un nouvel article 106/6 au sein du décret Paysage, complète les articles 95/2, 95/3 et 139/1 tels que modifiés par l'avant-projet de décret afin de préciser que les données des fraudeurs collectées par les commissaires et délégués du Gouvernement auprès des établissements dont ils assurent le contrôle sont transmises au sein de la plateforme e-paysage. La donnée liée au sexe est ajoutée le cas échéant afin d'éviter les confusions entre les éventuelles homonymies de personnes. La disposition en projet prévoit également que les commissaires et délégués inscrivent au sein de la plateforme e-paysage les données liées au statut régulier de l'inscription des étudiants et le statut de finançabilité de ceux-ci. Cette disposition répond à l'abrogation de l'article 106 actuel du décret, comme prévu par l'article 13 en projet. Ceci ne sera applicable qu'à partir de l'année académique 2023-2024. Les articles 18 à 20 en projet prévoient une période transitoire pour l'année académique 2022-2023 durant laquelle le commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement transmettra à l'ARES, au moyen de la plateforme e-paysage, le statut régulier de l'inscription de l'étudiant et le statut de finançabilité de celui-ci. Ceci répond à des contingences purement techniques. À nouveau, la collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion d'un nouvel article 106/7 au sein du décret Paysage, précise les données à caractère personnel devant être transmises par les étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants non résidents afin de s'inscrire dans l'une des filières contingentées visées aux articles 3 et 7 du décret du 16 juin 2006. Elle complète les articles 5 et 9 du même décret, tels que modifiés par les articles 4 et 5 de l'avant-projet de décret. Les données visées aux litera 1° à 3° sont les données minimales permettant une identification des étudiants en question. Il n'est pas possible de se reposer sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas. La donnée visée au litera 5° permet de compléter cette identification et d'authentifier légalement la personne. La donnée visée au litera 4° permet aux établissements de pouvoir communiquer avec les étudiants ayant été sélectionnés à l'issue du contingentement. Les données visées aux litera 6° à 9° sont celles qui sont actuellement sollicitées auprès des étudiants non résidents par circulaire. Parmi celles-ci, certaines sont facultatives (données visées aux litera 8° à 10°) et permet de vérifier, le cas échéant certaines exigences préalables : la preuve d'une équivalence ou d'une demande celle-ci et la preuve de l'apurement de toutes les dettes envers tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française. À nouveau, la collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion d'un nouvel article 106/8 au sein du décret Paysage, précise, parmi les données récoltées par l'ARES en vertu du décret du 29 mars 2017 en vue de l'inscription des candidats à l'examen d'entrée et d'accès aux études en médecine et dentisterie, les données à caractère personnel transmises par l'ARES au sein de la plateforme e-paysage. Les données visées aux litera 1° à 4° sont les données d'identification du lauréat. Une fois encore, l'utilisation du RN ou du numéro *bis* est privilégiée. Cela étant, le public s'inscrivant à l'examen d'entrée étant, pour une petite proportion des personnes ne pouvant être considérées comme résidentes, il convient également de récolter – à l'instar du traitement des données à caractère personnel des étudiants non résidents – les données d'authentification suivantes : le nom, le prénom, le sexe, la date, le lieu de naissance et le pays de naissance des lauréats. Les données visées aux litera 5° à 7° permettent d'associer au lauréat la filière (médecine ou dentisterie) dans laquelle il est autorisé à s'inscrire et le statut résident ou non résident. À nouveau, la collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion d'un nouvel article 106/9 au sein du décret Paysage, précise les données à caractère personnel devant être transmises par les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI). Elle complète l'article 97, § 3, alinéa 3 du décret Paysage, tel que modifié par l'article 12 de l'avant-projet de décret. Les données visées aux litera 1°, 2° et 5° sont les données minimales permettant une identification des étudiants en question. Une fois encore, il n'est pas possible de se reposer uniquement sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas toujours. Les données visées aux litera 3°, 4° et 6° à 9° sont les données transmises par l'étudiant ou par l'établissement en vertu de la législation et de la réglementation visée au dispositif en projet. Parmi les données transmises par l'étudiant, certaines sont soumises à peine d'irrecevabilité, d'autres sont facultatives. Quant aux données visées au litera 10°, il s'agit

des données contenues au sein du dossier de procédure dans le cas où l'étudiant conteste la décision rendue par la CEPERI auprès du Conseil d'État. La disposition prévoit également que la plateforme e-paysage contient, par étudiant, la décision prise par la CEPERI. La collecte de cette dernière donnée est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à cette information – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

Au sein du chapitre VIII*bis* nouveau, une troisième section est insérée fixant les données mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage. Les données visées par les nouveaux articles 106/10 à 106/13, insérés par l'article 14 du dispositif, ne font donc pas partie intégrante de la plateforme. Elles font partie intégrante d'autres bases de données.

L'insertion du nouvel article 106/10 au sein du décret Paysage prévoit une première mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans la base de données dont le Service des équivalences de la Communauté française est responsable de traitement. Les données visées aux litera 1° à 3° sont les données minimales permettant une identification des personnes ayant introduit une demande d'équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française. Il n'est pas possible de se reposer sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas. La donnée visée au litera 4° permet d'associer à la personne une décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et une date de prise d'effet de celle-ci. La mise à disposition de cette dernière donnée est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à cette information – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion du nouvel article 106/11 au sein du décret Paysage, prévoit une seconde mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans la base de données dont le Service d'allocations d'études de la Communauté française est responsable de traitement. Les données visées aux litera 1° et 2° sont les données d'identification de la personne ayant introduit une demande d'allocation d'études. Une fois encore, l'utilisation du RN ou du numéro *bis* est privilégiée. La donnée visée au litera 3° permet d'associer à la personne une décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi qu'une date de notification de la décision. Les données visées aux litera 4° et 5° sont facultatives dans la mesure où elles dépendent de la situation de la personne et de la décision qui est délivrée. En cas de refus, la personne peut introduire un recours auprès du Bureau régional et, ensuite, auprès du Conseil d'appel. En cas de refus également, l'étudiant est éventuellement éligible au statut d'étudiant de condition modeste. À nouveau, la mise à disposition des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion du nouvel article 106/12 au sein du décret Paysage, prévoit une troisième mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans la base de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement, s'agissant des données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. La disposition en projet a pour but de récréer l'éventuel passé de la personne dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. Dans cette

mesure, les données nécessaires sont mises à disposition directement au moyen de la base de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement, s'agissant des données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. La donnée visée au litera 1° constitue la donnée d'identification de la personne ayant un éventuel passé dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. Une fois encore, l'utilisation du RN ou du numéro *bis* est privilégiée. La donnée visée au litera 2° permet d'associer à la personne les inscriptions antérieures à des études supérieures suivies dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale et, le cas échéant, les crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant ainsi que les crédits acquis, de même que l'éventuel ou les éventuels diplôme(s) dont est déjà porteuse la personne. À nouveau, la mise à disposition des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif).

L'insertion du nouvel article 106/13 au sein du décret Paysage, prévoit une quatrième mise à disposition de données, à savoir celles contenues dans les bases de données dont le Ministère de la Communauté française est responsable de traitement, s'agissant cette fois des données à caractère personnel des étudiants diplômés par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française. La disposition en projet poursuit des objectifs similaires à ceux poursuivis par la disposition précédente. En effet, elle a pour but de récréer l'éventuel passé de la personne dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale. Les données visées aux litera 1° à 3° sont les données minimales permettant une identification des personnes en question. Une fois encore, il n'est pas possible de se reposer uniquement sur l'identification RN ou Registre *bis* dans la mesure où le public visé n'en dispose pas toujours. Les données visées aux litera 4° à 6° permet d'associer à la personne la formule provisoire du diplôme, délivré à la sortie des études de secondaires ainsi que le titre de fin d'études secondaires revêtu du sceau de la Communauté française ainsi que, le cas échéant, l'attestation de succès à un examen d'admission organisé un jury de l'enseignement secondaire ordinaire institué au sein du Ministère de la Communauté française. À nouveau, la mise à disposition des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existantes (cfr. Nouveaux articles 106/15 à 106/19 insérés par l'article 14 du dispositif). La BCED agit ici en tant qu'intégrateur de services.

Au sein du nouveau chapitre VIII*bis*, une quatrième et dernière section est insérée dédiée aux finalités de traitement poursuivies dans le cadre d'e-paysage et aux catégories d'utilisateurs de la plateforme.

Au sein de cette quatrième section, l'insertion du nouvel article 106/14 au sein du décret Paysage, liste les finalités poursuivies par l'ARES, en tant que responsable de traitement, dans le cadre de la collecte et la mise à disposition des données visées aux nouveaux articles 106/4 à 106/13 insérés par l'article 14 du dispositif. La finalité première est de centraliser les informations liées aux inscriptions, admissions et au parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française afin de les rendre accessibles à un certain nombre de catégories d'utilisateurs et de faciliter et simplifier les démarches administratives qu'ils doivent effectuer en vertu d'une législation ou réglementation particulière. Il s'agit de la finalité principale poursuivie par l'ARES dans le processus e-paysage. Cette centralisation permet également

un traitement plus rapide des demandes des personnes concernées visées à l'article 106/1 inséré via l'article 14 du dispositif, lesquelles verront leurs démarches administratives considérablement allégées. La seconde finalité consiste à mettre à disposition des établissements d'enseignement supérieur les données nécessaires pour leur permettre de vérifier, simplement et avec un haut degré de certitude, les conditions d'admission et d'inscription des étudiants dans des études déterminées de même que de vérifier les conditions d'octroi d'une réduction ou d'une dispense des droits d'inscription. La troisième finalité consiste à mettre à disposition des commissaires et délégués les données nécessaires à l'exécution de leurs missions. La quatrième finalité consiste également à faciliter les démarches administratives non seulement des demandeurs d'une allocation d'études en les soulageant de faire la preuve de leur inscription dans l'enseignement supérieur, mais également du Service des Allocations d'études dans la gestion de ses dossiers. La cinquième finalité consiste à permettre à d'autres services publics de pouvoir disposer de certaines données très précises contenues dans ou mises à disposition via la plateforme e-paysage afin de pouvoir vérifier si telle personne concernée entre dans les conditions d'octroi de tel ou tel service. Ceci permettra également aux personnes concernées de limiter leurs démarches administratives et de pouvoir bénéficier d'une décision rapide quant à leur situation. Par décret, il conviendra de devra prévoir, au regard de cette finalité, les services publics visés (tels que les services de transports publics, les caisses publiques d'allocations familiales, etc.), les données auxquelles ils ont accès, les sous-finalités éventuelles et les catégories de personnes concernées, de même que la durée de conservation des données. La sixième finalité consiste à établir, sur la base des données collectées au moyen de la plateforme e-paysage, une base de données autonome, celle des diplômés de l'enseignement supérieur en Communauté française (DADI) appelée, comme la base de données HOPS reprenant l'ensemble des données relatives aux habilitations et à l'offre programmée de l'enseignement supérieur, à devenir source authentique – au sens de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative. Cette base de données, offrant un haut degré de fiabilité, servira non seulement à certaines catégories d'utilisateurs tels que visés à l'article 106/15 inséré via l'article 14 du dispositif – notamment les établissements d'enseignement supérieur lorsque des demandes d'admission sont introduites auprès d'eux[1] –, mais également à d'autres catégories à définir ultérieurement par décret, et ce, en fonction de certaines finalités particulières poursuivies par celles-ci. Cette base de données permettra d'authentifier les titres délivrés en Communauté française et constituera un outil de lutte contre les faux diplômes. La dernière finalité concerne davantage l'ARES dans le cadre des missions qui lui sont actuellement dévolues en vertu de l'article 21, alinéa 1er, 18° précité, et 23° du décret Paysage[2]. Dans cette optique, l'article 106/20 inséré via l'article 14 du dispositif prévoit que l'ARES confie à un tiers de confiance les données contenues dans la plateforme d'échange de données ou mises à disposition au moyen de celle-ci, aux fins de pseudonymisation ou anonymisation préalable des données à caractère personnel. La présente finalité est la seule qui permette à l'ARES un traitement supplémentaire que ceux qui lui sont confiés, en vertu du décret en projet, à savoir la collecte et la mise à disposition de données. L'ARES ne pourra donc utiliser que des données pseudonymisées ou anonymisées, après intervention du tiers de confiance désigné, comme la BCED, STATBEL ou la BCSS.

[1] En application, par exemple, de l'article 107, alinéa 1er, 3° du décret Paysage.

[2] Article 21, al. 1er, 23° : *« L'ARES a pour missions […] de réaliser ou de faire réaliser des études et des recherches scientifiques relatives à l'Enseignement supérieur et particulièrement aux populations étudiantes, aux parcours d'études, aux conditions de réussite et aux diplômes délivrés, d'initiative ou à la demande du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions ».*

Le nouvel article 106/15 inséré au sein du décret Paysage, liste de manière tout à fait exhaustive les catégories d'utilisateurs des données contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage. Actuellement, il n'en est prévu que quatre, également utilisateurs de données :

- Les établissements d'enseignement supérieur,
- Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ;
- Le Service d'allocations d'études de la Communauté française ;
- Le Ministère de la Communauté française.

Par décret, d'autres catégories d'utilisateurs pourront être ajoutées, comme exposé *supra*. La disposition responsabilise également les différentes catégories d'utilisateurs qui doivent prendre toutes les mesures utiles pour garantir que les données à caractère personnel consultées soient traitées de manière confidentielle et uniquement pour les finalités les concernant. Chaque instance est tenue responsable dans la désignation des personnes habilitées à avoir accès aux données et des actes posés par ceux-ci. Cette responsabilisation peut s'opérer moyennant la signature d'engagements de confidentialité.

Le nouvel article 106/16 inséré au sein du décret Paysage, liste de manière exhaustive les données auxquelles sont autorisés à accéder les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de leurs missions. Ainsi, les établissements ont accès à :

- L'ensemble des données visées à l'article 106/4, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de :
    1° Procéder à la vérification des conditions d'accès, d'admission et d'inscription de l'étudiant, en application des articles 95, 99, 102, 103, 107, 111 et 112 du décret Paysage,
    2° vérifier si l'étudiant est finançable au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études et, le cas échéant, le refuser à l'admission, en vertu de l'article 96, § 1er, alinéa 1er, 3° du décret Paysage ;
- L'ensemble des données visées à l'article 106/5, inséré via l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent, en application de l'article 68/1, alinéa 4 du décret Paysage, de valoriser, au moment de la validation du programme annuel de l'étudiant lors d'une inscription régulière, les éventuelles unités d'enseignement suivies isolément et acquises, conformément à l'article 139 du même décret ;
- Aux données visées à l'article 106/6, alinéa 1er, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de vérifier si l'étudiant se présentant à l'admission doit être refusé, en application de l'article 96, § 1er, alinéa 1er, 1° du décret Paysage ;
- L'ensemble des données visées à l'article 106/7. Ces données leur permettent de procéder à l'admission des étudiants ne pouvant être considérés comme étudiants non résidents au sens du décret du 16 juin 2006 précité. La disposition en projet précise toutefois que seuls les établissements soumis à l'application dudit décret peuvent y avoir accès afin de ne pas permettre à tout établissement d'avoir accès à des données qui ne les intéressent pas. De la même manière, chaque établissement soumis à l'application dudit décret n'aura accès qu'aux données des étudiants non résidents ayant sollicité une admission au sein de leur établissement ;
- L'ensemble des données visées à l'article 106/8. Ces données leur permettent de procéder à l'admission des lauréats de l'examen d'entrée dans l'une des deux filières (médecine ou dentisterie). De la même manière que ci-dessus, la disposition précise que seules institutions universitaires

soumises à l'application du décret du 29 mars 2017 relatif aux sciences médicales et dentaires peuvent y avoir accès afin de ne pas permettre à tout établissement d'avoir accès à des données qui ne les intéressent pas. De la même manière encore, chaque université n'aura accès qu'aux données des lauréats ayant sollicité une admission au sein de leur établissement ;

- La seule décision rendue par la CEPERI – visée à l'article 106/9, § 2, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif – à l'exclusion de l'ensemble des données du dossier introduit, lequel n'intéresse aucun établissement dans le cadre d'une demande d'admission ;
- La seule décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires et la date de prise d'effet de celle-ci – visée à l'article 106/10 – aux fins d'admission dans un cursus, en application de l'article 107, alinéa 1er, 7° du décret Paysage ;
- L'ensemble des données visées à l'article 106/11. Ces données leur permettent, en fonction de la décision rendue par le Service des allocations d'études, de vérifier les conditions d'octroi d'une réduction ou d'une dispense des droits d'inscription, conformément à l'article 105, § 2 et § 3 du décret Paysage ;
- L'ensemble des données visées à l'article 106/12, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de vérifier l'éventuel passé académique de l'étudiant dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, aux fins d'admission dans un cursus, conformément à l'article 107, alinéa 1er, 4° du décret Paysage ;
- L'ensemble des données visées à l'article 106/13, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif. Ces données leur permettent de vérifier les conditions d'accès à un cycle d'études, conformément à l'article 107, alinéa 1er, 1°, 2° et 5° du décret Paysage.

La disposition en projet prévoit également certaines exceptions en vertu desquelles seuls certains établissements sont autorisés à avoir accès à certaines données. Ainsi :

- Seuls les établissements partenaires à une convention de codiplômation donnée ont le droit d'avoir accès à l'adresse email de l'étudiant fournie par l'établissement référent, afin de pouvoir coordonner les échanges d'information. Il n'est pas envisageable que les autres établissements, tiers à la convention, aient accès à une telle donnée ;
- Seuls les établissements (universités et hautes écoles) soumis à l'application du contingentement des étudiants non résidents ont le droit d'avoir accès aux données desdits étudiants. La disposition introduit également une seconde limite : chaque établissement n'a le droit d'avoir accès qu'aux seules données des étudiants s'inscrivant en leur sein. Encore une fois, il n'est pas envisageable que les autres établissements puissent avoir accès à ces données, dont ils n'ont aucune utilité ; seuls les établissements (universités) organisant le cursus de médecine et/ou de dentisterie ont accès aux données des lauréats de l'examen d'entrée et d'accès. La disposition prévoit, elle aussi, une seconde limite, similaire à celle ci-dessus : chaque université n'a le droit d'avoir accès qu'aux seules données des candidats s'inscrivant en leur sein. Encore une fois, il n'est pas envisageable que les autres établissements puissent avoir accès à ces données, dont ils n'ont aucune utilité.

Le nouvel article 106/17 inséré au sein du décret Paysage, liste de manière exhaustive les données auxquelles sont autorisés à accéder les commissaires et délégués du Gouvernement dans le cadre de leurs missions. Ainsi, les commissaires et délégués ont accès à l'ensemble des données contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage afin d'assurer leurs missions de contrôle des établissements d'enseignement supérieur, en vertu du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou

subventionnées par la Communauté française et du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). Chaque commissaire ou délégué du Gouvernement n'a accès qu'aux données des personnes concernées inscrites ou ayant introduit une demande d'inscription auprès du ou des seul(s) établissement(s) dont ils assurent le contrôle. De la même manière, la disposition prévoit que, s'agissant du contrôle opéré dans le cadre de l'examen d'entrée, seul le commissaire désigné et chargé d'assurer le contrôle du jury de l'examen a accès aux données visées à l'article 106/8, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif.

Le nouvel article 106/18 inséré au sein du décret Paysage, liste de manière exhaustive les données auxquelles est autorisé à accéder le Service des allocations d'études dans le cadre de ses missions. Ainsi, le Service des allocations d'études a uniquement accès, parmi les données transmises par les établissements d'enseignement supérieur en vertu de l'article 106/4, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif, au numéro de Registre national ou au numéro *bis* de l'étudiant, de même qu'aux informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements et, le cas échéant, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivrés à l'issue des études suivies. Ces données sont nécessaires afin de permettre au Service des allocations d'études de vérifier si l'étudiant ayant sollicité une allocation d'études est, conformément à l'article 5 du décret coordonné du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, porteur d'une attestation d'inscription définitive auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice reconnu par la Communauté française et si l'étudiant ayant sollicité une allocation d'études, conformément à l'article 3 du décret coordonné, n'entame pas des études d'un niveau égal ou inférieur à celui des études qu'il a déjà faites, qu'il ait ou non bénéficié, à cette fin, d'une allocation d'études. La BCED agit ici en tant qu'intégrateur de services.

Le nouvel article 106/19 inséré au sein du décret Paysage, liste de manière exhaustive les données auxquelles est autorisé à accéder le Ministère de la Communauté française dans le cadre de ses missions. Ainsi, le Ministère de la Communauté française a uniquement accès, parmi les données transmises par les établissements d'enseignement supérieur en vertu de l'article 106/4, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif, au(x) éventuel(s) diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivrés à l'issue des études suivies. La BCED agit ici en tant qu'intégrateur de services.

Le nouvel article 106/20 inséré au sein du décret Paysage, prévoit textuellement que, dans le cadre de la finalité statistique dévolue à l'ARES en vertu de l'article 106/14, 7°, tel qu'inséré par l'article 14 du dispositif, l'ARES désigne un tiers de confiance afin de pseudonymiser et anonymiser les données à caractère personnel contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

Le nouvel article 106/21 au sein du décret Paysage, habilite expressément le Gouvernement à prendre des dispositions réglementaires afin de fixer les modalités générales de fonctionnement de la plateforme e-paysage, telles qu'elles découlent de l'application du dispositif prévu par le texte en projet. Peuvent y être définis plus précisément les rôles de la BCED et de l'ETNIC. La disposition en projet donne également au Gouvernement la possibilité de définir des délais de conservation particuliers de certaines catégories de données contenues dans ou mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage. Une certaine souplesse doit en effet être accordée en fonction des différents traitements, certaines données pouvant être supprimées au bout de quelques mois, d'autres pouvant être supprimées année académique après année académique, d'autres enfin après 5 années. La disposition prévoit, en tout état de cause, deux limites : 10 années, s'agissant de l'ensemble des données et 40 ans, s'agissant des données des diplômés. Ces seules

dernières données doivent rester accessibles assez longtemps afin d'accompagner la personne concernée au fur et à mesure de sa vie professionnelle, *post* professionnelle et le cas échéant, académique en cas de reprise d'études.

Article 15. – La disposition en projet poursuit les mêmes objectifs que ceux poursuivis par les articles 7 à 11 du décret, s'agissant cette fois du transfert des données des étudiants ayant fraudé lors d'une évaluation. Les commentaires formulés sont transposables s'agissant de la disposition en cause.

Article 16. – La disposition a pour objet de modifier l'article 1er, § 1er, alinéa 1er du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires afin de l'adapter à la nouvelle réalité induite par le processus e-paysage. Il est ainsi prévu que les universités concernées vérifient la condition de réussite de l'examen d'entrée au moyen de la plateforme d'échange de données.

Article 17. – La disposition en projet a pour objet de modifier l'article 6, § 1er, alinéa 1er, du même décret afin, à nouveau, de l'adapter à la nouvelle réalité induite par le processus e-paysage. C'est au moyen de la plateforme e-paysage que l'ARES met à disposition des universités concernées les données à caractère personnel des lauréats inscrits à l'examen.

Articles 18 à 20. – Les dispositions en projet prévoient une période transitoire en 2021-2022.

Durant l'année académique 2021-2022, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement transmettra à l'ARES, au moyen de la plateforme e-paysage, le statut régulier de l'inscription de l'étudiant et le statut de finançabilité de celui-ci.

Il est également prévu qu'à compter de l'entrée en vigueur, les établissements doivent transmettre les données au plus tard pour mai 2023 afin de leur laisser le temps d'y procéder mais également afin que la plateforme soit pleinement opérationnelle pour la rentrée académique suivante, soit la rentrée 2023-2024.

La disposition prévoit enfin la possibilité, pour les établissements, de transférer certaines données strictement nécessaires afin de compléter l'éventuel passé académique des étudiants.

Article 21. – La disposition en projet fixe l'entrée en vigueur du décret à partir de l'année académique 2022-2023.

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Madame Valérie Glatigny
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, Promotion de Bruxelles, de la Jeunesse et du Sport
Place Surlet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles

Nos références	**Vos références**	**Date**
ARES-LD-JNe-CB-22-012	-	Bruxelles, le 27 janvier 2022

Votre correspondant
Cathy Bodson – T : +32 2 225 45 18 (direct) – cathy.bodson@ares-ac.be

Concerne
ARES – Report de la réforme de la formation initiale des enseignants – Application de l'article 88, § 2, du décret « Paysage »

Madame la Ministre,

Lors de sa réunion du 20 janvier 2022, la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale a approuvé une méthodologie de travail relative à l'application de l'article 88, § 2, du décret « Paysage ». Lors de la réflexion, il a été souligné qu'une prolongation de l'immunisation des cursus liés à la formation initiale des enseignants serait nécessaire, en raison du report de la réforme à septembre 2023.

Pour ce faire, il conviendrait de modifier l'article 88, § 2, alinéa 2, du décret « Paysage » comme suit :

« ***§ 2.*** *[…]*

Par dérogation à l'alinéa premier, l'obligation de coorganiser les cycles d'études de type court dans les domaines 10 et 23 visés à l'article 83, § 1er, et uniquement pour ceux qui sont liés à la formation initiale des enseignants, prendra effet à partir de l'année académique ***2023-2024****.* ».

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Laurent Despy
Administrateur

ACADÉMIE
DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

CONSEIL D'ADMINISTRATION - 14 DÉCEMBRE 2021

CLARIFICATIONS RESTANTES À APPORTER AU PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 FÉVRIER 2019 PORTANT SUR LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS

Date de rédaction : 3 décembre 2021

Auteur : Affaires académiques

Annexes : 2 annexes :

1. Projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants : exposé des motifs, dispositif et commentaire des articles
2. Version consolidée du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par le projet de décret

Rétroactes

Depuis sa mise en place en mai 2019, l'ARES via les membres de la cellule d'appui à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants a œuvré à la récolte de l'ensemble des questions et demandes de clarifications émanant des établissements d'enseignement supérieur pour ensuite les relayer auprès du Cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur.

Cette centralisation des questions s'est faite de différentes manières, que ce soit par e-mail ou lors des différentes rencontres réalisées, entre autres, avec :

- les différents consortiums RFIE de codiplômation ;
- les conseillères et conseillers FIE ;
- les réunions de la Commission Pédagogique de la Chambre des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale ;
- les différentes chambres thématiques de l'ARES.

Un travail de suivi a été réalisé par la cellule auprès du Cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur et certaines de ces questions et demandes ont trouvé une réponse et/ou ont été prises en compte dans les différentes versions de l'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 février 2019. Toutefois, de nombreuses demandes de clarification **n'ont pas encore été traitées alors que la résolution de certaines apparaît comme essentielle aux yeux des acteurs·trices de terrain pour la mise en œuvre effective de la RFIE.**

Il convient que les membres du Conseil d'administration soient informés de cet état de fait.

RUE ROYALE 180 / 1000 BRUXELLES / BELGIQUE
T +32 2 225 45 11 / F +32 2 225 45 05
WWW.ARES-AC.BE

Analyse

Voici la liste des éléments de clarification restants et nécessaires à la mise en œuvre de la RFIE. Pour plus de facilités, cette liste est structurée sous différentes rubriques thématiques.

01. COCOFIE

01. Quel sera le fonctionnement de la COCOFIE, au regard des dispositions prévues à l'article 7, § 4, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret ?

02. Qui est capable et compétent pour définir les seuils minimaux de compétences de la formation initiale ? Ce point sera-t-il soumis à un vote ? De plus, qu'en est-il du délai demandé pour la réalisation de cette tâche par rapport à la composition des programmes par les établissements ?

03. Comment le rôle d'analyse de la qualité de la COCOFIE sera-t-il articulé avec celui de l'AEQES ?

02. COMPÉTENCES ET CONTENUS

04. L'orthopédagogie non clinique semble peu mise en évidence dans le référentiel de compétences. Or, la mise en place des Pôles Territoriaux est en route et nécessitera des profils suffisamment formés en orthopédagogie pour assurer la bonne mise en œuvre de ce chantier du Pacte.

05. À l'article 5 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, pourquoi parler de « capacités » et rappeler chaque fois la phrase « Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes » ? Ce qui est listé dans la suite du texte est de l'ordre de compétences et non de capacités du point de vue des concepts pédagogiques, selon les définitions de Roegiers ou de Bernard Rey. Ne faudrait-il pas tout simplement supprimer cette phrase ?

03. RÉFÉRENTIELS DE COMPÉTENCES ET PROFILS D'ENSEIGNEMENT

06. Dans le commentaire des articles de l'article 20 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, il s'agirait de corriger la date de l'année académique requérant (1°) la remise par l'ARES des référentiels de compétences correspondants aux grades académiques délivrés, (2°) la rédaction des profils d'enseignement par les établissements et (3°) l'attestation par l'ARES du respect des référentiels par programmes d'études proposés par les établissements. En effet, l'article 20 prévoit que ce travail devrait se faire en 2022-2023 alors que le décret entre en vigueur en septembre 2022.

04. MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE

07. La mise en place organisationnelle et la correction de l'épreuve liminaire de maîtrise de la langue française sera-t-elle financée et si oui, comment? Comment garantir l'équité face à la correction de l'épreuve ? Ne faudrait-il pas passer par les pôles pour l'organisation ?

08. Comment seront financés, dans les masters en enseignement sections 4 et 5, les 5 crédits de maîtrise de la langue française qui s'ajouteront au programme des étudiants qui n'auront pas réussi l'épreuve liminaire ?

05. ACTIVITÉS PRATIQUES

05.1 / ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PRATIQUES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

09. Il conviendrait de préciser si les maîtres de formation pratique actuels sont assimilés ou non aux enseignants praticiens, visés à l'article 2, 13°, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret. Cela aura diverses conséquences, qu'il faudra identifier, pour le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

10. Quelle est la pertinence de maintenir une distinction entre « atelier de formation professionnelle » pour les hautes écoles et « séminaires d'analyse des pratiques » pour les universités et les écoles supérieures des arts (visés à l'article 39, § 1er et § 2, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret) dans le cadre d'une codiplômation mêlant ces différentes formes d'établissements ?

11. À l'article 36, § 2, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, ne faudrait-il pas réintroduire la possibilité d'un stage massé qui a disparu ? Il serait dommage de ne pas pouvoir organiser de stages selon cette formule durant les années de bachelier.

12. Quelles formations devront suivre les maîtres de formation pratique en attendant que le master de spécialisation en enseignement soit organisé en 2031 ? Le décret FIE indique, en son article 54, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, que le master de spécialisation en enseignement est une condition d'accès au master de spécialisation en formation des enseignants.

13. Quelle est la place des psychopédagogues des hautes écoles dans les ateliers de formation professionnelle, visés à l'article 39, § 1er, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret ? Au *littera* b), il est fait référence à l'article 19, 4°, du décret FIE, tel que modifié par le projet de décret, mentionnant l'axe « formation didactique et pédagogique ». Cependant, cet axe laisse place à de nombreuses interprétations : y retrouve-t-on les cours de didactique donnés par les professeurs de discipline ? L'article 19 4° en expurgeant le terme "didactique" [déjà présent en art. 19 1°] réserverait une place aux psychopédagogues.

05.2 / ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PRATIQUES PAR LES MAÎTRES DE STAGE

14. Quelle sera la hauteur de la revalorisation salariale pour les maîtres de stage ?

15. Les écoles supérieures des arts souhaitent des éclaircissements quant à la rémunération des maîtres de stage dans l'ESAHR et qui accueillent les étudiants de master à finalité didactique ou d'agrégation des écoles supérieures des arts. Ils reçoivent uniquement un défraiement en cas de déplacements liés à leur charge de maître de stage (ex : soutenance d'un mémoire didactique). La circulaire 7898 n'évoque pas cette situation. Une valorisation salariale serait gratifiante et utile à la collaboration ESA-ESAHR.

16. Concernant le certificat en encadrement des stages pour enseignants en formation, les établissements s'inquiètent de l'intérêt que celui-ci pourrait solliciter si cette formation n'est pas obligatoire pour accueillir des stagiaires et si un droit d'inscription doit être demandé, si le certificat est organisé sur fonds propres.

05.3 / BALISES DU STAGE DE LONGUE DURÉE

17. Serait-il envisageable de diminuer le nombre de crédits pour le stage long des masters en enseignement pour les sections 1, 2 et 3 à 15 crédits ? Cela permettrait, en effet, d'une part, d'atteindre l'objectif annoncé de faire exercer par l'étudiant les 4 domaines de compétences (visés à l'article 5 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret) et, d'autre part, d'axer davantage le deuxième cycle de ce cursus sur les aspects relevés comme lacunaires, notamment par l'évaluation menée par le Centre d'Etudes Sociologiques des Facultés universitaires Saint-Louis (didactique disciplinaire, différenciation et orthopédagogie pour faire face aux difficultés et aux troubles d'apprentissage) en partenariat avec l'université codiplômante.
    Par ailleurs, ce stage pourra-t-il être scindé sur les deux quadrimestres ?
18. Comment gérer les séminaires de suivi de stage s'il y a déjà 20 crédits de l'axe « formation à et par la pratique » dans le deuxième cycle ? Dans quel axe prendre les crédits ? Si ceux-ci devaient venir de l'axe « formation à et par la pratique », plus de 20 crédits seraient condensés en année diplômante, ce qui empêcherait la formation basée sur l'aller-retour entre la pratique et la théorie lors du premier cycle.
19. Les établissements s'inquiètent de la pénurie des maîtres de stages dans le cadre du stage de longue durée : comment trouver des maitres de stage qui vont accepter d'encadrer un étudiant pendant 4 mois ? Ne va-t-on pas se trouver *de facto* avec des stages longue durée sans encadrement par un maitre de stage ?
20. Afin que le stage de longue durée soit accompagné par les hautes écoles et les universités, peut-il être organisé en plusieurs activités d'intégration professionnelle (stage et séminaire d'accompagnement), incluant l'expertise de chaque forme d'enseignement ?
21. Pourquoi le stage de longue durée est-il réalisé, de préférence, dans un même établissement, alors que la richesse des stages est de comparer différentes approches ? Le stage de longue durée ne serait-il pas en contradiction avec les prescrits visés à l'article 36, §1er, du décret FE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret ?
22. Le stage de longue durée ne démotiverait-il pas l'étudiant dans le cas où l'expérience dans l'école se passe mal, parce que l'établissement ne convient pas ou si l'école n'a pas de dynamique collective ?
23. Que se passe-t-il si les crédits « préalables » au stage de longue durée ne sont pas acquis? Qui va autoriser l'accès au stage de longue durée ?
24. Les écoles supérieures des arts souhaiteraient que le seuil de crédits à acquérir par l'étudiant avant son stage de longue durée en master en enseignement section 4 soit diminué à 5 crédits (au lieu de 10). Cette demande est faite pour avoir une cohérence avec ce que le décret prévoit, en son article 24, § 3, dernier alinéa, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er projet de décret, à savoir que l'axe « formation à et par la pratique » soit de 25 crédits pour les formations artistiques au lieu de 30 pour les autres disciplines.
25. Avons-nous bien l'assurance que dans le cadre du stage de longue durée l'accompagnement réflexif et la supervision autour du stage pourront être intégrés à ces crédits ? Ne conviendrait-il pas de clarifier l'art. 23 à ce sujet ?

06. CODIPLÔMATIONS

26. Lorsque la haute école (valable pour l'ICHEC et la haute école Francisco Ferrer) est l'établissement référent dans le cadre du master en enseignement section 5, il conviendrait de préciser avec quelle autre forme d'enseignement cette dernière codiplôme (article 77*ter*, du décret FIE , tel qu'ajouté par l'article 9 du projet de décret).

27. Pourquoi y a-t-il un équilibre différent, en sections 4 et 5, entre le référent et le non-référent, selon la forme d'enseignement ? En effet, selon les articles 25 et 31 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, quand l'école supérieure des arts est référente, elle peut organiser davantage de crédits que l'université quand cette dernière est référente.

28. L'article 22, §3, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, prévoit que, pour les disciplines relevant de la formation artistique, la codiplômation peut réunir une haute école et une école supérieure des arts. Cet article se réfère à l'article 12, alinéa 1er, 12° et 13°, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, qui ne porte que sur la section 3. Cela veut dire que pour la partie "formation artistique" des futurs enseignants de sections 1 et 2, il ne peut pas être fait appel à une ESA dans le cadre d'une codiplômaion. Comment expliquer cela ?

29. Il conviendrait de confirmer la possibilité de répartir et d'organiser des unités d'enseignement « mixtes » entre deux établissements partenaires d'une codiplômation (tel que prévue par l'article. 82, § 3, du décret Paysage), particulièrement dans le cas de mémoires conjoints.

07. SECTIONS 1 ET 2

30. Pour la section 2, la question de la formation à la neutralité est complexe. En effet, le décret FIE, ainsi que le décret Paysage, prévoient une répartition de crédits, le crédit étant une unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage. Cependant, le nombre d'heures de cours correspondant à un crédit n'a jamais été officiellement établi. Dans le décret « Neutralité », le législateur indique que la formation à la neutralité est organisée à raison de 20 heures par « les différents opérateurs de formation ». Deux nomenclatures s'affrontent donc. Si nous revenons au décret « Neutralité », les 20 heures doivent-elle être considérées comme des heures de cours réellement prestées par les enseignants en classe ou peuvent-elle être assimilées comme pour les crédits à « du temps de travail par les étudiants » ?

31. Il conviendrait de clarifier les modalités d'intégration, notamment en termes de crédits dans les cursus en enseignement sections 1 et 2 du module actuel de formation à la didactique de l'éducation à la philosophie et citoyenneté. Cette question se pose principalement au regard de l'actuel certificat en didactique de l'éducation à la philisophie et à la citoyenneté.

08. SECTION 3 : APPARIEMENTS ET HABILITATIONS

32. La formulation de l'article 20, § 2 et § 3, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, est inchangée et crée une confusion entre un master en enseignement section 3, formation artistique : musique (ou arts plastiques) et éducation culturelle et artistique qui serait destiné à l'enseignement

dans l'ESAHR et un master en enseignement section 3 pour enseigner dans le Tronc commun à travers les périodes d'éducation culturelle et artistique sans nécessité de module de formation complémentaire.

33. Le bachelier en formation musicale n'a pas été abrogé par le décret du 7 février 2019, ce qui a pour conséquence d'avoir trois formations différentes menant à l'enseignement de la musique. Comment inscrire cette particularité dans les titres requis et quels seront les empans de ces différentes formations?

34. À l'article 77*bis*, m), du décret FIE, tel que modifié par l'article 8 du projet de décret, l'appariement porte toujours sur les sciences humaines liées avec l'éducation à la philosophie et citoyenneté, alors que l'article 12, alinéa 1er, 11°, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, mentionne uniquement les sciences humaines.

35. À l'article 77*bis*, o), du décret FIE, tel que modifié par l'article 8 du projet de décret, au niveau des conditions pour les habilitations à organiser le master en enseignement section 3 : formation manuelle, techique et technologique et formation numérique, l'accent est uniquement mis sur le numérique. Pourquoi orienter à ce point la création de ce master ? Ne faudrait-il pas l'ouvrir à d'autres conditions ?

36. Quel(s) appariement(s) permettra(ont) de former aux cours liés au référentiel FMTTN dans l'enseignement secondaire inférieur ? S'agira-t-il seulement des diplômés du master en enseignement section 3 formation manuelle, technique et technologique et formation numérique ou les diplômés du master en enseignement section 3 mathématique et formation numérique pourront également avoir le titre requis ? N'y aura-t-il pas risque de pénurie avec seulement ces appariements ?

37. Qu'en est-il de la discussion relative au maintien du certificat en didactique de la philosophie et de la citoyenneté ? Serait-il accessible uniquement aux enseignants disposant d'un master en enseignement? Si oui, s'agirait-il d'un ou de deux certificats, respectivement pour la section 3 et les sections 4 et 5 ? Serait-il organisé comme aujourd'hui, indépendamment par les HE et les U, ou en co-diplômation ?

09. SECTIONS 4 ET 5 : DISCIPLINES ET HABILITATIONS

38. À l'article 16, alinéa 1er, 20°, il est prévu qu'une discipline « Langue moderne traduction et interprétation » soit créée. Cependant, une université s'interroge sur la restriction précisée, à savoir qu'une seule langue puisse être choisie. Pourquoi une telle différence de traitement par rapport à l'appariement visé au 2° (langues modernes) où deux langues peuvent être choisies et à l'heure où la pénurie d'enseignants en langues est avérée depuis plusieurs années ?

39. Certains établissements souhaiteraient que la discipline « français langue étrangère » soit ajoutée pour les masters en enseignement sections 4 et 5. En effet, les agrégations et les masters à finalités didactique en français langue étrangère ont été créés pour répondre aux besoins du décret Titres et fonctions. De plus, ils attirent beaucoup d'étudiants et les débouchés ne manquent pas.

40. Avec le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur, la liste de disciplines associées à la section 5 restait ouverte. L'article 16 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, fixe, pour cette section 5, la même liste de disciplines qu'en section 4. Cela supprime toute possibilité d'obtenir un titre pédagogique universitaire dans les disciplines relevant du qualifiant, ou attachées à des secteurs autres que l'enseignement obligatoire, dans lesquels ce titre reste utile (éducation permanente, formation en entreprise, etc.). C'est notamment le cas pour les disciplines suivantes : informatique, architecture, urbanisme, histoire de l'art, pharmacie, santé publique, danse, sciences de l'éducation et psychologie,

musicologie, sciences biomédicales, … Il conviendrait de préciser ce qu'il advient de ces agrégations, notamment quand elles sont le seul titre requis reconnu actuellement pour pouvoir donner cours.

41. L'article 15 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret précise que le diplôme délivré en fin de S5 s'intitulera "master en enseignement S5". Comment rendre le terme « S5 » lisible, et attractif, particulièrement, pour les diplômés qui cherchent à valoriser leur diplôme à l'étranger ?
42. Concernant les habilitations pour le master en enseignement sections 4 langues germaniques, est-il possible de les organiser si l'établissement ne possède pas actuellement d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur en langues germaniques, mais qu'ils ont l'habiliation pour le bachelier en langues et lettres modernes, orientation germaniques et qu'ils possèdent d'autres agrégations de l'enseignement secondaire supérieur ? En effet, l'apport disciplinaire pour le master en enseignement section 4 n'est que de 20 crédits sur les 120 et cela aurait complètement du sens de pouvoir l'organiser.

10. ESAHR

43. À l'article 17, alinéa 2, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, il est prévu que les sections 3, 4 et 5 permettent l'accès à l'ESAHR. Pour les cursus en enseignement section 3, cela est confirmé par l'article 11, § 1er, 2°. Cependant, pour les cursus en enseignement sections 4 et 5, les articles 13 et 15 ne mentionnent plus l'accès à l'ESAHR. Il conviendrait de corriger ces incohérences.

11. MASTERS DE SPÉCIALISATION EN ENSEIGNEMENT

44. Pourquoi rompre la continuité du Tronc commun implémenté par le Pacte pour un enseignement d'excellence, en détachant la section 3 des sections 1 et 2 pour les masters de spécialisation ?

12. MASTER DE SPÉCIALISATION EN FORMATION D'ENSEIGNANTS

45. À l'article 52 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, dans la codiplômation pour le master de spécialisation en formation d'enseignants, au moins 30 des 60 crédits sont réservés à l'université référente. Pourquoi ne pas mentionner également un maximum ?
46. Selon l'article 52 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret, il n'est pas possible que deux universités codiplôment dans le cadre du master de spécialisation en formation d'enseignants. Deux universités pourraient-elles être co-référentes ?

13. TRAVAIL DE FIN D'ÉTUDES, TRAVAIL INTÉGRÉ ET MÉMOIRE

47. L'article 30, § 3, du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret prévoit, dans le master en enseignement section 5, que le travail intégré soit considéré dans l'axe de formation à et par la pratique (25 crédits sur les 60). Auparavant, il était prévu que ce travail intégré représente 10 crédits sur les 60. Comment expliquer cette modification et la diminution du nombre de crédits de 10 à 5 - voire moins, car l'axe de formation "pratique" inclut théoriquement d'autres pratiques professionnelles que le stage de longue durée - affectés au travail intégré ? Ce travail devra-t-il dès lors comporter une part importante d'analyse de pratique professionnelle, notamment suite au stage de longue durée de master en enseignement section 5 ?. Pourquoi limiter les travaux de fin d'études à une recherche-action ou collaborative ? Les masters en enseignement sont censés former les étudiants à la recherche en éducation et en didactique et ouvrir l'accès au doctorat : limiter les TFE à la recherche-action ou collaborative ne permet pas de les y préparer.
48. Est-il confirmé que l'article 126 du décret Paysage (obligatoire de remettre un mémoire pour tous les cursus de deuxième cycle) s'applique au décret FIE, aussi bien pour les masters en enseignement que pour les différents masters de spécialisation ? De plus, est-ce confirmé qu'un mémoire ou un travail de fin d'études dans le cadre de la FIE puisse être de moins de 15 crédits, ce qui est une dérogation au décret Paysage ?

14. DOCTORAT

49. Qui sera chargé de préparer l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement est reconnue, tel que prévu à l'article 49 du décret FIE, tel que modifié par l'article 1er du projet de décret ?

15. STATUT DES ENSEIGNANTS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

50. Comment aplanir les tensions entre le personnel des trois formes d'enseignement dans le cadre de leurs collaborations en sachant par exemple que le temps dédié à l'encadrement des mémoires est très différent d'une forme d'enseignement à l'autre.
51. Comment rendre attractive la fonction d'enseignant praticien - et y éviter des risques de pénurie - au vu des conditions d'accès à la fonction ? En effet, tel que prévu dans l'article 15 du projet de décret FIE (modifiant l'annexe 2 du décret décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française), outre les diplômes de master en enseignements section 1, 2 ou 3 et de master de spécialisation en formation d'enseignants, il s'agira d'avoir le titre de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et/ou sections 3 et 4 pour enseigner dans l'axe 4 (formation didactique et pédagogique). Par ailleurs, l'enseignant praticien devra avoir acquis une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire.

16. ACCÈS AU DEUXIÈME CYCLE DES CURSUS CONDUISANT AU GRADE ACADÉMIQUE DE MASTER EN ENSEIGNEMENT DES SECTIONS 1, 2 ET 3 POUR LES TITULAIRES DU GRADE DE BACHELIER INSTITUTEUR PRÉSCOLAIRE, INSTITUTEUR PRIMAIRE OU AGRÉGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE INFÉRIEUR

52. Tel que mentionné à l'article 75 du décret FIE, qu'en est-il de la date d'entrée en vigueur de cet accès au deuxième cycle du master en enseignement respectivement en section 1, 2 ou 3? Pouvez-vous confirmer que l'organisation de ce deuxième cycle ne débutera pas en 2023-2024, tel que c'est mentionné à l'alinéa 2 de l'article 97 du décret FIE, mais bien en 2026-2027 ?

53. Il s'agirait de clarifier qui sera chargé de déterminer les modalités d'accès à ce deuxième cycle de master en enseignement des sections 1, 2 et 3. L'alinéa 2 de l'article 75 du décret FIE mentionne que « *Le Gouvernement, sur la base de l'avis de l'ARES, fixe, pour le présent décret, le volume et les modalités selon lesquels sont valorisés l'expérience acquise par les enseignants visés par le présent article, ainsi que leurs titres et brevets éventuels* ». Alors qu'en parallèle, dans le protocole de négociation sectorielle 2019-2020 relative à la programmation sociale dans l'enseignement, il est mentionné que « *Le Gouvernement s'engage à : Mettre en place, dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, un groupe de travail chargé, d'ici la signature du prochain protocole sectoriel, de : […] Déterminer à quelles conditions les enseignants formés selon l'actuelle formation initiale pourraient avoir droit au nouveau barème* ».

17. MASTER DE SPÉCIALISATION EN GESTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

54. Il conviendrait de préciser le statut du master de spécialisation en gestion d'établissements d'enseignement obligatoire et les droits liés à ce grade, comme définir le lien entre ce nouveau grade et la formation initiale des directeurs prévue au chapitre II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement.

18. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

55. Pourquoi les articles 78 et 79 du décret FIE abrogent-ils le décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents et le décret définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur en 2022-2023 ? Il est prévu par l'article 78 que le décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents reste toutefois d'application jusqu'en 2025-2026 pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2022-2023.

56. De la même manière, l'article 79 prévoit que le décret définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur reste d'application jusqu'en 2027-2028 pour les étudiants ayant

entamé leur cursus avant l'année académique 2025-2026. Il conviendrait de revoir ces articles, ainsi que l'article 82.

57. Est-ce que les étudiants qui sont cette année 2021-2022 en première année du bachelier en instituteur préscolaire, instituteur primaire ou AESI et qui n'auraient pas acquis 60 crédits basculeront dans le nouveau système ?

19. FINANCEMENT

19.1 / ALLOCATIONS TRANSITOIRES

58. Les établissements demandent des clarifications du mécanisme qui permet de calculer le budget promérité pour la mise en œuvre de la RFIE. Ils demandent également des informations sur l'absence de mécanisme compensatoire pour l'organisation des masters en enseignement section 4.
59. Quel sera le coefficient pour un étudiant dans un cursus en enseignement (1,45 ou 1,65) ?
60. L'insécurité budgétaire tend à paralyser les institutions quant à leur engagement dans la FIE. Si le décret FIE est voté au Parlement mais que, budgétairement, la FWB ne s'engage pas, quelles sont les conséquences ?
61. Quel est l'impact des nouvelles dispositions budgétaires sur le coût de cette réforme pour les établissements ?
62. L'encadrement des étudiants en master en enseignement section 4 sera beaucoup plus individualisé dans les écoles supérieures des arts pour répondre aux multiples objectifs de la FIE. Il y a donc un risque de distorsion de coûts entre partenaires d'une codiplômation, sans parler des coûts liés à l'opérationnalisation de la codiplômation (mobilité enseignante et étudiante, investissements en termes d'équipements pour des cours en visioconférence et du nouveau matériel pédagogique, UE ou AA "mixtes" en binôme d'enseignants, etc.).
63. Étant donné que le master en enseignement section 5 portera l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieure actuelle de 30 à 60 crédits, le minerval de 70,57 € actuellement en vigueur dans les ESA sera-t-il en hausse?

19.2 / BARÈME

64. Qu'en est-il des discussions sur la revalorisation barémique pour les futurs diplômés des masters en enseignement sections 1, 2 et 3 ?

19.3 / MINERVAL DES ÉTUDIANTS

65. Y aura-t-il un arrêté du Gouvernement de la Communauté française précisant les montants des droits d'inscription des cursus de la formation initiale des enseignants par type d'opérateur? Les montants ne sont aujourd'hui pas identiques qu'il s'agisse d'une école supérieure des arts, d'une université ou d'une haute école. À titre de comparaison, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur organisée à l'Université de Liège coûte 279 euros. Il en va de même pour les actuels masters à finalité didactique

où les droits d'inscriptions passent du simple au double entre le Conservatoire royal de Liège et l'Université de Liège.

66. Faudra-t-il négocier les montants des droits d'inscription dans les conventions de codiplômation, selon qu'un opérateur agisse en tant qu'établissement référent ou partenaire ?

20. GRADES FIE – ANNEXE II DU DÉCRET PAYSAGE

67. Le projet de décret prévoit, en son article 18, de supprimer les bacheliers en enseignement section 4, mais rien n'est prévu pour les autres modifications (appariements, nouvelles disciplines, masters en enseignement section 5, masters de spécialisation, ...). Il conviendrait de revoir l'annexe II du décret Paysage le plus rapidement possible, notamment pour les habilitations.

68. Certains grades apparaissent en "doublon" actuellement dans le domaine 10 et le domaine 10*bis* au sein de l'annexe II du décret Paysage :

- master en sciences de l'éducation,
- master de spécialisation en pédagogie universitaire,
- bachelier de spécialisation en accompagnateur en milieux scolaires,
- bachelier de spécialisation en orthopédagogie,
- bachelier de spécialisation en psychomotricité,
- bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement,
- bachelier éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif,
- bachelier éducateur spécialisé en activités socio-sportives.

Il conviendrait de décider dans quel domaine ils doivent se retrouver et de modifier les annexes III.1, III.2, III.3, III.4 et VI en conséquence.

Décision

Mandater l'administration de l'ARES pour soumettre ces demandes de clarifications à la Ministre de l'enseignement supérieur en vue de recevoir des réponses officielles. Ces clarifications sont une condition sine qua non à la mise en œuvre effective de la réforme par les établissements d'enseignement supérieur.